

# **ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC**

**DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**

**8e législature, 3e session**

**1893-94**

Texte établi par Christiane Demers et Jocelyn Saint-Pierre

Québec  
Journal des Débats  
1980

### Table des matières

Table des matières.....	III
Députés de l'Assemblée législative.....	IV
Membres du Conseil exécutif.....	VI
Table des séances.....	IX
Débats.....	1
Index	
Index des participants.....	431
Index des sujets.....	451

## Députés de l'Assemblée législative, 1893-1894

Député	Allégeance Politique	Circonscription
ALLARD, Victor	C	Berthier
AUGÉ, Olivier-Maurice	C	Montréal, division no 2
BAKER, Ignace Angus	C	Lévis
BEAUBIEN, Louis	C	Nicolet
BEAUCHAMP, Benjamin	C.I.	Deux-Montagnes
BÉDARD, Joseph	C	Richmond
BERNATCHEZ, Nazaire	L	Montmagny
BISSON, Elie-Hercule	L	Beauharnois
BOURBONNAIS, Avila-Gonzalve	L	Soulanges
CARBRAÏ, Félix	C	Québec-Ouest
CARON, Hector	L	Maskinongé
CARTIER, Antoine-Paul	C	Saint-Hyacinthe
CASGRAIN, Thomas Chase	C	Montmorency
CHÂTEAUVERT, Victor	C	Québec-Centre
CHICOYNE, Jérôme-Adolphe	C	Wolfe
CHOLETTE, Hilaire	C	Vaudreuil
COOKE, Joseph Peter	C	Drummond
DECHÈNE, François-Gilbert-Miville	L	L'Islet
DESCARRIES, Joseph-Adélar	C	Jacques-Cartier
DESJARDINS, Charles-Alfred	C	Kamouraska
DOYON, Cyrille	C	Laprairie
DUPLESSIS, Louis-Théodule-Nérée-Le-Noblet	C	Saint-Maurice
ENGLAND, Rufus Nelson	C	Brôme
FITZPATRICK, Charles	L	Québec-Comté
FLYNN, Edmund James	C	Gaspé
GILLIES, David	L	Pontiac
GIRARD, Alfred	L	Rouville
GIRARD, Joseph	C	Lac-Saint-Jean
GIROUARD, Joseph-Ena	L	Arthabaska
GLADU, Victor	L	Yamaska
GOSSELIN, François	L	Iberville
GREIG, William	C	Châteauguay
GRENIER, Pierre	C	Champlain
HACKETT, Michael Félix	C	Stanstead
HALL, John Smythe	C	Montréal, division no 5
KENNEDY, Patrick	C	Montréal, division no 6
KING, James	C	Mégantic
LACOUTURE, Louis	C	Richelieu
LALIBERTÉ, Edouard-Hippolyte	C	Lotbinière
LEBLANC, Pierre-Evariste	L	Laval
LUSSIER, Louis-Albert-Alexandre-Edouard-Eustache	L	Verchères
MAGNAN, Octave	C	Montcalm
MARCHAND, Félix-Gabriel	L	Saint-Jean
MARION, Joseph	C	L'Assomption
MARTINEAU, François	C	Montréal, division no 1
McDONALD, Milton	C	Bagot
McINTOSH, John	C	Compton
MERCIER, Honoré	L	Bonaventure
MORIN, Joseph	L	Charlevoix
MORRIS, Alexander Webb	C	Montréal, division no 4
NANTEL, Guillaume-Alphonse	C	Terrebonne
NORMAND, Thélesphore-Eusèbe	C	Trois-Rivières
PANNETON, Louis-Emond	C	Sherbrooke
PARENT, Simon-Napoléon	L	Saint-Sauveur
PARIZEAU, Damase	C	Montréal, division no 3
PELLETIER, Louis-Philippe	C	Dorchester
PETIT, Honoré	C	Chicoutimi et Saguenay
PINAULT, Louis-Félix	L	Matane
POIRIER, Joseph	C	Beauce
RIOUX, Napoléon	C	Témiscouata
STE-MARIE, Louis	C	Napierville

SAVARIA, Adolphe-François  
SHEHYN, Joseph  
SIMPSON, William John  
SPENCER, Elijah Edmund  
STEPHENS, George Washington  
TAILLON, Louis-Olivier  
TELLIER, Joseph-Mathias  
TESSIER, Auguste  
TESSIER, Jules  
TÊTREAU, Nérée  
TURGEON, Adélard  
VILLENEUVE, Joseph-Octave

C	Shefford
L	Québec-Est
C	Argenteuil
C	Missisquoi
L	Huntingdon
C	Chambly
C	Joliette
L	Rimouski
L	Portneuf
C	Ottawa
L	Bellechasse
C	Hochelaga



## Députés de l'Assemblée législative, 1893-1894

Circonscription	Allégeance politique	Député
Argenteuil	C	SIMPSON, William John
Arthabaska	L	GIROUARD, Joseph-Ena
Bagot	C	MCDONALD, Milton
Beauce	C	POIRIER, Joseph
Beauharnois	L	BISSON, Elie-Hercule
Bellechasse	L	TURGEON, Adélard
Berthier	C	ALLARD, Victor
Bonaventure	L	MERCIER, Honoré
Brôme	C	ENGLAND, Rufus Nelson
Chambly	C	TAILLON, Louis-Olivier
Champlain	C	GRENIER, Pierre
Charlevoix	L	MORIN, Joseph
Châteauguay	C	GREIG, William
Chicoutimi et Saguenay	C	PETIT, Honoré
Compton	C	MCINTOSH, John
Deux-Montagnes	C.I	BEAUCHAMP, Benjamin
Dorchester	C	PELLETIER, Louis-Philippe
Drummond	C	COOKE, Joseph Peter
Gaspé	C	FLYNN, Edmund James
Hochelaga	C	VILLENEUVE, Joseph-Octave
Huntingdon	L	STEPHENS, George Washington
Iberville	L	GOSSELIN, François
Jacques-Cartier	C	DESCARRIES, Joseph-Adélard
Joliette	C	TELLIER, Joseph-Mathias
Kamouraska	C	DESJARDINS, Charles-Alfred
Lac-Saint-Jean	C	GIRARD, Joseph
Laprairie	C	DOYON, Cyrille
L'Assomption	C	MARION, Joseph
Laval	C	LEBLANC, Pierre-Evariste
Lévis	C	BAKER, Ignace Angus
L'Islet	L	DECHENE, François-Gilbert-Miville
Lotbinière	L	LALIBERTE, Edouard-Hippolyte
Maskinongé	L	CARON, Hector
Matane	L	PINAULT, Louis-Félix
Mégantic	C	KING, James
Missisquoi	C	SPENCER, Elijah Edmund
Montcalm	C	MAGNAN, Octave
Montmagny	L	BERNATCHEZ, Nazaire
Montmorency	C	CASGRAIN, Thomas Chase
Montréal, division no 1	C	MARTINEAU, François
Montréal, division no 2	C	AUGE, Olivier-Maurice
Montréal, division no 3	C	PARIZEAU, Damase
Montréal, division no 4	C	MORRIS, Alexander Webb
Montréal, division no 5	C	HALL, John Smythe
Montréal, division no 6	C	KENNEDY, Patrick
Napierville	C	STE-MARIE, Louis
Nicolet	C	BEAUBIEN, Louis
Ottawa	C	TETREAU, Nérée
Pontiac	L	GILLIES, David
Portneuf	L	TESSIER, Jules
Québec-Centre	C	CHÂTEAUVERT, Victor
Québec-Est	L	SHEHYN, Joseph
Québec-Ouest	C	CARBRAY, Félix
Québec-Comté	L	FITZPATRICK, Charles
Richelieu	C	LACOUTURE, Louis
Richmond	C	BEDARD, Joseph
Rimouski	L	TESSIER, Auguste
Rouville	L	GIRARD, Alfred
Saint-Hyacinthe	C	CARTIER, Antoine-Paul
Saint-Jean	L	MARCHAND, Félix-Gabriel

Saint-Maurice	C	DUPLESSIS, Louis-Théodule-Nérée-Le-Noblet
Saint-Sauveur	L	PARENT, Simon-Napoléon
Shefford	C	SAVARIA, Adolphe-François
Sherbrooke	C	PANNETON, Louis-Edmond
Soulanges	L	BOURBONNAIS, Avila-Gonzalve
Stanstead	C	HACKETT, Michael Félix
Témiscouata	C	RIOUX, Napoléon
Terrebonne	C	NANTEL, Guillaume-Alphonse
Trois-Rivières	C	NORMAND, Télesphore-Eusèbe
Vaudreuil	C	CHOLETTE, Hilaire
Verchères	L	LUSSIER, Louis-Albert-Alexandre-Edouard-Eustache
Wolfe	C	CHICOYNE, Jérôme-Adolphe
Yamaska	L	GLADU, Victor

**L'honorable Sir Joseph-Adolphe Chapleau**  
**Lieutenant-gouverneur de la province de Québec**

**Membres du Conseil exécutif**

L'honorable Louis-Olivier Taillon, premier ministre, président du Conseil exécutif

L'honorable Edmund James Flynn, commissaire des Terres de la couronne

L'honorable Louis Beaubien, commissaire de l'Agriculture et de la Colonisation

L'honorable Thomas Chase Casgrain, procureur général

L'honorable Guillaume-Alphonse Nantel, commissaire des Travaux publics

L'honorable John Smythe Hall, trésorier

L'honorable Louis-Philippe Pelletier, secrétaire et registraire

L'honorable John McIntosh, sans portefeuille

L'honorable Thomas Chapais, sans portefeuille

## Table des séances

Séance du 9 novembre 1893.....	1
Séance du 10 novembre 1893.....	7
Séance du 13 novembre 1893.....	31
Séance du 14 novembre 1893.....	42
Séance du 15 novembre 1893.....	46
Séance du 16 novembre 1893.....	78
Séance du 17 novembre 1893.....	83
Séance du 20 novembre 1893.....	89
Séance du 21 novembre 1893.....	95
Séance du 22 novembre 1893.....	99
Séance du 23 novembre 1893.....	106
Séance du 24 novembre 1893.....	109
Séance du 27 novembre 1893.....	118
Séance du 28 novembre 1893.....	122
Séance du 29 novembre 1893.....	134
Séance du 30 novembre 1893.....	140
Séance du 1er décembre 1893.....	150
Séance du 2 décembre 1893.....	156
Séance du 4 décembre 1893.....	158
Séance du 5 décembre 1893.....	165
Séance du 6 décembre 1893.....	191
Séance du 7 décembre 1893.....	198
Séance du 11 décembre 1893.....	202
Séance du 12 décembre 1893.....	206
Séance du 13 décembre 1893.....	223
Séance du 14 décembre 1893.....	229
Séance du 15 décembre 1893.....	238
Séance du 16 décembre 1893.....	244
Séance du 18 décembre 1893.....	249
Séance du 19 décembre 1893.....	256
Séance du 20 décembre 1893.....	297
Séance du 21 décembre 1893.....	305
Séance du 22 décembre 1893.....	312
Séance du 23 décembre 1893.....	320
Séance du 26 décembre 1893.....	326
Séance du 27 décembre 1893.....	344
Séance du 28 décembre 1893.....	352
Séance du 29 décembre 1893.....	361
Séance du 30 décembre 1893.....	371
Séance du 2 janvier 1894.....	372
Séance du 3 janvier 1894.....	395
Séance du 4 janvier 1894.....	406
Séance du 5 janvier 1894.....	421
Séance du 8 janvier 1894.....	426



## Séance du 9 novembre 1893

**Sous la présidence de  
l'honorable P.-E. LeBlanc**

La séance s'ouvre à trois heures.

### Messages du lieutenant-gouverneur:

Le gentilhomme huissier à la verge noire apporte le message suivant:

M. l'Orateur,

Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

L'Orateur et les députés se rendent à la salle des séances du Conseil législatif. Et étant de retour:

### Documents:

#### Bibliothèque de la Législature

M. L'ORATEUR: Communique à la Chambre le rapport du bibliothécaire de la Législature de la province de Québec, sur l'état de la bibliothèque du Parlement, lequel est comme suit:

A l'honorable Orateur et aux honorables membres de l'Assemblée législative.

Le bibliothécaire de la Législature a l'honneur de présenter le rapport suivant pour la vacance de 1893:

Depuis la dernière session, le bibliothécaire a fait installer dans une succursale ménagée sous les combles tous les ouvrages en double, les documents parlementaires du Canada, des provinces, ainsi que des pays étrangers, et généralement les livres moins recherchés pour la lecture et la consultation. Cette réserve renferme 11,700 volumes reliés, et un peu plus de 3,300 brochés équivalant à autant de volumes.

L'honorable commissaire des Travaux publics a ordonné l'arrangement sous les toits d'un nouvel appartement, vis-à-vis du précédent, qui devra aussi servir de réserve à la bibliothèque. Cette deuxième succursale sera de moindre dimension

que l'autre, mais suffisante toutefois pour plusieurs années à venir.

La bibliothèque s'est accrue, depuis le premier de janvier 1893, de 5,804 volumes reliés et de 500 brochures, par des achats, dons et échanges. Au nombre des acquisitions importantes est la Collection Provancher, composée d'environ six cents volumes sur les sciences naturelles, l'agriculture, la chimie, etc. Ce renfort a considérablement enrichi le département de l'histoire naturelle, et les spécialistes peuvent aujourd'hui le consulter avec beaucoup de profit.

Le nombre total de volumes de la bibliothèque est de 44,590.

Le département canadien s'est enrichi de plusieurs ouvrages de grande valeur et il peut être considéré dans l'ensemble comme l'un des plus complets qu'il y ait en Canada.

Respectueusement soumis,

N.-E. Dionne

Bibliothécaire de la Législature

Québec, 9 novembre 1893.

### Comptes de l'Assemblée législative

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre le rapport de l'auditeur des comptes de l'Assemblée législative, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893, lequel est lu comme suit:

A l'honorable P.-E. LeBlanc,

Orateur de l'Assemblée législative de la province de Québec, etc., etc., etc.

Le soussigné a l'honneur de faire rapport:

Qu'il a fait l'audition des comptes généraux de l'Assemblée législative, des comptes des impressions et de la reliure pour l'Assemblée législative et des comptes de la bibliothèque pour les deux branches de la Législature pour l'année fiscale expirée le 30 juin 1893;

Qu'il a aussi fait l'examen de toutes les pièces justificatives se rapportant aux dits comptes et qu'il a trouvé le tout correct et tenu dans un ordre parfait;

Que les dépenses pour l'année mentionnée ont été de \$151,280.75 réparties comme suit:

Etat no 1 y annexé — Dépenses générales. ....	\$115,009.60
Etat no 2 y annexé — Impressions et reliure. ....	26,072.31
Etat no 3 y annexé — Bibliothèque des deux branches de la Législature. ....	10,198.84
<b>TOTAL</b> .....	<b>\$151,280.75</b>

Que toutes les pièces justificatives sont revêtues de l'approbation requise et ont été examinées minutieusement dans tous leurs détails et sont parfaites.

Le tout humblement soumis,

N.-A. Giard,

Auditeur des comptes de l'Assemblée législative, etc.. P.Q.

# BUREAU DU COMPTABLE

Assemblée Législative

2

Québec, 6 juillet 1893

Tableau des sommes reçues et déboursées pour l'Assemblée législative depuis le 1er juillet 1892 au 30 juin 1893, inclusivement

Doit	Caisse	Contra.		Avoir	
		\$	cts.	\$	cts.
1892					
Juillet 4	Mandat	10,000.00		60,137.40	
Avril 23	Mandat	3,000.00		33,268.04	
Octobre 3	Mandat	4,000.00		6,123.13	
Octobre 29	Mandat	3,500.00		4,092.56	
Novembre 30	Mandat	3,500.00		3,409.82	
Décembre 23	Mandat	3,500.00		615.65	
				7,342.28	
1893				20.78	
Janvier 14	Mandat	10,000.00			
Janvier 20	Salaire (feu L.P. Bouchard)	70.00			
Janvier 31	Mandat	10,000.00			
Février 9	Mandat	15,000.00			
Février 23	Mandat	40,700.00			
Mars 11	Newpapers, Forest & Stream	2.60			
Mars 29	Mandat	4,500.00			
Avril 26	Mandat	4,500.00			
Mai 30	Mandat	2,737.00			
			\$115,009.60		
				\$114,009.60	

L. SIMONEAU

Comptable

Assemblée législative, Québec.

Examiné et trouvé correct.

N.-A. GIARD

Auditeur des comptes de l'Assemblée législative de la province de Québec

# BUREAU DU COMPTABLE

Impressions de la Législature

Québec, 6 juillet 1893

Tableau des sommes reçues et déboursées pour les impressions de la Législature depuis le 1er juillet 1892 au 30 juin 1893

Doit	Caisse	Contra.	Avoir
1892			
Juillet 4	Mandat		
Juillet 14	Département des Travaux publics		
		\$ cts.	\$ cts.
		5,000.00	400.00
		72.31	25,672.31
		2,000.00	
Octobre 11	Mandat		
1893			
Janvier 14	Mandat		
Janvier 27	Mandat		
Mars 29	Mandat		
Mai 30	Mandat		
		\$ cts.	\$ cts.
		5,000.00	26,072.31
		3,000.00	
		6,000.00	
		26,072.31	
		<u>\$26,072.31</u>	<u>\$26,072.31</u>

L. SIMONEAU  
Comptable des  
impressions de la Législature.

Examiné et trouvé correct,  
N.-A. GIARD  
Auditeur des comptes de l'Assemblée législative de la province de Québec



## BUREAU DU COMPTABLE

## Bibliothèque de la Législature

Québec, 6 juillet 1893

Tableau des sommes reçues et déboursées pour la bibliothèque de la Législature depuis le 1er juillet 1892 au 30 juin 1893

Doit	Caisse	Contra.		Avoir	
		\$	cts.	\$	cts.
1892					
Juillet 4 .....	Mandat .....				
Septembre 5 .....	Mandat .....	2,000.00		2,992 10	
Décembre 15 .....	Mandat .....	2,000.00		1,430 35	
1893		800.00		3,181 85	
Janvier 23 .....	Mandat .....	1,000.00			
Février 8 .....	Mandat .....	1,000.00		213 30	
Mars 3 .....	Mandat .....	2,898 84		1,938 28	
Avril 14 .....	Mandat .....	500.00	10,198 84	242 01	
				170 89	10,198 81
			\$10,198 84		\$10,198 81

L. SIMONEAU

Comptable

Bibliothèque de la Législature.

Examiné et trouvé correct,  
N-A. GIARD  
Auditeur des comptes de l'Assemblée législative de la province de Québec

## Introduction de bills

L'honorable L.-O. TAILLON (Chambly):  
Demande la permission d'introduire un bill (bill no 1) concernant la prestation des serments d'office.  
Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

## Discours du trône

M. L'ORATEUR: Fait rapport que, lorsque cette Chambre s'est rendue, ce jour, auprès de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, dans la salle des séances du Conseil législatif, il a plu à Son Honneur de s'adresser par un discours aux deux Chambres de la Législature provinciale; et que, pour prévenir toute erreur, il en a obtenu une copie, dont il donne lecture à la Chambre, et elle est comme suit:

Honorables messieurs du Conseil législatif,  
Messieurs de l'Assemblée législative,

C'est avec bonheur que je vous souhaite la bienvenue au siège du gouvernement et que je vous vois réunis pour commencer les travaux de la troisième session de la présente Législative. Je vous remercie de votre empressement à nous apporter le concours de vos lumières et de votre expérience.

Depuis la dernière session de la Législature, Son Excellence le comte de Derby, gouverneur général du Canada, a vu finir son terme d'office et s'est éloigné de notre pays, après avoir donné, dans plus d'une circonstance difficile, la preuve de la sympathie qu'il portait aux Canadiens et de son zèle éclairé pour la gloire et les intérêts noblement entendus de Sa Majesté et de l'Empire.

Son Excellence le comte d'Aberdeen, que Notre Gracieuse Souveraine a envoyé au Canada pour lui succéder, a déjà su conquérir l'estime et l'affection de toutes les classes de notre population. Sa nomination au poste élevé qu'il occupe est la continuation de cette heureuse politique coloniale qui a valu au Canada l'avantage d'être gouverné par des hommes choisis entre les plus illustres de l'Angleterre, dont les noms sont restés justement populaires parmi nous.

Un rapport de la commission chargée de la préparation, de l'envoi et du classement des articles destinés à l'exposition universelle de Chicago vous sera soumis, et vous aurez la satisfaction de constater que la province de Québec s'est fait remarquer très avantageusement dans ce concours ouvert à toutes les nations du monde, spécialement par son exposition scolaire, son exposition forestière et minière, et les produits de ses industries agricoles. Parmi ces derniers, le fromage a obtenu la plus haute distinction.

Vous serez encore appelés pendant cette session à aider mon gouvernement dans l'oeuvre de l'amélioration et du perfectionnement de notre agriculture, qui est la base même de notre prospérité nationale. Le nombre des syndicats de l'industrie laitière a doublé depuis l'an dernier; l'école centrale établie à Saint-Hyacinthe pour développer cette industrie a reçu plus de deux cents élèves; dans toute la province les cercles agricoles ont

surgi comme par enchantement; en un mot l'agriculture a fait des progrès considérables; mais, si satisfaisants que soient les résultats obtenus, il y a encore lieu à améliorer et à perfectionner, et les efforts de mon gouvernement se sont particulièrement tournés de ce côté.

La législation adoptée à la dernière session, concernant les compagnies de chemin de fer, a eu l'effet désiré. Elle a conservé aux compagnies sérieuses et de bonne foi tous les droits et privilèges qui leur avaient été conférés; elle a opéré l'élimination des compagnies incapables de mener à bonne fin les entreprises dont elles s'étaient chargées; enfin elle a débarrassé la province d'obligations éventuelles qui nuisaient à son crédit. Grâce à la libéralité de la Législature la province s'est créée un réseau de voies ferrées amplement suffisant pour les besoins actuels de la colonisation et de l'immigration. Il n'est que juste que votre sollicitude et vos efforts se portent maintenant vers le développement des régions fertiles que les chemins de fer ont ouvertes aux diverses industries.

Les anciens propriétaires de l'asile de Beaufort ont vendu cet établissement à une communauté religieuse appelée les soeurs de la Charité; et mon gouvernement a fait un contrat avec cette communauté pour l'entretien des aliénés. Ces deux contrats vous seront soumis.

Les prévisions budgétaires de mon gouvernement pour l'exercice 1892-93 se sont réalisées: grâce au soin apporté à la perception du revenu, grâce aussi à l'économie pratiquée dans toutes les branches du service public, les recettes ordinaires, y compris le produit des taxes imposées l'an dernier, ont excédé les dépenses ordinaires proprement dites; cet excédent, relativement considérable, a servi à solder des dépenses extraordinaires et à diminuer la dette flottante. De sorte que le rétablissement de l'équilibre dans le budget ordinaire est pratiquement accompli.

Il y a donc lieu d'espérer que non seulement les impôts ne seront plus augmentés, mais qu'ils seront même diminués graduellement dans un avenir rapproché. Cette perspective devra encourager le peuple de la province à exécuter fidèlement les lois édictées pour faire face aux exigences de la situation financière.

Vous aurez à étudier de nouveau le système de taxation qui a été adopté en 1892, afin de voir quelles modifications il convient d'y apporter. L'expérience acquise par le fonctionnement de ce système et les observations faites par tous ceux qui se sont occupés de cette importante question vous aideront sans doute à trouver une solution satisfaisante.

Mon gouvernement, eu égard à la crise intense qui s'est fait sentir sur le marché monétaire, a dû se borner à des arrangements temporaires pour solder l'emprunt de vingt millions de francs contracté en 1891 et remplir les autres engagements de la province. Ces arrangements vous seront soumis. Quoiqu'il y ait lieu d'espérer que les effets de cette crise cesseront bientôt, mon gouvernement vous soumettra des projets de loi

qui lui permettront d'utiliser certaines ressources dans le cas où cela serait plus avantageux.

Je vous engage à examiner sérieusement la situation financière: vous vous convaincrez de la nécessité de pratiquer la plus stricte économie, de ne plus ajouter aux engagements de la province, et de les diminuer chaque fois que l'occasion s'en présentera. Cette politique s'impose: sans elle vous ne réussirez pas à inspirer en notre crédit toute la confiance que doivent commander les vastes ressources de notre territoire et l'industrie de notre population.

Messieurs de l'Assemblée législative.

Les comptes publics pour le dernier exercice vous seront soumis, ainsi que le budget des dépenses pour l'exercice qui commencera le 1er juillet prochain, et un budget supplémentaire pour l'exercice en cours.

Honorables messieurs du Conseil législatif.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Vous serez appelés à légiférer de nouveau sur le débit des liqueurs enivrantes. Cette question ne laisse pas de préoccuper vivement l'opinion publique. A la vue des maux causés par l'intempérance, vous ne refuserez pas, j'en suis convaincu, de faire la législation que réclame l'intérêt de la société.

La refonte des lois sur la procédure civile a fait des progrès satisfaisants. Une partie de ce travail vous sera soumise pendant cette session. Le reste sera complété pour la prochaine session.

Vous allez être invités à reprendre l'étude du projet de loi si important qui vous a été soumis à la fin de la dernière session au sujet de la réorganisation des tribunaux judiciaires.

L'acte des manufactures, qui est en vigueur depuis quelques années, a déjà été amendé plusieurs fois. Mon gouvernement se propose d'en faire une refonte et d'y ajouter de nouvelles dispositions pour mieux protéger les moeurs, la santé et la vie des ouvriers qui sont employés dans les fabriques.

Je vous laisse maintenant à vos importants travaux et je prie Dieu qu'il vous éclaire et vous dirige. J'ai confiance que, vous inspirant de votre loyauté et de votre dévouement à la chose publique, vous remplirez vos devoirs avec zèle et ne dépenserez pas dans des luttes stériles un temps et des efforts que vous devez à la patrie.

#### **Prise en considération du discours du trône**

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose, appuyé par le représentant de Gaspé (l'honorable E. J. Flynn), que le discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur aux deux Chambres de la Législature provinciale soit pris en considération, demain.

Adopté.

#### **Anniversaire de naissance du lieutenant-gouverneur**

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Dit qu'il désire expliquer la raison pour laquelle le

Parlement a été convoqué à cette date, le 9 novembre. Nous avons choisi ce jour pour l'ouverture de la session parce que c'est aujourd'hui la fête de notre lieutenant-gouverneur, le 53e anniversaire de sa naissance. Tout le monde reconnaît les mérites de l'honorable M. Chapleau et les services qu'il a rendus à son pays. Je demande donc la permission de lui présenter, ce soir, des félicitations au nom de cette Chambre.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit qu'il concourt pleinement dans le projet exposé par le premier ministre. L'Opposition est heureuse de faire des vœux pour M. Chapleau dans cette circonstance.

#### **Formation des comités permanents**

Il est résolu que des comités spéciaux permanents de cette Chambre, pour la présente session, soient nommés pour les objets suivants, savoir:

1. Privilèges et élections;
2. Ordres permanents;
3. Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières;
4. Bills privés;
5. Législation et lois expirantes;
6. Comptes publics;
7. Agriculture, immigration et colonisation;
8. Différentes branches d'industries en cette province.

Lesquels dits comités seront respectivement autorisés à s'enquérir de toutes matières et choses qui leur seront soumises par la Chambre, à faire rapport de temps à autre de leurs observations et opinions sur ces matières et choses, et à envoyer quérir personnes, papiers et records.

#### **Documents:**

##### **Comptes publics**

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5): Met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, les comptes publics de la province de Québec, pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1893. (Document de la session no 3)  
Applaudissements.

##### **Rapport du surintendant de l'Instruction publique**

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le rapport du surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec, pour l'année 1891-92. (Document de la session no 5)

Applaudissements.

Aussi, l'état financier du surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec, donnant un état des mandats reçus et les dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin des années 1891-1892 et 1893. (Document de la session no 5)

Il annonce qu'il présentera le rapport du surin-

tendant de l'Instruction publique de la province de Québec pour l'année 1892 dans trois ou quatre jours.

#### **Rapport du secrétaire et registraire**

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le rapport du secrétaire et registraire de la province de Québec, pour les années 1892 et 1893. (Document de la session no 6)

#### **Rapport des inspecteurs**

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le 23e rapport des inspecteurs des prisons, asiles et bureaux publics de la province de Québec, pour l'année 1892. (Document de la session no 9)

#### **Rapports municipaux**

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, les statistiques municipales ou rapports municipaux pour l'année expirée le 31 décembre 1892. (Document de la session no 15)

Et alors la Chambre s'ajourne.

### **Séance du 10 novembre 1893**

#### **Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc**

La séance s'ouvre à trois heures et demie.

#### **Documents:**

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre l'état des affaires du Club de la Garnison de Québec, pour l'année 1893. (Document de la session no 11)

#### **Dépôt de pétitions:**

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Carbray, la pétition de la Compagnie du chemin de fer de Québec, Montmorency et Charlevoix; la pétition de la Compagnie des pouvoirs électriques de Montmorency.

Par M. Parizeau, la pétition de J.-G. Laviolette et autres de la cité et du district de Montréal; la pétition de J. Grenier et autres de la cité de Montréal.

Par M. Bisson, la pétition de la corporation de la ville de Salaberry-de-Valleyfield.

Par M. Gillies, la pétition de Thomas McDonald et autres de la cité de Montréal.

Par M. Villeneuve, la pétition de la corporation du village de la Côte-Saint-Paul.

Par l'honorable M. Hall, la pétition de la Compagnie des chars urbains de Montréal.

Par M. Panneton, la pétition de dame Hélène Létourneau, en religion soeur Marie de l'Immaculée Conception, et autres.

Par l'honorable M. Taillon, la pétition de monseigneur Edouard-Charles Fabre, archevêque de Montréal.

Par M. Poirier, la pétition des révérendes dames religieuses de Saint-Ephrem-de-Tring.

Par M. Tessier (Portneuf), la pétition de dame Marie-Anne-Claire Symes, marquise de Bassano.

Par M. Augé, la pétition de dame Marie-Julie Albina Pominville et autres de la cité de Montréal.

Par M. Girard (Lac-Saint-Jean), la pétition de dame Elise Gosselin, en religion soeur Saint-François de Paul, et autres.

Par M. Turgeon, la pétition du maire et des conseillers de la ville de Lévis.

#### **Documents:**

#### **Rapports du commissaire de l'Agriculture et de la Colonisation**

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, les rapports du commissaire de l'Agriculture et de la Colonisation de la province de Québec pour les années 1892 et 1893. (Document de la session no 2)

#### **Interpellations:**

#### **L'emprunt français**

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Combien a-t-il été émis de débentures de la province en 1892

ou 1893, pour rencontrer celles de 1891, en rapport avec l'emprunt français?

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5): 21 277 000 francs, c'est-à-dire 42 554 actions.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): De quel montant était chacune de ces débentures?

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5): 500.00 francs chacune.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Quel taux d'intérêt portent-elles?

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5): 4 pour cent.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): A quel prix ont-elles été acceptées ou vendues?

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5): La province a reçu \$94.00.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): A qui ont-elles été vendues?

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5): Au Crédit Lyonnais et à la Banque de Paris et des Pays-Bas.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Quelle est la commission payée ou promise en rapport avec cette émission?

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5): La province a reçu \$94.00.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Quelles sont les autres dépenses de l'émission, celles des timbres, de voyage et autres de toute nature?

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5): La province paie les timbres et les frais d'impression dont le compte n'a pas encore été reçu. Les dépenses de câblogrammes et de voyage ont été d'environ \$3 000.00.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): A quel taux réel d'intérêt ces débentures se trouvent-elles pratiquement, en tenant compte de la perte subie sur le montant qu'elles portent à leur face, de l'intérêt apparent, des frais de commission, de timbres, de voyage, etc., etc., etc.?

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5): La copie du contrat devra être produite pour le définir.

#### **Adresse en réponse au discours du trône**

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Mégantic (M. J. King), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur pour le remercier du gracieux discours dans

lequel il nous déclare que c'est avec bonheur qu'il nous souhaite la bienvenue au siège du gouvernement, nous voit réunis pour commencer les travaux de la troisième session de la présente Législature et nous remercie de notre empressement à lui apporter le concours de nos lumières et de notre expérience, et dans lequel il nous dit que, depuis la dernière session de la Législature, Son Excellence le comte de Derby, gouverneur général du Canada, a vu finir son terme d'office et s'est éloigné de notre pays, après avoir donné, dans plus d'une circonstance difficile, la preuve de la sympathie qu'il portait aux Canadiens et de son zèle éclairé pour la gloire et les intérêts noblement entendus de Sa Majesté et de l'Empire, et pour assurer à Son Honneur:

1. Que nous sommes heureux de voir que Son Excellence le comte d'Aberdeen, que Notre Gracieuse Souveraine a envoyé au Canada pour lui succéder, a déjà su conquérir l'estime et l'affection de toutes les classes de notre population, et de constater avec Son Honneur que sa nomination au poste élevé qu'il occupe est la continuation de cette heureuse politique coloniale, qui a valu au Canada l'avantage d'être gouverné par des hommes choisis entre les plus illustres de l'Angleterre, dont les noms sont restés justement populaires parmi nous.

2. Que nous apprenons avec intérêt qu'un rapport de la commission chargée de la préparation, de l'envoi et du classement des articles destinés à l'exposition universelle de Chicago nous sera soumis, et que nous aurons la satisfaction de constater que la province de Québec s'est fait remarquer très avantageusement dans ce concours ouvert à toutes les nations du monde, spécialement par son exposition scolaire, son exposition forestière et minière et les produits de ses industries agricoles, et que, parmi ces derniers, le fromage a obtenu la plus haute distinction.

3. Que nous apprenons avec satisfaction que nous serons encore appelés pendant cette session à aider le gouvernement dans l'oeuvre de l'amélioration et du perfectionnement de notre agriculture, qui est la base même de notre prospérité nationale; que le nombre des syndicats de l'industrie laitière a doublé depuis l'an dernier; que l'école centrale, établie à Saint-Hyacinthe, pour développer cette industrie, a reçu plus de deux cents élèves; que dans toute la province les cercles agricoles ont surgi comme par enchantement, et, qu'en un mot, l'agriculture a fait des progrès considérables; mais que, si satisfaisants que soient les résultats obtenus, comme il y a encore lieu à améliorer et à perfectionner, les efforts du gouvernement sont particulièrement tournés de ce côté.

4. Que nous sommes heureux d'apprendre que la législation adoptée à la dernière session, concernant les compagnies de chemin de fer, a eu l'effet désiré; qu'elle a conservé aux compagnies sérieuses et de bonne foi tous les droits et privilèges qui leur avaient été conférés; qu'elle a opéré l'élimination des compagnies incapables de

mener à bonne fin les entreprises dont elles s'étaient chargées et a débarrassé la province d'obligations éventuelles qui nuisaient à son crédit; et que nous reconnaissons que, grâce à la libéralité de la Législature, la province s'est créé un réseau de voies ferrées amplement suffisant pour les besoins actuels de la colonisation et de l'immigration, et que nous donnons à Son Honneur l'assurance que notre sollicitude et nos efforts se porteront vers le développement des régions fertiles que les chemins de fer ont ouvertes aux diverses industries.

5. Que nous apprenons avec intérêt que les anciens propriétaires de l'asile de Beauport ont vendu cet établissement à une communauté religieuse appelée les soeurs de la Charité; que le gouvernement a fait un contrat avec cette communauté pour l'entretien des aliénés, et que ces deux contrats nous seront soumis.

6. Que nous apprenons avec plaisir de Son Honneur que les prévisions budgétaires de son gouvernement pour l'exercice 1892-93 se sont réalisées; que, grâce au soin apporté à la perception du revenu et à l'économie pratiquée dans toutes les branches du service public, les recettes ordinaires, y compris le produit des taxes imposées l'an dernier, ont excédé les dépenses ordinaires proprement dites, et que cet excédent, relativement considérable, a servi à solder des dépenses extraordinaires et à diminuer la dette flottante, de sorte que le rétablissement de l'équilibre dans le budget ordinaire est pratiquement accompli.

7. Que nous partageons avec Son Honneur l'espoir que non seulement les impôts ne seront plus augmentés, mais qu'ils seront même diminués graduellement dans un avenir rapproché, et que cette perspective encouragera le peuple de la province à exécuter fidèlement les lois édictées pour faire face aux exigences de la situation financière.

8. Que nous apprenons avec intérêt que nous aurons à étudier de nouveau le système de taxation qui a été adopté en 1892, afin de voir quelles modifications il convient d'y apporter, et espérons avec Son Honneur que l'expérience acquise par le fonctionnement de ce système et les observations faites par tous ceux qui se sont occupés de cette importante question, nous aideront sans doute à trouver une solution satisfaisante.

9. Que nous apprenons encore avec intérêt de Son Honneur que son gouvernement, eu égard à la crise intense qui s'est fait sentir sur le marché monétaire, a dû se borner à des arrangements temporaires pour solder l'emprunt de vingt millions de francs contracté en 1891, et remplir les autres engagements de la province; mais que ces arrangements nous seront soumis et que, bien qu'il y ait lieu d'espérer que les effets de cette crise cesseront bientôt, son gouvernement nous soumettra des projets de loi qui lui permettront d'utiliser certaines ressources dans le cas où cela serait plus avantageux.

10. Que Son Honneur peut avoir confiance que nous examinerons sérieusement la situation financière; que nous sommes convaincus de la nécessité de pratiquer la plus stricte économie, de ne plus ajouter aux engagements de la province, et de les diminuer chaque fois que l'occasion s'en présentera; que nous comprenons que cette politique s'impose, et que sans elle nous ne réussirons pas à inspirer en notre crédit toute la confiance que doivent commander les vastes ressources de notre territoire et l'industrie de notre population.

11. Que nous examinerons avec soin les comptes publics pour le dernier exercice qui nous seront soumis, ainsi que le budget des dépenses pour l'exercice qui commencera le 1er juillet prochain et un budget supplémentaire pour l'exercice en cours.

12. Que nous apprenons avec satisfaction de Son Honneur que nous serons appelés à légiférer de nouveau sur le débit des liqueurs enivrantes, vu que cette question ne laisse pas de préoccuper vivement l'opinion publique, et qu'il peut rester convaincu qu'à cause des maux dus à l'intempérance, nous ne refuserons pas de faire la législation qui réclame l'intérêt de la société.

13. Que nous apprenons avec satisfaction que la refonte des lois sur la procédure civile a fait des progrès satisfaisants, qu'une partie de ce travail nous sera soumise pendant cette session et que le reste sera complété pour la prochaine session.

14. Que nous apprenons avec intérêt que nous allons être invités à reprendre l'étude du projet de loi si important qui nous a été soumis à la fin de la dernière session au sujet de la réorganisation des tribunaux judiciaires.

15. Que nous apprenons avec satisfaction de Son Honneur que son gouvernement se propose de faire une refonte de l'acte des manufactures qui est en vigueur depuis quelques années et qui a déjà été amendé plusieurs fois, et qu'il a l'intention d'y ajouter de nouvelles dispositions pour mieux protéger les moeurs, la santé et la vie des ouvriers employés dans les fabriques.

16. Que nous unissons notre prière à celle que fait Son Honneur, en nous laissant à nos importants travaux, que Dieu nous éclaire et nous dirige, et que nous le remercions de la confiance qu'il exprime que notre loyauté et notre dévouement à la chose publique nous permettront de remplir nos devoirs avec zèle et nous empêcheront de dépenser, dans les luttes stériles, un temps et des efforts que nous devons à la patrie.

Il(M. Chicoyne) dit qu'il était loin de s'attendre à avoir l'honneur de présenter l'adresse en réponse au discours du trône, mais malgré la difficulté de la tâche, il en prend son parti.

Il dit que l'arrivée d'un nouveau gouverneur est une bonne occasion pour la Chambre de se faire l'écho des sentiments de loyauté et de fidélité dont sont animés tous les citoyens du pays envers la couronne d'Angleterre.

Les démonstrations amicales, les réceptions enthousiastes qui lui ont été faites sont une belle

réfutation des arguments des prétendus patriotes qui nous prêchent un nouveau régime: l'annexion, par exemple.

Et pourquoi changerions-nous de régime? Pourquoi nous décourager? Nous sommes un peuple prospère et le succès que nous avons remporté à l'exposition de Chicago en est une preuve. Nous avons remporté une foule de prix dans tous les départements, même dans la matière d'enseignement dont le mode est si décrié par quelques-uns. Nos produits agricoles ont attiré l'attention des représentants de tous les pays de l'univers.

Il faut croire que le joug colonial ne pèse pas sur nous au point de gêner nos mouvements dans la voie du progrès et de la prospérité.

Il faut féliciter le gouvernement de sa nouvelle politique au sujet des chemins de fer. Il nous prouve qu'il ne craint pas de se faire quelques ennemis chez les compagnies de chemin de fer puissantes lorsqu'il s'agit de l'intérêt général et d'une économie devenue indispensable.

Le règlement de la question de l'asile de Beauport va nous donner une économie de \$30,000 par année et nous laisse entrevoir qu'avant longtemps le gouvernement fera l'achat de cette propriété.

Dans le discours du trône on nous annonce que le système actuel des taxes sera modifié et que le chiffre des taxes sera réduit. J'ai assez de confiance dans les honorables ministres qui régissent les affaires de la province pour croire qu'ils en arriveront à un arrangement satisfaisant pour tout le monde. Le système qui a été imposé était le meilleur dans les circonstances. La propriété est assez largement taxée. Il en résulterait des inconvénients si on taxait plus la propriété foncière.

Dans l'administration de la justice il y aurait quelques modifications à faire. L'administration de la justice coûte trop cher et pour le gouvernement et pour les citoyens en général. Les frais de cour, de vente, d'adjudication, etc., sont trop élevés. Il fait plaisir de constater qu'on s'occupera de la codification de la loi.

Le gouvernement s'occupera encore des remèdes à apporter au plan de l'émigration. Pour cela il donnera plus d'encouragement encore à la colonisation. Nos compatriotes commencent à s'apercevoir que les Etats-Unis ne sont pas un paradis terrestre. L'ouvrage y manque, la misère règne en maîtresse dans plusieurs endroits et, avec l'aide que nous allons leur donner, ils comprendront qu'il vaut mieux pour eux rester Canadiens en allant coloniser nos terres fertiles.

En terminant, il dit: c'est à nous de suivre les conseils donnés par Son Honneur le lieutenant-gouverneur dans son discours aux deux Chambres. Ne faisons pas de la "politiquerie" mais de la vraie politique. Ne perdons pas notre temps en querelles inutiles, mettons-nous sérieusement à l'oeuvre de réforme qu'il veut opérer.

M. J. KING (MÉGANTIC): Appuie l'adresse. Il regrette le départ de Lord Derby qui est l'un des plus remarquables hommes d'Etat que nous ayons eu la chance d'avoir ici, en tant que représentant

de Sa Majesté. Il rend aussi hommage à Lord Aberdeen qui, par son langage éloquent et ses manières engageantes, a su s'attirer la sympathie de toute la population. Il se reporte au succès qu'a remporté la province lors de l'exposition de Chicago, succès qui a prouvé au monde entier que nos ressources agricoles ne le cédaient en rien à celles des autres pays du monde. Nous avons ici des terres de toute première qualité où des millions de personnes peuvent s'établir. Remercions notre commissaire pour son jugement infailible et son énergie constante qui contribuèrent au merveilleux succès de notre entreprise.

Abordant la question financière, il déclare que le montant global des dépenses pour l'année, mis à part les subsides accordés aux chemins de fer, se chiffre à \$5,236,000 et, qu'incluant les estimés de 1893-94, les déboursés moyens pour deux ans seront de \$4,117,000. Nous vivons maintenant selon nos moyens. Nous devrions fonctionner ainsi plus d'une année. Il faut que ça continue. La population doit avoir suffisamment confiance en son pays pour défrayer elle-même le coût des dépenses obligatoires.

Il souligne particulièrement le succès de l'industrie laitière, secteur dans lequel nous pourrions rivaliser avec le monde entier. Ceci est surtout avantageux pour nos fermiers vu que la vente du beurre et du fromage se fait presque comptant et qu'on ne fait pas de troc.

Tous les services consentis dans ce secteur de notre agriculture ont été largement récompensés. En effet, en agriculture, nous nous spécialisons graduellement pour exploiter certains secteurs dans lesquels nous pouvons concurrencer le reste du monde. Nous avons prouvé que nous pouvions le faire, particulièrement avec les produits laitiers tels que le beurre et le fromage dont la vente nous place au premier rang des pays producteurs. Se référant au succès qu'obtint le Québec lors de sa présentation de fromages à Chicago, il parodie le slogan des manufacturiers anglais: "Cotton is King" en disant: "Cheese is King".

Il traite clairement des questions financières et des impôts, insistant sur la nécessité des charges imposées aux payeurs de taxes et sur celle d'une administration économique.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Mon premier devoir est de concourir avec cette partie de l'adresse qui souhaite la bienvenue à notre gouverneur général. Je dois féliciter les honorables messieurs qui ont proposé l'adresse avec éloquence et courtoisie; ils ont exposé leur politique sans entrer dans les personnalités et il leur fallait du talent pour défendre la conduite du gouvernement.

Il dit que les Libéraux au pouvoir ont eu le talent d'administrer les affaires de la province avec économie, sans être forcés d'imposer la taxe directe. Il nie que le gouvernement ait fait des économies dans le dernier exercice. Les économies dont il est parlé dans les comptes publics ne sont pas réelles et ne peuvent que servir d'excuse pour les taxes qui ont été imposées.

Le gouvernement actuel est arrivé au pouvoir

en déchaînant toutes les haines, en répandant par tout le pays les plus odieuses calomnies contre les chefs libéraux de la province, en promettant dans la presse et dans la tribune publique de rétablir l'équilibre de nos finances, de ne pas imposer de taxes nouvelles et surtout, oh! surtout, de mettre fin à l'ère des emprunts. On criait alors que les finances de la province étaient dans un état désastreux et que la banqueroute était à nos portes. Pour mieux en imposer à la crédulité publique, le gouvernement usurpateur d'alors a fait distribuer aux dépens du pays une brochure dans laquelle il y avait une erreur de \$1,300,000, grossissant d'autant les dettes laissées par le gouvernement précédent.

Voilà deux ans que le parti au pouvoir, qui se proclame sauveur du peuple, gouverne la province. Quel a été le résultat de ses pompeuses promesses de 1891?

Au lieu d'avoir essayé de combler l'énorme déficit de nos finances en travaillant à créer d'autres sources de revenus, son premier soin a été d'imposer la taxe directe.

Pour faire croire à une réduction considérable des dépenses, le gouvernement a employé un expédient qui peut être habile, mais n'est certainement pas de politique de bon aloi. Il a établi qu'à l'avenir les comptes seraient arrêtés au mois de mars au lieu du mois de juillet, et il a ainsi mis au compte de 1891-92 les dépenses de six mois d'administration qui ont été en réalité contrôlées par le gouvernement du jour et dont il est seul responsable.

Par ce procédé, on a aussi mis au compte de l'exercice de 1890-91 une partie des \$22,470 de l'administration de la justice, \$36,882 pour les prisons et les écoles de réforme, \$89,856 pour les asiles d'aliénés, \$70,409 pour les arpentages, etc.

Si l'on parcourt les livres bleus des comptes publics, on trouve en outre que les énormes réductions des dépenses publiques ne sont qu'un leurre.

En effet, ces réductions n'ont été faites que par des retranchements sur les octrois à l'éducation, à l'agriculture et à la colonisation, trois facteurs des plus importants pour le progrès et la prospérité d'un pays.

Et ces retranchements se chiffrent comme suit:

Education .....	\$ 30,315.00
Agriculture .....	\$ 27,286.00
Colonisation .....	\$ 74,167.00

TOTAL .....	\$131,768.00
-------------	--------------

Le gouvernement proclame fièrement la grande économie qu'il a faite en coupant les vivres aux compagnies de chemin de fer. Il affirme que les millions de subsides aux chemins de fer formaient partie du passif absolu.

Cette affirmation ne peut être prise au sérieux.

On n'ignore pas que ces octrois n'étaient que des subventions éventuelles soumises à l'accomplissement des conditions sous lesquelles elles étaient accordées et qu'elles étaient pour la plupart périmees.

Il démontre ensuite la valeur des économies

opérées en destituant ou en mettant des fonctionnaires publics à la retraite pour les remplacer par des amis politiques.

Il montre du doigt l'iniquité de la répartition de la taxe directe, que le gouvernement affirme être très populaire, et passe au déplorable fiasco des négociations financières de l'honorable trésorier provincial (l'honorable J. S. Hall) en Europe qui, après avoir fait bien des démarches et avoir supplié à genoux les créanciers de la province d'accorder une extension de temps, a été obligé de contracter un emprunt de \$4,000,000, à 94% 3t moyennant un intérêt de 4% et remboursable dans deux ans.

D'après la propre réponse du trésorier provincial, en calculant les dépenses encourues et l'intérêt qui est en réalité de 7 1/2%, cet emprunt temporaire a coûté plus de 4,200,000 d'obligations à la province.

Et ce joli résultat est l'oeuvre de l'incomparable financier qui tonnait contre les emprunts temporaires avant les élections de 1892 et se montrait si scandalisé de l'emprunt temporaire de 6 1/2% contracté par le gouvernement Mercier.

A la dernière session, le représentant de Montréal no 5 (l'honorable J.S. Hall) se vantait de ce que le système actuel des taxes avait donné satisfaction à tous, mais les universelles et puissantes protestations, qui se sont fait entendre depuis, ont démontré que le système actuel ne peut plus durer.

Il expose ensuite à quoi se résume la prospérité de l'agriculture dont a parlé le discours du trône. Il dit que le ministre de l'Agriculture n'a pas le droit de se féliciter de l'établissement des beurrieres et fromageries de notre province. Le mérite ne lui en revient pas à lui, mais à l'intelligence de nos cultivateurs qui ont suivi la marche du progrès.

Il fait quelques observations au sujet du fiasco de la vente des terres publiques sous l'administration Flynn, l'an dernier, et il termine en dénonçant la mesure ministérielle relative à la réorganisation des tribunaux.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Félicite celui qui a présenté l'adresse et celui qui l'a appuyée, puis il fait allusion à l'arrivée du nouveau gouverneur général. Le pays a vu partir avec regret un homme distingué dans la personne de Lord Derby et il voit avec plaisir l'arrivée de Lord Aberdeen. L'Angleterre s'est habituée à nous envoyer des hommes distingués, formés à une bonne école politique, qui, en mettant le pied sur notre sol, s'empressent d'exprimer leurs sentiments envers toutes les races de notre pays et nous aiment particulièrement, nous, Canadiens français, parce qu'ils connaissent notre passé et notre histoire. Ils savent que nos pères ont été les pionniers de la civilisation et de la foi chrétiennes dans le nord de l'Amérique, et ils nous respectent parce que nous aimons nos traditions et que nous marchons sur les traces de nos ancêtres.

On a parlé de fanatisme. Les fanatiques ne sont pas si nombreux qu'on pourrait le croire.



Sommes-nous fanatiques, nous, Canadiens français, parce que nous aimons notre pays, notre langue et nos traditions? Comme ministre de la couronne et d'accord avec tous nos compatriotes français, je ne voudrais pas donner mon approbation à une législation qui pourrait léser les droits d'un seul citoyen d'une autre origine que la mienne.

S'il arrivait qu'une loi soit passée pour empêcher la publication des documents dans la langue anglaise, dans une paroisse canadienne-française, quand même il n'y aurait dans cette paroisse qu'une seule personne parlant la langue anglaise, je croirais ses droits lésés et verais à les protéger.

On a parlé de nos succès à l'exposition de Chicago, et c'est avec raison. La province n'avait pas grand argent à disposer pour son exposition, mais elle avait à sa disposition d'autres trésors beaucoup plus précieux. C'étaient l'intelligence, le patriotisme et le dévouement de ses habitants et surtout de ceux qui ont organisé son exposition, comme le représentant de Compton (l'honorable J. McIntosh), l'abbé Bruchési, M. Foster, l'honorable M. Joly, M. Foucher, l'honorable M. Landry, etc. Cette exposition est venue bien à propos. Nos succès sont arrivés juste à temps pour détruire la mauvaise impression créée sur notre compte par ceux qui, soit au pays, soit à l'étranger, se font presque un devoir de nous décrier.

Le député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand) a déclaré que le représentant de Wolfe (M. J.-A. Chicoyne) avait réussi à faire une bonne cause d'une mauvaise. Moi je dirai que le député de Saint-Jean, malgré tout son talent et sa bonne volonté, n'a pas réussi à faire une mauvaise cause d'une bonne.

Dans sa critique, le chef de l'Opposition (M. F.-G. Marchand) a oublié d'étudier nos revenus; cela me dispensera d'en parler. Nous y reviendrons plus tard. Nous n'avons rien à craindre. Il nous accuse de n'avoir point tenu nos promesses en imposant des taxes. Le dire aurait été bien imprudent. J'ai dit à Chambly que nous réduirions les dépenses de \$400,000 à \$500,000 et nous les avons réduites de ce montant. Mais si nous n'étions pas arrivés au pouvoir et qu'on avait dépensé \$500,000 de plus par année, où en serions-nous arrivés? Aurait-on pu marcher longtemps de ce train? C'était la taxe à courte échéance. Nos économies sont sérieuses, c'est le chef de l'Opposition qui n'est point sérieux. D'ailleurs, convient-il à ces messieurs de nous faire des reproches? Qu'ont-ils fait pendant les cinq années de leur règne? Une seule chose: augmenter toujours de plus en plus et les dépenses et la dette. Chaque année se terminait par une augmentation sur l'année précédente.

Nous admettons qu'il y a, peut-être encore, quelque chose à faire en fait de diminution de dépenses, mais tout ne peut se faire en un jour. Il y a une grande différence entre augmentation et diminution de dépenses. Ce n'est pas facile de réduire les dépenses.

M. J. SHEHYN (QUÉBEC-EST): Ce n'était pas plus facile pour nous et pourtant nous avez-vous assez dénoncés!

L'honorable L.-O. TAILLON (CHAMBLY): J'ai toujours dit et je le répète encore qu'il était bien facile de ne pas augmenter les dépenses, en 1887, mais autre chose était de les diminuer. Nous avons trouvé un état de choses tout à fait nouveau, des besoins nouveaux créés, les appétits aiguisés. En dépit de tout cela, nous avons réduit les dépenses de \$500,000. N'avons-nous pas fait notre devoir dans la mesure du possible?

Voyons si nos réductions ne sont point sérieuses. Prenons l'année 1891-92. Les dépenses pour cette année ont été votées sur la demande de nos adversaires. Comme ils dépensaient toujours plus qu'ils ne demandaient, on peut raisonnablement supposer qu'ils auraient bien dépensé ce qu'ils avaient demandé s'ils étaient restés au pouvoir. Comparons. En 1891-92 ils ont demandé pour la législation \$292,000; nous avons dépensé en 1893. \$193,000. Pour le gouvernement civil, ils ont demandé \$274,000; nous avons dépensé \$253,000. Pour l'administration de la justice, nous avons dépensé \$625,000, tandis qu'ils avaient demandé \$695,000. Donc, sur ces trois chapitres seulement, nous avons diminué la dépense de \$173,000. Ne sont-ce pas là des économies sérieuses?

Les taxes ne sont pas si impopulaires que le prétend le chef de l'Opposition. Tous les hommes sérieux que j'ai rencontrés reconnaissent l'impossibilité dans laquelle nous nous sommes trouvés de faire autrement; la seule question en discussion est le mode d'imposition. On nous critique encore là-dessus, mais on oublie de nous dire ce qu'on aurait fait à notre place. On dira peut-être qu'étant dans l'Opposition, on n'est pas tenu de prescrire. Dans les circonstances actuelles, je dis que vous êtes tenus de nous dire ce que vous auriez fait.

A ceux qui nous disent que notre système de taxation est mauvais, je demanderai: Vous qui êtes la cause de cet état de choses par vos dépenses extravagantes, vous deviez avoir un but, entrevoir un moyen de rencontrer plus tard vos obligations. Alors pourquoi ne nous avez-vous pas aidés de vos lumières et de vos conseils? Vous allez prétendre que vous n'étiez pas obligés de le faire? Vous n'êtes pas de bons patriotes puisque vous prétendez que la province va périr et que, les bras croisés, vous la regardez périr alors que vous avez les moyens de la sauver; mais vous avez dépensé en aveugle, sans souci du lendemain et vous n'avez pas raison de venir nous reprocher le moyen dont nous nous servons pour combler l'abîme que vous avez creusé à nos pieds.

Nous avons la taxe sur la propriété foncière et mobilière, voulez-vous augmenter la taxe sur la propriété foncière et la faire peser davantage sur la campagne? Si c'est cela que vous voulez, dites-le.

On dit que nous aurions dû nommer une commission pour étudier le meilleur système avant de taxer. Dans tous les pays du monde où la taxe existe, on est encore à étudier le meilleur système. C'est le cas en Angleterre aussi bien qu'en Ontario.

On critique aussi le renouvellement de l'emprunt. Nous avons dû subir les circonstances. La

crise financière qui sévissait, le mauvais crédit de la province causé par les extravagances et les scandales de nos prédécesseurs, tout cela n'était point de nature à nous favoriser. Il y avait aussi le fait que l'emprunt devait être remboursé à date fixe; les capitalistes en ont profité.

En 1889, les Libéraux, alors au pouvoir, réussissaient à faire un emprunt avantageux parce que notre crédit était bon sur les marchés européens, grâce à une sage administration de la part des Conservateurs. En 1891, ils contractèrent un autre emprunt, mais cette fois les conditions étaient changées; les capitalistes avaient été mis en éveil par les extravagances de l'administration libérale, et lorsque le nouveau trésorier (l'honorable J. S. Hall) va en Europe, au moment où sévit une crise financière dans tous les pays, faut-il s'étonner qu'il n'ait pas voulu faire de nouvelles transactions puisque notre crédit n'est pas encore relevé de la chute que lui a causée un régime libéral de 5 années?

Il termine par quelques remarques sur la vie de seigneurs que menaient ses prédécesseurs et par un apologue dans lequel la province figure sous les traits d'un mourant à qui le médecin, c'est-à-dire le gouvernement, administre une bonne saignée: les taxes.

M. H. MERCIER (BONAVENTURE): En voilà une bonne! Parlez-moi d'un médecin de douze ans d'expérience qui en est encore au "saignare" de Molière pour traiter un malade qui se meurt. Il propose l'ajournement du débat.

Adopté.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

### Reprise de la séance à huit heures

M. H. MERCIER (BONAVENTURE): J'ai suivi attentivement la discussion de cet après-midi, car j'avais hâte de savoir si l'on continuerait sur mon compte les calomnies que l'on a portées contre moi et à nous faire passer, moi et mes anciens collègues, pour des voleurs. Il n'en a été rien ou à peu près rien. On a porté des accusations vagues, voilà tout.

Aujourd'hui, le mot d'ordre de nos adversaires, c'est la trêve, la paix! Nous allons la leur donner, la même paix dont ils nous ont abreuvés depuis des années. Aujourd'hui qu'il ne reste plus rien des calomnies avec lesquelles on a ameuté contre moi toute la province, ces messieurs demandent la paix, sans toutefois cesser de m'injurier. Le premier ministre n'a pu s'en empêcher lui-même. Il s'est servi d'un discours violent pour répondre au chef de l'Opposition et m'attaquer. Il me jette le gant; eh bien! je le relève. Le règne de la Terreur est passé! Pendant deux ans, on a cherché à nous chasser de la vie politique au moyen de commissions royales et de procès criminels, par des accusations auxquelles le procureur général (l'honorable T. C. Casgrain) ajoutait l'autorité de son serment et, qu'à sa courte honte, il n'a pu soutenir.

Les cours criminelles ont déclaré que les accusations portées contre moi n'étaient pas fondées. Ceux qui ont été entraînés devant les tribunaux n'étaient pas coupables; les coupables étaient les accusateurs. Accusé dans l'affaire de la Baie-des-Chaleurs, je me suis procuré les reçus démontrant que j'avais payé jusqu'au dernier sou.

Maintenant que ces messieurs sont au pouvoir, commodément assis sur une grosse majorité, ils ont cessé de nous appeler des voleurs. Voleur! moi qui, au lendemain de ma défaite, me suis trouvé face à face avec la misère, incapable de payer même l'éducation que je tiens à donner à mes enfants! moi qui ai alors éprouvé dans toute son horreur l'épouvante de l'avenir et ne me suis sauvé du découragement que par un effort de chrétienne philosophie!

Il répond aux insinuations du représentant de Wolfe (M. J.-A. Chicoyne) à propos de sa campagne en faveur de l'indépendance.

Loyauté n'est pas servilité. La première loyauté, nous la devons au pays de nos ancêtres, berceau de nos enfants. Nous ne devons certes pas prendre les armes contre l'Angleterre, mais nous ne devons pas non plus préférer ses intérêts aux nôtres. Je n'ai pas plus peur de prêcher l'indépendance que John Rose, J.J.C. Abbott, A.T. Galt et d'autres n'en ont éprouvé en 1849 à prêcher l'annexion. Loin d'être traités de traîtres, on les a accablés d'honneurs et de titres ronflants. On dirait qu'il n'y a que les Anglais qui ont le droit de dire leur pensée dans ce pays. Il est temps de le proclamer: nous avons autant de droits qu'eux, pas plus, mais autant.

Il nie que les succès remportés par la province à Chicago soient un argument contre la rupture du lien colonial. Il a visité les Etats-Unis et y a trouvé un million de Canadiens français respectés des autres nations et vivant prospères et heureux. Ils ne sont pas des esclaves comme on veut le faire croire.

Il est faux que j'ai déprécié mon pays aux Etats-Unis.

Ce n'est pas le lord anglais qui a été acclamé en Lord Aberdeen, mais le grand libéral, l'ami de Gladstone, le "home ruler".

L'agriculture progresse; elle progresserait dix fois plus sans les deux gouvernements qui s'acharnent sur elle. Qu'a-t-on fait pour elle depuis deux ans? On a diminué ses octrois; plus de ponts en fer; plus de ces grandes démonstrations du mérite agricole, pour anoblir le travail de la terre et le rendre attrayant pour ceux qui le méprisent: les écoles du soir pour le peuple, presque toutes fermées; les taxes que nous avions abolies, rééditées avec surcroît sur l'entretien des aliénés; des taxes nouvelles sur les contrats de vente, sur les successions, etc. Et pendant ce temps-là, le gouvernement fédéral arrache au peuple des campagnes des impôts énormes pour enrichir ceux qui sont à la tête de puissantes combinaisons. Aussi l'émigration se poursuit-elle. Nous avons réussi à l'entraver jusqu'à un certain point en améliorant le sort du cultivateur et de l'ouvrier, en dépensant beaucoup d'argent dans le peuple, sous forme de travaux publics, de chemins

de fer, d'aide à la culture, de gratifications de 100 acres aux nombreuses familles, en abolissant la taxe sur les municipalités, en payant raisonnablement les jurés. Il poursuit en revendiquant pour son gouvernement le mérite d'avoir amélioré presque tous les chemins de fer les plus pitoyables du pays, et cite en exemple les chemins de fer de Québec et Lac-Saint-Jean, de Témiscouata, etc.

Mais, aujourd'hui, rémigration est reprise de plus belle; la pauvreté, la misère régneront partout et chassent nos compatriotes aux Etats-Unis, ou ils trouvent de l'ouvrage et les moyens d'instruire convenablement leurs enfants. Je ne dis pas cela pour engager nos compatriotes à aller à l'étranger: au contraire, je regrette amèrement de ne plus pouvoir les retenir ici pour nous aider à développer les ressources nationales.

Echantillon de la profonde injustice avec laquelle on nous a traités: dans le préambule du bill des taxes, pour justifier cette mesure, le trésorier (l'honorable J.S. Hall) porte à six millions l'excès des dépenses ordinaires sur les recettes. Or, les comptes publics, que nous avons maintenant, ne disent plus que 5 millions. Une erreur d'un million! Si on fait de telles erreurs dans les statuts, que ne se permettra-t-on pas sur les hustings! Il n'est pas étonnant qu'on ait fait tant de tapage à propos de la maison qu'avait fait bâtir un de mes collègues. Pour nous, nous n'avons pas le droit de parler de la princière résidence que M. Angers a achetée à Ottawa. Ne faites pas aux autres ce que vous ne voudriez pas qu'on vous fit...

Le résultat de ces exagérations? C'est que les statuts mensongers qui disaient que la province était en banqueroute, les discours fantaisistes du représentant de Montréal no 5 (l'honorable J. S. Hall), ce trésorier pour rire l'ont précédé en Europe et il s'étonne d'avoir honteusement échoué dans son emprunt!...

Le premier ministre admet que notre emprunt de 1887 à 97 était assez favorable et il condamne celui de 1891, qui rapportait à 98, 1% de plus. Leur ami politique, le haut-commissaire Tupper, faisait alors écrire dans son organe *The Canadian Gazette* que la province de Québec était banqueroutière. Malgré cela, nous avons eu des offres pour 10 millions à 4% probablement au pair: nous avons refusé parce que nous voulions du 3 1/2. Le trésorier (l'honorable J.S. Hall) dit que le marché monétaire était mauvais lorsqu'il est allé en Europe. En 1891, il y avait crise comme en 1893. D'ailleurs, comment se fait-il que presque en même temps que le trésorier de la province de Québec le Manitoba ait emprunté à 4%. Montréal ait eu 98, et que l'emprunt australien ait été couvert cinq fois?

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5): Le représentant de Bonaventure (M. H. Mercier) est complètement dans l'erreur, M. l'Orateur. L'emprunt de Victoria a été lancé en octobre et celui de Montréal aussi.

M. H. MERCIER (Bonaventure): L'emprunt de la province de Québec a été lancé en juin ou juillet.

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5): D'ailleurs, je dirai au représentant de Bonaventure (M. H. Mercier), s'il veut m'écouter, que le trésorier du Manitoba était à Londres en même temps que moi et qu'il n'a rien pu emprunter.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Vous ne ferez croire à personne que la crise était finie en octobre. Non, votre transaction est désastreuse, avouez-le: l'emprunt de 1893 à 4% et 94 représente pour deux ans 7% sans compter les autres frais qui portent l'intérêt réel au taux usuraire de 7 3/4: pour renouveler un emprunt de 20 millions de francs, vous avez ajouté à la dette 1,277,000 francs!...

Vous vouliez emprunter 8 millions; je n'étais donc pas si loin de la vérité en faisant autoriser, il y a deux ans, un emprunt de dix millions...

Le premier ministre dit, à propos des taxes, que la lutte n'est pas entre les campagnes et les villes, mais entre la propriété foncière et la propriété mobilière. Allons donc! est-ce que la propriété foncière n'est pas déjà atteinte par vos taxes? Pourquoi ne percevez-vous pas les licences commerciales de cette année? On dit même que vous les remboursez.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Oh! non, non!

M. H. MERCIER (Bonaventure): Mais vous ne rémettez pas celles que paie le peuple des campagnes. Pourquoi deux poids et deux mesures? Pourquoi une politique pour la campagne et une autre pour les villes? Aidez-nous, dites-nous maintenant: oui, nous allons vous rendre l'aide que vous nous avez donnée, lorsque vous condamnâtes en bloc les dépenses que vous me faisiez faire en détail, lorsque vous vous moquiez de nos appels à l'esprit public!

On a parlé d'un seigneur sans rente: on a sans doute voulu faire allusion à moi. Mais j'en connais des seigneurs qui ont des rentes et dont les ancêtres en ont employé une partie pour faire battre nos pères, les Français, par les Anglais.

Il dit que la chute de son gouvernement a été la ruine financière de la province. Il ajoute que les Conservateurs n'étaient pas obligés d'imposer les taxes et que les Libéraux n'étaient pas tenus à donner leur opinion, puisqu'ils n'étaient pas appelés à gouverner.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Tant mieux pour la province.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Dit que s'il faut absolument des taxes, il faut les imposer aux grandes industries, aux grandes compagnies, aux riches capitalistes.

UN DÉPUTÉ MINISTÉRIEL: Interrompt le représentant de Bonaventure (M. H. Mercier).

M. H. MERCIER (Bonaventure): Dit (en s'adressant à l'honorable T.C. Casgrain) qu'en ce qui

le concerne, il n'avait jamais voulu se servir de son éloquence et de son intelligence pour conduire à l'échafaud un de ses concitoyens. Il termine en disant que le peuple désire des élections générales.

L'HONORABLE E. J. FLYNN (Gaspé): Dit qu'il n'aurait pas pris la parole si le représentant de Bonaventure (M. H. Mercier) était resté dans les normes convenables. Sa réapparition bruyante a causé beaucoup de surprise, même à ses amis, et il se convaincra peut-être qu'il eût été mieux pour lui de suivre sa première pensée et de rester à l'écart du mouvement politique. Le député de Bonaventure avait fait annoncer sa première intention de se retirer dans les endroits champêtres qu'il avait pu se procurer durant son séjour au pouvoir, mais l'ambition le poursuivant toujours, il est revenu pour faire du bruit. Il en subira les conséquences. Il croit peut-être qu'on a déjà oublié tous ses méfaits, il se trompe. La boue qu'il essaie de jeter à la figure des autres retombe sur lui. Mais ça n'y fait rien. Il est et restera ce qu'il a toujours été: l'homme qui se croit tout et qui pense que tout lui appartient. Il croit déjà que son règne néfaste est oublié et que ses successeurs sont mauvais administrateurs au point qu'il faille déjà le remettre à leur place.

Je ne suis pas l'homme qui croit à une révolution aussi subite. Il faudrait pour cela supposer une aberration complète du sentiment public. Il dira ce qu'il voudra, un fait proteste contre la réhabilitation qu'il veut faire de lui-même. Comment se fait-il que lui, hier encore maître de son parti, soit réduit aujourd'hui au rang de simple député, simple soldat. Lui, habitué à donner des ordres, réduit à dire: mon chef. Ah! c'est qu'on n'a point voulu de lui à la tête du parti libéral. C'est que dans les rangs de l'Opposition, il s'est trouvé encore assez de droiture pour qu'on éprouvât le besoin de le reléguer dans l'ombre, de séparer, au moins apparemment, la cause du parti de la sienne. C'est qu'il a traîné dans la fange le drapeau qui lui avait été confié.

Si encore le député de Bonaventure, faisant un retour salutaire sur son passé, avait imité l'enfant prodigue et s'était écrié: O ma province de Québec, j'ai péché contre le ciel et contre toi. je t'ai humiliée, bafouée, déshonorée, mais j'ai été bien puni, je me suis repenti et je reviens à toi, contristé du mal que je t'ai fait! Eh bien lors, pris de pitié, nous lui aurions pardonné et nous aurions pu lui dire: allez en paix et ne péchez plus. Mais non, ces sentiments ne sont point dans sa nature; il s' imagine toujours être l'homme de la Providence. C'est assez difficile à croire, mais c'est pourtant le cas; longtemps il a réussi à se faire passer pour l'homme de la Providence, le sauveur de son peuple; à tel point qu'un évêque de France, trompé par son astuce, a pu lui écrire qu'il était tombé martyr de la religion, victime des Anglais et que nous, ses adversaires, étions les ennemis de notre race et de notre religion. Et il l'a cru! Oui, il l'a cru; il a cru qu'il était tombé pour avoir trop aimé le bon Dieu et servi sa patrie. Vous savez quand il disait: mon peuple. Cet homme est

ainsi fait qu'il croit résumer en lui toute la race canadienne-française et tous les catholiques; les Canadiens français sont sa chose à lui, ses compatriotes à lui tout seul.

Le député de Bonaventure est si crédule lorsqu'il s'agit de sa gloire et de sa perfection, qu'il se croit encore martyr. Il nous accuse de l'avoir persécuté dans les poursuites dont il a été l'objet. Il n'y a eu ni persécution, ni vengeance, mais simplement justice. N'y aurait-il que lui qui ait été hors-la-loi? Et puis n'est-ce pas de sa faute s'il y a eu des poursuites? Il invoque le verdict de la cour criminelle. Quoi qu'il dise et quoi qu'il fasse, ce n'est point cela qui le réhabilitera. Il y a des documents portant sa signature qui seront son éternelle condamnation. Au comité des comptes publics, il a avoué lui-même qu'il avait placé de l'argent public à son crédit et qu'il s'en est servi pour payer ses comptes personnels. Et il a juré, en outre, qu'à cette époque-là, il avait \$100,000 de son argent à lui à son crédit personnel. Comment, après cela, pouvons-nous le croire quand il vient nous parler de sa misère et de son abandon. Le représentant de Bonaventure a condamné le renouvellement de l'emprunt de 1891 et naturellement il s'est encore apitoyé sur le sort de ce pauvre peuple, son peuple. S'en occupait-il autant de son peuple lorsqu'il parcourait l'Europe à nos dépens et que ce voyage nous coûtait vingt mille piastres? Si on ajoute encore à cela les \$18,000 promises à M. Drolet pour agir entre le trésorier et les capitalistes, peut-être trouverons-nous que l'emprunt de 1891 a coûté plus cher qu'on ne le pense généralement.

Le député de Bonaventure s'est glorifié de tous les subsides qu'il a donnés aux chemins de fer. Il en a oublié un. M. l'Orateur: le chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs. Celui-là pourtant est bien intéressant.

Après avoir parcouru une partie de l'Amérique et de l'Europe, le représentant de Bonaventure a même entrevu l'avenir, y voyant l'indépendance ou plutôt l'annexion; car ses actes sont plus forts que ses paroles. Mais pourquoi aller parler d'indépendance à ceux qui n'y peuvent rien? Quelques-uns ont cru voir dans cette campagne un but politique, d'autres, un but d'argent. Je crois que le député de Bonaventure a voulu aussi se consoler des déboires dont son peuple l'avait abreuvé et il est allé répandre son cœur attristé dans le sein des siens aux États-Unis. Ceux-ci, par charité, je pourrais dire par humanité. L'ont consolé du mieux qu'ils ont pu, mais en riant sous cape et se promettant bien de ne rien lui donner en argent.

Voilà l'oeuvre du député de Bonaventure dans cette province. Elle a été néfaste au point de vue financier et au point de vue politique, désastreuse au point de vue national. Je ne crains point de dire que cet homme a été le mauvais génie de sa province, le pire ennemi de sa race. L'amour doit être le lien qui cimente les divers éléments de la population de ce pays. Qu'a-t-il fait, lui qui devait donner l'exemple? Il a semé les divisions les plus graves: il a prêché la haine. Il a semé le vent et la haine; peut-on s'étonner si nous récoltons quelquefois la haine?

Mais son règne est fini. Ses vantardises ne sont appuyées sur rien et ce n'est pas de sitôt que le peuple se jettera de nouveau dans ses bras. On ne demande pas deux fois à se faire étouffer.

M. A. TURGEON (Bellechasse): Monsieur l'Orateur, l'honorable premier ministre a jugé à propos de faire une revue rétrospective des deux dernières années. Son collègue, le commissaire des Terres de la couronne (l'honorable E. J. Flynn) est entré dans la même voie. Je suis donc obligé de descendre sur le même terrain. J'essaierai de le faire avec tout le calme possible en face de la provocation outrageante de l'honorable député de Gaspé (l'honorable E. J. Flynn).

Mais que l'honorable ministre me permette de lui faire remarquer qu'il a eu tort d'évoquer le souvenir du veau gras de l'Évangile, car cette parole est de nature à faire revivre dans l'esprit de ses auditeurs le rôle particulièrement odieux qu'il a joué dans l'une des circonstances les plus solennelles de sa vie. quand il trahissait lâchement le drapeau qu'il avait juré de défendre.

(Un député applaudit.)

L'HONORABLE E. J. FLYNN (Gaspé): Un seul applaudissement.

M. A. TURGEON (Bellechasse): La qualité supplée à la quantité. L'honorable premier ministre a eu raison de faire une revue rétrospective des deux dernières années car il est temps, je crois, de faire une étape et de rappeler les événements qui ont marqué le coup d'État du 16 décembre.

Le gouvernement Mercier était sorti victorieux des élections de juin 1890, appuyé par une majorité très considérable.

Nos adversaires qui s'étaient flattés de reprendre le pouvoir, se voyant déçus dans leurs espérances, résolurent alors d'avoir recours à la trahison la plus noire, aux moyens les plus inavouables pour satisfaire leurs ambitions.

Nous avions alors à la tête de la province de Québec un gouverneur haineux, vindicatif et que l'esprit de parti aveuglait au point de le rendre parjure au serment qu'il avait prêté d'agir avec impartialité, sans préjugé comme sans faveur, à l'égard des deux partis politiques qui se disputent la confiance des électeurs du pays. Cet homme, ai-je besoin de le rappeler, se fit l'instrument de nos adversaires. Le député de Bonaventure (M. H. Mercier) était en Europe, où il s'était rendu, d'après les instructions unanimes du comité d'agriculture de l'Assemblée législative, pour étudier et pour essayer d'implanter ici une industrie payante pour la classe agricole.

En son absence, grâce à la complicité d'un corps irresponsable comme le Sénat, le gouverneur mit au jour l'acte d'accusation qu'il préparait depuis l'instant où il fut assermenté comme chef de l'Exécutif, car l'histoire dire que dès le premier jour, dès la première heure de son entrée en office. M. Angers n'eut qu'une idée, qu'une aspiration: le renversement d'un gouvernement dont la loi et son serment le constituaient protecteur.

Ai-je besoin de rappeler la nomination de la commission d'enquête et spécialement le choix de MM. Baby et Davidson, tous deux adversaires déclarés de l'ancien premier ministre (M. H. Mercier) et de son parti, et qui tous deux avaient,

pendant ces dernières années, pris une part considérable dans la direction et l'organisation du parti conservateur dans cette province.

Je n'ai pas l'intention de référer à la preuve qui fut très longue et très volumineuse, non plus que de qualifier l'opportunité du rapport intérimaire des deux commissaires pendant la maladie du président du tribunal. Mais, en définitive, la commission d'enquête soumit un jugement qui, examiné dans tous ses détails, à la lumière des deux rapports, exonérait le chef du gouvernement et presque tous ses collègues. Le gouvernement Angers — son programme était arrêté d'avance — eut l'inqualifiable audace de se baser sur des rapports pour renvoyer d'office un gouvernement qui possédait la confiance du peuple et qui était appuyé par une majorité considérable dans les deux branches de la Législature. Le gouverneur Angers souffletait ainsi son passé, lui qui avait reproché à Letellier de Saint-Just le coup d'État de 1878 et qui l'avait fait destituer par le gouvernement fédéral, précisément pour le même acte dont il se rendait coupable à notre égard. Le gouvernement Mercier, comme corps, n'était pas coupable. Mais l'eût-il été, que c'était le devoir du gouverneur d'appeler un chef libéral qui pût commander une majorité, au moins dans la branche populaire de la Législature, et d'éviter ainsi non seulement une injustice flagrante, mais encore les tracas, les soucis et les frais considérables d'une élection générale. Ainsi avait-on agi lors de la retraite de M. Ouimet en 1874, après le scandale des Tanneries; ainsi avait-on agi lors de la retraite de M. Chapleau en 1882, après la vente du chemin de fer du Nord; ainsi avait-on agi lorsque M. le docteur Ross fut appelé à succéder à M. Mousseau, que le scandale de Beaufort avait irrémédiablement compromis. Voilà ce qu'un gouverneur soucieux de sa dignité, jaloux des intérêts publics, eût fait en 1891; mais le gouverneur Angers était inspiré par d'autres motifs et animé par d'autres sentiments que le sentiment du devoir et de sa responsabilité constitutionnelle. Ce qu'il voulait, c'était notre déchéance, notre abaissement; ce qu'il voulait, c'était assouvir des rancunes personnelles qu'il nourrissait dans son cœur depuis 1878; ce qu'il voulait, c'était satisfaire les ambitions et les appétits de sa famille, de son entourage, de sa coterie, au détriment des intérêts de son pays.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Rappelle à l'ordre le représentant de Bellechasse (M. A. Turgeon) et dit qu'il n'est pas plus permis d'insulter, en Chambre, un juge qu'un député.

M. A. TURGEON (Bellechasse): Nous fûmes donc chassés du pouvoir et M. de Boucherville, que la Minerve appelait le grand incapable, fut appelé à former le nouveau gouvernement qui, au dire des coryphées de la presse conservatrice, devait faire fleurir toutes les vertus civiques et politiques.

Dans un discours — programme qu'il prononçait en 1889 — l'honorable premier ministre appréciait ainsi le gouvernement Mercier:

"C'est une réunion d'hommes qui, il n'y a pas longtemps encore, se combattaient avec violence et exprimaient les opinions les plus divergentes sur les questions qui touchent aux principes fondamentaux de notre politique provinciale. Et ce ne sont pas là de simples étourderies de jeunes gens. Les hommes qui parlaient alors étaient des apprentis ministres, suivant l'expression de M. Lemieux, des hommes qui, dans tous les cas, avaient de hautes aspirations et qui, par conséquent, devaient être à la hauteur de leurs ambitions."

L'honorable commissaire des Terres de la couronne (l'honorable E. J. Flynn), dans un discours prononcé en 1888, à Sorel, s'exprimait à peu près dans les mêmes termes et disait: "Que d'appréciations défavorables, que d'écrits violents adressés par ces différentes sections du soi-disant Parti national, les unes à l'égard des autres, avant cette alliance."

Tous deux concluaient que ces gens, suivant l'expression de l'honorable premier ministre, "manquaient absolument de sincérité".

L'honorable chef du gouvernement (l'honorable L.-O. Taillon) de même que l'honorable commissaire des Terres de la couronne ne trouveront pas injuste, je présume, que je leur applique la doctrine qu'ils énonçaient alors, et que je me serve pour les mesurer de la mesure dont ils se servaient pour nous. Ai-je besoin de rappeler la sollicitude et la tendresse extrême dont l'honorable premier ministre faisait preuve à l'égard de l'honorable secrétaire de la province (l'honorable L.-P. Pelletier) et de sa petite Eglise. Les mauvaises langues rapportent que l'honorable député de Chambly (l'honorable L.-O. Taillon) a d'abord refusé avec indignation d'accepter un siège à côté de l'honorable député de Dorchester (l'honorable L.-P. Pelletier) et qu'il a fallu, pour faire tomber ses répugnances, que le père et le créateur du cabinet, le gouverneur Angers, lui rappela combien l'honorable député de Dorchester avait été utile, précieux même, dans la conception et l'exécution de l'intrigue qui leur valait le pouvoir.

L'honorable procureur général (l'honorable T. C. Casgrain) et son collègue, l'honorable secrétaire provincial, n'ont pas toujours été, suivant le dicton populaire, deux têtes dans le même bonnet. On se rappelle encore les accents indignés avec lesquels le premier flétrissait l'école des castors, école de jalousie chronique et de convoitises inassouvies, et n'a-t-il pas mis sa signature même au bas d'un document public où son collègue était accusé d'avoir eu recours à des manœuvres frauduleuses pour s'emparer d'une succession?

Et l'honorable secrétaire de la province qui a toujours été un adepte de la loi de Moïse, "œil pour œil, dent pour dent", lui répliquait, dans la Justice, avec une onction et une suavité d'expression digne du Matin de sale et de "rouillarde" mémoire. Ainsi, le 17 février 1886, quand il fut question de la candidature de l'honorable député de Montmorency (l'honorable T. C. Casgrain) à la mairie, son collègue écrivait que "sa candidature

serait du reste écrasée bien vite sous l'immense éclat de rire qu'elle provoquerait".

Le 30 septembre 1886, il écrivait: "Et pour mieux accentuer la signification de cette lutte, pour bien faire sentir que c'est au peuple canadien-français qu'on déclare la guerre, que c'est entre patriotes et pendants que la bataille va se livrer, on amène comme candidat ministériel... qui?... M. le représentant de Montmorency un homme qui n'a de français que le nom et qui a prêté ce nom canadien-français à l'orangisme afin de faire croire à la complicité du peuple de la province de Québec dans le crime de Régina... Le candidat ministériel dans le comté de Québec a donc commencé par se faire le serviteur des orangistes; il n'est que logique, aujourd'hui, en se faisant le serviteur des serviteurs de cette même secte... Le représentant de Montmorency n'est qu'une doublure de sir A.-P. Caron; il vient préparer les voies pour l'élection prochaine du ministre pendard... Nous défions le représentant de Montmorency de nier sur l'honneur qu'il a reçu \$3,600 pour aller plaider contre un pauvre métis français... Quel immense éclat de rire retentirait dans Québec, si nous avions la témérité de supposer un instant que le représentant de Montmorency fait aujourd'hui la lutte dans le comté de Québec par pur patriotisme... Le représentant de Montmorency s'est un jour montré indépendant du gouvernement, mais il s'est tu quand les ministres ont bien voulu lui jeter quelques os gras".

L'honorable procureur général (l'honorable T. C. Casgrain), il n'y a pas plus longtemps qu'en 1888, témoignait une affection toute spéciale à un autre de ses collègues, l'honorable commissaire des Terres de la couronne (l'honorable E. J. Flynn) A propos des élections partielles de Dorchester et de Mégantic, ne dénonçait-il pas, en plein club conservateur, à Québec, la couardise du député de Gaspé (l'honorable E. J. Flynn) qui refusait de combattre dans les rangs, et n'insinuait-il pas délicatement qu'il fallait se méfier des gens qui, une fois déjà, s'étaient montrés traîtres à leur drapeau?

Mais la palme de cette amitié solide, inaltérable et qui défie le temps, appartient sans conteste à l'honorable député de Nicolet (l'honorable L. Beaubien) et à son collègue, l'honorable député de Terrebonne (l'honorable G.-A. Nantel). Ainsi ce dernier écrivait dans la Presse, dont il était directeur, les aménités suivantes:

"M. Beaubien, par cet instinct de l'injuste et de l'étroitesse de vue qui ne quitte jamais l'esprit et le cœur d'un castor bien né, voulut faire des objections et "fifiner" sur le droit de M. Chapleau à la réplique.

M. Beaubien vint ensuite. Son discours a été une série d'invectives, de mensonges et de calomnies débités avec un accompagnement de grimaces et de crachats bien dignes d'un énergumène et d'une cause aux abois... Au reste, M. Beaubien jouait son dernier atout. De là son désespoir, de là sa rage, sa fureur, qui faisait dire à un homme de science et de piété, qu'il n'y avait que la découverte de Pasteur pour calmer cet épileptique enragé...

Il (M. Beaubien) s'est épaté lui-même, et on

rapporte qu'il est encore à compter combien les \$60,000 qu'il doit au chemin de fer des cantons du Nord, d'après ses propres avancés, peuvent faire de quinze sous et acheter de "vaisseaux" de lait à cinquante et non pas dix cents; ne pas se méprendre là-dessus...

Aux grands hommes les grands moyens.

Le mensonge seul n'est pas suffisant; ajoutons-y la plus noire calomnie et nous allons bien voir si Chapeau résistera à ce débordement d'injures, de boue et de fumier.

Puis, le représentant de Terrebonne (l'honorable G.-A. Nantel), impitoyable, ajoute encore en parlant de l'Etendard, le défunt organe du représentant de Dorchester (l'honorable L.-P. Pelletier): "Le journal qui a été fondé et maintenu par un nombreux clergé, qui promettait d'être respectable et utile et qui n'est autre aujourd'hui que l'organe des haines de M. Trudel, des fourberies de M. Beaubien; qui n'est autre chose que l'Etendard de la révolte contre l'autorité civile et religieuse et le champion des idées échevelées de la révolution..."

Comment, voilà une gazette qui (elle s'en est déjà vantée) possède l'approbation d'un nombreux clergé qui l'a fondée et la soutient, et elle emplit ses colonnes de ce que le mensonge le plus raffiné, la calomnie la plus éhontée peuvent inventer à l'adresse de tous ceux, tous sans exception, qui ne plaisent pas à Augias Trudel et à Harpagon Beaubien!"

A Dieu ne plaise que je ne rappelle ces écrits uniquement pour mortifier l'honorable commissaire de l'Agriculture (l'honorable L. Beaubien) ou pour être désagréable à l'honorable commissaire des Travaux publics (l'honorable G.-A. Nantel). En rappelant ces diverses appréciations, je ne suis inspiré que par le désir de faire voir l'étendue du patriotisme, la grandeur du sacrifice qu'ils se sont imposé, pour se donner l'accolade après s'être mutuellement vilipendés. L'imminence du danger, l'affaiblissement de nos institutions gouvernementales, l'image de la patrie éplorée ont fait taire toutes leurs susceptibilités. Ce serait de la témérité de ma part d'affirmer que rien autre chose que le patriotisme le plus pur et le désintéressement le plus complet, a inspiré leurs motifs et guidé leurs actions.

Ces messieurs s'installèrent confortablement dans les fauteuils du Trésor et leur premier acte administratif fut un acte de haute politique: ils se payèrent trois mois de salaire d'avance pour apaiser leurs émotions et s'indemniser légèrement du sacrifice qu'ils venaient de faire tous ensemble sur l'autel de la patrie.

La ficelle de la Baie-des-Chaleurs commençait à s'user. Ils instituèrent de nouvelles commissions d'enquête qu'on a appelées, dérisoirement et avec raison, des petits bancs. Comme ils avaient constaté, avec regret, que des juges, même partisans, pouvaient avoir encore quelques scrupules, qui choisirent-ils pour composer ces commissions? Ils choisirent des hommes comme M. Donald McMaster, la quintessence du torysme, et comme M. Masson, l'un des piliers du parti conservateur dans la cité de Montréal. Quelle garantie d'impartialité ces hommes pouvaient-ils nous offrir? Il est inutile

d'argumenter longuement là-dessus, car il y a là quelque chose qui répugne au sentiment de justice inné dans le cœur de tout homme libre. Ils firent plus encore. Ils fermèrent les portes à l'ex-premier ministre et à ses amis, procédèrent à une enquête "ex-parte" et, grâce à cette manière charmante d'administrer la justice, la presse conservatrice pouvait, chaque matin, lancer sur nous des torrents d'invectives, de fausses représentations, de mensonges éhontés jusqu'ici inconnus dans les annales de la province de Québec.

Les élections se firent dans ces circonstances. D'un bout à l'autre de la province, de Pontiac jusqu'aux plaines de Bonaventure, nous fûmes traités comme des coquins, comme des pillards en train de ruiner le crédit public et de déshonorer nos institutions nationales, et, une fois les élections terminées, nos chefs devaient aller pourrir dans les prisons de l'Etat.

Le peuple fut affolé, bouleversé par autant d'accusations graves portées par des hommes qu'il croyait honorables, et comme résultat, nous fûmes battus, écrasés, au point de ne revenir qu'une petite poignée pour représenter l'élément libéral si fort, si puissant quelques mois auparavant.

Le règne des voleurs était fini; celui des honnêtes gens commençait.

Le nouveau gouvernement s'est présenté devant les électeurs avec un programme bien défini. Les ministres et leurs candidats, dans les différents comtés de la province, déclarèrent qu'il fallait faire cesser le règne désastreux et ruineux des déficits et des emprunts, que la province de Québec était aux portes de la banqueroute et que l'avènement seul du gouvernement actuel préviendrait l'imposition de la taxe directe.

Monsieur, vous savez que ces promesses furent faites, vous savez que ces engagements furent pris; c'est donc notre droit maintenant, que dis-je! c'est notre devoir indiscutable de rechercher de quelle manière ces promesses et ces engagements ont été tenus et de sonder l'abîme profond où nous ont plongés deux années de gouvernement par les honnêtes gens.

La session de 1892 fut consacrée à doter la province de Québec d'une loi d'impôts probablement unique en son genre. Cette loi, au point de vue économique, est un contresens. On voit que le gouvernement a agi en aveugle, n'ayant aucun système défini, aucun plan arrêté, créant des impôts suivant le caprice ou les besoins de l'honorable trésorier provincial (l'honorable J. S. Hall). Cette loi pèse d'une manière exorbitante sur certaines classes de notre société. Elle s'appesantit sur le commerce et sur l'industrie, atteint le cultivateur dans ses mutations de propriétés et frappe même le pauvre malheureux qui n'a qu'un moulin à scie ou à farine pour gagner le pain de sa famille. Cette loi a déjà porté des fruits merveilleux! Cette politique, appuyée d'ailleurs par la politique inique du gouvernement d'Ottawa, a eu pour effet d'encourager l'émigration qui décime nos campagnes, de nous enlever chaque année la fleur de notre jeunesse et de chasser des familles entières du sol national.

Et cette loi a été passée en violation des promesses les plus sacrées, contrairement aux déclarations les plus solennelles du premier ministre et de ses collègues. Le gouvernement a agi d'une manière criminelle. Si le malheureux qui obtient cinq centins sous de faux prétextes tombe sous le coup des lois pénales, combien à plus forte raison un gouvernement ne mérite-t-il pas d'être flétri en faussant sciemment et délibérément les faits et en couvrant d'un voile menteur ses intentions et ses actes! Cette loi a été passée quand, au lendemain même des élections générales, l'honorable premier ministre affirmait que le gouvernement n'aurait pas recours à la taxe directe. Cette loi a été passée quand l'honorable procureur général (l'honorable T. C. Casgrain) déclarait, au mois de décembre 1891, à Montréal, ce qui suit que j'extrais du *Courier du Canada*: "Nous parviendrons à rétablir l'équilibre dans les finances, et pour cela nous n'imposerons pas au peuple de nouveaux fardeaux." En vérité, monsieur, peut-on tromper plus effrontément l'électorat et le pays? Le gouvernement portera devant l'histoire la responsabilité terrible d'avoir menti à la déclaration de ses chefs et de s'être emparé des rênes du pouvoir par des promesses fallacieuses et mensongères.

Mais, monsieur, ce n'est pas tout. Lorsque l'honorable trésorier provincial (l'honorable J. S. Hall) pria la Législature de voter la loi des impôts, il donna sa parole de ministre de la couronne que la nouvelle administration, grâce à cette source de revenus, serait en état de faire cesser l'ère des déficits, et partant de renoncer au système ruineux des emprunts. Cette déclaration était faite au mois de juin 1892. Le 1<sup>er</sup> juillet suivant, le gouvernement n'en empruntait pas moins de \$1,000,000 à 5%. Cet emprunt fut contracté avec cinq banques différentes et le gouvernement déposa dans ces mêmes banques où il venait d'emprunter, la partie de l'emprunt que le service public ne requerrait pas, touchant sur ces dépôts, il est vrai, trois et demi pour cent d'intérêt. C'est-à-dire qu'au lieu d'emprunter au fur et à mesure que le service public l'aurait exigé et de ne payer l'intérêt que sur la somme actuellement indispensable, il a préféré, par une transaction que M. de Rothschild n'aurait pas ratifiée, emprunter d'un coup toute cette somme d'un million et de payer de suite l'intérêt sur toute cette somme considérable. Si nous ne connaissions pas l'irréprochable honorabilité du gouvernement, la droiture inflexible de ses principes, nous pourrions croire, ce que je repousse de mon esprit avec indignation, que le gouvernement a voulu par là récompenser certaines institutions financières de leur aide et de leurs sympathies actives en temps de luttes électorales.

Mais le gouvernement a fait plus encore. Non seulement il a contracté cet emprunt temporaire, mais nous avons tous appris, par la voie des journaux, et j'espère que nous aurons des renseignements plus précis dans quelques jours, que l'honorable trésorier a traversé les mers pour essayer d'effectuer un emprunt de \$8,000,000 sur les fonds consolidés de la province, \$4,000,000 devant servir

au remboursement de l'emprunt temporaire de 1891 et dont les bons étaient rachetables le 15 juillet dernier, et les 4 autres millions devant s'ajouter aux charges déjà trop lourdes de notre dette publique. Le gouvernement, sur le marché de Londres comme sur le marché de Paris, a essuyé un échec humiliant. Il y a un proverbe bien connu qui a cours parmi le peuple, qui dit que la tricherie revient toujours à son maître, et l'honorable trésorier de la province a pu en vérifier, à ses dépens, toute la rigoureuse exactitude. Arrivé de l'autre côté des mers, il a constaté que les agents des grandes institutions financières avaient en mains des copies de son fameux discours à la salle Windsor à Montréal, dans lequel la position financière de la province est faussement représentée, de même que le préambule de la loi des taxes de 1892 qui implique l'impossibilité du gouvernement de rencontrer ses obligations. Dans ce discours de la salle Windsor, l'honorable trésorier provincial déclarait avec emphase que l'emprunt de 1891 avait été contracté à des conditions tellement onéreuses que pas un homme d'affaires ne voudrait le ratifier. Cependant la rumeur veut — et j'aime à croire que la rumeur n'est pas fondée — que l'honorable ministre aurait été heureux d'obtenir le renouvellement de l'emprunt aux conditions obtenues par l'ancien premier ministre (M. H. Mercier), et qu'il a payé des commissions équivalentes à un intérêt de 7 1/2%; et c'est là, que le trésorier de la province a constaté avec amertume la vérité de ce dicton que je rappelais il y a un instant, que la tricherie revient toujours à son maître.

Malgré la déclaration de l'honorable ministre lors de son exposé budgétaire de 1892, nous sommes donc menacés à brève échéance d'un emprunt à long terme, pour un montant très élevé: si cet emprunt était nécessaire l'été dernier, à plus forte raison le sera-t-il l'an prochain ou dans deux années, puisque les déficits vont s'accumuler d'ici à cette date. L'honorable trésorier provincial estimait le déficit pour l'année financière 1892-93 à la somme de \$309,111, et nous ne sommes pas encore en état de vérifier l'exactitude de cette estimation. Les prévisions budgétaires pour l'année courante font voir également un déficit probable de \$288,537 pour 1893-94. C'est donc une augmentation d'à peu près \$600,000 dans les charges de notre dette flottante qu'un emprunt à long terme devra solder. Ce résultat est bien de nature à épouvanter les électeurs naïfs qui croyaient à la restauration des finances par le gouvernement actuel. Si ce résultat étonne quelqu'un, il ne m'apprend rien que je ne connaisse depuis longtemps. Lorsque nous sommes allés devant le peuple en 1892, nous avons averti les électeurs d'être sur leurs gardes, que M. de Boucherville n'était pas le sauveur du peuple comme on l'appelait en certain quartier, et qu'il était incapable de mettre l'ordre dans nos finances. M. de Boucherville, en effet, a été premier ministre de cette province de 1874 à 1878. Quand il a pris les rênes du pouvoir, non seulement la province de Québec ne devait pas un sou, mais encore avait une réserve d'à peu près un million de piastres. Après trois années et demie d'administration avec la coopération de M. Angers qui était alors procureur général et leader de cette Chambre, non seulement il avait gaspillé la



réserve en caisse, mais encore il avait grevé la province de Québec d'une dette publique de onze millions quelques cent mille piastres. Nous disions alors: si vous voulez savoir de quelle manière vous serez traités à l'avenir, consultez son passé et demandez à l'histoire de vous éclairer. Dès 1877, il imposait une taxe sur les exhibits judiciaires, sur les billets promissoires et sur quelques contrats notariés. Demandez aux municipalités de la rive nord qui ont voté des subventions pour la construction d'un chemin de fer entre Québec et Montréal, de quelle manière elles ont été traitées. Par une loi draconienne, véritablement indigne d'un pays civilisé, les municipalités étaient privées du droit de faire valoir leurs prétentions devant les tribunaux; elles étaient condamnées à payer sans condition; le shérif était autorisé à émettre des débetures au nom des municipalités récalcitrantes, et si ces débetures n'étaient pas payées à leur échéance, le shérif était autorisé à saisir les propriétés des contribuables et à les faire vendre sans autre formalité de justice.

Tel était le bilan de cette fameuse administration de Boucherville-Angers dont le peuple s'était débarrassé dans un moment de colère et que l'on tentait de ressusciter sous le vocable de Angers-de-Boucherville. L'expérience et l'histoire du passé n'ont rien appris aux électeurs: l'esprit de parti a fait sonner ses grelots; on a sommé les Conservateurs de se rallier au vieux drapeau et d'être fidèles à leur politique des anciens jours. Ont-ils le droit de s'étonner que M. de Boucherville ait continué, en 1892, la politique chère à son cœur dès 1877? Le gouvernement précédent avait imposé des taxes sur les propriétaires de mines et avait augmenté les rentes des détenteurs de nos limites à bois. C'était une taxe qui pesait sur la classe riche, sur quelques privilégiés qui réalisaient des fortunes considérables à même le travail et les bras des Canadiens français et qui, une fois leur fortune faite, s'en vont, pour la plupart, manger leurs rentes de l'autre côté des mers. Ces taxes ont été abolies par le gouvernement actuel et remplacées par d'autres infiniment plus onéreuses pour la classe agricole et la classe ouvrière.

Le gouvernement actuel pour se défendre cherche à accréditer une légende qui ne peut pas soutenir la discussion. La presse conservatrice et les orateurs de "hustings" cherchent à faire pénétrer dans l'esprit des contribuables la conviction que ces taxes sont le résultat de l'administration précédente. Ils oublient que d'après leur propre estimation la dette publique a été augmentée de \$11,000,000 par le gouvernement précédent, représentant un intérêt annuel de \$440,000, et que la loi des impôts a été agencée de manière à soutirer de la poche des contribuables à peu près un million de piastres par année, et il est facile conséquemment de démontrer que les ministres veulent se décharger ainsi d'une responsabilité qui leur appartient en mettant à la charge d'une seule administration le fruit des erreurs de tous les gouvernements depuis 1874.

Mais, monsieur, le gouvernement a pris d'autres engagements qu'il a également foulés aux pieds. A la session de 1888, lorsqu'il s'est agi de la création d'un département spécial de l'Agriculture et de la Colonisation, l'honorable premier ministre

(l'honorable L.-O. Taillon) disait entre autres choses: "Nous avons cru que le ministre qui existait alors pouvait s'occuper des travaux publics tout en donnant suffisamment son attention à l'agriculture qu'il avait sous sa direction! Nous disions: il n'y a plus de travaux publics à faire. Il n'y a guère que la construction d'un palais de justice à Montréal, mais cela n'est pas suffisant pour avoir un département spécial. On n'a pas voulu suivre notre avis et la majorité a décrété la création d'un département spécial pour l'agriculture". (Hansard de 1888, p. 60).

Comme on le voit, l'Opposition, en 1888, considérait — et d'ailleurs ce reproche nous a été fait constamment et dans les élections partielles et dans les élections générales de 1890 — considérait que la création d'un département spécial d'Agriculture et de la Colonisation entraînait une dépense inutile. Si le département des Travaux publics, dans l'esprit de l'honorable premier ministre, était peu important en 1888 quand il avait sous son contrôle le parachèvement du palais de justice de Québec, la construction des ponts en fer et la construction d'un palais de justice à Montréal, à quoi se réduisent ses attributions maintenant que le palais de Québec est terminé et que le gouvernement a renoncé à la construction de ponts en fer? La réunion de ce département à celui de l'Agriculture devait donc s'imposer avec beaucoup plus de force à l'attention de l'honorable chef du gouvernement en 1892 qu'en 1888. Il

est vrai que cette modification aurait entraîné la retraite, bien pénible il est vrai, de l'honorable député de Nicolet (l'honorable L. Beaubien) ou de l'honorable député de Terrebonne (l'honorable G.-A. Nantel), mais probablement qu'à tout compter, le pays y aurait gagné. Nous avons donc le droit de dire au gouvernement qu'il a manqué à ses engagements quand, par la bouche de son chef (l'honorable L.-O. Taillon), il a déclaré ne pas avoir l'intention de diminuer le nombre de ses ministres. (Interpellation du représentant de Verchères — M. L.-A.-E.-E. Lussier — P. V. 1892, p. 235)

On nous a reproché, avec non moins de vivacité, d'avoir augmenté le nombre des collèges électoraux par la subdivision de quelques comtés trop étendus et d'avoir porté le chiffre de la députation de 65 à 73. Cependant à la dernière session, le gouvernement et tous les députés ministériels ont voté contre le projet de loi du député du comté de Québec qui proposait cette réduction (P. V. 1892, p. 316)

L'honorable commissaire des Terres de la couronne (l'honorable E. J. Flynn), dans son discours de Sorel, reprochait au gouvernement Mercier la distribution des octrois de colonisation. Il disait alors: "A-t-il rendu justice à tous les comtés comme il le promettait? A-t-il banni la politique de l'emploi de ces deniers?"

Nous allons voir si le gouvernement actuel a procédé d'une manière plus équitable. Je comprends que ce n'est pas absolument le meilleur temps pour discuter cette question. Je me contenterai de signaler un exemple qui fera voir de quelle manière arbitraire, disons le mot, de quelle manière

re souverainement inique, le gouvernement actuel préside à l'emploi des deniers de colonisation. Bellechasse et Dorchester sont deux comtés voisins ayant à peu près la même population, les mêmes besoins et ils sont à peu près dans les mêmes conditions agricoles. Le premier a obtenu pour cette année la somme de \$500.00 piastres et le comté voisin, représenté par l'honorable secrétaire de la province (l'honorable L.-P. Pelletier), a obtenu huit fois la même somme, c'est-à-dire \$4,000. Je défie le gouvernement de défendre cette injustice. On n'a pas le droit de s'emparer ainsi des deniers publics pour essayer de nuire à un adversaire politique ou pour faire la popularité d'un ministre qui périclite. L'honorable commissaire de l'Agriculture (l'honorable L. Beaubien) a maintes et maintes fois déclaré dans cette Chambre et dans les assemblées publiques, que pour lui la colonisation était une cause sacrée et qu'il la plaçait au-dessus des mesquines considérations de parti. L'honorable ministre n'a plus le droit de tenir ce langage jusqu'à ce qu'il ait réparé les injustices commises. L'honorable ministre ne peut plaider ignorance, car je lui ai moi-même représenté les besoins du comté de Bellechasse; il a donc agi en connaissance de cause, sciemment et délibérément, commettant une injustice sachant qu'il la commettait. Oui monsieur, je lui conteste le droit de venir dans les grandes assemblées nationales ou autres, déclarer que la colonisation est une cause sacrée pour lui, et qu'il est prêt à tous les sacrifices pour retenir le colon sur le sol natal. Les paroles sont bonnes, mais les actes valent encore mieux. C'est dans des circonstances pénibles comme celles que nous traversons, quand l'émigration décime notre population, quand un million de Canadiens français ont déjà traversé les lignes, que le gouvernement leur refuse une obole pour leur rendre moins lourd le fardeau qu'ils ont à supporter, et cela pour se venger d'un adversaire ou pour faire les petites affaires d'un ministre ou d'un partisan. J'ai le droit de dire au gouvernement qu'il a forfait à son devoir et, plus que l'honorable commissaire des Terres de la couronne (l'honorable E. J. Flynn) en 1888, j'ai le droit de lui demander s'il a rendu justice à tous les comtés comme il le promettait et s'il a banni la politique de l'emploi de ces deniers?

J'accuse encore le gouvernement d'avoir méprisé l'un des principes les plus reconnus de notre régime gouvernemental et d'avoir empiété sur les droits de cette Chambre. A deux reprises différentes, lors du renouvellement du contrat de l'école de réforme à Montréal et de l'entretien des aliénés à Québec, le gouvernement a conclu des arrangements définitifs sans consulter l'opinion des représentants du peuple. Quand le gouvernement précédent a voulu confier à l'exécutif la prérogative de délivrer des lettres patentes aux compagnies de chemin de fer, l'honorable premier ministre et presque tous ses collègues ont protesté avec énergie contre ce qu'ils considéraient un abandon dangereux des droits et des privilèges de la Législature. Dans la conclusion des deux contrats que je viens de citer, le gouvernement s'est inspiré

de ses propres idées, méprisant de soumettre aux Chambres un projet de législation et ne les consultant que pour une ratification fictive et dérisoire, dépourvue de toute sanctions-sérieuse. Nous en avons eu une preuve incontestable lors de la discussion du contrat pour l'entretien des enfants dans les écoles de réforme. L'ancien contrat expirait le 1<sup>er</sup> septembre 1892. Nous avons, dans le temps, attiré l'attention du gouvernement sur le fait que ce contrat était à la veille d'expirer et qu'il importait de le renouveler à des conditions plus avantageuses pour le public. Nous avons proposé au gouvernement de nous soumettre un projet de législation. Les ministres firent la sourde oreille: on s'est contenté de répondre que la Législature serait convoquée de bonne heure à l'automne, et que nous aurions tout le temps nécessaire pour prendre en considération les différentes clauses de ce contrat. Les mois ont passé, la saison d'automne s'est écoulée et nous ne nous sommes réunis que le 12 janvier de cette année! Vous vous en rappelez, monsieur, il s'était hâté de conclure, le 31 août, un contrat de dix années avec une société de frères à Montréal. Croyez-vous que si les clauses de ce contrat avaient été débattues dans cette Chambre, la députation aurait consenti à payer la somme de \$120 ou de \$130 par année pour l'entretien de ces enfants? Et il ne faut pas perdre de vue que les frères ont le droit de toucher les 3/4 du produit du travail de ces enfants, quand l'autre quart seul est mis de côté pour former un petit capital qui est remis à l'enfant à sa sortie de l'école. Ce contrat, la preuve en a été faite d'une manière irréfutable à la dernière session, contient des clauses extraordinaires, extravagantes, que cette Chambre n'eût jamais autorisées. Laissant de côté le produit de leur travail, ce qui représente déjà une somme considérable, nous avons démontré que le prix de cette pension n'est nullement proportionné aux frais que les frères sont obligés d'encourir. Nous savons ce qu'il en coûte aux pères de famille pour élever et instruire leurs enfants et, naturellement, plus le nombre d'enfants est considérable, plus faible est la proportion des dépenses pour chacun. Quelques députés ministériels, et des plus distingués, ont joint leurs voix à la nôtre pour dénoncer ce contrat. Le gouvernement s'est contenté de répondre que le contrat était conclu et que la Chambre devait le ratifier à moins de provoquer la chute du ministère. Ce n'est pas plus malin que cela, messieurs. Les termes, les conditions d'une loi ou d'un contrat sont arrêtés d'avance, on impose à la province des obligations onéreuses pour une période de dix années et la Législature n'a pas le droit de suggérer une simple modification sans amener la chute de tout un gouvernement. On comprend que des députés, appuyant la politique générale d'un gouvernement, ne se soucient pas de le renverser sur une simple question d'administration; et les ministres en sont quittes pour quelques protestations à l'eau de rose, dépourvues, comme je le disais il y a un instant, de toute sanction effective et sérieuse.

Le contrat pour l'entretien des aliénés avec les

propriétaires de l'asile de Beauport démontre encore davantage, peut-être, le sans-gêne avec lequel le gouvernement traite la députation. Ce contrat a expiré le 30 avril dernier. C'est un contrat très important, car des centaines de mille piastres sont, chaque année, affectées en paiement de ses obligations. Dès la session de 1892, nous avons attiré l'attention du gouvernement sur ce contrat et nous ! avons supplié de prendre des mesures efficaces pour protéger les intérêts publics. Nous avons la triste expérience du passé pour nous guider. Le contrat de 1883 avait été renouvelé pour l'espace de dix autres années sans que les Chambres fussent consultées et la province avait alors perdu une moyenne de \$32,500 par année, formant l'énorme somme de \$325,009 pour les dix années du contrat. Nous avons voulu empêcher la réédition de cette farce administrative, mais, je le déclare avec regret, nous n'avons que bien faiblement réussi. Après beaucoup d'interpellations, de motions et de discours, le gouvernement a fini par admettre, avec beaucoup de mauvaise grâce — ce qu'il avait d'ailleurs nié pendant longtemps — qu'une lettre officielle avait été adressé au gouvernement par la communauté des soeurs grises. Cette lettre offrait des conditions extrêmement favorables pour la garde, le soin et l'entretien des aliénés.

Cette lettre stipulait: 1. Que la communauté construirait à ses frais un hôpital neuf pourvu de toutes les améliorations modernes; 2. Que le prix de l'entretien serait réduit de \$32 par tête; 3. Que le gouvernement retiendrait le contrôle médical sur les patients. Cette proposition, messieurs, n'offrait-elle pas toutes les garanties voulues? Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas de suite soumis à la Législature un projet de contrat basé sur cette proposition? La main de M. Landry peut seule soulever le voile qui couvre ce mystère profond! La rumeur a circulé que M. Landry avait avancé la somme de cent mille piastres pour assurer l'avènement au pouvoir du gouvernement des honnêtes gens. Dès la session de 1890, l'honorable député de Bonaventure (M. H. Mercier) avait imprudemment déclaré qu'il ne renouvellerait pas le contrat avec les propriétaires de l'asile de Beauport parce que leur asile n'était pas convenable et parce qu'il croyait plus sage, en se basant sur l'expérience du gouvernement français, de confier l'entretien des aliénés à une communauté religieuse. M. Landry a dès lors commencé à intriguer. On a affirmé que le gouvernement Angers avait des intérêts directs ou indirects dans ce contrat et que c'est à cette date qu'il a eu, pour la première fois, l'idée de se débarrasser d'un gouvernement qui gênait ses intérêts et compromettait ses spéculations. Est-ce pour la même raison que le gouvernement a feint d'ignorer pendant si longtemps la proposition de la congrégation des soeurs Grises et qu'il a paru si ennuyé quand il a constaté que l'Opposition connaissait non seulement **l'existence**, mais encore la teneur de cette lettre. Quelques membres du cabinet n'ont-ils pas fait même des démarches pour engager la communauté à retirer sa proposition et à tout événement le gouvernement n'a-t-il pas refusé pendant longtemps avec insistance de prendre une action quelconque sur cette proposition? (P. V. p. 217 et p. 262)

L'honorable député de Rouville (M. A. Girard), le six février dernier, faisait l'interpellation suivante: "Le présent contrat entre le gouvernement et les propriétaires de l'asile de Beauport expirant bientôt et la présente session étant déjà avancée, le gouvernement a-t-il quelques propositions à soumettre à cette Chambre?" Réponse par l'honorable secrétaire provincial (l'honorable L.-P. Pelletier): "Aussitôt que le gouvernement aura fait des arrangements pour le soin des aliénés internés dans l'asile de Beauport, il en donnera connaissance à la Législature qui aura tout le temps nécessaire pour les considérer." (P.V. p. 178 et 263)

La déclaration du gouvernement était formelle: aucun arrangement définitif ne sera conclu sans la consultation de la Chambre. A quel spectacle avons-nous assisté depuis? La session était à peine terminée que le gouvernement faisait faire une expertise pour établir les valeurs de l'asile de Beauport. L'arbitre du gouvernement, M. Peters, un architecte et un constructeur bien connu, a porté l'évaluation à la somme de \$31,000 déclarant comme preuve de sa bonne foi, qu'il était prêt pour cette somme à construire un hôpital neuf pourvu de toutes les améliorations modernes; les deux autres arbitres ont estimé la propriété de M. Landry à une somme d'à peu près \$100,000. Le gouvernement niera-t-il qu'il était disposé à payer la moyenne de cette évaluation si les journaux de l'Opposition et toute la presse indépendante au pays n'avaient poussé un en d'alarme et dénoncé la transaction véreuse que le gouvernement se préparait à effectuer? On connaît le dénouement de cette comédie, monsieur. Le gouvernement a forcé la communauté des soeurs Grises à acheter l'asile de Beauport pour la somme de \$18,000 payable annuellement pendant 60 ans et cette vente est garantie par la province. Il est vrai que le gouvernement a conclu un contrat avec cette communauté de dix années pour l'entretien des aliénés et qu'il se trouve ainsi garanti de son cautionnement pendant cette période. Mais en 1903 il restera encore 50 paiements annuels et qui nous assure que la communauté, pour une raison ou pour une autre, pour une de ces causes multiples qui influent sur l'existence et la solvabilité des corporations comme des individus, ne sera pas dans l'impossibilité absolue de rencontrer le paiement de ses obligations? Il arrivera ceci que la province, ayant assumé un cautionnement en faveur de M. Landry, n'aura plus qu'à faire honneur à sa signature.

Mais, monsieur, la communauté des soeurs Grises — et je demande l'attention sérieuse de la Chambre — a été forcée de payer pour l'asile de Beauport un montant beaucoup plus élevé que celui qu'elle aurait dépensé, d'après sa propre estimation, pour la construction d'un hôpital neuf. Croyez-vous que la communauté a sacrifié de gaieté de coeur une somme d'à peu près \$125,000? Que la Chambre se prépare à apprendre avec stupeur **l'un** de ces jours que la communauté touche du gouvernement d'une main ce qu'elle est forcée de payer en plus à M. Landry de l'autre. En examinant le contrat qui nous sera soumis par le gouvernement dans quelques semaines, probablement pendant les dernières heures de la session — si le gouvernement tient à respecter ses traditions — en examinant ce contrat.

dis-je, et en scrutant soigneusement chaque clause, la Chambre verra que la communauté est largement indemnisée par des avantages qui seront habilement déguisés du surcroît de dépenses qu'elle a été forcée de s'imposer pour l'obtention de ce contrat.

Il y aura des protestations, des murmures, des menaces peut-être; mais les députés ministériels, en face de la déclaration que le contrat doit être ratifié sans modification, les députés ministériels retournent **sont tranquillement au bercail plutôt que d'amener la chute d'un gouvernement si paternel, si honnête, si soucieux des intérêts publics.** Je n'hésite pas à dire que nous assistons, non pas au fonctionnement d'un gouvernement parlementaire et constitutionnel, mais que le régime actuel nous présente le triste spectacle de la coterie et de l'oligarchie plus puissante que les Chambres et la volonté nationale elle-même.

L'honorable commissaire des Terres de la couronne (l'honorable E. J. Flynn), dans son discours de Sorel auquel j'ai déjà fait allusion, parlant de la justice criminelle, tenait un langage **d'honnête homme que je suis heureux de lui rappeler en ce moment: "La fontaine où (coule) la source de la justice doit être pure et inaltérable.** Elle ne doit pas être souillée par l'esprit du parti ou par les influences politiques. Tout homme, qu'il appartienne à un parti ou à un autre, doit occuper la même position devant la loi." Certes, monsieur, ce sont là de nobles paroles, et j'en félicite l'honorable commissaire des Terres de la couronne, mais le gouvernement actuel a-t-il respecté ces droits imprescriptibles de l'immuable justice? Un grand philosophe chrétien (Donoso Cortés) a écrit que "toute société fondée sur un faux principe périclite par l'action même de ce principe." Ce gouvernement a été fondé sur l'intrigue, la trahison et la haine d'un gouverneur trois fois pervers et parjure et il est condamné fatalement à porter dans ses moindres actes administratifs l'empreinte de sa tache originelle.

Qui dira que lors des procès politiques la couronne n'est pas descendue de son piédestal pour devenir la complice des vengeances particulières des ministres?

Que signifiaient ces délais pour attendre la participation d'un magistrat trop complaisant? La justice exigeait-elle qu'on laissât traîner ainsi pendant six longs mois les accusations les plus graves sur la tête d'un ancien premier ministre (M. H. Mercier)?

Que signifiait le choix de ces deux juges chargés de diriger les procédures criminelles? L'un notoire par son torysme et sa partisanerie aveugles, le second, que sa retraite récente de l'arène politique où il combattait l'honorable député de Bonaventure (M. H. Mercier), aurait dû engager à se récuser dans une cause politique comme celle-là. Pourquoi ces quatre avocats, payés à raison de \$20.00 par jour chacun, quand, dans les causes les plus importantes et qui entraînent la peine capitale, la couronne ne se fait représenter que par deux? Pourquoi cette consultation de deux avocats de la province d'Ontario? Est-ce que les princes du Barreau de cette province n'offraient à l'honorable procureur général (l'ho-

norable T. C. Casgrain) aucune garantie de science ou d'impartialité? ou espérait-il qu'ils puiseraient dans leur haine du nom français des ressources infaillibles pour obtenir une condamnation infamante?

Que veut dire — je le demande aux hommes impartiaux de cette Chambre — cette liste de petits jurés aussi soigneusement "chèquée" que ne le fut jamais une liste d'électeurs pour les fins politiques? Pourquoi cette introduction de trois grands jurés qui n'avaient pas été régulièrement assermentés et qui ne purent entendre qu'une partie de la preuve? Pourquoi cette condamnation solennelle de l'Electeur en pleine séance du tribunal quand ~~les deux~~ magistrats n'avaient aucun mot de blâme ou de reproche contre la presse conservatrice qui depuis de longs mois publiait des articles incendiaires contre l'ex-premier ministre (M. H. Mercier) dans le but de préjuger le verdict? Pourquoi cette colère mal dissimulée de l'honorable procureur général (l'honorable T. C. Casgrain), quand les deux juges dont j'ai parlé il y a un instant descendirent du banc pour faire place à un juge intègre, à un magistrat impartial? Dans quel but l'honorable ministre, soit au palais, soit dans les assemblées publiques, mettait-il autant d'acharnement à soutenir que la thèse de l'honorable juge Würtele constituait une hérésie légale? Pourquoi ce dépit, cette colère sourde, ces protestations indignées contre le verdict unanime de douze citoyens impartiaux et désintéressés? Pourquoi cet "indictment" soumis aux grands jurés et subrepticement retiré? Est-ce qu'on ne poursuivait ainsi que les fins de la justice? Non, monsieur, mais on cherchait à racheter par des moyens que le sens moral et la conscience réprouvent, des promesses imprudentes faites dans l'unique but de tromper l'électorat, et la vengeance était l'unique inspiratrice de ces procédures vexatoires.

Avec ce procès, monsieur, s'est terminé le drame judiciaire le plus unique, le plus gigantesque et le coup d'Etat le plus monstrueux qui aient jamais souillé les annales du peuple canadien.

L'auteur principal de ce complot est maintenant rendu à Ottawa où il a reçu la récompense de ses maîtres et où, comme le dirait l'honorable secrétaire de la province (l'honorable L.-P. Pelletier) en parlant de son collègue l'honorable procureur général (l'honorable T. C. Casgrain), il s'est fait le serviteur des serviteurs des orangistes. Un soir de la dernière session, lors du débat Dawson-Wallace qui a consacré la doctrine de la rébellion à la couronne et l'avachissement des Conservateurs français à la Chambre des communes, M. Angers a été le premier dans les bras du grand maître des orangistes pour le féliciter de sa victoire. Mais, monsieur, cet homme a-t-il du sang français dans les veines? Son enfance a-t-elle été bercée par les enseignements d'une mère chrétienne? Cet homme a jugé à-propos de me traiter de valet dans quelques assemblées publiques. S'il a voulu dire par là que j'appartiens à la démocratie, à cette race robuste qui a conquis et discipliné le nouveau monde et qui fournit à l'histoire contemporaine ses noms les plus illustres, j'accepte

l'appellation et je m'en réclame comme d'un titre de gloire. J'appartiens aux couches plébéennes, il est vrai, mais j'ai le droit de porter en plein soleil un nom qui est le mien et de retracer sans honte et avec orgueil mon origine et mon extraction. M. Angers peut être convaincu que nous avons pris avec notre conscience l'engagement solennel de poursuivre partout de nos invectives et de nos dénonciations tous ceux qui ont pris part à la conspiration du 10 décembre, jusqu'au jour où la justice distributive qui gouverne le monde aura fait la part des responsabilités de chacun. Certains hommes ont fait verser trop de larmes, provoqué trop de misères, ruiné ou compromis trop d'avenir pour que la justice de Dieu ne s'appesantisse un jour sur leur tête et ne les frappe dans leurs biens, leurs fortunes, leurs familles ou leurs affections!

Le gouvernement actuel — et ce sera là ma conclusion — portera un triste nom dans l'histoire: on rappellera le gouvernement de la Terreur blanche: on l'appellera le gouvernement qui a escamoté le pouvoir par la trahison et les coups de main: le gouvernement qui écrase le peuple d'impôts monstrueux et iniques; le gouvernement qui a érigé la persécution politique en système; le gouvernement qui a dégradé la magistrature, dernier rempart de notre société moderne; on l'appellera en un mot le gouvernement qui, comme M. Angers, a compromis tout ce qu'il a approché et sali tout ce qui a touché.

L'HONORABLE T. C. CASGRAIN (Montmorency): Défie le député de Bellechasse (M. A. Turgeon) d'accuser carrément les ministres d'avoir retiré trois mois de leur salaire à l'avance. Il offre de démissionner s'il prouve sa fausse affirmation.

M. A. TURGEON (Bellechasse): Dit qu'il ne fait que répéter ce que les journaux ont dit.

L'HONORABLE T. C. CASGRAIN (Montmorency): Ce ne sont point des répétitions qu'il nous faut, ce sont des accusations. On insinue toutes sortes de choses dans la presse; maintenant que les Chambres sont réunies, c'est le temps d'agir comme des hommes et d'accuser en face. Que le représentant de Bellechasse (M. A. Turgeon) choisisse un comité composé exclusivement de libéraux, qu'il porte ses accusations, que tous ceux qui en ont à porter se montrent et l'on verra tout ce que cela vaut. On a fait les lâches assez longtemps, qu'on se montre brave.

On accuse M. Angers d'avoir violé la constitution, eh bien! qu'on propose un vote de non-confiance sur cette question et on verra que sur ce point les membres de l'Opposition, si peu nombreux qu'ils soient, ne peuvent point s'accorder. Le représentant de Bellechasse (M. A. Turgeon) a été malhabile ou n'a point de mémoire. Devant lui siège un homme, le député de Bonaventure (M.H. Mercier) qui, lui, a violé les secrets qu'il avait juré de garder. Dans le langage appris par cœur du représentant de Bellechasse, cela s'appelle parjure. Tout le reste de son discours est de

cette force-là. Il n'a rien dit de nouveau; ce sont toujours les mêmes diatribes qu'il nous débite depuis trois ans. Le député de Bellechasse a des prétentions à l'éloquence; s'il veut que nous le prenions au sérieux, qu'il change de discours au moins une fois par année. Ce qu'il nous a donné ce soir n'est que du réchauffé et du réchauffé sans sel. Ce dont on parle le plus ce sont les poursuites que l'on qualifie de persécutions. Croit-on que nous allons reculer? Non. Les accusations que j'ai portées sous serment, je les répète ici, et j'ajoute que le représentant de Bonaventure n'a rien fait pour se disculper. J'ai accusé le député de Bonaventure d'avoir détourné \$28,000 de l'argent du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs; il est venu l'avouer lui-même devant le comité des comptes publics. Cet argent a servi à payer les dépenses domestiques du représentant de Bonaventure et ses cadeaux à son copain Pacaud. Était-ce de la calomnie?

J'ai accusé le représentant de Bonaventure d'avoir déposé à son crédit \$3,000 du chemin de fer Hereford. Le député de Bonaventure a-t-il demandé une enquête devant le comité des comptes publics sur ce sujet? Non, encore. Il savait que ces \$3,000 avaient servi à payer les dépenses de son château de Tourouvre. Est-ce là de la calomnie? Non, c'est la vérité. J'ai accusé le représentant de Bonaventure d'avoir profité des \$14,000 du chemin de fer Montréal et Ottawa. A-t-il demandé une enquête sur ce sujet? Non, M. l'Orateur. Pourquoi? Que l'Opposition nous le dise.

Enfin, il y a les \$100,000 de la Baie-des-Chaleurs qui ont servi à corrompre le peuple et à loger princièrement les copains du député de Bonaventure. Est-ce vrai cela, oui ou non? Qu'un seul homme de l'Opposition se lève pour me démentir.

Et c'est cela qu'on appelle calomnie. C'est la vérité, et le peuple l'a si bien compris qu'il nous a envoyé ici cette immense majorité, qui prouve au député de Bonaventure que l'heure de l'hypocrisie, du mensonge et du "boodlage" a une fin à laquelle succède toujours l'heure de la justice. Le représentant de Bonaventure ne comprend pas cela, puisqu'il ose venir nous provoquer.

Qu'il sache une fois pour toutes que nous assumons la responsabilité complète et entière de nos actes et que nous ne reculons point devant ses airs de bravache imprudent.

Mais si le député de Bonaventure est si innocent, comment se fait-il donc qu'il ne trouve pas parmi ses partisans un seul homme pour le défendre carrément. C'est la première fois que nous entendons la défense, en cette Chambre, des actes du député de Bonaventure, et par qui cette défense est-elle faite? Par le député de Bonaventure lui-même. Quand un homme comme lui, qui a été le maître tout-puissant et autocrate de son parti pendant des années, en est réduit à se défendre lui-même, ce n'est pas bien drôle.

Et ce n'est pas en cette Chambre seulement qu'on s'éloigne de lui. Si on en parle encore en public, on ne veut point le montrer.

M. Laurier fait le tour de la province. Avait-il le représentant de Bonaventure avec lui? Non. Il

l'avait remplacé par M. Tarte. On pourra dire ce qu'on voudra du changement, c'est une preuve qu'on voulait éloigner le député de Bonaventure. M. Laurier a fait une grande assemblée à Montréal dans la ville même où réside le représentant de Bonaventure. Ce dernier y était-il? Non. Je me trompe, il était dans l'assemblée et on ne lui a seulement pas fait la politesse de l'inviter à monter sur l'estrade.

L'a-t-on invité à la convention d'Ottawa? Non encore. Il y est allé de lui-même; mais trois jours seulement après, quand tout était fini. La porte a été fermée, et personne n'était là pour répondre.

Qu'est-ce que cela prouve, M. l'Orateur, sinon que les propres amis du représentant de Bonaventure veulent faire oublier ses méfaits en le tenant dans l'ombre. Ils reconnaissent donc eux-mêmes qu'il n'est pas tout à fait innocent. Il y en a qui vont plus loin. Durant les élections, j'ai assisté à des assemblées publiques et j'ai vu là le candidat libéral inscrire comme premier article de son programme: pas de "merciérisme", pas de "boodlage"!

Après cela, que le député de Bonaventure vienne recommencer ses vantardises ridicules et ses menaces que personne ne craint! Les faits restent les faits et seront sa condamnation à son éternel déshonneur.

Le représentant de Bonaventure se glorifie de son acquittement. Un de ses avocats n'en était pas si fier le soir de l'acquittement, quand il disait qu'il n'avait échappé à la condamnation que par une technicalité de la loi. D'ailleurs on sait ce que cela vaut les acquittements. Tous les jours des criminels échappent à la justice, et cela est arrivé même durant le terme où le député de Bonaventure a été jugé.

Morrisset, M. l'Orateur, un faussaire, a été libéré par le jury et, après son acquittement, il n'a rien trouvé de mieux à faire que d'aller recevoir dans ses bras le député de Bonaventure qui avait eu la même chance que lui. Oui, le représentant de Bonaventure a été porté en triomphe sur les épaules de Morrisset, faussaire public, qui a fui la justice de son pays.

Mais les "chéquards" du Panama ont été acquittés; et songe-t-on à les trouver moins coupables?

On a répété ici ce qu'on a dit dans tous les comtés: que les enquêtes devant les commissions royales étaient "ex parte". C'est une fausseté. Les enquêtes n'étant pas "ex parte", les assignations ont été adressées à toutes les personnes intéressées, les avis publics ont été publiés dans tous les journaux. Pourquoi ces messieurs n'ont-ils pas comparu. Oh! c'est qu'ils savaient ce qui les attendait. Ils avaient comparu devant la commission de la Baie-des-Chaleurs; ils avaient essayé de se défendre; ils en étaient sortis plus coupables. Quand les autres commissions ont siégé, ils ont été plus prudents et ils ne sont point venus afin de pouvoir dire au peuple qu'on refusait de les entendre. Mais le peuple s'est dit: puisqu'ils confessent jugement, c'est qu'il y a quelque chose là-dessous, et il a rendu son verdict en conséquence.

Nous n'aurions point soulevé toutes ces tristes choses sans les provocations du député de Bonaventure. Il a voulu remuer les cendres du passé, il n'a qu'à s'en prendre à lui des éclaboussures qu'il recevra. Nous sommes bien décidés à nous défendre et à ne point laisser à ceux qui sont trop lâches pour se montrer le temps venu, le champ libre pour pervertir encore une fois l'opinion publique.

Il poursuit en disant que le représentant de Bonaventure a perdu tout sens moral et que les Canadiens français en Angleterre sont honteux de se dire de la même nationalité que celui-ci.

Vous avez dit, monsieur le représentant de Bonaventure, qu'il y avait du "boodlage" dans l'administration des travaux au palais de justice de Montréal. Prouvez vos accusations, amenez des preuves. Le représentant de Bellechasse (M. A. Turgeon) a dit que c'était le journal conservateur *La Presse* qui avait porté l'accusation. Lorsque j'ai demandé des preuves, la *Presse* a retiré son accusation en entier, mais les journaux libéraux ont continué à ressasser la même rengaine. Laissez-les porter leur accusation ici.

Au sujet de l'accusation d'avoir été le persécuteur et l'un des auteurs de la mort de Riel, je dis: C'est vrai, monsieur le député de Bonaventure, je suis allé représenter le gouvernement dans ce procès célèbre, je représentais la constitution de notre pays et je ne désirais nullement voir verser le sang de Riel, si Riel eût été trouvé innocent. Mais avez-vous oublié qu'au départ du 65<sup>e</sup> bataillon, vous avez promis une médaille au soldat qui ferait les plus grands actes de bravoure, c'est-à-dire qui tuerait le plus de métis? Et pourtant ces métis étaient vos frères, tout comme Riel. Vous n'étiez pas si tendre alors. Et si vous n'avez jamais donné cette médaille, c'est probablement parce que pas un seul soldat ne s'est montré aussi barbare et aussi cruel que vous le désiriez.

Il ajoute enfin que le représentant de Bonaventure, non content d'attaquer ses adversaires politiques, se jette à bras raccourcis sur le dos du clergé, des Sulpiciens particulièrement.

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): M. l'Orateur, le gouvernement attaqué dans sa politique ne répond que par des injures. Il doit rendre compte de la première année complète de son administration et il ne peut produire de défense. Il injurie ses adversaires.

Composé d'hommes qui ont réclamé le monopole de la vertu et de l'honnêteté, il est comme un panier de pommes gâtées. Son chef (l'honorable L.-O. Taillon) est encore sous le coup d'accusations d'avoir reçu de l'argent d'entrepreneurs publics pendant qu'il était ministre. Il ne s'en est jamais lavé, mais a simplement essayé de donner le change à l'opinion publique. De même du procureur général (l'honorable T. C. Casgrain) qui, en outre, a juré faux devant M. le juge Chauveau quand il a accusé le représentant de Bonaventure (M. H. Mercier) d'avoir déposé \$28,000 à son crédit dans le but d'en tirer un bénéfice personnel, et cela quand il avait devant lui les reçus démontrant que le député de Bonaventure avait tout payé, tout

jusqu'au dernier sou. De même il a juré faux quand il a porté son serment contre M. Charles Langelier, une accusation que le juge Chauveau, qui n'est pourtant pas difficile, a trouvée tellement fausse qu'il l'a renvoyée sur le banc.

Il y a trop longtemps que le représentant de Gaspé (M. E. J. Flynn) a perdu le sens de l'état de profonde abjection où l'a précipité la trahison de M. Joly pour que rien puisse encore le faire rougir. C'est un homme sans honneur et dont la force consiste à n'en avoir pas.

M. Thomas Chapais est l'hypocrisie personifiée. Propriétaire d'un journal acquis avec le fruit du vol, acheteur de consciences du comté de Kamouraska avec les quatre mille deniers de la rapine, il a été appelé Thomas-la-ficelle avec juste titre. Il n'y a plus que les nigards qui le croient honnêtes, que la canaille qui le proclame un demi-dieu.

La villa de la Rivière-du-Loup, achetée par le représentant de Terrebonne (l'honorable G.-A. Nantel) depuis son entrée au ministère, est un coup de filet plus petit, mais égal en mérite au "boudlage" de A.-R. Angers qui, immédiatement après la conclusion du marché ruineux de l'achat de l'asile de Beauport, a été nommé ministre fédéral et s'est acheté à Ottawa un château de \$25,000 argent comptant.

Si l'exposition de Chicago a réussi, ce n'est pas grâce au gouvernement, c'est malgré lui!

Le représentant de Nicolet (l'honorable L. Beaubien), de sinistre figure, a voulu tout accaparer pour lui et sa famille. Il a empêché ceux qui avaient des chevaux plus beaux que ceux de son gendre Turenne, de son fils du haras national, d'envoyer leurs animaux à l'exposition. M. Dawes, de Lachine, un chaud conservateur, l'a accusé de cela dans tous les journaux. Il n'a pas répondu parce qu'il est un misérable, qui n'est ministre que pour sa famille.

D'ailleurs c'est aussi l'opinion du Progrès du Saguenay, journal conservateur de Chicoutimi, l'organe du député conservateur de ce comté (M. H. Petit).

Voici ce qu'il disait: "Les chevaux canadiens cela ne vaut pas mieux que les vaches canadiennes car il n'y en a pas au haras national et les gouvernements ne leur paient pas \$12,000 par année..."

L'honorable M. Beaubien a refusé de se rendre aux désirs des nombreux signataires de requêtes le priant d'exposer un troupeau de vaches canadiennes à Chicago, les requêtes sont même restées sans réponse! Il préfère les vaches Ayrshires parce qu'il y en a à vendre au haras national..." Voilà ce que disait un journal conservateur.

Si nous avons eu des succès à l'exposition de Chicago, c'est dû à nos agriculteurs. Le député de Nicolet (l'honorable L. Beaubien) a l'effronterie de réclamer pour le gouvernement le mérite d'avoir fondé les cercles agricoles, les beurreries et les fromageries.

La loi permettant de faire des sociétés agricoles a été passée en 1889, deux ans avant l'arrivée au pouvoir des bandits constitutionnels qui gouvernent aujourd'hui! On allouait \$50 par année à chaque

cercle; \$5,000 pour encourager l'industrie laitière. Toute la gloire du gouvernement repose sur le travail des autres, de nos cultivateurs. Ils se parent des plumes du paon! La fortune politique du représentant de Nicolet ne tient qu'à la bonne volonté des mouches à cornes qui, en nuisant aux vaches et à l'industrie laitière, ruineront un aussi grand sire que le héros des \$7,000 de l'argent du Pacifique, volés pour débaucher l'électorat.

On est loin de se douter, quand le soir, au soleil couchant, aux beaux jours d'été, on voit ces beaux troupeaux de vaches à lait se reposant à la fraîcheur qui commence, que ces paisibles animaux ruminent la gloire du gouvernement actuel!

Et si Rosa Bonheur, le peintre des scènes champêtres, eut connu le commissaire de l'Agriculture actuel (l'honorable L. Beaubien), elle aurait fait un de ses meilleurs tableaux où l'on eût vu un groupe de ruminants, avec un fond de scène représentant le commissaire de plain-pied, avec un bouquet de trèfle blanc à la boutonnière!

A part cela, prendre le mérite d'autrui pour en faire sa gloire, l'argent public pour sa famille, il ne fait rien.

Le gouvernement n'ose pas se montrer devant l'électorat. Le premier ministre n'a fait que chanter tout l'été, il est temps maintenant de le faire danser. Les violons sont prêts.

Un seul homme a pris la défense du gouvernement sur les "hustings", c'est l'illustre député de Témiscouata (M. N. Rioux), qui répondait à tout en disant: "Faites z'en pas d'cas". C'est le cri de "Faites z'en pas d'cas"!

Ils ne se sont risqués qu'une fois dans le cours de l'été, à Weedon. Il n'y avait que soixante-quinze électeurs pour les entendre et encore parce que ça ne coûtait rien! La ville de Chicoutimi tout entière n'a pas voulu souscrire \$50 pour voir toute la troupe avec les bêtes rares comme Sir A.-P. Caron!

Les ministres actuels ont cru devoir parler une fois au peuple et ils ont imaginé un grand pique-nique, à Weedon, le 29 juin dernier. Le premier ministre et le procureur général (l'honorable T. C. Casgrain) sont allés préparer leur bon peuple à recevoir avec componction la grande, mais triste nouvelle, que notre trésorier (l'honorable J. S. Hall) était toujours les mains aussi vides que le coffre provincial. Ça dû être un rude coup pour les fidèles qui, depuis deux ans, n'entendaient parler que du relèvement du crédit de la province.

M. de Boucherville s'en était allé après avoir opéré le sauvetage promis. Le gouvernement n'avait qu'à laisser enfler sa voile pourtant. Et cependant rien ne semblait encore fait. Le premier ministre se chargea d'expliquer à des hommes, qu'on doit supposer intelligents, les causes d'un aussi funeste contretemps. Et si l'on en croit le Star du 30 juin dernier, elles se résument comme suit: Les capitalistes étrangers ne veulent pas prêter parce qu'ils ont peur du retour prochain du représentant de Bonaventure (M.H. Mercier) au timon des affaires; 2° parce que le député de Bonaventure a, en 1888, fait passer une loi sur la conversion de la dette qui effraie nos créanciers en leur laissant croire que nous voulons répudier nos engagements les plus solennels; et, en

troisième lieu, à cause de la dépression commerciale survenue surtout les marchés monétaires d'Europe.

En passant, remarquons que cette dépression n'était pas plus grande que celle subie lors de l'emprunt du représentant de Bonaventure, en 1891, emprunt contracté à des conditions favorables si l'on en croit le député de Chambly (l'honorable L.-O. Taillon) lui-même. Et ceci fera justice de sa dernière assertion.

Mais que dire d'un premier ministre qui, pour toute justification de sa politique, n'a que des récriminations contre le passé, des attaques contre ses adversaires tombés, des injures à leur lancer parce que, pendant quatre ans, ils l'ont tenu en respect loin des régions plantureuses du pouvoir. Les financiers d'outremer ont peur du retour du représentant de Bonaventure! Ils ont ma foi raison. Quand un homme comme lui est remplacé par des hommes comme ceux qui nous gouvernent aujourd'hui, le résultat final n'est pas difficile à prévoir. La haine fut toujours mauvaise conseillère. Et c'est elle qui, à l'heure actuelle, est la déesse qui préside au conseil des ministres. Toutes les tracasseries, les poursuites vexatoires, les scandales ratés ne furent jamais des programmes destinés à commander l'admiration d'un peuple. Jamais les événements ne se sont chargés, à si courte échéance, de donner le démenti le plus formel à un homme public. Le premier ministre s'écrit, à Weedon, que les prêteurs d'Europe ont peur du retour du député de Bonaventure. Moins de huit jours après, ces mêmes créanciers qui ont prêté au représentant de Bonaventure \$4,000,000, qui lui en ont offert 10 à lui, et non au représentant de Chambly (l'honorable L.-O. Taillon), viennent tirer le gouvernement d'embarras en renouvelant pour deux ans un prêt qui devenait remboursable huit jours plus tard. Et quand la province a été sauvée, il n'y a pas six mois, d'une banqueroute immédiate, ça n'a été que parce que l'épargne française, qui avait vu le représentant de Bonaventure grand, fort, puissant, qui l'avait entendu grand orateur, patriote convaincu du brillant avenir de sa province et de sa race, énumérant les innombrables et inépuisables ressources de son pays, ça n'a été que parce que cette épargne a refusé d'entendre les cris de fureur aveugle des détracteurs de notre crédit qu'elle a répondu qu'elle consentait volontiers à "continuer le prêt Mercier". Et je le dis à ces messieurs, le temps, qui refait bien des outrages, si en cause beaucoup, vous a forcés de dire à vos fidèles de Weedon : l'emprunt Mercier était fait à des conditions favorables. Et quand vous disiez à vos électeurs amis que le crédit de la province ne commandait plus la même faveur qu'en 1892, vous disiez vrai parce que depuis vous aviez dit, écrit et répandu partout les nouvelles les plus décourageantes, les prédictions les plus sinistres. Pour garder le pouvoir, vous avez risqué de marcher sur les ruines de votre province.

Puis le premier ministre, à bout d'arguments, a emprunté pour un instant l'audace du procureur général (l'honorable T. C. Casgrain) et s'est écrié : c'est la loi infâme de 1888, passée par le représentant de Bonaventure (M. H. Mercier) touchant la conversion de la dette provinciale, qui est cause de notre échec. Il oubliait que l'emprunt de 1891 a été

contracté par ce même représentant de Bonaventure trois ans après que ce même représentant de Bonaventure eut fait passer cette mesure. Si d'ailleurs cette loi était si nuisible, il n'y avait qu'à la rappeler. La majorité dont dispose le gouvernement pouvait rappeler cette loi qui n'est infâme que parce qu'elle a fourni aux Conservateurs du temps l'occasion de dire au monde tout entier que la Chambre était composée de voleurs de grand chemin, de débiteurs de mauvaise foi n'ayant rien autre chose en vue que la répudiation de leurs dettes légitimes! S'il y a des gens qui, à Weedon, sont tombés dans un pareil attrape-nigauds, il ne s'en trouvera pas, j'en suis sûr, dans les autres parties du pays. Mais nous avons des raisons de croire qu'il n'y a que les ministres qui se soient pris dans ce piège grossier. Non, si le crédit de la province a été détruit, ceci est dû aux discours fantaisistes et mensongers du trésorier (l'honorable J. S. Hall), aux harangues écervelées des quelques petits bonshommes conservateurs et aux immondes saletés dont on a couvert nos hommes publics.

Si l'emprunt n'a pas réussi, a dit le premier ministre, c'est parce que le crédit de la province est ruiné. A qui la faute? A ceux qui ont, dans le préambule de leurs fameuses lois imposant leurs taxes de prédilection, affirmé que la province était virtuellement en banqueroute. A ceux qui, au lieu de se servir de la loi de 1890 autorisant un emprunt de \$10,000,000 sur lesquels \$4,000,000 avaient été obtenus, laissant une marge de \$6,000,000 qu'elle permettait de demander, ont cru devoir, avant de la rappeler, faire passer une autre mesure autorisant un deuxième emprunt de \$4,000,000. Ce qui donnait au gouvernement la liberté d'emprunter encore dix millions, en sus des \$4,000,000 du représentant de Bonaventure. A ceux qui ont crié sur les toits que l'emprunt que l'on allait contracter était partiellement nécessaire pour payer des intérêts échus et à échoir, comme si un débiteur qui emprunte pour payer des intérêts par lui dus, n'était pas aux portes de la ruine finale. A ceux qui répudiaient les dettes légitimes de leurs prédécesseurs et donnent au peuple le spectacle d'un gouvernement de plaideurs téméraires et de mauvaise foi, subissant les condamnations réitérées et les rebuffades méritées des tribunaux de leur pays. A ceux qui sont montés au pouvoir grâce au plus scandaleux attentat contre les libertés publiques et qui, en déchirant la constitution, ont en même temps détruit les meilleures garanties des créanciers contre nous. Là où il n'y a plus de constitution, il n'y a plus de sécurité ni pour la majorité ni pour la liberté. Quand on est parjure, on peut bien être débiteur malhonnête.

Voilà les causes de l'irréparable malheur qui vient de frapper la province. Nous avons subi, il n'y a pas six mois, l'humiliation d'être obligés de nous présenter devant nos créanciers, nous de la province de Québec, dans l'attitude suppliante d'un commerçant demandant à son banquier le renouvellement d'un billet échu sans pouvoir lui offrir un seul centin en paiement partiel, et les prêteurs français ont agi à notre endroit comme les créanciers dont la créance est plus que risquée



et qui se disent: il vaut encore mieux donner un délai que de faire une demande de cession à un débiteur insolvable qui, reniant toutes les autres dettes de ses auteurs, peut en faire autant pour ce qui me concerne.

Et voilà où nous ont conduits et la soif du pouvoir qui tourmentait nos ministres actuels, la passion de faire le mal, les instincts bas de R<sup>éal</sup> Angers, et les moyens inavouables et inavoués de capter les suffrages des électeurs. La province paie aujourd'hui de son honneur, les électeurs du plus clair de leur actif, la fourberie et la scélératesse des auteurs du coup d'État de décembre 1891.

Et quel emprunt! à 7 1/2%! quand les cultivateurs peuvent emprunter à 6% quand ils le veulent! quand tous les autres pays empruntent à 4%. Et pour avoir 20 millions de francs ils ont été obligés de donner des garanties et des débiteurs pour vingt et un millions et un quart. Quand on aura payé l'intérêt à 7 1/2%, pendant deux ans. les trois mille piastres de frais de voyage du trésorier (l'honorable J. S. Hall), on devra non seulement \$2 000 000, mais 21 200 000 francs. C'est ce qu'ils appellent payer les dettes du représentant de Bonaventure. L'honorable trésorier s'est fait raser d'un million de francs. C'est le temps ou jamais de crier au voleur!

Il parle aussi des juges de Montréal qu'on amène à Québec, pendant que Montréal se plaint. Il mentionne le juge Davidson qui se fait payer à Ottawa et ici pour refondre les lois de procédure. Il a double monture! C'est le même qui a fait renvoyer le représentant de Bonaventure par un rapport faux et mensonger! La province le paie pour sa canaillerie de l'affaire de la Baie-des-Chaleurs!

Il termine en citant les paroles du représentant de Montmorency (l'honorable T. C. Casgrain) à Weedon. L'honorable procureur général (l'honorable T. C. Casgrain), lui, a cru rassurer l'opinion des prêteurs de là-bas en leur déclarant que, quand même le représentant de Bonaventure aurait la majorité aux prochaines élections, pas un lieutenant-gouverneur ne consentirait à l'appeler à former un gouvernement. Nous n'avons qu'un mot de réponse au représentant de Montmorency, et c'est celui-ci: le nom du représentant de Bonaventure, dans cette circonstance, disparaît devant la grandeur du principe en jeu. Et je déclare que si le parti libéral a la majorité aux prochaines élections, comme il l'aura!, son chef prendra le pouvoir quoi qu'il arrive et quoi qu'il en coûte. Il n'y aura pas toujours des Angers à Spencer Wood, et fût-il là, que sa tyrannie n'aura pas assez de baïonnettes et de sa lâcheté, pas assez de dragons pour les protéger. Le peuple se fera justice; que ceux qui oseront prendre sur eux de pousser la nation à la guerre civile sachent bien d'avance que le sort qui les attend n'est pas autre que celui qui frappa ceux qui se rendirent jadis coupables de pareils attentats. Si le représentant de Montmorency croit que ces menaces de résistance à la volonté électorale sont de nature à relever notre crédit, il se trompe étrangement. Jamais les nations poussées à la guerre civile par la jactance et l'audace

irréfléchies de leurs gouvernements ne commandent la confiance qui ne repose que dans la paix et la stabilité des institutions constitutionnelles.

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5): Ridiculise le zèle dont les libéraux font preuve depuis tout récemment en matière d'économie et regrette qu'ils n'en aient pas fait autant vers 1887. Afin de prouver que le gouvernement n'a pas fait de dépenses inutiles, il est tout disposé à comparer les comptes publics de 1891-92 à ceux de l'année à venir ou à ceux de l'année 1889-90. Mis à part les subsides accordés aux chemins de fer. le montant des dépenses, que font ressortir les comptes publics de 1890-91, se chiffre à plus de 5 millions, les revenus à plus de 3 millions, laissant un déficit de \$1 772 000. En 1891-92, le déficit était de \$1 742 000; en 1889-90, il était de \$1 300 000, et en 1893. la première année de notre administration, il était de \$23 000. En réponse à l'accusation à l'effet que les comptes ont été fermés le 30 juin et qu'ils n'incluaient pas les dépenses de l'année entière, il affirme que les comptes n'ont pas été fermés avant la mi-août et qu'à cette période tous les services de l'année y avaient déjà été correctement consignés.

On a dit qu'avant d'imposer de nouvelles taxes, une commission aurait dû être nommée pour choisir le meilleur système fiscal. Quelle a été l'expérience des autres pays? Quatre commissions ont siégé à Paris, et aucune de leurs recommandations n'a été mise en vigueur. A New York, en Ontario et au Nouveau-Brunswick, les commissaires ont siégé et ont soumis des rapports qui furent ignorés. Même en Angleterre, ils n'ont pu trouver un système absolument adéquat.

Sa conduite à l'occasion du récent emprunt a été critiquée par le député de Bonaventure (M. H. Mercier) de façon très injuste et mensongère, comme il l'a démontré clairement dans des documents officiels.

M. J. TESSIER (Portneuf): Se demande comment le ministère peut avoir le courage de vanter son passé et son talent d'administration, après avoir été aussi malmené qu'il l'a été pendant la vacance par la presse de tous les partis, après avoir entendu les murmures de la classe agricole et des grandes associations mercantiles de Montréal, qui ne se sont pas gênées de faire connaître en termes énergiques leur désapprobation de la politique fiscale du gouvernement. Comme Montréal est largement représentée en cette Chambre, nous espérons que l'honorable trésorier (l'honorable J. S. Hall) répondra ici à toutes ces protestations et condamnations des méthodes qu'il a adoptées et qu'il a réussi à faire sanctionner par la majorité de cette honorable Chambre. Nous espérons qu'il offrira comme réponse une solution plus pratique que des diatribes contre l'administration précédente. Car ce système de récriminations, qui paraît avoir été adopté par les honorables ministres, n'est ni courageux ni juste et ce n'est pas une réponse aux critiques de l'administration actuelle. Nous ne sommes pas ici pour louer ou désapprouver ce qui a été fait par les ministères

précédents, mais pour juger des actes du ministère actuel! D'ailleurs il est absolument incorrect de dire et de toujours répéter que l'augmentation des dépenses est due au parti libéral. Le Parti conservateur a occupé le pouvoir de 1867 à 1887, avec une seule interruption de dix-huit mois, et il y a eu une progression normale dans le chiffre de la dépense commençant, le 30 juin 1868, par le chiffre de \$1 181 931.81 et augmentant d'année en année jusqu'en 1887, quand la dépense a été de \$3 288 797.78, ce qui fait une augmentation totale de \$2 106 865.97.

Et ce sont les gens responsables de cette perpétuelle augmentation qui accusent le parti libéral d'avoir tellement augmenté les dépenses pendant ces dernières années que cela aurait nui au crédit de la province. Ce qui a nui à notre crédit, ce n'est pas la politique du parti libéral, mais ce sont les attaques mesquines et antipatriotiques des meneurs conservateurs qui n'ont pas craint de dénigrer la province ici et à l'étranger dans un but d'avancement personnel et pour des fins de parti. Ainsi on voit, en parcourant la correspondance officielle ayant rapport à l'emprunt de 1890, que les adversaires du parti alors au pouvoir ne cessaient de faire publier, pendant les négociations, des dépêches et des articles perfides dépréciant la province de Québec, dans le Times, le Financial News, et la Canadian Gazette qui est censée être l'organe du gouvernement fédéral à Londres. On y disait qu'il y avait presque une révolution dans la province à propos du projet d'emprunt de \$10 000 000 qui avait été autorisé par la Législature, et que les ressources de la province ne pourraient produire suffisamment pour rencontrer l'intérêt sur ce montant.

Voici ce que l'on trouve à la page 33 du rapport officiel (no 53) qui nous a été communiqué: "Messrs Seligman, Bros. & Co., 3 Angel Court, de Londres, m'adressèrent un article publié à Londres, le 17 avril 1891, par le Financial News (intitulé: Malheureux Québec). Monsieur Seligman m'adressa aussi des coupures de la Canadian Gazette publiée à Londres par un des directeurs de la compagnie de chemin de fer canadien, M. Skinner; ces articles étaient remplis d'insinuations perfides contre la province de Québec, son crédit, ses ministres, ses institutions."

On lit plus loin à la page 42 du rapport: "Pendant toutes nos négociations et nos travaux qui durèrent trois mois et demi, les banquiers anglais, qui pourtant semblaient désireux de faire l'affaire, se laissèrent toujours influencer par des articles de presse qui tiraient leur origine de la politique canadienne et qui trouvaient un asile complaisant dans le journal publié à Londres semi-officiellement, dit-on, The Canadian Gazette."

Monsieur Gustave Drolet ajoute que Monsieur Glaviell lui adressa un numéro de la Canadian Gazette contenant une attaque d'un nouveau genre contre les ministres de Québec. Il écrivait: "I suppose you saw the reports in the Canadian Gazette that the Pope was so pleased with Mr. Mercier and his management of the finances of Quebec, that he considered it a safe investment for the church funds." It says: "The Telegraph

publishes it as what is considered generally the biggest joke of the season as the Pope expressed his willingness to take the \$10 000 000 or more." Toutes ces attaques déplacées montrant aussi peu de respect et de décence envers les personnes qu'envers la vérité firent un grand tort à notre province en Angleterre."

On a continué à déprécier le crédit de la province en publiant à la veille des élections des discours dans lesquels on grossissait la dette d'au-delà de \$1 000 000 et en insistant à inscrire dans nos statuts des préambules inutiles dans lesquels on donnait à entendre que la province était en banqueroute.

Ce sont les auteurs de tous ces procédés inconsidérés qui ont le plus nui au crédit de la province.

L'honorable trésorier (l'honorable J. S. Hall) a récolté ce que son parti a semé. Après avoir dit que la province ne devait plus emprunter, il s'est empressé d'aller en Europe pour négocier un emprunt. Non content d'essayer de négocier celui qui avait été autorisé par la Chambre à la dernière session, il a voulu en faire un autre en vertu de la loi Mercier, une loi qu'il avait attaquée sur tous les "hustings" du pays. Quant à ce qui a été accompli par le trésorier, si on doit en croire ce qui a été livré à la publicité, jamais opération aussi désastreuse n'a été faite depuis que la province a été dotée d'un gouvernement.

Il y a un paragraphe dans le discours du trône dans lequel le gouvernement se félicite d'avoir conclu, dans l'affaire de l'asile de Beauport, des arrangements qu'il considère satisfaisants. Il aurait dû ajouter qu'ils sont satisfaisants pour les anciens propriétaires puisqu'on leur donne \$425 000 pour une propriété qu'ils ont eux-mêmes évaluée à \$270 000. Ils jouiront en paix de leur bonne fortune sans le souci d'avoir à se préoccuper du placement de leurs capitaux puisqu'il paraît que le gouvernement s'est porté garant des paiements à être faits par les acheteurs pendant l'espace de soixante ans. Les dames religieuses déclaraient dans la correspondance officielle qu'elles se fieraient à la sagesse du secrétaire de la province (l'honorable L.-P. Pelletier). C'est sans doute ce qu'elles ont fait en acquérant à un prix aussi élevé ces vieilles bâtisses qu'elles auraient pu remplacer et qu'elles avaient offert de remplacer par des édifices modernes, ce qui aurait été plus avantageux sous tous les rapports. On nous dit que depuis ce temps les religieuses ont été obligées de faire des travaux considérables pour mettre l'asile dans un état convenable et en particulier de construire un nouvel aqueduc, vu que le service fait par l'ancien aqueduc était défectueux et dommageable pour la santé des patients. On dit même que les dames religieuses demandent déjà une augmentation de prix pour l'entretien et la pension des patients. Si on leur avait laissé construire un asile moderne au prix mentionné dans la correspondance officielle ou si elles avaient payé un prix plus modique pour l'ancien asile, il est raisonnable de croire qu'aucune demande d'augmentation de prix n'aurait été faite.

On dit aussi que t'on a passé cet acte de vente sans consulter certaines personnes qui ont, sur une partie de l'asile, certains droits de nu-propriété, que ces personnes ne sont pas disposées à attendre 60 ans pour être payées de la part qui peut leur échoir d'un moment à l'autre, et que cette informalité peut mettre en danger la validité de l'acte.

Je suis sûr que l'honorable secrétaire provincial va s'empresse de nous soumettre le contrat et toute la correspondance intervenue entre le gouvernement et les intéressés. Il voudra aussi nous dire pourquoi on s'est dispensé des arbitres que l'on a nommés depuis la dernière session et comment on en est arrivé à une conclusion sans se servir de ces arbitres. Nous reviendrons sur ce sujet lorsque les documents seront produits.

Quant au bill de judicature auquel l'honorable procureur général (l'honorable T. C. Casgrain) a attaché son nom, je ne suis pas prêt à me prononcer sur son mérite, mais il est certain que ce projet serait vu avec plus de faveur par le public si on avait l'assurance que les positions de magistrat seront données sans distinction de parti politique à des avocats dont le principal titre serait leur science, leur expérience au Barreau et leur caractère élevé.

M. I. A. BAKER (Lévis): Prend également la parole.

L'adresse est adoptée.

#### **Composition des comités permanents**

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose, appuyé par le représentant de Nicolet

(l'honorable L. Beaubien), qu'il soit nommé un comité spécial de onze membres pour préparer et rapporter, avec toute la diligence convenable, les listes des membres devant composer les comités permanents spéciaux ordonnés par cette Chambre.

Adopté. Il est ordonné que l'honorable M. Taillon, l'honorable M. Flynn, l'honorable M. Beaubien, l'honorable M. Hall et l'honorable M. Marchand, et M. Marion, M. Fitzpatrick, M. Parizeau, M. Tessier (Portneuf), M. Stephens et M. Tellier composent ledit comité.

#### **Subsides**

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5): Propose, appuyé par le représentant de Nicolet (l'honorable L. Beaubien), que, lundi prochain, cette Chambre se forme en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

Adopté.

#### **Voies et moyens**

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5): Propose, appuyé par le représentant de Nicolet (l'honorable L. Beaubien), que, lundi prochain, cette Chambre se forme en comité pour prendre en considération les voies et moyens à prendre pour prélever les subsides à accorder à Sa Majesté.

Adopté.

La séance est levée à une heure et demie.

## Séance du 13 novembre 1893

### Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à quatre heures.

#### Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Tessier (Portneuf), la pétition de la corporation de la cité de Québec.

Par M. Carbray, la pétition de Thomas T. Nesbitt, docteur en médecine de l'université Laval, Québec.

Par M. Baker, la pétition de la corporation du village Lauzon.

Par M. Spencer, la pétition du très révérend William Bennett Bond, évêque de Montréal, et autres.

Par M. Villeneuve, la pétition de la municipalité du village de Saint-Louis-de-Mile-End et la pétition de la corporation de la ville de Saint-Henri.

Par M. Hackett, la pétition de Adolphe-Louis-Eugène Bécigneul de Mégantic, comté de Compton.

Par M. Normand, la pétition du conseil de la cité des Trois-Rivières.

Par M. Beauchamp, la pétition du curé et des marguilliers de l'Oeuvre et fabrique de la paroisse de Sainte-Scholastique.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De la Compagnie du chemin de fer de Québec, Montmorency & Charlevoix et de la Compagnie de pouvoirs électriques de Montmorency, demandant respectivement des amendements à leur charte.

De J.-G. Laviolette et autres propriétaires fonciers de la cité et du district de Montréal, demandant des amendements à la charte de la dite cité.

De J. Grenier et autres de la cité de Montréal, demandant une loi les constituant en corporation sous le nom de "La Compagnie d'assurance des marchands contre le feu".

De la corporation de la ville de Salaberry-de-Valleyfield, demandant une refonte des lois organiques de la dite ville.

De Thomas McDonald et autres de la cité de Montréal, demandant une loi les constituant en corporation sous le nom de "La Compagnie manufacturière Thomas McDonald".

De la corporation du village de la Côte-Saint-Paul, demandant une loi constituant en corporation la ville de la Côte-Saint-Paul.

De la Compagnie des chars urbains, de la cité de Montréal, demandant des amendements à sa charte.

De dame Hélène Létourneau, en religion soeur Sainte-Marie de l'Immaculée Conception et autres, demandant une loi les constituant en corporation sous le nom de "Révérendes mères religieuses Ursulines de Stanstead".

De monseigneur Edouard-Charles Fabre, ar-

chevêque de Montréal, demandant des amendements à la loi constituant en corporation "L'Association d'assurance mutuelle des fabriques des diocèses de Montréal. Saint-Hyacinthe et Sherbrooke".

Des révérendes dames religieuses de Saint-Ephrem-de-Tring, demandant une loi les constituant en corporation sous le nom de l'Institut des soeurs Servantes du saint Coeur de Marie.

De Marie-Anna-Claire Symes, marquise de Bassano, demandant des amendements à la loi 44-45 Victoria, chapitre 86, concernant certains biens substitués.

De dame Marie-Julie-Albina Pominville et autres, demandant une loi les autorisant à vendre certains biens substitués.

De dame Elise Gosselin, en religion soeur Saint-François de Paule, et autres, demandant une loi les constituant en corporation sous le nom de "Révérendes mères religieuses Ursulines de Roberval".

Du maire et des conseillers de la ville de Lévis, demandant une loi amendant de nouveau la charte de ladite ville et les actes qui l'amendent.

#### Documents:

##### Lauréats du Mérite agricole

M. l'Orateur dépose sur le bureau de la Chambre la liste des lauréats du Mérite agricole.

##### Composition des comités permanents

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Fait rapport que le comité spécial nommé pour préparer et rapporter les listes des députés devant composer les comités permanents ordonnés par cette Chambre, a préparé des listes de députés en conséquence. Voici le rapport:

Ordres permanents: MM. Bisson, Bourbonnais, Cholette, Descarries, England, Girouard, Grenier, Laliberté, Marion, Panneton, Simpson et Spencer.

Bills privés: MM. Allard, Augé, Beauchamp, Bisson, Caron, Cartier, Casgrain, Chicoyne, Cooke, Descarries, Dechêne, Doyon, Duplessis, Fitzpatrick, Girouard, Kennedy, Greig, Hackett, Lusier, Marion, Martineau, McDonald, Mercier, Morris, Normand, Panneton, Parizeau, Parent, Simpson, Stephens, Tellier, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon et Villeneuve.

Privilèges et élections: Les honorables MM. Casgrain, Flynn, Hall, Mercier, Pelletier et MM. Dechêne, Duplessis, Tellier et Turgeon.

Chemins de fer canaux: Les honorables MM. McIntosh, Nantel et MM. Allard, Bédard, Bourbonnais, Carbray, Caron, Châteauvert, Chicoyne, Cooke, Desjardins, Doyon, England, Fitzpatrick, Girard (Lac-Saint-Jean), Girouard, Gladu, Gosselin, Grenier, Gillies, Kennedy, King, Lacouture, Laliberté, Magnan, Martineau, Morin, Morris, Parizeau, Petit, Pinault, Poirier, Rioux, Simpson, Stephens, Ste-Marie, Tétreau et Tessier (Rimouski).

Industries: Les honorables MM. Beaubien,

McIntosh, Shehyn et MM. Baker, Bédard, Bernatchez, Bisson. Bourbonnais, Carbray, Châteauevert. Desjardins. Giiiies. Gosselin. Kennedy. King, Lussier, Morris. Normand, Parizeau, Savaria et Simpson.

Législation et lois expirantes: Les honorables MM. Casgrain, Flynn. Hall, Marchand, Pelletier, Taillon et MM. Allard. Augé, Cooke, Descaries, Fitzpatrick, Gladu. Hackett, Panneton, Parent, Stephens, Tellier. Tessier (Rimouski) et Turgeon.

Agriculture et immigration: Les honorables MM. Beaubien, McIntosh, Nantel et MM. Baker, Beauchamp, Bédard. Bernatchez, Caron, Chicoyne, Cholette, Dechéne. Desjardins, Doyon, Gillies, Girard (Lac-Saint-Jean), Gladu, Gosselin, Greig, Lacouture. Lussier. Magnan, McDonald. Morin. Petit. Poirier. Rioux Spencer, Stephens, Ste-Marie et Tétreau.

Comptes publics: Les honorables MM. Casgrain. Flynn. Hall. Mercier, Nantel, Pelletier, Shehyn et MM. Beauchamp, Bernatchez. Carbray, Cartier. Châteauevert. Chicoyne, Cooke, Duplessis, Fitzpatrick, Girard (Rouville), Gladu, Dechéne, Grenier, Hackett, Martineau, Morris, Parizeau, Pinaut. Savaria, Spencer, Stephens, Tessier (Portneuf). Tessier (Rimouski) et Villeneuve.

Adopté.

#### **Messages du lieutenant-gouverneur:**

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Remet à M. l'Orateur trois messages de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, revêtus de la signature de Son Honneur.

M. L'ORATEUR: Lit lesdits messages:

J.-A. Chapleau,

Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative copie d'un rapport du comité de l'honorable Conseil exécutif, concernant la distribution de la Gazette officielle. (Document de la session no 10)

Hôtel du gouvernement,

Québec. 10 novembre 1893.

J.-A. Chapleau,

Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative copie d'un rapport du comité de l'honorable Conseil exécutif, concernant certaines nominations dans le service civil. (Document de la session no 12)

Hôtel du gouvernement,

Québec. 10 novembre 1893.

J.-A. Chapleau,

Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative de cette province le rapport de l'imprimeur de la reine, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les

départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en main, avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution des dits statuts. (Document de la session no 13).

Hôtel du gouvernement,

Québec, 10 novembre 1893.

#### **Documents:**

##### **Chemins de fer**

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 20 février 1893 demandant une copie des ordres en conseil du 9 mars 1891 et du 21 mars 1891, relativement aux travaux à être faits sur le chemin de fer du Québec-Central, sur la ligne de Tring et du Lac Mégantic et sur la branche allant à Saint-François, Saint-Georges et autres localités du sud-est de la Beauce, à la manière dont les subsides seront appliqués, et tout autres ordres en conseil relativement au changement du tracé dudit chemin de fer; aussi, copie de la correspondance échangée entre la Compagnie du Québec-Central, le gouvernement, le commissaire des Travaux publics, le secrétaire de la province et toutes autres personnes des comtés de Beauce, de Mégantic et d'ailleurs, et copie des résolutions des chambres de commerce de Québec et de Lévis sur le même sujet, spécialement une lettre du commissaire des Travaux publics du 24 mars 1891, la réponse de M. Granby, une autre lettre de M. Granby du 4 mars 1892.

Copie de lettres de MM. Linière Taschereau et J.-E. Roy, à propos de leur nomination par le gouvernement comme directeurs de ladite compagnie. (Document de la session no 14)

##### **Travaux pour le gouvernement**

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre du 31 janvier 1893 pour:

1. Copie textuelle des rapports faits au gouvernement par M. Victor Monfette, ex-député de Nicolet, relatifs aux travaux par lui accomplis pour le gouvernement, depuis le 12 mars 1892 jusqu'au 25 janvier 1893;

2. Copie des comptes produits par M. Monfette;

3. Copie des correspondances entre M. Monfette et le gouvernement à ce sujet durant la même période. (Document de la session no 16)

##### **Conseil d'hygiène**

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre du 21 février 1893 pour production de la correspondance entre le gouvernement fédéral et le

Conseil d'hygiène, dans le but de protéger la province contre l'invasion du choléra. (Document de la session no 17)

#### **Demande de documents**

##### **Soeurs de la Charité**

M. V. CHATEAUVERT (Québec-Centre): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Stanstead (M.M.F. Hackett), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de l'ordre en conseil passé au sujet d'une avance aux soeurs de la Charité, au montant de \$19,395.00

Adopté.

#### **Documents:**

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à une adresse en date du 13 novembre 1893 pour copie de l'ordre en conseil passé au sujet d'une avance aux soeurs de la Charité, au montant de \$19 395.00 (Document de la session no 19)

##### **Terre» de ta couronne**

L'HONORABLE E. J. FLYNN (Gaspé): Dépose sur le bureau de la Chambre, par ordre de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le rapport du commissaire des Terres de la couronne de la province de Québec pour les douze mois expirés le 30 juin 1893. (Document de la session no 4)

#### **Introduction de bills:**

M. C.-A. DESJARDINS (Kamouraska): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 94) modifiant la loi concernant l'indemnité législative. Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 90) amendant de nouveau le code civil et l'article 610 du code de procédure civile relativement aux privilèges des "voyageurs", bûcherons et autres.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J. P. COOKE (Drummond): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 91) concernant l'usage du tabac par les mineurs.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE T. C. CASGRAIN (Montmorency): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 2) concernant la réorganisation des tribunaux judiciaires.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande des précisions sur ce projet de loi.

L'HONORABLE T. C. CASGRAIN (Montmorency): Explique que les changements proposés

ont peu d'importance et seront bientôt expliqués. Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE T. C. CASGRAIN (Montmorency): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 21) modifiant la loi relative à la cour de circuit du district de Montréal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 14) amendant la loi de l'Instruction publique.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 19) amendant la loi relative au département du secrétaire de la province.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 18) modifiant le code municipal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

#### **Documents:**

##### **Instruction publique**

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le rapport du surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec pour l'année 1892-93. (Document de la session no 5)

#### **Interpellations:**

##### **Cours de circuit et des magistrats de Montréal**

M. H. MERCIER (Bonaventure): L'honorable procureur général a-t-il dit dans une entrevue-avec le reporter de l'Événement, comme le dit ce journal le 25 octobre dernier, que les déficits découverts aux cours de circuit et des magistrats à Montréal étaient commencés sous le gouvernement Mercier? Si telle assertion a été réellement faite, l'honorable procureur général (l'honorable T. C. Casgrain) est-il prêt à la répéter devant cette Chambre?

L'HONORABLE T. C. CASGRAIN (Montmorency): Répond qu'il n'est pas prêt à répondre pour le moment et qu'il lui faut consulter les documents.

##### **Commissaire de l'Agriculture et de la Colonisation**

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Le rapport du commissaire de l'Agriculture et de la Colonisation, pour l'année finissant le 30 juin 1892, a-t-il été distribué aux membres de cette Chambre? Si oui, quand? Combien de copies françaises? Et combien de copies anglaises?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Le rapport a été livré le 23 mai dernier et distribué les jours suivants. Le nombre de copies distribuées était celui spécifié par les règlements de la Chambre. 285 de chaque.

### Palais de justice de Montréal

M. H. MERCIER (Bonaventure): Quel était le montant payé, au 16 décembre 1891, sur les travaux d'agrandissement actuellement en état d'exécution au palais de justice, à Montréal?

Quel était alors, le 16 décembre 1891, le montant des réclamations produites et non payées pour tels travaux?

Quel est le montant payé, depuis le 16 décembre 1891, pour tels travaux; quelles sont les dates de ces paiements et à qui ont-ils été faits?

Quel est le montant des réclamations actuellement non payées, relativement à ces travaux, et par qui sont-elles faites?

Quand tous ces travaux seront-ils entièrement terminés?

Quel en sera le coût total et probable?

Quels sont les contracteurs ou entrepreneurs adjoints à M. Charles Berger pour l'exécution de ces travaux, depuis le 16 décembre 1891; quand, comment et pourquoi l'ont-ils été?

L'ont-ils été par arrêté en conseil?

Quels sont les changements faits, depuis le 16 décembre 1891, aux plans et devis et aux contrats originaux faits pour ces travaux; quelle est la nature de ces changements?

A la demande de qui ont-ils été faits?

Sur quelle autorisation et comment ces changements ont-ils été faits?

Quel a été, jusqu'à ce jour, le montant payé pour les travaux nécessités par ces changements?

Quel est le montant des réclamations actuellement pendantes pour l'exécution de ces travaux nécessités par ces changements?

Quel sera le coût probable et final de ces travaux ainsi nécessités par ces changements?

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): La plus grande partie des renseignements demandés sont contenus dans les documents officiels déjà produits; quant aux autres renseignements, ils seront fournis sur un ordre de la Chambre.

### Déficit de la province

M. H. MERCIER (Bonaventure): Est-il vrai que, dans son entrevue qui eut lieu à Montréal, avec les membres des chambres de commerce de Montréal, le samedi 20 octobre dernier, l'honorable premier ministre aurait déclaré, comme les journaux l'ont rapporté dans le temps, que le gouvernement avait à faire face à un déficit annuel de six cent mille piastres (\$600,000)?

Si tel est le cas, comment le gouvernement se propose-t-il de faire face à ce déficit?

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Ce n'est pas tout à fait cela. Il ne se rappelle pas

exactement ses paroles, mais en voici la substance. Il s'agissait du montant réalisable par les taxes imposées l'an dernier et non de taxes additionnelles.

Il a fait remarquer aux membres des chambres de commerce de Montréal que le système de taxation proposé par eux pour remplacer celui adopté l'an dernier ne promettait que quatre cent mille piastres et que, pour l'exercice en cours, même après les retranchements considérables faits par l'administration actuelle, il faudra environ six cent mille piastres pour combler le déficit laissé par l'administration Mercier.

Le gouvernement ne proposera pas de changer la quotité, mais seulement la répartition de l'impôt.

### Cause Dufresne vs Matthews

M. H. MERCIER (Bonaventure): Est-il vrai que, dans une cause pendante à la Cour supérieure de Montréal, de Dufresne contre Matthews, le gouvernement de cette province a chargé messieurs MacMaster & compagnie, avocats, ou toute autre société légale ou tout autre avocat de produire une intervention pour réclamer, au nom de la province, une somme de cinq mille et quelques cents piastres confisquées par le magistrat de police au profit de la couronne, pour les besoins du Canada, en vertu de la section 575 du nouveau code criminel?

L'HONORABLE T. C. CASGRAIN (Montmorency): Pas encore; le gouvernement de la province a nommé M. Donald MacMaster, C.R., pour surveiller les intérêts de la province dans cette cause.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Est-il vrai que, dans cette même cause, une autre intervention a été produite, à la demande du gouvernement de la province ou du ministre de la Justice, par le trésorier de cette province (l'honorable J. S. Hall) ou par la société légale dont il fait partie, réclamant la même somme pour le gouvernement de la Province?

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Ne nie pas le fait principal: le gouvernement a fait réclamer la somme par ses avocats; d'autre part M. J.S. Hall l'a réclamée pour le gouvernement fédéral, mais ce n'est pas le trésorier de la province.

M. H. MERCIER (Bonaventure): C'est toujours bien M. J. S. Hall.

L'HONORABLE T. C. CASGRAIN (Montmorency): Aucune intervention n'a été encore produite à la demande du gouvernement de la province; le procureur général est informé, par lettre de M. MacMaster, que le ministre de la Justice a produit une intervention dans cette cause, réclamant l'argent saisi par le gouvernement de la Province.

**Demande de documents:****Asile de Beauport**

M. C.-A. DESJARDINS (Kamouraska): Propose, appuyé par le représentant de Missisquoi (M.E.E. Spencer), qu'il soit présenté une adresse à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de toute correspondance et de tous documents ayant trait à la vente de l'asile de Beauport aux soeurs de la Charité et du contrat entre le gouvernement et les soeurs de la Charité, et faisant suite aux documents et correspondances déjà produits à ce sujet lors de la dernière session de la Législature.

Adopté.

**Ecole de réforme à Montréal**

M. I. A. BAKER (Lévis): Propose, appuyé par le représentant de Mégantic (M. J. King), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de l'enquête faite depuis la dernière session par les inspecteurs officiels au sujet de l'école de réforme de la rue Mignonne, à Montréal, et du rapport des dits inspecteurs.

Adopté.

**Spencer Wood**

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (M. A. Turgeon), qu'il soit présenté une adresse à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de tout compte, facture, ordre et envoi se rapportant aux frais d'ameublement, entretien, installation, déménagement et frais de transport et emménagement à Spencer Wood, de tous meubles et effets quelconques depuis le 16 décembre 1891 au premier janvier 1893.

Adopté.

**Asile de Beauport**

M. V. ALLARD (Berthier): Propose, appuyé par le représentant de Jacques-Cartier (M. J.-A. Descarries), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de tous rapports faits par les inspecteurs des asiles et par le surintendant médical au sujet de l'asile des aliénés de Beauport.

Adopté.

**Ecoles du soir**

M. H. MERCIER (Bonaventure): Propose, appuyé par le représentant de Portneuf (M. J. Tessier), qu'il soit présenté une adresse à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre: 1. Sur quel crédit et avec quelle autorisation les dépenses des écoles du soir ont été payées en 1892 et en 1893?

2. Pourquoi des crédits spéciaux n'ont pas été soumis à la Législature pour cette fin?

3. Si tels crédits seront demandés pour l'année 1893-94 et quel en sera le montant?

4. Quels salaires ont été payés pour l'année 1892-93 et sont payés, cette année, aux surintendants, principaux et professeurs de ces écoles?

5. Quel a été le chiffre moyen, pour l'année 1892-93, des élèves qui ont fréquenté ces écoles et quel est celui pour l'année courante?

Adopté.

**Emprunts**

M. H. MERCIER (Bonaventure): Propose, appuyé par le représentant de Portneuf (M. J. Tessier), qu'il soit mis devant cette Chambre un état montrant: 1. Quel était le montant des emprunts temporaires existant le 17 décembre 1891, à part de l'emprunt de quatre millions fait en France cette année-là?

2. Quel était le taux des intérêts sur chacun de ces emprunts?

3. Quel est le montant des emprunts temporaires actuels, à part celui fait en France cette année?

4. Quel est le taux d'intérêt et chacun de ces emprunts?

Adopté.

**Enquêtes contre l'administration Mercier**

M. H. MERCIER (Bonaventure): Propose, appuyé par le représentant de Portneuf (M. J. Tessier), qu'il soit mis devant cette Chambre un état montrant: 1. Quel est le montant des frais de toute nature, payés ce jour, pour les enquêtes faites en 1892 et 1893 contre l'administration Mercier?

2. A qui ces sommes ont été payées?

3. Quel est le montant des réclamations encours pendantes et par quelles personnes et pour quelles causes ces réclamations sont faites?

Adopté.

**Procès Mercier**

M. H. MERCIER (Bonaventure): Propose, appuyé par le représentant de Portneuf (M. J. Tessier), qu'il soit mis devant cette Chambre un état montrant: 1. Quel est le montant total des frais, de toute nature, payés jusqu'à ce jour, en rapport avec les procès intentés contre l'honorable M. Mercier?

2. A qui et quand cette somme a été payée?

3. Sur quel crédit cette somme a été prise et sous quelle autorité ces paiements ont été faits?

4. S'il y a quelques réclamations pendantes à cet égard et pour quel montant?

5. Par qui ces réclamations ont été faites et pour quel montant chacune et pour quelles causes?

Adopté.

**Perception des taxes**

M. H. MERCIER (Bonaventure): Propose, appuyé par le représentant de Portneuf (M. J. Tessier), qu'il soit présenté une adresse à Son



Honneur le lieutenant-gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre: 1. Quel a été le produit net perçu séparément, jusqu'à ce jour, à même les nouvelles taxes imposées par chacun des articles 55-56 Victoria, chapitre 15, 16 et 17 (1892)?

2. Quel est le montant des dépenses, de toutes natures, faites jusqu'à ce jour, en rapport avec la perception de ces taxes?

3. Si une commission a été accordée à quelques personnes pour cette perception?

4. Quel est le taux de cette commission?

5. A qui cette commission a été promise ou payée et quel est le montant payé à chaque personne pour telle commission?

6. Quelles sont les réclamations pendantes pour commission ou autres frais de telle perception?

7. Pourquoi ces taxes n'ont pas été réclamées pour cette année?

8. Si des instructions ont été données, à ce sujet, aux officiers du gouvernement et par quelle autorisation ces instructions ont été données?

9. Si des remises ont été faites à certaines personnes qui avaient payé les taxes devenues dues cette année et par quelle autorisation ces remises ont été faites?

Adopté.

#### **Asile de Beauport**

M. H. MERCIER (Bonaventure): Propose, appuyé par le représentant de Portneuf (M. J. Tessier), qu'il soit présenté une adresse à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre: 1. Quel est le prix stipulé entre les soeurs Grises et les propriétaires de l'asile de Beauport pour l'acquisition de cet asile?

2. Si le gouvernement est une des parties contractantes dans ce contrat et dans quel but et à quel effet?

3. Quelle est la date de ce contrat et par quel notaire il a été reçu?

4. Si le gouvernement s'est porté caution du prix d'acquisition et à quelles conditions et dans quels motifs?

5. Si le gouvernement s'est engagé à faire ou à faire faire les réparations nécessaires aux édifices de cet asile ou à en payer le coût si les religieuses faisaient faire telles réparations?

6. Si les réparations sont commencées et quel en sera le coût probable?

7. Si les travaux de ces réparations sont faits par le gouvernement ou sous le contrôle ou la surveillance de quelques personnes nommées par lui?

Adopté.

#### **"Emprunt fait par les soeurs de la Charité à la "Standard Insurance Company"**

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, appuyé par le représentant de Montmorcency (l'honorable T. C. Casgrain), que, demain, cette Chambre se forme en comité général pour prendre en considération certaines résolutions concernant un emprunt fait par les soeurs de la Charité à la Standard Insurance Company.

Et que, demain, cette Chambre se forme en comité général pour prendre en considération certaines résolutions concernant le contrat passé entre les propriétaires de l'asile de Beauport et les soeurs de la Charité de Québec et le gouvernement relativement à la vente de l'asile de Beauport.

Et que, demain, cette Chambre se forme en comité général pour prendre en considération certaines résolutions concernant le contrat passé entre le gouvernement et les soeurs de la Charité de Québec relativement au maintien des aliénés à l'asile de Beauport.

Il dit que tous les documents relatifs à ces questions sont mis devant la Chambre et qu'il sera prêt demain à prendre ces questions en considération, si la Chambre y consent.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Dit que les documents à étudier sont considérables et que demain serait trop tôt.

La proposition est adoptée.

#### **Accusation contre M. V. Allard**

M. A. TURGEON (Bellechasse): Soulève une question de privilège et déclare: Je, Adélar Turgeon, député pour le district électoral de Bellechasse, suis croyablement informé et crois pouvoir établir devant cette Chambre ou un comité de cette Chambre, qu'aux dates et lieux ci-après mentionnés, Victor Allard, de la ville de Berthier, écuyer, avocat, alors et encore membre de cette Chambre, pour le district électoral de Berthier, a offert de vendre son influence comme tel membre de cette Chambre, auprès du gouvernement de cette province, à Amateur Demers, de la dite ville de Berthier, écuyer, avocat, qui était alors registraire de la division d'enregistrement de Berthier, et ce pour la somme de douze cents piastres, en promettant d'user de sa dite influence pour empêcher la destitution du dit Amateur Demers de sa dite charge de registraire. si le dit Amateur Demers lui payait la dite somme de douze cents piastres: que trois des membres actuels du gouvernement de cette province, savoir: l'honorable Thomas Chase-Casgrain, procureur général, l'honorable Edmond J. Flynn, commissaire des Terres de la couronne et l'honorable Louis-Philippe Pelletier, secrétaire de la province, ont été informés de la dite offre du dit Victor Allard, de vendre sa dite influence auprès du gouvernement, avant la destitution du dit Amateur Demers:

Je suis aussi croyablement informé et crois pouvoir établir devant cette Chambre ou un comité de cette Chambre, qu'aux dates et lieux ci-après mentionnés le dit Victor Allard est entré en négociations avec J.-A. Laferrière, de la dite division d'enregistrement de Berthier, à la place du dit Amateur Demers, si ce dernier était destitué, moyennant le paiement d'une somme de douze cents piastres: que, subséquemment, le dit J.-A. Laferrière a été nommé à la dite charge par le gouvernement de cette province et l'occupe encore:

Je suis, de plus, croyablement informé et crois

pouvoir établir devant cette Chambre ou un comité de cette Chambre, que, dans le cours des années 1892 et 1893, le dit Victor Allard, alors et encore membre de cette Chambre, a fait demander à Louis Pelland, de Montréal, alors inspecteur de chemins de colonisation sous le gouvernement de cette province, et à Louis Désy, de Berthier, commerçant, alors garde-forestier sous le dit gouvernement de cette province, des sommes d'argent pour employer son influence auprès du dit gouvernement comme membre de cette Chambre, afin de les empêcher d'être destitués de leur charge; et que sur leur refus de payer de l'argent dans ce but au dit Victor Allard, ils ont été destitués de leur dite charge par le dit gouvernement de cette province;

Je suis, en outre, croyablement informé et crois pouvoir établir devant cette Chambre ou devant un comité de cette Chambre, que dans l'automne mil huit cent quatre-vingt-douze, en la ville de Louiseville, le dit Victor Allard, en considération de la somme de soixante piastres que devait lui payer Napoléon Ricard, de la cité de Montréal, hôtelier, ci-devant de Louiseville, et que le dit Napoléon Ricard lui a effectivement payé depuis, s'est engagé envers le dit Napoléon Ricard à user de son influence comme membre de cette Chambre auprès du gouvernement de cette province, pour faire retirer une poursuite intentée contre le dit Napoléon Ricard par le percepteur du revenu du district des Trois-Rivières, pour violation de l'acte des licences; et que, de fait, à la suite du dit arrangement, entre le dit Victor Allard et le dit Napoléon Ricard, la dite poursuite fut retirée et abandonnée.

Je déclare, enfin, que la partie la plus importante des faits ci-dessus allégués est constatée par des déclarations solennelles, reçues en vertu du statut dont les originaux sont en ma possession, et qui se lisent comme suit:  
Province de Québec,  
District de Montréal.

Omer Dostaler, écuyer, cultivateur de la paroisse de Berthier, dans le district de Richelieu, déclare solennellement comme suit:

1. J'ai été député du comté de Berthier à la Législature provinciale de Québec, pendant la première session de l'année mil huit cent quatre-vingt-dix.

2. Dans le cours du mois de décembre mil huit cent quatre-vingt-douze, je suis allé trouver Victor Allard, écuyer, actuellement député du dit comté de Berthier, à la demande de Amateur Demers, écuyer, alors registrateur du dit comté, dans le but de le prier d'employer son influence pour empêcher M. Demers d'être destitué, et, dans cette circonstance, j'eus avec M. Allard la conversation suivante:

Je demandai à M. Allard ce qu'il entendait faire avec M. Demers; je lui dis: "Si tu es pour le faire destituer, fais-le donc destituer de suite, et s'il est pour garder sa place, finis-en donc là-dessus"; M. Allard me répondit: "Tu sais, Omer, que les élections coûtent cher dans le comté de Berthier; j'ai encore des comptes d'élections à payer". Je lui demandai ce qu'il prétendait dire par

là, et il me répondit là-dessus: "Mon influence me coûte cher; je trouve douze cent piastres pour la place," et il ajouta: "Prête-lui donc les douze cents piastres, tu trouveras bien moyen de te les faire rembourser". J'observai que M. Demers me devait déjà; sur quoi il me dit: "Tu as des sûretés." Je lui répliquai: "Si tu exiges douze cents piastres de M. Demers, tu fais mieux de le faire destituer." Comme j'allais partir, M. Allard me demanda d'en parler à M. Demers, et je lui répondis que c'était inutile; que, s'il exigeait douze cents piastres, il faisait, mieux de le faire destituer, parce que M. Demers n'était pas capable de donner cela, de le faire destituer.

3. Depuis cette conversation, savoir: dans le cours du mois de mars mil huit cent quatre-vingt-treize, M. Demers a été destitué, et M. J.-A. Laferrière, marchand de Berthier, a été nommé à sa place.

4. Le ou vers le vingt et un décembre mil huit cent quatre-vingt-douze, j'allais, par affaire personnelle, chez M. J.-A.-E. Généreux, huissier de Berthier. Alors, comme aujourd'hui, l'employé dudit M. Allard et M. Généreux me demandèrent: "Quelles nouvelles?" et je leur répondis que je n'en avais pas. Alors, M. Généreux me demanda ce que M. Demers disait, et je lui répondis qu'il y avait plusieurs jours que je ne l'avais vu; mais, ai-je ajouté: "Je vais le voir ce soir, j'y vais maintenant". Et le même M. Généreux me dit: "Dis-lui donc qu'il tâche d'arranger son affaire, parce que les choses se compliquent; il y en a deux qui forcent pour avoir la place". Je lui demandai de me dire qui c'était, si ce n'était pas une indiscretion, et il me répondit que c'était M. J.-A. Laferrière, marchand, de Berthier, et M. Hector Champagne, de Saint-Gabriel-de-Brandon, et qu'ils offraient, tous les deux, le même montant, savoir: douze cents piastres. Je lui demandai: "Qui va avoir la place?" Et il me répondit qu'il pensait que ce serait M. Laferrière, si M. Demers n'arrangeait pas son affaire. Je répliquai que si c'étaient douze cents piastres que M. Allard voulait avoir, je ne conseillerais jamais à M. Demers de les donner.

5. Quelque temps avant l'entrevue avec M. Allard, que je viens de raconter, j'avais entendu parler des tentatives qui étaient faites auprès de M. Demers pour en obtenir de l'argent, afin qu'il gardât sa place, et je crus de mon devoir, comme partisan du gouvernement, d'en informer les ministres, ce que je fis, par deux lettres, l'une à l'honorable M. Flynn, qui remplaçait l'honorable M. Casgrain comme procureur général, pendant son voyage en Europe, et l'autre à l'honorable Louis-Philippe Pelletier, secrétaire de la province, et je reçus de ces deux messieurs les réponses en substance que voici:

L'honorable M. Flynn disait: "Je me ferai un devoir de faire part de votre lettre aux autres ministres, pour y faire droit."

L'honorable M. Pelletier disait: "Je dois vous dire qu'il est difficile de ne pas accorder à M. Allard la destitution de M. Demers, s'il insiste, car c'est un partisan dévoué. Voyez les amis, et tâchez

avec eux de dissuader M. Allard de demander la destitution de M. Demers."

6. J'écrivis deux lettres à l'honorable M. Casgrain, après son retour d'Europe, à ce sujet, l'une dans les derniers jours de décembre ou les premiers jours de janvier et l'autre vers le onze janvier dernier. Dans la dernière de ces lettres, je disais en substance, à M. Casgrain, que je voulais le rencontrer, qu'il se passait des choses tellement extraordinaires, à Berthier, que ces choses ne s'écrivaient pas. L'honorable M. Casgrain répondit à cette dernière lettre en m'invitant à aller le rencontrer, le plus vite possible. Je me rendis à Québec, dans le cours de janvier dernier, durant la session, avec M. Amateur Demers, qui m'avait remis deux déclarations solennelles de MM. J.-O. Pelland, avocat, de Montréal, et de M. Louis Désy, commerçant, de Berthier, concernant cette affaire. J'eus une entrevue avec l'honorable M. Casgrain. Je lui rapportai les faits ci-dessus et lui remis ces deux déclarations. Je lui ai dit, entre autres choses, que M. Allard exigeait douze cents piastres pour que M. Demers gardât sa place, et M. Casgrain me répondit qu'il était bien difficile que M. Demers gardât sa place; que M. Chênevert avait déjà parlé à ce sujet dans la Gazette de Berthier; que M. Demers avait parlé contre M. Allard; que M. Allard insistait pour que M. Demers fût destitué et que c'était bien difficile de le lui refuser, parce que c'était un homme dévoué au gouvernement, qu'on trouvait toujours et en toutes circonstances; que c'était un bon orateur et qu'il était toujours prêt à rendre service au parti. Dans cette conversation, je dis aussi à M. Casgrain que MM. J.-A. Laferrière et Hector Champagne, ci-dessus mentionnés, offraient à M. Allard douze cents piastres pour la place en question. Comme j'étais accompagné de M. Demers, alors registrateur et présent dans la chambre voisine où je me trouvais avec le procureur général, j'offris à ce dernier de faire entrer M. Demers pour qu'il corroborât ce que je lui avais dit; mais M. Casgrain me dit que ce n'était pas nécessaire. Au moment de partir, je lui demandai de me remettre les déclarations solennelles susdites, qu'il avait lues et il me dit de les lui laisser, qu'il soumettrait la question à ses collègues.

D'ailleurs, ajouta-t-il, "si vous aviez besoin de ces déclarations, vous pourriez en avoir d'autres facilement."

7. Dans le cours du mois de mars dernier, vers le vingt, j'envoyai à l'honorable M. Casgrain la lettre que voici:

Berthier, 20 mars 1893.

A l'honorable T.-C. Casgrain,  
Procureur général,  
Québec.

Monsieur,

Auriez-vous la complaisance de me retourner les **deux déclarations solennelles** que je vous ai mises en main, pendant la dernière session?

M. Demers prétend avoir des griefs sérieux à dévoiler, non seulement contre le député du comté de Berthier, mais contre le gouvernement.

au sujet de sa démission, et pour s'éviter des pas et des démarches pour avoir d'autres déclarations solennelles, il voudrait que je lui remette celles qu'il m'a mises en main, à moins, dit-il, que ces déclarations ne fassent partie du dossier officiel en son affaire. Je crois pouvoir vous assurer que le Parti conservateur est coulé dans le comté de Berthier pour longtemps, et je crains même que ce qui va ressortir de cette malheureuse destitution, pourrait bien se faire ressentir un peu ailleurs que dans notre comté.

J'ai l'honneur de me souscrire

Votre très humble et tout dévoué serviteur.

(Signé) Omer Dostaler

Je n'eus point de réponse.

Et je fais la présente déclaration, la croyant consciencieusement vraie et en vertu de l'acte pour la suppression des serments volontaires et extrajudiciaires. Et j'ai signé.

(Signé) OMER DOSTALER

Prise et reconnue devant moi,  
ce quinzième jour d'octobre  
mil huit cent quatre-vingt-treize,  
à Montréal.

(Signé) O. MARIN, C. C. S.  
District de Montréal

Province de Québec,  
district de Montréal.

Joseph-Octave Pelland, avocat de la cité et du district de Montréal, déclare solennellement comme suit:

Dans le cours du mois d'octobre mil huit cent quatre-vingt-douze, je rencontrai, à Montréal, M. J.-A. Laferrière, marchand de Berthier, et registrateur actuel du comté de Berthier, alors qu'il s'agissait de la destitution de M. A. Demers, registrateur dudit comté de Berthier.

Ce monsieur m'a déclaré que M. Allard, député dudit comté de Berthier, voulait le faire nommer registrateur, aux lieux et place de M. Demers. Je lui ai dit que, d'après les informations que j'avais eues, M. Demers devait garder sa place de registrateur. Il m'a alors répliqué: "Si M. Demers, le registrateur actuel, garde sa place, c'est qu'il doit payer à M. Allard un montant plus élevé que je lui paie ou lui ai promis lui payer moi-même, pour avoir la position".

Que, **quelque temps** après les élections du mois de mars **mil huit cent** quatre-vingt-onze, le même **J.-A. Laferrière est venu à mon bureau, à Montréal, et me demanda de donner la somme de deux cents dollars à M. Allard et que mon père, M. Louis Pelland, alors inspecteur des travaux de colonisation, ne serait pas destitué, en payant ce montant.**

Je sais que M. Laferrière était et est encore l'ami intime de M. Allard, et j'ai parfaitement compris qu'il était l'envoyé de M. Allard.

Et je fais la présente déclaration solennelle, la croyant consciencieusement vraie et en vertu de l'acte pour la suppression des serments volontaires et extrajudiciaires, et j'ai signé.

(Signé) J.-O. Pelland

Prise et reconnue devant moi,  
ce quinze octobre mil huit cent  
quatre-vingt-treize, à Montréal.

(Signé) O. MARIN, C. C. S.

Province de Québec,  
District de Montréal,

Amateur Demers, écuyer, avocat, de la ville de Berthier, déclare solennellement:

J'ai été registrateur de la division d'enregistrement du comté de Berthier, depuis le mois de mai mil huit cent quatre-vingt-dix au mois de mars mil huit cent quatre-vingt-treize, date à laquelle j'ai été destitué.

Vers le mois d'octobre mil huit cent quatre-vingt-douze, alors que j'étais encore registrateur de ladite division d'enregistrement du comté de Berthier, j'eus avec M. Victor Allard, à cette époque et encore député à la Législature de Québec pour le comté de Berthier, une entrevue dans laquelle il me demanda, pour me maintenir dans ma position de registrateur, de lui payer une somme de douze cents piastres, me disant qu'une somme de douze cents piastres lui était offerte par deux aspirants à la charge que j'occupais alors. La raison qu'il me donnait pour exiger cette somme de douze cents piastres était que son influence lui coûtait cher. Je répondis, à la demande de douze cents piastres qu'il me faisait, que je n'avais pas les moyens de les lui payer; mais que, s'il voulait accepter la somme de six cents piastres, je lui paierais sur cette somme cent piastres, argent comptant, et que je lui donnerais mon billet à trois mois pour la somme de cinq cents piastres, avec entente que ce billet serait renouvelé de trois mois en trois mois, et qu'à chaque échéance je lui paierais cent piastres jusqu'à entier paiement.

M n'a rien répondu à ma proposition.

Quand j'eus cette entrevue avec M. Allard, c'était après avoir été invité, à plusieurs reprises, à le rencontrer, par l'entremise de J.-A.-E. Gagné, employé dudit M. Allard. Ce M. Gagné, lorsqu'il m'invitait ainsi de la part de M. Allard, à rencontrer ce dernier, me disait que je ferais bien de me hâter, parce que M. J.-A. Laferrière, marchand, de Berthier, et M. Hector Champagne, notaire, de Saint-Gabriel-de-Brandon, sollicitaient la position que j'occupais et offraient à M. Allard la somme de douze cents piastres pour avoir ma position.

Ce M. J.-A. Laferrière est maintenant registrateur de la division d'enregistrement du comté de Berthier.

Après cette invitation faite par M. J.-A.-E. Gagné, de la part dudit M. Allard, la Gazette de Berthier publia des articles dans lesquels elle portait à la connaissance du public les tentatives de M. Allard d'obtenir de l'argent, soit de moi ou d'autres, à l'occasion de la position de registrateur de la division d'enregistrement du comté de Berthier, position que j'occupais alors et qui était convoitée par lesdits MM. Laferrière et Champagne, à ce que m'avait dit le dit M. Gagné.

Après la publication de ces articles dans la Gazette de Berthier, je fus mandé auprès de M. Allard; je me rendis, en conséquence, chez lui. Là, M. Allard me présenta une déclaration solennelle préparée par lui et dont la teneur était que rien de malhonnête ne s'était passé entre lui et moi au sujet de ma position de registrateur. Comme il avait l'air très mécontent et que sa demande était très impérative, j'ai signé.

Sa façon d'agir me faisait comprendre que si je ne signalais pas je serais destitué. Ceci se passait à la suite d'une enquête faite sur l'administration de mon bureau par M. Aimé Geoffrion, l'inspecteur des bureaux d'enregistrement, à la suite d'une plainte portée contre moi, dans le mois d'août mil huit cent quatre-vingt-douze.

Dans la dernière entrevue que j'eus avec M. Allard, j'ai compris qu'il se désistait de sa demande de douze cents piastres et que les propositions peu honorables faites lors de sa première entrevue étaient retirées par lui, et qu'il prenait, vis-à-vis de moi, la position d'un député qui s'en tient aux règles de l'honneur et qu'en conséquence, je gardais ma place.

Les événements ont démontré que la déclaration susdite dans laquelle j'exonère le dit M. Allard de tout acte malhonnête à mon endroit avait été obtenue de moi alors que j'étais sous une impression qui n'était pas celle que j'aurais dû avoir, déclaration, d'ailleurs, que je n'ai donnée que sous l'empire de la crainte que j'avais d'être destitué et sous l'impression où j'étais également qu'en la donnant, les intrigues du dit M. Allard, pour me faire perdre ma situation, devaient cesser. Sans cette impression où j'étais que M. Allard renonçait aux exactions qu'il avait méditées, qu'il rentrait dans le droit sentier de l'honnêteté, je n'aurais pas déclaré qu'aucune demande malhonnête ne m'avait été faite par lui à l'occasion de ma position de registrateur; au contraire, j'aurais cru devoir déclarer que la conduite de M. Allard, à mon endroit, avait été celle d'un homme sans scrupules. Et la déclaration que j'ai faite a été motivée par l'idée que j'avais qu'il voulait me faire oublier et qu'il oubliait lui-même la demande qu'il m'avait d'abord faite.

Ma première déclaration n'a pas été faite sous la sanction du serment; mais je suis prêt à répéter, sous serment, la présente déclaration.

Vers la fin du mois de janvier dernier, pendant la session de la Législature de Québec, j'ai été à Québec avec M. Omer Dostaler, l'ancien député du comté de Berthier, et, pendant notre séjour à Québec, M. Dostaler et moi, nous nous sommes rendus dans les bureaux du procureur général, et,

pendant que j'y étais, M. Dostaler a eu une entrevue avec M. T. C. Casgrain, procureur général de la province de Québec.

Le but du voyage de M. Dostaler, à Québec, était d'exposer au procureur général toute la situation au sujet des intrigues qui avaient eu lieu relativement à la position de registrateur du comté de Berthier; M. Dostaler était porteur de deux déclarations solennelles, l'une de M. J.-O. Pelland et l'autre de Louis Désy.

J'avais lu ces déclarations et M. Dostaler m'a dit les avoir laissées entre les mains du procureur général.

Et je fais la présente déclaration solennelle, la croyant consciencieusement vraie et en vertu de l'acte pour la suppression des serments volontaires et extrajudiciaires. Et j'ai signé.

(Signé) A. DEMERS

Prise et reconnue devant moi, ce quinzième jour d'octobre mil huit cent quatre-vingt-treize à Montréal.

(Signé) O. MARIN C. C. S.

Province de Québec,  
District de Richelieu

Je, soussigné, Louis Désy, commençant de foin de la ville de Berthier, déclare solennellement:

1. Que, vers la fin du mois de mars mil huit cent quatre-vingt-douze, alors que j'occupais la position de surintendant de gardes-forestiers et qu'il était question de ma destitution par le gouvernement, j'ai rencontré M. J.-A. Laferrière, marchand de Berthier et registrateur actuel, l'ami intime de M. Allard député, qui m'a dit: "M. Désy, vous pensez perdre votre place: n'allez pas croire pourtant que vous n'avez pas d'amis dans le Parti conservateur... Je pense que si vous voulez donner cent ou deux cents piastres à M. Allard, député, dans le besoin comme il en est dans le moment, ce serait suffisant pour garder votre position..." Je n'ai pas donné d'argent et j'ai été destitué quelque temps après.

2. Que, dans le courant du mois de mai ou de juin de la même année, alors qu'il était question de la destitution par le gouvernement de M. Louis Pelland, inspecteur de colonisation, et qui est mon beau-frère, j'ai rencontré alors le même M. J.-A. Laferrière, neveu de M. Pelland, qui m'a dit: "M. Désy, pensez-vous aller à Montréal bientôt et croyez-vous voir mon oncle, Louis Pelland? Si vous le voyez, parlez-lui de sa position et dites-lui que s'il donnait une couple de cents piastres à M. Allard, député, je pense qu'il garderait sa position."

Sur cela, je lui ai dit: "M. Pelland n'a pas l'argent..." Il m'a répondu: "Qu'il me donne son billet, je l'endosserai et je le ferai bien escompter."

J'ai compris parfaitement par là que M. Laferrière savait qu'en donnant deux cents piastres à M. Allard, député, M. Pelland ne serait pas destitué.

Et je fais la déclaration solennelle ci-dessus, consciencieusement, croyant qu'elle est vraie et en

vertu de l'acte pour la suppression des serments volontaires et extrajudiciaires. Et j'ai signé.

Louis Désy

Reconnue et signée devant moi à Berthier, ce vingt-neuvième jour de septembre mil huit cent quatre-vingt-treize.

R.-E. Pelland.  
Juge de Paix.

M. A. TURGEON (Bellechasse): Propose, appuyé par le représentant de Bonaventure (M. H. Mercier), que, vu que M. Adélaïde Turgeon, député pour le district électoral de Bellechasse, a fait, de son siège, la déclaration précédente, un comité spécial composé de messieurs Chicoyne, King, Augé, Mercier et du moteur soit nommé avec instructions de faire une enquête sur les faits ci-dessus relatés, de faire rapport à cette Chambre de temps à autre et avec pouvoir d'envoyer quérir personnes et documents et d'employer un ou des sténographes.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Répond qu'avis aurait dû être donné de cette demande d'enquête tout comme dans le cas du représentant de Soulanges (M. A.-G. Bourbonnais) à la dernière session. L'affaire devrait être soumise au comité des privilèges et élections.

Il ne s'agit pas ici d'une parole dérogatoire à la dignité de la Chambre mais d'une affaire d'une gravité telle qu'il devrait y avoir eu avis. Je crois qu'il est de toute justice de faire en sorte que l'accusé ait toute latitude et toute facilité de se défendre.

M. V. ALLARD (Berthier): Je ne redoute nullement l'enquête à laquelle on veut soumettre ma conduite. Je suis en état de prouver que les déclarations faites ne sont qu'un tissu de mensonges. Je prouverai aussi que M. Demers n'a pas payé pour conserver sa position, mais qu'il a payé pour l'obtenir et nous savons sous quel régime. Je pourrai présenter une déclaration par écrit justifiant complètement ma conduite avec preuves à l'appui.

Tout ce qui vient d'être dit est un tissu de mensonges et de faussetés. C'est le résultat d'une conspiration ourdie à Berthier et continuée à Montréal. Je demande à la Chambre jusqu'à mercredi pour préparer et produire ma déclaration, car il me faut aller chez moi pour quérir papiers et documents.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Dit que la demande du représentant de Berthier (M. V. Allard) n'est que juste et qu'on doit lui donner le temps de préparer sa réponse aux accusations portées contre lui, mais que ce n'est pas ce qui a été fait l'année dernière dans l'affaire Bourbonnais.

**L'HONORABLE L.-O. TAILLON** (Chambly): Demande que la motion du représentant de Bellechasse (**M. A. Turgeon**) soit entrée dans les procès-verbaux comme avis de motion.

**M. L'ORATEUR**: Demande si c'est le désir de la Chambre de laisser la motion du représentant de Bellechasse comme avis de motion jusqu'à ce que le représentant de Berthier puisse fournir sa défense.

**M. H. MERCIER** (Bonaventure): J'insiste pour que cette motion soit mise aux voix; mais il est bien disposé à attendre à demain et même deux jours pour permettre au représentant de Berthier de se procurer les documents dont il a besoin.

**L'HONORABLE L.-O. TAILLON** (Chambly): Dit que ce serait laisser le député de Berthier sous le coup d'une accusation grave. Cette motion n'est pas dans l'ordre parce que la déclaration du député de Bellechasse ne comporte pas une question de privilège demandant une interposition immédiate de la part de la Chambre.

**M. F.-G.-M. DECHENE** (L'slet): Rappelle l'accusation portée par M. l'Orateur lui-même contre M. Owen Murphy.

**L'HONORABLE L.-P. PELLETIER** (Dorchester): Dit que le précédent ne s'applique pas ici. Il peut y avoir des cas où il n'est pas nécessaire de faire avis de motion avant de présenter une motion, c'est dans les cas de privilège. La question qui nous occupe maintenant n'est pas une question de privilège.

**M. F.-G. MARCHAND** (Saint-Jean): Dit que la motion est faite, "question is put"; on ne peut la reculer, en faire un simple avis de motion. Le tout dépend du bon vouloir du motionnaire lui-même.

**M. J. TESSIER** (Portneuf): Cite ce qui s'est passé aux Communes lorsque M. Cameron mit le député Cochrane en accusation pour une semblable offense de commerce sur les charges publiques.

**M. G. W. STEPHENS** (Huntingdon): Cite d'autres précédents.

**L'HONORABLE T. C. CASGRAIN** (Montmorency): Bien que le gouvernement ne soit pas directement accusé dans cette affaire, je désire dire un mot puisque le nom de deux de mes collègues et le mien ont été mentionnés. Je désire déclarer que le représentant de Berthier est venu me trouver pour se plaindre que des gens faisaient courir les bruits qu'il avait demandé \$1,200 à M. Demers pour lui conserver sa position. Il ajouta que pour faire taire ces choses il insistait pour demander la destitution de M. Demers. De plus j'ai en ma possession deux affidavits provenant d'une personne dont le nom a été

mentionné et lorsque je les aurai soumis à la Chambre, celle-ci constatera que ni l'un ni l'autre ne contient la vérité.

**L'HONORABLE L.-P. PELLETIER** (Dorchester): Afin de faire cesser les bruits qui couraient sur le compte du représentant de Berthier, j'ai conseillé à celui-ci d'insister pour que M. Demers fut destitué, comme c'était son devoir de le faire. M. Dostaler prétend m'avoir écrit deux lettres: ce n'est pas exact, il ne m'en a écrit qu'une et encore ne contient-elle rien de ce qu'il dit dans sa déclaration.

**L'HONORABLE E. J. FLYNN** (Gaspé): J'ai entendu parler de cette affaire, mais je doute fort que les lettres qu'on dit m'avoir été écrites aient jamais existé.

**M. L'ORATEUR**: Se déclare prêt à trancher la question. Il maintient l'objection et il cite May, édition de 1883, pages 288, 290, 291 et 292, et Journaux de l'Assemblée législative, vol. XXIV, 1890, page 355.

**L'HONORABLE L.-P. PELLETIER** (Dorchester): Dit qu'il a des lettres en sa possession au sujet de cette affaire et qu'il les déposera devant la Chambre. Il dit que le représentant de Berthier, la victime de cette persécution, lui a déclaré son intention de faire face à ses accusateurs et de pousser l'affaire jusqu'au bout.

#### Introduction de bills:

**M. M. F. HACKETT** (Stanstead): Propose, appuyé par le représentant de Drummond (M. J. P. Cooke), que les règles de cette Chambre soient suspendues en autant qu'elles se rapportent au bill (bill no 95) établissant l'impôt sur les biens meubles.

Adopté.

**M. M. HACKETT** (STANSTEAD): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 95) établissant l'impôt sur les biens meubles.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

#### Documents

##### Asile de Beauport

**L'HONORABLE L.-P. PELLETIER** (Dorchester): Présenté à la Chambre la réponse à une adresse en date de ce jour, demandant copie de toute correspondance ayant trait à la vente de l'asile de Beauport aux soeurs de la Charité et du contrat entre le gouvernement et les soeurs de la Charité, et faisant suite aux documents et correspondances déjà produits à ce sujet lors de la dernière session de la Législature. (Document de la session no 18)

La séance est levée à six heures et demie.

## Séance du 14 novembre 1893

Sous la **présidence** de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à trois heures et demie.

### Documents:

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre l'état des affaires des institutions suivantes pour l'année 1893, savoir:

de la Salle d'asile Saint-Jean-d'Iberville;  
de l'hospice Sainte-Anne de la Baie-Saint-Paul;

de l'hôpital Saint-Jean-d'Iberville;  
de la salle d'asile de Saint-Joseph, rue Bonaventure. Montréal;

de Finlay Asylum of Quebec.  
de l'Hôtel-Dieu de Nicolet;  
de l'Orphelinat catholique de Montréal;  
de l'Hôtel-Dieu de Saint-Valier de Chicoutimi;  
de l'hospice Sainte-Elizabeth, Farnham.

Aussi, l'état des affaires des institutions suivantes pour l'année 1892, savoir:

de l'asile de la Providence, Montréal;  
de la "Montreal Ladies Benevolent Society";  
de l'hospice Saint-Joseph de la Délivrance, de

Lévis:

de l'orphelinat de la paroisse de Saint-Paul, comté de Joliette;

de "Finlay Asylum of Quebec". (Document de la session no 11)

### Dépôt de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Martineau, la pétition du Jardin zoologique de Montréal.

Par M. Parizeau, la pétition de l'honorable Louis Tourville et autres.

Par M. Poirier, la pétition du révérend L.-Z. Lambert de la paroisse de Saint-François, comté de Beauce.

Par M. Stephens, la pétition de Elizabeth A. Reid et autres de la cité de Montréal.

Par M. Beauchamp, la pétition de Frédéric Pratt et dame Marie-Albina Thibault de la cité de Montréal, et la pétition de la ville de Saint-Jérôme.

Par M. Marion, la pétition du révérend Alfred-Léon Sentenne et autres, exécuteurs du testament de feu F.-X. Beaudry, en son vivant de la cité de Montréal.

Par M. McDonald, la pétition de J.-Baptiste Proteau et autres de Saint-André-d'Acton et autres paroisses, et la pétition de J.-Baptiste Dufault et autres de Saint-Nazaire-d'Acton.

Par M. Descarries, la pétition de l'Union Saint-Joseph de Lachine, la pétition des sœurs Marianites de Sainte-Croix, la pétition de J.-X. Pauzé de la cité de Montréal et la pétition de Joseph Léveillé et autres de la cité de Montréal.

Par M. Châteauvert, la pétition de l'Union Saint-Joseph de Saint-Jean-Baptiste de Québec.

### Rapports de comités:

M. J. MARION (L'Assomption): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a élu Joseph Marion, écuyer, pour son président et est convenu de recommander à votre honorable Chambre que son quorum soit réduit à cinq membres.

Adopté.

### Interpellations:

#### Cours de circuit et des magistrats de Montréal

M. H. MERCIER (Bonaventure): 1. L'honorable procureur général (l'honorable T.C. Casgrain) a-t-il dit dans une entrevue avec le "reporter" de l'Événement, comme le dit ce journal, le 25 octobre dernier, que les déficits découverts aux Cours de circuit et des magistrats à Montréal étaient commencés sous le gouvernement Mercier? 2. Si telle assertion a été réellement faite, l'honorable procureur général (l'honorable T.C. Casgrain) est-il prêt à le répéter devant cette Chambre?

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): 1. Oui. 2. Oui.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Je n'insiste pas mais je promets d'y revenir.

### Documents:

#### Shérif Tousignant

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre, du 7 février 1893, pour copie des rapports de l'inspecteur qui a tenu une ou des enquêtes sur la conduite du shérif Tousignant, ainsi que de toute correspondance et tous documents s'y rapportant. (Document de la session no 20)

#### Procès Mercier

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre, du 18 février 1893, pour un état détaillé du compte de Christopher Robinson, C. R., pour son opinion écrite in re le représentant de Bonaventure (M. H. Mercier) et autres. (Document de la session no 21)

Aussi la réponse à un ordre de la Chambre du 18 février 1893, pour copie de toute correspondance entre le gouvernement de cette province et Christopher Robinson, C. R., au sujet du procès Mercier. (Document de la session no 22)

#### Cancellation de lots

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre, du

21 février 1893, pour copie du dossier et spécialement copie de la lettre de H. Boulay, du 3 janvier dernier, relatif à la cancellation des lots 51, 52, 53 et 54 du deuxième rang du canton Awantjish, dans le comté de Matane. (Document de la session no 23)

### **Ecole de réforme de Montréal**

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre, du 13 novembre 1893, pour copie de l'enquête faite depuis la dernière session par les inspecteurs officiels au sujet de l'école de réforme de la rue Mignonne, à Montréal, et du rapport des dits inspecteurs. (Document de la session no 24)

### **Usage du tabac**

M. J. P. COOKE (Drummond): Propose la deuxième lecture de son bill prohibant l'usage du tabac par les enfants (bill no 91).

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Ce bill n'est pas encore imprimé.

M. J. P. COOKE (Drummond): Vous devez en connaître la teneur, il a été discuté à la dernière session.

La discussion du bill est renvoyée à un autre jour.

### **Abolition du Conseil législatif**

M. J. P. COOKE (Drummond): Propose, appuyé par le représentant de Stanstead (M. M. F. Hackett), qu'il soit résolu que cette Chambre est d'avis que les raisons de l'existence d'une Chambre haute ou Conseil législatif n'existent plus et qu'elle devrait être abolie.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): C'est la troisième fois que cette résolution nous est soumise, nous en avons assez.

M. J. P. COOKE (Drummond): Dit que lorsque cette question a été soulevée à la dernière session, un amendement fut adopté prévoyant soit que le Conseil s'abolisse lui-même, soit qu'il se réforme à la satisfaction de la population. Mais au cours des mois qui suivirent, aucune mesure ne fut prise en ce sens. L'opinion publique réclame l'abolition du Conseil. Ce dernier a perdu sa raison d'être. Nous n'avons pas besoin d'une Chambre haute pour réviser notre travail; nous sommes tout aussi capables de nous gouverner que n'importe quelle autre province. Les conseillers ont été nommés par le parti au pouvoir parmi les leurs et ils soutiennent naturellement le parti qui les a désignés. Une telle Chambre n'a pas sa raison d'être en autant que la législation de la province est concernée. La question de la division du pouvoir ne peut être soutenue un seul instant. Cette Chambre haute est censée réviser les lois adoptées par l'Assemblée, jouer le rôle d'une cour d'appel, mais nous sommes capables de légiférer sans son aide.

Quelle confiance peut-on accorder à cette Chambre, alors qu'à la dernière session, elle a adopté des lois que le procureur général (l'honorable T. C. Casgrain) n'a pas permis d'inscrire dans les statuts? Quel beau groupe pour réviser nos bills! Il parle des frais qu'occasionne pour le pays le maintien d'une Chambre haute, et déclare qu'il serait possible d'épargner \$50,000 en l'abolissant. On a dit que nous n'en avons pas le pouvoir, mais nous pourrions prendre une initiative et démontrer que la population est en faveur de l'abolition. Nous devrions permettre à la Chambre haute de s'éliminer, et de ne pas la condamner d'avance. Il est prêt à considérer tout droit acquis que les conseillers pourraient avoir. Ils sont nommés à vie et reçoivent une indemnité. Il pourrait être question de leur donner une indemnité si nous supprimions leur Chambre. Il est prêt à traiter avec eux sur une base d'affaire. L'opinion de la province, aujourd'hui, est que la Chambre haute n'a plus sa raison d'être. La minorité protestante et anglaise n'a aucun besoin d'une autre protection que son sens inné de la justice.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Quand même je serais contre l'abolition du Conseil législatif, je ne me croirais pas obligé de le répéter cette année, car depuis deux ans nous nous sommes prononcés deux fois. A quoi bon faire une troisième tentative? C'est une discussion inutile. Depuis la dernière session il ne s'est rien passé de nouveau qui pourrait nous justifier de changer d'opinion. On prétend que l'opinion est contre le maintien du Conseil, mais quand le public s'est-il prononcé? Il n'en a pas été question du tout aux dernières élections.

La presse est divisée: une partie de la presse libérale est en faveur de l'abolition, tandis que la presse conservatrice est presque unanimement en faveur du maintien de la Chambre haute. Même face à une majorité de dix en faveur de l'abolition dans cette Chambre, il ne pense pas, fût-il membre du Conseil, qu'il attribuerait plus d'importance qu'il n'en faut à une telle opinion. Les conseillers ne seraient pas plus justifiés s'ils s'abolissaient d'eux-mêmes, et il pense qu'ils mériteraient même des reproches s'ils le faisaient.

M. G. W. STEPHENS (Huntingdon): Répond que si le premier ministre n'a pas su l'expression de l'opinion, c'est qu'il s'est bien gardé de la demander. Il est d'accord pour dire que le Conseil peut être aboli, épargnant ainsi \$10,000 à \$50,000 par année. Il dit que la Chambre haute n'est qu'un obstacle. Un bill a été voté par cette Chambre afin d'empêcher la corruption municipale et, si l'autre Chambre l'avait voté, cela aurait sauvé des centaines de milliers de dollars à la ville de Montréal dont le conseil municipal était contrôlé par une bande d'aventuriers. Ceci est un échantillon du travail accompli par le Conseil législatif. Il poursuit en plaidant en faveur des sessions biennales pour raison d'économie.

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Prend la défense du conseil de la cité de Montréal. Il répond au représentant de Huntingdon que ses attaques ne



l'affectent pas personnellement, mais il ne peut nier que le conseil municipal soit contrôlé par une bande d'aventuriers.

M. P. KENNEDY (Montréal no 6): Dit qu'il comprend que cette proposition, si elle est adoptée, n'aura aucun effet. Si tel est le cas, les députés ne font que perdre un temps précieux à en discuter. Pour cette raison, il votera contre. Si les conseillers font leur devoir loyalement et honnêtement, la question de leur salaire a peu d'importance. Il ne consent à déloger aucun homme de son poste sauf pour cause.

Il défie le représentant de Huntingdon de porter une accusation de corruption contre le conseil dont il fait partie.

M.G.W. STEPHENS (Huntingdon): Dit qu'il ne veut pas attaquer les échevins qui sont membres de cette Chambre, mais que même eux ne peuvent nier que le conseil municipal soit contrôlé par une bande d'aventuriers.

L'HONORABLE J. MCINTOSH (Compton): Croit que si le vote pouvait être pris dans les comtés anglais, ce serait en faveur de l'abolition de la Chambre haute, mais que la présente résolution ne pourrait avoir d'autre effet que de ridiculiser les hommes de la plus haute intégrité qui la constituent. En d'autres circonstances, il voterait différemment, mais dans le cas présent, il votera contre la résolution.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit que si la Chambre adopte cette résolution, cette dernière aura des répercussions très sérieuses. Il sera alors du devoir du gouvernement de présenter un bill pour abolir le Conseil législatif.

M. H. MERCIER (Bonaventure): C'est une résolution que l'on vous présente et non un projet de loi. Si la majorité de cette Chambre accepte l'opinion exprimée dans cette résolution, que la nécessité du Conseil législatif a cessé, ce sera le devoir du gouvernement de prendre l'initiative et de présenter une mesure à cet effet.

M. L.-T.-N.L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): Propose comme amendement, appuyé par le représentant de l'Assomption (M. J. Marion), que tous les mots après "que", dans la motion principale, soient retranchés et remplacés par les suivants: "vu que cette question a été discutée au cours des deux dernières sessions et qu'il ne peut résulter aucun effet pratique de l'adoption de la résolution, cette Chambre ne croit pas devoir adopter la dite résolution".

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Remarque que le gouvernement préfère cette proposition à l'abolition du Conseil telle que suggérée.

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Dit que l'amendement est hors d'ordre parce qu'il est négatif d'un bout à l'autre.

M. M.F. HACKETT (Stanstead): Commence par démolir l'argument selon lequel la résolution serait sans effet pratique. Les députés sont là en tant que représentants du peuple, et si cette Chambre adoptait la résolution, cela montrerait à l'autre Chambre quelle est l'opinion du pays. Les députés n'ont pas le droit de présumer que le Conseil ne prend pas la question en considération et refuse de reconnaître le vote de l'Assemblée législative. Il

ne trouve rien à dire contre les membres du corps législatif. Il ne doute pas qu'il comprenne des hommes éminents et de grande valeur, mais il déclare que ce corps législatif n'est ni décoratif ni d'aucune utilité pour la gouverne du pays. Lorsqu'il a sollicité la confiance de ses électeurs, il leur a promis d'inciter le gouvernement à la plus stricte économie, que si, en tant que député, il découvrirait dans l'exercice de ses fonctions des dépenses inutiles, il se servirait de son influence pour les faire éliminer. Il estime que le Conseil n'est pas nécessaire et, par conséquent, pour remplir son mandat, il doit voter pour son abolition. Il est conscient que l'adoption de la résolution n'abolira pas le Conseil, mais la Législature pourra se faire l'écho de l'opinion actuelle du pays. On a prétendu que le Conseil agissait comme cour de révision. La constitution de ce corps n'est pas en mesure de garantir cela. Ce pourrait être vrai si les membres étaient élus ou s'ils étaient choisis au sein de la profession légale, mais ils ne sont tout simplement que les créatures du parti au pouvoir. La Chambre se rappelle qu'en moins de deux ans, un premier ministre put manipuler le Conseil de façon à transformer du tout au tout une majorité adverse. Cela a, en grande partie, contribué à amoindrir l'influence du Conseil.

Il n'y a aucun doute que l'opinion publique est opposée au Conseil, et que bientôt la population accomplira cette réforme. Ainsi cette discussion aura un bon effet.

M. J. P. COOKE (Drummond): Reproche amèrement à ses amis de manquer de courage et de ne pas avoir la force de dire franchement leur pensée.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Allard, Baker, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Carbray, Cartier, Casgrain, Châteauvert, Cholette, Chicoyne, Descarries, Doyon, Duplessis, Flynn, Grenier, Kennedy, Lacouture, McIntosh, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Panneton, Parizeau, Pelletier, Petit, Poirier, Rioux, Taillon, Tétreau, Villeneuve, 33.

Contre: MM. Bérubé, Bisson, Caron, Cooke, Dechêne, England, Girouard, Gladu, Gosselin, Greig, Hackett, Hall, King, Laliberté, McDonald, Marchand, Mercier, Morin, Parent, Pinault, Shehyn, Ste-Marie, Spencer, Stephens, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, 27.

Ainsi, cet amendement est résolu affirmativement.

Alors la question principale ainsi amendée étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

au gouvernement ou au procureur général s'opposant au projet de loi du procureur général.  
Adopté.

#### Demande de documents:

##### Réorganisation des tribunaux

M. A. TESSIER (Rimouski): Propose, appuyé par le représentant de Yamaska (M.V. Gladu), qui soit mis devant cette Chambre copie de toutes résolutions, requêtes, pétitions et lettres adressées

#### Documents:

##### Rapport du conseil et mandats spéciaux

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Met devant la Chambre un état des rapports du conseil et mandats spéciaux, en vertu de l'acte 31 Victoria, chapitre 9. clause 47 (article 785 des statuts refondus de la P.Q.) préparé par l'auditeur de la province tel que requis, lequel est lu comme suit:

Etat des rapports du Conseil et des mandats spéciaux émis en vertu de l'article 785 des Statuts refondus de la province de Québec, préparé par l'auditeur de la province, tel que requis.

SERVICE	Rapports du conseil			Montants des mandats spéciaux	Montants dépensés	Balance nom dépensée
	Nos	Dates	Montants			
			\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.
Services divers:						
Exposition de Chicago: dépenses pour produits exposés, etc., etc., de la province .....						
Montant supplémentaire requis, le crédit voté à la dernière session de la Législature étant insuffisant .....	220	5 mai 1893 .....	12,000.00	12,000.00	12,000.00	
Gouvernement civil:						
Dépenses contingentes: Département des Terres de la Couronne: pour faire face aux dépenses, les crédits du département étant épuisés .....	226	6 mai 1893 .....	2,000.00	2,000.00	2,000.00	
Institutions de bienfaisance:						
Asile d'aliénés, retraite Belmont, in re J. M. Mackay, capital, intérêt et frais dans deux pétitions de droit, et pour tous dommages, jusqu'au 1er mai 1893, relativement au contrat du 17 décembre 1888 .....	383	24 juillet 1893 .....	8,011.38	8,011.38	8,011.38	
Services divers:						
Comptes et réclamations découlant de différents actes et lettres antérieurs au 17 décembre 1891						
In re La Banque Jacques Cartier, montant de jugement rendu contre la province sur pétition de droit de la dite Banque Jacques Cartier .....	383	24 juillet 1893 .....	3,357.04	3,357.04	3,357.04	
Institution de bienfaisance						
Asile d'aliénés retraite Belmont: J. M. Mackay, M. D., règlement final de toutes ses réclamations découlant d'un contrat en date du 24 décembre 1887, entre le Gouvernement de la province de Québec et le dit J. M. Mackay, re la pension, etc., des patients alcooliques et narcotiques, classe des aliénés .....	491	5 octobre 1893 .....	3,000.00	3,000.00	3,000.00	
			\$28,368.42	\$28,368.42	\$28,368.42	

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR

Québec, 11 novembre 1893

A.-H. VERRET

Auditeur de la Province.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

## Séance du 15 novembre 1893

### Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à trois heures et demie.

#### Dépôt et lecture de **pétitions**:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Augé, la pétition de Calixte Valin et autres de la cité de Montréal.

Par M. Parizeau, la pétition de la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la cité de Montréal.

Par M. Petit, la pétition du conseil de ville de la ville de Chicoutimi.

Par M. Lacouture, la pétition de la congrégation Saint-Michel de Sorel.

Par M. Villeneuve, la pétition de la cité de Montréal: la pétition de Alphonse David et autres de la cité de Montréal: et la pétition de Joseph-Louis David de la paroisse du Sault-au-Récollet.

Par M. Girouard, la pétition de William Mitchell et autres.

Par M. Hackett, la pétition de Louis Gordon Glass, étudiant en droit, de la cité de Montréal.

Par M. Morris, la pétition de E. Lamontagne et autres contribuables de la cité de Montréal.

Par M. Marion, la pétition de Didier Gameau de la cité de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De la corporation de la cité de Québec, demandant des amendements à sa charte.

De Thomas J. Nesbitt, docteur en médecine de l'Université Laval, demandant une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à lui accorder sa licence de pratique.

De la corporation du village de Lauzon, demandant une loi donnant des pouvoirs plus étendus et pour autres fins.

Du très révérend William Bennett Bond, évêque de Montréal, et autres, demandant une loi les constituant en corporation sous le nom de "The Robert Jones Convalescent Hospital".

De la corporation de la municipalité de Saint-Louis-du-Mile-End, demandant une loi érigeant la dite municipalité en ville sous le nom de "Ville de Clermont".

De la corporation de la ville de Saint-Henri, demandant une loi érigeant la dite ville en cité.

Des curés et marguilliers de l'Oeuvre et fabrique de la paroisse de Sainte-Scholastique, demandant une loi les autorisant à souscrire une certaine somme pour la construction d'un couvent dans la dite paroisse.

Du conseil de la cité des Trois-Rivières, demandant des amendements à sa charte.

De Adolphe-Marie-Louis-Eugène Bécigneul de Mégantic, comté de Compton, demandant une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen.

### Rapport de comités:

M. F. CARBRAY (Québec-Ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes téléphoniques et télégraphiques, compagnies minières et manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Carbray pour son président et il recommande que son quorum soit réduit à sept membres.

Adopté.

M. J. MARION (L'Assomption): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis donnés sont suffisants:

De la corporation de la ville de Salaberry-de-Valleyfield, demandant une loi refondant les lois organiques de la dite ville.

De l'Association d'assurance mutuelle des fabriques des diocèses de Montréal, Saint-Hyacinthe et Sherbrooke, demandant des amendements à sa charte.

Et de la ville de la Côte-Saint-Paul, demandant une charte.

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des divers bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a élu N.-L. Duplessis, écuyer, pour son président et est convenu de recommander à votre honorable Chambre que son quorum soit **réduit à sept membres**.

Adopté.

### Introduction de bills:

M. E.-H. BISSON (Beauharnois): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 76) refondant les lois organiques de la corporation de la ville de Salaberry-de-Valleyfield.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 42) concernant l'Association d'assurance mutuelle des fabriques de la province ecclésiastique de Montréal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

### Messages du lieutenant-gouverneur:

M. L'ORATEUR: Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1894 et le budget des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1895, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867, et recommande ces budgets à la considération de la Chambre. (Documents de la session no 1).

Hôtel du gouvernement. Québec (15 novembre 1893).

Il est ordonné que ce message et les budgets qui l'accompagnent soient renvoyés au comité des subsides.

#### Introduction de bills:

M. B. BEAUCHAMP (Nicolet): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 92) pour rendre valides certains actes notariés.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. G. W. STEPHENS (Huntingdon): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 61) pour prévenir la corruption municipale et civique.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. G. W. STEPHENS (Huntingdon): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 58) ayant pour objet de rendre le vote obligatoire.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. G. W. STEPHENS (Huntingdon): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 60) relatif aux subventions accordées aux manufactures par les corporations municipales.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J. P. COOKE (Drummond): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 93) modifiant de nouveau le code de procédure civile au sujet de certaines causes non appelables.

Il déclare que ce bill prévoit l'abolition des honoraires d'avocat dans les cas où les sommes impliquées sont de moins de \$20.00; dans ces cas, les frais s'avèrent souvent aussi élevés que le montant sollicité. Selon lui, dans ces cas-là, les avocats ne font que tenter d'embrouiller le juge et tous les autres. Il pense que l'adoption du bill simplifierait énormément les choses.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

#### Documents:

##### Travaux publics

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le rapport général du commissaire des Travaux publics de la province de Québec, 1893. (Documents de la session no 7)

interpellations:

##### Compagnie de chemin de fer Québec-Central

M. J. TESSIER (Portneuf): Le gouvernement a-t-il payé quelque somme d'argent à la Compagnie de chemin de fer Québec-Central depuis le 27 octobre 1892, ou s'est-il engagé à payer quelque somme à la dite compagnie? Si oui, pour quels travaux?

Est-il intervenu quelque contrat ou transaction, avec la dite compagnie depuis ce temps?

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Le gouvernement n'a payé aucune somme d'argent à la Compagnie du chemin de fer Québec-Central depuis le 27 octobre 1892, mais il s'est engagé à payer les subventions votées par la Législature pour la construction de l'embranchement de Tring, sujet à certaines conditions établies en faveur des localités concernées jusqu'à Saint-Georges. Un contrat a été passé le 8 septembre 1893 entre le gouvernement et la compagnie pour assurer la construction de cet embranchement.

##### Ouvrages de J.-P. Tardivel

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Le gouvernement a-t-il acheté des ouvrages de monsieur J.-P. Tardivel, propriétaire de la Vérité? Si oui, pour quel montant et quand?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Le gouvernement n'a rien acheté de M. J.-P. Tardivel. Le département de l'Instruction publique ayant besoin d'un certain nombre d'exemplaires du volume intitulé Notes de voyage par J.-P. Tardivel, les a achetés de M. L. Drouin et de MM. Pruneau et Kirouac qui, en leur qualité de librairies, offraient ces livres en vente. L'achat chez M. Drouin a été fait le 19 septembre 1892, pour 100.00, et l'achat chez MM. Pruneau et Kirouac a été fait le 27 juillet 1893, pour \$250.00.

##### A. Hyde, employé spécial supplémentaire

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Monsieur John Hyde, comptable de Montréal, a-t-il été à l'emploi du gouvernement depuis le 16 décembre à venir au 1er novembre courant? Si oui, depuis quand? A quel titre et à quel salaire?

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5): M. John Hyde a été employé de temps en temps depuis le 15 décembre 1891 pour examiner différents comptes et a reçu pour ses services les sommes suivantes:

Examen des livres du bureau du revenu à Montréal. . . . .	\$214.25
Examen des livres des syndicats des chemins à barrières de Montréal. . . . .	125.00
Examen des comptes de C. Beausoleil in re perception des taxes directes. . . . .	230.25

Depuis le 24 avril 1893, M. Hyde a été employé à refaire les comptes entre le Dominion et l'ancienne province du Canada et entre le Dominion et la province de Québec; il fait actuellement l'examen des livres et comptes du département des Terres de la couronne d'Ontario au sujet des ventes des terres du fonds des écoles.

M. Hyde est employé à raison de \$20.00 par jour de travail et ses frais de voyage, quand il est absent de la cité de Montréal.

### **A. Hyde, employé spécial supplémentaire**

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Monsieur Alexander Hyde est-il à l'emploi du gouvernement? Si oui, depuis quand et à quel salaire?

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5): Oui, depuis le 28 octobre 1892 jusqu'au 1er mai 1893 à \$1,200.00 par an, comme employé spécial supplémentaire dans le bureau du teneur de livres. Depuis le 1er mai 1893 à \$1,600.00 par an, comme teneur de livres, en remplacement de M. Hemming mis à la retraite.

### **Subsides de chemin de fer**

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Quels sont les subsides de chemin de fer que le gouvernement a retranchés du passif de la province?

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Ce renseignement se trouve à l'appendice du no 3 du rapport général du commissaire des Travaux publics pour l'année 1893.

### **Démission du trésorier de la province**

M. A. TURGEON (Bellechasse): L'honorable trésorier de la province (l'honorable J. S. Hall) a-t-il, en aucun temps depuis la dernière session, offert sa démission comme l'un des membres du Conseil exécutif de cette province?

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Non.

M. A. TURGEON (Bellechasse): C'est au trésorier provincial (l'honorable J. S. Hall) que je m'adresse.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Je suis le premier ministre et si le trésorier (l'honorable J. S. Hall) avait offert sa démission j'en aurais eu connaissance.

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5): Répond négativement en disant qu'il n'a jamais eu de raison pour ne pas croire le premier ministre et qu'il n'en a certainement pas maintenant. Je n'ai pas peur de répondre. Je n'ai en aucun temps offert ma démission.

### **Département des Travaux publics**

M. A. TURGEON (Bellechasse): Le département des Travaux publics a-t-il fait faire ou ordonné des réparations ou autres travaux au pont Garneau? Si oui, des soumissions ont-elles été préalablement demandées?

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Oui, l'an dernier et cette année. Des soumissions ont été demandées pour les travaux exécutés l'an dernier. Les travaux additionnels exécutés cette année ont été faits à prix fixe, d'après l'estimation

de l'ingénieur du département, et confiés à l'entrepreneur des travaux de l'année précédente.

### **Docteur Poliquin, employé du gouvernement**

M. L.-F. PINAULT (Matane): Le docteur Poliquin, de Saint-Félicien du Lac-Saint-Jean, est-il à remploi du gouvernement? Si oui, depuis quand? En quelle qualité? Quel est son salaire?

L'HONORABLE E. J. FLYNN (Gaspé): Oui, le docteur Poliquin est à l'emploi du gouvernement depuis le 1er mai 1893, en qualité d'agent des terres et des bois de la couronne pour l'agence du Lac-Saint-Jean (partie nord-ouest). Son salaire est de \$300.00 par année, plus la commission ordinaire. Il y a eu subdivision d'agence et répartition d'un traitement de \$600.00 par année entre deux, à \$300.00 chacun.

### **M. Cormier, employé du gouvernement**

M. A. TURGEON (Bellechasse): M. Cormier, ex-député du comté d'Ottawa, est-il à remploi du gouvernement? Si oui, quel est son emploi? Quelle est la date de sa nomination? Quel est son salaire?

L'HONORABLE E. J. FLYNN (Gaspé): M. Cormier est à l'emploi du gouvernement en qualité d'intendant général des feux de forêts pour la région no 1, agence de l'Ottawa supérieur. Il a été nommé le 17 mai 1893. \$5.00 par jour lui tiennent lieu de rémunération et l'indemnisent de toutes dépenses de voyage, et ce du 1er avril au 1er novembre de chaque année, lorsqu'il exerce ses fonctions.

### **Pension d'aliénés**

M. A. TESSIER (Rimouski): Quelles sont les corporations municipales qui ont été poursuivies depuis la dernière session pour arrérages dus pour pension de certains aliénés dans les asiles?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Il n'y en a pas.

M. A. TESSIER (Rimouski): Une requête signée par certains contribuables demandent une remise pour le montant réclamé, de la paroisse de Sainte-Blandine, pour arrérages de pension d'aliénés a-t-elle été reçue?

Le gouvernement a-t-il fait ou est-il disposé à faire une remise totale ou partielle à la dite paroisse et quelle réponse a été donnée?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): La requête a été reçue et le gouvernement est en correspondance avec les intéressés à ce sujet.

### **Nomination de juges**

M. A. TESSIER (Rimouski): Le gouvernement fédéral s'est-il engagé à faire la nomination des

nouveaux juges mentionnés dans le projet de loi de l'honorable procureur général (l'honorable T.C. Casgrain) et à les payer? Quels émoluments doivent leur être accordés?

L'HONORABLE T. C. CASGRAIN (Montmorency): Le gouvernement de cette province n'a pas eu à ce sujet de communications officielles de la part du gouvernement fédéral.

#### **Demande de documents:**

##### **Tribunaux judiciaires**

M. H. MERCIER (Bonaventure): Propose, appuyé par le représentant de Hochelaga (M. J.-O. Villeneuve), qu'il soit présenté une adresse à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien mettre devant cette Chambre copie de tous mémoires, de toutes lettres et de tous documents reçus par aucun département ou aucun ministre en rapport avec le bill no 155 de la dernière session intitulé: "Loi concernant la réorganisation des tribunaux judiciaires".

Il dit qu'il est nécessaire que ces documents soient mis devant la Chambre avant la discussion. Il sait qu'il y a eu des protestations contre le nouveau bill judiciaire. Il se prononce contre ce bill qui est de nature à établir la décentralisation judiciaire et est très préjudiciable aux intérêts des accusés. Voilà pourquoi il demande que l'on mette devant la Chambre tous les documents, toutes les protestations qui ont été faites à ce sujet, afin de savoir à quoi s'en tenir.

L'HONORABLE T. C. CASGRAIN (Montmorency): Ce n'est pas vrai ce que vous dites là.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Il faut en finir avec cette manière de procéder des ministres à l'égard des députés de l'Opposition. Nous respectons la droite et nous entendons être respectés. Quels que soient les sentiments personnels des ministres à l'égard des membres de la gauche, ils devraient au moins avoir la décence de respecter les représentants du peuple. S'ils veulent continuer à employer l'intimidation et un langage aussi peu parlementaire, nous prendrons les moyens de nous protéger.

M. L'ORATEUR: Rappelle le représentant de Montmorency (M. T.C. Casgrain) aux règles de la courtoisie.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Répond que tous les documents relatifs à cette affaire seront mis devant cette Chambre. Il dit qu'il ne discutera pas aujourd'hui le mérite du bill, cela viendra en temps et lieu, mais il dit qu'il n'y a pas lieu de s'alarmer comme le fait le représentant de Bonaventure (M. H. Mercier) qui se convaincra que le bill a du bon quand il l'aura étudié. Il ajoute qu'il n'y a pas eu autant de protestation, comme le représentant de Bonaventure le laisse entendre.

Il a nié que le Barreau de la province fût unanime à condamner sa mesure. Il n'y a que les barreaux de Montréal, de Bedford et de Trois-Rivières qui se soient déclarés défavorablement.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Il y a aussi le conseil municipal de Bonaventure.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Non.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Pardon, j'ai votre accusé de réception.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Oui, en effet, j'ai eu cette protestation l'an dernier.

La proposition est adoptée.

##### **Emprunts de la province**

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Montmagny (M. N. Bernatchez), qu'il soit présenté une adresse à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de tous ordres en conseil, rapports, correspondances et documents quelconques relatifs à la mission de l'honorable trésorier de cette province (l'honorable J.S. Hall) en Angleterre et en France, pour effectuer un emprunt sur le crédit de cette province.

Adopté.

##### **Nouvelles taxes**

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Montmagny (M. N. Bernatchez), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toutes correspondances, requêtes, rapports ou documents quelconques relatifs aux nouvelles taxes imposées par le gouvernement de cette province depuis le 17 décembre 1891 et au remaniement des lois existantes relativement à ces taxes.

A propos des taxes, il demande au gouvernement ce qu'il entend faire en présence des protestations universelles. Il fait remarquer que, pendant que les marchands de Montréal refusent de payer les contribuables à la campagne paient toujours rubis sur l'ongle, ce qui n'est pas juste, et que la taxe sur les contrats, entre autres, paralyse les affaires, diminue le nombre des transactions.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Réplique qu'il n'a rien de nouveau à ajouter à ses observations antérieures sur ces taxes. Cependant il réaffirme qu'elles ne sont pas aussi impopulaires que veut le faire croire l'Opposition et fait allusion à la récente assemblée des hommes d'affaires de Montréal convoquée pour en discuter.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Mais je me rappelle bien qu'à cette assemblée, la résolution proposée pour condamner la taxe a été adoptée à l'unanimité. Et le député de Huntingdon (M. G.W.

Stephens) ainsi que trois députés de la ville de Montréal étaient présents. Personne ne s'est levé pour défendre la taxe... Pourtant si, je me trompe: un des trois députés de Montréal, et il est ici en ce moment, a essayé de la défendre. Il s'est levé pour dire qu'il dormait quand la résolution a été adoptée. Tant mieux et allez-vous coucher, lui a conseillé une personne présente, les intérêts de la ville de Montréal ne s'en trouveront que mieux.

M. F. MARTINEAU (Montréal no 1): C'est à moi que le député de Bonaventure (M. H. Mercier) fait allusion. Si je me suis endormi alors, c'est parce que j'avais passé la nuit blanche à travailler. Mais je connais un député qui dans le temps étant absent ne peut prétexter le sommeil, mais n'a pas eu le courage de venir prendre son siège.

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): Conclut ainsi une explication de son vote en faveur des taxes: Si nous nous trompons, nous ferons mieux une autre fois.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): La question des taxes semble occuper grandement l'Opposition, et elle est pleine de sollicitude pour nous. Elle montrerait bien mieux sa sollicitude si, au lieu de critiquer à tort et à travers, elle fournissait ses projets de taxes et nous aidait à sortir la province de l'ornière où l'a précipitée une administration extravagante.

La proposition est adoptée.

#### **Etat des recettes et dépenses de la province**

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (M. J. Shehyn), qu'il soit mis devant cette Chambre un état des recettes et des dépenses de la province du 30 juin au 15 novembre 1893.

#### **Subsides de chemins de fer**

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose appuyé par le représentant de Québec-Est (M. J. Shehyn), qu'il soit présenté une adresse à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de tous ordres en conseil, correspondances, rapports et documents quelconques relatifs aux subsides de chemins de fer retranchés du passif de la province par le gouvernement, avec tableau indiquant le nom de chaque compagnie de chemin de fer affectée par cette mesure, le montant originaire de son subside, le statut qui l'accordait et le montant retranché du passif de la province.

Adopté.

#### **Concessions forestières**

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (M. J. Shehyn), qu'il soit mis devant cette Chambre un état indiquant:

1. L'étendue de ce qui reste encore de limites de bois non concédées dans cette province, avec distinction entre les limites de bois de pin et les limites de bois d'épinette, avec indications de la nature et de l'importance des différentes essences qu'elles contiennent.

2. Le revenu annuel provenant des limites actuellement sous licence.

3. La date à laquelle expirent respectivement les limites de bois existantes.

Adopté.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose appuyé par le représentant de Québec-Est (M. J. Shehyn), qu'il soit mis devant cette Chambre un état indiquant:

1. Les conditions sous lesquelles la vente des limites à bois faite le 15 décembre 1892 a été annoncée publiquement, la forme sous laquelle les avis publics en ont été donnés et le temps qui s'est écoulé entre la date du premier de ces avis et le jour de la vente.

2. Les conditions sous lesquelles chaque vente de limites a été réellement faite.

3. Les nouvelles conditions sous lesquelles un certain nombre de ces limites ont été définitivement vendues après avoir été une première fois, dans le cours de cette vente, offertes et retirées de l'enchère; en quoi ces conditions ont différé des premières.

4. Les plans et autres informations mis à la disposition des personnes projetant des achats de limites; quand et comment ils ont été mis à leur disposition ou rendus publics.

5. Le mode d'exploration adopté par le gouvernement pour obtenir ces informations préliminaires; quand, et par qui ces explorations ont été faites.

6. Tableau indiquant l'étendue totale des limites vendues dans cette circonstance, le prix total réalisé exclusivement de la rente foncière ("ground rent"); le plus haut prix obtenu par mille; et la moyenne des prix par mille.

L'HONORABLE E. J. FLYNN (Gaspé): Dit qu'il n'est pas juste de comparer la valeur des terres de Québec avec celles d'Ontario.

Adopté.

#### **Département de la Justice**

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (M. A. Turgeon), qu'il soit présenté une adresse à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de toute correspondance, etc., échangée entre le gouvernement et le journal La Presse, de Montréal, au sujet de certaines accusations portées par ce journal, concernant l'administration du département de l'honorable procureur général de cette province (l'honorable T.C. Casgrain). Il dit qu'il sera enchanté de connaître tout ce qui s'est passé à ce sujet.

Adopté.

### Charlemagne and Lake Ouareau Lumber Co

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (M. A. Turgeon), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement ou quelques-uns de ses membres et la compagnie dite "Charlemagne and Lake Ouareau Lumber Co", et toute autre personne au sujet de la location de certains lacs à la dite compagnie.

Aussi, copie du bail intervenu entre le gouvernement et la dite compagnie et de tout rapport, document, etc., etc., se rapportant à la dite location.

Adopté.

### Octroi pour la colonisation

M. A. TESSIER (Rimouski): Propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (M. A. Turgeon), qu'il soit mis devant cette Chambre un état indiquant de quelle manière a été distribué, par comté, l'octroi voté pour la colonisation de la dernière session.

Adopté.

### Pension d'aliénés

M. A. TESSIER (Rimouski): Propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (M. A. Turgeon), qu'il soit mis devant cette Chambre un état des montants perçus des corporations municipales pour arrérages dus pour pension des aliénés dans les asiles sous le contrôle de la province, depuis le mois de novembre 1891, indiquant séparément et en détail les montants payés par chaque corporation municipale.

Aussi, copie des requêtes ou lettres reçues par le gouvernement, demandant les remises totales ou partielles pour arrérages dus par certaines corporations municipales pour pension des aliénés, et un état indiquant les remises faites depuis la dernière session.

Adopté.

### Système de judicature

M. A. TESSIER (Rimouski): Propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (M. A. Turgeon), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de la correspondance échangée entre le gouvernement de la Puissance ou aucun de ses membres, ou aucun des juges de cette province et le gouvernement de cette province ou aucun de ses membres, en rapport avec notre système de judicature.

Adopté.

### Accusation contre M. V. Allard

M. V. ALLARD (Berthier): Se lève avant les ordres du jour et fait la déclaration suivante:

Je, Victor Allard, député du comté de Berthier, ayant pris connaissance de la déclaration faite à mon sujet en cette Chambre, le 13 novembre 1893

courant par Adélard Turgeon, député du comté de Bellechasse, déclare sur mon honneur comme député de cette Chambre, que les accusations et chacune des accusations portées contre moi par le dit Adélard Turgeon sont absolument fausses.

1. Il est absolument faux que j'aie jamais, à la date mentionnée dans ladite déclaration, ou en aucun temps, directement ou indirectement, offert ou fait offrir, proposé ou fait proposer à Amateur Demers ou à aucune personne pour lui, de lui faire conserver sa position de registrateur du comté de Berthier, ou l'empêcher d'être destitué comme tel, à condition qu'il me donnât une somme d'argent quelconque ou une considération quelconque.

Au commencement de novembre 1892, on m'informa que Omer Dostaler, ancien député de Berthier, et autres personnes, faisaient circuler sur mon compte des accusations graves de la nature de celles contenues dans la déclaration du dit Adélard Turgeon. Je demandai immédiatement compte à ces personnes de leurs assertions et je reçus d'elles les dénégations et rétractations les plus formelles.

Et, pour appuyer ma déclaration sur ce point, je produis les documents suivants:

A. Déclaration solennelle de Amateur Demers, ancien registrateur du comté de Berthier.

B. Déclaration solennelle de Agapit-A. Laferrière, marchand de Berthier.

C. Lettre de Omer Dostaler, ancien député de Berthier.

D. Lettre de J.-O. Pelland, avocat, de Montréal.

E. Lettre de Amateur Demers, publiée dans la Gazette de Berthier.

F. Déclaration solennelle de J.-A. Généreux, huissier de Berthier.

Je, Amateur Demers, écuyer, registrateur du comté de Berthier, demeurant à Berthier, déclare solennellement:

Que, avant, pendant et après l'enquête qui a été faite contre moi comme registrateur sur la plainte de B.-E. Pelland, écuyer, notaire, de la ville de Berthier, j'ai eu "fair play" et justice de la part de M. Victor Allard, député du comté de Berthier à l'Assemblée législative de Québec, sans cependant avoir eu de faveurs de sa part;

Que jamais, en aucun temps, ni avant ni pendant ni depuis cette dite enquête en question, je n'ai en aucune manière cherché à influencer illégalement ledit M. Allard, c'est-à-dire que jamais, dans le but d'obtenir ses services auprès du gouvernement pour me maintenir dans ma dite charge de registrateur, je n'ai offert ni fait offrir au dit M. Allard aucune somme d'argent ni valeur quelconque;

Que jamais, en aucun temps soit avant, soit pendant, soit depuis cette dite enquête, le dit M. Allard ne m'a dit ni promis ni assuré que je serais maintenu dans ma place de registrateur, ni ne m'a demandé aucune somme d'argent ni valeur quelconque comme prix ou valeur de son influence auprès du gouvernement de la province de Québec et pour me faire maintenir dans ma dite charge.



Que jamais, je n'ai donné au dit M. Allard ni directement ni indirectement aucune somme d'argent ni valeur quelconque pour l'influencer dans la décision qu'il a dû ou devra prendre dans mon cas, c'est-à-dire sur l'enquête faite contre moi.

Et je fais cette déclaration solennelle, la croyant consciencieusement vraie et en vertu de l'acte passé dans la 37<sup>e</sup> année du règne de Sa Majesté, intitulé: Acte pour la suppression des serments volontaires et extra-judiciaires. Et j'ai signé, lecture faite.

(Signé) A. Demers

Prise et reconnue devant moi à Berthier  
ce troisième jour de novembre mil  
huit cent quatre-vingt-douze.

(Signé) O. Lavallée

Je, soussigné A.-A. Laferrière, marchand de la ville de Berthier, déclare solennellement ce qui suit, savoir:

Que, quelque temps avant la destitution comme registrateur du comté de Berthier de Amateur Demers, écuyer, avocat de la ville de Berthier, alors que certaines rumeurs circulaient dans la ville et le comté de Berthier que Victor Allard, membre du Parlement de la province de Québec, avait demandé au dit Amateur Demers douze cents piastres pour le maintenir dans sa position de registrateur, et que le dit A. Demers avait donné ces douze cents piastres au dit Victor Allard pour être maintenu dans la dite position de registrateur. j'ai été spécialement requis et demandé par M. Omer Dostaler, ancien député du comté de Berthier, de me rendre un certain soir chez le dit A. Demers.

Que le jour ou plutôt le soir indiqué par le dit Omer Dostaler je me suis rendu chez le dit A. Demers, et que là et alors, vers onze heures du soir, le dit Dostaler m'aurait appelé dans un appartement privé chez le dit A. Demers, et m'aurait dit en substance ce qui suit, savoir:

"Je suis dans une mauvaise position, à propos des douze cents piastres que j'ai dit avoir été demandées par Victor Allard, membre du Parlement provincial, pour Berthier, à Amateur Demers, registrateur du comté de Berthier, et avoir été données au dit V. Allard par le dit A. Demers, pour maintenir ce dernier dans sa position de registrateur.

"Il n'y a que toi qui puisses me sortir de cette position et m'être utile.

"Dis donc que c'est toi qui m'as dit qu'Allard avait demandé et reçu douze cents piastres du dit A. Demers pour maintenir ce dernier dans sa position de registrateur."

Sur ce, j'ai répondu: "Omer, je te considérerais comme un ami, mais je vois que je me suis trompé. Tu me prends pour un voyou. C'est impossible pour moi. Pour aucun prix, je ne voudrais porter telle responsabilité, parce que jamais, en aucun temps, je ne t'ai dit pareille chose. Je ferai bien tout en mon pouvoir pour l'aider à sortir de cette mauvaise position, mais pourvu que j'agisse toujours honorablement."

Omer Dostaler m'a alors répondu: "C'est bien facile de t'en retirer. Tu n'as qu'à dire que tu m'as dit ces choses-là, mais que tu l'as entendu dire dans ton magasin sans pouvoir te rappeler qui l'a dit. Et tu ne le regretteras pas. Si tu as besoin de quelque chose en n'importe quelle circonstance, je serai toujours prêt à t'aider."

Et M. Dostaler m'a dit ce que ci-dessus rapporté et déclaré chez M. Amateur Demers, dans un appartement privé, alors que nous étions seuls. M. Dostaler et moi. M. Demers se trouvant alors dans un autre appartement de sa maison.

Et je fais cette déclaration solennelle, la croyant consciencieusement vraie et en vertu de l'acte passé dans la 37<sup>e</sup> année du règne de Sa Majesté, intitulé: Acte pour la suppression des serments volontaires et extra-judiciaires.

Et j'ai signé, après lecture faite.

(Signé) A.-A. Laferrière

Prise et reconnue devant moi, à Berthier, ce dix-neuvième jour du mois d'octobre mil huit cent quatre-vingt-treize.

(Signé) O. Lavallée. N. P.

(Privée et confidentielle)

Berthier. 19 novembre 1892.

Mon cher Victor,

Je prends aujourd'hui la liberté de t'écrire un mot concernant les pourparlers que nous avons eus lorsque tu es venu chez nous. J'aurais désiré te voir et je suis allé à la ville où l'on m'a dit que tu étais à Sorel une fois, et l'autre fois que tu étais allé à Montréal; c'est la raison pour laquelle je t'écris aujourd'hui pour te dire que j'avais reçu des informations que je croyais exactes, mais j'ai appris que l'on m'avait trompé. En conséquence, je te demande excuse de t'avoir accusé à tort. Tu croyais, comme Alfred le croyait lui-même, que c'était Demers qui m'avait dit cela. Je te donne ma parole qu'il m'a toujours dit que tu ne lui avais jamais rien demandé. Remarque que je n'ai jamais parlé de cela à personne, à part qu'à Alfred et chez moi, lorsque vous êtes venus. Je voudrais que nous restions amis comme auparavant et si tu as besoin de mes services, soit en argent ou autrement, tu ne trouveras pas un ingrat en moi.

Ton ami,

(Signé) Omer Dostaler.

(Confidentielle)

Duhamel, Pelland, Girard & Pelletier.

Avocats

1614, rue Notre-Dame. 1614.

Montreal. 1<sup>er</sup> décembre 1892

Mon cher Allard,

Je viens d'apprendre que certaines personnes répètent, dans Berthier, que Joseph Laferrière m'aurait dit: Que si Demers garde sa place, c'est parce qu'il paiera Allard plus cher que moi."

Je dois en toute justice te dire que Joseph Laferrière ne m'a jamais tenu tel langage, et que je n'ai jamais rien dit de cela à personne.

Bien à toi.

(Signé) J.-O. Pelland.

### La Gazette de Berthier

Vendredi, 11 novembre 1892  
Communication.

M. le Rédacteur,

J'ai lu sur les derniers numéros de la Gazette, et avec regret, cette rumeur que vous dites circuler dans la ville et autres paroisses du comté de Berthier et tendant à laisser croire au public que j'aurais été obligé d'acheter certaines influences pour conserver la position de registrateur du comté de Berthier. J'affirme que jamais dans aucun cas et en aucune circonstance, soit directement ou indirectement, il n'a été question de donner de l'argent, indemnité ou récompense à qui que ce soit, relativement à cette position de registrateur du comté de Berthier, et je suis prêt en aucun temps à appuyer cette assertion.

Votre etc. A. Demers  
Berthier 11 novembre 1892.

Je, J.-A. Edouard Généreux, huissier, de la ville de Berthier, dans le comté de Berthier, déclare solennellement:

1. Que, le trois novembre mil huit cent quatre-vingt-douze, dans l'avant-midi, Alfred Dostaler, cultivateur, de la paroisse de Berthier, rapportait à Victor Allard, membre du Parlement provincial, à son bureau et en ma présence, que Omer Dostaler, ancien député du comté de Berthier, venait de l'accuser, lui et le dit V. Allard, d'avoir demandé et exigé de Amateur Demers, alors registrateur du comté de Berthier, une somme de douze cents piastres pour maintenir le dit A. Demers dans sa dite position de registrateur, déclarant en même temps que cette dite accusation avait été portée au bureau de A. Demers et en sa présence.

2. Que, le midi du même jour, m'en allant, j'ai rencontré le dit A. Demers qui m'a dit en substance ce qui suit: "Omer a accusé M. Allard à mon bureau de m'avoir demandé douze cents piastres; cette accusation est fausse et je suis prêt à donner à M. Allard un affidavit ou déclaration solennelle que cette accusation est fausse.

3. Que, de retour au bureau du dit M. Allard, vers une heure de l'après-midi, je lui ai rapporté ma conversation avec M. Demers, et sur sa suggestion, j'ai téléphoné à M. Demers de descendre au bureau du dit M. Allard, ce qu'il a fait immédiatement.

4. Que, là et alors, sans aucune menace du dit M. Allard, mais du plein gré et de la libre volonté du dit M. Demers, sous la dictée des dits MM. Allard et Demers, j'ai écrit et rédigé une déclaration solennelle que le dit M. Demers a reconnue et signée devant M.O. Lavallée, N. P., à la date du 3 novembre mil huit cent quatre-vingt-douze.

5. Que jamais le dit Victor Allard ne m'a dit qu'il demandait ou exigeait ou devait demander ou exiger du dit amateur Demers aucune somme d'argent ou valeur quelconque pour le maintien dans sa position de registrateur.

6. Que jamais je n'ai été chargé ni requis par le dit Victor Allard de voir les dits A. Demers et Omer Dostaler au sujet des moyens ou de certains moyens à prendre par le dit A. Demers pour garder sa place de registrateur. Et que spécialement je

n'ai jamais été chargé par le dit M. Allard de dire à M. Demers ou à M. Omer Dostaler que pour une certaine somme d'argent il pourrait garder sa position.

Et je fais cette déclaration solennelle, la croyant consciencieusement vraie et sachant qu'elle a la même force et le même effet que si elle était faite sous serment, sous l'empire de l'acte de la preuve en Canada, 1893.

(Signé) J.-A. Edouard Généreux.

Déclaré devant moi O. Lavallée, à Berthier, ce quatorzième jour de novembre mil huit cent quatre-vingt-treize.

(Signé) O. Lavallée, N. P.

Je déclare, de plus, que jusqu'au moment où l'on a commencé à faire circuler contre moi, dans le comté de Berthier, les accusations mentionnées dans la déclaration du dit Adélard Turgeon et dans les affidavits y annexés, j'avais décidé de me tenir neutre entre le dit Amateur Demers et son accusateur B.-E. Pelland, et que j'avais fait au gouvernement de cette province et particulièrement à l'honorable procureur général une déclaration formelle, en ce sens. Ce n'est que lorsque certaines personnes ont commencé à m'accuser de vouloir vendre mon influence que je me suis cru obligé, pour faire taire ces accusations et rencontrer mes adversaires, d'exiger la destitution du dit Amateur Demers. Dans le cours de la dernière session, l'honorable procureur général m'exhiba les deux déclarations solennelles suivantes:

Je, soussigné, Joseph-Octave Pelland, écuyer, avocat, des cité et district de Montréal, déclare solennellement:

Que, dans le courant du mois d'octobre dernier, j'ai rencontré à Montréal l'un des aspirants les plus en vue à la position de registrateur du comté de Berthier au cas où M. A. Demers aurait été destitué. Ce monsieur m'a alors déclaré que M. Victor Allard, le député actuel du comté de Berthier, voulait le faire nommer registrateur. Il m'a dit, de plus, que si M. A. Demers, le registrateur actuel, gardait sa position, c'est qu'il devait payer à M. Allard un montant plus élevé que lui, payait pour l'avoir.

Que, quelque temps après, étant chez M. A. Demers en visite avec MM. L.-A. Lesage et Réal Angers, de Montréal, j'ai dit à M. A. Demers ce que ce monsieur m'avait dit à Montréal. M. A. Demers a là et alors nié formellement ce que ce monsieur avait dit le concernant, ajoutant que s'il gardait la position, il la gardait sans condition, et qu'il ne payait pas un centin ni à M. V. Allard ni à aucune personne.

Et je fais cette déclaration solennelle, la croyant consciencieusement vraie et en vertu de l'acte de la 37e Victoria intitulé: L'Acte pour la suppression des serments volontaires et extra-judiciaires.

(Signé) J.-O. Pelland.

Prise et reconnue devant moi, ce dix-septième jour de janvier mil huit cent quatre-vingt-treize.

(Signé) J. Lessard, J. P.

Je, soussigné, Louis Désy, commerçant de la ville de Berthier, déclare solennellement:

Que, dans le courant du mois d'octobre dernier, j'ai rencontré à Montreal J.-O. Pelland, écuyer, avocat, de Montréal, et il m'a déclaré que Joseph Laferrière, marchand, de la ville de Berthier, lui avait dit qu'il devait être nommé registraire du comté de Berthier au cas où M. A. Demers serait démis, mais qu'il lui fallait payer douze cents piastres à monsieur Victor Allard, et que, si monsieur Demers gardait la place, il aurait à payer au moins ce montant-là. Je sais que M. Demers est informé de ce que ci-dessus. Et je fais cette déclaration solennelle la croyant consciencieusement vraie et en conformité à la 37e Victoria intitulée: "Acte pour la suppression des serments volontaires et extra-judiciaires". Et j'ai signé.

(Signé) Louis Désy.

Prise et reconnue devant moi à Berthier, dans le district de Richelieu, ce dix-huitième jour de janvier mil huit cent quatre-vingt-treize.

(Signé) Omer Dostaler, J. P.

Après la lecture de ces deux déclarations, je déclarai à l'honorable procureur général que j'insistais plus que jamais pour la destitution du dit Amateur Demers; que, puisque lui ou ses amis lançaient contre moi de telles accusations, je ne pouvais, par mon inaction, laisser croire que je craignais des révélations et je dis au procureur général que je demanderais la révocation de M. Demers comme une justification de ma conduite et comme une preuve que je n'avais rien à craindre de la part de mes adversaires.

2. Il est absolument faux que je sois jamais, en aucun temps, directement ou indirectement, entré en négociations avec J.-A. Laferrière, de la ville de Berthier, alors marchand, pour le faire nommer registraire de la division d'enregistrement de Berthier à la place du dit Amateur Demers moyennant le paiement d'une somme de \$1200 ou moyennant aucune considération quelconque.

3. Il est absolument faux qu'en aucun temps j'aie demandé ou fait demander par J.-A. Laferrière ou par aucune autre personne, à Louis Pelland ou à Louis Désy, mentionnés dans la déclaration du dit Adélard Turgeon, aucune somme d'argent ou aucune considération quelconque pour employer mon influence auprès du gouvernement de la province, afin de les empêcher d'être destitués des charges qu'ils occupaient alors sous le dit gouvernement; je déclare de plus que je n'ai pas eu connaissance de la destitution des dits Louis Pelland et Louis Désy, lorsqu'elle a été faite, et que cette destitution a été faite sans que j'aie aucunement été consulté; et, à l'appui de mes dires sur ces deux chefs de la déclaration du dit Adélard Turgeon, je produis la déclaration solennelle du dit J.-A. Laferrière, mentionnée dans la dite déclaration et dans les déclarations solennelles de J.-O. Pelland et de Louis Désy.

Je, Joseph-Aurez Laferrière, registraire du comté de Berthier déclare solennellement:

1. Que jamais, en aucun temps, et spécialement dans le mois d'octobre mil huit cent quatre-vingt-douze, je n'ai dit à M. J.-O. Pelland, écuyer, avocat, de Montréal, que si Amateur Demers gardait sa position de registraire, c'est parce qu'il paiera alors plus cher que moi.

2. Que jamais je n'ai dit à J.-O. Pelland que si son père Louis Pelland, ancien employé du gouvernement (et aujourd'hui destitué), donnait deux cents piastres ou tout autre somme à Victor Allard, membre du Parlement provincial, il garderait sa position.

3. Que jamais je n'ai dit à Louis Désy, commerçant de Berthier, et aussi autrefois employé du gouvernement, que s'il donnait deux cents piastres ou toute autre somme à Victor Allard, susnommé, il garderait sa position.

4. Qu'il est bien vrai que quelque temps après les élections générales de 1892 j'ai été chargé par les dits Louis Pelland et Louis Désy d'offrir certaines sommes d'argent au dit Victor Allard pour empêcher leur destitution, mais je n'en ai pas parlé au dit Victor Allard, avant leur destitution respective, et ne l'ai informé de ces démarches des dits Louis Pelland et Louis Désy que longtemps après leur destitution et incidemment.

5. Que jamais le dit Vitor Allard ne m'a chargé de voir ces dites deux dernières personnes et de leur demander aucune somme d'argent au sujet de leur position respective.

6. Que jamais le dit Victor Allard ne m'a demandé et exigé aucune somme d'argent ou valeur quelconque pour me faire obtenir du gouvernement de cette province la charge de registraire que j'occupe actuellement.

7. Que jamais, ni directement ni indirectement, je n'ai offert au dit Victor Allard, aucune somme d'argent ou valeur quelconque, comme prix ou valeur de son influence, comme député, auprès du gouvernement de la province de Québec, pour obtenir la charge de registraire du comté de Berthier.

8. Que jamais, dans le but d'obtenir l'influence du dit Victor Allard auprès du gouvernement de cette province pour obtenir la dite charge, je n'ai donné ou payé au dit Vitor Allard, aucune somme d'argent ou valeur quelconque.

Et je fais cette déclaration solennelle la croyant consciencieusement vraie et sachant qu'elle a la même force et le même effet que si elle était faite sous serment sous l'empire de l'acte de la preuve en Canada, 1893.

(Signé) J.-A. Laferrière

Déclaré devant moi, O. Lavallée, à Berthier, ce quatorzième jour de novembre mil huit cent quatre-vingt-treize.

(Signé) O. Lavallée, N. P.

Il est absolument faux qu'en aucun temps, pour aucune considération, je me suis engagé à user de mon influence auprès du gouvernement de cette province pour faire retirer une poursuite du gouvernement contre Napoléon Ricard. Le dit Napoléon Ricard étant poursuivi par le percepteur du revenu du district de Trois-Rivières, pour infraction à la loi des licences, me chargea de sa défense. Je me rendis à Louiseville où résidait le dit Napoléon Ricard et là, après avoir examiné la cause avec mon client, je me convainquis que le percepteur du revenu, en poursuivant le dit Napoléon Ricard, avait fait erreur, car le dit Ricard n'était que le gardien d'un club licencié pour la vente des boissons. Ayant obtenu des affidavits à cet effet du président, vice-président et autres officiers du dit club pour éviter les frais qu'entraînerait l'instruction d'une cause de cette nature, je descendis à Québec pour exposer la cause au département du trésor. Je vis M. Brosnan, en l'absence du trésorier, et, après une journée passée à Québec, je revins à Berthier sans avoir pu obtenir de réponse décisive. J'envoyai à M. Olivier, avocat de Trois-Rivières, une comparution avec prière d'en faire donner copie-reçu par l'avocat du revenu. Je fus obligé de retourner à Québec pour la même affaire, et je reçus du dit Napoléon Ricard, pour mes frais de voyage et de déplacement, une quarantaine de piastres. A ma connaissance la cause n'est pas encore réglée.

Je suis croyablement informé par des personnes dignes de foi et, entre autres par Napoléon Ricard lui-même, que trois personnes, au nombre desquelles se trouve Amateur Demers plus haut mentionné ont sollicité le dit Napoléon Ricard de donner une déclaration solennelle dans le sens de l'accusation portée par le dit Adélar Turgeon et lui ont même offert une somme d'argent assez considérable pour donner la dite déclaration solennelle, lui disant en même temps, dans le but de l'influencer: "Vous n'avez pas besoin de vous gêner, voici un affidavit de Henri Guilmette, hôtelier, de Berthier, comportant contre M. Allard la même déclaration que nous vous demandons", lui exhibant en même temps une feuille de papier sur laquelle il y avait de l'écriture. Mais le dit Napoléon Ricard a refusé de donner telle déclaration, parce que les faits affirmés étaient faux.

Et, à l'appui de mes dires sur ces faits, je produis la déclaration solennelle du dit Napoléon Ricard:

Je, soussigné, J.-Napoléon Ricard, de la cité de Montréal, anciennement de Louiseville. hôtelier, fais la déclaration solennelle suivante:

Je viens de prendre connaissance du quatrième paragraphe de la déclaration de M. Victor Allard, dans lequel paragraphe, il s'agit d'une poursuite intentée contre moi, par le percepteur du revenu des Trois-Rivières. Tout ce que dit M. Allard dans ce quatrième paragraphe, à ce sujet, est l'exacte vérité. Et je fais cette déclaration, la croyant consciencieusement vraie, et sachant qu'elle a la même force et le même effet que si elle était faite sous serment, sous l'empire de l'acte de la preuve du Canada, 1893.

Et j'ai signé,

Jos.-Nap. Ricard.

Déclaré devant moi à Québec, ce  
quinzième jour de novembre,  
1893.

J. Bouffard. J. P.

Je fais la présente déclaration sur mon honneur comme député de cette Chambre, et je remets ma cause en toute confiance entre les mains de mes collègues.

Assemblée Législative,

Québec, ce quinzième jour de novembre 1893.

Victor Allard

L'HONORABLE E. J. FLYNN (Gaspé): Sa déclaration réfère à une lettre de M. Dostaler, ex-député provincial, à l'effet que le député de Berthier (M. V. Allard) souhaitait le renvoi de Demers parce que ce dernier l'accusait injustement d'être l'auteur d'articles préjudiciables dans la Gazette de Berthier, bien qu'il ait fait l'impossible pour empêcher leur publication. Malheureusement, il ne pourrait guère faire pression sur ce journal même si Demers était congédié. Cette lettre ne contenait aucune accusation de trafic d'influence de la part du député de Berthier.

L'HONORABLE T. C. CASGRAIN (Montmorency): Déclare que M. Dostaler lui a apporté deux affidavits contre le député de Berthier (M. V. Allard). M. Dostaler lui a dit que c'était très sérieux et lui a demandé s'il y croyait. Il n'a pas donné de réponse affirmative; le tout semblait peu convainquant.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Déclare qu'il n'a rien entendu, au sujet de la prétendue corruption (boudling) du député de Berthier (M. V. Allard), avant le congédiement de Demers. La lettre qu'il a lue mentionnait que la demande de renvoi de Demers n'était que pur caprice de la part du député de Berthier. Elle mentionnait aussi que Demers étant un homme très populaire, il serait certainement candidat contre le gouvernement aux prochaines élections et qu'il serait élu.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Critique les ministres pour s'être prononcés en faveur du député de Berthier (M. V. Allard). Il déclare que leur geste est sans précédent et qu'il aurait été plus convenable qu'ils déposent leur témoignage devant un comité d'enquête.

Il demande que le député de Bellechasse (M. A. Turgeon) soit autorisé à faire sa motion attendu que l'accusé est évidemment prêt pour sa défense.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Dit que le député de Bellechasse (M. A. Turgeon) a bien choisi le temps et l'endroit pour attaquer le député de Berthier (M. V. Allard) et que, maintenant, ce dernier pourra se défendre quand il le voudra. Il n'est que juste de lui permettre de se défendre lui-même. Il ajoute que le député de Bellechasse (M. A. Turgeon) est de toute évidence incapable de maintenir ses accusations ou qu'il craint de le faire.

Il s'oppose à ce que le représentant de Bellechasse (M. A. Turgeon) fasse sa motion et veut faire remettre la question à lundi.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Qualifie d'illégal le geste du gouvernement dans cette affaire et désire que le cas soit examiné en profondeur séance tenante.

M. A. TURGEON (Bellechasse): Dit qu'il a soumis un avis de motion pour lundi et que pour cette unique raison, il n'a pas maintenu ses accusations aujourd'hui. Il ne craint pas du tout de les soutenir.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Est d'accord avec son chef pour qu'on fasse une enquête approfondie de cette affaire dès maintenant, et dit que, puisque les accusations et le démenti ont été tous deux soumis devant la Chambre, il n'y a aucune raison pour que cette affaire ne soit pas étudiée immédiatement.

M. G. W. STEPHENS (Huntingdon): Pense que cette affaire est tellement simple qu'elle ne requiert que très peu de réglementation. Toutefois, les accusations accablant le député en question devraient être immédiatement portées en justice.

L'HONORABLE E. J. FLYNN (Gaspé): Dit que le gouvernement n'a aucune intention de laisser tomber l'affaire, et que même si le député de Bellechasse (M. A. Turgeon) ne maintenait pas ses accusations, la teneur de ses propos du 13 novembre apparaissant au journal de la Chambre devrait être vidée. Trois ministres de la couronne ont été attaqués par ricochet, et l'affaire ne doit pas être abandonnée.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

### **Reprise de la séance à huit heures et demie**

#### **Accusation contre M. V. Allard**

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Annonce que le gouvernement ne s'oppose pas à ce que le représentant de Bellechasse (M. A. Turgeon) fasse sa motion maintenant.

M. A. TURGEON (Bellechasse): Déclare:

Je, Adélar Turgeon, député pour le district électoral de Bellechasse, suis croyablement informé, et crois pouvoir établir devant cette Chambre, ou un comité de cette Chambre, qu'aux dates et lieux ci-après mentionnés, Victor Allard, de la ville de Berthier, écuyer, avocat, alors et encore membre de cette Chambre, pour le district électoral de Berthier, a offert de vendre son influence comme tel membre de cette Chambre, auprès du gouvernement de cette province, à Amateur Demers, de la dite ville de Berthier, écuyer, avocat, qui était alors registrateur de la division d'enregistrement

de Berthier, et ce pour la somme de douze cents piastres, en promettant d'user de sa dite influence pour empêcher la destitution du dit Amateur Demers de sa dite charge de registrateur. si le dit Amateur Demers lui payait la dite somme de douze cents piastres; que trois des membres actuels du gouvernement de cette province, savoir: l'honorable Thomas Chase Casgrain, procureur général, l'honorable Edmond J. Flynn, commissaire des Terres de la couronne et l'honorable Louis-Philippe Pelletier, secrétaire de la province, ont été informés de la dite offre du dit Victor Allard. de vendre sa dite influence auprès du gouvernement, avant la destitution du dit Amateur Demers:

Je suis aussi croyablement informé et crois pouvoir établir devant cette Chambre, ou un comité de cette Chambre, qu'aux dates et lieux ci-après mentionnés le dit Victor Allard est entré en négociations avec J.-A. Laferrière, de la dite ville de Berthier, alors marchand, pour le faire nommer registrateur de la dite division d'enregistrement de Berthier, à la place du dit Amateur Demers. si ce dernier était destitué, moyennant le paiement d'une somme de douze cents piastres: que, subséquemment, le dit J.-A. Laferrière a été nommé à la dite charge par le gouvernement de cette province et l'occupe encore:

Je suis, de plus, croyablement informé et crois pouvoir établir devant cette Chambre, ou un comité de cette Chambre, que, dans le cours des années 1892 et 1893, le dit Victor Allard, alors et encore membre de cette Chambre, a fait demander à Louis Pelland, de Montréal, alors inspecteur de chemins de colonisation sous le gouvernement de cette province, et à Louis Désy, de Berthier, commerçant, alors garde-forestier sous le dit gouvernement de cette province, des sommes d'argent pour employer son influence auprès du dit gouvernement comme membre de cette Chambre, afin de les empêcher d'être destitués de leur charge; et que sur leur refus de payer de l'argent dans ce but au dit Victor Allard, ils ont été destitués de leur dite charge par le dit gouvernement de cette province;

Je suis, en outre, croyablement informé et crois pouvoir établir devant cette Chambre, ou devant un comité de cette Chambre, que dans l'automne mil huit cent quatre-vingt-douze, en la ville de Louiseville, le dit Victor Allard, en considération de la somme de soixante piastres que devait lui payer Napoléon Ricard, de la cité de Montréal, hôtelier ci-devant de Louiseville, et que le dit Napoléon Ricard lui a effectivement payé depuis, s'est engagé envers le dit Napoléon Ricard à user de son influence comme membre de cette Chambre auprès du gouvernement de cette province, pour faire retirer une poursuite intentée contre le dit Napoléon Ricard par le percepteur du revenu du district des Trois-Rivières, pour violation de l'acte des licences: et que, de fait, à la suite du dit arrangement, entre le dit Victor Allard et le dit Napoléon Ricard, la dite poursuite fut retirée et abandonnée.

Je déclare, enfin, que la partie la plus importante des faits ci-dessus allégués est constatée par des déclarations solennelles, reçues en vertu du

statut dont les originaux sont en ma possession, et qui se lisent comme suit:

Province de Québec,  
District de Montréal.

Omer Dostaler, écuyer, cultivateur de la paroisse de Berthier, dans le district de Richelieu, déclare solennellement comme suit:

1. J'ai été député du comté de Berthier à la Législature provinciale de Québec, pendant la première session de l'année mil huit cent quatre-vingt-dix.

2. Dans le cours du mois de décembre mil huit cent quatre-vingt-douze, je suis allé trouver Victor Allard, écuyer, actuellement député du dit comté de Berthier, à la demande de Amateur Demers, écuyer, alors registrateur du dit comté, dans le but de le prier d'employer son influence pour empêcher M. Demers d'être destitué, et, dans cette circonstance, j'eus avec M. Allard la conversation suivante:

Je demandai à M. Allard ce qu'il entendait faire avec M. Demers; je lui dis: "Si tu es pour le faire destituer, fais-le donc destituer de suite, et s'il est pour garder sa place, finis-en donc là-dessus". M. Allard me répondit: "Tu sais, Omer, que les élections coûtent cher dans le comté de Berthier; j'ai encore des comptes d'élections à payer". Je lui demandai ce qu'il prétendait dire par là, et il me répondit là-dessus: "Mon influence me coûte cher; je trouve douze cents piastres pour la place", et il ajouta: "Prête-lui donc les douze cents piastres, tu trouveras bien moyen de te les faire rembourser". J'observai que M. Demers me devait déjà; sur quoi il me dit: "Tu as des sûretés." Je lui répliquai: "Si tu exiges douze cents piastres de M. Demers, tu fais mieux de le faire destituer." Comme j'allais partir, M. Allard me demanda d'en parler à M. Demers, et je lui répondis que c'était inutile; que, s'il exigeait douze cents piastres, il faisait mieux de le faire destituer, parce que M. Demers n'était pas capable de donner cela, de le faire destituer.

3. Depuis cette conversation, savoir: dans le cours du mois de mars mil huit cent quatre-vingt-treize, M. Demers a été destitué, et M. J.-A. Laferrière, marchand de Berthier, a été nommé à sa place.

4. Le ou vers le vingt-et-un décembre mil huit cent quatre-vingt-douze, j'allais, par affaire personnelle, chez M. J.-A.-E. Généreux, huissier de Berthier. Alors, comme aujourd'hui, l'employé du dit M. Allard et M. Généreux me demandèrent: "Quelles nouvelles? et je leur répondis que je n'en avais pas. Alors, M. Généreux me demanda ce que M. Demers disait, et je lui répondis qu'il y avait plusieurs jours que je ne l'avais vu; mais, ai-je ajouté: "Je vais le voir ce soir, j'y vais maintenant". Et le même M. Généreux me dit: "Dis-lui donc qu'il tâche d'arranger son affaire, parce que les choses se compliquent; il y en a deux qui forcent pour avoir la place". Je lui demandai de me dire qui c'était, si ce n'était pas une indiscretion, et il me répondit que c'était M. J.-A. Laferrière, marchand, de Berthier, et M. Hector Champagne,

de Saint-Gabriel-de-Brandon- et qu'ils offraient, tous les deux le même montant, savoir: douze cents piastres. Je lui demandai: "Qui va avoir la place? Et il me répondit qu'il pensait que ce serait M. Laferrière, si M. Demers n'arrangeait pas son affaire. Je répliquai que si c'étaient douze cents piastres que M. Allard voulait avoir, je ne conseillerais jamais à M. Demers de les donner.

5. Quelque temps avant l'entrevue avec M. Allard, que je viens de raconter, j'avais entendu parler des tentatives qui étaient faites auprès de M. Demers pour en obtenir de l'argent, afin qu'il gardât sa place, et je crus de mon devoir, comme partisan du gouvernement, d'en informer les ministres, ce que je fis, par deux lettres, l'une à l'honorable M. Flynn, qui remplaçait l'honorable M. Casgrain comme procureur général, pendant son voyage en Europe, et l'autre à l'honorable Louis-Philippe Pelletier, secrétaire de la province, et je reçus de ces deux messieurs les réponses en substance que voici:

L'honorable M. Flynn disait: "Je me ferai un devoir de faire part de votre lettre aux autres ministres, pour y faire droit."

L'honorable M. Pelletier disait: "Je dois vous dire qu'il est difficile de ne pas accorder à M. Allard la destitution de M. Demers, s'il insiste, car c'est un partisan dévoué. Voyez les amis, et tâchez avec eux de dissuader M. Allard de demander la destitution de M. Demers."

6. J'écrivis deux lettres à l'honorable M. Casgrain, après son retour d'Europe, à ce sujet, l'une dans les derniers jours de décembre ou les premiers jours de janvier et l'autre vers le onze janvier dernier. Dans la dernière de ces lettres, je disais en substance, à M. Casgrain, que je voulais le rencontrer, qu'il se passait des choses tellement extraordinaires, à Berthier, que ces choses ne s'écrivaient pas. L'honorable M. Casgrain répondit à cette dernière lettre en m'invitant à aller le rencontrer, le plus vite possible. Je me rendis à Québec, dans le cours de janvier dernier, durant la session, avec M. Amateur Demers, qui m'avait remis deux déclarations solennelles de MM. J.-O. Pelland, avocat, de Montréal, et de M. Louis Désy, commerçant, de Berthier, concernant cette affaire. J'eus une entrevue avec l'honorable M. Casgrain. Je lui rapportai les faits ci-dessus et lui remis ces deux déclarations. Je lui ai dit, entre autres choses, que M. Allard exigeait douze cents piastres pour que M. Demers gardât sa place, et M. Casgrain me répondit qu'il était bien difficile que M. Demers gardât sa place; que M. Chênevert avait déjà parlé à ce sujet dans la Gazette de Berthier; que M. Demers avait parlé contre M. Allard, que M. Allard insistait pour que M. Demers fut destitué et que c'était bien difficile de le lui refuser, parce que c'était un homme dévoué au gouvernement, qu'on trouvait toujours et en toutes circonstances; que c'était un bon orateur et qu'il était toujours prêt à rendre service au parti. Dans cette conversation, je dis aussi à M. Casgrain que MM. J.-A. Laferrière et Hector Champagne, ci-dessus mentionnés, offraient à M. Allard douze cents piastres pour la place en question. Comme j'étais accompagné de M. Demers, alors registre-

teur et présent dans la chambre voisine où je me trouvais avec le procureur général, j'offris à ce dernier de faire entrer M. Demers pour qu'il corroborât ce que je lui avais dit: mais M. Casgrain me dit que ce n'était pas nécessaire. Au moment de partir, je lui demandai de me remettre les déclarations solennelles susdites, qu'il avait lues et il me dit de les lui laisser, qu'il soumettrait la question à ses collègues.

D'ailleurs, ajouta-t-il, "si vous aviez besoin de ces déclarations, vous pourriez en avoir d'autres facilement.

7. Dans le cours du mois de mars dernier, vers le vingt, j'envoyai à l'honorable M. Casgrain la lettre que voici:

Berthier. 20 mars 1893.

A l'honorable T. C. Casgrain,  
procureur général.  
Québec,

Monsieur.

Auriez-vous la complaisance de me retourner les deux déclarations solennelles que je vous ai mises en main, pendant la dernière session?

M. Demers prétend avoir des griefs sérieux à dévoiler, non seulement contre le député du comté de Berthier, mais contre le gouvernement, au sujet de sa démission, et pour s'éviter des pas et des démarches pour avoir d'autres déclarations solennelles, il voudrait que je lui remette celles qu'il m'a mises en main, à moins, dit-il, que ces déclarations ne fassent partie du dossier officiel en son affaire. Je crois pouvoir vous assurer que le Parti conservateur est coulé dans le comté de Berthier pour longtemps, et je crains même que ce qui va ressortir de cette malheureuse destitution, pourrait bien se faire ressentir un peu ailleurs que dans notre comté.

J'ai l'honneur de me souscrire.

Votre très humble et tout dévoué serviteur.

(Signé) Omer Dostaler.

Je n'eus point de réponse.

Et je fais la présente déclaration, la croyant consciencieusement vraie et en vertu de l'acte pour la suppression des serments volontaires et extra-judiciaires: Et j'ai signé.

(Signé) Omer Dostaler.

Prise et reconnue devant moi, ce quinzième jour d'octobre mil huit cent quatre-vingt-treize, à Montréal.

(Signé) O. Marin C. C. S.  
District de Montréal.

Province de Québec  
District de Montréal.

Joseph-Octave Pelland, avocat de la cité et du district de Montréal, déclare solennellement comme suit:

Dans le cours du mois d'octobre mil huit cent quatre-vingt-douze, je rencontrai, à Montréal, M. J.-A. Laferrière, marchand, de Berthier, et registrateur actuel du comté de Berthier, alors qu'il s'agissait de la destitution de M. A. Demers, registrateur du dit comté de Berthier.

Ce monsieur m'a déclaré que M. Allard, député du dit comté de Berthier, voulait le faire nommer registrateur, aux lieu et place de M. Demers. Je lui ai dit que, d'après les informations que j'avais eues, M. Demers devait garder sa place de registrateur. Il m'a alors répliqué: "Si M. Demers, le registrateur actuel, garde sa place, c'est **qu'il** doit payer à M. Allard un montant plus élevé que je lui paie ou lui ai promis lui payer moi-même, pour avoir la position".

Que, quelque temps après les élections du mois de mars mil huit cent quatre-vingt-onze, le même J.-A. Laferrière est venu à mon bureau, à Montréal, et me demanda de donner la somme de deux cents dollars à M. Allard et que mon père, M. Louis Pelland, alors inspecteur des travaux de colonisation, ne serait pas destitué, en payant ce montant.

Je sais que M. Laferrière était et est encore l'ami intime de M. Allard, et j'ai parfaitement compris qu'il était l'envoyé de M. Allard.

Et je fais la présente déclaration solennelle, la croyant consciencieusement vraie et en vertu de l'acte pour la suppression des serments volontaires et extra-judiciaires, et j'ai signé.

(Signé) J.-O. Pelland.

Prise et reconnue devant moi, ce quinze octobre mil huit cent quatre-vingt-treize, à Montréal.

(Signé) O. Marin, C. C. S.

Province de Québec.  
District de Montréal.

Amateur Demers, écuyer, avocat, de la ville de Berthier, déclare solennellement:

J'ai été registrateur de la division d'enregistrement du comté de Berthier, depuis le mois de mai mil huit cent quatre-vingt dix au mois de mars mil huit cent quatre-vingt-treize, date à laquelle j'ai été destitué.

Vers le mois d'octobre mil huit cent quatre-vingt-douze, alors que j'étais encore registrateur de la dite division d'enregistrement du comté de Berthier, j'eus avec M. Victor Allard, à cette époque et encore député à la Législature de Québec pour le comté de Berthier, une entrevue dans laquelle il me demanda, pour me maintenir dans ma position de registrateur, de lui payer une somme de douze cents piastres, me disant qu'une somme de douze cents piastres lui était offerte par deux aspirants à la charge que j'occupais alors. La raison qu'il me donnait pour exiger cette somme de douze cents piastres étant que son influence lui coûtait cher. Je répondis, à la demande de douze cents piastres qu'il me faisait, que je n'avais pas les moyens de les lui payer; mais que, s'il voulait accepter la somme de six cents piastres, je lui paierais sur cette somme cent piastres, argent comptant, et

que je lui donnerais mon billet à trois mois pour la somme de cinq cents piastres, avec entente que ce billet serait renouvelé de trois mois en trois mois, et qu'à chaque échéance je lui paierais cent piastres jusqu'à entier paiement.

Il n'a rien répondu à ma proposition.

Quand j'eus cette entrevue avec M. Allard, c'était après avoir été invité, à plusieurs reprises, à le rencontrer, par l'entremise de J.-A.-E. Généreux, employé du dit M. Allard. Ce M. Généreux, lorsqu'il m'invitait ainsi, de la part de M. Allard, à rencontrer ce dernier, me disait que je ferais bien de me hâter, parce que M. J.-A. Laferrière, marchand, de Berthier, et M. Hector Champagne, notaire, de Saint-Gabriel-de-Brandon, sollicitaient la position que j'occupais et offraient à M. Allard la somme de douze cents piastres pour avoir ma position.

Ce M. J.-A. Laferrière est maintenant registraire de la division d'enregistrement du comté de Berthier.

Après cette invitation faite par M. J.-A.-E. Généreux, de la part du dit M. Allard, la Gazette de Berthier publia des articles dans lesquels elle portait à la connaissance du public les tentatives de M. Allard d'obtenir de l'argent, soit de moi ou d'autres, à l'occasion de la position de registraire de la division d'enregistrement du comté de Berthier, position que j'occupais alors et qui était convoitée par lesdits MM. Laferrière et Champagne, à ce que m'avait dit le dit M. Généreux.

Après la publication de ces articles dans la Gazette de Berthier, je fus mandé auprès de M. Allard: je me rendis, en conséquence, chez lui. Là, M. Allard me présenta une déclaration solennelle préparée par lui et dont la teneur était que rien de malhonnête ne s'était passé entre lui et moi au sujet de ma position de registraire. Comme il avait l'air très mécontent et que sa demande était très impérative, j'ai signé.

Sa façon d'agir me faisait comprendre que si je ne signais pas je serais destitué. Ceci se passait à la suite d'une enquête faite sur l'administration de mon bureau par M. Aimé Geoffrion, l'inspecteur des bureaux d'enregistrement, à la suite d'une plainte portée contre moi, dans le mois d'août mil huit cent quatre-vingt-douze.

Dans la dernière entrevue que j'eus avec M. Allard, j'ai compris qu'il se désistait de sa demande de douze cents piastres et que les propositions peu honorables faites lors de sa première entrevue étaient retirées par lui, et qu'il prenait, vis-à-vis de moi, la position d'un député qui s'en tient aux règles de l'honneur et qu'en conséquence, je gardais ma place.

Les événements ont démontré que la déclaration susdite dans laquelle j'exonère le dit M. Allard de tout acte malhonnête à mon endroit avait été obtenue de moi alors que j'étais sous une impression qui n'était pas celle que j'aurais dû avoir, déclaration, d'ailleurs, que je n'ai donnée que sous l'empire de la crainte que j'avais d'être destitué et sous l'impression où j'étais également qu'en la donnant, les intrigues du dit M. Allard, pour me faire perdre ma situation, devaient cesser. Sans cette impression où j'étais que M. Allard re-

nonçait aux exactions qu'il avait méditées, qu'il rentrait dans le droit sentier de l'honnêteté, je n'aurais pas déclaré qu'aucune demande malhonnête ne m'avait été faite par lui à l'occasion de ma position de registraire: au contraire, j'aurais cru devoir déclarer que la conduite de M. Allard, à mon endroit, avait été celle d'un homme sans scrupules. Et la déclaration que j'ai faite a été motivée par l'idée que j'avais qu'il voulait me faire oublier et qu'il oubliait lui-même la demande qu'il m'avait d'abord faite.

Ma première déclaration n'a pas été faite sous la sanction du serment; mais je suis prêt à répéter, sous serment, la présente déclaration.

Vers la fin du mois de janvier dernier, pendant la session de la Législature de Québec, j'ai été à Québec avec M. Omer Dostaler, l'ancien député du comté de Berthier, et, pendant notre séjour à Québec, M. Dostaler et moi, nous nous sommes rendus dans les bureaux du procureur général, et, pendant que j'y étais, M. Dostaler a eu une entrevue avec M. T.C. Casgrain, procureur général de la province de Québec.

Le but du voyage de M. Dostaler, à Québec, était d'exposer au procureur général toute la situation au sujet des intrigues qui avaient eu lieu relativement à la position du registraire du comté de Berthier; M. Dostaler était porteur de deux déclarations solennelles, l'une de M. J.-O. Pelland et l'autre de Louis Désy.

J'avais lu ces déclarations et M. Dostaler m'a dit les avoir laissées entre les mains du procureur général.

Et je fais la présente déclaration solennelle, la croyant consciencieusement vraie et en vertu de l'acte pour la suppression des serments volontaires et extra-judiciaires. Et j'ai signé.

(Signé) A. Demers

Prise et reconnue devant moi, ce quinzième jour d'octobre mil huit cent quatre-vingt-treize à Montréal.

(Signé) O. Marin  
CCS.

Province de Québec,  
District de Richelieu.

Je, soussigné, Louis Désy, commerçant de foin de la ville de Berthier, déclare solennellement:

1. Que, vers la fin du mois de mars mil huit cent quatre-vingt-douze, alors que j'occupais la position de surintendant de gardes-forestiers et qu'il était question de ma destitution par le gouvernement, j'ai rencontré M. J.-A. Laferrière, marchand de Berthier, et registraire actuel, l'ami intime de M. Allard, député, qui m'a dit: "M. Désy, vous pensez perdre votre place; n'allez pas croire pourtant que vous n'avez pas d'amis dans le Parti conservateur... Je pense que si vous voulez donner cent ou deux cents piastres à M. Allard, député, dans le besoin comme il en est dans le moment, ce serait suffisant pour garder votre position..." Je n'ai pas donné d'argent et j'ai été destitué quelque temps après.



2. Que, dans le courant du mois de mai ou de juin de la même année, alors qu'il était question de la destitution par le gouvernement de M. Louis Pelland, inspecteur de colonisation, et qui est mon beau-frère, j'ai rencontré alors le même M. J.-A. Laferrière, neveu de M. Pelland, qui m'a dit: "M. Desy, pensez-vous aller à Montréal bientôt et croyez-vous voir mon oncle, Louis Pelland? Si vous le voyez, parlez-lui de sa position et dites-lui que s'il donnait une couple de cents piastres à M. Allard, député, je pense qu'il garderait sa position."

Sur cela, je lui ai dit: "M. Pelland n'a pas d'argent..." Il m'a répondu: "Qu'il me donne son billet, je l'endosserai et je le ferai bien escompter."

J'ai compris parfaitement par là que M. Laferrière savait qu'en donnant deux cents piastres à M. Allard, député, M. Pelland ne serait pas destitué.

Et je fais la déclaration solennelle ci-dessus, consciencieusement, croyant qu'elle est vraie et en vertu de l'acte pour la suppression des serments volontaires et extra-judiciaires. Et j'ai signé.

Louis Désy

Reconnue et signée devant moi à Berthier, ce vingt-neuvième jour de septembre mil huit cent quatre-vingt-treize.

R.-E. Pelland,  
Juge de Paix

M. A. TURGEON (Bellechasse): Propose, appuyé par le représentant de Bonaventure (M. H. Mercier), que vu que le représentant de Bellechasse (M. A. Turgeon) a déclaré de son siège ce qui suit:

Je suis croyablement informé et crois pouvoir établir devant cette Chambre, ou un comité de cette Chambre, qu'aux dates et lieux ci-après mentionnés, Victor Allard, de la ville de Berthier, écuyer, avocat, alors et encore membre de cette Chambre pour le district électoral de Berthier, a offert de vendre son influence comme tel membre de cette Chambre, auprès du gouvernement de cette province, à Amateur Demers, de la dite ville de Berthier, écuyer, avocat, qui était alors registraire de la division d'enregistrement de Berthier, et ce, pour la somme de douze cents piastres, en promettant d'user de sa dite influence pour empêcher la destitution du dit Amateur Demers, de sa dite charge de registraire si le dit Amateur Demers lui payait la dite somme de douze cents piastres; que trois des membres actuels du gouvernement de cette province, savoir: l'honorable Thomas Chase Casgrain, procureur général, l'honorable Edmond J. Flynn, commissaire des Terres de la couronne, et l'honorable Louis-Philippe Pelletier, secrétaire de la province, ont été informés de la dite offre du dit Victor Allard, de vendre sa dite influence auprès du gouvernement, avant la destitution du dit Amateur Demers.

Je suis aussi croyablement informé et crois pouvoir établir devant cette Chambre, ou un

comité de cette Chambre, qu'aux dates et lieux ci-après mentionnés, le dit Victor Allard est entré en négociations avec J.-A. Laferrière, de la dite ville de Berthier, alors marchand, pour le faire nommer registraire de la dite division d'enregistrement de Berthier, à la place du dit Amateur Demers, si ce dernier était destitué, moyennant le paiement d'une somme de douze cents piastres; que subséquemment le dit J.-A. Laferrière a été nommé à la dite charge par le gouvernement de cette province et l'occupe encore:

Je suis, de plus, croyablement informé et crois pouvoir établir devant cette Chambre ou un comité de cette Chambre, que, dans le cours des années 1892 et 1893, le dit Victor Allard, alors et encore membre de cette Chambre a fait demander à Louis Pelland, de Montréal, alors inspecteur de travaux de colonisation sous le gouvernement de cette province, et à Louis Désy, de Berthier, commerçant, alors garde-forestier sous le dit gouvernement de cette province, des sommes d'argent pour employer son influence auprès du dit gouvernement comme membre de cette Chambre, afin de les empêcher d'être destitués de leur charge, et que sur leur refus de payer de l'argent dans ce but au dit Victor Allard, ils ont été destitués de leur dite charge par le dit gouvernement de cette province.

Je suis, en outre, croyablement informé et crois pouvoir établir devant cette Chambre, ou devant un comité de cette Chambre, que, dans l'automne de mil huit cent quatre-vingt-douze, en la ville de Louiseville, le dit Victor Allard, en considération de la somme de soixante piastres que devait lui payer Napoléon Ricard de la cité de Montréal, hôtelier, ci-devant de Louiseville, et que le dit Napoléon Ricard lui a effectivement payée depuis, s'est engagé envers le dit Napoléon Ricard à user de son influence comme membre de cette Chambre auprès du gouvernement de cette province, pour faire retirer une poursuite intentée contre le dit Napoléon Ricard par le percepteur du revenu du district de Trois-Rivières, pour violation de l'acte des licences; et que, de fait, à la suite du dit arrangement entre le dit Victor Allard et le dit Napoléon Ricard, la dite poursuite fut retirée et abandonnée;

Je déclare, enfin, que les parties les plus importantes des faits ci-dessus allégués sont constatées par des déclarations solennelles reçues en vertu du Statut dont les originaux sont en ma possession;

Qu'un comité spécial composé de messieurs Chicoyne, King, Augé, Mercier et du moteur soit nommé avec instructions de faire une enquête sur les faits ci-dessus relatés, de faire rapport à cette Chambre de temps à autre et avec pouvoir d'envoyer quérir personnes et documents, et d'employer un ou des sténographes.

M. V. ALLARD (Berthier): Se lève de son siège et fait la déclaration suivante:

Je, Victor Allard, député du comté de Berthier, ayant pris connaissance de la déclaration faite à mon sujet en cette Chambre, le 13 novembre

1893 courant par Adélarde Turgeon, député du comté de Bellechasse, déclare sur mon honneur comme député de cette Chambre, que les accusations et chacune des accusations portées contre moi par le dit Adélarde Turgeon sont absolument fausses.

1. Il est absolument faux que j'aie jamais, à la date mentionnée dans la dite déclaration, ou en aucun temps, directement ou indirectement, offert ou fait offrir, proposé ou fait proposer à Amateur Demers ou à aucune personne pour lui de lui faire conserver sa position de registrateur du comté de Berthier, ou l'empêcher d'être destitué comme tel, à condition qu'il me donnât une somme d'argent quelconque ou une considération quelconque.

Au commencement de novembre 1892, on m'a informé que Omer Dostaler, ancien député de Berthier, et autres personnes, faisaient circuler sur mon compte des accusations graves de la nature de celles contenues dans la déclaration du dit Adélarde Turgeon. Je demandai immédiatement compte à ces personnes de leurs assertions et je reçus d'elles les dénégations et rétractions les plus formelles.

Et, pour appuyer ma déclaration sur ce point, je produis les documents suivants:

a. Déclaration solennelle de Amateur Demers, ancien registrateur du comté de Berthier.

b. Déclaration solennelle de Agapit-A. Laferrière, marchand de Berthier.

c. Lettre de Omer Dostaler, ancien député de Berthier.

d. Lettre de J.-O. Pelland, avocat, de Montréal.

e. Lettre de Amateur Demers, publiée dans la Gazette de Berthier.

f. Déclaration solennelle de J.-A. Gagné, huissier de Berthier.

Je, Amateur Demers, écuyer, registrateur du comté de Berthier, demeurant à Berthier, déclare solennellement:

Que, avant, pendant et après l'enquête qui a été faite contre moi comme registrateur sur la plainte de B.-E. Pelland, écuyer, notaire, de la ville de Berthier, j'ai eu "fair play" et justice de la part de M. Victor Allard, député du comté de Berthier à l'Assemblée législative de Québec, sans cependant avoir eu de faveurs de sa part:

Que jamais, en aucun temps, ni avant ni pendant ni depuis cette dite enquête en question, je n'ai en aucune manière cherché à influencer illégalement le dit M. Allard, c'est-à-dire que jamais, dans le but d'obtenir ses services auprès du gouvernement pour me maintenir dans ma dite charge de registrateur, je n'ai offert ni fait offrir au dit M. Allard aucune somme d'argent ni valeur quelconque:

Que jamais, en aucun temps soit avant, soit pendant, soit depuis cette dite enquête, le dit M. Allard ne m'a dit ni promis ni assuré que je serais maintenu dans ma place de registrateur, ni ne m'a demandé aucune somme d'argent ni valeur quelconque comme prix ou valeur de son influence auprès du gouvernement de la province de Québec et pour me faire maintenir dans ma dite charge.

Que jamais je n'ai donné au dit M. Allard ni directement ni indirectement aucune somme d'argent ni valeur quelconque pour l'influencer dans la décision qu'il a dû ou devra prendre dans mon cas. c'est-à-dire sur l'enquête faite contre moi.

Et je fais cette déclaration solennelle, la croyant consciencieusement vraie et en vertu de l'acte passé dans la 37<sup>e</sup> année du règne de Sa Majesté, intitulé: Acte pour la suppression des serments volontaires et extra-judiciaires. Et j'ai signé, lecture faite.

(Signé) A. Demers.

Prise et reconnue devant moi à Berthier, ce troisième jour de novembre mil huit cent quatre-vingt-douze.

(Signé) O. Lavallée

Je soussigné, A.-A. Laferrière, marchand de la ville de Berthier, déclare solennellement ce qui suit, savoir:

Que, quelque temps avant la destitution comme registrateur du comté de Berthier de Amateur Demers, écuyer, avocat de la ville de Berthier, alors que certaines rumeurs circulaient dans la ville et le comté de Berthier que Victor Allard, membre du Parlement de la province de Québec, avait demandé au dit Amateur Demers douze cents piastres pour le maintenir dans sa position de registrateur, et que le dit A. Demers avait donné ces douze cents piastres au dit Victor Allard pour être maintenu dans la dite position de registrateur, j'ai été spécialement requis et demandé par M. Omer Dostaler, ancien député du comté de Berthier, de me rendre un certain soir chez le dit A. Demers.

Que le jour ou plutôt le soir indiqué par le dit Omer Dostaler je me suis rendu chez le dit A. Demers, et que là et alors, vers onze heures du soir, ledit Dostaler m'aurait appelé dans un appartement privé chez le dit A. Demers, et m'aurait dit en substance ce qui suit, savoir:

"Je suis dans une mauvaise position, à propos des douze cents piastres que j'ai dit avoir été demandées par Victor Allard, membre du Parlement provincial pour Berthier, à Amateur Demers, registrateur du comté de Berthier, et avoir été données au dit V. Allard par le dit A. Demers, pour maintenir ce dernier dans sa position de registrateur

"Il n'y a que toi qui puisses me sortir de cette position et m'être utile.

"Dis donc que c'est toi qui m'as dit qu'Allard avait demandé et reçu douze cents piastres du dit A. Demers pour maintenir ce dernier dans sa position de registrateur."

Sur ce, j'ai répondu: Omer, je te considérais comme un ami, mais je vois que je me suis trompé. Tu me prends pour un voyou. C'est impossible pour moi. Pour aucun prix, je ne voudrais porter telle responsabilité, parce que jamais, en aucun temps, je ne t'ai dit pareille chose. Je ferai bien tout en mon pouvoir pour t'aider à sortir de cette mauvaise position, mais pourvu que j'agisse toujours honorablement.

Omer Dostaler m'a alors répondu: C'est bien

facile de t'en retirer. Tu n'as qu'à dire que tu m'as dit ces choses-là, mais que tu l'as entendu dire dans ton magasin sans pouvoir te rappeler qui la dit. Et tu ne le regretteras pas. Si tu as besoin de quelque chose en n'importe quelle circonstance, je serai toujours prêt à t'aider."

Et M. Dostaler m'a dit ce que ci-dessus rapporté et déclaré chez M. Amateur Demers, dans un appartement privé, alors que nous étions seuls, M. Dostaler et moi, M. Demers se trouvant alors dans un autre appartement de sa maison.

Et je fais cette déclaration solennelle, la croyant consciencieusement vraie et en vertu de l'acte passé dans la 37<sup>e</sup> année du règne de Sa Majesté, intitulé: Acte pour la suppression des serments volontaires et extra-judiciaires.

Et j'ai signé, après lecture faite.

(Signé) A.-A. Laferrière

Prise et reconnue devant moi, à Berthier, ce dix-neuvième jour du mois d'octobre mil huit cent quatre-vingt-treize.

(Signé) O. Lavallée, N.P.

(Privée et confidentielle)

Berthier, 19 novembre 1892

Mon cher Victor,

Je prends aujourd'hui la liberté de t'écrire un mot concernant les pourparlers que nous avons eus lorsque tu es venu chez nous. J'aurais désiré te voir et je suis allé à la ville où l'on m'a dit que tu étais à Sorel une fois, et l'autre fois que tu étais allé à Montréal; c'est la raison pour laquelle je t'écris aujourd'hui pour te dire que j'avais reçu des informations que je croyais exactes, mais j'ai appris que l'on m'avait trompé. En conséquence, je te demande excuse de t'avoir accusé à tort. Tu croyais, comme Alfred le croyait lui-même, que c'était Demers qui m'avait dit cela. Je te donne ma parole qu'il m'a toujours dit que tu ne lui avais jamais rien demandé. Remarque que je n'ai jamais parlé de cela à personne, à part qu'à Alfred et chez moi, lorsque vous êtes venus. Je voudrais que nous restions amis comme auparavant et si tu as besoin de mes services, soit en argent ou autrement, tu ne trouveras pas un ingrat en moi.

Ton ami.

(Signé) Omer Dostaler

(Confidentielle)

Duhamel. Pelland. Girard & Pelletier  
Avocats.

1614, rue Notre-Dame, 1614.

Montréal. 1<sup>er</sup> décembre 1892

Mon cher Allard.

Je viens d'apprendre que certaines personnes répètent, dans Berthier, que Joseph Laferrière m'aurait dit: Que si Demers garde sa place, c'est parce qu'il paiera Allard plus cher que moi.

Je dois en toute justice te dire que Joseph Laferrière ne m'a jamais tenu tel langage, et que je n'ai jamais rien dit de cela à personne.

Bien à toi.

(Signé) J.-O. Pelland.

## La Gazette de Berthier

Vendredi. 11 novembre 1892

### **Communication**

M. le rédacteur,

J'ai lu sur les derniers numéros de la Gazette, et avec regret, cette rumeur que vous dites circuler dans la ville et autres paroisses du comté de Berthier et tendant à laisser croire au public que j'aurais été obligé d'acheter certaines influences pour conserver la position de registrateur du comté de Berthier. J'affirme que jamais dans aucun cas et en aucune circonstance, soit directement ou indirectement, il n'a été question de donner de l'argent, indemnité ou récompense à qui que ce soit, relativement à cette position de registrateur du comté de Berthier, et je suis prêt en aucun temps à appuyer cette assertion.

Votre, etc..

A. Demers.

Berthier 11 novembre 1892

Je, J.-A. Edouard Généreux, huissier, de la ville de Berthier, dans le comté de Berthier, déclare solennellement:

1. Que, le trois novembre mil huit cent quatre-vingt-douze, dans l'avant-midi, Alfred Dostaler, cultivateur, de la paroisse de Berthier, rapportait à Victor Allard, membre du Parlement provincial, à son bureau et en ma présence, que Omer Dostaler, ancien député du comté de Berthier, venait de l'accuser, lui et le dit V. Allard, d'avoir demandé et exigé de Amateur Demers, alors registrateur du comté de Berthier, une somme de douze cents piastres pour maintenir le dit A. Demers dans sa dite position de registrateur, déclarant en même temps que cette dite accusation avait été portée au bureau de A. Demers et en sa présence.

2. Que, le midi du même jour, m'en allant, j'ai rencontré le dit A. Demers qui m'a dit en substance ce qui suit: "Omer a accusé M. Allard à mon bureau de m'avoir demandé douze cents piastres: cette accusation est fausse et je suis prêt à donner à M. Allard un affidavit ou déclaration solennelle que cette accusation est fausse.

3. Que, de retour au bureau du dit M. Allard, vers une heure de l'après-midi, je lui ai rapporté ma conversation avec M. Demers, et, sur sa suggestion, j'ai téléphoné à M. Demers de descendre au bureau du dit M. Allard. ce qu'il a fait immédiatement.

4. Que, là et alors, sans aucune menace du dit M. Allard, mais du plein gré et de la libre volonté du dit M. Demers, sous la dictée des dits MM. Allard et Demers, j'ai écrit et rédigé une déclaration solennelle que le dit M. Demers a reconnue et signée devant M. O. Lavallée, N. P., à la date du 3 novembre mil huit cent quatre-vingt-douze.

5. Que jamais le dit Victor Allard ne m'a dit qu'il demandait ou exigeait ou devait demander ou exiger du dit Amateur Demers aucune somme d'argent ou valeur quelconque pour le maintien dans sa position de registrateur.

6. Que jamais je n'ai été chargé ni requis par le dit Victor Allard de voir les dits A. Demers et

Omer Dostaler au sujet des moyens ou de certains moyens à prendre par le dit A. Demers pour garder sa place de registrateur. Et que spécialement je n'ai jamais été chargé par le dit M. Allard de dire à M. Demers ou à M. Omer Dostaler que pour une certaine somme d'argent il pourrait garder sa position.

Et je fais cette déclaration solennelle, la croyant consciencieusement vraie et sachant qu'elle a la même force et le même effet que si elle était faite sous serment, sous l'empire de l'acte de la preuve en Canada, 1893.

(Signé) J.-A. Edouard Généreux.

Déclaré devant moi O. Lavallée, à Berthier, ce quatorzième jour de novembre mil huit cent quatre-vingt-treize.

(Signé) O. Lavallée, N. P.

Je déclare, de plus, que jusqu'au moment où l'on a commencé à faire circuler contre moi, dans le comté de Berthier, les accusations mentionnées dans la déclaration du dit Adélard Turgeon et dans les affidavits y annexés, j'avais décidé le me tenir neutre entre le dit Amateur Demers et son accusateur B.-E. Pelland, et que j'avais fait au gouvernement de cette province et particulièrement à l'honorable procureur général une déclaration formelle en ce sens. Ce n'est que lorsque certaines personnes ont commencé à m'accuser de vouloir vendre mon influence que je me suis cru obligé, pour faire taire ces accusations et rencontrer mes adversaires, d'exiger la destitution du dit Amateur Demers. Dans le cours de la dernière session, l'honorable procureur général m'exhiba les deux déclarations solennelles suivantes:

Je, soussigné, Joseph-Octave Pelland, écuyer, avocat, des cité et district de Montréal, déclare solennellement:

Que, dans le courant du mois d'octobre dernier, j'ai rencontré à Montréal l'un des aspirants les plus en vue à la position de registrateur du comté de Berthier au cas où M. A. Demers aurait été destitué. Ce monsieur m'a alors déclaré que M. Victor Allard, le député actuel du comté de Berthier, voulait le faire nommer registrateur. Il m'a dit, de plus, que si M. A. Demers, le registrateur actuel, gardait sa position, c'est qu'il devait payer à M. Allard un montant plus élevé que lui, payait pour l'avoir.

Que, quelque temps après, étant chez M. A. Demers en visite avec MM. L.-A. Lesage et Réal Angers, de Montréal, j'ai dit à M. A. Demers ce que ce monsieur m'avait dit à Montréal. M. A. Demers a là et alors nié formellement ce que ce monsieur avait dit le concernant, ajoutant que s'il gardait la position, il la gardait sans conditions, et qu'il ne payait pas un centin ni à M. V. Allard ni à aucune personne.

Et je fais cette déclaration solennelle, la croyant consciencieusement vraie et en vertu de l'acte de la 37e Victoria intitulé: "Acte pour la suppression des serments volontaires et extra-judiciaires.

(Signé) J.-O. Pelland.

Prise et reconnue devant moi, ce dix-septième jour de janvier mil huit cent quatre-vingt-treize.

(Signé) J. Lessard, J. P.

Je, soussigné, Louis Désy, commerçant de la ville de Berthier, déclare solennellement:

Que, dans le courant du mois d'octobre dernier, j'ai rencontré à Montréal M. J.-O. Pelland, écuyer, avocat, de Montréal, et il m'a déclaré que Joseph Laferrière, marchand, de la ville de Berthier, lui avait dit qu'il devait être nommé registrateur du comté de Berthier au cas où M. A. Demers serait démis, mais qu'il lui fallait payer douze cents piastres à monsieur Victor Allard, et que, si monsieur Demers gardait la place, il aurait à payer au moins ce montant-là. Je sais que M. Demers est informé de ce que ci-dessus. Et je fais cette déclaration solennelle la croyant consciencieusement vraie et en conformité à la 37e Victoria intitulé: "Acte pour la suppression des serments volontaires et extra-judiciaires." Et j'ai signé.

(Signé) Louis Désy.

Prise et reconnue devant moi à Berthier, dans le district de Richelieu, ce dix-huitième jour de janvier mit huit cent quatre-vingt-treize.

(Signé) Omer Dostaler, J. P.

Après la lecture de ces deux déclarations, je déclarai à l'honorable procureur général que j'insistais plus que jamais pour la destitution du dit Amateur Demers; que, puisque lui ou ses amis lançaient contre moi de telles accusations, je ne pouvais, par mon inaction, laisser croire que je craignais des révélations et je dis au procureur général que je demanderais la révocation de M. Demers comme une justification de ma conduite et comme une preuve que je n'avais rien à craindre de la part de mes adversaires.

2. Il est absolument faux que je sois jamais, en aucun temps, directement ou indirectement, entré en négociations avec J.-A. Laferrière, de la ville de Berthier, alors marchand, pour le faire nommer registrateur de la division d'enregistrement de Berthier à la place du dit Amateur Demers moyennant le paiement d'une somme de \$1200 ou moyennant aucune considération quelconque.

3. Il est absolument faux qu'en aucun temps j'aie demandé ou fait demander par J.-A. Laferrière ou par aucune autre personne, à Louis Pelland ou à Louis Désy, mentionnés dans la déclaration du dit Adélard Turgeon, aucune somme d'argent ou aucune considération quelconque pour employer mon influence auprès du gouvernement de la province, afin de les empêcher d'être destitués des charges qu'ils occupaient alors sous le dit gouvernement; je déclare de plus que je n'ai pas eu connaissance de la destitution des dits Louis Pelland et Louis Désy, lorsqu'elle a été faite, et que cette destitution a été faite sans que j'aie aucunement été consulté; et, à l'appui de mes dires sur ces **deux chefs de la déclaration du dit**

Adélar Turgeon. je produis la déclaration solennelle du dit J.-A. Laferrière, mentionnée dans la dite déclaration et dans les déclarations solennelles de J. -O. Pelland et de Louis Désy.

Je. Joseph-Aurez Laferrière, registrateur du comté de Berthier declare solennellement:

1. Que jamais, en aucun temps, et spécialement dans le mois d'octobre mil huit cent quatre-vingt-douze, je n'ai dit à M. J.-O. Pelland, écuyer, avocat, de Montréal, que si Amateur Demers gardait sa position de registrateur, c'est parce qu'il paiera alors plus cher que moi.

2. Que jamais je n'ai dit à J.-O. Pelland que si son père Louis Pelland, ancien employé du gouvernement (et aujourd'hui destitué), donnait deux cents piastres ou tout autre somme à Victor Allard, membre du Parlement provincial, il garderait sa position.

3. Que jamais je n'ai dit à Louis Désy, commerçant de Berthier, et aussi autrefois employé du gouvernement, que s'il donnait deux cents piastres ou toute autre somme à Victor Allard, sus-nommé, il garderait sa position.

4. Qu'il est bien vrai que quelque temps après les élections générales de 1892 j'ai été chargé par les dits Louis Pelland et Louis Désy d'offrir certaines sommes d'argent au dit Victor Allard pour empêcher leur destitution, mais je n'en ai pas parlé au dit Victor Allard, avant leur destitution respective, et ne l'ai informé de ces démarches des dits Louis Pelland et Louis Désy que longtemps après leur destitution et incidemment.

5. Que jamais le dit Victor Allard ne m'a chargé de voir ces dites deux dernières personnes et de leur demander aucune somme d'argent au sujet de leur position respective.

6. Que jamais le dit Victor Allard ne m'a demandé et exigé aucune somme d'argent ou valeur quelconque pour me faire obtenir du gouvernement de cette province la charge de registrateur que j'occupe actuellement.

7. Que jamais, ni directement ni indirectement, je n'ai offert au dit Victor Allard, aucune somme d'argent ou valeur quelconque, comme prix ou valeur de son influence, comme député, auprès du gouvernement de la province de Québec pour obtenir la charge de registrateur du comté de Berthier.

8. Que jamais, dans le but d'obtenir l'influence du dit Victor Allard auprès du gouvernement de cette province pour obtenir la dite charge, je n'ai donné ou payé au dit Victor Allard, aucune somme d'argent ou valeur quelconque.

Et je fais cette déclaration solennelle la croyant consciencieusement vraie et sachant qu'elle a la même force et le même effet que si elle était faite sous serment sous l'empire de l'acte de la preuve en Canada, 1893.

(Signé) J.-A. Laferrière.

Déclaré devant moi, O. Lavallée, à Berthier, ce quatorzième jour de novembre mil huit cent quatre-vingt-treize.

(Signé) O. Lavallée, N. P.

Il est absolument faux qu'en aucun temps, pour aucune considération, je me suis engagé à user de mon influence auprès du gouvernement de cette province pour faire retirer une poursuite du gouvernement contre Napoléon Ricard. Le dit Napoléon Ricard étant poursuivi par le percepteur du revenu du district de Trois-Rivières, pour infraction à la loi des licences, me chargea de sa défense. Je me rendis à Louiseville où résidait le dit Napoléon Ricard et là, après avoir examiné la cause avec mon client, je me convainquis que le percepteur du revenu, en poursuivant le dit Napoléon Ricard avait fait erreur, car le dit Ricard n'était que le gardien d'un club licencié pour la vente des boissons. **Ayant obtenu** des affidavits à cet effet du président, vice-président et autres officiers du dit club pour éviter les frais qu'entraînerait l'instruction d'une cause de cette nature, je descendis à Québec pour exposer la cause au département du trésor. Je vis M. Brosnan, en l'absence du trésorier, et, après une journée passée à Québec, je revins à Berthier sans avoir pu obtenir de réponse décisive. J'envoyai à M. Olivier, avocat de Trois-Rivières, **une** comparution avec prière d'en faire donner copie-reçu par l'avocat du revenu. Je fus obligé de retourner à Québec pour la même affaire, et je reçus du dit Napoléon Ricard, pour mes frais de voyage et de déplacement, une quarantaine de piastres. A ma connaissance la cause n'est pas encore réglée.

Je suis croyablement informé par des personnes dignes de foi et, entre autres par Napoléon Ricard lui-même que trois personnes, au nombre desquelles se trouve Amateur Demers plus haut mentionné ont sollicité le dit Napoléon Ricard de donner une déclaration solennelle dans le sens de l'accusation portée par le dit Adélar Turgeon et lui ont même offert une somme d'argent assez considérable pour donner la dite déclaration solennelle, lui disant en même temps, dans le but de l'influencer: "Vous n'avez pas besoin de vous gêner, voici une affidavit de Henri Guilmette, hôtelier, de Berthier, comportant contre M. Allard la même déclaration que nous vous demandons, lui exhibant en même temps une feuille de papier sur laquelle il y avait de l'écriture. Mais le dit Napoléon Ricard a refusé de donner telle déclaration, parce que les faits affirmés étaient faux.

Et, à l'appui de mes dires sur ces faits, je produis la déclaration solennelle du dit Napoléon Ricard:

Je, soussigné, J.-Napoléon Ricard, de la cité de Montréal, anciennement de Louiseville, hôtelier, fais la déclaration solennelle suivante:

Je viens de prendre connaissance du quatrième paragraphe de la déclaration de M. Victor Allard, dans lequel paragraphe, il s'agit d'une poursuite intentée contre moi, par le percepteur du revenu des Trois-Rivières. Tout ce que dit M. Allard dans ce quatrième paragraphe, à ce sujet, est l'exacte vérité. Et je fais cette déclaration, la croyant consciencieusement vraie, et sachant qu'elle a la même **force** et le même **effet** que si elle était faite sous serment, sous l'empire de l'acte de la preuve du Canada, 1893.

Et j'ai signé, Jos-Nap. Ricard.

Déclaré devant moi à Québec, ce  
quinzième jour de novembre,  
1893.

J. Bouffard,  
J.P.

Je fais la présente déclaration sur mon hon-  
neur comme député de cette Chambre, et je  
remets ma cause en toute confiance entre les  
mains de mes collègues.

Assemblée législative,

Québec, ce quinzième jour de novembre 1893.

Victor Allard

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Dit  
que tous les documents dans cette affaire doivent  
être renvoyés au comité des privilèges et élections  
qui fera une enquête s'il le juge à propos. Il  
propose comme amendement, appuyé par le re-  
présentant de Gaspé (l'honorable E. J. Flynn): Que  
tous les mots après: "dont les originaux sont en  
ma possession", dans la motion du représentant  
de Bellechasse (M. A. Turgeon), soient retranchés  
et remplacés par les mots suivants: "Que les  
déclarations produites de part et d'autres et tous  
les papiers relatifs à cette affaire soient envoyés  
au comité de privilèges et élections".

Et l'amendement étant mis aux voix, il est  
résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée,  
étant mise aux voix, elle est résolue affirmati-  
vement.

(M. V. Allard (Berthier), qui s'est retiré pendant  
le débat, reprend son siège.)

### Subsides

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5):  
Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se  
forme en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5):  
Propose, qu'une somme n'excédant pas deux  
mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour  
faire face à l'achat de livres pour la bibliothèque  
de la Législature; pour l'année financière finissant  
le 30 juin 1895.

Adopté.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé une réso-  
lution et demande la permission de siéger de  
nouveau.

Le rapport est adopté.

### Asile de Beauport

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester):  
Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se  
forme en comité général pour prendre en consi-

dération une certaine résolution concernant un  
emprunt fait par les soeurs de la Charité à la  
"Standard Insurance Company". Il informe la  
Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouver-  
neur a pris connaissance de cette résolution et  
qu'il la recommande à la considération de cette  
Chambre.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit qu'il  
n'est pas prêt à discuter ces résolutions. Les  
députés n'ont pas eu le temps d'étudier ces réso-  
lutions et demande d'en remettre la prise en  
considération à plus tard.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester):  
Vous avez eu une copie de ces résolutions, lundi,  
et vous avez eu le temps de les étudier. En  
Chambre, vous déclarez que vous, députés de  
l'Opposition, vous n'êtes pas prêts à discuter telle  
mesure, et vous faites annoncer au dehors, par  
vos organes, que le gouvernement ne fait rien,  
qu'il n'est prêt à présenter aucune mesure. Nous  
sommes prêts nous; si vous ne l'êtes pas, ayez le  
courage de le dire au dehors comme en Chambre.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Dit qu'il n'ap-  
partient pas au secrétaire de la province (l'hono-  
rable L.-P. Pelletier) de dicter à l'Opposition la  
conduite qu'il lui plaît de tenir. Il demande un  
délai.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester):  
Suggère d'aller en comité sur cette question, afin  
de se débarrasser des objections préliminaires qui  
pourront être faites, ce qui avancera d'autant la  
question.

La proposition est adoptée.

En comité:

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester):  
Propose la résolution suivante: Que la garantie  
donnée par le gouvernement en faveur de la  
"Standard Life Assurance Company", pour le  
paiement d'un prêt de quatre-vingt-dix-mille pia-  
stres, avec intérêt, fait par celle-ci à la communauté  
appelée: "Les soeurs de la Charité de Québec",  
ainsi que relaté dans le contrat ci-après réitéré,  
passé entre la "Standard Life Assurance Com-  
pany", les soeurs de la Charité de Québec, et le  
gouvernement, le vingt-neuf juin mil huit-cent  
quatre-vingt-treize devant William de M. Marier,  
notaire, soit ratifiée.

### Contrat

Par-devant maître William de M. Marier, notai-  
re public de la province de Québec demeurant en  
la cité de Montréal.

Ont Comparu:

La "Standard Life Assurance Company" com-  
pagnie établie à Edimbourg, Ecosse, reconnue et  
autorisée par divers actes du Parlement impérial,

et spécialement par le "Standard Life Assurance Company's Act," passé en 1883, représentée aux présentes par William Miller Ramsay, de la dite cité de Montréal, gérant de la dite compagnie pour la Puissance du Canada; laquelle pour les fins des présentes, est ci-après dénommée "les prêteurs", de la première part.

Et la communauté appelée "Les soeurs de la Charité de Québec," corps politique et corporation dûment constituée, ayant son siège d'affaires dans la cité de Québec et représentée aux présentes par la révérende soeur Marie-Emma Sirois, dite "Saint-Théodore", dépositaire de la dite communauté, et spécialement autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution passée par le conseil de la dite communauté à une réunion tenue le dix-neuvième jour de juin courant et approuvée par Monseigneur L.-N. Bégin, coadjuteur de Son Eminence le cardinal Taschereau, archevêque de Québec, copie conforme de laquelle résolution ainsi approuvée par le dit monseigneur Bégin est ci-annexée, après avoir été signée "ne variatur" par la dite soeur Marie-Emma Sirois, en présence du dit notaire, ci-après dénommée "l'emprunteur", de la deuxième part.

Et l'honorable Louis-Philippe Pelletier, avocat, conseil de la reine demeurant en la cité de Québec, secrétaire et registraire de la dite province de Québec, représentant aux fins des présentes le gouvernement de la province de Québec, en vertu d'un ordre en conseil, en date du vingt-septième jour de juin courant, dont copie dûment authentiquée est jointe aux présentes, de la troisième part.

Lesquelles parties ont fait devant le dit notaire la déclaration suivante:

Attendu que, par un acte de vente de l'honorable Philippe Landry et autres propriétaires de l'asile de Beauport à l'emprunteur passé devant V.-W. LaRue, notaire public, à Québec, le sept avril dernier (1893), les vendeurs enjoignirent à l'emprunteur (l'acheteur nommé au dit acte) de payer la somme de quatre-vingt-dix mille piastres, sur le prix de vente, pour éteindre certaines réclamations hypothécaires dont est grevé l'immeuble mentionné au dit acte et ci-après désigné, le premier mai alors prochain et maintenant passé, avec intérêt à partir de la dite date, ou de faire des arrangements avec les possesseurs de la dite créance hypothécaire, de façon à ce que les vendeurs fussent à l'avenir mis à l'abri de toute revendication à cet égard:

Et attendu que les prêteurs ont convenu de prêter à l'emprunteur la somme de quatre-vingt-dix mille piastres, dans le but de l'aider à payer les dites réclamations hypothécaires, qui sont ci-après particulièrement définies, et d'être subrogés aux privilèges et droits des possesseurs d'icelles, jusqu'au montant de la dite somme de quatre-vingt-dix mille piastres, contre le dit asile de Beauport;

Et attendu que la dite somme de quatre-vingt-dix mille piastres est le prix des effets mobiliers et meubles contenus dans le dit asile de Beauport et ses dépendances, destinés et servant à l'usage des patients et du personnel du dit asile.

et le dit emprunt de quatre-vingt-dix mille piastres a été contracté par l'emprunteur dans le but de parvenir à payer le prix des dits effets mobiliers:

Et attendu que, par un acte passé à la dernière session de l'Assemblée législative de la province de Québec, intitulé: "Acte concernant l'entretien des aliénés de l'asile de Beauport le lieutenant-gouverneur en conseil a été autorisé à garantir aux propriétaires du dit asile le prix de vente des dits effets mobiliers, de même que le paiement du capital et des intérêts de tout emprunt contracté, pour le paiement du dit prix, par la communauté religieuse qui s'engagerait par contrat à soigner les aliénés dans le dit asile;

Et attendu que le gouvernement de la province de Québec a passé un contrat avec l'emprunteur, pour la garde, l'entretien et le traitement des aliénés dans le dit asile, et que l'emprunteur a requis le lieutenant-gouverneur en conseil de garantir le paiement du dit emprunt de quatre-vingt-dix mille piastres affecté aux fins susmentionnées;

Et attendu que cette garantie ainsi spécifiée est une condition essentielle du dit emprunt, sans laquelle les prêteurs n'auraient pas consenti à faire le dit prêt;

Et attendu que, par l'ordre en conseil ci-dessus mentionné, en date du vingt-sept juin courant, le lieutenant-gouverneur en conseil a approuvé le dit emprunt et s'est engagé à en garantir le paiement en capital et en intérêts.

Maintenant, ces présentes et moi le dit notaire attestent, et les parties ont fait les conventions suivantes:

#### **Emprunt et remboursement.**

L'emprunteur reconnaît être endetté envers les prêteurs en la dite somme de quatre-vingt-dix mille dollars montant d'un emprunt contracté par l'emprunteur pour les fins ci-dessus, laquelle somme il reconnaît avoir reçue et promet et s'engage de payer aux créanciers, ci-après désignés, possédant des hypothèques sur la propriété ci-après décrite et d'obtenir en faveur des prêteurs subrogation aux droits hypothécaires qui garantissent les sommes par eux avancées.

Laquelle somme de quatre-vingt-dix mille piastres, l'emprunteur promet et s'engage de payer aux prêteurs dans trente ans à partir de cette date, ne réservant aucun droit de payer avant l'expiration du dit délai, sans le consentement des prêteurs, l'emprunteur s'obligeant en outre, jusqu'au remboursement effectué, à payer l'intérêt de la dite somme de quatre-vingt-dix mille piastres au taux de quatre et demi pour cent par année, à compter de cette date et payable semi-annuellement les premiers mai et novembre de chaque année, le premier paiement pour la période expirant à la suite de cette date devenant exigible le premier novembre prochain.

#### **Conditions**

Ce prêt est aussi fait par les prêteurs aux conditions suivantes, que l'emprunteur s'engage à remplir fidèlement:

1. Les paiements, en principal et en intérêts, seront faits au bureau des prêteurs à Montréal.

2. Les paiements seront faits, si les prêteurs l'exigent, en monnaie d'or ayant cours, du titre, du poids, de la pureté et de la valeur établis, et non en papier-monnaie ou tout autre substitut de l'argent, privilège auquel l'emprunteur renonce.

3. L'intérêt de tout intérêt échu sera payé au même taux, à partir de la date précise de l'échéance, jusqu'à ce qu'il soit entièrement soldé aux prêteurs.

4. Au cas de non-paiement de l'intérêt, par l'emprunteur dans les quinze jours qui suivront l'échéance, les prêteurs pourront exiger le paiement de la somme prêtée, avec les intérêts accrus, sans être tenus à donner avis ou à faire aucune demande en justice.

5. L'emprunteur devra payer les frais du présent acte et son enregistrement, en outre une copie enregistrée pour les prêteurs et tout renouvellement, enregistrement qui pourra être exigé par une loi subséquente quelconque; il devra également fournir aux prêteurs des copies enregistrées authentiquées, des quittances établissant le paiement des dettes hypothécaires.

6. Advenant la vente, par autorité de justice, de la propriété ci-après décrite ou de partie d'icelle, avant le remboursement complet du dit emprunt, ou advenant toute autre transmission de cette propriété qui obligerait les prêteurs à faire valoir leurs droits judiciairement, ceux-ci auront droit de recevoir, et l'emprunteur prend l'engagement de payer une indemnité de cinq pour cent, sur le montant total du dit emprunt en principal, intérêts et accessoires.

7. En attendant que le présent acte ait été ratifié par la Législature de la province de Québec, l'emprunteur s'oblige à assurer les "édifices" construits sur la propriété ci-après décrite contre toute perte ou dommage causé par le feu, pour une somme d'au moins cent mille piastres, et à transporter aux prêteurs la police d'assurance prise pour la dite somme, et l'emprunteur a transporté **aux prêteurs, en exécution de la présente convention, les polices suivantes:**

Trois polices de la "North British and Mercantile Insurance Company," portant les numéros 719 448, 719 449 et 722 558; une police de la "Royal Insurance Company" no 3 033 238; trois polices de la "Lancashire Insurance Company," nos 642 406, 642 407 et 642 408 et une police de la "Commercial Union" no 2 238 225, lesquelles polices l'emprunteur maintiendra dans leur plein effet et valeur, ou remplacera par d'autres polices représentant un égal montant.

### Hypothèque

Pour assurer le paiement aux prêteurs de la dite somme de quatre-vingt-dix mille piastres, avec les intérêts, aux époques et en la manière ci-dessus convenues, l'emprunteur hypothèque en faveur des prêteurs la propriété ci-dessous décrite, savoir:

Certains lots de terre, connus et désignés sous les numéros cinq cent quatre-vingt-dix et cinq cent quatre-vingt-onze (590 et 591) des cadastre et livre de renvoi officiels de Saint-Roch-Nord, et le lot portant le numéro sept cent trente-neuf (739) des cadastre et livre de renvoi officiel de la paroisse de Beauport, dans le comté de Québec.

Ensemble avec les constructions ci-dessus érigées.

Et pour assurer le paiement aux prêteurs de l'indemnité stipulée plus haut de **l'intérêt** et de tout intérêt échu, des droits d'enregistrement et des sommes qui pourraient être dépensées par les prêteurs pour la conservation de leurs hypothèques ou pour assurer toutes les conséquences et effets du dit emprunt, la propriété ci-dessus décrite est hypothéquée pour une somme supplémentaire de quatre mille cinq cents dollars.

### Déclaration de l'emprunteur

L'emprunteur déclare:

1. Que la propriété ci-dessus décrite lui appartient comme l'ayant acquise du dit honorable Philippe Landry et autres, en vertu de l'acte de vente sous-mentionné, en date du sept avril dernier;

2. Que l'objet de cet emprunt est de payer les dettes hypothécaires suivantes, affectant la dite propriété immobilière, et de subroger les prêteurs aux droits hypothécaires qui garantissent le paiement des dites dettes, jusqu'au montant de la somme de quatre-vingt-dix mille piastres, savoir:

a. Vingt-deux mille six cents piastres, dus en vertu d'un acte d'obligation, John Strang, notaire, en date du 12 septembre 1870, enregistré le 16 septembre 1870 no 39 685, et renouvelé par avis enregistré le 17 mars 1876, no 2 747.

b. Quatre mille sept cents piastres, dus en vertu d'un acte, John Strang, notaire, en date du 12 septembre 1870, enregistré le 16 septembre 1870, no 39 686, et renouvelé par avis enregistré le 17 mars 1876, no 2 750.

c. Quatre mille sept cents piastres, dus en vertu d'un acte John Strang, notaire, en date du 12 septembre 1870, enregistré le 16 septembre 1870, no 39 687 et renouvelé par avis enregistré le 17 mars 1876, no 2 749.

d. Vingt-deux mille piastres, dus en vertu d'un acte, John Strang, notaire en date du 12 septembre 1870, enregistré le 16 septembre 1870, no 39 688 et renouvelé par avis enregistré le 17 mars 1876, no 2 751.

e. Quatorze mille piastres, dus en vertu d'une convention, J.-A. Charlebois, notaire en date du 24 octobre 1872, enregistrée le 26 octobre 1872, no 43 265, et renouvelée par avis enregistré le 13 mars 1876 no 2 802.

f. Vingt-deux mille cinq cents piastres balance du prix dû en vertu d'un acte de vente. J.-A. Charlebois, notaire, 23 septembre 1884, enregistré le 25 octobre 1884, no 10,785.



### Garantie du gouvernement

Et la partie de la troisième part, représentant le gouvernement de la province de Québec, garantit le paiement du capital et des intérêts du présent emprunt et s'engage en outre, au nom du dit gouvernement, à faire ratifier cette garantie par la Législature de la dite province, à sa prochaine session.

Dont acte ainsi fait et passé, dans la cité de Montréal, le vingt-neuvième jour de juin mil huit cent quatre-vingt-treize, et consigné aux archives de l'étude du dit maître Marier, sous le numéro dix-neuf mille quatre cent quarante-huit.

Et après lecture faite, les parties ont signé en présence du dit notaire.

(Signé) Soeur Marie-Emma Sirois  
dite Saint-Théodore  
Dépositaire

Louis-P. Pelletier  
Sec. prov.

W.M. Ramsay,

W. De M. Marier, N.P.

Vraie copie de l'original du présent acte demeurant dans les archives de mon étude.

(Signé) W. De M. Marier, N.P.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Blâme sévèrement le gouvernement de s'être rendu responsable pour une somme de \$90 000 vis-à-vis la compagnie d'assurance "Standard" sans autorisation de la Chambre. Si c'est là une partie du vigoureux système d'économie que le gouvernement a promis d'adopter, l'électorat a été crânement trompé.

Les ministres prétendent qu'ils veulent diminuer la dette. Pourquoi alors assumer volontairement la responsabilité d'obligations inutiles?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit que les soeurs de la Charité sont une corporation solvable et que la Chambre n'a rien à craindre.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Alors, si les soeurs de la Charité sont si solvables et si riches que cela, pourquoi la "Standard" a-t-elle exigé la garantie du gouvernement?

M. G. W. STEPHENS (Huntingdon): Dit que toute cette affaire est une transaction malheureuse du présent ministère.

Il ne critiquerait pas si le gouvernement avait prêté aux soeurs l'argent nécessaire à la construction d'un nouvel édifice. Mais il le blâme de s'être rendu responsable d'une somme de \$90 000 pour faire réparer une vieille baraque. Il condamne aussi le gouvernement pour avoir signé un contrat

de cette importance sans avoir consulté la Chambre.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Dit que le gouvernement a commis une grave imprudence en se rendant responsable de l'emprunt de \$90 000 fait par les religieuses vu que ce montant n'est payable que dans 30 ans et que, d'ici à ce temps, les religieuses peuvent devenir incapables de payer. Pourquoi le gouvernement prend-il cette responsabilité puisque les religieuses avaient déjà offert de se charger de l'entretien des aliénés, au mois de mai dernier, sans acheter la vieille propriété qui n'est d'aucune valeur? Aujourd'hui le gouvernement se porte garant du paiement de cette propriété.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit que le représentant de Bonaventure (M. H. Mercier) a fait des assertions erronées, et que les soeurs n'auraient jamais été en état de construire un nouvel hospice. Le député de Bonaventure (M. H. Mercier) qui reproche au gouvernement d'avoir aidé les religieuses à faire un emprunt pour acheter l'asile de Beauport, oublie que son gouvernement a garanti un emprunt fait par les directeurs de l'asile de Verdun, un asile protestant de Montréal. S'il avait fallu construire un asile neuf, acheter des meubles neufs, ce ne sont pas \$425 000 qui auraient suffi.

Nous avons prêté à une communauté sérieuse, nous avons affaire à une communauté qui fera honneur à ses affaires, la garantie est bonne et le gouvernement ne perdra rien.

Il est préférable d'avoir garanti cet emprunt aux conditions avantageuses connues au lieu d'avoir pris l'argent dans le Trésor public.

Il explique le contrat. L'emprunteur reconnaît être endetté envers les prêteurs en la somme de quatre-vingt-dix mille dollars, montant d'un emprunt contracté par l'emprunteur pour les fins ci-dessus, laquelle somme il promet et s'engage de payer aux créanciers possédant des hypothèques sur la propriété et d'obtenir en faveur des prêteurs subrogation aux droits hypothécaires qui (sont) garantis par les sommes par eux avancées.

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Condamne le contrat. Il accuse le gouvernement d'avoir essayé de protéger outre mesure ses amis politiques, les expropriétaires de l'asile de Beauport, au détriment de la province. Il s'interrompt et propose l'ajournement du débat.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Le gouvernement n'avait aucun droit d'acheter et de se porter garant pour les soeurs de la Charité. Il n'y a rien dans le statut qui l'y autorisait directement ou indirectement. En se portant ainsi garant pour 10 ans, il a outrepassé ses pouvoirs et la province reste de fait propriétaire éventuelle de l'asile. Une belle perspective pour la province, advenant que les soeurs, pour une raison ou une autre, refusent ou ne peuvent continuer à remplir leur contrat! Je défie la droite de nier cela.

M. V. GLADU (Yamaska): Bien plus; si, les dix années révolues le gouvernement est obligé de reprendre possession de l'asile, il lui faudra rembourser le coût de toutes ces améliorations faites par les soeurs.

La résolution est adoptée.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé une résolution laquelle est lue pour la première fois.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour prendre en considération une certaine résolution concernant le contrat passé entre les propriétaires de l'asile de Beauport et les soeurs de la Charité de Québec et le gouvernement relativement à la vente de l'asile de Beauport. Il informe la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de cette résolution et qu'il la recommande à cette Chambre.

Adopté.

### En comité:

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose la résolution suivante: Que le contrat ci-après édicté, passé le sept avril mil huit cent quatre-vingt-treize, devant V. Wenceslas LaRue, notaire, entre l'honorable Philippe Landry, dame Joséphine-Delphine Lavigne, veuve de feu F.-E. Roy, de Québec, et George-Antoine Larue, de la paroisse de Beauport, les soeurs de la Charité de Québec et le gouvernement, relativement à la vente de l'asile de Beauport, soit ratifié, approuvé et déclaré avoir pleins effets et valeur.

### Contrat

L'an mil huit cent quatre-vingt-treize, le sept avril, devant V. Wenceslas LaRue, notaire public pour la province de Québec, résidant et pratiquant en la cité de Québec.

Ont comparu:

L'honorable Philippe Landry, sénateur, résidant à Villa-Mastai, dans la paroisse de Saint-Roch de Québec, près de la cité de Québec, George-Antoine Larue, de la paroisse de Beauport, écuyer, médecin et chirurgien, et dame Joséphine-Delphine Lavigne, de la cité de Québec, veuve de feu F.-E. Roy, en son vivant de la cité de Québec, médecin et chirurgien, tous trois en leur qualité de propriétaires indivis et usufruitiers de l'asile des aliénés de Beauport, comme suit: L'honorable Philippe Landry, propriétaires pour un quart; George-Antoine LaRue, comme tuteur à ses enfants mineurs propriétaires pour un sixième et personnellement propriétaire pour un douzième, et dame Joséphine-Delphine Lavigne comme usufruitière de la moitié et comme possédant tels autres droits qui peuvent lui appartenir en vertu du testament de feu F.-E. Roy, son mari; le dit G.-A. LaRue, agissant en outre, en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par feu dame Cécile Landry, son épouse, selon son testament fait le vingt-neuf

juin mil huit cent quatre-vingt-sept, devant Maître J.-B. Delâge, parties de la première part.

La communauté dite "Les Soeurs de la Charité de Québec", corps politique et incorporé, ayant son siège d'affaires à Québec, et ici représentée par dame Marie-Emma Sirois, de la cité de Québec, en religion, soeur Saint-Théodore, dépositaire de la dite communauté, et spécialement autorisée aux fins des présentes, en vertu d'une résolution passée par le conseil des soeurs de la Charité de Québec, en date de ce jour et approuvée par Sa Grandeur mgr L.-N. Bégin, coadjuteur de Son Eminence le cardinal Taschereau, archevêque de Québec; copie de laquelle autorisation, ainsi approuvée, restera ci-annexée après avoir été reconnue comme véritable par la dite soeur Saint-Théodore, en présence du notaire soussigné, partie de la seconde part.

Sa Majesté Notre Souveraine Dame la reine, ici représentée par l'honorable Louis-Philippe Pelletier, de la cité de Québec, avocat, conseil de la reine et, secrétaire et registraire de la province, autorisé pour les fins des présentes par un ordre en conseil, en date du premier avril courant, sanctionné le même jour et dont copie demeurera ci-annexée, partie de troisième part.

Lesquelles ont fait entre elles, ce jour, les conventions suivantes, savoir:

Les parties de première part vendent, cèdent et transportent avec les garanties de droit aux parties de seconde part qui acceptent:

1. Les numéros (590 et 591) cinq cent quatre-vingt-dix et cinq cent quatre-vingt-onze des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de Saint-Roch-Nord, et (739) sept cent trente-neuf des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Beauport, dans le comté de Québec, avec toutes les bâtisses dessus construites, circonsances et dépendances, formant et comprenant tout ce qu'on est convenu d'appeler l'asile de Beauport ou l'asile des aliénés de Québec, et ses dépendances, avec toutes les maisons, constructions, travaux, ouvrages, ornements, chemins, clôtures, etc. etc., en un mot, tout ce qui se trouve, sans distinction, dans et sur les dites propriétés et qui a été évalué à la somme de quatre cent quatre-vingt-seize mille cent cinquante-quatre piastres (496,154 00), par les experts J.F. Peachy et F.-X. Berlinguet, à l'expertise qui a eu lieu dans le cours de l'année mil huit cent quatre-vingt-douze (1892) et dont le rapport, daté du seize septembre mil huit cent quatre-vingt-douze, est déposé au secrétariat de la province, et est bien connu des parties;

2. Tout ce qui se trouve dans et sur les dites propriétés et leurs dépendances ou servant à leur exploitation, en fait de meubles, meubles meublants et biens mobiliers, sans aucune exception ni réserve quelconque.

Cette vente est faite pour et en considération de la somme totale de quatre cent vingt-cinq mille piastres (**\$425,000.00**), comme suit: **tout** ce qui est ci-haut en premier lieu vendu, pour trois cent vingt-sept mille piastres et tout ce que ci-haut en second lieu vendu **pour** quatre-vingt-dix-huit mille piastres. **Les parties de la première part déclarent qu'il existe sur les dites propriétés des dettes hy-**

pothécaires pour la somme de (\$98,000.00) quatre-vingt-dix-huit mille piastres, et garantissent qu'il n'y a pas de dettes hypothécaires excédant la dite somme en capital et intérêts.

Les parties de la seconde part seront tenues de souffrir la servitude d'aqueduc mentionnée en l'acte du vingt et un décembre mil huit cent quatre-vingt-six, devant Maître J.-A. Charlebois, entre les exécuteurs testamentaires de feu Jean-Etienne Landry et Philippe Landry, enregistré le deux mars mil huit cent quatre-vingt-sept, sous le numéro 75531.

Le premier mai prochain (1893), les parties de deuxième part deviendront responsables, à l'entier acquit et décharge des parties de première part, des dites quatre-vingt-dix-huit mille piastres (\$98,000.00) et des intérêts sur cette dite somme, à compter du dit premier mai, envers les divers créanciers, des sommes qui en forment le total, et elles acquitteront la dite somme de quatre-vingt-dix-huit mille piastres ou feront des arrangements avec les dits créanciers d'icelles, de manière à ce que les parties de première part n'en soient jamais inquiétées.

Quant à la somme de trois cent vingt-sept mille piastres (\$327,000.00) représentant le prix de vente des immeubles, elle sera payée par la partie de deuxième part à la partie de première part, en soixante années à compter du premier mai prochain, par soixante annuités de dix-huit mille six cents piastres courant (\$18,600.00) chacune, comprenant l'intérêt et la somme affectée à l'amortissement. Ces annuités seront payables par quartiers de quatre mille six cent cinquante piastres chacun, les premiers février, mai, août et novembre chaque an consécutivement, et dont le premier écherra le premier août prochain.

Il est entendu que les dites parties de deuxième part achètent tout ce que ci-dessus mentionné, dans le but de se charger, moyennant un autre contrat passé ce jour devant J.-A. Charlebois, notaire, du soin et de la garde des aliénés qui sont maintenant internés dans le dit asile ou qui pourront l'être à l'avenir, et que sur les sommes qui seront dues par la partie de troisième part, pour les comptes trimestriels qui seront présentés pour la garde et le soin des dits aliénés, il sera retenu une somme suffisante pour payer les dits versements des annuités ci-dessus stipulés, plus les intérêts sur les quatre-vingt-dix-huit mille piastres (\$98,000.00); de sorte que, pendant la durée du dit contrat, entre les parties de seconde et de troisième part, le paiement des versements trimestriels, sur les trois cent vingt-sept mille piastres (\$327,000.00) se fera directement aux parties de première part ou à leurs représentants, au bureau du trésorier de la province, dans la proportion qui sera déterminée entre eux.

Si à l'expiration du dit contrat passé ce jour entre les parties de seconde et de troisième part, ce contrat est renouvelé, les paiements trimestriels continueront à se faire directement aux dites parties de première part ou à leurs représentants comme susdit, et si le dit contrat n'était pas renouvelé, ou si, en aucun temps, la partie de troisième part devenait propriétaire des dites proprié-

tés, tel qu'expliqué aux clauses dix et onze (10 et 11) de l'autre acte passé ce jour, entre les soeurs de la Charité et le gouvernement de la province, alors et dans ces cas, la dite partie de troisième part continuera à faire aux dites parties de première part ou à leurs représentants les dits paiements trimestriels, pendant la période qui restera encore non écoulée.

La partie de troisième part garantit envers les parties de première part l'exécution de toutes les obligations que contractent par les présentes les parties de seconde part, même leur capacité légale pour ce faire.

Et attendu qu'il appert que la dite dame Joséphine-Delphine Lavigne n'a pas le droit de disposer de la propriété de la moitié indivise des dits biens dont elle a l'usufruit par le testament de feu son mari, et attendu que les autres intérêts sés dans la dite moitié indivise ne peuvent non plus aliéner leurs droits, soit parce qu'il y a des mineurs, soit parce qu'il y a des droits éventuels non liquidés et incertains; et attendu qu'il est dans le plus grand intérêt de tous les intéressés que la dite propriété soit vendue, vu l'expiration au premier mai prochain du contrat des propriétaires de l'asile avec le gouvernement de la province, la dite partie de troisième part s'engage à obtenir de la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la ratification des présentes, de manière à leur donner effet vis-à-vis de toutes les parties intéressées et à faire passer toute autre loi qui pourrait être nécessaire pour la protection de leurs droits.

Et, en attendant cette législation, la partie de troisième part gardera entre ses mains toutes sommes représentant en capital le prix d'aliénation de la partie de la dite propriété appartenant en usufruit à la dite dame Joséphine-Delphine Lavigne.

Vu que le contrat des propriétaires de l'asile de Beauport n'expire que le premier mai prochain il est entendu et convenu que les parties de seconde part entreront en possession de tout ce que ci-dessus vendu, le huit avril courant, à midi, et que pour tout le temps devant s'écouler entre la dite date du huit avril et le premier mai prochain, les parties de seconde part seront payées par le gouvernement pour les malades sur le pied de cent piastres par tête, par malade, par année; et attendu que les parties de première part renoncent au bénéfice du contrat qu'elles ont avec le gouvernement pour cette période, elles recevront, à titre d'indemnité, de la partie de troisième part, la différence pour cette dite période entre cent piastres et cent trente-deux piastres par année, prix du contrat actuel.

Le présent acte devra être ratifié par une loi de la Législature, à sa prochaine session.

Les parties de première part cèdent et transportent aux parties de seconde part tous leurs droits en vertu des polices d'assurances ayant rapport à tout ce que ci-dessus vendu; le dit transport devant prendre effet au moment où les parties de première part doivent livrer ce que ci-dessus vendu, c'est-à-dire, le huit avril courant, à midi.

Dont acte fait à Québec, sous le numéro sept mille neuf cent soixante et dix-sept des minutes du dit V.-W. LaRue, notaire.

En foi de quoi, les dits comparants ont signé avec moi. notaire, et en ma présence, lecture faite.

(Signé) Joséphine-D. Roy,  
(Signé) Soeur M.-E. Sirois dite Saint Théodore.  
Dépositaire.

(Signé) Ph. Landry.  
(Signé) G.-A. LaRue.  
(Signé) Louis-P. Pelletier

Secrétaire provincial.

(Signé) V.-W. LaRue. N.P.

Vraie copie de la minute demeurée en mon étude.

(Signé) V.-W. LaRue, N. P.  
7 avril 1893.

A une assemblée du conseil des soeurs de la Charité de Québec, ce jour, le 7 avril 1893, il a été résolu que soeur Marie-Emma Sirois dite Saint-Théodore, dépositaire de cette communauté, soit autorisée à signer pour et au nom des dites soeurs de la Charité l'acte d'achat de l'asile de Beauport et ses dépendances, lequel a été communiqué au conseil de la communauté et qui est par le présent approuvé.

(Signé) Soeur J. Auger dite Sainte-Hélène,  
Supérieure.

(Signé) Soeur D. Gauvin dite Marie du Sacré-Coeur,  
Assistante,

(Signé) Soeur C. Deschênes dite Sainte-Christine,  
Maîtresse des novices.

(Signé) Soeur M.-P. Laprise dite Saint-Vincent de Paul.  
Hospitalière.

Approuvé ce 7 avril 1893.

(Signé) L.N. Arch, de Cyrène,  
Coadj. de S. E. le card. Taschereau.

Reconnue véritable pour être annexée à la minute de la vente de l'asile de Beauport et ses dépendances par l'honorable P. Landry et al en faveur des soeurs de la Charité de Québec, devant V.-W. LaRue. N.P.. ce 7 avril 1893. En présence de

(Signé) Soeur Saint-Théodore,  
Dépositaire.  
V.-W. LaRue. N.P.

Vraie copie de la résolution annexée à l'original de l'acte de vente de l'asile de Beauport. reçu devant V.-W. LaRue. N.P. ce sept avril mil huit cent quatre-vingt-treize.

(Signé) V.-W. LaRue. N.P.

Copie du rapport d'un comité de l'honorable Conseil exécutif, en date du 1er avril 1894, approuvé par l'administrateur de la province, le 1er avril 1893.

No. 148.

Concernant le contrat de vente de l'asile des aliénés de Beauport. aux soeurs de la Charité de Québec.

L'honorable secrétaire de la province, avec un mémoire en date du 1er avril courant (1893). recommande qu'il soit autorisé à signer le contrat dont le projet est annexé au dit mémoire, étant le contrat de vente par les propriétaires de l'asile des aliénés de Beauport, en faveur des soeurs de la Charité de Québec, auquel contrat le gouvernement de la province de Québec intervient.

Certifié.

(Signé) Gustave Grenier.  
Greffier du Conseil exécutif.

Vraie copie de l'ordre en conseil annexé à l'original de l'acte de vente de l'asile de Beauport. reçu devant V.-W. LaRue, notaire, le sept avril mil huit cent quatre-vingt-treize.

(Signé) V.-W. LaRue. N.P.

La résolution est adoptée.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé une résolution laquelle est lue pour la première fois.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester) Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération une certaine résolution concernant le contrat passé entre le gouvernement et les soeurs de la Charité de Québec relativement au maintien des aliénés à l'asile de Beauport. Il informe la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de cette résolution et qu'il la recommande à la considération de cette Chambre.

Adopté.

#### En comité:

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester) Propose la résolution suivante: Que le contrat ci-après réitéré, relatif au soin, à la garde et à l'entretien des aliénés dans l'asile de Beauport, passé le sept avril mil huit cent quatre-vingt-treize devant J.-A. Charlebois. notaire, entre le gouvernement et les soeurs de la Charité de Québec, est approuvé et ratifié.

#### Contrat.

L'an mil huit cent quatre-vingt-treize, le septième jour d'avril, par-devant Jean-Alfred Charlebois. notaire public pour la province de Québec résidant et pratiquant en la cité de Québec, soussigné.

Ont comparu:

Sa Majesté Notre Souveraine Dame la reine, représentée au présent acte par l'honorable Louis-Philippe Pelletier, de la cité de Québec, avocat, conseil de la reine, secrétaire et registraire de la province de Québec et dûment autorisé à l'effet des présentes en vertu d'un ordre en conseil, en date du premier avril courant, et approuvé le même jour par Son Honneur l'administrateur de la province de Québec, et dont copie est annexée aux présentes, partie de la première part;

Et les soeurs de la Charité de Québec, corps politique et incorporé, ayant son siège d'affaires dans la cité de Québec, représentées aux présentes par dame Marie-Emma Sirois, de la cité de Québec, en religion soeur Saint-Théodore, dépositaire de la dite communauté et spécialement autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution passée par le conseil des soeurs de la Charité de Québec, en date du septième jour d'avril courant, et approuvée par Sa Grandeur monseigneur L.-N. Bégin, coadjuteur de Son Eminence le cardinal Taschereau; copie de laquelle autorisation, ainsi approuvée, restera ci-annexée après avoir été reconnue véritable par la dite soeur Saint-Théodore, en présence du dit notaire, partie de la seconde part.

Lesquelles parties ont fait entre elles les conventions suivantes, savoir;

#### **Entreprise du soin et entretien des idiots et aliénés**

Les parties de la seconde part s'engagent et s'obligent, pour le terme et espace de dix années, qui commenceront à courir le huitième jour d'avril courant, à recevoir et loger, tel que ci-après détaillé, les personnes idiotes et aliénées de l'un ou l'autre sexe, ci-après désignées sous le nom de "Malades", qui leur seront confiées par la partie de la première part, à les nourrir, vêtir, entretenir, chauffer et éclairer convenablement, leur donner tous les soins qui leur seront nécessaires, tant en santé qu'en maladie, et de leur fournir les soins médicaux que leur état exigera sous les restrictions ci-après posées.

#### **Nourriture, etc., indiquée dans la cédule**

2. La nourriture et les vêtements donnés, ainsi que les lits et la literie fournis aux malades par les parties de la seconde part, ne devront, dans aucun cas, être d'une qualité inférieure, ni donnés dans des quantités moindres que celles qui sont décrites et mentionnées en la cédule ci-annexée. signée et paraphée par les parties de l'une et de l'autre part, avec et en présence du notaire soussigné.

#### **Nombre minimum de malades**

3. La partie de la première part s'engage et s'oblige par les présentes à mettre et tenir en tout temps pendant la durée du présent contrat, sous les soins des parties de la seconde part comme susdit, des malades au nombre de pas moins de huit cent cinquante (850), comprenant dans ce nombre ceux qui sont déjà à Saint-Ferdinand-d'Halifax.

#### **Prix pour entretien, etc., de chaque malade**

4. La partie de la première part s'oblige à payer aux parties de la seconde part, au bureau du trésorier de la province de Québec, une somme de cent piastres par année, par tête, pour chaque malade qu'elles gardent ou garderont à l'avenir pour le gouvernement de la province et pour tout le temps de son internement seulement: les paiements s'effectueront par versements trimestriels dont le premier se fera le premier juillet prochain, pour ensuite continuer de trois mois en trois mois jusqu'à l'expiration du présent contrat, mais le montant annuel ne sera jamais pour une somme moins élevée que celle payable pour le minimum de malades ci-dessus fixé.

#### **Traitement pas inférieur à celui des malades à Saint-Jean-de-Dieu — Améliorations et découvertes**

5. Moyennant le paiement de la somme de cent piastres par tête, ci-dessus stipulé, les parties de la seconde part s'obligent à donner aux malades qui leur sont et seront confiés au moins les mêmes soins, à leur procurer au moins le même confort, les mêmes amusements et récréations, la même sollicitude, en un mot, à les traiter en tout point au moins aussi bien que les malades le sont maintenant à l'asile de Saint-Jean-de-Dieu. à la Longue-Pointe, près de Montreal: les dites parties de la seconde part s'obligent en outre à améliorer la tenue générale de leurs asiles à mesure que la science et l'expérience feront connaître les améliorations qu'il convient d'apporter au traitement des aliénés, sujet néanmoins à ce qui est mentionné dans la clause suivante:

#### **Certaines dépenses extraordinaires remboursées**

6. Si, cependant, par suite des ordres du surintendant médical ou du bureau médical, ou des règlements faits en vertu des lois de cette province concernant les aliénés et les asiles d'aliénés, des dépenses sont imposées qui soient plus considérables que celles qui résulteront de ce qui est spécifiquement mentionné dans les clauses 1.2.3, 5, 7, 8 et 9 du présent contrat et dans la cédule annexée, ces dépenses additionnelles seront payées par la partie de la première part, en sus du prix du contrat.

#### **Vêtements pour différentes saisons — Travail des malades**

7. Les vêtements des malades devront correspondre aux différentes saisons, de manière à leur permettre de sortir tous les jours autant que possible.

8. Le travail des malades devra être généralisé comme moyen de guérison.

Visites des médecins, des inspecteurs, etc.

9. Les dites soeurs de la Charité donneront toutes les facilités possibles aux médecins du

gouvernement et aux visiteurs et inspecteurs des asiles et leur prêteront tout leur concours, de manière à faciliter leur oeuvre et l'accomplissement de leurs devoirs.

Droit d'acheter réservé au gouvernement

10. Le gouvernement de la province de Québec pourra en tout temps, pendant la durée du présent contrat, devenir propriétaire des bâtisses connues sous le nom d'asile de Beauport et ses dépendances, du terrain sur lequel elles sont construites, de la ferme qui y est attachée, ainsi que de toutes les dépendances, en se chargeant de payer à l'acquit des dites soeurs de la Charité et à leur lieu et place, tous et chacun des dits versements trimestriels non acquittés qui sont mentionnés dans le contrat passé ce jour entre les anciens propriétaires de l'asile de Beauport et les soeurs de la Charité par acte devant V.-W. La Rue, N.P.

Si le gouvernement devient ainsi propriétaire, il devra acheter, en même temps, toutes les additions et améliorations qui auront pu être faites au dit asile avec le consentement préalable du lieutenant-gouverneur en conseil et qui auront été payées par les dites soeurs de la Charité et ce, à dire d'experts qui devront être choisis comme suit: le lieutenant-gouverneur en conseil et les dites soeurs de la Charité choisiront chacun un expert; le troisième sera choisi par les deux premiers dans le délai fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil. A défaut d'entente par les dits deux experts dans le délai voulu, le troisième expert sera nommé par un juge de la Cour supérieure, en Chambre, sur la demande de l'une des parties intéressées, qui sera tenue de donner avis de cette demande à l'autre partie.

#### **Proviso si contrat prend fin par expiration du terme**

11. A l'expiration du présent contrat, si du consentement des parties il n'est pas renouvelé sur une base quelconque, ou si du consentement des parties le contrat venait à prendre fin avant l'expiration de son terme naturel, le gouvernement deviendra propriétaire de tout ce que mentionné dans la clause précédente, aux conditions y mentionnées, et il devra, en outre, acquérir les meubles, biens meubles et effets mobiliers se trouvant dans le dit asile ou sur la propriété et servant à l'exploitation d'iceux, pour le prix fixé par les experts en vertu de la clause précédente ou à défaut de telle nomination par des experts nommés de la même manière.

#### **Assurance sur propriété**

12. Les dites soeurs de la Charité devront assurer les meubles et immeubles de l'asile de Beauport pour un montant de cent cinquante mille piastres au moins; mais si la partie de la première part est d'opinion que ces assurances ne sont pas pour un montant assez élevé pour sauvegarder les droits de la province, elle pourra effectuer un montant d'assurance additionnel, et alors, elle

paiera les primes de ces assurances qui auront été ainsi effectuées par elle.

#### **Service des chapelains**

13. La partie de la première part se charge de payer pour le service des chapelains nécessaires au dit asile, mais les dites soeurs de la Charité devront loger et nourrir les dits chapelains si elles en sont requises.

#### **Transport des malades**

14. Les malades ainsi confiés aux soins et à la garde des dites soeurs de la Charité seront transportés à et livrés à l'asile aux frais et dépens seuls du gouvernement de la province de Québec ou des parties intéressées, sauf le recours du gouvernement contre les personnes, corporations ou municipalités qui y sont tenues d'après la loi.

#### **Evasion des malades**

15. Mais il est convenu que si, après leur arrivée à l'asile, ces personnes viennent à s'échapper ou à s'éloigner de l'asile, les dites soeurs seront tenues de faire, à leurs propres frais, toutes les diligences et perquisitions nécessaires pour les trouver et les ramener au dit asile.

#### **Avis dans le cas d'évasion**

16. Chaque fois qu'un malade ainsi confié aux dites soeurs de la Charité s'échappera ou s'éloignera de l'asile, les dites soeurs de la Charité devront donner au secrétaire de la province un avis, dans lequel elles mentionneront le nom du malade qui aura quitté le dit asile, la date de son évasion et celle de son retour ou le fait qu'il n'a pu être retrouvé.

#### **Avis dans le cas de décès**

17. Dans le cas de décès d'aucun des malades, les soeurs de la Charité devront donner au secrétaire de la province un avis contenant le nom du malade et la date de son décès.

#### **Frais d'inhumation**

17. Lors du paiement de chaque trimestre, le gouvernement paiera aux parties de la seconde part une somme additionnelle de trois piastres, pour frais d'inhumation et autres frais funéraires de chaque malade décédé à l'asile pendant ce trimestre.

#### **Réduction du prix pour entretien des malades**

18. Si, en aucun temps pendant la durée du présent contrat, le gouvernement devenait propriétaire des immeubles du dit asile, le prix de la garde et des soins des malades sera réduit à quatre-vingt-six piastres par année, pour le temps qui restera à courir.

**Mode du remboursement  
en capital au cas d'acquisition**

19. Si le gouvernement devenait propriétaire des dits immeubles, soit pendant la durée du présent contrat, soit à son expiration, il devra rembourser aux dites soeurs de la Charité une somme égale à celle qu'elles se trouvaient à avoir payée en capital seulement dans les annuités dont il est fait mention au contrat passé ce jour devant V.-W. LaRue. et ci-dessus mentionnées.

**Défense de transporter contrat**

20. Les dites soeurs de la Charité n'auront pas le droit de transférer ou de transporter le présent contrat sans un ordre en conseil acceptant le dit transport.

**Dispositions générales**

21. Pour tout ce qui n'est pas spécialement mentionné et réglé dans le présent contrat, les parties s'en rapportent à la loi de la province de

Quebec, concernant les aliénés et les asiles d'aliénés, et notamment quant à ce qui regarde le choix, la nomination et le traitement des médecins, la constitution du bureau médical, ses pouvoirs et ses attributions.

22. Le présent contrat devra être ratifié par une loi de la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session.

Dont acte fait et passé en la cité de Québec, à l'hospice des soeurs de la Charité, les jours, mois et an susdits, sous le numéro quatre mille sept cent soixante.

En foi de quoi les parties ont signé les présentes avec et en présence du notaire soussigné, après lecture faite.

Louis-P. Pelletier.  
Secrétaire provincial.

(Signé) Soeur M.-E. Sirois dite Saint-Théodore.  
Dépositaire

J.-A. Charlebois, N.P.

Vraie copie,

(Signé) J.-A. Charlebois. N.P.

## CEDULE I

### Règlement concernant la nourriture et les rations des hommes et des femmes

Pain de blé par jour .....	onces	20
Patates, carottes, navets et autres légumes .....	"	20
Viande, boeuf, mouton ou lard de première qualité .....	"	6
Pour les malades ordinaires .....	"	8
Pour les malades qui peuvent travailler ou pour ceux qui sont tranquilles .....	"	2
La même quantité de poisson par jour si on le désire .....	"	2
Beurre, par jour .....	chopines	1 1/2
Soupe à la viande ou aux légumes, par jour .....	"	
Thé et café, avec lait .....		
Et les assaisonnements nécessaires .....		

La préparation de la nourriture sera variée, et il y aura au moins trois repas par jour pour chaque malade et une variété dans la nourriture autant que possible chaque jour avec aussi des fruits ou du dessert une fois par jour.

## II

### Habillement pour les hommes

Chemises .....	par	année	4	
Chemises de dessous en flanelle .....	"	"	2	
Chemises de dessous en coton .....	"	"	2	
Bas de laine .....	"	"	3	paires
Chaussons de coton .....	"	"	3	"
Souliers .....	"	"	3	"
Pantalons d'été .....	"	"	2	"
Pantalons d'hiver .....	"	"	2	
Pour les malades qui détériorent leurs habillements .....				
Pantalons d'été .....	par	année	4	paires
Pantalons d'hiver .....	"	"	4	"
Bretelles .....	"	"	1	"
Caleçons de coton .....	"	"	2	"
Caleçons de laine .....	"	"	2	"
Cravates d'été .....	"	"	2	
Cravates d'hiver .....	"	"	2	
Habits d'été .....	"	"	2	
Habits d'hiver .....	"	"	2	
Vestes d'été .....	"	"	2	
Vestes d'hiver .....	"	"	2	
Chapeau d'été .....	"	"	1	
Casque d'hiver .....	"	"	1	
Mouchoirs de poche .....	"	"	3	



## Pour les femmes

	par	année	
Chemises	14	10	4
Chemises de dessous en flanelle	10	10	2
Chemises de dessous en coton	10	10	2
Chaussons de laine	10	10	3
Chaussons de coton	10	10	3
Jarrettières	10	10	1
Souliers	10	10	3
Jupons d'été	10	10	2
Jupons d'hiver	10	10	2
Robes de coton pour été	10	10	2
Robes de laine pour hiver	10	10	2
Châles d'été	10	10	2
Châles d'hiver	10	10	2
Tabliers	10	10	4
Bonnets de jour	10	10	3
Bonnets de nuit	10	10	3
Mouchoirs	10	10	3
Chapeau d'été	10	10	1
Chapeau d'hiver	10	10	1
Caleçons d'été	10	10	2
Caleçons d'hiver	10	10	2

paires

### Literie

Lit de fer, matelas en laine, matelas en crin ou matelas en laine et crin, matelas en paille, oreiller en laine et oreiller en crin, taies d'oreillers, au moins deux par lit, draps de lit, au moins quatre par lit, couvertes de laine, au moins quatre pour chaque lit, une couverture piquée, une chaise, un vase de nuit, des lits spéciaux pour les malades négligents et épileptiques.

Ceci est la cédule dont il est fait mention en le contrat ci-devant écrit des autres parts entre les soeurs de la Charité de Québec, d'une part, et Sa Majesté représentée par l'honorable Louis-Philippe Pelletier, secrétaire de la province, d'autre part, passé devant le notaire soussigné, ce septième jour d'avril mil huit cent quatre-vingt-treize, signé et paraphé le même jour par les parties et le notaire soussigné.

(Signé) Louis-P. Pelletier.

Secrétaire provincial.

Soeur M.-E. Sirois dite Saint-Théodore,

Dépositaire.

J.-A. Charlebois, N.P.

Vraie copie.

J.-A. Charlebois, N.P.

(L.S.)

7 avril, 1893.

A une assemblée du conseil des soeurs de la Charité de Québec, ce jour, le 7 avril 1893, il a été résolu que soeur Marie-Emma Sirois dite Saint-Théodore, dépositaire de cette communauté, soit autorisée à signer pour et au nom des dites soeurs de la Charité de Québec le contrat avec le gouvernement pour la garde et l'entretien des aliénés, lequel a été communiqué au conseil de la communauté et qui est, par le présent, approuvé.

(Signé) Soeur J. Auger dite Sainte-Hélène,  
Supérieure.

(Signé) Soeur D. Gauvin dite Marie du Sacré-Coeur,  
Assistante.

(Signé) Soeur C. Deschênes dite Sainte-Christine,  
Maîtresse des novices.

(Signé) Soeur M.-P. Laprise dite Saint-Vincent de  
Paul,  
Hospitalière.

Approuvé ce 7 avril. 1893.

(Signé) L.N. Arch, de Cyrène,  
Coadj, de SE. le card. Taschereau.

Ceci est la résolution dont il est fait mention en l'acte ci-devant écrit des autres parts.

(Signé) Soeur M.-E. Sirois dite Saint-Théodore,  
Dépositaire.

(Signé) J.-A. Charlebois, N.P.

Vraie copie,

(Signé) J.-A. Charlebois, N.P.

Copie du rapport d'un comité de l'honorable Conseil exécutif, en date du 1er avril 1893, approuvé par l'administrateur de la province, le 1er avril 1893, concernant un contrat avec les soeurs de la Charité de Québec pour la garde, etc.. des aliénés qui leur seront à l'avenir confiés.

L'honorable secrétaire de la province, avec un mémoire en date du premier avril courant (1893), recommande qu'il soit autorisé à signer le contrat dont le projet est annexé au mémoire susdit, étant le contrat entre le gouvernement et les soeurs de la Charité de Québec pour la garde, l'entretien et le soin des aliénés qui seront à l'avenir confiés aux dites soeurs de la Charité.

Certifié,

(Signé) Gustave Grenier,  
Greffier du Conseil exécutif.

Ceci est la copie de l'ordre en conseil dont il est fait mention en l'acte ci-devant écrit des autres parts.

Québec, 7 avril 1893.

(Signé) J.-A. Charlebois, N.P.

Vraie copie,

(Signé) J.-A. Charlebois, N.P.

La résolution est adoptée.

### Résolution à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé une résolution laquelle est lue pour la première fois.

La séance est levée à minuit et demi.

## Séance du 16 novembre 1893

Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à trois heures et demie.

### Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Le Conseil législatif informe cette Chambre qu'il a nommé les honorables MM. Archambault, Chapais, Cormier, de Boucherville, Methot, Pelletier, Ross, D.A., Stames et Sylvestre, membres du comité spécial pour assister M. l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque, en tant que les intérêts du Conseil législatif sont concernés et pour agir au nom du Conseil législatif comme membres du comité conjoint des deux Chambres, au sujet de la bibliothèque.

### Documents:

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre l'état des affaires de l'institution suivante pour l'année 1893, savoir: "Ladies Hebrew Benevolent Society". (Documents de la session no 11)

### Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. England, la pétition de C. Pettes et autres du comté de Brôme.

Par M. Morris, la pétition de Duncan McIntyre et autres de la cité de Montréal.

Par M. Tétreau, la pétition de la corporation de la ville de Buckingham et la pétition de John Bryson du village de Fort Coulonge, comté de Pontiac.

Par M. McDonald, la pétition de J.-A. Chalioux de la Côte de Saint-Hyacinthe, médecin et chirurgien.

Par M. Allard, la pétition de Camille Piché de la cité de Montréal et la pétition de L.-A. Jetté et autres de la cité de Montréal.

Par M. Augé, la pétition de l'Union des commis-marchands de la cité de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

Du Jardin zoologique de Montréal, demandant une loi lui accordant certains pouvoirs.

De l'honorable Louis Tourville et autres, demandant une loi les constituant en corporation sous le nom de: "La Compagnie du chemin de fer de la rive sud".

Du révérend L.-Z. Lambert et autres, demandant une loi constituant en corporation sous le nom "Le collège de Saint-François de la Beauce".

De Eliza Reid et autres de la cité de Montréal, demandant une loi permettant aux femmes d'être représentées dans le Bureau des commissaires d'écoles protestantes de la cité de Montréal.

De Frédéric Pratt et dame Marie-Albina Thibault de la cité de Montréal, demandant une loi pour assurer les effets civils à leur mariage.

De la corporation de la ville de Saint-Jérôme, demandant une refonte des lois organiques de la dite ville.

Du révérend Alfred-Léon Santenne et autres exécuteurs testamentaires de feu F.-X. Beaudry, en son vivant de la cité de Montréal, demandant une loi relative aux biens de feu François-Xavier Beaudry légués pour des fins de charité.

De J.-Bte Proteau et autres de Saint-André-d'Acton et autres paroisses, demandant une loi érigeant en municipalité certain territoire sous le nom de: "Municipalité de Sainte-Christine, comté de Bagot".

De J.-Bte Dufault et autres de Saint-Nazaire-d'Acton, demandant une loi érigeant la paroisse de Saint-Nazaire-d'Acton en municipalité locale distincte.

De l'Union Saint-Joseph de Lachine, demandant des amendements à sa charte.

Des soeurs Marianites de Sainte-Croix, de l'île de Montréal, demandant des amendements à leur charte.

De Joseph-Xiste Pauzé de la cité de Montréal, demandant une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre, après examen, au nombre de ses membres.

De Joseph Léveillé et autres, tous de la cité de Montréal, demandant une loi autorisant le dit Joseph Léveillé à ratifier certaines ventes d'immeubles.

De l'Union Saint-Joseph de Saint-Jean-Baptiste de Québec, demandant des amendements à sa charte.

### Rapports de comités:

M. J. MARION (L'Assomption): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis donnés sont suffisants dans chaque cas:

De la Compagnie du chemin de fer de Québec, Montmorency et Charlevoix, demandant des amendements à sa charte;

De J.-G. Laviolette et al, demandant des amendements à la charte de la cité de Montréal:

De "The Thomas McDonald Manufacturing Company", demandant une charte:

Des révérendes mères religieuses Ursulines de Stanstead, demandant une charte;

Des révérendes mères religieuses Ursulines de Roberval, demandant une charte:

De la corporation de la cité de Québec, demandant des amendements à sa charte:

De "Robert Jones Convalescent Hospital", demandant une charte;

Et des curé et marguilliers de l'Oeuvre et fabrique de la paroisse de Sainte-Scholastique, demandant une loi les autorisant à aider à la reconstruction du couvent du village Sainte-Scholastique.

M. B. BEAUCHAMP (Deux-Montagnes): J'ai

l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent d'agriculture, immigration et colonisation. Voici le rapport:

Votre comité a élu M. B. Beauchamp pour son président et a l'honneur de recommander que son quorum soit fixé à sept membres.

Adopté.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des privilèges et élections. Voici le rapport:

Votre comité a élu l'honorable M. Flynn pour son président et a l'honneur de recommander que son quorum soit réduit à cinq membres.

Adopté.

### Introduction de bills:

M. F. CARBRAY (Québec-Ouest): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 73) modifiant la loi 44-45 Victoria, chapitre 44, constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer Québec. Montmorency & Charlevoix et ses amendements et conférant d'autres pouvoirs à la dite compagnie.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 34) modifiant la charte de la cité de Montréal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. P. KENNEDY (Montréal no 6): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 31) constituant en corporation "The Thomas McDonald manufacturing Company".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. E.E. SPENCER (Missisquoi): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 36) constituant en corporation l'établissement connu sous le nom de "Robert Jones Memorial Convalescent Hospital for children of parents belonging to the Church of England, in the diocese of Montreal".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. M. F. HACKETT (Stanstead): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 43) constituant en corporation les révérendes mères religieuses Ursulines de Stanstead.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

### Impressions de la Législature

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose, appuyé par le représentant de Montréal no 5 (l'honorable J.S. Hall), qu'un message soit envoyé à l'honorable Conseil législatif priant leurs Honneurs de vouloir se joindre à cette Chambre pour former un comité conjoint des deux Chambres au sujet des impressions de la Législature et informant Leurs Honneurs que les membres du comité permanent des impressions, savoir: les honorables messieurs Taillon et Nantel et mes-

sieurs Cartier, Cholette, Cooke, Kennedy, McDonald, Gladu, Morin, Stephens et Tessier (Portneuf), seront membres pour agir au nom de cette Chambre comme membres du comité mixte des impressions de la Législature.

Adopté.

### Bibliothèque de la Législature

Il est résolu qu'il soit nommé un comité spécial composé de l'honorable M. Casgrain, l'honorable M. Pelletier, M. Marchand, M. King, M. Lacouture, M. Normand, M. Tétreau, M. Ville-neuve, M. Simpson, M. Tessier (Rimouski), M. Turgeon, M. Bourbonnais, M. Duplessis et M. Stephens, pour aider M. l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque de la Législature, en tant que les intérêts de cette Chambre sont concernés, et pour agir comme membres du comité conjoint des deux Chambres au sujet de la bibliothèque.

Il est résolu qu'il soit envoyé un message au Conseil législatif, communiquant à Leurs Honneurs la résolution précédente.

### Introduction de bills:

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 25) ayant pour objet d'assurer une quittance valide au gouvernement et déterminant les personnes auxquelles il remettra une certaine partie du prix de vente de l'asile de Beauport.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 16) amendant la loi des écoles de réforme.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 15) amendant la loi des écoles d'industrie.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 96) amendant la loi relative au Barreau. Il explique que le but de ce bill est de fixer à trois années l'étude du droit, au lieu de quatre comme à présent.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

### Interpellations:

#### Subsides aux compagnies de chemins de fer

M. A. TESSIER (Rimouski): Quelles sont les compagnies de chemins de fer qui ont été poursuivies pour l'intérêt dû sur leurs subsides et quand les poursuites ont-elles été intentées?

Quels sont les noms des compagnies de chemins de fer qui doivent des intérêts sur leurs subsides et quels montants doit chacune d'elles?

Quels montants ont été payés par chacune des compagnies de chemins de fer poursuivies?

Où en sont rendues les procédures dans

chacune des actions intentées contre ces compagnies de chemins de fer?

Quels sont les noms des avocats qui ont agi comme procureurs dans ces poursuites?

Quels montants ont été payés à ces avocats sur leurs honoraires et frais et à quelle date ces paiements ont-ils été faits?

Est-il vrai, tel que publié dans le Courrier du Canada, que les compagnies poursuivies sont "South Eastern", Saint-Laurent et Lac Champlain, Waterloo & Magog?

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Dit qu'il ne peut répondre avant plusieurs jours à cause du grand nombre de documents qu'il lui faut consulter. Il demande au représentant de Rimouski (M. A. Tessier) de convertir son interpellation en demande de documents. Il corrige ensuite ce dernier qui a sans doute voulu parler de la taxe de 12 pour cent sur les subsides et non des intérêts.

M. A. TESSIER (Rimouski): Répond qu'il tient ce renseignement du Courrier du Canada, un des organes du gouvernement.

M. L'ORATEUR: Rappelle à l'ordre le représentant de Rimouski (M. A. Tessier).

#### **Pétitions de M. Georges Demers**

M. J.-A. DESCARRIES (Jacques-Cartier): M. Georges Demers de Québec, courtier, a-t-il demandé au gouvernement de la province de lui accorder une ou des pétitions de droit en recouvrement de \$3,000, montant d'un ordre ou lettre de

crédit signée par M. Charles Langelier, ex-secrétaire de la province, en faveur de M. J.-I. Tarte?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Oui.

M. J.-A. DESCARRIES (Jacques-Cartier): Combien et par l'entremise de quels avocats?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Deux pétitions de droit: l'une par l'entremise de M. Alphonse Bernier, avocat et l'autre par l'entremise de M. J.-I. Lavery, avocat.

M. J.-A. DESCARRIES (Jacques-Cartier): Le fiat de Son Honneur le lieutenant-gouverneur a-t-il été accordé sur aucune de ces pétitions de droit?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Non.

M. J.-A. DESCARRIES (Jacques-Cartier): Est-ce l'intention du Conseil exécutif de recommander l'émanation du fiat sur aucune de ces pétitions de droit?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Non.

#### **Palais de justice de Montréal**

M. G. W. STEPHENS (Huntingdon): Quel est le montant total payé pour l'agrandissement du palais de justice de Montréal depuis l'année 1887 jusqu'à ce jour, avec le montant payé chaque année?

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne):

1887	—	Achat de l'église rue Saint-Gabriel .....	\$18,178 35
1888	—	Divers travaux à l'intérieur .....	31,852 66
1889	—	Divers travaux à l'intérieur .....	39,395 42
1890	—	Divers travaux à l'intérieur .....	268 30

**DEPUIS CONTRAT BERGER**

1890-91	—	Payé à C. Berger et autres, y compris \$60,000.00 pour meubles payés à P. Vallières .....	\$142,731 70
1891-92	—	Payé à C. Berger et autres .....	160,785 15
1892-93	—	Payé à C. Berger et autres .....	152,751 72
1893-94	—	Payé à C. Berger et autres .....	96,984 95
			<b>\$649,948 25</b>

**Demande de documents:****Palais de justice de Montréal**

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Propose, appuyé par le représentant de Montmagny (M. N. Bernatchez), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de tous les rapports des architectes ou autres et toute correspondance concernant les réparations du palais de justice de Montréal depuis le 30 janvier 1893. Aussi, un état de toutes les sommes payées jusqu'à ce jour sur le compte du premier contrat et des extra ou en vertu de nouvelles conventions ou autrement.

Adopté.

**Privilèges des "voyageurs",  
bûcherons et autres**

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 90) amendement de nouveau le code civil et l'article 610 du code de procédure civile relativement aux privilèges des "voyageurs", bûcherons et autres.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et lois expirantes.

**Usage du tabac par les mineurs**

M. J.P. COOKE (Drummond): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Stanstead (M. M.F. Hackett), la deuxième lecture du bill (bill no 91) concernant l'usage du tabac par les mineurs.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

**Cour de circuit du district de Montréal**

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Dorchester (l'honorable L.-P. Pelletier), la deuxième lecture du bill (bill no 21) modifiant la loi relative à la Cour de circuit du district de Montréal.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et lois expirantes.

**Département du secrétaire de la province**

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 19) amendement la loi relative au département du secrétaire de la province.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que la Chambre se forme en comité immédiatement.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Subsides**

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

**En comité:**

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des membres du Conseil d'agriculture, à Chicago, pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas six mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des fermes-écoles de Compton, Oka et Roberval, pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Désapprouve fortement ce crédit qui, selon lui, est simplement une excuse pour fournir des subsides à des collèges de leur région. Il lit ensuite certains extraits d'une lettre, qu'il a reçue d'un monsieur de l'Assomption, au sujet d'une ferme-école de la place. Cette école coûte environ \$4,500 par année, alors que le sol de la ferme est extrêmement pauvre. Il n'y a qu'un seul professeur d'agriculture vraiment qualifié pour enseigner aux élèves et il ne peut enseigner grand chose vu le manque de matériel. Il n'y a ni laboratoire, ni atelier d'aucune sorte. Dans un coin, un ramassis de papier sert de bibliothèque. Au moment où j'ai reçu la lettre, il n'y avait que quatre élèves qui assistaient au cours. Comme le coût annuel de cette institution est de \$4,500, on aurait épargné beaucoup d'argent si on les avait envoyés étudier en Europe. Il se réfère ensuite au rapport fait par le commissaire de l'Agriculture qui démontre que la ferme-école de l'Assomption a huit professeurs qui sont tous, à une exception près, rattachés au collège classique de L'Assomption. Ceci donne une moyenne d'environ deux professeurs par élève. D'après la liste du rapport, seulement neuf élèves assistent au cours. Il se réfère ensuite à la ferme-école de Roberval qui n'est pas, comme on le croit une ferme-école mais bien un monastère pour les Ursulines. Il déclare que, comme l'octroi annuel aux fermes-écoles n'est de tout évidence qu'une vaste plaisanterie, on devrait le suspendre pour en faire profiter les différentes sociétés agricoles à travers la province. Assurément, cette parcimonie à l'égard de ces dernières est inexplicable comparée aux octrois considérables accordés aux fer-

mes-écoles qui démontrent d'aussi piètres résultats.

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Prend la parole pour s'opposer à cet octroi.

M. N. BERNATCHEZ (Montmagny): Prend également la parole pour s'opposer à cet octroi.

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Se prononce en faveur de la politique gouvernementale.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses pour conférences sur l'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas vingt cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des cercles agricoles et sociétés d'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses d'une ferme expérimentale à Saint-Hyacinthe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la construction de silos, pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face à l'agriculture en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger à nouveau.

La séance est levée à six heures.

### Séance du 17 novembre 1893

Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à trois heures et demie.

#### Adresse en réponse au discours du trône

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose que la séance de la Chambre soit suspendue afin de permettre au Conseil exécutif d'aller présenter à Son Honneur le lieutenant-gouverneur l'adresse en réponse au discours du trône.

Adopté. Les ministres étant de retour, l'Orateur reprend son siège.

#### Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De Calixte Valin et autres, tous de la cité de Montréal, demandant une loi les constituant en corporation sous le nom de "L'Union des briquetiers de Montréal".

De la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la cité de Montréal, demandant des amendements à sa charte.

Du conseil de la ville de Chicoutimi, demandant une refonte des lois organiques de la dite ville.

De la Congrégation Saint-Michel de Sorel, demandant une refonte de sa charte.

De la corporation de la cité de Montréal, demandant des amendements à sa charte.

De Alphonse David et autres de la cité de Montréal, demandant une loi ratifiant le partage des immeubles possédés par Ferdinand David et autres.

De William Mitchell et autres, demandant une loi les constituant en corporation sous le nom de "La Compagnie hydraulique manufacturière de Drummondville".

De Louis Gordon Glass, étudiant en droit de la cité de Montréal, demandant une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre, après examen, au nombre de ses membres.

De E. Lamontagne et autres contribuables de la cité de Montréal, demandant des amendements à la charte de la dite cité.

De Didier Garneau de la cité de Montréal, demandant une loi l'autorisant à exercer la profession de dentiste dans cette province.

De Joseph-Louis David de la paroisse du Sault-au-Récollet, demandant une loi validant certain acte de vente.

#### Rapports de comités:

L'HONORABLE T. C. CASGRAIN (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent de législation et lois expirantes. Voici le rapport:

Votre comité a élu l'honorable M. Casgrain pour son président et a l'honneur de recommander que son quorum soit réduit à cinq membres.

Adopté.



M. J. MARION (L'Assomption): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des ordres permanents.

Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis donnés sont suffisants dans chaque cas:

De la Compagnie de pouvoirs électriques de Montmorency, demandant des amendements à sa charte;

De Thomas T. Nesbitt, demandant une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres;

Du conseil de la cité des Trois-Rivières, demandant des amendements à sa charte;

De Frédéric Pratt et dame Marie-Albina Thibault, demandant une loi pour assurer les effets civils de leur mariage;

De la corporation de la ville de Saint-Jérôme, demandant une charte spéciale;

Des exécuteurs testamentaires de feu F.-X. Beaudry, demandant une loi pour mieux définir leurs pouvoirs;

De Joseph Léveillé et autres, demandant une loi autorisant le dit Joseph Léveillé à ratifier certaines ventes d'immeubles.

M. M. F. HACKETT (Stanstead): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des comptes publics.

Voici le rapport:

Votre comité a élu M. Hackett pour son président et a l'honneur de recommander que son quorum soit réduit à sept membres.

Adopté.

#### **Introduction de bills:**

M. J.-A. DESCARRIES (Jacques-Cartier): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 39) ratifiant certaines ventes d'immeubles et certaines transactions entre Joseph Léveillé et ses enfants.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. F. CARBRAY (Québec-Ouest): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 55) autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province à admettre au nombre de ses membres Thomas Thadée Nesbitt, docteur en médecine de l'Université Laval.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J. MARION (L'Assomption): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 47) relatif aux biens de François-Xavier Beaudry, légués pour des fins de charité.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J. TESSIER (Porneuf): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 51) modifiant les lois relatives à la corporation de la cité de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. T.-E. NORMAND (Trois-Rivières): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 78) modifiant les diverses lois concernant la corporation de la cité des Trois-Rivières.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Documents:

#### **Question des Jésuites**

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre du 23 janvier 1893, pour une copie de toute correspondance entre le gouvernement et monseigneur Bossé, du vicariat apostolique du Labrador, concernant l'emploi et la distribution d'une somme de dix mille dollars accordée au dit monseigneur Bossé sur les quatre cent mille dollars votés pour régler la question dite des Jésuites. (Document de la session no 25)

#### **Subsides**

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5): Propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas six mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de réparation et ameublement de Spencer Wood, pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

L'HONORABLE G.-A. NANTÉL (Terrebonne): Ces \$6,200 ont passé pour faire le "grand ménage" après le départ de M. Angers. On a dû passer les tapis à la vapeur, en acheter des neufs pour cent piastres, renouveler les meubles, dorer et argenter un tas de choses.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit que Spencer Wood coûte trop cher, que ces dépenses sont inutiles, qu'il faudrait abandonner cette résidence.

L'HONORABLE G.-A. NANTÉL (Terrebonne): Je ne suis pas prêt à me prononcer au sujet de l'opportunité d'abandonner ou de garder Spencer Wood, mais tant que nous en ferons une résidence pour le lieutenant-gouverneur, il faut au moins la rendre habitable.

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): M. Angers coûte cher à la province, même quand il n'y est plus.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Le gouvernement reconnaît que Spencer Wood coûte cher et nous étudions sérieusement les moyens de réduire autant que possible ces dépenses. Nous

soumettrons peut-être avant longtemps un projet à la Chambre à ce sujet.

La proposition est adoptée.

2. Qu'une somme n'excédant pas deux mille trois cent quarante-six piastres et vingt-huit centins soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de l'Ecole normale Jacques-Cartier, balance due sur travaux de maçonnerie et ameublement de la chapelle, pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas mille deux cent quarante-cinq piastres et trente-trois centins soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses du palais de justice et prison de Bryson, règlement de réclamations s'élevant à \$10,877 pour travaux supplémentaires; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de la prison de Montréal, nouvel appareil de chauffage et son installation; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas trente-huit mille cinq cent trente-deux piastres trente centins soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des édifices des départements et de la Législature, murs d'enceinte, règlement de ce compte avec M. Charlebois et autres comptes se rapportant aux améliorations faites aux édifices et terrains voisins; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Fait un long discours.

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Le rappelle à l'ordre.

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): Demande au représentant de Bonaventure (M. H. Mercier) de s'en tenir au sujet.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Dit que personne, pas même le Président, ne lui enlèvera par intimidation la liberté de parole.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Demande au représentant de Bonaventure (M. H. Mercier) de respecter la dignité de la Chambre.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Continue à parler.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Demande à nouveau au représentant de Bonaventure (M. H. Mercier) de s'en tenir au sujet.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Je propose que le comité se lève.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Dit

qu'ils devraient voter cet item, mais que le comité ne se lèvera pas.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Alors qu'il reste couché.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Eh bien, je pense que ce n'est pas le comité qui a le plus besoin de se coucher.

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): Mettez la proposition aux voix tout de suite.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Se lève seul pour appuyer cette proposition. Puis il la retire, accusant le Président d'intimidation et disant qu'il en a fait la preuve.

M. J. TESSIER (Portneuf): Dit que le gouvernement veut tromper la Chambre en disant que ce sera un règlement final, tandis qu'en réalité ce n'en sera pas un, puisque M. Charlebois réclame plus que ce qu'on lui offre.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): En voilà un qui n'est pas encore sorti du bois.

M. J. TESSIER (Portneuf): Quand j'ai été dans le bois, j'ai rencontré des bûcherons plus polis que vous.

La proposition est adoptée.

6. Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hôpital de Saint-Jean, pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux soeurs de la Charité de Saint-Jean, pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

Adopté.

8. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide au conseil d'hygiène provincial, statuts refondus de la province de Québec, titre 7, chapitre 3, section 1; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

Adopté.

9. Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses d'arpentages, par le département des Terres de la couronne; arpentages spéciaux et explorations de terrains boisés vacants dans le nord de l'Outaouais supérieur, pour en constater d'une manière plus exacte l'étendue, la nature et la valeur; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

Adopté.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Dit qu'une partie de cette somme paiera les explorations qui résulteront, il l'espère, à faire accorder à la province de Québec la rivière Eastmain comme sa frontière nord.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Demande

quelles espérances le commissaire a de régler la question.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Répond que sir Hector Langevin qui s'occupe particulièrement de cette question a écrit que le gouvernement fédéral avait envoyé un officier du service géologique faire des explorations dans cette direction cet été, et qu'il croyait que ces explorations résulteraient dans la délimitation de la frontière nord de la province, telle que réclamée par celle-ci. M. Taché, l'assistant-commissaire, a aussi obtenu des renseignements dans le même sens.

10. Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses du cadastre par le département des Terres de la couronne, dépenses nécessitées par suite d'engagements antérieurs à décembre 1891; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

Adopté.

11. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses générales du département des Terres de la couronne, pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

Adopté.

12. Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quatre-vingt-six piastres et soixante et treize centins soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux réclamations judiciaires spéciales antérieures au 21 décembre 1891; département des Terres de la couronne, pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

Adopté.

13. Qu'une somme n'excédant pas mille quatre cent deux piastres et vingt centins soit accordée à Sa Majesté pour faire face à la balance des frais de lithographie et d'impression de la carte de la province et de la carte régionale du Lac-Saint-Jean; département des Terres de la couronne; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

Adopté.

14. Qu'une somme n'excédant pas mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face à l'impression d'un volume des Mémoires du Chevalier de Lévis, y compris les corrections d'épreuves et la surveillance du travail: résolutions de l'Assemblée législative du 11 juin 1888; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger à nouveau. La résolution no 9 est lue deux fois et adoptée.

#### Interpellations:

##### Asile de Beauport

M. H. MERCIER (Bonaventure): Qui a payé la taxe due au gouvernement sur le contrat de la vente

de l'Asile de Beauport faite le 7 avril 1893 entre ses propriétaires et les soeurs de la Charité?

Quel est le montant de la taxe ainsi payée?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Vu que la vente en question était dans l'intérêt public et qu'elle devait avoir pour résultat d'effectuer une économie considérable sur les montants que la province dépense chaque année pour les asiles, le gouvernement l'a favorisée en n'exigeant pas des soeurs de la Charité le paiement de la taxe en question.

#### Propriété près de Sillery

M. A. TESSIER (Rimouski): Le gouvernement a-t-il reçu une offre quelconque d'achat d'une propriété du domaine public à ou près de Sillery, de la part de M. R. R. Dobell et autres? Si oui, quelle propriété désirent-ils acheter? Quel prix offrent-ils? Le gouvernement est-il disposé à vendre et à quelles conditions?

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Il n'y a pas de demande d'achat. Il y a une demande de rachat de la vente de certains lots de grève et à eau profonde occupés par MM. Dobell et autres, à Sillery. Cette question est à l'étude.

#### Services d'un avocat

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Le gouvernement a-t-il requis les services de D. Girouard, écuyer, avocat de Montréal, depuis le 17 décembre 1891 à venir au 1er novembre 1892? Si oui, quand et pourquoi? Quelles sommes lui ont été payées pour tels services?

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): M.D. Girouard travaille en qualité de conseil pour la province dans l'arbitrage pendant entre le Dominion et la province, avec une retenue de \$500.00 et \$50.00 par jour, quand il s'occupe de la cause, et \$10.00 par jour pour dépenses de voyage, en cas d'absence; ceci comprend tous les frais d'employés et autres.

Il a été payé jusqu'à ce jour:

Retenue.....	\$ 500.00
Acompte.....	\$4.930.00
En qualité de conseil	
dans la cause de Berger	
vs la reine et il a été payé	
sur ce compte.....	\$1.495.00

#### Edifices publics

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Le gouvernement a-t-il fait poser des paratonnerres sur les édifices publics dans la cité de Québec? Si oui, ces travaux ont-ils été donnés à l'entreprise ou faits à la journée? Quel est le coût total de ces travaux?

L'HONORABLE G.-A. NANTÉL (Terrebonne): Des paratonnerres ont été posés sur les édifices

publics dans la cité de Québec. Les travaux ont été donnés à l'entreprise, pour deux entreprises distinctes. Leur coût total s'élève à \$626.00.

### Ex-député de Maskinongé

M. A. TURGEON (Bellechasse): M. Lessard, ex-député du comté de Maskinongé, est-il à l'emploi du gouvernement de cette province? Si oui, depuis quelle date? Quel est son emploi? Quel est son salaire?

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): M. Lessard est à l'emploi du gouvernement depuis le 27 juin 1893, à titre d'inspecteur des manufactures, au salaire de \$1,200.00 par an.

### Travaux de colonisation

M. A. TURGEON (Bellechasse): Le gouvernement a-t-il accordé quelque somme d'argent pour les travaux de colonisation dans les comtés de Bellechasse et de Dorchester? Si oui, quelle somme le comté de Bellechasse a-t-il reçue?

Quelle somme le comté de Dorchester a-t-il reçue?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): La réponse à cette question se trouve dans les états détaillés que publie, chaque année, le département de l'Agriculture dans son rapport, dont le dernier a été déposé devant cette Chambre au commencement de la présente session.

### Agent des terres et des bois

M. O. MAGNAN (Montcalm): La nomination du docteur Poliquin comme agent des terres et des bois comporte-t-elle une augmentation de dépenses?

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): L'agence du Lac-Saint-Jean-ouest a été subdivisée et le traitement de \$600.00 qu'avait l'agent Georges Audet a été divisé, de sorte que le montant total payé pour traitement et commission est le même qu'autrefois.

### Intendant général des feux de forêts

M. J. MARION (L'Assomption): La charge d'intendant général des feux de forêts confiée à M. Cormier est-elle une charge nouvelle?

Le gouvernement a-t-il apporté aucune modification au mode de rémunération des intendants de feux ou des gardes-feux? Si oui, quelle modification a été ainsi apportée? Le nouveau mode de rémunération a-t-il augmenté ou diminué les dépenses?

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): La charge n'est pas nouvelle. Voici les modifications que le gouvernement a apportées au mode de rémunération au lieu d'un salaire fixe de \$600.00 par année, les intendants de feux de forêts reçoivent tant par jour pour leurs services et pour frais de voyages lorsqu'ils exercent leurs fonctions, et cela seulement entre le 1er avril et le 1er novembre.

Ce changement dans le mode de rémunération a eu pour effet de réduire les dépenses et l'efficacité du service a été augmentée par ce fait et par le choix de personnes compétentes dans des endroits plus rapprochés des centres forestiers.

Le montant dépensé pour ce service a été en

1889-90.....	\$10,000.00
1890-91.....	\$10,000.00
1891-92.....	\$ 9,962.00
1892-93.....	\$ 2,312.02
1893-94, du 1er juillet au 1er novembre 1893.....	\$ 2,623.12

### Perception de taxes

M. A. TURGEON (Bellechasse): Le gouvernement a-t-il donné aux percepteurs du revenu ou à quelqu'un d'entre eux des instructions au sujet de la taxe due par les propriétaires de moulins à scie ou à farine? Si oui, quelle est la nature de ces instructions?

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Oui le gouvernement a donné des instructions. Ces instructions comportaient que les propriétaires de moulins à scie ou à farine ayant un capital de plus de \$5,000.00 devaient prendre des licences de manufacturiers; que les propriétaires de ces moulins dont le capital ne dépassait pas \$6,000.00, devaient prendre des licences de commerce, s'ils sciaient ou broyaient des matières achetées ou vendues par eux à leurs propres risques et s'ils gardaient un stock de plus de \$500.00; mais les petits propriétaires de moulins, ne gardant aucun stock et sciant ou broyant seulement les matières qu'on leur amenait dans ce but et qui n'achetaient pas ces matières, n'ont pas eu de licence à prendre.

### Enlèvement de la neige

M. S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Le gouvernement a-t-il donné divers contrats pour l'enlèvement de la neige sur les terrains lui appartenant dans la cité de Québec? Si oui, à qui? A quelles conditions? A-t-il demandé des soumissions par la voie des journaux avant de les accorder?

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Le gouvernement a donné le contrat pour l'enlèvement de la neige sur le terrain de l'hôtel du gouvernement à M. Eugène Trudel. Les dépenses s'élèveront à \$900.00 pour la saison 1893-94. Aucune soumission n'a été demandée, mais ce travail coûte \$650.00 de moins qu'il n'a coûté pour les hivers 1890 et 91, sous le gouvernement Mercier.

### Demande de documents:

#### Asile de Beauport

M. J. TESSIER (Portneuf): Propose, appuyé par le représentant de Bonaventure (M. H. Mercier) qu'il soit mis devant cette Chambre copie des

rapports du surintendant médical et de l'architecte mentionnés au rapport d'un comité de l'honorable Conseil exécutif, en date du 22 juin 1893, en rapport avec les améliorations et réparations requises à l'asile de Beauport.

Adopté.

#### **Pétition de Georges Demers**

**M. B. BEAUCHAMP** (Deux-Montagnes): Propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable G.-A. Nantel), qu'il soit présenté une adresse à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de la pétition de droit de Georges Demers pour recouvrement d'une somme de trois mille piastres, réclamée en vertu d'une lettre adressée par M. Charles Langelier, alors secrétaire de la province, à M. J.-I. Tarte; aussi copie de toute la correspondance et de tous documents relatifs à cette affaire.

Adopté.

#### **Division de l'agence des terres de la couronne au Lac Saint-Jean**

**M. L.-F. PINAULT** (Matane): Propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (M. W. Greig), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement ou quelqu'un de ses membres ou toute personne demandant la division de l'agence des terres de la couronne au Lac-Saint-Jean, et la nomination du docteur Poliquin, agent des terres pour la division du Lac Saint-Jean; aussi copie de toute requête à cette fin.

Adopté.

**M. L.-F. PINAULT** (Matane): Propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (M. W. Greig), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de tous comptes de Bruno Duval, employé au département des Terres de la couronne, en rapport avec la division de l'agence des terres de la division du Lac-Saint-Jean.

Aussi, copie de tout rapport, ordre, etc.. recommandant le paiement du dit compte.

Adopté.

#### **Emprunts temporaires**

**M. J.P. COOKE** (Drummond): Propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (M. T.-E. Normand), qu'il soit mis devant cette Chambre un état exposant: 1. Les montants d'emprunts temporaires effectués jusqu'au 14 juillet 1891;

2. De qui et pour quels montants ces emprunts ont été faits?

3. Le taux d'intérêt de ces emprunts;

4. Dépôts de garantie de chemin de fer perçus entre le 17 janvier 1887 et le 15 juillet 1891;

5. Dépôts de garantie de chemin de fer entre le 15 juillet 1891 et le 17 décembre 1891;

6. Dépôt de garantie de chemin de fer entre le 17 décembre 1891 et le 15 novembre 1893;

Pour être **ajouté** à l'ordre de la Chambre du 13

courant, pour renseignements similaires depuis le 17 décembre 1891.

Adopté.

#### **Association d'assurance mutuelle des fabriques des diocèses de la province ecclésiastique de Montréal**

**L'HONORABLE L.-O. TAILLON** (Chambly): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 42) concernant l'Association d'assurance mutuelle des fabriques des diocèses de la province ecclésiastique de Montréal.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

#### **Charte de la cité de Montréal**

**M. D. PARIZEAU** (Montréal no 3): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 34) modifiant la charte de la cité de Montréal.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

#### **Robert Jones Memorial Convalescent Hospital**

**M. E.E. SPENCER** (Missisquoi): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 36) constituant en corporation l'établissement connu sous le nom de "Robert Jones Memorial Convalescent Hospital for children of parents belonging to the Church of England, in the Diocese of Montreal".

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

#### **Religieuses Ursulines de Stanstead**

**M. M. F. HACKETT** (Stanstead): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 43) constituant en corporation "Les révérendes mères religieuses Ursulines de Stanstead".

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

#### **Compagnie du chemin de fer de Québec Montmorency et Charlevoix**

**M. F. CARBRAY** (Québec-Ouest): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 73) modifiant la loi 44-45 Victoria, chapitre 44, constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Québec, Montmorency et Charlevoix et ses amendements, et conférant d'autres pouvoirs à la dite compagnie.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

#### **Thomas McDonald Manufacturing Company**

**M. P. KENNEDY** (Montréal no 6): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill

(bill no 31) constituant en corporation "Thomas McDonald Manufacturing Company.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

La séance est levée à six heures et demie.

## Séance du 20 novembre 1893

### Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à trois heures et demie.

#### Documents:

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre l'état (pour l'année 1893) des affaires de l'asile Nazareth pour les aveugles, ouvroir, salle d'asile pour les enfants pauvres, de la cité de Montréal. (Documents de la session no 11)

#### Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De Jeremiah C. Pettes et autres, demandant une loi constituant en corporation l'institution "Pettes Memorial".

De Duncan McIntyre et autres de la cité de Montréal, demandant des amendements à la charte de la cité de Montréal.

De la corporation de la ville de Buckingham, demandant des amendements à sa charte.

De John Bryson du village de Fort-Coulonge, comté de Pontiac, demandant une loi l'autorisant à vendre certains biens de ses enfants mineurs.

De Joseph-Herménégilde Chalifoux, médecin et chirurgien de la cité de Saint-Hyacinthe, demandant une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à lui accorder la licence requise pour l'exercice de sa profession.

De Camille Piché de la cité de Montréal, demandant une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre, après examen, au nombre de ses membres.

De L.-A. Jetté et autres de la cité de Montréal, demandant des amendements à la charte de la dite cité.

Et de l'Union des commis-marchands de la cité de Montréal, demandant des amendements à sa charte.

#### Introduction de bills:

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 23) relatif aux établissements industriels.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 24) modifiant la loi 56 Victoria, chapitre 22, concernant l'entretien des ponts construits en tout ou en partie par le gouvernement.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. E.-H. BISSON (Beauharnois): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 98) modifiant le code civil relativement à la radiation des créances hypothécaires.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 59) réduisant les frais de contestation dans les districts ruraux.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 97) amendant l'article 887 du code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 102) concernant le libelle par les journaux, 1893.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 104) modifiant de nouveau la loi relative aux licences.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 105) amendant la loi relative aux maîtres et aux serveurs.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 100) concernant la fermeture des magasins à bonne heure.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 101) relatif à la constitution en corporation des associations de bienfaisance, des sociétés nationales, des unions de métier et des sociétés de travail.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 103) amendant le code civil relativement aux privilèges des constructeurs, journaliers, ouvriers et fournisseurs de matériaux.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 106) modifiant le code civil au sujet des personnes faisant usage d'opium ou d'autres narcotiques.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. T.-E. NORMAND (Trois-Rivières): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 99) modifiant les articles 1081 et 1082 du code municipal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 108) pour amender l'acte 53 Victoria, chapitre 5.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

#### **Transactions entre Joseph Léveillé et ses enfants.**

M. J.-A. DESCARRIES (Jacques-Cartier): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du

bill (bill no 39) modifiant certaines ventes d'immeubles et certaines transactions entre Joseph Léveillé et ses enfants.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

#### **Admission de T.T. Nesbitt au Collège des médecins et chirurgiens**

M. F. CARBRAY (Québec-Ouest): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 55) autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province à admettre au nombre de ses membres Thomas Thadée Nesbitt, docteur en médecine de l'Université Laval.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

#### **Interpellations:**

##### **Compagnie du haras national**

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Le gouvernement a-t-il payé quelque somme d'argent à la Compagnie du haras national depuis le premier juillet 1893?

Si oui, le gouvernement a-t-il fait, avant tel paiement ordonné, une enquête sur la manière dont la compagnie remplit ses obligations envers la province, et quel a été le résultat de cette enquête?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Le gouvernement a payé \$3,000.00 à cette compagnie depuis le premier juillet 1893. Le gouvernement a déclaré, à la dernière session, qu'il ferait une enquête avant le paiement de l'octroi s'il recevait quelque plainte contre l'administration de la Compagnie du haras national; or, il n'a reçu aucune plainte.

##### **Dettes envers le gouvernement**

M. S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Henry Atkinson, marchand de bois de Saint-Romuald-d'Etchemin, est-il endetté envers le gouvernement? Si oui, pour quelles causes? Quel montant doit-il?

L'HONORABLE E. J. FLYNN (Gaspé): Il n'est pas à la connaissance du gouvernement que M. Henry Atkinson soit endetté envers lui.

##### **Emission de lettres de crédit**

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Le département du secrétaire de la province a-t-il émis, entre le 1er juillet 1890 et le 16 décembre 1891 des lettres de crédit ou ordres pour le paiement d'argent à même le budget de l'exercice devant commencer le 1er juillet 1892?

Si oui, quel est le nombre de tels ordres ou lettres de crédit? Quel est le montant total représenté par tels ordres? Par qui sont-ils signés? Ces ordres étaient-ils pour des deniers qui pouvaient être payés à même le budget de l'exercice alors en cours?

**L'HONORABLE L.-P. PELLETIER** (Dorchester): Oui le département du secrétariat de la province a émis, entre le 1er juillet 1890 et le 16 décembre 1891, des lettres de crédit ou ordres pour le paiement d'argent à même le budget de l'exercice devant commencer le 1er juillet 1892; et pour d'autres budgets aussi.

Le nombre en est de 106, comprenant tant les lettres de crédit que les comptes approuvés d'avance et les comptes en souffrance. La somme totale représentée par tout cela est de \$122,459.21. Ces lettres de crédit et comptes étaient signés ou avaient été faits comme suit: deux par l'honorable J.-E. Robidoux, ex-secrétaire de la province sous le gouvernement Mercier, et tous les autres par l'honorable Charles Langelier et M. J.-C. Langelier, le premier, secrétaire de la province, et l'autre député, registraire de la province sous le gouvernement Mercier.

Les montants n'avaient pas été votés par les Chambres, ils ne pouvaient donc pas être payés à même le budget de l'exercice alors en cours.

#### **Palais de justice et prison de Beauharnois**

**W. E.-H. BISSON** (Beauharnois): A-t-il été fait des soumissions pour le posage de l'appareil à fournir l'eau au palais de justice et à la prison de Beauharnois? Si oui, combien? Quels sont les noms des soumissionnaires et le montant de leurs soumissions? Quelle est celle qui a été adoptée? Les travaux sont-ils terminés et reçus? Le montant en est-il payé?

**L'HONORABLE G.-A. NANTEL** (Terrebonne): Deux soumissions ont été faites, une par Alfred Lemoges (1233.00) et l'autre par Joseph Desloriers (1359.78). La soumission d'Alfred Lemoges a été adoptée. Les travaux sont terminés et reçus, et le montant en est payé.

#### **Sommes payées à F.-H. Bignell**

**M. L.-F. PINAULT** (Matane): Quelles sont les sommes qui ont été payées à F.-H. Bignell, écuyer, arpenteur, depuis le 1er mai 1891? Pour quels travaux?

**L'HONORABLE E.J. FLYNN** (Gaspé): Il n'est pas à la connaissance du gouvernement qu'aucune somme ait été payée à M. F.-H. Bignell.

#### **Asile de Beauport**

**M. F.-G.-M. DECHENE** (L'Islet): Combien le gouvernement a-t-il payé aux notaires qui ont passé des contrats en rapport avec l'asile de Beauport, depuis le premier janvier 1892? A quels notaires ces paiements ont-ils été faits et quel montant chacun d'eux a-t-il reçu? Les paiements ont-ils été autorisés par ordre en conseil? Si non, pourquoi?

**L'HONORABLE L.-P. PELLETIER** (Dorchester): Les noms des notaires qui ont passé les contrats apparaissent à la face même des dits contrats qui

ont été mis devant la Chambre. Des comptes détaillés ont été produits à ce sujet et le gouvernement est prêt, sur demande, à les mettre devant la Chambre, ainsi que tous les documents et explications qui peuvent les accompagner et en justifier le paiement.

#### **Assistant-commissaire de l'Agriculture et Colonisation**

**M. F.-G.-M. DECHENE** (L'Islet): M. G.-A. Gigault s'est-il absenté de son bureau depuis le 1er janvier 1893? Si oui, combien de jours M. G.-A. Gigault, assistant-commissaire de l'Agriculture et Colonisation, s'est-il absenté de son bureau pour assister aux séances de la commission de la prohibition? A-t-il retiré son salaire comme assistant-commissaire durant son absence?

**L'HONORABLE L. BEAUBIEN** (Nicolet): M. Gigault s'est absenté pendant 45 jours. Il était en même temps chargé par le gouvernement de la province de recueillir des renseignements sur le trafic des liqueurs enivrantes, sur l'agriculture et sur le fonctionnement des lois et associations agricoles dans les provinces et les Etats qu'il a visités. A cause de ses absences, M. Gigault n'a pas eu de vacances. Il a retiré son salaire comme assistant-commissaire parce que les renseignements qu'il a recueillis sur le trafic des liqueurs serviront dans la préparation des amendements à la loi qui régit cette matière, et les renseignements qu'il a recueillis sur l'agriculture sont utiles au département et sont consignés dans des rapports.

#### **Impressions ou fournitures de bureau**

**M. F.-G.-M. DECHENE** (L'Islet): Le gouvernement a-t-il payé quelque somme d'argent à la compagnie de l'Etendard ou à Caron et Cie de Montréal, pour impressions ou fournitures de bureaux, depuis le 16 décembre 1891? Si oui, par quel département ces paiements ont-ils été faits? Existait-il un contrat avec cet établissement, et ces travaux d'impressions ont-ils été autorisés par ordre en conseil? Si non, pourquoi?

**L'HONORABLE L.-P. PELLETIER** (Dorchester): Cette question devrait faire le sujet d'une demande de production de documents que le gouvernement est prêt, sur demande, à mettre devant la Chambre.

#### **Asile de Beauport**

**M. F.-G.-M. DECHENE** (L'Islet): Le gouvernement a-t-il payé une somme d'argent quelconque à S. Peters, entrepreneur de Québec, depuis le 16 décembre 1892 à venir au 1er novembre 1893, en rapport avec l'évaluation des propriétés dites de l'asile de Beauport? Si oui, quelle somme a-t-il reçue et pourquoi?

**L'HONORABLE L.-P. PELLETIER** (Dorchester): M. Peters était l'expert choisi par les soeurs de la



Charité qui se sont engagées à le payer, et elles avaient convenu avec lui d'une somme de \$1,000.00 avant l'expertise. Lorsque l'expertise a été terminée. M. Peters réclama ce qui lui était dû et les négociations n'étant pas alors terminées, le gouvernement a payé M. Peters, mais après s'être fait donner une lettre, qui se trouve au dossier, par laquelle les soeurs s'engagent à rembourser cette somme au gouvernement, si elles devenaient propriétaires de l'asile avant le premier mai 1893.

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Le gouvernement a-t-il payé quelque somme à J.F. Peachy, architecte de Québec, depuis le 16 décembre 1891, à venir au 1er novembre 1893? Si oui, quelle somme et pourquoi?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Le gouvernement n'a rien payé à M. Peachy, qui était l'expert employé par les propriétaires de l'asile et qui a été payé d'une somme de \$1,000.00 par ces derniers.

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Le gouvernement a-t-il payé une somme d'argent quelconque à F.-X. Berlinguet, architecte de Québec, depuis le 16 décembre 1891 jusqu'au 1er novembre 1893? Si oui, combien et pourquoi?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): M. Berlinguet a agi comme troisième expert. Il devait être payé, en vertu des conventions, la moitié par les soeurs de la Charité et la moitié par les anciens propriétaires. Il réclamait une somme de trois mille piastres (\$3,000.00); mais il a donné un reçu final pour \$1,035.00 dont il a été payé comme suit: la moitié, savoir: \$517.50 par les anciens propriétaires, et l'autre moitié, savoir: \$517.50, le 8 mai 1893, par les soeurs de la Charité, auxquelles le gouvernement a avancé le montant, sauf à être remboursé par les soeurs, comme elles s'y sont engagées.

M. J. TESSIER (Portneuf): Les soeurs de la Charité ont-elles déclaré ou fait connaître au gouvernement ou à l'honorable secrétaire de la province (l'honorable L.-P. Pelletier), qu'elles ne pouvaient ou ne désiraient pas continuer à prendre soin, moyennant le prix de cent piastres par tête, des personnes internées à l'asile de Beaufort? N'ont-elles pas fait connaître leur intention de demander un prix plus élevé pour cet objet?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Toutes les pièces et documents concernant cette affaire ont été déposés devant la Chambre, et aucun d'eux ne fait voir que les soeurs aient fait aucune déclaration de ce genre.

#### **Collaboration d'un employé public à certains journaux**

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Est-il à la connaissance du gouvernement que William Chapman, employé public, ait collaboré à certains jour-

naux et spécialement au journal le Courrier du Canada?

Est-ce l'intention du gouvernement d'interdire toute collaboration à tous les journaux, sans distinction aucune?

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Le gouvernement n'en sait rien; mais plusieurs membres du cabinet savent que M. Chapman a publié certains écrits, sous sa signature, sur des sujets littéraires. Le gouvernement ne se propose pas d'interdire toute collaboration à tous les journaux.

#### **Comité des privilèges et élections**

M. A. TURGEON (Bellechasse): Propose, appuyé par le représentant de L'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne), que M. Tessier (Rimouski) soit ajouté au comité permanent des privilèges et élections à ses lieu et place.

Il fait remarquer qu'il ne désire pas être à la fois juge et partie dans l'étude du cas du député de Berthier (M. V. Allard).

Adopté.

#### **Code municipal**

M. J. MARION (L'Assomption): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Maurice (M. L.-T.-N.-L.-N. Duplessis), qu'un comité spécial, composé de l'honorable M. Pelletier et de MM. Beauchamp, Gladu, Laliberté, Spencer, England, Bernatchez, Augé, Tellier, Bisson, Hackett, Tétreau, Panneton, Morin, Rioux, Stephens. Greig et du moteur, soit formé pour examiner les amendements proposés au code municipal.

Adopté.

#### **Demande de documents:**

##### **Octroi pour la colonisation**

M. A. TURGEON (Bellechasse): Propose, appuyé par le représentant de L'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute requête et de tout autre document se rapportant à la distribution de l'octroi de colonisation pour le comté de Bellechasse en 1892.

Adopté.

##### **Compagnies de chemins de fer**

M. G. W. STEPHENS (Huntingdon): Propose, appuyé par le représentant de Montmagny (M. N. Bernatchez), qu'il soit mis devant cette Chambre un état contenant tous les noms des compagnies de chemins de fer auxquelles il est dû des subventions; le montant ainsi dû en argent et en terres.

Adopté.

##### **Dépenses électorales**

M. A. TURGEON (Bellechasse): Propose, appuyé par le représentant de L'Islet (M. F.-G.-M.

Dechêne), qu'il soit mis devant cette Chandra un état détaillé de la somme de \$696.00 pour dépenses d'élection dans le comté de Bellechasse. Comptes publics de 1892, page 73.

Adopté.

### **Employés surnuméraires**

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (M. A. Turgeon), qu'il soit mis devant cette Chambre une liste de tous les employés surnuméraires maintenant à l'emploi ou qui ont été à l'emploi du gouvernement depuis le premier janvier 1892 jusqu'au premier novembre 1893.

Adopté.

### **Chambre de commerce de Montréal**

M. J. KING (Mégantic): Propose, appuyé par le représentant de Stanstead (M. M. F. Hackett), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de la résolution du "Montreal Board of Trade", de la Chambre de commerce et du comité des citoyens, présentée au gouvernement ou à l'honorable trésorier de la province (l'honorable J. S. Hall).

Adopté.

### **Compagnie du chemin de fer Québec-Central**

M. J. TESSIER (Portneuf): Propose, appuyé par le représentant de Bonaventure (M. H. Mercier), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de la correspondance entre le gouvernement et la Compagnie du chemin de fer Québec-Central et Frank Grundy, à propos de la nomination de MM. Linière Taschereau et Joseph-Edmond Roy comme directeurs de la dite compagnie; aussi, de la correspondance entre MM. Linière Taschereau et J.-E. Roy avec la dite compagnie et le dit F. Grundy par laquelle la dite compagnie refuse de reconnaître la nomination faite par le gouvernement des dits directeurs, et aussi correspondance entre MM. L. Taschereau, J.-E. Roy et le gouvernement ou aucun des ministres à propos du refus par la dite compagnie de se soumettre à l'ordre en conseil nommant les dits directeurs.

Il prétend que le gouvernement a sacrifié injustement les intérêts du sud-est de la Beauce. Il accuse le gouvernement de faiblesse pour n'avoir point forcé la compagnie à accepter les directeurs qu'il avait nommés. L'un de ces directeurs paraissait vouloir protéger spécialement les intérêts qui ont été sacrifiés. Le ministre des Travaux publics avait pourtant déclaré que si la compagnie ne voulait point accepter ces nominations, elle n'aurait rien du gouvernement. Cela n'empêche pas que ce gouvernement a passé un contrat avec cette même compagnie, contrat par lequel les intérêts de la partie sud-est de la Beauce ont été sacrifiés.

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Dit qu'il ne pensait pas que la question fut si grave que veut bien le dire le représentant de Portneuf (M. J. Tessier). Les directeurs nommés par le

gouvernement sont reconnus par la compagnie; mais comme son bureau siège en Angleterre, MM. Taschereau et Roy ne sont pas obligés de payer la traversée pour aller contrôler les livres de la compagnie. Quant au bureau de Sherbrooke, les directeurs que nous avons nommés peuvent s'y présenter quand ils le voudront et ils seront reçus avec toute la considération possible. La compagnie du Québec-Central a adressé des passes à MM. Roy et Taschereau comme directeurs.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit qu'il est important que le gouvernement fasse respecter ses nominations. S'il est vrai que la compagnie a refusé d'inscrire le mot directeur sur les passes données, cela semble indiquer qu'il y a encore des difficultés qu'il serait important de faire disparaître.

La proposition est adoptée.

### **Messages du lieutenant-gouverneur:**

M. L'ORATEUR: Fait la lecture d'un message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur J.-A. Chapleau.

Messieurs de l'Assemblée législative,  
Je reçois avec une grande satisfaction l'adresse que vous avez votée en réponse au discours du trône, et je vous remercie de l'expression de votre loyauté envers Sa Majesté et de l'assurance de votre dévouement aux intérêts de la province.

Hôtel du gouvernement,

Québec, le 17 novembre 1893.

### **Documents:**

#### **Palais de justice de Montréal**

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre du 20 février 1893, pour un état indiquant, année par année, toutes les sommes votées pour l'agrandissement du palais de justice de Montréal, depuis 1887 jusqu'à ce jour. (Document de la session no 26)

#### **Octroi pour la colonisation**

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre du 15 novembre 1893, pour un état indiquant de quelle manière a été distribué, par comté, l'octroi voté pour la colonisation à la dernière session. (Document de la session no 27)

#### **Asile de Beauport**

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre du 17 novembre 1893, pour une copie des rapports du surintendant médical et de l'architecte mentionnés au rapport de l'honorable Conseil exécutif, en date du 22 juin 1893, en rapport avec les

améliorations et réparations requises à l'asile de Beauport (Document de la session no 28)

### **Corruption municipale et civique**

M. G. W. STEPHENS (Huntingdon): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 61) pour prévenir la corruption municipale et civique.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et lois expirantes.

### **Vote obligatoire**

M. G. W. STEPHENS (Huntingdon): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 58) ayant pour objet de rendre le vote obligatoire.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et lois expirantes.

### **Subventions aux manufactures**

M. G. W. STEPHENS (Huntingdon): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 60) relatif aux subventions accordées aux manufactures par les corporations municipales.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et lois expirantes.

### **Compagnies de chemin de fer**

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Propose, appuyé par le représentant de Dorchester (l'honorable L.-P. Pelletier), que, mercredi prochain, cette Chambre se forme en comité général pour prendre en considération les subventions accordées à certaines compagnies de chemin de fer.

Adopté.

### **Subsides**

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité des subsides.

Adopté.

### **En comité:**

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose qu'une somme n'excédant pas dix-neuf mille trois cent quatre-vingt-quinze piastres et soixante centins soit accordée à Sa Majesté pour venir en aide aux soeurs de la Charité, pour leur permettre de faire face aux dépenses nécessitées par les réparations urgentes et les améliorations

de l'asile des aliénés de Beauport; ordre en conseil no 326, du 24 juin 1893; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

M. G. W. STEPHENS (Huntingdon): Proteste vigoureusement. Il n'est pas opposé au prêt, estimant que les soeurs peuvent obtenir tout l'argent qu'elles pourront demander, mais il veut savoir si c'est bien la dernière fois, ou s'ils devront continuer à prêter de l'argent indéfiniment. Il s'oppose à ce que le gouvernement dépense son argent pour une bâtisse qui ne lui appartient pas. Il cite en exemple le palais de justice de Montréal, les édifices du parlement et les autres travaux publics pour lesquels nous dépensons de l'argent continuellement, ainsi que le chemin de fer Q.M.O. & O. pour lequel nous avons déboursé près de deux millions après l'avoir vendu.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Répond que la transaction est d'intérêt public vu que le gouvernement pourra économiser énormément de cette façon là. Il ne peut garantir qu'aucun autre prêt ne sera nécessaire à l'avenir.

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Appuie le député de Huntingdon (M. G. W. Stephens). Il fait remarquer que le contrat n'est pas encore conclu, et que, malgré cela, le gouvernement oblige la Chambre à faire ce prêt, à déboursier de l'argent pour améliorer un édifice qui ne nous appartient pas. Ce n'est pas très sérieux. Ils devraient d'abord signer le contrat avant de demander à la Chambre de déboursier de l'argent sur des édifices. Afin de démontrer le danger qu'il y a pour la province d'encourir des nouvelles dépenses, il cite la clause suivante de résolutions maintenant présentes devant la Chambre: "Si toutefois, par suite d'ordres émanant du directeur médical, ou du conseil médical, ou encore de règlements adoptés en vertu des lois de cette province régissant les aliénés et les asiles d'aliénés, les dépenses encourues sont encore plus grandes que celles prévues spécifiquement aux clauses 1, 2, 3, 5, 7, 8 et 9 du présent contrat ou de la cédule annexée, elles seront défrayées par la partie de première part en sus du coût prévu au contrat". Qui peut savoir jusqu'où cela nous conduira!

La proposition est adoptée.

### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger à nouveau.

La séance est levée à six heures.

## Séance du 21 novembre 1893

### Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à trois heures quinze.

#### Dépôt de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table:

Par M. Savaria, la pétition de Joseph Lamarque et autres du canton Ely Nord.

Par M. Marion, la pétition de E. Lemieux et autres de Montréal.

Par M. Carbray, la pétition de la Compagnie du chemin de fer de Québec et Lac-Saint-Jean.

Par M. Hackett, la pétition de "The Women's Christian Temperance Union" de la province de Québec.

#### Rapports de comités:

M. F. CARBRAY (Québec-Ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 31) constituant en corporation "The Thomas McDonald Manufacturing Company", et a l'honneur d'en faire rapport sans amendement.

M. J. MARION (L'Assomption): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis avaient été donnés dans chaque cas:

De la Compagnie de tramway de Montréal, demandant des amendements à sa charte.

De Albina Pominville et al, demandant une loi les autorisant à vendre certains biens substitués.

De la corporation de la ville de Lévis, demandant des amendements à sa charte.

De la ville de Saint-Henri, demandant des amendements à sa charte.

De A. Bécigneul, demandant une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres.

De la Compagnie du chemin de fer de la rive sud, demandant une charte.

D'Alphonse David et al, demandant une loi ratifiant le partage de certains immeubles.

De la Compagnie hydraulique et manufacturière de Drummondville, demandant une charte.

De Didier Garneau demandant une loi l'autorisant à pratiquer la profession de dentiste dans la province de Québec.

De L.-A. Jetté et al, demandant des amendements à la charte de la cité de Montréal.

De l'Union des commis-marchands de la cité de Montréal, demandant des amendements à sa charte.

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 36) constituant en corporation l'établissement connu sous le nom de "Robert Jones Convalescent Hospital for children of parents belonging to the Church of England in the diocese of Montreal" et a l'honneur d'en faire le rapport à votre honorable Chambre sans amendement.

Votre comité a aussi examiné le bill (bill 43) constituant en corporation les "Révérendes mères religieuses Ursulines de Stanstead", et y a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

#### Introduction de bills:

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 38) modifiant et refondant la loi organique de l'Union des commis-marchands de la cité de Montréal, 43-44, Victoria, chapitre 85.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 35) autorisant dame Albina Pominville, épouse d'Arthur Gagnon, à vendre certains biens substitués.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 48) constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de la rive sud.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 83) modifiant les actes relatifs à la Compagnie du chemin de fer urbain de Montréal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 63) modifiant la loi relative à la ville de Saint-Henri.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. B. BEAUCHAMP (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 49) constituant en corporation la ville de Saint-Jérôme.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. B. BEAUCHAMP (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 33) assurant les effets civils au mariage contracté entre Frédéric Pratt et Marie-Albina Thibault.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. B. BEAUCHAMP (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 32) autorisant les curés et marguilliers de l'Oeuvre et fabrique de la paroisse Sainte-Scholastique,

district de Terrebonne, à aider à la reconstruction du couvent du village de Sainte-Scholastique.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J. GIRARD (Lac-Saint-Jean): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 44) constituant en corporation les révérendes mères religieuses Ursulines de Roberval.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. V. ALLARD (Berthier): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 69) modifiant la charte de la cité de Montréal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. M. F. HACKETT (Stanstead): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 37) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, Adolphe-Marie-Louis-Eugène Bécigneul à l'exercice de la profession d'avocat dans cette province.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. A. TURGEON (Bellechasse): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 65) modifiant de nouveau l'acte d'incorporation de la ville de Lévis, tel que refondu par 36 Victoria, chapitre 60, et les actes qui l'amendent.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J. MARION (L'Assomption): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 56) autorisant Didier Garneau, étudiant en art dentaire, à exercer sa profession dans la province de Québec, en abrégant le terme de ses études et de sa cléricature à raison de son âge et de son expérience acquise.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-E. GIROUARD (Arthabaska): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 77) constituant en corporation "The Drummondville Hydraulic and Manufacturing company".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 27) abrogeant le chapitre 17 de la loi 56 Victoria, concernant les licences.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

## Documents:

### Pétition de Georges Demers

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 17 novembre 1893, demandant une copie de la pétition de droit de Georges Demers pour recouvrement d'une somme de trois mille piastres, réclamée en vertu d'une lettre adressée par M. Charles Langelier, alors secrétaire de la province, à M. J.-Israël Tarte; aussi, copie de toute la correspondance et de tous documents relatifs à cette affaire. (Document de la session no 29)

## Membre du Conseil exécutif

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit que le 8 courant, la Gazette officielle annonçait que le représentant de Compton (l'honorable J. McIntosh) avait été nommé membre du Conseil exécutif. Il croyait que cette nomination était faite depuis longtemps.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Le représentant de Compton (l'honorable J. McIntosh) a été nommé par le gouvernement de Boucherville, ministre sans portefeuille, mais il n'a été assermenté qu'au commencement du mois soit le 8 novembre ayant été malade et absent pendant longtemps. Lorsque le présent gouvernement a été formé le représentant de Compton était trop malade pour prêter serment. Lorsqu'il est revenu à la santé, il est parti pour Chicago et il n'est revenu qu'à la veille de la session. C'est pourquoi la nomination n'a pu être "gazetée" auparavant.

## Ecoles d'industrie

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 15) modifiant la loi des écoles d'industrie. Il explique son bill. Par cette loi, la garde et l'entretien d'un enfant détenu dans une école d'industrie seront payés pour une moitié par le gouvernement et pour l'autre moitié par la municipalité de comté, de cité ou ville incorporée où se trouvait l'enfant à l'époque de l'internement, sauf le recours de cette municipalité, dans le cas où l'enfant n'était pas alors domicilié dans les limites de son territoire, contre la municipalité de cité ou ville incorporée ou de comté où il avait son domicile.

Si, cependant, la municipalité de cité ou de ville incorporée ou de comté qui peut être appelée à payer en vertu de cet article, indique d'une manière certaine au secrétaire de la province, avant la poursuite, la municipalité de cité ou de ville incorporée ou de comté où l'enfant avait son domicile, le gouvernement la fera payer directement.

Le secrétaire de la province pourra à l'expiration du terme d'internement dans une école d'industrie d'un enfant y détenu, ordonner lorsqu'il le croit nécessaire, que l'internement de cet enfant soit continué pour un temps n'excédant pas trois années.

Les frais de garde et d'entretien seront ensuite payés de la même manière qu'ils l'étaient pendant la détention à l'expiration de laquelle le secrétaire a ordonné un nouvel internement.

Le secrétaire de la province pourra aussi néanmoins, quoique les formalités requises pour l'internement d'un enfant n'aient pas été accomplies, ordonner que cet enfant soit admis dans une école d'industrie certifiée, s'il est établi à sa satisfaction que l'enfant rencontre les conditions exigées par la loi à cet effet.

L'ordre ainsi donné sera un mandat suffisant

pour autoriser le transport de l'enfant dans cette école et sa détention en icelle pour le temps indiqué.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Félicite le gouvernement de cette mesure qui tend à diminuer les impôts. Le gouvernement aurait dû retrancher complètement cet impôt.

La proposition est adoptée sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

### Ecoles de réforme

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 16) amendant la loi des écoles de réforme.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

### Asile de Beauport

L'ordre du jour pour la deuxième lecture du bill (bill no 25) ayant pour objet d'assurer une quittance valide au gouvernement et déterminant les personnes auxquelles il remettra une certaine partie du prix de vente de l'asile de Beauport, étant lu;

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable T.C. Casgrain), que le dit ordre soit rescindé et que ce bill soit renvoyé au comité permanent des ordres permanents.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Soulève la question d'ordre prétendant que le bill est par sa nature une mesure privée et doit être soumis à la procédure spéciale aux bills privés. A l'appui de son objection, il cite plusieurs autorités et ajoute que le bill comporte à sa face la preuve de sa nature puisqu'il n'a pour objet que de régler la distribution de la part du prix de vente de l'asile afférente aux héritiers de feu le Dr E.-F. Roy qui sont au nombre de trente-sept et qui sont disséminés sur toute la surface du Canada et des Etats-Unis.

Il fait observer à la Chambre que, contrairement à ce que prétendent les ministres, ce bill ne contient pas un seul mot tendant à valider le titre donné par Mme veuve Roy, usufruitière, aux soeurs de la Charité. Il a mis les ministres au défi de le contredire.

La conséquence est celle-ci: la Chambre sera appelée à ratifier la garantie donnée par le gouvernement aux propriétaires de l'asile du paiement du prix de vente (\$425,000.00) dont le titre est vicieux et, partant, permettra aux nombreux héritiers du

Dr Roy dont on a disposé des droits dans cet immeuble sans leur participation, de revendiquer ces droits au détriment du gouvernement lié irrévocablement par sa garantie.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit que ce bill est d'intérêt public et qu'il n'est certainement pas un bill privé. L'existence même du bill découle de l'intérêt public.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Dit qu'il s'agit au fond d'intérêts publics; cette question du contrat ne vient qu'incidemment. Il cite plusieurs autorités à l'appui de sa thèse.

M. H. MERCIER (Bonaventure): S'oppose au renvoi du bill à un comité et demande que ce bill suive la filière ordinaire de la procédure parlementaire.

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Intervient dans le même sens.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

### Reprise de la séance à six heures quinze

#### Asile de Beauport

M. L'ORATEUR: La motion est dans l'ordre parce que je ne vois rien d'irrégulier dans sa forme ni dans celle du bill no 25.

Il y a une distinction à faire entre la forme du bill en question et son objet.

Sur le premier point, j'ai déjà décidé; sur le second point, je ne crois pas devoir me prononcer. C'est à la Chambre à décider si l'objet du bill no 25 en fait un bill privé ou un bill public.

Dans un cas analogue, l'Orateur de la Chambre des communes d'Angleterre a décidé dans le même sens. (Hansard, 3 vol. 117, p. 653)

La proposition de la deuxième lecture du bill est adoptée sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des ordres permanents.

### Interpellations:

#### Emprunts temporaires

M. A. TURGEON (Bellechasse): Le gouvernement a-t-il contracté un ou plusieurs emprunts temporaires depuis la dernière session? Si oui, pour quel montant? Avec quelles institutions a-t-il ou ont-ils été faits? Quel est le taux de l'intérêt?

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Oui.

La Caisse d'économie de N.-D. de Québec .....	\$150,000 à 5 pour cent
La Banque du peuple .....	50,000 à 6 pour cent
"North British and Mercantile Ins. Co" .....	50,000 à 6 pour cent
La Banque d'épargne de la cité et du district de Montréal .....	50,000 à 5 pour cent
La Banque d'Hochelage .....	100,000 à 6 pour cent
La Banque de Montréal .....	120,000 à 6 pour cent
	<u>\$520,000</u>

### Usage du tabac par les mineurs

**M. J. P. COOKE** (Drummond): Propose que la Chambre, selon l'ordre du jour, se forme en comité pour étudier le bill (bill no 91) concernant l'usage du tabac par les mineurs.

Adopté.

#### En comité:

**M. J. P. COOKE** (Drummond): Dit que par respect de l'opinion publique telle qu'exprimée dans la presse, il a omis dans son bill, présenté au cours de cette session, la clause odieuse prévoyant l'emprisonnement des contrevenants.

**M. O.-M. AUGÉ** (Montréal no 2): Propose que le comité soit ajourné.

**L'HONORABLE L.-O. TAILLON** (Chambly): Favorise l'adoption de mesures en vue de restreindre l'usage du tabac aux jeunes garçons. Il cite des extraits des journaux populaires sur l'hygiène et se réfère à la commission d'hygiène, pour démontrer les effets nocifs du tabac. Si sa consommation est tellement dommageable pour les hommes, elle doit l'être encore plus pour les jeunes garçons.

**M. A. W. MORRIS** (Montréal no 4): S'oppose au bill parce qu'inapplicable. Comment un vendeur peut-il savoir si le garçon a quatorze, quinze ou seize ans? Et comment peut-on empêcher un père d'envoyer son garçon acheter du tabac, avec une demande écrite, et de lui donner la permission de le fumer à la maison?

La motion étant mise aux voix, le comité se divise. La question principale est rejetée par un vote de 29 à 23.

### Clauses non appelables

**M. J. P. COOKE** (Drummond): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 93) modifiant de nouveau le code de procédure civile au sujet de certaines causes non appelables soit maintenant lu la deuxième fois.

Il dit que le but premier de ce bill est de supprimer les frais d'avocats dans les causes de moins de \$25.00 de sorte que les personnes poursuivies pour de petits montants ne soient pas accablées par des frais trop élevés; ceci se produit lors de poursuites répétées pour la même somme, augmentant ainsi le montant de la dette initiale. Il

est déjà arrivé qu'un homme, après avoir presque entièrement payé sa dette, soit poursuivi encore et encore à un point tel, qu'il fut obligé d'abandonner sa situation et de quitter le pays parce qu'il désespérait de ne jamais s'en sortir.

**PLUSIEURS DÉPUTÉS:** S'opposent au bill parce qu'une personne qui refuse de payer ses dettes, pourrait tout faire payer par le créancier.

**M. H. MERCIER** (Bonaventure): Propose, comme amendement à la motion, appuyé par le représentant de Portneuf (**M. J. Tessier**), que le mot "maintenant" soit retranché et que les mots: "dans six mois, à dater d'aujourd'hui", soient ajoutés à la fin de la proposition.

**L'HONORABLE L.-P. PELLETIER** (Dorchester): Suggère de renvoyer le bill devant le comité de législation.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

**POUR:** MM. Allard, Augé, Baker, Beaubien, Bernatchez, Châteauvert, Dechêne, Descaries Doyon, Duplessis, Flynn, Gillies, Girard (Rouville), Gosselin, Hackett, Lacouture, Lussier, Marchand, Mercier, Normand, Panneton, Parizeau, Pelletier, Pinault, Savaria, Tellier, Tessier (Portneuf), Ville-neuve, 28.

**CONTRE:** MM. Beauchamp, Bédard, Cartier, Cholette, Chicoyne, Cooke, England, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Hall, Kennedy, McDonald, McIntosh, Magnan, Marion, Martineau, Morris, Nantel, Petit, Poirier, Rioux, Ste-Marie, Simpson, Spencer, Taillon, Tétreau, 26.

### Messages du Conseil législatif:

**M. L'ORATEUR:** Informe l'Assemblée législative que tel que demandé par son message du 16 courant, le Conseil législatif a nommé les honorables messieurs Audet, Bryson, Cormier, Laviolette, Sharpies, Ross, J. J. Gilman, Tourville et Wood, membres d'un comité pour surveiller les impressions du Conseil législatif pendant la présente session, et pour agir, au nom de leur Chambre, comme membres du comité collectif des deux Chambres au sujet des impressions de la Législature.

La séance est levée à sept heures.

## Séance du 22 novembre 1893

### Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à quatre heures.

#### Rapports de comités:

M. J. MARION (L'Assomption): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis publiés sont suffisants:

Du Jardin zoologique de Montréal, demandant une loi lui accordant certains pouvoirs.

De la ville de Chicoutimi, demandant des amendements à sa charte.

De Joseph-Louis David, demandant une loi validant certain acte de vente.

Votre comité a aussi examiné la pétition de Louis Gordon Glass, demandant une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen, et a trouvé que les avis ont été publiés, mais que la pétition et le bill déclarent que le requérant n'a obtenu l'autorisation que du conseil de la section du Barreau de Montréal.

Conformément à l'ordre de référence de cette honorable Chambre, votre comité a examiné le bill no 25 intitulé: "Loi ayant pour objet d'assurer une quittance valide au gouvernement et déterminant les personnes auxquelles il remettra une certaine partie du prix de vente de l'asile de Beauport", et est d'opinion que ce bill est un bill hybride.

Attendu qu'il a été démontré par l'honorable secrétaire provincial (l'honorable L.-P. Pelletier) que des avis ont été publiés dans la Gazette officielle depuis le 4 novembre et dans plusieurs journaux de Québec, et que des lettres enregistrées ont été écrites à tous les intéressés les informant que le projet de loi serait soumis à un comité spécial de la Chambre, le 30 courant, et que des copies du bill leur ont été aussi adressées dans la même lettre enregistrée; en conséquence, votre comité est d'opinion que les avis sont suffisants et que le bill peut maintenant être référé au comité spécial et procéder sous tous les autres rapports comme un bill public.

Adopté.

M. F. CARBRAY (Québec-Ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 73) modifiant la loi 44-45 Victoria, chapitre 44, constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer de Québec, Montmorency et Charlevoix et ses amendements, et conférant d'autres pouvoirs à la dite compagnie, et y a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des privilèges et élections. Voici le rapport.

Votre comité a l'honneur de faire rapport que après avoir entendu quelques témoins sur la récusation de l'honorable M. Flynn, M. Tessier (Rimouski) a fait la motion suivante: Que ce comité est d'opinion que, d'après la preuve faite devant lui sur la question de la récusation de l'honorable M. Flynn, ce dernier doit être récusé, vu qu'il a eu une connaissance suffisante de ce qui s'est passé avant la destitution de M. Demers, ci-devant registrateur de Berthier.

Que cette motion a été perdue par un vote; qu'alors M. Mercier s'est objecté à l'enregistrement des votes des honorables MM. Casgrain et Pelletier sur la dite motion, vu qu'ils étaient intéressés dans la récusation.

Cette objection ayant été mise de côté par un vote, M. Mercier a soulevé la question d'ordre, que le président ne devait pas enregistrer les votes de MM. Casgrain et Pelletier.

Le président pro tempore ayant déclaré la question d'ordre non fondée.

Alors M. Mercier a déclaré qu'il appelait de cette décision à votre honorable Chambre.

M. A. TURGEON (Bellechasse): Déclare qu'en procédant sur la récusation du procureur général (l'honorable T. C. Casgrain), il n'a pas d'autres preuves à offrir que celles produites sur la récusation du secrétaire de la province (l'honorable L.-P. Pelletier). Il fait remarquer certaines irrégularités dans le rapport du comité permanent des privilèges et élections et fait observer à la Chambre que le dit rapport n'a pas été soumis à la Chambre pour adoption.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Réplique qu'il n'y a pas de lieu de le faire adopter par la Chambre.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Riposte qu'au contraire ce rapport contient un appel à la Chambre d'une décision du président du comité, le trésorier (l'honorable J. S. Hall), qui a arrêté que les ministres impliqués avaient droit de voter dans le comité et qu'il est du devoir de la Chambre de se prononcer à cet égard.

M. L'ORATEUR: Interrompt le représentant de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand) et l'informe qu'il n'y a rien devant la Chambre et que, par conséquent, il n'a pas le droit de parler.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Je vous demande pardon, si j'ai osé enfreindre les règlements, mais, comme vous avez eu la tolérance de permettre au premier ministre d'exprimer sa manière de voir à l'égard de cet incident, j'ai cru que vous seriez, ainsi que la Chambre, assez intelligent pour me permettre d'exprimer la mienne, afin que les deux parties soient sur un pied d'égalité.



M. L'ORATEUR: Prend de nouveau la parole.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Bills publics! À l'ordre!

M. L'ORATEUR: Bills publics! À l'ordre!

L'HONORABLE E. J. FLYNN (Gaspé): Discute de nouveau la question du comité permanent des privilèges et élections. Il dit que le comité ne peut siéger de nouveau sans que la Chambre se prononce sur l'appel mentionné dans ce rapport.

DES VOIX: Rappellent à l'ordre le représentant de Gaspé (l'honorable E. J. Flynn) en l'informant que M. l'Orateur n'aime pas qu'on parle de cela en ce moment.

L'HONORABLE E. J. FLYNN (Gaspé): Continue à parler.

UNE VOIX: À l'ordre!

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Je fais appel à votre impartialité, M. l'Orateur, pour que vous exerciez envers l'honorable commissaire des Terres de la couronne (l'honorable E. J. Flynn) la même rigoureuse justice que vous avez bien voulu exercer à mon égard il y a un instant.

M. L'ORATEUR: Lorsque le chef de l'Opposition (M. F.-G. Marchand) parlait tout à l'heure, j'ai simplement fait remarquer qu'il n'y avait rien devant la Chambre pour justifier une discussion. Maintenant l'honorable commissaire des Terres de la couronne (l'honorable E. J. Flynn) prend la parole. L'Orateur n'est pas ici pour trancher les questions de droit ou de fait, ou les questions qui peuvent découler des faits. L'Orateur ne peut connaître d'avance ce que les honorables membres ont à dire pour régulariser la procédure.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Dit que personne n'a demandé, en Chambre, à ses collègues de sortir du comité des privilèges et élections, que personne n'a prétendu, en Chambre, qu'ils devaient se retirer.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Dit que tant que la Chambre ne lui aura pas ôté le droit de voter dans le comité, il continuera à y procéder et à y voter.

M. M. F. HACKETT (Stanstead): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 42) concernant l'Association d'assurance mutuelle des fabriques des diocèses de la province ecclésiastique de Montréal, et a l'honneur d'en faire le rapport sans amendement.

M. J. MARION (L'Assomption): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Maurice, (M. L-

T.-N.-L.N. Duplessis) que la Chambre concoure dans le sixième rapport du comité permanent des ordres permanents.

Adopté.

### Introduction des bills:

M. F. MARTINEAU (Montréal no 1): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 68) concernant le Jardin zoologique de Montréal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 82) ratifiant le partage d'immeubles possédés par indivis par les successions Ferdinand David, Michel Laurent et dame veuve Delphine Choquette, en son vivant veuve de l'honorable Sévère Ricard, ainsi que le partage des immeubles de cette dernière, entre ses héritiers.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. M. F. HACKETT (Stanstead): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 67) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, Louis Gordon Glass, au nombre de ses membres.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. F. GOSSELIN (Iberville): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 107) modifiant l'article 887 du code municipal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 110) pour amender l'article 5563 des statuts refondus de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

### Interpellations:

#### Travaux de colonisation

M. A. TURGEON (Bellechasse): Le gouvernement a-t-il reçu quelque requête des colons du lac Dumont, dans le comté de Pontiac, au sujet des octrois pour les travaux de colonisation?

Si oui, le gouvernement a-t-il accordé les conclusions de cette requête.

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Oui, le gouvernement a reçu une requête mais cette question est sous considération.

M. A. TURGEON (Bellechasse): Le gouvernement a-t-il accordé quelque somme d'argent pour les travaux de colonisation dans les comtés de Dorchester et de Bellechasse, pour l'année 1893?

Si oui, quel montant le gouvernement a-t-il donné au comté de Dorchester et quel montant a-t-il donné au comté de Bellechasse?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): La réponse à cette interpellation est contenue dans

une réponse à un ordre de la Chambre déposé le 20 novembre courant comme document de la session no 27.

### **Loyer du bureau d'un inspecteur des manufactures**

**M. A. TURGEON** (Bellechasse): Le notaire E.-J. Angers a-t-il demandé une pétition de droit au gouvernement de cette province pour une certaine somme qui lui serait due pour loyer du bureau de C.-T. Côté, inspecteur des manufactures?

Si oui, par qui la demande a-t-elle été faite? Et quelle réponse le gouvernement a-t-il donnée?

**L'HONORABLE L.-P. PELLETIER** (Dorchester): Oui, le notaire E.-J. Angers a demandé une pétition de droit au gouvernement et le gouvernement a répondu que la pétition de droit ne serait pas accordée.

### **Protonotaire de la Cour supérieure à Hull**

**M. A. TURGEON** (Bellechasse): La charge de protonotaire de la Cour supérieure, à Hull, est-elle vacante?

Si oui, depuis combien de temps?

Quelques personnes ont-elles été recommandées pour remplir la vacance?

Si oui, par qui ces recommandations ont-elles été faites et en faveur de qui ont-elles été faites?

**L'HONORABLE T.C. CASGRAIN** (Montmorency): La charge de protonotaire de la Cour supérieure du district d'Ottawa est vacante depuis le 28 mai 1893.

La réponse à la deuxième partie de la question sera donnée sur la production des documents, si demande en est faite.

### **Travaux de colonisation**

**M. F.-G.-M. DECHENE** (L'Islet): Le gouvernement a-t-il accordé quelque somme d'argent pour les travaux de colonisation dans les comtés de L'Islet et de Kamouraska pour l'année 1893-94?

Si oui, quel montant le gouvernement a-t-il donné au comté de L'Islet, et quel montant a-t-il donné au comté de Kamouraska?

**L'HONORABLE L. BEAUBIEN** (Nicolet): La réponse à cette interpellation est contenue dans une réponse à un ordre de la Chambre, déposé le 20 novembre courant comme document de la session no 27.

### **Octrois pour des beurreries et fromageries**

**M. F.-G.-M. DECHENE** (L'Islet): Le gouvernement a-t-il donné, du 15 novembre 1892 au 15 novembre 1893, des octrois pour des beurreries et des fromageries, dans le comté de Dorchester?

Si oui, combien, à qui, et quel montant à chacune?

**L'HONORABLE L. BEAUBIEN** (Nicolet): Le gouvernement est prêt à mettre devant cette Chambre, sur demande, l'état de ce qui est demandé par cette question.

### **Employé du gouvernement**

**M. F.-G.-M. DECHENE** (L'Islet): M. C. Vincelette, ancien préfet de l'asile de Beauport, est-il à emploi du gouvernement?

Si oui, depuis combien de temps, à quel emploi, qui a-t-il remplacé et à quel salaire?

Est-ce l'intention du gouvernement de le nommer à un emploi permanent?

**L'HONORABLE L.-P. PELLETIER** (Dorchester): M. Vincelette a été à l'emploi du département de l'instruction publique depuis le 14 septembre 1893, pour faire certains ouvrages qui pressaient, et pour lesquels les employés ordinaires du département ne pouvaient pas suffire. Il ne remplace personne. Il travaille actuellement aux statistiques et il reçoit \$3.00 par jour. Quant à la dernière partie de la question, elle est sous considération.

### **Impressions et fournitures de bureau**

**M. F.-G.-M. DECHENE** (L'Islet): Le gouvernement a-t-il payé quelque somme d'argent à M. J.-E. Mercier, de Lévis?

Si oui, quel montant a-t-il payé depuis le 16 décembre 1891 à venir au 15 novembre 1893, pour impressions et fournitures de bureau?

Et par quel département ces paiements ont-ils été faits et quel montant chaque département a-t-il payé?

**L'HONORABLE L.-P. PELLETIER** (Dorchester): Cette interpellation devrait faire le sujet d'une demande de production de documents.

### **Philippe Grenier, employé du gouvernement**

**M. F. GOSSELIN** (Iberville): M. Philippe Grenier, de la Pointe-aux-Trembles, est-il à l'emploi du gouvernement?

Si oui, quel est son emploi, à quel salaire et qui a-t-il remplacé?

**L'HONORABLE L.-P. PELLETIER** (Dorchester): M. Philippe Grenier n'est pas à l'emploi du gouvernement, mais il agit actuellement comme sténographe du comité des privilèges et élections.

### **Exposition de Chicago**

**M. N. BERNATCHEZ** (Montmagny): Quels sont les membres du Conseil d'agriculture qui sont allés visiter l'exposition de Chicago et pour lesquels une somme de \$500.00 a été payée dans les estimations supplémentaires pour l'année courante?

Quelle était leur mission officielle?

Ont-ils fait un rapport?

Sur quel fonds cette somme de \$500.00 a-t-elle été avancée?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Jus- qu'à ce jour, les messieurs suivants du Conseil d'agriculture ont reçu la somme de \$45.00 chacun pour visite à l'exposition de Chicago: O.P. Patton, Dr W. Grignon, le révd Montminy, Basile Lamarre, le révd L.-O. Tremblay, J. de L. Taché et I.-J.-A. Marsan.

Quelques autres n'ont pas encore réclamé cette somme.

Le but de leur visite était de faire bénéficier le Conseil d'agriculture des renseignements précieux qu'ils ne pouvaient manquer de recueillir dans une exposition aussi considérable. Ils devront faire rapport au Conseil d'agriculture.

La somme avancée a été prise sur les crédits votés pour le Conseil d'agriculture.

M. N. BERNATCHEZ (Montmagny): Par quelle voie le beurre de la province, exposé à Chicago, a-t-il été transporté?

Est-ce par l'express ou par fret ordinaire?

Quelles précautions a-t-on prises pour le conserver?

Est-il arrivé généralement en bon ordre?

Le gouvernement est-il informé des prix accordés pour ce beurre?

Et si oui, quels sont ces prix?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Le gouvernement fédéral s'est chargé de transporter les échantillons de beurre.

Il est arrivé en bon ordre. Le transport s'est effectué dans des chars réfrigérants de la Compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique.

Le gouvernement n'est pas encore informé officiellement par les autorités de l'exposition de Chicago des prix accordés.

#### **Emprunt de 1893**

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Le trésorier de la province (l'honorable J. S. Hall) a-t-il, pendant qu'il était à Londres, occupé à la négociation de l'emprunt de 1893, eu une entrevue avec Elijah Coffin de Londres?

Si oui, quand et à quel propos?

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5): Le trésorier de la province (l'honorable J. S. Hall), pendant qu'il était à Londres, en mai et juin 1893, a rencontré M. Elijah Coffin.

Une conversation générale a eu lieu entre eux au sujet de l'état du marché monétaire et de la situation financière de la province.

#### **Demande de documents:**

##### **Protonotaire de la Cour supérieure à Hull**

M. A. TURGEON (Bellechasse): Propose, appuyé par le représentant de l'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne), qu'il soit mis devant cette Chambre la copie de toute correspondance, etc., se rapportant à la recommandation de M. Leduc comme protonotaire de la Cour supérieure, à Hull.

Adopté.

#### **Loyer du bureau d'un inspecteur des manufactures**

M. A. TURGEON (Bellechasse): Propose, appuyé par le représentant de l'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne), qu'il soit mis devant cette Chambre la copie de tous documents se rapportant à la demande de la pétition de droit de E.-J. Angers, notaire, au gouvernement de cette province.

Adopté.

#### **Spencer Wood**

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (M. A. Turgeon), qu'il soit mis devant cette Chambre un état détaillé des montants dépensés pour frais de réparations, ameublement ou quelque autre cause quelconque, à Spencer Wood, depuis le 30 juin 1893, à venir au premier novembre 1893; ainsi qu'un état des sommes qui doivent être payées à même l'item du budget supplémentaire pour l'année 1893.

Adopté.

#### **Ecole Sainte-Brigitte de Montréal**

M. F. MARTINEAU (Montréal no 1): Propose, appuyé par le représentant de Richmond (M. J. Bédard), qu'il soit mis devant cette Chambre la copie de tous documents et correspondances au sujet de l'école Sainte-Brigitte de Montréal. Il explique que la paroisse de Sainte-Brigitte, qui est très considérable, n'a pour école qu'une vieille bâtisse pouvant recevoir à peine la moitié des enfants qui seraient en état d'y assister. La paroisse de Saint-Jacques est à construire une école superbe, et il y a injustice à laisser de côté la paroisse de Sainte-Brigitte.

Il y a 700 garçons dans la paroisse qui devraient fréquenter l'école, mais pour lesquels il n'y a pas de locaux.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): A l'année prochaine, alors nous verrons. En attendant, les électeurs du représentant de Montréal no 1 (M. F. Martineau) devront se contenter d'apprendre que leur député s'occupe de leurs affaires.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Félicite le représentant de Montréal no 1 (M. F. Martineau) d'avoir pris l'initiative de cette affaire, et il exprime l'espoir que la Commission des écoles de Montréal rende justice à la paroisse de Sainte-Brigitte. Il ne sait pas s'il y a des documents à ce sujet mais le curé de la paroisse lui a parlé de la chose. L'école actuelle est condamnée même au point de vue hygiénique. Les commissaires, je pense bien, ont la bonne volonté, mais ils n'ont pas les moyens.

La proposition est adoptée.

#### **Documents:**

##### **Perception des taxes**

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à une adresse de l'Assemblée

législative du 13 novembre 1893, pour un état montrant:

1. Quel a été le produit perçu séparément, jusqu'à ce jour, à même les nouvelles taxes imposées par chacun des articles 55-56 Victoria, chapitre 15, 16 et 17 (1892).

2. Quel est le montant des dépenses, de toutes natures faites jusqu'à ce jour, en rapport avec la perception de ces taxes.

3. Si une commission a été accordée à quelques personnes pour cette perception.

4. Quel est le taux de cette commission.

5. A qui cette commission a été promise ou payée et quel est le montant payé à chaque personne pour telle commission.

6. Quelles sont les réclamations pendantes pour commission ou autres frais de telle perception.

7. Pourquoi ces taxes n'ont pas été réclamées pour cette année.

8. Si des instructions ont été données, à ce sujet, aux officiers du gouvernement et par quelle autorisation ces instructions ont été données.

9. Si des remises ont été faites à certaines personnes qui avaient payé les taxes devenues dues cette année et par quelle autorisation ces remises ont été faites. (Document de la session no 30)

#### **Loyer du bureau d'un inspecteur des manufactures**

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre du 22 novembre 1893, pour une copie de tous documents se rapportant à la demande de la pétition de droit de E.-J. Angers, notaire, au gouvernement de cette province. (Document de la session no 31)

#### **Cautionnement des officiers publics**

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Met devant la Chambre un état des cautionnements donnés par les officiers publics du gouvernement de la province de Québec, depuis le 14 janvier 1893 jusqu'au 17 novembre 1893 inclusivement, tel que requis par l'article 633 des statuts refondus de la province de Québec. (Document de la session no 32)

#### **Actes notariés**

M. B. BEAUCHAMP (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 92) pour rendre valides certains actes notariés.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et lois expirantes.

#### **Loi relative au Barreau**

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 96) amendement la loi relative au Barreau.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et lois expirantes.

#### **Etablissements industriels**

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 23) relatif aux établissements industriels. Il explique qu'il s'agit de la refonte de la loi de 1882 concernant les manufactures. Cette loi qui a déjà été appliquée en petit, a prouvé qu'elle était efficace. Le gouvernement a cherché à introduire dans cette loi les clauses les plus efficaces pour protéger le travail de l'ouvrier; nous avons emprunté à la législation de France, d'Angleterre et d'Ontario. Le gouvernement a augmenté le nombre des inspecteurs et si l'on veut que l'inspection soit efficace, il faudra en nommer un autre pour les Cantons de l'Est. Ces inspecteurs nous ont fait des suggestions dont nous avons profité en rédigeant la loi. Cependant, la question étant aussi importante, nous croyons qu'elle devrait être référée à un comité spécial de la Chambre devant lequel seraient entendues toutes les parties intéressées. La loi passée en 1885 a été généralement efficace. Un rapport d'une commission française nommée pour étudier cette question en parle très favorablement et même il déclare que cette loi est un modèle comme législation préventive contre les accidents et les maladies. Ce rapport fait par M. Ricard disait: "La loi du 9 mai 1885 ("Factories acts of Quebec") a pour objet de protéger la vie et la santé des personnes employées dans les manufactures. Elle s'applique à une certaine catégorie d'établissements déterminés par la loi dans un tableau annexé et dont la liste peut être complétée par le lieutenant-gouverneur en conseil, à tout établissement où il est fait usage de moteur à vapeur ou mécanique, ou de force hydraulique, enfin à tout établissement employant plus de vingt personnes.

Cette loi énumère ensuite les mesures détaillées de salubrité et de sécurité. Au point de vue de la salubrité et de la sécurité, elle exige la propreté des manufactures, l'aérage, l'expulsion des gaz, vapeurs, poussières, émanations provenant de goûts et d'immondices, l'installation de lieux d'aisance inodores. Au point de vue de la sécurité, les organes de transmission et parties mobiles des machines, les cuves, bassins, chaudières, réservoirs, et toutes constructions et places dangereuses doivent être, autant que possible, entourés d'appareils protecteurs. A l'exception des machines à vapeur, l'inspecteur peut interdire par écrit le nettoyage des appareils en marche. Les ouvertures des trappes, monte-charges, puits de montage doivent être constamment fermés au moyen de panneaux ou de portes retombant d'elles-mêmes. Les caisses d'ascenseurs ou de monte-charges doivent être pourvues de freins entrant en jeu si le câble vient à se rompre. Enfin une série de dispositions sont indiquées en vue de prévenir le danger d'incendie.

La même loi institue un corps d'inspecteurs chargés de s'assurer de l'application des mesures qu'elle a édictées.

Cette loi peut être considérée comme un modèle de règlement en matière de mesures préventives contre les maladies et les accidents."

UNE VOIX: Pas d'amendements?

L'HONORABLE G.-A. NANTÉL (Terrebonne): Non, il s'agit d'une simple refonte, rien de changé.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Suggère que la loi soit référée au comité spécial avant la deuxième lecture.

La proposition du commissaire des Travaux publics (l'honorable G.-A. Nanté) est adoptée. Le bill, ayant été lu une deuxième fois, est renvoyé à un comité spécial composé des honorables MM. Taillon, Shehyn, Nanté et de MM. Mercier, Marchand, Parizeau, Martineau, Augé, Morris, Kennedy, Châteauvert, Parent, Baker, Cartier, Tellier, Panneton, Tétreau, Normand, Stephens, Turgeon, Bisson, Descarries, Ste-Marie, Villeneuve et Tessier (Rimouski), avec pouvoir d'entendre les parties intéressées et de faire rapport.

#### **Ponts construits par le gouvernement**

L'HONORABLE G.-A. NANTÉL (Terrebonne): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 24) amendement l'acte 56 Victoria, chapitre 22, relatif au maintien des ponts totalement ou en partie construits par le gouvernement.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité général de la Chambre.

L'HONORABLE G.-A. NANTÉL (Terrebonne): Propose que la Chambre se forme en comité immédiatement.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE G.-A. NANTÉL (Terrebonne): Propose que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Robert Jones Memorial Convalescent Hospital**

M. E. E. SPENCER (Missisquoi): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 36) constituant en corporation l'établissement connu sous le nom de "Robert Jones Convalescent Hospital for children of parents belonging to the Church of England, in the Diocese of Montreal".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. E. E. SPENCER (Missisquoi): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Religieuses Ursulines de Stanstead**

M. M. F. HACKETT (Stanstead): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 43) constituant en corporation les révérendes mères religieuses Ursulines de Stanstead.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. M. F. HACKETT (Stanstead): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est résolu que le titre soit: "Loi constituant en corporation les Ursulines de Stanstead".

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Union des commis-marchands de la cité de Montréal**

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 38) modifiant et refondant la loi organique de l'Union des commis-marchands de la cité de Montréal, 43-44 Victoria, chapitre 85.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Ville de Saint-Henri**

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 63) modifiant la loi relative à la ville de Saint-Henri.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Mariage Pratt-Thibault**

M. B. BEAUCHAMP (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 33) assurant les effets civils au mariage contracté entre Frédéric Pratt et Marie-Albina Thibault.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Couvent de Sainte-Scholastique**

M. B. BEAUCHAMP (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 32) autorisant les curé et marguilliers de l'Oeuvre et fabrique de la paroisse de Sainte-Scholastique, district de Terrebonne, à aider à la reconstruction du couvent du village de Sainte-Scholastique.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Demande quel est le but de ce projet de loi.

M. B. BEAUCHAMP (Deux-Montagnes): Explique le projet de loi auquel personne ne s'est opposé devant le comité des bills privés.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Dit qu'il s'y serait opposé, mais puisque les contribuables ne s'y opposent point, il retire toute objection.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Religieuses Ursulines de Roberval**

M. J. GIRARD (Lac-Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill

no 44) constituant en corporation les révérendes mères religieuses Ursulines de Roberval.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Admission de E. Bécigneul au Barreau**

M. M. F. HACKETT (Sanstead): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 37) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, Adolphe-Marie-Louis-Eugène Bécigneul à l'exercice de la profession d'avocat dans cette province.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Incorporation de la ville de Lévis**

M. A. TURGEON (Bellechasse): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 65) modifiant de nouveau l'acte d'incorporation de la ville de Lévis, tel que refondu par 36 Victoria, chapitre 60, et les actes qui l'amendent.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Didier Garneau, étudiant en art dentaire**

M. J. MARION (L'Assomption): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 56) autorisant Didier Garneau, étudiant en art dentaire, à exercer sa profession dans la province de Québec, en abrégant le terme de ses études et de sa cléricature en raison de son âge et de son expérience acquise.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Vente de biens substitués**

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 35) autorisant dame Albina Pominville, épouse de Arthur Gagnon, à vendre certains biens substitués.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Corporation de la cité de Trois-Rivières**

M. T.-E. NORMAND (Trois-Rivières): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 78) modifiant les diverses lois concernant la corporation de la cité des Trois-Rivières.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Compagnie du chemin de fer urbain de Montréal**

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 83) modifiant les actes relatifs à la Compagnie du chemin de fer urbain de Montréal.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité perma-

nent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

#### **Compagnie hydraulique et manufacturière de Drummondville**

J.-E. GIROUARD (Arthabaska): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 77) constituant en corporation "The Drummondville Hydraulic Company".

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

#### **Comité des privilèges et élections**

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose, appuyé par le représentant de Nicolet (l'honorable L. Beaubien), que cette Chambre, prenant en considération le rapport du comité des privilèges et élections, est d'opinion que la décision du président pro tempore de ce comité, dont il y a appel, est bien fondée et que les votes du procureur général (l'honorable T. C. Casgrain) et du secrétaire de la province (l'honorable L.-P. Pelletier) ne doivent pas être retranchés.

M. H. MERCIER (Bonaventure): S'y oppose et rappelle que dans l'affaire du "Table Rock", M. Leblanc, l'accusateur, s'était récusé et que le procureur général M. Turcotte, impliqué dans l'accusation, s'était aussi récusé. En pareil cas, on donne ses explications et l'on se retire; c'est la règle. Question de convenance et de dignité. J'ai fait ma proposition pour empêcher qu'il fût inscrit dans les registres de cette Chambre que trois ministres ont refusé de se récuser dans une cause où ils sont impliqués.

L'HONORABLE E. J. FLYNN (Gaspé): Dit que les ministres ne sont pas compromis dans cette affaire.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Dit que les représentants de Dorchester, Gaspé et Montmorency (les honorables L.-O. Pelletier, E. J. Flynn et T. C. Casgrain) ont fait des déclarations, c'est vrai; mais on ne leur a pas demandé de se retirer, et le fait de leurs déclarations n'implique pas qu'ils se considéraient mis en cause.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Il ne s'agit pas de savoir si les ministres se considèrent ou non accusés; mais bien de savoir si étant accusés réellement, ils vont siéger dans le comité comme leurs prores juges. Il rappelle qu'en 1884 le représentant de Gaspé (l'honorable E. J. Flynn), dans une circonstance beaucoup moins sérieuse, avait donné des explications et s'était retiré. Il tire parti de la décision de l'Orateur M. Wurtele dans la même occasion. Aujourd'hui nous avons le cas de ministres récusés qui se font juges de leur propre récusation.

L'HONORABLE E. J. FLYNN (Gaspé): Déclare qu'il votera sur la question, personne ne pouvant l'en empêcher. Il n'est pas mis en cause, la lettre et la réponse qu'il a déposées en sont la preuve. Si l'attitude de l'Opposition est fondée, le vote de tout député peut être annulé n'importe quand. Il veut savoir si c'est la morale ou la politique qui prévaudra. Il cite le règlement concernant un député qui ne vote pas, et démontre que cela ne s'applique qu'au cas où il est directement concerné. Il défie l'Opposition de citer un seul précédent à cette règle, laquelle est le principal argument qu'elle invoque. Il n'a aucun intérêt personnel dans ce cas, et il n'a personnellement aucune intention de siéger au comité. Il termine en protestant contre cette violation de la liberté de chaque député.

M. G. W. STEPHENS (Huntingdon): Déclare que la question se résume à savoir si les parties mises en cause doivent être leurs propres juges.

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Ce n'est pas la question. Il ne s'agit pas du mérite, mais d'une question de récusation.

Il pense que puisque les trois ministres sont accusés, ils n'ont pas le droit de voter étant personnellement intéressés.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Veut savoir si l'Opposition peut priver tout le gouvernement de son droit de vote, sous prétexte qu'il est concerné.

Et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Augé, Baker, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Cartier, Casgrain, Châteauvert, Cholette, Chicoyne, Descarries, Desjardins, Doyon, Duplessis, England, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Hall, Kennedy, Lacouture, McDonald, McIntosh, Magnan, Marion, Martineau, Morris, Nantel, Normand, Panneton, Parizeau, Pelletier, Petit, Poirier, Rioux, Savaria, Simpson, Spencer, Taillon, Tellier, Tétreau, Ville-neuve, 44.

CONTRE: MM. Bernatchez, Bisson, Caron, Dechêne, Girard (Rouville), Girouard, Gladu, Gosselin, Laliberté, Lussier, Marchand, Mercier, Morin, Parent, Pinault, Shehyn, Stephens, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), 19.

Ainsi, elle est résolue affirmativement.

UN MINISTRE: Remarque qu'un député de l'Opposition n'a pas voté.

M. A. TURGEON (Bellechasse): Répond qu'il n'a pas cru devoir voter, comme l'ont fait les représentants de Montmorency, Dorchester et Gaspé (les honorables T.C. Casgrain, L.-P. Pelletier et E.J. Flynn) parce qu'il se considère trop intéressé, étant l'accusateur dans l'affaire Allard.

La séance est levée à sept heures.

## Séance du 23 novembre 1893

### Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

#### La séance s'ouvre à trois heures et demie.

#### Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Carbray, sept pétitions du conseil central des métiers et du travail, de Québec, et sept pétitions de l'assemblée locale 10061 des Chevaliers du travail.

Par l'honorable M. Hall, la pétition de Peter MacKenzie et autres.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De Joseph Lamarche et autres du canton d'Ely Nord, demandant que le bill (bill no 85) érigeant la municipalité de Sainte-Christine ne devienne pas loi.

De E. Lemieux et autres de Montréal, demandant que le bill (bill no 56) autorisant Didier Garneau à exercer la profession de dentiste dans cette province devienne loi.

De la Compagnie du chemin de fer Québec et Lac-Saint-Jean, demandant des amendements à sa charte et aux actes qui l'amendent.

De "The Women's Christian Temperance Union of the province of Quebec", demandant que le bill (bill no 91) concernant l'usage du tabac par les mineurs devienne loi.

#### Asile de Beauport

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable T. C. Casgrain), que le bill (bill no 25) ayant pour objet d'assurer une quittance valide au gouvernement et déterminant les personnes auxquelles il remettra une certaine partie du prix de vente de l'asile de Beauport soit remis sur les ordres du jour pour seconde lecture, demain.

Adopté.

#### Introduction de bills:

M. J. M. TELLIER (Joliette): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 111) amendant l'article 2098 du code civil.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 112) amendant certains articles du code municipal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

#### Interpellations:

#### Compte des dépenses

M. N. BERNATCHEZ (Montmagny): Le gouvernement a-t-il fait imprimer, mis en brochures et

fait distribuer le compte des dépenses des ministres en 1891 et de la commission nommée pour étudier la question du sucre de betterave? A combien d'exemplaires ce pamphlet a-t-il été tiré? Combien a-t-il coûté? Comment la distribution s'en est-elle faite? Qui a fait l'impression?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): La Chambre ayant ordonné l'impression de ce document, il a été imprimé, publié et distribué comme tous les autres documents sessionnels.

#### **Cause de Dufresne vs Mathews**

M. H. MERCIER (Bonaventure): L'honorable trésorier de la province (l'honorable J. S. Hall) est-il l'avocat ou l'un des avocats du gouvernement fédéral qui réclament les cinq mille quelques cents piastres confisquées par le magistrat de police, à Montréal, dans une certaine cause à la cour supérieure du district de Montréal, de Dufresne vs Mathews?

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5): Le trésorier de la province (l'honorable J. S. Hall) exerce encore sa profession et, entre autres causes, il a reçu instructions de comparaître, ce qu'il a fait, pour le ministre de la Justice d'Ottawa, dans la cause de Dufresne vs Mathews.

#### **Remboursement aux propriétaires de moulins à scie ou à farine**

M. A. TURGEON (Bellechasse): Est-ce l'intention du gouvernement de rembourser aux propriétaires de moulins à scie ou à farine, qui ne tombent pas sous le coup de la loi 55-56 Victoria, chapitre 10, le montant de la taxe qu'ils ont payée?

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5): Le gouvernement rendra justice aux demandes qui lui ont été faites, et toute somme perçue, qui n'aurait pas dû l'être, sera remboursée.

#### **Achat de charbon par le gouvernement**

M. H. CARON (Maskinongé): Combien de tonnes de charbon le gouvernement a-t-il achetées pour l'usage du palais du Parlement, du palais de justice de Québec, de la prison de Québec, et des autres édifices appartenant à la province dans la cité de Québec? De qui ce charbon a-t-il été acheté, quelle en était l'espèce et quel est le prix qu'il a été payé? Le gouvernement a-t-il demandé des soumissions pour l'achat de tel charbon? Si oui, dans quels journaux ont été publiés les avis demandant des soumissions?

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Répond que cette interpellation ne précise pas quelle année. Il demande qu'elle soit complétée et il y répondra.

#### **Accusation contre M. V. Allard**

M. A. TURGEON (Bellechasse): Demande s'il est vrai, comme l'a dit un journal de Montréal, que

le représentant de Montmorency (l'honorable T. C. Casgrain) a préparé lui-même la défense du représentant de Berthier (M. V. Allard) au sujet des accusations portées contre ce dernier?

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Demande si la Chambre doit se préoccuper de tout ce qui est publié dans les journaux. Il fait objection à la question du représentant de Bellechasse (M. A. Turgeon).

M. L'ORATEUR: Déclare que l'interpellation du représentant de Bellechasse (M. A. Turgeon) est hors d'ordre, vu qu'un avis n'en a pas été donné d'avance.

#### **Association d'assurance mutuelle des fabriques des diocèses de la province ecclésiastique de Montréal**

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill (bill no 42) concernant l'Association d'assurance mutuelle des fabriques des diocèses de la province ecclésiastique de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Compagnie du chemin de fer de Québec, Montmorency et Charlevoix**

M. F. CARBRAY (Québec-Ouest): Propose que la Chambre, selon l'ordre du jour, se forme en comité pour étudier le bill (bill no 73) modifiant la loi 44-45 Victoria, chapitre 44, constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Québec, Montmorency et Charlevoix et ses amendements, et conférant d'autres pouvoirs à la dite compagnie.

Adopté.

#### **En comité:**

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): S'oppose au bill. Il s'oppose en premier lieu à ce qui suit:

La dite compagnie est, par la présente, assurée et munie d'un pouvoir supplémentaire, autorisée à mettre en opération et à étendre sa ligne de chemin de fer dans la ville de Québec et les environs, en construisant des embranchements reliés à la ligne principale et, à cette fin, de traverser ou de longer toute rue de la ville de Québec ou chemins des environs et, pour cela, d'ériger en surface toute structure nécessaire, incluant les poteaux et autres supports essentiels au fonctionnement d'un chemin de fer électrique, le tout étant sous la supervision des autorités municipales.

Il pense que les mots "sous la supervision"



devraient être remplacés par "avec le consentement".

M. F. CARBRAY (Québec-Ouest): Explique que le bill a déjà été amendé en ce sens.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): La dite compagnie est, par la présente, autorisée à acheter et à louer des hôtels et des résidences longeant la ligne du dit chemin de fer et, en outre, de construire ou d'affréter et de diriger des bateaux à vapeur ou autres navires sur le Saint-Laurent et le Saguenay ainsi que sur les autres lacs ou cours d'eau côtoyés par le dit chemin de fer. Elle est aussi autorisée à étendre la ligne de son chemin de fer, du terminus actuel situé dans la ville de Québec à un certain point de la rive nord du Saint-Laurent, au ou près du quai Allan, et en direction ouest vers Saint-Sauveur. Il propose un amendement à l'effet que ce paragraphe soit retranché. Il le trouve d'une portée trop générale et, par conséquent, dangereux pour le public. Il cite le cas d'une compagnie à Montréal, qui s'était assurée de droits estimables, pour ensuite les revendre à bon prix. Il ne veut pas qu'un pareil geste se reproduise.

M. F. CARBRAY (Québec-Ouest): Cite les cas du CPR et d'autres compagnies qui s'étaient assurés des mêmes droits et prend la défense du bill.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Maintient que le bill est dans l'intérêt du public.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Pose une question.

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Pour répondre à cette question, il déclare qu'aucun subside supplémentaire ne sera accordé aux chemins de fer, sous prétexte d'un changement de force motrice.

M. P. KENNEDY (Montréal no 6): Parle contre l'amendement. Le vote étant appelé, le représentant de Huntingdon (M. G. W. Stephens) se trouve seul pour appuyer cet amendement.

Le comité ayant étudié le bill en fait rapport sans amendement.

M. F. CARBRAY (Québec-Ouest): Propose que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

## Biens de F.-X. Beaudry

M. J. MARION (L'Assomption): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 47) relatif aux biens de François-Xavier Beaudry, légués pour des fins de charité.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

## Jardin zoologique de Montréal

M. F. MARTINEAU (Montréal no 1): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 68) concernant le Jardin zoologique de Montréal.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

## Successions Ferdinand David, Michel Laurent et dame Delphine Choquette.

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 82) ratifiant le partage d'immeubles possédés par indivis par les successions Ferdinand David, Michel Laurent et dame Delphine Choquette, en son vivant veuve de l'honorable Sévère Ricard, ainsi que le partage des immeubles de cette dernière entre ses héritiers.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

## Admission de L. G. Glass au Barreau

M. M. F. HACKETT (Stanstead): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 67) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, Louis Gordon Glass au nombre de ses membres.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

## Accusation contre M. V. Allard

M. A. TURGEON (Bellechasse): Soulève une question de privilège. Il dit qu'il a appris par le journal le Monde que M. Cornellier, avocat du représentant de Berthier (M. V. Allard), a menacé de poursuites judiciaires les témoins qui feraient des déclarations préjudiciables au député de Berthier dans l'enquête qui se poursuit actuellement.

L'HONORABLE T. C. CASGRAIN (Montmorency): Répond que l'entrefilet du journal en question est tout à fait faux et que M. Cornellier n'a pas fait et n'a pas été autorisé à faire de telles menaces.

La séance est levée à cinq heures.

## Séance du 24 novembre 1893

Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à trois heures et demie.

### Comité des privilèges et élections

M. H. MERCIER (Bonaventure): Demande la production du rapport du comité des privilèges et élections.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Il n'est pas encore prêt.

### Introduction de bills:

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 17) relatif à la transmission au secrétaire de la province et aux registrateurs des rôles d'évaluation. Cette loi impose une pénalité au secrétaire-trésorier d'une municipalité s'il ne transmet point au secrétaire de la province le rôle d'évaluation de sa municipalité. Nous publions chaque année, des statistiques municipales qui sont nécessairement incomplètes par la faute des secrétaires-trésoriers qui ne se conforment pas à la loi.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

### Asile de Beauport

L'ordre du jour pour la deuxième lecture du bill (bill no 25) ayant pour objet d'assurer une quittance valide au gouvernement et déterminant les personnes auxquelles il remettra une certaine partie du prix de vente de l'asile de Beauport étant lu;

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que le dit ordre soit rescindé et que le bill soit référé à un comité spécial composé des honorables MM. Hall et Pelletier, de MM. Marchand, Tellier, Tessier (Portneuf), Parizeau, Gladu et Panneton, avec pouvoirs d'entendre les intéressés et de faire rapport.

Adopté.

### Instruction publique

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 14) amendement la loi de l'Instruction publique.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

### Subsides

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Nicolet (l'honorable L. Beaubien), que l'Orateur quitte maintenant son fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides).

M. A. TURGEON (Bellechasse): Propose, appuyé par le représentant de l'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne), que tous les mots après "que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants: "cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais elle regrette que le gouvernement, par l'acte 55-56 Victoria,

Chapitre 10 — (Licence de manufacture et de commerce);

Chapitre 15 — (Loi relative à des taxes directes sur certaines personnes);

Chapitre 17 — (Loi relative aux droits sur les successions et les transports d'immeubles);

Chapitre 27 — (Loi relative aux écoles de réforme);

Chapitre 29 — (Loi relative aux écoles d'industrie);

Chapitre 30 — (Loi relative aux asiles d'aliénés),

ait mis en force un système d'impôt injuste, arbitraire, contraire aux principes économiques les plus universellement reconnus et condamné par l'opinion publique en cette province."

Il entreprend un long discours.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Je vois que l'honorable député a soigneusement préparé sa critique de la loi des taxes. Ne voulant pas agir déloyalement à son égard en proposant de notre côté l'ajournement du débat, je le prierais de vouloir bien remettre le débat à une autre date, attendu que plusieurs députés sont absents et que nous ne sommes pas à faire la discussion.

Il se plaint du relâchement d'un certain nombre de députés dans leurs devoirs parlementaires et menace de faire mettre à exécution la loi qui impose une pénalité de cinq dollars (\$5.00) par jour à tout membre de l'Assemblée qui néglige d'assister aux séances.

M. A. TURGEON (Bellechasse): Propose, appuyé par le représentant de l'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne), que le débat doit ajourné.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Fait remarquer qu'il y a à peine trois jours complets de séance par semaine, les mardi, mercredi et jeudi. Plusieurs députés partent vendredi soir et ne reviennent que le lundi soir.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Dit qu'il y aurait peut-être moyen de remédier à cela; ce serait de retrancher une partie de l'indemnité parlementaire aux députés qui s'absentent trop souvent.

La proposition est adoptée; le débat est ajourné.

### Frais de contestation dans les districts ruraux

M. G. W. STEPHENS (Huntingdon): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montmagny (M. N. Bernatchez), que le bill (bill no 59) réduisant les frais de contestation dans les

districts ruraux soit maintenant lu pour la deuxième fois.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Les commissaires sont des hommes éminemment respectables, mais généralement sans connaissance légale et bon nombre sans instruction aucune. Il ne serait pas prudent d'augmenter leur juridiction. Il propose comme amendement à la motion, appuyé par le représentant de Portneuf (M. J. Tessier), que le mot: "maintenant" soit retranché, et que les mots: "dans six mois, à dater d'aujourd'hui", soient ajoutés à la fin de la proposition.

M. G. W. STEPHENS (Huntingdon): Répond par un discours visant les avocats exerçant devant ces cours qui en appellent d'une décision par "certiorari" aussitôt qu'ils découvrent une faute de grammaire ou une erreur de frappe. Il demande à la Chambre de ne pas se prononcer sur cette question dès maintenant, vu l'absence de tant de députés qui y sont favorables.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Prend la défense des avocats "pauvres enfants du peuple" qui sont obligés de gagner leur pain en exerçant cette profession. Il propose, appuyé par le représentant de Portneuf (M. J. Tessier), que le débat soit ajourné, vu l'absence de grand nombre de députés.

Cette dernière proposition est adoptée; le débat est ajourné.

#### **Compagnie du chemin de fer de la rive sud**

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 48) constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de la rive sud.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières.

#### **Charte de la cité de Montréal**

M. V. ALLARD (Berthier): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 69) modifiant la charte de la cité de Montréal.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Interpellations:**

#### **Compte pour travaux aux édifices du Parlement**

M. L.-A.-E.-E. LUSSIER (Verchères): L'item 12 du budget supplémentaire, étant le montant de \$38,532.30 destiné à M. Charlebois. lui sera-t-il payé en règlement final de compte pour travaux aux édifices du Parlement, murs d'enceinte et autres comptes se rapportant aux édifices et terrains voisins?

Le gouvernement exigera-t-il une quittance finale en **payant ce montant?**

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): C'est l'intention du gouvernement de ne payer cette somme à M. Charlebois que sur production d'une quittance finale.

#### **Demande de documents:**

##### **Instituteurs diplômés**

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Propose, appuyé par le représentant de Montmagny (M. N. Bernatchez), qu'il soit mis devant cette Chambre un état du nombre d'instituteurs ayant des diplômes de l'Ecole normale, ou des diplômes d'école modèle ou élémentaire qui enseignent dans les écoles de cette province.

Adopté.

##### **Etat détaillé des travaux extra au palais de justice de Montréal**

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Demande un état détaillé des travaux extra au palais de justice de Montréal.

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Dit qu'il ne croit pas qu'il soit nécessaire de produire un tel état détaillé, car il faudrait pour cela employer une dizaine de copistes, et couvrir la table et la Chambre de documents de plus d'un pied de hauteur. Si la Chambre est prête à faire une dépense de \$500 à \$1,000 pour ce fait, il les produira, mais il n'en voit pas la nécessité, car il est prêt à fournir tous les documents suffisants à ce sujet, sans aller aux petits détails. Il n'a rien à cacher et les documents produits seront suffisants pour éclaircir la question.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Dit qu'il désire seulement le montant des travaux extra.

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Vous trouverez tout cela dans le document de la session numéro 48.

La motion est ajournée.

#### **Employés du gouvernement**

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (M. J. Shehyn), qu'il soit mis devant cette Chambre une liste des employés dans chaque département dont les traitements ont été augmentés depuis le 1er juillet 1892 jusqu'à ce jour, indiquant leurs fonctions, la date de leur entrée dans le service civil, le chiffre de leurs traitements avant l'augmentation et celui de leurs traitements actuels.

Aussi, un état indiquant quels sont les employés nommés dans chaque département depuis le premier juillet 1892 jusqu'à ce jour, indiquant leurs noms, la date de leur nomination, leurs fonctions et leurs traitements, les noms des employés qu'ils ont remplacés et les fonctions qu'exerçaient ces derniers et les traitements qu'ils recevaient.

Aussi: 1. Une liste des employés permanents qui, dans chaque département, pour quelque considération que ce soit, ont reçu une somme ou rémunération quelconque en outre de leurs traitements, depuis le 1er juillet 1892 jusqu'à ce jour, indiquant le montant de telle rémunération, pour quelles considérations et à quelle date elle a été payée.

2. Une liste des employés permanents ou temporaires qui, dans chaque département, pour quelque considération que ce soit, ont produit, depuis le 1er juillet 1892 jusqu'à ce jour, des comptes qui n'ont pas encore été payés, indiquant et le montant de ces réclamations et celles qui sont considérées valables.

Aussi, une liste des personnes qui, dans chaque département, outre les fonctionnaires permanents, ont été employées depuis le 1er juillet 1892 jusqu'à ce jour, indiquant le temps pendant lequel elles ont été employées, la nature des services qu'elles ont rendus, et le montant total qu'elles ont reçu ou qu'elles doivent recevoir pour tels services.

Adopté.

#### **Cour de circuit du comté d'Ottawa, à Hull**

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (M. A. Turgeon), qu'il soit mis devant cette Chambre une copie de tous rapports concernant le bureau du greffier de la Cour de circuit du comté d'Ottawa, à Hull, depuis son établissement jusqu'à 1888, qui ont été faits par les inspecteurs des bureaux publics de la province.

Adopté.

#### **Propriétaires de moulins à scie et à farine**

M. A. TURGEON (Bellechasse): Propose, appuyé par le représentant de L'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne), qu'il soit mis devant cette Chambre un état constatant les noms et résidence des propriétaires de moulins à scie et à farine dans le comté de Bellechasse qui ont payé la taxe au gouvernement, en vertu de la loi des impôts, 55-56 Victoria, chapitre 10.

Adopté.

#### **Conducteur des travaux de colonisation du canton Albanel**

M. H. CARON (Maskinongé): Propose, appuyé par le représentant de L'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne), qu'il soit mis devant cette Chambre copie du rôle de paie d'Antoine Laprise, du canton Albanel, conducteur des travaux de colonisation sur la route dite "Route Albanel, rang 6", en juillet 1893.

Adopté.

#### **Soeurs Grises de l'hôpital de Saint-François-du-Lac**

M. V. GLADU (Yamaska): Propose, appuyé par le représentant de Lotbinière (M. E.-H. Laliberté), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute

correspondance entre le gouvernement et toutes personnes concernant la demande faite par ou de la part des soeurs Grises, de l'hôpital de Saint-François-du-Lac, de remise de la taxe par elles payée sur les biens à elles transmis de la succession de feu Charles-François Bernier.

Le gouvernement a accordé semblable remise aux soeurs de la Charité de Québec relativement à l'achat de l'asile de Beauport. Je ne vois pas pourquoi le gouvernement n'en ferait pas autant à l'égard des soeurs de Saint-François-du-Lac qui sont très pauvres et qui font beaucoup de bien.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester):

Donne quelques explications sur la remise de la taxe aux soeurs de l'asile de Beauport. Les documents qui seront mis devant cette Chambre démontreront que cette taxe a été payée.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Mais qui a payé les timbres, si vous avez fait remise de cette taxe? L'acte d'achat doit avoir été timbré pour être régulier.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester):

Déclare qu'un ordre en conseil a été tout récemment passé au sujet des timbres qui ont été pris sur le Trésor pour qu'ils ne soient pas payés et que tout soit régularisé.

La proposition est adoptée.

#### **Asile de Beauport**

M. V. GLADU (Yamaska): Propose, appuyé par le représentant de Lotbinière (M. E.-H. Laliberté), qu'il soit présenté une adresse à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de toute correspondance entre le gouvernement et les soeurs de la Charité ou autres et de tout ordre décerné, concernant la remise de la taxe qui aurait dû être payée par les dites soeurs de la Charité sur le prix de la vente de l'asile de Beauport.

Adopté.

#### **Dépenses pour fins de colonisation**

M. A. TURGEON (Bellechasse): Propose, appuyé par le représentant de L'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne), qu'il soit mis devant cette Chambre un état détaillé de toutes sommes dépensées pour 1893-94, dans le comté de Dorchester, pour les fins de colonisation, avec les noms des conducteurs de travaux et les divers montants attribués à chaque paroisse.

Adopté.

#### **Immigrants**

M. H. CARON (Maskinongé): Propose, appuyé par le représentant de L'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne), qu'il soit mis devant cette Chambre un état indiquant: 1. Le nombre, la nationalité et l'occupation des immigrants arrivés dans la province de Qué-

bec et qui sont définitivement établis depuis le 27 avril dernier jusqu'au 14 novembre 1893.

2. Le nombre des immigrants débarqués aux quais du Grand-Tronc de Lévis, le nom des agents du gouvernement provincial et les dépenses encourues par eux chaque mois.

Adopté.

#### **Asile de Beauport**

M. J. TESSIER (Portneuf): Propose qu'il soit mis devant cette Chambre un état contenant les détails de la somme de \$19,395.00 dépensée en vertu de l'ordre en conseil no 328 pour l'asile de Beauport.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit que tous les documents concernant cette question ont été déposés devant la Chambre. Ce n'est pas le gouvernement qui fait exécuter les travaux, ce sont les religieuses, et nous ne savons si elles ont ou non demandé des soumissions.

M. J. TESSIER (Portneuf): Retire sa motion.

#### **Documents:**

##### **Emprunts**

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Met devant la Chambre la réponse à deux ordres de la Chambre, en date des 13 et 17 novembre 1893.

#### **I**

##### **Pour un état montrant:**

1. Quel était le montant des emprunts temporaires existant le 17 décembre 1891, à part de l'emprunt de quatre millions fait en France cette année-là?
2. Quel était le taux des intérêts sur chacun de ces emprunts?
3. Quel est le montant des emprunts temporaires actuels, à part celui fait en France, cette année?
4. Quel est le taux d'intérêt de chacun de ces emprunts?

#### **II**

##### **Pour un état exposant:**

1. Les montants d'emprunts temporaires effectués le 14 juillet 1891.
2. De qui et pour quels montants ces emprunts ont été faits?
3. Le taux d'intérêt de ces emprunts.
4. Dépôts de garantie de chemin de fer perçus entre le 17 janvier 1887 et le 15 juillet 1891.
5. Dépôts de garantie de chemin de fer entre le 15 juillet 1891 et le 17 décembre 1891.
6. Dépôts de garantie des compagnies de chemin de fer entre le 17 décembre 1891 et le 15 novembre 1893. (Document de la session no 33)

#### **Comité des privilèges et élections et accusation contre M. V. Allard**

M. H. MERCIER (Bonaventure): Demande de nouveau si le rapport du comité des privilèges et élections va être produit bientôt.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Il n'est pas encore prêt.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Nous allons attendre.

Jusqu'à sept heures, la députation attend.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des privilèges et élections. Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport que, par les témoignages de certains témoins, dont les dépositions sténographiques sont ci-annexées, il appert qu'une tentative de violation des privilèges de cette Chambre, en ce qui regarde certains témoins, assignés devant votre comité, aurait été faite, et qu'il croit de son devoir d'en informer votre honorable Chambre immédiatement.

M. A. TURGEON (Bellechasse): Propose, appuyé par le représentant de l'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne), qu'il soit ordonné que C.-A. Cornellier, écuyer, conseil de la reine, mentionné dans le rapport qui vient d'être lu, comparaisse immédiatement à la barre de cette Chambre.

La proposition est adoptée sur division.

M. L'ORATEUR: Ordonne, en conséquence, au sergent d'armes d'aller quérir M. C.-A. Cornellier, écuyer, conseil de la reine, s'il se trouve dans l'enceinte du palais législatif, et de l'amener à la barre de la Chambre.

Le sergent d'armes fait rapport, qu'en obéissance à l'ordre de cette Chambre, il est allé quérir M. C.-A. Cornellier, écuyer, conseil de la reine, qu'il a trouvé dans l'enceinte du palais législatif, et que le dit M. Cornellier est maintenant présent à la barre de cette Chambre.

M. A. TURGEON (Bellechasse): Propose, appuyé par le représentant de l'Islet (M. F.-G. M. Dechêne), qu'il soit autorisé à poser des questions au dit C.-A. Cornellier, comme si elles étaient faites par M. l'Orateur.

L'HONORABLE E. J. FLYNN (Gaspé): Répond que la procédure suivie est de poser les questions par l'entremise de l'Orateur.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Cite May pour prouver que le mode demandé par le représentant de Bellechasse (M. A. Turgeon) est suivi quelquefois pour accélérer la procédure.

M. L'ORATEUR: Décide qu'il vaudrait mieux s'en tenir à la procédure employée lorsque M. J. Gingras, ancien propriétaire du défunt Nouvelliste,

comparut à la barre de la Chambre des députés à la session de 1885.

M. A. TURGEON (Bellechasse): Retire sa motion, du consentement unanime de la Chambre.

À sept heures et quart, la Chambre interrompt ses travaux.

## **Reprise de la séance à huit heures et demie**

### **Accusation contre M. V. Allard**

M. Cornellier est alors interrogé comme suit:

M. A. TURGEON (Bellechasse): Propose, appuyé par le représentant de l'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne), que l'Orateur pose à M. Cornellier la question suivante: Quels sont vos noms, prénoms, occupations et résidence?

Adopté.

Réponse de M. Cornellier: Charles-Auguste Cornellier, avocat, conseil de la reine, Joliette.

M. A. TURGEON (Bellechasse): Propose, appuyé par le représentant de l'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne), que l'Orateur pose à M. Cornellier la question suivante: Avez-vous occupé, le poste d'avocat du représentant de Berthier (M. V. Allard), devant le comité des privilèges et élections, sur l'accusation portée contre lui par le représentant de Bellechasse (M. A. Turgeon) devant cette Chambre?

Adopté.

Réponse de M. Cornellier: Oui, depuis le deuxième jour de l'enquête ouverte.

M. A. TURGEON (Bellechasse): Propose, appuyé par le représentant de l'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne), que l'Orateur pose à M. Cornellier la question suivante: A la demande de qui avez-vous ainsi occupé ce poste?

Adopté.

Réponse de M. Cornellier: A la demande du député de Berthier (M. V. Allard).

M. A. TURGEON (Bellechasse): Propose, appuyé par le représentant de l'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne), que l'Orateur pose à M. Cornellier la question suivante: Avez-vous reçu, à ce sujet, un télégramme du procureur général (l'honorable T. C. Casgrain) et quelle en était la nature?

Adopté.

Réponse de M. Cornellier: Je n'ai pas reçu personnellement de télégramme de l'honorable procureur général (l'honorable T. C. Casgrain) à l'effet de me prier de représenter le député de Berthier (M. V. Allard), devant le comité.

M. A. TURGEON (Bellechasse): Propose, appuyé par le représentant de l'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne), que l'Orateur pose à M. Cornellier la question suivante: Avez-vous eu connaissance d'un télégramme à vous adressé par le procureur général (l'honorable T. C. Casgrain) concernant l'affaire Allard, devant le comité des privilèges et élections?

Adopté.

Réponse de M. Cornellier: Personnellement, non.

M. A. TURGEON (Bellechasse): Propose, appuyé par le représentant de l'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne), que l'Orateur pose à M. Cornellier la question suivante: N'avez-vous pas été informé par un de vos associés ou employés, qu'une dépêche était venue, pour vous, du procureur général (l'honorable T.C. Casgrain), vous faisant demander de venir à Québec à propos de cette affaire Allard?

Adopté.

Réponse de M. Cornellier: M. Camille Ducharme, avocat, de la ville de Joliette, pratiquant en société avec moi, m'a dit avoir reçu, en mon absence, une dépêche qu'il m'a dit être signée T.C. Casgrain, me priant de venir à Québec pour y rencontrer le représentant de Berthier (M. V. Allard). Cette dépêche, je ne l'ai jamais eue. Comme explication de ce fait, je dois dire qu'à Joliette les dépêches qui nous arrivent par télégraphe, nous sont généralement transmises par la voie téléphonique.

M. A. TURGEON (Bellechasse): Propose, appuyé par le représentant de l'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne), que l'Orateur pose à M. Cornellier la question suivante: Connaissez-vous la date de ce télégramme?

Adopté.

Réponse de M. Cornellier: Non. Ni directement, ni personnellement, ni par ouï-dire.

M. A. TURGEON (Bellechasse): Propose, appuyé par le représentant de l'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne) que l'Orateur pose à M. Cornellier la question suivante: Avez-vous dit à quelques personnes que vous aviez été mandé à Québec par le procureur général (l'honorable T.C. Casgrain), en rapport avec l'affaire Allard?

Adopté.

Réponse de M. Cornellier: Oui. Aussitôt après avoir été informé par M. Camille Ducharme, j'ai dit à mon frère que je devais partir pour Québec, le soir du dix-sept je crois, pour y venir rencontrer le représentant de Berthier (M. V. Allard) à la demande de l'honorable procureur général (l'honorable T.C. Casgrain) et je l'ai dit à M. Joseph Rivard, hôtelier, de Joliette, et à M. Aimé Riopel là où je prends ma pension. Dans le même temps, je recevais du représentant de Berthier un autre télégramme me priant de ne pas descendre à Québec et de ne tenir aucun compte du télégramme qui m'y mandait.

M. A. TURGEON (Bellechasse): Propose, appuyé par le représentant de l'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne) que l'Orateur pose à M. Cornellier la question suivante: Après ce dernier télégramme, êtes-vous allé à Berthierville, et, si oui, dans quel but?

Adopté.

Réponse de M. Cornellier: Le midi du même jour, je recevais une lettre signée par Joseph-Aurez Laferrière, registrateur de Berthier, m'écrivant comme suit, en substance: "Si vous venez demain au terme de la Cour de circuit, je voudrais vous voir à mon bureau et veuillez ne pas laisser

Berthier sans m'avoir rencontré." Depuis les derniers termes de décembre, janvier et février, jusqu'à maintenant, je suivais la cour de circuit de Berthier, où je vais habituellement plaider les causes du représentant de Berthier (M. V. Allard). Moi-même, j'avais eu connaissance, la veille, à Montréal où j'étais, des accusations portées contre le représentant de Berthier et M. Laferrière, et j'ai immédiatement compris que Laferrière désirait me voir à cet égard. Au lieu de me rendre le matin du jour de la Cour de circuit, je me suis rendu la veille au soir, après avoir télégraphié à M. Laferrière qu'il pourrait me rencontrer à l'hôtel Guilmette, le même jour. C'est à cet hôtel que je me suis rendu et où je loge habituellement; j'étais conduit pas M. Joseph Rivard, hôtelier, de Joliette. Le lendemain, dans l'avant-midi, j'ai représenté le député de Berthier devant la Cour de circuit, dans quatre causes qui étaient inscrites. Le représentant de Berthier n'était pas à Berthier quand j'y suis arrivé: il est arrivé dans la nuit, à trois heures après minuit, si ma mémoire ne me fait pas défaut. Il

est venu me réveiller pour me dire bonjour, me disant qu'il était très fatigué, qu'il me verrait le lendemain. Le lendemain, j'ai rencontré le député de Berthier à la cour et nous avons eu quelques instants de conversation ensemble, durant lesquels il m'a dit qu'il me montrerait les déclarations qui avaient été faites devant la Chambre. Immédiatement, je me suis trouvé en connaissance de la défense du député de Berthier qui m'a montré les pièces justificatives, qu'il a mises devant la Chambre ultérieurement. Le représentant de Berthier me disait que l'on avait monté, à Berthier, une conspiration contre lui, pour l'accuser devant le Parlement. Comme moi-même j'étais déjà en connaissance de la défense, depuis longtemps, je voulais également me mettre en position de connaître l'accusation afin de me mettre au courant de la cause parfaitement. A la question, je réponds: "Mon but, en allant à Berthier..."

M. A. TURGEON (Bellechasse): Propose, appuyé par le représentant de l'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne), que l'Orateur pose à M. Cornellier la question suivante: Répondez à la question.

Adopté.

Réponse de M. Cornellier: Quelle est la question?

M. A. TURGEON (Bellechasse): Propose, appuyé par le représentant de l'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne), que l'Orateur pose à M. Cornellier la question suivante: Après ce dernier télégramme, êtes-vous allé à Berthierville, et si oui, dans quel but?

Adopté.

Réponse de M. Cornellier: Les buts? Ils sont multiples; j'y allais pour représenter le député de Berthier (M. V. Allard) dans ses causes à la cour; j'y allais sur l'invitation de Laferrière, et j'ai eu l'occasion de rencontrer le représentant de Berthier; mais je ne m'y attendais pas. vu qu'il m'avait télégraphié de ne pas tenir compte du télégramme que j'avais reçu la veille ou l'avant-veille.

M. A. TURGEON (Bellechasse): Propose, appuyé par le représentant de l'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne), que l'Orateur pose à M. Cornellier la question suivante: Etant à Berthier, avez-vous rencontré messieurs C.-A. Chênevert, avocat, Amateur Demers, avocat, et le révérend Arthur Morin, vicaire, et Archibald alias Archie Dostaler, tous de Berthier?

Adopté.

Réponse de M. Cornellier: Oui, Monsieur. Je ne puis dire que le révérend M. Arthur Morin m'a été présenté. Je sais que j'ai rencontré un prêtre, et l'on m'a dit que c'était le vicaire de Berthier.

M. A. TURGEON (Bellechasse): Propose, appuyé par le représentant de l'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne), que l'Orateur pose à M. Cornellier la question suivante: Leur avez-vous parlé à tous les quatre ou à aucun d'eux de l'enquête qui devait se faire contre le député de Berthier (M. V. Allard), devant le comité des privilèges et élections?

Adopté.

Réponse de M. Cornellier: Lorsque je suis arrivé à Berthier, le sujet général de la conversation dans cette petite ville était naturellement l'accusation qui avait été portée contre le député du comté. Maintenant, quant à dire qu'ils m'ont parlé de la chose, certainement que oui, tout le monde en parlait et moi avec eux.

M. A. TURGEON (Bellechasse): Propose, appuyé par le représentant de l'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne), que l'Orateur pose à M. Cornellier la question suivante: Avez-vous dit, dans cette occasion, au dit Amateur Demers, que vous étiez chargé par le procureur général (l'honorable T.C. Casgrain) de prendre des procédés contre lui, Omer Dostaler, cultivateur de Berthier, et Louis Désy, commerçant du même endroit, s'ils rendaient témoignage, devant le comité des privilèges et élections, dans cette affaire?

Adopté.

Réponse de M. Cornellier: Non, Monsieur.

M. A. TURGEON (Bellechasse): Propose, appuyé par le représentant de l'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne), que l'Orateur pose à M. Cornellier la question suivante: Avez-vous dit, dans cette occasion, au dit C.-A. Chênevert, que vous étiez chargé de prendre des procédés contre les dits Amateur Demers, Louis Désy et Omer Dostaler, s'ils rendaient témoignage dans la dite affaire?

Adopté.

Réponse de M. Cornellier: Non, Monsieur.

M. A. TURGEON (Bellechasse): Propose, appuyé par le représentant de l'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne), que l'Orateur pose à M. Cornellier la question suivante: Avez-vous, là et alors, dit à quelques autres personnes et si oui, nommez-les, que des procédés seraient pris contre les dits Amateur Demers, Omer Dostaler et Louis Désy, s'ils rendaient témoignage dans la dite affaire?

Adopté.

Réponse de M. Cornellier: Non, Monsieur.

M. A. TURGEON (Bellechasse): Propose, appuyé par le représentant de l'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne), que l'Orateur pose à M. Cornellier la question suivante: N'avez-vous pas dit, là et alors, au dit C.-A. Chênevert, qu'il y avait moyen de faire un compromis au moyen duquel les dits A. Demers, Omer Dostaler et Louis Désy ne seraient pas troublés, s'ils ne rendaient pas témoignage dans la dite affaire?

Adopté.

Réponse de M. Cornellier: Non Monsieur; mais j'ai dit à M. Chênevert qu'il y avait évidemment parjure de la part de Demers. Qu'il avait juré, le trois novembre 1892, d'une manière et qu'il avait juré, dans le mois d'octobre de cette année, d'une autre manière, et je conseillais à M. Chênevert ceci: "Dites-donc à M. Demers qu'il retire la dernière de ses deux déclarations; cela aura plus de bon sens et il s'en retirera mieux, parce que je considérerais qu'il était père de famille, un vieillard, et que l'on prendrait cela en considération." C'est là ce que je disais et, d'ailleurs, j'ai ajouté: "Il ne peut pas faire autrement à moins qu'il n'admette devant le comité qu'il était coupable de parjure." C'est là le compromis que j'ai proposé et je le considère très honorable.

M. A. TURGEON (Bellechasse): Propose, appuyé par le représentant de l'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne), que l'Orateur pose à M. Cornellier la question suivante: Avez-vous dit à M. C.-A. Chênevert, dans cette occasion, que le dit A. Demers ne serait pas troublé ni inquiété, s'il retirait l'une ou l'autre de ses déclarations solennelles?

Adopté.

Réponse de M. Cornellier: Il est impossible pour moi d'avoir dit aucune chose comme cela, attendu que je n'étais chargé par personne d'inquiéter M. Demers. Je ne l'ai pas dit.

M. A. TURGEON (Bellechasse): Propose, appuyé par le représentant de l'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne), que l'Orateur pose à M. Cornellier la question suivante: Affirmez-vous que vous n'avez dit à aucune des personnes ci-dessus nommées, savoir: les dits, Demers, Chênevert, Morin et Dostaler, rien qui pût être interprété dans le sens des questions déjà posées?

Adopté.

Réponse de M. Cornellier: A cette question, je réponds comme suit: Toutes les opinions qui ont été précédemment posées, comportaient: "Avez-vous dit telle chose, que s'ils rendaient témoignage, ils seraient arrêtés?" J'ai répondu: "Non." Vous me demandez maintenant si j'ai dit à quelqu'une de ces personnes-là, ou à celles nommées dans les questions précédentes, que Demers, Désy et Dostaler seraient poursuivis. Voici ce que j'ai dit: "J'ai dit que j'aviserais le député de Berthier (M. V. Allard), qui était en possession de la preuve que j'appellerai celle du parjure de Demers, de se protéger devant l'opinion publique, contre ce que j'appelle le parjure de Demers, et de le faire arrêter immédiatement." Maintenant, j'ai dû le dire à qui a voulu m'entendre, non seulement à ces trois



personnes, mais à toutes celles qui m'en ont parlé depuis la cause. J'ai dit que si le représentant de Berthier se libérait devant le comité de la charge qui avait été portée contre lui, soutenue par ce que je considérais le parjure de Demers, il avait un devoir à remplir: c'était de faire arrêter Demers. C'est là l'avis que j'ai donné alors au représentant de Berthier, que je lui ai donné hier et que je lui ai donné encore aujourd'hui avant son départ.

M. A. TURGEON (Bellechasse): Déclare qu'il n'a plus de questions à poser.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que l'Orateur pose à M. Cornellier la question suivante: Qui était présent lors de votre conversation avec M. Chênevert à l'hôtel Guilmette?

Adopté.

Réponse de M. Cornellier: Tout le temps de la conversation que j'ai eue avec M. Chênevert, M. Joseph Rivard, hôtelier, de la ville de Joliette, était présent et il a entendu chacun des mots qui se sont prononcés.

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose que l'Orateur pose à M. Cornellier la question suivante: A quelle date avez-vous été chargé par le député de Berthier (M. V. Allard) pour le représenter devant le comité des privilèges et élections, dans l'enquête sur l'accusation portée contre lui?

Adopté.

Réponse de M. Cornellier: Il y a eu des pourparlers de le représenter durant mon voyage avec lui, entre Montréal et Québec; mais c'est durant cette semaine que j'ai été officiellement chargé de son affaire, entre la première et la seconde séance du comité des privilèges et élections sur cette matière, ici, à Québec.

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose que l'Orateur pose à M. Cornellier la question suivante: Voulez-vous préciser ce que vous avez entendu dire, en examen en chef, quand vous avez répondu que vous étiez depuis longtemps, lors de votre voyage à Berthier, en possession de la défense du député de Berthier (M. V. Allard)?

Adopté.

Réponse de M. Cornellier: Alors que j'étais à Berthier, pour plaider deux appels de la corporation de Saint-Cuthbert, contre le conseil du comté de Berthier, le représentant de Berthier (M. V. Allard) m'a fait prier de vouloir bien remarquer qu'on se préparait à l'accuser et qu'on cherchait à le compromettre devant la Chambre et devant son comté, à propos de la destitution de Amateur Demers. Il m'a fait part, alors, dans ce temps-là, des pourparlers qui avaient eu lieu durant l'enquête instituée contre Amateur Demers, après laquelle enquête on a jugé à propos de le destituer. Il m'a fait part aussi d'un fait qu'il considérait dangereux, le fait du peu de caractère des gens qui devaient l'accuser; mais il m'a dit: "Je suis parfaitement à l'aise quant à la preuve légitime, car j'ai dans mes mains les documents nécessaires pour

leur démontrer qu'ils ont eux-mêmes juré de mon innocence" et, de fait, nous avons examiné ensemble les documents qui établissaient son innocence. Dès ce moment, j'ai toujours cru que si on l'accusait, on l'accuserait contre ces documents et on l'accuserait à tort.

M. A. TURGEON (Bellechasse): Propose, appuyé par le représentant de l'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne), que M. C.-A. Cornellier reçoive ordre de se retirer de la barre de la Chambre, jusqu'à nouvel ordre, sous la garde du sergent d'armes.

La motion est retirée pour un instant.

M. G. W. STEPHENS (Huntingdon): Propose que l'Orateur pose à M. Cornellier la question suivante: Quelle est la date des télégrammes auxquels vous faites allusion, comme venant du procureur général (l'honorable T. C. Casgrain) et du député de Berthier (M. V. Allard)?

Il prétend au même moment qu'il n'est pas nécessaire à chaque question de passer par l'Orateur dans ce domaine.

M. L'ORATEUR: Reprend que la procédure adoptée est la seule qui soit dans les règles.

Adopté.

Réponse de M. Cornellier: J'ai déjà répondu à cette question. J'ai dit que je n'avais jamais vu de télégramme de l'honorable procureur général (l'honorable T. C. Casgrain); conséquemment, je ne puis pas en connaître la date. Quant à l'autre télégramme, lequel venait du représentant de Berthier (M. V. Allard), si mon souvenir ne me fait pas défaut, je l'ai reçu dans la journée de jeudi de la semaine dernière.

M. A. TESSIER (Rimouski): Propose que l'Orateur pose à M. Cornellier la question suivante: Quel jour avez-vous été informé qu'un télégramme, signé "T. C. Casgrain, vous avait été adressé en rapport avec l'affaire Allard?

Adopté.

Réponse de M. Cornellier: Vers dix heures, le matin du même jour que j'ai reçu un télégramme du député de Berthier (M. V. Allard).

M. A. TURGEON (Bellechasse): Propose à nouveau, appuyé par le représentant de l'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne), que M. C.-A. Cornellier reçoive ordre de se retirer de la barre de la Chambre, jusqu'à nouvel ordre, sous la garde du sergent d'armes.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose comme amendement, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable T. C. Casgrain), que tous les mots: "sous la garde du sergent d'armes" soient retranchés dans la motion principale.

Et l'amendement étant mis aux voix, il est résolu affirmativement à l'unanimité.

Alors la motion principale, ainsi amendée, étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

M. Cornellier reçoit alors ordre de se retirer.

M. A. TURGEON (Bellechasse): Propose, appuyé par le représentant de Chambly (l'honorable L.-O. Taillon), que, vu les dénégations de M. Cornellier, la question, avec tous les documents et déclarations qui l'accompagnent, soit référée à un comité spécial composé de MM. Augé, Marion, Hackett, Fitzpatrick et Pinault.

L'HONORABLE E. J. FLYNN (Gaspé): Propose en amendement que M. Joseph Rivard, hôtelier de Joliette, soit assigné à comparaître comme témoin à la barre de la Chambre, mardi à 3 heures.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Insiste sur la proposition du député de Bellechasse (M. A. Turgeon), et cite des règles de la Chambre des communes en Angleterre pour appuyer ses dires.

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Intervient dans le même sens.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Démonstre qu'il n'est pas nécessaire de suivre aveuglément les règlements de la Chambre anglaise, quoique, lorsque nous n'avons pas de règles couvrant un cas particulier, nous pouvons nous guider sur ses lois. D'après lui, lorsque la Chambre a entendu M. Cornellier, il n'était que juste de convoquer également M. Rivard qui était présent lors de la conversation à l'hôtel Guilmette.

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Tente de démontrer que si M. Rivard devait être convoqué, tous les autres témoins allaient l'être également. Il lève ensuite les mains, horrifié à la seule pensée de convoquer un membre du clergé devant la Chambre, et déclare que le gouvernement qui a contraint la Chambre à cette attitude sera tenu responsable pour ce geste épouvantable.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly):

Préférerait que tout aille au comité des privilèges et élections.

M. A. TURGEON (Bellechasse): Retire sa motion.

L'HONORABLE E. J. FLYNN. (Gaspé): Retire son amendement et propose, appuyé par le représentant de Chambly (l'honorable L.-O. Taillon), que le comité des privilèges et élections soit chargé de s'enquérir des faits imputés à M. Cornellier, immédiatement après l'enquête devant ce comité, touchant l'honorable député de Berthier (M. V. Allard), et avec pouvoir au comité d'envoyer quérir personnes, papiers et archives et de faire rapport.

Adopté.

M. A. TURGEON (Bellechasse): Propose, appuyé par le représentant de l'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne), que le dit C.-A. Cornellier soit rappelé à la barre de cette Chambre et qu'ordre lui soit donné de comparaître en personne devant le comité des privilèges et élections, mardi le 28 novembre courant.

Adopté.

M. L'ORATEUR: Ordonne au sergent d'armes d'aller quérir M. C.-A. Cornellier, écuyer, conseil de la reine, s'il se trouve dans l'enceinte du palais législatif, et de l'amener à la barre de cette Chambre.

Le sergent d'armes fait rapport, qu'en obéissance à l'ordre de cette Chambre, il est allé quérir M. C.-A. Cornellier, écuyer, conseil de la reine, qu'il a trouvé dans l'enceinte du palais législatif, et que le dit C.-A. Cornellier est maintenant présent à la barre de cette Chambre.

M. L'ORATEUR: Ordonne au dit C.-A. Cornellier de comparaître devant le comité des privilèges et élections, mardi le 28 novembre courant.

La séance est levée à dix heures.

## Séance du 27 novembre 1893

### Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à trois heures.

#### Dépôt et lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

Du Conseil central des métiers et du travail et de l'assemblée locale 10061 des Chevaliers du travail de Québec, demandant respectivement:

1. Une loi assurant aux salariés une forme de procédure plus économique et plus rapide pour recouvrer leurs gages.
2. Rendre illégal le système de sous-contrat.
3. Assurer à l'ouvrier première hypothèque sur le fruit de son travail.
4. Exempter de la saisie les gages des ouvriers et donner au mot "ouvrier" une définition comprenant tous les salariés.
5. Faciliter et rendre moins dispendieuse l'incorporation des unions de métiers et sociétés ouvrières, etc., etc.
6. Amender l'acte des manufactures de 1885.
7. Procurer l'éducation gratuite aux habitants de cette province.

#### Introduction de bills:

M. E.-H. BISSON (Beauharnois): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 113) modifiant de nouveau le code municipal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J. P. COOKE (Drummond): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 115) amendant le code de procédure civile concernant les honoraires des avocats dans certaines causes par défaut et "ex parte".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

#### Taxes des institutions religieuses

M. G. W. STEPHENS (Huntingdon): Propose une résolution relative à l'impôt sur certains immeubles abolissant toute exemption fiscale.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Explique que plusieurs députés étant absents, il vaudrait mieux renvoyer cette question à un autre jour.

La discussion de cette question est remise à un autre jour.

#### Corporation de la ville de Salaberry-de-Valleyfield

M. E.-H. BISSON (Beauharnois): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 76) refondant les lois organiques de la corporation de la ville de Salaberry-de-Valleyfield.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

## Corporation de la cité de Québec

M. J. TESSIER (Portneuf): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 51) modifiant les lois relatives à la corporation de la cité de Québec.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### Interpellations:

##### Arboriculture

M. A. GIRARD (Rouville): Le gouvernement a-t-il distribué dans la province des arbres fruitiers pour l'encouragement de l'arboriculture, en 1893? Si oui, en quel nombre? Quels pépiniéristes les ont fournis? Quel a été le coût de ces arbres? Ont-ils été distribués dans chaque comté et en nombre égal?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Cette question devrait faire le sujet d'une demande de production de documents que le gouvernement est prêt, sur demande, à mettre devant la Chambre.

##### Octrois pour la colonisation

M. A. TESSIER (Rimouski): Le montant de \$6.305.00 pour visites et explorations mentionné au document de la présente session, no 27, a-t-il été dépensé en tout ou en partie? A quelles personnes ce montant, ou partie de ce montant, a-t-il été payé?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Le dit montant a été dépensé en partie seulement et pour une somme de \$1,101.89. Quant à la deuxième partie de la question, les informations désirées devraient faire le sujet d'une demande de documents que le gouvernement est prêt à produire.

##### Octrois scolaires

M. H. CARON (Maskinongé): Les octrois des écoles pour l'année scolaire terminée le 30 juin 1893 ont-ils été payés à toutes les municipalités scolaires du comté de Maskinongé? Si non, combien de municipalités n'ont pas encore reçu cet octroi? Quelle est la raison du retard apporté?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Sur les octrois dus aux municipalités scolaires pour le dernier semestre de l'année 1892-93, ceux de trois municipalités du comté de Maskinongé, savoir: Saint-Didace, Sainte-Justine et Maskinongé, ont déjà été payés. Les octrois de neuf autres municipalités scolaires du comté de Maskinongé doivent être payés actuellement, le surintendant ayant donné des instructions à cet effet. Les octrois aux municipalités scolaires sont payés par ordre alphabétique des comtés, au fur et à mesure que l'argent est transmis par le Trésor au comptable du département de l'Instruction publique.

### Accusation contre Hooper

M. H. MERCIER (Bonaventure): C.-A. Cornellier, écuyer, conseil de la reine, de Joliette, a-t-il été chargé de représenter la couronne dans l'enquête préliminaire qui s'est faite dans le cours de cet automne, à Joliette, contre un nommé Hooper, accusé du meurtre de sa femme? Si oui, quels émoluments a-t-il reçus ou doit-il recevoir?

Le gouvernement a-t-il appris que le dit C.-A. Cornellier, pendant la dite enquête préliminaire, est allé trouver Hooper au milieu de la nuit pour en obtenir des aveux? Si le gouvernement a appris cette demande, a-t-il demandé au dit Cornellier ou aux officiers de la cour, à Joliette, des informations à ce sujet? Si telles informations ont été demandées, ont-elles reçu une réponse, et quelle en est la nature?

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Oui, de concert avec M. l'assistant procureur général; M. Cornellier n'a encore reçu aucune somme pour honoraire. Il recevra la rémunération fixée par l'ordre en conseil du 20 juillet 1868, relativement aux honoraires des avocats et conseils chargés de conduire les affaires criminelles dans différents districts de la province, excepté ceux de Québec et Montréal.

Le procureur général ayant appris par les journaux que M. Cornellier était allé trouver l'accusé Hooper à la prison, à 3 heures du matin, a écrit à M. Cornellier pour lui demander des explications, et a reçu de ce monsieur une lettre qui sera produite sur demande faite.

### Employé du gouvernement

M. F.-G. M. DECHENE (L'Islet): M. W. C. J. Hall est-il à l'emploi du gouvernement? Si oui, depuis combien de temps, à quel salaire et qui a-t-il remplacé?

L'HONORABLE E. J. FLYNN (Gaspé): Monsieur Hall est clerc surnuméraire dans la branche des bois et forêts, au département des Terres de la couronne, où ses services sont requis depuis le 5 décembre 1892. Il reçoit actuellement \$2.75 par jour.

Il ne remplace personne en particulier; mais M. Lepage, clerc permanent dans cette branche, est absent, pour cause de maladie, presque continuellement depuis octobre 1892.

Il y avait aussi, avant l'entrée de M. Hall dans cette branche, deux autres surnuméraires: l'un à \$2.50 par jour, l'autre à \$50.00 par mois, lesquels n'y sont plus.

### Salaire des greffiers des Cours de circuit

M. J. P. COOKE (Drummond): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. V. Châteauvert), que la Chambre se forme en comité pour prendre en considération la résolution suivante:

Que, dans l'opinion de cette Chambre, aucun greffier de Cour de circuit ou de Cour de magistrat

ne devrait pouvoir exiger plus de cinquante centins sur tout bref émané de telle cour, dans les causes au-dessous de vingt-cinq piastres, et pas plus de trente centins sur tout plaidoyer dans ces causes, ni exiger aucune autre somme quelconque, en plus, sur toute autre procédure dans ces causes.

Il explique que le but de la résolution est de réduire les frais légaux dans les cas de poursuite pour de petits montants.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Demande que l'étude de cette question soit renvoyée au comité de législation.

M. J. P. COOKE (Drummond): Demande le consentement unanime de la Chambre pour retirer sa proposition.

Adopté à l'unanimité. La proposition est retirée.

### Documents:

#### Pensions d'aliénés

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre du 15 novembre 1893, pour un état des montants perçus des corporations municipales pour arranges dus pour pension des aliénés dans les asiles sous le contrôle de la province, depuis le mois de novembre 1891, indiquant séparément et en détail les montants payés par chaque corporation municipale. (Document de la session no 34)

#### Nouvelles taxes

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre du 15 novembre 1893, pour la production de toute correspondance, requêtes, rapports ou documents quelconques relatifs aux nouvelles taxes imposées par le gouvernement de cette province depuis le 17 décembre 1891, et au remaniement des lois existantes relativement à ces taxes. (Document de la session no 35)

### Demande de documents:

#### Destitution d'un juge de paix

M. A. TURGEON (Bellechasse): Propose, appuyé par le représentant de l'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de la correspondance, des requêtes et tous autres documents se rapportant à la destitution de Hubert Pelletier, de Saint-Pascal, comme juge de paix.

Adopté.

#### Chemins de fer

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (M. A.-P. Cartier), qu'il soit mis devant cette Chambre un état contenant: 1. Le montant total reçu des

emprunts temporaires et permanents et des dépôts de garantie des chemins de fer et le total des sommes remboursées sur ces comptes, dans chaque année fiscale, entre le 31 janvier 1887 et le 17 décembre 1891. 2. Le montant total payé pour subventions de chemins de fer et la construction du Q. M. O. & O. dans chaque année fiscale pendant la même période.

Adopté.

#### **Radiation des créances hypothécaires**

M. E.-H. BISSON (Beauharnois): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 98) modifiant le code civil relativement à la radiation des créances hypothécaires.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et lois expirantes.

#### **Frais de contestation dans les districts ruraux**

M. G. W. STEPHENS (Huntingdon): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 59) réduisant les frais de contestation dans les districts ruraux.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et lois expirantes.

#### **Articles 887 du code de procédure civile**

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 97) amendant l'article 887 du code de procédure civile.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et lois expirantes.

#### **Libelle par les journaux**

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 102) concernant le libelle par les journaux, 1893.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et lois expirantes.

#### **Article 5563 des statuts refondus de la province de Québec**

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 110) pour amender l'article 5563 des statuts refondus de la province de Québec. Il dit que ce projet de loi a pour but de donner à l'une ou l'autre des parties comparaissant devant un juge de paix, le droit de faire prendre des notes de l'enquête au long ou dans certaines parties seulement au cas d'appel.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et lois expirantes.

#### **Article 2098 du code civil**

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 111) amendant l'article 2098 du code civil.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et lois expirantes.

#### **Privilèges des constructeurs, ouvriers et fournisseurs de matériaux.**

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Vaudreuil (M. H. Cholette), la deuxième lecture du bill (bill no 103) amendant le code civil relativement aux privilèges des constructeurs, ouvriers et fournisseurs de matériaux.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et lois expirantes.

#### **Usage d'opium et d'autres narcotiques**

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Vaudreuil (M. H. Cholette), la deuxième lecture du bill (bill no 106) modifiant le code civil au sujet des personnes faisant usage d'opium ou d'autres narcotiques.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et lois expirantes.

#### **Articles 1081 et 1082 du code municipal**

M. T.-E. NORMAND (Trois-Rivières): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 99) modifiant les articles 1081 et 1082 du code municipal.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent pour examiner les amendements proposés au code municipal.

#### **Article 887 du code municipal**

M. F. GOSSELIN (Iberville): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 107) modifiant l'article 887 du code municipal.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent pour examiner les amendements proposés au code municipal.

#### **Articles du code municipal**

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 112) amendant certains articles du code municipal.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent pour examiner les amendements proposés au code municipal.

#### **Transmission des rôles d'évaluation**

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Kamouraska (M. C.-A. Desjardins), la deuxième lecture du bill (bill no 17) relatif à la transmission au secrétaire de la province et aux registrateurs des rôles d'évaluation.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que la Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Instruction publique**

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill (bill no 14) amendement la loi de l'Instruction publique.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. Les amendements sont lus deux fois et adoptés par la Chambre.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

M. G. W. STEPHENS (Huntingdon): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), sous forme d'amendement, que tous les mots après "que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "le bill soit de nouveau renvoyé à un comité général de la Chambre avec instructions de l'amender comme suit: "les propriétaires non résidents peuvent payer leurs taxes d'école pour l'école de leur croyance, la plus rapprochée, située dans la municipalité voisine". Il exprime l'opinion, que dans certaines municipalités de la province de

Québec, les protestants sont obligés de payer pour l'entretien des écoles catholiques.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Répond que les protestants n'ont qu'à se déclarer dissidents pour être exemptés de payer la taxe des écoles catholiques. Il s'oppose à cet amendement qui bouleverserait tout notre système scolaire. Il ne serait point juste d'ailleurs qu'un habitant d'une paroisse payât sa contribution à la paroisse voisine. Il prie le représentant de Huntingdon (M. G. W. Stephens) de retirer sa motion.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et la proposition est résolue négativement.

Alors la question principale, que le bill soit maintenant lu la troisième fois, étant mise aux voix, le bill est en conséquence lu la troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Travaux de la Chambre**

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Dit qu'il n'est pas possible de faire autre chose aujourd'hui, mais il suggère que la Chambre siège samedi prochain. Il propose, appuyé par le représentant de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), que lorsque la Chambre s'ajournera, vendredi le premier décembre prochain, elle soit ajournée au lendemain, samedi le deux décembre, à 3 heures p.m.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit que l'Opposition ne s'objecte pas.

Adopté.

La séance est levée à six heures.

## Séance du 28 novembre 1893

### Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à trois heures.

#### Dépôt de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table:

Par M. Descaries, la pétition de Sa Grâce monseigneur Elphège Gravel, évêque de Nicolet.

#### Rapports de comités:

M. J. MARION (L'Assomption): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des ordres permanents. VOICI le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis donnés sont suffisants dans chaque cas:

De la marquise de Bassano (Marie-Anne-Claire Symes), demandant des amendements à l'acte 44-45 Victoria, chapitre 86, concernant certains biens substitués.

De la corporation du village de Lauzon, demandant des amendements à sa charte.

De la ville de Clermont, demandant une charte.

De la paroisse de Sainte-Christine, demandant d'être érigée en municipalité locale.

De la paroisse de Saint-Nazaire-d'Acton, demandant d'être érigée en municipalité locale.

De l'Union Saint-Joseph de Saint-Jean-Baptiste de Québec, demandant des amendements à sa charte.

De l'Union des briquetiers de Montréal, demandant une charte.

De E. Lamontagne et autres, demandant des amendements à la charte de la cité de Montréal.

De "The Pettes Memorial", demandant une charte.

De Duncan McIntyre et autres, demandant des amendements à la charte de la cité de Montréal.

De J.-H. Chalifoux, demandant une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres.

M.G.W. STEPHENS (Huntingdon): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 32) autorisant les cure et marguilliers de Sainte-Scholastique à souscrire \$4.500.00 pour un couvent, et a l'honneur d'en faire le rapport sans amendement.

Votre comité a aussi examiné le bill (bill no 44) constituant en corporation les révérendes mères religieuses Ursulines de Roberval, et y a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

#### Introduction de bills:

M.R.N. ENGLAND (Brême): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 70) constituant en corporation l'institution "Pettes Memorial".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

MO.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 88) constituant en corporation "l'Union des briquetiers de Montréal".

Accorde. Le bill est lu pour la première fois.

M.M. MCDONALD (Bagot): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 85) érigeant la paroisse de Sainte-Christine et autres terrains détachés de la paroisse de Saint-André-d'Acton, en municipalité locale, pour les fins municipales et scolaires, et l'annexant pour le même but au comté de Bagot.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. M. MCDONALD (Bagot): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 54) érigeant la paroisse de Saint-Nazaire-d'Acton en municipalité, détachant certains lots du comté de Drummond et les annexant à la dite paroisse et au comté de Bagot, pour toutes fins municipales et scolaires.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. M. MCDONALD (Bagot): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 64) déclarant Joseph-Herménégilde Chalifoux membre du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M.A.W. MORRIS (Montréal no 4): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 40) modifiant la charte de la cité de Montréal et les lois qui la modifient.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M.A.W. MORRIS (Montréal no 4): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 46) modifiant l'acte 54 Victoria, chapitre 78, concernant la charte de la cité de Montréal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M.V. CHATEAUVERT (Québec-Centre): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 87) donnant de nouveaux pouvoirs à l'Union Saint-Joseph de Saint-Jean-Baptiste de Québec, et pour d'autres fins.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

#### Asile de Beauport

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): J'ai l'honneur de présenter le premier rapport du comité spécial nommé pour prendre en considération le bill (bill no 25) ayant pour objet d'assurer une quittance valide au gouvernement et déterminant les personnes auxquelles il remettra une certaine partie du prix de venue de l'asile de Beauport. Voici le rapport:

Votre comité a choisi l'honorable M. Pelletier pour son président, et recommande que son quorum soit de cinq membres, et il demande la permission de siéger de nouveau et de faire rapport de temps à autre.

Adopté.

#### **Documents:**

##### **Palais de justice de Montréal**

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre du 16 novembre 1893, pour une copie de tous les rapports des architectes ou autres, et toute correspondance concernant les réparations du palais de justice de Montréal, depuis le 30 janvier 1893.

Aussi, un état de toutes les sommes payées jusqu'à ce jour sur le compte du premier contrat et des extra, ou en vertu de nouvelles conventions ou autrement. (Document de la session no 36)

##### **Spencer Wood**

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre du 22 novembre 1893, pour un état détaillé des montants dépensés pour frais de réparations, ameublement ou quelque autre cause quelconque, à Spencer Wood, depuis le 30 juin 1893, à venir au premier novembre 1893, ainsi qu'un état des sommes qui doivent être payées à même l'item du budget supplémentaire pour l'année 1893-94. (Document de la session no 37)

#### **Introduction de bills:**

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 117) concernant la charge de surintendant de l'Instruction publique dans cette province.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 118) amendement l'article 2282 des statuts refondus de la province de Québec, concernant l'administration du fonds de pension des fonctionnaires de l'enseignement primaire.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. M. F. HACKETT (Stanstead): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 119) amendement le code du Notariat.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. W. J. SIMPSON (Argenteuil): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 120) amendement l'article 365 du code municipal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

#### **Messages du Conseil législatif:**

M. L'ORATEUR: Le Conseil législatif a passé le bill suivant, sans amendement: bill (bill no 19)

intitulé: "Loi amendement la loi relative au département du secrétaire de la province.

#### **Subsides**

La Chambre, en conformité de l'ordre, reprend le débat ajourné sur l'amendement proposé, vendredi le 24 courant, à la motion portant: que M. L'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides; et lequel amendement comporte que tous les mots après "que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots: "Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté; mais elle regrette que le gouvernement, par l'acte 55-56 Victoria,

Chapitre O— (Licence de manufacture et de commerce);

Chapitre 15— (Loi relative à des taxes directes sur certaines personnes);

Chapitre 17— (Loi relative aux droits sur les successions et les transports d'immeubles);

Chapitre 27— (Loi relative aux écoles de réforme);

Chapitre 29— (Loi relative aux écoles d'industrie);

Chapitre 30— (Loi relative aux asiles d'aliénés);

Ait mis en force un système d'impôts injuste, arbitraire, contraire aux principes économiques les plus universellement reconnus, et condamné par l'opinion publique en cette province."

M. A. TURGEON (Bellechasse): M. l'Orateur, je me propose, dans les quelques remarques qui vont suivre, de démontrer l'inconséquence et l'injustice de la loi des impôts de 1892. Le but que je poursuis ne consiste pas à créer des embarras stériles au ministère; mes vues sont plus hautes et mes inspirations plus patriotiques. Je désire l'engager, à la lumière des saines doctrines économiques, à retrancher de cette loi ce qui est radicalement mauvais et à corriger ce qui n'est que défectueux.

Ai-je besoin de dire que ces remarques n'affectent en rien l'opportunité de la loi elle-même. C'est là le côté politique que nous discuterons à une autre phase de nos travaux parlementaires.

Je ne veux pas être injuste envers l'honorable trésorier de la province (l'honorable J. S. Hall), mais peut-être qu'en soumettant sa législation sur les impôts s'est-il trop rappelé la parole d'un spirituel publiciste anglais, "que l'art d'un chancelier de l'échiquier consiste à tirer le maximum d'argent en occasionnant le minimum de mécontentement.

"Pendant longtemps, notamment dans l'Antiquité, a écrit Balbie (Cours d'Economie Politique. Vol. 11, page 216) le talent des financiers s'est borné à trouver des expédients, à lever sur les contribuables des impôts arbitraires sans se rendre compte de l'effet que ces taxes produiraient sur la richesse publique.

Nous ressemblons beaucoup à l'Antiquité par ce côté. Notre système d'impôts n'est pas encore



dépouillé des langes de l'enfance; ce n'est que d'hier que le gouvernement a tenté d'habituer le peuple à cette innovation coûteuse; mais au lieu d'établir les impôts au hasard, sans système, sans respect de la justice, pourquoi le gouvernement ne s'est-il pas inspiré de l'expérience des législations fiscales d'outre-mer en leur empruntant ce qu'elles ont de juste et de rationnel?

Avant la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'impôt était considéré un tribut ou une redevance que l'Etat avait le droit de prélever sur ses sujets. Mais on en est arrivé à une conception plus chrétienne, et l'impôt n'est plus que la contribution de chaque citoyen dans l'organisation de la société, proportionnellement à ses moyens et à la protection qu'il en reçoit.

Adam Smith, le père et le créateur de la science économique, exige dans l'établissement des impôts quatre conditions fondamentales: justice de la répartition, certitude de l'échéance, commodité dans le paiement et économie dans la perception.

Un économiste moderne, Maurice Bloch (*Diet. écon. polt.*, Vol. II, page 49), fait les trois questions suivantes: 1<sup>e</sup> "le système est-il justifiable c'est-à-dire les services qu'il alimente sont-ils tous indispensables et nécessaires à la nation? 2<sup>e</sup> Est-il équitablement assis et réparti, et est-il proportionné aux formes contributives de chacun? 3<sup>e</sup> Enfin est-il légitime, c'est-à-dire est-il librement discuté et consenti par de véritables mandataires des contribuables?"

Cette dernière condition relève plutôt de la raison politique que du champ de l'investigation économique, et si je n'avais décidé de m'en tenir strictement à cette dernière, je pourrais aisément démontrer que la loi de 1892 a été votée par une députation sans mandat, du moins pour cet objet. "Tel est, dit encore le même auteur, en matière d'impôt le véritable champ de l'investigation scientifique: hors de là on peut faire de l'érudition, de l'habileté fiscale, ou même de la fantaisie: mais non de la science".

L'impôt sur les municipalités pour l'entretien des aliénés et pour le soutien des écoles de réforme et d'industrie, non seulement ne tient pas compte de leurs richesses respectives, mais au contraire pèse de préférence sur les localités pauvres. La loi décrète que les municipalités ont un recours contre les parents légalement tenus à l'entretien de ces aliénés ou de ces enfants. Il est donc évident que dans les municipalités pauvres, ce recours sera, dans la plupart des cas, illusoire et conséquemment leur contribution devient proportionnellement plus forte et plus onéreuse que la contribution des municipalités riches.

Nous pouvons donc appliquer à cette catégorie d'impôts les remarques suivantes d'Hippolyte Passy: "En matière d'impôts, dit-il, il est un principe fondamental dont on ne saurait s'écarter impunément; c'est le principe de la proportionnalité. L'impôt ne doit porter que sur les choses et non sur les personnes, et toute combinaison qui propose d'appeler les individus ou les communes à concourir aux dépenses publiques, dans une me-

sure autre que celle de la partie même dont ils jouissent dans le revenu général, ne peut produire que des résultats à la fois injustes et pernicieux.

Mais la loi créant des licences de commerce et d'industrie s'éloigne encore davantage des principes de la justice et de la science économique. Notre loi en effet ne reconnaît que deux classifications: les marchands de gros et les marchands de détail, établissant un droit fixe pour chacune. Ainsi dans la cité de Montréal, le marchand de gros faisant un commerce pour plusieurs millions de piastres par année et celui qui n'en fait que pour quelques centaines de mille sont appelés à payer une taxe uniforme. Il en est de même pour les négociants en gros et en détail dans les autres localités de la province. Où est la justice? Où est la proportionnalité? En Angleterre. L'Income Tax "établit différentes classifications et la cédule D de cet acte crée une échelle de prix basée sur le chiffre d'affaires de chaque licencié. En France, cet impôt comprend un droit fixe basé sur la population de la localité — principe que notre loi provinciale a feint de reconnaître — et un droit proportionnel assis sur la valeur du logement qu'habite le licencié et des bâtiments où il exerce son industrie. On admettra que ces deux lois respectent dans une large mesure le principe de la proportionnalité. Et cependant les économistes critiquent la loi française parce qu'elle ne comble pas toutes les lacunes. Voici, disent-ils, deux cordonniers, l'un de Belleville, l'autre de la rue Vivienne. Le premier ne retire que des bénéfices modérés qu'on lui compte parcimonieusement, le second a une clientèle de luxe qui lui permet de réaliser des profits considérables. Faire peser un tarif égal sur ces deux industriels, n'est-ce pas avoir deux poids et deux mesures? Que diraient-ils dont de notre loi de 1892, qui ignore l'impôt proportionnel et qui impose le même droit fixe aux négociants millionnaires et à la maison nouvellement fondée et qui ne se maintient qu'à force de sacrifices? N'est-ce pas écraser le pauvre au bénéfice du riche? N'est-ce pas entraver l'industrie naissante au bénéfice des maisons qui contrôlent la grande clientèle? On peut donc lui appliquer avec beaucoup de raisons et infiniment plus de force la critique de Chauveau (*Traité des impôts*, page 95): "Cette taxe aveugle, que le fisc exige sans se demander si le contribuable peut ou non l'acquitter, frappe brutalement le commerce et l'industrie. ces sources fécondes de la prospérité des Etats".

On a placé les meuniers et les propriétaires de moulins à scie dans la catégorie des licenciés. On exige d'eux la somme de dix piastres. C'est peu de chose, il est vrai. Mais a-t-on réfléchi que cet impôt, quelque minime qu'il soit, représente à peu près les profits nets de beaucoup de ces établissements? Je n'hésite pas à dire que si cette loi est mise en force, elle entraînera la fermeture de 25% de ces établissements et compromettra l'existence de la moitié du reste.

On exige de ces contribuables qui, bien souvent, ne peuvent manufacturer que pendant quelques semaines, un impôt trois fois plus élevé

que celui qui frappe les professions légales et médicales dans les campagnes. Cette comparaison seule en fait voir toute l'iniquité et l'absurdité. Le ministère a si bien compris l'odieuse de cette législation, qu'il n'a pas osé en faire la perception et que les officiers du revenu, d'après mes informations, ont reçu des instructions à cette fin.

La loi de 1892 établit de plus ce que l'on appelle, en France, un droit de patente sur les professions dites libérales. Ainsi les membres qui exercent ces professions dans les cités et les villes sont assujettis au paiement d'une patente de six piastres par année et ceux qui exercent leur profession dans les autres localités ne paient pour leur patente que la somme de trois piastres par année. Léon Say, dans son ouvrage sur les impôts (Vol. I. page 29 et 30) critique dans les termes suivants l'ancienne capitation établie par Pontchartrain en 1695 et d'où notre loi provinciale semble avoir été tirée: "La capitation avait été instituée par classe et chacune de ces classes était également imposée et cependant leur situation de fortune était bien différente. C'est une bien singulière classe de contribuables que celle qui comprend, pour qu'on y applique le même impôt, tous les avocats du pays. N'y a-t-il pas en effet des avocats sans cause? On en pourrait nommer. Ne pourrait-on pas en nommer d'autres qui gagnent des fortunes? Constituer une classe d'imposables avec des avocats, appliquer à tous les avocats une capitation identique, c'est le comble de l'inégalité et de l'absurdité".

On avait placé dans une classe les marquis, les comtes, les barons et les caissiers, malgré les revenus différents de leurs positions. Marquis et caissiers c'était tout un pour le fisc.

Boisguillebert discutant la capitation de 1695 s'en moque agréablement: "Il est du même ridicule d'avoir établi que tous les avocats, marchands ou seigneurs, paieront la même somme, qu'il le serait de régler que tous les boiteux contribueraient la même part".

On a vite découvert, en France, toute l'inégalité et l'injustice de cet impôt et on a décidé de l'asseoir sur le revenu en général, mais comme on redoute l'inquisition des agents du fisc, on a pris comme base pour l'impôt proportionnel qui existe indépendamment de l'impôt fixe, le loyer des maisons, considérant que dans la généralité, l'homme se loge suivant son degré de fortune.

En Angleterre, les patentables, comme les licenciés, tombent sous le coup de la cédule D de l'"Income Tax" et l'impôt est établi sur leur chiffre d'affaires. Les précautions qu'on a prises dans ces deux pays pour asseoir l'impôt sur le revenu démontrent la légèreté avec laquelle notre loi a été préparée. Cette loi est un anachronisme. C'est un saut de deux siècles en arrière, à une époque où la science économique n'existait qu'à l'état rudimentaire. C'est une loi empruntée à l'ancien régime et portant avec elle tous les abus et les inégalités que la grande révolution a en partie fait disparaître.

De tous les impôts attribuables à cette administration, un seul semble avoir été sagement conçu et consciencieusement préparé: c'est l'im-

pôt sur les successions. On a copié les dispositions les plus rationnelles de la loi française et on a su en retrancher la plupart des défauts que les économistes y signalent.

On a exempté de l'impôt et avec raison les petites successions en ligne directe.

La loi décrète, de plus, que l'impôt ne doit être prélevé que sur l'actif net de la succession. En France, cette disposition est condamnée par tous les auteurs, le fisc prélève l'impôt sur le revenu brut et n'autorise pas la déduction du passif. Il est facile de concevoir ce que cette omission peut créer d'inégalités et d'injustices dans la pratique.

Quoique notre loi soit assez bien agencée, elle n'atteint pas cependant l'idéal et la perfection économique. Il est une disposition que je désirerais y voir insérer. Notre loi civile ne reconnaît pas, il est vrai, l'adoption comme la loi romaine ou le code Napoléon. Mais la Chambre admettra que l'adoption a été de tout temps dans les mœurs de nos familles françaises, et nous en trouvons des exemples multiples dans chacune de nos campagnes. Pourquoi, monsieur, persister à traiter l'enfant adoptif comme un étranger dans l'imposition des successions? La loi exempte de l'impôt les héritages en ligne directe parce qu'elle ne veut pas confisquer à son profit le fruit de l'épargne ou du travail de l'héritier. Mais en quoi l'enfant adoptif diffère-t-il moralement sous ce rapport de l'enfant naturel? Je pourrais citer à cette Chambre des exemples multiples où le fisc a arraché à des enfants adoptifs le plus clair d'un héritage qui était le fruit de leur travail assidu et de leur épargne de chaque jour pendant 25 ans.

C'est une injustice manifeste et j'aime croire que le gouvernement ne laissera pas écouler cette session sans insérer dans le statut une disposition rémédiate.

Je suggère aussi au gouvernement d'étendre le délai pour l'exigibilité de l'impôt. "Il ne faut pas oublier, dit Chauveau (*Traité des impôts*), que ce droit est perçu au moment où le débiteur est le plus incapable de le payer. La famille qui vient de perdre son chef est souvent par cet événement, privée de son gagne-pain, et elle est parfois forcée de liquider dans des conditions onéreuses".

Le délai devrait donc être étendu à dix-huit ou vingt-quatre mois, afin que les nouveaux propriétaires puissent s'acquitter au moyen des revenus des biens dont ils héritent, sans être obligés de recourir à des emprunts usuraires ou à des aliénations préjudiciables.

J'arrive maintenant à l'examen de l'impôt le plus lourd, disons le mot, le plus oppressif de tout notre système; l'impôt sur les transmissions de propriétés à titre onéreux. La loi frappe d'un droit de un et demi pour cent tout transport, vente ou cession de propriété basé sur le prix de vente ou la valeur portée au rôle d'évaluation suivant que le fisc y trouve son avantage. On a dit que c'était un droit peu élevé; que dans le système français le droit s'élève à 5.50 francs pour 100 francs. D'abord il ne s'agit pas de comparer notre pays, pays jeune, n'ayant à racheter aucune des obligations du passé, avec un pays où la richesse publique a

atteint un degré inouï de perfection, il est vrai, mais qui gémit sous le fardeau d'une dette de 31 ou de 33 milliards de francs et qui est écrasé par le miiitarisme à outrance.

D'ailleurs ce droit de 5.50 francs comprend les frais d'enregistrement. Mais il y a plus, monsieur, je n'hésite pas à dire que dans certaines localités, notamment dans les paroisses de colonisation, le droit de mutation est encore plus onéreux qu'en France, parce que dans ce dernier pays, le fisc prend comme assiette de l'impôt la valeur actuelle de la propriété. Par contre, ici, la loi s'attaque à une valeur fictive. Nous n'avons pas un système uniforme d'évaluation? Dans quelques municipalités les propriétés sont surévaluées de 25% ou même de 50% comme dans la cité de Québec. Dans un grand nombre d'autres, les propriétés ne sont portées au rôle que pour les deux tiers ou les trois quarts de leur valeur, et dans ce dernier cas ce sont les municipalités qui se conforment strictement à leur devoir qui deviennent aussi victimes de leur honnêteté et de leur respect des lois.

Dans les paroisses de colonisation, nous nous heurtons à une difficulté d'une autre nature. Dans ces endroits le plus grand nombre des lots sont sous billets de location. Dans quelle position se trouve placé le propriétaire forcé d'emprunter pour rencontrer des obligations pressantes? Il est forcé de consentir une vente à réméré. Voici un lot de terre — et je cite un cas qui est venu à ma connaissance personnelle — qui est estimé sur le rôle d'évaluation à \$600. Le capitaliste ne lui a prêté que \$200, et ce malheureux a été forcé de verser au trésor \$9.00 de droits, plus les frais d'acte d'enregistrement, et qui devra de plus payer les frais de quittance quand il exercera sa faculté de réméré. Que représente cet impôt, monsieur? A peu près 7 ou 8% du montant emprunté. Je puis assurer mes honorables collègues que je ne leur présente pas un cas isolé, mais que c'est la peinture fidèle des transactions sur la propriété dans nos paroisses de colonisation. N'est-ce pas une véritable monstruosité et dont le résultat immédiat est de décourager le colon et de lui ouvrir toutes grandes les portes de l'étranger.

Monsieur de Perrynode (Du crédit et de l'impôt, Vol. II, page 222), condamne les droits d'enregistrement parce qu'ils ne sont fondés sur aucun principe d'économie politique. "Qu'un fond de terre, dit-il, devienne l'objet d'une vente ou de quelque autre contrat, ses revenus n'en recevront aucun accroissement, n'en seront en rien modifiés. Pourquoi le grever d'un impôt spécial? Toute justice, toute raison l'interdisent".

Monsieur Block (Dict. d'Econ. Polit., page 51) s'exprime à son tour de cette manière: "Les taxes sur les transports d'immeubles à titre onéreux sont beaucoup moins justifiables; outre l'obstacle qu'elles apportent à des transactions utiles de l'intérêt commun, elles pèsent principalement sur le vendeur, l'acquéreur tenant toujours compte, dans la fixation de ses offres, des droits de mutation qu'il aura à payer — elles réduisent ainsi la valeur de sa propriété, le plus souvent à l'occasion d'un état de gêne ou de besoin qui l'empêche de

la conserver; elles pèsent d'ailleurs beaucoup plus lourdement sur les petites propriétés que sur les grandes, celles-ci étant moins sujettes à la nécessité de vente fréquentes".

Chauveau (Traité des impôts, page 115-126), dit également: L'Etat, en enregistrant les actes, en leur donnant une date certaine et le caractère d'authenticité, rend service aux contribuables. Il est naturel qu'il prélève sur ces transmissions une redevance qui équivaut à une prime d'assurance. Mais le prix de ce service n'est-il pas exagéré? Les droits concernant la vente ne sont-ils pas tellement élevés qu'on peut dire qu'ils sont exorbitants et monstrueux".

Un peu plus loin, il dit encore: "Ces droits d'enregistrement sont essentiellement injustes parce qu'ils ne frappent pas également tous les contribuables, ils s'attachent à un fait qui est le plus souvent, même dans les transactions immobilières, indépendant de la volonté des citoyens. Ils épargnent les uns pour dépouiller les autres. Telle propriété appartenant à un homme riche, qui n'aura jamais besoin de l'aliéner, reste un demi-siècle à l'abri de leurs atteintes. Telle autre, par le hasard des destinées, par l'imprévu des circonstances devient l'objet de transmissions et de transactions fréquentes et par suite la proie du fisc. Comme les droits d'enregistrement s'appliquent à chaque transmission sans qu'on tienne compte des mutations, même lorsqu'elles se succèdent dans les limites d'une année, et il n'est pas rare de voir un bien, un capital absorbé presque intégralement et comme dévoré par l'enregistrement".

Balbie (Cours d'Econ. Polit., Vol. II, page 245) dit de son côté: "L'impôt étant exigé de l'acheteur, il faut convenir que la loi s'adresse au véritable détenteur de la richesse immobilière. Mais l'acheteur qui calcule tous les éléments de son prix, fait entrer dans son appréciation les droits de mutation qu'il sera obligé de payer. Plus il sera tenu de donner au fisc et plus il réduira la proportion revenant au vendeur. Ainsi cet impôt écrasant retombe sur le malheureux propriétaire qui est obligé de vendre sous la pression d'une situation déplorable. Le moment est-il bien choisi pour enlever à un vendeur malheureux plus de 6% de la valeur capitale de son immeuble?"

On comprend donc que la Société centrale d'agriculture de France, dans sa réponse au questionnaire qui lui fut adressé lors de l'enquête agricole de 1866, ait protesté contre ce que M. Balbie appelle "la survivance de la charge féodale des lods et ventes".

Je livre ces quelques remarques à la considération du ministère et de mes honorables collègues. Notre province, avec les taxes municipales, locales et les taxes indirectes du gouvernement fédéral — taxes qui pèsent sur tous les articles de consommation — est l'un des pays les plus lourdement taxés des deux hémisphères.

On dirait que la peinture que Sydney Smith faisait de l'Angleterre de 1840 a été écrite pour notre époque et notre pays.

"Il y a des taxes, dit-il, sur tout article qui

entre dans la bouche, ou couvre le dos, ou se met sous les pieds; des taxes sur la chaleur, la lumière, la locomotion; des taxes sur tout ce qui est sur la terre ou dans les cieux; sur tout ce qui vient de l'étranger ou se fait dans le pays: taxes sur la matière brute, taxes sur chaque valeur nouvelle qui lui est ajoutée par le travail de l'homme; taxes sur la sauce aux câpres qui aiguise l'appétit de l'homme; sur la drogue qui doit lui rendre la santé; taxe sur l'hermine qui pare le juge ou la corde qui pend le criminel, sur le sel du pauvre ou l'épice du riche, sur les clous de cuivre du cercueil et les rubans de la fiancée; au lit ou debout, au coucher ou au lever, il faut payer. L'écolier joue avec une toupie taxée, l'adolescent imberbe conduit son cheval taxé avec une bride taxée sur une route taxée, et l'Anglais mourant verse sa médecine qui a payé 7%, dans une cuillère qui en a payé 15, se roule sur son lit de perse qui en a payé 22 et expire dans les bras de l'apothicaire qui a payé d'une licence de \$100 le privilège de le tuer. Sa fortune entière est immédiatement taxée de 2 à 10%, outre les probates; de grosses sommes sont demandées pour l'enterrer en terre sainte. Ses vertus sont transmises à la postérité sur un marbre qui paie l'impôt; et il va rejoindre ses aïeux pour n'être plus enfin imposé".

Je termine par ces belles paroles d'un économiste moderne: "Quelle étude est plus attristante que celle des mesures fiscales considérées dans leurs divers effets. Sans cesse en s'y livrant, on croit apercevoir, comme dans le songe de César sur les côtes d'Afrique, d'innombrables années pleurant et étendant les bras. Mais je crois qu'il est bon, utile même de se pencher sur le sein des états et d'écouter leurs plaintes, car rien n'élève autant l'esprit ni ne donne autant de courage et d'espérance pour les conquêtes qui restent à faire".

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Répond que l'amendement du représentant de Bellechasse (M. A. Turgeon), est une tentative de renfermer les membres de cette Chambre dans des limites trop étroites pour juger la politique du gouvernement. L'amendement du député de Bellechasse dénonce le système d'impôt du gouvernement et si sa motion était adoptée cela signifierait le rappel de ces lois. Que propose-t-on pour les remplacer? Rien. Le représentant de Bellechasse demande ni plus ni moins d'abroger toute la législation au sujet des taxes sans donner un moyen de combler le déficit dont souffre la province. Il faut se défier de ces hommes qui se scandalisent des impôts. Ce sont les mêmes qui en 1886 dénonçaient les taxes sur les corporations commerciales comme inutiles et iniques. Ils sont arrivés au pouvoir en 1887. Les mois ont passé, les années aussi, quatre sessions se sont succédé, ont-ils jamais pensé à enlever ces impôts? Non. Au contraire, ils ont tout dépensé et même ils n'en ont pas eu assez.

La question actuelle peut se résumer à ceci: avons-nous un déficit, oui ou non? Lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, il existait un déficit de

plus de un million. Il fallait faire disparaître ce déficit. Nous avons immédiatement réduit les dépenses de \$500,000, mais il restait encore un découvert de \$600,000. Où prendre l'argent nécessaire?

Il faut agir et il n'est plus temps de se payer de belles paroles. Il est évident que personne n'aime à payer des taxes, et le député de Bellechasse et avec lui ses partisans veulent se rendre populaires en disant aux mécontents: "Venez autour de nous vous qui pleurez, nous allons vous consoler." Et de quelle manière les consoleraient-ils? Serait-ce en imposant un nouveau système de taxation? Dans ce cas le mécontentement se produira d'un autre côté.

Nous avons eu recours aux impôts et nous les avons répartis aussi équitablement que possible. On nous cite l'opinion des économistes qui ont écrit sur ce sujet pour prouver que notre système est condamnable. Ce n'est pas difficile de critiquer et d'émettre de belles théories. Mais je vous défie bien de me citer un pays où on ait imposé un système de taxe que tout le monde a trouvé juste.

L'Income Tax" existe depuis cinquante ans en Angleterre. Et cependant, à son dernier voyage, le trésorier de la province (l'honorable J.S. Hall) rencontrait un président de banque qui lui disait que c'était la taxe la plus inique qu'il fût possible de prélever.

Le député de Bellechasse suggère de mettre les enfants adoptifs sur le même pied que les enfants légitimes par rapport aux successions. Cette suggestion a du bon, mais alors ne faudrait-il point faire un pas de plus et accorder ce même droit au gendre et à la belle-fille? Si le gendre et la belle-fille s'engagent à prendre soin du père ou de la mère, il n'est que juste qu'ils aient part aux privilèges que méritent ces obligations.

Quant à la taxe sur les transmissions de propriété, le gouvernement a déjà fait des déclarations à savoir qu'elle sera diminuée dans une certaine proportion. Nous pourrions peut-être diminuer encore plus, mais il nous faut être prudents et ne point nous exposer à arriver à la fin de l'année avec un déficit qui influerait d'une manière défavorable sur les arrangements que nous pourrions être obligés de prendre.

On nous reproche encore la loi obligeant les municipalités à concourir aux frais d'entretien des aliénés et des enfants envoyés aux écoles de réforme et d'industrie. Je l'ai déjà dit, cette loi a été passée moins dans un but de revenus que dans un but de protection contre les abus. On a abusé de la charité publique en envoyant dans les asiles des personnes ayant le moyen de payer leur entretien.

Nous aurons d'autres occasions de discuter cette question et les députés n'ont rien à craindre, ils pourront exprimer librement leur opinion.

Un projet de loi sera soumis bientôt demandant que la taxe soit imposée sur la propriété foncière; un des députés de Montréal proposera une résolution à cet effet. La Chambre aura l'occasion d'étudier cette résolution et de se prononcer. Il sera temps alors pour les députés d'exprimer leur opinion au sujet de la taxe, mais ce

temps n'est pas venu, puisque la motion du trésorier (l'honorable J.S. Hall) est simplement que la Chambre se forme en comité des subsides.

Il n'y a pas un seul pays au monde où l'on se soit borné à taxer la propriété foncière; on a cherché des revenus ailleurs.

Le gouvernement a donné instruction aux percepteurs de revenus de ne réclamer aucune taxe aux boulangers, forgerons, menuisiers, propriétaires de moulins à farine ou de scieries qui opèrent sur une petite échelle, vu que ce ne sont après tout que des ouvriers.

La taxe sur les mutations de propriétés sera diminuée.

Il suggère au député de Bellechasse de mettre devant la Chambre la question de l'opportunité de la taxe foncière, afin que tous puissent exprimer librement leur opinion sur la question et désapprouver la conduite de l'Opposition qui a fait entrer cette question dans sa motion de non confiance, afin de mettre mal à l'aise ceux qui bien qu'en faveur du gouvernement, expriment des opinions différentes sur la question du prélèvement des taxes.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Si le trésorier de la province (l'honorable J.S. Hall) et ses collègues avaient, dans l'accomplissement de leurs devoirs et dans leur étude obligée de la question qui nous occupe en ce moment, employé le même travail et la même diligence que l'honorable député de Bellechasse (M. A. Turgeon) a employés gratuitement à l'élucidation de la question débattue, comme il vient de nous le prouver par son admirable discours, le gouvernement n'en serait pas, à l'heure qu'il est, à la recherche d'une politique financière.

En parcourant les correspondances échangées entre le gouvernement et les différentes sociétés financières, industrielles et commerciales sur la question, j'ai constaté un fait patent, excessivement humiliant pour la Chambre et pour le pays. C'est que les lois des impôts actuels établis par le gouvernement du jour rencontrent la condamnation la plus absolue et la plus universelle de la part de ses amis comme de ses adversaires et que l'honorable trésorier provincial dans les deux années révolues depuis son entrée en fonction, n'a pas réussi à s'éclairer sur la matière.

A ces correspondants qui lui adressent, sans y être obligés, des mémoires élaborés, il répond: "Je crois que vous avez raison, mais je ne sais trop, c'est une question difficile..." Et il en reste là, sans paraître entrevoir aucune solution pratique à la situation pour le moins embarrassante dans laquelle il s'est mis.

Le premier ministre est venu à son secours; mais au lieu d'élucider la question, il l'a déplacée.

En réponse à la critique de l'honorable député de Bellechasse, il s'est lancé dans des récriminations et des retours sur le passé qui n'ont pas ici leur raison d'être. Si je voulais le suivre sur ce terrain, j'aurais beau jeu. Je pourrais retracer les vingt années d'abus de pouvoir, d'extravagances et de mauvaises administration dont ont fait preu-

ve les gouvernements conservateurs qui se sont succédé dans ce laps de temps. Je pourrais lui rappeler que ces gouvernements ont augmenté les dépenses publiques de \$1 183 000 qu'elles étaient en 1868 à \$3 500 000; que c'est sous leur règne que les déficits, la taxe et les emprunts ont pris naissance.

Mais je veux bien leur faire grâce pour le moment, et ne m'occuper que de la question actuelle.

Cette question s'applique à eux et non à leurs devanciers. Ils sont depuis deux ans au pouvoir; ils ont donc un passé qu'il faut analyser et dont ils ont à nous rendre compte.

Il vient d'adresser à ses partisans un appel désespéré, en leur faisant un aveu désastreux pour son gouvernement et humiliant au point de vue des saines doctrines constitutionnelles pour la chambre. Il a supplié ses partisans, dans les termes on ne peut plus humbles, de ne pas l'abandonner, d'attendre une autre circonstance pour manifester leur réprobation de la politique ministérielle sur les impôts.

Il a donné à entendre au grand étonnement de la Chambre, qu'il en ferait, durant cette session, une question ouverte à tous et qu'il attendrait l'initiative des députés qui voudraient bien formuler leurs opinions par des résolutions, pour formuler la sienne.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Eh bien, il n'y a pas de mal à ce que je m'inspire de la Chambre pour formuler ma politique! Nous aurons à consulter les députés et c'est bien juste pour les représentants du peuple.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Je ne m'attendais pas d'arracher au premier ministre un aveu aussi complet de son impuissance.

Il n'a donc de son propre aveu, aucune politique arrêtée sur cette question majeure: les impôts. Après deux années de pouvoir, il en est réduit à avancer qu'il est incapable de formuler sa politique financière et qu'il n'a pas le courage d'en prendre devant la Chambre la responsabilité.

Il abdique donc, comme gouvernement, la direction de son parti, pour se remettre piteusement à sa remorque au lieu de se présenter bravement à la tête de ses partisans et de leur indiquer la route. Il s'attarde à l'arrière-garde en abdiquant toute initiative et en renonçant au commandement. Cette conduite est une lâcheté politique dont la Législature et le peuple de la province doivent rougir.

En se présentant devant l'électorat le 8 mars 1892, ils ont exposé la situation financière de notre province sous le jour le plus sombre, et se sont faits fort de la réparer; l'honorable trésorier (l'honorable J.S. Hall) afin de faire voir au public rénormité de la tâche qu'il entreprenait, l'a grossie par des chiffres exagérés et faux qu'il prétendait officiels. C'est ainsi que dans une brochure répandue à profusion aux dépens de la caisse publique durant la tourmente électorale de 1892, il a faussement exagéré un seul article de notre passif, comme je le lui ai fait avouer devant la Chambre

de \$1 300 000. Il a, en outre, dans cette même brochure, inclus dans ce passif tous les subsides de chemin de fer périmés et non périmés, bien que ces subsides ne fussent que des dettes éventuelles susceptibles d'être retranchées comme le gouvernement vient d'en retrancher pour un montant de trois ou quatre millions de dollars.

Eh bien, cette situation, tout exagérée qu'il la faisait afin d'épouvanter l'électorat, il se faisait fort cependant de la rétablir par une politique de stricte économie dans l'administration publique, sans recourir à la taxe.

Il devait donc commencer par l'économie et ne s'occuper de l'impôt qu'après avoir constaté que l'économie ne suffisait pas. C'est le contraire qu'il a fait.

Il a d'abord taxé, et il n'a pas économisé d'une manière sérieuse, comme je l'ai déjà démontré dans la discussion sur l'adresse en réponse au discours du trône.

Mais ces taxes qu'il imposait ne devait-il pas au moins en élaborer le système, en faire une étude sérieuse. Il n'en a malheureusement rien fait. Et le résultat de son incurie se manifeste aujourd'hui par la réprobation universelle que rencontre sa politique.

Telle est cette réprobation, que l'honorable premier ministre vient de donner le spectacle de la position la plus humiliante dans laquelle se soit jamais trouvé un gouvernement.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Je le nie.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Vous niez quoi?

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Que vous l'avez prouvé.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Je me réserve de l'établir dans une autre circonstance. Pour le moment, je dis que vous avez commencé par la fin et que vous n'avez rempli aucune de vos promesses.

M. A. W. MORRIS (Montréal no 4): Dit qu'il ne fait pas confiance au gouvernement pour une ou deux choses. Soixante-quinze pour cent de la population à Montréal estime que la taxe commerciale est injuste et trop onéreuse pour les petits commerçants. Il approuve les taxes sur les transferts de propriétés et les successions, mais non la taxe commerciale. Il est ici pour appuyer le gouvernement, mais dans le cas présent, il ne peut agir contrairement à ce que sa conscience lui dicte.

Il annonce qu'il présentera des résolutions demandant la taxe sur la propriété foncière.

M. V. GLADU (Yamaska): Félicite le député de Montréal no 4 (M. A.W. Morris) de son indépendance et condamne le système des impôts. Les taxes actuelles sont odieuses et onéreuses. Il dit qu'il n'est

pas surprenant de voir des conservateurs se séparer du gouvernement sur cette question. Il est surpris de voir que le gouvernement actuel après une administration de deux ans se trouve encore en face d'un déficit de \$600 000. Il a pris la défense des campagnes contre les taxes actuelles.

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Dit qu'il n'y a jamais eu de système de taxation n'ayant pas été qualifié d'injuste ou d'inéquitable. Il respecte Adam Smith, mais ce monsieur est mort depuis plus de cent ans, bien avant l'élaboration des systèmes complexes de taxation actuels. Il cite en exemple John Bright et Gladstone qui condamnaient l'impôt sur le revenu, sous prétexte que d'établir soi-même un impôt incite à la fraude. Ce mode de taxation a été condamné par des commissaires chargés d'enquêter sur le mode de prélèvement et de collecte des impôts. L'été dernier, ce même mode fut également condamné catégoriquement lorsque le chancelier de l'Echiquier proposa d'ajouter un penny par livre pour combler le déficit. Ce mode de taxation a été établi aux Etats-Unis comme taxe de guerre, mais l'a diminuée maintes et maintes fois, pour finalement la supprimer entièrement. En France, il n'y a pas d'impôt sur le revenu. En Ontario, on impose une taxe sur l'immeuble et sur les biens mobiliers, mais malgré tout, on y dénonce avec vigueur l'inégalité existant entre leur part de taxation respective. On a insisté pour qu'une commission soit nommée pour étudier le meilleur système de taxation avant de faire quoi que ce soit. C'est ce qu'ils ont fait en Ontario: deux commissaires ont été désignés, un en 1890 et un autre en 1893. Ces commissaires n'en sont arrivés à aucune conclusion. Ils ne purent concevoir aucun système de taxation qui ne fut injuste et inéquitable. L'Opposition gaspille sa salive à critiquer le système actuel. Les membres de l'Opposition auraient mieux fait d'exprimer leur patriotisme, en proposant un autre arrangement qui n'aurait pas eu ce défaut. Leur chef actuel accuse le gouvernement de ne pas avoir de ligne de conduite, mais les ministres font tout ce qu'ils peuvent face à cet énorme déficit. Il n'y a pas une minute à perdre; les obligations devenant payables, il est nécessaire qu'une mesure énergique soit prise, et ce, dès maintenant. Se penchant sur les autres aspects du bill relatif à l'impôt, il déclare qu'à New-York, il y a une taxe, tant sur le transfert de biens meubles, que sur le transfert d'immeubles. En Ontario, il existe une taxe sur le transfert. Il est vrai que dans cette province, le gouvernement se charge des aliénés, mais d'un autre côté, les municipalités se chargent de la justice. Il énumère des chiffres pour montrer qu'une grande économie a été réalisée et ajoute que la préoccupation du gouvernement a été d'imaginer un système juste qui sauverait la province de la faillite. S'il y a des erreurs, le gouvernement est prêt à y remédier.

Il dit que l'Opposition oublie toujours que le gouvernement actuel s'est trouvé en face d'un déficit de un million. Il fallait le payer ce déficit et faire honneur à nos obligations. On cite plusieurs économistes, mais je vous défie bien d'en trouver un qui

conseille à un gouvernement de répudier ses dettes. Il fallait payer le déficit et en outre voir au remboursement des obligations qui venaient dues à courte échéance. Que fallait-il pour cela? De l'argent. Et où en prendre lorsque ces messieurs avaient tout emporté? Diminuer les dépenses? C'est ce que nous avons fait pour un montant de \$500.000. Mais le déficit était de \$1.000.000. Alors il nous a fallu recourir aux impôts. Nous y avons travaillé avec tout le soin possible, et nous avons réussi dans une certaine mesure. Ces impôts prélevés, il nous reste à les rendre aussi légers que possible. C'est ce que nous faisons.

M. P. KENNEDY (Montréal no 6): Exprime sa pleine confiance envers les ministres pour remédier à tous les manques existants. Il rappelle à l'Opposition que s'ils avaient été économes alors qu'ils étaient au pouvoir, il n'aurait pas été nécessaire d'imposer ces taxes. Il aimerait que l'on répare les injustices faites à la ville de Montréal, et il espère que ce sera pour bientôt. Les commerçants de Montréal doivent être traités sur le même pied que ceux de Québec et des autres parties de la province.

M. G. W. STEPHENS (Huntingdon): Dit que le trésorier (l'honorable J.S. Hall) n'a pas lu l'ouvrage d'Adam Smith, parce que le livre ne se trouve pas à la bibliothèque du Parlement, celle-ci n'étant pas du même calibre que celle d'une ville américaine de 10.000 habitants.

(Le livre en question est placé sur le bureau du député de Huntingdon par un page.)

Il doit retirer ce qu'il a dit jusqu'à maintenant. Il accuse le gouvernement de ne pas avoir suffisamment pratiqué l'économie pour parer à la nécessité d'imposer de nouvelles taxes. Il qualifie tous les employés du département des Travaux publics d'incapables et d'inefficaces. Il inclut dans cette accusation le commissaire des Travaux publics (l'honorable G.-A. Nantel). Ils paient un architecte 5% du coût du palais de justice de Montréal, alors qu'un des employés aurait dû faire le travail. Il déclare qu'en aucun cas, aux Etats-Unis, des travaux publics n'avaient éveillé de soupçons.

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): L'honorable premier ministre, incapable de soutenir sa politique, attend encore des lumières qui viennent d'en haut, qui viennent d'en bas, qui viennent de gauche ou de droite.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Oui, mais pas d'en face.

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Il dit que la politique du gouvernement consiste à faire présenter des résolutions par ses partisans et à ne pas en prendre la responsabilité. Il prétend que le gouvernement a fait fi de toutes ses promesses et que son système de taxation est inique. Il lui reproche de renier sa politique au sujet des taxes. La taxe c'est là son oeuvre, et à présent il la lâche parce qu'il y a des plaintes partout.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

## Reprise de la séance à huit heures

### Subsides

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Reprend le débat. Il attaque le gouvernement en l'accusant de ne pas pratiquer l'économie et d'imposer de nouvelles taxes. Il ajoute que l'Opposition n'a pas à donner le système de taxation qu'elle voudrait voir suivre puisque ce n'est pas elle qui est appelée à gouverner.

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Dit qu'il n'entreprendra pas de répondre au discours du député de L'Islet (M. F.-G.-M. Dechène) parce que si l'on commençait une fois, il faudrait continuer et que les députés ministériels ne suffiraient pas à la tâche. Il veut réfuter certaines assertions du représentant de Huntingdon (M. G.W. Stephens). En premier lieu, c'est le palais de justice de Montréal qui l'inquiète. Il expose le rôle joué par le député de Huntingdon: les travaux d'architecture lui sont aussi familiers que la peinture, la littérature, les affaires municipales. Il se prononce sur tout, décide tout, juge tout — pour lui les employés du département des Travaux publics sont tous des incapables, tout comme les employés des autres départements. Il nous reproche de ne pas avoir choisi un employé du département pour surveiller les travaux du palais de justice de Montréal. Le député de Huntingdon oublie qu'il a lui-même demandé au gouvernement pourquoi il n'employait pas des architectes de Montréal pour surveiller ces travaux; dans le même moment, le gouvernement avait déjà choisi les deux architectes mentionnés par le député de Huntingdon. Le représentant de Huntingdon et ses amis nient l'existence d'économies faites par le gouvernement et proclament que les conservateurs dépensent plus que les libéraux. C'est une erreur; les économies sont réelles. Dans le département des Travaux publics, seul, pour les dépenses ordinaires, c'est-à-dire loyers, réparations, assurances des édifices publics, le gouvernement Mercier avait dépensé \$109,000 en 1891, \$104,000 en 1892, et les conservateurs, en prenant le pouvoir, ont réduit cette dépense de près de la moitié. Il y a là une économie incontestable.

Pour la domesticité, entretien, nettoyage et balayage, enfin le service intérieur dans les édifices publics, le gouvernement Mercier dépensait \$30,000 par année tandis que le gouvernement ne dépense aujourd'hui que \$12,000. Voilà encore une économie incontestable et cependant le service n'en est pas plus mal fait.

Le représentant de Huntingdon est un fouilleur. Je vais lui enseigner un champ assez vaste où il pourra s'exercer avec avantage. Le gouvernement Mercier a perçu de toutes sources, emprunt et le reste, \$12.000.000 et il appert qu'il n'en a dépensé que \$7,000,000 à \$8,000,000. Où est allé le reste? Qu'il cherche! Quant à sa politique de chemin de fer, le gouvernement a déjà, à maintes reprises, été félicité par le député de Huntingdon, et il n'a pas changé de ligne de conduite.

M. G. W. STEPHENS (Huntingdon): Déclare qu'il n'a pas voulu accuser les hauts fonctionnaires d'incapacité. Il veut simplement dire que l'un d'eux aurait dû être envoyé pour surveiller la construction du palais de justice de Montréal. Il est tout à fait vrai qu'il a complimenté le gouvernement sur sa politique relative aux chemins de fer. Il déclare qu'il en sera ainsi, aussi longtemps que l'on poursuivra une politique d'économie et de redressement.

M. H. CARON (Maskinongé): Dit qu'il est trop tard maintenant pour que le gouvernement demande des conseils. Avant de taxer le peuple, il aurait dû commencer par ne pas réduire de 50% les taxes sur les grands propriétaires de mines. Il trouve étrange que l'on veuille rejeter sur l'administration Mercier la cause du prélèvement de taxes, quand, en 1878, le gouvernement de Boucherville en prélevait lui aussi. Il affirme que dans son comté, on est unanime à blâmer le gouvernement de s'être tant pressé pour faire une loi d'iniquité.

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): J'ai compris que le député de L'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne) me désignait en parlant du député de Montréal qui avait dénoncé publiquement les taxes. C'est vrai que j'ai blâmé le système actuel, mais non pas en principe; je l'ai dénoncé au point de vue seulement de Montréal. Il me paraît évident qu'en cette circonstance encore, le gouvernement a imité trop ses prédécesseurs qui ont toujours cherché à faire payer par Montréal les trois quarts des frais de l'administration en cette province. Je me suis élevé aussi contre les dépenses du palais de justice de Montréal qui, dans mon humble opinion, sont faites en pure perte, sur un édifice qui croulera dans cinq ans.

Est-ce que cela me justifierait de voter en faveur de la résolution du député de Bellechasse (M. A. Turgeon)? Non. Et je crois faire acte d'un citoyen honnête et intègre en votant contre.

Voter contre le gouvernement en cette circonstance serait demander son renvoi d'office pour le remplacer par le parti qui propose l'amendement. Avant d'aller jusque-là, je crois qu'il est nécessaire de réfléchir.

Si dans mon opinion je croyais que les raisons énumérées dans l'amendement du représentant de Bellechasse (M. A. Turgeon), c'est-à-dire que toutes ces lois ou seulement la majorité de ces lois sont mauvaises, je pourrais peut-être voter autrement. Mais comment puis-je me contredire aujourd'hui, quand la plupart de ces lois ont déjà reçu mon vote. Je n'ai aucun doute sur l'injustice de la taxe sur le commerce en ce qu'elle fait payer aux commerçants de Montréal le double des autres, mais là s'arrêtent mes protestations.

Voter en faveur de l'amendement du représentant de Bellechasse aujourd'hui serait dire que les taxes ne sont point nécessaires. Comment puis-je dire cela quand tout le monde admet leur nécessité. Le député du comté de Québec (M. C. Fitzpatrick) lui-même a admis que les taxes étaient

nécessaires et, comme il avait contribué à l'augmentation de la dépense, il a accepté la solidarité des conséquences en votant les impôts.

De toutes les lois que le représentant de Bellechasse nous demande de condamner, il n'y en a que deux que je n'approuve pas entièrement. J'approuve la loi sur les successions. Il y a la loi obligeant les municipalités à concourir dans les frais d'entretien des aliénés, des enfants envoyés aux écoles de réforme et d'industrie. J'ai déjà approuvé toutes ces lois. Je serais même en faveur que les municipalités payassent tout le coût d'entretien. Quant aux écoles de réforme, on sait que je m'en suis plaint. Je me faisais alors l'écho de plaintes venant de certaines personnes de ma localité. L'enquête demandée a été accordée. J'ai commencé à la conduire moi-même puis l'état de ma santé ne me permettant pas de continuer, je me suis fait remplacer par mon associé.

Eh bien, je suis heureux de dire ici que pas une des plaintes n'a été prouvée.

Quelques journaux, il est vrai, ont trouvé à redire contre la composition du tribunal. Je ne crois pas qu'ils eussent raison. J'ai cru que les inspecteurs de prisons étaient les personnes les plus compétentes pour faire cette enquête. Nous leur avons adjoint M. Germain, un homme très estimé, très compétent et très honorable, et je n'ai aucun doute que justice a été rendue. Et, je le répète, aucune plainte n'a été justifiée. L'administration des écoles de réforme à Montréal reste inattaquable. Comment donc voterais-je non confiance dans le gouvernement à ce sujet?

L'Opposition nous demande de condamner toutes ces lois. Par quoi les remplacerions-nous puisque nous avons absolument besoin d'argent. Quel est son système?

Si on nous disait: nous remplacerons le système actuel par une taxe sur le luxe, sur le capital, les grandes compagnies, peut-être pourrions-nous prendre une autre attitude? Mais on nous demande de tout détruire sans rien mettre à la place.

Nous ne pouvons prendre cette responsabilité. D'ailleurs nous avons la parole du premier ministre que les taxes vont être réparties d'une autre façon. Puis si je comprends bien, l'intention du gouvernement c'est de travailler à les faire disparaître complètement aussitôt que le budget sera en équilibre. Sous ces circonstances, je ne puis refuser mon concours au gouvernement, et je crois agir honnêtement et patriotiquement en votant contre l'amendement du député de Bellechasse.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Bémarchez, Bisson, Caron, Dechêne, Fitzpatrick, Gillies, Girouard, Gladu, Gosselin, La-liberté, Marchand, Morin, Morris, Parent, Pinault, Shehyn, Ste-Marie, Stephens, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, 21.

CONTRE: MM. Allard, Augé, Baker, Beauchamp, Bédard, Carbray, Cartier, Châteauvert, Cholette, Chicoyne, Cooke, Descarries, Desjardins, Doyon,



Duplessis, England, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean) Greig, Grenier, Hackett, Hall, Kennedy, King, Lacouture, McDonald, McIntosh, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Parizeau, Pelletier, Petit, Poirier, Rioux, Savaria, Simpson, Spencer, Taillon, Tellier, Tétreau, 43.

Ainsi, la question est résolue négativement.

Alors, la motion principale étant mise aux voix, la Chambre se divise; et elle est résolue affirmativement, sur la dernière division précédente renversée.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau, en comité des subsides.

### En comité:

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5): Propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille cent quarante-huit piastres et quatre-vingt-dix-cent centins soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux frais d'administration de la dette publique: pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses du traitement de l'Orateur du Conseil législatif: pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas quinze mille quatre cent quatre piastres et soixante centins soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des traitements et dépenses contingentes du Conseil législatif: pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses du traitement de l'Orateur de l'Assemblée législative: pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas cinquante six mille deux cent dix-huit piastres et quarante centins soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des traitements et dépenses contingentes, etc., de l'Assemblée législative: pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux frais d'impression et de reliure pour les deux Chambres de la Législature, statuts refondus Québec, article 158; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses pour traitements, dépenses contingentes, etc., pour la bibliothèque de la Législature: pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

8. Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des élections; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

9. Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses du traitement du greffier de la couronne en chancellerie: pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

10. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses d'impression, reliure et distribution des statuts; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

11. Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des traitements du gouvernement civil; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

12. Qu'une somme n'excédant pas quarante-six mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses contingentes du gouvernement civil; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

13. Qu'une somme n'excédant pas dix-sept mille trois cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de traitements, ceux de leurs employés et dépenses contingentes, des juges des Sessions de la paix, Québec, et des magistrats de police, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

14. Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des prisons de réforme pour les garçons, écoles de réforme et d'industrie, orphelinat agricole et d'industrie de Notre-Dame de Montfort; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

15. Qu'une somme n'excédant pas neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses d'inspection des bureaux publics; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

16. Qu'une somme n'excédant pas soixante-onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de l'éducation supérieure: cinq pour cent de la part des catholiques sur cette somme sera retenu, chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le lieutenant-gouverneur en conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques de sourds-muets et d'aveugles dans la province; et cinq pour cent de la part des catholiques dans le fonds de l'éducation supérieure pourra être employé par le secrétaire de la province à l'achat des livres écrits et publiés dans la province, pour être distribués en prix aux institutions qui auront contribué à telle somme de cinq pour cent, et \$6 000 seront payées

à même cette part dudit fonds à l'Ecole polytechnique, moins cinq pour cent. Sur la part assignée à l'éducation supérieure protestante, \$200 seront employées à venir en aide à l'Association provinciale des instituteurs et \$700 à solder le traitement d'un inspecteur d'écoles supérieures, académies, etc.; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

17. Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-dix piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide au "High Schools", Québec et Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

18. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté comme compensation aux institutions catholiques, pour l'allocation aux "High Schools" dont \$2 000 pour la faculté de droit de l'Université Laval, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

19. Qu'une somme n'excédant pas cent soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des écoles publiques: cinq pour cent de la part des catholiques dans cette somme sera retenu, chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le lieutenant-gouverneur en conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques de sourds-muets et d'aveugles dans la province; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

20. Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des écoles dans les municipalités pauvres; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions et demande la permission de siéger à nouveau.

#### **Incorporation de la ville de Saint-Jérôme**

M. B. BEAUCHAMP (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 49) constituant en corporation la ville de Saint-Jérôme.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

#### **Demande de documents:**

##### **Exposition de Chicago**

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (M. A. Turgeon), qu'il soit mis devant cette chambre un état des dépenses encourues par les commissaires

de la province de Québec à l'exposition de Chicago.

Adopté.

#### **Octrois aux beurreries et fromageries**

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (M. A. Turgeon), qu'il soit mis devant cette Chambre un état indiquant le nombre de beurreries et fromageries qui ont reçu des octrois ou somme d'argent quelconque du gouvernement depuis le 15 novembre 1892 à venir au 15 novembre 1893, dans le comté de Dorchester. Ainsi que le nom des personnes auxquelles ces octrois ont été payés, le montant payé à chacune et la date de tel paiement.

Adopté.

#### **Département de l'Agriculture**

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (M. A. Turgeon), qu'il soit mis devant cette Chambre copie des instructions données à M. G.-A. Gigault, chargé par le gouvernement de la province d'obtenir des renseignements sur le trafic des liqueurs enivrantes, sur l'agriculture et sur le fonctionnement des lois et associations agricoles dans les provinces et les Etats qu'il a visités.

Copie des rapports qu'il a adressés à l'honorable commissaire de l'Agriculture et de toute correspondance à ce sujet.

Adopté.

#### **Admission de T.T. Nesbitt au Collège des médecins et chirurgiens**

M. F. CARBRAY (Québec-Ouest): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Maurice (M. L.-T.-N.-L.-N. Duplessis), que vu les raisons tout à fait spéciales qui viennent d'être exposées à cette Chambre, M. Nesbitt soit dispensé de faire le dépôt de \$200.00, exigé par la règle 58, pour le bill no 55 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province à admettre au nombre de ses membres Thomas Thadée Nesbitt, docteur en médecine de l'université Laval; que, tout en adoptant cette motion, cette Chambre recommande d'adhérer à la règle générale.

Adopté.

#### **Subsides**

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande pour quand est fixé le discours du budget.

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Répond que le discours est prêt depuis un certain temps déjà, mais qu'il veut d'abord répondre à certaines questions soulevées par le député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand). S'il peut le faire jeudi, le budget sera présenté vendredi, sinon certainement pas plus tard que mardi prochain.

La séance est levée à dix heures et demie.

## Séance du 29 novembre 1893

### Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à quatre heures.

#### Travaux de la Chambre

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose à la Chambre de siéger seulement jusqu'à six heures afin de permettre au comité permanent des privilèges et élections de continuer, ce soir, l'enquête dans l'affaire Allard, et pour permettre au comité spécial nommé pour étudier la loi des manufactures de terminer ses travaux.

Adopte.

#### Dépôt de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table:

Par M. Panzeau, la pétition de l'Union protectrice des monteurs de chaussures de la province de Québec, et la pétition de l'assemblée Papineau no 713.

Par M. Villeneuve, la pétition de l'assemblée no 3484 de Ville-Marie, la pétition de l'assemblée électrique no 555, la pétition de l'Union des carrossiers de Montréal, et la pétition de la cité de Montréal.

Par M. Carbray, la pétition de l'Union secourable des journaliers de Québec.

Par M. Dechêne, la pétition du révérend A. Pouliot et autres.

#### Documents:

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre le rapport des affaires de la Société Saint-Jean-Baptiste permanente de Waterloo pour 1893. (Documents de la session no 11)

#### Lecture de pétitions:

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Lit un protêt du conseil de ville de Montréal contre les amendements à la charte de la cité présentés à la Législature par un certain nombre de citoyens sans son autorisation. Il propose, appuyé par le représentant de Portneuf (M. J. Tessier), que la pétition de la cité de Montréal présentée aujourd'hui, demandant que les projets de loi affectant sa charte présentés durant cette session, par certaines personnes, ne deviennent pas loi, soit maintenant lue et reçue.

Adopte.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Dit que le comité permanent des bills privés s'occupera, mardi prochain, des amendements à la charte de Montréal.

Il est ordonné que la dite pétition soit renvoyée au comité permanent des bills privés.

#### Rapports de comités:

M. J. MARION (L'Assomption): J'ai l'honneur

de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des ordres permanents. VOICI le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis donnés sont suffisants:

De l'Institut des soeurs Servantes du Sacre-Coeur-de-Marie, demandant une charte.

Du Collège de Saint-François de la Beauce, demandant une charte.

De l'Union Saint-Joseph de Lachine, demandant des amendements à sa charte.

Des soeurs Marianites de Sainte-Croix, demandant des amendements à leur charte.

De M. John Bryson, demandant une loi l'autorisant à vendre certains biens substitués.

Quant à la pétition de J.-X. Pausé, demandant une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, votre comité trouve que les avis requis ont été donnés, mais que le bill déclare que le requérant n'a obtenu l'autorisation que du Barreau de la section de Montréal.

Votre comité a aussi examiné la pétition de la Compagnie du chemin de fer de Québec et du Lac-Saint-Jean, demandant des amendements à sa charte, et il trouve que les avis n'ont été publiés que depuis le 18 courant; mais comme il a été prouvé que ces amendements ont été demandés par une résolution adoptée à cet effet à une assemblée des directeurs de la dite compagnie, votre comité est convenu de recommander à votre honorable Chambre la suspension de la 51e règle.

Adopte.

M. J.-A. DESCARRIES (Jacques-Cartier): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 38) modifiant et refondant la loi organique de l'Union des commis-marchands de la cité de Montréal, 43-44 Victoria, chapitre 85, et a l'honneur d'en faire le rapport avec certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Votre comité a de plus examiné le bill (bill no 55) autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province à admettre au nombre de ses membres Thomas Thadée Nesbitt, docteur en médecine de l'université Laval, et a l'honneur d'en faire le rapport sans amendement.

M. F. CARBRAY (Québec-Ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 77) constituant en corporation The Drummondville Hydraulic and Manufacturing Company et y a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

#### Code municipal

M. J. MARION (L'Assomption): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité

spécial pour prendre en considération les amendements proposés au code municipal. Voici le rapport:

Votre comité a élu Joseph Marion, écuyer, comme son président, recommande à votre honorable Chambre que son quorum soit réduit à cinq membres, et demande la permission de siéger de nouveau et de faire rapport de temps à autre.

Adopté.

### Introduction de bills:

M. N. TETREAU (Ottawa): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 80) modifiant l'acte d'incorporation de la ville de Buckingham.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. N. TETREAU (Ottawa): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 81) autorisant John Bryson, de Fort-Coulonge, à vendre certains immeubles qu'il possède actuellement seul, ou conjointement avec l'héritier mineur de sa femme, sans l'autorisation d'un conseil de famille ou autres formalités judiciaires.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J. POIRIER (Beauce): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 41) constituant en corporation l'Institut des soeurs Servantes du Saint-Coeur-de-Marie.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J. POIRIER (Beauce): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 84) constituant en corporation le Collège de Saint-François de la Beauce.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 66) constituant en corporation la ville de la Côte-Saint-Paul.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 50) constituant en corporation la ville de Clermont.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 72) ratifiant un acte de vente entre Joseph-Louis-Théophile David et les héritiers de Fleury David.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. H. PETIT (Chicoutimi et Saguenay): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 71) modifiant et refondant l'acte d'incorporation de la ville de Chicoutimi.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. F. CARBRAY (Québec-Ouest): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 114) modifiant l'acte 46 Victoria, chapitre 88, modifiant et refondant les différents actes concernant la Compagnie du chemin de fer de Québec et du Lac-Saint-Jean.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-A. DESCARRIES (Jacques-Cartier): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 52) modifiant l'acte d'incorporation de l'Union Saint-Joseph de Lachine (41 Victoria, chapitre 35).

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-A. DESCARRIES (Jacques-Cartier): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 53) modifiant la loi constituant en corporation la corporation des soeurs Marianites de Sainte-Croix.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-A. DESCARRIES (Jacques-Cartier): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 75) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, Joseph-Xiste Pauzé au nombre de ses membres.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 62) pour donner des pouvoirs plus étendus à la municipalité du village de Lauzon.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 6) modifiant la loi relative aux juges de paix.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 20) concernant les appels des décisions des records et des Cours de records en matière de taxes.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. V. GLADU (Yamaska): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 116) pour encourager et protéger l'apiculture.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

### Etablissements industriels

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité spécial pour étudier le bill (bill no 23) relatif aux établissements industriels. Voici le rapport:

Votre comité a élu D. Parizeau, pour son président, et a l'honneur de recommander à cette honorable Chambre que le quorum soit de sept membres, et demande la permission de siéger de nouveau et de faire rapport de temps à autre.

Adopté.

### Couvent de Sainte-Scholastique

M. B. BEAUCHAMP (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Champlain (M. P. Grenier), que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 32) autorisant les curé et marguilliers de Sainte-Scholastique à souscrire \$4,500.00 pour un couvent.

Adopté sur division.

**En comité:**

M. L.-A.-A.-E.-E. LUSSIER (Verchères): S'oppose au bill et fait un long discours pour démontrer qu'il y a trop de couvents et que c'est la ruine de certaines paroisses.

Le comité ayant étudié le bill en fait rapport sans amendement.

M. B. BEAUCHAMP (Deux-Montagnes): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Religieuses ursulines de Roberval**

M. J. GIRARD (Lac Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 44) constituant en corporation les révérendes mères religieuses Ursulines de Roberval.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J. GIRARD (Lac Saint-Jean): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Institution "Pettes Memorial"**

M. R. N. ENGLAND (Brôme): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 70) constituant en corporation l'institution "Pettes Memorial".

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

**Union des briquetiers de Montréal**

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 88) constituant en corporation l'Union des briquetiers de Montréal.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

**Municipalité de la paroisse de Sainte-Christine**

M. M. MCDONALD (Bagot): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 85) érigeant la paroisse de Sainte-Christine, et autres terrains détachés de la paroisse de Saint-André-d'Acton, en municipalité locale, pour les fins municipales et scolaires, et l'annexant, pour le même but, au comté de Bagot.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

**Municipalité de la paroisse de Saint-Nazaire-d'Acton**

M. M. MCDONALD (Bagot): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no

54) érigeant la paroisse de Saint-Nazaire-d'Acton en municipalité, détachant certains lots du comté de Drummond et les annexant à la dite paroisse et au comté de Bagot, pour toutes les fins municipales et scolaires.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

**Admission de J.-H. Chalifoux au Collège des médecins et chirurgiens**

M. M. MCDONALD (Bagot): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 64) déclarant Joseph-Herménégilde Chalifoux membre du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

**Charte de la cité de Montréal**

M. A. W. MORRIS (Montréal no 4): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 40) modifiant la charte de la cité de Montréal et les lois qui la modifient.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

M. A. W. MORRIS (Montréal no 4): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 46) modifiant l'acte 54 Victoria, chapitre 78, concernant la charte de la cité de Montréal.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

**Union Saint-Joseph de Saint-Jean-Baptiste de Québec**

M. V. CHATEAUVERT (Québec-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 87) donnant de nouveaux pouvoirs à l'Union Saint-Joseph de Saint-Jean-Baptiste de Québec, et pour d'autres fins.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

**Indemnité législative**

M. C.-A. DESJARDINS (Kamouraska): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Shefford (M. A.-F. Savaria), que le bill (bill no 94) modifiant la loi concernant l'indemnité législative soit maintenant lu la deuxième fois.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Propose comme amendement à la motion, appuyé par le représentant de Québec-Est (M. J. Shehyn), que le mot: "maintenant" soit retranché et que les mots: "dans six mois à dater d'aujourd'hui", soient ajoutés à la fin de la proposition. L'année dernière, je me suis opposé à ce bill et j'ai donné mes raisons. Cette année, je m'y oppose encore et mes raisons sont les mêmes. C'est moi qui ai porté l'indemnité à \$800 et je n'ai jamais reçu un reproche de la part des électeurs. En proposant cet amendement, je voulais seulement faire en

sorte que la députation se prononce carrément sur le champ.

M. J. MARION (L'Assomption): Propose comme sous-amendement, appuyé par le représentant de Québec-Ouest (M. F. Carbray), que tous les mots après "que", dans l'amendement, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Le dit bill ne soit pas lu une seconde fois maintenant, mais dans six mois, et qu'il soit résolu: Que cette Chambre ne croit pas devoir changer le statut qui déterminait le montant de l'indemnité lors de l'élection de ses membres actuels, laissant à la Chambre qui sortira des prochaines élections générales le soin d'apporter au dit statut telle modification qui sera jugée conforme au vœu populaire."

M. H. MERCIER (Bonaventure): Fait objection à ce sous-amendement comme étant hors d'ordre pour trois raisons:

1. Parce que le sous-amendement répète l'amendement et y ajoute des considérants.

2. Parce qu'il ne peut y avoir de sous-amendement à un amendement proposant le rejet de la seconde lecture à six mois.

3. Parce que, dans un sous-amendement à un amendement, à propos d'une seconde lecture d'un bill, il ne peut y avoir de considérants.

L'HONORABLE L-O. TAILLON (Chambly): Admet que le cas est douteux.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Je m'en rapporte à la décision de M. l'Orateur.

M. L'ORATEUR: Déclare qu'il donnera sa décision ultérieurement.

L'HONORABLE L-O. TAILLON (Chambly): Mais il n'y a pas de séance ce soir.

### **Maîtres et serveurs**

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 105) amendement la loi relative aux maîtres et serveurs. Il explique que le but de ce bill est de mettre le serviteur sur le même pied que le maître, c'est-à-dire les rendre tous deux susceptibles d'amendes ou de ruptures d'engagement. Actuellement, les serveurs coupables d'infraction à la loi sont condamnés à une amende de \$20 et 30 jours, tandis que les maîtres ne sont soumis qu'à l'amende.

Il désire donc abolir la peine d'emprisonnement dans le cas des serveurs.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

### **Associations de bienfaisance, sociétés nationales, unions de métiers et sociétés de travail**

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant

de Hochelaga (M. J.-O. Villeneuve), la deuxième lecture du bill (bill no 101) relatif à la constitution en corporation des associations de bienfaisance, des sociétés nationales, des unions de métiers et des sociétés de travail.

L'HONORABLE L-O. TAILLON (Chambly): Déclare qu'il ne s'oppose pas à la deuxième lecture, mais qu'il ne peut approuver le projet de loi parce qu'il considère qu'il donne trop de facilités aux corporations en question.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

### **Taxes des institutions religieuses**

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Propose, appuyé par le représentant de Montmagny (M. N. Bernatchez), que cette Chambre est d'opinion que tous les immeubles de la province employés dans un but commercial, industriel, manufacturier ou d'éducation, avec l'intention d'en retirer un profit, pourront être taxés pour des objets municipaux, c'est-à-dire les immeubles employés dans le but d'exploiter ces industries, et que toutes les industries qui feront concurrence à d'autres industries ou commerces, seront taxées de la même manière. Il désapprouve fortement les exemptions fiscales excessives qui prévalent dans la province. La commission désignée pour enquêter sur les causes de l'important mouvement d'émigration aux États-Unis rapporte que cette exemption excessive en est l'une des principales causes. Le compte-rendu du secrétaire et registraire démontre que plus d'un neuvième de la totalité des propriétés taxables de la province en est exempté. Dans plusieurs cas, la valeur exemptée de taxe est beaucoup plus considérable que la moitié de la valeur totale de la propriété.

De prime abord, tout le monde approuve le principe général voulant que les institutions d'éducation et de charité soient exemptées mais, en fait, ce principe est mauvais.

Ces institutions charitables font concurrence à la main-d'œuvre ordinaire en ne chargeant qu'un prix très bas pour leurs travaux de couture et de blanchisserie, ce qui contribue à faire baisser le niveau des salaires raisonnables et à appauvrir l'ensemble de la population.

L'HONORABLE L-O. TAILLON (Chambly): Dit qu'il ne croit pas que nous puissions accepter ces résolutions. Il ne s'agit pas tant ici d'une question politique que d'une question sociale.

Ce qu'on voudrait atteindre surtout par ces résolutions ce seraient les communautés qui sont quelquefois obligées d'avoir recours à certaines industries pour trouver l'argent nécessaire à leurs bonnes œuvres. Je crois qu'il y aurait danger à prendre une telle décision. N'allons point croire que les travaux auxquels se livre le personnel de ces institutions de charité sont un danger pour le commerce. Pour ma part, je n'y vois qu'un moyen d'alimenter la charité. Il serait peut-être téméraire et même dangereux de changer cet état social. Les œuvres de charité en notre pays vivent de

trois sources différentes: la charité individuelle. l'encouragement du gouvernement, les aumônes des municipalités sous forme de bonus, d'exemption de taxes: et au lieu de cela, si on allait taxer les institutions de charité \$100 ou \$200 par année, parce que ces institutions se livrent à quelques petites industries, qu'arriverait-il? Elles ne pourraient plus subsister. Et alors, qui secourrait nos misères? Car il y en a. et le soulagement que ces institutions leur apportent est immense. On ne la voit pas. la misère, parce qu'elle est abritée sous le toit des soeurs, mais elle existe. Il faudrait avoir recours à la charité légale et obligatoire. Eh bien, je ne voudrais pas que nous en soyons rendus à ce point-là. C'est à la charité légale et obligatoire qu'on a recours en Allemagne, en Angleterre et dans plusieurs autres pays, et il faut voir comme les résultats sont désolants.

Il cite un article de M. Maurice Vanlair, publié dans la *Revue catholique des institutions et du droit*, sur la charité légale en France:

L'exemple célèbre de l'Angleterre, dit cet article, pourra sur ce point fournir une excellente leçon aux personnages qui rêvent de développer en France l'action de loi dans l'assistance et le rôle du fisc dans la charité. Ce fut en l'année 1597 que parut le statut fameux de la reine Elizabeth qui, coordonnant des dispositions précédentes, posait le principe de l'obligation pour les paroisses de nourrir leurs pauvres au moyen d'une taxe prélevée sur les habitants.

Il fallut deux siècles pour que l'application de la charité légale fût complète, et dès 1750 les secours accordés aux pauvres s'élevaient à 17.500.000 francs. En 1876, malgré la prospérité peu commune dont jouissait à ce moment l'Angleterre, ils dépassaient 37.000.000. Les huit années de la guerre d'Amérique emportèrent le chiffre — malgré les mesures rigoureuses que l'on prit en vue de diminuer le nombre des indigents — à plus de 50.000.000. Vers la même époque, par une repercussion des idées de fraternité qui avaient cours de l'autre côté de la Manche, les mesures s'adoucissent. L'entretien de quiconque se déclare sans moyen d'existence devient une pratique générale. Pitt va jusqu'à demander pour les ouvriers des allocations à titre de supplément de salaire, des avances de fonds qui les mettront à même d'acheter de la terre, du bétail, une part d'intérêt dans un commerce. Sa proposition échoue: sans qu'on lui impose ce surcroît de charge, la taxe des pauvres est déjà fort pesante. En 1802, on la voit s'élever à 106 millions de francs: elle a plus que doublé en 17 ans. Malgré de nouvelles mesures restrictives, l'impôt du paupérisme ne cesse de croître, au point qu'en 1833 il monte de près de 170 millions. Depuis 1850 alors que la population n'est que deux fois plus dense, la dépense a presque décuplé.

Cette situation appelait une réforme: on organise un régime que M. Ch. Périn appelle justement oppressif et inhumain. La taxe descend, en 1837, à 100 millions. Mais elle ne tarde pas à se relever: en 1850, elle atteint 135 millions, en 1866, elle s'élève à 160 millions, et en 1886, elle dépasse deux cents millions (207.500.000).

Est-il besoin de faire remarquer qu'en même temps que par l'effet de la charité légale le budget s'opère, la liste des indigents s'allonge? Des chiffres certains, une évaluation précise, sont choses difficiles à établir: mais nous pouvons facilement y suppléer.

La preuve la plus saillante de cette augmentation du nombre des pauvres, ce sont les mesures qui, chez les peuples où s'exerce la charité légale, ont été prises pour le restreindre.

L'augmentation du nombre des individus et l'accroissement des dépenses nécessaires à leur entretien, telle est en Angleterre la conséquence de la charité légale. Chez nos voisins d'Allemagne où règne également le fléau de l'assistance obligatoire le nombre des pauvres s'accroît...: mais ils ne sont pas secourus.

L'Allemagne ne jouit donc pas, grâce à la charité légale, de cette supériorité si vantée d'assurer, mieux que la bienfaisance libre, l'existence de tous les indigents; elle en subit par contre les inconvénients, et, pour ne citer que le plus tangible, l'augmentation du nombre de ses pauvres.

"Chaque année, écrit un auteur compétent, deux cent mille vagabonds traversent comme un torrent les provinces allemandes, y semant l'inquiétude et l'insécurité... La double plaie du vagabondage et de la mendicité, suivant le mot de M. Grand, est, chez nos voisins d'outre-Rhin, l'objet de toutes les préoccupations, à tel point qu'on eût l'idée de fonder, il y a quelques années, des associations contre la mendicité: moyennant une faible cotisation, on obtient le droit de fixer sur la porte de sa demeure la plaque de membre d'une de ces ligues, qui signifie de n'y point tendre la main.

Nous avons vu en septembre 1891, dans une ville allemande, à Mayence, fixée à presque toutes les portes, une petite plaque de cuivre portant ce mot: ARMENVEREIM (ligue contre les pauvres).

Or, quelle est la cause de cet accroissement des vagabonds et des mendiants? — L'insuffisance des secours, disent quelques auteurs, l'inexécution de la loi de l'assistance obligatoire. Et quel serait le remède? — L'augmentation des secours, disent les mêmes auteurs, le développement de la charité légale.

Nous ne partageons nullement cette opinion. "Notre législation actuelle de l'assistance est propre à faire des pauvres artificiels", disait, à un congrès tenu à Weimar, un fonctionnaire allemand. Loin d'étendre la législation actuelle, il faudra donc la rapporter.

En définitive, loin de contredire les lumières de la raison et les enseignements de la morale, l'expérience leur donne une éclatante affirmation. Les faits s'ajoutent aux principes rationnels et aux considérations morales pour affirmer que l'assistance forcée est en tous points inférieure à la bienfaisance libre, pour proclamer que l'introduction de la charité légale est un fléau pour une nation."

Voilà ce qui est arrivé dans d'autres pays et voilà ce qui se répéterait ici. Sous ces circonstances, je ne crois pas que nous devions accepter la résolution du député de Huntingdon (M. G.W.

Stephens). Notre système actuel fonctionne assez bien, n'allons point l'échanger contre un état de chose que tous les observateurs appellent le fléau d'une nation.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), que le débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée.

### Rapports de comités:

L'HONORABLE E. J. FLYNN (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des privilèges et élections. Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport du témoignage rendu devant ce comité par M. Hector Champagne, ainsi que de certains incidents qui s'y rattachent.

Votre comité a l'honneur de soumettre à la décision de votre honorable Chambre l'appel de la décision du président du comité sur certaines objections, le tout ainsi qu'il appert aux notes sténographiques ci-annexées.

Votre comité a de plus l'honneur d'informer votre honorable Chambre qu'Arthur Bourguignon, de Montréal, a refusé de se conformer à l'ordre de comparaître devant ce comité, qui lui a été adressé et qu'il a reçu, et que M. J.-O. Pelland a dit, sous serment, que M. Bourguignon lui a dit qu'il ne viendrait comparaître que si le comité payait, avant son départ de Montréal, ses frais de voyage, ses dépenses et sa taxe, et de plus qu'il ne viendrait à cette enquête que si on allait le chercher pour l'emmener à Québec.

M. A. TURGEON (Bellechasse): Propose, appuyé par le représentant de l'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne), que, vu qu'il appert par le quatrième rapport du comité des privilèges et élections qu'Arthur Bourguignon, présentement de la cité de Montréal, a été assigné à comparaître devant ledit comité et qu'il refuse de comparaître, que la Chambre ordonne au dit Arthur Bourguignon de comparaître devant ledit comité des privilèges et élections, vendredi, le premier décembre prochain, à dix heures du matin.

Adopté.

### Accusation contre M. V. Allard

M. H. MERCIER (Bonaventure): En appelle de nouveau à la Chambre de la décision rendue contre lui par le président du comité des privilèges et élections alors qu'il s'agissait de la production de certaines lettres. Il motive ainsi son appel:

1. Parce que dans la motion principale faite à la Chambre, le 15 novembre, il est dit que le comité soit chargé de faire enquête sur les faits relatés ci-dessus et fasse rapport à la Chambre, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes et documents;

Et parce que l'amendement du représentant de Chambly (l'honorable L.-O. Taillon) se lit comme suit: Que les déclarations solennelles produi-

tes et la déclaration soient envoyées devant le comité.

2. Parce qu'il est bien évident, par les termes mêmes de ces motions, que la Chambre entendait que l'enquête fût faite sur tous les faits, tant ceux mentionnés dans la motion d'accusation que ceux mentionnés dans les déclarations produites devant la Chambre par le représentant de Bellechasse (M. A. Turgeon).

3. Parce que le comité doit s'enquérir, non seulement des faits mentionnés dans la motion d'accusation et dans les déclarations produites par le représentant de Bellechasse, mais encore des faits mentionnés dans les déclarations produites par le représentant de Berthier (M. V. Allard) et les documents y annexés.

M. A. TURGEON (Bellechasse): Dit que le comité est habilité à enquêter sur tous les faits qui se rattachent à cette affaire.

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Dit que cette objection n'en vaut pas la peine et ne tiendrait pas deux minutes devant une cour de justice.

La position du représentant de Berthier (M. V. Allard) est exceptionnelle. Si nous nous objectons aux questions posées par la poursuite, on nous dira que nous avons peur de la preuve. Nous avons pris le parti de laisser dire à M. Champagne tout ce qu'il avait à dire. Mais quand j'ai vu que l'on voulait éterniser ce débat en envoyant M. Champagne à Saint-Gabriel-de-Brandon chercher ses lettres, j'ai dit que c'était assez faire une pêche à la preuve. M. Champagne est un témoin de la poursuite et elle devait savoir ce qu'elle entendait prouver. C'était à elle de s'y préparer.

Mais nous avons même consenti à ce que M. Champagne produise ses lettres.

On voulait les lettres, et maintenant que nous les offrons, on n'en veut plus. Qu'est-ce donc que vous voulez? Continuer votre pêche à la preuve? Eh bien, puisque vous refusez mon offre, je la retire et je m'en tiens à la légalité, et vous n'aurez point ces lettres.

Voici ce qu'on voudrait nous faire faire. On a porté des accusations contre le représentant de Berthier, on ne peut les prouver et on ne les prouvera point. Alors, on voudrait faire intervenir une autre affaire et si on réussit à l'établir, en conclure de là que le député de Berthier est coupable de l'autre accusation qu'on ne peut prouver. Cela est contraire à la justice et au bon sens. Je prétends donc que la décision du président est juste et je propose qu'elle soit maintenue.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Prend la parole dans le même sens et il appuie ses collègues.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Ridiculise la position du gouvernement.

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Prend également la parole dans le même sens que le premier ministre et fait voir l'inconséquence de la conduite du député de Huntingdon (M. G.W. Stephens).



L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Démonstre que le comité ne doit pas s'enquérir de tous les faits inclus dans les déclarations produites par le représentant de Bellechasse (M. A. Turgeon).

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose, appuyé par le représentant de Hochelaga (M. J.-O. Villeneuve), que cette Chambre, prenant en considération le rapport du comité des privilèges et élections, est d'opinion que la décision du président de ce comité, dont il y a appel, est bien fondée.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Propose comme amendement, appuyé par le représentant de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), que tous les mots après "que" dans la motion, soient retranchés et remplacés par les suivants: "La dite décision du président du dit comité est mal fondée et doit être renversée."

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Dit que cet amendement est hors d'ordre car il est la négation directe de la motion principale. Il ajoute qu'il n'insistera toutefois pas sur cette objection.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Bernatchez, Bisson, Bourbonnais, Caron, Dechêne, Gillies, Girouard, Gladu, Gosselin, Marchand, Mercier, Morin, Pinault, Stephens, Tessier (Portneuf), Turgeon, 16.

CONTRE: MM. Augé, Baker, Beauchamp, Bédard, Cartier, Châteauvert, Cholette, Cooke, Descarries, Desjardins, Doyon, Duplessis, England, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Hall, Kennedy, Lacouture, McIntosh, Magnan, Marion, Morris, Nantel, Normand, Parizeau, Pelletier, Poirier, Rioux, Savaria, Simpson, Spencer, Taillon, Tellier, Tétreau, Villeneuve, 38.

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement sur la même division que la précédente prise inversement.

#### **Demande de documents:**

##### **Palais de justice de Montréal**

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose, appuyé par le représentant de Lévis, (M. LA. Baker), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de tous les rapports des architectes ou autres, et toutes correspondances au sujet du palais de justice de Montréal, depuis le contrat accordé à Charles Berger, écuyer, jusqu'au 1er décembre 1891, et aussi de tous documents relatifs à l'octroi du dit contrat.

Adopté.

La séance est levée à sept heures et demie.

#### **Séance du 30 novembre 1893**

##### **Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc**

La séance s'ouvre à trois heures.

##### **Documents:**

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre l'état des affaires de "The Women's Christian Association of Quebec", pour l'année 1893. (Documents de la session no 11).

##### **Lecture de pétitions:**

M. J.-A. DESCARRIES (Jacques-Cartier): Propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier), que la pétition de Sa Grâce monseigneur Elphège Gravel, évêque de Nicolet, présentée aujourd'hui, soit maintenant lue et reçue et que les règles de cette Chambre soient suspendues en autant qu'elles s'y rapportent.

Et la dite pétition est lue et reçue, demandant la passation d'un bill (bill no 127) pour autoriser les corporations municipales de la ville de Nicolet et de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Nicolet à souscrire un certain montant pour la reconstruction de la cathédrale catholique de Nicolet.

##### **Comité des privilèges et élections et accusation contre M. V. Allard**

L'HONORABLE E.S. FLYNN (Gaspé): Annonce que M. Bourguignon, un des témoins assignés pour l'enquête Allard, est arrivé et il demande que la séance soit suspendue pendant quelque temps afin de permettre au comité des privilèges et élections de l'interroger.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Dit que le comité s'est ajourné à la semaine prochaine, que M. Bourguignon a déjà refusé de comparaître et que, pour le punir, il faut le forcer à faire un deuxième voyage. Il dit que ce monsieur n'a pas été pressé de venir et que l'on devrait attendre afin de donner à ce côté-ci de la Chambre le temps de se consulter pour savoir si nous pourrions procéder demain.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): C'est le seul témoin qui reste à interroger, pourquoi ne pas terminer immédiatement cette enquête.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Dit qu'on pourra peut-être arriver à un arrangement durant la séance, mais qu'on nous donne le temps d'y penser.

Il est décidé que le témoin sera interrogé dans la soirée.

##### **Rapports de comités:**

M. J. MARION (L'Assomption): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du

comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis ont été publiés:

De la Compagnie d'assurance des marchands contre le feu, demandant une charte.

De la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la cité de Montréal, demandant des amendements à sa charte.

De la Congrégation Saint-Michel de Sorel, demandant une refonte de sa charte.

Et de la corporation de la cité de Montréal, demandant des amendements à sa charte.

Votre comité a aussi examiné la pétition de Camille Piché, demandant une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, et trouve que les avis requis ont été publiés, mais que la pétition et le bill déclarent que le requérant n'a obtenu l'autorisation que du Barreau de la section de Montréal seulement.

Quant à la pétition de Eliza Reid et autres, demandant une loi permettant aux femmes d'être représentées dans le bureau des commissaires d'écoles protestantes de Montréal, votre comité a trouvé que les avis n'avaient pas été publiés.

M. W.J. SIMPSON (Argenteuil): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 83) modifiant les actes relatifs à la Compagnie du chemin de fer urbain de Montréal, et y a fait un amendement qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

### **Etablissements industriels**

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité spécial sur la loi relative aux établissements industriels. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 23) relatif aux établissements industriels, et y a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

### **Introduction de bills:**

M. L. LACOUTURE (Richelieu): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 89) refondant la charte de la Congrégation Saint-Michel de Sorel.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 45) constituant en corporation la Compagnie d'assurance des marchands contre le feu.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Demande

la permission d'introduire un bill (bill no 79) modifiant la charte de la cité de Montréal (1889) et ses amendements.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. V. ALLARD (Berthier): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 74) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Camille Piché au nombre de ses membres, après examen.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. W.J. SIMPSON (Argenteuil): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 124) amendement l'article 2024 des statuts refondus de la province de Québec. Il explique que le but de son bill est d'ouvrir les réunions des commissaires d'école au public, ce qui est normal puisque ce sont eux qui manipulent une grande partie des fonds publics. Quand ils enquêtent sur des accusations portées contre des enseignants, ou qu'ils engagent des enseignants, ils peuvent siéger à huis clos s'ils le veulent.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

### **Interpellations:**

#### **Concessions de terre aux pères de douze enfants**

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Le gouvernement se propose-t-il de faire amender la loi concernant les concessions de cent acres de terre aux pères de douze enfants, de manière à remplacer telle concession par une prime en argent?

L'HONORABLE E. J. FLYNN (Gaspé): Sous considération.

#### **Employé du gouvernement**

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): M. J.-E. Généreux, de Matane, est-il à l'emploi du gouvernement comme garde-feu? Quel est son salaire? Quel est le montant qui lui a été payé depuis sa nomination et pourquoi?

L'HONORABLE E. J. FLYNN (Gaspé): M. J.-E. Généreux, de Matane, est à l'emploi du gouvernement comme intendant général des feux de forêts. Sa rémunération, lorsqu'il est appelé à exercer ses fonctions entre le 1er avril et le premier novembre de chaque année, est de \$1.50 par jour, et ses dépenses réelles de voyage doivent lui être remboursées, pourvu qu'elles ne dépassent pas \$1.50 par jour. Il n'a reçu aucun montant depuis la date de sa nomination.

#### **Asile de Beauport**

M. G. W. STEPHENS (Huntingdon): Combien a-t-il été payé aux propriétaires de l'asile de Beauport, à titre d'indemnité d'abandon de leur contrat, pendant le laps de temps écoulé entre le 8

avril 1893 et le 1er mai 1893? Sur quelle base de la différence entre \$100.00 et \$132.00?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Rien autre chose que ce qui appert par les contrats soumis à cette Chambre. Les contrats parlent par eux-mêmes.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Quel est le montant de la taxe sur la vente de l'asile de Beauport par ses anciens propriétaires aux soeurs de la Charité, qui fut remis aux dites soeurs de la Charité par le gouvernement?

Quelle est la date de l'arrêté en conseil accordant cette remise?

A quelle date les timbres représentant cette taxe ont-ils été apposés à cette vente?

A quelle date ont-ils été oblitérés?

A quelle date le montant requis pour l'achat de ces timbres a-t-il été payé par les soeurs de la Charité, au gouvernement?

A quelle date ce montant leur a-t-il été remboursé par le gouvernement?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): La taxe sur la vente de l'asile de Beauport s'élève à \$4.905.00. L'arrêté en conseil porte la date du 4 mai 1893. Les timbres ont été apposés le 5 mai 1893 et oblitérés le même jour. Les soeurs de la Charité ont été exemptées du paiement de la taxe par l'ordre en conseil no 210 du 3 mai 1893, approuvé le jour suivant.

#### **Demande de documents:**

##### **Compagnie du Labrador et seigneurie de Mingan**

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose, appuyé par le représentant de Lévis (M. I. A. Baker), qu'il soit mis devant cette Chambre: 1. Copie du jugement rendu par le Conseil privé, sur les appels dans la cause de la Compagnie du Labrador et la reine, le 19 novembre 1892. 2. Copie de toute correspondance et de toute opinion légale au sujet de l'interprétation à donner à ce jugement.

Il explique qu'il s'agit de la seigneurie de Mingan située entre le cap Cormoran et le détroit de Belle-Ile, soit 400 milles sur une profondeur de 6 milles, et au sujet de laquelle il y a eu plusieurs procès qui se sont terminés par un jugement du Conseil privé.

Ce jugement est de la plus haute importance pour la province de Québec. Le montant en litige est des plus considérables et lorsque les documents seront mis devant cette Chambre il s'agira de décider si on pourra légiférer pour annuler le jugement du Conseil privé.

L'HONORABLE E. J. FLYNN (Gaspé): Dit que, en effet, la question est très importante. Par le jugement du Conseil privé, la compagnie a droit à une étendue de terre de 50 lieues sur 2 lieues de profondeur.

Le jugement du Conseil privé dit que la

compagnie de Mingan n'avait aucun droit, mais les juges se sont basés sur les amendements à l'acte seigneurial passé par la Chambre en 1856 qui mentionnaient l'existence d'une seigneurie de Mingan. Dans l'opinion légale qu'ils nous ont transmise, l'honorable M. Laflamme et M. Belleau, les avocats de la province ont exprimé l'opinion que nous avions de droit de passer un statut déclarant que le Parlement du Canada n'a jamais eu l'intention de reconnaître l'existence d'une seigneurie de Mingan. Si nous passions telle loi, nous nous trouverions par là même à renverser toutes les prétentions de la compagnie. Il s'agit de savoir si nous avons ce droit. Les documents qui seront produits renseigneront les membres de cette Chambre sur cette importante question, et nous les invitons à nous donner franchement leur opinion. En même temps, je remercie l'honorable député de Joliette (M. J.-M. Tellier) d'avoir soulevé cette question si importante pour la province.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Croit que la déclaration par l'ancienne Législature de l'existence plus ou moins certaine de la seigneurie de Mingan ne suffisait point pour nous faire perdre nos droits. La question de savoir si nous pouvons intervenir apparemment en contravention à un jugement d'un tribunal étranger est très délicate. Si c'était un tribunal existant de la province, il n'y aurait aucun doute que la question pourrait être décidée dans l'affirmative; mais le jugement, au contraire, a été rendu par un tribunal étranger à nos lois. La question doit être étudiée avec soin afin de sauvegarder les intérêts de la province.

Adopté.

##### **Amendes à Montréal**

M. P. KENNEDY (Montréal no 6): Propose, appuyé par le représentant de Montréal no 3 (M. D. Parizeau), qu'il soit mis devant cette Chambre un état des amendes non perçues et des causes suspendues (causes du revenu, liqueurs), à Montréal, et copie de toute correspondance relative à ces causes.

Adopté.

##### **Abolition du Conseil législatif**

M. A. W. MORRIS (Montréal no 4): Propose, appuyé par le représentant de Shefford (M. A.-F. Savaria), que la Chambre se forme un comité général pour étudier la résolution suivante: Vu que la province semble en général être d'opinion que l'utilité du Conseil législatif a cessé, le gouvernement soit autorisé à lancer un plébiscite afin d'obtenir plus directement l'opinion juste des électeurs à ce sujet.

M. A. W. MORRIS (Montréal no 4): Il prétend que le coût du plébiscite ne sera pas plus élevé que les dépenses du Conseil pour une session. Si la population se prononce fortement en faveur de l'abolition, le Conseil se verra dans l'obligation de prendre cette initiative. Il aimerait que le trésorier

(l'honorable J. S. Hall) lui fasse parvenir une évaluation du coût probable.

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 3): Dit que son opinion est bien connue. A deux reprises, il a voté pour l'abolition du Conseil.

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Il s'oppose à la proposition pour deux raisons: d'abord parce que cela coûterait très cher si l'on considère que les élections générales coûtent environ \$80 000; mais il est une objection beaucoup plus sérieuse: l'objection constitutionnelle. Le Conseil devrait proposer lui-même sa dissolution. Ceci peut facilement se faire par le biais de la Législature. Il ne croit pas qu'il soit opportun d'amender la constitution dans le sens suggéré par le député de Montréal no 4 (M. A.W. Morris). Il s'y oppose carrément, bien qu'il soit personnellement d'avis que dans certaines circonstances, la province peut être administrée par une seule Chambre.

M. P. KENNEDY (Montréal no 6): Dit que lors de la dernière discussion concernant l'abolition du Conseil, il vota contre, vu qu'on lui avait dit qu'il n'y avait aucun mécanisme pour mettre la proposition en vigueur. Maintenant qu'il sait qu'il y en a, il appuiera la motion.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Le député de quartier Sainte-Anne (M. P. Kennedy) n'a pas bien saisi les paroles de l'honorable trésorier (l'honorable J.S. Hall). Nous seuls nous ne pouvons abolir le Conseil; mais le concours des trois branches de la Législature peut produire ce résultat. Quant au plébiscite, ce n'est point sérieux. Ce serait même un précédent dangereux. On a déjà réglé des questions tout aussi importantes sans avoir recours à un plébiscite et cela peut se faire encore. En Angleterre, on n'a que très rarement recours à ce moyen et les questions sont tout aussi importantes là qu'ici. Aux prochaines élections, il y aura des candidats qui se prononceront pour le Conseil et d'autres qui se prononceront contre; le peuple alors verra ce qu'il a à faire. Pour inaugurer l'ère des plébiscites, nous ne choisirons pas pour sujet l'abolition du Conseil.

M. J.P. COOKE (Drummond): Est en faveur de la résolution. Il serait important de connaître l'opinion du peuple sur ce sujet.

Et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Bernatchez, Bisson, Bourbonnais, Caron, Cooke, Dechêne, Gillies, Girouard, Gladu, Hackett, Kennedy, Laliberté, Lussier, Marchand, Mercier, Morin, Morris, Parent, Pinault, Savaria, Shehyn, Ste-Marie, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, 25.

CONTRE: MM. Allard, Baker, Beauchamp, Bédard, Cartier, Châteauvert, Cholette, Chicomne, Descares, Desjardins, Doyon, Duplessis, England, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hall, King, Lacouture, McDonald, McIntosh, Magnan, Ma-

rion, Martineau, Nantel, Normand, Parizeau, Peller. Petit, Poirier, Rioux, Simpson, Spencer, Stephens, Taillon, Tellier, Tétreau, Villeneuve, 39.

Ainsi, la proposition est résolue négativement.

M. G. W. STEPHENS (Huntingdon): Explique le pourquoi de son vote. Son attitude en faveur de l'abolition du Conseil est bien connue. Mais il n'aurait pas été logique de sa part, après avoir prêché l'économie, de voter pour cette proposition, alors que le but visé peut aussi bien être atteint aux prochaines élections générales, sans les frais additionnels encourus par un plébiscite spécial.

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (M. A.-P. Cartier), qu'un comité spécial composé des honorables MM. Taillon, Nantel, Hall et de MM. Marchand, Mercier, Augé, Bisson, Gillies, Marion, Tessier (Portneuf), Cartier et Chicoyne soit formé pour étudier l'opportunité de réviser la constitution en ce qui concerne le Conseil législatif; le dit comité pouvant, s'il y a lieu, tenir une ou plusieurs conférences avec le comité spécial du Conseil législatif nommé par le dit Conseil le 24 février dernier, et chargé d'étudier le même sujet.

Il dit que l'opinion publique est fortement opposée au Conseil, peut-être pas à cause de son existence en tant que telle, mais plutôt à cause de sa constitution actuelle. On réclame des réformes d'urgence.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Dit que le Conseil législatif a formé un comité à la dernière session pour s'occuper des questions de sa constitution. Il croit que l'on devrait laisser le Conseil continuer ce qu'il a commencé et ne lui prêter le concours de la Chambre que s'il le demande.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Demande des explications au député de Wolfe (M. J.-A. Chicoyne).

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Cette action de ma part a été motivée par la décision du Conseil, l'an dernier, de nommer un comité pour s'occuper des amendements à sa constitution. Il est évident qu'il faudra décider cette question tôt ou tard. Une partie de l'opinion publique se prononce en faveur de l'abolition, une autre partie demande des changements à la constitution du Conseil. Le comité que je propose de nommer pourra s'entendre avec celui du Conseil et voir ce qu'il y a de mieux à faire. C'est une mesure de conciliation qui aura peut-être de bons résultats.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Croit que c'est le bon moyen d'en arriver à une solution. Pour sa part, il ne sera disposé à prendre d'autres moyens que lorsque toute proposition de conciliation aura échoué.

M. J.-A. DESCARRIES (Jacques-Cartier): Pro-

pose, appuyé par le représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier) que le débat soit ajourné.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Pourquoi?

M. J.-A. DESCARRIES (Jacques-Cartier): C'est une question très importante qui demande un peu de réflexion.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Mais avis de cette motion est donné depuis huit jours.

M. J.-A. DESCARRIES (Jacques-Cartier): Oui, mais je m'attendais qu'il y aurait discussion de part et d'autre qui jetterait de la lumière sur le sujet. Comme il n'y en a point, je propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier), que le débat soit ajourné.

Cette question étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

#### **Demande de documents:**

##### **Municipalités scolaires du comté de L'Islet**

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (M. A. Turgeon) qu'il soit mis devant cette Chambre copie de la correspondance au sujet du paiement des sommes dues aux différentes municipalités scolaires dans le comté de L'Islet.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit que lorsque les documents seront mis devant cette Chambre, le député de L'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne) verra qu'il n'y a pas lieu de se plaindre et que le gouvernement a fait tout ce qu'il était possible de faire à ce sujet. Les sommes dues ont été payées.

Adopté.

#### **Documents:**

##### **Droits, taux, infractions et pénalités**

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Met devant la Chambre un état détaillé de tous les droits, taux, infractions et pénalités (en rapport avec la perception du revenu) remis par le lieutenant-gouverneur en conseil, du 12 janvier au 9 novembre 1893, tel que requis par 31 Victoria, chapitre 9, sous-section 2 de la section 61. (Document de la session no 38)

#### **Messages du Conseil législatif:**

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement:

Bill intitulé: "Loi constituant en corporation rétablissement connu sous le nom de Robert Jones Memorial Convalescent Hospital for chil-

dren of parents Delonging to the Church of England, in the diocese of Montreal". (Bill no 36)

Bill intitulé: "Loi concernant l'Association d'assurance mutuelle des fabriques des diocèses de la province ecclésiastique de Montreal. (Bill no 42)

Et bill intitulé: "Loi modifiant la loi 44-45 Victoria, chapitre 44, constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Québec, Montmorcency et Charlevoix et ses amendements, et conférant d'autres pouvoirs à la dite compagnie" (Bill no 73)

#### **Taxes**

M. A.W. MORRIS (Montréal no 4): Propose, appuyé par le représentant de Montréal no 6 (M. P. Kennedy), que M. l'Orateur quitte le fauteuil, pour que cette Chambre se forme en comité pour prendre en considération la résolution suivante: Que cette Chambre est d'opinion que les taxes imposées sur les marchands, en cette province, devraient être immédiatement abolies et remplacées par une taxe de un millième par piastre de tous les immeubles imposables de la province dont réévaluation serait basée sur les rôles d'évaluation des cites et des municipalités, et que ces taxes devaient être perçues par les employés municipaux.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose comme amendement, appuyé par le représentant de Québec-Est (M. J. Shehyn), que tous les mots après "Que" soient retranchés et remplacés par les suivants: Cette Chambre est d'opinion que les taxes imposées par le gouvernement actuel sur les marchands, industriels et autres contribuables de cette province n'auraient pas dû être imposées avant qu'il fût constaté (par la mise à effet d'une politique de stricte économie et par le retranchement de toutes dépenses non réputées urgentes et requises pour la prospérité publique) que l'imposition des taxes nouvelles serait encore requise.

M. J. TESSIER (Portneuf): Propose comme sous-amendement, appuyé par le représentant de Bellechasse (M. A. Turgeon), que les mots suivants soient ajoutés à la fin de l'amendement: "et essentielle au rétablissement de l'équilibre dans les finances de cette province".

M. A. W. MORRIS (Montréal no 4): Dit que la raison pour laquelle il a d'abord accepté le système de taxe actuel est qu'il était jeune et nouveau en politique. Depuis, ses yeux se sont ouverts et il peut constater son injustice flagrante, plus particulièrement en ce qui concerne les petits marchands.

Il cite plusieurs cas de graves difficultés vécues par de petits marchands qui ne font qu'environ \$500 par année, et doivent quand même payer une taxe de \$100 comme le font les marchands gagnant 850.000 annuellement. Il veut que l'Opposition comprenne bien une chose: c'est

qu'il n'a pas voté avec eux. Le député de Mas-kinongé (M. H. Caron) a dit qu'il avait agi de cette façon pour ne pas sombrer avec le gouvernement. Tel n'est pas le cas. Il est prêt à admettre que le navire du gouvernement a deux ou trois planches pourries, mais il n'a pas l'intention de monter à bord de la vieille épave de l'Opposition. Il est vrai qu'il a voté contre le gouvernement, mais il l'a fait franchement, sans se cacher, et non pas comme d'autres ont fait, en se tenant à l'écart pour critiquer et ensuite retourner à la Chambre et voter avec eux.

Il démontre que la taxe sur la propriété foncière est la plus équitable et que l'impôt devrait frapper toutes les propriétés sans distinction, les collèges, les couvents, les églises de toute dénomination religieuse.

Il se plaint de l'injustice de la taxe actuelle imposée aux marchands, et ajoute qu'il croit que chaque recoin de la province devrait être taxé. Il veut que tous paient également, les juifs et les gentils, les catholiques romains et les protestants.

Les biens de l'Eglise devraient aussi être taxés, et il le dit sans étroitesse d'esprit aucune. Il croit qu'il se fait beaucoup trop de gaspillage dans le domaine de la construction d'églises. On appauvrit le pays en faisant construire des églises de 360,000 à \$80,000 pour les besoins du culte, alors que \$20,000 suffiraient amplement pour répondre à ces besoins.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

## **Reprise de la séance à huit heures et demie**

### **Union des commis-marchands de la cité de Montréal**

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill (bill no 38) modifiant et refondant la loi organique de l'Union des commis-marchands de la cité de Montréal, 43-44 Victoria, chapitre 85..

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose la troisième lecture du bill.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Admission de T. T. Nesbitt au Collège des médecins et chirurgiens**

M. F. CARBRAY (Québec-Ouest): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill (bill no 55) autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province à admettre au nombre de ses membres Thomas Thadée Nesbitt, docteur en médecine de l'Université Laval.

Adopté. Le comité étudie le bill, rapporte quelque progrès et demande la permission de s'égayer à nouveau.

### **Compagnie hydraulique et manufacturière de Drummondville**

M. J.-E. GIROUARD (Arthabaska): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill (bill no 77) constituant en corporation la Compagnie hydraulique et manufacturière de Drummondville.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-E. GIROUARD (Arthabaska): Propose la troisième lecture du bill.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Ville de Buckingham**

M. N. TETREAU (Ottawa): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 80) modifiant l'acte d'incorporation de la ville de Buckingham.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

### **Succession de feu madame J. Bryson**

M. N. TETREAU (Ottawa): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 81) autorisant John Bryson, de Fort-Coulonge, à vendre certains immeubles qu'il possède actuel-

lement, seul ou conjointement avec l'héritier mineur de sa femme sans l'autorisation d'un conseil de famille ou autres formalités judiciaires.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

#### **Institut des soeurs Servantes du Saint-Coeur de Marie**

M. J. POIRIER (Beauce): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 41) constituant en corporation l'Institut des soeurs Servantes du Saint-Coeur de Marie.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

#### **Ville de Clermont**

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 50) constituant la ville de Clermont en corporation.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

#### **Acte de vente entre Joseph-Louis, Théophile David et les héritiers de Fleury David.**

M. J.-O. Villeneuve (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 72) ratifiant un acte de vente entre Joseph-Louis et Théophile David et les héritiers de Fleury David.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

#### **Union Saint-Joseph de Lachine**

M. J.-A. DESCARRIES (Jacques-Cartier): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 52) modifiant l'acte d'incorporation de l'Union Saint-Joseph de Lachine, (41 Victoria, chapitre 35).

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

#### **Soeurs Marianites de Sainte-Croix**

M. J.-A. DESCARRIES (Jacques-Cartier): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 53) modifiant la loi constituant en corporation la Corporation des soeurs Marianites de Sainte-Croix.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

#### **Admission de J.-X. Pauzé au Barreau**

M. J.-A. DESCARRIES (Jacques-Cartier): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 75) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, Joseph-Xiste Pauzé au nombre de ses membres.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

#### **Municipalité du village de Lauzon**

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 62) pour donner des pouvoirs plus étendus à la municipalité du village de Lauzon.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

#### **Compagnie du chemin de fer de Québec et du Lac-Saint-Jean**

M. F. CARBRAY (Québec-Ouest): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 114) modifiant l'acte 46 Victoria, chapitre 88, modifiant et refondant les différents actes concernant la Compagnie du chemin de fer de Québec et du Lac-Saint-Jean.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

#### **Rapports de comités:**

M. M. F. HACKETT (Stanstead): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 37) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, Adolphe-Marie-Louis-Eugène Bécigneul à l'exercice de la profession d'avocat dans cette province, et a l'honneur d'en faire le rapport sans amendement.

Votre comité a aussi examiné le bill (bill no 68) concernant le Jardin zoologique de Montréal, et y a fait des amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Votre comité a de plus l'honneur de faire rapport qu'il a considéré le bill (bill no 56) autorisant Didier Gameau, étudiant en l'art dentaire, à exercer sa profession dans la province de Québec, en abrégant le terme de ses études et de sa cléricature, à raison de son âge et de son expérience acquise, et qu'il est d'opinion que, vu les faits établis devant votre comité, la règle 57 de cette Chambre devrait être suspendue; et votre comité en recommande la suspension, et a en conséquence l'honneur de rapporter le dit bill avec certains amendements qu'il soumet humblement à la considération de votre honorable Chambre.

Adopté.

#### **Indemnité législative**

M. L ORATEUR: Hier, le représentant du Kamouraska (M. C.-A. Desjardins) a proposé que le bill (bill no 94) modifiant la loi concernant l'indemnité législative soit maintenant lu une seconde fois.

Le représentant de Bonaventure (M. H. Mercier) a proposé comme amendement, que ce bill ne soit pas lu, maintenant, une seconde fois, mais dans six mois.

Le représentant de L'Assomption (M. J. Ma-

tion) a proposé comme sous-amendement, que tous les mots après "Que", dans l'amendement, soient retranchés et remplacés par les suivants: Que le dit bill ne soit pas lu une seconde fois maintenant, mais dans six mois, et qu'il soit résolu: que cette Chambre ne croit pas devoir changer le statut qui déterminait le montant de l'indemnité, lors de l'élection de ses membres actuels, laissant à la Chambre qui sortira des prochaines élections générales le soin d'apporter au dit statut telle modification qui sera jugée conforme au vœu populaire.

Objection a été faite par le représentant de Bonaventure (M. H. Mercier) à ce sous-amendement, comme étant hors d'ordre pour trois raisons:

1. Parce que le sous-amendement répète l'amendement et y ajoute des considérants.

2. Parce qu'il ne peut y avoir de sous-amendement à un amendement proposant le rejet de la seconde lecture à six mois.

3. Parce que dans un sous-amendement à un amendement, à propos d'une seconde lecture d'un bill, il ne peut y avoir de considérants.

Sur cette question d'ordre, je donne maintenant ma décision comme suit:

La première raison de l'objection du député de Bonaventure n'est pas fondée parce que tout l'amendement n'est pas répété dans le sous-amendement.

La seconde prétention qu'il ne peut y avoir de sous-amendement à un amendement, proposant le renvoi de la seconde lecture à six mois, ne peut être soutenue parce qu'un sous-amendement relevant à un tel amendement peut être proposé.

La troisième proposition, qu'il ne peut y avoir de considérants dans un sous-amendement à un amendement, à propos d'une seconde lecture d'un bill, n'est pas fondée.

Je déclare que le sous-amendement de l'honorable député de l'Assomption (M. J. Marion) n'est pas dans l'ordre parce que l'honorable député ne pouvait proposer qu'une motion "relevant" à l'amendement de l'honorable député de Bonaventure (M. H. Mercier), c'est-à-dire un sous-amendement modifiant l'amendement seulement quant au temps du renvoi de la seconde lecture du bill en question (May. Ed. 1883, pages 351-353)

### Taxes

La Chambre reprend le débat sur le sous-amendement proposé aujourd'hui à la question portant, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que cette Chambre se forme en comité pour prendre en considération la résolution suivante:

Que cette Chambre est d'opinion que les taxes imposées sur les marchands, en cette province, devraient être immédiatement abolies et remplacées par une taxe de un millième par piastre de tous les immeubles imposables de la province, dont l'évaluation serait basée sur les rôles d'évaluation des cités et des municipalités, et que ces taxes devraient être perçues par les employés municipaux.

Lequel amendement était: que tous les mots après "Que" soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre est d'opinion que les taxes imposées par le gouvernement actuel sur les marchands, industriels et autres contribuables de cette province n'auraient pas dû être imposées avant qu'il fût constaté (par la mise à effet d'une politique de stricte économie et par le retranchement de toutes dépenses non réputées urgentes et requises pour la prospérité publique) que l'imposition de taxes nouvelles serait encore requise".

Lequel sous-amendement se lisait comme suit: "que les mots suivants soient ajoutés à la fin de l'amendement: "et essentielle au rétablissement de l'équilibre dans les finances de cette province".

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): L'Opposition a voulu nous jouer un tour, mais elle ne réussira point. Elle voulait éviter de se prononcer sur la taxe des immeubles, en proposant des amendement et sous-amendement, mais nous irons jusqu'au bout pour voir si ces messieurs sont en faveur de taxer les compagnies. Pour des gens qui nous accusent de n'avoir point de politique sur la question des taxes, ce n'est pas très brave.

Dans l'amendement, on nous dit que nous n'avons pas fait toutes les économies possibles. Voilà des gens autorisés à parler d'économie! Combien en ont-ils fait d'économie durant les cinq longues années qu'ils ont été au pouvoir? S'ils en avaient fait le moindre, nous ne serions point obligés de prélever les impôts que nous avons prélevés.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Encore des rengaines.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Oui, on appelle cela des rengaines. Ah! je comprends bien que les libéraux n'aiment point à ce que nous rappelions leurs actes; ça les brûle. Ils veulent bien nous dire, sans le prouver, que nous n'avons pas fait d'économie; mais ils nous refusent le droit de rappeler leur passé pour le comparer avec le présent. Pourtant, c'est bien le seul moyen que le peuple ait à sa disposition pour juger quel régime lui est le plus profitable.

On dira ce qu'on voudra, toutes ces questions de taxes se résument à ceci: avions-nous un déficit? Ce déficit existait et nous devions le combler. Il n'y avait plus d'argent, il fallait donc augmenter les revenus. C'est ce que nous avons fait. On nous dit que nous aurions dû économiser pendant deux ou trois ans et ne venir qu'ensuite prélever des impôts.

Et pendant ce temps-là qu'aurions-nous fait? Avec quoi aurions-nous payé les dettes qui devenaient dues? N'était-ce pas assez que d'avoir fait subir toutes les humiliations à la province sans consommer son déshonneur en répudiant ses dettes? Nous avons créé des ressources nouvelles afin de relever le crédit de la province, et c'est ce



qu'il fallait faire dans les circonstances. Maintenant on prétend que les impôts ne sont pas justes pour certaines classes de la société. Nous avons dit que nous voulions les répartir autrement.

Le député de Saint-Laurent (M. A.W. Morris) voudrait que nous taxions les propriétés dans toute la province. C'est à la Chambre de se prononcer. Le public a droit de connaître l'opinion de la Chambre sur ce sujet. L'Opposition peut ne point trouver cela de son goût, cela peut l'embarasser: mais avant de les ramener au pouvoir, les électeurs doivent savoir ce qu'ils feraient. Si la Chambre a quelque respect pour l'opinion publique, elle doit se prononcer carrément sur la résolution du représentant de Montréal no 4 (M. A.W. Morris).

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): On s'attendait à la voir enfin, la politique du gouvernement. Déception! il n'a autre chose à nous offrir que des plaisanteries et des rengaines usées. Ce n'est pas avec des calembours qu'on dirige une Chambre... Nous avons un gouvernement qui se met à la queue, au lieu de se tenir à la tête de son parti. L'Opposition a une politique, elle; elle le prouve par ses amendements dont elle prend la pleine responsabilité, tandis que le gouvernement fait faire son ouvrage par les députés. Le gouvernement affecte de se moquer de notre proposition d'économie: il se moque par là même des hommes d'affaires du pays qui lui ont proposé ces mêmes économies, la correspondance officielle le prouve... Cette correspondance montre aussi le trésorier (l'honorable J.S. Hall) dans un singulier rôle: hors du cabinet, hors de la Chambre, il déplore les taxes, il en admet l'iniquité; on dit même qu'il a résigné, et cependant il vient ici défendre ces mêmes taxes... Triste tactique que tout cela: pas d'arguments, pas de politique, seulement le "tu quoque"!... Eh bien, si l'on veut la guerre sur ce terrain, nous sommes prêts à la reprendre; nous verrons quel est le passé de ces gens qui n'ont eu rien de mieux à prendre, pour former le gouvernement des sauveurs, que le père de la dette, le père des déficits et le père des taxes... Le gouvernement ferait mieux de s'en tenir au présent et de se faire une politique. Heureusement la motion du député de Montréal no 4 (M. A.W. Morris) va le faire sortir du bois... On avait promis de sauver la province sans taxer et on a fait tout le contraire.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Nous l'avons sauvée de vos mains, c'était la première chose à faire.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Accuse le gouvernement de se laisser conduire par son parti au lieu de le diriger. Le public attend une politique définie des ministres et ils n'en ont point à lui offrir.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Conseille au premier ministre de passer sa mauvaise humeur sur ses amis, car ce sont eux, et non les libéraux, qui cette fois l'attaquent. Que sa colère retombe

sur ses amis! Ce soir, c'est la politique de la calomnie qui reçoit sa récompense. Le peuple comprend à quel point il a été dupé. La tricherie revient à son maître! A votre tour maintenant: rendez compte de vos promesses. Le peuple a cru à ces promesses, il a des taxes! Le gouvernement n'a pas encore assez taxé; il a dit aux marchands de Montréal que le déficit était de \$600,000 et que les taxes ne rapportaient que \$400,000. Il faut donc encore \$200,000. La politique ministérielle, c'est encore et toujours des taxes.

Plus de ponts en fer, la colonisation rognée, les chemins de fer arrêtés, pas d'école normale, pas de travaux publics. Est-ce de la vraie économie cela?

Il rappelle les persécutions qu'on lui a fait subir et qui ont coûté \$44,000 à la province. Ah! que n'avez-vous dépensé autant d'énergie pour sauver la province que pour tâcher de me perdre. Vous aviez, par exemple, la résolution de la conférence interprovinciale de 1887. que n'êtes-vous allés forcer vos amis à Ottawa à réajuster les subsides provinciaux si iniquement répartis...

Il poursuit en se référant au discours du procureur général (l'honorable T.C. Casgrain) durant le débat sur le discours du trône.

M. L'ORATEUR: Rappelle à l'ordre le député de Bonaventure (M. H. Mercier). Le représentant de Bonaventure pourrait-il éviter de se référer à un débat antérieur?

M. H. MERCIER (Bonaventure): En quoi suis-je hors d'ordre?

M. L'ORATEUR: A l'ordre.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Pour ma part, lors même que le représentant de Bonaventure (M. H. Mercier) ne serait pas dans l'ordre, je désire le laisser parler quand il voudra et de toutes les choses qui lui viendront à l'esprit.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Parle de la province comme si elle était sa mère. Il fait aussi allusion à son renvoi d'office par le lieutenant-gouverneur Angers, le qualifiant de manquement à la constitution, et s'étend longuement sur ce sujet.

Il termine en disant qu'il est prêt à se soumettre à l'humiliation d'une nouvelle arrestation, si le gouvernement le juge à propos.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit que le député de Bonaventure (M. H. Mercier) n'est pas d'accord avec son chef. Le chef de l'Opposition (M. F.-G. Marchand), par son amendement, déclare qu'il n'est pas besoin de taxes. Le représentant de Bonaventure, lui, admet qu'il faut une augmentation de revenus. Le chef de l'Opposition prétend que l'Opposition n'est pas tenue de définir sa politique: le député de Bonaventure, lui, définit la sienne. Et sa politique, c'est que nous aurions dû aller à Ottawa demander une augmentation de revenus. Il admet donc qu'en tombant du pouvoir, il a laissé la province tellement pauvre

qu'elle était obligée de quêter. Il nous dit que c'était facile d'aller demander une augmentation de subsides puisque les premiers ministres des provinces avaient voté une résolution à cet effet. Cette résolution a été votée en 1887, et le gouvernement Mercier est resté au pouvoir pendant quatre années. Pourquoi ne l'a-t-il point fait valoir? Il n'a seulement pas eu le courage de la faire approuver par le Conseil législatif de sa province. Puis il avait des amis au Parlement fédéral; ceux-ci ont-ils pensé à soumettre ces résolutions au Parlement fédéral? Non. Pourquoi? Pourquoi? Dès le lendemain de cette conférence, l'organe anglais de ces messieurs, le *Globe*, déclarait que cette demande serait un vol organisé.

Le Parti conservateur a fait obtenir des "better terms" à la province de Québec en 1884. Et qu'a-t-on vu alors? Les amis du représentant de Bonaventure, les grits d'Ontario, et même certains rouges de Québec, ont voté contre cette augmentation de subsides. Voilà ce qui se répéterait si nous allions à Ottawa demander une augmentation de subsides. Mais il y a une autre considération. Le gouvernement fédéral a des surplus actuellement et avec ces surplus il paie les travaux à compte du capital sans être obligé d'emprunter. S'il nous donne une augmentation de subsides, il lui faudra faire la même chose pour les autres provinces. Qu'arrivera-t-il alors? Le gouvernement fédéral sera obligé de prélever d'autres revenus, d'imposer de nouvelles taxes, d'augmenter les droits de douane, d'accise, de sorte que les citoyens de Québec, au lieu de payer au trésorier de la Législature, enverront leur argent à Ottawa.

Et en définitive, qui paiera? N'est-ce point le peuple qui paie les revenus de la Puissance comme ceux de la province? Le "peuple" du député de Bonaventure (M. H. Mercier) se trouvera donc encore taxé.

Le représentant de Bonaventure a dit qu'il avait voulu faire de Québec le rempart pour la protection de la race française. L'idée peut être bonne, mais il aurait mieux valu ne pas faire élire un homme comme Martin dans le Manitoba. Ces appuis au patriotisme, ces déclamations dévergondées, ce sentimentalisme ont pour résultat de soulever contre nous les autres races, alors que nous devons fraterniser avec elles. Elles ont aussi pour résultat d'inculquer des idées erronées dans le cerveau des jeunes gens et les porter à tenter des exploits comme la destruction du monument Nelson, par exemple. Le député de Bonaventure nous dit que nous aurions dû bâtir une école normale. Avec quoi la bâtir, cette école? Il n'y avait plus rien dans le coffre. Nous n'avons pas bâti d'école normale, mais nous avons facilité la construction d'un des plus beaux hôtels de l'Amérique, qui a coûté \$600,000 et qui a donné aux ouvriers deux fois plus d'ouvrage que ne leur en aurait procuré la construction d'une école normale. Et cela n'a rien coûté à la province.

Le représentant de Montréal no 4 (M. A. W. Morris) présente sa résolution pour donner une forme tangible aux vœux de ses constituants, et voilà tout. Le député de Montréal no 4 a eu bien le

soin de dire qu'il n'était pas encore prêt à se joindre aux Libéraux. D'ailleurs le Parti conservateur n'est pas un troupeau d'esclaves, et le député de Montréal no 4 ne sera point rejeté du parti pour avoir présenté sa motion. Le député de Bonaventure a continué d'insulter le lieutenant-gouverneur Angers au sujet de son renvoi d'office. Il peut se donner cette satisfaction. M. Angers est au-dessus de ces attaques et il a pour lui le verdict unanime du peuple. Et puis condamner M. Angers, c'est condamner en même temps celui qui a inauguré ce système dans notre province, M. Letellier. M. Angers lui n'a pas renvoyé un cabinet contre qui il n'y avait aucun reproche; le cabinet qu'il a renvoyé avait fait le déshonneur de la province de Québec, et il aurait failli à son devoir s'il ne l'avait pas mis à la porte.

M. G. W. STEPHENS (Huntingdon): Considère que la taxe foncière telle que proposée serait équitable et facile à percevoir, mais en tant que représentant d'un comté rural, il ne peut appuyer cette motion. Il accuse les gouvernements conservateurs précédents d'être en partie responsables de cet amoncellement de dettes de la province. Par exemple, \$23,000,000 ont été déboursés en subsides accordés aux chemins de fer.

M. M. F. HACKETT (Stanstead): Veut s'assurer que le député de Huntingdon (M. G.W. Stephens) pense vraiment ce qu'il dit.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Répond que d'après des documents publics, le montant actuellement déboursable se chiffre à \$21,514,000. De plus, il déclare qu'une somme de \$1,900,000 a été déboursée pour le chemin de fer de la rive nord depuis sa vente.

M. F. CARBRAY (Québec-Ouest): Propose, appuyé par le représentant de Missisquoi (M. E.E. Spencer), que le débat soit ajourné.  
Adopté.

## **Demande de documents:**

### **Contingents**

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Propose, appuyé par le représentant de Iberville (M. F. Gosselin), qu'il soit mis devant cette Chambre un état indiquant les sommes payées par le comptable des contingents à même l'exercice 1893-1894 à venir au 20 novembre 1893, la date et la nature de ces paiements et le nom du département.  
Adopté.

### **Sommes payées à L.-J. Demers et frère, de l'Événement**

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Propose, appuyé par le représentant de Iberville (M. F. Gosselin), qu'il soit mis devant cette Chambre un état de toutes sommes d'argent payées par le gouvernement à L.-J. Demers et frère, de l'Événement.

depuis le 16 décembre 1891 à venir au 20 novembre courant 1893.

Copie de tous comptes ou toutes réclamations produits par eux pour impressions, fournitures de bureaux et reliure, et toute correspondance à ce sujet.

Adopté.

#### **Sommes payées à l'item "Divers en général"**

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Propose, appuyé par le représentant d'Iberville (M. F. Gosselin), qu'il soit mis devant cette Chambre un état des sommes payées à même l'item "Divers en général 1893 et 1894" à venir au 20 novembre 1893.

Adopté.

#### **Sommes payées au propriétaire du Quotidien**

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Propose, appuyé par le représentant d'Iberville (M. F. Gosselin), qu'il soit mis devant cette Chambre un état des sommes payées à Mercier & cie, ou J.-E. Mercier, de Lévis, propriétaire du Quotidien, depuis le 16 décembre 1891 à venir au 15 novembre 1893, copie de tous comptes produits par eux et de toutes correspondances échangées à ce sujet avec le gouvernement.

Adopté.

La séance est levée à minuit.

### **Séance du 1er décembre 1893**

#### **Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc**

La séance s'ouvre à trois heures et demie.

#### **Lecture de pétitions:**

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De l'Union secourable des journaliers de Québec.

De l'assemblée électrique 555 de la Ville-Marie 3484.

De l'Union des carrossiers de Montréal.

De l'assemblée Papineau 713.

Et de l'Union protectrice des monteurs de chaussures, demandant respectivement:

1. Une loi assurant aux salariés une forme de procédure plus économique et plus rapide pour recouvrer leurs gages.

2. Rendre illégal le système des sous-contrats.

3. Assurer à l'ouvrier première hypothèque sur le fruit de son travail.

4. Exempter de la saisie les gages des ouvriers et donner au mot "ouvrier" une définition comprenant tous les salariés.

5. Faciliter et rendre moins dispendieuse l'incorporation des unions de métiers et sociétés ouvrières, etc., etc.

6. Amender l'acte des manufactures de 1885.

7. Procurer l'éducation gratis aux habitants de cette province.

Du révérend A. Pouliot et autres, demandant une loi décrétant la formation d'un district électoral nouveau, formé uniquement des Iles-de-la-Magdeleine.

#### **Rapports de comités:**

M. J. MARION (L'Assomption): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné la pétition de Sa Grandeur monseigneur Elphège Gravel, évêque de Nicolet, demandant que les corporations municipales de la ville de Nicolet et de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Nicolet soient autorisées à souscrire un certain montant d'argent pour la reconstruction de la cathédrale catholique de Nicolet, et trouve que les avis n'ont été publiés que depuis le 25 novembre dernier; mais comme il a été prouvé que ces amendements ont été demandés par une résolution adoptée à cet effet à une assemblée des francs-tenanciers des dites municipalités, votre comité est convenu de recommander la suspension de la 51e règle à votre honorable Chambre.

Adopté.

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent de législation et des lois expirantes. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 96) amendant la loi relative au Barreau, et aussi le bill (bill no 102) concernant le libelle par les journaux, 1893, et il a l'honneur de rapporter ces bills sans amendement.

Votre comité a examiné le bill (bill no 97) modifiant l'article 887 du code de procédure civile et y a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

M. J.-A. DESCARRIES (Jacques-Cartier): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 33) assurant les effets civils au mariage contracté entre Frédéric Pratt et Marie-Albina Thibault, et a l'honneur d'en faire le rapport sans amendement.

M. M. F. HACKETT (Stanstead): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des comptes publics. Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport que, désirant avoir certaines informations touchant certains travaux faits à l'asile des aliénés de Beauport, il a entendu le témoignage de M. G.-E. Tanguay, architecte.

Votre comité soumet à la considération de la Chambre, les notes sténographiques des dépositions de ce témoin.

#### **Introduction de bills:**

M. J.-A. DESCARRIES (Jacques-Cartier): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 127) pour accorder une extension de pouvoirs aux corporations municipales de la ville de Nicolet et de Saint-Jean-Baptiste de Nicolet.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 121) amendant la loi concernant les dentistes.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 126) amendant les articles 283 et 376 du code municipal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 123) modifiant le code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

#### **Asile d'aliénés**

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable G.-A. Nantel), que cette Chambre se forme en comité général, lundi prochain, pour prendre en considération certaine résolution relative aux asiles d'aliénés. Il explique que le but

de cette mesure est d'augmenter le salaire de quelques-uns des médecins des asiles d'aliénés.

Adopté.

#### **Documents:**

##### **Réorganisation des tribunaux**

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Met devant la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre du 14 novembre 1893 pour une copie de toutes résolutions, requêtes, pétitions et lettres adressées au gouvernement ou au procureur général (l'honorable T. C. Casgrain) s'opposant au projet de loi du procureur général. (Document de la session no 39)

##### **Etat des recettes et dépenses de la province**

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Met devant la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre du 15 novembre 1893 pour la production d'un état des recettes et des dépenses de la province du 30 juin au 15 novembre 1893. (Document de la session no 8).

##### **Département de la Justice**

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Met devant la Chambre la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 15 novembre 1893 demandant une copie de toute correspondance, etc., échangée entre le gouvernement et le journal *La Presse*, de Montréal, au sujet de certaines accusations portées par ce journal, concernant l'administration du département de l'honorable procureur général de cette province (l'honorable T. C. Casgrain). (Document de la session no 41)

##### **Chambre de commerce de Montréal**

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Met devant la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre du 20 novembre 1893 pour une copie de la résolution du "Montreal Board of Trade" de la Chambre de commerce et du comité des citoyens, présentée au gouvernement ou à l'honorable trésorier (l'honorable J. S. Hall). (Document de la session no 42).

##### **Taxes**

M. J. TESSIER (Portneuf): Propose, selon l'ordre du jour, la reprise au débat ajourné sur le sous-amendement proposé hier à l'amendement fait à la motion portant, "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que cette Chambre se forme en comité pour prendre en considération la résolution suivante: "Que cette Chambre est d'opinion que les taxes imposées sur les marchands, en cette province, devraient être immédiatement abolies et remplacées par une taxe de un millième par piastre de tous les immeubles imposables de la

province, dont réévaluation serait basée sur les rôles d'évaluation des cités et des municipalités, et que ces taxes devraient être perçues par les employés municipaux".

Lequel amendement est: Que tous les mots après "Que" soient retranchés et remplacés par les suivants:

Cette Chambre est d'opinion que les taxes imposées par le gouvernement actuel sur les marchands, industriels et autres contribuables de cette province n'auraient pas dû être imposées avant qu'il fût constaté (par la mise à effet d'une politique de stricte économie et par le retranchement de toutes dépenses non réputées urgentes et requises pour la prospérité publique) que l'imposition de taxes nouvelles serait encore requise".

Et lequel sous-amendement comporte que les mots suivants soient ajoutés à la fin de l'amendement: "et essentielle au rétablissement de l'équilibre dans les finances de cette province".

Adopté.

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Résumé le débat d'hier et dit que la taxe sur la propriété est la plus juste. Celle qui fonctionne actuellement et qui est imposée aux marchands n'est pas juste. Il en fait voir l'injustice pour les petits commerçants de Montréal qui paient plus cher qu'ailleurs. Il veut que les cultivateurs, dont plusieurs ont des terres d'une valeur de \$30,000 à \$40,000, soient taxés comme les autres, et le moyen de les atteindre est d'imposer une taxe sur la propriété. Cette taxe est bien peu de chose pour la campagne et exemptera l'imposition d'autres taxes qui tombent seulement sur certaines classes de la société.

Je désire que cette Chambre ne croit pas que Montréal ne veut pas de taxes. Tout Montréal reconnaît que les taxes sont indispensables et elle veut bien y contribuer largement pour sa part. L'opinion générale dans cette ville est que la taxe sur la propriété foncière serait la plus équitable. Les marchands, les industriels des grandes villes se plaignent du système actuel et les petits commerçants se demandent à quel titre ils paient une plus forte taxe que les gros marchands des villages.

En général, à ma connaissance personnelle, les cultivateurs ne sont pas opposés à contribuer pour leur part à combler le déficit dont nous souffrons. Les cultivateurs reconnaissent que le gouvernement fait de grandes économies et ils ne refuseront pas de payer une, deux ou trois piastres par année pour l'aider à sauver la province.

M. J. P. COOKE (Drummond): Reconnait la nécessité des taxes dans les circonstances. Il trouve curieux que le promoteur de cette résolution qui, il y a deux ans, était en faveur des taxes commerciales, vienne aujourd'hui proposer un nouveau système et condamne l'ancien comme injuste et inéquitable.

Il trouve qu'il serait injuste de taxer la propriété rurale et considère que les taxes sur les maisons commerciales sont les plus justes et les plus équitables. Il comprend cependant que ces taxes

peuvent être changées dans une certaine mesure, mais le principe de ces taxes doit rester ce qu'il est. Il est prêt à en prendre la responsabilité.

D'après lui, l'amendement du député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand) concernant la position financière de la province est incompréhensible, et ne mérite pas qu'on s'y arrête.

Toutefois, il préfère le système de taxation actuel à celui proposé par le député de Montréal no 4 (M. A. W. Morris). Les raisons invoquées par le représentant de Montréal no 4 selon lesquelles il était jeune et inexpérimenté quand il a approuvé les taxes, sont de bien mauvaises excuses. D'autres députés qui n'étaient ni jeunes, ni débutants, ont approuvé le projet de taxation du gouvernement. Plus tard, le député de Montréal no 4 en viendra probablement à penser qu'il était plus inexpérimenté lorsqu'il a proposé une taxe foncière que lorsqu'il s'est prononcé en faveur de taxes qu'il condamne aujourd'hui.

Il s'oppose à la taxe sur l'immeuble et estime que les manufacturiers et les commerçants, étant les membres les plus riches de la communauté, devraient être prêts à supporter la plus grande part de taxes, particulièrement du fait qu'ils sont si bien protégés ici.

Les auteurs qui recommandent la taxation de l'immeuble comme étant plus juste que celle sur les commerçants, etc., sont pour la plupart des Anglais.

Les conditions en Angleterre sont très différentes de celles de la province de Québec. En effet, en Angleterre, quelques riches possèdent presque tous les biens immobiliers du pays. Ici, ceux qui en possèdent ne sont pas très riches et n'en possèdent qu'une petite quantité. En Angleterre, on trouve très juste que les riches propriétaires fonciers supportent les plus lourdes charges. Selon lui, la taxe sur l'immeuble devrait être diminuée au lieu d'être augmentée. Il poursuit en prenant la défense du trésorier (l'honorable J. S. Hall) et du gouvernement, contre ceux qui les accusent d'être responsables de l'imposition des taxes, et déclare que le trésorier n'a pas à être blâmé plus que tout autre membre du parti ministériel en ce qui concerne les nouvelles taxes. Il pense que chaque membre du gouvernement est prêt à assumer sa part de responsabilité. Il démontre la différence entre les conditions régissant la position des commerçants de Québec et ceux de Montréal, et souligne la raison pour laquelle leurs charges devraient être différentes.

M. P. KENNEDY (Montréal no 6): Condamne les taxes sur les corporations commerciales et parle en faveur des taxes sur la propriété. Cependant il ajoute qu'il croit en une taxe sur les corporations commerciales, mais conçue pour être plus équitable que les taxes actuelles.

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): Appuie aussi la résolution du représentant de Montréal no 4 (M. A. W. Morris) parce qu'elle propose un système plus juste que le système actuel. Il faut des taxes absolument à cause des extravagances du

régime précédent; mais tâchons qu'elles ne soient pas trop lourdes. Il dit que le cultivateur profite comme les citoyens des grandes améliorations publiques, construction de chemins de fer etc, il doit donc payer sa quote-part comme le citoyen.

**L'HONORABLE J. S. HALL** (Montréal no.5): Répond aux membres de l'Opposition qui ont critiqué la politique budgétaire du gouvernement l'autre soir. Il dit que, de toutes les délégations qui sont venues se plaindre des taxes au gouvernement, aucune n'a soutenu que les taxes étaient superflues. L'Opposition se tourmente beaucoup à propos de notre économie maintenant; mais qu'ont-ils fait lorsqu'ils étaient au pouvoir? Ils ont négocié deux prêts permanents de plus de \$7,000,000, et trois prêts temporaires de plus de \$3,000,000, et utilisèrent les dépôts donnés en garantie aux chemins de fer, jusqu'à concurrence de deux millions et demi pour un total de \$12,800,000. De cette somme, ils ont soustrait \$300,000 pour des prêts permanents, \$3,500,000 pour des prêts temporaires, et environ \$650,430 pour les dépôts du chemin de fer, ce qui fait un total de \$4,500,000. Ceci fait un déficit de \$8,300,000, duquel on a dû retirer \$3,500,000 pour les subsides accordés aux chemins de fer, ce qui laisse environ \$5,000,000 de dettes additionnelles endossées par la province sous le régime Mercier. L'intérêt sur cette somme constitue une charge fixe que des mesures d'économie ne peuvent réduire.

Le député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand) a voulu blâmer le gouvernement pour ne pas savoir été suffisamment économe, mais lui, qu'at-il fait en ce sens? L'on pourrait dire qu'il ne fut pas responsable des extravagances du régime. Mercier, mais il était président de la commission sur l'économie interne qui contrôlait les dépenses de la législation et, de plus, il devait signer les autorisations. Ainsi donc, il était responsable de toutes les dépenses sous sa juridiction; nous allons maintenant voir comment il s'est acquitté de cette tâche.

En 1885-86, le coût de la législation était de \$181,000; l'année suivante, il était de \$270,000; en 1889-90, de \$312,000; en 1890-91, de \$281,000, et en 1892-93, il était de \$199,000 seulement. Ceux qui étaient dépensiers hier, le seront probablement encore demain. Il poursuit en accusant l'ex-gouvernement Mercier d'avoir augmenté la dépense annuelle de \$1,200,000. Il démontre à quel point est ridicule la déclaration du député de Huntingdon (M. G. W. Stephens), selon laquelle \$23,000,000 de la dette ont été consacrés à des subsides accordés aux chemins de fer. En fait, seulement \$10,000,000 peuvent être attribués en subsides aux chemins de fer, soit \$13,000,000 de moins que la somme mentionnée par le député de Huntingdon dans sa déclaration.

Bien qu'il pense que la taxe foncière pourrait bien être plus équitable, il ne peut pas, malgré tout, étant le représentant d'une des divisions électorales de Montréal, oublier qu'il est aussi trésorier de la province et, qu'en tant que tel, il est obligé de prendre en considération les meilleurs

intérêts de toute la province. Sa préoccupation est de sauver le crédit de la province et de lui redonner son statut de première province du Dominion. Il connaît le sentiment des citoyens de Montréal mieux que quiconque. Les taxes furent imposées en juin 1892, et ce fut après son départ pour l'Europe que le premier signe d'agitation apparut. A son retour, il participa à une conférence avec les hommes d'affaires de Montréal, dont les 7/8 ont payé depuis. Ils lui ont demandé de rajuster les taxes et il étudie la question. Son devoir en tant que trésorier de la province consiste à redresser les finances, à rétablir le crédit et, en quelque sorte, l'honneur de la province, et il ne veut pas s'y soustraire.

**M. V. GLADU** (Yamaska): Dissèque le discours du trésorier (l'honorable J. S. Hall), tissu de mensonges que le gouvernement a fait distribuer secrètement à ses amis les plus sûrs, aux frais de la province. Il établit par des comparaisons que, tout en ne faisant rien, le présent gouvernement dépense encore plus que ses prédécesseurs sur plus d'un chapitre du budget. Il dénonce la tactique du gouvernement qui consiste à dire: c'est la faute à Mercier. Ces messieurs ne sont fiers de leurs vertus que par les péchés des autres! Il raille les ministres à propos de leurs prétendues économies: vente des limites à bois, achat de l'asile de Beauport, mission de M. Victor Monfette, etc. Il accuse le gouvernement de ne pas avoir pratiqué toute l'économie qu'il avait en son pouvoir de faire, et dit qu'il aurait pu éviter ces taxes iniques s'il l'eût voulu. Il justifie la conduite de l'administration Mercier et condamne le gouvernement de Boucherville et le gouvernement actuel qu'il accuse de mauvaise administration et sur qui retombe tout le mal.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

### **Reprise de la séance à huit heures et demie**

#### **Admission de E. Bécigneul au Barreau**

**M. M. F. HACKETT** (Stanstead): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 37) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, Adolphe-Marie-Louis-Eugène Bécigneul à l'exercice de la profession d'avocat dans cette province.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. M. F. HACKETT** (Stanstead): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Compagnie du chemin de fer urbain de Montréal**

**L'HONORABLE J. S. HALL** (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se

forme en comité général pour étudier le bill (bill no 83) modifiant les actes relatifs à la Compagnie du chemin de fer urbain de Montréal.

Adopté.

#### En comité:

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose que la clause 2 du bill soit retranchée. Cette clause donne à la Compagnie des chars urbains le droit d'acheter les privilèges des autres compagnies qui ont déjà une charte pour l'exploitation d'un service de chars à l'électricité ou à la vapeur dans l'île de Montréal.

Il ajoute que la Compagnie des chars urbains ne remplit pas ses obligations avec la ville de Montréal, qu'elle donne un mauvais service et qu'il serait souverainement regrettable de lui donner le pouvoir d'acheter le privilège de continuer un aussi mauvais service en dehors des limites de la ville.

Adopté sur division. La clause 2 du bill est retranchée.

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose que soient retranchées la clause 3 relative au pouvoir d'expropriation de la Compagnie du chemin de fer urbain de Montréal, ainsi que la clause 4.

Adopté. Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il l'a modifié.

#### Jardin zoologique de Montréal

M. F. MARTINEAU (Montréal no 1): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montréal no 2 (M. O.-M. Augé), que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 68) concernant le Jardin zoologique de Montréal.

Adopté sur division.

#### En comité:

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Explique le bill comme suit: Il existe à Montréal un établissement connu sous le nom de parc Sohmer auquel est attaché le Jardin zoologique. J'ai appris qu'il ne s'était jamais commis de désordres à cette place d'amusement qui est ouverte le dimanche. Je ne crois pas que la Législature doive se charger de cette affaire. Nous devons laisser ce soin à la corporation de Montréal qui, elle, sera toujours prête à agir si un jour des scènes de désordres se commettaient à cet endroit. Pratiquement, le bill placerait le parc hors de la juridiction de la cité de Montréal.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Dit que les directeurs du parc Sohmer, ayant fait des déboursés considérables, comptent sur les mêmes privilèges dont ils ont toujours joui, c'est-à-dire le droit d'ouvrir leur établissement le dimanche. S'il s'y commet des désordres, la police aura toujours droit de les réprimer. Il insiste pour l'adoption du bill.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Dit qu'il ne s'oppose pas à quoi que ce soit qui se déroule dans ce parc maintenant, pas plus qu'il ne s'oppose à son ouverture le dimanche. Cependant, il n'est pas d'accord pour que ces gens viennent ici et demandent de se soustraire à la loi municipale de Montréal.

M. F. MARTINEAU (Montréal no 1): Dit que la classe ouvrière n'a pas d'autre distraction que d'aller passer quelques heures, le dimanche, au parc Sohmer. Pourquoi le lui enlever?

M. H. MERCIER (Bonaventure): Dit qu'aucun membre du conseil de la cité de Montréal n'est venu formuler des objections devant le comité.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Dit qu'il a été prié par les autorités religieuses de Montréal de combattre ce bill. Le but de cette mesure est de soustraire les directeurs du parc Sohmer à l'autorité de la corporation de Montréal. Pourquoi donc vouloir s'y soustraire? Le conseil de Montréal est aussi intelligent que la Législature et il est en état de juger de l'opportunité de laisser le parc ouvert le dimanche.

La Législature ne doit pas administrer, pour les municipalités, la loi municipale. Ce lieu d'amusement ne doit pas être soustrait à la réglementation municipale de la cité de Montréal.

M. M.F. HACKETT (Stanstead): Dénonce cette mesure comme créant un mauvais précédent et constituant une attaque directe contre les principes du gouvernement local contenus dans notre code municipal et nos chartes de ville.

M. P. KENNEDY (Montréal no 6): Considère que les promoteurs de ce bill, en ignorant le conseil municipal de Montréal, en ont insulté les membres. On ne devrait pas leur accorder de législation spéciale alors qu'on le refuse à d'autres. Il dit aussi que de la bière à 4 pour cent signifie, en général, de la bière à 10 pour cent.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Interrompt le représentant de Montréal no 6 (M. P. Kennedy) et dit que la clause du 4 pour cent a été abrogée.

M. P. KENNEDY (Montréal no 6): Prend de nouveau la parole.

Le comité fait rapport qu'il y a eu progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

#### Taxes

La Chambre reprend le débat sur le sous-amendement proposé hier à l'amendement fait à la motion portant, "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que cette Chambre se forme en comité pour prendre en considération la résolution suivante: Que cette Chambre est d'opinion que les taxes imposées sur les marchands, en cette province, devraient être immédiatement abolies et remplacées par une taxe de un millième par

piastre de tous les immeubles imposables de la province, dont l'évaluation serait basée sur les rôles dévaluation des cités et des municipalités, et que ces taxes devraient être perçues par les employés municipaux".

Lequel amendement est: Que tous les mots après "Que" soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre est d'opinion que les taxes imposées par le gouvernement actuel sur les marchands, industriels et autres contribuables de cette province n'auraient pas dû être imposées avant qu'il fût constaté (par la mise à effet d'une politique de stricte économie et par le retranchement de toutes dépenses non réputées urgentes et requises pour la prospérité publique) que l'imposition des taxes nouvelles serait encore requise".

Et lequel sous-amendement comporte: "que les mots suivants soient ajoutés à la fin de l'amendement: "et essentielle au rétablissement de l'équilibre dans les finances de cette province".

M. V. GLADU (Yamaska): Attaque le gouvernement pour avoir imposé des taxes non nécessaires. Il accuse les conservateurs d'avoir amassé une dette de \$22,000,000 depuis la Confédération, et d'avoir fait passer les dépenses annuelles de \$1,100,000 à \$3,000,000 en 1886. Il dénonce la transaction de l'asile de Beauport, disant que l'édifice a été fort coûteux parce qu'on l'a acheté d'amis.

M. A.-F. SAVARIA (Shefford): Dit que le député de Yamaska (M. V. Gladu) ne peut être considéré comme sérieux. Il dit que nous n'avons point fait d'économies et il prétend le prouver. Comment? En comparant nos dépenses actuelles avec celles de 1887, c'est-à-dire en comparant deux administrations conservatrices. Et d'abord si le montant des dépenses de 1886 était si raisonnable, pourquoi l'avez-vous augmenté? Mais ce n'est pas le moyen de juger si l'administration conservatrice vaut mieux que la précédente. Pour juger de cela il faut comparer l'administration conservatrice avec l'administration libérale. Mais vous ne le faites point, et vous ne le ferez point parce que vous savez bien que vous ne pourriez arriver à autre chose qu'à votre propre condamnation. Vous nous dites que nous avons augmenté les dépenses depuis 1867. Beau dommage! Nous avons marché durant ce temps-là, et nous les avons augmentées de deux millions pendant vingt ans, c'est-à-dire à venir jusqu'en 1887. Mais vous, en quatre ans seulement, vous les avez augmentées d'une égale somme, deux millions. Y a-t-il proportion? Et si vous nous blâmez de les avoir augmentées de deux millions en vingt ans, n'êtes-vous pas mille fois plus à blâmer pour les avoir augmentées de deux millions aussi et cela en quatre ans seulement. Vous pensez que le peuple va croire à votre sincérité! Détrompez-vous. Le peuple sait à quoi s'en tenir sur votre compte. Vous nous dites que la dette était de 22 millions en 1887 et que l'actif était de 11 millions, c'est-à-dire que vous nous reprochez d'avoir créé une dette de 11 millions en vingt

ans. Et vous, vous l'avez augmentée de 13 millions en 4 ans seulement. Croyez-vous que le peuple va vous trouver plus économes que nous? Non. Toutes ces prétentions ridicules ne serviront qu'à vous faire connaître davantage. Et vous connaître, c'est vous condamner. On nous accuse de vouloir pressurer le peuple. Oh! cela non plus ne prendra pas. Le peuple sait qui l'a pressuré et qui s'est amusé à ses dépens. Le souvenir de la fameuse commission nommée pour apprendre à cultiver la betterave, restera comme un monument de votre extravagance. Cette commission a coûté au peuple vingt mille piastres et au lieu d'apprendre à cultiver la betterave, on s'est amusé à cultiver les carottes. Et on les a cultivées sur une si grande échelle, qu'on a vidé le coffre.

Il est remonté à la vente du chemin de fer du Nord qu'il considère comme une magnifique opération. Il parle aussi de pendants et de nationaux attaquant ces derniers. Il parle également de la nécessité des taxes.

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Faites donc attention, vous dévisagez votre chef, le représentant de Dorchester (l'honorable L.-P. Pelletier), car s'il en est un qui ait exploité le préjugé national, n'est-ce pas lui?

Il parle des divisions occasionnées par le mouvement patriotique au sujet de la mort de Riel et dit que le Parti libéral regrette ce mouvement. Il attaque ensuite les promesses des conservateurs. Nos adversaires ont dit aux électeurs: "Si Mercier reste, les emprunts continueront et la terrible taxe directe suivra de près". Aujourd'hui la taxe directe est arrivée avant les emprunts! Pour sortir de l'impasse, le gouvernement veut aujourd'hui préparer la prochaine lutte sur le dos de ses adversaires. Il veut justifier ses crimes par les fautes de ses adversaires. Il se cache derrière la députation, en la suppliant de le sauver des griffes de Montréal. Après deux ans de pouvoir, il est temps que le gouvernement ait une politique à lui, et qu'il se défende autrement que par des récriminations et des accusations... L'Opposition n'est pas assez sotte pour mettre aux mains inhabiles du gouvernement des armes dont il ne saurait se servir. Quand elle sera appelée constitutionnellement à tracer la politique du pays, elle parlera, pas avant. Le représentant de Dorchester (l'honorable L.-P. Pelletier) a dit que le gouvernement ne taxe pas par plaisir; non, c'est par habitude, histoire de se refaire la main! Il parle du secrétaire de la province (l'honorable L.-P. Pelletier) qui s'attribue la construction du Château Frontenac pour donner du pain aux ouvriers. C'est lui qui a sauvé l'université Laval en y logeant l'Ecole normale. Il n'a pas bâti l'asile de Beauport, mais il l'a laissé faire! Quel homme généreux, qui s'approprie les vertus des autres et leur donne ses vices!

M. M. F. HACKETT (Stanstead): Propose, appuyé par le représentant de Lévis (M. I. A. Baker), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté.



## Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé le bill (bill C) intitulé: "Loi amendant la charte de la Compagnie de pouvoir électrique de Montmorency", pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

### Introduction de bills:

M. F. CARBRAY (Québec-Ouest): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Maurice (M. L.-T.-N. Le Noblet Duplessis), que le bill (bill C) du Conseil législatif intitulé: "Loi amendant la charte de la Compagnie de pouvoir électrique de Montmorency", soit maintenant lu pour la première fois.

Adopté. Le bill est lu pour la première fois.

### Acte d'incorporation de la ville de Chicoutimi

M. H. PETIT (Chicoutimi et Saguenay): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 71) modifiant et refondant l'acte d'incorporation de la ville de Chicoutimi.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

### Compagnie d'assurance des marchands contre le feu

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 45) constituant en corporation la Compagnie d'assurance des marchands contre le feu.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

### Charte de la cité de Montréal

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 79) modifiant la charte de la cité de Montréal, 1889, et ses amendements.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

### Interpellations:

#### Employé du gouvernement

M. F. GOSSELIN (Iberville): M. Mondou, étudiant, est-il à l'emploi du gouvernement? Si tel est le cas, depuis quand? L'a-t-il été depuis le premier janvier 1892? Quel est et quel a été son emploi? Quel est et quel a été son salaire?

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): M. Mondou a été employé comme clerc sessionnel, pendant la présente session, à \$2.00 par jour. Il est employé pendant la présente session avec le même traitement. Il agit comme copiste et greffier du comité d'agriculture.

La séance est levée à onze heures et demie.

## Séance du 2 décembre 1893

### Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à trois heures et demie.

### Introduction de bills:

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 7) relatif aux édifices publics.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 122) modifiant l'article 5668 des statuts refondus de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. C.-A. DESJARDINS (Kamouraska): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 125) modifiant le code de procédure civile concernant la cession de biens.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J. P. COOKE (Drummond): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 109) modifiant de nouveau la loi de pharmacie de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE T. C. CASGRAIN (Montmorency): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 3) relatif à la procédure civile.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 129) modifiant l'article 776 du code municipal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois et renvoyé au comité spécial nommé pour examiner les amendements proposés au code municipal.

### Registrateurs et bureaux des registrateurs

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que, lundi prochain, la Chambre se forme en comité pour prendre en considération certaines résolutions présentées par l'honorable procureur général (l'honorable T. C. Casgrain) au sujet des registrateurs et de la réorganisation des bureaux du registrateur.

Adopté.

### Rapports de comités:

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des divers bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 65) modifiant de nouveau l'acte d'incorporation de la ville de Lévis, tel que refondu par l'acte 36 Victoria, chapitre 60, et les actes qui l'amendent, et y a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

### **Admission de T. T. Nesbitt au Collège des médecins et chirurgiens**

M. F. CARBRAY (Québec-Ouest): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité pour étudier le bill (bill no 55) autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province à admettre au nombre de ses membres Thomas Thadée Nesbitt, docteur en médecine de l'Université Laval.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il a adopté un amendement exigeant que M. Nesbitt subisse d'abord les examens prescrits par le Collège des médecins et chirurgiens.

M. F. CARBRAY (Québec-Ouest): Propose la troisième lecture du bill.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Mariage Pratt-Thibault**

M. B. BEAUCHAMP (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill (bill no 33) assurant les effets civils au mariage contracté entre Frédéric Pratt et Marie-Albina Thibault.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. B. BEAUCHAMP (Deux-Montagnes): Propose la troisième lecture du bill.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Ville de la Côte-Saint-Paul**

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 66) constituant en corporation la ville de la Côte-Saint-Paul.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

### **Congrégation Saint-Michel de Sorel**

M. L. LACOUTURE (Richelieu): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 89) refondant la charte de la Congrégation Saint-Michel de Sorel.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

### **Didier Garneau étudiant en art dentaire**

M. J. MARION (L'Assomption): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill (bill no 56) autorisant Didier Garneau, étudiant en l'art dentaire, à exercer sa profession dans la province de Québec, en abrégant le terme de ses études et de sa cléricature, à raison de son âge et de son expérience acquise.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J. MARION (L'Assomption): Propose la troisième lecture du bill.

Adopté. Il est résolu que le titre soit: "Loi autorisant Didier Garneau, étudiant en l'art dentaire, à exercer sa profession dans la province de Québec, en abrégant le terme de ses études et de sa cléricature, à raison de son âge et de son expérience acquise".

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Etablissements industriels**

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill (bill no 23) relatif aux établissements industriels.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger à nouveau.

Il est ordonné que le comité ait la permission de siéger de nouveau lundi prochain.

La séance est levée à cinq heures.

## Séance du 4 décembre 1893

### Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à quatre heures.

#### Introduction de bills:

M. E.-H. BISSON (Beauharnois): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 128) amendant le code civil relativement à l'enregistrement des douaires.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

#### Incorporation de la ville de Lévis

M. A. TURGEON (Bellechasse): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill (bill no 65) modifiant de nouveau l'acte d'incorporation de la ville de Lévis, tel que refondu par l'acte 36 Victoria, chapitre 60 et les actes qui l'amendent.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. A. TURGEON (Bellechasse): Propose la troisième lecture du bill.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Compagnie de pouvoir électrique de Montmorency

M. F. CARBRAY (Québec-Ouest): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill C) du Conseil législatif intitulé: "Loi amendant la charte de la Compagnie de pouvoir électrique de Montmorency".

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

#### Interpellations:

##### Taxe commerciale

M. L.-F. PINAULT (Matane): Est-ce l'intention du gouvernement de mettre devant cette Chambre une liste des noms des commerçants exemptés, par le trésorier de la province, du paiement de la taxe commerciale, tel que le requiert le Statut 56 Victoria, chapitre 15, section 2?

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5): Un grand nombre de demandes d'exemption ont été envoyées au département du Trésor, et un plus grand nombre arrivent continuellement; quand elles seront toutes présentées, une détermination sera prise et la liste soumise. La liste sera produite dès maintenant, sur demande à cet effet.

##### Pont sur la rivière Ashouapmouchouan

M. F. GOSSELIN (Iberville): Le gouvernement ou quelques-uns des ministres ont-ils promis de

faire construire un pont sur la rivière Ashouapmouchouan, dans le comté du Lac-Saint-Jean? Si tel est le cas, a-t-il été donné ordre de commencer telle construction? Si non, pourquoi?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Le gouvernement a été saisi de la question d'un pont à construire sur la rivière Ashouapmouchouan. Il est en pourparlers à ce sujet avec le député du comté et espère pouvoir se rendre au désir de la population intéressée.

##### Employé au gouvernement

M. A. TURGEON (Bellechasse): M. S.-F. St-Cyr, commerçant de la ville de Berthier, a-t-il été à l'emploi du gouvernement depuis le 16 décembre 1891? Si tel est le cas, quel est son emploi? Combien a-t-il reçu du gouvernement depuis le mois de décembre 1891?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Le 23 janvier dernier, le gouvernement a répondu à une interpellation analogue, faite par l'honorable député de Rouville (M. A. Girard). M. S.-F. St-Cyr n'a pas été à l'emploi du gouvernement depuis cette date.

##### Travaux dans la région du Lac-Saint-Jean

M. F. GOSSELIN (Iberville): Les travaux commencés par le gouvernement provincial sous la surveillance de M. Bureau, employé du gouvernement dans la région du Lac-Saint-Jean, sont-ils terminés? Si non, le gouvernement se propose-t-il de les faire terminer bientôt?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Certains travaux sont terminés, d'autres sont en voie d'exécution et seront terminés aussitôt que possible.

##### Employé du gouvernement

M. F. GOSSELIN (Iberville): M. Bureau est-il encore à l'emploi du gouvernement? Si tel est le cas, est-il employé à la surveillance des travaux de colonisation dans le comté du Lac-Saint-Jean? Si non, quel est son emploi?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Oui, M. Bureau est employé à la surveillance des travaux de colonisation dans le comté du Lac-Saint-Jean et ailleurs.

##### Travaux du département de l'Agriculture et de la Colonisation

M. F. GOSSELIN (Iberville): M. Joseph Bureau a-t-il été employé par le gouvernement pour surveiller les travaux ordonnés par le département de l'Agriculture et de la Colonisation? Est-il encore à l'emploi du gouvernement? Si non, pourquoi?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): M. Bureau a été et est à l'emploi du gouvernement.

### **Pont Yule sur la rivière Richelieu**

M. A. GIRARD (Rouville): Le gouvernement contribue-t-il à la construction du pont Yule, sur la rivière Richelieu, entre Chambly et Richelieu? A-t-il prêté quelqu'argent aux propriétaires à cet effet? Si tel est le cas, quelle somme et à quelles conditions?

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Répond non à ces questions.

### **Division de l'agence des terres de la couronne**

M. L.-F. PINAULT (Matane): Le gouvernement a-t-il payé quelque somme quelconque à Bruno Duval, de Québec, en rapport avec la division de l'agence des terres de la couronne, de la branche ouest du Lac-Saint-Jean? Si tel est le cas, quelle somme et pourquoi?

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): La somme de deux cent soixante et dix piastres a été payée à Monsieur Bruno Duval pour compilation et confection des livres de l'agence du Lac-Saint-Jean, partie ouest.

### **Demande de documents:**

#### **Saisie à bord de la goélette Stadacona**

M. H. MERCIER (Bonaventure): Propose, appuyé par le représentant de Portneuf (M. J. Tessier), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de tous documents se rapportant à une certaine saisie de fourrures appartenant à la Compagnie de la baie d'Hudson, opérée dans le cours du mois de juillet dernier, à Québec, à bord de la goélette Stadacona, capitaine Narcisse Blais, par le garde-chasse F.-X. Joannette.

Il dit qu'il désire être renseigné sur les circonstances de cette poursuite et surtout sur la nature du document que M. Chasse, surintendant de chasse et de pêche, est allé remettre à M. le magistrat de police durant l'enquête.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Dit qu'il n'a aucune objection à raconter les faits tels qu'ils sont arrivés. Après la saisie des fourrures par le garde-chasse Joannette, M. Mackenzie, agent de la Compagnie de la baie d'Hudson, est venu me trouver et m'a dit que la saisie n'aurait pas dû être faite parce qu'il existait entre la compagnie et mon prédécesseur, l'honorable M. Duhamel, une entente au terme de laquelle la compagnie payait \$50.00 par année au gouvernement pour avoir le droit de passer toutes les fourrures qu'elle voulait sans être inquiétée. Je lui en exprimai mon étonnement, parce que c'était contraire à la loi. Cependant, je fis des recherches et je constatai, par les dossiers au département, que cette entente existait. Le lendemain ou le surlendemain, M. Hunt, un autre représentant de la compagnie, et M. Joannette revinrent à mon

bureau et en voyant une certaine bonne foi de la part de la compagnie, je suggérai un compromis tout en déclarant que je n'interviendrais nullement dans l'exécution de la justice. Les boîtes contenant les fourrures furent examinées et on trouva une certaine partie prise hors de saison. M. Joannette devait recevoir ces peaux confisquées évaluées \$75 et \$100 et n'exiger que le minimum de l'amende. Puis j'appris que M. Joannette, sur les instances de je ne sais qui, avait retiré son consentement! C'est alors que je donnai ordre au surintendant de la pêche et de la chasse d'aller porter au magistrat de police, M. Chauveau, le document contenant la relation de l'entente qui avait eu lieu.

Adopté.

### **Agence des terres de la couronne district de Montmagny**

M. N. BERNATCHEZ (Montmagny): Propose, appuyé par le représentant de Huntingdon (M. G.W. Stephens), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de l'ordre en conseil et de toutes correspondances relatives au transfert du bureau de l'agence des terres de la couronne du district de Montmagny à L'Islet.

Il se plaint que Montmagny est laissé sans agence des terres parce que l'agent en chef, M. Casgrain, a été transféré à L'Islet.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Répond que l'ordre en conseil passé à ce sujet oblige l'agent à tenir un sous-agent à Montmagny avec papiers et documents nécessaires aux consultations des personnes de ce district intéressées à consulter les documents de l'agence. Quant à l'agent, permission lui est donnée de demeurer à L'Islet pour cause de mauvaise santé.

Adopté.

### **Débiteurs de la couronne**

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (M. A. Turgeon), qu'il soit mis devant cette Chambre un état indiquant toutes les remises partielles ou totales faites aux débiteurs de la couronne depuis le 1er juillet 1892 jusqu'au 15 novembre 1893, autres que celles faites en vertu des lois concernant le revenu de cette province.

Adopté.

### **Visites et explorations**

M. A. TESSIER (Rimouski): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. S.-N. Parent), qu'il soit mis devant cette Chambre un état indiquant de quelle manière a été dépensé le montant de \$3,305.00 pour visites et explorations, mentionné au document no 27 de la présente session.

Dans quels comtés ont été faites ces visites et explorations?

A quelles personnes et pour quel objet ce montant ou partie de ce montant a été payé?

Adopté.

### **Asile de Beauport**

M. G. W. STEPHENS (Huntingdon): Propose, appuyé par le représentant de Montmagny (M. N. Bernatchez), qu'il soit mis devant cette Chambre un état donnant le montant payé aux ex-propriétaires de l'asile de Beauport en vertu de la clause suivante du contrat passé entre les dits propriétaires et les sœurs de la Charité, page quatre des résolutions présentées à la Chambre:

"Vu que le contrat des propriétaires de l'asile de Beauport n'expire que le premier mai prochain, il est entendu et convenu que les parties de seconde part entreront en possession de tout ce que ci-dessus vendu, le huit avril courant, à midi, et que, pour le temps devant s'écouler entre la dite date du huit avril et le premier mai prochain, les parties de seconde part seront payées par le gouvernement pour les malades sur le pied de cent piastres par tête, par malade, par année; et attendu que les parties de première part renoncent au bénéfice du contrat qu'elles ont avec le gouvernement pour cette période, elles recevront, à titre d'indemnité, de la partie de troisième part, la différence pour cette dite période entre cent piastres et cent-deux piastres par année, prix du contrat actuel."

Adopté.

### **Garde-forestier**

M. N. BERNATCHEZ (Montmagny): Propose, appuyé par le représentant de Huntingdon (M. G. W. Stephens), qu'il soit mis devant cette Chambre: 1. un état détaillé de toutes sommes d'argent payées à Amédée Beaubien, en rapport avec sa charge de garde-forestier, pour le district de Montmagny, depuis la date de sa nomination jusqu'à ce jour. 2. Copies des rapports faits par lui au département des Terres de la couronne relativement à sa charge de garde-forestier.

Il dit qu'il fait cette motion parce qu'il a appris que M. Beaubien n'allait pas dans le bois, mais qu'il payait un autre homme à sa place pour lui donner tous les renseignements nécessaires. Il se plaint que le transport de l'agence des terres de la couronne a été fait au détriment de Montmagny.

L'HONORABLE E. J. FLYNN (Gaspé): Dit que ce fait n'a pas été porté à sa connaissance. Il tient à ce que tout employé du département remplisse son devoir et il y verra.

Adopté.

### **Commission agricole de 1887 et assistant-commissaire de l'Agriculture et de la Colonisation.**

M. M. McDONALD (Bagot): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Ouest (M. F. Carbray) qu'il soit mis devant cette Chambre un état des

dépenses encourues par la commission agricole instituée par ordre en conseil, en date du 18 août 1887, frais de déplacements, impression de rapports, salaire d'employés, etc., etc.

Aussi, qu'il soit mis devant cette Chambre copie des rapports de G.-A. Gigault, assistant-commissaire de l'Agriculture et de la Colonisation, sur l'agriculture et les associations agricoles dans les provinces maritimes, la province d'Ontario et l'Etat du Maine.

Un état des montants payés à M. Gigault pour frais de voyage lorsqu'il a visité:

1. Les provinces maritimes en 1892.
2. L'Etat du Maine en 1893.
3. Le Collège d'agriculture de Guelph, ainsi que Toronto, en octobre dernier.

Aussi, un état indiquant: 1. Le montant payé à Monseigneur Labelle, assistant-commissaire de l'Agriculture, pour frais de voyage sur visite au Collège d'agriculture de Guelph, en 1888. 2. Le montant que Monseigneur Labelle a reçu pour frais de voyage, comme indemnité, salaire ou autrement, pour son voyage en Europe, en 1890. 3. Copies des rapports qu'il a faits au département de l'Agriculture de sa visite à Guelph et de son voyage en Europe.

Il critique les dépenses de la commission agricole et dit qu'elle n'a pas fait de travail sérieux pour l'agriculture et n'a pu faire adopter son rapport. S'il demande un état de ces dépenses, c'est pour établir une comparaison avec la mission de M. G.-A. Gigault, sous-ministre de l'Agriculture, l'été dernier, et ses résultats, et pour répondre aux attaques de ceux qui ont reproché au gouvernement l'absence de deux mois de M. Gigault.

M. N. BERNATCHEZ (Montmagny): Dit que le député de Bagot (M. M. McDonald) avait bien mauvaise grâce de proférer ses récriminations intempestives, lorsqu'aucune plainte contre le sous-ministre de l'Agriculture n'a été formulée en Chambre. De plus, la preuve que le travail de la commission de 1887 a été utile, quoiqu'on en dise, c'est que le gouvernement du jour est forcé d'admettre plusieurs déficiences importantes signalées par cette commission dans sa tournée dans la province, par exemple le fiasco de nos écoles d'agriculture.

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Parle dans le même sens.

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Dit qu'on n'a pas raison de se plaindre de l'absence de M. Gigault de son bureau. C'est lui qui lui a demandé de se renseigner partout, sur la question.

Les renseignements qu'il lui a fournis sur l'agriculture sont des plus utiles et le guident beaucoup dans la formation des cercles agricoles.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Défend le rapport de la commission agricole de 1887. L'honorable commissaire de l'Agriculture (l'honorable L. Beaubien) n'a-t-il pas déclaré lui-même que les écoles d'agriculture ne donnaient pas satisfaction? Il a donc admis le bien-fondé des remarques du rapport de la commission à cet égard.

On critique les dépenses de la commission de 1887. Pourquoi cela! Quand il s'agit d'une commission d'avocats nommés pour réviser nos lois, les commissaires ne sont-ils pas payés, largement payés! Et personne ne proteste. Pourquoi faut-il que les cultivateurs soient seuls à faire des sacrifices lorsqu'il s'agit de travailler au progrès de l'art le plus noble et le plus important, l'art de l'agriculture!

Il dit que cette commission agricole a eu son utilité puisque le gouvernement actuel a mis à exécution une des idées qui y étaient émises, l'établissement d'une école agricole centrale.

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Dit que la province peut retirer de grands bénéfices des écoles d'agriculture si vivement attaquées par l'Opposition et surtout par le représentant de Bonaventure (M. H. Mercier). Il reconnaît que l'établissement et la progression de ces écoles ne sont pas une chose aisée. Les élèves ne sont pas bien nombreux, mais petit à petit l'excellence du projet sera appréciée, et bientôt les cultivateurs comprendront les avantages d'envoyer un de leurs enfants à l'une de ces écoles.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Si ces écoles ne progressent pas, c'est qu'elles n'ont pas d'élèves. Mais elles reçoivent toujours les mêmes subsides. Il ajoute qu'il est impossible d'attendre de bons résultats des trois écoles agricoles que nous avons dans la province, d'abord parce que ces écoles ne reçoivent pas des subsides assez considérables pour en faire des institutions de première classe et ensuite parce qu'elles sont annexées à des collèges classiques. L'inconvénient est plus considérable qu'on ne le croit d'abord. Les élèves des collèges classiques traitent avec un certain dédain les élèves de l'école agricole et ces derniers éprouvant de la gêne se découragent plus promptement. Il faudrait des écoles tout à fait distinctes des collèges classiques.

En terminant ses observations, il parle du génie du ministre de l'Agriculture (l'honorable L. Beaubien) qui a fini par découvrir les mauvais résultats donnés par nos écoles d'agriculture.

M. M. McDONALD (Bagot): Demande au représentant de Bonaventure (M. H. Mercier) comment il se fait qu'il n'ait pas immédiatement divulgué le rapport de M. Bernatchez sur la culture de la betterave, préparé par un employé public, et qui a coûté \$600.00.

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Dit qu'il a lu le rapport de M. Gigault et le rapport de la commission agricole de l'administration Mercier, sur la culture de la betterave, et il doute fort que le représentant de Bonaventure (M. H. Mercier), ait lu celui sur la betterave aussi attentivement que lui.

Il dit que ce rapport sur la culture de la betterave est impossible et mal fait.

Ce n'est pas non plus dans l'autre rapport

agricole de l'ex-gouvernement Mercier qu'il a puisé ses idées. Il n'a pas fait son éducation agricole dans le rapport que le représentant de Bonaventure n'a pas osé présenter devant cette Chambre, dans le temps, parce qu'il savait sans doute qu'il ne serait pas adopté.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Soulève une motion d'ordre. L'honorable ministre ne veut pas admettre qu'il a pris cela dans notre rapport; c'est tout de même une coïncidence bien frappante qu'il ait trouvé tout seul, par son propre génie, tout ce qui est dans le rapport.

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Continue son intervention.

M. L'ORATEUR: Enjoint au ministre de s'en tenir à la question et de ne pas imputer de motifs à ses collègues.

La proposition est adoptée.

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Prône les bienfaits de sa politique et se déclare contre rétablissement d'une école centrale d'agriculture parce que cela coûterait trop cher.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Ce n'est pas une raison valable pour moi. Pour moi, la question financière vient en second lieu quand il s'agit de l'avancement et du progrès des cultivateurs.

## Documents:

### Emprunts de la province

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Met devant la Chambre la réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 15 novembre 1893, demandant copies de tous ordres en conseil, rapports, correspondances et documents quelconques relatifs à la mission de l'honorable trésorier de cette province (l'honorable J.S. Hall) en Angleterre et en France pour effectuer un emprunt sur le crédit de cette province. (Document de la session no 43)

### Propriétaires de moulins à scie et à farine

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Met devant la Chambre la réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 24 novembre 1893, pour un état constatant les noms et résidences des propriétaires de moulins à scie et à farine dans le comté de Bellechasse, qui ont payé la taxe au gouvernement, en vertu de la loi des impôts 55-56 Victoria, chapitre 10. (Document de la session no 44).

### Municipalités scolaires du comté de L'Islet

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Met devant la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre du 30 novembre 1893, pour une copie de la correspondance au sujet du paiement des

sommes dues aux différentes municipalités scolaires dans le comté de L'Islet. (Document de la session no 45)

### Arbitrage

L'HONORABLE J. S. HALL (Montreal no 5): Met devant la Chambre les copies de la première convention de soumissions communiquées aux arbitres nommés en vertu des statuts du Canada et des provinces de Québec et d'Ontario pour résoudre certaines questions relatives au règlement de compte entre le gouvernement du Canada et les gouvernements des provinces de Québec et d'Ontario, conjointement et solidairement, ainsi que des comptes existant entre les deux provinces;

les ordres en conseil l'approuvant;

l'état des comptes du Canada et des provinces d'Ontario et de Québec préparé sous la direction des arbitres;

la première décision des arbitres;

l'avis d'appel donné par le gouvernement du Canada. (Document de la session no 40)

M. G. W. STEPHENS (Huntingdon): Veut savoir si la question est suffisamment importante pour justifier cette discussion devant la Chambre.

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5): Assure le député de Huntingdon que tel est bien le cas.

### Demande de documents

#### Inspection des chaudières à vapeur

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (M. A.-P. Cartier), qu'il soit mis devant cette Chambre copies de toutes plaintes transmises au gouvernement de cette province, pendant les derniers douze mois, contre l'inspection des chaudières à vapeur dans les fromageries et autres établissements industriels de peu d'importance; et copies de tous mémoires présentés au gouvernement pour lui suggérer de laisser aux corporations municipales le soin de contrôler telle inspection.

Adopté.

#### Indemnité législative

L'ordre du jour étant lu pour la reprise du débat ajourné sur l'amendement proposé, mercredi le 29 novembre dernier, à la question portant. Que le bill (bill no 94) modifiant la loi concernant

l'indemnité législative soit maintenant lu la deuxième fois; et lequel amendement comporte que le mot: "maintenant" soit retranché, et que les mots "dans six mois, à dater d'aujourd'hui" soient ajoutés à la fin de la question.

Et la question sur l'amendement étant de nouveau proposée, la Chambre reprend le dit débat ajourné.

M. C.-A. DESJARDINS (Kamouraska): Défend son bill et demande que l'indemnité parlementaire soit fixée à \$600, ce qui est suffisant. Il veut retarder la discussion de son bill.

DES VOIX: Non, non.

M. C.-A. DESJARDINS (Kamouraska): Très bien, mais auparavant je demanderai à l'honorable député de Bonaventure (M. H. Mercier) pour quelles raisons il a élevé l'indemnité sessionnelle de \$600 à \$800.

M. H. MERCIER (Bonaventure): C'était à la demande des sept-huitièmes de la députation.

M. H. CARON (Maskinongé): Reproche au député de Kamouraska (M. C.-A. Desjardins) et aux ministres leur manque de sincérité. Pourquoi ne pas réduire le traitement des ministres, de l'Orateur, les dépenses du Conseil législatif, etc.? Il se déclare contre le bill et explique son attitude. S'il vote aujourd'hui contre une mesure qu'il a approuvée à la session précédente, c'est parce que la Chambre presque au complet a déjà exprimé son opinion en rejetant cette mesure l'an dernier.

M. C.-A. DESJARDINS (Kamouraska): Dit que nos finances sont en très mauvais état et que les députés devraient faire leur part de sacrifices.

M. L'ORATEUR: Lit ensuite la motion de renvoi à six mois, proposée par le représentant de Bonaventure (M. H. Mercier). La Chambre doit maintenant formuler son opinion.

DES VOIX: Non, non, non.

D'AUTRES VOIX: Oui, oui.

M. L'ORATEUR: L'amendement est résolu affirmativement sur division de la Chambre.

Il est ordonné que le bill soit lu la deuxième fois dans six mois à dater d'aujourd'hui.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

## **Reprise de la séance à huit heures et demie**

### **Annexion de certaines paroisses du comté de Berthier**

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose, appuyé par le représentant de Chambly (l'honorable L.-O. Taillon), la deuxième lecture du bill (bill no 108) amendement l'acte 53 Victoria, chapitre 5, ayant pour objet de détacher certaines paroisses du comté de Berthier pour les annexer au comté de Joliette.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et lois expirantes.

### **Code municipal**

M. E.-H. BISSON (Beauharnois): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 113) modifiant de nouveau le code municipal.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité spécial pour prendre en considération tous les amendements proposés au code municipal.

### **Article 365 du code municipal**

M. W.J. SIMPSON (Argenteuil): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 120) amendement l'article 365 du code municipal.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité spécial pour prendre en considération tous les amendements proposés au code municipal.

### **Surintendant de l'Instruction publique**

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Bellechasse (M. A. Turgeon), que le bill (bill no 117) concernant la charge de surintendant de l'Instruction publique dans cette province soit maintenant lu la deuxième fois.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose comme amendement à la motion, appuyé par le représentant de Saint-Maurice (M. L.-T.-N. Duplessis), que le mot "maintenant" soit retranché, et que les mots: "dans six mois, à dater d'aujourd'hui", soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix, il est ordonné que le bill soit lu la deuxième fois dans six mois, à dater d'aujourd'hui.

### **Fonds de pension des fonctionnaires de l'enseignement primaire**

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Bellechasse (M. A. Turgeon), la deuxième lecture du bill (bill no 118) amendement l'article 2282 des statuts refondus de la province de Québec, concernant l'administration du fonds de pension des fonctionnaires de l'enseignement primaire.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et lois expirantes.

### **Article 2024 des statuts refondus**

M. W. J. SIMPSON (Argenteuil): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 124) amendement l'article 2024 des statuts refondus de la province de Québec.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et lois expirantes.

### **Taxes et institutions religieuses**

La Chambre, en conformité de l'ordre, reprend le débat ajourné sur la question proposée, mercredi le 29 novembre dernier, portant, Que cette Chambre est d'opinion que tous les immeubles de la province employés dans un but commercial, industriel, manufacturier ou d'éducation, avec l'intention d'en retirer un profit, pourront être taxés pour des objets municipaux, c'est-à-dire les immeubles employés dans le but d'exploiter ces industries, et que toutes les industries qui feront concurrence à d'autres industries ou commerces, seront taxées de la même manière.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Dit que l'honorable premier ministre a déjà combattu cette idée avec éloquence et succès. Il est heureux de déclarer qu'il partage les sentiments de l'honorable premier ministre et qu'il compte sur l'appui des membres de la gauche. Il ajoute que les biens imposables de la province ont une valeur de plus de quatre cent millions de piastres et que la valeur des biens non imposables est de 50 millions au plus; ce qui n'est pas un chiffre exorbitant, et quel que soit ce chiffre, la Chambre se trouvant en face d'une question sociale doit réfléchir longuement avant de songer à changer un système existant depuis des siècles. En imposant une taxe sur nos institutions religieuses, nos maisons d'éducation, nos hôpitaux, il faudra fonder des écoles et des hôpitaux laïcs, car nous n'aurons plus le droit de demander aux religieux ou religieuses d'instruire nos enfants pauvres, de recueillir nos malades.

Pour exemple prenons l'hôpital Notre-Dame. Cette institution a été fondée par les souscriptions des âmes charitables. Elle est exemptée de taxes. Imposons-lui la taxe municipale. Qui va la payer? Les religieuses ne sont que des gardes-malades; elles ne retirent aucun bénéfice et par conséquent elles sont incapables de payer. Ce sera donc le peuple qui devra payer. Alors, pourquoi la taxe? Le même argument s'applique aux institutions protestantes. Nous n'avons d'ailleurs aucune requête de citoyens demandant un changement à ce système.

M. L.-T.-N.-L. N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): Comme la question qui nous est soumise est d'une grande importance, il est bon de connaître le sentiment de la Chambre à ce sujet. Je propose donc comme amendement, appuyé par le représentant de l'Assomption (M. J. Marion), que tous les mots après "Que", dans la motion principale,



soient retranchés et remplacés par les mots suivants: "Cette Chambre est d'opinion que les lois générales au sujet des exemptions de taxes donnent satisfaction et ne devraient pas être changées".

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Dit que sa résolution ne s'applique que dans les cas d'activités à but lucratif. Quelques-unes de ces communautés se sont lancées dans toutes sortes de commerces: cordonnerie, imprimerie, carrosserie, chemiserie, etc. Elles ont fait ainsi une concurrence déloyale aux ouvriers; n'ayant à payer ni salaire, ni taxe, ces communautés pouvaient produire à bon compte. Les pauvres qui doivent travailler pour gagner leur vie doivent rabaisser leurs prix au niveau de ceux chargés par ces institutions. Il pense que le "Board of Trade" et la Chambre de commerce de Montréal ont présenté une requête pour que de telles institutions soient taxées. Prenons par exemple le cas de cet édifice que l'on est en train de construire sur la rue Alexander à Montréal au coût de \$250,000 qui deviendra un séminaire payant; une institution de ce genre devrait être taxée. Seules les institutions strictement charitables telles que l'hôpital Notre-Dame devraient être exemptées. Il espère que même si les réductions n'étaient pas accueillies favorablement maintenant, elles ne seront pas tombées dans l'oreille d'un sourd.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Dit que ce n'est pas en amendement le code municipal que le représentant de Huntingdon (M. G.W. Stephens) trouvera un remède au mal qu'il prétend avoir constaté, puisque chaque ville a une charte spéciale. C'est donc aux municipalités à prendre l'initiative et à demander des amendements à leur charte. Il ajoute que, dans nos institutions religieuses, nous avons l'éducation à bon marché, même l'instruction supérieure. Une foule de riches étrangers envoient leurs enfants dans nos collèges et nos couvents. Si nous taxons ces établissements, nous serons les premiers à en souffrir, puisqu'il faudra payer plus cher pour l'instruction de nos enfants.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Dit que la loi présentée par le représentant de Huntingdon (M. G.W. Stephens) frapperait tous les hôpitaux comme toutes les autres institutions religieuses catholiques ou protestantes.

M. F. MARTINEAU (Montréal no 1): Proteste contre la tentative du représentant de Huntingdon (M. G. W. Stephens) de taxer nos institutions religieuses. Il fait un tableau des services immenses que rendent ces institutions aux pauvres et aux orphelins malheureusement très nombreux dans les villes. Durant l'année 1892, la Société Saint-Vincent-de-Paul, à elle seule, a secouru 28,121 malheureux et distribué des secours pour un montant de \$58,963.00. et cette société a ses réunions dans nos églises, nos maisons d'éducation. Il lui faudra donc payer des taxes.

M. L.-A.-A.-E.-E. LUSSIER (Verchères): S'oppose à la motion présentée par le représentant de Huntingdon (M. G. W. Stephens).

M. G. W. STEPHENS (Huntingdon): Insiste pour que le vote soit pris.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre, se divise: et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Allard, Baker, Beaubien, Beauchamp, Bernatchez, Bisson, Caron, Cartier, Châteauvert, Cholette, Chicoyne, Dechêne, Desjardins, Doyon, Duplessis, England, Flynn, Gillies, Girard (Lac-Saint-Jean), Girouard, Gosselin, Greig, Grenier, Lacouture, Laliberté, Lussier, McDonald, McIntosh, Magnan, Marchand, Marion, Mercier, Martineau, Morin, Nantel, Normand, Parent, Parizeau, Pelletier, Petit, Pinault, Poirier, Rioux, Shehyn, Ste-Marie, Simpson, Spencer, Stephens, Taillon, Tellier, Tessier (Port-neuf), Tessier (Rimouski), Tétreau, Turgeon, Ville-neuve. 55.

CONTRE: Personne.

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix, que cette Chambre est d'opinion que les lois générales au sujet des exemptions de taxes donnent satisfaction et ne devraient pas être changées, la proposition est résolue affirmativement.

### Code de procédure civile

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill 123) modifiant le code de procédure civile.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et lois expirantes.

### Article 5668 des statuts refondus

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 122) modifiant l'article 5668 des statuts refondus.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et lois expirantes.

### Articles 283 et 376 du code municipal

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 126) amendement les articles 283 et 376 du code municipal.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité spécial pour prendre en considération tous les amendements proposés au code municipal.

### Cession de biens

M. C.-A. DESJARDINS (Kamouraska): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Missisquoi (M. E.E. Spencer), la deuxième lecture du bill (bill no 125) modifiant le code de procédure civile concernant la cession des biens.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et lois expirantes.

**Documents:****Compagnie du Labrador et  
seigneurie de Mingan**

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Met devant la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre en date du 30 novembre 1893, pour:

1. Copie du jugement rendu par le Conseil privé, sur les appels, dans la cause de la Compagnie du Labrador et la reine, le 19 novembre 1892.
2. Copie de toute correspondance et de toute opinion légale au sujet de l'interprétation à donner à ce jugement. (Document de la session no 46).

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, appuyé par le représentant de Chambly (l'honorable L.-O. Taillon), qu'un comité spécial composé des honorables MM. Taillon, Casgrain, Flynn et de MM. Mercier, Marchand, Tessier (Portneuf), Tellier et Panneton soit formé, avec instructions de prendre en considération et d'étudier le jugement rendu par le Conseil privé le 19e jour de novembre 1892, sur les appels dans la cause de la reine et la Compagnie du Labrador, au point de vue de la question de savoir s'il y a lieu de faire adopter une loi déclaratoire, au sujet de la terre ferme de Mingan (dite seigneurie de Mingan ou de terre ferme de Mingan) et qu'à cette fin la copie du jugement et de la corresponsance mise devant cette Chambre, ce jour, en réponse à l'ordre de la Chambre, en date du 30 novembre dernier, soit soumise à ce comité;

que ce comité entende les parties intéressées et soit autorisé à envoyer quérir personnes, papiers ou archives, s'il y a lieu, et de faire rapport, soit une fois, soit de temps à autre.

Adopté.

La séance est levée à dix heures.

**Séance du 5 décembre 1893****Sous la présidence de  
l'honorable P.-E. LeBlanc**

La séance s'ouvre à trois heures

**Dépôt de pétitions:**

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table:

Par M. Carbray, la pétition de la division Stadacona no 130 des conducteurs de chemins de fer.

Par M. Martineau, la pétition de David Lepage et autres, marchands, de la cité de Montréal.

**Subsides**

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides étant lu;

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5):  
Monsieur l'Orateur,

Pour la troisième fois depuis que je suis entré en fonction, je dois proposer que la Chambre se forme en comité des subsides et vote les sommes nécessaires à Sa Majesté pour l'année 1894-95.

J'ai le plaisir d'annoncer que je puis donner à la Chambre et au public, les résultats exacts de l'administration qui a succédé à celle du représentant de Bonaventure (M. H. Mercier), et de faire un exposé des affaires qui démontrera d'une manière concluante que les promesses faites par cette administration ont été fidèlement tenues et que le mandat qui lui a été donné par le peuple, le 8 mars 1892, a été rempli avec le plus grand soin.

Les comptes publics de l'exercice finissant le 30 juin 1893 ont été déposés devant la Chambre le 9 novembre, jour de l'ouverture de la session, les députés ainsi que le public ont en tout le temps nécessaire pour les étudier et, après un examen des plus sévère, il est évident que les promesses de cette administration ont été tenues.

L'honorable M. de Boucherville avait été maintenu dans sa position de premier ministre, en mars 1892. C'est sous son administration que fut préparé, pour notre première année complète, 1892-93, le premier budget contenant des mesures d'économie, sans diminuer l'efficacité du service public et créant de nouvelles sources de revenu, afin de rétablir l'équilibre dans nos finances, et la province lui doit beaucoup.

Bien que j'aie fait dans mes discours précédents un exposé complet de la position de la province, quand, pour la première fois, nous sommes réunis en Chambre en 1892, je crois devoir vous donner d'autres explications qui permettront à tout le monde de voir exactement où nous en sommes et quelles sont les mesures nécessaires à prendre pour remettre la province sur des bases solides.

Je sais que ce devoir m'incombe d'autant plus que, depuis la distribution des comptes publics de 1893, on a dit qu'ils n'avaient pas été faits d'une manière exacte, mais qu'ils avaient été "fabriqués", et que la comparaison faite de ces comptes 1892-93 avec ceux de 1891-92 était injuste, attendu que l'administration Mercier ayant cessé d'exister en décembre 1891, nous étions responsables jusqu'à un certain point du reste de l'exercice financier.

Je remonterai dans mes comparaisons à 1889-90 et 1890-91.

Permettez-moi, monsieur l'Orateur, de faire remarquer à la Chambre que quand nous nous sommes réunis en avril 1892, nous étions arriérés dans nos recettes, à part des emprunts temporaires, et dans nos dépenses: à part des subventions de chemins de fer, en chiffres ronds, de un million et demi de piastres par an. et qu'à cette date d'avril 1892 nous avions \$1,500,000 d'obligations auxquelles il fallait faire face.

Telle était la situation; de plus notre crédit était affaibli, et tout ce que je demande au peuple, c'est de bien examiner la position et de comparer les résultats de notre administration avec celle de nos prédécesseurs.

Nous avons trois choses à faire:

1o Examiner les dépenses, les surveiller et les réduire le plus possible, d'une manière compatible avec les intérêts publics et en prenant en considération le développement et les progrès de la province.

2o Etudier nos sources de revenu, veiller à ce que la perception en soit faite convenablement et qu'aucune fraude ne soit commise au préjudice du Trésor.

3o Créer de nouvelles sources de revenu, afin de réaliser le montant nécessaire pour combler le déficit.

C'est pour cela, bien que l'on veuille critiquer et que je suse alors et que je sache que rien ne soit plus odieux que d'imposer des taxes, que je vous demande d'examiner la situation telle qu'elle était et de voir ce qu'il y avait à faire. Les intérêts de la province étaient en jeu, et nous n'avons pas reculé devant notre devoir, quelque déplaisant qu'il fût.

Monsieur l'Orateur, permettez-moi d'exposer à la Chambre les chiffres de nos recettes et de nos dépenses, à part des emprunts et des subventions de chemins de fer, pendant les quatre dernières années. Les voici, et l'on constatera facilement combien le résultat de notre exercice 1892-93 est satisfaisant.

Année	Dépenses	Recettes	Déficit
1889-90 .....	\$4,969,489.68	\$3,588,920.50	\$1,380,569.18
1890-91 .....	5,195,049.43	3,750,813.34	1,444,236.09
1891-92 .....	5,236,768.62	3,494,117.60	1,742,651.02
1892-93 .....	4,492,106.21	4,467,278.21	24,828.00

Dans ce tableau, on a inclus dans les recettes de 1890-91, comme on le verra plus loin, \$278,520.00 de dépôts de garantie de chemins de fer, sans cela, le déficit aurait été de \$1,722,756.09.

En 1892-93 se trouvent inclus \$493,591.75 de recettes provenant de nouvelles sources de revenu créées en 1892.

Ces chiffres sont ceux qui figurent dans les comptes publics des années susdites. Ils ont été établis par les mêmes employés, sous la surveillance de l'auditeur de la province et de la même manière. Tout député qui le désire peut les vérifier, et voici quelle en est la classification:

## 1889-90

Dépenses:		
Dépenses ordinaires (y compris \$62,133.95 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880)	\$3,881,672.95	
Dépenses spéciales	818,583.51	
Avances et paiements de fonds en fideicommiss	14,163.98	
Remboursements de dépôts de garantie de chemins de fer	255,069.24	
		<u>\$4,969,489.68</u>
Recettes:		
Revenu ordinaire	\$3,540,607.07	
Recettes provenant de ventes de propriétés	\$30,000.00	
Dépôts de fonds en fideicommiss, recettes sur avances	18,313.43	
	<u>48,313.43</u>	
		<u>\$3,588,920.50</u>
Déficit		<u>\$1,380,569.18</u>

## 1890-91

Dépenses:		
Dépenses ordinaires (y compris \$64,970 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880)	\$4,095,520.45	
Dépenses spéciales	820,254.15	
Remboursements de dépôts de garantie de chemins de fer	222,097.41	
Avances et paiements de fonds en fideicommiss	57,177.42	
		<u>\$5,195,049.43</u>
Recettes:		
Revenu ordinaire	\$3,457,144.32	
Dépôts de fonds en fideicommiss, et recettes sur avances	\$15,149.02	
Dépôts de garantie des chemins de fer	278,520.00	
	<u>293,669.02</u>	
		<u>\$3,750,813.34</u>
Déficit		<u>\$1,444,236.09</u>

## 1891-92

Dépenses:		
Dépenses ordinaires (y compris \$68,121.16 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880)	\$4,446,639.60	
Dépenses spéciales	551,041.88	
Paiements de fonds en fideicommiss	8,017.00	
Remboursements de dépôts de garantie de chemins de fer	231,070.14	
		<u>\$5,236,768.62</u>
Recettes:		
Revenu ordinaire	\$3,458,403.85	
Dépôts de fonds en fideicommiss et recettes sur avances	19,723.87	
Remboursements sur dépenses spéciales	8,870.38	
Taxes sur subsides de chemins de fer	7,119.50	
		<u>3,494,117.60</u>
Déficit		<u>\$1,742,651.02</u>

## 1892-93

Dépenses:		
Dépenses ordinaires (y compris \$71,053.33 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880)		\$3,952,258.75
Dépenses extraordinaires (édifices publics)		238,264.10
Paiements sur dépôts en fideicommiss		13,147.08
Prêts aux victimes des ouragans		48,030.89
Remboursements de dépôts de garantie des chemins de fer		240,405.39
		<u>\$4,492,106.21</u>
Recettes:		
Revenu ordinaire	\$3,891,062.73	
Revenu des nouvelles taxes	493,591.75	
		<u>\$4,384,654.48</u>
Recettes provenant de ventes de propriétés	7,116.00	
Dépôts de fonds en fideicommiss	15,770.37	
Recettes sur avances	50,000.00	
Recettes pour taxes sur subventions de chemins de fer	9,737.36	
		<u>82,623.73</u>
		<u>\$4,467,278.21</u>
Déficit		<u>\$ 24,828.00</u>

Il faut aussi remarquer que j'ai supprimé dans les comptes ce titre spécieux de "Dépenses spéciales". J'ai mis dans les dépenses ordinaires tous les articles que mon prédécesseur portait dans les dépenses spéciales, sauf les dépenses extraordinaires pour les édifices publics et les ponts en fer. Je les ai laissés simplement pour faire la comparaison avec les pseudo dépenses spéciales.

Quant aux dépenses, si on compare 1892-93 avec 1890-91, on constate une réduction de \$143,261.70 dans les dépenses ordinaires, et \$581,990.05 dans les dépenses extraordinaires 1892-93, comparées avec les pseudo dépenses spéciales en 1890-91, ou un total de \$725,251.75.

En comparant 1892-93 avec 1891-92, on constate une réduction de \$494,380.85 dans les dépenses ordinaires, et \$312,777.78 de moins dans les dépenses extraordinaires, comparées avec les pseudo dépenses spéciales, ou un total de \$807,158.63.

Dans toutes ces dépenses, il ne faut pas perdre de vue que l'intérêt sur la dette publique, que nous n'avons pas créée, s'élevait comme suit:

1890-91. ....	\$1,271,506.33
1891-92. ....	1,438,443.62
1892-93. ....	1,445,031.34

de sorte qu'en considérant notre diminution de dépenses, il faut se rappeler que nous avons eu à payer en 1892-93, \$173,000.00 de plus que nos prédécesseurs en 1890-91.

Pour les recettes, en prenant les mêmes sources de revenu que celles mises à la disposition de mon prédécesseur, 1892-93 accuse une augmentation dans les recettes ordinaires de \$433,918.41 sur 1890-91 et une augmentation sur 1891-92 de \$432,658.88. En ajoutant les recettes provenant de nos nouvelles sources de revenu, soit: \$493,591.75, nos recettes ordinaires totales sont de \$4,384,654.48 en 1892-93.

En vous exposant ces chiffres, je crois que le résultat de notre administration prouve que nous avons tenu nos promesses. Je vois dans mon discours sur le budget de mai 1892, page 33, que nous vous promettions une réduction annuelle d'au moins \$681,621.00 dans les services ordinaires et spéciaux ou extraordinaires, ces chiffres disent d'une manière exacte si les comptes publics ont été "fabriqués" ou non.

Malgré ces réductions, je ne crois pas que l'on puisse dire que l'efficacité du service public ait souffert en quoi que ce soit.

Je vous donnerai plus loin, quelque fatigant que ce sujet puisse être, les détails des réductions opérées et je ferai la comparaison avec les autres années.

#### 1892-93

Je passerai maintenant en revue l'année 1892-93.

Cela a été la coutume de donner les recettes et les dépenses en détails, et c'est ce que je fais, mais en même temps, pour faire la comparaison, je donne celles de 1890-91 et de 1891-92. Je le fais encore simplement pour prouver que nos chiffres sont exacts et les réductions sérieuses, ainsi que pour éviter toute accusation d'injustice dans la confection des comptes publics.

Le département des Terres de la couronne a perçu \$60,937.67, les recettes nettes provenant des licences ont été de \$80,778.86, et celles qui ont été obtenues des nouvelles taxes de \$43,591.75 de plus que les prévisions faites en janvier dernier. Quelques sources de revenu moins importantes ont donné plus, d'autres moins qu'on ne s'y attendait, et, prises dans leur ensemble, les recettes nettes, à part les dépôts en fidéicommis, ont excédé les prévisions de \$237,561.03.

## RECETTES

	1890-91	1891-92	1892-93
Puissance du Canada .....	\$1,278,952.80	\$1,278,952.80	\$1,278,952.80
Terres de la couronne .....	742,544.62	684,006.98	990,937.67
Timbres judiciaires .....	175,972.20	169,128.20	174,940.10
Timbres d'enregistrement .....	17,650.90	17,928.90	18,044.65
Fonds de bâtisses et des jurés .....	16,598.75	23,638.32	21,772.48
Honoraires judiciaires .....	4,610.82	10,267.92	10,383.34
Municipalités, pour l'entretien des prisonniers .....	12,214.31	9,499.10	8,175.15
Palais de justice de Montréal .....	1,569.19	3,752.71	2,037.06
Prison de Montréal .....	5,115.80	9,492.72	1,949.88
Gardes des prisons de Montréal et Québec .....	1,600.00	1,600.00	1,600.00
Gain des prisonniers, prison de Québec .....	95.25	594.93	173.97
Ferme de la prison, Québec .....		54.00	
Amendes, justice .....	158.05	149.02	250.70
Honoraires du grand connétable, Québec .....	509.21	449.27	433.85
Licences .....	586,206.14	607,989.33	672,757.90
Taxes directes sur les corporations commerciales .....	138,438.39	137,937.88	138,925.71
Taxes sur transports de propriétés .....			292,001.65
Taxes directes sur certaines personnes .....			15,667.64
Licences de manufactures et de commerce .....			145,608.87
Droits sur successions .....			40,373.59
Commission sur honoraires d'officiers publics .....	9,983.27	8,017.29	9,865.57
Commission sur renouvellements d'hypothèques .....	490.35	122.67	357.60
Législation .....	5,440.08	10,755.27	10,287.72
Asiles d'aliénés, contributions municipales .....	8,033.21	1,104.38	24,758.96
Asiles d'aliénés, patients payants .....	105.39	75.68	1,778.91
Ecoles d'industrie et de réforme .....	11.40		77.64
Gazette officielle de Québec .....	24,351.26	24,263.43	25,813.60
Revenu casuel .....	1,991.16	3,870.26	9,059.93
Service civil, contributions pour pensions .....	8,309.21	7,357.53	7,348.26
Compagnies d'assurances provinciales, dépenses d'inspection .....	440.86	530.55	430.00
Travaux et édifices publics, loyers .....	762.17	924.16	1,743.17
Intérêts sur prêts et dépôts .....	32,357.11	44,538.81	43,673.18
Prime, escompte et change .....	2,884.44	674.02	1,168.52
Intérêt sur prix de vente du ch. de fer Q. M. O. & O. ....	367,908.07	370,140.58	368,136.05
Remboursements .....	10,841.91	30,587.14	46,720.96
Prêt aux incendiés de Québec .....			100.00
Puissance du Canada, comptes généraux .....			18,407.40
<b>Ventes de propriétés à Montréal et Québec .....</b>	<b>\$3,457,144.32</b>	<b>3,458,403.85</b>	<b>4,384,654.48</b>
			7,116.00
<b>FONDS EN FIDÉICOMMIS, REMBOURSEMENTS, etc.</b>			
Remboursements sur avances .....	2,500.00	11,321.29	50,000.00
Fonds de pensions des instituteurs .....	4,758.66	1,061.51	4,691.91
Fonds d'amortissement de la cité de Hull .....	140.36	145.07	149.46
Fonds de licences de mariage .....	6,750.00	6,696.00	7,476.00
Cautionnement des officiers publics .....	1,000.00	500.00	3,453.00
Remboursements au fonds de subventions des chemins de fer .....		5,675.50	9,737.36
Dépôts de garantie des chemins de fer .....	278,520.00		
Edifices des arts et manufactures .....		1,288.90	
Fonds d'emprunt municipal .....		3,000.00	
Remboursements, dépenses spéciales .....		4,581.48	
Remboursements, chemins de fer .....		1,444.00	
<b>Emprunts temporaires .....</b>	<b>\$3,750,813.34</b>	<b>3,494,117.60</b>	<b>4,467,278.21</b>
Produit de l'emprunt de 1891 .....	2,223,333.33	1,400,000.00	1,150,000.00
En caisse au 1er juillet de chaque année .....	525,344.43	3,471,852.59	1,331,855.29
	<b>\$6,499,491.10</b>	<b>\$9,073,500.19</b>	<b>\$6,949,133.50</b>

## DÉPENSES

	1890-91	1891-92	1892-93
Dettes publiques .....	\$1,271,506.33	\$1,438,443.62	\$1,445,031.34
Législation .....	281,078.74	282,264.64	199,769.84
Gouvernement civil .....	269,660.07	266,324.19	251,908.20
Administration de la justice .....	679,006.18	691,788.18	583,409.56
Instruction publique .....	402,106.34	415,482.11	384,960.00
Agriculture, colonisation et immigration .....	245,628.89	305,102.71	201,328.17
Travaux et édifices publics, ordinaires .....	139,612.83	152,903.17	104,528.88
Travaux et édifices publics, extraordinaires .....			238,264.10
Asiles et institutions de bienfaisance .....	316,872.66	422,681.59	355,725.00
Divers (y compris les paiements faits par les officiers du revenu sur les perceptions) .....	490,048.41	471,649.39	
Dépenses spéciales .....	820,254.15	551,041.88	425,597.76
Remboursements de dépôts de garantie de chemins de fer .....	\$4,915,774.60	4,997,681.48	4,190,522.85
Avances .....	222,097.41	231,070.14	240,405.39
Fonds en fideicommis .....	43,760.00		48,030.89
	13,417.42	8,017.00	13,147.08
Subvention aux chemins de fer et Q. M. O. & O. ....	\$5,195,049.43	5,236,768.62	4,492,106.21
	955,620.26	750,968.42	850,455.09
Remboursements d'emprunts temporaires .....	\$6,150,669.69	5,987,737.04	5,342,561.30
		2,073,333.33	1,000,000.00
Ajoutez: Paiement de mandats impayés au 30 juin 1890, 1891, 1892 .....	\$6,150,669.69	8,061,070.37	6,342,561.30
	112,571.45	235,602.63	555,028.10
Déduez: Mandats impayés au 30 juin, 1891, 1892, 1893 .....	\$6,263,241.14	8,296,673.00	6,897,589.40
	235,602.63	555,028.10	313,811.81
	\$6,027,638.51	7,741,644.90	6,583,777.59

M. l'Orateur, c'est d'après le dossier qui précède que l'administration veut être jugée. Nous vous prions de l'examiner et nous vous demandons si la confiance publique qui nous a été donnée le 8 mars 1892, a été mal placée.

Le résultat total de ces chiffres prouve clairement que les affaires de la province sont bien surveillées, et que dans les opérations de l'année 1892-93, à part des recettes provenant des emprunts temporaires et des paiements pour les subventions de chemins de fer, nous n'avons qu'un déficit de \$24,828.00 comparé, en chiffres ronds, aux \$1,500,000 par an, pour les trois années finissant en 1891-92.

Je puis ajouter que toutes les subventions de chemins de fer dues au 30 juin 1893, ont été payées avec le produit d'emprunts temporaires, et qu'il a été pourvu dans les dépenses au paiement de l'intérêt de ces emprunts.

Je pourrai dire de plus que, pendant l'année 1892-93, nous avons payé sur notre revenu ordinaire les sommes suivantes, que, dans le budget, nous avons nommées: dépenses extraordinaires:

Travaux et édifices publics et ponts en fer.....	\$238,264.10
Dépôts de garantie de chemins de fer.....	240,405.39
	<u>\$478,669.49</u>

Bien que ce résultat accuse un surplus très satisfaisant dans nos recettes et dépenses ordinaires, il faudra observer la plus grande prudence et exercer le contrôle le plus sévère, pendant quelque temps encore.

Les distinctions faites pendant les dernières années, entre les dépenses ordinaires et spéciales ou extraordinaires, étaient trompeuses, et n'avaient pour but que de cacher l'impuissance réelle de faire face aux obligations légitimes avec le revenu, et de servir d'excuse pour faire des emprunts.

Cependant, comme ces pseudo dépenses spéciales ou extraordinaires se sont répétées pendant un certain nombre d'années, et se sont soldées par une augmentation de la dette publique, il est temps d'attirer l'attention des capitalistes sur les déficits énormes constatés dans le fonctionnement général de nos finances.

Il ne faut pas perdre de vue que la province a eu des déficits dans son administration pendant des années, et que, si le crédit de la province doit être rétabli dans son ancien état, nous devons continuer à prouver, comme nous l'avons fait l'année dernière, que nos ressources suffisent pour faire face à toutes nos demandes, à part des subventions des chemins de fer, et que même sous ce rapport, nous avons pris des mesures pour payer l'intérêt des emprunts que nous pourrions contracter pour effectuer leur paiement.

#### 1893-94

Si nous passons maintenant à l'année courante, il faut reconnaître qu'elle n'est pas encore assez avancée, pour pouvoir donner des chiffres exacts. Un seul trimestre, celui qui s'est terminé le 30 septembre, est passé, et nous n'avons que les rapports de ce trimestre. Toutefois, je puis dire que le gouvernement exerce, sur les dépenses et la perception du revenu, la même surveillance que l'année dernière. D'après nos prévisions et nos renseignements, nos dépenses seront au-dessous de nos recettes et nous font prévoir, pour nos opérations de l'année, un résultat favorable.



1894-95

D'après mes prévisions, voici quelles seront nos recettes, cette année:

**RECETTES PROBABLES 1894-95****Puissance du Canada:**

Subsides, en vertu de l'acte de l'A. B. du N. ....	\$959,252.80	
Intérêts sur fonds en fidéicomis .....	72,539.32	
Subside spécial, 47 Vict., chap. 4 .....	127,460.68	
Intérêts sur subventions de chemins de fer, 47 Vict., chap. 8 ..	119,700.00	
		<hr/>
		\$1,278,952.80

**Intérêts:**

Intérêt sur prix de vente du chemin de fer Q.M.O. & O .....	\$370,000.00	
Intérêts sur prêts et dépôts .....	20,000.00	
		<hr/>
		390,000.00
Terres de la couronne .....		901,800.00

**Administration de la justice:**

Timbres judiciaires .....	\$175,000.00	
Horaires judiciaires .....	10,000.00	
Fonds des bâties et des jurés .....	10,000.00	
Entretien des prisonniers .....	9,000.00	
Gardes des prisons de Montréal et Québec .....	4,000.00	
Amendes .....	500.00	
Prison de Montréal .....	1,500.00	
Palais de justice de Montréal .....	3,000.00	
Honoraires du grand connétable, Québec .....	500.00	
		<hr/>
		213,500.00
Timbres d'enregistrement (y compris les honoraires des registrateurs de Montréal et Québec) .....		63,000.00

**Licences**

Loi des licences de Québec (Revenu net) .....	\$600,000.00	
Licences de commerce et de manufactures .....	250,000.00	
		<hr/>
		850,000.00
Taxes directes sur les corporations commerciales .....	\$140,000.00	
Taxes directes sur certaines personnes .....	15,000.00	
Taxes sur transports de propriétés .....	260,000.00	
Droits sur successions .....	40,000.00	
Commissions sur honoraires d'officiers publics .....	3,000.00	
Commissions sur renouvellement d'hypothèques .....	200.00	
Entretien des aliénés .....	40,000.00	
Entretien des pensionnaires des écoles d'industrie et de réforme .....	5,000.00	
Législation .....	10,000.00	
Gazette officielle .....	22,000.00	
Loyers d'édifices publics .....	1,000.00	
Revenu casuel .....	5,000.00	
Contributions aux pensions, service civil .....	7,000.00	
Remboursement de taxes sur les subventions de chemins de fer .....	40,000.00	

588,200.00

\$4,285,452.80

# DEPENSES, 1894-95

Quant aux dépenses probables, la Chambre les a déjà dans le budget qui lui a été présenté. Je les donne de nouveau:

Dette publique .....		1,527,296.36
Législation .....		199,788.00
Gouvernement civil .....		253,877.56
Administration de la justice, etc .....		565,940.00
Instruction publique, etc .....		381,760.00
Agriculture, immigration et colonisation .....		236,900.00
Travaux et édifices publics		
ordinares .....	\$106,176.05	
extraordinaires .....	16,300.00	
		122,476.05
Institutions de bienfaisance (y compris les asiles d'aliénés) .....		322,648.25
Services divers .....		315,700.00
Remboursement de dépôts de garantie de chemins de fer .....		260,222.51
		<hr/>
		\$4,186,608.73
Subventions de chemins de fer		
et au chemin de fer Q. M. O. & O .....		755,000.00
		<hr/>
		\$4,941,608.73

Nous pouvons donc compter que le résultat de nos opérations financières, à part des subventions aux chemins de fer, se soldera par un surplus de \$98,844.07 pour l'exercice finissant le trente juin dix huit cent quatre-vingt-quinze. Quant aux subventions aux chemins de fer, j'ai inclus dans notre budget une somme suffisante pour faire face aux intérêts des emprunts que nous pourrions contracter, pour les payer.

Je crois aussi que, conformément à la politique de l'administration actuelle, en retranchant des statuts et de notre passif, les subventions aux chemins de fer, devenues caduques et qui s'élèvent à plus de \$2,000,000, nous n'aurons pas besoin, pour payer les intérêts, d'une somme plus élevée que celle que j'ai incluse dans le budget de 1894-95.

Nous pouvons donc espérer, après cette année, diminuer nos nouvelles taxes. Ces taxes étaient et sont nécessaires pour solder les extravagances et les déprédations que l'ex-administration Mercier a permises au préjudice du Trésor, et pour prouver au monde financier que nous avons et que nous avons les moyens de payer nos dettes.

## Actif et Passif, au 30 juin 1893

Comme mes prédécesseurs, je présente un état de l'actif et du passif, établi en la manière ordinaire. On n'y a pas inclus, évidemment, les sommes dues au fonds d'emprunts municipaux, ni les autres sommes provenant de réclamations contestées contre la province. Je puis, cependant, dire que ces dernières sont très minimes.

On remarquera que j'ai retranché du passif les sommes qui pourront devenir nécessaires pour la construction du palais de justice de Montréal, les édifices du parlement et les ponts en fer, attendu que nous les payons actuellement sur le revenu ordinaire.

Passif.....\$	33,981,446.89
Actif.....	11,029,766.72
Balance.....\$	<hr/> 22,951,680.17

En comparant cet état à celui de l'actif et du passif de 1891-92, on constate une amélioration en notre faveur de \$689,666.11 à part des subventions de chemins de fer, devenues caduques, auxquelles je référerai plus loin.

**ÉTAT APPROXIMATIF du passif et de l'actif de la province de Québec au 30 juin 1893**

PASSIF	—	—
	\$ cts.	\$ cts.
Dette consolidée .....		25,104,266.00
Emprunts temporaires .....		1,700,000.00
Dépôts en fideicommis .....		268,313.34
Dépôts des compagnies de ch. de fer, pour paiement des intérêts garantis des obligations .....		1,501,633.04
Mandats impayés .....		313,811.81
Subventions en argent des ch. de fer, autorisées mais non encore dues .....	2,299,235.70	
Subventions en terres des ch. de fer, converties en argent, autorisées mais non encore dues, balance sur les premiers 35 cts, par acre .....	1,500,668.25	
Subventions en terres des ch. de fer, qui peuvent être converties en argent; 2,838,000 à 70 cts. l'acre: \$1,986,600.00 premiers 35 cts. payables à l'achèvement des travaux .....	993,300.00	
		4,793,203.95
Balance de terres et autres dettes, ch. de fer Q. M. O. & O.....		75,000.00
Perte sur dépôt à la Banque d'Echange .....		25,218.75
Obligations du palais de justice de Québec .....		200,000.00
		<u>\$33,981,446.89</u>
		<u>                    </u>
ACTIF	—	—
	\$ cts.	\$ cts.
Partie du prix du ch. de fer Q. M. O. & O., déposée en banque. ....	353,390.00	
Partie du prix du ch. de fer Q. M. O. & O., placée en \$29,000. d'obligations de la province de Québec, emprunt de 1878, achetées à 109%. ....	31,610.00	
Partie du prix du ch. de fer Q. M. O. & O., placée en obligations du palais de justice de Québec .....	200,000.00	
Partie du prix du ch. de fer Q. M. O. & O., placée en obligations de la cité de Québec .....	15,000.00	
Balance non payée du prix du ch. de fer Q. M. O. & O.....	<u>7,000,000.00</u>	
		7,600,000.00
Allocations aux ch. de fer, en vertu de l'acte fédéral. 47 Victoria, chapitre 8 .....		2,394,000.00
En banque .....		365,355.91
Reclamation contre l'hon. Thomas McGreevy .....		100,000.00
Coût de l'école Jacques-Cartier, Montréal, à être remboursé par vente de propriété .....		138,348.02
Avances à divers .....		132,062.79
Montant approximatif dû comme part de la province de Québec par l'Ontario, sur le fonds des écoles communes .....		100,000.00
Palais de justice de Québec, en vertu du 45 Victoria, chapitre 26, et 48 Victoria, chapitre 15 .....		200,000.00
		<u>\$11,029,766.72</u>
Excédent du passif sur l'actif, au 30 juin 1893 .....		22,951,680.17
		<u>\$33,981,446.80</u>

Si nous déduisons maintenant les subventions des chemins de fer, entrées dans l'état précédent, qui sont devenues caduques, et s'élevant à plus de 52,000.000. on arrive à une autre diminution nette du même montant dans le passif.

Mes prédécesseurs avaient l'habitude de mettre dans le passif toutes les sommes votées par statuts pour les subventions de chemins de fer. caduques ou non. À l'avenir, nous nous proposons de n'entrer que les subventions qui pourraient devenir dues. Je dirai même que quelques-unes qui sont incluses pourront n'être pas gagnées et qu'aucune n'est due tant qu'elle n'est pas gagnée.

### Emprunt de 1893

J'ai déjà communiqué à la Chambre le résultat de cet emprunt. Je dirai cependant que mes prédécesseurs ont contracté un emprunt public, en juillet 1891, de 20,000,000 de francs (\$38,600.00) sur le marché de Paris. J'ai donné les chiffres dans mes discours précédents. Qu'il me suffise de dire que les obligations étaient de 500 francs, à intérêt de 4 pour cent et offertes à 490 francs, avec une commission pour le Crédit Lyonnais et la Banque de Paris et des Pays-Bas de 9 francs 75, sur chaque obligation, et sans garantie de réussite de l'emprunt.

Ce qui, avec les dépenses, porte l'intérêt à au moins 6 12 pour cent par an, et notez que ceci se passait en 1891.

En 1893, il était impossible, en mai et juin, d'offrir au public, sur les marchés de Londres et de Paris, des obligations pour racheter l'emprunt à courte échéance de 1891. Sur ces marchés, la province devait compter avec ce qu'on appelle le marché colonial. Commencée à la fin d'avril et continuée jusqu'en juillet, la crise financière de l'Australie et les faillites de ses banques, dans lesquelles tant de capitaux anglais et écossais étaient investis, rendaient impossible — même si d'autres circonstances avaient été favorables — un emprunt colonial, jusqu'à ce que la confiance ait été établie. De plus, la crise générale des États-Unis et les difficultés européennes, rendaient très douteux, comme tout financier l'admettra, le résultat d'un emprunt public. La province avait beaucoup souffert aussi de la législation de juillet 1888, abrogée depuis, mais qui n'en était pas moins regardée comme une répudiation.

J'ai donc dû recourir à des arrangements temporaires. En ce faisant, la Chambre doit se souvenir que quand mon prédécesseur a emprunté, il n'avait à faire face à aucune échéance d'obligations publiques, tandis que nous devions absolument rembourser les 20,000,000 de francs devenant dus le 16 juillet 1893. Il fallait trouver l'argent, sans quoi la province n'aurait pas fait honneur à sa signature, et la situation aurait été très grave, à mon sens. Comme on le verra par le contrat que j'ai passé avec le Crédit Lyonnais et la Banque de Paris et des Pays-Bas, ces institutions ont acheté de nouvelles obligations de 500 francs à deux ans, pour les offrir au public, et la province a reçu 94 net, en par nous payant les frais d'impression et de timbres.

Ces obligations ont été offertes au public à 490 francs, les deux institutions financières devant rece-

voir 10 francs pour commission de démission, et deux pour cent ou 10 francs de plus, sur chaque obligation, à titre de commission d'assurance ou de garantie de prendre ferme tout l'emprunt et en placer le produit à notre crédit le 15 juillet, pour payer les obligations de 1891.

La commission d'arbitrage, composée des honorables chancelier Boyd, juge Casault et juge Burbidge, nommés pour régler les comptes depuis longtemps en suspens entre la Puissance du Canada et l'ex-province du Canada et les provinces d'Ontario et de Québec, a déjà eu plusieurs séances et une des questions les plus difficiles comme celle relative à la méthode d'établir les comptes des intérêts a été pratiquement réglée. Il reste encore à régler celle du fonds connu sous le nom de Fonds des écoles communes, dans laquelle les provinces d'Ontario et de Québec sont conjointement intéressées. Il y a aussi une réclamation de la Puissance du Canada contre les provinces au sujet des annuités accordées aux sauvages. On espère que, dans quelques mois, ces réclamations seront soumises aux arbitres et, à la prochaine session, on aura certainement des nouvelles définitives.

Pour conclure, M. l'Orateur, permettez-moi de vous dire que, dans ses dix-huit mois d'office, l'administration a réussi à rétablir l'équilibre dans nos finances. Nous avons réduit les dépenses, en chiffres ronds, de plus de trois quarts de millions de dollars par an, et nous avons fait disparaître du passif, comme on le voit dans l'état précédent pour les subventions de chemins de fer, plus de deux millions et demi de dollars. Il me semble que les critiques les plus sévères doivent, au moins, être satisfaits d'un pareil exposé financier.

Il est vrai que nous avons imposé un système de taxation et augmenté notre revenu. Ce système a rencontré de l'opposition à Montréal. J'ai étudié à fond la question et, comme je suis persuadé que le nouveau revenu ne sera nécessaire que pour peu de temps, il est très probable que nous maintiendrons les grandes lignes du système actuel, en réduisant le taux en ce qui regarde les transports de propriétés, en remaniant les droits sur les successions et en proportionnant les licences d'affaires au loyer. Toutefois une mesure vous sera soumise dans quelques jours sur cette question et les députés au ont tout le temps nécessaire pour l'examiner en détail.

Si les dépenses peuvent être maintenues dans leurs limites actuelles, et quand les remboursements des dépôts de garantie des chemins de fer, qui s'élèvent à environ \$300,000 par an, auront été réduits de moitié après 1898, et cessé en en effectuant le dernier paiement en 1890, la province devra se trouver dans une excellente position financière et on pourra faire disparaître une grande partie des taxes.

Je propose donc, monsieur l'Orateur, (appuyé par le représentant de Nicolet, l'honorable L. Beaubien) que vous quittiez le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des subsides.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): J'ai écouté avec plaisir et intérêt le discours budgétaire que vient de prononcer l'honorable trésorier de la province (l'honorable J.S. Hall) qui a fait preuve

d'une brièveté inusitée en pareille circonstance et qui mérite des éloges. Je regrette de ne pouvoir également le féliciter sur sa clarté.

L'honorable ministre a l'habitude, bien involontaire je l'espère, d'embrouiller singulièrement les questions financières. Il possède pour oeil une manière de loupe que je recommande à l'étude des spécialistes, et qui lui fait voir, dans des proportions démesurées et monstrueuses, les faits qu'il reproche à ses adversaires: tandis que par une évolution encore plus singulière, cet organe visuel lui révèle ses propres actes et ses propres chiffres, tantôt en gros et tantôt en petit, selon les besoins de la situation, et surtout de la cabale politique.

J'ai déjà cité à la Chambre plusieurs exemples de ses extravagances d'orateur et de pamphlétaire, entre autres cette célèbre brochure électorale publiée aux frais de l'Etat est propagée à profusion durant la dernière lutte électorale, qui contenait à sa face une erreur de chiffres de \$1.300.000 que je l'ai forcé d'avouer devant la Chambre: et cette autre extravagance attribuant au passif de la province plusieurs millions de subsides de chemins de fer périmés et qu'il a depuis retranchés.

Son dernier chef-d'oeuvre dans ce genre a été le réquisitoire qu'il me fit l'honneur de m'adresser l'autre jour à propos de mon administration des finances de l'Assemblée législative durant que j'étais son président. En cette circonstance, il a attribué aux dépenses de cette branche de la Législature, pour l'année 1889-90, la somme énorme de \$312.000 oubliant par une distraction, qui lui est habituelle, d'en excepter \$44.835 représentant les dépenses du Conseil législatif: \$57.500 pour frais des dernières élections générales: \$4.000 pour dépenses du greffier en loi: \$4.000 pour l'impression des débats Desjardins, et \$38.000 pour arrérages de frais d'impression qui s'étaient accumulés avant moi. et que j'avais cru devoir définitivement acquitter, afin de mettre à jour cet article important de dépenses.

On comprendra plus facilement la nécessité ou j'étais d'encourir ces dépenses supplémentaires quand j'aurai expliqué qu'à mon arrivée je n'ai trouvé que \$4.000 à mon crédit, en face de l'obligation ou j'étais d'encourir toutes les dépenses d'une session qui s'ouvrait, lorsque l'année n'était qu'à demi terminée.

Ceia est encore un exemple de l'exactitude des chiffres de l'honorable trésorier (l'honorable J.S. Hall), qui me porte à accueillir avec une certaine réserve ceux qu'il vient de produire comme preuve de l'habileté avec laquelle il administre nos finances.

La Chambre a déjà, à plusieurs reprises, entendu l'honorable ministre exprimer en termes indignes sa réprobation de la pratique suivie depuis de nombreuses années par ses prédécesseurs d'employer temporairement les dépôts de garantie de chemins de fer pour les dépenses sur le capital nécessitant un paiement immédiat. Il a souvent proclamé, en élevant les mains au ciel, qu'en prenant possession du Trésor public, il a découvert que ce fonds avait disparu et s'est

engagé solennellement à le reconstituer sans délai.

L'honorable trésorier n'est pas plus fidèle dans l'accomplissement de ses promesses que dans l'exposition de ses chiffres. Je constate, par un rapport produit hier devant la Chambre et que je tiens en main, que ce fonds composé de \$2.500.000 sur lequel il n'a pu être payé au-delà de cinq cent mille dollars, n'est actuellement représenté dans le Trésor de la province que par la modeste somme de \$145.309. balance actuellement en banque, ainsi qu'il appert par l'état des recettes et des dépenses jusqu'au 15 novembre dernier.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): L'honorable député voudra-t-il expliquer ce qu'il entend dire par cette accusation?

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Bravo! Bravo!

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Volontiers! Je veux dire que ce fonds que vous considérez comme sacré entre les mains de vos adversaires, vous ne l'avez pas reconstitué comme vous l'aviez promis.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): L'honorable député sait parfaitement que nous travaillons à le reconstituer et que déjà nous avons fait deux versements de \$250.000 en acompte. On ne peut pas tout faire à la fois.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): L'honorable premier ministre possède un joli talent: celui d'interrompre ses adversaires bruyamment pour leur lancer des questions plus ou moins opportunes qu'il assaisonne d'un éclat de rire, que ses amis, habitués à la consigne, s'empressent d'imiter sans trop le comprendre.

Dans le cas actuel, l'honorable premier ministre fait preuve d'une ignorance telle des éléments de la question dont nous nous occupons, que je désespère de lui faire comprendre, malgré toute ma bonne volonté de lui être utile. Il confond tout simplement un article de recettes avec un article de dépenses.

Les dépôts de garantie sont des sommes que les compagnies de chemin de fer remettent au gouvernement pour sûreté de la garantie qu'il donne aux créanciers de ces compagnies du paiement des intérêts de leurs emprunts. Les sommes que l'honorable ministre mentionne comme ayant été déboursées par le gouvernement, l'ont été entre les mains de ces créanciers pour le compte des compagnies, et non versées dans le fonds en question pour le reconstituer. On voit qu'il a tout simplement renversé les positifs.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Je ne comprends pas encore.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Eh bien, je n'y puis rien, et je livre l'honorable premier minis-

tre aux soins de l'honorable trésorier (l'honorable J.S. Hall) pour qu'il l'instruise sur la matière. J'espère qu'il y réussira: quant à moi, j'en désespère.

L'honorable trésorier, après avoir constaté dans une discussion antérieure, l'exactitude de mon exposition des moyens qu'il a employés pour constituer les prétendues réductions dont il se vante, en mettant en comparaison l'année financière 1891-92 avec celle de 1892-93, lorsqu'il avait attribué à la première année plusieurs services importants de l'année précédente contre douze mois attribués à la dernière, l'honorable trésorier, dis-je, change maintenant de terrain et base aujourd'hui ses comparaisons sur l'année 1890-91.

Là encore, il renseigne mal la Chambre en mettant en ligne de compte les recettes totales de ces deux années au lieu de leurs recettes ordinaires, seul moyen de constater la véritable situation.

C'est ainsi qu'il évite d'apprendre à la Chambre que les recettes de 1892-93 excèdent celles de 1890-91 de \$935,000, c'est-à-dire un million de dollars en chiffres ronds: et, malgré ce revenu augmenté d'un million, il avoue encore un déficit dans ses dépenses générales de \$24,000.

Un sujet sur lequel l'honorable Trésorier a glissé très légèrement, ce sont les emprunts temporaires; c'est bien là en effet sa pierre d'achoppement. Aussi n'a-t-il fait aucune mention de ses emprunts temporaires, tandis qu'il touchait timidement et par acquit à son emprunt français.

Le rapport produit sur ces emprunts est toute une révélation. Nous y découvrons le fait que tandis qu'ils ne se montaient, lors de l'arrivée du gouvernement actuel au pouvoir, qu'à \$150,000, ils s'élèvent aujourd'hui à \$1,660,000; nous y voyons ainsi que, pour en obtenir le renouvellement à la dernière échéance, il lui a fallu payer aux prêteurs un surcroît d'intérêt de 1 pour cent sur la plupart de ces emprunts, nouvelle preuve de la confiance du public financier dans l'habileté du gouvernement actuel.

Mais c'est l'emprunt de Paris qui préoccupe particulièrement l'honorable trésorier (l'honorable J.S. Hall). Il le mentionne en tremblant et avec des regards de quasi-consternation. Cet emprunt est en effet un des plus grands sujets d'humiliation qu'ait jamais éprouvé un pays.

Après avoir proclamé dans les termes que l'on sait sa désapprobation de l'emprunt de 1891, il l'a remplacé par une transaction où l'incapacité la plus flagrante se révèle, et qui fait retomber sur lui, avec infiniment d'à-propos cette fois, la critique acerbe qu'il faisait de son prédécesseur dans son discours budgétaire de 1892.

Il analyse toutes les conditions humiliantes auxquelles le trésorier s'est soumis, comme un débiteur insolvable sollicitant du prêteur à la petite semaine de lui accorder leur garantie moyennant finance pour lui faciliter un emprunt devenu urgent pour le sauver de la banqueroute.

Il révèle en outre à la Chambre le fait surprenant contenu dans le rapport qui a été produit le matin même devant la Chambre, que le trésorier était parti pour l'Europe muni de pouvoirs, par

arrêté en conseil, l'autorisant à emprunter, non seulement les fonds requis pour acquitter l'emprunt de 1891, mais aussi une nouvelle somme de cinq millions de dollars pour payer ses dettes flottantes.

J'en arrive maintenant à cet emprunt parisien sur lequel l'honorable trésorier provincial a glissé on ne peut plus légèrement, dans la crainte d'avouer sa maladresse.

Après avoir parcouru les documents relatifs à cette transaction qui viennent d'être soumis, je ne m'étonne nullement de la prudente réserve de l'honorable trésorier.

Ces documents révèlent, en effet, que, par son incurie, la province a été mise dans la position la plus humiliante où se soit jamais trouvé un pays.

On se rappelle du départ presque triomphant de l'honorable ministre pour son voyage d'outre-mer, où il devait, selon ses organes, exécuter des opérations financières dont le monde serait émerveillé. Il était muni de tous les pouvoirs requis par deux arrêtés en conseil en date du 17 avril dernier. Le premier l'autorisait à l'emprunt destiné au remboursement des 20 000 000 de francs empruntés en 1891 par son prédécesseur. Le second de ces arrêtés en conseil est toute une révélation dont la Chambre sera sans doute étonnée, puisque jusqu'ici on en a gardé le secret le plus complet.

Notre trésorier y est autorisé à faire un emprunt de \$5 000 000 en France ou en Angleterre pour solder la dette flottante créée par le gouvernement actuel.

Armé de ces formidables engins de guerre, l'honorable trésorier provincial est arrivé en France et a tout de suite entrepris le siège de la Bourse de Paris. Mais les banquiers parisiens ne s'étant pas montrés disposés à capituler au premier assaut, et n'ayant pas même paru s'intimider de ses allures conquérantes, il s'est dirigé de dégoût vers le marché de Londres, se promettant bien d'humilier comme ils le méritaient ces audacieux financiers français.

A Londres comme à Paris l'accueil fut glacial, et on ne lui laissa entrevoir que l'espoir d'un prêt temporaire pour une année seulement, au taux de 5 par cent. Ceci nous est encore révélé par l'arrêté en conseil du 7 juin dernier, qui l'autorise à cet effet.

Mais ici encore, l'honorable ministre éprouva, paraît-il, une nouvelle déception, car nous le retrouvons fin de juin, humblement agenouillé aux pieds des banquiers parisiens, dans la posture d'un débiteur insolvable devant des prêteurs à la petite semaine, sollicitant humblement leur garantie pour faciliter l'émission de ses obligations moyennant indemnité, afin qu'il pût se pourvoir du montant requis pour le solde de son échéance du 15 juillet devenue imminente. Ceci nous est encore prouvé par l'arrêté en conseil du 3 juillet dernier, où nous lisons qu'il "a fait des arrangements avec le Crédit Lyonnais et la Banque de Paris et des Pays-Bas pour se procurer, par voie d'emprunt sur le crédit de la province, la somme de 20 000 000 de francs, afin de rembourser l'emprunt de 1891".

Les conditions de ces arrangements sont telles que la Chambre aura peine à y croire. Et je tiens en mains la copie du contrat de prêt ratifié par l'arrêté en conseil du 25 octobre. Voici quelques-unes de ces conditions que je cite textuellement:

Par l'article 3. il est convenu que "le gouvernement de la province de Québec s'engage à faire, avant le 31 décembre 1894, l'émission d'un emprunt à créer, en vertu de l'Acte Vict. 54. chap. 2", destiné au remboursement des obligations de 1893 qu'il était en voie de négocier.

Il y est dit que "dans le cas où l'émission précitée n'aurait pas été effectuée le 31 décembre 1894, le gouvernement devra remettre avant le 15 janvier 1895 au Crédit Lyonnais et à la Banque de Paris et des Pays-Bas des titres d'un emprunt consolidé, dont le terme n'excédera pas quarante ans. en quantité suffisante pour que ces titres, calculés à 10 pour cent au-dessous de la parité du cours à Londres et à Paris des fonds similaires de la province de Québec, représentent le montant en capital nominal des 42.554 obligations à l'échéance du 15 juillet 1895.

Aussi, par cette succession d'émissions enchevêtrées les unes dans les autres, notre gouvernement, entièrement à la merci de ses créanciers, se soumet à toutes leurs exigences et consent à leur livrer les obligations de cette dernière émission au taux réduit à 10 pour cent de leur valeur courante.

C'est déjà, on le voit, un joli escompte.

Mais ce n'est pas tout.

Cette réduction effectuée, les créanciers ne sont pas encore tenus d'accepter ces titres, mais il est stipulé qu'ils "auront à s'entendre avec la province de Québec sur le prix de vente de ces titres, et, qu'à défaut d'entente, il devra être procédé le 1er mars, ou plus tard, à la réalisation des dits titres par voie d'adjudication publique sur les marchés de Londres et de Paris".

Notre province sera donc réduite à l'humiliation de voir son crédit soumis au contrôle de ses créanciers, et, dans le cas où ceux-ci se montreraient intraitables, ses titres exposés à l'enchère publique sur les marchés monétaires européens.

Mais il y a plus encore.

"Si le produit de cette adjudication, est-il encore dit dans le contrat de prêt, produit une somme insuffisante, la différence sera fournie par la province de Québec.

Enfin, pour dernières conditions, les créanciers stipulent qu'ils "ne procéderont pas à la réalisation des titres mentionnés ci-dessus si la province de Québec leur fournit, avant le 25 janvier 1895. la justification, agréée par eux. que par rencaisse effectuée des sommes qui peuvent lui être dues ou par tous les autres moyens, elle est, dès lors, en possession des ressources nécessaires pour rembourser, à leur échéance, les obligations au 15 janvier 1895, et que les prêteurs auront à apprécier cette justification et en seront les vrais juges".

Comme la Chambre le voit, l'habileté financière de notre trésorier a été singulièrement appréciée par nos créanciers parisiens.

Ils en ont conçu une telle opinion du crédit de notre province, placée entièrement en leur pouvoir qu'ils exigent qu'elle leur fournisse humblement la preuve que cinq mois avant l'échéance, elle a compli dans son Trésor des valeurs suffisantes pour solder toutes leurs créances.

Encore seront-ils seuls juges de la réalité de ces valeurs.

Était-il possible de se mettre plus entièrement à la merci d'une maison de banque et d'exposer plus gravement notre crédit?

L'honorable trésorier provincial cherche à expliquer la triste position dans laquelle il s'est trouvée et son impossibilité d'agir plus librement en prétextant la dépréciation des fonds provinciaux à cette époque.

Mais il ne faut pas oublier qu'il était depuis un an libre d'effectuer son remboursement sans attendre le montant de l'échéance pour se voir enlever sa liberté d'action et forcé d'accepter les conditions auxquelles on voulait bien consentir.

L'honorable trésorier a donc été la victime de sa propre incurie; mais il a malheureusement entraîné dans sa déconvenue la dignité et le crédit de son gouvernement.

En terminant, il propose comme amendement, appuyé par le représentant de Québec-Est (M. J. Shehyn) que tous les mots après que jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants: "sans refuser les subsides à Sa Majesté, cette Chambre constate que, dans son discours sur le budget, prononcé le 20 mai 1892, (pages 13 et 14), l'honorable trésorier de cette province. en constatant que l'emprunt de 20 millions de francs fait le 1er juillet 1891. par son prédécesseur, au taux de 480 francs et 25 centimes par obligation de 500 francs, a déclaré que cet emprunt était onéreux pour la province, qu'aucun homme d'affaires ne le justifierait, pas plus que les dépenses d'émission d'obligations régulières pour un emprunt de si courte durée, et qu'il était évident que l'on aurait pu obtenir un montant semblable, de nos banques, ici. pour une période de temps semblable, à des conditions plus avantageuses."

Que le contrat dudit emprunt donnait au gouvernement de cette province le droit de rembourser "à toutes époques, à partir du 15 juillet 1892, en payant aux porteurs les intérêts accrus."

Que, malgré cette condamnation des conditions de l'emprunt de 1891, par l'honorable trésorier de cette province, il a, sous l'autorité d'un arrêté en conseil du 3 juillet dernier, afin d'effectuer le remboursement de l'emprunt ci-dessus, échu le 15 juillet dernier, contracté un nouvel emprunt au montant de 21.277.00 francs, à la condition, d'après ledit arrêté en conseil, que, cette fois, les obligations sont achetées ferme et l'emprunt est garanti (par les prêteurs), moyennant une commission de 10 francs sur chaque obligation pour émettre l'emprunt et de 10 francs pour le garantir, de sorte que la province recevra net 470 francs pour chaque obligation (de 500 francs) "

Que, dans ledit arrêté en conseil et dans le contrat dont il autorise l'exécution il est stipulé que "la province engage à faire, avant le 31 décembre 1894, l'émission d'un nouvel emprunt à faire en vertu de

l'acte Victoria 54, chapitre 2', les fonds provenant de ce nouvel emprunt ne pouvant recevoir aucune autre destination que celle du remboursement des obligations de 1893.

Qu'il y est, en outre, stipulé que dans le cas où ledit emprunt ne serait pas effectué, le 31 décembre 1894, le gouvernement devra remettre aux prêteurs, (Crédit Lyonnais et Banque de Paris et des Pays-Bas), avant le 15 janvier 1895 des titres d'un emprunt consolidé dont le terme n'excèdera pas 40 ans, en quantité suffisante pour que ces titres calculés à 10 par cent au-dessous de la parité des cours, à Londres et à Paris, des fonds similaires de la province de Québec, représentent le montant des nouvelles obligations; ces titres devant être vendus à un prix sur lequel les parties auront à s'entendre, et à défaut d'entente il devra être procédé, le 1er mars, le plus tard, à la réalisation des dits titres par voie d'adjudication publique, sur les marchés de Londres et de Paris, la différence en moins du produit de cette adjudication sur le montant dudit emprunt devant être fournie par le gouvernement de cette province aux prêteurs.

Que, par l'article 3 dudit contrat d'emprunt, il est stipulé que les prêteurs "ne procéderont pas à la réalisation des titres mentionnés ci-dessus si la province de Québec leur fournit avant le 25 janvier 1895 la justification, agréée par eux, qu'elle est dès lors en possession de ressources nécessaires pour en effectuer le remboursement au 15 juillet 1895" et que les prêteurs "auront à apprécier cette justification et en seront seuls juges".

Qu'il est établi par les citations ci-dessus que l'emprunt du 15 juillet 1893 a été fait à des conditions beaucoup plus onéreuses que celui du 1er juillet 1891, si sévèrement critiqué par l'honorable trésorier, et qu'à plus forte raison ce dernier emprunt mérite la condamnation de cette Chambre.

Que, par cette transaction, le gouvernement s'est placé dans la position humiliante d'un débiteur insolvable acceptant forcément les conditions onéreuses que ses créanciers jugeaient à propos de lui imposer, et qu'il s'est mis entièrement à leur merci pour le règlement futur de cette dette.

Que, par la stipulation plus haut citée du contrat d'emprunt de 1881, le gouvernement était libre, à dater du 1er juillet 1892, de choisir l'époque la plus favorable pour en effectuer le remboursement avant l'échéance; qu'il a négligé de se pourvoir à cet effet en temps utile et n'a songé à s'acquitter qu'au moment où l'échéance immédiate le plaçait à la merci de ses créanciers.

Que, dans toute cette transaction, le gouvernement a sacrifié les intérêts de cette province, compromis gravement son crédit et sa bonne réputation à l'étranger et l'a soumise à une humiliation imméritée.

Que cette conduite du gouvernement est antipatriotique et mérite la condamnation de cette Chambre."

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Demande comment il se peut que les membres de l'Opposition emploient le mot "humiliant" avec autant de calme et de sang-froid. Les prédécesseurs du gouvernement actuel l'ont laissé à la merci de ses créan-

ciers. Jetez un coup d'oeil aux réalisations des hommes qui sont allés en Angleterre et en France en 1891, pour emprunter de l'argent et traîner notre réputation dans la boue à cause des méthodes qu'ils ont adoptées. Le résultat fut qu'ils ne purent emprunter que quatre millions au lieu de dix, et cela pour deux ans seulement. Le député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand) prône maintenant la pratique de l'économie au gouvernement comme il est disposé à le faire lui-même aujourd'hui, et il se réfère à la proposition qu'il (M. F.-G. Marchand), avait soumise l'an dernier et qui aurait pu redresser la situation. Cette motion proposait de réduire d'un trait de plume les dépenses au niveau de celles de 1885-86, et ainsi sauver \$400,000, mais il avait lui-même admis, à cette époque, qu'il avait fait une erreur dans ses calculs.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Prend la parole.

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Dit qu'il ne permettra pas d'interruptions pour des déclarations qui ne sont pas en accord avec les faits. Il nie que la déclaration stipulant qu'il y avait eu falsification des comptes soit le moins fondée. Il prouvera de quelle façon le député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand) n'a pu réaliser les économies dont il parle avec tant d'enthousiasme aujourd'hui. Prenons par exemple les estimés supplémentaires: au cours de la première année du régime Marchand, ils ont demandé \$34,000 et ce, pour l'Assemblée seulement. En 1888, c'était \$17,000, en 1890, \$22,500, et en 1891, \$46,000.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): C'était pour rencontrer les arrérages de nos prédécesseurs.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): En 1891, vous étiez vos propres prédécesseurs.

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Relève les dépôts de garantie de chemin de fer, et dit qu'il est humiliant de devoir admettre que les compagnies ont émis à Londres des obligations garanties par la province, qu'elles ont ensuite déposé l'argent ici pour garantir l'intérêt et que, maintenant, cet argent n'est plus là. Il est humiliant d'avoir à admettre que nous n'avons plus l'argent qu'on nous a confié pour rencontrer l'intérêt des obligations, et que nous voulons emprunter de l'argent pour rembourser un prêt.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Avez-vous rétabli la situation?

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5): Non, mais nous avons imposé assez de taxes pour rencontrer les paiements. Nous avons payé deux versements lorsque dus, et nous avons l'intention de continuer ainsi dans l'avenir. Faisant allusion au récent prêt, il dit que les Montréalais qui sont allés à Londres en mai et juin dernier, lui avaient déclaré que le crédit de la province était encore pire que la situation du marché monétaire. Il a trouvé des comptes publics et d'autres documents



publics en la possession de banquiers démontrant que la province accusait des déficits de façon chronique depuis 1887-88. Il a entendu dire de tous côtés que le "reputation act" avait nui au crédit de la province beaucoup plus qu'on ne pourrait le croire. Le président du Crédit Lyonnais a déclaré qu'il ne voulait plus prêter d'argent sans garantie. Sa seule préoccupation a été de sortir la province de ses difficultés. S'il n'y a pas mieux réussi, c'est à cause du gaspillage qui a été fait depuis des années, et de la façon dont le précédent gouvernement a tenté de négocier des emprunts à Londres et à Paris.

Il démontre que le chef de l'Opposition (M. F. G. Marchand) a fait des erreurs considérables dans sa critique de l'état financier de la province. Il prouve que l'emprunt fait dernièrement a été négocié à des conditions plus avantageuses que tous les emprunts faits par le représentant de Bonaventure (M. H. Mercier). Il explique ensuite que pour la législation seulement les conservateurs dépensent \$40 à \$50 000 de moins par année que le gouvernement Mercier.

M. J. SHEHYN (Québec-Est): Dit que le crédit de la province a été lésé par les révélations faites par le présent gouvernement et que cela sera diffusé dans le monde entier.

Il affirme que ce que vient de dire le trésorier (l'honorable J. S. Hall) est pure invention, qu'il aurait pu emprunter dix millions sans la moindre difficulté à 4 p. c. mais qu'il voulait avoir du 3 1/4. Comme le marché n'était pas assez favorable, il s'est borné à un emprunt temporaire de 4 millions pour attendre le moment propice. Voilà la vérité.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Bernatchez, Bisson, Bourbonnais, Caron, Dechêne, Girouard, Gladu, Gosselin, Liberté, Lussier, Marchand, Mercier, Morin, Parent, Pinault, Shehyn, Tessier (Rimouski), Turgeon, 18.

CONTRE: MM. Allard, Augé, Baker, Beaubien, Beauchamp, Carbray, Cartier, Casgrain, Châteauvert, Cholette, Chicoyne, Cooke, Descarries, Desjardins, Doyon, Duplessis, England, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Hall, Kennedy, King, Lacouture, McDonald, McIntosh, Magnan, Marion, Martineau, Morris, Nantel, Normand, Panneton, Parizeau, Pelletier, Petit, Poirier, Rioux, Savaria, Ste-Marie, Simpson, Spencer, Tailon, Thellier, Tétreau, Villeneuve, 48.

Ainsi la question est résolue négativement.

M. L'ORATEUR: Déclare l'amendement perdu par une majorité de 30 voix.

M. V. GLADU (Yamaska): Entreprend de continuer le débat.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

## Reprise de la séance à sept heures et demie

### Rapports de comités:

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 70) constituant en corporation l'institution "Pettes Memorial" et y a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

### Compagnie du chemin de fer urbain de Montréal

L'ordre du jour pour la réception du rapport du comité général pour étudier le bill (bill no 83) modifiant les actes relatifs à la Compagnie du chemin de fer urbain de Montréal, étant lu;

Et la question étant proposée. Que le rapport soit maintenant reçu;

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5): Propose comme amendement, appuyé par le représentant de Nicolet (l'honorable L. Beaubien), que tous les mots après "Que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "ledit bill soit renvoyé de nouveau à un comité général de la Chambre pour l'amender en y insérant les clauses suivantes:

1. La compagnie pourra acquérir par achat, louage ou autrement, les droits, pouvoirs, franchises, privilèges, lignes de chemin de fer, fils électriques, chars, contrats et propriétés en général, de toute autre compagnie existant dans l'île de Montréal, et s'amalgamer avec elle, aux termes et conditions qui seront convenus, et, par suite de telle fusion ou acquisition, assumer, en tout ou en partie, "les obligations et contrats de toute telle autre compagnie, envers toute personne ou municipalité.

2. La compagnie pourra exproprier, pour les besoins de ses affaires, tout immeuble situé dans l'île de Montréal, en la manière prescrite, par la loi des chemins de fer de Québec."

Il dit que ces deux clauses, qui furent retranchées l'autre jour, avaient été retirées en raison de la mauvaise interprétation de leur nature chez les membres de la Chambre.

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Fait un long discours pour invoquer une clause du règlement.

M. L'ORATEUR: Informe le représentant de Montréal no 2 (M. O.-M. Augé) que la règle 15 qu'il invoquait n'a rien à faire dans le présent cas.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Baker, Beaubien, Bisson, Bourbonnais, Caron, Casgrain, Châteauvert, Cooke.

Duplessis, England, Fitzpatrick, Gillies, Girouard, Gladu, Gosselin, Greig, Hall, Kennedy, King, La-couture, McIntosh, Mercier, Morris, Pelletier, Petit, Pinault, Rioux, Shehyn, Ste-Marie, Simpson, Spencer, Taillon, Tessier (Rimouski), Villeneuve, 34.

CONTRE: MM. Augé, Bernatchez, Carbray, Cartier, Cholette, Chicoyne, Dechêne, Descaries, Doyon, Grenier, Hackett, Lussier, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Panneton, Parizeau, Poirier, Savaria, Tétreau, Turgeon, 23.

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié.

La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5): Propose la troisième lecture de ce bill.

M. J.-A. DESCARRIES (Jacques-Cartier): S'y oppose.

La troisième lecture est remise à demain.

#### **Admission de C. Piché au Barreau**

M. V. ALLARD (Berthier): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 74) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Camille Piché au nombre de ses membres, après examen.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Subsides**

La Chambre reprend la considération ultérieure de la question proposée aujourd'hui: Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. V. GLADU (Yamaska): M. l'Orateur, l'honorable trésorier (l'honorable J. S. Hall) nous a enfin avoué que par un ordre en conseil, il avait été autorisé dans le cours de l'été dernier à contracter au nom de la province un emprunt de \$9 000 000 dont \$4 000 000 pour renouveler l'emprunt de 1891 et \$5 000 000 pour d'autres besoins de la province.

On se rappelle les cris que lancèrent l'honorable trésorier et ses amis contre nous au sujet de l'emprunt de \$10 000 000 que nous avions autorisé le gouvernement national à contracter, suivant que les besoins de la province le requéraient: que devons-nous penser d'eux lorsque nous les voyons, au bout d'un an seulement, se lancer dans un emprunt de \$9 000 000?

Que devons-nous penser de l'honorable trésorier qui, le 20 mai 1892, lorsqu'il s'agissait de faire avaler la taxe directe à cette Chambre et à la province, déclarait que, si nous voulions verser la taxe directe, il ne ferait plus d'emprunt.

Il disait: "Mon prédécesseur surmontait toutes les difficultés en faisant des emprunts et en se servant des fonds en fidéicommis, mais il faut

s'arrêter pour la seule raison que la province ne peut plus recourir à d'autres emprunts."

La taxe qu'il demandait lui a été votée, et voilà que près d'un an après, l'on trouve ce monsieur sur les marchés européens, allant de porte en porte pour faire un emprunt, au nom de la province, de \$9 000 000! Ce serait incroyable, si ce n'était écrit en toutes lettres dans les documents produits devant cette Chambre.

On nous dit que l'honorable monsieur n'a pu réussir à faire son emprunt à cause de la crise monétaire et du discrédit de la province. L'honorable trésorier, à son retour de son premier voyage en Angleterre, avait pourtant déclaré à un reporter du Star que grâce à la bonne administration de son gouvernement, le crédit de la province était excellent sur le marché européen où l'on avait pleine confiance dans les ressources et la solvabilité de la province.

L'administration subséquente de ces messieurs aurait donc fait perdre à la province le crédit dont elle jouissait.

Mais il paraît que c'est pour une toute autre raison que le trésorier aurait échoué.

L'honorable trésorier (l'honorable J.S. Hall) a dit et répété sur tous les tons dans son fameux discours au Windsor et dans les journaux, que la province était ruinée. On rapporte, et c'est assez plausible, que les banquiers européens ont fait le raisonnement suivant: Si la province était ruinée il y a un an, elle l'est encore et nous ne pouvons pas lui prêter. Si la province n'est pas ruinée, en ce cas, le trésorier et ses amis ont trompé le public en affirmant qu'elle l'était, et nous ne faisons pas d'affaires avec des gens qui trompent ainsi la bonne foi publique.

Tout le monde se rappelle qu'il était convenu lors des dernières élections que nous devions avoir un gouvernement d'économie sans pareil, et une administration financière qui relèguerait bien loin en arrière toutes les administrations précédentes.

L'honorable trésorier, avec le talent qui le distingue, a essayé de nous persuader qu'il en a été ainsi. Je regrette de ne pouvoir concourir dans son opinion.

Nous devons avoir une grande diminution dans les dépenses. Je ne parlerai pas de l'année 1892, dans laquelle ces messieurs ont eu virtuellement le contrôle des finances pour dix mois sur douze: ils ont chargé au chapitre des dépenses de cette année 1892 des comptes de 15 mois au lieu de douze, pour des montants considérables, pensant peut-être en faire porter la responsabilité par leurs adversaires. Mais la bonne foi publique leur a laissé cette responsabilité et ils sont restés, pour leur première année d'administration, avec un déficit de \$988,000.

Mais comme les chiffres de cette année 1892 sont exagérés sur plusieurs points importants, je laisserai cette année de côté pour faire les comparaisons au moyen desquelles nous pourrions constater si le gouvernement a réalisé ou n'a pas réalisé les brillantes espérances dont il a bercé le peuple de cette province.

Je citerai donc d'abord les chiffres de la dépense de l'année 1893 et je les comparerai avec les chiffres de la dépense des quatre années complètes d'administration de l'ex-gouvernement national, 1888-89-90 et 91. Je ferai la même

comparaison entre la dépense de l'année 1893 et celle de l'année 1886, vu que ces messieurs avaient implicitement promis de ramener la dépense au niveau de celle de 1886.

Ainsi:

		Augmentation de dépenses en 1893
Dépenses ordinaires en 1893 .....	<u>\$4,190,522</u>	
Dépenses ordinaires en 1891 .....	4,095,520	\$ 95,002
Dépenses ordinaires en 1890 .....	3,881,672	308,850
Dépenses ordinaires en 1889 .....	3,543,618	646,904
Dépenses ordinaires en 1888 .....	<u>\$ 3,365,032</u>	\$ 825,470
Dépenses ordinaires en 1886 .....	3,032,607	\$1,157,915

Maintenant, la moyenne de la dépense ordinaire des quatre années de l'ancienne administration nationale est de \$3,721,350 par année.

La dépense ordinaire de l'année 1893 étant de .....	4,190,522
et celle de l'administration nationale étant de .....	<u>3,721,461</u>
il y a donc une augmentation dans les dépenses ordinaires par le gouvernement actuel de .....	469,172
de plus que ne dépensait, pour le même objet, le gouvernement national	
On objectera peut-être que dans ce chiffre de .....	469,061
d'augmentation, sont compris le coût de certains travaux d'édifices publics entrés aux comptes publics parmi les dépenses ordinaires, soit .....	\$238,264
ainsi que l'intérêt des quatre millions empruntés récemment .....	154,400
Déduisons ce montant .....	392,664
	<u>392,664</u>
	76,397

Il ne reste pas moins encore la somme de 76,397 que ces messieurs, modèles d'économie et de retranchement, dépensent de plus par année que ce gouvernement national tant dénoncé pour son extravagance.

Si les honorables messieurs veulent avoir une autre comparaison, faisons-la entre la dépense ordinaire de la 1re année complète du gouvernement national et celle de la 1re année du gouvernement conservateur:

1887-88	Dépense ordinaire .....	\$3,365,032
1892-93	Dépense ordinaire .....	<u>4,190,522</u>
	Aug. en 93 .....	825,490
	Déduisons si l'on veut des dépenses de 1893:	
	Travaux d'édifices publics .....	\$238,264
	Surplus d'intérêt sur la dette payée en 1893 .....	<u>311,320</u>
		<u>549,584</u>

Augmentation de dépenses ordinaires et contrôlables en 1893, première année du régime conservateur, comparée à 1887-1888, première année du gouvernement national .....

\$275,906

Veut-on avoir maintenant la comparaison entre les dépenses totales du gouvernement actuel et les dépenses totales du gouvernement national dans les années 1888-89-90 et 91? Elle est facile et courte à faire; je prendrai le tableau D de l'état comparatif des recettes et paiements préparé par l'honorable trésorier lui-même:

Dépenses totales par le gouvernement actuel:	
En 1893 .....	\$6,342,561.30
Dépenses totales par le gouvernement national:	
En 1888 .....	\$6,216,743.23
En 1889 .....	5,124,136.79
En 1890 .....	5,312,907.65
En 1891 .....	6,150,669.69
La moyenne de la dépense totale par le gouvernement national, par année, est de .....	<u>\$5,701,114.34</u>

Ce qui laisse un excédent de dépenses par le gouvernement actuel de .....

641,446.96

de plus que ce gouvernement exécuté qui a conduit, disait-on, le pays à la banqueroute.

Le gouvernement actuel a eu l'avantage de prélever en 1893, sur le peuple et les ressources naturelles de cette province, des taxes et des revenus additionnels au moyen desquels il inscrit complaisamment son résultat financier dans la colonne des surplus, jetant fièrement un regard de mépris sur ses prédécesseurs.

Or, quand on se proclame meilleur que les autres, il faut bien se soumettre à la comparaison, quelque désenchantement qu'elle puisse nous apporter.

Or, pour établir un juste parallèle entre ces messieurs et leurs adversaires sur la question des déficits que ces messieurs devaient faire disparaître, non pas au moyen du produit de la taxe directe ou d'autres revenus additionnels prélevés sur le peuple, mais au moyen d'une économie extraordinaire, c'est-à-dire d'une diminution des dépenses au chiffre des revenus annuels que percevaient leurs adversaires, il convient d'abord d'établir quelle a été la moyenne du déficit annuel,

de constater la moyenne des revenus annuels perçus par l'administration nationale (dans lesquels ne sont pas compris le produit de la taxe directe et autres revenus additionnels prélevés en 1893 sur le peuple et dont ces messieurs ne sauraient s'attribuer le mérite), et de mettre, en regard des revenus annuels qu'avait à sa disposition l'administration nationale, la dépense ordinaire faite par le gouvernement actuel en 1893. Le résultat de cette opération démontrera si le gouvernement actuel a rempli ou a méconnu sa promesse de faire cesser les déficits par l'économie et la diminution des dépenses.

En déduisant les surplus des déficits dans les dépenses et recettes ordinaires, sous l'administration nationale en 1888-89-90-91, tels qu'ils apparaissent au tableau E de l'état comparatif que j'ai déjà cité, il reste au débit de l'administration nationale une moyenne de déficit par année de \$122,695.10

Déficit sous le gouvernement actuel par l'excédent de sa dépense comparé au même revenu.

Dépenses ordinaires par le gouvernement actuel en 1893, suivant tableau E. ....	\$4,190,522
Moyenne des recettes ordinaires perçues en 1888-89-90 et 91 (non compris conséquemment le produit de la taxe directe et des autres revenus additionnels prélevés sur le peuple) par le gouvernement actuel. ....	3,598,766
Déficit. ....	\$591,756
Déduisons si l'on veut, le coût des travaux d'édifices publics. ....	\$238,264
Et l'intérêt de 4 millions. ....	154,400
	392,664
	199,092

Et il reste à la charge du gouvernement actuel un déficit de 199,092 comme une fin de non-recevoir absolue à sa prétention d'effacer le déficit des nationaux par l'économie et le retranchement dans les dépenses.

En effet la dépense des Nationaux comparée à leurs revenus a laissé un déficit annuel de. .... \$122,695

Et la dépense des conservateurs comparée aux mêmes revenus produit un déficit annuel de. .... 199,092

c'est-à-dire un déficit de \$76,397 plus élevé que le déficit moyen du gouvernement national.

Est-il bien possible maintenant à ces messieurs de dire qu'ils ont fait cesser, par l'économie et le retranchement dans les dépenses, le déficit qu'ils nous reprochaient?

Non, M. l'Orateur, ils n'ont pas diminué les dépenses, mais ils les ont augmentées comme je viens de le prouver.

Où sont donc leurs promesses d'économie et de retranchement dans les dépenses? Elles sont allées, avec leurs clameurs furibondes contre leurs adversaires, s'éteindre dans la fumée des jouissances équivoques du pouvoir usurpé.

Mais ces honorables messieurs essaient de couvrir et de faire oublier leur augmentation des dépenses en se réclamant du mérite d'avoir augmenté les revenus.

Il y a en effet un item de l'augmentation du revenu dont ils ont la gloire et le mérite. Et nous le leur laissons volontiers. Ils ont le mérite et la gloire d'avoir arraché au peuple de cette province un demi-million de piastres au moyen de la taxe

directe la plus odieuse, la plus arbitraire, pour ne pas dire la plus inique, que jamais gouvernement, fût-il le plus despotique, ait rêvé d'imposer.

Quant à l'augmentation du revenu provenant des terres de la couronne et des licences, elle n'est qu'accidentelle et due aux ventes de coupes de bois que le gouvernement a faites et à une de ces fluctuations éventuelles du commerce qui produisent de temps à autre un effluve abondant pour être aussitôt suivies d'une réaction en sens contraire, c'est-à-dire que cette augmentation n'a pas un caractère dont le gouvernement puisse s'attribuer le mérite comme provenant de sa législation ou de son initiative.

D'ailleurs pour enlever au gouvernement toute fausse gloire à ce sujet, il n'y a qu'à citer les discours du représentant de Kamouraska (M. C.-A. Desjardins), leur organe autorisé, à la première session de 1890. Ce monsieur disait précisément au sujet de l'augmentation du revenu des licences et des coupes de bois, en parlant du surplus réalisé par le gouvernement national d'alors:

« En 1883, l'honorable trésorier avait prévu des

recettes ordinaires de \$3,345,672.00. Elles ont été de \$3,627,932.00. Suppose-t-il que nous ne savons pas les causes qui ont produit cette augmentation?... Pour combler une partie du vide qui allait se faire dans sa caisse, il augmentait de 25 pour cent le taux des licences. Ce moyen lui a donné une centaine de mille piastres de revenu additionnel. Mais cette aubaine était encore loin d'être suffisante. Il fallait encore de l'argent et le gouvernement crut que le plus facile était de vendre une certaine étendue de nouvelles concessions forestières. C'est ce qu'il faisait dans l'automne 1888, et cette vente lui donnait \$118,253.00. Les 25 pour cent sur les licences et le produit de la vente des coupes de bois représentent, comme on le voit, la plus grande partie des recettes dont l'honorable trésorier se vante avec tant de plaisir. Il est toujours facile pour un gouvernement d'augmenter son revenu par de semblables moyens.

Le gouvernement actuel ne peut donc invoquer que deux titres de supériorité sur ses prédécesseurs dans son administration financière des affaires de la province: avoir augmenté les dépenses et imposé la taxe directe.

C'est assez peu glorieux pour un gouvernement qui ne doit son existence qu'à ses promesses solennelles de diminuer les dépenses et d'éviter la taxe directe.

Outre les dépenses extraordinaires que le gouvernement est à faire exécuter au palais de justice de Montréal et qui coûteront bien près d'un million, le gouvernement vient, sous le couvert d'une vente faite aux soeurs de la Charité, d'acheter, de ses amis MM. Landry & cie, l'asile de Beaufort au prix de \$425,000, avec des réparations urgentes à faire de \$75,000, grevant la province d'autant, lorsque les soeurs offraient de bâtir un asile à leurs frais. Ce qui enlève à la caisse publique, au profit des amis du gouvernement. MM. Landry & cie. un montant égal au produit total des taxes directes prélevées sur le peuple cette année par le gouvernement.

Ces dépenses et achats, joints aux emprunts déjà faits par le gouvernement, impliquent la province dans une augmentation de dettes de plusieurs millions de piastres qui jure ainsi beaucoup avec les engagements que le gouvernement a contractés envers le peuple aux dernières élections. Aussi le peuple se demande avec anxiété où le gouvernement actuel va le conduire.

Le peuple s'aperçoit avec stupeur que toutes les accusations portées par les conservateurs contre leurs adversaires, et auxquelles il a cru. n'étaient que des calomnies habiles pour leur

enlever le pouvoir, et que toutes leurs promesses d'économie sont maintenant remplacées par l'augmentation des dépenses et l'amère taxe directe.

Ils ont accusé dans leurs journaux soudoyés par l'or du scandale McGreevy. ils ont accusé, dit-je l'ex-premier ministre de s'être acheté une belle maison avec l'argent de la province, et l'Événement a prouvé qu'il l'avait achetée sur son crédit personnel seulement. Ils ont accusé l'ex-gouvernement d'avoir collusoirement laissé M. Ernest Pacaud voler cent mille piastres, à la province; ils ont poursuivi M. Pacaud en recouvrement de cette somme et leur action a été déboutée parce qu'il a été établi que M. Pacaud n'avait rien volé à la province. Ils ont traîné devant la cour criminelle l'ex-premier ministre et M. Pacaud sous l'accusation d'avoir conspiré pour frauder la province de \$60,000. Douze jurés et le président du tribunal, à l'unanimité, ont honorablement acquitté les accusés.

Ils ont accusé l'ex-premier ministre d'avoir converti à son bénéfice personnel \$28 000 de l'argent de la province, et la preuve faite devant un comité de la Chambre a démontré que l'honorable ex-premier ministre n'avait été que le dépositaire de cette somme et en avait dûment rendu compte à qui de droit. Et cette accusation, comme les autres, est tombée à plat. Ils ont institué des commissions royales pour faire l'oeuvre du dénigrement de leurs adversaires en pleine campagne électorale, aux frais de la province. Ils ont fait imprimer et distribuer, aux frais de la province, un pamphlet accusant leurs adversaires d'une extravagance monstrueuse dans les dépenses publiques, et ils ont eux-mêmes renchéri sur les prétendues dépenses et extravagances de leurs adversaires; de plus, ils ont été obligés d'admettre, ici en Chambre, que ce pamphlet contenait intentionnellement, je veux bien le croire, une erreur de un million trois cent mille piastres au détriment de leurs adversaires.

Mais le tour était joué, les élections emportées, et ces messieurs installés au pouvoir.

C'était là le comble de leur ambition.

Quant aux promesses de faire de l'économie, de diminuer les dépenses, de cesser d'emprunter et d'éviter la taxe directe, elles étaient aussi vaines que l'étaient leurs accusations contre leurs adversaires.

Ils ont perdu le souvenir de leurs promesses électorales comme ils ont perdu tous leurs procès politiques.

Il en a coûté bien cher au peuple pour installer ces messieurs au pouvoir et payer les frais de tous leurs procès perdus:

Leurs commissions royales ont coûté.....	\$ 43,000
Les élections générales requises pour mettre ces messieurs au pouvoir ont coûté.....	65,000
Frais d'enquêtes au sénat d'Ottawa, subsides aux journaux chargés de semer parmi le peuple les accusations empoisonnées contre les adversaires.....	50,000
Faux frais, tant dans les cours civiles que dans les cours criminelles, y compris les frais de terme de ces cours, pour instituer, poursuivre et perdre les procès politiques, disons.....	30,000
	<u>\$ 188,000</u>

C'est donc tout près de \$200,000 qu'il en a coûté au peuple pour avoir cru à la parole de ces messieurs, les avoir mis au pouvoir, les avoir vus perdre tour à tour les procès politiques basés sur leurs accusations non fondées, solder les faux frais de tous ces procès perdus, et se voir imposer la taxe directe comme suprême consolation!

Le peuple trouve maintenant que \$200,000 est un prix bien élevé pour un tel résultat! Nos honorables ministres, de leur côté, prétendent que c'est bien trop peu pour payer l'honneur d'être gouverné par eux, et ils s'étonnent que le peuple murmure et gronde. Ils nous rappellent une aventure de jeunesse de Roscoe Conklin, avocat américain, lors de ses débuts dans la profession. Il entre un jour, très nerveux, dans le bureau de son confrère, M. Evarts:

-Vous me paraissez bien excité. M. Conklin, dit M. Evarts.

-Oui, répondit M. Conklin. je suis insulté, indigné! Je n'ai encore jamais rencontré de client qui fût mécontent de mes honoraires.

-Bien, de quoi s'agit-il? demande M. Evarts.

-Voici: j'ai défendu Gibbons pour incendie, comme vous savez, il a été condamné, mais j'ai bien travaillé pour lui. Je l'ai défendu à la Cour supérieure, il a été condamné; j'ai porté la cause à la Cour suprême, la Cour suprême a confirmé le jugement et lui a donné dix ans de pénitencier. Je lui ai chargé pour cela seulement \$3,000 et maintenant Gibbons est mécontent, il dit que c'est trop cher. Maintenant, M. Evarts, comme un vieil avocat, je vous demande confidentiellement si j'ai réellement chargé trop cher à Gibbons?

-Vous lui avez chargé \$3,000.00? demande M. Evarts.

-Oui, \$3,000.00.

-Bien, dit M. Evarts réfléchissant sérieusement sur la cause et l'envisageant sous toutes ses faces, je pense que Gibbons aurait pu perdre son procès et aller en prison à meilleur marché!

Il nous semble aussi. M. L'Orateur, que au prix de \$200,000.00. la province a payé un peu cher pour avoir perdu tous les procès que ces messieurs ont faits à ses dépens et recevoir de leurs mains en récompense, la taxe directe par-dessus le marché.

En terminant, je répéterai, comme je le disais au commencement de mes remarques, que le gouvernement, loin de réaliser les espérances qu'un peuple confiant avait reposées en lui, a violé ses engagements et compromis gravement les intérêts de la province.

Notre devoir est de signaler le fait au peuple; ce sera au peuple d'en tirer les conclusions et de se protéger en conséquence lorsque viendra pour lui l'occasion de choisir les administrateurs de la fortune publique.

M. A.W. MORRIS (Montreal no 4): Prend la défense du trésorier de la province (l'honorable J.S. Hall), qui a fait tout ce qui était en son pouvoir pour rétablir le crédit de la province, et qui mérite l'appui de chaque député de la Chambre. Il

démontre que toutes les attaques dirigées contre

le député de Bonaventure (M. H. Mercier) au cours de la présente session, il les a lui-même provoquées, et il ajoute que les membres de l'Opposition ne se sentent pas disposés à reconnaître les réalisations du trésorier. Il fait allusion au compte de dépense de la visite du député de Bonaventure (M. H. Mercier) en France. Le député de Bonaventure et celui de Montmagny (M. N. Bernatchez) subissent son sarcasme.

M. A. TURGEON (Bellechasse): Il n'est pas juste de rechercher dans les extravagances de l'administration précédente la seule raison de la crise financière que nous traversons et des dures nécessités que nous subissons. Ce sont les déficits inaugurés en 1874. Il fait à grands traits l'histoire financière de la province, démontrant que les embarras remontent au premier gouvernement de Boucherville, qui, en quatre ans, a entassé des déficits monstrueux, emprunté 7 millions et accumulé des dépenses extraordinaires au montant de 19 millions.

Il passe en revue toutes les administrations conservatrices et libérales qui se sont succédé depuis la Confédération et en vient à la conclusion que si la province se trouve dans la position financière actuelle, cela est dû aux administrations conservatrices. Il dit que le gouvernement Mercier est responsable seulement de l'augmentation de la dette de 1887 à 1891. Quand le représentant de Bonaventure (M. H. Mercier) est arrivé au pouvoir, il a trouvé \$19,000 en caisse pour payer \$71,000 d'obligations passées dues, un déficit de \$631,000 pour l'année en cours, \$4,000,000 de dette flottante et 4 autres millions d'obligations criardes. Les obligations que le gouvernement Mercier a laissées à ses successeurs, ceux-ci les avaient appuyées de leurs paroles et de leurs votes, et aujourd'hui ils se renient eux-mêmes.

M. F. CARBRAY (Québec-Ouest): Expose le travail du gouvernement conservateur. En 1886, dernière année du gouvernement Taillon-Ross, les revenus et les dépenses balançaient ou presque. L'administration financière du gouvernement Mercier est connue. Aujourd'hui, l'administration fait de son mieux pour retrouver cette situation idéale et a presque atteint son but. Il prend la défense du gouvernement contre les accusations dont il est victime au sujet des taxes.

Et la question étant mise aux voix; elle est résolue affirmativement.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en comité des subsides.

#### En comité:

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'administration de la justice: pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas quarante-trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles normales: pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux instituteurs mis à la retraite: pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'achat de livres pour prix: pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école des sourds-muets: pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école des sourds-muets. Mile-End, Montréal: pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école des sourdes-muettes, soeurs de la Providence, Montréal: pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

8. Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil de l'Instruction publique: pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

9. Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la publication de journaux en français et en anglais, sur l'Instruction publique, aux conditions et de la manière déterminées par le secrétaire de la province: pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

10. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au congrès des inspecteurs d'école: pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

11. Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au musée scolaire: pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

12. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du rapport du surintendant: pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

13. Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école de Lennoxville: aide à la reconstruction d'édifices incendiés en février 1891; 3e paie-

ment sur cinq égaux: pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

14. Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face à la transcription, impression et distribution des archives canadiennes: pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

15. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école de navigation, Québec: pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

16. Qu'une somme n'excédant pas dix mil le piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du bureau des Arts et Métiers, y compris l'enseignement des beaux-arts appliqués à l'industrie: pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

17. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la corporation de l'Hôpital-Général, Montréal: pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

18. Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Montréal: pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

19. Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Patrice, Montréal: pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

20. Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre-vingt-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux soeurs de la Providence, Montréal: pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

21. Qu'une somme n'excédant pas trois cent quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile Saint-Vincent de Paul, Montréal: pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

22. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice protestant d'industrie et de refuge. Montréal: pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

23. Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile protestant pour les femmes abandonnées, Montréal: pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

24. Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'orphelinat Saint-Patrice, Montréal: pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

25. Qu'une somme n'excédant pas deux cent

cinquante-deux piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital de la maternité. Montréal: pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

26. Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile de la Madeleine, (Bon Pasteur). Montréal: pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

27. Qu'une somme n'excédant pas cent soixante et huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile des orphelins catholiques romains, Montréal: pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

28. Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux soeurs de la Charité, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

29. Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux soeurs de la Charité pour leur hôpital des enfants trouvés, à Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

30. Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile pour les orphelins protestants. Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

31. Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-trois piastres et vingt-cinq centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice de la maternité, sous les soins des soeurs de la Miséricorde. Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

32. Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt-cinq piastres et soixante-quinze centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile de la rue Bonaventure, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

33. Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile de Nazareth, pour les enfants abandonnés. Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

34. Qu'une somme n'excédant pas mille trois cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école pour les aveugles, asile Nazareth, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

35. Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'ouvrage pour les aveugles, asile Nazareth, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

36. Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté,

comme une aide au dispensaire de Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

37. Qu'une somme n'excédant pas six cent trente-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société bienveillante des dames, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

38. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile Sainte-Brigitte, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

39. Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile pour les enfants protestants, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

40. Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à "The Church Home", Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

41. Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante-deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice de Bethléem, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

42. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital Notre-Dame, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

43. Qu'une somme n'excédant pas mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

44. Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société de bienfaisance des dames israélites, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

45. Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux soeurs de la Miséricorde pour la garde d'enfants trouvés, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

46. Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux soeurs de la Providence, coin des rues Sainte-Catherine et Fullum, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

47. Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à "The Young Men's Hebrew Benevolent Society", Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.



48. Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la Maison de refuge, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

49. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut McKay, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

50. Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital des enfants trouvés de Montréal, (ci-devant connu sous le nom d'asile Sainte-Marguerite); pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

51. Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice Saint-Joseph du Bon Pasteur, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

52. Qu'une somme n'excédant pas soixante-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Petites soeurs des pauvres, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

53. Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante-deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à "The Western Hospital", Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

54. Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante-deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice Saint-Charles, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

55. Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre-vingt-dix piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des dames charitables de l'orphelinat catholique et de l'asile Nazareth Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

56. Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

57. Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile du Bon Pasteur, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

58. Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-treize piastres et soixante et quinze centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile des dames protestantes, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

59. Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile des orphelins, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

60. Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile Finlay, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

61. Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile protestant pour les orphelins, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

62. Qu'une somme n'excédant pas cinq cent vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile Sainte-Brigitte, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

63. Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au dispensaire de Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

64. Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux soeurs de la Charité, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

65. Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux soeurs de la Charité, pour les veuves et les femmes vieilles et infirmes, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

66. Qu'une somme n'excédant pas huit cent quatre-vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Coeur-de-Jésus de Québec, autrefois l'hôpital du Sacré-Coeur-de-Jésus, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

67. Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au dispensaire de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Coeur-de-Jésus, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

68. Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Coeur-de-Jésus, pour la maternité, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

69. Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Coeur-de-Jésus, Québec, pour les épileptiques; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

70. Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des dames chrétiennes. Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

71. Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital de la maternité, sous les soins des dames du Bon Pasteur, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

72. Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile des orphelins, sous les soins des soeurs de la Charité, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

73. Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Général, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

74. Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Oeuvre du patronage, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

75. Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, asile de la Providence, Trois-Rivières; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

76. Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux soeurs de la Charité, pour leur hospice de la maternité, Trois-Rivières; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

77. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Général, Sorel; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

78. Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital Saint-Hyacinthe, Saint-Hyacinthe; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

79. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Nicolet; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

80. Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux soeurs de la Charité de Rimouski; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

81. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent

cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital et à l'orphelinat de Sherbrooke; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

82. Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital Saint-Joseph de la délivrance, Lévis; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

83. Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu de Saint-Valier. Chicoutimi; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

84. Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu d'Arthabaska; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

85. Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice de la Baie-Saint-Paul pour les vieillards, les infirmes et les idiots; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

86. Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital de Fraserville; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

87. Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital Saint-Jérôme; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

88. Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital de Saint-Jean, Saint-Jean; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

89. Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux soeurs de la Charité de Saint-Jean; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté quatre-vingt-neuf résolutions et demande la permission de siéger à nouveau.

Les résolutions sont lues pour la première fois.

### Asile de Beauport

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité spécial pour étudier le bill (bill no 25) ayant pour objet d'assurer une quittance valide au gouvernement et déterminant

les personnes auxquelles il remettra une certaine partie du prix de vente de l'asile de Beauport. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 25) ayant pour objet d'assurer une quittance valide au gouvernement et déterminant les personnes auxquelles il remettra une certaine partie du prix de vente de l'asile de Beauport, et a l'honneur de faire rapport à cette Chambre qu'il a adopté ledit bill avec certains amendements qu'il soumet à la considération de cette Chambre.

Votre comité recommande en outre que ledit bill soit remis sur les ordres du jour pour deuxième lecture.

Adopté.

#### **Documents:**

##### **Réorganisation des tribunaux**

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Met devant la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre du 15 novembre 1893, pour: 1. Une copie de tout mémoire, de toutes lettres et de tous documents reçus par aucun département ou aucun ministre en rapport avec le bill no 155 de la dernière session intitulé: "Loi concernant la réorganisation des tribunaux judiciaires".

2. Une copie de la correspondance échangée entre le gouvernement de la Puissance ou aucun de ses membres ou des juges de cette province et le gouvernement de cette province, ou aucun de ses membres en rapport avec notre système de judicature. (Document de la session no 47)

##### **Pétition de Georges Deniers**

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Met devant la Chambre la réponse supplémentaire à une adresse de l'Assemblée législative du 17 novembre 1893, demandant une copie de la pétition de droit de Georges Deniers pour recouvrement d'une somme de trois mille piastres, réclamée en vertu d'une lettre adressée par M. Charles Langelier, alors secrétaire de la province, à M. J.-Israël Tarte: aussi copie de toute la correspondance et de tous documents relatifs à cette affaire. (Document de la session no 29a)

##### **Dépenses électorales**

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Met devant la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre du 20 novembre 1893, pour un état détaillé de la somme de \$696.00 pour dépenses d'élection dans le comté de Bellechasse. Comptes publics de 1892, page 73. (Document de la session no 49)

##### **Loyer du bureau d'un inspecteur des manufactures**

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Met devant la Chambre la réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre du 22 novembre 1893,

pour une copie de tous documents se rapportant à la demande de la pétition de droit de E.-J. Angers, notaire, au gouvernement de cette province (Document de la session no 31a)

##### **Chemins de fer**

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Met devant la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre du 27 novembre 1893, pour un état contenant: 1. Le montant total reçu des emprunts temporaires et permanents et des dépôts de garantie de chemins de fer, et le total des sommes remboursées sur ces comptes, dans chaque année fiscale, entre le 31 janvier 1887 et le 17 décembre 1891.

2. Le montant total payé pour subventions de chemins de fer et la construction du Q.M.O.&O.. dans chaque année fiscale, pendant la même période. (Document de la session no 51)

##### **Etablissements industriels**

L'HONORABLE G.-A. NANTÉL (Terrebonne): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 23) relatif aux établissements industriels.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE G.-A. NANTÉL (Terrebonne): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

##### **Juges de paix**

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 6) modifiant la loi relative aux juges de paix.

Et la question étant mise aux voix, que le bill soit maintenant lu la deuxième fois, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Allard, Baker, Beaubien, Beauchamp, Carbray, Casgrain, Châteauvert, Cholette, Chicoyne, Descarries, Desjardins, Doyon, Duplessis, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Lacouture, McDonald, McIntosh, Magnan, Marion, Martineau, Morris, Nantel, Panneton, Parizeau, Pelletier, Petit, Poirier, Ste-Marie, Taillon, Tellier Tétreau, Villeneuve, 35.

CONTRE: MM. Bernatchez, Bisson, Dechêne, Gillies, Girouard, Gladu, Gosselin, Laliberté, Lusier, Marchand, Parent, Pinault, Turgeon. 13.

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

##### **Cours de recorders**

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième

lecture du bill (bill no 20) concernant les appels des décisions des recorders et des Cours de recorders en matière de taxes.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité général de la Chambre.

#### **Asiles d'aliénés**

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour considérer une certaine résolution relative aux asiles d'aliénés. Il informe la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur, ayant été informé de l'objet de cette résolution, la recommande à la considération de la Chambre.

Adopté.

#### **En comité:**

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse nommer, pour chaque asile ayant un contrat avec le gouvernement de la province, un surintendant médical; et, en sus, pour chacun des asiles de Saint-Jean-de-Dieu et Beauport, un assistant-surintendant médical et deux médecins internes, avec tels traitements qu'il jugera convenables.

Adopté.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a passé une résolution.

Ladite résolution est lue pour la première fois.

La séance est levée après minuit.

### **Séance du 6 décembre 1893**

#### **Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc**

La séance s'ouvre à trois heures et demie.

#### **Dépôt de pétitions:**

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Carbray, la pétition de la branche de Québec de l'Alliance évangélique, et la pétition de la Société des ouvriers de Québec, travaillant le bois.

Par M. Augé, la pétition de Alphonse Desjardins et autres.

Par M. Marion, la pétition de A. Guenette et autres.

#### **Rapports de comités:**

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent de législation et lois expirantes. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 92) pour rendre valides certains actes notariés, et a l'honneur d'en faire le rapport sans amendement.

M. F. CARBRAY (Québec-Ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill C) du Conseil législatif intitulé: "Loi amendant la charte de la Compagnie de pouvoir électrique de Montmorency", et a l'honneur d'en faire le rapport sans amendement.

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des divers bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 46) modifiant la 54 Victoria, chapitre 78, concernant la charte de la cité de Montréal, et a l'honneur d'en faire le rapport sans amendement.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants, auxquels il a fait certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

Bill (bill no 34) modifiant la charte de la cité de Montréal;

Bill (bill no 69) modifiant la charte de la cité de Montréal;

Bill (bill no 78) amendant les diverses lois concernant la corporation de la cité des Trois-Rivières;

Et le bill (bill no 35) autorisant dame Albina Pominville, épouse de Arthur Gagnon, à vendre certains biens subsitués.

### Introduction de bills:

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 28) amendant l'acté 20 Victoria, chapitre 125, intitulé: "Acte pour diviser la commission des chemins à barrières de Québec en deux commissions distinctes", et les différents actes qui l'amendent.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

### Interpellations

#### Substitut du procureur général

M. M. MCDONALD (Bagot): Qui a agi comme substitut du procureur général pour le district de Saint-Hyacinthe depuis le 26 avril 1892 jusqu'au 31 octobre 1893?

Le titulaire de cette charge a-t-il été changé depuis cette date?

Si oui, quelles sont les raisons de tel changement?

Qui occupe maintenant cette charge et sur la recommandation de qui la nomination a-t-elle été faite?

L'HONORABLE T. C. CASGRAIN (Montmorency): Le 7 janvier 1892, M. Lussier, avocat de Saint-Hyacinthe, fut, par lettres de l'assistant procureur général, chargé de conduire les affaires de la couronne au terme qui devait s'ouvrir le 19 juin suivant.

Le 26 avril 1892, à la demande de M. Lussier, M. A. Gendron lui fut substitué.

Depuis le 26 avril 1892, il n'y a pas eu de terme criminel à Saint-Hyacinthe et par conséquent personne n'y a représenté le procureur général dans les poursuites criminelles.

Pour le terme qui doit s'ouvrir le 19 décembre prochain, à Saint-Hyacinthe, le procureur général a chargé, par lettre du 8 novembre 1893, A.-O.-T. Beauchemin, écuyer, C.R., de représenter le procureur général dans les poursuites criminelles, le dit M. Beauchemin ayant agi dans la même capacité de 1880 à 1885.

#### Syndics des chemins à barrière de la rive nord

M. S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Les syndics des chemins à barrières de la rive nord, à Québec, ont-ils fait leur rapport et rendu leurs compte en aucun temps, dans les cinq dernières années, aux autorités compétentes, en vertu des statuts 4 Victoria, chapitre 17, sections 1, 29 et 37, et 29 Victoria, chapitre 125, section 14?

Si oui, quand?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Oui.

M. S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Le gouvernement oblige-t-il les syndics des chemins à barrières de la rive nord, à Québec, à entretenir le

chemin qui relie le chemin nord de la Petite-Rivière-Saint-Charles avec le chemin de Charlesbourg, en vertu du statut 16 Victoria chapitre 235 section 5. sous-section 8?

Si non. pourquoi?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Non. Aucune représentation ou plainte n'a été faite au gouvernement à ce sujet.

### Employé du gouvernement

M. J. MORIN (Charlevoix): M. Ferland. de Saint-Tite, comté Montmorency, est-il à l'emploi du département des Terres de la couronne?

Si oui, quel est son salaire et quel est son emploi?

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Non.

### Cercle agricole

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Le cercle agricole de Saint-Roch-des-Aulnaies, comté de L'Islet. a-t-il reçu un montant quelconque du gouvernement? Quelles sont les personnes qui ont donné des conférences au dit cercle? Quand telles conférences ont-elles été données?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Le gouvernement a donné \$130.73.

Messieurs Evariste Leclerc et Alphonse Pelletier ont prononcé des conférences, le 27 août. M. J.B.D. Schmoudt a aussi été conférencier.

### Judicature

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande s'il est vrai que l'honorable procureur général (l'honorable T.C. Casgrain) ait l'intention de retirer son bill au sujet de la réorganisation judiciaire.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Répond qu'il n'a jamais eu cette intention.

### Indemnité législative

M. C.-A. DESJARDINS (Kamouraska): Soulève une question de privilège. Il dit que certains journaux libéraux ont affirmé que lorsque son bill (bill no 94) demandant la diminution de l'indemnité de l'Assemblée législative fut présenté, il avait eu peur de demander le vote. Il maintient que c'est le cas contraire et demande à M. l'Orateur de donner des explications sur cette question.

M. L'ORATEUR: S'en tient aux explications qui apparaissent dans la Gazette.

### Demande de documents:

#### Registreur du comté de Berthier

M. V. ALLARD (Berthier): Propose, appuyé par le représentant de Richelieu (M. L. Lacouture),

qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de tous ordres en conseil, documents, correspondances, enquête et rapport de l'inspecteur des bureaux d'enregistrement au sujet de la destitution de A. Demers, ancien registrateur du comté de Berthier, et de la nomination de son successeur.

Adopté.

#### **Publication de "Municipalités et paroisses"**

M. J.-A. DESCARRIES (Jacques-Cartier): Propose, appuyé par le représentant de Sherbrooke (M. L.-E. Panneton), qu'il soit mis devant cette Chambre une copie de toutes correspondances relatives à la publication de la seconde édition de l'ouvrage Municipalités et paroisses, compilé par C.-E. Deschamps.

Il fait l'éloge de cet ouvrage très important pour les hommes de profession et il espère qu'on lui viendra en aide pour publier une seconde édition.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Demande si les finances de la province permettent bien de faire cette dépense. Il croit que cette publication entraînerait des dépenses chaque année.

M. J.-A. DESCARRIES (Jacques-Cartier): Dit que non; ce serait une fois pour longtemps. L'ouvrage est important et peut rendre service à tout le monde.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Rend justice à M. Deschamps qui est un employé modèle, faisant beaucoup plus qu'il n'y est obligé et sans salaire extra. Il ne demanderait pas grand-chose pour son travail, mais les finances de la province sont toujours là pour nous gêner. Si la Chambre ne juge pas à propos de se prononcer d'une façon ou de l'autre, le gouvernement verra ce qu'il aura à faire.

Adopté.

#### **Gardes-forestiers**

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (M. A. Turgeon), qu'il soit mis devant cette Chambre un état indiquant: 1. Les noms des gardes-forestiers, nommés depuis le 16 décembre 1891, qui ont subi l'examen requis par la loi. 2. Les noms de ceux qui n'ont pas subi tel examen.

Adopté.

#### **Taxe commerciale**

M. L.-F. PINAULT (Matane): Propose, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. E.-H. Bisson), qu'il soit mis devant cette Chambre un état détaillé indiquant les noms, prénoms, résidences, etc., des commerçants exemptés, par le trésorier de la province, du paiement de la taxe

commerciale, en vertu du statut 56 Victoria, chapitre 15; et l'état des sommes dues par les personnes ainsi exemptées.

Adopté.

#### **Visites et explorations**

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Propose, appuyé par le représentant de Rouville (M. A. Girard), qu'il soit mis devant cette Chambre un état détaillé de l'emploi de la somme de \$6,305.00, entrée sous le titre de "visites et explorations" dans la réponse à un ordre de la Chambre no 27.

Adopté.

#### **Compagnie du Labrador et seigneurie de Mingan**

L'HONORABLE E. J. FLYNN (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité spécial nommé pour prendre en considération et étudier le jugement rendu par le Conseil privé, le 19e jour de novembre 1892, sur les appels dans la cause de la reine et de la Compagnie du Labrador, au point de vue de la question de savoir s'il y a lieu de faire adopter une loi déclaration, au sujet de la terre ferme de Mingan (dite seigneurie de Mingan ou terra firma de Mingan). Voici le rapport:

Votre comité a élu l'honorable M. Flynn comme son président et recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Adopté.

#### **Maîtres et serveurs**

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill (bill no 105) amendement la loi relative aux maîtres et serveurs.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il y a eu progrès et demande la permission de siéger à nouveau.

#### **Messages du Conseil législatif:**

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants sans amendement:

Bill (bill no 24) intitulé: "Loi modifiant la loi 56 Victoria, chapitre 22, concernant l'entretien des ponts construits en tout ou en partie par le gouvernement".

Et bill (bill no 17) intitulé: "Loi relative à la transmission au secrétaire de la province et aux registrateurs des rôles d'évaluation".

#### **Associations de bienfaisance, sociétés nationales, unions de métiers et sociétés de travail**

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en

comité pour étudier le bill (bill no 101) relatif à la constitution en corporation des associations de bienfaisance, des sociétés nationales, des unions de métiers et des sociétés de travail.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il y a eu progrès et demande la permission de siéger à nouveau.

### Taxes

L'ordre du jour étant lu pour la reprise du débat ajourné sur le sous-amendement proposé jeudi, le 30 novembre dernier, à l'amendement fait à la motion portant: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que cette Chambre se forme en comité pour prendre en considération la résolution suivante: "Que cette Chambre est d'opinion que les taxes imposées sur les marchands, en cette province, devraient être immédiatement abolies et remplacées par une taxe de un millièm par piastre de tous les immeubles imposables de la province, dont l'évaluation serait basée sur les rôles dévaluation des cités et des municipalités, et que ces taxes devraient être perçues par les employés municipaux."

Lequel amendement était que tous les mots après "Que" soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre est d'opinion que les taxes imposées par le gouvernement actuel sur les marchands, industriels et autres contribuables de cette province n'auraient pas dû être imposées avant qu'il fût constaté (par la mise à effet d'une politique de stricte économie et par le retranchement de toutes dépenses non réputées urgentes et requises pour la prospérité publique) que l'imposition des taxes nouvelles serait encore requise."

Et lequel sous-amendement comporte que les mots suivants soient ajoutés à la fin de l'amendement: "et essentielle au rétablissement de l'équilibre dans les finances de cette province."

Et la question étant de nouveau proposée, que ces mots soient ajoutés, la Chambre reprend le débat ajourné.

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Bernatchez. Bisson Bourbonnais. Caron. Dechêne. Gillies, Girard (Rouville). Gladu, Gosselin. Laliberté, Lussier, Marchand, Mercier, Morin. Parent. Pinault, Ste-Marie, Stephens, Tessier (Rimouski), Turgeon, 20.

CONTRE: MM. Allard, Augé, Baker, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Carbray, Cartier, Casgrain, Châteauvert, Cholette, Chicoyne, Cooke, Descaries, Desjardins, Doyon, Duplessis, England, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Hall, Kennedy, Lacouture, McDonald, McIntosh, Magnan, Marion, Martineau, Morris, Nantel, Normand, Panneton, Parizeau, Pelletier, Petit, Poirier, Rioux, Savaria, Simpson, Spencer, Taillon, Tellier, Tétreau, Villeneuve, 47.

Ainsi, il est résolu négativement.

Et l'amendement à la question originale étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Bernatchez. Bisson. Bourbonnais. Caron, Dechêne, Gillies, Girard (Rouville), Gladu, Gosselin, Laliberté, Lussier, Marchand, Mercier, Morin, Parent. Pinault. Shehyn, Ste-Marie, Stephens, Tessier (Rimouski), Turgeon, 21.

CONTRE: MM. Allard, Augé, Baker, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Carbray, Cartier, Casgrain, Châteauvert, Cholette, Chicoyne, Cooke, Descaries, Desjardins, Doyon, Duplessis, England, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Hall, Kennedy, Lacouture, McDonald, McIntosh, Magnan, Marion, Martineau, Morris, Nantel, Normand, Panneton, Parizeau, Pelletier, Petit, Poirier, Rioux, Savaria, Simpson, Spencer, Taillon, Tellier, Tétreau, Villeneuve, 47.

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors, la motion principale étant de nouveau proposée, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité pour prendre en considération la résolution suivante:

"Que cette Chambre est d'opinion que les taxes imposées sur les marchands, en cette province, devraient être immédiatement abolies et remplacées par une taxe de millièm par piastre de tous les immeubles imposables de la province, dont l'évaluation serait basée sur les rôles d'évaluation des cités et des municipalités, et que ces taxes devraient être perçues par les employés municipaux".

M. H. MERCIER (Bonaventure): Propose comme amendement appuyé par le représentant de Québec-Est (M. J. Shehyn), que tous les mots après le mot: "abolies", dans la dite motion, soient effacés et remplacés par les suivants: "ainsi que les taxes imposées sur les successions et sur les municipalités, pour la garde et l'entretien des aliénés dans les asiles, pour la garde des enfants dans les maisons de réforme et d'industrie".

Il dit qu'en principe il est opposé à la taxe foncière, mais qu'il acceptera tout de même la proposition si l'on veut y ajouter l'abolition des taxes sur les ventes, sur les successions, sur les municipalités, car il ne serait pas juste d'exempter les villes et de faire payer double mouture aux campagnes. Si les taxes doivent être abolies et remplacées par un autre système, il faut les supprimer toutes.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Cet amendement n'est pas dans l'ordre. L'amendement ne porte pas du tout sur la question principale.

M. L'ORATEUR: Décide que l'amendement n'est pas dans l'ordre, parce que la Chambre s'est déjà prononcée sur la question soumise par cet amendement, au cours de la présente session.

La question principale étant alors mise aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Augé, Carbray, Kennedy, Martineau, Morris, Parizeau, Villeneuve, 7.

CONTRE: MM. Allard, Baker, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Bernatchez, Bisson, Bourbonnais, Caron, Cartier, Casgrain, Châteauvert, Cholette, Chicoyne, Cooke, Dechêne, Descarries, Desjardins, Doyon, Duplessis, England, Flynn, Gillies, Girard (Lac-Saint-Jean), Girard (Rouville), Gladu, Gosselin, Greig, Grenier, Hackett, Hall, Lacouture, Laliberté, Lussier, McDonald, McIntosh, Magnan, Marchand, Marion, Mercier, Morin, Nantel, Normand, Panneton, Parent, Pelletier, Petit, Pinault, Poirier, Rioux, Savaria, Shehyn, Ste-Marie, Simpson, Spencer, Stephens, Taillon, Tellier, Tessier, (Rimouski), Tétreau, Turgeon, 61.

Ainsi, la proposition est résolue négativement.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Maintenant, le gouvernement va pouvoir formuler sa politique.

### Loi relative au Barreau

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 96) amendement la loi concernant le Barreau.

L'HONORABLE T. C. CASGRAIN (Montmorency): Propose, comme amendement, que la Chambre ne se forme pas en comité général, mais que ce bill soit de nouveau référé au comité de législation pour entendre les intéressés.

L'amendement est adopté et le bill est de nouveau référé au comité de législation et lois expirantes.

### Libelle par les journaux

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité pour étudier le bill (bill no 102) concernant le libelle par les journaux (1893).

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il y a eu progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité ait la permission de siéger de nouveau aujourd'hui.

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose, appuyé par le représentant de Montréal no 1 (M. F. Martineau), que M. L'Orateur quitte maintenant la fauteuil.

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): Propose, comme amendement à la motion, appuyé par le représentant de l'Assomption (M. J. Marion), que tous les mots après "Que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots: "ce bill soit renvoyé de nouveau au comité permanent de législation et lois expirantes".

Et l'amendement étant mis aux voix, il est résolu affirmativement.

Alors la question principale ainsi amendée étant mise aux voix, il est ordonné que le bill soit renvoyé de nouveau au comité permanent de législation et lois expirantes.

### Article 887 du code de procédure civile

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 97) modifiant l'article 887 du code de procédure civile.

Et des débats s'élevant, ce bill est retiré du consentement unanime de la Chambre.

### Fermeture des magasins

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Shefford (M. A.-F. Savaria), la deuxième lecture du bill (bill no 100) concernant la fermeture des magasins à bonne heure.

M. F. MARTINEAU (Montréal no 1): Présente contre cette mesure un projet signé par environ 500 marchands et il expose les raisons qui le portent à se prononcer contre cette mesure.

Et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Allard, Augé, Beauchamp, Carbray, Caron, Cartier, Cholette, Chicoyne, Cooke, Dechêne, Descarries, Doyon, Girard (Lac-Saint-Jean), Girard (Rouville), Grenier, Hackett, Kennedy, Lacouture, McDonald, Marchand, Marion, Mercier, Morris, Nantel, Normand, Panneton, Parizeau, Petit, Poirier, Savaria, Ste-Marie, Taillon, Tellier, Tessier (Rimouski), Turgeon, 35.

CONTRE: MM. Baker, Bernatchez, Bisson, Bourbonnais, Casgrain, Châteauvert, Duplessis, England, Gillies, Girouard, Gladu, Gosselin, Greig, Laliberté, Lussier, McIntosh, Magnan, Martineau, Morin, Pelletier, Pinault, Rioux, Shehyn, Simpson, Spencer, Stephens, Villeneuve, 27.

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est en conséquence lu pour la deuxième fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

### Honoraires des avocats

M. J.P. COOKE (Drummond): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Stanstead (M. M.F. Hackett), que le bill (bill no 115) amendement le code de procédure civile concernant les honoraires des avocats dans certaines causes par défaut et "ex parte", soit maintenant lu une deuxième fois.

Il explique que le bill veut protéger l'intérêt des pauvres et leur épargner les coûts de la loi.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Dit que c'est plus injuste pour le pauvre homme qui doit engager des poursuites pour obtenir ses gages et qui doit en assumer le coût, même si sa demande est parfaitement légitime. De plus, le Barreau lui-même s'oriente vers une réduction des honoraires des avocats et il est préférable de leur laisser trouver une solution au problème.



M. H. MERCIER (Bonaventure): S'oppose fortement au bill

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): Propose comme amendement à la motion, appuyé par le représentant de l'Assomption (M. J. Marion), que le mot "maintenant" soit retranché et que les mots: "dans six mois, à dater d'aujourd'hui" soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise: et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Allard, Augé, Beaubien, Bernatchez, Bisson, Bourbonnais, Carbray, Casgrain, Châteauvert, Cholette, Dechêne, Descarries, Desjardins, Doyon, Duplessis, Girard (Rouville), Gladu, Gosselin, Greig, Grenier, Hackett, Hall, Kennedy, Lacouture, Lussier, Marion, Mercier, Morin, Normand, Panneton, Parent, Parizeau, Pelletier, Petit, Pinault, Rioux, Savaria, Shehyn, Taillon, Tellier, Tessier (Rimouski), Turgeon, Villeneuve, 43.

CONTRE: MM. Baker, Beauchamp, Bédard, Caron, Cartier, Chicoyne, Cooke, England, Gillies, Girard (Lac-Saint-Jean), Girouard, McDonald, Magnan, Martineau, Poirier, Ste-Marie, Simpson, Spencer, Stephens, 19.

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Alors la question principale ainsi amendée étant mise aux voix, il est ordonné que le bill soit lu dans six mois à dater d'aujourd'hui.

#### Lecture de pétitions:

M. J. MARION (L'Assomption): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Maurice (M. L.-T.-N.-L.-N. Duplessis), que la pétition de A. Guenet et autres, présentée aujourd'hui, soit maintenant lue et reçue.

Adopté.

Et la dite pétition est lue et reçue, demandant l'autorisation de vendre certains biens substitués, et les règles de cette Chambre sont suspendues en autant qu'elles se rapportent à cette pétition.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

#### Reprise de la séance à huit heures et demie

#### Compagnie du chemin de fer urbain de Montréal

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Chambly (l'honorable L.-O. TAILLON), que le bill (bill no 83) modifiant les actes relatifs à la Compagnie du chemin de fer urbain de Montréal soit maintenant lu la troisième fois.

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose comme amendement, appuyé par le représentant de Hochelaga (M. J.-O. Villeneuve), que tous les mots après "maintenant" soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "référé de nouveau à un comité général, avec instructions de l'amender en ajoutant à la clause 2 les mots suivants, savoir: "Mais la dite Compagnie des chars urbains ne pourra faire ce que ci-dessus demandé qu'avec une compagnie en existence réelle, de bonne foi et possédant une ligne de chemin de fer déjà construite en tout ou en partie".

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): S'oppose à cet amendement au nom des intérêts des citoyens de Montréal.

M. A. W. MORRIS (Montréal no 4): Déclare qu'une certaine compagnie ayant une charte lui a offert de l'argent pour l'engager à combattre le bill de la Compagnie des chars urbains.

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Je fais partie de la Compagnie du chemin de ceinture et je suis en état d'affirmer que pas un seul membre de cette compagnie n'a cherché à influencer d'une manière quelconque un député pour obtenir son vote.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Allard, Augé, Bernatchez, Bourbonnais, Cartier, Cholette, Chicoyne, Dechêne, Descarries, Girard (Rouville), Grenier, Lussier, Marion, Martineau, Morin, Normand, Panneton, Parizeau, Poirier, Savaria, Tétreau, Turgeon, 22.

CONTRE: MM. Baker, Beaubien, Bisson, Caron, Casgrain, Châteauvert, Cooke, Desjardins, Duplessis, England, Fitzpatrick, Gillies, Girouard, Gladu, Gosselin, Greig, Hall, Kennedy, Lacouture, McIntosh, Marchand, Mercier, Morris, Parent, Pelletier, Petit, Pinault, Rioux, Ste-Marie, Simpson, Spencer, Stephens, Taillon, Villeneuve, 34.

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée. Que le bill soit maintenant lu la troisième fois:

M. J.-A. DESCARRIES (Jacques-Cartier): Propose comme amendement, appuyé par le représentant de Sherbrooke (M. L.-E. Panneton), que tous les mots après "Que", jusqu'à la fin de la

question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "le bill soit de nouveau renvoyé à un comité général de la Chambre avec instructions de l'amender en y insérant la clause suivante:

"Rien dans ce bill ne sera interprété comme devant empêcher d'autres lignes de chemin de fer de passer dans les limites des municipalités mentionnées dans cette loi, comme conférant un privilège exclusif à la dite Compagnie des chars urbains de Montréal".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Allard, Augé, Bernatchez, Bourbonnais, Cartier, Cholette, Chicoyne, Dechêne, Descarries, Girard (Rouville), Grenier, Hackett, Lacouture, Marion, Martineau, Morin, Normand, Panne-ton, Parizeau, Poirier, Savaria, Tétreau, Turgeon, 23.

CONTRE: MM. Baker, Beaubien, Bisson, Caron, Casgrain, Châteauvert, Cooke, Desjardins, Duplessis, England, Fitzpatrick, Gillies, Girouard, Gladu, Gosselin, Greig, Hall, Kennedy, McIntosh, Marchand, Mercier, Morris, Parent, Pelletier, Pinault, Rioux, Ste-Marie, Simpson, Spencer, Stephens, Taillon, Tessier (Rimouski), Villeneuve, 33.

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors, la question principale étant mise aux voix;

Il est ordonné que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est en conséquence lu la troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Jardin zoologique de Montréal**

M. F. MARTINEAU (Montréal no 1): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill (bill no 68) concernant le Jardin zoologique de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié.

La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. F. MARTINEAU (Montréal no 1): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Institution Pettes Memorial**

M. R. N. ENGLAND (Brôme): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill (bill no 70) constituant en corporation "Pettes Memorial".

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié.

La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. R. N. ENGLAND (Brôme): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Corporations de la ville de Nicolet et de Saint-Jean-Baptiste de Nicolet**

M. J.-A. DESCARRIES (Jacques-Cartier): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 127) accordant une extension de pouvoirs aux corporations municipales de la ville de Nicolet et de Saint-Jean-Baptiste de Nicolet.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Ajournement**

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Demande l'ajournement de la Chambre afin que le comité des bills privés puisse siéger.

La séance est levée à dix heures.

## Séance du 7 décembre 1893

### Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à trois heures quarante-cinq.

### Travaux de la Chambre

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Exprime son mécontentement devant la faible assistance des parlementaires à la séance d'aujourd'hui.

### Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues;

De l'Ordre des conducteurs de chemins de fer, division Stadacona no 130, demandant: 1. Une loi assurant aux salariés une forme plus rapide et plus économique pour recouvrer leurs gages.

2. Rendre illégal le système de sous-contrat.

3. Assurer à l'ouvrier première hypothèque sur le fruit de son travail.

4. Exempter de la saisie les gages des ouvriers et donner au mot "ouvrier" une définition comprenant tous les salariés.

5. Faciliter et rendre moins dispendieuse l'incorporation des unions de métier et sociétés ouvrières, etc.

6. Amender l'acte des manufactures de 1885.

7. Et procurer l'éducation gratuite aux habitants de cette province.

De David Lepage et autres, marchands de la cite de Montréal, demandant que le bill (bill no 100) concernant la fermeture des magasins à bonne heure ne devienne pas loi.

### Rapports de comités:

M. F. CARBRAY (Québec-Ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 114) modifiant l'acte 46 Victoria, chapitre 88, modifiant et refondant les différents actes concernant la Compagnie du chemin de fer de Québec et du Lac-Saint-Jean et les lois qui le modifient, et à l'honneur d'en faire le rapport, sans amendement.

Votre comité a aussi examiné le bill (bill no 48) constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de la rive sud: il y a fait des amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que le délai pour recevoir les rapports sur bills privés soit prolongé jusqu'à mardi, le 19 courant.

Adopté.

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième

rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et à l'honneur d'en faire le rapport, sans amendement:

Bill (bill no 87) donnant de nouveaux pouvoirs à l'Union Saint-Joseph de Saint-Jean-Baptiste de Québec, et pour d'autres fins.

Bill (bill no 52) modifiant l'acte d'incorporation de l'Union Saint-Joseph de Lachine (41 Victoria, chapitre 35).

Bill (bill no 53) modifiant la loi constituant en corporation la Corporation des soeurs Marianites de Sainte-Croix.

Bill (bill no 72) ratifiant un acte de vente entre Joseph-Louis et Théophile David, et les héritiers de Fleury David.

Bill (bill no 40) modifiant la charte de la cité de Montréal et des lois qui la modifient.

Bill (bill no 74) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Camille Piché au nombre de ses membres, après examen.

Votre comité a aussi examiné le bill (bill no 47) relatif aux biens de feu François-Xavier Beaudry légues pour des fins de charité, et à l'honneur d'en faire le rapport avec un amendement qui l soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que le délai pour recevoir les rapports sur bills privés soit prolongé jusqu'à mardi, le 19 courant.

Adopté.

### Demande de documents:

#### Compagnie du chemin de fer Québec-Central

M. J. TESSIER (Portneuf): Propose, appuyé par le représentant de Québec (M. C. Fitzpatrick), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie du contrat passé le 8 septembre 1893 entre la Compagnie du chemin de fer Québec-Central et le gouvernement de la province, à propos de l'embranchement de Tring et des rapports faits au gouvernement depuis ce temps, relativement aux travaux faits sur le dit embranchement et de la correspondance à propos des retards occasionnés dans l'exécution de ces travaux.

Adopté.

#### Emprunts temporaires

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Montmagny (M. N. Bernatchez), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre la production de tous arrêtés en conseil, correspondances et documents quelconques relatifs aux emprunts temporaires faits aux différentes banques et institutions financières depuis le premier juillet 1892 jusqu'à ce jour.

Adopté.

**Documents:****Octrois aux beurreries et fromageries**

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Met devant la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre du 28 novembre 1893, pour un état indiquant le nombre de beurreries et fromageries qui ont reçu des octrois ou somme d'argent quelconque du gouvernement depuis le 15 novembre 1892 à venir au 15 novembre 1893, dans le comté de Dorchester.

2. Le nom des personnes auxquelles ces octrois ont été payés.

3. Le montant payé à chacune.

4. La date de tel paiement. (Document de la session no 48)

**Sommes payées à l'item "Divers en général"**

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Met devant la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre du 30 novembre 1893, pour un état des sommes payées à même l'item "divers en général 1893 et 1894", à venir au 20 novembre 1893. (Document de la session no 50)

**Documents:**

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre l'état des affaires de l'Union Saint-Joseph de Lachine et de l'Hôpital Général de Sorel, pour l'année 1893. (Documents de la session no 11)

**Bibliothèque de la Législature**

M. L'ORATEUR: J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité conjoint des deux Chambres sur la bibliothèque de la Législature. Voici le rapport:

Votre comité a tenu sa première réunion, le six décembre, dans le bureau du bibliothécaire.

Votre comité a siégé sous la présidence de l'honorable M. LeBlanc, Orateur de l'Assemblée législative.

Votre comité a résolu de fixer à cinq le quorum de ses membres.

**Maîtres et serviteurs**

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill (bill no 105) amendant la loi relative aux maîtres et serviteurs.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié.

La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose que le bill soit lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Associations de bienfaisance, sociétés nationales, unions de métiers et sociétés de travail**

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill (bill no 101) relatif à la constitution en corporation des associations de bienfaisance, des sociétés nationales, des unions de métiers et des sociétés de travail.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié.

La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général. Il est ordonné que le bill soit lu la troisième fois, lundi prochain.

**Actes notariés**

M. B. BEAUCHAMP (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill (bill no 92) pour rendre valides certains actes notariés.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. B. BEAUCHAMP (Deux-Montagnes): Propose que le bill soit lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est résolu que le titre soit: "Acte pour rendre valides certains actes notariés".

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Fermeture des magasins**

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill (bill no 100) concernant la fermeture des magasins à bonne heure.

Adopté.

**En comité:**

M. P. KENNEDY (Montréal no 6): S'oppose à ce projet de loi. Il dit que cette mesure aurait pour effet de ruiner une bonne partie des petits établissements de commerce et faire un tort considérable aux grands magasins. La rue Saint-Jacques appartient d'un côté à Sainte-Cunégonde et l'autre côté à Montréal.

D'un côté les magasins sont fermés le soir, de l'autre côté les marchands auront le droit de laisser leurs établissements ouverts. Il est facile de comprendre que les premiers ne pourront soutenir la concurrence.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Dit que cette loi faite spécialement pour protéger les employés n'aura pas les résultats efficaces que paraît en attendre le promoteur. Il vaudrait mieux fermer les estaminets, saloon, où vont se perdre tant de jeunes.

Il pense que c'est très injuste d'obliger les négociants de marchandises sèches à fermer leur

porte, pendant que les tenanciers de cabarets sont autorisés à tenir leur commerce ouvert. Il pense aussi que le bill est ultra-vires.

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose la nomination d'un comité spécial pour étudier ce bill et juger s'il ne serait pas opportun d'insérer dans une clause que Sainte-Cunégonde et Saint-Henri seront tout comme Montréal soumis à la même loi. De cette manière les principales objections contre le projet de loi n'auraient plus leur raison d'être.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Dit que cette motion ne peut être adoptée en comité général. Il faut que le comité se lève et rapporte progrès.

Le comité fait rapport qu'il y a eu progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité ait la permission de siéger de nouveau, aujourd'hui.

Et la question étant proposée, — Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité pour étudier le bill (bill no 100) concernant la fermeture des magasins à bonne heure;

M. H. CHOLETTE (Vaudreuil): Propose comme amendement, appuyé par le représentant du Lac-Saint-Jean (M. J. Girard), que tous les mots après "Que jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "le bill soit renvoyé à un comité spécial composé de MM. Augé, Dechêne, Savaria, Grenier, Pinault, Chicoyne, Cholette, Tellier, Morris, Ville-neuve et Châteauvert; pour en faire rapport avec toute la diligence possible, avec pouvoirs d'envoyer quérir personnes, papiers et records".

Et l'amendement étant mis aux voix, il est résolu affirmativement.

#### **Dentistes**

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 121) amendant la loi des dentistes.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

#### **Enregistrement des douaires**

M. E.-H. BISSON (Beauharnois): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. S.-N. Parent), la deuxième lecture du bill (bill no 128) amendant le code civil concernant l'enregistrement des douaires.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et lois expirantes.

#### **Sociétés d'horticulture et de pomologie**

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable T.-C. Casgrain), que, lundi prochain, cette Chambre se forme en comité pour prendre

en considération certaine résolution concernant l'agriculture, relativement aux sociétés d'horticulture et de pomologie.

Adopté.

#### **Traitement de certains officiers de justice**

L'HONORABLE T.-C. CASGRAIN (Montmorency): Propose, appuyé par le représentant de Dorchester (l'honorable L.-P. Pelletier), que, lundi prochain, cette Chambre se forme en comité pour prendre en considération certaine résolution relative aux traitements de certains officiers de justice.

Adopté.

#### **Sociétés d'agriculture**

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Propose, appuyé par le représentant de Chambly (l'honorable L.-O. Taillon), que, lundi prochain, cette Chambre se forme en comité pour prendre en considération certaine résolution concernant les sociétés d'agriculture.

Adopté.

#### **Conseil d'hygiène**

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable T. C. Casgrain), que, lundi prochain, cette Chambre se forme en comité pour prendre en considération certaine résolution concernant le Conseil d'hygiène de la province de Québec.

Adopté.

#### **Juges de paix**

L'HONORABLE T.-C. CASGRAIN (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill (bill no 6) modifiant la loi relative aux juges de paix.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE T.-C. CASGRAIN (Montmorency): Propose que le bill soit lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Cours de recorders**

L'HONORABLE T.-C. CASGRAIN (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill (bill no 20) concernant les appels des décisions des recorders et des Cours de recorder en matière de taxes.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

L'HONORABLE T.-C. CASGRAIN (Montmorency): Propose que le bill soit lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est résolu que le titre soit: "Acte concernant les appels des décisions des recorders et des cours de recorder en matières de taxes".

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Code municipal**

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable T. C. Casgrain), la deuxième lecture du bill (bill no 18) modifiant le code municipal.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité général de toute la Chambre.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que la Chambre se forme immédiatement en comité général.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. Les amendements sont lus pour la première fois.

### **Licences**

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 27) abrogeant le chapitre 17 de la 56 Victoria, concernant les licences pour la vente de la "lager beer", soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5): Propose que la Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5): Propose que le bill soit lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est résolu que le titre soit: "Acte abrogeant le chapitre 17 de la 56 Victoria, concernant les licences".

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Asiles d'aliénés**

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture de la résolution relative aux asiles d'aliénés, rapportée du comité général, jeudi le cinq décembre courant, concernant le salaire des médecins dans les asiles d'aliénés.

Adopté. La dite résolution est en conséquence lue la seconde fois et adoptée.

### **Introduction de bills:**

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 10) modifiant la loi relative aux asiles d'aliénés.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

### **Corporation de la cité de Trois-Rivières**

M. T.-E. NORMAND (Trois-Rivières): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 78) amendant les divers actes concernant la corporation de la cité des Trois-Rivières.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. T.-E. NORMAND (Trois-Rivières): Propose que le bill soit lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Vente de biens substitués**

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill (bill no 35) autorisant dame Albina Pominville, épouse de Arthur Gagnon, à vendre certains biens substitués.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose que le bill soit lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est levée à cinq heures quarante.

## Séance du 11 décembre 1893

### Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à quatre heures.

#### Dépôt et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table:

Par M. Tessier (Portneuf) la pétition de J.-A.-C. Madore et autres, de la cité et du district de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues;

D'Alphonse Desjardins et autres, demandant que le bill relatif aux constructeurs, ouvriers et fournisseurs de matériaux devienne loi.

De "The Quebec Branch of the Evangelical Alliance" demandant qu'une demi-journée de congé, le samedi, soit accordée aux classes ouvrières.

De la Société des ouvriers de la ville de Québec, travaillant le bois, demandant une loi assurant aux salariés une forme plus économique et plus rapide pour recouvrer leurs gages.

2. Rendre illégal le système de sous-contrat.

3. Assurer à l'ouvrier première hypothèque sur le fruit de son travail.

4. Exempter de la saisie les gages des ouvriers et donner au mot "ouvrier" une définition comprenant tous les salariés.

5. Faciliter et rendre moins dispendieuse l'incorporation des unions de métiers et sociétés ouvrières, etc.

6. Amender l'acte des manufactures de 1885.

7. Et procurer l'éducation gratuite aux habitants de cette province.

#### Documents:

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre l'état des affaires des institutions suivantes pour l'année 1893 savoir:

De "The Young Men's Hebrew Benevolent Society of Montreal".

Et de la communauté des soeurs de la Charité de l'Hôpital Général (soeurs Grises) de Montreal. (Documents de la session no 11)

#### Compagnie de pouvoir électrique de Montmorency

M. F. CARBRAY (Québec-Ouest): Propose selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill C) du Conseil législatif intitulé: "Loi amendant la charte de la Compagnie de pouvoir électrique de Montmorency".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

#### Charte de la cité de Montréal

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant

de Montréal no 6 (M. P. Kennedy), que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 34) modifiant la charte de la cité de Montréal.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Fait remarquer qu'il serait plus délicat d'attendre que le bill du conseil ait été discuté par le comité des bills privés.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Dit que le conseil de Montréal a été averti à maintes reprises qu'il devait se hâter pour présenter ses amendements. Il n'a pas tenu compte de ces avertissements, de sorte que les travaux de la Chambre vont être retardés.

La résolution est adoptée sur division.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

#### Charte de la cité de Montréal

M. V. ALLARD (Berthier): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill (bill no 69) amendant la charte de la cité de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. V. ALLARD (Berthier): Propose que le bill soit lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Union Saint-Joseph de Saint-Jean-Baptiste de Québec

M. V. CHATEAUVERT (Québec-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 87) donnant de nouveaux pouvoirs à l'Union Saint-Joseph de Saint-Jean-Baptiste de Québec et pour d'autres fins.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. V. CHATEAUVERT (Québec-Centre): Propose que le bill soit lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Union Saint-Joseph de Lachine

M. J.-A. DESCARRIES (Jacques-Cartier): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 52) modifiant l'acte d'incorporation de l'Union Saint-Joseph de Lachine (41 Victoria, chapitre 35).

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-A. DESCARRIES (Jacques-Cartier): Propose que le bill soit lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Soeurs Marianites de Sainte-Croix**

M. J.-A. DESCARRIES (Jacques-Cartier): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 53) modifiant la loi constituant en corporation la Corporation des soeurs Marianites de Sainte-Croix de l'île de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-A. DESCARRIES (Jacques-Cartier): Propose que le bill soit lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Acte de vente entre Joseph-Louis, Théophile David et les héritiers de Fleury David**

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 72) ratifiant un acte de vente entre Joseph-Louis et Théophile David, et les héritiers de Fleury David.

Adopté. Le comité étudie le bill, fait rapport qu'il y a eu progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité ait la permission de siéger de nouveau demain.

### **Admission de C. Piché au Barreau**

M. V. ALLARD (Berthier): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 74) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Camille Piché au nombre de ses membres, après examen.

Adopté.

### **En comité:**

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): S'oppose à ce bill parce que M. Piché ne s'est pas conformé aux règlements du conseil général du Barreau et il n'a pas eu l'approbation du conseil général du Barreau.

M. V. ALLARD (Berthier): Dit que le conseil du Barreau du district de Montréal s'est déclaré prêt à recevoir M. Piché et qu'au moment où la règle a été votée, il n'existait pas de conseil du Barreau.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Se dit du même avis que le représentant de Montmorency (l'honorable T.C. Casgrain).

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): S'oppose au bill.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Propose que le comité se lève.  
Adopté sur division.

### **Compagnie du chemin de fer de Québec et du Lac-Saint-Jean**

M. F. CARBRAY (Québec-Ouest): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 114) modifiant l'acte 46 Victoria, chapitre 88, modifiant et refondant les différents actes concernant la Compagnie du chemin de fer de Québec et du Lac-Saint-Jean.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. F. CARBRAY (Québec-Ouest): Propose que le bill soit lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Biens de F.-X. Beaudry**

M. J. MARION (L'Assomption): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 47) relatif aux biens de François-Xavier Beaudry, légués pour des fins de charité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J. MARION (L'Assomption): Propose que le bill soit lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Compagnie du chemin de fer de la rive sud**

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 48), constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de la rive sud.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): Propose que le bill soit lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Demande de documents:**

#### **Substitut du procureur général**

M. M. MCDONALD (Bagot): Propose, appuyé par le représentant de l'Assomption (M. J. Marion), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de la correspondance au sujet de la nomination du substitut du procureur général pour le district de Saint-Hyacinthe.

Adopté.

### **Documents:**

#### **Charlemagne and Lake Ouareau Lumber Co**

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester):



Met devant la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre du 15 novembre 1893, pour une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement ou quelques-uns de ses membres et la compagnie dite "Charlemagne and Lake Ouareau Lumber Co", et toute autre personne au sujet de la location de certains lacs à ladite compagnie.

Aussi, copie du bail intervenu entre le gouvernement et ladite compagnie et de tout rapport, document, etc., etc., se rapportant à ladite location. (Document de la session no 52)

#### **Division de l'agence des terres de la couronne au Lac-Saint-Jean**

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Met devant la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre du 17 novembre 1893, pour une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement ou quelqu'un de ses membres et toute personne demandant la division de l'agence des terres de la couronne au Lac-Saint-Jean, et la nomination du Dr Poliquin, agent des terres pour la division ouest du Lac-Saint-Jean: aussi, copie de toute requête à cette fin. (Document de la session no 53)

#### **Immigration**

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Met devant la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre du 24 novembre 1893, pour un état indiquant: 1. Le nombre, la nationalité, l'occupation des immigrants arrivés dans la province de Québec et qui s'y sont définitivement établis depuis le 27 avril dernier jusqu'au 14 novembre 1893.

2. Le nombre des immigrants débarqués aux quais du Grand-Tronc de Lévis, le nom des agents du gouvernement provincial et les dépenses encourues par eux, chaque mois. (Document de la session no 54)

#### **Agence des terres de la couronne, district de Montmagny**

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Met devant la Chambre la réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 4 décembre 1893, demandant copie de l'ordre en conseil et de toute correspondance relative au transfert du bureau de l'agence des terres de la couronne du district de Montmagny à L'Islet. (Document de la session no 55)

#### **Asile de Beauport**

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Met devant la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre du 4 décembre 1893, pour un état donnant le montant payé aux ex-propriétaires de l'asile de Beauport en vertu de la clause suivante du contrat passé entre lesdits propriétaires et les soeurs de la Charité, page quatre des résolutions présentées à la Chambre:

"Vu que le contrat des propriétaires de l'asile de Beauport n'expire que le premier mai prochain, il est entendu et convenu que les parties de seconde part entrèrent en possession de tout ce que ci-dessus vendu, le 3 avril courant, à midi et que pour le temps devant s'écouler entre ladite date du huit avril et le premier mai prochain, les parties de seconde part seront payées par le gouvernement pour les malades sur le pied de cent piastres par tête, par malade, par année: et attendu que les parties de première part renoncent au bénéfice du contrat qu'elles ont avec le gouvernement pour cette période, elles recevront, à titre d'indemnité de la partie de troisième part, la différence pour cette dite période entre cent piastres et cent trente-deux piastres par année, prix du contrat actuel." (Document de la session no 56)

#### **Taxe commerciale**

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Fait observer à la Chambre que la liste des commerçants exemptés, par le trésorier de la province (l'honorable J. S. Hall) du paiement de la taxe commerciale, en vertu du Statut 56 Victoria, chapitre 15, aurait dû être produite quinze jours après que la première demande en a été faite depuis l'ouverture de la session, mais que, sans motiver son retard, l'honorable trésorier provincial n'a pas apparemment préparé cette intéressante liste.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Demande à l'Opposition de bien vouloir attendre le retour du trésorier de la province (l'honorable J. S. Hall), qui n'est pas encore arrivé et qui, sans doute, soumettra ladite liste immédiatement.

#### **Régistrateurs et Bureaux d'enregistrement**

L'HONORABLE T.-C. CASGRAIN (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération une certaine résolution concernant les registrateurs et l'organisation des bureaux d'enregistrement. Il informe la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de cette résolution et qu'il la recommande à la considération de cette Chambre.

Adopté.

#### **En comité**

L'HONORABLE T.-C. CASGRAIN (Montmorency): Propose qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'appliquer par proclamation les dispositions de la loi 56 Victoria, chapitre 37, à toute division d'enregistrement en cette province, qui n'est pas régie par cette loi, et en ce cas, d'assigner au registrateur de telle division un traitement annuel de mille à deux mille piastres.

Adopté.

#### **Résolution à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a passé une résolution, laquelle est lue pour la première fois.

### **Société d'horticulture et de pomologie**

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération une certaine résolution concernant l'agriculture relativement aux sociétés d'horticulture et de pomologie. Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de cette résolution et qu'il la recommande à la considération de cette Chambre.

Adopté.

#### **En comité:**

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Propose que sur le montant de mille piastres octroyé à la Société d'agriculture et d'horticulture de Montréal, un octroi de cinq cents piastres soit fait à la Société pomologique et fruitière de la province de Québec.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a passé une résolution, laquelle est lue pour la première fois.

### **Traitement de certains officiers de justice**

L'HONORABLE T.-C. CASGRAIN (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération une certaine résolution relative aux traitements de certains officiers de justice. Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de cette résolution et qu'il la recommande à la considération de cette Chambre.

Adopté.

#### **En comité:**

L'HONORABLE T.-C. CASGRAIN (Montmorency): Propose qu'à même le montant perçu annuellement des honoraires, émoluments et bénéfices pécuniaires, accordés au grand constable du district de Montréal, le lieutenant-gouverneur puisse lui assigner un salaire fixe et annuel n'excédant pas deux mille quatre cents piastres.

Adopté.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a passé une résolution, laquelle est lue pour la première fois.

### **Sociétés d'agriculture**

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Propo-

se, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération une certaine résolution concernant les sociétés d'agriculture. Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de cette résolution et qu'il la recommande à la considération de cette Chambre.

Adopté.

#### **En comité:**

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Propose que le commissaire de l'Agriculture soit autorisé à employer toute balance de deniers ayant appartenu à des sociétés d'agriculture actuellement dissoutes, pour encourager des institutions agricoles et pour promouvoir les intérêts généraux de l'agriculture dans les comtés où ces sociétés existaient respectivement.

Adopté.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a passé une résolution, laquelle est lue pour la première fois.

### **Conseil d'hygiène**

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération une certaine résolution concernant le Conseil d'hygiène de la province de Québec. Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de cette résolution, et qu'il la recommande à la considération de cette Chambre.

Adopté.

#### **En comité:**

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que le secrétaire du Conseil d'hygiène de la province de Québec reçoive tel traitement que le lieutenant-gouverneur en conseil jugera convenable.

Adopté.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a passé une résolution, laquelle est lue pour la première fois.

### **Travaux de la Chambre**

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Donne avis que la Chambre siégera samedi prochain.

La séance est levée à six heures et demie.

## Séance du 12 décembre 1893

### Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à quatre heures.

#### Dépôt de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table:

Par M. Augé, la pétition de R.-E. Poirier et autres, épiciers, patrons et employés de la cité de Montréal.

#### Rapports de comités:

M. J. MARION (L'Assomption): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné la pétition de A. Guenette et autres, demandant une loi les autorisant à vendre certains biens substitués et trouve que les avis requis ont été publiés.

#### Code municipal

M. J. MARION (L'Assomption): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité spécial pour prendre en considération tous les amendements proposés au code municipal. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les différents amendements à faire au code municipal et a l'honneur de les soumettre à votre honorable Chambre dans un projet de bill dont il demande la réimpression, sous le no 113, intitulé: "Loi modifiant de nouveau le code municipal", ayant M. Bisson comme promoteur.

Adopté.

#### Rapports de comités:

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre, savoir:

Bill (bill no 49) constituant en corporation la ville de Saint-Jérôme.

Bill (bill no 45) constituant en corporation la Compagnie d'assurance des marchands contre le feu.

Bill (bill no 89) refondant la loi organique de la Congrégation de Saint-Michel de Sorel.

Votre comité a aussi examiné le bill (bill no 82) ratifiant le partage d'immeubles possédés par indivis par les successions Ferdinand David, Michel Laurent et dame Delphine Choquette, en son vivant veuve de l'honorable Sévère Rivard, ainsi que le partage des immeubles de cette dernière entre ses héritiers et a l'honneur d'en faire rapport, sans amendement.

Les promoteurs du bill (bill no 50) constituant la ville de Clermont en corporation ayant déclaré qu'ils désiraient retirer leur bill, votre comité recommande qu'il leur soit permis de le retirer, et que la somme de deux cents piastres payée entre les mains du comptable de l'Assemblée législative soit remise aux dits promoteurs du bill, moins le coût de la traduction et de l'impression du dit bill.

Quant au bill (bill no 62) pour donner des pouvoirs plus étendus à la municipalité du village de Lauzon, votre comité trouve que le préambule n'a pas été prouvé, attendu qu'il n'a pas été donné de preuves suffisantes à l'appui du dit préambule.

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (M. A.-P. Cartier), que cette Chambre concoure avec le comité permanent des divers bills privés dans le sixième paragraphe du douzième rapport.

Adopté.

#### Introduction de bills:

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 137) réglant les heures de travail des boulangers.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 138) amendement la loi des jurés de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

#### Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé le bill (bill F) intitulé: "Loi amendement l'article 5164, des statuts refondus de la province de Québec", pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

#### Introduction de bills:

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): Propose, appuyé par le représentant de L'Assomption (M. J. Marion), que le bill (bill F) du Conseil législatif, intitulé: "Loi amendement l'article 5164 des statuts refondus de la province de Québec", soit maintenant lu la première fois.

Adopté. Le bill est lu pour la première fois.

#### Réorganisation des tribunaux

L'ordre du jour pour la deuxième lecture du bill (bill no 2) concernant la réorganisation des tribunaux judiciaires, étant lu:

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): M. l'Orateur, la motion que j'ai l'intention de faire aujourd'hui n'est pas celle qui est inscrite aux ordres du jour. La motion qui se trouve aux ordres du jour est une motion pour la seconde lecture de ce bill. Lorsque j'aurai terminé les quelques remarques que j'ai à faire, je proposerai que

l'ordre de la Chambre pour la seconde lecture de ce bill soit rescindé et que le bill soit référé au comité de législation.

L'année dernière, M. l'Orateur, j'ai dit que j'espérais que le projet de loi que je présentais ne serait pas considéré comme un projet de loi de parti, mais que la Chambre l'étudierait avec le plus grand soin, afin de voir si cette mesure rencontre non seulement l'approbation de la Chambre et du pays, mais aussi si elle est suffisante pour venir en aide à ceux qui se plaignent du système actuel.

Je regrette qu'une maladie de près de quinze jours m'ait empêché d'amener la question devant la Chambre avant ce jour et de donner par là l'occasion à la Chambre d'étudier plus à fond la mesure que j'ai eu l'honneur de présenter.

L'invitation que nous avons faite l'année dernière au Barreau, à la magistrature et aux bureaux de commerce d'étudier le projet de loi a été acceptée, il est vrai, mais acceptée bien tard. J'avais demandé ici en Chambre que cette invitation soit acceptée au moins avant le premier juillet 1893, afin que nous ayons le temps, entre cette date et le commencement de la session, d'étudier les suggestions qui seraient faites et de mettre en pratique les observations qui pourraient nous être présentées sur le projet de loi en question.

Le fait est que la discussion du projet de loi n'a commencé que vers le commencement de la session. Voyant que les différents Barreaux, la majorité des sections du Barreau, ne s'étaient pas occupés d'étudier le projet de loi, le gouvernement a cru devoir convoquer ici les délégués de toutes les sections du Barreau et les différents Barreaux des villes principales de la province de Québec, afin d'étudier avec moi le projet de loi en question. Cette invitation a été acceptée, et toutes les sections de la province, ainsi que les Barreaux des principales villes de la province m'ont fait l'honneur de venir me rencontrer ici.

Nous avons eu une journée d'étude du bill, journée bien laborieusement remplie, et nous avons pu voir quel était le sentiment général, au moins de la profession légale.

On a dit que la profession légale toute entière était opposée à la mesure. Je ne peux pas laisser cette assertion passer sans la contredire. Nous avons ici, par exemple, le représentant autorisé de la section du Barreau du district de Québec, l'honorable M. Langelier. Il n'y avait, dans tout le bill, qu'un seul détail auquel le Barreau de Québec s'objectait. C'était la disposition du bill qui disait que lorsque les juges de la ville disparaîtraient, ils seraient remplacés par ceux qui sont nommés pour remplir leurs fonctions à la campagne. A part de cela, M. Langelier a donné son adhésion au bill, en cela représentant, comme je le disais, la section du Barreau du district de Québec.

Nous avons aussi le Barreau de Rimouski, qui était représenté par M. Pouliot; nous avons le Barreau du district de Beauce, représenté par M. Lièvre Taschereau. Ces messieurs se sont déclarés favorables au bill.

Il est vrai que les Barreaux des Trois-Rivières,

de Saint-François, de Bedford, de Saint-Hyacinthe et de Saint-Jean étaient hostiles au bill, et le Barreau de Montréal était représenté par un monsieur qui représentait la section de Montréal et se disait autorisé à combattre le projet de loi en question. Mais j'aime à attirer l'attention de la Chambre sur ce qui s'est passé au Barreau de Montréal.

La question a été discutée pendant un certain temps, et un des avocats les plus distingués de Montréal, un homme que j'aime à compter parmi mes amis, M. Globensky, a été chargé de faire un rapport contre le projet de loi, c'est-à-dire sur le projet de loi et non pas contre parce que, à la première assemblée du Barreau de Montréal, si je suis bien informé, on a mis la question à l'étude sans se prononcer pour ou contre la mesure.

M. Globensky, chargé par le conseil de faire un rapport, a fait un rapport adverse au bill. Lorsque le Barreau de Montréal a été convoqué pour prendre en considération le rapport de M. Globensky, il ne s'est trouvé que vingt-trois membres du Barreau de Montréal sur au-delà de trois cents, et le vote a été de treize contre et dix en faveur de la mesure.

J'aime à dire devant cette Chambre que des hommes distingués comme M. Geoffrion, M. Gustave Lamothe, M. Demers, M. Eugène Lafontaine, que nous avons connus si avantageusement dans cette Chambre, se sont déclarés en faveur du projet de loi.

Je dis ceci simplement pour que l'impression ne continue pas à exister que le Barreau tout entier est opposé au projet de loi en question.

Encore aujourd'hui je reçois des lettres de toutes parts de mes confrères avocats, demandant non pas de référer le bill au comité de législation, mais me demandant de faire passer le bill à la présente session.

De plus parmi les résolutions, parmi les pétitions qui sont déposées sur la table de la Chambre, comme rapport supplémentaire au rapport qui a été fait il y a quelque temps en réponse à un ordre de la Chambre demandant copie de toute la correspondance à ce sujet, nous déposons sur le bureau de la Chambre un grand nombre de requêtes que nous avons reçues dernièrement de contribuables de la province, de contribuables de certains chefs-lieux, de certaines localités importantes de la province, nous demandant de passer le projet de loi en question.

Il y a une raison qui, plus que toute autre, milite en faveur de la proposition que je fais maintenant, à savoir de renvoyer le projet de loi en question au comité de législation pour plus ample étude.

Les honorables députés de cette Chambre ont pu constater que le projet de division du code de procédure civile, si impatiemment et si longuement attendu, a été déposé, dans les deux langues, sur les pupitres des députés et ils ont pu constater que ce projet de loi contient, dans ses premiers articles, des dispositions sur l'organisation des tribunaux dans la province de Québec. Il n'en pouvait être autrement avec un code de procédure, parce qu'un code de procédure ne

peut pas être complet, ni ne peut renfermer tout ce qu'il doit renfermer, s'il n'inclut pas l'organisation des tribunaux de la province de Québec.

Maintenant nous sommes rendus dans le travail que nous faisons sur la révision du code de procédure civile, nous sommes rendus à peu près à la moitié de l'ouvrage, et l'autre moitié, comme je le dirai dans quelques jours, sera déposée devant cette Chambre au commencement de la prochaine session. J'espère même, si la Chambre le permet, pouvoir distribuer l'autre moitié du code de procédure civile pendant la vacance. De sorte qu'il n'y aurait pas moyen, ou au moins ce ne serait pas prudent, de passer cette année un bill réorganisant les tribunaux de la province de Québec, sans en même temps passer le code de procédure civile, parce que les deux projets se tiennent intimement, sont intimement liés l'un à l'autre. Et lorsqu'on vient à discuter une proposition qui a trait à l'organisation des tribunaux, on voit quelle se rattache immédiatement à une autre disposition du code de procédure civile qui traite purement et simplement de procédure civile.

Comme nous ne pouvons pas espérer que le code de procédure civile sera adopté à cette session, je dis que c'est une autre raison pour que le bill soit référé au comité de législation, afin que ce comité l'étudie, s'il le juge à propos, ou qu'il le remette pour étude à l'année prochaine, enfin, qu'il fasse ce que le discours du trône dit que nous ferons cette année, c'est-à-dire étudier le projet de loi en question.

Ces quelques remarques faites, je n'ai pas grand chose à ajouter au discours que j'ai fait l'année dernière.

Cependant, comme certaines sections du Barreau et certains journaux m'ont fait l'honneur de faire de ce projet de loi une discussion approfondie, je crois qu'il ne serait pas convenable de ma part de passer sous silence les remarques qu'on a eu la bonté de faire dans le meilleur esprit du monde, sans les discuter et sans chercher à en connaître la valeur.

Mais avant de passer à ces remarques, je crois qu'il est bon que j'expose, dès maintenant, encore une fois, le plan général du projet de loi en question afin que la Chambre en saisisse bien les grandes lignes et quelle puisse ensuite l'étudier avec connaissance de cause.

Si on réfère à la section 2 du bill, on verra que les tribunaux de la province, en matière civile, criminelle et mixte, sont:

- 1- La Cour du banc de la reine, 1<sup>o</sup> siégeant au criminel, 2<sup>o</sup> siégeant en appel.
- 2- La Cour supérieure,
- 3- La Cour de district,
- 4- La Cour des commissaires,
- 5- La Cour des sessions de la paix,
- 6- Le tribunal des juges de paix,
- 7- La Cour du recorder.

Je ne veux attirer l'attention de cette Chambre que sur les trois premières cours, c'est-à-dire la Cour du banc de la reine, la Cour supérieure et la Cour de district.

Quelle est la constitution de la Cour supérieure et qu'elle en est la juridiction?

La réponse à cette question se trouve aux sections 26, 27, 38 et 76 du projet de loi.

Voici d'abord les sections 26 et 27 qui traitent de la constitution de la cour. Je les lis.

Je ferai remarquer d'abord à la Chambre qu'il y a une erreur d'impression dans ces deux sections, une erreur de chiffre. Ainsi, au lieu de 15 dans la deuxième ligne de la section 26, il faut mettre le mot 26; et dans la première ligne de la section 27, au lieu du mot 9, il faut mettre 10; de sorte que les sections se lisent comme suit:

"26.- La Cour supérieure, qui est un tribunal d'archives, est composée de seize juges qui ont juridiction sur toute la province, savoir: d'un juge en chef et de quinze juges puînés. Pour les fins de l'administration de la justice, pour la Cour supérieure, la province de Québec est divisée en trois parties:

1.- La division de Montréal, qui comprend les neuf districts suivants: Montréal, Ottawa, Pontiac, Terrebonne, Joliette, Richelieu, Beauharnois, Bedford, Iberville, et Saint-Hyacinthe;

2.- La division de Québec, qui comprend les dix districts suivants: Québec, Trois-Rivières, Saguenay, Chicoutimi, Gaspé, Rimouski, Montmagny, Beauce et Arthabaska;

3.- La division de Saint-François, qui comprend le district de Saint-François.

"27.- Dix juges de la Cour supérieure résident dans ou près de la cité de Montréal et exercent leurs fonctions judiciaires ordinaires dans la division de Montréal; cinq des dits juges résident dans ou près de la cité de Québec et exercent leurs fonctions judiciaires ordinaires dans la division de Québec, et un des dits juges réside dans ou près de la cité de Sherbrooke et exerce ses fonctions judiciaires ordinaires dans la division de Saint-François".

Maintenant, M. l'Orateur, on dira peut-être: voilà où commence la centralisation judiciaire. Je dis que non.

Je dis que la centralisation ou la décentralisation judiciaire ne résulte pas de la résidence ou de la non résidence du juge; et j'expliquerai plus tard ce que j'entends par la centralisation judiciaire. Si on réfère à la section 76, on verra qu'il n'y a dans la constitution de la Cour supérieure rien qui puisse faire croire que j'ai voulu pour un instant centraliser l'administration de la justice dans la province de Québec.

La section 38 du projet de loi se lit comme suit:

"Les termes et les séances de la Cour supérieure et des juges de ce tribunal sont tenus aussi souvent que la dépêche des affaires et l'intérêt public l'exigent, au chef-lieu des différents districts judiciaires de la province, aux époques et pendant le temps fixé par arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil. Les séances de la Cour supérieure ne peuvent commencer avant 9 heures du matin, ni se terminer avant 6 heures l'après-midi.

Les articles 21 et 22 du présent acte s'appliquent, mutatis mutandis, à la Cour supérieure.

Les termes et les séances de la Cour supérieure et les juges de ce tribunal sont présidés par le

juge en chef ou par un des autres juges du même tribunal choisi par le juge en chef, et dans la division où le juge en chef ne réside pas, par le juge y remplissant les fonctions de juge en chef. S.R.O. c. 44 s, 94".

De sorte que, M. l'Orateur, (organisation de la Cour supérieure est celle-ci: vous avez seize juges de la Cour supérieure, dont dix résidant à Montréal, cinq à Québec, et un dans le district de Saint-François. Mais toutes les causes qui, jusqu'à présent, ont été entendues dans les différents chefs-lieux, toutes les causes qui ont été plaidées dans les différents chefs-lieux et qui y ont été jugées, y seront entendues et y seront plaidées et jugées comme elles le sont aujourd'hui. Les termes de la Cour supérieure seront fixés, non pas par règle de pratique dont les juges conviendront eux-mêmes, comme cela existait en vertu de l'ancienne mesure, mais seront fixés par le lieutenant-gouverneur en conseil, et cela, suivant le besoin du public. De sorte que les juges ne seront plus maîtres de siéger quelques jours quand ils le voudront, mais ils seront forcés par une proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil qui dira que tel et tel jours ils seront obligés d'aller entendre les causes au chef-lieu de chaque district.

Il y a, à la fin de la section 38, un paragraphe qui peut paraître singulier.

C'est celui qui dit que la cour ou les sessions de la cour ne pourront commencer avant neuf heures le matin, ni se terminer après six heures du soir.

Ce paragraphe a été inséré à la demande de plusieurs avocats de la campagne qui me disaient: si vous forcez un juge de Québec à venir entendre les causes dans un chef-lieu de la campagne, il se hâtera autant que possible de se débarrasser de ses causes, afin de se rendre à Québec le plus tôt possible; il siégera jusqu'à minuit, s'il le faut, pour pouvoir retourner chez lui par le train suivant, de cette manière nous ne pourrions pas avoir la justice à laquelle nous avons droit de nous attendre.

Par le paragraphe en question, il est dit: la cour ne pourra pas commencer à siéger avant neuf heures du matin et ne pourra pas se terminer plus tard qu'à six heures du soir.

De cette manière, il est certain que les avocats auront tout le temps nécessaire pour exposer leurs causes, les témoins auront tout le temps nécessaire pour donner leur témoignage et les causes pourront être entendues comme la justice requiert qu'elles soient entendues.

Maintenant pour les jugements de la Cour supérieure, la Cour de révision telle qu'elle existe aujourd'hui, continue à exister. La Cour de révision est une cour de révision pour les jugements de la Cour supérieure.

J'oubliais quelque chose que j'aurais dû dire dès le commencement, c'est que la Cour supérieure, telle qu'elle existe d'après le projet de loi en question, est une cour supérieure ayant juridiction dans toutes les causes où le montant en litige dépasse la somme de \$400.00.

Ainsi, dans toutes les causes pour un montant au-dessus de \$400.00, la Cour supérieure, telle qu'elle existe aujourd'hui, aura juridiction, et pour les jugements de cette cour, pour les jugements de la Cour supérieure ainsi constituée, la Cour de révision continue à exister, comme aujourd'hui.

Comme on le sait, d'après les règles du code de procédure, on ne peut pas aller en appel, si le jugement de la Cour supérieure est confirmé par la Cour de révision.

J'ai conservé cette disposition dans le projet de loi en question, mais on est libre d'opter entre la Cour de révision et la Cour d'appel, et on peut porter le jugement de la Cour supérieure immédiatement soit en révision, soit en appel.

Si le jugement est infirmé à la Cour de révision, l'appel subsiste encore, suivant la règle qui existe aujourd'hui dans le code de procédure civile.

Voilà pour la Cour supérieure.

Pour me résumer, et j'attire spécialement l'attention des députés de cette honorable Chambre sur ce point, il n'y a pas ici de centralisation judiciaire.

La centralisation judiciaire consisterait dans le fait que nous aurions à Québec et à Montréal, dans les grands centres, l'audition et l'instruction des causes et que nous forcerions les plaideurs à venir dans ces grands centres. Mais en vertu du projet de loi tel que je le présente, ce sont les juges qui vont pour ainsi dire chez les plaideurs, ils vont dans les chefs-lieux, comme ils le font aujourd'hui; la justice se transporte chez eux.

J'arrive maintenant à la Cour de district.

Les sections 45, 46, 47, 48, 49, 50, 54 et 56 nous donnent la constitution et la juridiction de la Cour de district. La Cour de district a juridiction dans toutes les causes où le montant en litige ne dépasse pas la somme de \$400.00. Ainsi, jusqu'à présent, c'était la Cour supérieure qui avait juridiction dans toutes les causes de \$100.00 à \$400.00; maintenant dans toutes les causes où le montant ne dépasse pas la somme de \$400.00, c'est la Cour de district qui a cette juridiction.

Où siège-t-elle cette cour, et comment est-elle composée?

La Cour de district, dit l'article 45, a exercé les mêmes juridictions, fonctions et pouvoirs qu'avait la Cour de circuit dans les causes n'excédant pas \$400.00 qui étaient de la compétence de la Cour supérieure, les mêmes juridictions, fonctions et pouvoirs que la Cour supérieure, à l'exclusion de cette dernière.

La Cour de district est composée de 28 juges qui sont distribués dans la province comme suit: sept des juges de la Cour de district résident dans ou près de la cité de Montréal, trois des juges résident dans ou près de la cité de Québec et, à l'exception du district de Saguenay qui est desservi par le juge du district de Chicoutimi et Saguenay, chaque chef-lieu de district a un juge de district résident. Ainsi dans tous les chefs-lieux de district qui existent actuellement, il y aura un juge de district résident ayant juridiction jusqu'à la somme de \$400.00 inclusivement.

Par conséquent, on voit immédiatement que si on pouvait dire, par hasard, que dans la constitution de la Cour supérieure il y a centralisation judiciaire, on voit immédiatement que, lorsqu'il s'agit de la Cour de district, il y a décentralisation et je dirai même une décentralisation plus grande que celle qui existe aujourd'hui.

Si l'on réfère aux articles 54 et 56 du projet de loi, on verra ceci: qu'à part des comtés d'Hochelaga, Jacques-Cartier, Laval, Saint-Maurice et Québec, la Cour de district peut être établie non seulement dans chaque chef-lieu de comté, non seulement dans chaque endroit où siège actuellement la Cour de circuit, — parce qu'on sait que dans certains comtés il y a plus qu'une Cour de circuit — mais en vertu de ces sections du projet de loi en question, la Cour de district pourra siéger dans plus d'un endroit dans le même comté.

Quel est le but de cette disposition? Aujourd'hui, vous avez de vastes régions qui n'étaient pas habitées lorsque l'acte de 1857 a été passé. Vous avez par exemple la vaste région du Lac-Saint-Jean, vous avez la grande région du nord de Montréal, et vous avez d'autres régions dans la province de Québec où il n'y a pas de tribunal, où il n'y a pas de Cour de circuit même, et d'où les témoins et les plaideurs sont obligés de venir à grands frais pour se rendre au chef-lieu du comté. Ainsi, M. l'Orateur, vous avez, par exemple, dans le district de Trois-Rivières, l'important comté de Nicolet qui est séparé du reste du district de Trois-Rivières par le fleuve, et pendant un grand nombre de semaines, en automne et dans le printemps, ces gens ne peuvent traverser à Trois-Rivières pour vaquer à leurs affaires judiciaires. Vous avez encore d'autres régions dans le comté d'Ottawa et dans le comté de Pontiac qui sont dans le même cas.

On me demande constamment d'établir à ces endroits des cours de circuit, mais avec la loi telle qu'elle existe aujourd'hui, la Cour de circuit ne peut pas y être établie parce qu'on ne peut établir plus qu'une Cour de circuit dans un comté.

Par conséquent, j'étais donc dans le vrai lorsque je disais qu'en vertu de mon projet de loi il y a plus de décentralisation judiciaire qu'il y en avait en vertu de l'ancien système.

J'arrive maintenant aux appels de la Cour de district. On s'est souvent plaint dans notre système d'organisation des tribunaux, du trop grand nombre d'appels et du trop grand nombre de degrés d'appel.

Ainsi, pour donner un exemple, aujourd'hui une cause de \$100.00 est prise devant la Cour supérieure; cette cause va en révision; disons que le jugement est infirmé, celui qui a perdu peut porter la cause en appel. La question en est rendue que, dans la moindre cause, dans une cause de \$100.00, les frais, lorsqu'il n'y a pas de témoins, s'élèvent à la somme de \$600.00, et ces frais peuvent s'élever à la somme de \$800.00, et tout cela lorsque le montant en jeu n'est que de \$100.00.

Je dis qu'il faut protéger les plaideurs contre eux-mêmes; il faut protéger les contribuables de la

province de Québec contre l'envie trop développée peut-être qu'ils ont de plaider et de plaider jusqu'à épuisement.

C'est pour cela que je propose de réduire le nombre des degrés d'appel.

Maintenant il résulte un inconvénient du trop grand nombre des appels. C'est ce qui est arrivé à Montréal où la Cour d'appel est tellement encombrée que si vous y inscrivez une cause aujourd'hui pour être entendue, vous ne pourrez être entendu que dans deux ans.

Il résulte de cela que le plaideur malhonnête est protégé, lorsqu'il veut plaider et porter la cause en appel. Si je suis bien renseigné, on porte des causes en appel, on porte une foule de causes devant la Cour du banc de la reine simplement pour avoir du délai, pour ne pas payer de justes dettes auxquelles on est soumis.

La Cour d'appel pour la Cour de district sera la Cour de révision composée de trois juges de la Cour supérieure, comme elle l'est aujourd'hui. On portera donc ces causes en appel devant la Cour de révision, qui sera un tribunal complètement distinct et indépendant de la Cour de district.

Aujourd'hui on dit assez souvent — je ne dis pas que ce soit avec raison, mais l'impression est assez répandue — que la Cour de révision est plutôt une cour de confirmation qu'une cour de révision, c'est-à-dire que, par je ne sais quelle suite de circonstances, les juges de la Cour de révision sont bien plus portés à confirmer les jugements de leurs confrères qu'à les renverser ou à les modifier.

Maintenant lorsqu'il s'agira de porter devant la Cour de révision un appel de la Cour des juges de district, il n'y aura pas entre les membres de ces différents tribunaux, cette fraternité, si je peux m'exprimer ainsi, qui existe entre ceux qui composent un même tribunal.

Il n'y aura peut-être pas plus d'indépendance, mais au moins on dira peut-être avec un peu plus d'indépendance, lorsqu'il s'agira de renverser ou de modifier des jugements rendus par les juges de la Cour de district.

Il est vrai que la Cour d'appel ainsi constituée par le projet de loi n'est composée que de trois juges. Mais voyons ce qui se passe dans la province d'Ontario, qu'on cite souvent comme une province modèle et qui, sous bien des rapports, est admirablement administrée dans toutes les affaires publiques et judiciaires.

Dans l'Ontario, la Cour d'appel, pour les causes où il s'agit du plus fort montant possible, est composée seulement de quatre membres, et je dis que pour des causes où il s'agit d'une somme de \$400.00 ou moins, une Cour d'appel composée de trois juges constituant un tribunal indépendant, est suffisante.

Lorsque le jugement de la révision siégeant en appel d'un jugement de la Cour de district n'est pas unanime, il y a appel de la Cour de révision à la Cour du banc de la reine.

J'avoue que j'ai introduit cet amendement avec un peu d'hésitation. Je ne suis pas encore décidé à dire, je ne suis pas encore assez ferme-

ment convaincu pour pouvoir dire que c'est là une disposition sage parce que je suis de l'avis de beaucoup d'écrivains qui ont écrit sur cette matière et qui disent qu'on doit diminuer autant que possible le nombre des appels et le nombre des degrés d'appel.

Mais comme c'est une question sur laquelle on peut différer d'opinion, une question où il y a du pour et du contre, c'est une question que je livre à l'étude sérieuse de ceux qui seront chargés d'étudier le projet de loi.

Je dis que, non seulement, en vertu de ce projet de loi que je viens d'expliquer, les appels de Cour de district rendront service aux plaideurs, mais que cette loi aura pour effet de diminuer beaucoup le nombre des appels portés actuellement devant la Cour du banc de la reine, et donneront à la Cour du banc de la reine, telle que constituée, une plus grande efficacité et lui permettront de remplir mieux le rôle quelle est appelée à remplir dans l'organisation judiciaire de cette province.

Maintenant, il y a, dans la constitution de la Cour de district, une autre matière très importante et sur laquelle j'attire tout spécialement l'attention des députés de cette Chambre.

D'après la section 47 du projet de loi, il est dit que les juges de district ont juridiction sur toute la province de Québec, mais exercent leurs fonctions judiciaires ordinaires dans les districts qui leur sont assignés par leur commission et ils ont en outre tous les pouvoirs et exercent toutes les fonctions mentionnées dans les articles 2485 à 2544 inclusivement des statuts refondus de la province de Québec.

Si vous référez à la section 107, vous verrez ceci: "A mesure qu'il y aura des juges de district de nommés dans les différents districts, les juges de sessions de la paix, les magistrats de district, les magistrats stipendiaires cesseront d'exercer leurs fonctions".

C'est-à-dire, Monsieur, que je donne aux juges de district tous les pouvoirs des magistrats de district en matière criminelle et tous les pouvoirs des juges des sessions de la paix à Québec et à Montréal.

Il résultera de ceci une grande économie. Aujourd'hui, les dépenses de la province pour le maintien des magistrats de district, pour leurs frais de voyages, etc., pour le salaire des juges des sessions de la paix est de \$30,000. Cette somme, par année, n'est pas considérable. Mais qu'est-ce qui arrive? C'est que tous les jours je reçois des requêtes et des lettres me demandant d'établir des Cours de magistrats, me demandant même de nommer d'autres magistrats pour des régions éloignées des chefs-lieux, comme celles que j'ai mentionnées il y a un instant; et je n'hésite pas à dire que si le système actuel continue, d'ici à trois ou quatre ans nous serons obligés de nommer d'autres magistrats de district et de leur donner de plus grands pouvoirs, pour satisfaire aux besoins toujours croissants du public; et la dépense sur ce chef, dans la province de Québec, s'élèvera à \$50,000 par année, au moins, et cette dépense ira toujours en augmentant.

Il y a aussi une autre considération, c'est que le salaire des magistrats de district aujourd'hui n'est pas suffisant. Le salaire de ces magistrats, qui sont appelés en fin de compte à exercer des fonctions judiciaires importantes en matière criminelle, ce salaire n'est pas suffisant — il n'est que de \$1,200 — et on a si bien compris cela que, depuis un certain nombre d'années, depuis sept ou huit ans, on a été obligé d'augmenter, pour ainsi dire en sous main, le salaire des magistrats de district, en leur donnant pour frais de déplacement dix ou cinq piastres par jour, ce qui augmente de beaucoup les dépenses de l'administration de la justice. Je ne dis pas qu'on a mal fait. Je crois au contraire, qu'on ne peut pas avoir un homme compétent pour exercer les fonctions judiciaires aussi importantes pour le modique salaire de \$1,200 par année.

Il arrivera donc fatalement que nous serons obligés d'augmenter le salaire de ces magistrats, s'ils doivent continuer à exister, ou bien nous serons obligés de les remplacer par d'autres magistrats ou d'autres juges; je crois que le mode que je propose actuellement est le meilleur.

Maintenant, si cette dépense est de \$50,000 par année, comme elle doit l'être bientôt, je me demande pourquoi la province de Québec paierait la dépense en question.

Nous nous plaignons tant des dépenses qui se font, nous crions tant à l'économie, nous essayons de toutes manières à réduire notre budget de dépenses, or voici une occasion favorable de réduire d'au moins \$50,000 le budget de l'administration de la justice; parce que, comme tout le monde le sait, les articles 90 et 100 de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord disent que c'est au Parlement fédéral à nommer les juges et à payer leur salaire. Je me demande alors pourquoi, en face de cette disposition de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, la province de Québec serait obligée de payer la somme de \$50,000, surtout lorsqu'il s'agit de l'administration de la justice criminelle.

Ainsi, ceux qui sont en faveur de l'économie ne peuvent pas dire autrement que, sur ce point au moins, le projet de loi a du bon.

Maintenant, il s'agit de savoir comment le projet de loi en question viendra en force.

En 1857, lorsque le grand homme d'Etat que tout le monde admire, Sir Georges-Etienne Cartier, a introduit sa loi sur la réorganisation des tribunaux judiciaires, la réforme a été relativement facile à mettre en pratique. Il s'agissait, dans ce temps-là, de nommer de nouveaux juges. Et, comme on le sait, les candidatures à la "jugerie" n'ont jamais manqué, pas plus en 1857 qu'elles ne manquent aujourd'hui.

Par conséquent, nommer de nouveaux juges était assez facile.

Aujourd'hui, il s'agit de diminuer le nombre des juges de la Cour supérieure de trente à seize. Il s'agirait, si nous voulons mettre ce projet de loi à exécution, de décapiter quatorze de ces messieurs. Or, il est certain que ces messieurs ne se résoudront pas à se laisser ainsi décapiter sans faire des résistances considérables.



C'est pour cela que, par une disposition du projet de loi, il est dit que l'acte viendra en force par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil: c'est la section 112 qui le dit. Du moment que la proclamation sera lancée, voici ce qui arrivera. Dans le district de Terrebonne dont le juge sera transféré à Montréal, et dans un des districts près de Québec dont le juge sera transféré à Québec, la loi deviendra immédiatement en force. Il s'agira de nommer de suite des juges de district à Montréal et à Québec, qui commenceront dès ce moment à exercer leurs fonctions judiciaires.

Les juges de district à Montréal et les juges de district à Québec remplaceront les juges des sessions de la paix et exerceront les mêmes fonctions qu'exerçaient, à Montréal et à Québec les juges de la Cour de circuit, lesquelles fonctions sont assignées, par le projet de loi, aux juges de district, ainsi que dans le district de Terrebonne et dans un district de la division de Québec, dont le juge sera transféré à la cité de Québec.

Le nombre des juges à Montréal sera considérable pour un certain temps, mais il ne faut pas croire que ça prendra bien du temps pour que la loi vienne en force partout en même temps. On sait que, d'après les lois ordinaires, les juges comme les autres disparaissent assez vite. Ainsi, l'autre jour, un juge me disait: "Il y a sept ans que je suis nommé juge, et déjà la majorité des juges se trouve en arrière de moi." On voit que, comme il ne restera plus que 12 juges, la loi deviendra en force assez tôt.

Maintenant, pendant que les dix juges de la Cour supérieure siégeront à Montréal, ils ne seront pas obligés d'aller en circuit dans bien des districts, et cela permettra, vu l'augmentation du nombre de juges, de faire cesser l'encombrement qui existe à la Cour des enquêtes et mérites à Montréal, où l'on est actuellement obligé de subir des délais sérieux.

En vertu du projet de loi que je vais présenter, la Cour du banc de la reine pourra siéger, avec l'aide de certains juges de la Cour supérieure comme juges ad hoc ou comme juges assistants.

Ce tribunal pouvant siéger à deux endroits différents, cela permettra de faire cesser l'encombrement qui existe à la Cour du banc de la reine, parce que si la Cour du banc de la reine siégeait à Montréal pendant deux ans, elle ne pourrait guère se débarrasser de toutes les causes inscrites devant cette Cour à l'heure qu'il est.

Maintenant, à mesure que dans chaque district il se fait une vacance sur le banc de la Cour supérieure, cette vacance n'est pas remplie, mais le district tombe immédiatement sous l'opération de la loi qui nomme les juges de district.

Ainsi, prenons au hasard le district de Montmagny.

Supposons que le juge dans le district de Montmagny cesse, pour une raison ou pour une autre, d'y exercer ses fonctions, soit que la mort l'enlève ou qu'il soit promu à une position plus élevée. Immédiatement, en vertu de la loi, le gouvernement fédéral sera obligé de nommer un juge de district pour Montmagny, et pour la Cour supérieure de Montmagny, ce district sera desser-

vi par un des juges de la Cour supérieure résidant à Québec.

En attendant, aussitôt que la proclamation est lancée, le principe de la loi vient en force partout dans toute la province, de sorte que les juges de la Cour supérieure qui existent maintenant et qui exercent leurs fonctions de juges de la Cour supérieure pour toutes les causes où le montant en jeu est de \$400 et au-delà, et les juges de la Cour de district auront juridiction pour toutes les causes dont le montant en litige est au-dessous de \$400, excepté les fonctions de magistrats de district qui resteront les mêmes jusqu'à ce que des juges de district soient nommés.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Pourquoi ne pas donner aux juges de la Cour de district la juridiction des juges de la Cour supérieure?

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Mon honorable ami me demande pourquoi ne faites-vous pas du juge de district un juge de la Cour supérieure, ayant toute la juridiction voulue jusqu'à une somme disons de \$100 000? Mais, M. l'Orateur, c'est justement le contraire du principe du bill. Si l'idée de mon honorable ami prévalait, il faudrait laisser la loi telle qu'elle est actuellement.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Alors, vous faites deux juges au lieu d'un.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Non, pas du tout, pas pour le même objet. C'est-à-dire **qu'il** y aura dans chaque district un juge de district qui jugera les causes jusqu'au montant de \$400, mais il y aura seize juges de la Cour supérieure qui jugeront les causes au-delà de \$400 et ces juges seront obligés d'aller en circuit, comme on dit, c'est-à-dire d'aller au chef-lieu de chaque district pour l'instruction et l'audition des causes et pour y rendre jugement.

Je ferai remarquer, en passant, que les causes d'au-delà de \$400 prises dans les districts ruraux ne représentent qu'un cinquième de l'ouvrage des juges tandis que les causes de \$400 et au-dessous représentent les quatre cinquièmes de l'ouvrage. Je donne aux juges de district les quatre cinquièmes de l'ouvrage, leur nombre étant plus grand; d'un autre côté, pour les causes d'au-delà de \$400, qui ne représentent que le cinquième de l'ouvrage, il y a seize juges de la Cour supérieure. Autrement, on serait obligé, si l'on suivait l'idée de l'honorable député, de nommer un juge de la Cour supérieure dans chaque district. Or, dans certains districts, il n'y a d'ouvrage que pour deux mois de l'année, tandis que dans d'autres districts il y a de l'ouvrage pour l'année et plus. C'est pour cela que d'un côté, il faut augmenter le nombre des juges pour les causes de \$400 et au-dessous, tandis que de l'autre côté, il faut créer un tribunal spécial pour les causes de \$400 et au-dessus, tribunal qui, siégeant en révision, sera une Cour d'appel pour la Cour des magistrats.

Mais j'oubliais une disposition très importante du projet de loi quant à la juridiction de la Cour du district. Je parlais, il y a un instant, de la centrali-

sation et de la décentralisation judiciaires, et j'ai dit que toutes les causes au-dessus de \$300 qui, jusqu'à présent, étaient plaidées et jugées au chef-lieu des districts, le seraient encore à l'avenir. Mais on peut me répondre, comme on l'avait fait dans un mémoire qui m'a été adressé, qu'il y a des causes qui viennent journellement devant les tribunaux; il y a des motions, des exceptions péremptoires, des défenses en droit; il y a des affaires de chambre, des brefs de prérogative, des affaires sommaires, etc.; qu'allez-vous en faire?

J'avoue que, dans la plupart des districts ruraux, les brefs de prérogative, les questions entre locateurs et locataires, les actions sous l'acte de procédure sommaire sont assez rares; mais néanmoins, afin qu'on ne puisse pas m'accuser d'empiéter en rien sur cette question de la centralisation judiciaire, je déclare dans la section 48 que, dans toutes ces matières que j'ai mentionnées et qui sont énumérées dans cette section, le juge de district a juridiction, sauf appel à la Cour supérieure.

Cette question est plutôt une question de procédure et elle ferait plutôt le sujet d'un article du code de procédure; et on voit quel désavantage il y aurait de passer cet acte sans passer en même temps le code de procédure.

UNE VOIX: Dans les affaires sommaires, est-ce que le juge de district aura juridiction quant au fond même et est-ce qu'il y aura appel?

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): L'appel sera devant la Cour supérieure siégeant en révision et devant la Cour d'appel, telle qu'aujourd'hui constituée, ou les deux, suivant les règles qui existent aujourd'hui dans le code de procédure.

J'ai indiqué jusqu'à présent, en faisant l'exposé général du projet de loi, les principaux changements qui ont été apportés dans la mesure que je dois présenter. Mais pour faire mieux comprendre et pour faire mieux saisir par la Chambre la différence qui existe entre la mesure originairement soumise et celle que j'aurai l'honneur de présenter à la Chambre, et pour montrer le souci que j'ai mis à écouter les plaintes et les représentations qui m'ont été faites, je crois qu'il est bon de donner, d'une manière succincte et définie, les changements qui existent entre le projet de loi tel que d'abord présenté, et celui qui est soumis maintenant.

Il y a d'abord, comme je l'ai déclaré, dans le présent projet, élimination complète de tout ce qui regarde l'administration de la justice criminelle.

Dans le projet de loi de l'année dernière, à la suggestion de gens qui étaient bien renseignés et qui avaient à coeur la bonne administration de la justice, dans ce projet, la province avait été divisée en six districts pour l'administration de la justice criminelle. Mais on m'a fait remarquer qu'il ne serait pas juste de faire venir les témoins de loin à un chef-lieu pour une cause criminelle, que ça coûterait bien cher et qu'il ne serait pas juste non plus d'amener un criminel de loin à un chef-lieu dans un autre comté, pour lui faire son procès et

qu'il ne se trouverait pas peut-être à être jugé par ses pairs.

J'ai compris la justesse de cette observation; j'ai compris que le projet de loi péchait sous ce rapport et j'ai laissé, cette année, l'administration de la justice criminelle absolument comme elle l'était sous l'ancienne loi.

Voilà le premier changement apporté au projet de loi et c'est un changement considérable. Maintenant on s'est plaint aussi que, d'après le projet de loi de l'année dernière, les termes de la cour étaient fixés non pas par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, comme ça se fait aujourd'hui d'après le projet de loi, mais par une règle de pratique faite par les juges eux-mêmes.

On disait, avec assez de raison, que les juges, ne consultant pas toujours les besoins du public, fixeront les termes pour leur propre commodité plutôt que pour celle des justiciables. Cette objection est assez forte, et dans le projet de loi de cette année il est dit que les termes de toutes les cours seront fixés par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

On disait aussi, dans le projet de loi de l'année dernière, que les juges de district seraient pris parmi les avocats de pas moins de cinq ans de pratique.

On a cru que cela ne donnait pas de garanties suffisantes pour des hommes chargés de fonctions judiciaires importantes, et on a mis à dix ans de pratique une des qualifications exigées des avocats pour être nommés juges de la Cour de district.

Un autre changement notable, et qui regarde surtout la procédure, est celui que j'ai expliqué il y a un instant: c'est que le juge de la Cour de district a tous les pouvoirs d'un juge de la Cour supérieure en chambre, c'est-à-dire qu'il peut décider toutes les questions sous l'acte de procédure sommaire, les brefs de prérogative, en un mot toutes les questions que j'ai eu l'honneur de mentionner à la Chambre il y a un instant.

Les juges de la Cour supérieure, au lieu de quinze, sont au nombre de seize. Il y en a dix à Montréal, cinq à Québec et un à Sherbrooke.

On a considéré que le district de Saint-François était un district tellement important et où il se faisait tant d'affaires, qu'il fallait nécessairement y laisser un juge. Et d'ailleurs, M. l'Orateur, le bill pourvoit que, lorsqu'il y a trop d'ouvrage pour un juge dans un district, par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, un autre juge peut recevoir l'ordre du juge en chef d'aller siéger dans le district en question.

Le nombre des juges de la Cour de district est aussi augmenté pour la ville de Montréal.

Un autre changement important, que j'ai signalé à la Chambre, est celui-ci: c'est qu'en vertu de l'article 1054 du code de procédure civile, tel qu'amendé par la section 75 du projet de loi actuel, la Cour de district, à quelque endroit qu'elle siège, a juridiction jusqu'à la somme de \$400.

L'année dernière, nous disions qu'en dehors du chef-lieu, la cour n'aurait juridiction que jusqu'au montant de \$100. Cette année nous portons

la juridiction de la Cour de district, en quelque lieu qu'elle siège, soit en deux endroits différents dans un comté, à la somme de \$400, pour donner à ces régions dont j'ai parlé il y a un instant des tribunaux où ils pourront voir à leurs affaires judiciaires avec l'économie à laquelle ils ont droit de s'attendre.

Il y a ensuite l'appel des jugements de la Cour de district. L'année dernière nous disions que le jugement de la Cour de révision serait final et sans appel lorsqu'il s'agirait d'un jugement de la Cour de district; mais aujourd'hui, lorsque le jugement de la Cour de révision n'est pas un jugement unanime, on a droit d'aller à la Cour du banc de la reine. J'ai déjà signalé ce changement.

Enfin, le dernier changement apporté au bill est celui-ci. J'ai fait ce changement à la suggestion du Barreau de Québec et aussi à la suggestion de certains avocats et de certains juges qui m'ont écrit à ce sujet. L'an dernier, si un juge de Québec ou de Montréal décédait ou disparaissait pour une cause ou une autre, il était remplacé forcément par l'un des juges de la campagne, un juge des districts ruraux. C'est-à-dire que si le juge par exemple mourait à Québec, on allait prendre un juge dans un des districts de la division de Québec et on l'amenait à Québec.

On m'a représenté que, pour une raison que ceux qui sont familiers avec l'administration de la justice dans cette province comprendront, qu'il n'était pas tout à fait juste qu'on force le gouvernement fédéral à nommer certains messieurs comme juges dans les villes. Je me suis rendu à cette suggestion, et aujourd'hui lorsque les juges de Québec ou de Montréal disparaîtront, le gouvernement fédéral pourra nommer celui qu'il trouvera convenable de nommer.

D'ailleurs, M. l'Orateur, en y pensant un peu, je ne sais pas si je puis, avec la constitution qui nous régit aujourd'hui, faire ainsi au gouvernement fédéral l'obligation de nommer tel ou tel juge à tel ou tel endroit.

Je regrette d'être obligé de retenir la Chambre aussi longtemps, mais enfin le projet de loi que j'ai préparé est un projet de loi certainement très important; il a occupé l'esprit public assez longtemps dans la presse et dans la discussion, que je crois que je faillirais à mon devoir si je ne donnais pas à la Chambre toutes les explications nécessaires, en faisant la motion que je fais maintenant.

J'arrive à la partie la plus intéressante — si je puis dire qu'il y a une partie intéressante dans mon discours — c'est celle qui concerne les objections faites au projet de loi en question.

Les objections au projet de loi étaient naturellement basées sur le projet de loi qui a été présenté à cette Chambre à la dernière session, parce que c'est ce projet de loi-là qui a été livré à la publicité. Il ne pouvait pas en être autrement. On a dû critiquer ce qu'on avait entre les mains.

Les objections qu'on faisait étaient de deux sortes. On faisait une objection générale au principe du bill et on faisait des objections à certains détails.

Je dirai, je crois sans vouloir trop me flatter, que j'ai répondu à toutes les objections de détail qu'on faisait au bill.

J'irai même plus loin, et je dirai que j'ai incorporé dans le bill toutes les suggestions qui sont contenues dans les mémoires qui me sont venus des différents Barreaux opposés au projet de loi.

Le bill a été corrigé, il a été amendé sur les mémoires qui m'ont été adressés, et je crois que toutes les remarques qui m'ont été faites ont été prises en considération.

Maintenant, la grande question, celle sur laquelle on s'est rabattu pour combattre le projet, la question sur laquelle on a fait la bataille surtout, est celle-ci. On a dit que la décentralisation judiciaire a été établie en 1857. Cette décentralisation doit exister. Or, dans votre bill vous la détruisez, vous portez atteinte au principe de la décentralisation, vous bouleversez les tribunaux du pays et vous réunissez dans les grandes villes les différentes juridictions judiciaires, et par conséquent ce bill est inacceptable aux justiciables de cette province et surtout à ceux des justiciables qui demeurent dans les districts ruraux.

Je crois qu'après l'exposé que j'ai fait du plan général du bill, on ne sera plus d'opinion que je porte atteinte au principe de la décentralisation judiciaire.

J'ai prouvé que la Cour supérieure siégera, d'après le projet de loi en question, dans chaque chef-lieu de district où elle siège actuellement, et j'attire l'attention des députés sur ce point. Enfin, je dis ceci: la décentralisation judiciaire ne consiste pas dans la résidence ou la non résidence des juges. La décentralisation ne consiste pas dans le fait que vous envoyez dans chaque district un juge pour y résider. Ce système peut porter avec lui certains bienfaits, mais, M. l'Orateur, la décentralisation judiciaire consiste dans le fait que le juge va pour ainsi dire chez le plaideur, se rend chez le plaideur pour entendre chez lui les griefs et les réclamations qu'il a à faire.

La décentralisation consiste à disséminer, autant que possible dans toutes les parties de la province, l'administration de la justice; la décentralisation consiste dans l'audition des causes dans le chef-lieu du district du justiciable, dans le chef-lieu du comté du justiciable, dans la paroisse même où il réside, si c'est possible. Voilà ce qu'il faut comprendre par la décentralisation judiciaire. Or, ce n'est pas parce que je dis, dans le projet de loi, que les seize juges resteront dans la cité de Montréal ou de Québec ou de Sherbrooke, que je touche au principe de la décentralisation judiciaire. Non, parce que je respecte le principe du bill de 1857 en vertu duquel il est dit que les juges devront entendre les causes, entendre les témoins, écouter les plaidoiries et rendre jugement dans le chef-lieu de chaque district.

Moi, je vais plus loin. Non seulement vous aurez une Cour supérieure dans chaque chef-lieu de district ou de comté, mais dans les grands comtés comme Ottawa, Terrebonne, le comté de Nicolet, le comté de Rimouski, vous aurez des Cours de district qui auront juridiction jusqu'à la somme de \$400, et je demande à ceux qui sont en faveur de la décentralisation judiciaire de m'aider en se prononçant en faveur du projet de loi, s'ils

sont réellement en faveur de la dissémination de l'administration de la justice dans toutes les parties de la province qui ont droit de l'avoir.

Il y a des chiffres intéressants à donner sur cette question de la décentralisation judiciaire et de la résidence des juges.

Il y a aujourd'hui trente juges de la Cour supérieure dans la province de Québec. La résidence de dix de ces juges est fixée à Montréal, comme on le sait, et la résidence des quatre autres juges est fixée à Québec. Il reste donc seize juges pour les dix-huit autres districts. Or les districts suivants n'ont pas de juges résidents, savoir: Terrebonne, Joliette, Beauce, Montmagny, Rimouski, Saguenay et Richelieu, en tout sept. Il y a donc sept districts qui n'ont pas de juge résident du tout et il n'y a que onze districts qui ont des juges résidents, et encore, sur ces onze, mon ami M. Globensky, qui a écrit des lettres si intéressantes sur cette question, dit dans ses lettres que cinq de ces juges siègent presque continuellement à Montréal. Il ne reste donc, sous l'opération de la loi actuelle, que six juges qui résident actuellement et effectivement dans leur district.

Ainsi donc, M. l'Orateur, en appelant ces juges de la Cour supérieure à résider à Québec, à Montréal et à Sherbrooke, je ne détruis donc pas ce qui existe aujourd'hui et je ne porte pas une main sacrilège sur le principe de la décentralisation judiciaire, parce que si on est content du système qui existe aujourd'hui, il n'y a que six juges qui résident effectivement dans leur district, et par conséquent si on ne se plaint pas, c'est signe que la décentralisation judiciaire ne consiste pas essentiellement dans la résidence des juges au chef-lieu de leur district.

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Dans Joliette et dans Richelieu, de fait, le juge ne reste pas dans le district, quoique la loi l'oblige à y résider.

L'HONORABLE T.-C. CASGRAIN (Montmorcency): Je suis bien content de la remarque que vient de faire mon savant ami de Joliette; mais je lui dirai ceci: est-ce qu'il peut imaginer une loi qui forcera le juge à résider effectivement dans un district? Est-ce qu'il peut imaginer une loi à laquelle le juge se rendra? Il est bien connu que certains juges — je ne parle pas de ceux qui existent aujourd'hui, je parle de ceux qui ont disparu de la scène — on a voulu les forcer de rester dans leur district. Eh bien, qu'est-ce qui est arrivé? Ils louaient une maison dans le district où ils devaient résider, mettaient leur nom sur leur porte, mais ils restaient, la plus grande partie de l'année, soit à Québec ou à Montréal. La loi, telle qu'elle existe aujourd'hui, force le juge à résider dans son district. Mais cette loi, depuis qu'elle est dans nos statuts, a été une lettre morte et n'a jamais pu être appliquée. Ceux qui ont passé devant nous ont essayé de faire appliquer cette loi, mais ils n'ont jamais pu réussir, et je crois qu'on ne le pourra jamais, parce que c'est une de ces choses qu'on peut mettre dans un statut, mais qu'on ne s'attend pas à voir observer.

UNE VOIX: Alors ce sera la même chose.

L'HONORABLE T.-C. CASGRAIN (Montmorcency): Ce ne sera pas la même chose avec ma loi et voici pourquoi. Les juges de la Cour supérieure dans les districts ruraux nous disent aujourd'hui: nous n'avons pas beaucoup d'ouvrage dans nos districts, tandis qu'il y a beaucoup d'ouvrage à Montréal, et d'ailleurs nous venons ordinairement des grandes villes, de Montréal ou de Québec. Il est vrai en effet que, pour une raison ou une autre, jusqu'à présent les juges de la Cour supérieure ont été choisis à Montréal et à Québec. Mais je dis ceci: les juges de la Cour de district recevant un salaire de \$3,000, étant nommés spécialement pour les districts ruraux, étant pris généralement parmi le Barreau des districts ruraux, auront tout intérêt à rester dans leur district, parce que leur salaire ne sera pas assez élevé pour leur permettre de rester à Québec ou à Montréal; et de plus, leurs goûts et leurs habitudes les porteront à rester dans le chef-lieu où ils auront été nommés.

Il n'y aura pas le prétexte qui existe aujourd'hui, qui promet à ceux qui ne veulent pas rester dans leur district d'aller siéger à Montréal ou à Québec. Il n'y aura plus le prétexte que les Cours supérieures sont encombrées parce que je prétends, qu'après l'adoption de ce projet de loi, il n'y aura plus à Québec ni à Montréal d'encombrement devant la Cour supérieure ni devant la Cour d'appel, et il n'y aura plus ce prétexte pour les juges de la campagne d'aller siéger à Québec ou à Montréal. On sait qu'aujourd'hui ce n'est pas seulement un prétexte, mais que c'est une raison grave et l'on ne peut attaquer ces juges, si cinq ou six d'entre eux siègent à Montréal lorsqu'ils devraient résider dans leur district. Ils sont appelés là par le juge en chef et ils sont presque obligés d'y aller, il leur faut y aller pour la dépêche des affaires.

Or cette raison n'existera plus. Vous aurez dans chaque district ce que vous ne pouvez pas avoir à présent, c'est-à-dire un juge résident qui jugera toutes les causes qui seront projetées devant lui.

On dit encore, M. l'Orateur: il n'y a pas de plainte contre le système actuel, personne ne s'en plaint, personne n'en demande le changement. J'ai entendu ce raisonnement fait par des hommes qui, certainement, étaient à même de critiquer le projet de loi, qui, par leurs connaissances légales, pouvaient l'étudier avec avantage et qui, par les suggestions qu'ils faisaient, pouvaient l'améliorer, mais je dis que je ne comprends pas comment cette assertion peut être faite. Depuis que je suis à la Chambre, depuis 1886, j'ai toujours entendu des plaintes contre l'administration de la justice telle qu'elle se fait actuellement, surtout dans le district de Montréal. J'ai toujours entendu dire que le système actuel, quelque bon qu'il fut en 1857, ne répondait plus aux besoins de la population, ne répondait plus aux besoins des justiciables. J'ai toujours entendu dire cela.

On a amendé la loi presque à chaque session; on a introduit dans les statuts loi par-dessus loi

pour améliorer la position dont on se plaint. On se plaint encore aujourd'hui. Il y a des journaux de Montréal qui ne sont pas favorables à ce projet de loi, qui disaient au commencement de la session: il y a des plaintes et des plaintes sérieuses contre l'administration de la justice. Les uns disent: c'est la faute du code de procédure civile; d'autres disent: c'est la faute des juges. Ils peuvent avoir tort ou raison, mais moi, je dis: il y a à Montréal et à Québec d'excellents juges; il y en a peut-être qui ne sont pas ce qu'ils devraient être. Prenons, par exemple, les dix juges de Montréal. Je dis qu'ils sont une bonne moyenne de ce que sont les hommes en général et que si vous prenez dix hommes n'importe où, vous ne trouverez pas une meilleure moyenne que celle qui existe parmi les dix juges de Montréal. Je crois que certains juges ne font peut-être pas toute la somme d'ouvrage qu'ils pourraient faire. Je ne connais pas cela par moi-même, je ne fais que répéter ici ce qui se dit généralement. Toutefois je professe pour les juges le plus grand respect et je crois, quoi qu'on puisse dire, que dix autres hommes ne feraient pas plus d'ouvrage que les dix juges de Montréal n'en font actuellement. Les juges sont des hommes, et les hommes sont toujours des hommes, quels que soient les projets de loi que nous introduisions et que nous fassions adopter par cette Chambre.

Quant au code de procédure, comme je l'ai déjà dit, le projet en est déjà distribué. Nous allons essayer de remédier autant que possible aux abus qui existent actuellement. Mais, avec le meilleur code de procédure du monde, vous ne ferez pas disparaître ce qui existe à Montréal, c'est-à-dire l'encombrement qui existe devant les tribunaux. Il n'y a pas assez de juges à Montréal, tandis que, dans les autres parties de la province, il y en a beaucoup trop.

Maintenant, on dira peut-être: vous n'avez pas droit de légiférer seulement pour la ville de Montréal. Il ne faut pas prendre en considération seulement les besoins de la grande métropole du Canada, quelque importance qu'elle puisse avoir.

Je diffère d'opinion jusqu'à un certain point avec ceux qui tiennent ce langage. Je ne veux pas que la législation de ce pays doive être subordonnée aux intérêts seuls de Montréal; mais je dis que Montréal, au point de vue financier, au point de vue commercial, au point de vue de la population et au point de vue des affaires judiciaires du pays, a droit à toute la sollicitude de cette Législature.

Maintenant, Monsieur, surtout au point de vue de la question de l'administration de la justice, je dis que nous sommes obligés, sinon de subordonner l'administration de la justice de toute la province à la ville de Montréal, au moins de faire à la ville de Montréal la part qu'elle mérite par l'importance qu'elle a dans les annales judiciaires. Je vais donner à la Chambre quelques chiffres qui montrent jusqu'à quel degré nous devons pousser notre sollicitude dans cette affaire importante pour la ville de Montréal.

Depuis les dix dernières années, voici des statistiques qui sont faites, non pas par des gens qui, sont sous le contrôle du gouvernement, mais par des officiers qui sont absolument libres de fai-

re leur devoir conformément à leur charge. Dans les dernières dix années, il est émané à la Cour supérieure, pour toute la province de Québec, 52,331 brefs. Ainsi, dans toute la province de Québec, il est émané de la Cour supérieure 52,331 brefs. Or, savez-vous combien, sur ce nombre, il en est émané de la Cour supérieure à Montréal? J'ai été surpris, j'ai été étonné du nombre de brefs qui sont émanés de la Cour supérieure de Montréal, et ceci m'a porté plus que jamais à dire que je devais venir en aide à la ville qui souffre le plus de l'état de chose actuel. 29,260 brefs ont émané de la Cour supérieure à Montréal, c'est-à-dire que plus de la moitié des brefs de toute la province de Québec sont émanés à la Cour supérieure de Montréal.

A présent, prenons les jugements dans les causes contestées. Les jugements de la Cour supérieure dans les causes contestées, pour la province de Québec, se chiffrent à 16,220 jugements. Or, pour la seule ville de Montréal, dans le seul district de Montréal, sur ce nombre de 16,220 jugements, il y en a 7,708, c'est-à-dire encore la moitié de tous les jugements dans les causes contestées rendus dans la province de Québec. Or, on voit que si, dans certains districts, les juges ont à peine un, deux ou trois mois d'ouvrage à faire par année, les juges du district de Montréal sont tellement encombrés d'ouvrage, qu'ils ne peuvent le faire et qu'ils sont obligés d'appeler à leurs secours les juges des campagnes environnantes et même d'appeler des juges des campagnes plus bas que Québec; et l'encombrement est tel à la Cour d'appel à Montréal que, comme je l'ai dit il y a un instant, si vous inscrivez une cause aujourd'hui à la Cour d'appel à Montréal, vous êtes obligés d'attendre deux ans avant de pouvoir la plaider. Je dis que cet état de choses ne peut pas continuer à exister. Si vous inscrivez une cause aux Enquêtes et mérites à Montréal aujourd'hui — par cette procédure qui doit vous donner jugement aussi rapidement que possible — vous êtes obligés, si mes renseignements sont corrects, d'attendre neuf mois avant que vous puissiez faire entendre votre cause.

Je vous demande si c'est un système que nous pouvons tolérer dans cet âge avancé. Est-ce la célérité à laquelle les plaideurs doivent s'attendre dans la province de Québec? Je me demande si nous ne sommes pas bien en arrière de tous les pays qui nous entourent et de tous les pays européens sous ce rapport. Je dis que ces abus existent à Montréal et cet encombrement qui existe à Montréal ne peut pas continuer, et tant que je serai procureur général, vu l'importance de la ville de Montréal, je travaillerai de toutes mes forces pour que notre système judiciaire soit à l'égal des autres systèmes, à l'égal des systèmes des pays environnants.

Maintenant, Monsieur, je dis que, depuis vingt ans, on se plaint du système qui existe actuellement, non seulement à Montréal, mais dans toute la province. Je le répète, dans au moins douze districts, il y a des juges qui n'ont pas trois mois d'ouvrage par année, tandis que dans les districts de Montréal, de Québec et de Sherbrooke, les juges

ont plus à faire qu'ils ne peuvent accomplir. Ceci est encore une chose qui ne peut pas continuer à exister. C'est une anomalie, cette inégalité dans la distribution de l'ouvrage, que celui qui est soucieux de la bonne administration de la justice dans ce pays, ne peut pas permettre de continuer.

En 1880, le juge Pagnuelo qui n'était pas juge dans le temps et qui par conséquent n'avait pas l'intérêt qu'on lui supposerait aujourd'hui, avec les autres juges, écrivait dans des lettres qui sont restées célèbres, que depuis dix ans on se plaignait du système actuel, et il proposa un autre système; il proposa une réforme dans l'administration judiciaire du pays. Donc en 1880, il y avait déjà dix ans que le mal existait et il demandait qu'on y portât remède.

En 1880, le Barreau de Montréal lui-même a passé une résolution demandant aux deux gouvernements, à celui d'Ottawa et à celui de Québec, de modifier le système actuel parce qu'il ne donnait plus satisfaction. Un comité avait été nommé pour rencontrer les membres des deux gouvernements, du gouvernement fédéral et du gouvernement local, mais pour une raison ou pour une autre les gouvernements ne se sont pas entendus et le projet est tombé à l'eau.

En 1882, M. Lareau, que nous avons connu, écrivait des lettres dans le même sens.

En 1888, une commission composée de M. le juge Jetté et de MM. Lorrain et Weir disait ce qui suit, dans son rapport au premier ministre et au procureur général, et j'attire spécialement l'attention des honorables députés sur ce rapport qui est très bien fait. On verra, à la première page de ce rapport, qu'on insiste sur la réorganisation judiciaire et je le cite pour répondre à ceux qui disent qu'il n'y a pas de plaintes de faites et qu'il n'y a pas de réforme de demandée, pour ceux qui disent que tout va bien et que personne ne se plaint du régime actuel. Je le cite afin que je ne passe pas pour un novateur qui veut tout réformer pour le plaisir de réformer et pour prouver que je m'appuie sur des autorités qui sont des autorités pour moi et pour la Chambre.

Voici ce que dit le rapport du juge Jetté et de MM. Lorrain et Weir, page 22:

"On dira peut-être que l'organisation judiciaire n'a pas de rapport avec la procédure. Au contraire. Quand même la procédure serait excellente, si l'organisation qui doit la mettre en fonction est défectueuse, le mal subsistera, ou plutôt le remède sera inefficace.

"La bonne administration de la justice, dit M. Bertrand, conseiller à la Cour d'appel de Paris, dépend en grande partie de l'organisation des corps judiciaires".

Chez la plupart des peuples cette organisation est différente. Chez tous on se plaint d'imperfections et d'abus. Tous demandent des réformes.

Le problème à résoudre est de trouver l'organisation qui, tout en respectant les règles de la justice et du droit, peut terminer le plus d'affaires de la manière la plus simple, la plus expéditive, la plus efficace et la moins coûteuse pour les parties.

La réorganisation s'impose donc au premier rang des réformes à opérer."

Voici donc un rapport qui n'émane pas du gouvernement, qui n'émane pas de moi, mais qui émane d'hommes distingués et complètement indépendants du gouvernement et qui dit:

"La réorganisation s'impose donc au premier rang des réformes à opérer". Déjà feu M. le juge T.-J.-J. Loranger, dans le rapport présenté en 1882 par la première commission nommée pour la refonte du code de procédure, insistait sur ce point capital. M. Pagnuelo, dans son excellent travail intitulé: Lettres sur la réforme judiciaire, publié en 1880, avait aussi signalé cette réorganisation comme nécessaire. L'honorable M. Laflamme et M. Edmond Lareau, dans des brochures publiées en 1882, la mentionnaient également comme allant de pair avec la réforme du code de procédure. Il n'y a pas de doute que, de toutes les réformes que nous pourrions tenter, celle-ci, sagement combinée, produirait les résultats les plus considérables.

Je ne puis mieux terminer ces remarques qu'en m'appuyant sur l'autorité d'un homme éminent qui vient de disparaître: je veux parler de l'honorable M. Rodolphe Laflamme qui, en 1882, écrivait sur la réforme judiciaire.

L'autorité de M. Laflamme en est une que tout le monde respecte. Comme avocat, il était à la tête de sa profession. Je l'avais dernièrement chargé de représenter en Angleterre les intérêts de la province de Québec dans une cause de la plus haute importance, qu'il avait plaidée avec tant d'habileté, tant de science et tant de zèle que Sir Horace Davy, un des membres les plus distingués du Barreau anglais, me fit le compliment de me remercier d'avoir envoyé l'honorable M. Laflamme pour lui donner le secours de ses lumières.

Aujourd'hui l'avocat éminent, l'ami franc, loyal et plein de coeur, l'ancien ministre de la Justice, l'ancien procureur général de la province est disparu, et je profite de cette occasion où il s'agit d'une question aussi importante et qu'il avait si bien étudiée pour rendre à son talent, à son mérite et surtout à l'acte de courage et de foi qui a illuminé sa mort, un témoignage public et solennel.

En terminant, il propose, appuyé par le représentant de Dorchester (l'honorable L.-P. Pelletier), que le dit ordre soit rescindé et que ce bill soit renvoyé au comité permanent de législation et soit expirantes.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

## Reprise de la séance à huit heures

### Compagnie de pouvoir électrique de Montmorency

M. F. CARBRAY (Québec-Ouest): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill (bill C) du Conseil législatif intitulé: "Loi amendant la charte de la Compagnie de pouvoir électrique de Montmorency".

Adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

### Charte de la cité de Montréal

M. A.W. MORRIS (Montréal no 4): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 46) modifiant la 54 Victoria, chapitre 78, concernant la charte de la cité de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. A.W. MORRIS (Montréal no 4): Propose que le bill soit lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Charte de la cité de Montréal

M. A.W. MORRIS (Montréal no 4): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 40) modifiant la charte de la cité de Montréal et les lois qui la modifient.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. A.W. MORRIS (Montréal no 4): Propose que le bill soit lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Documents:

#### Spencer Wood

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Met devant la Chambre la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 13 novembre 1893, demandant copie de tout compte, facture, ordre et envoi se rapportant aux frais d'ameublement, entretien, installation, déménagement et frais de transport et emménagement à Spencer Wood, de tous meubles et effets quelconques, depuis le 16 décembre 1891 au premier janvier 1893. (Document de la session no 57)

### Compagnie du chemin de fer Québec-Central

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Met devant la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, du 20 novembre 1893, pour une copie

de la correspondance entre le gouvernement et la Compagnie du chemin de fer Québec-Central et Frank Grundy, à propos de la nomination de MM. Linière Taschereau et Joseph-Edmond Roy comme directeurs de la dite compagnie; aussi de la correspondance entre MM. Linière Taschereau et J.-E. Roy avec la dite compagnie ou le dit F. Grundy, par laquelle la dite compagnie refuse de reconnaître la nomination faite par le gouvernement des dits directeurs, et aussi la correspondance entre MM. L. Taschereau, J.-E. Roy et le gouvernement ou aucun des ministres à propos du refus par la dite compagnie de se soumettre à l'ordre en conseil nommant les dits directeurs. (Document de la session no 58)

### Garde-forestier

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Met devant la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, du 4 décembre 1893, pour un état détaillé de toutes sommes d'argent payées à Amédée Beaubien en rapport avec sa charge de garde-forestier, pour le district de Montmagny, depuis la date de sa nomination jusqu'à ce jour.

Copie des rapports faits par lui au département des Terres de la couronne relativement à sa charge de garde-forestier. (Document de la session no 59)

### Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé le bill (bill no 43) intitulé: "Loi constituant en corporation les Ursulines de Stanstead", sans amendement.

### Réorganisation des tribunaux

La Chambre reprend le débat sur la question proposée aujourd'hui, Que l'ordre du jour pour la deuxième lecture du bill (bill no 2) concernant la réorganisation des tribunaux judiciaires soit rescindé, et que le dit bill soit référé au comité spécial permanent de législation et lois expirantes.

M. A. TESSIER (Rimouski): M. l'Orateur, le projet de loi du procureur général (l'honorable T. C. Casgrain) concernant la réorganisation des tribunaux judiciaires aura pour effet de bouleverser complètement notre système de judicature et de nous engager dans la voie dangereuse de la centralisation judiciaire; il doit être combattu avec énergie parce qu'il est hostile aux intérêts et aux droits acquis des justiciables des districts ruraux. Si Sir Georges-Etienne Cartier sortait de sa tombe, il serait sans doute étonné et frappé de stupéfaction en voyant un de ses héritiers politiques porter une main téméraire sur son oeuvre de prédilection et la jeter au bûcher d'une manière aussi leste que vient de le faire le procureur général. L'on nous dit que les tendances et principes de ce projet de loi ne sont pas contraires à la décentralisation judiciaire; c'est un leurre et l'on fait cet avancé pour

nous en faire avaler la pilule. Quand cette loi sera dans nos statuts, que l'administration de la justice souffrira et périlitera dans nos districts ruraux, il sera bien tard pour remédier au mal. Les membres du Barreau des districts ruraux les plus importants se sont presque à l'unanimité prononcés contre l'adoption de ce projet de loi. Le Barreau d'Arthabaska qui compte des avocats brillants et distingués appartenant aux deux partis politiques, s'est prononcé sans hésitation contre ce projet de loi. Les Barreaux d'Iberville, de Bedford, de Saint-François, des Trois-Rivières se sont prononcés dans le même sens. Le Barreau des Trois-Rivières a motivé ses objections que je résume comme suit: cet acte ne répond à aucun besoin qui ait été senti ou qui ait été signalé, soit par les justiciables, soit par les membres de la profession légale, surtout dans les districts ruraux. Si le nouvel acte de judicature offrait un progrès, une amélioration incontestable, pourquoi ne pas le mettre partout et en même temps en application? La centralisation judiciaire, que le nouvel acte a pour but d'opérer, rendra les procès importants beaucoup plus longs et plus dispendieux au grand détriment des justiciables. Si l'on tient compte de ce que Montréal seul occupe actuellement dix juges et Québec quatre, l'on pourra facilement prévoir que les districts ruraux seront nécessairement négligés sous le nouveau régime. Si l'on entend envoyer un juge de Québec ou de Montréal dans les districts ruraux chaque fois que leur présence sera requise, il n'y aurait pas trop de trente juges occupés à voyager continuellement d'un endroit à l'autre: cela nécessiterait des dépenses considérables, outre les pertes de temps et les inconvénients de toutes sortes qui en résulteraient.

Il est plus raisonnable et plus avantageux de conserver notre système actuel, les mêmes juges siégeant dans toutes les causes sous le contrôle des mêmes Cours d'appel, ne formant qu'un seul rouage où tout s'enchaîne et tend à établir une jurisprudence uniforme. En somme, le projet d'acte de judicature soumis à cette Chambre est, sous tous les rapports, contraire aux intérêts des districts ruraux.

Le neuf décembre courant, les membres du Barreau de Trois-Rivières, au nombre de dix-huit, passaient unanimement une résolution supposant fortement à cet acte de judicature, le considérant contraire aux intérêts des justiciables des districts ruraux. Les membres du Barreau de Saint-François au nombre desquels se trouvaient trois membres de cette Chambre d'assemblée, les représentants de Sherbrooke, Stanstead et Wolfe (MM. L. E. Panneton, M. F. Hackett et J.-A. Chicoyne) passaient unanimement la résolution suivante: "Les membres de cette section du Barreau réitérent et réaffirment leur résolution antérieure à l'effet qu'ils sont unanimement opposés aux changements projetés dans le système de judicature. Ces députés ont exprimé ouvertement leur opinion et je suis certain qu'ils ne trouveront pas bon pour les autres ce qu'ils trouvaient mauvais pour eux.

Ce nouveau système de judicature, à mesure qu'il a été connu et discuté, a perdu beaucoup de sa valeur. La plupart des membres du Barreau des

districts ruraux l'ont condamné. Dans ces districts, le système actuel de centralisation donne entière satisfaction: il n'y a pas de plainte, pourquoi le changer, pourquoi bouleverser un ordre de choses qui fonctionne bien et porter une atteinte fatale à l'organisation de nos tribunaux, organisation établie par un homme d'État prévoyant, aux vues larges et éclairées, qui avait lieu de croire que son oeuvre ne serait pas détruite de fond en comble par un de ses amis politiques? Sir Georges Cartier disait en 1858: "Il est complètement exact, comme on l'a déclaré, que les affaires judiciaires de Montréal égalent celles de tout le reste de la province". Cependant, il n'a pas songé à détruire le système de judicature. Cet homme d'État s'exprimait comme suit en 1857: "Le cri qui a retenti d'une extrémité de la province à l'autre contre le système actuel, indique le désir général d'une décentralisation judiciaire plus étendue. Et cette décentralisation étant nécessaire, il faut essayer de l'obtenir sans accroître la dépense. La résidence des juges dans divers endroits a pour cause le chiffre de la population, le montant des affaires ou l'étendue du territoire".

Le présent projet de loi consacre le principe de la centralisation des juges de la Cour supérieure. Dire le contraire c'est un leurre, puisqu'il les groupe tous à Québec et à Montréal et cela au détriment des districts ruraux qui pour la plupart ont de fait et ont droit d'avoir des juges de la Cour supérieure y résidant en permanence. Il paraîtrait qu'à Montréal les causes portées devant la Cour d'appel sont en souffrance. Ce nouveau projet de loi n'y remédie point, si ce n'est qu'il abolit les appels dans les causes au-dessous de \$400. Le code de procédure peut être amendé dans ce sens sans pour cela abolir la Cour de circuit et créer une Cour de district; et si les affaires augmentent à la Cour supérieure, le nombre des juges peut être augmenté. Le gouvernement fédéral qui est chargé de nommer et payer les juges ne pourra refuser de nommer le nombre de juges requis pour la bonne administration de la justice dans le district de Montréal. A Québec, les quatre juges qui y résident suffisent amplement à l'administration des affaires judiciaires du district et tous, justiciables et avocats, semblent satisfaits du système actuel.

L'on nous dit que les juges de la Cour supérieure dans les districts ruraux ont peu à faire, tandis que les juges des villes sont surchargés d'ouvrage. Je dis que cela peut être vrai pour Montréal, mais pas pour ailleurs, et j'ai indiqué le remède; c'est d'augmenter en cette ville le nombre des juges où la chose est déjà faite puisque deux juges de la Cour de circuit viennent d'y être nommés. Maintenant s'il y a peu à faire dans les districts ruraux pour un juge, pourquoi y envoyer deux juges, dont l'un en permanence. Prenons par exemple Kamouraska; le juge du district aura moins à faire que le juge actuel de la Cour supérieure puisqu'il n'aura pas à juger les causes au-dessus de \$400 qui seront soumise au juge de la Cour supérieure et qu'il ne sera pas tenu de présider les termes de la Cour criminelle. J'aimerais avoir des explications là-dessus. Si on veut faire de l'économie, pourquoi



n'abolit-on pas la Cour de magistrat à Rimouski et le juge de la Cour supérieure aura un peu plus à faire pour occuper ses loisirs. Qu'il soit bien compris que je veux en aucune façon me plaindre de l'administration de la justice à Rimouski; nous avons l'avantage d'avoir pour les Cours de circuit et supérieure un juge d'expérience, intègre et éclairé. Nous voudrions le garder en permanence et ne pas l'échanger pour un juge de district.

Les affaires qui peuvent maintenant tomber sous la procédure sommaire sont nombreuses et il y a une anomalie grave dans le système de judicature préconisé par le procureur général; c'est que les juges de district auront juridiction au mérite dans ces affaires sommaires quel qu'en soit le montant, disons, par exemple, dans une action pour loyer avec saisie-gagerie, sur billet ou lettre de change, au montant de \$1.000, de \$2.000 et même de \$20.000. et ils n'auraient pas juridiction dans une action en dommage au montant de \$401. C'est consacrer un principe entièrement mauvais et défectueux, car le mode de procéder sommairement ou autrement ne doit pas donner de juridiction à un tribunal: c'est le montant en litige qui doit établir la juridiction du tribunal et non le mode de procédure adopté pour faire valoir un droit ou une réclamation.

À la dernière session, le procureur général nous avait laissé entendre qu'il presserait l'adoption de sa loi, mais en face de l'opposition qu'il a rencontrée dans son propre parti, il a dû la laisser mourir tranquillement. Durant cette session, après lui avoir fait subir certaines modifications, il la fait revivre de nouveau, mais dans l'intervalle, des protestations se sont élevées de toutes parts et il craint encore pour le système de judicature qu'il a mis au jour. Les districts et les comtés ruraux ont fait entendre leur voix à l'encontre de ces nouveaux changements d'une manière énergique. Les députés des districts ruraux mêmes, qui siègent à la droite, se feront, j'en suis certain, un devoir de sauvegarder les intérêts des justiciables des comtes qu'ils représentent et s'uniront à nous pour combattre ce projet de loi qui, au lieu de s'intituler réorganisation des tribunaux, devrait porter le titre, puisqu'il consacre la chose, de désorganisation de nos tribunaux. Le procureur général fait une reculade puisqu'il ne demande pas la seconde lecture de son projet de loi qui en consacrerait le principe et demande sa référence pour étude et examen au comité de législation où, je l'espère, il recevra en bonne et due forme son coup de mort.

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Se déclare opposé à la mesure.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Dit qu'il est grand temps que l'on réorganise notre système. Le besoin s'en faisait sentir depuis longtemps déjà. Il est bien heureux de constater que quelque chose soit fait en ce sens aujourd'hui. Il demande au procureur général (l'honorable T.C. Casgrain) si on ne pourrait pas publier des statistiques pour renseigner le public.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Dit qu'il pro-

teste de toutes ses forces contre le projet de détruire le système judiciaire établi par Cartier et approuvé par Dorion. Si les causes s'accumulent dans les cours de justice, à Montréal, surtout dans les Cours d'appel, nous en avons la raison dans la défectuosité de notre code de procédure civile qui entraîne de trop longues délibérations. Il y a une autre raison: certains juges ont le malheur d'être restés politiciens; on les enlève de leur banc judiciaire pour les mettre sur des bancs politiques et leur faire tenir des enquêtes contre des adversaires. C'est le petit banc. Il faudrait aussi enlever aux juges toute occasion de tentation en leur accordant un salaire plus raisonnable.

Raison d'économie! En voilà une bonne, on veut réduire le traitement des juges qui sont payés par Ottawa, et l'on augmente les autres frais d'administration de la justice, protonotaires, greffiers, palais de justice, etc., qui sont entièrement à la charge de la province!... Il s'agit de savoir si l'on va briser la décentralisation judiciaire, oeuvre non seulement de Cartier, mais des chefs libéraux du temps, Dorion, Lorranger, etc. Il y eut deux grandes agitations populaires en 1857, l'une pour mettre la justice à la portée de tous, l'autre pour abolir la tenure seigneuriale. On voudrait aujourd'hui défaire, cette oeuvre patriotique... Le procureur général (l'honorable T. C. Casgrain) veut être le bienfaiteur du peuple malgré le peuple!... On a démoralisé l'administration de la justice en enlevant les juges à leurs fonctions pour les installer sur des bancs politiques, au point qu'aujourd'hui les avocats refusent ouvertement de plaider devant tel ou tel juge parce qu'il est trop partisan... Pourquoi faire une position inférieure aux juges de campagne? Veut-on encore diminuer le respect dû à la justice? Veut-on que le peuple revienne à l'injurieuse distinction des petits juges et des grands juges?... La vie coûte plus cher à la campagne qu'à la ville pour les juges; à la ville ils ont une bibliothèque gratuite: à la campagne, il faudrait qu'ils achetaient leurs livres avec \$1.000 de moins... Les juges sont obligés par la loi à résider dans leur district: c'est au procureur général à faire exécuter la loi.

Je suis convaincu qu'il n'y a pas dix députés des districts ruraux de l'autre côté de la Chambre qui se lèveront pour voter en faveur du projet de loi du procureur général. Si je me trompe, qu'on me le dise...

On raconte qu'un philosophe antique, dans un moment de naïveté, avait percé deux portes de dimensions différentes pour ses deux chats, parce qu'il en avait un petit et un gros! Le procureur général veut commettre la même naïveté, en donnant juridiction concurrente à ses petits juges de \$3.000 et à ses grands juges de la Cour supérieure... Le discours du trône annonçait pompeusement le même bill qu'à la dernière session. Où est-il? Le procureur général admet que son bill n'est plus reconnaissable. Pourtant un jour il disait: «Cette loi passera ou le gouvernement cassera!» Aujourd'hui il baisse pavillon; retraite peu honorable pour un ministre tranchant et autoritaire d'habitude.

Et la question étant mise aux voix, la Chambre

se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et lois expirantes.

### Ecoles d'industrie

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 15) amendement la loi des écoles d'industrie.

Adopté.

### En comité:

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit qu'il ne peut permettre de donner aux juges siégeant en Cour du banc de la reine le pouvoir d'envoyer aux écoles d'industrie les enfants dont les parents ont été condamnés. Il propose comme second amendement qu'une amende soit imposée aux parents qui refusent leurs enfants à leur sortie de ces écoles.

Adopté.

Le comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a modifié. Les amendements sont lus deux fois et adoptés par la Chambre.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que le bill soit lu pour la troisième fois.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): S'oppose à la troisième lecture du bill et propose comme amendement, appuyé par le représentant de L'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne), que tous les mots après "que" jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants: "le bill soit renvoyé de nouveau au comité de toute la Chambre, avec instruction de l'amender en retranchant les deuxième et troisième paragraphes du dit bill et en les remplaçant par le suivant: "Les sections 5 et 6 de la loi 55-56 Victoria, chapitre 29, sont abrogées."

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit que cette disposition de la loi a été introduite pour protéger la province contre les abus. En quelques années cette dépense s'était élevée de \$60,000 à \$110,000 et cette augmentation provenait souvent d'abus.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Bernatchez, Bisson, Bourbonnais, Caron, Dechêne, Fitzpatrick, Gladu, Gosselin, Laliberté, Lussier, Marchand, Mercier, Morin, Parent, Pinault, Stephens, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, 19.

CONTRE: MM. Baker, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Carbray, Cartier, Casgrain, Châteauevert, Cholette, Chicoyne, Cooke, Desjardins, Doyon, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Hall, Kennedy, Lacouture, McDonald, McIntosh, Magnan, Marion, Martineau, Nantel,

Normand, Panneton, Parizeau, Pelletier, Poirier, Rioux, Ste-Marie, Spencer, Taillon, Tellier, Tetreau Villeneuve, 39.

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant mise aux voix, — Que le bill soit maintenant lu la troisième fois, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Ecoles de réforme

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 16) amendement la loi des écoles de réforme.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que le bill soit lu pour la troisième fois.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, comme amendement et appuyé par le représentant de L'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne), que tous les mots après "Que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "le bill soit de nouveau renvoyé à un comité général de la Chambre avec instruction de l'amender en retranchant le deuxième paragraphe et en le remplaçant par le suivant:

2. L'article 2910a des statuts refondus, tel qu'édicte par la loi 55-56 Victoria, chapitre 27, section 3, est abrogé."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Bernatchez, Bisson, Bourbonnais, Caron, Dechêne, Fitzpatrick, Gladu, Gosselin, Laliberté, Lussier, Marchand, Mercier, Morin, Parent, Pinault, Stephens, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, 19.

CONTRE: MM. Baker, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Carbray, Cartier, Casgrain, Châteauevert, Cholette, Chicoyne, Cooke, Descaries, Doyon, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Hall, Kennedy, Lacouture, McDonald, McIntosh, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Panneton, Parizeau, Pelletier, Poirier, Rioux, Ste-Marie, Spencer, Taillon, Tellier, Tetreau, Villeneuve, 39.

Ainsi, la proposition est résolue négativement.

Alors, la question principale étant mise aux voix;

Il est ordonné que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Code municipal

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, procède à la prise en considération du bill (bill no 18) modifiant le code municipal, tel qu'amendé en comité général de la Chambre.

Les dits amendements sont, en conséquence lus la seconde fois et adoptés.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que le bill soit lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Asiles d'aliénés

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Chambly (l'honorable L.-O. Tailon), la deuxième lecture du bill (bill no 10) amendement la loi relative aux asiles d'aliénés et qui a pour but de fixer le salaire des médecins des asiles. Il dit qu'à la demande du gouvernement, M. Vallée a consenti à abandonner la clientèle et le service des hôpitaux, sur promesse que le gouvernement lui paierait au moins \$2,500.

M. G.-W. STEPHENS (Huntingdon): Veut que la Chambre fixe des salaires maximum.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Exprime la même opinion et ajoute que \$3,000 ne seraient peut-être pas suffisants pour payer convenablement un médecin distingué se consacrant exclusivement aux soins des aliénés.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit qu'il ne s'y objecte pas, sauf que tous les médecins voudraient avoir le salaire maximum. Toutefois, le problème peut être résolu en comité général de toute la Chambre.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

### Sociétés d'horticulture et de pomologie

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Propose, selon l'ordre du jour, la seconde lecture de la résolution rapportée hier du comité général concernant l'agriculture, relativement aux sociétés d'horticulture et de pomologie.

La résolution est lue pour la deuxième fois et adoptée.

### Introduction de bills:

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 30) amendement la loi concernant l'agriculture, relativement aux sociétés d'horticulture et de pomologie.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

### Sociétés d'agriculture

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Propose, selon l'ordre du jour, la seconde lecture de certaine résolution rapportée du comité général concernant les sociétés d'agriculture.

La résolution est lue pour la deuxième fois et adoptée.

### Introduction de bills:

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 29) amendement la loi concernant les sociétés d'agriculture.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

### Conseil d'hygiène

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, la seconde lecture de certaine résolution rapportée du comité général concernant le Conseil d'hygiène de la province de Québec, accordant un salaire de \$2,000 au secrétaire du Bureau d'hygiène provincial et portant à sept le nombre des membres du conseil.

M. G.-W. STEPHENS (Huntingdon): S'oppose à la résolution.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Se prononce en faveur.

La résolution est lue pour la deuxième fois sur division et est ensuite adoptée par la Chambre.

### Introduction de bills:

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 22) amendement la loi concernant le Conseil d'hygiène de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

### Commission des chemins à barrières de Québec

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 28) amendement l'acte 20 Victoria, chapitre 125, intitulé: "Acte pour diviser la commission des chemins à barrières de Québec en deux commissions distinctes", et les différents actes qui l'amendent.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

### Subsides

Le comité des subsides fait rapport à la Chambre de 19 résolutions adoptées les 16, 17 et 20 novembre courant. La Chambre adopte ces résolutions.

La séance est levée à onze heures et demie.

## Séance du 13 décembre 1893

### Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à trois heures et demie.

### Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Tétreau, la pétition de rassemblée La Canadienne des Chevaliers du travail de Hull no 2676, la pétition de l'assemblée Lafontaine de Hull no 218 des Chevaliers du travail, et la pétition de rassemblée de Hull no 3724 des Chevaliers du travail.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue:

De J.-A.-C. Madore et autres, avocats, de la cité et du district de Montréal, supposant au projet de loi concernant la réorganisation des tribunaux judiciaires (bill no 2).

### Documents:

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre le rapport mensuel de l'Union Saint-Joseph des Trois-Rivières pour novembre 1893. (Document de la session no 11)

### Rapports de comités:

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et y a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre, savoir:

Bill (bill no 76) refondant les actes concernant la corporation de la ville de Salaberry-de-Valleyfield.

Bill (bill no 63) modifiant la loi relative à la ville de Saint-Henri.

Bill (bill no 80) amendant l'acte d'incorporation de la ville de Buckingham.

Et bill (bill no 81) autorisant John Bryson, de Fort-Coulonge, à vendre certains immeubles qu'il possède actuellement seul, ou conjointement avec l'héritier mineur de sa femme, sans l'autorisation d'un conseil de famille ou autres formalités judiciaires.

### Introduction de bills:

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 86) concernant la substitution créée par François Guénette et Aurélie Beaudry, son épouse.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 135) amendant la loi concernant l'agriculture relative aux cercles agricoles.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

### Interpellations:

#### Agent des terres de la couronne

M. N. BERNATCHEZ (Montmagny): Monsieur le docteur Turcotte, employé public, a-t-il été employé par le département à quelque ouvrage à Tadoussac en rapport avec l'agence des terres de la couronne, à cet endroit?

Si tel est le cas, quel a été son emploi?

Quel montant a-t-il reçu en rapport avec cet ouvrage supplémentaire?

L'HONORABLE E.-J. FLYNN (Gaspé): Le 16 mai 1892, le docteur Turcotte a été envoyé à Tadoussac pour y prendre temporairement charge du bureau de l'agence d'Auguste Gingras, agent alors suspendu, division du Saguenay.

Son emploi était alors d'agent pro tempore. Pour 110 jours, du 16 mai au 2 septembre 1892, à \$5.00 par jour, y compris frais de voyage, pension et autres déboursés, il a reçu \$550.00.

#### Arbitrage

M. A. TESSIER (Rimouski): Quel est le montant total payé jusqu'à ce jour à M. D. Girouard, C.R., pour services professionnels en rapport avec l'arbitrage entre le gouvernement fédéral et les provinces d'Ontario et de Québec?

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): La réponse se trouvera dans les documents produits en réponse aux items 15, 16 et 20.

### Demande de documents:

#### Vente de boissons sans licence

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (M. A. Turgeon), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance entre le gouvernement et le percepteur du revenu pour le district de Chicoutimi ou toute autre personne, au sujet des poursuites prises contre Pitre McLean, de Bagotville, pour vente de boissons sans licence.

Il accuse le trésorier (l'honorable J.S. Hall) d'avoir protégé McLean et de lui avoir permis de vendre pendant longtemps des boissons sans licence.

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Dit que les documents qu'il a soumis à la Chambre contiennent sa justification.

Adopté.

#### Infraction à la loi des licences

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Propose, appuyé par le représentant de Yamaska (M. V. Gladu), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement et A. McEachran, du bureau du revenu, et M. J.K. Elliot, avocat, au sujet de la poursuite intentée contre Thomas Lee, de Saint-Anicet, pour infraction à la loi des licences.

Adopté.

### Robert Jones Memorial Convalescent Hospital

M. E.E. SPENCER (Missisquoi): Propose, appuyé par le représentant de Brôme (M. R.N. England), que l'honoraire de \$200 payé sur le bill (bill no 36) constituant en corporation l'établissement connu sous le nom de "Robert Jones Memorial Convalescent Hospital for Children of parents belonging to the Church of England, in the diocese of Montreal", soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Adopté.

### Tarif des avocats

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Propose, appuyé par le représentant de Montmagny (M. N. Bernatchez), qu'il soit résolu que la Chambre est d'avis que l'on devrait abolir immédiatement le tarif actuel des avocats, et adopter, pour l'avenir, un tarif équitable et plus proportionné aux services des avocats que ne l'est le tarif exorbitant actuel.

Il affirme que le présent tarif est trop extravagant et qu'il profite aux escrocs légaux.

L'HONORABLE T.-C. CASGRAIN (Montmorency): Dit que le tarif actuel est trop élevé; il est plus élevé que le tarif légal de tous les autres pays. A la dernière séance du conseil général du Barreau, la question a été discutée longuement et la majorité était d'avis d'adopter un moyen terme, un juste milieu entre le tarif de 1857 et le tarif de 1891. Il a été décidé de consulter les différentes sections du Barreau, et, lorsque l'opinion générale sera connue, le gouvernement sera en état, à la prochaine session, d'amender la loi.

La dite motion est retirée du consentement unanime de la Chambre.

### Religieuses Ursulines de Stanstead

M. M. F. HACKETT (Stanstead): Propose, appuyé par le représentant de Montréal no 4 (M. A.W. Morris), que l'honoraire de \$200 payé sur le bill (bill no 43) constituant en corporation les révérendes mères Ursulines de Stanstead soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Adopté.

### Religieuses Ursulines de Roberval

M. J. GIRARD (Lac-Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Chicoutimi et Saguenay (M. H. Petit), que l'honoraire de \$200 payé sur le bill (bill no 44) constituant en corporation les révérendes mères religieuses Ursulines de Roberval soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Adopté.

### Demande de documents:

#### Vente d'un rang du canton Mailloux

M. A. TURGEON (Bellechasse): Propose, ap-

puyé par le représentant de L'Islet (M. F.-G.-M. Dechéne), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance se rapportant à la confirmation de la vente, à Célestin Morin, du lot 25 dans le premier rang du canton Mailloux.

Il explique que cet individu était concessionnaire du lot en question depuis trente ans et n'a jamais rempli les conditions exigées pour possession du dit lot, mais l'a seulement exploité à son profit, en y fabriquant du sucre d'érable et en y coupant du bois. Il y a quelque temps, un cultivateur, bona fide, voulant établir un de ses fils, réussit à faire annuler la concession du lot à Célestin Morin. Mais, par la suite, certaines influences occultes, entre autres celles du sénateur Landry, paraît-il, firent revenir l'honorable commissaire des Terres de la couronne (l'honorable E.J. Flynn) sur sa décision, et ce dernier réintégra le spéculateur Morin dans la possession du lot, sans donner de raisons plausibles.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Proteste de son esprit de justice et d'impartialité.

Adopté.

### Percepteur du revenu

M. A. TURGEON (Bellechasse): Propose, appuyé par le représentant de L'Islet (M. F.-G.-M. Dechéne), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance et de tous documents se rapportant à la destitution de Georges Lemieux comme percepteur du revenu, à Fraser-ville.

Cet homme, qui était coupable du crime impardonnable d'être Libéral et de ne pas plaire au gouvernement, a été destitué de la façon la plus odieuse.

Bien que la charge de percepteur du revenu soit sous le contrôle du ministre du Trésor (l'honorable J.S. Hall), c'est le secrétaire provincial (l'honorable L.-P. Pelletier) qui a fait signifier son congé à M. Geo. Lemieux. Et sans motiver raisonnablement cette destitution.

M. Lemieux a demandé des explications afin de pouvoir se défendre. On lui a refusé cette simple justice, et on l'a remplacé par un partisan politique nommé Ouellette.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Répond que cette destitution a été demandée par des curés.

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Nommez-les, nommez-les ces curés. Vous ne pouvez pas les nommer parce que c'est une assertion gratuite.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Attendez, je vous les dirai bientôt.

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): C'est cela, servez-vous du clergé comme d'un paravent. On se plaint à tort que les libéraux attaquent le clergé: quand nous visons le gouvernement, celui-ci se fait un rempart du clergé, puis on nous accuse d'avoir tapé sur la religion.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Déclare que M. Lemieux avait été destitué parce qu'il a informé les hôteliers que les taxes qu'il avait à leur faire payer ont été imposées par le gouvernement actuel.

Il dit que Lemieux faisait des misères aux conservateurs dans l'exécution de ses fonctions et se montrait trop tolérant à l'égard des libéraux.

M. A. TURGEON (Bellechasse): Allez-vous aussi destituer, sans enquête, tous les employés conservateurs qui cabalent contre les libéraux?

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Allez-vous agir de la même manière à l'égard des fonctionnaires publics conservateurs qui font la cabale et commettent toutes sortes d'injustices dans l'intérêt du parti au pouvoir?

Adopté.

#### **Rapport sur les enquêtes de coroner**

M. P. GRENIER (Champlain): Propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. B. Beauchamp), qu'il soit mis devant cette Chambre copie du rapport du docteur Wyatt Johnston, de Montréal, adressé au procureur général (l'honorable T.-C. Casgrain) sur les enquêtes de coroner et de l'appendice de ce rapport.

L'HONORABLE T.-C. CASGRAIN (Montmorency): Dit que la logique et l'équité exigent un changement dans le système actuel ainsi que la nomination d'experts médicaux pour superviser les enquêtes du coroner.

Il démontre que le docteur Johnston a acquis une telle renommée par ses études dans la spécialité médico-légale, qu'un comité spécial de l'Etat de New York a fait appel à ses services en vue de contribuer à la rédaction d'une nouvelle législation d'Etat dans ce domaine. Il mentionne aussi un exposé intéressant sur ce sujet dans le *Medical Magazine of London*, d'Angleterre, de novembre 1893. Cet exposé intitulé "Suicides and Coroners' Juries" dit en conclusion:

"On en a assez dit pour démontrer qu'autant la logique que l'équité exigent une réforme dans le mode de procédure. Il nous semble que de tels cas devraient être soumis à des experts médicaux comme on le fait sur le continent. Ce système a été introduit au Canada et a donné de bons résultats."

Dans un bref compte rendu d'une allocution donnée par les docteurs Wyatt Johnston et Georges Villeneuve devant la société médico-chirurgicale de Montréal, le *British Medical Journal* (21 oct. 1893, p. 877) dit que lorsque le coroner présentement en poste à Montréal fut nommé, "il était entendu que ses tâches seraient purement judiciaires et que la question médicale serait étudiée par un médecin spécialement désigné à cette fin. Nous félicitons le Canada pour avoir donné une leçon au vieux pays. Plus vite nous imiterons le Canada, mieux ce sera."

Adopté.

#### **Arbitrage**

M. A. TESSIER (Rimouski): Propose, appuyé par le représentant de L'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne), qu'il soit mis devant cette Chambre un état détaillé des différents montants payés jusqu'à ce jour à M. D. Girouard, C.R., pour services professionnels en rapport avec l'arbitrage entre le gouvernement fédéral et les provinces d'Ontario et de Québec.

Aussi, copie de tous comptes produits par M. D. Girouard, C.R., pour services professionnels en rapport avec l'arbitrage entre le gouvernement fédéral et les provinces d'Ontario et de Québec.

Adopté.

#### **Rivière Cascapédiac**

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Propose, appuyé par le représentant de Rimouski (M. A. Tessier), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance entre le gouvernement et toute personne se rapportant à la mise à l'enchère et à l'adjudication de la rivière Cascapédiac.

Adopté.

#### **Commission royale "in re" "Montréal & Sorel Railway"**

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Propose, appuyé par le représentant de Rimouski (M. A. Tessier), qu'il soit mis devant cette Chambre un état détaillé de toutes les sommes payées pour défrayer les dépenses de la commission royale "in re" Montréal & Sorel Railway", avec la date des paiements faits, le nom des personnes à qui tels paiements ont été faits et la raison de tels paiements.

Adopté.

#### **Sommes payées à I.-N. Belleau**

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Propose, appuyé par le représentant de Rimouski (M. A. Tessier), qu'il soit mis devant cette Chambre un état indiquant toutes les sommes payées à I.-N. Belleau, écuyer, C. R., depuis le 16 décembre 1891 jusqu'au 20 novembre 1893; aussi un état indiquant pour quels services ces sommes ont été payées, quelles sommes ont été payées pour frais de voyage, déboursés, etc., etc.

Adopté.

#### **Sommes payées à D. Girouard**

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Propose, appuyé par le représentant de Rimouski (M. A. Tessier), qu'il soit mis devant cette Chambre un état indiquant toutes les sommes payées à D. Girouard, écuyer, C. R., avocat de Montréal, depuis le 16 décembre 1891 jusqu'au 1er décembre 1893, les services pour lesquels elles ont été payées, le montant représentant ses frais de voyage, déboursés, etc.

Adopté.

### Fermeture des magasins

M. A.-F. SAVARIA (Shefford): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité spécial pour pour étudier le bill (bill no 100) concernant la fermeture des magasins à bonne heure. Voici le rapport:

Votre comité, après avoir nommé M. Savaria, son président, a examiné le bill concernant la fermeture des magasins à bonne heure, et y a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Adopté.

### Rapports de comités:

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent de législation et lois expirantes. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 118) amendement l'acte 2282 des statuts refondus de la province de Québec, concernant l'administration du fonds de pension des fonctionnaires de l'enseignement primaire.

Aussi, bill (bill no 124) modifiant l'article 2024 des statuts refondus de la province de Québec.

Ce comité ne croit pas devoir recommander l'adoption de ces bills à la présente session, afin que le conseil de l'Instruction publique puisse être saisi de la question et exprimer son opinion.

Votre comité a aussi examiné le bill (bill no 125) modifiant le code de procédure civile au sujet de la cession de biens.

Ce comité ne croit pas devoir recommander l'adoption de ce bill à la présente session; mais il est d'opinion qu'il devrait être soumis à ceux qui travaillent à la refonte du code de procédure civile.

### Associations de bienfaisance, sociétés nationales, unions de métiers et sociétés de travail.

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Richmond (M. J. Bédard), la troisième lecture du bill (bill no 101) relatif à la constitution en corporation des associations de bienfaisance, des sociétés nationales, des unions de métiers et des sociétés de travail.

Adopté sur division.

Il est résolu que le titre soit: "Loi relative à la constitution en corporation des associations de bienfaisance, des sociétés nationales, des unions de métiers et des sociétés de travail".

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Dentistes

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill (bill no 121) amendement la loi des dentistes. Adopté.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il y a eu progrès et demande la permission de siéger à nouveau.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

### Reprise de la séance à huit heures et demie

### Charte de la cité de Montréal

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montréal no 6 (M. P. Kennedy). Que le bill (bill no 34) modifiant la charte de la cité de Montréal soit maintenant lu pour la troisième fois.

M. J. P. COOKE (Drummond): Propose comme amendement, appuyé par le représentant de Compton (M. J. McIntosh), que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "le bill soit de nouveau renvoyé à un comité général de la Chambre avec instruction de le considérer et de l'amender".

Et l'amendement étant mis aux voix, il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix; il est ordonné, que le bill soit de nouveau renvoyé à un comité général de la Chambre avec instruction de le reconsidérer et de l'amender.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié.

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): Propose la troisième lecture du bill.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Incorporation de la ville de Saint-Jérôme

M. B. BEAUCHAMP (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill (bill no 49) constituant en corporation la ville de Saint-Jérôme.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. B. BEAUCHAMP (Deux-Montagnes): Propose la troisième lecture du bill.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Compagnie d'assurance des marchands contre le feu

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill (bill no 45) constituant en corporation la Compagnie d'assurance des marchands contre le feu.

Adopté.

### En comité:

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): Propose qu'un amendement soit ajouté au bill ayant pour effet de permettre aux directeurs de porter le capital de la compagnie à \$750,000.

M. C. DOYON (Laprairie): Dit qu'il faut être très prudent dans les affaires de ce genre parce que les citoyens n'assurent pas leur propriété pour le plaisir d'avoir une police d'assurance en poche, mais pour la certitude d'être payés lorsque le malheur les frappera. Beaucoup de compagnies d'assurance ont déjà fait faillite et ont occasionné des pertes considérables, ruineuses même, pour un grand nombre de citoyens. Il faut donc s'assurer que les nouvelles compagnies qui demandent une charte soient instituées sur des bases solides.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Donne quelques explications.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a modifié.

La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

### **Congrégation Saint-Michel de Sorel**

M. L. LACOUTURE (Richelieu): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill (bill no 89) refondant la loi organique de la Congrégation de Saint-Michel de Sorel.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. L. LACOUTURE (Richelieu): Propose la troisième lecture du bill.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Successions Ferdinand David, Michel Laurent et dame Delphine Choquette**

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill (bill no 82) ratifiant le partage d'immeubles possédés par indivis par les successions Ferdinand David, Michel Laurent et dame Delphine Choquette, en son vivant veuve de l'honorable Sévère Rivard, ainsi que le partage des immeubles de cette dernière entre ses héritiers.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Propose la troisième lecture du bill.

Adopté. Il est résolu que le titre soit: "Loi ratifiant le partage d'immeubles possédés par indivis par les successions Ferdinand David, Michel Laurent et dame Delphine Choquette, en son vivant veuve de l'honorable Sévère Rivard, ainsi que le partage des immeubles de cette dernière entre ses héritiers". Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Impôt sur les biens meubles**

M. M.F. HACKETT (Stanstead): Propose, selon l'ordre du jour, appuyé par le représentant de Terrebonne (M. G.-A. Nantel), que le bill (bill no 95)

établissant l'impôt sur les biens meubles soit maintenant lu la deuxième fois.

Il dit que le but de ce bill est de soulager les fermiers d'une partie de la charge qui leur est actuellement imposée, et de la placer sur les épaules des capitalistes. Presque chaque classe sociale dans le pays, jouit d'une exemption quelconque, mais la classe rurale n'en jouit pas. Alors que la classe ouvrière et les officiers de l'armée et de la marine, etc., bénéficient d'exemptions, la classe agricole n'a jamais eu d'exemptions de taxes scolaire, municipale ou religieuse. Ceci est particulier à la province de Québec. Dans d'autres pays, il existe le "Homestead Law", mais aucun système de protection de ce genre accordé aux cultivateurs dans les autres pays ne l'a été pour les biens immeubles dans cette province. La terre est taxée de toutes les façons possibles. Les bureaux d'enregistrement de ce pays sont simplement un moyen de lever des impôts.

Si un fermier vend ou loue une ferme, ou encore fait un testament, il est taxé au bureau d'enregistrement. Ainsi, tout le fardeau du maintien des institutions municipales de ce pays repose sur le terroir. En plus de ces autres taxes imposées par le gouvernement, pourquoi les détenteurs d'hypothèques et de valeurs bancaires ne contribueraient-ils pas aux revenus du pays?

Deux frères ont hérité de \$10,000 chacun. L'un d'eux plaça son argent dans l'immeuble, et l'autre en hypothèques et en valeurs bancaires. Bien que chacun d'eux reçut les mêmes avantages de l'administration municipale, un devait payer des taxes alors que l'autre en était exempté. Il relève les différentes objections soulevées contre cette mesure. On a prétendu que cela freinerait le commerce. Bien que ce peut être un argument valable dans les grandes villes comme New York et Paris, où de vastes propriétés foncières sont en cause, peut-on dire que dans la province de Québec, une taxe imposée sur des hypothèques et des valeurs mobilières freinerait le commerce de quelque façon? Il ne le croit pas. On a dit que cela provoquerait des parjures. On a fait valoir cet argument à New York, mais allait-on nous dire que parce que certaines lois sont violées, elles ne peuvent être décrétées; que, par exemple, parce que dans l'application de la loi relative aux licences, on a déjà vu des cas de parjures, on ne peut avoir une telle loi? La Chambre ne peut énoncer un tel principe. On a allégué que ce bill chasserait les capitaux. Où iraient-ils? Sûrement pas aux États-Unis, où cette même loi est en vigueur, ni en Angleterre, où on peut obtenir l'argent à 4% alors qu'ici, on l'obtient à 6%. On peut faire de bons investissements dans cette province, et on ne peut certes dire que cette taxe pourrait en chasser le capital. On a également dit que ce serait l'emprunteur et non le prêteur qui paierait la taxe. Il est à remarquer que c'est là la prétention du prêteur, plein de sollicitude pour le pauvre, mais cette objection et la précédente ne tiennent pas, attendu que si la loi oblige l'emprunteur à payer la taxe, cela ne chasserait pas le capital du pays.



Il admet que le bill, dans sa rédaction actuelle, est loin d'être parfait, mais il aimerait que la Chambre en admette le principe et, qu'ensuite, elle l'amende en comité. Il proposerait alors une méthode pour déterminer, à des fins d'imposition, la valeur des actions, etc., détenues par les contribuables, tel que cela est prévu dans la législation ontarienne. D'après cette loi, le contrôleur est autorisé à s'assurer par des questions, etc., si les rapports fournis sont corrects ou non. et il n'est pas obligé de les accepter. Ce bill ne s'applique ni aux cités incorporées, ni aux villes, mais aux municipalités soumises au code municipal parce que, selon lui, les cités incorporées et les villes ont déjà des moyens de lever des impôts autres que ceux sur les biens immobiliers. En votant ce bill, les députés de cette Chambre pourraient dire aux cultivateurs qu'il est vrai que le gouvernement a haussé leurs taxes provinciales, mais qu'il a diminué leurs taxes municipales, en en transférant une partie sur ceux qui peuvent mieux les supporter.

M. F. CARBRAY (Québec-Ouest): S'oppose au principe de donner aux municipalités le pouvoir de taxer le revenu. Si une telle taxe s'avérait nécessaire, elle devrait être réservée à la province. Il se réfère au système de taxes personnelles à New York qui laisse la porte ouverte à maintes fraudes. Il cite plusieurs autorités en économie politique et s'oppose au principe du bill.

M. A.-F. SAVARIA (Shefford): Parle en faveur du principe du bill, et ne peut comprendre pourquoi les députés s'y opposeraient à la suite des charges imposées aux districts ruraux par la province.

M. J. McINTOSH (Compton): Dit qu'il ne peut faire autrement que d'appuyer cette mesure. Dans sa municipalité, l'évaluation imposable est de \$100,000. mais si on votait la loi, elle augmenterait de \$50,000. Il déplore le fait que ceux qui investissent leur argent dans les valeurs bancaires, les hypothèques, etc., profitent, au même titre que les contribuables, de toutes les dépenses municipales et cela sans avoir à déboursier un sou.

Lorsque l'on a proposé un octroi à certaines manufactures, ces hommes furent les premiers à voter en faveur et à inciter les autres à en faire autant, parce qu'ils savaient qu'une telle dépense était dans leur intérêt, n'ayant rien à payer.

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Se déclare tout à fait opposé au principe de taxation des biens meubles. En théorie cela peut sembler

bon. mais le principe est vicieux. Que vaudrait l'immeuble à Montréal sans capital? On pourrait en acheter par centaines d'acres. Le capital est très capricieux: un simple chèque peut le déplacer d'une centaine de milles en une journée.

Dans tous les Etats sauf celui du Vermont, qui n'est d'ailleurs pas comparable à la province de Québec, on essaie de se défaire de ce genre de taxe. La même chose se passe en Ontario. En 1886. le Toronto Globe fit état des taxes ridiculement basses que devaient payer les hommes riches.

En vertu d'une telle loi, l'évaluation doit se faire à une date précise. Lorsqu'à Boston la date d'évaluation fut fixée au premier mai, il fut surprenant de constater le volume d'inventaire des marchands à cette date, comparé à ce qu'il était quelques jours plus tard. On a soutenu que les hypothèques n'étaient pas imposables, mais on n'a pas encore trouvé le moyen d'imposer une taxe aux prêteurs. Une importante institution financière de Montréal a récemment introduit une clause dans ses actes hypothécaires stipulant que si une taxe devait être imposée, elle serait à la charge de l'emprunteur. On verrait bien qui devrait payer en fin de compte. Il estime qu'en principe, le bill est mauvais.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): La propriété foncière de la province de Québec est la plus honteusement taxée de tous les pays. Il considère que le bill du représentant de Stanstead (M. M. F. Hackett) ferait une excellente loi.

M. A.W. MORRIS (Montréal no 4): Le capital a fait la province ce qu'elle est et la ville de Montréal ce qu'elle est et, si on le taxe de la manière proposée, on l'éloignera de la province! Par conséquent, je suis contre le bill.

M. J.S. HALL (Montréal no 5): Propose comme amendement, appuyé par le représentant de Chambly (l'honorable L.-O. Taillon), que le mot "maintenant" soit retranché, et que les mots "dans six mois à dater d'aujourd'hui" soient ajoutés à la fin de la question.

M. J.P. COOKE (Drummond): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. V. Châteauevert), que le débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée et le débat est ajourné.

La séance est levée à minuit.

## Séance du 14 décembre 1893

### Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à trois heures et demie

#### Dépôt et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table:

Par l'honorable M. Hall, la pétition de la Société pour la protection des femmes et des enfants, Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue:

De R.-E. Poirier et autres, épiciers, patrons et employés de la cité de Montréal, demandant que le bill (bill no 100) concernant la fermeture des magasins à bonne heure devienne loi.

#### Rapports de comités:

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent de législation et lois expirantes. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 90) amendement le code civil et l'article 610 du code de procédure civile, relativement au privilège des "voyageurs", bûcherons et autres, et y a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur d'en faire rapport avec certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre, savoir:

Bill (bill no 51) modifiant les lois relatives à la corporation de la cité de Québec.

Et bill (bill no 88) constituant en corporation l'Union des briquetiers de Montréal.

#### Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre:

Bill (bill B) intitulé: "Loi amendement la loi 44-45 Victoria, chapitre 86, intitulé: "Acte autorisant la vente de certaines propriétés substituées en vertu du testament de feu George Burns Symes".

Et bill (bill D) intitulé: "Acte pour amender la charte de la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la cité de Montréal".

#### Introduction de bills:

M. J. TESSIER (Portneuf): Propose, appuyé par le représentant de Montréal no 6 (M. P.

Kennedy), que le bill (bill B) du Conseil législatif intitulé: "Loi amendement la loi 44-45 Victoria, chapitre 86, intitulé: "Acte autorisant la vente de certaines propriétés substituées en vertu du testament de feu George Burns Symes", soit maintenant lu pour la première fois.

Adopté. Le bill est lu pour la première fois.

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): Propose, appuyé par le représentant de Montréal no 6 (M. P. Kennedy), que le bill (bill D) du Conseil législatif intitulé: "Acte pour amender la charte de la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la cité de Montréal", soit maintenant lu pour la première fois.

Adopté. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 140), concernant l'application de l'article 4753 des statuts refondus de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

#### Article 4753 des statuts refondus

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Propose que le bill (bill no 140), concernant l'application de l'article 4753 des statuts refondus de la province de Québec soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté.

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Municipalité du village de Lauzon

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose, appuyé par le représentant de Jacques-Cartier (M. J.-A. Descarries), que le bill (bill no 62) pour donner des pouvoirs plus étendus à la municipalité du village de Lauzon soit remis sur l'ordre du jour, pour être envoyé au comité général de la Chambre.

Adopté.

#### Collège de Saint-François de la Beauce

M. J. POIRIER (Beauce): Propose, appuyé par le représentant de Laprairie (M. C. Doyon), que l'honoraire de \$200 payé sur le bill (bill no 84) constituant en corporation le Collège de Saint-François de la Beauce soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Adopté.

#### Union Saint-Joseph de Saint-Jean-Baptiste de Québec

M. V. CHATEAUVERT (Québec-Centre): Propose, appuyé par le représentant de Stanstead (M. M. F. Hackett), que l'honoraire de \$200 payé sur le bill (bill no 87) donnant de nouveaux pouvoirs à

l'Union Saint-Joseph de Saint-Jean-Baptiste de Québec soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Adopté.

### Impôt sur les biens meubles

La Chambre reprend le débat ajourné sur l'amendement proposé hier à la question portant. Que le bill (bill no 95) établissant l'impôt sur les biens meubles soit maintenant lu la seconde fois, et lequel amendement comporte que le mot "maintenant" soit retranché et que les mots "dans six mois à dater d'aujourd'hui" soient ajoutés à la fin de la question.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): On a dit qu'il ne serait pas sage de confier aux conseillers municipaux le pouvoir de taxer les billets, les actions de banques, de compagnies de chemins de fer, etc. On a prétendu en outre que cette mesure donnerait lieu à bien des malentendus et à une foule de fraudes; mais il ne faut pas redouter ces inconvénients, car chaque conseil municipal est en état de connaître toutes les opérations financières qui se font dans la municipalité. Il réfute aussi l'argument allant à dire que ce sera l'emprunteur qui paiera la taxe et non le prêteur. La taxe sera payée par le prêteur qui, jusqu'à maintenant, échappe à toute taxe, bien qu'il profite au même titre que le fermier de toutes les dépenses municipales.

M. J. P. COOKE (Drummond): Dit que l'argent investi dans l'immeuble ne rapporte que 4% alors que l'argent investi dans des valeurs bancaires et des hypothèques rapporte des dividendes beaucoup plus importants. Par conséquent, il est injuste que les charges municipales doivent incomber uniquement aux biens immeubles. Le trésorier (l'honorable J. S. Hall) a déclaré qu'aux Etats-Unis, en Ontario et dans d'autres pays, certains auteurs en économie politique étaient contre la taxation des biens meubles, mais en fait, dans tous ces pays, ce système de taxation est encore maintenu, malgré la déclaration des théoriciens. Il s'objecte à la calomnie dont est victime notre population rurale, lorsqu'on dit qu'elle se parjurait en déclarant la valeur de ses biens meubles. Il a davantage confiance dans la réputation de nos ruraux. Il est injuste que les propriétaires d'immeubles aient à payer toutes les taxes, même si leur bien est hypothéqué à sa pleine valeur, alors que le détenteur de l'hypothèque en est exempt. Il lutte aussi contre le principe voulant que l'emprunteur paye la taxe.

M. A. W. MORRIS (Montréal no 4): Dit qu'il est d'opinion que ce bill est très mal vu et qu'il doit s'y opposer. Les trois plus importants défenseurs du bill sont des avocats. S'ils étaient en affaires, ils apprendraient à quel point il est difficile d'y faire de l'argent, et ils n'appuieraient pas ce bill. Il est inutile de dire qu'une taxe sur hypothèque ne provient pas du propriétaire du terrain. Porter atteinte au capital, c'est porter atteinte au com-

merce. Bien que le bill n'affecte pas les cités et villes, il constitue un pied dans la porte qui devra s'ouvrir bien grande plus tard.

M. G. W. STEPHENS (Huntingdon): Ne fait qu'exprimer son approbation quant au principe du bill.

M. L.-A.-A.-E.-E. LUSSIER (Verchères): Ayant d'abord parlé en faveur puis contre la proposition, il dit qu'il votera contre la mesure. Il se prononce contre la taxe.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Dit que la mesure présentée par le représentant de Stanstead (M. M. F. Hackett) sera nuisible non seulement aux établissements commerciaux et financiers, mais aussi aux cultivateurs eux-mêmes. Il dit que ce bill n'est pas étrange du tout comme l'ont laissé entendre certains députés. Il croit qu'il ne serait pas à propos de l'adopter. Il serait très difficile de prélever cette taxe surtout chez les gros capitalistes pour qui il est toujours facile de cacher leur richesse mobilière, tandis que le cultivateur aurait tout à y perdre.

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Le prélèvement des taxes sur les hypothèques par les municipalités aurait pour effet de refouler vers les villes le capital. La taxe sur le capital aurait pour effet de briser le crédit de la province. Il serait bien en faveur de taxer les objets de luxe, mais il s'oppose fortement à la taxe sur les biens meubles en général. Il veut bien, cependant que le bill subisse sa deuxième lecture, mais il désire qu'il soit référé à un comité de législation, afin d'y faire les amendements qui permettraient seulement de taxer les objets de luxe.

Il dit que le bill, tel que présenté, est une théorie économique qui peut avoir son bon effet dans certains pays et même certaines provinces du Canada, mais qui n'est pas applicable à la province de Québec. Le projet de loi va trop loin en voulant taxer la propriété mobilière sans restriction.

M. A. TESSIER (Rimouski): Se prononce contre le bill.

L'HONORABLE E. J. FLYNN (Gaspé): Dit que le but principal du projet de loi est d'atteindre certains rentiers qui vivent avec l'intérêt de l'argent déposé dans les banques et qui ne paient pas de taxe. Jusque-là très bien; mais le bill impose aussi une taxe sur le salaire de l'ouvrier, les profits que font les cultivateurs sur la vente de leurs produits, etc., etc.. Le projet de loi a un peu de bon, mais il contient trop de choses impraticables pour ne pas dire injustes pour être adopté.

M. M. F. HACKETT (Stanstead): Répond au député de Montréal no 4 (M. A. W. Morris). Il est de mauvaise guerre de dire que le bill est appuyé par des avocats. Quelques-uns des plus grands et des plus célèbres chefs politiques ont déjà été membres du Barreau. Il est bien beau de dire que le

capital est un facteur important de notre prospérité. Cela est vrai, mais pas plus que pour le secteur agricole. Les cultivateurs ont autant d'importance que les capitalistes dans un pays; pourquoi les taxes devraient-elles incomber à une seule classe alors que les autres en seraient exemptées? Il est possible que les avocats se soient effectivement préoccupés de leurs propres intérêts, mais ils n'ont rien demandé au gouvernement lorsque leurs affaires ont commencé à décliner, ce que certains capitalistes ont déjà fait.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): La physionomie du bill serait alors tout à fait changée puisque dans la plupart des municipalités ce sont les cultivateurs qui possèdent la véritable richesse et ont les plus gros revenus. En renvoyant le bill à six mois comme le désire le commissaire des Terres de la couronne (l'honorable E.J. Flynn) le législateur aura le temps de définir d'une manière plus juste les diverses sources du revenu qu'il se propose de taxer.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Le bill a du bon, mais l'ensemble est inacceptable. Les cultivateurs paient des taxes pour des fins municipales, scolaires et religieuses: c'est bien suffisant. Il y a une autre classe plus riche et qui ne contribue en rien à l'entretien de ces institutions. Il faut trouver un moyen de l'atteindre tout en protégeant la classe agricole. Il est en faveur d'une taxe sur les capitalistes qui jouissent des bienfaits de l'organisation municipale, mais ne contribuent en rien de leurs deniers.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Allard, Beauchamp, Bernatchez, Bisson, Carbray, Caron, Cartier, Châteaufort, Cholette, Dechêne, Descaries, Doyon, Duplessis, Flynn, Gillies, Gladu, Grenier, Hall, Kennedy, Lacouture, Laliberté, Lussier, McDonald, Magnan, Marchand, Marion, Mercier, Martineau, Morin, Morris, Normand, Parent, Parizeau, Poirier, Rioux, Shehyn, Ste-Marie, Taillon, Tellier, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, Villeneuve, 43.

CONTRE: Augé, Beaubien, Bédard, Casgrain, Chicoyne, Cooke, Desjardins, England, Fitzpatrick, Girard (Lac-Saint-Jean), Girard (Rouville), Gosselin, Greig, Hackett, McIntosh, Nantel, Panneton, Pelletier, Pinault, Simpson, Spencer, Stephens, Tétreau, 24.

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix; il est ordonné que le bill soit lu la seconde fois dans six mois à dater d'aujourd'hui.

## Documents:

### Asile de Beauport

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 24 novembre 1893, demandant une copie de toute correspondance entre le gouverne-

ment et les soeurs de la Charité ou autres et de tout ordre décerné, concernant la remise de la taxe qui aurait dû être payée par les dites soeurs de la Charité sur le prix de la vente de l'asile de Beauport. (Document de la session no 60)

## Contingents

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre du 30 novembre 1893, pour un état indiquant les sommes payées par le comptable des contingents à même l'exercice 1893-1894 à venir au 20 novembre 1893, la date et la nature des paiements et le nom du département. (Document de la session no 61)

## Visites et explorations

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre du 6 décembre 1893, pour un état détaillé de l'emploi de la somme de \$6,305.00, entrée sous le titre de "Visites et explorations", dans la réponse à un ordre de la Chambre no 27. (Document de la session no 62)

## Publication de: Municipalités et paroisses

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre du 6 décembre 1893, pour une copie de toutes correspondances relatives à la publication de la seconde édition de l'ouvrage Municipalités et paroisses, compilé par C.-E. Deschamps. (Document de la session no 63)

## Fermeture des magasins

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 100) concernant la fermeture des magasins à bonne heure.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il y a eu progrès et demande la permission de siéger à nouveau.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

## Reprise de la séance à huit heures et demie

## Compagnie d'assurance des marchands contre le feu

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montréal no 6 (M. P. Kennedy), que le bill (bill no 45) constituant en corporation la Compagnie d'assurance des marchands contre le feu soit maintenant lu pour la troisième fois.

M. W.J. SIMPSON (Argenteuil): Propose, comme amendement, appuyé par le représentant de

Trois-Rivières (M. T.-E. Normand), que tous les mots après "maintenant", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "référé à un comité de toute la Chambre avec instruction de l'amender en ajoutant à la clause 11 les mots suivants: "Après avoir déposé entre les mains du trésorier de la province la somme de trente mille piastres, comme garantie ou sûreté en faveur des porteurs de polices de cette compagnie".

Et l'amendement étant mis aux voix, il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix, il est ordonné que le bill soit maintenant renvoyé à un comité de toute la Chambre avec instruction de l'amender en ajoutant à la clause 11 les mots suivants: "Après avoir déposé entre les mains du trésorier de la province la somme de trente mille piastres, comme garantie ou sûreté en faveur des porteurs de polices de cette compagnie".

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié.

La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. C. DOYON (Laprairie): Demande que l'étude en soit reportée à demain.

Accordé.

#### **Corporation de la ville de Salaberry-de-Valleyfield**

M. E.-H. BISSON (Beauharnois): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 76) refondant les actes concernant la corporation de la ville de Salaberry-de-Valleyfield.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. E.-H. BISSON (Beauharnois): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Ville de Saint-Henri**

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 63) modifiant la loi relative à la ville de Saint-Henri.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Ville de Buckingham**

M. N. TETREAU (Ottawa): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 80)

amendant l'acte d'incorporation de la ville de Buckingham.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. N. TETREAU (Ottawa): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Succession de feu Madame J. Bryson**

M. N. TETREAU (Ottawa): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 81) autorisant John Bryson, de Fort-Coulonge, à vendre certains immeubles qu'il possède actuellement seul, ou conjointement avec l'héritier mineur de sa femme, sans l'autorisation d'un conseil de famille ou autre formalité judiciaire.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. N. TETREAU (Ottawa): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Substitution Guénette-Beaudry**

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 86) concernant la substitution créée par François Guénette et Aurélie Beaudry, son épouse.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

#### **Messages du Conseil législatif:**

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement, savoir:

Bill (bill no 44) intitulé: "Loi constituant en corporation les révérendes mères religieuses de Roberval".

Bill (bill no 32) intitulé: "Loi autorisant les curés et marguilliers de l'Oeuvre et fabrique de la paroisse Sainte-Scholastique, district de Terrebonne, à aider à la reconstruction du couvent du village Sainte-Scholastique".

Bill (bill no 6; intitulé: "Loi modifiant la loi relative aux juges de paix".

Bill (bill no 20) intitulé: "Loi concernant les appels des décisions des recorders et des cours de recorder en matière de taxes".

Bill (bill no 33) intitulé: "Loi assurant les effets civils au mariage contracté entre Frédéric Pratt et Marie-Albina Thibault".

Aussi, le Conseil législatif a passé le bill suivant, avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre:

Bill (bill no 38) intitulé: "Loi modifiant et

refondant la loi organique de l'Union des commis-marchands de la cité de Montréal, 43-44 Victoria, chapitre 85".

#### **Union des commis-marchands de la cité de Montréal**

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 38) intitulé: "Loi modifiant et refondant la loi organique de l'Union des commis-marchands de la cité de Montréal, 43-44 Victoria, chapitre 85".

Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Asile de Beauport**

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable T. C. Casgrain), que la résolution rapportée du comité de toute la Chambre, mercredi le 15 novembre dernier, concernant le contrat passé entre les propriétaires de l'asile de Beauport et les soeurs de la Charité de Québec et le gouvernement, relativement à la vente de l'asile de Beauport soit maintenant lue la deuxième fois. Il ajoute qu'il a déjà donné des explications, que les conditions du contrat sont très claires et qu'il ne se croit pas obligé de parler, pour le présent du moins.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande au secrétaire provincial (l'honorable L.-P. Pelletier) s'il est prêt à discuter ses résolutions sur l'asile de Beauport.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Répond qu'il n'a pas d'objection à ce que le débat se fasse maintenant, mais que, pour sa part, il ne fera pas de discours pour expliquer l'affaire parce que ce serait revenir inutilement sur ce qu'il a déjà dit antérieurement et que les documents déposés sur la table parlent par eux-mêmes. Il répète qu'il a déjà exposé la question sous son véritable jour.

M. J. TESSIER (Portneuf): Dit que le parti libéral a toujours essayé de traiter cette question avec justice, comme une question d'affaires. Nous désirions sincèrement qu'un changement eût lieu, croyant qu'il n'était plus possible de tolérer le régime qui a régné trop longtemps à Beauport, régime odieux au public et dénoncé par toute la presse. Nous demandions que le gouvernement payât le moins possible et que l'on cessât de sacrifier l'intérêt public pour enrichir des particuliers. Ces propositions étaient raisonnables: aussi le secrétaire provincial (l'honorable L.-P. Pelletier) a-t-il toujours été d'accord avec nous pour admettre qu'il était important que l'asile changeât de direction. Mais il y a eu un point plus difficile à régler, c'est quand il y a eu à choisir entre l'intérêt public et les exigences des anciens propriétaires.

D'après les documents soumis à la dernière session, il apparaissait qu'il était presque impos-

sible d'en venir à une entente entre les soeurs de la Charité et les anciens propriétaires. Le gouvernement avait proposé de nommer des experts avec l'entente que leur rapport ne lierait pas les parties. Deux de ces experts, MM. Peachy et Berlinguet, avaient fixé la valeur réelle et intrinsèque de l'établissement de Beauport à \$607,788 et M. Peters, l'expert du gouvernement, évaluait le tout à \$311,782. Cette différence si extraordinaire entre ces deux évaluations n'a jamais été expliquée.

Quant à M. Peters qui est un homme pratique, un constructeur d'une grande expérience, désirant montrer la sincérité de son appréciation en face de l'impossibilité où il était de s'entendre avec les autres experts, il déclara qu'il était prêt pour le prix de \$311,782.65 à construire et fournir un asile moderne.

C'est après cela qu'est survenue la lettre du 31 octobre 1892 par laquelle les soeurs résument les offres qu'elles avaient dû faire depuis longtemps au gouvernement et aux anciens propriétaires et disent qu'elles ont offert \$270,000 en se basant sur une vente d'un sixième de la propriété par M. Ernest Landry à MM. Landry et LaRue, et elles ajoutent:

"Vous nous demandez le prix final et définitif que nous serions prêts à payer. Nous croyons que les propriétaires devraient être satisfaits d'un prix qu'ils ont eux-mêmes fixé dans leur acte avec M. Ernest Landry, et l'on ne nous a donné, jusqu'à présent, aucune raison de nature à nous convaincre que la propriété a acquis une plus-value de \$330,000, depuis l'achat par MM. Landry et LaRue en 1884".

Nous avons pendant la dernière session prié le gouvernement de consulter la Chambre et de lui soumettre le contrat qu'il avait l'intention de conclure au nom de la province. Le gouvernement a fait rejeter cette proposition dont il a été obligé cependant de reconnaître la justesse.

Vers la fin de la session, il est venu avec des résolutions se faire donner un mandat spécial par la Chambre. Ces résolutions disent que:

1. Le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à faire un contrat avec une communauté religieuse pour un an. Que ce contrat pour un an devra être basé sur l'offre des religieuses contenue dans leur lettre du 31 octobre 1892.

2. Le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à louer l'asile pour un an. La valeur du loyer devant être fixée par arbitrage.

3. Les meubles, effets mobiliers seront vendus à une communauté religieuse obtenant un contrat du gouvernement, ce à dire d'experts.

4. Le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à garantir aux propriétaires de l'asile de Beauport le prix de vente des dits meubles et à garantir tout emprunt pour payer le prix des dits meubles et biens meubles.

5. Au cas où il n'y aurait pas de contrat avant 1894, le lieutenant-gouverneur pourra rembourser à la dite communauté la valeur des meubles.

6. Si, avant 1894, il y a entente, le lieutenant-

gouverneur est autorisé à passer un contrat basé sur la lettre des soeurs du 31 octobre 1892.

Cela veut dire contrat pour l'entretien des aliénés à \$100 par tête, pas autre chose.

Dans cette lettre du 31 octobre 1892, les soeurs déclarent qu'elles ont offert jusqu'à \$325,000 aux propriétaires, mais qu'elles préféreraient louer l'asile pour \$12,000 par année et acheter les meubles pour \$75,000. Puis elles offrent de se charger du soin des malades à \$100 par tête, laissant le contrôle médical aux médecins du gouvernement. Elles offrent de construire un asile moderne qui ne coûtera pas plus cher. Les soeurs ajoutent qu'elles se fient à la sagesse du ministère, mais que, si on les force de payer jusqu'à \$500,000, il est tout-à-fait impossible de songer quelles puissent remplir le contrat à \$100 par malade.

Nous sommes appelés à nous prononcer sur des contrats qui sont en voie d'exécution. Il suffit de les lire pour se convaincre que le gouvernement a outrepassé les pouvoirs qui lui ont été conférés à la dernière session, qu'il a induit les soeurs à faire un contrat désavantageux, qu'il a fait lui-même un marché désastreux, qu'il a engagé inconsidérément la responsabilité de la province.

Ainsi le gouvernement passe un contrat pour dix ans lorsqu'il n'était autorisé à contracter que pour un an. Par la clause 6 du contrat, le gouvernement s'oblige virtuellement à faire toutes les réparations considérables. Ceci est une grande dépense que le gouvernement n'était pas autorisé à faire. Les réparations les plus urgentes vont coûter au moins \$100,000.

Il était dit dans l'autorisation donnée par la Chambre, qu'elle ne devait en aucun temps être interprétée comme un engagement tacite ou implicite d'acheter l'asile. On trouve cependant dans la clause 10 du contrat avec les soeurs que le gouvernement peut devenir dès demain propriétaire de l'asile en remboursant tout ce qui aura été payé et le gouvernement devient fatalement propriétaire au bout de dix ans, à l'expiration du contrat. Dans ce cas, le gouvernement est obligé de payer le prix d'achat de l'asile, de rembourser aux soeurs tous les versements alors payés et toutes leurs dépenses pour réparations et améliorations. Nous pouvons donc dire que cette transaction équivaut à une vente au gouvernement qui comme acheteur ou garant, a engagé la province pour un montant beaucoup trop élevé.

Le prix stipulé est de \$425,000. C'est un prix exorbitant. On peut s'en convaincre en lisant le dossier qui nous est soumis, le rapport de l'arbitre Peters, l'acte de vente par Ernest Landry en 1884, dans lequel les propriétaires et M. Clément Vincelle déclarent solennellement que l'asile ne vaut que \$270,000, puis les lettres des soeurs, les rapports du Dr Vallée, le rapport et le témoignage de M. l'architecte Tanguay qui dit que, lorsque les soeurs ont pris possession de l'asile, il était dans un état déplorable, n'ayant aucun système de ventilation, les lois de l'hygiène étant absolument violées. M. Tanguay nous dit que, depuis des

années, il n'y avait pas assez d'eau pour alimenter l'asile, et que l'eau que l'on fournissait était impure et contaminée. Pour l'aqueduc et les réparations absolument urgentes, le gouvernement devra dépenser au moins \$100,000.

Après avoir fait la visite de l'asile et entendu les explications des soeurs et des médecins, on se demande comment les gouvernements précédents ont pu consentir à laisser parquer tant de pauvres malheureux dans ce triste établissement, et on se demande encore pourquoi le gouvernement actuel n'a pas saisi l'occasion qui lui était offerte de doter, avec moins de frais, cette partie de la province d'un bel établissement moderne...

Il démontre de plus que le gouvernement n'a jamais été autorisé à garantir le prix des immeubles de Beauport, qu'il a complètement outrepassé le mandat qu'il s'était fait donner par les Chambres à la dernière session, et qu'il a conclu une transaction des plus malheureuses.

Il termine en proposant comme amendement, appuyé par le représentant de Québec-Est (M. J. Shehyn), que tous les mots après "Que", jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots: "il soit résolu qu'attendu qu'il appert par les documents soumis à cette Chambre que l'arbitre du gouvernement, M. Peters, a fixé la valeur de toute la propriété de l'asile, meubles et immeubles à \$311,000 et que la même propriété n'a été évaluée en 1884, par les propriétaires eux-mêmes, qu'à \$270,000 lorsque le contrat avait encore huit ans à courir et leur assurait pendant ce terme des profits considérables. Cette Chambre, tout en étant heureuse de voir cette institution confiée aux soins et à la direction des soeurs de la Charité, constate avec surprise que le prix de \$425,000 pour lequel le gouvernement s'est porté garant envers les anciens propriétaires de l'asile de Beauport, est, d'après les renseignements fournis par les documents soumis à cette Chambre, beaucoup au-dessus de la valeur réelle de cet établissement et que dans les circonstances, après de telles estimations, tant de la part des propriétaires que de l'arbitre du gouvernement, cette transaction est contraire aux intérêts publics".

M. V. GLADU (Yamaska): M. l'Orateur, le gouvernement propose l'adoption en seconde lecture de certaines résolutions à l'effet de ratifier la vente faite par les propriétaires de l'asile de Beauport soi-disant aux révérendes soeurs de la Charité de Québec, pour le prix de \$425,000 payable ainsi que j'aurai l'honneur de l'exposer dans les quelques remarques que je me propose d'adresser à cette honorable Chambre.

Je crois que la Chambre ne devrait, sous aucun prétexte, ratifier cette transaction parce qu'elle engage la province à supporter des charges très lourdes, sans nécessité, sans profit et dans l'unique intérêt des propriétaires de l'asile de Beauport. Or, il me semble que ces messieurs ont déjà réalisé d'assez grands bénéfices dans le passé, sur les contrats plantureux que des gouvernements complaisants leur ont octroyés, qu'ils

devraient pouvoir vivre maintenant sans recevoir de notre province, que l'on dit ruinée, de nouveaux cadeaux se chiffrant par centaines de mille piastres.

Nous ne sommes, après tout, que les mandataires du peuple et nous n'avons pas le droit de faire des largesses, même aux meilleurs amis du gouvernement, à même le trésor public; en agir ainsi constituerait un abus bien coupable de la confiance que le peuple a mise en nous.

Et comment le gouvernement peut-il se justifier de contracter sans nécessité une nouvelle obligation aussi onéreuse que celle-ci, lorsqu'il se déclare incapable de rencontrer les dépenses ordinaires de l'administration, sans recourir à la taxe directe?

Le gouvernement doit savoir que le peuple lui tient un compte sévère de l'imposition de cette taxe directe. Mais s'il espère pouvoir faire croire au peuple que cette taxe est nécessaire ou légitime, pousse-t-il l'illusion jusqu'à croire que le peuple serait bien flatté de se voir écorché pour fournir au gouvernement le moyen de faire de riches cadeaux aux propriétaires de l'asile de Beauport, lorsqu'il est connu que ces messieurs, grâce au favoritisme de gouvernements conservateurs antérieurs, ont déjà obtenu de la caisse publique tout près d'un million en sus du profit qu'ils auraient retiré de leur contrat s'il eût été fait aux prix courants ordinaires?

Le contrat d'affermage des aliénés fait entre le gouvernement Mousseau et MM. Landry & cie, propriétaires de l'asile de Beauport, à raison de \$132 par tête par année, expirait le 1er mai 1893. Pour prévenir une nouvelle édition de ce contrat au prix exorbitant de \$132 par tête par année, des amis de la province ont suggéré aux soeurs de la Charité de Québec, dès un an ou environ avant l'expiration du contrat, d'offrir au gouvernement de prendre ce contrat à raison de \$100 par tête, ce qu'elles ont accepté avec joie et se sont empressées de faire. C'était du coup une économie de \$32,000 par année par la province. Le gouvernement, ainsi mis en demeure et pressé par l'opinion publique, fut bien obligé de se rendre et d'entrer en pourparlers avec les soeurs.

Les bonnes soeurs offraient de prendre soin des aliénés à raison de \$100 par tête, et se faisaient fort de construire à leurs frais les édifices nécessaires, avec toutes les améliorations modernes et propres au confort, au soulagement et à la guérison de ces pauvres infortunés, sans qu'il en coûtât un sou à la province.

Mais, chose étrange, le gouvernement, tout en se montrant disposé à accepter l'offre des soeurs, y mettait une condition bien extraordinaire, c'est qu'il leur fallait, pour avoir le contrat, acheter l'asile de Beauport. Était-ce, de la part du gouvernement, un acte de reconnaissance pour des faveurs passées ou un moyen de s'acquérir des avantages futurs auprès des propriétaires de l'asile de Beauport? Des malins ont cru que c'était un peu ces deux sentiments qui animaient le gouvernement d'un si beau zèle pour ces messieurs.

Toujours est-il que les soeurs ont bien compris qu'il leur fallait passer par là ou par la porte.

Alors, comme en témoigne la lettre des soeurs à l'honorable secrétaire provincial (l'honorable L. P. Pelletier), en date du 31 octobre 1892, elles ont offert aux propriétaires d'acheter l'asile au prix de \$270,000, prix sur la base duquel M. Ernest Landry, un des copropriétaires, a vendu sa part dans cet établissement aux propriétaires actuels, alors qu'il restait encore plusieurs années à courir du contrat à \$132 par tête, ce qui donnait à rétablissement une bien plus grande valeur qu'il n'a aujourd'hui.

Les propriétaires refusèrent dédaigneusement cette offre élevée, avec l'aplomb de gens qui ont l'assurance d'avoir un plus haut prix.

Les soeurs nous disent que subséquemment, dans le but d'en arriver à une entente et voulant faire toutes les concessions possibles, elles ont été jusqu'à offrir trois cent vingt-cinq mille piastres, mais sans plus de succès! Les propriétaires, à mesure que l'offre montait, devenaient de plus en plus revêches; ils avaient évidemment un meilleur marché en mains, comme la suite l'a démontré.

Les soeurs écrivaient au gouvernement que, d'après les apparences, MM. Landry & cie voulaient avoir pour leur propriété ni plus ni moins que cinq à six cent mille piastres, c'est-à-dire le double de la valeur de cette propriété, et agissaient comme des gens qui avaient l'assurance d'obtenir ce prix.

Était-ce les anges ou le gouvernement qui leur avaient donné cette assurance? Le commun des mortels l'ignore peut-être, mais pour ceux qui ont lu le dossier en cette affaire, et particulièrement la lettre de l'honorable secrétaire provincial, demandant aux propriétaires s'ils prendraient \$450,000 pour leur propriété, il est assez facile de deviner que cette assurance venait d'une source toute terrestre!

À tout événement, les soeurs déclaraient au gouvernement qu'elles ne consentiraient jamais à payer cinq cent mille piastres, parce que ce serait pour elles la ruine; cependant, comme elles croyaient comprendre que le gouvernement seul tenait la clef du mystère dans lequel se retranchaient les propriétaires de l'asile, elles écrivirent au gouvernement que, persuadées qu'elles pouvaient, sans danger pour elles, lui confier leurs intérêts dans cette affaire, elles avaient décidé de choisir le gouvernement comme leur juge et s'en rapporteraient au prix que le gouvernement voudrait bien fixer; mais à condition toutefois que rien ne serait définitivement conclu sans l'approbation de l'archevêque du diocèse.

Les révérendes soeurs avaient bien une certaine confiance dans le gouvernement, mais en avaient encore plus dans leur archevêque, pour la protection de leurs intérêts. J'admire en cela leur sage prudence. Et plutôt à Dieu que la province eût eu aussi dans cette circonstance un protecteur dévoué et éclairé comme l'était l'archevêque pour les bonnes soeurs, afin de la protéger contre l'amour passionné du gouvernement pour MM. Landry & cie!

Après tout ce long circuit, comme le gouvernement et les propriétaires de l'asile se faisaient la cour depuis longtemps et n'attendaient, pour en



finir, que le dénouement d'ailleurs prévu des tentatives de négociations que je viens de décrire, le marché fut bientôt décidé et les fiançailles conclues.

Le prix de l'asile fut fixé à \$425,000, c'est-à-dire au moins \$155,000 de plus qu'il ne vaut. Et un contrat de vente fut passé le 7 avril 1893. Par ce contrat les propriétaires de l'asile, MM. Landry, LaRue et dame veuve Roy, vendent l'asile de Beauport et ses dépendances aux soeurs de la Charité, pour le prix de \$425,000, payable \$98,000 aux créanciers hypothécaires et \$327,000 aux propriétaires, en 60 versements annuels avec intérêt, et le gouvernement se porte caution pour les soeurs et garantit même leur capacité légale d'acheter.

Par un acte passé le même jour devant J.-A. Charlebois, notaire, le gouvernement et les soeurs font un contrat par lequel les soeurs de la Charité s'engagent à prendre soin des aliénés pendant 10 ans, à raison de \$100 par tête payables par le gouvernement. Cet affermage ne peut être qu'approuvé par le public et il rencontre les vues de notre côté de la Chambre, il est la consécration de notre politique qui est de confier aux communautés religieuses le soin des aliénés à un prix modéré et convenable; aussi réclamons-nous le crédit d'avoir forcé le gouvernement à confier enfin ces pauvres affligés à la vigilante charité de ces bonnes et saintes femmes qui n'ont d'autre but que de dépenser leur vie et d'épuiser leur dévouement pour le soulagement des misères humaines.

Mais, malheureusement, ce beau côté de la transaction est le seul que nous puissions y trouver; tout le reste n'est qu'un tissu de faux marchés entraînant la province dans une dépense inutile qui constitue pour elle une perte nette d'au-delà d'un demi-million, et j'accuse le gouvernement d'avoir, sous le couvert d'une vente apparemment faite aux soeurs de la Charité, acheté lui-même l'asile de Beauport, bâtisse reconnue impropre à l'internement convenable des aliénés, au prix ruineux de \$425,000, sans compter les centaines de mille piastres qu'il faudra dépenser pour la restaurer, et tout cela en pure perte pour la province, puisque les soeurs offraient de bâtir à leurs frais un asile confortable, mais pour le plus grand profit de MM. Landry & cie qui retirent de cette opération le double de la valeur de leur propriété.

En effet, dans ce fameux contrat, revêtu de toutes les apparences de la candeur la plus pure, il est convenu que le gouvernement pourra en tout temps acquérir l'asile et ses dépendances en payant les versements non acquittés du prix de vente, et en achetant et payant à dire d'experts toutes les additions et améliorations qui y auront été faites.

La clause 11 dit, en outre, que si, à l'expiration des dix ans, le contrat d'affermage n'est pas renouvelé sur une base quelconque avec les soeurs, ou s'il y est mis fin avant les dix ans, le gouvernement deviendra propriétaire de l'asile et de ses dépendances, à la charge, bien entendu, de payer la balance alors due sur le prix de vente et

intérêts, et devra en outre acheter tous les meubles et effets mobiliers de l'asile, à un prix fixé par des experts.

Et enfin, un peu plus loin, après avoir parlé du service médical et autres points incidents, une toute petite clause, "*in cauda venenum*"... La clause 19 dit que si, pendant les dix ans ou à leur expiration, le gouvernement devient propriétaire de l'asile, il devra rembourser aux soeurs les versements qu'elles auront alors payés sur le capital du prix de vente.

C'est-à-dire que les soeurs, comme des femmes d'affaires, ont acheté l'asile au prix extraordinaire de \$425,000 bien plus élevé que ce qu'elles voulaient payer, mais à une condition seulement, c'est que, si elles n'y trouvent pas leur compte, comme la chose arrivera certainement quelque un de ces jours, elles auront leur droit, quand elles le voudront, d'abandonner la propriété au gouvernement de la province qui sera tenu de payer le prix d'achat complet et le prix de tous les meubles et de toutes les additions et améliorations que les soeurs y auront faites.

C'est-à-dire, en résumé, que ce ne sont pas les soeurs qui ont acheté, mais bien le gouvernement qui a fait semblant d'acheter au nom des soeurs, mais qui est le véritable acheteur et qui paiera à même les deniers de la province tout ce qu'il en coûtera, du premier au dernier sou, tout cela pour donner l'avantage à MM. Landry & Cie de faire une riche spéculation aux dépens de la province que le gouvernement a mission de protéger, mais qu'il a, dans cette circonstance, sacrifiée à ses amis.

Dès un mois après la signature du contrat, les soeurs font visiter l'établissement par M. l'architecte Tanguay et ce monsieur dit dans son rapport mis devant la Chambre, qu'il a trouvé le tout dans un état déplorable, et recommande comme urgente pour la santé des soeurs et des internés, une dépense à faire de \$46,000 rien que pour des égoûts et un aqueduc pour purifier l'atmosphère pestilentielle de l'établissement et y fournir une eau potable.

Ces travaux sont en voie d'exécution et c'est le gouvernement qui en paie le coût.

Croit-on que, si les soeurs eussent été les vrais acquéreurs, elles n'auraient pas fait faire cette inspection avant d'acheter et n'auraient pas fait déduire ces \$46,000 du prix d'achat?

Ce point seul suffit pour établir que les soeurs ne sont que les occupantes ou locataires de l'asile et que le gouvernement en est le véritable propriétaire, sauf à ne l'avouer que quand il n'y aura plus moyen de le cacher à personne.

Maintenant, une foule d'autres réparations sont nécessaires pour mettre l'établissement sur un pied convenable et, avant peu, il y aura été dépensé en réparations \$75,000.00 qui, joints au prix payé de \$425,000.00, porte bien le prix d'achat à \$500,000.00.

Or, les soeurs ont affirmé qu'elles ne consentiraient jamais à payer 500,000 piastres pour l'asile. Et c'est une nouvelle preuve, et une preuve concluante, que les soeurs, tout en agissant de

bonne foi pour ce qui les concerne, n'ont acheté que pour la forme et que le gouvernement est bien réellement l'acheteur et le payeur de tout ce qu'il en coûtera.

Maintenant, par un contrat passé devant W. de L. Marier, notaire, le 29 juin 1893, les soeurs ont emprunté de la "Standard Assurance Co." 90,000 piastres payables dans trente ans et non avant, avec intérêt de 4 1/2% par an, payable semi-annuellement, pour acquitter pour autant les hypothèques grevant la propriété de l'asile, et le gouvernement se porte caution de l'emprunt.

A défaut de paiement de l'intérêt dans les quinze jours de l'échéance, la compagnie Standard a le droit d'exiger immédiatement tout le capital.

Diverses autres clauses très onéreuses sont contenues dans l'acte d'emprunt, entre autres obligations de payer à la compagnie Standard 5% extra sur le capital prêté, au cas où la compagnie serait obligée de réclamer en justice sa créance.

Le taux d'intérêt stipulé est 4 1/2% payable semi-annuellement, équivalant à 4 3/5% par an; or, les soeurs ont écrit au gouvernement qu'elles ne voulaient pas payer plus que 4% sur leur prix d'achat, nouvelle preuve encore que cet emprunt de la "Standard Co." n'est fait au nom des soeurs que pour endormir le bon public et que c'est le gouvernement qui paiera en fin de compte.

Notre gouvernement qui vient d'échouer son emprunt sur les marchés d'Europe, a voulu nous montrer sans doute de quel crédit il jouit en faisant cet emprunt à la "Standard Co.," qu'il y a réussi, non sans avoir été obligé toutefois de donner une première hypothèque pour avoir l'argent.

Tout cela, contrat de vente, conventions du gouvernement de devenir propriétaire de l'asile de Beauport, des améliorations, des meubles et dépendances, et de payer le prix de leur coût, emprunt de la "Standard Assurance Co." tout cela a été fait par le gouvernement sans autorisation du peuple ni de la Chambre.

Le gouvernement a reconnu la nécessité d'être autorisé par la Chambre en se faisant autoriser à la dernière session à garantir le prix d'achat par les soeurs des meubles de l'asile et à faire des arrangements temporaires pour le soin des aliénés.

Or, si l'autorisation de la Chambre lui était nécessaire pour ces objets de valeur relativement modique, à plus forte raison cette autorisation lui était-elle indispensable pour acheter, comme il l'a fait, l'asile et ses dépendances à un prix double de sa valeur et engager inutilement le crédit de la province pour un demi-million de piastres.

Le gouvernement a agi dans cette affaire non seulement en prodigue, mais en autocrate, et a manqué au respect qu'il doit à cette Chambre et au peuple que nous représentons.

Il nous a engagés et livrés d'avance en tout cela comme les tyrans de l'Antiquité vendaient et livraient leurs esclaves.

Sommes-nous donc des ilotes ou un peuple

libre et jouissant de ses privilèges constitutionnels?

Le gouvernement nous demande aujourd'hui de ratifier une des transactions malheureuses qui font la base de cette ruineuse affaire, la vente de l'asile aux conditions désastreuses dont je viens de donner une pâle esquisse.

Je suis d'opinion que nous ne pouvons plus donner cette satisfaction sans forfaire au devoir qui nous incombe de protéger les droits et les intérêts du peuple si outrageusement violés par le gouvernement.

Il termine en proposant comme sous-amendement, appuyé par le représentant de Rimouski (M. A. Tessier), que les mots suivants soient ajoutés à la fin de l'amendement:

"Il soit en outre résolu que le gouvernement n'était pas autorisé à garantir le prix d'acquisition du dit asile, et que, conséquemment, en donnant cette garantie aux vendeurs dans le contrat soumis, il a outrepassé ses pouvoirs".

Silence.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly):  
Question! Question!

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Augé, Bernatchez, Bisson, Caron, Dechêne, Gillies, Girard (Rouville), Gladu, Gosselin, Laliberté, Marchand, Mercier, Morin, Morris, Parent, Pinault, Shehyn, Stephens, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, 21.

CONTRE: MM. Allard, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Carbray, Cartier, Casgrain, Châteauvert, Cholette, Chicoyne, Cooke, Descarries, Desjardins, Doyon, Duplessis, England, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Hall, Kennedy, Lacouture, McDonald, McIntosh, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Panneton, Parizeau, Pelletier, Poirier, Rioux, Savaria, Ste-Marie, Simpson, Spencer, Taillon, Tellier, Tétreau, Villeneuve, 44.

Ainsi, il est résolu négativement.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Augé, Bernatchez, Bisson, Caron, Cooke, Dechêne, Gillies, Girard (Rouville), Gladu, Gosselin, Laliberté, Marchand, Mercier, Morin, Morris, Parent, Pinault, Shehyn, Stephens, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, 22.

CONTRE: MM. Allard, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Carbray, Cartier, Casgrain, Châteauvert, Cholette, Chicoyne, Descarries, Desjardins, Doyon, Duplessis, England, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Hall, Kennedy, Lacouture, McDonald, McIntosh, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Panneton, Parizeau, Pelletier, Poirier, Rioux, Savaria, Ste-Marie, Simpson, Spencer, Taillon, Tellier, Tétreau, Villeneuve, 43.

Ainsi, il est résolu négativement.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly):  
Question! Question!

Alors la question principale étant de nouveau proposée, Que la dite résolution soit maintenant lue la seconde fois,

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Se référant à la valeur estimée de l'asile de Beauport en 1884, alors que l'on en vendit un sixième sur la base d'une valeur globale de \$270,000, souligne le fait que l'asile de Beauport avait alors beaucoup plus de valeur aux yeux de ses propriétaires qu'il en avait en 1893. En 1884, l'asile était en meilleur état et, de plus, le contrat du gouvernement était encore bon pour huit ans.

Il ne peut s'expliquer comment la valeur de l'asile de Beauport ait pu passer de \$270,000, alors qu'il restait huit ans à courir d'un contrat très avantageux pour ses propriétaires, à la somme de \$425,000 maintenant que ce contrat est expiré et que les conditions y sont devenues honteusement insalubres.

Il parle durant près de deux heures et fait une sortie tellement vigoureuse contre le gouvernement qu'il est interrompu à plusieurs reprises par des ministres.

Il termine en proposant, appuyé par le représentant de Bellechasse (M. A. Turgeon), que le débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée et le débat est ajourné.

### Travaux de la Chambre

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose, appuyé par le représentant de Nicolet (l'honorable L. Beaubien), que lorsque la Chambre s'ajournera vendredi, le quinze courant, elle s'ajourne au lendemain, et que les ordres du gouvernement aient la priorité ce jour-là.

Adopté.

### Introduction de bills:

M. M. F. HACKETT (Stanstead): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 136) amendement l'article 3510 des statuts refondus.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

La séance est levée à minuit quinze.

## Séance du 15 décembre 1893

### Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à trois heures et demie.

### Dépôt et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table:

Par l'honorable M. Hall, la pétition de E.K. Greene et autres, de la cité de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De l'assemblée La Canadienne, no 2676; de l'assemblée Lafontaine, no 218; et de l'assemblée no 3724 des Chevaliers du travail de Hull, demandant respectivement: 1. Une loi assurant aux salariés une forme plus économique et plus rapide pour recouvrer leurs gages.

2. Rendre illégal le système de sous-contrat.

3. Assurer à l'ouvrier première hypothèque sur le fruit de son travail.

4. Exempter de la saisie les gages des ouvriers et donner au mot "ouvrier" une définition comprenant tous les salariés.

5. Faciliter et rendre moins dispendieuse l'incorporation des unions de métiers et sociétés ouvrières, etc.

6. Amender l'acte des manufactures de 1885.

7. Et procurer l'éducation gratuite aux habitants de cette province.

### Rapports de comité:

M. L.-T.-N.-L.N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 39) ratifiant certaines ventes d'immeubles et certaines transactions entre Joseph Léveillé et ses enfants; et le bill (bill no 127) accordant une extension de pouvoirs aux corporations municipales de la ville de Nicolet et de Saint-Jean-Baptiste de Nicolet, et a l'honneur d'en faire le rapport sans amendement.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants, auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

Bill (bill no 71) refondant l'acte d'incorporation de la ville de Chicoutimi.

Bill (bill no 66) constituant la ville de la Côte-Saint-Paul en corporation.

Quant au bill (bill no 75) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre après examen, Joseph-Xiste Pausé au nombre de ses membres, votre comité trouve que le préambule n'est pas prouvé, attendu que le promoteur du bill n'a pas obtenu le consentement du conseil général du Barreau.

### Introduction de bills:

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 144) amendant la loi de l'Instruction publique relativement aux inspecteurs d'écoles.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

### Ecoles élémentaires

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour, appuyé par le représentant de Nicolet (l'honorable L. Beaubien), que demain cette Chambre se forme en comité général, pour prendre en considération certaines résolutions concernant le règlement final du fonds des écoles élémentaires.

Adopté.

### Asiles d'aliénés

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 10) amendant la loi relative aux asiles d'aliénés.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié.

La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose la troisième lecture du bill.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Conseil d'hygiène

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 22) modifiant la loi concernant le Conseil d'hygiène de la province de Québec.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié.

La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose la troisième lecture du bill.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Commission des chemins à barrières de Québec

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill (bill no 28) amendant l'acte 20 Victoria, Chapitre 125, intitulé: "Acte pour diviser la commission des chemins à barrières de Québec en deux commissions distinctes", et les actes qui l'amendent.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

### Edifices publics

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 7) relatif aux édifices publics (accordant aux inspecteurs des manufactures les pouvoirs de visiter tous les édifices publics).

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié.

La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

### Documents:

#### Département de l'Agriculture

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre du 28 novembre 1893, pour une copie des instructions données à M. G.-A. Gigault chargé par le gouvernement de la province d'obtenir des renseignements sur le trafic des liqueurs enivrantes, sur l'agriculture et sur le fonctionnement des lois et associations agricoles dans les provinces et les Etats qu'il a visités.

Copies des rapports qu'il a adressés à l'honorable commissaire de l'Agriculture et de toutes correspondances à ce sujet. (Document de la session no 64)

#### Division de l'agence des terres de la couronne au Lac-Saint-Jean

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre du 17 novembre 1893, pour une copie de tous comptes de Bruno Duval, employé du département des Terres de la couronne, en rapport avec la division de l'agence des terres de la division du Lac-Saint-Jean.

Aussi, copies de tout rapport, ordre, etc., recommandant le paiement dudit compte. (Document de la session no 65)

#### Assistant-commissaire de l'Agriculture et de la Colonisation

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre du 4 décembre 1893, pour une copie des rapports de G.-A. Gigault, assistant-commissaire de l'Agriculture et de la Colonisation, sur l'agriculture et les associations agricoles dans les provinces maritimes, la province d'Ontario et l'Etat du Maine.

Un état des montants payés à M. Gigault pour frais de voyage lorsqu'il a visité: 1. Les provinces maritimes en 1892.

2. L'Etat du Maine en 1893.
3. Le Collège d'agriculture de Guelph, ainsi que Toronto, en octobre dernier. (Document de la session no 66)

### **Inspection des chaudières à vapeur**

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre du 4 décembre 1893, pour:

1. Copies de toutes plaintes transmises au gouvernement de cette province, pendant les derniers douze mois, contre l'inspection des chaudières à vapeur dans les fromageries et autres établissements industriels de peu d'importance.
2. Copies de tous mémoires présentés au gouvernement pour lui suggérer de laisser aux corporations municipales le soin de contrôler telle inspection. (Document de la session no 67)

### **Commission agricole de 1887**

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre du 4 décembre 1893, pour un état des dépenses encourues par la commission agricole instituée par ordre en conseil, en date du 18 août 1887, frais de placements, impression de rapports, salaires d'employés, etc., etc. (Document de la session no 68)

### **Asile de Beauport**

L'ordre du jour étant lu pour la reprise du débat ajourné sur la question proposée hier, Que la résolution rapportée du comité général, le 15 novembre dernier, concernant le contrat passé entre les propriétaires de l'asile de Beauport et les soeurs de la Charité de Québec et le gouvernement, relativement à la vente de l'asile de Beauport, soit maintenant lue une seconde fois;

Et la question étant de nouveau proposée, la Chambre reprend ledit débat ajourné.

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Passe en revue les détails du contrat, lisant des extraits de la lettre envoyée par les soeurs au secrétaire de la province, pour démontrer que ces dernières ne demandent ni garantie, ni assistance de la part du gouvernement, mais simplement la possibilité de conclure une entente raisonnable avec les anciens propriétaires de l'asile de Beauport, à défaut de quoi, la permission de construire leur propre asile. Il déclare que, pour avoir refusé d'écouter cette proposition, le gouvernement devait avoir une idée derrière la tête. Si vraiment son seul but avait été de subvenir aux besoins des aliénés, il aurait accepté l'offre des soeurs au lieu d'insister pour payer un demi-million de dollars inutilement, ce qui ne favorisera ni la province, ni les soeurs de la Charité, ni les aliénés. Il n'a rien contre le fait que le gouvernement confie l'asile aux soins des soeurs de la Charité, mais il condamne vigoureusement la somme déboursée pour ce vieil édifice et son ameublement. Il cite longuement certains passages du rapport de l'architecte pour démon-

trer le genre de commodités prévues pour les malheureux aliénés par les anciens propriétaires de l'institution, pendant les dix années au cours desquelles ils recevaient \$132.00 par tête pour s'occuper des aliénés, soulignant les clauses qui semblent indiquer l'insuffisance de soin et d'installation quant à la quantité des ustensiles, etc. Il ajoute que si on ne prenait pas de décision définitive quant à cette affaire comme cela s'est passé dans le cas de la taxation, il doute qu'on puisse trouver dix députés pour voter en faveur des résolutions. Les documents sont excessivement volumineux et, selon lui, très peu de députés ont pu leur accorder toute l'attention qu'ils méritaient. Le gouvernement a mal agi en taisant à la Chambre les renseignements qu'il avait. Il attire l'attention des avocats de la Chambre sur une clause du code civil qui prohibe carrément le geste qu'a posé M. Philippe Landry, en achetant la part de son frère interdit Ernest, alors qu'il en était gardien. Il les avertit qu'à l'aide de cette clause, les représentants dudit Ernest Landry peuvent toujours faire appel au gouvernement si le présent décret devait être voté, afin de lui payer le montant de cet intérêt dans cette affaire. Se référant à l'estimé de \$270,000, fixé par M. Landry afin d'établir le prix qu'il devait payer pour acheter la part de son frère, à une époque où le contrat avec le gouvernement avait encore dix ans à courir, il se demande comment le gouvernement peut maintenant estimer la valeur de cette propriété à \$425,000 alors que ce contrat est expiré. Il termine en proposant comme amendement, appuyé par le représentant de Bellechasse (M. A. Turgeon), que tous les mots après "Que, jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants: "il soit résolu que cette Chambre regrette que le gouvernement se soit porté caution du prix d'acquisition de l'asile de Beauport pour la somme de \$425,000.00, quand les soeurs de la Charité, dans leur lettre du 31 octobre 1892, offraient de construire et de meubler, à leurs frais, à temps utile, un asile convenable sans exiger aucun déboursé du gouvernement et de loger en attendant, dans les édifices à leur disposition, tous les aliénés détenus à l'asile de Beauport, jusqu'à ce que leurs dites constructions fussent prêtes."

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Jusqu'à présent, le gouvernement et ses amis n'ont pas jugé à propos de prendre part au débat; nous avons averti le chef de l'Opposition (M. F.-G. Marchand) que deux membres du gouvernement parleraient sur la question.

Une loi sanctionnée au mois de février dernier autorisait le gouvernement à faire des arrangements temporaires pour la garde des aliénés. Il a été autorisé aussi à louer l'asile de Beauport pour un an, en attendant que le gouvernement en soit venu à une entente avec les religieuses. Des arrangements définitifs ont été faits entre les anciens propriétaires de l'asile et les soeurs grises, de sorte que le gouvernement n'a pas eu à faire d'arrangement temporaire. Ce sont vraiment les religieuses qui ont acheté l'asile et non le gouver-

nement, comme on l'a prétendu, car il n'a fait que garantir le paiement.

On lui reproche d'être intervenu. Voici pourquoi nous sommes intervenus. Avant 1845, nous n'avions pas d'établissement pour recevoir les malheureux aliénés. En 1845, l'asile de Beauport fut fondé et le gouverneur général de l'époque, Lord Metcalf, promettait l'aide du gouvernement aux personnes charitables qui mettraient cette oeuvre à exécution. C'est d'après cette promesse que l'asile fut fondé. Il fallait s'adresser à des particuliers pour cette oeuvre. Le gouvernement pourrait-il dire aux religieuses, par exemple: "Vous allez construire à vos frais de vastes édifices, vous agrandirez quand le besoin s'en fera sentir et nous vous donnerons un contrat pour dix ans. Le temps expiré nous vous enlèverons le contrat si nous le jugeons à propos et vous serez ruinées." Serait-ce juste? Il y a donc une obligation morale pour le gouvernement de protéger les propriétaires des asiles. La commission des asiles en 1888 recommandait fortement au gouvernement d'acheter l'asile et d'y installer des religieuses pour garder les aliénés. Le gouvernement n'est pas allé si loin et il n'a fait que garantir le paiement.

Il est faux que les religieuses aient eu l'intention d'acheter un terrain et d'y bâtir un asile sans le concours de personne, puisqu'elles prévoyaient bien qu'elles seraient ruinées si, au bout de dix ans, elles n'obtenaient pas le renouvellement du contrat.

En 1890, le gouvernement Mercier se faisait autoriser par la Chambre à acheter l'asile de Beauport. Le gouvernement n'était pas légalement obligé d'acheter ou de faire acheter l'asile, mais il y a des considérations de justice, d'équité qui, pour les hommes d'honneur, valent les obligations légales. Ce sont des arbitres qui ont fixé la valeur de l'asile et les négociations ont été conduites avec toute la prudence possible.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

## Reprise de la séance à sept heures et demie

### Compagnie d'assurance des marchands contre le feu

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): Propose, appuyé par le représentant de Montréal no 6 (M.P. Kennedy), que le bill (bill no 45) constituant en corporation la Compagnie d'assurance des marchands contre le feu soit maintenant lu pour la troisième fois.

M.C. DOYON (Laprairie): Propose comme amendement, appuyé par le représentant de Beauce (M.J. Poirier), que tous les mots après "maintenant" soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants: "renvoyé de nouveau à un comité de toute la Chambre avec instruction de l'amender:

1. En retranchant, dans la seconde ligne de la 4e clause, le mot: "trois" et le remplaçant par le mot: "cinq".

2. En retranchant dans la seconde ligne de la 5e clause, le mot: "trente" et lui substituant le mot: "cinquante".

Il prétend que la compagnie ne possède pas un capital suffisant pour lui permettre d'affronter les risques auxquels elle sera exposée.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Bédard, Bernatchez, Cartier, Casgrain, Cholette, Chicoyne, Cooke, Dechêne, Desjardins, Doyon, Fitzpatrick, Girard (Lac-Saint-Jean), Girard (Rouville), Gosselin, Grenier, Hackett, Hall, McIntosh, Mercier, Morin, Morris, Nantel, Panneton, Parent, Poirier, Savaria, Shehyn, Ste-Marie, Spencer, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Tétréau, Turgeon, 33.

CONTRE: MM. Allard, Beaubien, Beauchamp, Caron, Châteauvert, Duplessis, Gillies, Girouard, Gladu, Greig, Kennedy, Lacouture, Laliberté, McDonald, Magnan, Marion, Martineau, Parizeau, Pelletier, Petit, Rioux, Taillon, Tellier, Villeneuve, 24.

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Alors, la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix, il est résolu que le bill soit maintenant renvoyé de nouveau à un comité de toute la Chambre avec instruction de l'amender:

1. En retranchant, dans la 1re ligne de la 4e clause, le mot: "trois" et le remplaçant par le mot: "cinq".

2. En retranchant, dans la seconde ligne de la 5e clause, le mot: "trente" et lui substituant le mot: "cinquante".

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié.

La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M.D. PARIZEAU (Montréal no 3): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Municipalité du village de Lauzon

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 62) pour donner des pouvoirs plus étendus à la municipalité du village de Lauzon, étant lu;

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose que ledit ordre soit rescindé et que le bill soit renvoyé de nouveau au comité permanent des divers bills privés.

Adopté.

### Testament de George Burns Symes

M. J. TESSIER (Portneuf): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no B) du Conseil législatif intitulé: "Loi amendant la loi 44-45 Victoria, chapitre 86, intitulée: "Acte autorisant la vente de certaines propriétés substituées en vertu du testament de feu George Burns Symes.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

### Asile de Beauport

La Chambre reprend le débat sur l'amendement proposé, aujourd'hui, à la question portant Que la résolution, rapportée du comité général, le 15 novembre dernier, concernant le contrat passé entre les propriétaires de l'asile de Beauport et les soeurs de la Charité de Québec et le gouvernement, relativement à la vente de l'asile de Beauport, soit maintenant lue une seconde fois.

Et lequel amendement comporte que tous les mots après "Que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "il soit résolu que cette Chambre regrette que le gouvernement se soit porté caution du prix d'acquisition de l'asile de Beauport pour la somme de \$425,000.00 quand les soeurs de la Charité, dans leur lettre du 31 octobre 1892, offraient de construire et de meubler à leurs frais, à temps utile, un asile convenable, sans exiger aucun déboursé du gouvernement et de loger en attendant, dans les édifices à leur disposition, tous les aliénés détenus à l'asile de Beauport, jusqu'à ce que leurs dites constructions fussent prêtes".

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Dit que l'un des arbitres a évalué la ferme de l'asile à \$100 de l'acre, mais les deux autres arbitres ont déclaré que cette ferme valait beaucoup plus et ils avaient raison, vu sa position avantageuse à proximité de la ville. Il est d'habitude, dans les circonstances de ce genre, d'accepter la décision de la majorité des arbitres. C'est ce qui a été fait.

Cet arbitre récalcitrant, M. Peters, aurait, paraît-il, oublié d'évaluer tout un pavillon de l'asile, plusieurs animaux et les instruments agricoles. De sorte qu'il n'est pas surprenant que ces chiffres ne s'accordent pas avec ceux des autres experts. Monsieur Landry se déclare positif de la chose.

En 1875, un incendie détruisait une partie de

l'asile et les propriétaires ayant demandé au gouvernement de lui garantir un emprunt de \$50,000, ce dernier fit faire une évaluation de la propriété. Les experts portèrent la valeur totale à \$564,728 et évaluèrent qu'il faudrait \$114,000 pour réparer les dommages causés par le feu. Ces réparations ont été faites et beaucoup d'autres encore, de sorte qu'en 1875, l'asile de Beauport était évalué plus cher que le prix payé cette année par les religieuses.

Il réfute les arguments de ceux qui prétendent que l'asile est dans un mauvais état sanitaire et il cite le rapport des grands jurés qui ont visité l'asile dernièrement et déclarent avoir tout trouvé dans l'ordre le plus parfait. L'honorable représentant de Québec-Est (M. J. Shehyn), comme président du grand jury, a fait, il y a quelques années, un rapport dans le même genre. Depuis ce temps bien des améliorations ont été faites, de sorte que la condition hygiénique n'a pas dû tourner au mal avec les mêmes propriétaires.

En 1891, le représentant de Bonaventure (M. H. Mercier) se faisait autoriser par la Chambre à acheter un ou plusieurs asiles et, dans le cours du débat, le représentant de Saint-Maurice (M. L.-T.N.-L. N. Duppléssis) proposa que le gouvernement ne devait pas accorder de nouveaux contrats sans les soumettre d'abord à la Chambre et cet amendement fut rejeté par les libéraux devenus bien soucieux des prérogatives de la Chambre depuis qu'ils sont dans l'Opposition.

Le gouvernement n'a pas forcé les religieuses à acheter l'asile. Elles-mêmes ont visité l'institution et en sont venues à une décision le même jour. Il est surprenant de voir les libéraux en Chambre s'apitoyer avec tant d'émotion sur le sort de ces pauvres religieuses, alors que leurs organes les dénigrent sans cérémonie.

Le premier résultat de la transaction sera une économie de \$32,000 par année pour la province, et il est possible que les patients aient tout à gagner au changement, car les religieuses sont naturellement plus dévouées que les laïques pour le soin de ces pauvres malheureux. Les soeurs grises ont entrepris cette nouvelle oeuvre dans le but de se procurer les moyens de donner plus d'expansion à leur oeuvre première: la garde de centaines d'orphelins.

Il termine en disant que le gouvernement est prêt à se soumettre à une enquête et qu'il est en état de se disculper complètement de toutes les accusations portées contre lui au sujet de cette affaire.

M. C. FITZPATRICK (Québec-Comté): Passe brièvement en revue les négociations entamées par le gouvernement avec les soeurs de la Charité, et attire l'attention sur le fait curieux que dans la correspondance présentée par le trésorier de la province (l'honorable J.S. Hall) comme étant toute la correspondance échangée entre les parties, il n'y a aucune lettre postérieure au mois d'octobre 1892. En avril 1893, le contrat est conclu. Quelle est la nature de la correspondance entre ces dates? Il doit bien y en avoir, mais la Chambre est

incapable d'en découvrir. Puis, il commente les aspects légaux de la transaction. Citant les statuts, il démontre que les soeurs de la Charité de Québec ont été reconnues par une loi de la Législature dans l'unique but de s'occuper d'un orphelinat à Québec, moyennant une somme limitée de \$4,000 en droits de propriété. Par conséquent, les soeurs n'ont aucun droit de conclure une entente avec le gouvernement pour s'occuper des aliénés. La seule conclusion qu'on peut tirer de tout ça, est que le gouvernement lui-même a acheté l'asile de Beauport, se servant des soeurs uniquement comme paravent.

Ceci ressort davantage dans la lettre envoyée par les soeurs au secrétaire de la province (l'honorable L.-P. Pelletier), dans laquelle elles déclaraient que si on leur demandait de payer \$500,000 ou \$600,000, cela entraînerait la ruine financière de toutes leurs entreprises. Il se réfère ensuite aux rapports accompagnant les calculs des évaluateurs dans lesquels on déclare que l'approvisionnement de l'eau est tout à fait pur. Cependant, l'ingénieur du gouvernement a déclaré sous serment que l'eau était inutilisable. Quelle explication peut-on donner au faux rapport fait avant l'achat? Il promet d'apporter, dans le courant de la semaine suivante, des documents démontrant la valeur placée sur l'asile de Beauport par la succession Young et de nombreuses compagnies d'assurances quand on leur a demandé de prêter de l'argent sur la propriété des soeurs.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Bernatchez, Cooke, Dechêne, Fitzpatrick, Gillies, Girard (Rouville), Gladu, Laliberté, Marchand, Mercier, Morin, Parent, Pinault, Stephens, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, 17.

CONTRE: MM. Allard, Baker, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Carbray, Cartier, Casgrain, Châteauvert, Chicoyne, Desjardins, Doyon, Duplessis, England, Flynn, Girard (Lac St-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Hall, Kennedy, Lacouture, McDonald, McIntosh, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Panneton, Pelletier, Petit, Poirier, Rioux, Ste-Marie, Simpson, Spencer, Taillon, Tellier, Tétreau, Villeneuve, 40.

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée Que la dite résolution soit maintenant lue pour la seconde fois;

M.F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Montmagny (M. N. Bernatchez), que le débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée et le débat est ajourné.

### Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement, savoir:

Bill (bill no 70) constituant en corporation l'institution "The Pettes Memorial";

Bill (bill no 140) concernant l'application de l'article 4753 des statuts refondus";

Bill (bill no 27) abrogeant la loi 56 Victoria, chapitre 17, intitulée: "Loi concernant les licences";

et bill (bill no 92) pour rendre valides certains actes notariés.

La séance est levée à minuit.



## Séance du 16 décembre 1893

### Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à quatre heures.

#### Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue:

De la Société pour la protection des femmes et des enfants, de Montréal, demandant des amendements aux lois relatives aux écoles industrielles.

#### Municipalité du village de Lauzon

M. L.-T.-N. L.N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): Propose, appuyé par le représentant de Gaspé (l'honorable E.J. Flynn), qu'instruction soit donnée au comité permanent des bills privés de reconsidérer le préambule du bill (bill no 62) pour donner des pouvoirs plus étendus à la municipalité du village de Lauzon, d'examiner ce bill généralement et de faire rapport à cette Chambre.

Adopté.

#### Messages du Conseil législatif

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé le bill (bill no 14) intitulé: "Loi amendant la loi de l'Instruction publique", avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

#### Instruction publique

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 14) intitulé: "Loi amendant la loi de l'Instruction publique", lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

#### Rapports de comités:

M. L.-T.-N. L.N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur d'en faire le rapport sans amendement, savoir:

Bill (bill no 54) érigeant la paroisse de Saint-Nazaire-d'Acton en municipalité, détachant certains lots du comté de Drummond et les annexant à ladite paroisse et au comté de Bagot, pour toutes les fins municipales et scolaires.

Bill (bill no 67) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, Louis Gordon Glass au nombre de ses membres.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants

et y a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

Bill (bill no 79) modifiant la charte de la cité de Montréal (1889) et ses amendements.

Bill (bill no 85) érigeant la paroisse de Sainte-Christine et autres terrains détachés de la municipalité de la paroisse de Saint-André d'Acton, en municipalité locale, pour les fins municipales et scolaires, et les annexant pour le même but au comté de Bagot.

Et bill (bill no 64) déclarant Joseph-Herménégilde Chalifoux membre du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec.

#### Commission des chemins à barrières de Québec

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill (bill no 28) amendant l'acte 20 Victoria, chapitre 125, intitulé: "Acte pour diviser la commission des chemins à barrières de Québec en deux commissions distinctes", et les différents actes qui l'amendent.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Édifices publics

L'HONORABLE G.-A. NANTÉL (Terrebonne): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 7) relatif aux édifices publics soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Registrateurs et bureaux d'enregistrement

L'HONORABLE T. C. CASGRAIN (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture de la résolution rapportée du comité de toute la Chambre lundi, le 11 décembre courant, concernant les registrateurs et l'organisation des bureaux d'enregistrement. La résolution est lue pour la deuxième fois et adoptée.

#### Introduction de bills:

L'HONORABLE T. C. CASGRAIN (Montmorency): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 4) modifiant la loi relative aux registrateurs et à l'organisation des bureaux d'enregistrement. Il explique que le but de cette mesure est de donner un salaire fixe à certains registrateurs.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

#### Traitement de certains officiers de justice

L'HONORABLE T. C. CASGRAIN (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture de la résolution rapportée du comité de toute la Chambre lundi, le 11 décembre courant, relative aux traitements de certains officiers de justice.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Demande quel salaire sera alloué au grand connétable de Mont-réal.

L'HONORABLE T. C. CASGRAIN (Montmorency): \$2,400 par année. Nous faisons là une économie assez sensible.

La résolution est lue pour la deuxième fois et adoptée.

#### **Introduction de bills:**

L'HONORABLE T. C. CASGRAIN (Montmorency): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 5) relatif aux traitements de certains officiers de justice.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

#### **Arbitrage: fonds des écoles élémentaires**

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération certaines résolutions concernant le règlement final du fonds des écoles élémentaires. Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions, et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre.

Adopté.

#### **En comité:**

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5): Attendu que cette province est, de même que la province d'Ontario, intéressée dans le fonds connu sous le nom de: fonds des écoles élémentaires, existant en vertu des dispositions du chapitre 26 des statuts refondus du Canada;

Attendu que ce fonds consistait à l'origine en un million d'acres de terres publiques situées dans la contrée de Huron, province d'Ontario;

Attendu qu'à l'époque de la Confédération une grande partie de ces terres ont été vendues et en partie réalisées par la ci-devant province du Canada pour les besoins du dit fonds, et que le produit de ces ventes est passé en la possession de la Puissance du Canada, qui le détient encore, au crédit des dites provinces;

Attendu que, depuis la Confédération, la province d'Ontario a vendu le reste de ces terres, sauf une petite quantité, et qu'elle a perçu des sommes tant sur le prix de ces ventes que sur les balances non payées du prix des ventes faites avant la Confédération;

Attendu que, par la loi 54 Victoria, chapitre 4, relative au règlement, par arbitres, des comptes existants entre la Puissance du Canada et les provinces d'Ontario et de Québec et entre ces deux provinces, un certain acte d'accord, en date du dix avril 1893, passé et approuvé en vertu de ladite loi, par un ordre du Conseil exécutif de cette province le quinze du même mois, les arbitres nommés étaient autorisés à définir et déterminer

le montant du capital du dit fonds des écoles élémentaires, et que pour déterminer ce capital les arbitres devaient prendre en considération non seulement la somme actuellement détenue par le gouvernement de la Puissance du Canada, mais aussi le montant dû par Ontario, ainsi que la valeur des terres des écoles qui n'ont pas encore été vendues;

Attendu qu'il n'existe aucune disposition relative au paiement à faire aux provinces du dit capital du dit fonds des écoles élémentaires ou à la vente et au transport à faire à la province d'Ontario des sommes qu'il reste à percevoir et des terres qui n'ont pas encore été vendues;

Il propose:

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil de cette province soit autorisé à s'entendre avec le gouvernement de la province d'Ontario sur le montant à être payé par cette dernière province pour l'acquisition des balances non perçues du prix des dites terres, et pour le paiement, par ladite province d'Ontario, de ce qui peut être considéré comme la valeur des terres non vendues, et d'en donner reçu et décharge, ainsi qu'un transport à la province d'Ontario des dites terres non vendues.

Adopté.

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra conclure un arrangement avec les gouvernements de la Puissance du Canada, et de la province d'Ontario, pour effectuer un paiement définitif, et diviser et distribuer entre lesdites provinces le capital du dit fonds des écoles élémentaires, tel qu'il sera défini et déterminé par lesdits arbitres, ou convenu entre lesdites provinces, et de conclure avec la Puissance du Canada et la province d'Ontario les arrangements nécessaires pour les divisions, distribution et paiement du dit capital et pour délivrer et donner à toutes les parties intéressées des reçus et décharges, et signer les actes nécessaires.

Adopté.

3. Que dans le cas de défaut de consentement de la part du gouvernement de la province d'Ontario au sujet de la proportion des dites division, distribution et paiement, la question devra être référée aux arbitres.

Adopté.

4. Que toutes les sommes payées en vertu de la loi à être basée sur les présentes résolutions formeront partie du fonds consolidé du revenu de cette province.

Adopté.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions lesquelles, étant lues deux fois, sont adoptées.

#### **Introduction de bill:**

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 141) relatif au fonds des écoles élémentaires.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

### Sociétés d'horticulture et de pomologie

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 30) amendant la loi concernant l'agriculture relativement aux sociétés d'horticulture et de pomologie.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Propose que cette Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### En comité:

M. A. TURGEON (Bellechasse): Propose un amendement.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Ainsi il est résolu négativement.

Le comité ayant étudié le bill en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Propose la troisième lecture du bill.

Adopté. Il est résolu que le titre soit: "Acte amendant la loi concernant l'agriculture relativement aux sociétés d'horticulture et pomologie".

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Sociétés d'agriculture

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montréal no 5 (l'honorable J.S. Hall), la deuxième lecture du bill (bill no 29) amendant la loi concernant les sociétés d'agriculture.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Propose que cette Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

### Cercles agricoles

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 135) amendant la loi concernant l'agriculture relativement aux cercles agricoles.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Propose que cette Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Propose la troisième lecture du bill.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Demande de documents:

#### Compagnie des chemins à barrières de la rive nord

M. S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (M. A. Turgeon), qu'il soit mis devant cette Chambre un état du montant dû au gouvernement par la Compagnie des chemins à barrières de la rive nord et une copie de la loi en vertu de laquelle la compagnie doit ce montant au gouvernement.

Adopté.

#### Subsides

Comme il est question que la Chambre se forme en comité des subsides;

M. H. MERCIER (Bonaventure): Dit que la Chambre, avant de voter l'argent, désire d'abord connaître la politique fiscale du gouvernement et son projet au sujet des taxes. Il ajoute que l'Opposition a une foule d'amendements à proposer et demande que la question soit renvoyée à la semaine prochaine.

La demande du député de Mercier est acceptée.

### Interpellations:

#### Inspecteur des travaux publics

M. S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): L'inspecteur nommé en vertu de la section 13 du statut 47 Victoria, chapitre 82, de Québec, est-il tenu de faire rapport au commissaire des Travaux publics, par la section 15 dudit acte? Si tel est le cas, a-t-il fait tel rapport pour l'année courante et l'année dernière?

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Cet inspecteur a fait rapport suivant la loi.

#### Volumes écrits par le juge A.-B. Routhier

M. F. GOSSELIN (Iberville): Le gouvernement a-t-il acheté des volumes écrits par Son Honneur le juge A.-B. Routhier, depuis le 1er janvier 1893 à venir au 1er décembre 1893? Si tel est le cas, combien d'exemplaires? A quelle date et pour quelle somme?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Un certain nombre de ces volumes ont été achetés, comme d'habitude, par le département de l'Instruction publique, comme livres de prix. Le gouvernement est prêt à mettre devant la Chambre un état donnant tous les détails et tous les renseignements à ce sujet.

### Primes de défrichement

M. F.-G.-M. DECHÈNE (L'Islet): Est-ce l'intention du gouvernement de donner aux colons des primes de défrichement, ces primes devant

être de \$4.00 par acre jusqu'à concurrence de vingt-cinq acres?

**L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly):** Lorsque les ressources de la province permettront au gouvernement de dépenser des sommes plus considérables pour l'agriculture et la colonisation, le gouvernement s'appliquera à aider plus spécialement les colons.

#### **Licence pour vente de liqueurs alcooliques**

**M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet):** Peter McLean, hôtelier de Bagotville, dans le comté de Chicoutimi et Saguenay, est-il porteur de licence pour vente de liqueurs alcooliques en gros ou en détail? Si tel est le cas, depuis quand?

**L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5):** Oui, il détient une licence pour la vente en détail sous l'autorité du "Scott Act", depuis le 5 juin 1893.

#### **Scott Act**

**M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet):** Le "Scott Act" est-il en force dans le comté de Chicoutimi et Saguenay? Si tel est le cas, depuis quand?

**L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5):** Il l'est par proclamation datée du 16 février 1885.

#### **Employé du gouvernement**

**M. V. ALLARD (Berthier):** Quels montants ont été payés à M. Arthur Talbot, employé du département des Terres de la couronne, pour ouvrage extra, depuis le 29 janvier 1887 jusqu'au 1er décembre 1893? M. Talbot a-t-il encore quelque réclamation non payée?

**L'HONORABLE E. J. FLYNN (Gaspé):** Le montant des sommes payées par le département des Terres de la couronne à M. A. Talbot, pour ouvrages extra depuis le 29 janvier 1887 jusqu'au 1er décembre 1893, est de \$543.00. Il a produit un compte, le seize septembre 1893, pour \$60.00, pour un mois d'ouvrage comme registraire de la branche des ventes section est, durant la maladie de M. Bruno Duval; cette réclamation n'a pas été admise. Il y avait défense formelle du commissaire de produire des comptes pour ouvrage prétendu extra, à moins que tel ouvrage n'eût été au préalable autorisé.

#### **Employé du gouvernement**

**M. N. BERNATCHEZ (Montmagny):** Le docteur Turcotte, employé en qualité d'agent "pro tempore" des Terres de la couronne, a-t-il reçu son traitement comme employé permanent, du 16 mai au 2 septembre 1892?

**L'HONORABLE E. J. FLYNN (Gaspé):** Oui, selon l'usage suivi en pareil cas, depuis plusieurs années.

**M. N. BERNATCHEZ (Montmagny):** Quelle somme le docteur Turcotte a-t-il collectée à l'agence de Tadoussac, depuis le 16 mai jusqu'au 2 septembre 1892?

**L'HONORABLE E. J. FLYNN (Gaspé):** \$51.65. Mais il faut remarquer que d'après les rapports reçus au département, M. Gingras, qui avait été nommé le 2 juin 1887, a continué, après la date de sa suspension et même de la révocation de sa nomination, à faire des perceptions dont le montant n'a pas été par lui remis au département.

#### **Fraserville**

**M. A. TURGEON (Bellechasse):** Le gouvernement a-t-il reçu quelques demandes de la ville de Fraserville, ou d'aucune autre personne pour elle, relativement au remboursement des vingt mille piastres payées par la ville de Fraserville, pour le palais de justice du district de Kamouraska? Le gouvernement a-t-il l'intention de rembourser à ladite ville de Fraserville les vingt mille piastres payées pour ce palais de justice, tel que voté par la Législature? Si le gouvernement a cette intention, quand se propose-t-il de faire ce remboursement?

**L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly):** Le gouvernement est en communication à ce sujet avec M. Rioux, député du comté de Témiscouata.

#### **Mariage Pratt-Thibault**

**M. B. BEAUCHAMP (Deux-Montagnes):** Propose, appuyé par le représentant de Champlain (M. P. Grenier), que l'honoraire de \$200.00 payé sur le bill (bill no 33) pour assurer les effets civils au mariage de Frédéric Pratt et de Marie-Albina Thibault soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu qu'un bill passé pour la même fin, par cette Chambre, à la session de l'automne de 1890, n'a pas été sanctionné et que le dépôt sur le dit bill n'a pas été remis.

Adopté.

#### **Couvent de Sainte-Scholastique**

**M. B. BEAUCHAMP (Deux-Montagnes):** Propose, appuyé par le représentant de Champlain (M. P. Grenier), que l'honoraire de \$200.00 payé sur le bill (bill no 32) autorisant les curés et marguilliers de l'Oeuvre et fabrique de la paroisse de Sainte-Scholastique, district de Terrebonne, à aider à la reconstruction du couvent du village Sainte-Scholastique, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Adopté.

#### **Demande de documents:**

#### **Employés du gouvernement**

**M. A.-P. CARTIER (Saint-Hyacinthe):** Propose, appuyé par le représentant de Beauce (M. J.

Poirier), qu'il soit mis devant cette Chambre un état détaillé des sommes payées comme avances ou autrement à des employés permanents, sumuméraires ou autres personnes dans les différents départements, soit sur leur salaire à venir, soit pour ouvrages à faire ou pour travaux faits, depuis le 29 janvier 1887 jusqu'au 21 décembre 1891.

Adopté.

#### **Pont à Saint-Félicien**

M. F. GOSSELIN (Iberville): Propose, appuyé par le représentant de L'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, requêtes, plaintes, etc., concernant la construction d'un pont à Saint-Félicien, sur la rivière Ashuapmouchouan.

Adopté.

#### **Pont sur la Grande Décharge**

M. F. GOSSELIN (Iberville): Propose, appuyé par le représentant de L'Islet (M. F.-G. M. Dechêne), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, plaintes, requêtes concernant la construction d'un pont sur la Grande Décharge et la conduite de Joseph Bureau, conducteur des travaux dudit pont; aussi, copie de toute correspondance, requêtes, etc., concernant la conduite de Joseph Bureau comme conducteur des travaux de colonisation dans le comté du Lac-Saint-Jean, depuis la date de sa nomination à venir au 20 décembre 1893.

Adopté.

#### **Acte de vente entre Joseph-Louis, Théophile David et les héritiers de Fleury David**

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill (bill no 72) ratifiant un acte de vente entre Joseph-Louis, Théophile David et les héritiers de Fleury David.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Propose la troisième lecture du bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Incorporation de la ville de Chicoutimi**

M. H. PETIT (Chicoutimi et Saguenay): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 71) ratifiant et refondant l'acte d'incorporation de la ville de Chicoutimi.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. H. PETIT (Chicoutimi et Saguenay): Propose la troisième lecture du bill.

Adopté.

Il est résolu que le titre soit: "Acte ratifiant et refondant l'acte d'incorporation de la ville de Chicoutimi".

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Ville de la Côte-Saint-Paul**

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 66) constituant la ville de la Côte-Saint-Paul en corporation.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Propose la troisième lecture du bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Article 3510 des statuts refondus**

M. M. F. HACKETT (Stanstead): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 136) amendement l'article 3510 des statuts refondus.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

#### **Documents:**

##### **Instituteurs diplômés**

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre du 24 novembre 1893, pour un état du nombre d'instituteurs ayant des diplômes de l'École normale ou des diplômes d'école modèle ou élémentaire qui enseignent dans les écoles de cette province. (Document de la session no 69)

##### **Compagnie du chemin de fer Québec-Central**

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre du 7 décembre 1893, pour une copie du contrat passé le 8 septembre 1893, entre la Compagnie du Québec-Central et le gouvernement de la province, à propos de l'embranchement de Tring, et des rapports faits au gouvernement depuis ce temps, relativement aux travaux faits sur ledit embranchement, et de la correspondance à propos des retards occasionnés dans l'exécution des travaux. (Document de la session no 70)

##### **Compagnies de chemin de fer**

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente les états, rapports et statistiques trans-

mis au commissaire des Travaux publics par diverses compagnies de chemins de fer, en conformité des articles 5176 (paragraphe 4), 5178, 5179 et 5180 des statuts refondus de la province de Québec. (Document de la session no 71)

### **Tribunaux judiciaires**

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse supplémentaire à une adresse de l'Assemblée législative du 15 novembre 1893, demandant copie de tout mémoire, de toutes lettres et de tous documents reçus par aucun département ou aucun ministre en rapport avec le bill (bill no 155) de la dernière session, intitulé: "Loi concernant la réorganisation des tribunaux judiciaires". (Document de la session no 47a)

### **Exposition de Chicago**

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre, du 28 novembre 1893, pour un état des dépenses encourues par les commissaires de la province de Québec à l'exposition de Chicago. (Document de la session no 72)

La séance est levée à six heures et demie.

## **Séance du 18 décembre 1893**

### **Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc**

La séance s'ouvre à quatre heures.

### **Lecture de pétitions:**

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue:

De E. K. Greene et autres de la cité de Montréal, demandant que le bill (bill no 34) concernant la charte de la cité de Montréal, tel que modifié par le comité des bills privés, devienne loi.

### **Messages du Conseil législatif:**

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé le bill (bill E) intitulé: "Acte interprétant l'article 2098 du code civil", pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

### **Introduction de bills:**

M. V. ALLARD (Berthier): Propose, appuyé par le représentant de Richelieu (M. L. Lacouture), que le bill (bill E) du Conseil législatif intitulé: "Acte interprétant l'article 2098 du code civil" soit maintenant lu pour la première fois.

Adopté. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 139) modifiant la loi concernant les taxes directes sur les corporations commerciales.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 134) validant certains actes de transport d'immeubles sujets aux droits imposés par l'article 1191a des statuts refondus de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. C. FITZPATRICK (Québec-Comté): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 130) amendant les articles 2319 et 2320 des statuts refondus de la province de Québec, relativement à la résidence et aux fonctions des juges.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

### **Corporation de la cité de Québec**

M. J. TESSIER (Portneuf): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 51) modifiant les lois relatives à la corporation de la cité de Québec.

Adopté.

**En comité:**

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Propose que la clause suivante soit insérée dans le bill: Que le maire de Québec soit élu par les électeurs municipaux de la ville et non par les échevins, comme la chose a toujours été faite jusqu'à présent.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Je ne m'oppose pas à l'amendement, mais je désirerais savoir si vraiment il y a des citoyens de la ville qui demandent ce changement. Autrefois le maire était élu par tous les électeurs et on a jugé à propos de changer le mode d'élection. Personne n'a eu à s'en plaindre et les choses marchent mieux qu'auparavant.

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Dit que le maire tel qu'élu par le mode présent d'élection était un maire de troisième système et choisi contre la volonté du peuple.

Le peuple demande que le maire soit élu par la majorité des contribuables. Élire le maire par le peuple, c'est forcer celui-ci à s'occuper des affaires municipales.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Tout cela n'est pas prouvé et il n'y a que les adversaires du maire actuel qui sont contre l'élection par les échevins.

Et l'amendement étant mis aux voix, il est résolu négativement.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose comme amendement au bill (bill no 51) modifiant les lois relatives à la corporation de la cité de Québec: "Cependant la cité de Québec sera tenue de placer des hydromètres pour régler, déterminer et mesurer la quantité d'eau à être fournie par le dit aqueduc à toutes corporations, institutions ou communautés religieuses ou enseignantes déjà exemptes des taxes par la loi, situées dans les limites de la dite cité, qui en feront la demande par écrit, et de leur fournir l'eau tel que susdit, à un taux fixé par le conseil de ville, mais ne devant pas excéder cinquante centins par mille gallons d'eau, sauf les institutions de charité supportées par les souscriptions du public, telles que l'Hôtel-Dieu du Sacré-Coeur de Jésus de Québec, incorporé par l'acte 55-56 Vict., chap. 94; les soeurs de la Charité de Québec, incorporées par l'acte 16 Vict., chap. 264, et l'asile du Bon Pasteur de Québec, incorporé par l'acte 18 Vict., chap. 233, pour lesquelles le taux ne devra pas excéder quinze centins par mille gallons d'eau".

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): S'oppose à ce que la Chambre adopte des mesures telles que celles proposées dans la motion. En agissant ainsi, la Chambre s'engage beaucoup plus qu'elle ne le devrait. Si la Chambre doit s'ingérer dans la source de revenu de la ville, cela conduira à une grande injustice. Elle ne devrait pas intervenir dans l'économie interne de la ville, et cette affaire devrait être laissée entre les mains du conseil municipal lui-même.

S'il veut prendre l'initiative, c'est très bien, mais la Chambre n'a aucun droit de lui dicter sa conduite ou de s'interposer dans ses affaires.

M. P. KENNEDY (Montréal no 6): Dit que tout le monde devrait avoir de l'eau au plus bas prix possible, mais, selon lui, les institutions religieuses ne devraient pas avoir leur eau gratuitement. Il serait d'accord pour voter une mesure qui leur ferait payer l'eau qu'elles utilisent.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Tout ce que nous demandons, c'est que le conseil de ville fixe le taux de l'eau, pourvu que cela ne dépasse pas 50cts par mille gallons d'eau. Nous voulons empêcher la cité d'écraser les communautés religieuses comme cela est déjà arrivé. Nous voulons empêcher la cité de faire payer indirectement aux communautés les taxes dont la loi les exempte. Ces institutions vivent de la charité publique et logent des gens qui seraient sans cela à la charge de la cité ou du gouvernement. Je veux que la Chambre déclare qu'on ne doit pas taxer la charité. Il ne faut pas tarir la source de cette charité pratiquée avec tant de dévouement par les religieuses. C'est une question de justice.

M. J. TESSIER (Portneuf): Dans l'amendement proposé, il ne s'agit pas simplement des communautés charitables. C'est là la question. La cité de Québec a le droit d'imposer tous les propriétaires pour l'eau. On dit que les institutions religieuses vivent de charité publique. J'espère que l'on admettra que le séminaire, l'université Laval, l'Hôtel-Dieu, ne sont pas compris parmi les communautés pauvres. Celles-ci sont exemptes de taxes. Voici l'exemption de différentes institutions et ce qu'elles payent.

<u>Institutions</u>	<u>Valeur</u>	<u>Taxe</u>
Soeurs grises. ....	\$472,000.00	\$8,400.00
Patronage. ....	24,000.00	120.00
Séminaire et Université ...	250,000.00	2,000.00

Il cite en plus une lettre du maire, très forte contre l'amendement.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Fait remarquer qu'il a voulu faire allusion à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Coeur.

M. J. TESSIER (Portneuf): L'Hôtel-Dieu du Sacré-Coeur n'est pas dans les limites de la ville de Québec.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Demande si la corporation de Québec donne certains octrois à ces diverses institutions religieuses de Charité.

M. J. TESSIER (Portneuf): Non, pas un sou.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): La province subventionne ces institutions qui font du bien à Québec et auxquelles la cité ne paie rien. Cela n'est pas régulier à mon avis. Alors il est bien raisonnable que la corporation contribue d'une certaine manière au maintien de ces institutions en les exemptant de taxes. On parle d'inégalité entre les institutions et les autres propriétaires. Il me semble que cela ne représente pas la position d'une façon juste. Les institutions s'occupent de charité et de soulager les malheureux, tandis que les citoyens ne s'occupent que de leurs propres affaires. Il y a donc une différence considérable.

Il est vrai que l'Hôtel-Dieu du Sacré-Coeur est en dehors de la ville, mais il est rempli d'enfants pauvres ou abandonnés, venant pour la plupart de Québec. On dit que les autres institutions religieuses possèdent de vastes propriétés, c'est un peu vrai, mais ces édifices suffisent à peine à abriter tous les malheureux qui vont y demander asile. Serait-il juste de taxer ces propriétés suivant leur valeur?

M. H. MERCIER (Bonaventure): Le sentiment général me paraît disposé à ce qu'il soit fait quelque chose pour les institutions exclusivement de charité, qu'il faut distinguer d'avec les institutions enseignantes. Quant à l'hospice du Sacré-Coeur, je crois qu'il n'est pas juste de forcer la cité de lui fournir l'eau, attendu qu'il est situé en dehors de la ville. Il dit que le Sacré-Coeur devrait être rayé de la liste. Je crois que, quant à quelques-unes des institutions mentionnées par l'honorable secrétaire de la province (l'honorable L.-P. Pelletier) comme le Bon Pasteur, il devrait être fait quelque chose. Je propose en sous-amendement: "Que l'amendement s'applique à l'hospice des soeurs de la Charité et à celui du Bon Pasteur."

M. N. BERNATCHEZ (Montmagny): Dit qu'il n'est pas juste de taxer la propriété du pauvre pour abreuver les gens riches.

M. P. KENNEDY (Montréal no 6): Est d'opinion que l'eau devrait être vendue au plus bas prix possible et suivant la quantité.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Si, à cause de la taxe, l'université fermait ses portes, ce serait un deuil pour toute la province. Il semble que la cité de Québec devrait s'efforcer de venir en aide à de telles institutions.

M. C. FITZPATRICK (Québec-Comté): Dit que bien qu'il soit un membre du conseil municipal, il se sent obligé de dénoncer son rôle dans cette affaire. Le conseil municipal a saisi les institutions religieuses à la gorge de la manière la plus honteuse quand il a estimé être le plus fort.

Ces institutions étant des organismes charitables ont droit à une protection, mais chaque fois que la municipalité de Québec se trouve dans une de ses crises financières périodiques avec un important déficit sur les bras, elle tente de regarnir

ses coffres démunis en contraignant ces institutions religieuses à payer des taxes plus élevées.

Selon lui, ils ne peuvent refuser à ces oeuvres de charité une faveur accordée aux manufactures. Alors que les manufactures se procurent de l'eau à 15 centins, ils ne devraient pas hésiter à en fournir à ces communautés pour 30 centins. C'est un fait établi que lorsque la ville de Québec traverse une de ses crises financières périodiques, elle impose toujours des taxes à ces institutions.

Il ajoute que le conseil municipal a les yeux fermés et les oreilles bouchées et que, lorsqu'il a besoin d'argent, il n'a pas le courage d'imposer des taxes plus élevées à la population.

Il déclare qu'en 1865, le Séminaire de Québec ne payait que \$600 par année; en 1885, ce montant avait doublé, et en 1893, le conseil l'augmentait jusqu'à \$4,000 pour ensuite le réduire à \$2,000 à cause de l'opinion publique. Il critique violemment cet organisme dont il est membre à part entière. Il déclare qu'un organisme municipal qui fonctionne d'une manière irrégulière est incapable de traiter de ce genre de questions.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Demande que les institutions charitables de Québec soient mises sur le même pied que celles de Montréal au point de vue de la taxe d'eau. Il parle en faveur de l'amendement. Il n'est pas question de s'immiscer dans les affaires d'une ville, même si ses pouvoirs lui sont délégués par la Législature. La Chambre veut fixer la taxe maximum qui peut être imposée pour l'eau, c'est-à-dire 30 cents par mille gallons dans certains cas et 15 dans d'autres.

M. S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): En tant que membre du conseil municipal de Québec, je crois de mon devoir de réfuter certaines remarques faites par l'honorable député du comté de Québec (M. C. Fitzpatrick) et par l'honorable secrétaire de la province (l'honorable L.-P. Pelletier). C'est une loi d'exception que l'on se propose d'imposer à la ville de Québec.

Si le gouvernement ou un de ses ministres désire fournir l'eau gratuitement aux communautés religieuses, pourquoi ne le ferait-il pas pour toute la province? La ville de Québec n'a pas surchargé les communautés religieuses, et ces dernières ne se sont pas plaintes d'une telle chose. Il n'y a aucune pétition demandant cette législation.

De plus, pendant la construction du nouvel aqueduc, elles ont été consultées et ont consenti à payer leur part de taxes parce qu'elles auraient ainsi à payer moins pour leur prime d'assurance. En outre, aucune des communautés ne paie la même taxe que les autres contribuables. Ces communautés ont accepté de payer des taxes spéciales. L'Hôtel-Dieu de Québec, par exemple, en est exempté pour cinq ans en ce qui concerne la nouvelle partie.

Il ne parle même pas du Séminaire de Québec qui se plaint sans raison. Il payait \$1,200 avant que l'Ecole normale de Québec soit annexée. L'Ecole normale payait environ \$550 pour l'eau, ce qui en



valait en réalité \$1,750, et la ville lui a fait payer une taxe de \$2,000 alors qu'il aurait payé \$4,200, s'il devait payer la même taxe que les autres contribuables. Toutes ces communautés bénéficient des mêmes privilèges que les autres contribuables, service d'incendie, police, etc., et c'est pourquoi il est contre l'amendement.

**L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester):** Demande qu'on ajoute le "Jeffery Hale Hospital" et l'asile Sainte-Brigitte et que l'on retranche le nom de THôtel-Dieu du Sacré-Coeur.

**L'HONORABLE T. C. CASGRAIN (Montmorency):** Tout ce que nous voulons c'est que les communautés religieuses paient l'eau à un prix raisonnable, voilà tout. Il dit que le conseil de ville de Québec agit injustement envers les institutions religieuses. Celles-ci ont offert au conseil de nommer des arbitres de concert avec le conseil pour évaluer leur propriété à un prix raisonnable et le conseil a refusé.

**M. H. MERCIER (Bonaventure):** Retire son sous-amendement.

Et l'amendement étant mis aux voix, il est résolu affirmativement.

Le comité ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

**M. J. TESSIER (Portneuf):** Propose que le bill (bill no 51) modifiant les lois relatives à la corporation de la cité de Québec soit maintenant lu la troisième fois.

**M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet):** Propose comme amendement, appuyé par le représentant de Bellechasse (M. A. Turgeon), que tous les mots après "maintenant", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants: "renvoyé de nouveau à un comité de toute la Chambre avec instruction de l'amender en remplaçant la clause 2 du dit acte par la suivante: "Le maire sera élu par la majorité des électeurs municipaux de la cité de Québec: il restera en charge pendant deux ans.

3. Il sera élu aux mêmes époques et de la même manière que les échevins, mutatis mutandis."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

**POUR:** MM. Bédard, Bernatchez, Caron, Cartier, Dechêne, Doyon, Gillies, Girard (Rouville), Gladu, Gosselin, Greig, Laliberté, Marchand, Mercier, Martineau, Morin, Pinault, Poirier, Shehyn, Ste-Marie, Turgeon, Villeneuve, 22.

**CONTRE:** MM. Allard, Beaubien, Beauchamp, Casgrain, Châteauvert, Chicoyne, Descarries, Desjardins, Duplessis, England, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Grenier, Hackett, Hall, Kennedy, Lacouture, McDonald, Magnan, Marion, Nantel, Parneton, Parizeau, Pelletier, Petit, Rioux, Simpson, Spencer, Stephens, Taillon, Thellier, Tessier (Rimouski), Tétreau, 33.

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

Le bill est en conséquence lu pour la troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

## **Reprise de la séance à huit heures et demie**

### **Union des briquetiers de Montréal**

**M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2):** Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 88) constituant en corporation l'Union des briquetiers de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2):** Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Messages du Conseil législatif:**

**M. L'ORATEUR:** Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement, savoir:

Bill (bill no 16) intitulé: "Loi amendant la loi des écoles de réforme".

Et bill (bill no 23) intitulé: "Loi relative aux établissements industriels".

### **Rapports de comité:**

**M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 43) du Conseil législatif intitulé: "Loi amendant la loi 44-45 Victoria, chapitre 86, intitulée: "Acte autorisant la vente de certaines propriétés substituées en vertu du testament de feu George Burns Symes, et a l'honneur d'en faire le rapport, sans amendement.

Votre comité a aussi examiné le bill (bill no 41) constituant en corporation l'Institut des soeurs servantes du Saint-Coeur de Marie, et y a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Adopté.

### **Transactions entre Joseph Léveillé et ses enfants**

**M. J.-A. DESCARRIES (Jacques-Cartier):** Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se

forme en comité général pour étudier le bill (bill no 39) ratifiant certaines ventes d'immeubles et certaines transactions entre Joseph Léveillé et ses enfants.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-A. DESCARRIES (Jacques-Cartier): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Corporations de la ville de Nicolet et de Saint-Jean-Baptiste de Nicolet**

M. J.-A. DESCARRIES (Jacques-Cartier): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 127) accordant une extension de pouvoirs aux corporations municipales de la ville de Nicolet et de Saint-Jean-Baptiste de Nicolet.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-A. DESCARRIES (Jacques-Cartier): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. M est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Municipalité de la paroisse de Saint-Nazaire-d'Acton**

M. M. McDONALD (Bagot): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 54) érigeant la paroisse de Saint-Nazaire-d'Acton en municipalité, détachant certains lots du comté de Drummond et les annexant à la dite paroisse et au comté de Bagot, pour toutes les fins municipales et scolaires.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. M. McDONALD (Bagot): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Admission de L.G. Glass au Barreau**

M. M. F. HACKETT (Stanstead): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 67) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, Louis Gordon Glass au nombre de ses membres.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il y a eu quelque progrès et demande la permission de siéger à nouveau.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général sur le bill (bill no 79) modifiant la charte de la cité de Montréal (1889), étant lu;

M. G. W. STEPHENS (Huntingdon): Soulève une question d'ordre. Il dit que certaines clauses ont été insérées dans le bill alors qu'avis n'en avait pas été donné, en particulier la clause du prêt de un million de dollars et celle concernant les compagnies de gaz.

M. L'ORATEUR: Dit que selon les règlements, le bill doit être renvoyé au comité des ordres permanents.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Propose, appuyé par le représentant de Chambly (l'honorable L.-O. Taillon), que le dit ordre du jour soit rescindé et que le bill soit renvoyé de nouveau au comité des ordres permanents avec instructions de faire rapport si les clauses de ce bill sont d'accord avec les avis.

Adopté.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Demande que l'on fasse réimprimer le bill vu les nombreux amendements qui y ont été faits. Toute discussion intelligente est impossible s'il doit demeurer dans cet état. Il serait préférable que cela soit fait dès maintenant, pour ne pas avoir à faire face au même problème lors de la prochaine session.

#### **Municipalité de la paroisse de Sainte-Christine**

M. M. McDONALD (Bagot): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 85), érigeant la paroisse de Sainte-Christine et autres terrains détachés de la municipalité de la paroisse de Saint-André-d'Acton en municipalité locale, pour les fins municipales et scolaires, et les annexant pour le même but au comté de Bagot.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. M. McDONALD (Bagot): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Admission de J.-H. Chalifoux au Collège des médecins et chirurgiens**

M. M. McDONALD (Bagot): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 64) déclarant Joseph-Herménégilde Chalifoux membre du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. M. McDONALD (Bagot): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Interpellations:****Vente des liqueurs en gros**

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Le gouvernement de cette province a-t-il l'intention de s'adresser au gouvernement fédéral pour demander que l'"Acte de tempérance du Canada" soit amendé de manière à conférer aux municipalités locales le pouvoir de prohiber la vente des liqueurs en gros?

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Le gouvernement prend cette affaire en considération.

**Index Fortier**

M. A. TURGEON (Bellechasse): Le gouvernement a-t-il payé quelque somme d'argent à M. Louis Fortier, greffier des journaux français, sur les \$4,800 votées à la dernière session pour compléter l'impression de son index? Si tel est le cas, quel montant?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Non.

M. A. TURGEON (Bellechasse): MM. Mercier & Compagnie ont-ils produit un compte au gouvernement pour l'impression de l'Index Fortier? Si tel est le cas, quel était le montant de ce compte? Quel montant le gouvernement a-t-il payé sur ce compte?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Il existe à ce sujet des documents officiels que le gouvernement est prêt à mettre devant la Chambre.

**Banque Jacques-Cartier**

M. A. TURGEON (Bellechasse): Une pétition de droit a-t-elle été accordée à la Banque Jacques-Cartier le ou vers le 19 janvier 1893?

Si tel est le cas, pour quelles fins et pour quel montant?

Jugement a-t-il été rendu sur cette pétition? Si tel est le cas, à quelle date et pour quel montant?

Quel a été le montant ainsi payé par le gouvernement en capital? Quel a été le montant payé en intérêts? Quel a été le montant payé en frais, à l'avocat de la requérante? Quel a été le montant payé en frais aux avocats du gouvernement, et quel était ce ou ces avocats?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Le gouvernement est prêt à mettre devant la Chambre les documents en sa possession au sujet de cette pétition de droit.

**Bibliothèque de M. P.-J.-O. Chauveau**

M. F. GOSSELIN (Iberville): A quelle date le gouvernement a-t-il payé aux héritiers Chauveau le montant voté par la Législature, en 1890, pour la bibliothèque de M. P.-J.-O. Chauveau?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Le 12 mai 1892.

**Volumes écrits par le juge A.-B. Routhier**

M. F. GOSSELIN (Iberville): Le gouvernement a-t-il payé depuis le 1er janvier 1892 au juge Routhier le montant d'une certaine lettre, dite de crédit, donnée par M. Charles Langelier, avant le 16 décembre 1891, pour achat de livres? Si oui, à quelle date tel paiement a-t-il été autorisé par ordre en conseil? En vertu de quelle autorisation spéciale le gouvernement a-t-il payé cette lettre de crédit?

M. L'ORATEUR: Cette interpellation est hors d'ordre parce qu'elle tend à soulever un débat.

**"Institution "Pettes Memorial"**

M. R.N. ENGLAND (Brôme): Propose, appuyé par le représentant de Missisquoi, (M. E.E. Spencer), que l'honoraire de \$200.00 payé pour le bill (bill no 70) constituant en corporation l'institution "The Pettes Memorial", soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Adopté.

Demande de documents:

**Propriété de Beauport appartenant à E. Landry**

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (M. A. Turgeon), qu'il soit mis devant cette Chambre copie du contrat intervenu entre Philippe Landry, Georges-Antoine LaRue, Clément Vincelette, C. A. Verge et Philippe Landry et Georges-Antoine LaRue, au sujet du sixième indivis de la propriété de Beauport appartenant à Ernest Landry, interdit, lequel acte est en date du 23 septembre 1884 et enregistré au bureau d'enregistrement pour la ville de Québec, sous le numéro 70785, et aussi la copie du testament de feu J.-E. Landry, écuyer, en date, à Québec, du 25 juillet 1893.

Adopté.

**Conférenciers payés par le gouvernement**

M. H. CARON (Maskinongé): Propose, appuyé par le représentant d'Iberville (M. F. Gosselin), qu'il soit mis devant cette Chambre une liste des conférenciers payés par le gouvernement durant l'année 1892-1893 jusqu'à cette date, et du montant payé à chacun d'eux.

Adopté.

**Asile de Beauport**

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Propose, appuyé par le représentant d'Iberville (M. F. Gosselin), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de toute correspondance échangée entre Philippe Landry, sénateur, et le gouvernement et

l'honorable L.-O. Taillon, premier ministre, se rapportant à réévaluation de la propriété mobilière et immobilière de l'asile de Beauport, par S. Peters, écuyer.

Adopté.

### Code municipal

M. E.-H. BISSON (Beauharnois): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 113) modifiant de nouveau le code municipal (ce bill est celui ayant M. Bisson pour promoteur mais réimprimé selon la recommandation du deuxième rapport du comité spécial pour prendre en considération tous les amendements proposés au code municipal, comité présidé pour M. J. Marion. Voir séance du 12 décembre 1893.)

Adopté. Le comité étudie le bill. Une clause introduite l'an dernier par le représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier) est biffée. Cette clause visait à obliger l'inspecteur municipal à faire une estimation des travaux avant leur exécution.

Le comité fait rapport qu'il a modifié le bill et la chambre procède à sa prise en considération.

### Article 3510 des statuts refondus

M. M. F. HACKETT (Stanstead): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 136) amendement l'article 3510 des statuts refondus.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. M. F. HACKETT (Stanstead): Propose que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Code du notariat

M. M. F. HACKETT (Stanstead): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 119) amendement le code du notariat.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

M. M. F. HACKETT (Stanstead): Propose que la Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. M. F. HACKETT (Stanstead): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Apiculture

M. V. GLADU (Yamaska): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Lotbinière (M. E.-H. Laliberté), que le bill (bill no 116) pour encourager et protéger l'apiculture soit maintenant lu pour la deuxième fois.

M. C. DOYON (Laprairie): Propose comme amendement à la motion, appuyé par le représentant de Beauce (M. J. Poirier), que le mot "maintenant" soit retranché et que les mots: "dans six mois à dater d'aujourd'hui" soient ajoutés à la fin de la proposition.

Il critique surtout la hauteur des clôtures que le représentant de Yamaska (M. V. Gladu) propose de permettre autour des ruchers.

M. V. GLADU (Yamaska): Il n'y a pas de meilleur juge que l'honorable député en matière de clôtures. Il sait exactement de quelle hauteur il faut les faire pour pouvoir les sauter sans danger.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Allard, Baker, Beaubien, Bédard, Casgrain, Chicoyne, Descarries, Desjardins, Doyon, Duplessis, England, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Hall, Lacouture, Magnan, Marion, Martineau, Pelletier, Poirier, Rioux, Simpson, Spencer, Taillon, Tétreau, 27.

CONTRE: MM. Bernatchez, Caron, Cartier, Châteauvert, Dechêne, Gladu, Gosselin, Laliberté, Marchand, Parent, Parizeau, Pinault, Stephens, Turgeon, Villeneuve, 15.

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

Alors, la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix;

Il est ordonné que le bill soit lu la deuxième fois, dans six mois à dater d'aujourd'hui.

### Sociétés d'agriculture

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montréal no 5 (l'honorable J.S. Hall), que le bill (bill no 29) modifiant la loi relative aux sociétés d'agriculture soit maintenant lu pour la troisième fois.

M. A. TURGEON (Bellechasse): Propose comme amendement, appuyé par le représentant de L'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne), que tous les mots après "maintenant" soit retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots: "référé de nouveau au comité général pour l'amender en ajoutant les mots suivants, après le quatrième paragraphe de l'article 1674 des statuts refondus: "Si une société est dissoute et que des cercles agricoles sont établis, le commissaire de l'Agriculture divisera la balance laissée en caisse par le secrétaire trésorier de la société entre les cercles agricoles des paroisses où se recrutaient les membres de la société dissoute."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Bernatchez, Dechêne, Gladu, Gosselin, Marchand, Parent, Pinault, Stephens, Turgeon, 9.

CONTRE: MM. Allard, Baker, Beaubien, Bédard, Cartier, Casgrain, Châteauvert, Chicoyne, Descarries, Desjardins, Doyon, Duplessis,

England, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Hall, Lacouture, McDonald, Magnan, Marion, Martineau, Panneton, Parizeau, Pelletier, Poirier, Rioux, Simpson, Spencer, Taillon, Tellier, Tétreau, Villeneuve, 34.

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est en conséquence lu pour la troisième fois. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Traitement de certains officiers de justice**

L'HONORABLE T. C. CASGRAIN (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 5) modifiant la loi relative aux traitements de certains officiers de justice.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

#### **Registrateurs et bureaux d'enregistrement**

L'HONORABLE T. C. CASGRAIN (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Dorchester, (l'honorable L.-P. Pelletier), la deuxième lecture du bill (bill no 4) modifiant la loi concernant les registrateurs et l'organisation des bureaux d'enregistrement.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

#### **Fonds des écoles élémentaires**

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Nicolet (l'honorable L. Beaubien), la deuxième lecture du bill (bill no 141) relatif au règlement final du fonds des écoles élémentaires.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

#### **Abolition du Conseil législatif**

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Demande la permission de retirer sa proposition d'un comité pour s'entendre avec le comité du Conseil législatif au sujet de l'abolition de la Chambre haute.

Et le vote étant pris et la Chambre ne s'étant pas prononcée à l'unanimité, la demande est rejetée.

La séance est levée à minuit.

### **Séance du 19 décembre 1893**

#### **Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc**

La séance s'ouvre à quatre heures.

#### **Rapports de comités:**

M, L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-huitième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 86) concernant la substitution créée par François Guenette et Aurélie Beaudry, son épouse, et y a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Votre comité, conformément à l'ordre de référence de votre honorable Chambre, en date du 16 courant, a examiné de nouveau le préambule du bill (bill no 62) pour donner des pouvoirs plus étendus à la municipalité du village de Lauzon: après avoir entendu les parties intéressées, votre comité a déclaré le préambule prouvé, a examiné le bill et y a fait divers amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

L'HONORABLE T.-C. CASGRAIN (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent de législation et lois expirantes. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur d'en faire rapport sans amendement, savoir:

Bill (bill no 21) modifiant la loi concernant la cour de circuit du district de Montréal.

Bill (bill no 61) pour prévenir la corruption municipale et civique.

Bill (bill no 60) relatif aux subventions accordées aux manufacturiers par les corporations municipales.

Bill (bill no 122) modifiant l'article 5668 des statuts refondus.

Votre comité a aussi examiné le bill (bill no 59) réduisant les frais de contestation dans les districts ruraux, et le comité a convenu que ce bill soit rejeté.

Votre comité a de plus examiné les bills suivants, et y a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

Bill (bill no 96) amendant la loi relative au Barreau.

Et bill (bill no 123) modifiant le code de procédure civile.

#### **Asile de Beauport**

L'ordre du jour étant lu pour la reprise du débat ajourné sur la question proposée le 15 de décembre courant, Que la résolution, rapportée du comité général, le 15 novembre dernier, concernant le contrat passé entre les propriétaires de l'asile de Beauport et les soeurs de la Charité de Québec et le gouvernement, relativement à la

vente de l'asile de Beauport, soit maintenant lue une seconde fois;

Et la question étant de nouveau proposée: la Chambre reprend le dit débat ajourné.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Nous assistons depuis le commencement de ce débat à un spectacle inconnu dans un Parlement soumis au régime responsable. D'une part, nous voyons la majorité ministérielle tellement convaincue de l'infaillibilité de ses chefs, qu'elle disparaît aussitôt que la discussion commence et laisse les banquettes de la droite à peu près vides, sans se soucier de s'éclairer des lumières de la discussion; d'autre part, les membres du gouvernement, trop peu confiants dans la crédulité de leurs partisans pour confier leurs arguments à l'appui de cette mesure importante, au lieu de prendre l'initiative qui leur appartient dans le débat, se retranchent dans un silence complet et laissent à leurs adversaires le soin d'expliquer les détails de la loi et la matière en question.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Et moi qui croyais avoir parlé trop longtemps.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): L'honorable premier ministre a trop longtemps tardé à prendre la parole, et la conséquence de son mutisme prolongé a tellement désappointé ses partisans qu'en l'absence de toute explication ministérielle sur une transaction d'une apparence aussi compromettante, trois d'entre eux se sont décidés, pour mettre leur réputation à l'abri, d'en voter le rejet. Cette action de leur part a jeté l'alarme dans le cœur du premier ministre qui a senti, mais un peu tard, qu'il lui fallait bien, bon gré mal gré, s'expliquer.

Mais loin de parler sur le ton de persuasion qui lui est habituel, il a fait preuve d'une timidité qui dénote chez lui une absence évidente de conviction et les inquiétudes qu'il éprouve à l'endroit de la transaction en question.

Malheureusement position oblige; et, pour rassurer ses partisans qui paraissent quelque peu se défier des vertus politiques du secrétaire provincial (l'honorable L.-P. Pelletier), auteur du projet de loi, il leur a déclaré qu'il avait pris connaissance de la transaction et qu'il en répondait. Lourde responsabilité dont il n'a pas sondé toute la profondeur et dont, après éclaircissement, il pourrait bien se repentir.

Naturellement, l'honorable ministre, au lieu de répondre sérieusement aux arguments solides des trois députés de l'Opposition qui ont jusqu'ici porté la parole sur la question, leur a lancé des paroles offensantes, peu dignes de son rôle, et s'est répandu en récriminations sur le passé de notre parti, sans tenir compte de la courtoisie et du ton strictement parlementaire dont ils lui avaient tous trois donné l'exemple. Il a jugé convenable de leur jeter à la face un décret d'ostracisme, prétendant qu'ayant formé partie de la majorité parlementaire du dernier régime, ils n'avaient pas le droit de parler d'honnêteté.

L'honorable premier ministre oubliait qu'en prononçant ses paroles, il lançait la plus cruelle des injures à son collègue l'honorable représentant de Dorchester (l'honorable L.-P. Pelletier) qui a approuvé les actes du dernier ministère et a pris une part active dans la plupart des faits qu'on lui reproche.

S'il fallait qu'oubliant de mon côté le sujet qui nous occupe, je place le débat sur le même terrain, je serais forcé de rappeler au premier ministre que, comme partisan actif et comme membre des diverses administrations conservatrices qui se sont succédé depuis 20 ans, il a assumé la responsabilité de tous les abus de pouvoir et des extravagances qui ont scandalisé le public; je lui rappellerais qu'il a avalé sans sourciller le scandale des Tanneries, la vente du chemin de fer du Nord avec lesquels se sont enrichis, aux dépens de la province, un groupe de spéculateurs politiques, qu'il a contribué à maintenir le régime Sénécal, de triste souvenance, et qu'il appuie actuellement, à Ottawa, les véritables auteurs des scandaleuses manipulations pour l'expiation desquelles deux de leurs malheureux instruments gémissent aujourd'hui dans les prisons de l'Etat.

Mais je ne veux pas placer la discussion sur ce terrain, et que l'honorable premier ministre se le tienne pour dit: je suis prêt à comparer mon passé avec le sien, comme mes amis qu'il attaque si injustement peuvent mettre leur passé en regard de celui du parti que nous combattons. Ils ont été assaillis durant la dernière période électorale par une meute de diffamateurs publics, et ils sont restés triomphants devant l'électorat de toutes leurs calomnies. Le suffrage indépendant et honnête de leurs électeurs les a délégués ici pour leurs intérêts, et ils s'acquitteront de cette mission, sans craindre de regarder le premier ministre en face et de résister à leurs agressions malveillantes.

J'aborde maintenant les quelques arguments offerts par le premier ministre en réponse aux démonstrations de mes honorables collègues. Son premier effort a été d'essayer de prouver que le gouvernement n'a pas excédé ses pouvoirs. Il suffit de référer à l'acte 56 Victoria, chapitre 9, qui lui confère ses pouvoirs, pour démontrer combien cette prétention est insoutenable. En voici la citation en quelques mots:

"Le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à faire un contrat pour un an avec la dite communauté des soeurs de la Charité à Québec, ou avec tout autre communauté religieuse, pour le soin, la garde, et l'entretien des aliénés dans l'asile de Beauport. Le dit contrat sera basé sur la lettre officielle écrite par la dite communauté des soeurs de la Charité portant la date du trente et un octobre dernier, tant pour le prix payable par année et par tête, que pour l'entrée et la sortie des malades, les congés temporaires et tous les autres soins que les dits malades devront recevoir..."

Le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à louer, des propriétaires actuels de l'asile de Beauport, le dit asile et ses dépendances pour l'espace d'un an à compter du 1er mai prochain.

Le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à garantir aux dits propriétaires de l'asile de Beauport, le prix de vente des dits effets mobiliers ou à garantir le paiement du capital et de l'intérêt de tout emprunt que la dite communauté religieuse pourra faire pour payer les dits meubles et biens mobiliers.

Comme on le voit le gouvernement n'est autorisé qu'à garantir le prix des meubles. Il n'est aucunement question du prix des immeubles. Et le gouvernement ne pouvait par conséquent engager le crédit de la province sans cette garantie préalable. Il cite à l'appui de son assertion Todd "Parliamentary Government", édition 1867, volume II, pages 298, 494 et 495). Il est vrai que le premier ministre cite l'article 8 du dit acte 56 Victoria, chapitre 9, où il est dit: "S'il est possible d'en arriver avant le premier mai prochain à une entente avec les propriétaires actuels de l'asile de Beauport et la dite communauté des soeurs de la Charité en vertu de laquelle celles-ci pourraient acquérir les meubles et immeubles de l'asile, le lieutenant-gouverneur en conseil sera autorisé, s'il le juge à propos, aux conditions qu'il lui plaira de fixer, de passer un contrat basé sur la lettre des soeurs de la Charité du 31 octobre 1892".

On le voit, cette clause ne se rapporte, quant au gouvernement, qu'au marché qu'il pourrait faire avec les soeurs pour le maintien des aliénés, d'après la lettre du 31 octobre 1892, et elle n'autorise aucunement le gouvernement à acheter, encore moins à garantir le prix de la vente intervenue entre les propriétaires de l'asile et les soeurs de la Charité. Il est donc incontestable, que le gouvernement, contrairement à tous les usages parlementaires, a dans cette circonstance abusé de son pouvoir, pour accorder la garantie de la province pour le paiement du prix d'une transaction entre deux tierces parties.

Voyant la faiblesse de la position qu'il a prise en ce point, l'honorable ministre a recouru à un autre argument qui, malheureusement, le confond davantage. "Si, dit-il, il existe quelque doute dans cette loi, à l'égard de notre droit d'acheter, il est dissipé par les pouvoirs donnés au gouvernement par l'acte de 1890 qui autorise la construction et l'achat d'asiles d'aliénés."

Qui s'excuse s'accuse. L'honorable premier ministre qui au commencement de son discours niait formellement que le gouvernement se fut porté acquéreur, admet maintenant d'une manière plus qu'implicite qu'il a acheté..."

Je reconnais volontiers que, d'après le texte même du contrat de vente, ce sont les soeurs de la Charité qui sont indiquées comme acquéreurs, mais tout démontre qu'elles ne s'y trouvent que comme intermédiaires entre les vendeurs et le gouvernement. Le gouvernement apparaît à ce contrat comme garant ou caution du prix de vente, mais en vertu des clauses 10, 11 et 19, il s'est mis en position de devenir fatalement propriétaire si les soeurs, ne trouvant pas leur contrat avantageux, refusent de le renouveler à l'expiration de dix ans. Voici ces deux clauses:

10. "Le gouvernement de la province de

Québec pourra en tout temps, pendant la durée du présent contrat, devenir propriétaire des bâtisses connues sous le nom d'asile de Beauport et ses dépendances, du terrain sur lequel elles sont construites, de la ferme qui y est attachée, ainsi que toutes les dépendances, en se chargeant de payer à l'acquit des dites soeurs de la Charité et à leur lieu et place, tous et chacun des dits versements trimestriels non acquittés qui sont mentionnés dans le contrat passé ce jour entre les anciens propriétaires de l'asile de Beauport et les soeurs de la Charité par acte de V.-W. LaRue, N.P.

Si le gouvernement devient ainsi propriétaire, il devra acheter, en même temps, toutes les additions et améliorations qui auront pu être faites au dit asile avec le consentement préalable du lieutenant-gouverneur en conseil et qui auront été payées par les dites soeurs de la Charité et ce à dire d'experts qui devront être choisis comme suit: le lieutenant-gouverneur en conseil et les dites soeurs de la Charité choisiront chacun un expert; le troisième sera choisi par les deux premiers dans le délai fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil. A défaut d'entente par les dits deux experts dans le délai voulu, le troisième expert sera nommé par un juge de la Cour supérieure, en Chambre, sur la demande de l'une des parties intéressées qui sera tenue de donner avis de cette demande à l'autre partie;"

11. "A l'expiration du présent contrat, si du consentement des parties il n'est pas renouvelé sur base quelconque, ou si du consentement des parties les contrats venaient à prendre fin avant l'expiration de son terme naturel, le gouvernement deviendra propriétaire de tout ce que mentionné dans la clause précédente, aux conditions y mentionnées, et il devra, en outre, acquérir les meubles, biens meubles, et effets mobiliers se trouvant dans le dit asile ou sur la propriété et servant à l'exploitation d'iceux, pour le prix fixé par les experts en vertu de la clause précédente ou à défaut de telle nomination par des experts nommés de la même manière."

40. "Si le gouvernement devenait propriétaire des dits immeubles, soit pendant la durée du présent contrat, soit à son expiration, il devra rembourser aux dites soeurs de la Charité une somme égale à celle qu'elles se trouveraient à avoir payée en capital seulement dans les annuités dont il est fait mention au contrat passé ce jour devant V.-W. LaRue et ci-dessus mentionnées."

Il ressort donc incontestablement que le gouvernement s'est exposé, dans cette transaction aux dangers inévitables de devenir propriétaire de l'asile en assumant toutes les charges et obligations des soeurs de la Charité, si celles-ci, à l'expiration des dix années, découvrent que leur marché est ruineux. Il est même autorisé à devenir propriétaire en tout temps avant l'expiration de ce terme, par consentement mutuel. Ceci démontre clairement que le gouvernement, mis au pied du mur par l'expiration prochaine de son contrat avec MM. Landry & cie et se voyant dans la nécessité absolue de le renouveler avec les soeurs de la Charité sous la peine des plus graves conséquen-

ces, a induit celles-ci à accepter quand même la tâche en leur promettant de les en soulager, si après expérience acquise elles n'en sont pas satisfaites.

Ceci ressort du reste de l'historique de la transaction telle que nous la trouvons dans le dossier officiel soumis à cette Chambre. Nous y trouvons la lettre des soeurs au secrétaire de la province en date du 31 octobre 1892, dans laquelle elles déclarent positivement qu'après calcul elles ne peuvent payer \$500,000 sans se ruiner. Leur plus haute offre n'avait été, d'après cette lettre, que de \$325,000 avec 4% d'intérêt, mais le gouvernement, dans la lettre qu'il leur adressait le 29 octobre, avait tellement insisté à ce qu'elles fixassent "le plus haut prix possible" de manière à rendre justice aux propriétaires, se préoccupant ainsi non des intérêts de la province, mais de ceux de MM. Landry & cie, que les révérendes soeurs, dans leur même lettre, consentent à laisser l'affaire à la décision du gouvernement en faisant un éloquent appel à son honnêteté et à sa commiseration pour les orphelins et les malheureux vieillards et infirmes, au soulagement desquels elles ont consacré leur existence. Mais elles exprimaient en même temps leur préférence de construire elles-mêmes un asile dans toutes les conditions les plus modernes et elles en font l'offre formelle au gouvernement en promettant de se charger, sous un mois d'avis, de l'installation et du soin de tous les aliénés de Beauport au prix de \$100 par personne. Elles déclarent en même temps qu'elles ont rompu leurs négociations avec les propriétaires et qu'elles s'en rapportent au gouvernement pour les continuer.

C'est alors que le secrétaire de la province (l'honorable L.-P. Pelletier) conclut définitivement les négociations avec MM. Landry & cie et les fit accepter par les soeurs de la Charité sans tenir aucun compte de leurs offres infiniment plus avantageuses pour la province de construire à leur compte. Il résulte donc de tous les faits que je viens de citer, et qui sont officiellement consignés dans le dossier, que le gouvernement a dans cette transaction, en violation de tous les usages parlementaires, garanti aux vendeurs, sans y être autorisé par la Législature, le paiement du prix des immeubles désignés au contrat et qu'il s'est imposé l'obligation inévitable de devenir propriétaire de l'établissement au lieu et place des soeurs de la Charité en assumant toutes leurs charges et en leur remboursant tous leurs déboursés à l'occasion de ce contrat, lorsqu'elles n'y trouveraient plus leur compte.

Nous ne sommes pas appelés ici à déterminer si, au point de vue de l'intérêt public et du soin efficace des malheureux aliénés, il est opportun que le gouvernement devienne propriétaire des asiles et les administre lui-même. La question qui se présente est celle de savoir si, dans le cas particulier qui nous occupe, le gouvernement, par la garantie qu'il a donnée et par l'obligation qu'il a prise de devenir propriétaire de l'asile de Beauport aux conditions connues, a fait une

bonne ou une mauvaise affaire au point de vue des intérêts de la province.

L'honorable député de Québec (M. C. Fitzpatrick), dans l'analyse qu'il a si habilement faite hier soir des pièces du dossier se rattachant à l'évaluation de la propriété en question, a prouvé d'une manière tellement irréfutable que cette transaction est désastreuse au point de vue de l'intérêt public et que cette propriété a été payée d'un prix beaucoup au-dessus de sa valeur réelle, que je suis exempt de ne rien ajouter à son éloquente démonstration à laquelle l'honorable premier ministre n'a opposé, du reste, que de futiles contradictions indignes d'une attention sérieuse. C'est ainsi que pour combattre le rapport de son propre expert, M. Peters, il cite les simples dires de M. Landry, le propriétaire, et que pour prouver la bonne tenue de l'installation, sous le règne de ce dernier, il oppose au rapport officiel de son surintendant médical, M. le docteur Vallée, et de son architecte, M. Tanguay, où l'on trouve des révélations dont le public a été littéralement scandalisé, il oppose, dis-je, à ce rapport, celui d'un grand juré fait il y a dix-sept ans à la suite d'une visite passagère.

Du reste, l'honorable premier ministre a lui-même admis, d'une manière implicite, que le prix payé excède la valeur réelle de la propriété, lorsqu'il nous a déclaré avec emphase, que la province devait une indemnité à MM. Landry & cie. Et pour en arriver à cette singulière conclusion, il s'est livré à une longue digression historique sur l'origine de cette institution. Il résulte de ce récit du passé que Lord Metcalfe, alors gouverneur général du Canada, aurait promis une aide aux fondateurs. Je ne suis pas surpris d'entendre l'honorable ministre invoquer l'autorité de Lord Metcalfe dans cette matière. Le terme d'office de ce gouverneur est une époque néfaste dans l'histoire du gouvernement constitutionnel de ce pays. On se rappelle qu'il a, durant 9 mois, violé les principes les plus élémentaires du gouvernement responsable par une administration tyrannique des affaires publiques au mépris du vœu de la majorité parlementaire. L'administration actuelle a raison d'invoquer le patronage de ce tyran mémorable, car elle doit son existence à un lieutenant-gouverneur qui l'a pris pour modèle et qui l'a excédé dans ses abus du pouvoir. Mais en acceptant pour les fins de la discussion cette promesse d'une aide aux fondateurs de Beauport, n'a-t-elle pas déjà été suffisamment accomplie par l'octroi annuel d'une subvention de \$142 par aliéné, pendant une certaine époque, et de \$132 durant les dernières dix années. Du reste, les derniers propriétaires de l'asile de Beauport n'en sont pas les fondateurs. Ceux-ci sont morts enrichis par leur entreprise et MM. Landry & cie en ont fait l'acquisition à titre de spéculation et non à titre de bienfaisance. Ils y ont trouvé d'énormes bénéfices ainsi que le prouvent leur condition actuelle de fortune et les propres paroles de l'honorable premier ministre, lorsqu'il nous déclare que par le marché qu'il vient de faire avec les soeurs de la



Charité, il a réalisé une économie de \$32,000 par année. C'est donc un profit et une gratification d'au moins \$32,000 par année que MM. Landry & cie ont reçu du gouvernement depuis au-delà de vingt ans. Si cette indemnité ne leur suffit pas ils sont bien exigeants et je ne vois pas pourquoi nous y ajouterions du surcroît aux dépens des soeurs de la Charité et du gouvernement, par le mauvais marché qui est soumis à notre ratification.

Ils étaient, dans toute cette affaire, dans la même position que celle d'un entrepreneur de travaux publics qui, pour l'accomplissement de ses travaux, est obligé à de grands frais et à ses dépens d'appareils, d'instruments et d'outillage nombreux dont il est forcé de se défaire à vil prix une fois son contrat terminé.

Mais il y a plus encore; non seulement cette transaction présente à sa face un surcroît de prix exorbitant, mais son prix réel est beaucoup au-dessus du prix apparent stipulé dans le contrat. Il suffit pour s'en convaincre d'en examiner les conditions de paiement. La balance du prix stipulé en sus de la valeur des meubles dont les soeurs sont, par délégation, chargées de faire le paiement aux créanciers de MM. Landry & cie, à l'acquit des hypothèques constantes sur la propriété, s'élève à \$325,000. Cette balance est stipulée payable en 60 annuités de \$18,600. L'honorable secrétaire de la province nous a déclaré que l'intérêt compris dans ces annuités est de 4%. Or, 60 annuités calculées sur la base d'un intérêt de 4% sur ce capital de \$325,000 représente une somme annuelle non pas de \$18,600 comme il est stipulé dans le contrat, mais de \$14,463.72. C'est donc une somme annuelle de \$4,146.27 que les soeurs ont été, par un faux calcul, appelées à payer et que le gouvernement a consenti à garantir pendant ce terme de 60 ans.

D'un autre côté, la valeur réelle de 60 annuités de \$18,600 calculée sur la base de 4% par année, reconstitue un capital dans le terme établi, non pas de \$327,000, tel qu'il est stipulé dans le contrat, mais de \$420,814.47. Les soeurs de la Charité sont donc, par ces faux calculs, appelées à payer, et le gouvernement à garantir, un montant de \$93,814.47 en excès du prix apparent stipulé au contrat de vente. En ajoutant à cette somme de \$420,814.47 le prix du mobilier s'élevant à \$98,000, le prix total et réel de cette vente est de \$518,814.47 au lieu de \$425,000 stipulées au contrat. C'est donc une gratuité occulte, mais bien de \$93,814.47, qu'en vertu de ces faux calculs, le gouvernement, qui a dirigé et contrôlé cette transaction, accorde aux dépens des soeurs de la Charité, et sous sa propre garantie, à MM. Landry & cie. Ces chiffres ne sont pas simple résultat de mes propres calculs, mais après les avoir fait contrôler et vérifier par des experts en la matière, je suis en état d'en garantir la stricte et mathématique exactitude.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): L'honorable député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand) se trompe dans la démonstration authentique qu'il vient de faire. L'annuité représente 5 1/2

sur le capital et j'ai cru faire un excellent marché pour les soeurs de la Charité comme pour le gouvernement, en leur assurant la faculté de s'acquitter de leur prix de vente par cet amortissement du capital et de l'intérêt au taux de 5 1/2 pour cent.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): L'honorable secrétaire provincial (l'honorable L.-P. Pelletier) n'a-t-il pas déclaré que l'intérêt était calculé à 4%?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Oui, sans doute, mais qu'est-ce que cela fait; c'est le capital et l'intérêt que nous payons en même temps.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): J'accepte cette déclaration. Elle suffit à ma démonstration et en prouve l'exactitude. Ce que vient de dire l'honorable secrétaire de la province démontre qu'il ne connaît pas le premier mot du système d'amortissement par annuité et qu'il a réglé les conditions de son contrat avec une ignorance complète de sa portée. J'admets que 5 1/2% représente, moins une fraction, l'annuité de \$18,600 calculée sur \$325,000, mais il faut défalquer de cette somme l'intérêt à 4% qui s'élève annuellement à \$13,080; il reste donc une somme annuelle de \$5,520 à attribuer annuellement au capital avec intérêt composé de 4% au projet des débitrices. Or, l'honorable ministre n'aura qu'à faire ses calculs sur les bases que je viens d'indiquer et qui représentent la véritable situation pour découvrir que je viens de la représenter sous son vrai jour.

Il propose comme amendement, appuyé par le représentant de Rimouski (M. A. Tessier), que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "il soit résolu que, par le contrat de vente mentionné dans les dites résolutions, il fut stipulé que la balance de \$327,000.00 restant due aux vendeurs leur serait payée en soixante années, à compter du 1er mai dernier, par soixante annuités de \$18,600.00 chacune, comprenant l'intérêt et la somme affectée à l'amortissement".

Que d'après les renseignements obtenus par cette Chambre, le taux d'intérêt sur lequel ont été basés les calculs pour déterminer le montant des dites annuités de \$18,600.00 paraît avoir été fixé entre les parties à 4 pour cent.

Que l'annuité nécessaire pour amortir, à 4 pour cent, en soixante ans, un capital de \$327,000.00, n'est pas de \$18,600.00, mais de \$14,453.73.

Que par conséquent, les dites annuités excèdent de \$4,146.27 la somme à laquelle elles auraient dû être fixées, en prenant pour base le taux indiqué par l'honorable secrétaire de la province.

Qu'ainsi le gouvernement est devenu partie à une transaction qui, au moyen de calculs exagérés, accorde illégitimement aux vendeurs de l'asile de Beauport aux dépens des soeurs de la Charité, et sous la garantie du gouvernement, une somme annuelle de \$4,146.27 pendant soixante années.

Que d'un autre côté, la valeur réelle de soixante annuités de \$18,600.00 calculées au taux

de 4 pour cent représente une somme totale de \$420,814.47 au lieu de \$327,000.00, montant de la balance stipulée au dit contrat de vente;

Que, par conséquent, le gouvernement a stipulé et garanti illégitimement le paiement aux vendeurs du dit asile, d'une somme de \$93,814.47 en excès du prix de vente apparent au dit contrat.

Qu'en ajoutant à cette somme de \$420,814.47 celle payée, à l'acquit des vendeurs, aux créanciers de ces derniers, et qui forme partie du dit prix de vente, c'est-à-dire \$98,000.00, le prix de cette vente s'élève réellement à \$518,814.47 au lieu de \$425,000.00 mentionnées au contrat.

Que dans cette transaction entièrement dirigée et contrôlée par lui, le gouvernement grâce à des calculs exagérés, induit les soeurs de la Charité à payer, pour le dit asile de Beauport, une somme de \$93,814.47 plus élevée que le prix apparent au contrat et arrêté entre les parties et qu'il a, par le fait même, procuré aux vendeurs, sous la garantie de la province, une gratification illégitime pour le même montant.

Que le gouvernement a ainsi dirigé, contrôlé et exécuté une transaction injuste pour les soeurs de la Charité, ruineuse pour la province et dont il ne révèle pas la véritable portée dans les résolutions soumises à cette Chambre."

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Dit que les chiffres exposés dans le long amendement du député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand) ne sont pas corrects. Il dit que les religieuses ont acheté l'asile moyennant un paiement de \$18,600.00 par année pendant 60 ans, ce qui forme un capital de fonds d'amortissement et qu'elles

devaient connaître le chiffre qu'elles avaient à payer

M. A. TESSIER (Rimouski): Dit qu'il ne peut laisser passer sans le critiquer le discours prononcé l'autre jour par l'honorable premier ministre. Il a parlé d'obligation morale à l'égard des anciens propriétaires, il a dit qu'il existait entre le gouvernement et les propriétaires de l'asile de Beauport une espèce de société. Ah! nous nous en doutions bien de cette société-là! Il veut savoir si réellement la province est engagée pour plus de \$327,000 comme la fait voir l'orateur qui la précédé. Il

proteste contre le marché qui a été fait, car enfin, qu'il y eût société ou non, cela ne justifie pas le gouvernement de payer un montant double de sa valeur, simplement pour favoriser des amis. Il

parle longuement sur le thème que l'asile de Beauport a été payé trop cher. Il dit que les religieuses se trouvent engagées pour un montant de \$1,116,000 et puisque le gouvernement est appelé à ratifier ce marché, il est obligé de voir si ce marché est avantageux pour les religieuses et pour le gouvernement, puisque ce dernier est le véritable acheteur. Car c'est le gouvernement qui a tout garanti et les soeurs ne peuvent donner aucune garantie vu leur incapacité légale. D'après leurs statuts, elles n'avaient pas pouvoir de contracter pour l'asile ni pour un pareil montant et tout ce qu'elles ont fait est nul de plein droit. Comme c'est le gouvernement qui paie, on ne s'est pas gêné et l'on a calculé des annuités au taux exorbitant de 5 1/2% tout en faisant croire au public que c'était seulement 4%.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

## Reprise de la séance à huit heures et demie

### Institut des soeurs Servantes du Saint-Coeur-de-Marie

M. J. POIRIER (Beauce): Propose, selon l'ordre du jour, de reprendre la lecture du bill (bill no 41) constituant en corporation l'Institut des soeurs Servantes du Saint-Coeur de Marie.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J. POIRIER (Beauce): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill du Conseil législatif (bill D) intitulé: "Acte pour amender la charte de la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la cité de Montréal."

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

### Asile de Beauport

La Chambre reprend le débat sur l'amendement proposé aujourd'hui à la question portant, Que la résolution rapportée du comité général, le 15 novembre dernier, concernant le contrat passé entre les propriétaires de l'asile de Beauport et les soeurs de la Charité de Québec et le gouvernement, relativement à la vente de l'asile de Beauport, soit maintenant lue une seconde fois.

Et lequel amendement comporte que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "il soit résolu que, par le contrat de vente mentionné dans les dites résolutions, il fut stipulé que la balance de \$327,000.00 restant dues aux vendeurs leur serait payée, en soixante années, à compter du 1er mai dernier, par soixante annuités de \$18,600.00 chacune, comprenant l'intérêt et la somme affectée à l'amortissement.

Que, d'après les renseignements obtenus par cette Chambre, le taux d'intérêt sur lequel ont été basés les calculs pour déterminer le montant des dites annuités de \$18,600.00 paraît avoir été fixé entre les parties à 4 pour cent.

Que l'annuité nécessaire pour amortir à 4 pour cent en soixante ans, un capital de \$327,000.00 n'est pas de \$18,600.00 mais de \$14,153.73.

Que par conséquent, les dites annuités excèdent de \$4,146.27 la somme à laquelle elles auraient dû être fixées, en prenant pour base le taux indiqué par l'honorable secrétaire de la province.

Qu'ainsi, le gouvernement est devenu partie à une transaction qui, au moyen de calculs exagérés, accorde illégitimement aux vendeurs de l'asile

de Beauport, avec dépens des soeurs de la Charité, et sous la garantie du gouvernement, une somme annuelle de \$4,146.27 pendant soixante années.

Que, d'un autre côté, la valeur réelle de soixante annuités de \$18,600.00 calculées au taux de 4 pour cent représente une somme totale de \$420,814.47, soit \$83,814.47 de plus que le montant de la balance stipulée au dit contrat de vente.

Que, par conséquent, le gouvernement a stipulé et garanti illégitimement le paiement, aux vendeurs du dit asile, d'une somme de \$93,814.47 en excès du prix de vente apparent au dit contrat.

Qu'en ajoutant à cette somme de \$420,814.47 celle payée à l'acquit des vendeurs, aux créanciers de ces derniers, et qui forme partie du dit prix de vente, c'est-à-dire \$98,000.00, le prix de vente s'élève réellement à \$518,814.47 au lieu des \$425,000.00 mentionnées au contrat.

Que, dans cette transaction entièrement dirigée et contrôlée par lui, le gouvernement, grâce à des calculs exagérés, induit les soeurs de la Charité à payer, pour le dit asile de Beauport, une somme de \$93,814.47 plus élevée que le prix apparent au contrat et arrêté entre les parties, et qu'il a, par le fait même, procuré aux vendeurs, sous la garantie de la province, une gratification illégitime pour le même montant.

Que le gouvernement a ainsi dirigé, contrôlé et exécuté une transaction injuste pour les soeurs de la Charité, ruineuse pour la province et dont il ne révèle pas la véritable portée dans les résolutions soumises à cette Chambre".

M. A. TESSIER (Rimouski): Reprend la parole. Il veut prouver que l'asile de Beauport était dans un état défectueux quand il a été vendu et que le gouvernement n'était pas justifiable d'avoir permis la vente à un prix exagéré. Il prétend que c'est la faute du gouvernement si les soeurs de la Charité n'ont pas bâti et ont été forcées d'acheter le vieil établissement. Si on les avait laissées libres, dit-il, elles auraient bâti au lieu d'acheter cet établissement. Les soeurs de l'asile de la Longue-Pointe ont bien bâti deux fois, elles.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Oui, mais avec l'aide du gouvernement.

M. A. TESSIER (Rimouski): Continue en dénonçant à la vindicte publique le gouvernement qui s'est rendu coupable d'un si grand forfait en faisant cette transaction. Il termine en proposant en sous-amendement, appuyé par le représentant de L'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne), que les mots: "Que tout en se réjouissant de ce que le soin et l'entretien des aliénés soient confiés aux soeurs de la Charité, cette Chambre est d'opinion que l'engagement pris par le gouvernement, dans le contrat soumis, de garantir le paiement d'une annuité de \$18,600.00 pendant soixante ans, aux ci-devant propriétaires de l'asile, lorsque le contrat pour le soin et l'entretien des aliénés n'est que pour dix ans, n'est pas, dans les circonstances et aux conditions sous lesquelles il a été fait, une

transaction sage et prudente, qu'il est contraire à l'intérêt public et que l'état des finances de la province ne le justifie pas", soient ajoutés à la fin de la question.

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Augé, Bernatchez, Bisson, Caron, Dechêne, Gillies, Girard (Rouville), Girouard, Gladu, Gosselin, Laliberté, Lussier, Marchand, Mercier, Morin, Parent, Pinault, Shehyn, Stephens, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, 22.

CONTRE: MM. Allard, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Cartier, Casgrain, Châteauvert, Cholette, Chicoyne, Descarries, Desjardins, Doyon, Duplessis, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Hall, Kennedy, Lacouture, McDonald, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Paneton, Parizeau, Pelletier, Poirier, Rioux, Savaria, Ste-Marie, Simpson, Spencer, Taillon, Tellier, Tétreau, Villeneuve, 40.

Ainsi, il est résolu négativement.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Augé, Bernatchez, Bisson, Caron, Dechêne, Gillies, Girard (Rouville), Girouard, Gladu, Gosselin, Laliberté, Lussier, Marchand, Mercier, Morin, Parent, Pinault, Shehyn, Stephens, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, 22.

CONTRE: MM. Allard, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Cartier, Casgrain, Châteauvert, Cholette, Chicoyne, Descarries, Desjardins, Doyon, Duplessis, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Hall, Kennedy, Lacouture, McDonald, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Paneton, Parizeau, Pelletier, Poirier, Rioux, Savaria, Ste-Marie, Simpson, Spencer, Taillon, Tellier, Tétreau, Villeneuve, 40.

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée, Que les dites résolutions soient maintenant lues pour la seconde fois.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Dénonce les méthodes administratives utilisées par l'ancienne direction de l'asile et cite le docteur Tuke et d'autres compétences pour appuyer ses accusations. Les anciens propriétaires ont négligé d'apporter de nouvelles améliorations pour le mieux-être de leurs patients. Leur seul but était de faire de l'argent. Il est heureux de constater que l'on procède maintenant à des améliorations et que les pauvres malheureux sont enfin libérés de ces fermiers mercenaires et confiés à des philanthropes. La province n'a aucune obligation morale envers les anciens propriétaires. Ces derniers n'ont droit à aucune faveur de notre part. Le gouvernement n'a pas à garantir le montant de l'achat.

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Demande si le représentant de Huntingdon (M. G.W. Stephens) pense que les soeurs auraient pu acheter la propriété elles-mêmes.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Répond que oui et que leur crédit est encore meilleur que celui du gouvernement.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Dans ce cas, le gouvernement ne risque pas grand chose en garantissant l'argent.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Dit que le montant est trop élevé, et qu'ils auraient fait une meilleure affaire s'ils avaient ignoré les anciens propriétaires dès le début. Après les avoir obligés à capituler, le gouvernement aurait pu agir avec magnanimité en leur donnant \$300,000, ce qui leur aurait rapporté un profit net de \$30,000.

Il propose comme amendement, appuyé par le représentant de Saint-Jean (M.F.-G. Marchand), que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants: "il soit résolu: Qu'attendu que par leur lettre au gouvernement, en date du 31 octobre 1892, les révérendes soeurs de la Charité ont fait les propositions suivantes au gouvernement:

"Nous leur avons offert d'abord \$270,000.00 en nous basant sur une vente faite d'un sixième de la propriété par M. Ernest Landry à MM. Landry et LaRue, deux des propriétaires actuels. Cette offre a été refusée dans une lettre très longue, mais qui ne contenait aucune suggestion pratique, suivant nous, et qui ne nous disait pas quel prix les propriétaires voulaient avoir.

Subséquemment, dans le but d'arriver à une entente, et vu qu'on nous démontrait que, depuis la vente de M. Ernest Landry, un certain montant d'améliorations auraient été faites à la propriété, nous avons offert \$325,000.00 (trois cent vingt-cinq mille piastres).

Nous préférierions louer la propriété plutôt que de l'acheter. Nous paierions alors, tant pour le loyer que pour les assurances et les réparations, une somme totale collective de douze mille piastres, tout le temps de la durée de notre contrat. En ce cas nous mettrions jusqu'à \$75,000.00 pour l'achat de tout ce qui est propriété mobilière, d'après la liste qui en a été faite par une expertise qui a eu lieu cet été, en en déduisant ce qui a été dépensé, et en ajoutant ce qui a été augmenté.

1. Nous nous engagerions à prendre de suite l'asile, son contenu et ses dépenses à un prix qui serait arrêté et établi entre le gouvernement et nous, de manière à rendre justice aux propriétaires.

2. Si les propriétaires refusaient ce prix, tel qu'ainsi établi, nous nous engagerions à bâtir un asile, sur le plan de la Longue-Pointe, avec toutes les améliorations modernes à la satisfaction du gouvernement, et cela, dans l'espace de quelques mois. Ce problème a été résolu à la Longue-Pointe, après le dernier incendie, et nous sommes en possession de données et de renseignements qui nous permettent de garantir que ce projet est d'exécution facile.

Nous avons visité des terrains que nous pourrions facilement obtenir et qui seraient des mieux adaptés pour les fins proposées.

Même si le gouvernement en arrivait de suite à une décision, nous aurions pour le mois de mai prochain, des bâtisses confortables, qui seraient complétées de manière à affronter la saison rigoureuse qui suivrait.

Mais s'il faut absolument bâtir, nous sommes prêts à faire ce qui a été fait à la Longue-Pointe. Et ce nouvel asile, tout meublé en neuf, nous coûterait moins cher que le prix que paraissent vouloir réclamer les propriétaires de l'asile actuel pour le leur.

A tout événement, si le gouvernement avait quelque crainte sur la possibilité pour nous de compléter à temps un nouvel asile, nous serions prêts, dans tous les cas, à recevoir les aliénés, même maintenant sous un mois d'avis. Plusieurs de nos maisons, à la campagne, peuvent être disponibles en quelques jours, et notamment celle de Saint-Joseph de la Délivrance, à Lévis, qui à elle seule nous suffirait, et qui est dans toutes les conditions voulues d'isolement et autres."

Que, dans ces circonstances, cette Chambre regrette que le gouvernement n'ait pas pris d'arrangements directs avec les révérendes soeurs, sans y comprendre l'achat de l'asile de Beauport, s'assurant ainsi des constructions modernes avec toutes les améliorations modernes au point de vue sanitaire, nécessaires au confort et au bien-être des futurs patients, et donnant aux soeurs de la Charité les meilleures facilités possibles pour assurer la cure des patients confiés à leurs soins, le tout à plus bas prix que sous l'arrangement actuel."

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Monsieur l'Orateur, la question qui est maintenant devant la Chambre est très importante et je suis désolé de constater que l'Opposition ne sera probablement pas assez nombreuse pour trouver un député pour chacun des amendements et des sous-amendements qui ont été et qui seront proposés.

DES VOIX: Bravo! Bravo!

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): C'est une tactique assez nouvelle et assez enfantine que de combattre une mesure avec une averse d'amendements et de sous-amendements: si cette tactique avait été la seule adoptée par l'Opposition, nous nous serions probablement contentés de regarder faire et de sourire: mais ces messieurs de la gauche ont cru qu'à part de cela, il fallait que chacun des honorables membres se levât et répétât, l'un après l'autre, sur un ton plus ou moins mélodieux, ce que celui qui avait parlé auparavant avait dit.

Monsieur l'Orateur, les contrats qui sont maintenant devant la Chambre sont des contrats dont le gouvernement est fier et dont il a raison d'être fier. Ce sont peut-être les contrats les plus avantageux qui aient été soumis à cette Législature depuis la Confédération.

Ce n'est pas, je le dirai maintenant, par la guerre déloyale que l'on fait au gouvernement

sous ce rapport — parce que, probablement, on n'a pas de reproche à lui faire sur sa politique générale — ce n'est pas en essayant d'égarer l'opinion publique en criant aussi fort que possible et en présentant amendement sur amendement et sous-amendement sur sous-amendement, ce n'est pas avec cette tactique que l'on fera comprendre à la province et au pays que les contrats qui sont devant nous sont de mauvais contrats. Ces contrats parlent par eux-mêmes et nous allons les étudier d'une manière impartiale en dégageant du débat les appels démagogiques de certaines gens qui crient très fort dans le but d'égarer l'opinion publique et de se refaire une popularité que leurs iniquités politiques leur ont fait perdre.

UNE VOIX: Très bien, très bien..

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Monsieur l'Orateur, on ne s'attaque pas aux contrats, directement: on paraît même feindre de ne pas savoir si c'est le gouvernement qui a acheté ou si ce sont les soeurs. Ainsi d'un côté, nous avons un amendement qui a été mis entre vos mains, dans lequel il est dit que c'est le gouvernement qui a acheté l'asile, et presque immédiatement après, un autre député s'est levé et a déposé un autre amendement, ou un autre sous-amendement en vertu duquel il dit que le gouvernement n'a pas acheté l'asile.

DES VOIX: Bravo! Bravo!

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Ces messieurs savent-ils bien ce qu'ils veulent, et savent-ils bien où ils veulent en venir.

Monsieur l'Orateur, je vais essayer de démontrer à la Chambre, en prenant le moins de temps que je pourrai, que les contrats qui ont été passés sont parfaits au point de vue de l'intérêt public; je vais essayer de démontrer qu'ils sont bons au point de vue légal; je vais essayer de prouver que le gouvernement, en préparant et en autorisant la passation de ces contrats, a agi avec prudence, avec sagesse et discernement, et, qu'en tout cela, nous n'avons eu en vue que l'intérêt de la province de Québec, sans égard pour aucune considération d'amitié privée, d'intérêt personnel, ou de faveur politique.

Dès notre arrivée au pouvoir, une des premières préoccupations du gouvernement et de celui qui fut alors appelé au secrétariat de la province a été cette question de l'asile de Beauport.

Je considère et je dois le dire immédiatement à la Chambre que dans mon humble opinion il était opportun et nécessaire de confier l'asile de Beauport à une communauté religieuse. En conséquence, je ne me lève pas dans ce moment-ci pour défendre les anciens propriétaires de l'asile de Beauport. J'ai eu à lutter contre eux dans cette affaire, et je suis ici, ce soir, pour leur dire à eux aussi bien qu'aux autres, ma façon de penser, comme je l'ai d'ailleurs déjà dite. Je considère que les laïcs ne sont pas dans leur rôle en tenant un asile d'aliénés; je crois qu'ils n'y sont pas à leur

place et que les propriétaires de l'asile n'avaient ni la mission, ni la vocation qu'il faut avoir pour prendre soin de ceux que la Providence, dans ses impénétrables décrets, a frappés de l'une des plus grandes infortunes humaines que l'on puisse connaître.

UNE VOIX: Très bien, très bien.

L'HONORABLE L-P. PELLETIER (Dorchester): Je vous avoue que je ne croyais pas qu'il était aussi difficile d'arriver à remplir le programme que le gouvernement s'était tracé, c'est-à-dire de tâcher de mettre l'asile de Beauport entre les mains d'une communauté religieuse. Je n'ai pas l'habitude de reculer devant les obstacles, et je n'ai pas reculé devant ceux qui se sont à chaque instant dressés devant moi dans cette affaire-ci, car j'ai appris à vaincre les difficultés qui paraissent insurmontables au premier abord: mais, après avoir réussi dans la tâche difficile que j'avais à accomplir, j'avais raison de m'attendre, s'il y avait eu un peu d'esprit public et un peu de générosité, au lieu de l'esprit de parti exclusif qui règne de l'autre côté de cette honorable Chambre, j'avais raison de m'attendre que je recevrais les félicitations de ces messieurs.

UNE VOIX: C'est du fanatisme pur.

L'HONORABLE L-P. PELLETIER (Dorchester): Au lieu de cela on nous fait une guerre déloyale et injuste, mais entre ces messieurs et nous, le peuple jugera et ce sera notre consolation ainsi que notre récompense.

Monsieur l'Orateur, le système d'affermage des aliénés en est un qui a provoqué dans la presse et de la part des spécialistes, de la part des médecins aliénistes, de longues et éloquentes discussions. J'ai déjà dit dans une autre circonstance que si j'étais un partisan du système d'affermage lorsqu'il s'agissait des communautés religieuses, j'y étais opposé lorsqu'il s'agissait des laïcs.

Le système d'affermage consiste à confier à certaines personnes ou compagnies à prix fixe par tête, la garde, le soin et l'entretien des aliénés. Ce système ne fonctionne bien, d'après l'expérience de tous ceux qui ont étudié cette question, que lorsqu'il est mis en pratique par des communautés religieuses. A part du Canada, dans toute l'Amérique du Nord, il n'y a que deux asiles où le système d'affermage est en force. C'est celui de "Mount Hope Retreat", à Baltimore, et celui de "Brattleborough" dans l'Etat du Vermont. Il n'y en a pas ailleurs. Ici dans la province de Québec, nous avons vu ce système en opération à l'asile de Saint-Jean-de-Dieu, et l'expérience que nous avons eue là nous a démontré qu'entre les mains des communautés religieuses, le système en question avait beaucoup de bon.

DES VOIX: C'est vrai.

L'HONORABLE L-P. PELLETIER (Dorchester): Quand je dis que je suis opposé au système

d'affermage et que le public doit être opposé au système d'affermage quand on contracte avec des laïques, je m'appuie sur une autorité qui me dispensera d'en citer bien d'autres, car je vais la chercher chez ceux-là mêmes qui étaient les propriétaires de l'asile de Beauport. Dans leur rapport pour l'année 1889, voici ce qu'ils nous disaient eux-mêmes:

"Il n'y a aucun doute que le système actuel suivi dans la province de Québec prête le flanc à des attaques. Nier ce fait serait méconnaître la nature même des choses. Le docteur Tuke a déjà sonné l'alarme et il a prétendu que le système de confier le soin des aliénés à des particuliers, à tant par tête, est un système essentiellement vicieux qui a pour conséquence, fatalement, inévitablement, d'enrichir ces particuliers aux dépens des infortunés dont ils ont la garde. En théorie nous admettons que ce système condamné par le docteur Tuke, mais encore suivi dans notre province, peut présenter quelques-uns des inconvénients que l'on signale".

Voilà ce qui est signé par eux en 1889, et ils avaient raison. Il est impossible de le nier, cependant, et je dois le dire — car je veux rendre ici justice à tout le monde — l'asile de Beauport était aussi bien tenu qu'un asile peut l'être par les laïcs qui veulent y réaliser des profits: en effet, il y avait à la tête de cet établissement un homme qui y a consacré tout son temps, toute sa droiture, toute son intelligence, tout son esprit chrétien, un homme qui méritait la confiance publique et qui a réussi à améliorer cet asile autant qu'il pouvait le faire dans les circonstances; je veux parler de monsieur le chevalier Clément Vincelette.

L'honorable député pour le comté de Québec (M. C. Fitzpatrick) a dit l'autre soir que, même dans les asiles tenus en vertu du système d'affermage par les laïcs, nous trouvons, à différentes reprises, des personnes qui font des visites, nous voyons les grands jurés qui font des rapports et qui nous disent que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes. Rien n'est plus vrai, mais ces témoignages donnés de bonne foi ne sont la plupart du temps que le résultat d'un examen superficiel et ils sont nécessairement erronnés. C'est le principe de la tenue d'un asile par des laïcs dans le seul but d'y réaliser des profits qui est mauvais et, comme le principe est mauvais, il fallait y apporter un remède pour le changer.

En effet la province, le pouvoir public, l'État est obligé d'avoir soin des malheureux, des déshérités; il est obligé d'avoir soin des aveugles qui n'ont pas leurs parents, de ceux dont l'infortune fut un jour si bien décrite par un de nos orateurs sacrés lorsqu'il nous disait combien le malheur de celui qui ne voit point doit être grand lorsque l'astre du jour se lève; nous sommes obligés de prendre soin des enfants orphelins, du malheur de ceux qui restent seuls dans le monde alors qu'ils sont infiniment petits et incapables encore d'affronter seuls les luttes et les dangers de la vie. Les pouvoirs publics se doivent aussi aux infirmes, aux vieillards abandonnés, aux repentis qu'ils consolent et qu'ils soutiennent.

Et puis ceux dont la bouche est muette et l'oreille fermée, ceux qui n'ont jamais pu entendre le chant d'une mère penchée sur un berceau — et qu'est-ce qu'on a entendu dans le monde quand on n'a pas entendu cela? — il y a encore envers eux des devoirs à remplir.

C'est au même titre, mais encore avec plus de dévouement peut-être que nous sommes obligés d'avoir soin de ceux qui sont privés de ces grands dons de Dieu, l'intelligence et la raison.

UNE VOIX: Très bien.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Et ce sont ces derniers dont nous avons voulu nous occuper — par devoir et par pitié — dans les contrats qui sont à l'étude.

L'Etat ne peut pas remplir efficacement par lui-même et directement les obligations morales dont je viens de parler.

Qu'est-ce qu'il y avait à faire alors? Il y avait à faire ce que j'ai eu déjà l'occasion de dire dans une autre circonstance.

Ce qui restait à faire, c'est ce que font tous ceux qui sont dans une position difficile dans le monde: se retourner vers l'Eglise.

Si vous étiez obligés tout à coup de partir pour un lointain voyage, soit pour remplir un devoir envers la patrie, soit pour vos affaires personnelles, et qu'il vous faudrait laisser derrière vous des personnes qui vous sont chères, des membres de votre famille qui seraient malades, infirmes ou incapables de vous suivre, si vous n'aviez aucun parent ou ami à qui vous pourriez commodément les confier, que feriez-vous? Vous n'iriez pas frapper à la porte de personnes qui vous sont étrangères de sentiments et de cœur, en demandant au médecin de votre famille de donner ses soins, en votre absence, à ceux que vous laissez ainsi derrière vous, vous iriez vers l'un de ces toits où l'hospitalité est cosmopolite et où des cœurs toujours chauds, parce qu'ils se vivent à une source toujours brillante, vous offriraient, par leur position, par leur caractère, des garanties que vous cherchez pour le bien, la sécurité et le bonheur de ceux que vous aimez. Vous iriez, en un mot, vers nos communautés religieuses.

Or, je me le demande, pourquoi ne pas faire dans l'ordre politique ce qui se fait dans l'ordre particulier? Pourquoi la province ne prendrait-elle pas, pour ses enfants malheureux et déshérités, les soins que prendraient d'eux leurs propres parents dans le sanctuaire plus intime de la famille? Cette politique n'est pas nouvelle; elle a été inaugurée, il y a plus de 20 ans, en vertu des anciennes traditions religieuses et politiques de cette province; elle est conforme à l'esprit chrétien, au sens commun et elle est basée sur les irrésistibles enseignements de l'expérience et de la raison.

Que nous disent cette expérience et cette raison? Que l'Eglise est, de toutes les institutions de ce monde, la seule qui puisse, par ses ordres religieux, apporter un remède parfaitement effica-

ce aux plus grandes misères humaines telles que l'aliénation mentale, la cécité, la surdi-mutité, la corruption de l'humanité par le jeune âge, etc. Pour venir au secours de ces grandes misères, les sociétés chrétiennes en ont, des siècles durant, confié le soin aux ordres religieux sous le contrôle maternel de l'Eglise. C'est en vertu de cette tradition, qui nous vient des peuples chrétiens, que, depuis 1872, nos petits vagabonds ont été confiés aux frères de la Charité, les filles coupables aux sœurs du Bon Pasteur, les aveugles aux sœurs Grises, les sourdes-muettes aux sœurs de la Providence, les sourds-muets aux clercs de Saint-Viateur et les aliénés aux sœurs de Charité de la Providence, à Montréal.

Il n'y avait plus qu'à Beauport où le soin des malheureux était confié à des laïcs, et nous avons voulu, après le grand témoignage de confiance que la province nous avait donné le 8 mars 1892, mettre le complément à cette oeuvre essentiellement conservatrice en confiant à une des communautés religieuses les plus dévouées et les plus admirables que nous ayons, le soin des infortunés qu'il y a là.

Nous nous sommes mis à l'oeuvre, mes collègues et moi. Nous étions fiers d'avoir l'occasion d'accomplir cette grande réforme et, dès avant la fin de la session qui a suivi les élections, nous avons commencé à travailler.

Je désire mettre devant la Chambre un exposé complet des faits, le récit des négociations et un aperçu de la correspondance; la Chambre me pardonnera sans doute si ce récit est un peu fastidieux et si les citations sont un peu longues.

UNE VOIX: Oui, oui, parlez.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Mais je suis convaincu que pour tous les esprits bien pensants, non pas pour ceux qui veulent condamner le gouvernement quand même — ceux-là, tous mes efforts seraient impuissants pour les convaincre — mais je donnerai satisfaction à ceux qui ont confiance dans le gouvernement et à ceux des membres de l'Opposition qui n'ont pas un bandeau sur les yeux pour ne pas voir.

La première lettre qui a été écrite à ce sujet est en date du 30 mai 1892. Elle se lit comme suit:

Aux propriétaires de l'asile de Beauport,

Messieurs,

Je suis chargé par l'honorable secrétaire provincial de vous dire que le gouvernement croit que le temps est venu de songer au fait que votre contrat doit expirer bientôt.

Le gouvernement désire réduire autant que possible les dépenses constamment croissantes de l'entretien des aliénés, et la question du renouvellement d'un contrat à un prix aussi élevé que le vôtre, sera, en outre des autres considérations qui se rattachent à cette affaire, une question bien importante à décider.

Comme vous avez plusieurs fois manifesté

votre intention de vendre votre propriété au gouvernement, l'honorable secrétaire de la province désire savoir si vous seriez prêt maintenant à avoir recours à une expertise au sujet de la valeur de l'asile, de ses dépendances et de tout ce qu'il contient.

Sans prendre aucun engagement soit au sujet de l'achat de l'asile ou de tout autre contrat qui pourrait être fait, le gouvernement considère qu'une expertise de ce genre serait opportune et qu'elle devrait être faite sous le plus court délai possible. Si vous agréiez à cette proposition, voulez-vous avoir l'obligeance de désigner au gouvernement le nom de la personne que vous désireriez voir agir comme votre expert; le gouvernement nommera ensuite le sien, et ces deux experts pourraient faire la nomination d'un troisième.

Si, cependant, il y avait moyen de s'entendre pour nommer un seul expert, la chose serait peut-être préférable. Le gouvernement paiera son expert, vous paierez le vôtre, et le troisième sera payé, moitié par le gouvernement et moitié par les propriétaires de l'asile. Les frais de l'expertise seront communs.

L'honorable secrétaire provincial espère que vous donnerez une réponse le plus tôt possible.

J'ai l'honneur d'être,  
Messieurs,

Votre obéissant serviteur,  
(Signé), Jos. Boivin,  
Asst. sec. provincial.

D'abord, M. l'Orateur, je dois dire immédiatement — et ceci s'adresse tout particulièrement à l'honorable député du comté de Québec (M. C. Fitzpatrick), qui a cru voir dans cette lettre une preuve que c'était le gouvernement qui avait acheté — que ce document ne peut être lu seul et isolément d'avec les autres. Et vous me permettez, du reste, d'attirer tantôt l'attention de la Chambre sur des documents subséquents qui font voir que cette lettre a été écrite après une entente entre le gouvernement et les soeurs de la Charité. Voici pour quelle raison. D'après le contrat de 1883 entre le gouvernement et les anciens propriétaires de l'asile de Beauport, le gouvernement avait le droit d'exproprier les anciens propriétaires en vertu d'une expertise comme celle dont il est question ici. Les soeurs de la Charité n'avaient pas ce droit là. Désirant mettre à exécution notre politique qui consistait à confier aux soeurs de la Charité le soin des asiles, nous nous sommes prévalus de cette clause du contrat pour demander l'expertise et, plus tard, nous avons mis dans le dossier des documents qui démontrent qu'en faisant cela nous agissions pour les soeurs, et que, circonstance importante, nous voulions nommer pour expert un homme non pas de notre choix, mais un homme du choix des soeurs.

DES VOIX: Bravo! Bravo!

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester):

La lettre que je viens de lire, M. l'Orateur, est restée sans réponse jusqu'au six juin, et, à cette date, j'ai reçu la lettre suivante:

Québec, le 6 juin 1892.

L'honorable L.-P. Pelletier  
Secrétaire de la province.

Monsieur le ministre,

L'expertise dont vous parlez dans votre lettre du 30 mai dernier, n'étant pas la conséquence de la détermination qu'aurait pu prendre le gouvernement d'acheter leur établissement et ne devant pas nécessairement conduire à cette conclusion, les propriétaires de l'asile d'aliénés de Québec croient qu'en justice et en équité on ne devrait pas leur demander de payer en commun avec le gouvernement les frais de telle expertise. Si le gouvernement, comme votre lettre le déclare, ne veut être aucunement lié par telle expertise, pourquoi les propriétaires de l'asile seraient-ils astreints, en tout état de cause, à payer des frais d'expertise même si cette dernière devait être sans résultat. Il y a là une question de justice que nous soumettrons au gouvernement avec l'espoir qu'elle sera réglée de manière à ne pas nous imposer, au moins dans le cas où nous n'arriverions pas à une vente, les frais d'une expertise qui aurait été parfaitement inutile.

Comme le gouvernement considère qu'une expertise au sujet de la valeur de l'asile, de ses dépendances et de tout ce qu'il contient, est chose opportune et devrait être faite sous le plus court délai possible, et en réponse à la demande qui nous est faite, si nous sommes prêts à y procéder de suite, de désigner au gouvernement le nom de la personne que nous désirons voir agir comme notre expert, nous avons l'honneur de vous suggérer le nom de M. J.F. Peachy, architecte.

Si nous nous arrêtons à ce nom c'est pour faciliter l'entente dont parle votre lettre et pour arriver avec le gouvernement à nommer un seul et même expert. En effet, en 1875, le gouvernement de M. de Boucherville et les propriétaires d'alors de l'asile s'entendirent sur ce même nom et M. Peachy fit une évaluation de l'asile à la satisfaction des deux parties.

Nous avons l'honneur d'être,  
Monsieur le ministre,

Vos humbles serviteurs.  
"Les propriétaires de l'asile d'aliénés de Québec",

Par: Ph. Landry.

Voici une raison mentionnée dans le dernier paragraphe de cette lettre, qui demande une explication. Monsieur de Boucherville était premier ministre lorsque cette lettre a été écrite. En 1875, monsieur de Boucherville était également premier ministre. Il y avait eu alors une expertise de faite pour l'asile de Beauport et l'expert choisi par le gouvernement avait été Monsieur Peachy. Si monsieur de Boucherville, comme chef du gouvernement en 1875, avait eu confiance en monsieur



Peachy, il devait, nous disait monsieur Landry, avoir également la même confiance en lui en 1892.

Nous n'avons pas voulu cependant accepter monsieur Peachy, non pas comme marque de non confiance — car je dois déclarer que monsieur Peachy est un homme qui jouit du respect, de l'estime générale, un homme qui, à Québec, a une réputation que personne n'a jamais essayé, ni osé attaquer — mais nous nous sommes dit ceci: M. Peachy a déjà fait une évaluation de l'asile de Beauport, évaluation bien faite, monsieur l'Orateur, évaluation qui avait été faite avec tous les détails et avec tous les chiffres et qui démontre une connaissance parfaite de la matière dont il s'occupait — mais M. Peachy avait déjà évalué l'asile de Beauport à au-delà de \$650,000. Nous nous sommes dit: nous ne prendrons pas pour expert du gouvernement, malgré que M. de Boucherville l'ait choisi en 1875, un homme qui a déjà évalué l'asile de Beauport à une somme d'au-delà de \$650,000. Nous avons, en conséquence, refusé l'offre de M. Landry. Du reste la Chambre va le voir.

DES VOIX: Bravo! Bravo!

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): L'honorable député de L'Islet (M. F.-G. M. Dechêne), qui n'est pas à son siège, et les autres députés qui se sont oubliés, qu'on me permette le mot, jusqu'au point de dire que le gouvernement avait des mignons dans la personne des anciens propriétaires de l'asile de Beauport — les honorables députés qui ont dit cela, n'ont pas lu la correspondance qui est devant la Chambre. Car, qu'est-ce qu'elle démontre cette correspondance? Elle démontre une lutte, depuis le commencement jusqu'à la fin, en faveur des soeurs de la Charité et contre les propriétaires. Et l'honorable député du comté de Québec (M. C. Fitzpatrick) a eu la justice de le dire à haute voix.

L'honorable député du comté de Québec a dit l'autre soir qu'à venir jusqu'à une certaine date, il y avait évidemment, dans la correspondance, la preuve que quelqu'un protégeait le Trésor public. J'ai pris note de ses paroles et elles étaient vraies. Il va voir maintenant que cette lutte pour protéger le Trésor public et les soeurs s'est continuée jusqu'à la fin.

Le 13 juin, je répondais à la lettre de M. Landry comme suit:

#### **Aux propriétaires de l'asile de Beauport**

Messieurs,

En réponse à votre lettre du 6 courant, l'honorable secrétaire provincial me charge de vous dire que le gouvernement croit que vous devriez payer la moitié des frais d'expertise. Le gouvernement, cependant, est prêt à payer seul ces frais d'expertise si vous voulez accepter un seul expert dont il aura le choix. Il serait impossible d'accepter monsieur Peachy comme seul expert parce que ce monsieur a déjà fait une expertise pour l'asile de Beauport. Le gouvernement espère que vous

voudrez bien vous rendre à ces conditions et donner une réponse à cette fin le plus tôt possible.

Si vous acceptez la nomination d'un seul expert comme la chose est très désirable, le gouvernement aura soin de choisir un homme qualifié sur tous les rapports pour rendre justice aux deux parties.

J'ai l'honneur d'être,  
Messieurs,

Votre obéissant serviteur,

(Signé): Jos. Boivin,  
Ass. sec. provincial.

Il y a une chose ici qui doit frapper tout esprit observateur et impartial. On nous dit que les propriétaires de l'asile avaient la tête dans le même bonnet que le gouvernement dans cette affaire-ci; que nous conspirons ensemble pour les enrichir. Si cela eut été vrai, les propriétaires auraient accepté cette suggestion de prendre un seul expert et de le choisir nous-mêmes car nous aurions alors choisi un homme qui aurait fait leur affaire. Nous leur disions: si vous voulez nommer un seul expert, nous allons accepter un homme parfaitement qualifié, mais ces messieurs, qui savaient prendre soin de leurs intérêts, n'ont pas voulu accepter la suggestion du gouvernement et ils ont dit: nous allons nommer notre propre expert.

Voilà comment, à l'origine, le gouvernement s'entendait avec les propriétaires de l'asile et conspirait avec eux.

DES VOIX: Bravo! Bravo!

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Vous verrez tantôt que l'homme que nous avons choisi ensuite ne leur a pas été si aisément favorable. Et cette fameuse conspiration qui n'existait pas à l'origine, elle a continué à ne pas exister. Des gens, que leur passé et leurs habitudes ont rendu très scrupuleux...

DES VOIX: Bravo! Bravo!

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): ... s'imaginent, jugeant l'honnêteté des autres par la leur, que le gouvernement, ayant affaire à des amis politiques comme l'étaient les propriétaires de l'asile de Beauport, n'a pas fait son devoir. Je leur donne ici un solennel et formel démenti et je les défie de porter une accusation directe ou de demander une enquête. Ils n'en auront pas le courage, mais ils feignent d'avoir des soupçons, soupçons injustes, soupçons démentis par la correspondance, soupçons démentis par les faits et démentis par tout l'exposé qui va être mis devant la Chambre et que la Chambre et la province vont juger.

Le 18 juin, M. Landry répond ce qui suit à ma lettre que je viens de lire:

Monsieur le ministre,  
Le gouvernement de la province de Québec

nous a demandé de lui désigner le nom de la personne que nous désirerions voir agir comme expert dans l'évaluation de l'asile d'aliénés de Québec. Nous avons acquiescé à cette demande.

Le gouvernement a manifesté de plus le désir d'arriver à une entente avec nous pour la nomination d'un seul et même expert.

Pour nous conformer à ce désir du gouvernement nous avons suggéré le nom de M. J.F. Peachy, architecte.

Vous nous répondez, qu'il serait impossible d'accepter M. Peachy comme tel expert parce que ce monsieur a déjà fait une expertise pour l'asile de Beauport.

Nous avons l'honneur d'attirer votre attention sur le fait que c'est pour le gouvernement et non pour l'asile de Beauport que M. Peachy a fait une expertise en 1875. Les propriétaires d'alors ont accepté le choix du gouvernement et c'est précisément parce que M. Peachy a été, dans le temps, le choix du gouvernement que les propriétaires d'aujourd'hui ont suggéré le nom de ce monsieur, persuadés que le gouvernement actuel ne pouvait pas récuser un choix que le gouvernement de M. de Boucherville avait lui-même fait en 1875.

Le désir d'une entente manifesté par le gouvernement ne pouvait trouver chez nous une disposition plus propice à sa réalisation immédiate que par le choix que nous avons fait de la personne qui a agi comme l'expert du gouvernement de M. de Boucherville en 1875.

Nous espérons avoir dissipé la fausse impression où vous pouviez être en croyant, comme votre lettre l'indique, que monsieur Peachy avait fait une expertise, pour l'asile de Beauport.

Quant à la question des frais, elle est réglée si nous arrivons à l'entente désirée. Que si nous ne pouvons nous entendre sur le choix d'un seul expert, nous maintenons respectueusement que l'expertise qui devra alors avoir lieu par trois experts, n'imposant au gouvernement aucune obligation quelconque vis-à-vis de nous, il serait souverainement injuste, si l'expertise n'est productive d'aucun résultat favorable, de nous forcer à supporter la moitié des frais qu'elle occasionnera.

Nous ne réclamons aucune faveur, mais nous aimerions à être traités suivant les notions les plus élémentaires de la justice, et nous espérons que le gouvernement en nous demandant de consentir à une expertise prouvera sa bonne foi en ne mettant pas à cette expertise des conditions telles qu'il nous faille de toute nécessité les refuser.

Nous avons l'honneur d'être,  
Monsieur le ministre

"Les propriétaires de l'asile d'aliénés  
de Québec",

Par: Ph. Landry.

Comme on le voit, M. Landry insistait énormément sur le fait que M. Peachy devait être nommé; il insistait aussi pour que le gouvernement payât seul les frais d'expertise, mais le gouvernement a **maintenu sa position. Le gouvernement a répondu que les propriétaires devaient payer une part d'ex-**

pertise, et c'était fort juste. Voici une expertise qui doit être faite dans le but d'arriver à la vente d'une propriété, et c'est le gouvernement qui aurait payé seul les frais d'expertise si les prétentions émises dans cette lettre avaient été acceptées! Le gouvernement n'a pas consenti à cela, comme il n'a pas consenti à la nomination de M. Peachy comme seul arbitre.

DES VOIX: Bravo! Bravo!

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester):

Le 21 juin, le gouvernement écrivait ce qui suit:

L'honorable sénateur Landry,  
Villa Mastai.

Monsieur,

Je suis chargé par l'honorable secrétaire de la province d'accuser réception de votre lettre du 18 courant, et, en réponse, de vous informer que le gouvernement, malgré les informations que vous lui avez transmises, ne croit pas devoir changer les propositions déjà faites.

Le choix de M. Peachy ne peut être accepté, car le gouvernement désire choisir lui-même l'architecte, dont il est question, vu qu'il consent, dans ce cas, à supporter seul les frais de l'expertise.

Si trois experts sont nommés, le gouvernement désire que ce soit à frais communs avec les propriétaires de l'asile.

L'honorable ministre me prie de vous informer que le gouvernement ne peut changer la teneur de ses propositions et espère que vous voudrez bien lui faire part aussitôt que possible de la décision que vous allez prendre à ce sujet.

J'ai l'honneur d'être,  
Monsieur,

Votre obéissant serviteur,  
Jos. Boivin,  
Assistant-secrétaire provincial.

Le 24 juin il n'y avait pas encore eu de réponse à cette lettre. Alors j'ai écrit ce jour-là à M. Landry, lui faisant part de mes regrets de ne pas avoir reçu de réponse à la lettre que le département avait écrite le 21 juin au sujet de l'expertise en question:

Monsieur,

Je suis chargé par l'honorable secrétaire de la province de vous faire part de son regret de n'avoir pas encore reçu de réponse à la lettre que le département a eu l'honneur de vous écrire le 21 du courant au sujet de l'expertise dont il a été question au sujet de l'asile de Beauport.

Votre, etc.

Jos. Boivin.  
Ass. sec. prov.

Le lendemain, 25 juin, M. Landry répondit ce qui suit:  
Villa Mastai

Québec 25 juin 1892.

L'honorable L.-P. Pelletier,  
secrétaire de la province.

Monsieur le ministre,

Puisque le gouvernement persiste dans son refus d'accepter M. Peachy comme seul expert, bien que le nom de ce monsieur ait été suggéré précisément parce que dans une autre occasion il avait été le choix du gouvernement de M. de Boucherville, les propriétaires de l'asile d'aliénés de Québec n'ont plus qu'à attendre qu'on leur communique le nom de l'expert que le gouvernement a décidé de se choisir.

Nous avons l'honneur d'être,  
Monsieur le ministre,

Vos humbles serviteurs.  
"Les propriétaires de l'asile d'aliénés de Québec".

(Sig.) par P. Landry.

Comme on le voit il était difficile d'obtenir une réponse catégorique. Alors j'ai cru que le temps était venu d'entrer dans la voie de la fermeté. C'est ce que j'ai fait par ma lettre du 27 juin qui se lit comme suit:

L'honorable sénateur Landry,  
Villa-Mastai,

Québec.

Monsieur,

Je suis chargé par l'honorable secrétaire de la province d'accuser réception de votre lettre en date du 25 juin courant, et de vous dire qu'il regrette qu'il soit si difficile d'en arriver à une solution au sujet de cette expertise. Le département désirerait avoir une réponse catégorique aux deux questions suivantes: 1. Les propriétaires de l'asile sont-ils prêts à consentir à la nomination d'un seul expert que le gouvernement choisirait à son gré et dont il paierait les frais? 2. Si les propriétaires de l'asile ne veulent pas accepter le choix que ferait le gouvernement d'un seul expert, sont-ils prêts à payer la moitié des frais de l'expertise pour le cas où il y en aurait trois de nommés, savoir, un par le gouvernement, un par les propriétaires de l'asile, et un troisième par les deux premiers, et en cas de désaccord entre les deux experts sur le choix du troisième par un juge de la Cour supérieure?

L'honorable secrétaire de la province croit qu'il y a déjà eu assez de correspondances d'échangées pour qu'il soit possible d'en arriver à une solution, sans plus de délai, vu qu'il s'agit d'une affaire pressante et qui devrait être réglée de suite.

J'ai l'honneur d'être,  
Monsieur,

Votre obéissant serviteur,  
(Sig.) Jos. Boivin,  
Ass. sec. prov.

Le 30 juin je recevais une lettre, que je ne lirai pas à la Chambre — je suis prêt à la lire, mais elle a dix pages de long — c'est un plaidoyer de la part de M. Landry, au nom des propriétaires de l'asile de Beauport, pour nous démontrer que nous

avons tort de ne pas consentir à sa demande; mais, finalement, entrant, dit-il, dans la voie des concessions, il accepte la proposition que nous avons faite.

Donc, nous avons gagné notre point: l'expertise était acceptée dans les conditions posées par nous, et nous écrivions aux soeurs, le même jour, la lettre suivante:

Département du secrétaire de la province.  
Québec, 30 juin 1892.

Madame la supérieure,  
Soeurs de la Charité, Québec.  
Révérende soeur,

Depuis que la session est terminée, nous avons eu des pourparlers au sujet de l'intention de vous confier le soin des aliénés de l'asile de Beauport. Je vous ai représenté que s'il y avait une expertise de faite pour évaluer les propriétés, je voudrais que cette expertise fût à vos frais. Vous comprendrez que le gouvernement en agissant de la sorte, travaille dans vos intérêts et qu'il n'est que juste que, si nous arrivons à une entente, les frais encourus seront à vos charges.

Je vous transmets copie de la lettre reçue de l'honorable M. Landry au nom des propriétaires de l'asile afin que vous en preniez connaissance, et je me permettrai de vous engager à approuver une expertise par trois personnes; je crois que cela donnera plus de satisfaction, et si le projet vous convient, vous voudrez bien ratifier d'avance ce que nous ferons dans vos intérêts et vous engager à payer les frais encourus par le gouvernement, au cas où ces procédures arriveraient à une entente satisfaisante avec votre institution.

Il est bien compris que si nous n'arrivons pas à cette entente satisfaisante, vous ne serez obligée à aucun frais.

J'ai l'honneur d'être,  
Révérende soeur,

Votre obéissant serviteur,  
Louis-P. Pelletier, secrétaire provincial

Le 2 juillet les soeurs ont répondu comme suit:

Hospice des soeurs de la Charité de Québec.  
Québec, 2 juillet 1892.

A l'honorable L.-P. Pelletier,  
Secrétaire provincial,  
Monsieur le ministre,

Dans votre lettre du 30 juin dernier, vous nous conseillez d'approuver une expertise par trois personnes, pour évaluer les propriétés de l'asile de Beauport dont il est question de faire l'acquisition.

Si les propriétaires actuels de cet asile acceptent l'expert nommé par le gouvernement, il nous semble que cet expert suffira; mais dans le cas contraire, notre communauté est disposée à accepter l'expertise par trois personnes, et ratifier d'avance ce que messieurs les ministres feront

dans cette circonstance, bien persuadées que, dans une affaire aussi importante, ces messieurs prendront l'intérêt d'une maison dont les biens sont la propriété des pauvres.

Nous nous engageons à payer les frais encourus pour cela par le gouvernement au cas où ces procédures arriveraient à une entente satisfaisante avec notre institution.

Mais il est bien compris que si nous n'arrivons pas à cette entente satisfaisante, nous ne serions obligées à aucun frais. Nous prenons la liberté de vous dire que nous désirons avoir, comme notre expert M. Simon Peters.

Nous avons l'honneur d'être,  
Monsieur le ministre,  
Vos très humbles servantes,

Soeur Sainte-Hélène, supérieure,  
Soeur Marie du Sacré-Coeur, asste.  
Soeur Sainte-Christine, mtesse des nov.  
Soeur Saint-Jean, dépositaire,  
Soeur Saint-Vincent de Paul, hospst.

Comme on le voit par cette lettre, les religieuses sont prêtes, elles, à s'en rapporter au gouvernement et elles ratifient d'avance ce que nous ferons pour elles. Cette confiance nous honorait: elle était bien placée et nous serions indignes d'être ici si nous n'avions pas été capables de nous élever à la hauteur à laquelle nous appelait ce précieux et touchant témoignage que nous donnaient ces humbles servantes de Dieu.

Nous avons alors passé un ordre en conseil, dont je désire donner communication:

COPIE du rapport d'un comité de l'honorable Conseil exécutif, en date du 6 juillet 1892, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 8 juillet 1892, concernant l'asile des aliénés de Beauport. No 372.

L'honorable secrétaire de la province, dans un mémoire en date du six juillet courant, (1892), expose: que le contrat entre les propriétaires de l'asile de Beauport expire dans quelques mois et qu'il est opportun de confier le soin des aliénés à une communauté religieuse.

Que la communauté des soeurs de la Charité de Québec s'est déclarée prête à se charger du soin des aliénés et à acheter ou à louer à cette fin, l'asile de Beauport et ses dépendances.

Qu'il importe de connaître approximativement la valeur du dit asile et de ses dépendances.

Que les propriétaires du dit asile ont consenti à cette fin à une expertise qui sera faite par un ou trois experts tel qu'expliqué plus bas.

Que les propriétaires du dit asile se sont déclarés prêts à payer les frais du troisième expert, s'il y en a trois de nommés, et si le troisième est nommé par les deux autres.

Qu'il est convenu que si les dits propriétaires acceptent la nomination de l'expert nommé par le gouvernement ils n'auront rien à payer pour les frais de l'expertise.

Que la dite communauté des soeurs de la Charité s'est engagée à payer tous les frais que fera le gouvernement pour la dite expertise s'il en résulte des conventions entre le gouvernement

et les soeurs de la Charité au sujet du dit asile et qu'elles demandent de nommer pour leur expert monsieur Simon Peters.

En conséquence, l'honorable secrétaire recommande que M. Simon Peters soit nommé expert pour représenter le gouvernement de la province de Québec pour la dite expertise.

Que la nomination du dit Peters soit communiquée aux propriétaires du dit asile pour qu'ils fassent connaître s'ils acceptent le dit Peters comme expert, sinon qu'ils choisissent le leur sous le plus court délai possible, et que les dits deux experts en nomment un troisième, et à défaut par les dits deux experts de s'entendre dans le délai qui sera fixé par l'honorable secrétaire sur la nomination d'un troisième expert, par requête présentée à un juge de la Cour supérieure en Chambre.

La dite expertise devant être terminée le ou avant le quinze août prochain.

Certifié:

Gustave Grenier,  
Greffier Conseil exécutif.

J'attire l'attention de la Chambre sur cette date du 15 août; elle sera importante tantôt.

Le 11 juillet, l'ordre en conseil a été adressé aux propriétaires de l'asile. Le 16, M. Landry écrit pour signaler une erreur cléricale qui s'était glissée dans l'ordre en conseil, où les mots "payer les frais des experts" avaient été mis au lieu de "payer les frais de leur expert".

Je lui ai répondu le 18: "Ne vous occupez pas de cela; la présente lettre fera foi que ce n'est qu'une erreur cléricale, mais nommez votre expert."

Le 20, je reçus une lettre par laquelle M. Landry et les autres propriétaires nommaient M. Peachy comme leur expert, le même M. Peachy qu'ils avaient voulu faire accepter au gouvernement comme le seul expert.

DES VOIX: Bravo! Bravo!

L'HONORABLE L-P. PELLETIER (Dorchester): Le 20, le même jour, les deux experts sont notifiés par le gouvernement; le 26, les experts ont accepté et nommé M. Berlinguet comme tiers expert.

Le 9 septembre, l'expertise n'est pas encore terminée, malgré que l'ordre en conseil ait fixé la limite, pour la terminer au 15 août.

Alors, après m'être plaint fréquemment et n'avoir pas réussi à avoir leur rapport, j'ai écrit une lettre officielle dans laquelle j'attire l'attention des experts sur le fait que l'ordre en conseil fixait le délai pour terminer l'expertise au 15 août, et je leur demandais pourquoi l'expertise n'était pas finie.

Enfin, le 16 septembre, nous avons eu le rapport de la majorité des experts, c'est-à-dire de M. Berlinguet et M. Peachy, fixant la valeur de l'asile à \$707,025 pour la valeur qu'ils appellent commerciale, et à \$607,698 pour ce qu'ils appellent la valeur intrinsèque de l'asile, et le 21, quelques jours après, nous avons eu le rapport de

M. Peters qui fixait la valeur de la propriété à \$311,782.65.

Voilà quel avait été le résultat de l'ouvrage fait jusqu'alors.

Ici je m'arrête et je pose une question: l'on a insinué dans cette Chambre, et l'on a dit dans certains journaux beaucoup plus encore qu'on a eu le courage de l'insinuer devant la Chambre — car dans certains journaux, surtout parmi ceux qui sont rédigés par des personnes qui n'ont pas de responsabilité, qui sont rédigés quelquefois par des membres de cette Chambre, qui n'ont pas le courage de signer ce qu'ils écrivent et qui n'ont pas eu le courage de répéter ici ce qu'ils écrivaient dans ces journaux — ...

DES VOIX: Bravo! Bravo!

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): ... on a insinué dis-je, que le gouvernement avait fait de son mieux pour favoriser les propriétaires de l'asile. Eh bien, Monsieur, je vous pose la question: Si nous voulions tant favoriser les propriétaires de l'asile, n'était-ce pas le temps, après le rapport des experts?

Il y avait un statut qui nous autorisait à acheter l'asile. Ne pouvions-nous pas en profiter?

L'on a parlé de notre expert, et l'on a dit: mais le gouvernement a demandé, ou a forcé même les soeurs de la Charité à payer plus que le chiffre qui était mentionné dans le rapport de leur propre expert.

Monsieur l'Orateur, il faut que ça soit en politique, il faut que ça soit en Chambre, pour que des gens sérieux viennent dire des choses comme celles-là, des choses qu'on ne dirait pas devant aucun tribunal sérieux.

Notre expert!!! Mais notre expert ce n'était qu'un. Il y en avait deux à part cela; et dans n'importe quel arbitrage, n'importe quelle affaire où il s'agit d'une expertise, lorsque chaque partie nomme un expert et que les deux experts en choisissent un troisième, est-ce que, lorsque l'expertise est finie, celui qui se trouve en minorité va pouvoir dire: c'est vrai que je suis en minorité, mais mon expert est avec moi et je me moque de la majorité? Ce serait un principe nouveau, absolument nouveau.

DES VOIX: Très bien, très bien.

M. C. FITZPATRICK (Québec-Comté): L'honorable secrétaire (l'honorable L.-P. Pelletier) doit savoir que, en fait d'expertise, lorsque les experts font rapport au tribunal, le tribunal n'est pas lié par le rapport des experts.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): J'admets cela comme principe de droit, c'est parfaitement vrai. Mais si le rapport de la majorité n'est pas attaqué par la partie adverse pour démontrer qu'il y a eu fraude, ignorance grossière, ou quelque raison de ce genre pour mettre de côté le rapport, le tribunal suivra la majorité des experts.

M. C. FITZPATRICK (Québec-Comté): Jamais!

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Le contraire, toujours.

UNE VOIX: Certainement, c'est évident.

M. C. FITZPATRICK (Québec-Comté): Si vous voulez me permettre, il y a cette différence: lorsqu'il s'agit d'une expertise, les experts sont des gens qui témoignent devant la cour, et la cour prend le témoignage des experts et l'analyse absolument de la même manière qu'elle le ferait pour un témoignage ordinaire. Lorsqu'il s'agit d'une expertise entre deux parties, le rapport des experts ne lie pas la cour. Dans le cas d'un bornage, par exemple, est-ce que le rapport des experts lie la cour? Constamment on voit les cours les mettre de côté. Quand il s'agit d'un arbitrage par exemple. Ce n'est pas la même chose.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Le principe est indiscutable, mais il n'est jamais arrivé — et ça n'arrivera jamais non plus — qu'un tribunal écarte le rapport de la majorité s'il est régulier, légal et logique, poursuivre le rapport de la minorité. Autrement une expertise serait une farce. Ces choses-là sont élémentaires et il n'est pas nécessaire d'être avocat pour les comprendre. Donc, on ne peut pas être sérieux quand on vient dire devant la Chambre que nous devons suivre le rapport de notre expert, ce n'est pas l'honorable député qui a dit cela, il a parlé sérieusement, lui, mais je parle de ceux qui ont fait des discours ici pour servir non pas une discussion sérieuse, mais simplement pour tâcher de jeter des embarras inutiles sur les pas du gouvernement; pourtant, ils devraient savoir, par leur expérience, qu'ils ne réussiraient pas par ces petits moyens.

DES VOIX: Bravo! bravo!

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Du moment qu'il y avait deux experts présentant un rapport motivé, un rapport qui, à sa face même, était un rapport acceptable, je dis que tout se prêtait, à cette époque, si le gouvernement avait eu réellement, comme on l'a dit, la tête dans le même bonnet que les propriétaires de l'asile de Beauport, que tout se prêtait, dis-je, à ce que nous les favorisions.

Voici un jugement qui est rendu et rendu par deux citoyens dont l'un, M. Peachy, est un homme parfaitement honorable, parfaitement respectable, et dont l'autre, M. Berlinguet, est aussi un homme de grandes connaissances et de grande expérience.

Nous pouvions dire: M. Peachy est un conservateur, mais M. Berlinguet est un libéral et il était l'architecte préféré et choisi par nos adversaires politiques, lorsqu'ils étaient au pouvoir; le jugement de ces deux architectes nous protège, passons le contrat avec les propriétaires à ce prix-là, et nous allons aller devant la Chambre et nous dirons à la Chambre: nous avons eu le rapport de

la majorité contre nous et nous avons dû conclure dans ces conditions-là.

Nous pouvions faire cela facilement, si nous n'avions pas voulu regarder plus loin, et ne pas chercher à protéger davantage les soeurs de la Charité et le public.

DES VOIX: Très bien.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): L'Electeur lui-même, l'organe des messieurs de l'autre côté de la Chambre, avait dit, à une date que je ne me rappelle pas, — je l'ai ici et je puis la donner — que le gouvernement allait payer l'asile \$1,200,000. Eh bien, si nous avions voulu agir comme ces messieurs le prétendent, si nous avions été capables de faire ce qu'ils insinuent contre nous, nous aurions pu dire: nous avons la majorité des experts contre nous, et cependant nous n'avons payé que la moitié de ce que l'Electeur disait que nous devions payer; nous ~~avons donc~~ gagné \$600,000 sur les prévisions de l'organe libéral. Le courant était dans ce sens-là et nous n'avions qu'à le laisser faire. D'un autre côté les propriétaires de l'asile étaient des amis politiques, et, je dois le dire, l'un d'eux surtout est un homme qui a payé de sa personne dans les luttes du Parti conservateur. Or ces amis, ces partisans dévoués se présentaient devant nous avec le rapport de la majorité des experts, et ils nous disaient: rendez-nous justice; vous avec le rapport de deux hommes respectables, intelligents et capables; ce rapport est en notre faveur. Pourquoi ne pas le suivre? Pourquoi nous traitez-vous plus durement que si nous étions des adversaires politiques?

Voilà ce que nous avons devant nous. Que de gouvernements, que de ministres libéraux auraient cédé! C'était la voie facile, mais ce n'était pas la voie du devoir rigide et absolu qui est la nôtre et nous n'avons pas voulu la suivre.

Je pouvais bien dire comme secrétaire de la province: Qu'est-ce que je connais, moi, de la valeur de l'asile? Je pouvais bien dire: je me fie au rapport des experts qui doivent s'y connaître, rapport bien motivé et bien préparé. Cependant, j'ai cru que ce rapport ne pouvait pas être accepté. J'ai cru que c'était un devoir public de ne pas l'accepter et je me suis rangé contre la majorité des experts et contre les propriétaires de l'asile pour combattre leur estimation, et j'ai réussi, comme on va le voir tantôt, à gagner \$180,000 sur leur évaluation.

Et l'on vient, après cela, nous dire que nous avons joué le jeu des propriétaires de l'asile! Je dis que ça n'a pas de bon sens, que c'est injuste, inique et méchant. J'ajouterais même, si c'était parlementaire, que c'est ignoble et bien digne de ceux que je vois siéger ici pour calomnier de propos délibéré.

DES VOIX DE L'OPPOSITION: A l'ordre!

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Je continue mon récit. Cette manière d'agir de

nôtre part ne faisait pas l'affaire des propriétaires, et c'est alors qu'a commencé la lutte. Je conseillai aux soeurs l'énergie et la résistance, leur promettant le succès final.

DES VOIX: Bravo! Bravo!

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Je suis allé trouver les soeurs et je leur ai dit: ne payez pas ce prix-là. Qu'on aille le leur demander: elles sont là et elles sont pleines de vie, comme le savent certains journalistes qui sont allés tourmenter la dépositaire des soeurs de la Charité pour obtenir d'elle des déclarations fausses afin de s'en servir dans les journaux, qui sont allés lui demander aujourd'hui même, cet après-midi...

DES VOIX: Bravo! Bravo!

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): ... qui sont allés lui demander de déclarer qu'elles avaient été forcées à faire ce marché-là et qui n'ont pas été mis à la porte parce que les religieuses sont trop bonnes pour mettre des intrus comme ceux-là à leur place.

J'ai dit aux religieuses: je considère que le prix est trop élevé; je considère que vous ne pourrez pas réussir en prenant des malades à \$100 par tête, à arriver avec ce prix-là.

La lutte a commencé là et, M. l'Orateur, elle a commencé bonne.

Le dossier officiel parle d'un procès qu'il y a eu devant l'officialité. Là encore, M. l'Orateur — et ceci est rendu public par la correspondance que les honorables députés ont pu lire — les soeurs ont été obligées d'aller répondre devant l'ordinaire de leur diocèse du fait qu'elles étaient prêtes à se charger du soin des aliénés de l'asile de Beauport! On a demandé à mgr Bégin de condamner les soeurs parce qu'elles voulaient faire un contrat avec le gouvernement, qui était préjudiciable aux anciens propriétaires et qui, disaient-ils, lésait leurs droits et prétentions légitimes.

Allez demander à l'honorable sénateur Landry s'il se doute quel est celui qui a soutenu les soeurs devant l'officialité, quel est celui qui a fait et préparé leurs plaidoiries pour le tribunal diocésain, quel est celui qui y a gagné la cause pour les soeurs!

Allez lui demander cela. Allez lui demander aussi quel est celui qui a aidé les soeurs dans la correspondance qu'il y a eu, correspondance longue et épique entre les propriétaires de l'asile et les soeurs de la Charité. Allez lui demander s'il se doute quel est celui qui a aidé aux soeurs dans toute cette transaction et dans toute cette bataille qui s'est faite et qui s'est terminée par le paiement du prix que les soeurs étaient, dès l'origine, prêtes à payer.

UNE VOIX: Oh! Oh! que dites-vous là?

M. H. MERCIER (Bonaventure): Dois-je comprendre que l'honorable secrétaire de la province affirme que les soeurs étaient dès l'origine prêtes à payer \$425,000?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester):  
Oui je l'affirme et avant que je reprenne mon siège, j'en aurai donné une preuve éclatante.

Pendant que la lutte se poursuivait devant l'officialité, pendant qu'un procès régulier s'ins- truisait devant mgr Bégin, pendant que la corres- pondance se faisait entre les propriétaires de l'asile et les soeurs, nous avons dit aux pro- priétaires de l'asile et aux soeurs de la Charité: tout ce que le gouvernement veut, c'est que les soeurs entrent à l'asile de Beauport pour y avoir soin des malades; quant au prix, le prix que les soeurs seront prêtes à payer et le prix pour lequel les propriétaires de l'asile de Beauport seront prêts à vendre, voilà le prix que le gouvernement est prêt à ratifier.

D'un côté, nous ne voulions pas sacrifier les propriétaires de l'asile de Beauport et de l'autre côté, nous ne voulions pas non plus sacrifier les intérêts des religieuses. Entendez-vous sur un prix, disions-nous, venez nous dire que vous vous êtes entendus et nous serons satisfaits.

DES VOIX: Bravo! Bravo!

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester):  
Voilà la position prise par nous dès l'origine. Cependant les négociations traînaient en longueur et ça devenait fatigant; c'est alors que nous avons décidé, le 29 octobre, d'écrire et aux soeurs et aux propriétaires, la lettre dont l'honorable député de L'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne) a fait un si grand cas et qu'on a citée devant cette Chambre comme étant une preuve que le gouvernement voulait forcer les soeurs à payer plus cher qu'elles ne devraient payer.

La lettre envoyée aux propriétaires de l'asile de Beauport, ce jour-là contenait une copie de la lettre envoyée aux soeurs de la Charité le même jour et, vice versa, la lettre envoyée aux soeurs (contenait) une copie de la lettre envoyée aux propriétaires de l'asile.

Je vais les lire, ces lettres, et on va voir ce qui restera de l'argument de l'honorable député de L'Islet, lorsqu'il s'escrimait de son mieux pour prouver qu'on disait aux soeurs de payer le plus possible aux propriétaires de l'asile.

Voici la lettre que nous écrivions aux proprié- taires, le 29 octobre. Les affaires ne marchaient pas, et nous voulions, par cette lettre, tâcher d'en arriver à une solution:

Département du secrétaire de la province.  
Québec, 29 octobre 1893.

Les propriétaires de l'asile de Beauport, Québec.

Messieurs.

Je suis chargé par l'honorable secrétaire de la province, de vous prier de vouloir bien nous infor- mer si vous en êtes arrivés à une entente avec les soeurs de la Charité au sujet de la vente de l'asile, de ses dépendances et de tout ce qu'il contient.

Comme il importe que cette affaire soit termi- née avant la session, nous aimerions à savoir officiellement où vous en êtes et s'il y a aucune possibilité d'en arriver à une entente.

S'il n'y a rien de fait, voulez-vous avoir la bonté de nous dire ce qui en est, quelle différence de prix il y a entre vous et quels sont les points sur lesquels vous ne vous entendez pas.

Il serait opportun aussi que vous produisiez un mémoire contenant un exposé succinct, mais complet: 1. de vos vues et de vos prétentions sur toute la question; 2. des dettes hypothécaires non acquittées (en tout ou en partie) affectant votre propriété; 3. du prix final et définitif (le plus bas possible) auquel vous consentiriez à vendre; 4. des conditions de paiement (en détail) que vous accepteriez; 5. le montant pour lequel les proprié- tés sont actuellement assurées avec indication du nom de chaque compagnie et au montant que couvre chaque police; 6. les certificats d'évalua- tion municipale de votre propriété (le coût de ces certificats devant être remboursé par le départe- ment).

Veuillez donc avoir la bonté de nous dire aussi si pour le prix que vous demanderez vous serez prêts à donner possession de suite et renoncer en conséquence aux quelques mois qui ne sont pas expirés.

Si vous préféreriez louer votre propriété plutôt que de la vendre, à quelles conditions louereriez- vous? Voulez-vous nous dire aussi, pour le cas où votre prix serait considéré trop élevé, si vous consentiriez à louer et à quelles conditions. Si vous ne louez que les immeubles, à quelles condi- tions vendriez-vous les meubles, et si vous louez le tout, à quelles conditions.

Veuillez donc nous dire aussi quel prix par année et par tête vous demanderiez par malade s'il venait à être question de faire un nouveau contrat avec les propriétaires actuels. Dans ce dernier cas, accepteriez-vous un contrat dans lequel: 1. le traitement des aliénés se ferait suivant ce que déciderait le lieutenant-gouverneur en conseil; 2. il n'y aurait pas un minimum de patients de plus de 600; 3. l'entrée et la sortie temporaires ou défini- tives des malades seraient exclusivement réservées au gouvernement et à des médecins nommés par lui.

Vu que la question de l'asile de Beauport occupera probablement d'une manière spéciale la séance du Conseil exécutif qui doit avoir lieu vendredi prochain, veuillez donc, s'il vous plaît, transmettre le mémoire en question au plus tard jeudi soir.

J'écris en même temps aux révérendes soeurs de la Charité et je leur adresse une copie de la présente. Je vous inclus aussi une copie de la lettre que je leur envoie.

Dans le mémoire qui vous est demandé, vous pourrez ajouter tout autre renseignement ou sug- gestion que nous ne demandons pas par les pré- sentes, mais qui, dans votre opinion, pourrait nous aider au règlement de cette question.

J'ai l'honneur d'être.  
Messieurs.

Votre obéissant serviteur.  
(Signé) Jos. Boivin.  
Assistant-secrétaire.

Voici maintenant la lettre écrite le même jour aux religieuses:

Département du secrétaire de la province.  
Québec, 29 octobre 1892.  
Les révérendes soeurs de la Charité, Québec.

Mesdames,

Je suis chargé par l'honorable secrétaire de la province, de vous prier de vouloir bien nous informer si vous en êtes arrivées à une entente avec les propriétaires de l'asile.

Comme il importe que cette affaire soit terminée avant la session, nous aimerions à savoir officiellement où vous en êtes et s'il y a aucune possibilité d'une entente entre vous.

S'il n'y a rien de fait, veuillez avoir la bonté de nous dire ce qui en est, quelle différence de prix il y a entre vous et quels sont les points sur lesquels vous ne vous entendez pas.

M serait opportun aussi que vous produisiez un mémoire contenant un exposé succinct, mais complet: 1o de vos vues et de vos intentions sur toute la question: 2o du prix final et définitif (le plus haut possible de manière à rendre justice aux propriétaires) que vous seriez prêtes à payer; 3o du taux d'intérêt que comporte votre offre.

Vous voudrez expliquer aussi: 1o si le prix que vous mentionnez serait différent au cas où vous auriez possession immédiate ou seulement au mois de mai prochain; 2o si vous préférez louer toute la propriété, meubles et immeubles et alors quel loyer vous donneriez; 3o si vous ne louez que les immeubles, quel loyer donneriez-vous, et, en ce cas, si vous achèteriez les meubles et pour quel prix.

Au cas d'un loyer, veuillez distinguer, quant au prix, entre celui que vous donneriez, si vous vous chargiez de toutes les réparations, et quelle différence il y aurait si vous ne faisiez que les réparations de locataires.

Vous avez offert au gouvernement de vous charger des aliénés moyennant une somme de cent piastres par tête. Voulez-vous, dans le mémoire en question, nous dire: 1o quel contrat vous accepteriez au point de vue du traitement des malades, de leur entrée et de leur sortie temporaire ou définitive, de leur confort et agrément; 2o si vous aurez un local autre que celui de Beauport où vous pourriez loger des malades à la satisfaction du gouvernement, et tout ce que vous vous proposez de faire à ce sujet.

Vous voudrez bien donner sur ce dernier point des explications complètes et détaillées.

Vu que la question de l'asile de Beauport occupera probablement d'une manière spéciale la séance du Conseil exécutif qui doit avoir lieu vendredi prochain, veuillez donc, s'il vous plaît, transmettre le mémoire en question au plus tard jeudi soir.

J'écris en même temps aux propriétaires de l'asile et je leur adresse une copie de la présente. Je vous inclus aussi une copie de la lettre que je leur envoie.

Dans le mémoire qui vous est demandé, vous pourrez ajouter tout autre renseignement ou sug-

gestion que nous ne demandons pas par tes présentes, mais qui, dans votre opinion, pourrait aider au règlement de cette affaire.

J'ai l'honneur d'être,  
Votre bien dévoué,

(Signé) Jos. Boivin

(Signé) Ls-P.P.  
Assistant-secrétaire.

Ainsi, M. l'Orateur, j'écrivais à M. Landry de fixer son prix le plus bas possible, et, en même temps, j'écrivais aux soeurs de fixer leur prix le plus haut possible, de manière à ce qu'ils se rencontrent.

On constate ici la duplicité de ces messieurs de la gauche. Ils lisent la lettre adressée aux soeurs dans laquelle je leur dis: offrez le plus haut prix possible, et on fait silence sur la lettre par laquelle je dis aux propriétaires de l'asile: demandez le plus bas prix possible.

C'est une injustice que l'on commet. C'est avec ces moyens-là qu'on tâche d'égarer l'opinion publique.

L'honorable député de Huntingdon (M. G.W. Stephens) a dit avec indignation: vous avez pris les soeurs à la gorge pour leur faire payer le prix le plus élevé possible aux propriétaires. Ces lettres-ci prouvent directement le contraire.

Si d'un côté, nous écrivions aux soeurs offrez le plus haut prix possible, nous disions, d'un autre côté, aux propriétaires de l'asile, nous vous prions de demander le plus bas prix possible.

Dans la lettre du 29 octobre, dans laquelle nous disions aux soeurs, mettez le plus haut prix possible, il y avait en même temps une copie de la lettre que j'adressais à M. Landry, dans laquelle nous disions, mettez le plus bas prix possible.

Eh bien, M. l'Orateur, pensez-vous qu'après cela le député de L'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne) va être convaincu? Non. Vous verrez que cet argument durera encore; et, sur les hustings, il essaiera de capter la confiance publique, avec ces moyens-là. S'ils sont dignes de la députation et de la province, je laisse à la Chambre d'en juger.

DES VOIX: Bravo! Bravo!

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): On aura occasion de discuter cela plus tard, devant le peuple.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Oui, mais vous ferez là comme ici de la démagogie en pure perte.

En réponse à ma lettre du 29 octobre, j'ai reçu des soeurs la lettre dont on fait un si grand étalage devant la Chambre, c'est-à-dire la réponse du 31 octobre qui est le no 23 des documents imprimés qui a été distribué aux députés. Ce document a été provoqué de point en point par la lettre écrite du département le 29 octobre. Chacune des choses qui y sont mentionnées est en réponse à la lettre écrite par le département.

Quant aux propriétaires de l'asile de Beauport, au lieu de répondre à ma lettre, ils cessent



toute correspondance avec moi, Ils écrivent à l'honorable M. de Boucherville et ils envoient la réponse, non pas à Québec, mais à Boucherville. Dans cette lettre qu'ils envoient à M. de Boucherville, il ny a pas de réponse aux questions catégoriques qui leur étaient posées par moi, et moi. ils m'invitent, vu qu'ils ont commencé par correspondre avec M. de Boucherville, qui est le chef du gouvernement, à bien vouloir leur permettre de continuer, et à ne pas les interrompre dans leur travail.

Comme vous voyez, la conspiration entre les propriétaires de l'asile de Beauport et moi. continuait toujours.

M. de Boucherville, ayant reçu la lettre en question la renvoyée au département où elle aurait d'abord dû être reçue, et c'est moi qui y ai répondu. J y ai répondu par la lettre du 7 novembre.

J'ai écrit deux lettres ce jour-là. J'en ai écrit une pour mon compte, et j'en a écrit une pour accuser réception de la lettre écrite à M. de Boucherville.

Le premier ministre a cru, et c'était peut-être un acte de déférence, que la correspondance ayant commencé avec moi, les propriétaires n'avaient pas raison de l'interrompre pour s'adresser à lui.

Voici ces deux lettres:

Messieurs les propriétaires de l'asile de Beauport, Québec.

Messieurs,

J'accuse réception de votre lettre en date du trois novembre courant, dans laquelle vous me dites que vous ne trouvez pas opportun de répondre à la lettre de ce département qui vous a été écrite le 29 octobre et qui a été remise le même jour par un messenger spécial à madame Roy.

Vous dites que dès avant la réception de la lettre du 29 octobre, vous aviez préparé et envoyé à l'honorable premier ministre une lettre qui, dans votre opinion, suffisait pour vous dispenser de répondre à celle du 29 octobre. Or nous avons la preuve que cette lettre, que vous dites avoir envoyée avant le 29, n'a été expédiée de Québec que le 31 et qu'elle n'est parvenue à Boucherville que le 1er novembre.

En outre, votre réponse au premier ministre, pour une séance du Conseil qui devait avoir lieu à huit heures p.m., le 28 au soir, est loin d'être sérieuse puisque vous avez été avertis à 7 heures du soir ce jour-là: 1° que cette séance n'aurait pas lieu; 2° que les soeurs ne pouvant pas accepter la suggestion faite dans l'après-midi, il était inutile pour vous de vous en occuper davantage.

Vous n'êtes pas obligés de nous fournir les réponses demandées, mais de notre côté nous pouvons, à la rigueur, nous en passer et je suis chargé de vous avertir qu'il est inutile pour vous de compter sur des délais indéfinis. Cette question doit être réglée avant l'expiration de votre contrat, et le gouvernement actuel ne rencontrera même pas les Chambres avant de l'avoir réglée.

Si vous aviez bien voulu nous donner, comme les soeurs l'ont fait, des réponses claires, catégoriques et précises à ce que je vous ai demandé, cette réponse nous aurait probablement aidés beaucoup à amener un règlement de la question.

Puisque vous refusez, vous voudrez bien, si vous désirez vendre votre asile, transiger directement, à l'avenir, avec les soeurs.

Si vous en arrivez à une entente d'ici à quelques jours, vous pourriez, si vous le voulez bien, en faire rapport au secrétariat de la province.

Le premier ministre et moi nous croyons avoir épuisé tous les moyens de conciliation et de médiation possible.

Votre bien dévoué,

Louis-P. Pelletier.  
Sec. prov.

Québec, 7 novembre 1893.

Messieurs les propriétaires de l'asile de Beauport,

Messieurs,

L'honorable premier ministre a transmis à ce département votre lettre en date du 28 octobre par laquelle vous offrez de vendre l'asile au gouvernement pour un prix de cinq cent mille piastres.

Vous dites dans ce document que je vous ai offert quatre cent cinquante mille piastres pour votre asile. Vous aviez déjà dit antérieurement que je vous avais offert quatre cent mille. J'ai déjà pris la peine d'expliquer cette prétendue offre de quatre cent mille piastres et je suis maintenant obligé de vous dire, de crainte que vous n'interprétiez mon silence comme assentiment, que je n'ai jamais rien offert et que j'ai simplement dans toute circonstance essayé de tâcher d'effectuer une entente et un compromis entre vous et les soeurs. Pour cela, il me fallait savoir ce que vous étiez prêts à accepter et vous n'aviez jamais voulu me le dire.

Je ne puis m'empêcher de regretter que vous vous efforciez sans cesse de donner à mes actes et à mes paroles une interprétation qui est de nature à me faire croire que loin de vouloir régler cette difficulté vous désiriez la prolonger.

Quant à votre offre de vendre l'asile pour cinq cent mille piastres, il aurait été plus régulier de la faire aux soeurs.

Le gouvernement n'a pas l'intention d'exercer aucune pression sur les soeurs pour leur faire payer ces prix ni aucune autre.

Votre etc.,

Louis-P. Pelletier,  
Secrétaire provincial.

Je puis me tromper, mais lorsque j'ai écrit à M. Landry que la lettre, qu'il me disait avoir été écrite le 29, avait été mise à la poste le 31, je l'ai dit parce que M. de Boucherville m'avait rapporté l'enveloppe et que le timbre du bureau de poste le constatait. Et cette enveloppe se trouve encore au dossier.

Les lettres que je viens de lire sont éloquentes et détruisent de fond en comble plusieurs des arguments favoris de l'Opposition; ces lettres suggèrent aussi la question suivante: comment se fait-il que l'homme avec lequel je conspirais rompe avec moi lorsqu'il se sent serré de trop près et qu'il s'adresse au premier ministre?

M. Landry m'a répondu et m'a dit qu'il prenait exception, d'une manière très formelle, à ce que je disais dans ma lettre; même il se plaignait dans des termes très amers de ce qu'il considérait être un déni de justice. Cette lettre est longue de douze pages, elle est excessivement acerbe et elle contient des passages comme celui-ci:

"Quand même cela serait, votre propre témoignage ne vous dit-il pas, votre propre conscience ne vous crie-t-elle pas que vous commettez à notre égard la plus grave injustice".

N'est-ce pas que l'entente entre les conspirateurs allait bien? Ceci nous amène au 14 novembre.

A cette époque, deux de nos collègues sont partis pour l'Europe. Nous ne voulions pas prendre une décision d'une aussi grave importance en leur absence et avant qu'ils fussent de retour. Plus tard, M. de Boucherville, alors premier ministre, a résigné, comportant dans sa retraite, avec nos regrets, la gloire d'avoir sauvé la province du régime néfaste qui l'avait précédé — c'était un fleuron de plus à sa couronne d'honnête homme — et notre chef actuel qui possède, à un si haut degré, la confiance de la Chambre et du pays, a été appelé à le remplacer. On a dû procéder à sa réélection et nous avons été obligés de tout suspendre jusqu'à cette date, nous avons dû faire un armistice jusqu'à l'époque à laquelle l'honorable premier ministre nous est revenu avec une glorieuse élection par acclamation.

Alors, la correspondance a recommencé. Voici ce que j'écrivais le 10 janvier aux propriétaires de l'asile de Beauport:

Québec, 10 janvier 1893.

Docteur J.-A. LaRue,  
Asile de Beauport.

Monsieur,

L'absence de deux de nos collègues, la résignation de M. de Boucherville, la formation du nouveau gouvernement, la réélection de l'honorable M. Tailon ont été en grande partie la cause du retard apporté au règlement de la question, de la garde ou du soin — après le 30 avril prochain — des patients qui sont maintenant internés dans votre asile.

Vous ne devez pas conclure de là que votre contrat se continuera pas tacite reconduction ou autrement après le 30 avril prochain.

Votre contrat expire à cette date à toutes fins que de droit. Je vous en ai averti plusieurs fois, et je renouvelle aujourd'hui de nouveau cet avis.

La chose n'est évidemment pas nécessaire, vu tout ce qui s'est passé, et vu la correspondance qui a été échangée à ce sujet, mais comme tout est dans le statu quo depuis un certain temps, et **que cela pourrait peut-être** vous porter à croire

que votre contrat pourrait se continuer pour quelque temps après le 1er mai, je considère qu'il est de mon devoir de vous écrire de nouveau pour vous éviter tout malentendu, et dissiper tout doute sur ce point.

Bien à vous,

Louis-P. Pelletier,  
Secrétaire de la province.

Les pourparlers se sont continués après cette lettre, et pendant ce temps aussi, l'honorable premier ministre actuel s'est mis au fait du dossier, jusqu'à un moment où les négociations ont été de nouveau interrompues par un événement bien pénible et bien regrettable. Celle des révérendes soeurs de la Charité qui avait commencé et qui avait continué, avec une extrême habileté, toutes ces négociations, fut soudain frappée par une maladie très grave, et puis en quelques jours elle disparut. Naturellement, la communauté, privée tout à coup des services de celle qui avait été sa conseillère, s'est trouvée un peu dans le désarroi.

Je dois dire, M. l'Orateur, que j'ai beaucoup regretté à cette époque la mort de la révérende soeur Saint-Jean qui était une femme distinguée, une femme que tous ceux qui l'ont rencontrée ont dû apprécier comme je l'ai fait, une femme de coeur, une femme de talent et une femme qui a mis la communauté des soeurs de la Charité, pendant les trente ans qu'elle en a été la dépositaire à Québec, sur un pied relativement prospère, vu le peu de ressources qu'elle avait à sa disposition. Ce fut une rude épreuve pour les révérendes soeurs, et ce fut en même temps un temps d'arrêt pour les négociations avec le gouvernement.

En présence de cette tombe, qu'un décret d'en haut venait d'ouvrir, j'ai cru un instant que tout allait manquer. Les religieuses, affligées et découragées, se demandèrent ce qu'elles allaient faire. Mais j'ai été alors témoin de la puissance d'organisation et de l'indomptable énergie de ces communautés de femmes prédestinées qui ne connaissent pas d'obstacles lorsqu'elles veulent mener à bonne fin une de ces grandes oeuvres de charité et de dévouement qui étonnent le monde et devant lesquelles le monde s'incline. Le jour même des funérailles — alors que cette pauvre soeur Saint-Jean venait à peine de commencer à avoir froid dans sa cellule de la mort où sa dépouille humaine attend la résurrection et l'immortalité promises — je parlai à soeur Saint-Vincent, cette vaillante et admirable hospitalière que tout Québec connaît, et, dans la brume de ses larmes refoulées, elle répondit à mes questions inquiètes: Ne désespérez pas, soeur Saint-Jean est morte, mais la communauté reste debout.

En effet, quelques jours après, à la place de la dépositaire disparue, une dépositaire nouvelle, à laquelle la Providence avait donné toutes les qualités de l'intelligence et du coeur, était installée et c'est à la révérende soeur Saint-Théodore qu'il a été donné d'apposer son nom sur les contrats qui sont devant nous. Ces soeurs-là, ne meurent pas,

la mort les touche, mais c'est pour prouver qu'elles vivent encore dans la personne de celles qui leur succèdent.

Nous étions alors en position de renouer les négociations. Dans l'intervalle, les propriétaires de l'asile de Beauport avaient longuement plaidé leur cause devant le Conseil exécutif. Après avoir demandé longtemps \$660,000 pour l'asile de Beauport, c'est-à-dire le montant de l'évaluation de la majorité des experts, ils étaient de guerre lasse descendus à \$500,000, le 31 octobre, et, depuis cette date jusqu'au 15 janvier, il n'y avait pas eu moyen de les faire baisser d'un centin. Ils en étaient à \$500,000 et ils n'en démordaient pas.

C'est alors que le Conseil des ministres croyant avec raison avoir épuisé tous les moyens de conciliation et de médiation possibles décide de prendre une action énergique et qu'il introduit devant la Chambre le statut qui a été adopté à la dernière session. Ce statut pourvoyait à deux choses: d'abord par la clause 5, il est décidé que les propriétaires de l'asile seront obligés de vendre les meubles de l'asile aux soeurs de la Charité ou à toute autre communauté religieuse avec laquelle le gouvernement ferait un contrat. Ceci, sous ce rapport, était un véritable acte d'expropriation. En second lieu, il était pourvu à ce que la valeur des meubles fut fixée par une nouvelle expertise qui serait faite par un expert nommé par les propriétaires, un autre expert nommé par nous pour les soeurs, et un troisième expert nommé par les deux premiers, et à défaut d'entente entre eux deux, par un expert nommé par un juge de la Cour supérieure à Montréal. Nous avons dit, à Montréal, parce que nous voulions avoir un homme qui serait parfaitement étranger aux parties, ne restant pas dans le même district et qui, on peut l'espérer du moins, rendrait justice plus amplement à tous les intéressés. En troisième lieu, il était pourvu par cette loi à ce que les experts déclarassent quel serait le prix payé pour le loyer des immeubles pendant un an.

Ce statut, M. l'Orateur, était, dans mon humble opinion, et je dirai plus, dans l'opinion de tous les hommes impartiaux, excessivement avantageux pour les soeurs. Il n'y avait pas de danger que l'expertise pour les meubles, fut désastreuse. Sur ce point, les autres experts, qui avaient agi antérieurement, n'avaient trouvé qu'une différence assez minime dans leur évaluation.

Maintenant, quant aux immeubles, pour le loyer d'un an, est-il avantageux pour des propriétaires de louer une propriété comme celle-là, pour un temps aussi court? Ceux qui sont propriétaires savent que jamais une propriété considérable comme celle-là ne se loue pour un aussi court espace de temps. Le loyer aurait servi à évaluer l'immeuble. Si le loyer avait été élevé, les soeurs avaient un an devant elles pour se pourvoir ailleurs; d'un autre côté, si le loyer n'avait pas été élevé, les soeurs s'en seraient prévalu pour dire: la valeur doit être fixée à tel montant parce que le loyer a été fixé à tel chiffre et que ce chiffre montre que la valeur totale des immeubles ne doit pas être plus considérable que le capital que représente le loyer ainsi déterminé.

Dans tous les cas, en vertu de ce statut et de l'acte de compromis qui fut signé ensuite, les propriétaires étaient dépossédés et les soeurs prenaient leur place au premier mai quand même l'expertise n'aurait pas alors été terminée. C'était pour les propriétaires, comme on dit en anglais, "a leap in the dark" et pour les soeurs, c'était la prise de possession sans risque et sans péril.

Qu'est-ce qui allait arriver? Quel allait être le résultat de l'expertise? Pendant tout ce temps-là, pendant que l'expertise se ferait, les propriétaires de l'asile n'étaient plus les maîtres, et c'était les soeurs qui étaient là pour présider à l'expertise. Voici encore un des chaînons de la conspiration entre le gouvernement et les propriétaires.

Qu'on le remarque bien, M. l'Orateur, la cause avait alors fait un pas immense. J'ai toujours été d'opinion et je le suis encore, qu'avant la passation de ce statut, les propriétaires auraient pu, à un moment donné, obtenir plus qu'ils n'ont obtenu plus tard.

Le statut était entièrement favorable aux soeurs de la Charité. Elles en ont profité pour faire réduire le prix en menaçant constamment de l'expertise les propriétaires; c'est de ce moment que les propriétaires, qui avaient toujours persisté à demander \$500,000 ont commencé à fléchir et ont diminué peu à peu le chiffre du prix de vente.

Rendus là, notre rôle pouvait être considéré comme terminé et ce sans manquer à notre devoir. Nous n'avions qu'à laisser faire l'expertise. Cependant toute hésitation ou toute mollesse pouvait compromettre le succès final. Aussitôt le statut sanctionné, nous avons exigé des propriétaires — la lettre du premier mars le démontre, et celle du 28 février aussi — qu'ils nomment leur expert immédiatement. Cela a pris un certain temps. Nous avons réussi finalement à leur faire nommer leur expert, et, alors, qui avons-nous choisi pour expert des soeurs, nous autres, les conspirateurs, nous qui nous entendions si bien avec M. Landry? Nous avons choisi pour notre expert un homme éminemment respectable, un homme en qui tout le monde, à Québec, a confiance mais un homme qui est le notaire des soeurs de la Charité depuis vingt ans, nous avons choisi M. Cyrille Tessier.

Tout cela, vous comprenez, c'était dans le but de mettre de l'argent dans le gousset des propriétaires! Le notaire des soeurs était bien celui qui allait tâcher d'évaluer la propriété aussi cher que possible, pour faire faire de l'argent à nos amis!

Les propriétaires nommèrent, de leur côté, M. Bertrand, un homme contre lequel je ne veux rien dire, mais tout de même j'ai cru qu'il était prudent d'y voir comme il faut et de surveiller de près la nomination du troisième arbitre. Alors je me suis rendu à Montréal pour faire nommer le troisième expert, car, je dois le dire, les deux experts déjà nommés ne s'étaient pas entendus sur la nomination du troisième... et ce n'était pas surprenant.

Rendu à Montréal, devant le juge Loranger, je demandai la nomination d'un homme que l'honorable député de Huntingdon (M. G.W. Stephens) lui-même va reconnaître pour un des plus honnêtes et des plus compétents. J'ai demandé au juge Loranger de nommer comme troisième arbitre M.

Hutchison — et je demande à l'honorable député de Huntingdon si je pouvais faire un meilleur choix.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): C'est un homme de première classe.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): De l'autre côté, on a demandé la nomination de M. Maurice Perreault.

DES VOIX MINISTERIELLES: Oh! Oh!

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): J'ai demandé au juge Loranger la nomination de M. Hutchison, et je lui ai dit: je suis ici non pas en ma qualité personnelle, je suis ici pour remplir un devoir public, je suis ici pour protéger autant que possible l'intérêt public, et comme ministre, je vous demande de nommer M. Hutchison.

On m'a répondu, de l'autre côté, en demandant la nomination de M. Perreault. J'ai déclaré alors — et c'était public, à Montréal, à la cour — j'ai déclaré que si M. Perreault était nommé troisième arbitre, que je ne voulais pas dire ce qui arriverait, mais que ma position deviendrait bien grave. J'avais des raisons pour dire cela. Je ne veux pas attaquer le caractère de M. Perreault, mais je suis d'avis que si M. Perreault avait été nommé avec M. Bertrand l'asile aurait été évalué bien cher.

UNE VOIX: Oui! il n'y a pas de doute.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Il s'agissait rien que des meubles.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Il s'agissait en même temps de fixer le loyer des immeubles, et la fixation du loyer des immeubles devait évidemment servir de base à l'achat des immeubles eux-mêmes, c'est pour cela qu'il fallait être prudent et prévoir l'avenir.

Le juge Loranger m'a répondu que M. Hutchison était un citoyen parfaitement respectable, mais que, dans les circonstances, il ne pouvait donner jugement immédiatement, et il a remis la chose au lendemain. C'est alors que les propriétaires de l'asile sont venus me rencontrer à l'hôtel, et là ils ont commencé à baisser leur prix. Ils ont baissé leur prix, de \$500,000 qu'ils avaient fixé comme dernière limite, ils ont baissé à \$475,000.

J'ai refusé; alors ils sont descendus à \$450,000. J'ai encore refusé. Puis le lendemain matin, ils se sont rendus à \$425,000. Mon but était atteint comme on le verra tantôt.

UNE VOIX: Très bien.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): C'était cela, le 24 mars. J'ai fait signer de suite par M. Landry, à Montréal, un écrit par lequel il s'engageait à vendre l'asile pour \$425,000, dont \$98,000 pour les meubles, et \$18,966 pour l'annuité: pas \$18,650, mais \$18,966, sauf à vérifier les

calculs. Alors j'ai demandé au juge Loranger de suspendre son jugement. On m'a suggéré que je pouvais retirer la requête pour la nomination d'experts, mais j'ai dit: non, je vais laisser la requête devant le juge — j'avais bien prévu ce qui arriverait — et si nous ne nous entendons pas, une fois rendu à Québec, nous télégraphierons au juge pour faire nommer le troisième expert.

C'est arrivé comme je l'avais prévu. Une fois rendu à Québec, les difficultés ont recommencé avec les propriétaires au sujet du calcul des annuités et, après avoir demandé au juge de suspendre la nomination du troisième expert, pour mettre un terme à ce que je considérais une hésitation trop longue et des calculs erronés de la part des propriétaires, j'ai télégraphié au juge Loranger de nommer le troisième expert. Le lendemain de l'envoi de mon télégramme, le juge a nommé M. Joseph Simard, notaire, de Montréal.

Le juge Loranger n'a pas voulu nommer M. Hutchison ni M. Perreault. Il a dit puisque les deux parties suggèrent chacun un nom, je ne nommerai ni l'un ni l'autre, je vais en nommer un de mon chef, et il a nommé M. Simard auquel personne ne pensait.

Après la nomination de M. Simard, les négociations ont commencé en vertu de la clause 8 du statut de la dernière session. M. Simard était pour arriver à Québec le lendemain matin et alors nous avons réussi à arriver à une entente par laquelle le chiffre fixé à Montréal, de \$18,966, a été réduit à \$18,650, et les soeurs ont accepté. Ainsi, sur l'évaluation de la majorité des experts, nous avons gagné \$100,000 à Québec, avant la nomination de M. Simard, nous avons encore gagné \$75,000 à Montréal et, revenus à Québec, nous avons encore gagné \$300 par année sur les chiffres des annuités.

UNE VOIX: Très bien.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): J'avais raison d'espérer qu'au moins cette fois toutes les difficultés étaient aplanies, que tout était fini. Mais non. J'avais préparé les contrats, j'y avais mis la dernière main et je me rappelle encore que, toute une nuit, avec l'aide de deux secrétaires, j'ai travaillé à mettre la dernière main à ces contrats, et j'espérais qu'enfin nous pourrions nous entendre.

Le lendemain matin, j'étais malade, et, je dois le dire, pas mal rendu à bout, pas mal fatigué. J'ai demandé aux propriétaires de l'asile de vouloir bien se rendre chez moi; j'ai demandé aux soeurs la même chose, et ils sont venus. Là, nous avons eu encore une longue séance dans laquelle tout a manqué de nouveau après une altercation excessivement vive entre M. Landry et moi, — mon co-conspirateur! — et nous nous sommes séparés encore sans pouvoir nous entendre.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Si l'honorable secrétaire provincial veut me permettre une question, lors du voyage à Montréal, lorsqu'on a discuté la question des meubles et la question des annuités, les soeurs étaient-elles représentées?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Oui, monsieur.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Par qui?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Elles étaient représentées par moi et allez leur demander si j'ai été un mandataire fidèle.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Ainsi, c'est l'honorable secrétaire de la province qui représentait les soeurs et qui a discuté l'annuité de dix-huit mille six cents piastres?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Certainement. Je ne connaissais pas les détails des chiffres, je n'avais pas fait le calcul, mais les soeurs l'avaient fait ce calcul, et elles me l'avaient donné par écrit. Seulement, pour plus de sûreté, je me réservais le droit de le leur faire vérifier de nouveau une fois rendu à Québec et c'est ce qui a été fait; j'avais accepté au nom des soeurs sauf à vérifier les calculs.

Je continue mon récit: après cette nouvelle difficulté, j'ai dit, c'est bien, l'expertise va commencer. Alors, il y a eu une nouvelle demande de rencontre, et cette fois nous nous sommes rencontrés au parloir des soeurs de la Charité.

Là, nous avons réussi à en venir à une entente sur toutes les clauses du contrat, sauf une, et voici laquelle. Les soeurs demandaient qu'il y eut une clause de mise, par laquelle tous les objets de consommation qui auraient disparu depuis l'expertise fussent diminués sur le prix qu'elles payaient; car elles avaient été informées que les propriétaires avaient épuisé ou consommé tout ce qu'il y avait, et que les magasins étaient vides.

A ma suggestion, finalement, les propriétaires ont invité les révérendes dames à se rendre à l'asile le lendemain pour se convaincre par elles-mêmes que cette difficulté n'en était pas une réellement. Cette invitation a été acceptée, et le lendemain, le sept avril, les cinq conseillères ont passé toute la journée à l'asile, et le soir du 7 avril, je recevais une lettre dont je vais donner la substance, pour ne pas prendre trop le temps de la Chambre. Cette lettre disait, je puis presque la réciter par coeur:

"Monsieur le ministre,

Nous sommes parfaitement satisfaites de la visite que nous avons faite aujourd'hui à l'asile de Beauport, et nous n'avons objection à terminer l'arrangement, en supprimant la clause qui fait le sujet des difficultés."

J'ai reçu cette lettre à 6 heures du soir, et pour qu'il ne surgisse pas d'autres difficultés encore, je demandai aux propriétaires et aux soeurs de se réunir dans cette soirée-là, pour terminer l'affaire. Je suis allé chez mgr Bégin, pour lui demander l'autorisation nécessaire pour passer les contrats; nous nous sommes réunis dans le parloir des soeurs de la Charité, et à dix heures et demie le contrat était signé.

DES VOIX: Bravo! Bravo!

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Après la signature du contrat, une des propriétaires, en disant bonsoir à tout le monde, excepté à moi — toujours la conspiration — déclara aux soeurs qu'enfin on avait réussi à les mettre à la porte de leur propriété, mais dit-elle, ce n'est pas vous, mes bonnes soeurs, que j'en rends responsables. Je ne répondis rien à cette excellente dame qui n'a pas encore oublié cela et qui me garde, paraît-il, beaucoup de ressentiment pendant qu'on m'accuse dans certains journaux de l'avoir indûment favorisée.

M. F.-G. MARCHAND (Sain-Jean): Les contrats ont-ils été préparés simultanément?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Ils ont été préparés simultanément et doivent se lire ensemble, comme je le dirai tantôt.

Le 8 avril, à midi, les soeurs prenaient possession de l'asile, et une couple de jours après, sous la direction de la révérende mère Marie du Sacré-Coeur, soixante femmes en robe de bure entraient dans cet hospice de l'infortune et du malheur pour y commencer l'exercice d'un nouvel apostolat.

M. l'Orateur, ce fut un beau spectacle: un spectacle qui a procuré un réel bonheur à celui à qui il fut donné d'y présider, un spectacle qui m'a consolé d'avance et qui me console encore aujourd'hui des reproches immérités que l'on m'adresse ici.

Les honorables députés peuvent rire; mais s'ils avaient eu à accomplir un acte important comme celui-là, et s'ils avaient compris la responsabilité qui leur incombait, ils parleraient ce soir comme je le fais moi-même.

DES VOIX: Bravo! Bravo!

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Depuis ce jour, M. l'Orateur, je dois le dire, l'asile s'est transformé et il s'est transformé sous tous les rapports. Il y a là maintenant une atmosphère de bonheur, de consolation et de religion que seule pouvait y introduire une communauté religieuse comme celle des soeurs de la Charité.

Voilà, M. l'Orateur, l'historique de cette longue affaire. Ce long récit a pu être un peu fatigant...

DES VOIX MINISTERIELLES: Non! Non!

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): ... mais je tenais à ce que la députation conservatrice, je tiens à ce que la province de Québec, qui a confiance en nous, sache que, depuis le commencement jusqu'à la fin, le ministre qu'on a accusé d'être le protecteur indu des propriétaires de l'asile de Beauport, a fait son devoir, depuis le premier jour jusqu'au dernier, depuis l'alpha jusqu'à l'omega.

Il s'est passé là des scènes inoubliables. Ces pauvres soeurs n'ont compris toute la grandeur du sacrifice qu'elles s'étaient imposé qu'après avoir commencé à vivre leur vie de tous les jours au mi-

lieu de cette population inintelligente où elles allaient désormais avoir et pour toujours leur demeure habituelle, leur "chez-elles".

La vie ordinaire d'une soeur de la Charité en est une de sacrifice et de dévouement. Soit qu'elle parte de bonne heure le matin pour aller enseigner aux pauvres dans nos faubourgs, soit quelle se tienne au chevet des malades, soit qu'elle serve de mère aux enfants de la rue que la détresse publique lui envoie, soit qu'elle affronte, la contagion et l'épidémie pour remplir son oeuvre, tout est abnégation et grandeur dans ce rôle qu'elle joue en attendant qu'elle meure et il faut s'incliner bien bas devant cet héroïsme chrétien, grand comme la vocation qui l'inspire. Mais pour tout cela le sacrifice est intermittent. Quand l'école est finie, quand l'orphelin s'est endormi ou qu'il se récrée, quand l'épidémie est terminée, quand le malade est guéri ou que ses derniers moments ont été consolés, la soeur de Charité rentre au monastère et, dans la paix du sanctuaire, entourée de ses compagnes, elle goûte le bonheur immense de l'intimité de sa famille spirituelle. Mais vivre le jour au milieu des fous, suivre des fous au travail, se lever la nuit pour des fous, passer sa récréation avec des fous, prier avec des fous, vivre aujourd'hui, demain, toujours avec des fous et des folles, le tout sans autre compensation que les espérances extra-terrestres et les beautés de l'au-delà qu'on entrevoit, voilà quelque chose de sublime et de surhumain, voilà quelque chose qui ressemble à ta route du calvaire.

Dans les premiers jours de cette vie nouvelle commencée le huit avril nos bonnes petites soeurs — nos amies et nos héroïnes — trouvaient les journées longues et le sacrifice indicible. Pas une plainte, pas un murmure, mais ça se voyait. Un après-midi la supérieure générale de la maison mère arriva — nous devons beaucoup à cette femme distinguée et la province reconnaissante prononcera son nom avec respect — elle venait voir son cher monde, les consoler et les encourager. Elle fut accueillie comme après une longue absence. Une des soeurs, une des plus jeunes, n'y put tenir. Quand la mère Sainte-Hélène entra dans sa salle où les malades faisaient cercle autour d'elle et conversaient avec elle dans leur langage incohérent, elle se retourna, pâlit puis éclata en sanglots. La bonne supérieure s'approche et lui demande pourquoi elle pleure. Oh! ce n'est rien, répond l'héroïne, ça me fait tant de plaisir de vous voir!

Permettez-moi de vous raconter un autre trait...

DES VOIX: Oui! Oui!

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): ... je prends ça et là une des feuilles éparses du grand livre qui s'écrit là-bas et je la mets devant vous. Il y avait une des malades avec laquelle la religieuse avait bien de la misère. Pour la subjuguier et la soigner il n'y avait pas de bontés oubliées, pas de sollicitude épargnée — une mère ne trouve rien de mieux au moment où elle se penche sur le lit de son enfant malade — et le succès n'arrivait

pas. Tout à coup, dans un de ces moments lucides comme ces malheureux en ont souvent, la malade s'arrête et dit à la soeur: "Mais qui es-tu donc toi qui a l'air de tant m'aimer? Je ne te connais pas, je ne t'ai jamais vue, tu n'es ni ma parente, ni mon amie, pourquoi t'intéresses-tu autant à moi..." Quelle définition sublime, M. l'Orateur, du rôle d'une soeur de la Charité?

J'ai dit que l'asile était transformé et il l'est sous tous les rapports. Plus de contrainte, mais de la douceur, de la persuasion, de la bonté. Les malades sont tranquilles, passent sans bruit de leurs salles au réfectoire et au dortoir. Il y a partout de belles nappes blanches sur les tables: les malades mangent dans de bonne vaisselle blanche et ra-goûtante; au lieu de cette cohue qui se précipitait au réfectoire et qui engloutissait le dîner, les malades attendant debout l'invocation de la soeur qui récite le Bénédicite des catholiques. Près de ceux qui ne mangent pas seuls, les soeurs se tiennent comme pour faire manger les petits enfants. Si vous passez de là à l'infirmerie, vous voyez la soeur Marie des Anges récitant les prières des agonisants et ouvrant toutes grandes — avec une sollicitude infinie — les portes de l'Eternité. Je renonce à dépeindre tout cela, il faut l'avoir vu comme je l'ai vu, avoir tout suivi comme je l'ai fait, il faut avoir vu une pauvre idiote qui n'avait jamais vécu pour nos grands mystères comprendre assez les leçons assidues qui lui étaient données pour pouvoir enfin faire sa première communion, il faut avoir eu tous les détails de tous les jours pour se faire une idée de la transfiguration complète sous tous les rapports qui s'est opérée là. Il y règne tout un atmosphère de paix et de bonheur relatif. C'est la consolation, la religion et la prière qui sont entrées dans leur empire.

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Bravo! Bravo!

UNE VOIX: En avant les bonnes soeurs et la religion!

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Le député de L'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne) peut rire...

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): C'est mon droit.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Laissons-le rire. M. l'Orateur, il y a un département spécial dans les maisons dont nous nous occupons pour ceux qui répondent aux choses les plus sérieuses par un rire habituel et inintelligent.

DES VOIX DE L'OPPOSITION: Oh! Oh! A l'ordre!

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Laissons-le rire. M. l'Orateur, je connais des gens au rire sceptique dont je pourrais dire qu'il ne leur manque au'un peu de science pour être des petits voltairiens accomplis.

DES VOIX: Bravo! Bravo!

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Je prierai l'honorable secrétaire provincial (l'honorable L.-P. Pelletier) de parler autrement qu'il parle. Autrement je soulèverai une question d'ordre, car l'honorable secrétaire n'a pas le droit ici de traiter un membre de cette Chambre de voltairien. Et j'ajouterai: vos attaques ne vont pas à la hauteur de mon mépris.

DES VOIX: Bravo! Bravo!

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Si mes paroles ne sont pas parlementaires, je suis prêt à les retirer, mais pour devant cette Chambre seulement me réservant de les répéter ailleurs.

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Ailleurs on vous rencontrera.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): C'est ça, il est jeune, et a le moyen d'attendre. Maintenant, on attaque la légalité du contrat. On dit: le contrat que vous avez passé n'est pas légal, parce que les soeurs n'avaient pas le droit de contracter, et on a cité le statut 12 Victoria, chapitre 264, lequel déclare que les soeurs ne peuvent pas posséder des biens qui donnent un revenu annuel excédant 4,000 louis par année, c'est-à-dire \$16,000.

Nous avons prévu cette difficulté et nous avons garanti, dans le contrat, la capacité légale des soeurs pour contracter.

Je n'ai pas l'intention de faire une dissertation légale là-dessus, mais je prétends humblement qu'un statut qui déclare qu'une corporation de main-morte ne pourra pas posséder des biens pour un montant donnant des revenus plus considérables que la somme de... est un statut qui est passé dans l'intérêt public, et que le gouvernement seul a droit d'intervenir. Je prétends qu'un statut comme celui-là ne prive pas les soeurs du droit de passer des contrats valides avec des tiers, mais qu'il est fait dans le but d'empêcher un trop grand nombre et une trop grande valeur de propriétés de passer en main-morte.

Maintenant les soeurs n'eussent-elles pas le droit de contracter comme elles l'ont fait par le contrat du 7 avril, le gouvernement n'avait-il pas le droit de se dire: l'acte d'incorporation des soeurs de la Charité leur a été donné par la Législature et la Législature peut fort bien, en ratifiant le contrat, leur donner des pouvoirs plus étendus. Je vais plus loin que ça, et je prétends que les soeurs de la Charité étaient autorisées par la loi à contracter, et voilà où je suis prêt, comme on dit en anglais, "to join issue" avec l'honorable député du comté de Québec (M. C. Fitzpatrick).

On paraît avoir oublié, M. l'Orateur, le statut passé à la dernière session. Qu'est-ce qu'il dit? Le statut de la dernière session déclare en toutes lettres que les soeurs de la Charité sont autorisées à faire le contrat en question.

DES VOIX: Bravo! Bravo!

M. C. FITZPATRICK (Québec-Comté): En attendant qu'elles auront la capacité d'abord.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Supposons qu'elles n'avaient pas la capacité de le faire par le statut 12 Victoria, avant que le contrat soit passé, voici une autre loi qui est passée à la dernière session et qui leur permet d'acheter l'asile, la clause 8 le dit en toutes lettres.

L'honorable député admettra que la Législature a le droit d'étendre les pouvoirs qu'elle a elle-même donnés. Par le statut 56 Victoria, chapitre 9, nous disons, dans la section 5, que les soeurs auront droit d'acheter. Cette loi doit être une autorisation, sinon que veut-elle dire?

M. C. FITZPATRICK (Québec-Comté): Oh. vous n'êtes pas sérieux.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Excessivement sérieux, c'est évidemment l'honorable député qui ne l'est pas. Comment peut-on dire, en face de ce statut: les soeurs n'étaient pas autorisées, lorsque la Législature leur dit: vous pourrez louer les immeubles et vous pourrez acheter les meubles, et si vous pouvez en venir à une entente avec les propriétaires au sujet de l'achat des immeubles, vous les achèterez.

Il faut être bien exigeant, avec un statut comme celui-là, pour venir dire aux soeurs de la Charité: vous n'êtes pas autorisées à contracter.

DES VOIX: Bravo! Bravo!

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Supposons maintenant, pour examiner la question sous toutes ses faces, que ce statut parce qu'il n'amendait pas spécifiquement la charte, ne donnait pas le pouvoir aux soeurs de contracter. N'y avait-il pas, au moins, assez dans ce statut pour que le gouvernement se dise: puisque la Législature a autorisé les soeurs d'une manière indirecte, si on le veut, à faire le contrat, ne pouvons-nous pas passer le contrat et le faire ratifier à la prochaine session.

DES VOIX: Très bien, très bien.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Voilà pour la capacité des soeurs de contracter.

Quant à madame Roy, on admettra qu'elle avait le droit de vendre son usufruit, qui est un démembrement de la propriété. Mais on dit: il y avait d'autres héritiers.

Les avons-nous lésés, ces autres héritiers? Non. Nous avons prévu leurs droits dans le contrat même, et nous avons vu à les protéger. Il y a telle chose reconnue que l'expropriation pour des fins d'utilité publique. Nous avons besoin de l'asile de Beauport, et je vais démontrer tantôt, que, avec la dette que nous avons, nous ne pouvions pas songer à construire un asile. Réellement il aurait fallu oublier l'état pitoyable dans lequel sont nos finances pour penser à bâtir. Nous avons besoin d'un asile et si nous avons subi les retards que les propriétaires nous ont imposés, c'est que nous avons besoin de l'asile de Beauport.

DES VOIX: Bravo! Bravo!

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): J'ai déjà déclaré devant cette Chambre que, si les héritiers dont on parle tant avaient objection à la vente de l'asile, nous viendrions devant la Chambre et nous dirions: il y a des droits auxquels nous ne voulons pas toucher. Si les héritiers dont a parlé le député de Bonaventure (M. H. Mercier) dans la première discussion, étaient venus nous dire qu'ils avaient objection à ce que, eux les nuspropriétaires, leur propriété fût vendue aux soeurs, nous aurions réfléchi deux fois et, comme je l'ai déjà dit, nous n'aurions pas dépossédé ces héritiers malgré eux. Nous avons préparé un projet de loi dans lequel nous les avons tous compris. Nous les avons convoqués, ils sont tous venus et ils ont accepté.

DES VOIX: Bravo! Bravo!

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Qui va se plaindre maintenant?

Mais on dit: il y a des héritiers éventuels, qu'avez-vous décidé par rapport à eux? Nous avons décidé de faire un dépôt en banque à intérêt composé, pour être payé lorsque les droits de ces héritiers seront certains.

Quels sont ceux des nus-propriétaires que les honorables messieurs sont chargés de défendre? Peuvent-ils en nommer un seul qui se soit plaint? Avons-nous privé un seul d'entre eux d'un centin auquel il avait droit? Non. Nous n'aurions pas voulu le faire.

DES VOIX: Bravo! Bravo!

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): S'il y en avait eu qui n'étaient pas représentés, nous aurions pris soin de les notifier de nouveau tous. Ils ont été représentés. Ceux qui n'ont pas été représentés le premier jour l'ont été le second.

Si ce n'était pas l'intention de faire de ceci une bataille de parole simplement, une discussion de "mock parliament", pourquoi se plaindre au nom de nus-propriétaires qui, eux, ne se plaignent pas?

Voilà pour madame Roy, l'usufruitière et les nus-propriétaires.

Quant au docteur LaRue, j'ai ici la copie du testament en vertu duquel M. LaRue est autorisé par sa femme à vendre, à tout événement et sans conditions. Il est vrai qu'il y a une clause dans le testament qui dit que si le docteur LaRue convole en secondes noces, il prend certains droits, mais il ne perd pas son droit de vendre. D'ailleurs, quand il a vendu, il n'était pas remarié. Donc la part du docteur LaRue a été légalement vendue.

DES VOIX: Bravo! Bravo!

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): On dit maintenant: il y a la part d'Ernest Landry, et cette part-là, M. Philippe Landry ne pouvait pas en disposer parce qu'il l'a achetée à un moment où il était l'administrateur ou l'aviseur d'Ernest Landry, son frère.

M. l'Orateur, pour juger de ces choses-là comme il faut, il faut connaître le testament du docteur Landry; il ne faut pas simplement s'en tenir à l'acte passé entre Ernest Landry et son frère, et son beau-frère. Le testament du docteur Landry, que j'ai devant moi maintenant, autorise la vente qui a été faite, et il l'autorise de deux manières: d'abord j'émetts, comme principe de droit, une proposition qui ne sera pas discutée. Je prétends que le docteur Landry n'avait pas le droit, par son testament, de conférer une tutelle ni une curatelle. Les tutelles et curatelles ne peuvent pas être conférées par testament, car elles sont toutes datives. Par conséquent, le docteur Landry, en imposant une espèce de curatelle, dans son testament, curatelle qui n'a jamais été ratifiée par la cour...

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Il était administrateur.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Il n'était pas administrateur. On va le voir. C'est pour cela qu'il faut regarder à l'acte qui est la source première pour connaître les droits exacts dont il s'agit. Le docteur Landry dit dans son testament que j'ai maintenant devant moi, que pour vendre lui-même, Ernest Landry, devra prendre l'avis de Philippe Landry et du docteur LaRue et c'est tout. Mais il y a une autre clause importante dans ce testament et l'acte par lequel Ernest Landry vend à Philippe Landry et à Antoine LaRue est évidemment passé en vertu de cette autre clause du testament qui enlève tout doute. Cette clause donne aux exécuteurs testamentaires le droit de vendre l'asile même sans le consentement des héritiers et légataires.

DES VOIX: Bravo! Bravo!

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Or, qu'est-il arrivé? Dans l'acte en question, M. Vincelette et M. Verge, exécuteurs testamentaires, ont comparu et ont déclaré qu'en vertu de cette clause, ils vendaient le dit immeuble.

Ce n'est pas tout. Qu'est-ce qui est arrivé? D'abord, je viens de démontrer à la Chambre que le pouvoir de vendre existait en vertu du testament. Qu'est-ce qui s'est fait depuis?

Il y avait sur l'asile de Beauport, en faveur de M. Ernest Landry, une hypothèque de \$22,500, hypothèque créée par l'acte en question, et qui lui était due par son frère l'honorable sénateur Landry. Or, après la vente de l'asile de Beauport aux soeurs de la Charité et après l'emprunt fait de la "Standard", les soeurs ont pris les \$22,500 et elles sont allées les porter à M. Ernest Landry qui les a acceptées et qui, par là, a ratifié l'acte. Ernest Landry n'est pas interdit, il pouvait recevoir son capital et il l'a reçu en vertu d'un acte qu'il a signé. Il n'a pas même de conseil judiciaire, et il a un droit parfaitement complet, comme son frère ou comme n'importe qui, d'administrer ses biens comme il le voudra.

Maintenant, M. l'Orateur, qu'est-ce qui reste de l'illégalité de notre contrat? Pas grand chose, j'espère.



On a dit: vous n'aviez pas l'autorisation de la Chambre, vous avez agi sans l'autorisation de la Législature. On va plus loin, et on dit: Vous avez excédé les pouvoirs qui vous ont été conférés par la Législature. Et comment? Parce que nous avons garanti le prix des immeubles et que la Législature dit-on ne nous y avait pas autorisés.

Examinons cette prétention. Le gouvernement ne peut pas, je crois, — et c'est un principe que nous avons réussi à faire triompher devant les tribunaux — engager le crédit public sans l'autorisation de la Législature. C'est un principe admis. Mais si un individu vient nous trouver et que, dans un but d'intérêt public, il vous demande de garantir l'intérêt sur une somme quelconque et qu'en même temps il nous mette en mains tout le montant pour lequel il demande une garantie, nous sommes d'opinion que la Chambre a assez de confiance en nous pour croire que nous ne ferons pas un acte de mauvaise administration, si nous garantissons l'intérêt d'une somme, quand nous avons le capital en main pour la payer. Nous avons garanti le prix des immeubles avec l'argent des soeurs. Nous avons garanti le prix de vente des immeubles à même les \$100 que nous payons aux soeurs de la Charité. Qu'est-ce que cela nous coûte?

Ce n'est pas tout. La Législature nous a dit, par le statut de 1893, le statut de la dernière session: "Le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à prendre toute décision et à faire tout acte nécessaire pour mettre cette loi à exécution."

Qu'est-ce que cela voulait dire? La Législature voulait dire ceci: nous nous séparons maintenant, vous allez avoir à passer un contrat pour lequel vont se présenter beaucoup de difficultés, il va falloir votre concours pour les surmonter; nous avons confiance en vous, et nous vous donnons ce statut; vous ferez de votre mieux, et vous viendrez nous soumettre cela devant la Chambre, à la prochaine session.

La Législature nous ayant donné certains pouvoirs, nous en avons usé avec discrétion et avec prudence, et nous n'avons pas voulu engager le crédit public excepté avec l'argent que nous avions en main pour nous garantir.

DES VOIX: Très bien, très bien.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Mais on dit: l'asile a été vendu et la clause 9 défendait qu'il fut acheté; il faut vraiment trop de bon vouloir pour interpréter ainsi cette clause. Qu'est-ce qu'elle veut dire? Elle veut dire ceci — nous l'avons fait mettre à dessein — elle veut dire: après l'évaluation faite par les arbitres du prix du loyer des immeubles, les propriétaires auraient pu nous dire: les soeurs ont été là pendant un an, et l'évaluation qui a été donnée pour le loyer est très considérable, à présent vous êtes obligés de prendre l'asile et de payer le capital que le loyer représente.

C'est pour éviter cela que nous avons mis une clause dans l'acte, par laquelle il est dit que nous ne serons jamais obligés de prendre l'asile, si

nous ne le voulons pas. C'est assez clair, il n'y a pas de difficulté sur ce point là.

DES VOIX: Bravo! Bravo!

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): On a dit plus. On a dit: c'est le gouvernement qui a acheté l'asile. M. l'Orateur, j'ai appris cela lorsque je suis arrivé en Chambre. J'avais été intimement mêlé à toutes les négociations et je suis arrivé en Chambre fermement convaincu que c'étaient les soeurs qui avaient acheté l'asile. Mais il paraît qu'on trouve — non pas dans le contrat, mais entre les lignes du contrat, et en torturant ce pauvre contrat du mieux qu'on peut — que ce ne sont pas les acheteurs qui paraissent l'être par le contrat qui sont les acheteurs réels.

Eh bien, M. l'Orateur, je crois que ce qui s'est passé depuis le contrat, sera une preuve suffisante pour démontrer que ce n'est pas le gouvernement qui a acheté.

On a dit: il y a un contrat, mais seulement pour dix ans! S'il y a un contrat pour dix ans, qu'on remarque mes paroles, s'il y a un contrat pour dix ans, c'est parce que le gouvernement n'a pas voulu passer un contrat pour plus de dix ans. Je tiens ici entre mes mains un projet de contrat rédigé par les soeurs de la Charité et dans lequel elles nous demandent de leur passer un contrat pour 20 ans.

DES VOIX: Ecoutez! Ecoutez!

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Je l'ai ici en ma possession. Il est écrit en entier de la main de la dépositaire.

M. J. TESSIER (Portneuf): Est-ce aux mêmes conditions?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): C'est aux mêmes conditions. C'était un projet de contrat fait par la soeur dépositaire, avant que j'aie rédigé le contrat, et par lequel elle demandait que certaines clauses soient insérées dans le contrat. Nous avons rédigé ensuite celui qui est devant la Chambre.

M. J. TESSIER (Portneuf): Le mettez-vous au dossier?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): C'est simplement un projet qui n'est pas signé et qui n'a aucun caractère d'authenticité. C'est de l'écriture de la dépositaire et je suis prêt à le montrer à aucun des honorables membres de cette Chambre. Je l'invoque simplement pour démontrer que les soeurs voulaient avoir un contrat pour un temps plus long que celui que nous leur avons accordé.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Quelle est la date de cela?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester):

Ceci a été préparé dès le mois d'octobre 1892. Vous dites que c'est le gouvernement qui a acheté l'asile. Si c'était le gouvernement qui l'avait acheté, les soeurs ne se considéraient pas comme propriétaires de l'asile. Cependant, qu'est-ce qui arrive? Il y a une clause dans ce contrat, la clause 12, en vertu de laquelle les soeurs sont obligées d'assurer les bâtisses pour un montant de \$150,000. Or, qu'est-ce qui arrive? Il arrive que ces soeurs, qu'on nous représente comme n'étant pas du tout les propriétaires de l'asile ont cru que, malgré qu'elles ne fussent obligées d'assurer la propriété que pour \$150,000, que leurs intérêts ne seraient pas suffisamment sauvegardés, et elles ont assuré les propriétés pour \$200,000, — ces religieuses qui ne se considéraient pas les propriétaires de l'asile, rappelez-vous-en bien, — des religieuses, qui s'il faut en croire certaines insinuations faites dans cette Chambre et certains articles écrits en dehors de cette Chambre, des religieuses qui ont consenti à servir de prête-nom, voilà, ces religieuses qui prennent ce qu'il faut pour assurer pour \$50,000 de plus qu'elles n'y sont obligées par le contrat, une propriété dont on dit qu'elles n'en sont pas propriétaires.

DES VOIX: Bravo! Bravo!

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Maintenant, M. l'Orateur, j'invite les honorables députés d'aller à l'asile! Ah, ce n'est pas une invitation méchante que je leur fais, et j'espère que le surintendant médical leur permettra à tous de revenir. Je le fais simplement pour leur permettre de juger mieux cette question. Ils constateront qu'à part les réparations faites avec l'argent emprunté du gouvernement, les soeurs ont fait des réparations considérables à leurs propres dépens. Est-ce qu'elles voudraient réparer une propriété qui ne leur appartient pas? Pourquoi feraient-elles cela? Pourquoi feraient-elles tant de réparations et prendraient-elles tant de peine pour mettre la propriété en bon ordre, en y dépensant des sommes considérables, comme elles l'ont fait, à part l'argent qu'elles ont emprunté, si la propriété ne leur appartenait pas? Il y a des améliorations qui ont été faites par les soeurs, sans qu'aucun ordre en conseil ait été passé. Or ces réparations, en vertu de la clause 10 du contrat, ne sont pas remboursables s'il n'y a pas d'ordre en conseil à cet effet.

Il y a une foule d'améliorations qui ont été faites sans que cette précaution-là ait été prise, qui ont été faites par les soeurs à leurs dépens, entre autres je citerai la chapelle. Les religieuses ont fait des dépenses pour agrandir, orner de nouveau et donner une apparence plus coquette et plus agréable à la chapelle. Elles ont dépensé ainsi une somme très considérable, et elles ne sont pas venues nous demander d'argent pour cela. Elles ont fait ces dépenses elles-mêmes. Elles ont fait d'autres dépenses encore comme cela, et de fait elles se sont conduites, depuis qu'elles sont à l'asile, d'une manière admirable et elles ont droit à la reconnaissance sincère du pays.

Quand je vois, dans les journaux, des gens qui viennent dire que ces bonnes soeurs, avec les sacrifices qu'elles font pour la province, les grands sacrifices qu'elles font pour nos malades et qu'elles font pour nous, quand je les vois accusées, dans des articles de journaux, de n'être que des prête-noms, de prêter leur nom respectable et respecté à une transaction véreuse, je me demande où nous en sommes rendus dans certaines parties de la province, et si on n'a pas honte d'insulter les soeurs qui se dévouent avec tant de charité pour avoir soin de nos malades.

DES VOIX: Bravo! Bravo!

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Celui qui écrit cela n'est pas à son siège. Il n'a pas osé répéter ces insultes devant la Chambre, après les avoir écrites dans un journal. Est-ce le gouvernement qui a acheté l'asile? Eh bien, je vais citer une autorité qui n'en est peut-être pas une pour la Chambre, mais qui en sera une pour les honorables députés de l'autre côté. On vient nous dire: vous avez acheté l'asile. Savez-vous quel est celui qui s'est chargé de démentir cela, par un amendement qu'il a mis devant la Chambre et que tous les députés de son parti ont accepté — je veux parler de l'amendement proposé par l'honorable député de L'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne), pour lequel tous les membres de l'autre côté de cette Chambre ont voté. Cet amendement nous reproche de nous être portés caution des acheteurs! Si nous étions les acheteurs nous-mêmes, comment peut-on nous dire que nous nous sommes portés caution pour les acheteurs, nous sommes l'un ou l'autre. Nous ne pouvons pas cautionner pour les acheteurs et être en même temps les acheteurs.

Maintenant, on dit: mais au bout de dix ans? Voilà le point d'interrogation que ces honorables messieurs s'enfoncent dans la poitrine depuis le commencement de la session. On se demande qu'est-ce qui va arriver au bout de dix ans. Lorsqu'on ne trouve plus rien à dire contre le contrat, on se crée des fantômes; on dit: au bout de dix ans, le contrat sera fini et la province de Québec aura un asile sur les bras.

Eh bien, M. l'Orateur, je vous le demande, quel est celui des honorables députés de cette Chambre qui n'est pas parfaitement convaincu et absolument certain que, quand ce contrat sera expiré, les soeurs le renouvelleront? Je suis certain que les honorables députés pensent comme moi.

M. A. TESSIER (Rimouski): Non, non.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): L'honorable député de Rimouski (M. A. Tessier) qui dit maintenant non, non, s'est levé cet après-midi et il a dit que ce contrat était excellent pour les soeurs. Or, si les soeurs ont fait un si bon contrat, pourquoi ne le renouvelleraient-elles pas?

DES VOIX: Bravo! Bravo!

M. A. TESSIER (Rimouski): Le contrat est

excellent pour dix ans, parce que au bout de dix ans elles seront remboursées de leurs améliorations et elles auront reçu en plus \$100 par tête pour les patients.

L'HONORABLE L-P. PELLETIER (Dorchester): L'honorable député sait-il combien ça va leur donner aux soeurs ce qu'on est obligé de leur rembourser dans dix ans? Sait-il le montant que ça représente?

M. A. TESSIER (Rimouski): Ça va leur donner \$186,000.

L'HONORABLE L-P. PELLETIER (Dorchester): L'honorable député ne sait pas ce **qu'il** dit.

M. A. TESSIER (Rimouski): Est-ce que \$18,600 pendant dix ans ne font pas \$186,000?

L'HONORABLE L-P. PELLETIER (Dorchester): L'honorable député de Rimouski (M. A. Tessier) a-t-il pris la peine de lire le contrat? Quand il dit qu'on va rembourser aux soeurs tout ce qu'elles ont payé, évidemment il n'a pas lu le contrat. Il est dans la même position que les honorables députés de l'autre côté de cette Chambre qui discutent cette question et qui s'y entendent à peu près comme un aveugle en couleurs. Qu'est-ce qu'on est obligé de rembourser aux soeurs?

Eh bien, ce n'est pas \$18,600 par année, mais \$2,011 ou à peu près. Voilà ce que ces messieurs ne savent pas parce qu'ils n'ont pas lu les contrats. S'ils sont fiers d'eux-mêmes en ce moment, ici, ils ne sont pas difficiles.

UNE VOIX: Très bien.

L'HONORABLE L-P. PELLETIER (Dorchester): On nous dit: c'est le gouvernement qui a acheté. Eh bien, M. l'Orateur, je vais rencontrer ces messieurs jusque dans leurs derniers retranchements; pour les fins de l'argument — et pour cette fin seulement — je vais dire: supposons que le gouvernement ait acheté. Si le gouvernement a acheté, le gouvernement a fait un contrat tellement avantageux qu'il commanderait l'admiration publique et je vais le prouver par des chiffres, non pas des chiffres comme ceux que l'honorable chef de l'Opposition (M. F.-G. Marchand) nous a donnés tantôt.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Si l'honorable secrétaire (M. A. Tessier) veut me le permettre, nous nommerons des experts comptables, et si mes chiffres ne sont pas exacts, je consens à passer pour un ignorant.

L'HONORABLE L-O. TAILLON (Chambly): S'ils sont deux contre un, on prendra celui qui est tout seul.

L'HONORABLE L-P. PELLETIER (Dorchester): Eh bien, M. l'Orateur, dans un des contrats, non pas le contrat de vente, mais le contrat pour la

garde, l'entretien et le soin des aliénés, il y a une clause sur laquelle j'attire l'attention de l'honorable député de Saint-Jean. D'abord, comme question préliminaire, la Chambre admettra, je crois, sans aucune hésitation que payer \$100 par année pour avoir soin de nos malades, c'est payer un prix absolument et excessivement bas. C'est la limite minimum. Nous ne pouvons pas songer à payer moins que cela.

Or, monsieur, savez-vous qu'en vertu de la clause XIV du contrat en question, si le gouvernement devient propriétaire pendant la durée du contrat, il ne paie plus \$100 mais seulement \$86 pour chaque malade, et alors nous épargnons, par année, \$14,000. Et cela est payé par qui? C'est payé à même le montant de \$100 que nous donnons aux soeurs pour le soin de chaque malade. Par conséquent, si nous devenions propriétaires, nous commencerions par prendre chez les soeurs \$14,000 pour payer les annuités.

Qu'on me comprenne bien. Nous payons \$100 pour nos malades. C'est le prix légitime. Si le gouvernement prend l'asile, alors nous gagnons sur nos \$100, \$14,000 par année. Avec ces \$14,000 par année, nous contribuons au paiement des annuités et nous les payons presque toutes — moins \$4,600. C'est indéniable cela.

DES VOIX: Très bien, très bien.

L'HONORABLE L-P. PELLETIER (Dorchester): Supposons que le gouvernement soit obligé de payer \$4,600 par année sur les annuités, nous payons cela pendant 60 ans, et en calculant non pas la valeur actuelle, mais en mettant ça bout à bout, comme disait le député de Bonaventure, on arrive à \$240,000. \$240,000 payées à \$4,600 par année, sans intérêt, qu'est-ce que ça vaut? Ça vaut aujourd'hui moins de \$75,000. Voilà ce que l'asile nous coûte si c'est le gouvernement qui a acheté.

UNE VOIX: Très bien.

M. C. FITZPATRICK (Québec-Comté): Et le loyer?

L'HONORABLE L-P. PELLETIER (Dorchester): Le loyer est représenté par les \$14,000 qu'on retient sur les \$100. C'est assez clair, M. l'Orateur. Il reste \$4,600 par année à payer pour les annuités. On ne peut pas nier que nous gagnons \$14,000 par année sur le soin des malades et cela à part les \$4,600 que nous payons pour les annuités déjà, ce qui fait en tout \$46,000 d'économie par année.

Maintenant, M. l'Orateur, au bout de dix ans, supposons que cette hypothèse impossible devienne une réalité, supposons que les soeurs de la Charité ne veulent pas alors continuer leur contrat, supposons qu'aucune autre communauté ne veuille prendre leur place, supposons tout, tout, tout ce que les honorables députés peuvent inventer et imaginer de plus ridicule, admettons tout cela pour un instant. Dans quelle position serons-nous alors? Voici la position — et j'attire l'atten-

tion de l'honorable député là-dessus — . La valeur de ce qu'on serait obligé de rembourser aux soeurs au bout des dix ans, c'est \$2,011 par année à peu près, sans intérêt. Au bout de dix ans, ça fait environ \$20,000; mais pendant ces dix années, nous aurons économisé \$320,000 que nous payons de moins maintenant pour le soin des aliénés; déduisez ce que nous donnerions aux soeurs, savoir \$20,000 environ, retranchez ces \$20,000 des \$320,000, et vous aurez encore une économie de \$300,000 pour la province.

Est-ce là un mauvais marché? Est-ce là un marché désastreux pour la province, quand, au bout de dix ans, nous aurons réussi, avec l'économie que nous aurons faite annuellement sur le soin des aliénés — sans calculer les intérêts — à économiser tout le montant du prix des immeubles, moins \$27,000.

Maintenant, on dit: l'asile a été payé trop cher, vous avez imposé ce prix aux soeurs.

J'ai dit tout à l'heure que nous avions besoin de l'asile; et, en second lieu, que nous devons l'acheter si les propriétaires le vendaient à un prix raisonnable.

Le principe de l'obligation morale du gouvernement envers les propriétaires de l'asile ne saurait être sérieusement contesté. Lorsque le premier ministre, au commencement de la dernière session, a dit que nous ne pouvions pas ignorer les droits des propriétaires, s'ils vendaient un prix raisonnable, il a émis une théorie que la Chambre a acceptée, car on n'a pas voté contre. Qu'est-ce que le député du comté de Québec (M. C. Fitzpatrick) a dit? Nous avons entendu tomber des lèvres du député du comté de Québec cette déclaration que toutes choses égales d'ailleurs, nous étions obligés de reconnaître les droits acquis des propriétaires de l'asile. Il est vrai qu'en disant cela, il a dit qu'il ne parlait que pour lui-même, mais je crois que ceux de son parti feraient bien de dire la même chose, s'ils voulaient être justes.

DES VOIX: Bravo! Bravo!

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Voudrait-on qu'on ignore d'une manière absolue les droits de ceux qui ont construit l'asile? Mais les soeurs elles-mêmes nous disent dans leur lettre du 31 octobre: "Nous pouvons soit acheter l'asile ou en bâtir un, mais rappelez-vous ceci: c'est que nous ne voudrions pas plus être ruinées, nous autres, à la fin de notre contrat, que nous ne voulons que les propriétaires actuels soient ruinés maintenant.

Quand j'entends l'honorable député de Huntingdon (M. G.W. Stephens) — et c'est à lui que j'adresse spécialement ce que je vais dire en ce moment — quand j'entends l'honorable député nous dire ce soir qu'il aurait fallu mettre le feu à cette bâtisse, ou tâcher de la traîner à la rivière, ça m'étonne et je lui rappelle ceci: nous avons un contrat avec une certaine institution du nom de Verdun. Je puis dire que l'asile de Verdun n'est pas un asile moderne; il en est bien loin, et ceux qui iront le visiter sauront nous dire que, par la

manière dont il est construit, c'est un ancien édifice, il est moins adapté pour les fins d'un asile que ne l'est l'asile de Beauport, tel que réparé maintenant. Or, ces messieurs de Verdun ont un contrat avec le gouvernement et. lorsque ce contrat sera expiré, si je venais devant la Chambre et que je disais à l'honorable député de Huntingdon: nous n'avons pas d'obligation morale envers vous, nous allons mettre le feu à votre bâtisse, vous verriez que le raisonnement qu'il ferait serait bien différent.

DES VOIX: Oui! Oui!

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): L'asile de Verdun est un asile de première classe.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Ceci ne prouve qu'une chose, c'est qu'une mère trouve toujours ses enfants plus beaux que ceux des autres. On invoque constamment ici l'autorité du Dr Vallée. Eh bien, je vous dirai, M. l'Orateur, que c'est le Dr Vallée qui m'a dit ce que je viens de dire.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Il me l'a dit à moi aussi.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Le Dr Vallée l'a dit au premier ministre aussi. Mais il y a plus: le Dr Burgess, surintendant médical actuel, choisi par ces messieurs lorsqu'il est arrivé des Etats-Unis pour entrer à l'asile de Verdun a dit que s'il avait su comment était construite cette bâtisse, il ne serait pas venu en prendre charge. C'est encore le Dr Vallée qui m'a dit cela.

Eh bien, M. l'Orateur, lorsque le contrat de Verdun sera fini, si, appliquant la règle de fer que l'honorable député de Huntingdon (M. G.W. Stephens) sait si bien appliquer aux autres, mais qu'il n'applique jamais à lui-même ni aux siens, si nous disions: vous avez fait des sacrifices pour construire un asile d'aliénés pour les protestants, mais, nous, nous allons le traîner à l'eau où y mettre le feu; si nous disions cela, que dirait l'honorable député de Huntingdon.

UNE VOIX: Il rugirait.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Mais, Dieu merci, il n'en sera rien, et, ni pour les catholiques, ni pour les protestants, nous ne ferons une chose semblable. Nous reconnaitrons les droits moraux, nous reconnaitrons les obligations morales que nous avons envers ceux des citoyens généreux parmi les protestants de Montréal qui ont mis la main dans leur poche et qui ont souscrit de leurs deniers pour avoir un asile pour les protestants. Mais, nous autres catholiques, nous demandons le même privilège, et ce n'est pas l'honorable député de Huntingdon qui nous fera juger la question de l'asile de Verdun avec un poids et une mesure, et la question de l'asile de Beauport avec un autre poids et une autre mesure.

Les propriétaires de l'asile de Beauport, l'un d'eux surtout est un de nos meilleurs amis politiques; cependant, dans cette affaire, nous l'avons

traité comme s'il eut été un adversaire; mais de là à aller le ruiner, lui et ses copropriétaires, il y a un pas immense. Il y avait là une question de justice, une question souveraine de justice, que nous avons cru devoir étudier, et nous avons voulu leur appliquer à eux les mêmes principes de justice que nous appliquerions à n'importe qui, à quelque race, à quelque croyance, ou à quelque nationalité, qu'appartiennent ceux à qui nous avons affaire.

Nous avons reconnu les droits des propriétaires de l'asile de Beauport, et les obligations morales que nous avions envers eux, et de même aussi nous reconnaitrons — et je crois que je puis parler ici au nom de la province de Québec et du gouvernement qui la représente — les obligations morales que nous avons envers les généreux citoyens de Montréal qui ont bâti l'asile de Verdun. Il ne sera pas dit que le gouvernement va fouler aux pieds, d'une manière inexcusable, les droits acquis des propriétaires de nos asiles.

J'ai assez raconté les difficultés que j'ai eues avec les propriétaires de l'asile de Beauport, pour que je puisse dire ce qui est en leur faveur. On sait que feu le Dr Landry était un citoyen qui a laissé un nom éminemment respectable et respecté dans la province.

Le Dr Landry qui avait une clientèle à laquelle il pouvait à peine suffire, qui faisait de \$15,000 à \$20,000 par année, cet homme qui était en même temps un excellent médecin, un excellent citoyen et un excellent chrétien... a mis tout son argent, tout ce qu'il possédait au monde là-dedans. Et ses héritiers vont tout perdre maintenant! Et ceux qui prétendent cela aujourd'hui sont ceux-là même qui, comme le député de Bonaventure (M. H. Mercier), déclarait ici même en 1890 qu'il songeait à louer ou à acheter l'asile de Beauport et qui s'y faisait autoriser par un statut!

Cependant écartons, si on le veut, cette question des obligations morales, supposons qu'au mépris de la foi publique nous pourrions les ignorer. J'y consens pour les fins de la discussion car je n'en ai pas besoin du tout pour justifier l'achat de l'asile par les soeurs.

Nous avons besoin d'un asile; il fallait acheter celui-ci ou en bâtir un nouveau. Pour en bâtir un nouveau, il nous aurait fallu dépenser un million de piastres. Je vais le démontrer de manière à ne laisser aucun doute sur ce point.

DES VOIX: Bravo! Bravo!

L'HONORABLE L-P. PELLETIER (Dorchester): Nous avons l'asile de Verdun. Pour calculer la valeur d'un asile, il faut toujours prendre pour base le nombre de malades qui doivent y être internés. Lorsque cette discussion a commencé devant la Chambre, j'ai pris la peine de télégraphier au Dr Burgess, le surintendant médical de l'asile de Verdun, à ce sujet. Nous avons, à l'asile de Verdun, de l'espace pour y interner 300 malades. Or, combien cela coûte-t-il? Cela coûte, monsieur, \$317,000.

L'asile de Saint-Jean-de-Dieu, avant le feu, a coûté la somme d'un million de piastres. Il était assez grand pour loger douze cents malades. Le nouvel asile de Saint-Jean-de-Dieu, dont on a

parlé de l'autre côté de cette Chambre et dont on a parlé sans beaucoup le connaître, est un asile temporaire, un asile sans fondation. On a élevé, après le feu, des constructions en brique et en bois qui ne reposent sur aucune fondation quelconque. Ce sont des bâtisses temporaires que les soeurs veulent réédifier lorsqu'elles auront — si elles en ont un — un nouveau contrat avec la province. Cependant, ces bâtisses temporaires coûtent \$300,000.

Pour bâtir un asile et y recevoir le nombre de malades que l'hospice de Saint-Jean-de-Dieu reçoit annuellement, il faut dépenser une somme d'au moins un million. J'ai fait préparer avec beaucoup de soin, par M. le Dr Vallée — parce que je me suis aperçu depuis le commencement de la session que ce que le Dr Vallée disait était accepté des deux côtés de la Chambre — j'ai fait préparer par le Dr Vallée un état de ce que nous coûterait l'asile de Beauport, si nous le reconstruisions pour y loger le nombre de malades qu'il y a à loger là. Il

m'a fait un travail complet, avec des comparaisons avec les asiles des Etats-Unis et du Canada. Or, monsieur, cet état-là nous montre que, pour une population de cent malades, ça coûte \$100,000 pour un asile; si vous y mettez deux cents malades, vous montez de suite à \$200,000 et si vous y mettez mille patients, vous vous rendez jusqu'à un million. Voici l'état du Dr Vallée, il est là à la disposition de quiconque voudra le voir.

Pour bâtir un asile d'aliénés, dans n'importe quelle partie de l'Amérique britannique du Nord ou des Etats-Unis, ça coûte au moins \$1,000 par malade. Nous avons des renseignements qui nous ont été donnés là-dessus par la commission qui a été nommée par le gouvernement précédemment, en 1888.

Référons à la page 25. On voit là ce qui s'est fait dans l'Etat du Vermont. Voici ce que dit le rapport:

"Il s'est passé dans le Vermont à peu près ce qui se passe ici. En 1872, un comité conjoint des deux Chambres de cet Etat a été nommé pour étudier la question et faire rapport. Son opinion fut défavorable. La discussion ayant continué, les dites Chambres nommèrent, en 1876, un autre comité conjoint chargé de porter la lumière sur une autre question. Ce dernier comité fit un rapport élaboré que nous ne pouvons pas citer en entier; nous en reproduisons toutefois la conclusion:

"At this point, we may be pardoned for venturing an opinion upon the question of the propriety of establishing a state asylum. If one were to be erected, its capacity should undoubtedly be equal to the accommodations of three hundred patients. According to the best authorities, the expense for buildings, apparatus and appliances, at the lowest estimate, would be at the rate of one thousand dollars for each patient to be accommodated, making the cost, if authority and experience of other states are at all reliable, three hundred thousand dollars."

Si toutefois la province de Québec adoptait le système d'asile d'Etat, elle aurait à investir un capital d'environ deux millions de dollars et à

grever par conséquent le budget déjà lourd du service des aliénés, d'une dépense additionnelle d'environ quatre-vingt mille dollars par année".

Veut-on maintenant une autorité qui sera indéfinissable et irrécusable, pour ceux-là mêmes qui nous opposent ici et qui font tant de bruit sur cette question? Voulez-vous savoir ce que nous aurait coûté un asile nouveau, d'après les calculs de l'honorable député de Bonaventure (M. H. Mercier)?

DES VOIX: Bravo! Bravo!

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Ouvrez les Débats de l'Assemblée législative pour 1890 à la page 39, et vous y verrez que celui qui était alors premier ministre a dit la phrase suivante: "Les soeurs sont des femmes intelligentes qui n'oseraient pas (sous un nouveau contrat) reconstruire un asile qui leur coûte un million et qui leur

coûtera peut-être un million et demi." Eh bien, M. l'Orateur, qu'est-ce qu'on a à dire à gauche? Ces messieurs qui m'interrompent si bruyamment, de temps à autre, n'ont-ils rien à dire en ce moment-ci? Non, ils sont devenus muets.

Ce n'est pas tout, M. l'Orateur. On a fait ici des calculs fantaisistes et imaginaires, mais moi, je vais prendre la peine de vous donner la superficie de l'asile de Beauport et de toutes ses dépendances, de vous indiquer ce que cela coûte, à tant par verge et tant par toise, et je vais vous démontrer par ces chiffres-là, chiffres que j'invite ces messieurs à contredire s'ils le peuvent, ce qu'il en aurait coûté à la province pour bâtir un asile.

Je prends des chiffres que j'ai fait vérifier par l'ingénieur en chef du département des Travaux publics.

La superficie pour la maison des femmes seulement représente un édifice de 700 pieds de façade sur une profondeur de 36, 40, 58 pieds et 3, 4, 5 étages.

Il y a dans cette bâtisse 56,691 verges cubes de maçonnerie à \$4.00 la verge en moyenne formant un total de .....	\$226,764.00
Il est entré aussi dans cette bâtisse 46,773 pieds superficiels de pierre de parement (pierre de rang taillée) à 15 c. du pied formant un total de .....	\$ 7,015.95
Les enduits des murs, divisions et plafonds de la bâtisse forment un total de 34,120 verges à 25 c. la verge donnant un total de .....	\$ 8,530.00
Prix total de la maçonnerie, parement et enduits .....	\$242,309.95

En sus des trois items donnés plus haut, le drainage des caves ainsi que les "entreplanchers" en mortier, qui ne sont pas compris dans cette évaluation, forment partie du contrat de l'entrepreneur maçon de sorte que l'on peut dire que le prix de ce contrat serait de \$250,000.00 en chiffres ronds.

Il est généralement admis en principe par les architectes et les entrepreneurs que dans une construction de ce genre, c'est-à-dire quand l'intérieur est fini en proportion de l'extérieur, ou en d'autres mots, si on ne fait pas un extérieur décoré ou ornementé et un intérieur uni, ou l'inverse, ce qui peut changer la règle générale, que le prix fixé par le contrat de l'entrepreneur maçon établit, à quelque exception près, le prix du contrat de l'entrepreneur menuisier, c'est-à-dire la moitié du coût de la bâtisse.

Par conséquent, le résumé de tout cela est que: si ça coûte pour l'entrepreneur maçon, en chiffres ronds, \$250,000, ça va coûter autant pour compléter tout ce qu'il y a à faire dans la bâtisse. En d'autres termes, pour construire cette bâtisse de la grandeur qu'elle a, en payant aux maçons, etc., les prix généralement payés, ça coûterait \$500,000 à la province, et nous n'aurions encore qu'une bâtisse, l'asile des femmes, et nous serions obligés de bâtir un département des hommes à un prix à peu près égal; et à part de cela, nous serions obligés de construire les 24 bâtisses qu'il y a, à part des deux corps de logis qui servent pour les malades.

Je dis cela en me basant sur les chiffres donnés par l'ingénieur en chef du département

des Travaux publics, auquel ces calculs ont été soumis et qui a déclaré qu'on ne pouvait pas faire cet ouvrage à moins de cela.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Quel est le nom de cet ingénieur?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): C'est M. Charest, ingénieur du département des Travaux publics. Qu'on me comprenne bien. J'ai fait calculer d'une manière exacte les quantités superficielles, le nombre de toises de maçonnerie, le nombre de verges d'enduits, en un mot, tout ce qui entrait dans le contrat de l'entrepreneur maçon. J'ai fait calculer cela par quelqu'un qui a été sur les lieux, qui a vu les plans, et quand il s'est agi de fixer les prix, j'ai fait demander à l'ingénieur du département des Travaux publics de fixer les prix, afin que je puisse donner à la Chambre des renseignements exacts, et les prix qu'il a donnés sont ceux que j'ai indiqués tantôt.

M. H. MERCIER (Bonaventure): L'honorable secrétaire provincial (l'honorable L.-P. Pelletier) aurait-il objection à nous donner le nom de l'autre individu qui a pris les quantités?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): L'autre individu qui a fait le calcul des quantités superficielles est l'architecte qui, lorsque l'honorable député de Bonaventure (M. H. Mercier) était premier ministre, était regardé comme l'architecte de confiance du gouvernement. C'est M. Berlin-guet.

DES VOIX: Bravo! Bravo!

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Maintenant, M. l'Orateur, on nous dit: mais M. Peters a offert de bâtir un asile pour un prix moins considérable que celui-là, M. Peters a offert de bâtir un asile pour le montant de son évaluation.

M. l'Orateur, je réponds à cela avec ce que nous a dit monsieur l'architecte Tanguay devant le comité des comptes publics: qu'il est facile pour n'importe qui de venir, dans une correspondance officielle ou non, prétendre qu'il va faire une construction quelconque à un prix qu'il fixé, mais quelle garantie y a-t-il tant qu'il n'y a pas de spécifications ni de devis. M. Tanguay nous dit, à la page 9 de son témoignage: "On peut construire des asiles pour \$100,000, \$500,000, \$600,000 et un million de piastres: tout cela dépend des spécifications." M. Peters nous dit: je vais vous bâtir un asile pour \$300,000, mais nous pouvons bien nous demander qu'est-ce qu'il va nous donner pour ce prix-là?

M. A. TESSIER (Rimouski): Un asile de même capacité.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Il peut le bâtir de même capacité, mais en bois et ce n'est pas cela qu'il nous faut. Du reste, l'honorable député est trop raisonnable pour prétendre que sans devis ni spécifications, un homme peut entreprendre de fixer un prix pour bâtir une propriété aussi immense que celle-là. Ce n'est pas raisonnable de le supposer.

Je considère que les évaluations faites par M. Peachy et M. Berlinguet peuvent être un peu élevées; mais on oublie une chose, c'est que, si sur quelques points l'évaluation de la majorité des experts est trop élevée, sur d'autres elle est relativement basse et que, dans tous les cas, le gouvernement ne l'a pas acceptée et l'a fait réduire de près de \$180,000.

Il ne faut pas oublier que l'asile de Beauport, les deux cents arpents de terre qu'il y a là, est une propriété sur laquelle toutes les améliorations, au Doint de vue de la culture, ont été faites. C'est une terre dans laquelle il y a des canaux en grès. C'est une terre parfaitement drainée, sur laquelle les petits ruisseaux et les cavités sont couverts par des ponts suspendus. Enfin, la propriété est améliorée sous tous les rapports et la culture qui se fait là est une culture excessivement productive. Les soeurs l'ont dit elles-mêmes: elles récoltent sur cette propriété ainsi améliorée une quantité plus considérable de produits qu'elles ne l'espéraient. Les terres voisines, comme celle de M. Charles-T. Côté, ont été vendues jusqu'à cinq et six cents piastres de l'arpent: c'est M. Côté lui-même, un bon libéral et un ami de ces messieurs, qui a fourni ce renseignement cet après-midi.

La propriété du Séminaire de Québec, qu'on a comparée avec les terrains de l'asile, est une propriété sur laquelle les mêmes améliorations n'ont pas eu lieu. Mais j'ai vérifié, depuis que l'honorable député de Québec (M. C. Fitzpatrick) a parlé, et

je suis en position de dire que le Séminaire de Québec ne donnerait pas sa propriété pour moins de \$200 à \$250 l'arpent d'après une conversation que les experts me disent avoir eue avec M. le procureur du Séminaire.

Il me semble que j'ai bien prouvé qu'un asile nouveau pour mille malades coûterait une somme énorme.

DES VOIX: Oui, oui, c'est clair.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Devions-nous entreprendre cette dépense? Je dis que non: cela aurait été acte de mauvaise administration, presque une folie dans l'état actuel de nos finances surtout lorsque nous pouvions avoir pour la moitié du prix que cela nous aurait coûté autrement, un asile qui, avec les réparations faites, est déclaré sous serment par l'architecte des soeurs devant le comité des comptes publics, être supérieur à tous les autres asiles de la province. Je le demande à la Chambre et à la province, n'avons-nous pas agi sagement et comme des particuliers auraient agi pour leurs propres affaires?

Maintenant, M. l'Orateur, on a beaucoup parlé ici de l'offre que faisaient les soeurs de bâtir elles-mêmes un asile, et on a été jusqu'à mettre dans un amendement qui a été déposé entre vos mains, une assertion que les soeurs offraient, le 31 octobre, de bâtir un asile à leurs frais et dépens, sans aide du gouvernement. Si cela est écrit quelque part, ce n'est pas dans la lettre du 31 octobre, et il faut que l'imagination des honorables députés de l'autre côté de la Chambre ait suppléé à ce qui ne se trouve pas dans la lettre du 31 octobre, pour avoir déposé entre vos mains un amendement qui contenait ces mots-là.

Il y a une chose réellement, que les honorables députés, ceux qui restent à Québec au moins, connaissent comme moi: ils savent quelle est la position des soeurs de la Charité, ils savent qu'elles n'ont pas les moyens de faire des dépenses comme celles-là.

DES VOIX: Tout le monde le sait.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Du reste, lorsque la chose a été publiée pour la première fois dans les journaux — il y a de cela exactement un mois aujourd'hui — la dépositaire des soeurs de la Charité m'a écrit une lettre que je demande la permission de lire à la Chambre et qui règle cette question. Voici cette lettre:

Hospice des soeurs de la Charité.

Québec, 20 nov. 1893.

A l'hon. L.-P. Pelletier,  
Secrétaire provincial, Québec.

Monsieur le ministre,

Vous avez attiré notre attention sur cette partie de notre lettre du 31 octobre 1892, dans laquelle nous disions que nous étions prêtes à bâtir un asile et vous m'informez que, d'après

l'interprétation que certaines personnes donnent à cette partie de notre lettre, nous paraîtrions nous être engagées à bâtir cet asile à nos frais et vous me demandez de vouloir bien vous expliquer par écrit ce qui en est.

Lorsque nous avons offert, par notre lettre du 31 octobre 1892, de bâtir un asile neuf, nous n'avons pas cru qu'il était nécessaire d'ajouter que c'était à la condition que le gouvernement nous fournirait l'argent nécessaire pour cette construction ou qu'il nous garantirait un emprunt quelque part.

Nous n'avons pas cru opportun d'ajouter ces choses parce qu'il est de notoriété publique que les soeurs de la Charité ne sont pas assez riches pour faire une dépense comme celle-là.

Cependant, comme il y a des personnes qui paraissent ne pas avoir compris cela, je tiens à vous l'expliquer et je vous autorise à le dire en Chambre si vous croyez la chose nécessaire.

J'ai l'honneur d'être,  
Monsieur le ministre,

Votre très humble servante,  
Soeur Saint-Théodore Depte.

Comme on le sait — il n'y a pas de citoyens à Québec qui puisse dire le contraire — les bonnes soeurs vivent de charité publique, elles et leurs orphelins, leurs vieillards et leurs infirmes; elles ont une voiture spéciale qui va par les rues et recueille chez les citoyens, de maison en maison, le pain avec lequel elles nourrissent leurs orphelins. Elles vivent de contributions charitables, de bazars, etc. Comment pouvons-nous prétendre qu'elles auraient pu bâtir un asile qui coûterait au moins un million de piastres, sans l'intervention du gouvernement?

DES VOIX: Bravo! Bravo!

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Il est inutile, il me semble, de discuter ces choses-là plus longtemps.

DES VOIX: Bravo! Bravo!

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Mais on ajoute: les soeurs ont offert de mettre les aliénés à l'hospice de Saint-Joseph de la Délivrance à Lévis.

Il suffit d'expliquer cela en deux mots.

Les soeurs, grâce à l'intervention de certains citoyens généreux de Québec qui considéraient que leur hospice ici en ville était trop encombré et qui leur avaient prêté une somme considérable, pour les aider à ériger une bâtisse nouvelle, venaient de terminer cette construction nouvelle.

Le 31 octobre, les soeurs ont offert de prendre à Saint-Joseph de la Délivrance les enfants qu'il y avait là et de les mettre dans leur nouvelle bâtisse ici qui était alors inoccupée pour quelque temps, et de loger les aliénés qu'il y avait à l'asile de Beauport, à l'hospice de Saint-Joseph de la Délivrance. Or, M. l'Orateur, les aliénés ne pouvaient

pas rester à l'hospice de Saint-Joseph de la Délivrance, et cela pour plusieurs raisons: d'abord parce que c'est trop petit, et ensuite parce que l'hospice Saint-Joseph est bâti sur la pointe d'une falaise et qu'il aurait été excessivement dangereux de mettre là des gens qui sont privés de leur raison.

En second lieu, les soeurs auraient consenti, pour tâcher d'accommoder le gouvernement, à transporter les enfants de l'école de réforme qu'il y a à Saint-Joseph et à les mettre temporairement dans leur nouvelle bâtisse ici, jusqu'à ce que la question soit réglée. Mais, il faut considérer ceci: c'est que l'hospice de Saint-Joseph de la Délivrance n'est pas une maison inoccupée, ce n'est pas vacant, et il aurait fallu que les enfants qui auraient été pris là et qui auraient été transportés à Québec retournassent ensuite à Saint-Joseph, et alors il aurait fallu un nouvel asile. Ceci va de soi. Je n'ai pas besoin d'insister bien longtemps là-dessus, je suppose.

M. A. TESSIER (Rimouski): Les soeurs ont déclaré dans leur lettre du 31 octobre, qu'elles pouvaient bâtir un asile tout en neuf à meilleur marché que le prix que demandaient les propriétaires de l'asile de Beauport.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Elles ne disent pas cela. Elles offrent soit de loger les malades temporairement à l'hospice de Saint-Joseph de la Délivrance, soit de bâtir un asile comme celui de Saint-Jean-de-Dieu.

Elles ont offert de bâtir un asile temporaire comme celui de Saint-Jean-de-Dieu, un asile sans fondation, un asile qu'elles ne pourraient pas garder et où elles ne pourraient pas loger les malades pendant longtemps. Voilà ce qu'elles ont offert. Mais nous avons cru que nous avions assez d'un asile bâti temporairement et que, s'il y avait moyen d'en venir à un arrangement raisonnable avec les propriétaires de l'asile de Beauport, nous ne mettrions pas sur le sol un asile sans fondation.

J'allais oublier un des arguments favorisés de ces messieurs, argument puéril s'il en fut, mais je ne veux rien laisser passer sans une réfutation complète.

On nous dit: un sixième de l'asile a été vendu en 1884 par M. Ernest Landry à son frère, sur le pied de \$270,000. Par conséquent, ajoute-t-on, la propriété ne valait pas plus que cela!

M. Ernest Landry ne pouvait pas tenir un asile et le contrat du gouvernement spécifiait qu'à la mort du docteur Landry ses héritiers ne pourraient pas le remplacer sans la ratification du lieutenant-gouverneur en conseil. Or le gouvernement a refusé à cette époque, — j'ai maintenant entre mes mains l'ordre en conseil qui le prouve — de continuer le contrat avec M. Ernest Landry. Il fallait donc que les héritiers renoncent au contrat ou que M. Ernest Landry vende sa part. Très modeste, vivant humblement et sans ambition, M. Ernest Landry offrit de vendre à bon marché plutôt que d'avoir recours à une licitation et à un partage en justice qui auraient coûté très cher et qui l'auraient fort embarrassé.



Mais les autres propriétaires comme Mme Roy sont-ils liés par cet arrangement de famille intervenu entre deux frères pour régler une difficulté?

Du reste, à quoi bon discuter cela? Le fait qu'un des propriétaires aurait réussi à acheter une part de l'asile à bon marché, les obligeait-il à vendre pour le même prix? Si ce principe était admis, il faudrait dire qu'il n'est jamais permis de vendre une propriété plus qu'elle a coûté quand même on y aurait fait beaucoup d'améliorations. Ce serait assez ridicule.

Nous avons absolument besoin de l'asile, je l'ai démontré; or nous n'avions que deux moyens pour l'avoir: en payant le prix fixé par une expertise tel que pourvu par le contrat ou en convenant d'un prix à l'amiable. Or le prix de l'expertise nous l'avons refusé parce qu'il était trop élevé. Il ne nous restait donc qu'à tâcher de s'entendre sur un prix moins élevé et c'est ce que nous avons essayé avec un succès..

UNE VOIX: Très bien.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester):  
... avec un succès de \$180,000.

DES VOIX: Bravo! Bravo!

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Les propriétaires, après tout, n'étaient pas obligés de nous vendre l'asile si nous refusions de payer le prix de l'expertise. C'est là ce qu'on paraît oublier.

Maintenant, M. l'Orateur, on dit que la condition sanitaire de l'asile de Beauport était épouvantable. Il n'était pas bon. je l'admets de suite, et, puisque le gouvernement a jugé à propos de prêter de l'argent pour y faire faire des réparations, c'est une preuve évidente qu'il n'était pas en bon ordre. Mais quand on vient nous dire qu'il y avait là de l'eau empoisonnée, qu'il y avait là un état de choses pestiféré, je dis qu'on exagère. Il y avait nécessité de faire certaines réparations et il était opportun d'avoir de meilleure eau, mais cette eau, les propriétaires eux-mêmes en buvaient et ils ne sont pas morts. Dans des propriétés de très grande valeur, dans des palais de marbre même, il peut se faire que la ventilation ne soit pas bonne, que les bains et cabinets d'aisance aient besoin d'être renouvelés, que l'eau soit de qualité très inférieure. S'en suit-il qu'il faille brûler la maison à cause de cela? Non, M. l'Orateur, on répare et on se procure de meilleure eau et tout est dit.

UNE VOIX: Très bien.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Voilà ce que les soeurs ont fait et on nous le reproche. Est-ce raisonnable cela, est-ce juste?

Et à quel moment nous fait-on ces reproches? On nous reproche cet état de choses au moment où on l'a fait cesser.

DES VOIX: Bravo! Bravo!

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester):

Ceux qui ont été ministres avant nous pendant cinq ans avaient le pouvoir et le droit d'y voir. Ils ne s'en sont pas occupés et maintenant que le secrétaire provincial actuel a fait cesser un état de choses regrettable, au lieu de le féliciter on lui fait des reproches!

DES VOIX MINISTERIELLES: Honte! Honte!

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): On nous reproche cela au moment où nous avons fait réparer l'asile réservé aux femmes, qui est maintenant tellement en bon état que l'honorable député de Huntingdon (M. G. W. Stephens) lui-même, en parlant ce soir, l'a appelé un paradis terrestre.

Mais on dit: l'asile coûte trop cher vu qu'il n'était pas en bon ordre!

Mais, M. l'Orateur, si les réparations avaient été faites auparavant, il aurait fallu payer l'asile plus cher. Les réparations ont été faites depuis, et on a payé l'asile moins cher parce que les réparations n'étaient pas faites quand les soeurs ont acheté.

On vient nous dire aussi que, pour l'aqueduc, on a dépensé un montant considérable. Non, monsieur. L'aqueduc ne coûte pas un centin à la province et lorsque les soeurs l'ont construit, elles savaient ce qu'elles faisaient.

Non seulement l'aqueduc ne coûte rien à la province, mais il ne coûtera rien aux soeurs. Ceci peut paraître un paradoxe, mais voici comment ce fait s'explique.

Les soeurs ont fait l'acquisition d'une source d'eau abondante et elles ont construit un aqueduc avec un tuyau d'une grosseur de douze pouces à l'origine et de six pouces en arrivant à l'asile. Elles ont maintenant les deux chances suivantes: ou elles vont fournir de l'eau aux municipalités environnantes — et elles ont déjà reçu une offre de \$1,200 par année d'une de ces municipalités — ou bien elles vont pouvoir faire marcher toutes les machineries, tout ce qui est mu par des engins, avec un pouvoir d'eau, même elles songent à éclairer l'asile par l'électricité et à économiser beaucoup en cessant la fabrication de gaz d'éclairage qui leur est maintenant nécessaire et qui coûte très cher...

DES VOIX: Bravo! Bravo!

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): ... et elles vont épargner par là une somme plus considérable que celles qui leur sont offertes jusqu'à présent par les municipalités voisines.

En un mot, à quelque point de vue qu'on se place, de quelque côté qu'on regarde cette question, on voit que le gouvernement a été prudent, on voit qu'il a agi dans l'intérêt public, et nous ne voulons pas avoir des reproches que nous ne méritons pas.

Pour ma part, cette transaction et la réorganisation de l'asile qui s'en est suivie m'ont coûté bien du travail. Elles ont été pour moi l'occasion, je ne dirai pas d'une perte de temps, car je ne

considère pas comme perdu le temps qu'on emploi à travailler dans l'intérêt public, mais j'y ai employé assez de temps, mes collègues m'ont suffisamment aidé et ils ont employé eux-mêmes assez de temps et nous avons assez bien réussi pour pouvoir s'en vanter un peu et dire: nous avons fait une grande réforme, et c'est une chose dont nous avons raison d'être fiers.

M. l'Orateur, je désire maintenant, comme je l'ai promis tantôt, confondre comme ils le méritent ceux qui ont l'audace de nous accuser d'avoir forcé les soeurs à acheter et à payer \$425,000.

Malgré que j'aie déjà parlé trop longtemps...

DES VOIX: Non! Non!

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): ... je veux tout mettre devant la Chambre et je vais démontrer que lorsque les soeurs ont acheté l'asile de Beauport, non seulement elles n'ont pas été forcées par nous à acheter, mais qu'elles ont payé le prix qu'elles étaient prêtes à payer dès le 28 octobre 1892. A cette date, le 28 octobre 1892, j'avais en ma possession — ai-je mérité cette confiance? Je ne saurais le dire, mais je l'ai eue et j'en suis fier — j'avais en ma possession une lettre de Sa Grandeur mgr Bégin qui était l'aviseur des soeurs de la Charité.

DES VOIX: Bravo! Bravo!

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Le 28 octobre 1892 — qu'on remarque bien — c'est-à-dire avant la lettre du 31 octobre. Cette lettre je vais la lire à la Chambre et clouer au pilori ceux qui, nous jugeant à leur valeur, nous accusent gratuitement.

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Vous n'avez pas le droit de lire à la Chambre une lettre qui n'est pas au dossier.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Je vais résoudre la question d'une manière bien simple; je ne lirai pas la lettre, mais je vais dire ce qu'il y a dedans et vous allez en prendre connaissance malgré vous. La voici:

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Je demande que cette lettre soit mise au dossier.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Je n'y ai pas d'objection. Je veux démontrer devant la Chambre que, dans cette affaire, le secrétaire provincial, contre lequel on a fait toutes sortes d'insinuations, a été le partisan et l'ami de mgr Bégin et des soeurs de la Charité, et je me défendrai, malgré les calomniateurs, contre les insinuations qu'on a faites contre moi de l'autre côté de cette Chambre.

M. A. TURGEON (Bellechasse): Cachez-vous derrière les évêques!

UNE VOIX: Toujours ami avec les communautés religieuses!

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Une amitié comme celle-là m'honore et j'essaie de m'en rendre digne.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Je comprends que l'honorable secrétaire va lire la lettre et qu'il la déposera.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): La lettre sera prise en sténographie, comme le reste de mon discours et les honorables députés en auront des copies tant qu'ils voudront. Puis-ent-ils en faire leur profit!

Voici donc cette lettre qu'on paraît tant redouter:

Québec, 28 octobre 1892

L'hon. L.-P. Pelletier,  
Secrétaire provincial.

Monsieur le ministre,

Les soeurs de la Charité de Québec sont disposées à payer quatre cent mille piastres pour l'asile de Beauport et je suis prêt à ratifier le contrat à cette condition.

Si donc les propriétaires de l'asile consentent à descendre tout d'abord et d'une manière officielle jusqu'à quatre cent cinquante mille piastres, vous pouvez offrir quatre cent mille.

Si par hasard les propriétaires ne veulent aucunement accepter cette offre, demandez leur s'ils ne partageraient pas la différence par moitié de manière à arriver à quatre cent vingt-cinq mille piastres. Dans ce cas vous n'aurez qu'à me téléphoner et vous aurez une réponse affirmative ou négative presque immédiatement.

Je désire que cette affaire se règle au plus tôt dans un sens ou dans l'autre.

Veuillez agréer, Monsieur le ministre, l'expression de mes sentiments les plus dévoués.

L.N. Arch, de Cyrène,

Coadj. de S.E. le Card. Taschereau.

J'attire votre attention sur ce fait important: c'est que, le 28 octobre, Sa Grandeur mgr Bégin disait au secrétaire provincial, en lui transmettant l'expression d'opinion des soeurs de la Charité: "Tâchez de faire descendre les propriétaires de l'asile jusqu'à \$450,000, et alors tâchez de partager la différence en deux". Ceci vous donne l'explication de cette fameuse difficulté dont parle M. Landry, qui s'est passée au bureau de mon excellent collègue et ami, le procureur général (l'honorable T.C. Casgrain). Ceci était le 28 octobre. Or, le 29, j'ai rencontré l'honorable sénateur Landry au bureau du procureur général, tel que c'est mentionné dans la correspondance, et j'ai essayé de le faire descendre, comme le demandait mgr Bégin, à \$450,000. Il a pris cela pour une offre! Je l'ai supplié de descendre jusqu'à \$450,000 pour me conformer au désir de mgr Bégin, et j'ai voulu tâcher de partager la différence en deux. Vous voyez, M. l'Orateur, comme tout s'explique et comme il n'y a pas grand mystère là-dedans.

Maintenant, ce n'est pas tout. Les soeurs ont

écrit leur lettre du 31 octobre, et dans leur lettre du 31 octobre, elles disent: "**Nous avons offert d'abord \$270,000: nous avons offert ensuite \$325,000**, et ajoutent-elles, finalement nous nous en rapportons au gouvernement pour décider le prix que nous devons payer. Et le ministre qui était en charge du département où cette affaire devait se transiger, savait, par Sa Grandeur mgr Bégin, le prix qui devait être payé.

DES VOIX: Bravo! Bravo!

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): C'est-à-dire que, lorsque toute cette transaction s'est faite, les soeurs agissaient habilement et qu'elles avaient confiance en nous. Et cela ne leur a pas nui.

Au mois de décembre, mgr Bégin était sur le point de partir pour l'Europe. Alors les soeurs de la Charité lui ont écrit, avant son départ, la lettre suivante:

Hospice des soeurs de la Charité

Québec, 12 décembre 1892

A sa Grandeur monseigneur l'archevêque de Cyrène, coadjuteur de Son Eminence le cardinal Taschereau.

Monseigneur,

Le 31 octobre dernier, avec l'assentiment de Votre Grandeur, nous avons exposé d'une manière régulière, au gouvernement, les conditions auxquelles notre communauté se chargerait du soin des aliénés et cela en réponse à la demande faite, le 20 du même mois, par l'honorable secrétaire provincial.

Dans cette lettre nous disions ce qui suit: "Obligées cependant par notre constitution et nos règlements d'avoir l'approbation de notre archevêque pour conclure, nous prions seulement l'Exécutif de communiquer sa décision sur ce point à Sa Grandeur monseigneur Bégin. Si Sa Grandeur nous donne ensuite son autorisation, nous nous considérerons liées définitivement".

Comme cette affaire ne pourra pas se terminer avant votre départ pour Rome, et qu'elle pourrait l'être pendant votre absence, nous prions Votre Grandeur de nous autoriser à conclure, et à signer tous documents nécessaires pourvu que les conditions du contrat soient conformes à ce qui est spécifié dans la soumission régulière sus-mentionnée adressée par notre communauté à l'honorable secrétaire provincial le 31 octobre dernier.

Nous sommes avec le plus profond respect,

Monseigneur,

de Votre Grandeur,

Les très humbles et obéissantes servantes

(Signé)

Les soeurs de la Charité de Québec,  
par soeur Saint-Jean, Dépositaire.

Sa Grandeur mgr Bégin a répondu comme suit:

Québec, le 13 déc. 1892

Archevêché de Québec

Révérende soeur supérieure des soeurs de la Charité de Québec,  
Ma révérende mère,

Je vous donne l'autorisation que vous avez demandée pour acheter l'asile de Beauport. Elle ne devra revêtir un caractère public que dans le cas où l'on stipulerait le marché selon les conditions déjà débattues. Avec cette autorisation, vous pourrez aller jusqu'à \$400,000 ou \$425,000.

Si vous deviez dépasser cette somme qui me paraît amplement suffisante, vous me télégraphierez à mon adresse que vous trouverez à l'archevêché.

Notre itinéraire se trouve un peu modifié par suite de certaines circonstances. Je ne m'embarquerai à New-York que le 21 à 6 hrs a.m. Je serai ensuite 8 jours environ sur mer, et j'aborderai au Havre, en France; puis j'irai probablement à Dieppe, Lille, Paris, Saint-Brieuc, Angers, Paray-le-Monial, Clermont, Lyon, Chambéry, Rome.

Votre tout dévoué en N.S.

L.N. Arch, de Cyrène

Coadjuteur

UNE VOIX: Qu'est-ce que ça prouve cela?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Ça prouve ceci: que, quand l'Opposition a dit qu'on a forcé les soeurs de la Charité à payer \$425,000, on a dit des choses qui ne sont pas exactes — pour employer un terme qui est poli. Ça prouve que, quand la lettre du 31 octobre a été écrite, les soeurs, pour terminer le contrat d'une manière aussi avantageuse que possible, ne voulaient pas dire de suite quel prix elles étaient prêtes à payer, mais que, dès cette époque et avant, elles ont toujours été prêtes à payer un certain prix, et que, quand elles ont terminé le contrat, après de longues négociations, les soeurs ont payé le prix qu'elles étaient prêtes à payer d'abord. Ça prouve cela et ça prouve beaucoup parce que l'on veut faire croire à la Chambre et au public que nous avons forcé les soeurs à signer le contrat. Or, je dis, M. l'Orateur, que non seulement nous n'avons pas forcé les soeurs à signer ce contrat, mais nous avons dit aux soeurs: payez le prix que vous voudrez, payez le prix que vous croirez bon, que vous jugerez à propos de payer, et le gouvernement ne vous forcera pas à payer un prix ou un autre.

DES VOIX: Bravo! Bravo!

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Voilà la position que nous avons prise, et nous ne voulons pas que cette position soit travestie par

les discours qui ont été faits devant cette Chambre durant le présent débat.

J'ai été autorisé par les soeurs, qu'on nous accuse d'avoir maltraitées, à dire devant la Chambre tout ce qui s'est passé et ce qui s'est fait, dans l'intérêt public et de manière à donner satisfaction à l'opinion publique dans cette province.

DES VOIX: Bravo! Bravo!

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Maintenant, M. l'Orateur, un dernier mot et j'ai fini. On a dit, cet après-midi, j'ai entendu l'honorable député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand) dire: les annuités calculées à 4 p.c. d'après l'opinion du comptable du Crédit Foncier, représentent une somme de \$4,000 moins élevée que celle de \$18,600.

M. l'Orateur, je vais vous dire ceci: le calcul du député de Saint-Jean n'a qu'un défaut, c'est de ne tenir compte que de l'intérêt et d'oublier le fonds d'amortissement.

Quand les annuités ont été calculées, le calcul a été fait par les soeurs; elles ont fait vérifier leur calcul par les frères de la Doctrine chrétienne et par un prêtre très fort en mathématiques, qui ont trouvé que le calcul qui était fait dans le temps était un calcul satisfaisant.

J'ai pris la peine, lorsque j'ai lu l'amendement de l'honorable député de Saint-Jean, de demander par téléphone aux révérendes soeurs de la Charité comment elles avaient fait leur calcul, et voici la réponse que j'en ai reçue:

"Préférant, monsieur le ministre, rencontrer nos paiements par annuités, dans l'achat de l'asile de Beauport, nous en avons fait faire le calcul par plusieurs soeurs de la communauté, par les révérends frères de la Doctrine chrétienne et par un prêtre très fort en mathématiques, et tous sont arrivés au même résultat; en conséquence, nous avons été convaincues que les calculs d'annuités étaient corrects, et nous en avons été satisfaits.

J'ai l'honneur d'être, M. le ministre,  
Votre très humble servante,

Soeur Saint-Théodore".

Le taux réel c'est celui que l'honorable député de Huntingdon (M. G.W. Stephens) a donné ce soir, c'est-à-dire que c'est à peu près 5 1/2 p.c., et ça comprend en même temps l'intérêt et le fonds d'amortissement. C'est-à-dire que, pour les \$327,000, on paie une somme annuelle de \$18,600, ce qui représente à peu près 5 1/2 p.c. d'intérêt, et après que ces paiements ont été faits pendant 60 ans, on est libéré du capital en ayant payé simplement 5 1/2 p.c. d'intérêt sur le total.

L'honorable député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand) ne peut pas dire le contraire en face de ce calcul. Pendant 60 ans, les soeurs paient un intérêt d'un peu plus que 5 1/2 p.c. sur tout le montant, et au bout de 60 ans, la dette sera éteinte. Elles auront payé le capital par le service seul des intérêts.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Nous payons donc 5 1/2 p.c. d'intérêt.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Oui, 5 1/2 p.c. pour l'intérêt et le fonds d'amortissement réunis.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): 5 1/2 p.c. est à peu près le chiffre le plus exact.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): L'honorable député de Huntingdon (M. G.W. Stephens) dit que c'est correct.

DES VOIX: Bravo! Bravo!

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Il se trompe.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Voici le chef de l'Opposition (M. F.-G. Marchand) en désaccord avec son bras droit, avec le meilleur financier du Parti libéral! c'est jolii... et c'est satisfaisant pour le public et pour moi.

M. l'Orateur, ces remarques ont été longues et je me sens épuisé, mais je ne veux pas reprendre mon siège sans rappeler un souvenir. L'an dernier, l'honorable député de la division Saint-Jacques de Montréal (M. O.-M. Augé) avait violemment attaqué le contrat que j'avais passé avec les frères de la Charité pour l'école de réforme de la rue Mignonne. Je lui ai répondu: Je vais faire faire une enquête et vous verrez que vous avez tort. L'enquête a eu lieu et l'honorable député, avec une bonne foi qui l'honore, s'est levé cette année et a déclaré publiquement que j'avais eu raison sur tous les points.

Cette année, il a voté contre le contrat actuel ainsi que deux autres de nos amis, mais j'en appelle encore de leur jugement d'hier à leur jugement de demain et au jugement de l'histoire impartiale. Je remercie aussi celui des députés libéraux qui a eu le courage et l'impartialité de voter avec nous.

Je désire dire à la Chambre aussi que ceux qui ont calomnié l'honorable M. Angers et moi au sujet de cette transaction ont eu tort de ne pas avoir le courage de demander d'enquête. Mais cette enquête, ils vont l'avoir malgré eux devant les tribunaux afin qu'il ne reste rien, absolument rien du soupçon et de la calomnie.

En terminant, je désire adresser des remerciements publics à ces excellentes soeurs de la Charité qui ont contribué à une grande et belle réforme. A la révérende mère Marie du Sacré-Coeur, la première directrice de l'asile, celle qui a tout organisé là-bas avec un coup d'oeil et une incomparable habileté, j'offre avec effusion, au nom de la province, le témoignage d'une reconnaissance que je ressens beaucoup mieux que je ne puis l'exprimer. Il n'y a que ceux qui l'ont vue à l'oeuvre depuis le 8 avril qui savent bien ce que la province lui doit de patriotique reconnaissance.

Je souhaite succès aux bonnes soeurs de la Charité dans leur entreprise.

Que Dieu les garde et les protège et qu'il leur rende le bien qu'elles font à nos pauvres malades.

M. C. FITZPATRICK (Québec-Comté): Propose, appuyé par le représentant de Verchères (M. L.-A.-A.-E.-E. Lussier), que le débat soit ajourné.

Et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Augé, Bernatchez, Bisson, Caron, Cooke, Dechêne, Fitzpatrick, Gillies, Girard (Rouville), Girouard, Gladu, Gosselin, Laliberté, Lussier, Marchand, Mercier, Morin, Parent, Pinault, Stephens, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, 23.

CONTRE: MM. Allard, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Cartier, Casgrain, Châteauvert, Cholette, Chicoyne, Descarries, Desjardins, Doyon, Duplessis, England, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Hall, Kennedy, Lacouture, McDonald, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Panneton, Parizeau, Pelletier, Petit, Poirier, Rioux, Savaria, Ste-Marie, Simpson, Spencer, Taillon, Tellier, Tétreau, Villeneuve, 41.

Ainsi il est résolu négativement.

M. C. FITZPATRICK (Québec-Comté): Accuse le gouvernement de vouloir baillonner l'Opposition, de falsifier les documents pour renforcer sa position et d'être trop lâche pour défendre sa politique. Il discute la nature des contrats.

Et l'amendement à la question originale étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: Augé, Bernatchez, Bisson, Caron, Cooke, Dechêne, Gillies, Girard (Rouville), Girouard, Gladu, Gosselin, Laliberté, Lussier, Marchand, Mercier, Morin, Parent, Pinault, Stephens, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, 22.

CONTRE: Allard, Beaubien, Beauchamp, Cartier, Casgrain, Châteauvert, Cholette, Chicoyne,

Descarries, Desjardins, Doyon, Duplessis, England, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Hall, Kennedy, Lacouture, McDonald, Magnan, Marion, Nantel, Normand, Panneton, Parizeau, Pelletier, Petit, Poirier, Rioux, Savaria, Ste-Marie, Simpson, Spencer, Taillon, Tellier, Tétreau, Villeneuve, 39.

Ainsi, il est résolu négativement.

M. A. TURGEON (Bellechasse): Propose, appuyé par le représentant de Rimouski (M. A. Tessier), que la Chambre s'ajourne maintenant.

Cette motion est retirée du consentement unanime de la Chambre.

Et la question étant de nouveau proposée, Que la dite résolution soit maintenant lue la seconde fois;

M. V. GLADU (Yamaska): Commence un discours sur la motion d'ajournement (pendant que nombre de députés quittent la salle des séances).

M. F.-G. M. DECHENE (L'Islet): Soulève une question d'ordre en se plaignant que les membres ne sont pas assis pendant le discours. Il dit que les membres de la Chambre sont obligés de rester à leur siège quand un autre membre parle.

M. L'ORATEUR: Décide que la motion du représentant de L'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne) n'est pas dans l'ordre.

M. V. GLADU (Yamaska): Propose, appuyé par le représentant de Huntingdon (M. G. W. Stephens), que le débat soit ajourné.

Adopté.

La séance est levée à trois heures et demie a.m.

## Séance du 20 décembre 1893

### Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à quatre heures.

#### Rapports de comités:

M. J. MARION (L'Assomption): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité, conformément à l'ordre de référence de votre honorable Chambre, en date du 18 courant, a examiné le bill (bill no 79) modifiant la charte de la cité de Montréal (1889) et ses amendements, tel que modifié par le comité des bills privés, et trouve que les avis publiés dans la Gazette officielle et les journaux ne mentionnent pas les amendements demandés par les clauses 1, 19 et 20 du dit bill.

Quant à la clause première, attendu qu'il semble qu'elle est dans l'intérêt public, qu'aucun intérêt particulier n'a été lésé, que les parties intéressées ont eu l'opportunité d'être entendues devant le comité des bills privés et qu'elle a été discutée dans le conseil de la cité de Montréal, votre comité est convenu de recommander à votre honorable Chambre la suspension de la 51e règle.

Votre comité est aussi convenu de faire la même recommandation pour la clause 20, parce qu'elle lui paraît d'intérêt public.

Quant à la clause 19, votre comité ne croit pas devoir recommander la suspension de la dite règle 51e, attendu que cette clause tend à affecter des intérêts privés.

M. G. W. STEPHENS (Huntingdon): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-neuvième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill du Conseil législatif intitulé: "Acte pour amender la charte de la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la cité de Montréal", et y fait divers amendements qu'il a l'honneur de soumettre à la considération de votre honorable Chambre.

#### Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement, savoir:

Bill (bill no 47) intitulé: "Loi relative aux biens de feu François-Xavier Beaudry légués pour des fins de charité".

Et bill (bill no 87) intitulé: "Loi donnant de nouveaux pouvoirs à l'Union Saint-Joseph de Saint-Jean-Baptiste de Québec, et pour d'autres fins".

Aussi, le Conseil législatif a passé le bill (bill no 18) intitulé: "Loi modifiant le code municipal", avec un amendement seulement dans la version

anglaise, pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Et aussi, le Conseil législatif a passé le bill (bill no 35) intitulé: "Loi autorisant dame Albina Pominville, épouse de M. Arthur Gagnon, à vendre certains biens substitués" avec plusieurs amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

#### Code municipal

La Chambre procède à prendre, en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 18) intitulé: "Loi modifiant le code municipal".

Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

#### Vente de biens substitués

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 35) intitulé: "Loi autorisant dame Albina Pominville, épouse de M. Arthur Gagnon, à vendre certains biens substitués".

Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

#### Documents:

##### Asile de Beauport

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Demande au secrétaire (l'honorable L.-P. Pelletier) s'il a l'intention de soumettre à la Chambre tous les documents et lettres auxquels il a fait allusion dans le débat au sujet de l'asile.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dochester): Répond qu'il ne craint pas de soumettre ces documents; la plupart ont été publiés ou seront publiés dans les journaux.

Il présente la réponse supplémentaire à une adresse de l'Assemblée législative du 13 novembre 1893, demandant copie de toute correspondance et documents ayant trait à la vente de l'asile de Beauport aux soeurs de la Charité, et du contrat entre le gouvernement et les soeurs de la Charité et faisant suite aux documents et correspondances déjà produits à ce sujet lors de la dernière session de cette Législature. (Document de la session no 18a)

#### Taxes

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande quand le trésorier (l'honorable J.S. Hall) exposera sa législation sur les taxes.

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5): Répond qu'il sera prêt demain.

#### Asile de Beauport

L'ordre du jour étant lu pour la reprise du

débat ajourné sur la question proposée hier. Que la résolution, rapportée du comité général, le 15 novembre dernier, concernant le contrat passé entre les propriétaires de l'asile de Beauport et les soeurs de la Charité de Québec et le gouvernement, relativement à la vente de l'asile de Beauport, soit maintenant lue une seconde fois:

Et la question étant de nouveau proposée: la Chambre reprend ledit débat ajourné.

M. V. GLADU (Yamaska): Continue le débat en résumant son discours précédent.

M. N. BERNATCHEZ (Montmagny): Dit que le représentant de Dorchester (l'honorable L.-P. Pelletier) est entré dans le cabinet par ricochet, contre la volonté bien exprimée de tous les membres du gouvernement.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): L'Electeur a déjà avancé une chose semblable et a été forcé de se rétracter. La même chose pourrait vous arriver.

M. N. BERNATCHEZ (Montmagny): Dit qu'il n'a pas peur, qu'il est capable de se défendre.

Après avoir relu attentivement le discours fait la veille par le secrétaire de la province (l'honorable L.-P. Pelletier), il n'a pu y trouver, mises à part les affirmations gratuites, qu'un seul argument en faveur de cette transaction: une économie annuelle de \$32.00 par patient, soit la différence entre le montant prévu au contrat avec Landry et co. et celui du présent contrat. Mais le gouvernement n'a pas le droit de s'en attribuer le mérite. Alors qu'il était premier ministre, le député de Bonaventure (M. H. Mercier) avait déclaré énergiquement qu'à la fin de sa durée de cinquante ans, le contrat ne serait pas renouvelé, et qu'il s'en trouverait d'autres pour prendre soin des aliénés pour \$100.00 par année, pour chaque patient.

Il propose comme amendement, appuyé par le représentant de Huntingdon (M. G. W. Stephens), que tous les mots après "Que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants: "il soit résolu qu'en s'engageant à payer les versements non acquittés de l'annuité de \$18,600.00 par année, quand le contrat pour le maintien des aliénés prendra fin, soit du consentement mutuel durant les dix années du contrat ou à l'expiration d'icelui, le gouvernement a encouru imprudemment une grande responsabilité, vu que les mots: "non acquittés" comprendront alors non seulement les versements qui deviendront dus à l'avenir, mais ceux qui seraient dus et échus lors de telle annulation du contrat".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise: et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Bernatchez, Bisson, Cooke, Dechêne, Gillies, Girard (Rouville), Girouard, Gladu, Gosselin, Laliberté, Lussier, Marchand, Mercier, Morin, Parent, Pinault, Shehyn, Stephens, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, 21.

CONTRE: MM. Allard, Baker, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Cartier, Casgrain, Châteauvert,

Cholette, Chicoyne, Descarries, Desjardins, Doyon, Duplessis, England, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Hall, Kennedy, Lacouture, McDonald, McIntosh, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Panneton, Parizeau, Pelletier, Petit, Poirier, Rioux, Savaria, Sainte-Marie, Simpson, Spencer, Taillon, Tellier, Tétreau, Villeneuve, 44.

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée. Que la dite résolution soit maintenant lue pour la seconde fois:

M. A. TURGEON (Bellechasse): Propose comme amendement, appuyé par le représentant de L'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne), que tous les mots après "Que" dans la motion soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants: "il soit résolu que le lieutenant-gouverneur en conseil a garanti dans l'acte d'achat de l'asile de Beauport le paiement du prix d'acquisition vis-à-vis des trois vendeurs, savoir: Philippe Landry, Georges-Antoine LaRue et dame Delphine Lavigne, veuve de feu Dr Roy, quand ces trois vendeurs n'étaient pas les véritables propriétaires de tout l'immeuble;

Qu'il appert en effet au dit contrat que le dit Philippe Landry n'est propriétaire que d'un quart indivis, le Dr LaRue d'un douzième indivis, formant en tout seulement cinq douzièmes indivis de la dite propriété, les autres sept douzièmes indivis appartenant, partie aux enfants mineurs du Dr LaRue et partie aux héritiers du Dr Roy, la dite veuve Roy n'étant qu'usufruitière pour une moitié de la part laissée par son défunt mari;

Que la garantie du gouvernement donnée dans de telles circonstances expose les acquéreurs et le gouvernement à des poursuites en éviction, à des troubles et à des frais considérables, et constitue une négligence coupable et compromet gravement les intérêts publics".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Bernatchez, Bisson, Cooke, Dechêne, Gillies, Girard (Rouville), Girouard, Gladu, Gosselin, Laliberté, Lussier, Marchand, Mercier, Morin, Parent, Pinault, Shehyn, Stephens, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, 21.

CONTRE: MM. Allard, Baker, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Cartier, Casgrain, Châteauvert, Cholette, Chicoyne, Descarries, Desjardins, Doyon, Duplessis, England, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Hall, Kennedy, Lacouture, McDonald, McIntosh, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Panneton, Parizeau, Pelletier, Petit, Poirier, Rioux, Savaria, Ste-Marie, Simpson, Spencer, Taillon, Tellier, Tétreau, Villeneuve, 44.

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la question étant de nouveau proposée, Que la dite résolution soit maintenant lue pour la seconde fois.;

M. S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Propose comme amendement, appuyé par le représentant de Charlevoix (M. J. Morin), que tous les mots après "Que, jusqu'à la fin de la question, soient

retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots: "il soit résolu que cette Chambre voit avec regret que le gouvernement a passé le contrat soumis et qu'il l'a mis à exécution sans en soumettre préalablement le projet à la Législature; que ce système est imprudent et de nature à diminuer le légitime contrôle que cette Chambre doit avoir sur toute matière semblable."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Bernatchez, Bisson, Cooke, Dechêne, Gillies, Girard (Rouville), Girouard, Gladu, Gosselin, Laliberté, Lussier, Marchand, Mercier, Morin, Parent, Pinault, Shehyn, Stephens, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, 21.

CONTRE: MM. Allard, Baker, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Cartier, Casgrain, Châteauevert, Cholette, Chicoyne, Descarries, Desjardins, Doyon, Duplessis, England, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Kennedy, Lacouture, McDonald, McIntosh, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Panneton, Parizeau, Pelletier, Petit, Poirier, Rioux, Savaria, Ste-Marie, Simpson, Spencer, Taillon, Tellier, Tétreau, Villeneuve, 43.

Ainsi, il est résolu négativement.

M. J.P. COOKE (Drummond): Saisit l'occasion afin d'expliquer pourquoi il est contre le gouvernement sur cette question. Il est d'accord avec le gouvernement pour ce qui est de confier la garde des aliénés aux soeurs, mais il n'approuve pas l'achat. En fait, le véritable acquéreur est le gouvernement, puisque les soeurs peuvent rompre leur contrat quand elles le désirent, et qu'il y a une clause stipulant que si le gouvernement devenait propriétaire, les soeurs recevraient \$86.00 annuellement par patient. Pour ces raisons, il croit que le gouvernement est le véritable acquéreur. L'édifice ne vaut pas le montant payé. D'après lui, le montant de \$325,000 offert par les soeurs est raisonnable et il croit qu'avec cette entente, la province perdrait \$100,000.

Alors, la question principale étant mise aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Allard, Baker, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Cartier, Casgrain, Châteauevert, Cholette, Chicoyne, Descarries, Desjardins, Doyon, Duplessis, England, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Hall, Kennedy, Lacouture, McDonald, McIntosh, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Panneton, Parizeau, Pelletier, Petit, Poirier, Rioux, Savaria, Ste-Marie, Simpson, Taillon, Tellier, Tétreau, Villeneuve, 43.

CONTRE: MM. Bernatchez, Bisson, Cooke, Dechêne, Girouard, Gladu, Gosselin, Laliberté, Lussier, Marchand, Mercier, Morin, Parent, Pi-

nault, Shehyn, Stephens, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, 19.

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois.

Et la question étant mise aux voix, Que la Chambre concoure avec le comité dans la dite résolution, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

## Introduction de bills:

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 12) concernant le contrat passé entre le gouvernement et les propriétaires de l'asile de Beauport et les soeurs de la Charité de Québec, relativement à la vente de l'asile de Beauport.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

## Documents:

### Asile de Beauport

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse supplémentaire à une adresse de l'Assemblée législative du 13 novembre 1893, demandant copie de toute correspondance et documents ayant trait à la vente de l'asile de Beauport aux soeurs de la Charité, et du contrat entre le gouvernement et les soeurs de la Charité et faisant suite aux documents et correspondances déjà produits à ce sujet lors de la dernière session de cette Législature. (Document de la session no 18b)

### Asile de Beauport

L'ordre du jour pour la seconde lecture de la résolution rapportée du comité général mercredi le 15 novembre dernier, concernant le contrat passé entre le gouvernement et les soeurs de la Charité de Québec, relativement au maintien des aliénés de l'asile de Beauport, étant lu;

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable T.C. Casgrain), que la dite résolution soit maintenant lue la seconde fois.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Commence son discours. Il félicite l'Opposition de sa lutte au sujet de cette question de l'asile de Beauport. Mais il insiste sur la façon mercenaire avec laquelle l'asile a été dirigé sous le dernier régime.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.



## **Reprise de la séance à huit heures et demie**

### **Municipalité du village de Lauzon**

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 62) pour donner des pouvoirs plus étendus à la municipalité du village de Lauzon.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Substitution Guénette-Beaudry**

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill (bill no 86) concernant la substitution créée par François Guénette et Aurélie Beaudry, son épouse.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Travaux de la Chambre**

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Maurice (M. L.-T.-N.-L.-N. Duplessis), qu'à partir de jeudi le 21 décembre inclusivement, cette Chambre ait deux séances par jour: la première de trois heures à six heures (p.m.), et la seconde de huit heures (p.m.) jusqu'à l'ajournement.

Adopté.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Maurice (M. L.-T.-N.-L.-N. Duplessis), qu'à compter de jeudi le 21 décembre inclusivement, les ordres du gouvernement aient la préséance; et que, lorsque la Chambre s'ajournera vendredi, le 22 décembre, elle s'ajourne au lendemain, et qu'il y ait deux séances ce jour-là: la première de onze heures (a.m.) à 1 heure (p.m.), et la seconde de 3 heures (p.m.) à l'ajournement.

Adopté.

### **Rapports de comités:**

M. J. MARION (L'Assomption): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Maurice (M. L.-T.-N.-L.-N. Duplessis), que cette Chambre concoure dans le douzième rapport du comité permanent des ordres permanents.

M. J.P. COOKE (Drummond): Propose comme amendement appuyé par le représentant de Stan-

stead (M. M.F. Hackett), que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants: "le bill pour modifier la charte de la cité de Montréal (1889) et ses amendements soit de nouveau renvoyé au dit comité des ordres permanents, avec instruction de reconsidérer sa décision sur la clause numéro 19 du dit bill" (bill no 79).

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit.

POUR: MM. Baker, Bédard, Bernatchez, Cartier, Cooke, Dechêne, Doyon, England, Gillies, Girard (Rouville), Girouard, Gladu, Gosselin, Hackett, Laliberté, Lussier, McDonald, Mercier, Martineau, Morin, Parent, Pinault, Shehyn, Simpson, Spencer, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, 28.

CONTRE: MM. Allard, Beaubien, Beauchamp, Casgrain, Châteaufort, Cholette, Chicoyne, Descarnes, Duplessis, Flynn, Greig, Grenier, Kennedy, Lacouture, McIntosh, Magnan, Marion, Nantei, Normand, Panneton, Parizeau, Pelletier, Petit, Poirier, Rioux, Savaria, Ste-Marie, Stephens, Taillon, Tellier, Tétreau, Villeneuve, 32.

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors, la question principale étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

### **Testament de George Burns Symes**

M. J. TESSIER (Portneuf): Propose, selon l'ordre du jour: que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill B) du Conseil législatif intitulé: "Loi amendant la loi 44-45 Victoria, chapitre 86, intitulé: "Acte autorisant la vente de certaines propriétés substituées en vertu du testament de feu George Burns Symes."

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J. TESSIER (Portneuf): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

### **Asile de Beauport**

La Chambre reprend le débat sur la question proposée aujourd'hui, Que la résolution rapportée du comité général, mercredi le 15 novembre dernier, concernant le contrat passé entre le gouvernement et les soeurs de la Charité de Québec, relativement au maintien des aliénés de l'asile de Beauport, soit lue une deuxième fois.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Dit que la politique qui consiste à confier aux institutions religieuses le soin et la garde des malheureux, des déshérités du sort, des infirmes et des aliénés, est sa politique à lui et non celle des conservateurs, et le secrétaire provincial (l'honorable L.-P. Pelletier)

a fait erreur en voulant s'en attribuer le mérite. Nous, libéraux, nous aimons les religieuses, nous les respectons et nous comprenons que les fautes qu'elles commettent viennent de la tête et non du cœur.

Elles peuvent commettre des fautes en se fiant trop aux promesses de certain gouvernement et en permettant à ce même gouvernement de trop s'immiscer dans leurs affaires. Mais ces fautes sont oubliées lorsque l'on songe au bien que font ces religieuses. Remplissons donc notre rôle de législateurs comme des hommes et ne nous détournons pas de notre chemin lorsque nous rencontrons un dignitaire ecclésiastique quelconque ou une religieuse.

Que les religieuses soient tombées dans un guet-apens, que Mgr Bégin ait été trompé ou ait fait erreur lui-même, là n'est pas la question. Nous avons à décider si l'achat de l'asile de Beauport a été, oui ou non, avantageux.

Il ne faut pas oublier que la province se trouve liée pour 60 ans et le gouvernement a fait cet engagement pour favoriser, non pas les religieuses, mais les anciens propriétaires de l'asile, et ces derniers ne méritent aucune rémunération, n'ont droit à aucune récompense ni considération parce que, sous leur administration, cet asile a été un véritable enfer pour les malheureux qui y étaient entrés. Ce n'était pas la charité ni la pitié qui guidaient les propriétaires de l'institution, mais seulement un but de lucre.

Il dit qu'il n'est pas tombé du pouvoir à cause de l'affaire de la Baie-des-Chaleurs, mais parce qu'il a voulu toucher à cette question brûlante de l'asile de Beauport. Elle a amené sa rupture avec le secrétaire provincial (l'honorable L.-P. Pelletier), qu'il avait pourtant comblé de faveurs en le protégeant dans le comté de Dorchester et en le nommant conseiller législatif.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): C'est pas vrai!

DES VOIX: Toujours poli!

M. H. MERCIER (Bonaventure): M. l'Orateur, j'espère que vous n'avez pas entendu, ni moi non plus.

Quelles étaient les raisons de cette volte-face? On l'a su le jour où l'honorable monsieur s'est levé de son siège pour tonner contre le contrôle médical, disant que si les protestants de l'asile de Verdun étaient assez idiots pour faire cette concession, jamais les propriétaires de l'asile de Beauport n'y consentiraient! Aujourd'hui cependant, ce principe inviolable n'existe plus pour le secrétaire; son contrat est sous ce rapport un hommage à notre politique. Mais dans ce temps-là, il n'y fallait pas toucher.

Vers la même époque, M. Angers recevait des propriétaires un bel équipement et une paire de chevaux. Quand j'allais à Spencer Wood, j'étais obligé de m'écarter pour livrer passage à quelqu'un des propriétaires de l'asile de Beauport. Plus tard, lors des enquêtes d'Ottawa, ce ne fut qu'une allée et venue entre Spencer Wood et

l'asile. En vérité, l'asile a exercé plus d'influence sur les événements des deux dernières années que tout ce qu'on a pu inventer de calamités contre nous. On voulait arriver à temps pour le renouvellement du contrat. On est arrivé à temps! Voilà la vérité; voilà pourquoi l'on voit le présent gouvernement s'acharner à faire les conditions les plus dorées aux anciens propriétaires, au mépris des intérêts publics. Il a été mis au monde pour cela.

Tout absorbé par ses calculs fantaisistes destinés à prouver l'excellence du nouveau contrat, celui-ci s'est vanté d'avoir sauvé \$180,000 à la province. Aveu involontaire que c'est le gouvernement qui en réalité a acheté l'asile.

Le secrétaire dit que lui et M. Landry ne se parlent plus. Quelle bonne comédie! Il raconte que c'est dans le parloir des soeurs que cette chicane d'amoureux a éclaté. Allons! il ne faudrait pas introduire dans l'asile un gros cheval de bois (ou Charlebois) pour y rétablir la paix et la concorde!

Je propose comme amendement, appuyé par le représentant de Portneuf (M. J. Tessier), Que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants: "il soit résolu: Que par le contrat pour la garde, l'entretien et le soin des aliénés de l'asile de Beauport, passé entre le gouvernement de cette province et les soeurs de la Charité, devant maître Charlebois, notaire, le sept avril dernier (1893), et soumis à cette Chambre, il est stipulé, entre autres choses, ce qui suit:

"10. Le gouvernement de la province de Québec pourra en tout temps, pendant la durée du présent contrat, devenir propriétaire des bâtisses connues sous le nom d'asile de Beauport et ses dépendances, du terrain sur lequel elles sont construites, de la ferme qui y est attachée, ainsi que toutes les dépendances, en se chargeant de payer à l'acquit des dites soeurs de la Charité et à leur lieu et place tous et chacun des dits versements trimestriels non acquittés qui sont mentionnés dans le contrat passé ce jour entre les anciens propriétaires de l'asile de Beauport et les soeurs de la Charité, par acte devant V.-W. LaRue, N.P...

11. A l'expiration du présent contrat, si, du consentement des parties, il n'est pas renouvelé sur une base quelconque, ou si du consentement des parties le contrat venait à prendre fin avant l'expiration de son terme naturel, le gouvernement deviendra propriétaire de tout ce que mentionné dans la clause précédente, aux conditions y mentionnées.

Que ces stipulations sont en violation formelle de la clause 9 de l'acte 56 Victoria, chapitre 9, qui se lit comme suit:

Les arrangements autorisés par cette loi ne pourront en aucun temps être interprétés comme un engagement tacite ou implicite d'acheter le dit asile de Beauport et ses dépendances."

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Se lève pour répondre au représentant de Bonaventure (M. H. Mercier).

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Affirme que selon l'arrangement conclu la nuit dernière, la période des discours est terminée.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit qu'il ne peut laisser sans réfutation des affirmations comme celles que le représentant de Bonaventure (M. H. Mercier) vient de prononcer à son endroit. Il veut y répondre et défie le représentant de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand) d'affirmer qu'une explication sur une question personnelle violerait l'entente.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Admet que tel n'est pas le cas.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Commence à parler.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): L'interrompt.

M. L'ORATEUR: Intervient pour rétablir l'ordre.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit qu'il ne veut pas être interrompu à chaque mot qu'il prononce et demande si cette attaque est personnelle ou non.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Donc, cela rompt l'entente.

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Et c'était une question d'honneur!

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Affirme que le gouvernement a tendu un piège à l'Opposition.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit que le député de Bonaventure s'était plaint amèrement que certains des documents manquaient au dossier. C'est une erreur. Le dossier était bien complet lorsqu'on l'a apporté, mais l'Opposition y a ajouté, afin de démontrer que les soeurs étaient obligées de payer plus qu'elles ne le voulaient. Les documents ne justifient pas ces affirmations gratuites, et lorsque l'Opposition a changé son fusil d'épaule, le gouvernement a dû démontrer qu'il n'y avait rien de vrai dans ces affirmations. Il nie qu'il y ait le moindre fondement à l'accusation de collusion entre les ministres et l'ex-lieutenant-gouverneur, qui s'était attiré l'amour, l'honneur et l'estime de toute la province. Les journaux qui avaient osé l'incriminer dans cette affaire, l'ont accusé de les avoir basement persécutés quand il leur donnait la chance de prouver leurs affirmations indignes devant les tribunaux.

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Une persécution de \$199.00!

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit que l'époque où on laissait libre cours à la

calomnie est révolue. Si des poursuites de moins de \$200.00 les laissent, (les membres de l'Opposition) indifférents, il est autorisé à déclarer que si l'Électeur, organe officiel du Parti libéral, portait contre M. Angers les mêmes accusations que celles portées par le député de Bonaventure (M. H. Mercier), ce journal serait poursuivi pour une somme de \$25,000.

Ils pourront alors se présenter devant le tribunal, et tenter de prouver une seule de leurs accusations. Ils auront toute liberté pour agir. Il peut assurer la Chambre que M. Angers n'avait rien révélé à ses ministres au sujet du problème de Beauport, pas plus qu'il n'y avait fait la moindre allusion. En date du 5 décembre, l'Électeur a porté certaines des mêmes accusations portées ce soir par le député de Bonaventure contre les ministres, mais à la demande de ce dernier, il s'est rétracté. Les députés de cette Chambre sont protégés par la loi parlementaire; certains d'entre eux, sachant qu'on ne peut les poursuivre pour ce qu'ils disent, s'enhardissent à dire ce qu'ils n'oseraient pas exprimer en dehors de cette Chambre.

C'est la raison pour laquelle le député de Bonaventure déclare ici exactement le contraire de ce que son organe officiel a dit dans sa rétractation.

Laissez-les publier leurs accusations dans les journaux; cela pourrait coûter cher à ceux de la petite équipe adverse qui auraient le courage de le faire.

On l'a accusé d'avoir changé de ligne de conduite. Mais le député de Bonaventure, lui, a changé d'avis tellement souvent qu'on peut le comparer à un caméléon. Il fut d'abord conservateur, puis libéral, ensuite nationaliste, radical, puis ultramontain, à nouveau nationaliste et finalement libéral une fois de plus.

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Veut répondre au représentant de Dorchester (l'honorable L.-P. Pelletier).

M. L'ORATEUR: Rappelle à l'ordre le représentant de L'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne) vu qu'il n'a pas à répondre à des attaques personnelles.

M. A. TURGEON (Bellechasse): Propose, appuyé par le représentant de L'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne), que la Chambre s'ajourne maintenant.

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Prend la parole et s'attaque personnellement au représentant de Dorchester (l'honorable L.-P. Pelletier).

M. L'ORATEUR: Le rappelle à l'ordre car il s'écarte de la question.

M. V. GLADU (Yamaska): Intervient. Il raille le représentant de Dorchester (l'honorable L.-P. Pelletier) au sujet de la question du contrôle médical.

M. M. F. HACKETT (Stanstead): Demande si le représentant de Yamaska (M. V. Gladu) a l'intention de parler toute la nuit.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Fait remarquer **que** l'Opposition a entrepris de faire perdre un temps précieux et de prolonger inutilement la session.

M. V. GLADU (Yamaska): Dit qu'il n'a pas de leçon à recevoir du premier ministre. Il continue son discours.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit que l'Opposition a conclu une entente pour mettre fin au débat, mais que celle-ci a été violée par le secrétaire provincial (l'honorable L.-P. Pelletier).

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Nie cette affirmation et fait porter le blâme sur le représentant de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand).

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit qu'il est encore disposé à donner son adhésion à l'entente.

La proposition du député de Bellechasse (M. A. Turgeon) retirée du consentement unanime de la Chambre.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Bernatchez, Bisson, Cooke, De-chêne, Girard (Rouville), Girouard, Gladu, Gosselin, Laliberté, Lussier, Marchand, Parent, Pinault, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, 16.

CONTRE: MM. Allard, Baker, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Cartier, Casgrain, Châteauvert, Cholette, Descarries, Desjardins, Doyon, Duplessis, England, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Hall, Lacouture, McDonald, McIntosh, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Panne-ton, Parizeau, Pelletier, Poirier, Rioux, Savaria, Ste-Marie, Simpson, Spencer, Taillon, Tellier, Té-treau, Villeneuve, 39.

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question principale étant alors mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement sur la même division que la précédente prise inversement.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois et adoptée.

#### Introduction de bills:

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 11) relatif au contrat passé entre le gouvernement et les soeurs de la Charité de Québec, relativement au maintien des aliénés à l'asile de Beauport.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

#### Asile de Beauport

L'ordre du jour pour la seconde lecture de la résolution rapportée du comité de toute la Chambre, vendredi le 15 de novembre dernier, concernant un emprunt fait par les soeurs de la Charité à la "Standard Insurance Company", étant lu;

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable T. C. Casgrain) Que la dite résolution soit maintenant lue pour la seconde fois.

M. V. GLADU (Yamaska): Propose comme amendement, appuyé par le représentant de Lotbinière (M. E.-H. Laliberté), que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "lue une seconde fois, mais qu'il soit résolu que l'engagement fait par le gouvernement de garantir le paiement des \$90,000.00 empruntées apparemment pour l'achat des meubles de l'asile de Beauport est, dans les circonstances et aux conditions sous lesquelles il a été fait, une transaction maladroite, contraire aux intérêts publics et que l'état des finances de la province ne justifiait pas".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Bernatchez, Bisson, Cooke, De-chêne, Girard (Rouville), Girouard, Gladu, Gosselin, Laliberté, Lussier, Marchand, Parent, Pinault, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, 16.

CONTRE: MM. Allard, Baker, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Cartier, Casgrain, Châteauvert, Cholette, Descarries, Desjardins, Doyon, Duplessis, England, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Hall, Lacouture, McDonald, McIntosh, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Panne-ton, Parizeau, Pelletier, Poirier, Rioux, Savaria, Ste-Marie, Simpson, Spencer, Taillon, Tellier, Té-treau, Villeneuve, 39.

Ainsi, il est résolu négativement.

La question principale étant alors mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement sur la même division que la précédente prise inversement.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois et adoptée.

#### Introduction de bills:

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 13) intitulé: "Loi concernant un emprunt fait par les soeurs de la Charité à la "Standard Insurance Company".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

#### Asile de Beauport

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable T. C. Casgrain), que le bill (bill no 25) ayant pour objet d'assurer une quittance valide au gouvernement et déterminant les personnes auxquelles il remettra une partie du prix de l'asile de Beauport, soit maintenant lue pour la deuxième fois.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose

comme amendement à la motion, appuyé par le représentant de Montmagny (M. M. Bernatchez), que le mot "maintenant" soit retranché et que les mots: dans six mois à dater d'aujourd'hui". soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise: et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Bernatchez, Bisson, Cooke, Dechêne, Girard (Rouville), Girouard, Gladu, Gosselin, Laliberté, Lussier, Marchand, Parent, Pinault, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, 16.

CONTRE: MM. Allard, Baker, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Cartier, Casgrain, Châteauvert, Cholette, Descarries, Desjardins, Doyon, Duplessis, England, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Hall, Lacouture, McDonald, McIntosh, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Panneton, Parizeau, Pelletier, Poirier, Rioux, Savaria, Ste-Marie, Simpson, Spencer, Taillon, Tellier, Tétreau, Villeneuve, 39.

Ainsi, il est résolu négativement.

La question principale étant alors mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement sur la même division que la précédente prise inversement.

Le bill est en conséquence lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

#### **Tarif des droits sur le bois**

L'HONORABLE G.-A. NANTÉL (Terrebonne): Propose, appuyé par le représentant de Compton (M. J. McIntosh), qu'à la prochaine séance cette Chambre se forme en comité général pour prendre en considération une certaine résolution concernant le tarif de droits sur les différentes espèces de bois passant par les ouvrages faits pour en faciliter le flottage sur les rivières et cours d'eau.

Adopté.

#### **Licences et taxes**

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Propose, appuyé par le représentant de Nicolet (l'honorable L. Beaubien), qu'à la prochaine séance

ce cette Chambre se forme en comité général pour considérer certaine résolution concernant certaines licences et taxes.

Adopté.

#### **Droits sur les successions**

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Propose, appuyé par le représentant de Nicolet (l'honorable L. Beaubien), qu'à la prochaine séance cette Chambre se forme en comité général pour prendre en considération certaine résolution concernant les droits sur les successions et les mutations de propriétés.

Adopté.

#### **Dettes publiques**

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Propose, appuyé par le représentant de Nicolet (l'honorable L. Beaubien), qu'à la prochaine séance cette Chambre se forme en comité général pour prendre en considération certaine résolution concernant la dette publique.

Adopté.

#### **Corporations commerciales**

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Propose que le bill (bill no 139) modifiant la loi concernant les taxes directes sur les corporations commerciales, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

#### **Transport d'immeubles**

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Propose que le bill (bill no 134), validant certains actes de transport d'immeubles, sujets aux droits imposés par l'article 1191a des statuts refondus, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

La séance est levée à une heure et demie (a.m.).

## Séance du 21 décembre 1893

Sous la présidence de l'honorable  
P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à trois heures et demie.

### Dépôt de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table:

Par M. Morris, la pétition de P. McGowan et autres de la cité de Montréal, et la pétition de Donald A. Smith et autres de la cité de Montréal.

### Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement:

Bill (bill no 15) intitulé: "Loi amendant la loi des écoles d'industrie".

Et bill (bill no 22) intitulé: "Loi amendant la loi concernant le Conseil d'hygiène de la province de Québec".

### Asile de Beauport

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 25) ayant pour objet d'assurer une quittance valide au gouvernement et déterminant les personnes auxquelles il remettra une partie du prix de vente de l'asile de Beauport.

Adopté.

En comité:

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande comment le gouvernement a pu arriver à un arrangement avec les propriétaires de l'asile au sujet de la part qui revenait à chacun d'eux.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Répond que les intéressés en sont venus à une entente devant le comité. Tous se sont déclarés satisfaits.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Craint que ceux, parmi les propriétaires, qui sont mineurs n'aient à se plaindre un jour de ce que leurs intérêts auront été négligés dans cette affaire.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Répond que ces mineurs ont des tuteurs qui veillent sur leurs intérêts et que leur part sera déposée à la banque avec un intérêt composé.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Déclare que ce règlement est arbitraire et qu'il exposera, dans l'avenir, le gouvernement et les religieuses à des difficultés judiciaires. Il propose comme amendement, appuyé par le représentant de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants: "il soit résolu que ce bill ne règle point d'une manière satisfaisante et parfaite les droits des propriétaires en question; que le règlement proposé est arbitraire et expose les acquéreurs et le gouvernement qui en est le garant à des troubles judiciaires, et que conséquemment ce projet de loi ne devrait pas être adopté par cette Législature".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Augé, Bernatchez, Bisson, Caron, Cooke, Dechêne, Gladu, Gosselin, Laliberté, Marchand, Mercier, Morin, Morris, Stephens, Tessier (Portneuf), Tessier (Rouville), Turgeon, 17.

CONTRE: MM. Allard, Baker, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Cartier, Casgrain, Châteauvert, Cholette, Chicoyne, Descarries, Desjardins, Doyon, Duplessis, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Hall, Kennedy, Lacouture, McDonald, McIntosh, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Panneton, Parizeau, Pelletier, Petit, Poirier, Rioux, Savaria, Ste-Marie, Spencer, Taillon, Tellier, Tétreau, Villeneuve, 42.

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors, la question principale étant mise aux voix, Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu pour la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix, Que le bill passe et que le titre soit: "Loi ayant pour objet d'assurer une quittance valide au gouvernement et déterminant les personnes auxquelles il remettra une partie du prix de vente de l'asile de Beauport", la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Asile de Beauport

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable T.C. Casgrain), que le bill (bill no 12) concernant le contrat passé entre le gouvernement et les propriétaires de l'asile de Beauport et les soeurs de la Charité de Québec, relativement à la vente de l'asile de Beauport soit maintenant lu la deuxième fois.

M. C. FITZPATRICK (Québec-Comté): Dit que le but de ce bill est de légaliser le contrat auquel le gouvernement était partie de par sa garantie du prix d'achat. Lorsque le contrat fut présenté à la Chambre pour la première fois, les députés

auraient dû avoir devant eux les mêmes renseignements que le gouvernement, lorsqu'il fut conclu. Il a été amené à le condamner en l'absence de la lettre de Mgr Bégin au dossier. Il pensait que les soeurs avaient été honnêtes en déclarant dans leur lettre que le montant de leur propriété s'élevait à \$330,000, qu'elles agissaient en tant que soeurs de la Charité, et qu'elles n'essayaient pas de nous tromper quant à leurs intentions. Le secrétaire de la province (l'honorable L.-P. Pelletier) était en possession de la lettre, et il aurait été de son devoir de la produire. Il ajoute que la Chambre n'a pas été bien informée des données sur lesquelles repose la transaction parce que le secrétaire de la province n'a pas fourni des documents complets.

Il termine en proposant comme amendement, appuyé par le représentant de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants: "Attendu que ce bill a pour effet de sanctionner un contrat par lequel le gouvernement engage le crédit de la province pour la somme de \$18,600.00 par année, pendant soixante ans, et garantit en outre la capacité légale des soeurs de la Charité de contracter;

Attendu que, pour se prononcer sur l'opportunité d'un contrat de cette nature, il était nécessaire pour la Législature, lors du débat sur les résolutions, de connaître parfaitement toute la correspondance et les documents de nature quelconque relativement à cette affaire;

Attendu que la Chambre a ordonné la production de tous ces documents;

Attendu qu'en réponse à cet ordre de la Chambre, le gouvernement a produit sur le bureau de la Chambre une série de documents ne comprenant qu'une certaine portion de ceux dont le gouvernement a, dans le cours de la discussion sur cette affaire, fait usage;

Attendu que la Chambre a été imparfaitement renseignée sur la matière;

Attendu qu'en résumant les débats sur cette question, l'honorable secrétaire de la province a lu devant cette Chambre des documents qui n'avaient pas été produits, dont quelques-uns étaient la contradiction de ceux précédemment produits et qui altéraient matériellement la situation respective des parties mettant ainsi la Chambre sous une fausse impression;

Il est résolu que ce bill ne soit pas lu une seconde fois, maintenant".

L'HONORABLE L.P. PELLETIER (Dorchester): Dit que le dossier mis devant la Chambre était un dossier complet. Les contrats produits portaient la preuve qu'ils avaient été approuvés par Mgr Bégin puisqu'ils avaient sa signature. La lettre de Monseigneur n'aurait pas été lue sous les soupçons injustes et perfides qu'on a persisté à publier en Chambre et dans les journaux. Cette lettre ne prouve rien de nouveau et le gouvernement n'a pas trompé la Chambre.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Accuse le

secrétaire de la province (l'honorable L.-P. Pelletier) d'agir en quelque sorte comme courtier pour trois parties dont les intérêts entrent en conflit. Si un ministre agissait de la sorte en Angleterre, il aurait à démissionner sur-le-champ. C'est le devoir du ministre de représenter la couronne exclusivement, et de laisser les autres se débrouiller.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Déclare les insinuations du représentant de Huntingdon (M. G.W. Stephens). Il a collaboré avec le secrétaire provincial (l'honorable L.-P. Pelletier) tout au long de ces négociations, et peut donner, à la Chambre, l'assurance que ni lui-même, ni le secrétaire provincial n'ont outrepassé leur pouvoir et il faut être de mauvaise foi pour imaginer le contraire. Ils sont seulement intervenus dans l'intérêt public.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Se plaint de ce que le gouvernement, en gardant la lettre de Mgr Bégin secrète, ait ainsi abusé de l'Opposition et l'ait mise dans une position fautive.

M. L.-A.-A.-E.-E. LUSSIER (Verchères): Prend la parole mais son intervention porte sur divers sujets, excepté sur celui de l'asile de Beauport.

M. L'ORATEUR: Fait remarquer au député de Verchères (M. L.-A.-A.-E.-E. Lussier) qu'il ne doit pas s'adresser à la deuxième personne en parlant d'un membre de la Chambre dans son discours. C'est une irrégularité signalée par les règlements.

M. L.-A.-A.-E.-E. LUSSIER (Verchères): S'excuse et continue son discours.

M. L'ORATEUR: Le rappelle de nouveau à l'ordre.

M. L.-A.-A.-E.-E. LUSSIER (Verchères): Reprend la parole, mais, à quelques reprises, il s'adresse directement au secrétaire provincial (l'honorable L.-P. Pelletier) plutôt qu'à l'Orateur.

M. L'ORATEUR: Le rappelle à l'ordre.

M. L.-A.-A.-E.-E. LUSSIER (Verchères): Poursuit son discours sans tenir compte des remarques de l'Orateur.

M. L'ORATEUR: Rappelle de nouveau à l'ordre le représentant de Verchères (M. L.-A.-A.-E.-E. Lussier) et déclare qu'après l'avoir averti plusieurs fois de parler pertinemment et de ne pas s'éloigner de la question, il a continué d'employer un langage non pertinent. Il déclare de plus que, conformément à la règle 120 de cette Chambre, il est obligé d'appliquer à l'honorable député la règle suivante des Communes anglaises:

L'Orateur peut attirer l'attention de la Chambre sur le fait qu'un député parle continuellement d'une manière non pertinente, ou sur les répétitions oiseuses que fait ce député et il peut le requérir de discontinuer son discours.

En conséquence, il invite l'honorable député à discontinuer ses remarques.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Fait remarquer à l'Orateur que cette sévérité de sa part était une entrave à la liberté de discussion appliquée très rarement en Angleterre, dans les cas d'extrême gravité, en vertu d'un règlement adopté en 1883 à l'occasion des obstructions persistantes faites à la discussion par la minorité de l'époque, qu'un de nos règlements dit qu'en l'absence d'une règle précise de notre Législature les règles de la Chambre des communes britanniques pourront être appliquées ici. Mais il faut se rappeler que nous ne sommes soumis, sous ce rapport, qu'aux règles parlementaires de la Chambre anglaise existant à l'origine de la Confédération canadienne de notre Parlement.

La clôture et toutes les autres mesures draconiennes qui en sont l'apanage, ayant été instituées subséquemment, ne peuvent s'appliquer à nos délibérations.

M. L'ORATEUR: Répond qu'il se conforme à la procédure britannique et par conséquent aux règles de la Chambre.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Dit qu'il veut en appeler de la décision de l'Orateur.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Demande si le chef de l'Opposition (M. F.-G. Marchand) est d'accord avec cette affirmation.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Dit qu'il exerce son droit de député et que le chef de l'Opposition n'a rien à voir dans sa décision.

M. C. FITZPATRICK (Québec-Comté): Six heures!

M. J. MARION (L'Assomption): Propose, appuyé par le représentant de Bagot (M. M. McDonald), que le débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée à l'unanimité.

## Documents:

### Compagnies de chemin de fer

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Met devant la Chambre les états, rapports et statistiques des compagnies de chemins de fer jusqu'au 30 juin 1893, en conformité des articles 5176 (par. 14), 5178, 5179 et 5180 des statuts refondus de la province de Québec. (Document de la session no 71)

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

## Reprise de la séance à huit heures et demie

### Charte de la cité de Montréal

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 79) modifiant la charte de la cité de Montréal (1889) et ses amendements.

Adopté.

### En comité:

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Ce système est pratiqué à Québec et fonctionne bien. Le maire n'est après tout que le président du conseil, et il est de coutume pour toutes les assemblées délibérantes d'élire leur propre président. Des élections faisant appel à 45,000 voteurs, comme c'est le cas pour Montréal, entraînent d'énormes dépenses électorales et, de plus, il est impossible de prévoir avec certitude quelle sera l'opinion des électeurs. Si on laisse ce système continuer, il sera bientôt impossible de trouver à Montréal des hommes de valeur intéressés à se présenter à la mairie.

Les échevins de Montréal représentent naturellement les citoyens; on peut leur confier en toute sécurité le choix du maire. Dans certains pays comme en France, dont il admire beaucoup l'organisation municipale, et comme en Angleterre où le système municipal est presque sans défaut, de même que dans plusieurs villes américaines, les maires sont élus par le conseil de ville.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Demande au député de Wolfe (M. J.-A. Chicoyne) s'il a présenté des pétitions pour appuyer l'amendement qu'il propose aujourd'hui.

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Non.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Traite avec sarcasme l'attitude d'un député des Cantons de l'Est qui prétend démontrer aux citoyens de Montréal qu'ils sont mal gouvernés. Il met longuement en lumière les hommes éminents qui ont été élus maires de Montréal par suffrage universel: l'honorable J. Abbott, feu le premier ministre du Dominion, Louis Rodier, qui se rendit à Griffintown en canot pour distribuer des aliments aux gens éprouvés, le docteur Hingston, un Irlandais célèbre et expert renommé en médecine, Jean-Louis Beaudry, qui, à plusieurs reprises, a fait honneur à sa race, Henry Starnes, qui par deux fois a été élu maire ainsi que président du Conseil législatif, Jacques Grenier, un Canadien français qui, lui aussi, a fait honneur à sa race, et l'honorable James McShane.

Rires.

UNE VOIX: Pousse un cri.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Il déclare qu'il



est normal d'entendre des cris d'animaux dans les bois ou, passe encore, chez les Indiens, mais qu'il n'y a pas de place pour les animaux sauvages dans cette Chambre. Il répétera le nom de M. McShane.

Rires.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Vous pouvez bien rire, mais M. McShane a été l'ami dévoué de toute la population et a rendu de fiers services aux classes ouvrières.

Il poursuit en rappelant qu'en France les maires des centres importants sont nommés par le gouvernement. Est-ce cette centralisation césarienne qu'on voudrait introduire ici?

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): S'oppose à l'amendement pour les mêmes raisons que le représentant de Bonaventure (M. H. Mercier). Il précise que la raison d'économie ne s'applique pas ici, attendu que l'élection du maire se fait en même temps et aux mêmes frais que le renouvellement du conseil.

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Dit que l'autre jour, le député de Bonaventure (M. H. Mercier) a voté pour que l'on change le système à Québec, bien que ni le conseil municipal, ni la population n'en aient exprimé le désir. M. dit qu'il a autant le droit de déposer son amendement que l'avait le député de L'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne), lorsque ce dernier en a déposé un dans le sens contraire, lors de l'étude du bill de Québec (bill no 51).

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Fait remarquer qu'il est citoyen de Québec.

M. G. W. STEPHENS (Huntingdon): Souligne qu'il a presque autant d'intérêt dans la ville de Montréal que le député de L'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne). Il est peut-être le deuxième plus ancien membre du conseil municipal encore en poste, et, depuis très longtemps, on parle de retourner à l'ancien système où le conseil était chargé d'élire le maire. Après tout, il est plus avantageux pour la population que le maire soit élu par le conseil, étant donné que les frais d'élection peuvent se chiffrer autour de \$20,000 à \$30,000.

Il fait remarquer que le député de Bonaventure (M. H. Mercier) n'a pas mentionné le nom de M. Beaugrand dans sa liste des maires illustres de Montréal, bien que ce dernier fut l'un des meilleurs que Montréal ait jamais eu.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Interrompt le député de Huntingdon (M. G.W. Stephens) pour dire qu'il était dans son intention de mentionner M. Beaugrand, mais qu'il l'avait complètement oublié. Il a d'ailleurs voté pour lui.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Dit qu'il a voté pour lui et a aussi souscrit à son élection. Il maintient que si le maire était élu par le conseil, les membres du conseil seraient d'une classe supérieure. Certains hommes pourraient devenir

d'excellents maires, mais ils n'ont pas les moyens d'assumer les frais qu'une élection entraîne. Il exprime, en terminant, son espoir de voir la Chambre accorder au conseil de Montréal le même privilège dont jouit présentement le conseil de Québec.

M. P. KENNEDY (Montréal no 6): Dit que l'amendement prévoit des changements trop considérables pour être adopté, d'autant plus que personne à Montréal n'en a fait la demande. Par conséquent, il votera contre. Il est surpris de constater que ceux qui ont traité les membres du conseil, d'aventuriers, sont pressés de leur conférer des pouvoirs supplémentaires.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon, I): Dit que les aventuriers auront vidé la place d'ici un an.

M. P. KENNEDY (Montréal no 6): Que dites-vous?

M. J.-M. TELLIER (Joliette): (En aparté au député de Montréal no 6, M. P. Kennedy) Il dit l'an prochain.

M. P. KENNEDY (Montréal no 6): (S'adressant au député de Huntingdon, M. G.W. Stephens) Voulez-vous dire que je ne serai pas réélu l'an prochain?

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Voyons! L'honorable député sait très bien qu'il peut être élu dans n'importe quel district de Montréal, ou dans n'importe quelle circonscription électorale de la province.

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): S'oppose à l'amendement étant donné qu'il n'y a aucune pétition à cet effet. Il est en faveur de l'élection du maire par le peuple et il irait même jusqu'à lui accorder le droit de veto, droit dont jouissent les maires aux Etats-Unis et, pense-t-il, aussi le Lord maire de Londres.

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): S'oppose à l'amendement.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Est en faveur de l'amendement. Si l'amendement est voté, il proposera d'y insérer une clause stipulant que le maire doit être choisi en dehors du conseil, parmi les ex-échevins, par exemple. D'après lui, ce serait une bonne idée d'offrir la mairie en récompense aux échevins pour leur long service.

Et l'amendement étant mis aux voix, il est résolu négativement sur division.

Le comité fait rapport qu'il y a eu quelque progrès et demande la permission de siéger à nouveau.

#### Asile de Beauport

La Chambre reprend le débat ajourné sur l'amendement proposé aujourd'hui à la question,

Que le bill (bill no 12) concernant le contrat passé entre le gouvernement et les propriétaires de l'asile de Beauport et les soeurs de la Charité de Québec, relativement à la vente de l'asile de Beauport, soit maintenant lu une seconde fois; et lequel amendement comporte, que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants:

Attendu que ce bill a pour effet de sanctionner un contrat par lequel le gouvernement engage le crédit de la province pour la somme de \$18,600.00 par année, pendant soixante ans, et garantit en outre la capacité légale des soeurs de la Charité de contracter;

Attendu que, pour se prononcer sur l'opportunité d'un contrat de cette nature, il était nécessaire pour la Législature, lors du débat sur les résolutions, de connaître parfaitement toute la correspondance et les documents de nature quelconque relativement à cette affaire;

Attendu que la Chambre a ordonné la production de tous ces documents;

Attendu qu'en réponse à cet ordre de la Chambre, le gouvernement a produit sur le bureau de la Chambre une série de documents ne comprenant qu'une certaine portion de ceux dont le gouvernement a, dans le cours de la discussion sur cette affaire, fait usage;

Attendu que la Chambre a été imparfaitement renseignée sur la matière;

Attendu qu'en résumant les débats sur cette question, l'honorable secrétaire de la province (l'honorable L.-P. Pelletier) a lu devant cette Chambre les documents qui n'avaient pas été produits, dont quelques-uns étaient la contradiction de ceux précédemment produits et qui altéraient matériellement la situation respective des parties, mettant ainsi la Chambre sous une fausse impression;

Il soit résolu que ce bill ne soit pas lu une seconde fois, maintenant".

Et l'amendement étant de nouveau proposé, la Chambre reprend le dit débat ajourné.

M. J. MARION (L'Assomption): Dit que la Chambre a été témoin et après-midi, d'un très triste spectacle qui n'est pas de nature à édifier la population. Les chefs s'étaient mis d'accord pour que le débat se termine avec le député de Bonaventure (M. H. Mercier), mais l'Opposition a proposé d'autres orateurs, dont le député de Verchères (M. L.-A.-E. Lussier) qui a fait perdre un temps précieux.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Dit qu'il en a appelé de la décision de l'Orateur empêchant le représentant de Verchères (M. L.-A.-E. Lussier) de continuer son discours et il veut savoir ce qu'est devenu son appel.

M. L'ORATEUR: Déclare que l'ajournement du débat ayant été résolu on ne peut plus revenir sur le débat de la séance précédente.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Dit qu'il se réserve le droit de maintenir son appel.

M. L'ORATEUR: Répond qu'il n'y a aucun moyen, selon les règlements, de le soumettre à la Chambre, et que le député de Bonaventure (M. H. Mercier) devrait le savoir.

M. A. W. MORRIS (Montréal no 4): Dit qu'il a voté en faveur des amendements jusqu'à maintenant parce qu'il était contre l'achat de l'asile, mais dorénavant il se refuse à voter en leur faveur, le débat ayant pris tournure d'obstruction. Cependant, il votera contre l'adoption du bill.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Augé, Bernatchez, Bisson. Bourbonnais, Caron, Cooke, Dechêne, Girouard, Gladu, Gosselin, Laliberté, Lussier, Marchand, Mercier, Morin, Parent, Pinault, Shehyn, Stephens, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, 22.

CONTRE: MM. Allard, Baker, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Cartier. Casgrain, Châteauevert, Cholette, Chicoyne, Descarries, Doyon, Duplessis, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Hall, Kennedy, Lacouture, McDonald, McIntosh, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Panneton, Parizeau, Pelletier, Petit, Poirier, Rioux, Savaria, Spencer, Taillon, Tellier, Tétreau, Villeneuve, 40.

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question principale étant de nouveau proposée, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois;

M. H. MERCIER (Bonaventure): Propose comme amendement, appuyé par le représentant de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "il est résolu: 1. Qu'il est démontré que les soeurs de la Charité de Québec n'avaient et n'ont point la capacité légale de faire ce contrat; 2. Qu'en se portant garant de la capacité des dites soeurs, le gouvernement a pris un engagement qu'il n'était pas autorisé à prendre. 3. Que cette garantie expose le gouvernement à des troubles judiciaires et à des procès ruineux, et que ces risques auraient dû être laissés aux vendeurs".

M. J. P. COOKE (Drummond): Proteste contre les amendements. Il ne comprend pas la conduite des membres de l'Opposition. Ils agissent comme des écoliers. Il a voté en faveur de certains amendements bien qu'il ne les approuve pas, estimant que la transaction n'était pas avantageuse. Il ne partage pas l'opinion de l'Opposition qui prétend qu'il s'agit d'une transaction honteuse.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Bernatchez, Bisson, Bourbonnais, Caron, Dechêne, Girouard, Gladu, Gosselin, Laliberté, Lussier, Marchand, Mercier, Morin, Parent, Pinault, Shehyn, Stephens, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, 20.

CONTRE: MM. Allard, Baker, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Cartier, Casgrain, Châteaufort, Cholette, Chicoyne, Cooke, Descarries, Doyon, Duplessis, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Hall, Kennedy, Lacouture, McDonald, McIntosh, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Panneton, Parizeau, Pelletier, Petit, Poirier, Rioux, Savaria, Ste-Marie, Spencer, Taillon, Tellier, Tétreau, Villeneuve, 42.

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors, la question principale étant mise aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Allard, Baker, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Cartier, Casgrain, Châteaufort, Cholette, Chicoyne, Descarries, Doyon, Duplessis, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Hall, Kennedy, Lacouture, McDonald, McIntosh, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Panneton, Parizeau, Pelletier, Petit, Poirier, Rioux, Savaria, Ste-Marie, Spencer, Taillon, Tellier, Tétreau, Villeneuve, 41.

CONTRE: MM. Bernatchez, Bisson, Bourbonnais, Caron, Cooke, Dechêne, Girouard, Gladu, Gosselin, Laliberté, Lussier, Marchand, Mercier, Morin, Parent, Pinault, Shehyn, Stephens, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, 21.

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

### **Asile de Beauport**

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable T. C. Casgrain), la deuxième lecture du bill (bill no 13) concernant un emprunt fait par les soeurs de la Charité à la "Standard Insurance Company".

Et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Allard, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Cartier, Casgrain, Châteaufort, Cholette, Chicoyne, Descarries, Doyon, Duplessis, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Hall, Kennedy, Lacouture, McDonald, McIntosh, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Panneton, Parizeau, Pelletier, Petit, Poirier, Rioux, Savaria, Ste-Marie, Spencer, Taillon, Tellier, Tétreau, Villeneuve, 40.

CONTRE: MM. Bernatchez, Bisson, Bourbonnais, Caron, Cooke, Dechêne, Girouard, Gladu, Gosselin, Laliberté, Marchand, Mercier, Parent, Pinault, Shehyn, Stephens, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, 19.

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

### **Asile de Beauport**

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable T. C. Casgrain), la deuxième lecture du bill (bill no 11) concernant le contrat passé entre le gouvernement et les soeurs de la Charité de Québec, relativement au maintien des aliénés à l'asile de Beauport.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

### **Code de procédure civile du Bas-Canada**

L'HONORABLE T. C. CASGRAIN (Montmorency): Propose, appuyé par le représentant de Dorchester (l'honorable L.-P. Pelletier), que, demain, à la première séance, la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération certaines résolutions relatives à la revision et à la modification du code de procédure civile du Bas-Canada.

Adopté.

### **Procédure civile**

L'HONORABLE T. C. CASGRAIN (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 3) relatif à la procédure civile et en demande le renvoi à la prochaine session vu que l'ouvrage n'est pas terminé et qu'il veut donner aux députés l'occasion de l'étudier et de faire leurs suggestions.

L'HONORABLE T. C. CASGRAIN (Montmorency): Il explique la nature de cette mesure dont le but est d'assurer une conduite plus rapide et plus équitable des affaires. Un des changements proposés vise à prévenir les délais dans certains cas où une des parties en demandant un procès avec jury, peut s'assurer un délai de 30 jours. Cette mesure empêcherait les demandes pour procès avec jury, qui ne servent qu'à prolonger la cause.

M. C. FITZPATRICK (Québec-Comté): Félicite le procureur général (l'honorable T. C. Casgrain) d'avoir entrepris une oeuvre aussi importante que la refonte du code de procédure. Le besoin de cette refonte se faisait sentir depuis plusieurs années. Il parle en faveur de plusieurs des changements proposés. Il approuve la réorganisation des cours, la réduction du nombre des juges. Il y en a actuellement 37 au Québec tandis qu'il y en a seulement 14 en Ontario. Le coût au Québec est de \$160,000 comparativement à \$74,000 en Ontario.

M. C. FITZPATRICK (Québec-Comté): Les juges d'Ontario, beaucoup moins nombreux, sont de loin les mieux payés. Ceux de la province de Québec sont les moins bien payés de l'Empire britannique. Le juge en chef de la Cour du banc de la reine de la province de Québec ne reçoit qu'environ \$7,000, alors que ceux de Victoria N.S.W. et de nombreuses autres colonies austra-

liennes sont payés \$17,000 par année. Il espère que le procureur général obtiendra toutes les suggestions possibles concernant son bill sur la procédure civile, et qu'une fois satisfait des propositions valables apportées, il aura le courage de présenter son bill avec défense d'y faire des changements inopportuns.

M. M. F. HACKETT (Stanstead): Dit qu'il est entièrement d'accord avec les remarques du dernier orateur, et que l'honorable procureur général (l'honorable T. C. Casgrain) a droit à des remerciements, non seulement de la part des membres du Barreau, mais aussi du public en général, pour avoir présenté ce bill. Il pense que ce bill devrait être soumis au Barreau. Parmi les changements à recommander, il pense que l'on devrait accepter légalement le témoignage d'une épouse. Les hommes eux-mêmes ont le droit de témoigner dans des causes où ils sont concernés; pourquoi leurs femmes n'auraient-elles pas les mêmes droits? Un changement particulièrement souhaitable pourrait être instauré dans les causes de séparation de corps et de bien, où les abus dont se plaint la poursuite ne sont généralement pas commis en public, et que, par conséquent, des parties non concernées sont rarement appelées à témoigner. Il dit que les amendements proposés sont une véritable bénédiction pour le public et le Barreau; ils méritent la gratitude et la considération de toute la population de la province.

M. C. FITZPATRICK (Québec-Comté): Dit qu'il désire ajouter que le coût des procès dans la province est absolument ruineux, et que c'est une des principales raisons pour lesquelles la population quitte la province dans une si grande proportion. Si un homme de la campagne perd sa cause en Cour supérieure, deux solutions s'offrent à lui: ou bien hypothéquer sa ferme, ou bien quitter le pays. Il estime tout à fait injuste que le fermier soit virtuellement le seul homme à ne pas avoir le droit de témoigner pour sa propre défense. Tous les autres peuvent le faire; pourquoi le malheureux fermier n'aurait-il pas le même avantage?

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Dit qu'il est favorable à la simplification des procédures. Il parle de la réorganisation des cours et de la réforme de la procédure civile.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Parle dans le même sens.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Dit que quelques temps avant l'arrivée au pouvoir du gouvernement actuel, il avait rencontré l'honorable Laflamme qui lui avait dit qu'il espérait qu'un des premiers soins du gouvernement serait de réformer le code de procédure civile. Le procureur général (l'honorable T.C. Casgrain) a entrepris cette tâche, et il doit être félicité de son travail.

M. C. FITZPATRICK (Québec-Comté): Dit que

le tarif des avocats devrait être modifié par les juges et non par le gouvernement.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Dit que les juges ne veulent pas être importunés par cela.

M. C. FITZPATRICK (Québec-Comté): Dit que quel que soit leur tarif, les avocats continueront à saigner les riches aussi souvent qu'ils le pourront.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Dit qu'une loi imparfaite bien connue est préférable à une loi parfaite mal connue et qu'il faut être prudent avant d'entreprendre un changement radical dans nos lois.

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Voudrait qu'on imitât la loi américaine où il y a de bien bonnes choses à prendre.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Remercie ceux qui ont pris part au débat.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité permanent de législation et lois expirantes.

## Documents:

### Code de procédure civile

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Met devant la Chambre le rapport préliminaire relatif à la revision du code de procédure civile. (Document de la session no 73)

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Propose, appuyé par le représentant de Dorchester (l'honorable L.-P. Pelletier), que ce rapport soit imprimé pour l'usage des membres de cette Chambre.

Adopté.

### Officiers de justice

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 5) modifiant la loi relative aux traitements de certains officiers de justice.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Propose que le bill soit lu pour la troisième fois à la première séance de la Chambre, demain.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Fait une objection.

L'HONORABLE T. C. CASGRAIN (Montmorency): En appelle au chef de l'Opposition (M. F.-G. Marchand).

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit qu'il n'y peut rien.

La proposition est adoptée.

#### **Messages du Conseil législatif:**

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants avec plusieurs amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre:

Bill (bill no 48) intitulé: "Loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de la rive sud".

Bill (bill no 65) intitulé: "Loi modifiant de nouveau la charte de la ville de Lévis, telle que refondue par la loi 36 Victoria, chapitre 60, et les actes qui l'amendent".

Et bill (bill no 78) intitulé: "Loi amendant les diverses lois concernant la corporation de la cité des Trois-Rivières".

#### **Compagnie du chemin de fer de la rive sud**

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 48) intitulé: "Loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de la rive sud".

Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Incorporation de la ville de Lévis**

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 65) intitulé: "Loi modifiant de nouveau la charte de la ville de Lévis, telle que refondue par la loi 36 Victoria, chapitre 60, et les actes qui l'amendent".

Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Corporation de la cité des Trois-Rivières**

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 78) intitulé: "Loi amendant les diverses lois concernant la corporation de la cité des Trois-Rivières".

Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

La séance est levée à minuit.

### **Séance du 22 décembre 1893**

#### **Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc**

La séance s'ouvre à trois heures quarante-cinq.

#### **Dépôt et lecture de pétitions:**

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De P. McGowan et autres, et de Donald A. Smith et autres, de la cité de Montréal, demandant des amendements à la charte de la dite cité et aux actes qui l'amendent.

#### **Messages du Conseil législatif:**

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement:

Bill (bill no 10) intitulé: "Loi amendant la loi relative aux asiles des aliénés".

Bill (bill no 7) intitulé: "Loi amendant la loi relative aux édifices publics".

Bill (bill no 30) intitulé: "Loi amendant la loi concernant l'agriculture, relativement aux sociétés d'horticulture et de pomologie".

Bill (bill no 83) intitulé: "Loi modifiant les actes relatifs à la Compagnie de chemin de fer urbain de Montréal".

Et bill (bill no 28) intitulé: "Acte amendant l'acte 20 Victoria, chapitre 125, intitulé: "Acte pour diviser la commission des chemins à barrières de Québec en deux commissions distinctes, et établir d'autres dispositions à cet effet, et les différents actes l'amendant".

#### **Rapports de comités:**

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des privilèges et élections. Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de faire le rapport suivant:

Votre comité a entendu un grand nombre de témoins à l'appui des accusations portées par M. Adélard Turgeon, député de Bellechasse, contre M. Victor Allard, député de Berthier, dans une déclaration faite devant cette honorable Chambre, le 15 novembre dernier.

Les accusations portées contre M. Allard dans la dite déclaration peuvent se résumer comme suit:

1. Une enquête ayant été faite par l'inspecteur des bureaux d'enregistrement contre M. Amateur Demers, registrateur de la division d'enregistrement de Berthier, le dit M. Allard aurait, dans l'automne de 1892, offert au dit M. Amateur Demers de le maintenir dans sa position de registrateur, au moyen de son influence politique, comme député de Berthier, auprès du gouvernement de la province de Québec, si lui, le dit

Amateur Demers, payait au dit M. Allard la somme de \$1,200.00.

2. Que le dit M. Allard serait entré en négociations avec M. J.-A. Laferrière, de Berthier, pour faire nommer celui-ci registrateur de la division d'enregistrement du comté de Berthier, à condition que le dit Laferrière lui payât la somme de \$1,200.00 pour son influence politique auprès du gouvernement de Québec.

3. Que le dit M. Allard aurait, moyennant une somme d'argent, offert ou fait offrir à Louis Désy et Louis Pelland, ci-devant employés du gouvernement de Québec, de leur faire conserver leur position en employant, auprès du gouvernement, son influence comme député.

4. Que, moyennant une certaine somme d'argent, le dit M. Allard aurait, au moyen de son influence comme député, promis de régler une poursuite pour infraction à la loi des licences intentée par le percepteur du revenu contre un nommé Napoléon Ricard.

Sur les deux premières accusations, à la demande de M. A. Turgeon, les témoins suivants, entr'autres, ont été examinés: Omer Dostaler, Amateur Demers, Alf. Dostaler, C.-A. Chenevert, J.-A. Laferrière, Archibald Dostaler, Hector Champagne, J.-O. Pelland et Arthur Bourguignon.

Les principaux témoins à charge contre M. Allard, et les seuls qui parlent avec quelque précision quant aux deux premières accusations plus haut mentionnées, sont: M. Amateur Demers et M. Omer Dostaler. M. Demers prétend que M. Allard lui-même lui aurait déclaré, dans le mois d'octobre 1892, que, s'il payait à M. Allard \$1,200.00, il serait maintenu dans sa position de registrateur; quant à M. Dostaler, il rapporte plusieurs conversations qu'il a eues avec M. Allard et M. Généreux d'après lesquelles il aurait compris que si Demers lui donnait \$1,200.00 il ne serait pas destitué.

Votre comité est d'opinion qu'aucune foi ne peut être ajoutée au témoignage de ces deux témoins pour, entre autres, les raisons suivantes:

Dans une lettre, en date du 19 novembre 1892, écrite par le dit Omer Dostaler à M. Allard, le premier écrit à celui-ci qu'il reconnaît que les accusations qu'il a lancées contre lui, quant à l'affaire Demers, sont fausses, et fondées sur des informations qu'il croyait vraies, mais qu'il a depuis découvert être inexacts et, dans cette lettre, M. Dostaler demande à M. Allard de lui pardonner d'avoir répandu ces bruits et le supplie de rester son ami.

Dans une lettre écrite par le même M. Dostaler à l'honorable Thomas Chase Casgrain, procureur général, en date du 7 février 1893, le dit Dostaler traite de "cancans" les accusations portées contre M. Allard au sujet de l'affaire Demers.

Dans son témoignage devant votre comité, le dit Dostaler avoue qu'après avoir lui-même mis en circulation les accusations contre M. Allard, il a essayé de faire croire que c'était Agapit Laferrière qui les lui avait répétées, avouant en même temps que, lorsqu'il faisait cette déclaration, il savait qu'il ne disait pas la vérité.

Le même témoin, en outre des contradictions flagrantes que l'on constate dans ses dépositions, est contredit par les honorables MM. Flynn, Casgrain et Pelletier entendus comme témoins par votre comité, et aussi d'une manière formelle par J.-A. Laferrière, Alfred Dostaler et J.-A.-E. Généreux, qui tous jurent de la manière la plus positive que les diverses déclarations faites à leur sujet, par le dit Dostaler, sous serment, sont absolument fausses. Il a même avoué, dans le cours de sa déposition, qu'il s'était trompé dans sa déclaration en ce qui regarde M. Flynn et M. Pelletier.

Quant au témoin, Amateur Demers, votre comité représente qu'il est avocat et âgé de 53 ans. Ce témoin déclare qu'il a toujours nié les accusations que l'on portait à son sujet contre M. Allard dans toutes les conversations qu'il a eues avec diverses personnes et cela jusqu'à ce qu'il ait été destitué par le gouvernement.

Il déclare de plus que, dans une lettre adressée à la Gazette de Berthier, en date du 11 novembre 1892, il a formellement nié les accusations que l'on portait à son sujet contre M. Allard.

Il admet que, le 3 novembre 1892, il a signé et donné une déclaration solennelle dans la forme voulue par les statuts, attestant que les accusations que l'on portait contre M. Allard à son sujet étaient fausses. Il est prouvé par M. J.-A.-E. Généreux que cette déclaration solennelle a été écrite sous la dictée du dit Demers, et qu'il l'a dictée et donnée librement et sans aucune contrainte; cependant, dans sa déposition devant votre comité, le dit Amateur Demers jure que, lorsqu'il a donné cette déclaration solennelle, il savait qu'il ne disait pas la vérité.

Le dit Amateur Demers avoue que, quoiqu'il l'eût fait sous son serment d'office, il a transmis au gouvernement, pendant quatre ou cinq mois consécutifs, des rapports faux au sujet de son bureau d'enregistrement.

Il a été prouvé devant votre comité que Omer Dostaler avait un intérêt considérable à faire maintenir, dans sa position, le dit Amateur Demers, vu que celui-ci devait personnellement une somme de \$2,000.00 et qu'en outre Dostaler était responsable d'une autre somme de \$5,000.00 due par le dit Demers.

La deuxième accusation portant que M. Allard serait entré en négociations avec J.-A. Laferrière pour le faire nommer registrateur, moyennant le paiement de la somme de \$1,200.00, a été détruite et repoussée par le témoignage du dit J.-A. Laferrière qui jure, de la manière la plus positive, que M. Allard ne lui a jamais demandé un sou, qu'il n'en a jamais offert, ni promis, ni donné au dit M. Allard.

Quant à la troisième accusation, deux témoins ont été entendus à ce sujet: J.-A. Laferrière susdit et Louis Désy; mais les témoins ne parlent pas de l'accusation au sujet de Louis Désy, se bornant à celle qui regarde Louis Pelland.

Votre comité attire spécialement l'attention de la Chambre sur le témoignage du dit Louis Désy: celui-ci jure que J.-A. Laferrière lui aurait dit que si \$200.00 lui étaient payées par Louis Pelland, alors

employé du gouvernement, le dit Pelland garderait sa position; mais, malgré des efforts réitérés, on n'a pu faire dire à Louis Désy qu'il avait été aucunement question de M. Allard dans cette conversation.

M. J.-A. Laferrière contredit positivement le dit Louis Désy, et, en comparant les deux témoignages, votre comité est convaincu qu'il ne peut y avoir de doute que l'histoire racontée par Louis Désy a été inventée de toutes pièces.

Sur la dernière accusation, celle au sujet d'une poursuite intentée contre Napoléon Ricard, votre comité attire l'attention de cette honorable Chambre sur le fait que M. Turgeon a voulu faire entendre divers témoins pour prouver qu'ils avaient eu, avec M. Ricard, une conversation au sujet de la poursuite intentée contre lui par le percepteur du revenu. Votre comité a décidé que, vu que M. Ricard était assigné comme témoin, et qu'il était prêt à donner son témoignage, l'on ne pouvait entendre de témoins pour contredire ce Monsieur, ou pour le reprocher ou simplement pour faire une preuve par ouï-dire.

Votre comité a entendu le dit Napoléon Ricard, lequel a juré, de la manière la plus positive, qu'il n'a jamais rien donné, ni promis, ni offert, à M. Allard, afin d'engager ce dernier à se servir de son influence politique auprès du gouvernement de Québec pour faire régler une poursuite qui avait été intentée contre le dit Ricard par le percepteur du revenu. Napoléon Ricard jure que, dans cette clause, il a employé M. Allard comme son avocat, et que, pour les pas et les démarches, les frais de voyages et les honoraires de ce monsieur, il lui a payé la somme de \$40.00. Il est bon de faire remarquer que, pour les fins de cette cause, M. Allard avait été obligé de faire un voyage de Berthierville à Louiseville et deux voyages de Berthierville à Québec.

Votre comité attire l'attention de votre honorable Chambre sur le fait que M. C.-A. Chesnevert, Amateur Demers et T.-P. Rivard ont essayé, en offrant de l'argent au dit Napoléon Ricard, de faire donner à celui-ci une déclaration solennelle accusant M. Allard de lui avoir vendu son influence politique, ce que le dit Ricard a refusé.

Votre comité désire faire remarquer à votre honorable Chambre que tous les témoins entendus l'ont été à la demande expresse de M. Turgeon, et que tous ces témoins étaient, par conséquent, des témoins à charge; néanmoins, loin d'établir les accusations portées dans la déclaration du dit M. Adélar Turgeon, ces témoins ont complètement détruit les accusations portées, et exonéré M. Allard.

C'est pour cette raison que lorsque M. Turgeon eut déclaré son enquête close, et que M. Allard eut demandé de faire entendre, en défense, les témoins suivants, savoir: l'honorable Thomas Chase Gasgrain, l'honorable V.-P. Lavallée, le révérend messire A. Morin, F. O. Lamarche, S.T. Saint-Cyr, Agapit Laferrière, C. Lafontaine, C. Marcoux, M. A.-L. Aubin, D. Giroux, C. Olivier, P. Lavallée, Archibald Dostaler et Alfred Dostaler, votre comité a cru devoir déclarer qu'il n'était pas

nécessaire pour M. Allard de faire entendre aucun témoin.

Votre comité fait rapport à votre honorable Chambre de la preuve et de tous les documents produits.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, appuyé par le représentant de Chambly (l'honorable L.-O. Taillon), que cette Chambre concoure avec le comité dans ce rapport.

Adopté sur division.

(Le représentant de Berthier (M. V. Allard) revient prendre son siège).

## Documents:

### Infraction à la loi des licences

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Met devant la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre du 13 décembre 1893, pour une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement et A. McEachran, du bureau du revenu, et M. J.K. Elliott, avocat, au sujet de la poursuite intentée contre Thomas Lee, de Saint-Anicet, pour infraction à la loi des licences. (Document de la session no 74)

### Vente d'un rang du canton Mailloux

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Met devant la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre du 13 décembre 1893, pour une copie de toute correspondance se rapportant à la confirmation de la vente, à Célestin Morin, du lot 25 dans le premier rang du canton Mailloux. (Document de la session no 75)

### Vente de boissons sans licence

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Met devant la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre du 13 décembre 1893, pour une copie de toute correspondance entre le gouvernement et le percepteur du revenu pour le district de Chicoutimi ou toute autre personne, au sujet des poursuites prises contre Pitre McLean, de Bagotville, pour vente de boissons sans licence. (Document de la session no 76)

## Introduction de bills:

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 145) amendant la loi concernant l'agriculture et la colonisation, relativement aux sociétés coopératives des cercles agricoles.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. C. FITZPATRICK (Québec-comté): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 148) modifiant la loi concernant les registres de l'état civil.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

### Asile de Beauport

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 12) concernant le contrat passé entre le gouvernement et les propriétaires de l'asile de Beauport et les soeurs de la Charité de Québec, relativement à la vente de l'asile de Beauport.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté sur division. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Asile de Beauport

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 13) concernant un emprunt fait par les soeurs de la Charité de Québec à la "Standard Life Insurance Company".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté sur division. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Asile de Beauport

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 11) concernant le contrat passé entre le gouvernement et les soeurs de la Charité de Québec, relativement au maintien des aliénés à l'asile de Beauport.

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Soulève la question d'ordre suivante:

1. Que la clause 2 du bill (bill no 11) étant une clause affectant des intérêts purement privés et faisant de ce bill un bill hybride, avis aurait dû être donné aux parties intéressées.

2. Le bill (bill no 11) n'est pas basé sur la résolution adoptée par la Chambre, mais au contraire contient une clause (la clause 2) qui n'a aucun rapport avec le contrat mentionné dans la résolution sur laquelle est basé le bill (bill no 11).

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Explique qu'il y a eu quelque chose de passé, lors de l'impression du bill, dans une clause, et qu'il en a averti l'honorable chef de l'Opposition (M. F.-G. Marchand). Il fait voir qu'il n'y a aucun intérêt privé là-dedans, et que l'intérêt public domine.

M. L'ORATEUR: Décide comme suit: Je ne puis être appelé à me prononcer sur la première raison à l'appui de l'objection et je laisse à la Chambre de décider ce point. La seconde raison alléguée pour que le bill soit déclaré hors d'ordre n'est pas fondée, parce que l'adoption préalable de résolutions en comité général de la Chambre n'est requise que pour la partie des bills publics comportant une charge publique, d'après la clause 41 des règles de cette Chambre.

Et la question étant de nouveau proposée, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil;

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Propose comme amendement à la motion, appuyé par le représentant de Bellechasse (M. A. Turgeon), que tous les mots après "Que", jusqu'à la fin de la motion, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants: L'ordre du jour pour comité général sur ce bill soit rescindé et que le dit bill, étant un bill hybride, soit référé au comité des ordres permanents avec ordre au dit comité de s'enquérir si des avis suffisants ont été donnés de la clause 2 du dit bill, et si les autres règlements concernant les bills hybrides ont été observés".

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Met la majorité en garde contre les dangers du précédent qu'elle va créer. Il dit que c'est pour les municipalités et non pour le gouvernement que l'on accorde de telles exemptions.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Dit que le bill est hybride, qu'il tient à la fois du bill privé et public, et que comme tel il doit retourner au comité permanent des ordres permanents.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): S'oppose à l'amendement et soutient qu'il s'agit d'un bill public.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Bernatchez, Bourbonnais, Dechêne, Gladu, Laliberté, Lussier, Marchand, Mercier, Morin, Parent, Pinault, Shehyn, Stephens, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), 15.

CONTRE: MM. Allard, Baker, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Caron, Cartier, Casgrain, Châteauevert, Cholette, Chicoyne, Cooke, Doyon, Duplessis, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Grenier, Hall, Kennedy, Lacouture, McDonald, McIntosh, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Panneton, Parizeau, Pelletier, Petit, Poirier, Rioux, Savaria, Ste-Marie, Simpson, Spencer, Taillon, Tellier, Tétreau, Villeneuve, 40.

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

### En comité:

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): S'oppose tou-



jours à la clause 2 du bill. Il s'agit des règles de la Chambre qu'il faut respecter.

M. C. FITZPATRICK (Québec-Comté): Dit que le bill est sans aucun doute un bill public. Il approuve la politique générale du gouvernement en cette matière, mais s'oppose à la rétroactivité du bill. Toute taxe ayant été légalement imposée à l'asile par le passé, devra être payée par les nouveaux propriétaires. Il est d'accord pour les en exempter dans le futur.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit qu'il est d'accord.

M. C. FITZPATRICK (Québec-Comté): Critique la formulation de la clause assurant un octroi du gouvernement aux soeurs pour les cas spéciaux.

Cette clause ouvre la porte aux abus. Il craint que le gouvernement n'ait aussi à payer entièrement les \$75,000 de réparations effectuées présentement. Le contrat ne stipule certainement pas que les soeurs auront à les payer.

Il fait lecture de l'interview du correspondant du Montreal Daily Herald avec soeur Saint-Théodore pour démontrer les soeurs n'envisagent pas de payer pour ces améliorations. Il demande ensuite au secrétaire de la province (l'honorable L.-P. Pelletier) quels sont les arrangements pris en ce qui concerne les maladies autres que celles pour lesquelles les patients sont hospitalisés, comme la fièvre typhoïde par exemple.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Répond que le gouvernement a des chirurgiens en résidence à l'asile pour s'occuper des cas de ce genre. Il dit que c'est lui qui a rédigé le bill et l'a référé au procureur général (l'honorable T.C. Casgrain) qui, après y avoir fait certains changements, l'a approuvé. Le bill est ensuite passé aux mains des notaires qui y ont aussi fait certains changements, puis il est retourné au procureur général et à lui-même.

M. C. FITZPATRICK (Québec-Comté): Qui les paie?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Le gouvernement.

M. C. FITZPATRICK (Québec-Comté): Donc le gouvernement paie pour tous les soins médicaux autres que ceux requis pour le traitement de l'aliénation mentale?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Oui.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il y a eu quelque progrès et demande la permission de siéger à nouveau.

#### **Messages du Conseil législatif:**

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé le bill (bill no 135) intitulé: "Loi amendant la loi concernant l'agriculture, relativement aux cercles agricoles", avec plusieurs amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

#### **Cercles agricoles**

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 135) intitulé: "Loi amendant la loi concernant l'agriculture relativement aux cercles agricoles."

Les amendements sont adoptés, et le bill est retourné au Conseil législatif.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

#### **Reprise de la séance à neuf heures**

#### **Introduction de bills:**

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 149) amendant l'article 4124 des statuts refondus de la province de Québec concernant les arpentiers de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 150) amendant les dispositions spéciales relatives aux écoles publiques de la cité de Montréal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 151) constituant en corporation l'Ecole polytechnique.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

#### **Admission de L.G. Glass au Barreau**

M. M. F. HACKETT (Stanstead): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 67) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, Louis Gordon Glass au nombre de ses membres.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il y a eu quelque progrès et demande la permission de siéger à nouveau.

#### **Charte de la cité de Montréal**

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 79) modifiant la charte de la cité de Montréal (1889) et ses amendements.

Adopté.

En comité:

M. P. KENNEDY (Montréal no 6): S'oppose vigoureusement à la clause 7 prévoyant l'élargis-

sement des rues chaque fois qu'une majorité des propriétaires sont d'accord.

Il propose, appuyé par le député de Montréal no 5 (l'honorable J.S. Hall), que l'on retire cette clause.

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Appuie cette demande.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Proteste. Veut-on démolir le bill de fond en comble? On a tenté de biffer la clause de la gare de l'Est, dans la partie canadienne-française, mais on a échoué, et c'est heureux.

La motion est adoptée.

Le comité continue à étudier le bill. Les clauses concernant la bibliothèque publique et l'alignement des rues sont discutées et adoptées.

Le comité fait rapport qu'il y a eu quelque progrès et demande la permission de siéger à nouveau.

#### **Admission de C. Piché au Barreau**

M. V. ALLARD (Berthier): Propose, appuyé par le représentant de Richelieu (M. L. Lacouture), que le bill (bill no 74) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Camille Piché au nombre de ses membres, après examen, soit remis sur l'ordre du jour pour être considéré en comité général de la Chambre à la prochaine séance.

Adopté.

#### **Asile de Beauport**

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 11) concernant le contrat passé entre le gouvernement et les soeurs de la Charité de Québec, relativement au maintien des aliénés à l'asile de Beauport.

Adopté.

#### **En comité:**

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Donne tous les renseignements demandés par l'Opposition.

Le gouvernement de la province de Québec pourra en tout temps, pendant la durée du présent contrat, devenir propriétaire des bâtisses connues sous le nom d'asile de Beauport et ses dépendances, du terrain sur lequel elles sont construites, de la ferme qui y est attachée, ainsi que toutes les dépendances, en se chargeant de payer à l'acquit des dites soeurs de la Charité et à leur lieu et place, tous et chacun des dits versements non acquittés qui sont mentionnés dans le contrat passé ce jour entre les anciens propriétaires de l'asile de Beauport et les soeurs de la Charité par acte devant V.-W. LaRue, N. P.

Si le gouvernement devient ainsi propriétaire, il devra acheter en même temps, toutes les additions et améliorations qui auront pu être faites au

dit asile avec le consentement préalable du lieutenant-gouverneur en conseil et qui auront été payées par les dites soeurs de la Charité et ce, à dire d'experts qui devront être choisis comme suit: le lieutenant-gouverneur en conseil et les dites soeurs de la Charité choisiront chacun un expert; le troisième sera choisi par les deux premiers dans le délai fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil. A défaut d'entente par les dits deux experts dans le délai voulu, le troisième expert sera nommé par un juge de la Cour supérieure, en Chambre, sur la demande de l'une des parties intéressées, qui sera tenue de donner avis de cette demande à l'autre partie.

A l'expiration du présent contrat, si du consentement des parties, il n'est pas renouvelé sur une base quelconque ou si du consentement des parties le contrat venait à prendre fin avant l'expiration de son terme naturel, le gouvernement deviendra propriétaire de tout ce qui est mentionné dans la clause précédente aux conditions y mentionnées, et il devra en outre, acquérir les meubles, biens meubles et effets mobiliers se trouvant dans le dit asile ou sur la propriété et servant à l'exploitation d'iceux, pour le prix fixé par les experts en vertu de la clause précédente, ou à défaut de telle nomination par des experts nommés de la même manière.

Les malades confiés aux soins des soeurs seront transportés à l'asile aux frais et dépens du gouvernement ou des parties intéressées, sauf le recours du gouvernement contre les personnes, corporations ou municipalités qui y sont tenues d'après la loi.

Il est convenu que si après leur arrivée à l'asile, ces personnes viennent à s'éloigner de l'asile, les dites soeurs seront tenues de faire, à leurs propres frais, toutes les diligences et perquisitions nécessaires pour les trouver et les ramener au dit asile.

Lors du paiement de chaque trimestre, le gouvernement paiera aux parties de la seconde part une somme additionnelle de trois piastres, pour frais d'inhumation et autres frais funéraires de chaque malade décédé à l'asile pendant ce trimestre.

Si en aucun temps pendant la durée du présent contrat le gouvernement devenait propriétaire des immeubles du dit asile, le prix de la garde et des soins des malades sera réduit à quatre-vingt-six piastres par année pour le temps qui restera à courir.

Si le gouvernement devenait propriétaire des dits immeubles soit pendant la durée du présent contrat, soit à son expiration il devrait rembourser aux dites soeurs de la Charité une somme égale à celle qu'elles se trouveraient à avoir payée en capital seulement dans les annuités dont il est fait mention au contrat passé ce jour devant V.-W. LaRue et ci-dessus mentionnées.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Discute du taux d'intérêt. L'acte d'affermage dit que si au bout de dix ans les soeurs abandonnent, le gouvernement leur remettra ce qu'elles auront

payé en capital. Quelle est la part du capital et des intérêts? A quel taux d'intérêt les annuités de \$18,600 ont-elles été calculées? Le secrétaire provincial (l'honorable L.-P. Pelletier) a déclaré jusqu'ici que c'était à 4 p. c. C'est pas vrai. J'ai prouvé l'autre jour qu'à 4 p.c. l'intérêt ne ferait que \$14,450 et qu'à ce compte les annuités en capital étant de \$4,150 représentent \$93,000 de plus que les \$327,000 consentis par les soeurs pour les immeubles, c'est-à-dire que les soeurs sont volées de \$93,000. Ainsi, si c'est 4 p. c, les soeurs paient des annuités excessives; si c'est 5 p. c, elles paient un intérêt trop élevé, elles auraient pu avoir l'argent à meilleur marché que cela.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Admet que la part en capital remboursable par le gouvernement au bout de dix ans sera de \$2,011 par année, c'est-à-dire que les soeurs paient l'intérêt à 5 p. c.

M. G. W. STEPHENS (Huntingdon): Se plaint que le contrat n'établit pas qui, du gouvernement ou des soeurs, devra payer pour les améliorations apportées au bâtiment. Environ \$22,000 ont déjà été déboursés et les soeurs refusent de les payer.

M. C. FITZPATRICK (Québec-Comté): Demande si le gouvernement paie d'autres montants pour le maintien de l'asile en plus des honoraires des chirurgiens en résidence.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Répond que le gouvernement paie deux aumôniers ainsi que deux médecins.

M. C. FITZPATRICK (Québec-Comté): Fait remarquer que d'après ce qu'il en sait, \$132.00 par tête est à peu près le plus bas prix que l'on puisse charger pour prendre soin des aliénés. Il veut savoir comment on pourrait en prendre soin pour aussi peu que \$100.00 par personne annuellement.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Les soeurs pourraient fournir l'eau à la municipalité de Limoilou de leur aqueduc, et en tirer ainsi un bon revenu. Si la municipalité n'en a pas autrement besoin, l'eau pourrait être utilisée comme force motrice à la place de la vapeur.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit quelques mots.

M. A. TESSIER (Rimouski): Fait quelques remarques.

Le comité continue à étudier le bill en éliminant l'aspect de rétroactivité contenu dans la clause 2.

Le comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a modifié.

Les amendements sont lus pour la première fois.

#### Fonds des écoles élémentaires

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5):

Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 141) relatif au règlement final du fonds des écoles élémentaires.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est résolu que le titre soit: "Loi relative au règlement final du fonds des écoles élémentaires".

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Corporations commerciales

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 139) modifiant la loi concernant les taxes directes sur les corporations commerciales.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Transports d'immeubles

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 134) validant certains actes de transports d'immeubles, sujets aux droits imposés par l'article 1191a des statuts refondus de la province de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Licences et taxes

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme immédiatement en comité général pour prendre en considération certaines résolutions concernant certaines licences et taxes. Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre.

Adopté. Le comité étudie les résolutions et fait rapport qu'il y a eu quelque progrès et demande la permission de siéger à nouveau.

### **Droits sur les successions et les mutations de propriétés**

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme immédiatement en comité général pour prendre en considération certaines résolutions concernant les droits sur les successions et les mutations de propriétés. Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre.

Adopté. Le comité étudie les résolutions et fait rapport qu'il y a eu quelque progrès et demande la permission de siéger à nouveau.

### **Dettes publiques**

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme immédiatement en comité général pour prendre en considération certaines résolutions concernant la dette publique. Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre.

Adopté.

### **En comité:**

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5): Explique qu'en 1892, \$8,000,000 d'obligations ont été transférés à la province par le gouvernement fédéral pour achever la construction du chemin de fer Q.M.O. & O. De cette somme, \$400,000 devaient être employés à des améliorations, et \$600,000 ont été remboursés, laissant encore \$7,000,000 de dettes. Il avait été décidé que cet argent servirait de caisse d'amortissement pour rembourser la dette publique. On confierait l'argent à certains fiduciaires qui l'administrent. On doit encore \$2,324,000 à la province pour les subsides des chemins de fer et un octroi majoré de \$2,594,000 payable en vertu des lois du Dominion de 1884. Tout cet argent peut être payé à la province d'ici juillet 1894.

Il doit servir à la conversion ou au remboursement de la dette ainsi que de toutes sommes reçues du Dominion ou de la province. On a aussi proposé démettre de nouvelles obligations dans cette province, puisqu'en envoyant de l'argent en Angleterre, il faut payer de l'intérêt pendant treize mois. De toute façon, on peut tenter l'expérience.

M. G. W. STEPHENS (Huntingdon): Signale au trésorier, (l'honorable J. S. Hall), dans les comptes publics, \$2,000,000 de recettes qu'il a oublié d'inscrire dans ses calculs de la dette publique, ce qui réduit encore celle-ci d'autant.

Le comité, ayant étudié les résolutions, fait rapport qu'il y a eu quelque progrès et demande la permission de siéger à nouveau.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Suggère que l'on se dispense du comité des

chemins de fer, et de confier sa tâche au comité des bills privés, vu qu'il y a trop de comités proportionnellement au nombre de députés disponibles. Selon lui, le comité de législation devrait se composer, autant que possible, de députés résidents ou de députés n'ayant pas l'habitude de retourner dans leur foyer le samedi. De cette façon, on pourrait tenir des réunions les samedis et lundis, et ainsi gagner un temps précieux.

### **Code municipal**

M. E.-H. BISSON (Beauharnois): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill (bill no 113) modifiant de nouveau le code municipal.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Code de procédure civile du Bas-Canada**

L'HONORABLE T. C. CASGRAIN (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération certaines résolutions relatives à la révision et à la modification du code de procédure civile du Bas-Canada. Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre.

Adopté.

### **En comité:**

L'HONORABLE T. C. CASGRAIN (Montmorency): Propose: 1. Que les commissaires et les secrétaires, chargés de la révision et de la modification du code de procédure civile du Bas-Canada et des lois qui s'y rattachent, seront rémunérés, les premiers au taux de deux mille piastres par année, et les seconds à celui de mille piastres par année, pour toute la durée de leurs services, pourvu que rien ne soit payé, à titre de rémunération, à aucun membre du Conseil exécutif qui pourrait remplir les fonctions de commissaires.

Adopté.

2. Que les traitements des dits commissaires et secrétaires et leurs dépenses nécessaires seront payés par mandat du lieutenant-gouverneur à même le fonds consolidé du revenu.

Adopté.

### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions.

Les résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

### **Introduction de bills:**

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 8) concernant la révision et la modification du code de procédure civile du Bas-Canada.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

### **Traitement de certains officiers de justice**

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 5) modifiant la loi relative aux traitements de certains officiers de justice soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Code de procédure civile**

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 123) modifiant le code de procédure civile.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Article 5668 des statuts refondus**

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 122) modifiant l'article 5668 des statuts refondus de la province de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est levée à minuit et demie.

### **Séance du 23 décembre T893**

#### **Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc**

La séance s'ouvre à onze heures et quart.

#### **Introduction de bills:**

M. B. BEAUCHAMP (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 152) abrogeant le tarif d'honoraires des avocats.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

#### **Asile de Beauport**

L'ordre du jour appelant la seconde lecture des amendements faits en comité général au bill (bill no 11) concernant le contrat passé entre le gouvernement et les soeurs de la Charité de Québec, relativement au maintien des aliénés à l'asile de Beauport, étant lu, les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois et adoptés.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Arpenteurs**

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose la deuxième lecture du bill (bill no 149) modifiant l'article 4124 des statuts refondus concernant les arpenteurs.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité général de toute la Chambre.

#### **Licences et taxes**

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour prendre en considération certaines résolutions concernant certaines licences et taxes.

Adopté.

#### **En comité:**

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Propose:

1. Que toute personne ou société, autre qu'une compagnie incorporée qui exploite une manufacture de quelque article de commerce que ce soit, dans cette province, doit obtenir, chaque année, le premier octobre, une licence du percepteur du revenu de la province du district dans lequel elle a son établissement principal, et payer au préalable, dans ce but, au dit percepteur, la somme ci-après fixée.

Adopté.

2. Que tout commerçant, marchand, personne ou société commerciale autre qu'une compagnie incorporée, qui tient un magasin, fait un commer-

ce ou des affaires, ou vend, dans cette province, en gros ou en détail, du bois, charbon, tabac, cigares, effets, denrées ou marchandises de quelque genre que ce soit, qui n'a pas déjà pris de licence en vertu de l'acte des licences de Québec, pour la vente des spiritueux, doit obtenir, chaque année, le ou avant le premier jour d'octobre, du percepteur du revenu de la province du district dans lequel il a son principal établissement, une licence pour laquelle il doit lui payer au préalable la somme ci-après fixée.

Adopté.

3. Que les résolutions qui précèdent ne s'appliquent pas aux fromageries ni aux beurreries, mais s'étendent aux courtiers en tous genres, loueurs de chevaux, agents en tous genres, marchands-commissionnaires, inspecteurs en tous genres, propriétaires ou gérants de théâtres, de salles de billard, de jeux de quilles et autres jeux ou places d'amusement, entrepreneurs en tous genres, et aux propriétaires de bateaux à vapeur, barges ou vaisseaux; et que, lorsqu'il est douteux si le commerce dont il s'agit est un commerce en gros ou en détail, la personne qui l'exerce doit obtenir une licence de gros.

Adopté.

4. Que les personnes exerçant un commerce ou exploitant une manufacture, qui ont, dans leur magasin, manufacture, dans les dépendances d'iceux ou dans un autre endroit, de petites quantités de marchandises, fonds de commerce ou effets leur appartenant pour les fins de leurs affaires, n'excédant pas à la fois, dans le courant de l'année, une valeur de cinq cents piastres, peuvent, si elles font une déclaration solennelle à cet effet et la déposent chez le percepteur du revenu de la province pour le district dans lequel se trouvent ces magasins ou manufactures, être exemptées, par le trésorier de la province, du paiement de la taxe.

Adopté.

5. Que lorsque les personnes tenues d'obtenir une licence ont leur principale place d'affaires dans les cités de Montréal ou de Québec, le coût de cette licence est une somme équivalente à six pour cent sur le loyer ou la valeur annuels des locaux servant à l'exercice du commerce ou de l'industrie; que le loyer et la valeur annuels sont pris des rôles d'évaluation pour les fins municipales alors en vigueur; et que s'il est établi, à la satisfaction du trésorier de la province, que le loyer ou la valeur ainsi constatés, sont manifestement plus bas ou plus élevés que le loyer ou la valeur annuels réels, ou si le loyer ou la valeur des biens sur lesquels doit être computé le coût de la licence, ne sont pas entrés au rôle, il peut ordonner que ces loyer ou valeur annuels soient déterminés par le percepteur du revenu du district où sont situés ces biens ou par tout officier de son département.

Adopté.

6. Que lorsque les personnes tenues d'obtenir une licence ont leur principale place d'affaires dans un endroit de la province, autre que les cités de Montréal ou de Québec, le coût de la licence

est celui porté au tarif contenu dans le tableau suivant:

1. S'il s'agit d'un manufacturier, ou d'un marchand en gros, ou d'un marchand en gros et en détail:

- a) Dans les cités et villes dont la population excède cent mille âmes. . . . . \$50.00
- b) En tout autre endroit. . . . . \$30.00

2. S'il s'agit d'un marchand en détail:

- a) Dans les dites cités et villes. . . . . \$20.00
- b) En tout autre endroit. . . . . \$10.00

Adopté.

7. Que les personnes qui, dans le cours de l'année, entreprennent un commerce ou une industrie pour laquelle une licence est requise, sont tenues d'obtenir telle licence et de payer pour icelle un montant proportionnel au nombre de mois de l'année, qui restent à écouler, depuis le premier du mois dans lequel elles ont commencé à l'exercer, à moins que, par sa nature, ce commerce ou cette industrie ne puisse pas être exercé pendant toute l'année, cas dans lequel le coût de la licence est dû pour l'année entière, quelle que soit l'époque à laquelle on a commencé l'exercice.

Adopté.

8. Que les personnes ayant une licence qui, dans le cours de l'année, transportent leur établissement dans un local d'un loyer ou d'une valeur annuels plus élevés, sont tenues de payer un supplément d'honoraire de licence proportionnel au surplus du loyer ou de la valeur annuels, lequel est dû à compter du premier du mois dans lequel ce changement a été opéré.

Adopté.

9. Que les personnes qui, dans le même établissement, exercent plusieurs commerces ou industries pour chacun desquels une licence serait requise, ne sont tenues de prendre qu'une seule licence; et que le coût de cette licence est le plus élevé de ceux qu'elles auraient à payer si elles étaient tenues de prendre une licence pour chaque commerce ou industrie.

Adopté.

10. Que les personnes qui exercent, dans des établissements différents les mêmes ou différents commerces ou industries pour lesquels une licence est requise, sont tenues de prendre une licence distincte pour chacun de ces établissements.

Adopté.

11. Que lorsque le commerce ou l'industrie pour laquelle une licence est requise, est exercé par une société, le coût de cette licence est dû par la société.

Adopté.

12. Que le coût de la licence est payable d'avance, tous les ans, le ou avant le premier jour juridique d'octobre, au percepteur du revenu de la province pour le district où est situé le principal établissement servant à l'exercice du commerce ou de l'industrie pour laquelle une licence est requise.

Adopté.

13. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser tout percepteur du revenu à accorder un escompte, n'excédant pas deux pour cent, sur le coût de toute licence payée pendant le mois qui précède l'année pour laquelle cette licence est requise.

Adopté.

14. Que toute personne tenue de prendre une licence est passible d'une amende égale au double du coût de la licence, avec dépens, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement d'un mois, sans préjudice du droit d'intenter toute action pour le recouvrement du coût de la licence dans chacun des cas suivants:

(a) S'il n'obtient pas la licence le ou avant le premier jour juridique d'octobre;

(b) S'il fait un allégué faux ou inexact dans une déclaration requise par la présente loi ou par les règlements passés sous son autorité;

Que toute personne qui fait un allégué faux ou inexact dans une déclaration faite sous l'autorité de l'article 4 de ces résolutions, est passible d'une amende de cent piastres, avec dépens, et, à défaut de paiement, d'un mois d'emprisonnement;

Que, dans chacun de ces cas, lorsque la personne en défaut est une société commerciale, la pénalité est encourue par chaque membre de la société, et, à défaut de paiement, chacun d'eux est passible de l'emprisonnement susmentionné.

Adopté.

15. Que tout avocat, notaire, médecin, dentiste, arpenteur, ingénieur civil, médecin vétérinaire, artiste, peintre, musicien, sculpteur, et architecte, pratiquant sa profession dans les limites de la province, paie une taxe annuelle dont le montant est celui porté au tarif contenu dans le tableau suivant:

S'il a son principal bureau ou place où il exerce sa profession:

(a) Dans les cités de Montréal ou de Québec, six pour cent sur le loyer ou la valeur annuels de ce bureau ou place;

(b) Dans toute autre cité ou ville, six piastres;

(c) Dans toute autre municipalité, trois piastres.

Adopté.

16. Que la taxe, mentionnée dans la résolution quinzisième, doit être payée le ou avant le premier jour juridique d'octobre, chaque année, au percepteur du revenu de la province pour le district dans lequel la personne sujette à cette taxe a son principal bureau ou place où il exerce sa profession.

Adopté.

17. Que toute personne, sujette à la taxe mentionnée dans la résolution quinzisième, qui néglige de la payer à l'époque indiquée, est passible d'une amende égale au double de cette taxe, avec dépens, et, à défaut de paiement, à un mois d'emprisonnement, sans préjudice du droit d'intenter toute action pour le recouvrement de la dite taxe.

Adopté.

18. Que les membres du Conseil exécutif de la province, les membres du service civil, les employés et les fonctionnaires publics, recevant un

traitement fixe, paient une taxe de deux et demi pour cent sur leur traitement respectif, au-dessus de quatre cents piastres.

Adopté.

19. Que la taxe imposée sur les membres du Conseil exécutif de la province et sur les membres du service civil, fonctionnaires et employés publics ci-haut mentionnés, est retenue, chaque mois, sur leur traitement.

Adopté.

20. Que toutes les poursuites, intentées en vertu de la loi à être basée sur les présentes résolutions, pour le recouvrement d'une taxe, coût et licence ou pénalité, sont prises, pour Sa Majesté, par le percepteur du revenu de la province, en son nom, à la Cour supérieure ou à la Cour de circuit du district où ces montants sont payables, suivant le montant réclamé, et que ces poursuites sont sommaires et sont réglées par les dispositions des articles 887 à 899a, tous deux inclusivement, du code de procédure civile.

Adopté.

21. Que toute somme qui devient due à la couronne en vertu de la loi à être basée sur les présentes résolutions, est une dette privilégiée, prenant rang, concurremment avec tout autre privilège de la couronne immédiatement, après les frais de la justice.

Adopté.

22. Que le percepteur du revenu de la province, qui perçoit quelque somme en vertu de la loi à être basée sur les présentes résolutions, a droit à telle rémunération qui est fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Adopté.

23. Que le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire, modifier, remplacer et abroger tous règlements et formules qu'il croit nécessaires pour la mise à exécution de dispositions de la loi à être basée sur les présentes résolutions, et que ces règlements et formules entrent en vigueur quinze jours après la date de leur publication dans la Gazette officielle de Québec.

Adopté.

24. Que le coût des licences et des taxes, dues en vertu de la loi à être basée sur les présentes résolutions, pour l'année finissant le trente septembre mil huit cent quatre-vingt-quatorze est payable et doit être payé le ou avant le premier mars mil huit cent quatre-vingt-quatorze.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions lesquelles sont lues pour la première fois.

#### Successions et mutations de propriétés

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour prendre en considération certaines résolutions concernant les droits sur les successions et les mutations de propriétés.

Adopté.

**En comité:**

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5):  
Propose:

1. Que sur toute vente, transport, cession ou échange d'immeubles situés dans la province (sauf dans le cas de donation, en ligne directe descendante ou ascendante, d'immeubles d'une valeur n'excédant pas cinq mille piastres), il est prélevé un droit de un centin par piastre de la valeur de ces immeubles, telle que constatée par

l'acte; que cette valeur doit être la valeur "bona fide"; mais que, si elle est inférieure à celle fixée par le rôle d'évaluation municipale, cette dernière est adoptée.

Adopté.

2. Que toute transmission, par décès, de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens mobiliers ou immobiliers, situés dans la province, est frappée des droits suivants, sur la valeur du bien transmis, déduction faite des dettes et charges existant au moment du décès:

1. En ligne directe descendante ou ascendante; entre époux; entre beau-père ou belle-mère et gendre ou belle-fille:

Dans les successions dont la valeur totale, déduction faite des dettes et charges existant au moment du décès:

(a) N'excède pas trois mille piastres, nulle taxe n'est exigible.	
(b) Excède trois mille piastres, mais n'excède pas cinq mille piastres, sur chaque cent piastres en valeur au-dessus de trois mille piastres.	1/2%
(c) Excède cinq mille piastres, mais n'excède pas dix mille piastres, sur chaque cent piastres en valeur au-dessus de trois mille piastres.	1%
(d) Excède dix mille piastres, mais n'excède pas cinquante mille piastres, sur chaque cent piastres en valeur au-dessus de trois mille piastres.	1 1/4%
(e) Excède cinquante mille piastres, mais n'excède pas cent mille piastres, sur chaque cent piastres en valeur au-dessus de trois mille piastres.	1 1/2%
(f) Excède cent mille piastres, mais n'excède pas deux cent mille piastres, sur chaque cent piastres en valeur au-dessus de trois mille piastres.	2%
(g) Excède deux cent mille piastres, sur chaque cent piastres en valeur au-dessus de trois mille piastres.	3%

2. En ligne collatérale:

(a) Si le successeur est le frère, soeur ou descendant du frère ou de la soeur du défunt.	3%
(b) Si le successeur est descendant du frère ou de la soeur du père ou de la mère du défunt.	5%
(c) Si le successeur est frère, soeur ou descendant du frère ou de la soeur de l'aïeul ou de l'aïeule du défunt.	6%
(d) Succession entre tous autres collatéraux.	8%

3. Si le successeur n'est pas un parent. ....10%  
Adopté.

**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions lesquelles sont lues pour la première fois.

**Dettes publiques**

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5):  
Propose que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour prendre en considération certaines résolutions concernant la dette publique.  
Adopté.

**En comité:**

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5):  
Attendu qu'en vertu des dispositions des lois 45 Victoria, chapitres 19 et 20, la province de Québec a reçu la somme de six cent mille piastres, et qu'une autre somme de sept millions de piastres pourra être payée par le chemin de fer canadien du Pacifique, à raison de la vente du chemin de fer de Québec, Ottawa et Occidental;

Attendu qu'il existe une autre somme consistant en une subvention de chemin de fer, accordée à cette province par la loi du Canada, 47 Victoria, chapitre 8, s'élevant, en principal, à deux millions trois cent quatre-vingt-quatre mille piastres, et que ces deux sommes réunies ont été employées pour former les fonds d'amortissement des emprunts de 1874, 1876 et 1878 faits par cette province;

Attendu qu'une autre somme de deux millions cinq cent quarante-neuf mille deux cent treize piastres et soixante et un centins est due à cette province en vertu de la loi du Canada, 47 Victoria, chapitre 4, et que d'autres sommes pourront être reçues par cette province, par suite de l'arbitrage, actuellement pendant, entre la Puissance du Canada et la province d'Ontario et cette province;

Attendu qu'il est de l'intérêt public qu'il soit statué que ces différentes sommes soient employées et affectées à compléter les fonds d'amortissement et à payer et éteindre la dette publique ou à la convertir:

Propose en conséquence:

1. Qu'afin d'assurer l'exécution complète des dispositions des lois 45 Victoria, chapitre 21, et 49-



50 Victoria, chapitre 2, appliquant le prix de la vente du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, ainsi que la subvention de chemin de fer accordée par la Puissance du Canada, conformément à la loi 47 Victoria, chapitre 8, aux fonds d'amortissement créés par les lois 37 Victoria, chapitre 2; 39 Victoria, chapitre 4, et 41 Victoria, chapitre 1, lesquelles autorisent les emprunts faits par cette province en mil huit cent soixante-quatorze, mil huit cent soixante-seize et mil huit cent soixante-dix-huit, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra nommer un ou plusieurs fidéicommissaires ou agents, au Canada, en Angleterre, en France ou ailleurs, et pourra, aux conditions qu'il jugera convenables, pourvoir au paiement à être fait à ces fidéicommissaires ou agents, des sommes reçues, et à recevoir des produits de la vente du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, ou des intérêts à percevoir sur icelles. et des produits de la subvention de chemin de fer, de deux millions trois cent quatre-vingt-quatorze mille piastres, accordée par la Puissance du Canada sous l'autorité de la loi 47 Victoria, chapitre 8, ou des intérêts à percevoir sur icelles.

Adopté.

2. Que dans le cas où les sommes que l'on doit ainsi recevoir et le montant déjà reçu à compte de la vente du dit chemin de fer, ou à compte de la dite subvention, seraient plus que suffisants pour rencontrer les exigences des fonds d'amortissement, à l'époque de ces paiements aux dits fidéicommissaires ou agents, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, aux conditions qui lui paraîtront les plus avantageuses, employer ou autoriser l'emploi de la balance de ces montants au rachat ou conversion de la dette publique en général, pourvu que des dispositions satisfaisantes soient prises par le lieutenant-gouverneur en conseil pour assurer les paiements aux fonds d'amortissement ou aux dits fidéicommissaires ou agents, chaque année subséquente, d'un montant suffisant pour faire face aux besoins des dits fonds.

Adopté.

3. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra de temps à autre faire tels règlements qu'il juge nécessaires pour l'administration de la dette publique de cette province et le paiement des intérêts sur icelle; et il pourra, dans ce but, nommer un ou plusieurs agents fiscaux ou fidéicommissaires au Canada, en Angleterre, en France ou ailleurs.

Adopté.

4. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra appliquer le capital de deux millions cinq cent quarante-neuf mille deux cent treize piastres et soixante et un centins, montant du capital dû à la province, aux termes de la loi du Canada 47 Victoria, chapitre 4, ou l'intérêt sur icelui, au paiement et à l'extinction de la dette publique, ou à l'exécution d'un arrangement relatif à la conversion de la dette publique, visée par la loi 51-52 Victoria, chapitre 9.

Adopté.

5. Que toute somme de deniers reçue par cette province, par suite de l'arbitrage actuellement pendant entre la Puissance du Canada, la province d'Ontario et cette province, sera employée au rachat de la dette publique ou à la mise à exécution de tout arrangement pour la conversion de la dette.

Adopté.

6. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra pourvoir au placement des sommes à percevoir par suite du dit arbitrage, ou de la somme due en vertu des dispositions de la loi 47 Victoria, chapitre 4, ou de toutes balances non exigées aux termes de la résolution première, de la manière qui lui paraîtra la plus avantageuse: et il pourra aussi pourvoir à ce que tel placement ou les produits d'icelui soient appliqués au rachat ou à la conversion de la dette publique.

Adopté.

7. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra aussi de temps à autre employer les dits deniers au rachat des bons et obligations de la province de Québec, et pourra faire tout arrangement, à ce sujet, avec le consentement des porteurs des bons ou obligations, qui lui paraîtra convenable.

Adopté.

8. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, pour ce qui regarde tous emprunts ou la conversion de la dette autorisée par la loi. au lieu d'obligations ou annuités, autoriser l'émission de rentes inscrites, qui seront connues sous le nom de "Rentes inscrites de la province de Québec". et, dans ce but, pourvoir aux livres nécessaires et aux agents qui pourront tenir ces livres de rentes, fixer le laps de temps pendant lequel ces rentes ne seront pas rachetables, et faire, en outre, tous les règlements nécessaires.

Adopté.

9. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra de temps à autre, avec le consentement du porteur de tous bons, obligations, annuités de la province de Québec ou rentes inscrites de la province de Québec, y substituer des bons, obligations ou rentes inscrites de la province de Québec portant un taux d'intérêt moins élevé, ne devant pas excéder quatre pour cent; pourvu que l'intérêt annuel ne soit pas par là augmenté, et que le capital ne soit pas augmenté au-delà de la somme représentant la différence entre la valeur de l'effet à cette époque, portant le plus haut taux d'intérêt et celle de l'effet substitué; et cette substitution pourra se faire par la vente d'une classe de bons, obligations ou rentes inscrites de la province de Québec, et par l'achat de celles qu'on désire y substituer.

Adopté.

10. Que nulle obligation, bon ou rente inscrite de cette province, ne sera rachetable avant le terme mentionné dans les bons ou obligations, ou avant le terme fixé pour le paiement de telle rente inscrite, si ce n'est avec le consentement des porteurs de tels bons, obligations ou rentes inscrites.

Adopté.

## Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions lesquelles sont lues pour la première fois.

### Régistrateurs et bureaux d'enregistrement

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 4) modifiant la loi concernant les registrateurs et l'organisation des bureaux d'enregistrement.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Attaque de L'Événement contre M. Marchand

M. F. G. MARCHAND (Saint-Jean): Soulève une question de privilège. Avant l'ajournement, je désire protester contre un article de L'Événement qui déclare que j'ai manqué à ma parole au sujet de la clôture du débat sur la question de l'asile et je prie l'honorable secrétaire provincial (l'honorable L.-P. Pelletier) de dire si cela est vrai.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Je désire dire qu'il s'agit en cette affaire d'un malentendu.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): D'ordinaire, je ne réplique pas aux journaux, mais je crois que cet article est si grave que je dois le mentionner.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Répond que le chef de l'Opposition (M. F.-G. Marchand) ne peut être blâmé en cette affaire.

## Ajournement

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose, appuyé par le représentant de Montréal no 5 (l'honorable J.S. Hall), que lorsque cette Chambre s'ajournera à sa première séance, aujourd'hui, elle restera ajournée jusqu'à mardi prochain, à 3 heures, p.m.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Tente d'obtenir un ajournement jusqu'à mercredi. Il fait comprendre au premier ministre qu'il est moralement impossible pour quiconque de célébrer Noël comme il se doit, et revenir le lendemain en assez bonne condition pour légiférer en vue du bien-être de la province. Il invite le premier ministre à se remémorer le bon vieux souper de Noël dans toute sa gloire. Changeant de décor, il lui décrit ensuite le même homme qui, quelques heures plus tôt, s'était ainsi délecté de bonnes choses et qui, finalement, se couchait pour s'endormir à 3 heures le mardi matin. La fatigue défigure ses traits auparavant si sereins. Cet homme voit en rêve voltiger des fantômes de dindes farcies de plum-pudding, buvant du champagne; un sourire démoniaque semble illuminer leur regard vitreux, au cours de leur danse sur l'estomac de leur pauvre victime.

Il change encore de décor, et fait voir ce même monsieur le lendemain de Noël. De toute évidence, quelque chose ne va pas chez lui; il a l'impression que sa tête est beaucoup plus grosse qu'elle n'est en réalité, et sa digestion ne va certainement pas comme il le voudrait. Il ne faut pas s'attendre à ce qu'un homme dans cette condition fasse des lois justes et équitables; ce serait trop demander.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Ne change pas d'idée et maintient sa proposition. Adopté.

La séance est levée à midi.

Séance du 26 décembre 1893

**Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc**

La séance s'ouvre à quatre heures

#### **Cour de circuit du district de Montréal**

L'HONORABLE T. C. CASGRAIN (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 21) modifiant la loi relative à la cour de circuit de Montréal. Il explique que ce bill avait pour but de corriger une erreur faite dans la rédaction du bill général à la dernière session.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE T. C. CASGRAIN (Montmorency): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Documents:**

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre l'état des affaires, pour l'année 1893, de l'hospice des soeurs de la Charité de Rimouski. (Documents de la session no 11)

#### **Messages du Conseil législatif:**

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé le bill (bill no 29) intitulé: "Loi amendant la loi concernant les sociétés d'agriculture".

Et aussi le Conseil législatif a passé le bill (bill no 68) intitulé: "Acte concernant le Jardin zoologique de Montréal", avec divers amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

#### **Code de procédure civile**

L'HONORABLE T. C. CASGRAIN (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Dorchester (l'honorable L.-P. Pelletier), que le bill (bill no 8) relatif à la révision et à la modification du code de procédure civile du Bas-Canada soit maintenant lu pour la deuxième fois.

M. F. G. MARCHAND (Saint-Jean): S'oppose à la deuxième lecture du bill puisqu'il s'agit de prendre des juges pour en faire des fonctionnaires salariés d'un parti politique.

L'HONORABLE T. C. CASGRAIN (Montmorency): Réplique que les juges ont toujours été choisis pour former les commissions chargées de

réviser les codes. Ce sont les hommes les plus compétents et en état de travailler à meilleur marché. Des avocats chargés de la même besogne exigeraient chacun des milliers de piastres par année.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Dit qu'il ne s'agit pas d'une question d'économie, mais d'une question de principe, du grand principe ayant pour objet de sauvegarder l'indépendance des juges, la base du système constitutionnel anglais.

M. F. G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose comme amendement, appuyé par le représentant de Huntingdon (M. G.W. Stephens), que tous les mots après "Que" soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "il soit résolu que l'exercice par les juges de fonctions extra-judiciaires rémunérés par le gouvernement de cette province est un danger pour l'indépendance des tribunaux, une atteinte à leur dignité, un obstacle à la bonne administration de la justice et une menace pour les libertés publiques."

M. H. MERCIER (Bonaventure): Dit que les juges siégeant dans les commissions perdent leur prestige et s'exposent à être soupçonnés par le peuple. Il ajoute que le juge Davidson a été nommé pour faire partie de cette commission chargée de faire une refonte du code de procédure civile, simplement parce qu'il a fait partie de la commission qui a condamné le gouvernement libéral.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Les membres de cette Chambre n'oublieront pas qu'il s'agit de la refonte du code de procédure civile et que cette besogne ne pouvait être confiée à des journalistes. Il doute fort que les avocats se chargent d'une telle besogne qui durera une couple d'années pour un salaire si modique. Les avocats de talent ont une nombreuse clientèle et ce n'est pas pour un traitement de deux mille piastres par année qu'ils se seraient exposés à perdre une bonne partie de cette clientèle. Pourrait-on trouver des hommes plus compétents que les juges?

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Bernatchez, Bisson, Caron, Dechêne, Girouard, Gladu, Gosselin, Laliberté, Marchand, Mercier, Morin, Parent, Stephens, Tessier (Portneuf), Turgeon, 15.

CONTRE: MM. Allard, Beaubien, Bedard, Casgrain, Châteauevert, Chicoyne, Cooke, Flynn, Greig, Grenier, Hackett, Hall, Kennedy, Lacouture, McDonald, McIntosh, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Panneton, Pelletier, Petit, Rioux, Savaria, Simpson, Spencer, Taillon, Tellier, Tétreau, Villeneuve, 32.

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors, la question principale étant mise aux voix, la Chambre se divise; et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu pour la deuxième

me fois et renvoyé à un comité général de toute la Chambre.

**L'HONORABLE T.C. CASGRAIN** (Montmorency): Propose que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

Adopté.

**En comité:**

**L'HONORABLE T.C. CASGRAIN** (Montmorency): Propose les résolutions suivantes:

1. Que les commissaires et les secrétaires, chargés de la révision et de la modification du code de procédure civile du Bas-Canada et des lois qui s'y rattachent, seront rémunérés, les premiers au taux de deux mille piastres par année, et les seconds à celui de mille piastres par année, pour toute la durée de leurs services, pourvu que rien ne soit payé, à titre de rémunération, à aucun membre du Conseil exécutif qui pourrait remplir les fonctions de commissaires.

2. Que les traitements des dits commissaires et secrétaires et leurs dépenses nécessaires seront payés par mandat du lieutenant-gouverneur à même le fonds consolidé du revenu.

Il dit que le gouvernement a choisi deux juges afin de diminuer les frais de codification. Pour avoir de bons avocats, il aurait fallu payer très cher.

**M. H. MERCIER** (Bonaventure): S'objecte à cette résolution parce qu'on veut récompenser des juges partisans; on ne pourra empêcher que le peuple soupçonne cela. Cela est contraire à la dignité judiciaire et menace l'indépendance des juges. Il rappelle ce qu'a fait la commission royale.

**L'HONORABLE L.-O. TAILLON** (Chambly): Dit qu'il ne peut s'expliquer les scrupules du député de Bonaventure (M. H. Mercier), quand lui-même a nommé M. le juge Dorion pour faire une enquête dans l'affaire Lavallée et le juge Jetté pour faire des observations sur le code. Quant au juge Davidson, c'est le gouvernement Mercier qui est responsable de sa nomination dans la commission royale. Il ne craignait pas tant, dans le temps, d'exposer les juges à compromettre leur indépendance. Le gouvernement n'a rien à redouter sur ce sujet.

Le comité ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'HONORABLE T.C. CASGRAIN** (Montmorency): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Sociétés d'agriculture**

**L'HONORABLE L. BEAUBIEN** (Nicolet): Propose que la Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil légis-

latif au bill (bill no 29) intitulé: "Loi modifiant la loi concernant les sociétés d'agriculture".

Adopté. Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Ecoles publiques de Montréal**

**L'HONORABLE L.-P. PELLETIER** (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable T.C. Casgrain), la deuxième lecture du bill (bill no 150) amendant les dispositions spéciales relatives aux écoles publiques de la cité de Montréal.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

#### **Ecole polytechnique**

**L'HONORABLE L.-P. PELLETIER** (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable T.C. Casgrain), la deuxième lecture du bill (bill no 151) constituant en corporation l'Ecole polytechnique.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

#### **Arpenteurs**

**L'HONORABLE L.-O. TAILLON** (Chambly): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill (bill no 149) modifiant l'article 4124 des statuts refondus concernant les arpenteurs.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'HONORABLE L.-O. TAILLON** (Chambly): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Subsides**

**L'HONORABLE J.S. HALL** (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Chambly (l'honorable L.-O. Taillon), que l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**M. F.-G.-M. DECHENE** (L'Islet): Dit qu'il veut attirer l'attention de la Chambre sur une irrégularité du département de l'Agriculture et de la Colonisation. La loi oblige le ministre à soumettre son rapport dans les premiers jours de la session. La loi oblige aussi à ce qu'un document soit déposé sur le bureau de la Chambre et enregistré avant d'être distribué. Son rapport de 1891-92 a été distribué 5 mois avant d'être soumis à la Chambre. Il exprime le regret que le ministre de l'Agriculture (l'honorable L. Beaubien) ait envoyé copie de son rapport annuel aux journaux avant de le remettre à la Chambre. Il propose donc comme amendement,

appuyé par le représentant de Rimouski (M. A. Tessier). que tous les mots après "Que" dans la motion principale soient retranchés et remplacés par les suivants: "Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais elle regrette de constater que le rapport du commissaire de l'Agriculture et de la Colonisation, pour l'année finissant le 30 juin 1892, n'a été déposé sur les bureaux de cette Chambre que le 10 novembre dernier, tandis que régulièrement, il aurait dû l'être dans les dix premiers jours de la session.

Que les privilèges de cette Chambre exigent qu'aucun rapport de ce genre ne soit distribué qu'après lui avoir été soumis.

Que le 20 mai 1893, c'est-à-dire dans l'intervalle qui s'est écoulé entre la dernière et la présente session, le rapport en question a été distribué et rendu public, sans qu'au préalable cette Chambre en ait été saisie.

Que les privilèges de cette Chambre exigent, en outre, que le rapport d'un chef de département ne soit imprimé que par ordre de la Législature.

Qu'un ordre d'imprimer le dit rapport n'a jamais été donné par cette Chambre;

Que, cependant, ce rapport comporte à sa première page l'insertion de ces mots: "Imprimé par ordre de la Législature".

Que, par conséquent, ce rapport contient une fausseté à sa face et constitue, par le fait de sa distribution irrégulière, un manquement au respect dû à cette Chambre et une infraction à ses privilèges".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Bernatchez, Bisson, Caron, Dechêne, Fitzpatrick, Girouard, Gladu, Gosselin, Laliberté, Marchand, Mercier, Morin, Parent, Pinault, Stephens, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, 18.

CONTRE: MM. Allard, Beaubien, Bédard, Cartier, Gasgrain, Châteauvert, Chicoyne, Cooke, Doyon, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Hall, Kennedy, King, Lacouture, McDonald, McIntosh, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Panneton, Pelletier, Petit, Poi-

rier, Rioux, Savaria, Simpson, Spencer, Taillon, Tellier, Tétreau, Villeneuve, 37.

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors, la motion principale étant mise aux voix, la Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en comité des subsides.

#### En comité:

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Propose qu'une somme n'excédant pas quarante-deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses d'inspection des écoles; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

M. N. BERNATCHEZ (Montmagny): Dit que les inspecteurs ne sont pas nécessaires, que les curés de chaque paroisse pourraient se charger de cette besogne.

L'HONORABLE L-O. TAILLON (Chambly): Dit que les évêques s'opposent à ce que les curés deviennent des inspecteurs officiels.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Se plaint que certaines écoles sont mal construites, que les bancs n'ont pas de dossiers, ce à quoi les inspecteurs auraient dû voir. Il veut savoir si les inspecteurs ont, oui ou non, le pouvoir de remédier aux lacunes qu'ils découvrent. Il dit que d'après les rapports qu'il a reçus, il semble que, ou bien les inspecteurs ne font pas leur travail, ou bien ils n'ont pas ce pouvoir. Il dit que par le passé, ces inspections ont souvent été inefficaces. Il connaît personnellement des écoles où les enfants ne savent pas encore lire et écrire après les avoir fréquentées pendant deux ans. Et la farce continue.

La résolution est adoptée.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé une résolution et demande la permission de siéger à nouveau.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

## Reprise de la séance à huit heures

### Admission de L.G. Glass au Barreau

M. M. F. HACKETT (Stanstead): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill (bill no 67) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, Louis Gordon Glass au nombre de ses membres.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. M. F. HACKETT (Stanstead): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Admission de C. Piché au Barreau

M. V. ALLARD (Berthier): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 74) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, Camille Piché au nombre de ses membres.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. V. ALLARD (Berthier): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

## Corporation de la cité de Trois-Rivières

M. T.-E. NORMAND (Trois-Rivières): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 78): "Loi amendement les diverses lois concernant la corporation de la cité des Trois-Rivières".

Adopté. Les amendements étant adoptés, le bill est retourné au Conseil législatif.

## Incorporation de la ville de Lévis

M. A. TURGEON (Bellechasse): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 65) intitulé: "Loi modifiant de nouveau la charte de Lévis, telle que refondue par la loi 36 Victoria, chapitre 60, et les actes qui l'amendent".

Adopté. Les amendements étant adoptés, le bill est retourné au Conseil législatif.

## Compagnie du chemin de fer de la rive sud

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 48) intitulé: "Loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de la rive sud".

Adopté. Les amendements étant adoptés, le bill est retourné au Conseil législatif.

## Charte de la cité de Montréal

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 79) modifiant la charte de la cité de Montréal (1889) et ses amendements.

Adopté.

### En comité:

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Propose un amendement stipulant que la moitié du coût de l'élargissement des rues "Cathedral", "Inspector" et "Milton" soit payée par la ville et l'autre moitié par les parties concernées.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): S'oppose à l'amendement parce que, selon lui, cela est du ressort du comité des bills privés.

UN DEPUTE: S'oppose à la clause stipulant que la ville doive payer une partie du coût du pavage seulement dans les cas où toute la rue est à paver.

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Veut que la ville paie une partie des coûts quand il s'agit de paver toute une section de rue ("blocks").

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Est d'accord pour différer l'étude de cet amendement jusqu'à la troisième lecture.

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): S'oppose à la clause permettant au greffier du recorder de siéger en l'absence du recorder. Il dit que ce serait très malséant, vu que le recorder est nommé par le gouvernement, et que, par ailleurs, c'est la ville qui nomme le greffier, le paye et peut aussi le renvoyer. Dans les cas d'évaluation, il consulte le procureur de la ville quant à la preuve à être soumise et ne saurait être complètement impartial. Le recorder a aussi une grande juridiction dans les causes où se confrontent locateur et locataire, maître et serviteur et autre cas du genre. Le greffier dresse les actions et prépare les causes; il n'est pas correct de les lui faire ensuite juger. Il propose que cette clause soit retirée.

L'HONORABLE T. C. CASGRAIN (Montmorcency): S'oppose à la clause décrétant que le greffier de la Cour du recorder soit assistant-recorder parce que le greffier préparant la procédure ne peut être appelé à juger les causes qu'il a intentées lui-même.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Parle dans le même sens. Il exprime l'opinion que le greffier du recorder, tout comme le greffier de la commission des incendies, devrait être nommé par le gouvernement et non par le conseil municipal.

Cette clause est retirée.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a modifié.

Et la question étant proposée. Que le rapport soit maintenant reçu;

M. J. MARION (L'Assomption): Propose que le bill soit référé à nouveau au comité des ordres permanents, avec instruction de retirer la clause 17 qui empêche les compagnies de gaz, etc., de charger des taux plus bas dans certaines rues plutôt que dans d'autres.

M. L'ORATEUR: Déclare cette proposition hors d'ordre. Le comité a déjà présenté son rapport et la Chambre la adoptée. La seule procédure possible, maintenant, serait de proposer que l'on réfère à nouveau le bill au comité général de toute la Chambre, avec instruction de retirer cette clause.

M. J. MARION (L'Assomption): Propose comme amendement, appuyé par le représentant de Wolfe (M. J.-A. Chicoyne), que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants: "le bill soit de nouveau référé à un comité général pour en retrancher la clause 17, parce qu'elle n'est pas couverte par les avis publiés pour ce bill, et que, conséquemment, elle est irrégulière et hors d'ordre."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Allard, Beaubien, Bédard, Casgrain, Châteauvert, Chicoyne, Girard (Lac-Saint-Jean), Grenier, Lacouture, Magnan, Marion, Pelletier, Petit, Rioux, Taillon, Tétreau, Villeneuve, 17.

CONTRE: MM. Bernatchez, Bisson, Caron, Cartier, Cooke, Dechêne, Doyon, England, Fitzpatrick, Girouard, Gladu, Gosselin, Greig, Hackett, Kennedy, King, Laliberté, McIntosh, Mercier, Martineau, Morin, Normand, Panneton, Parent, Pinault, Savaria, Ste-Marie, Simpson, Spencer, Telmer, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, 33.

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix;

Il est ordonné que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

Il est ordonné que les dits amendements soient lus la seconde fois, à la prochaine séance de la Chambre.

### Interpellations:

#### Volumes écrits par le juge A.-B. Routhier

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Le gouvernement a-t-il payé, depuis le 1er janvier 1892 à l'honorable juge Routhier, le montant d'une certaine lettre de crédit donnée par l'honorable Charles Langelier, avant le 16 décembre 1891, pour achat de livres? Si oui, à quelle date, et tel paiement a-t-il été autorisé par ordre en conseil? En vertu de quelle autorisation spéciale le gouvernement a-t-il payé cette lettre de crédit?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Le gouvernement a payé le 30 juin 1892, en vertu de l'acte 55-56 Victoria, chapitre 1, cédule A, item no 15, un montant qui était dû à l'honorable juge Routhier pour achat de livres. L'honorable Charles Langelier avait écrit, le 5 novembre 1890, qu'il achetait les livres en question; comme ces livres avaient été livrés et reçus, le gouvernement actuel les a payés.

Il n'y a pas eu d'ordre en conseil à ce sujet.

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): M. Charles Langelier a-t-il donné une lettre de crédit à l'honorable juge Routhier avant le 1er janvier 1892? Si oui, quand a-t-elle été donnée? A-t-elle été payée?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): La réponse à cette question est la même que celle qui vient d'être donnée à l'interpellation précédente.

#### Asile de Beauport

M. J. TESSIER (Portneuf): L'honorable premier ministre a-t-il donné à M. Simon Peters communication de la lettre écrite par M. Philippe Landry, au nom des propriétaires de l'asile des aliénés de Québec, en date du 21 janvier, par laquelle M. Peters est accusé d'avoir agi avec une partialité révoltante ou une ignorance impardonnable en faisant son expertise de l'asile de Beauport?

M. Peters a-t-il été invité à produire sa défense aux accusations contenues dans cette lettre?

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Les anciens propriétaires de l'asile de Beauport ayant fini par s'entendre avec les sœurs de la Charité sur un prix de vente, le premier ministre n'a pas cru devoir communiquer cette lettre à M. Peters, ni l'inviter à y répondre, vu qu'il ne s'agissait pas de faire le procès de M. Peters, mais bien de s'entendre sur des conditions de vente acceptables au vendeur et à l'acheteur.

#### Membre du Conseil de l'Instruction publique

M. L.-A.-A.-E.-E. LUSSIER (Verchères): L'honorable M. Chapais, ministre sans portefeuille, est-il membre du Conseil de l'Instruction publique? Si oui, quand et pourquoi a-t-il été nommé?

Le gouvernement a-t-il l'intention de maintenir M. Chapais dans cette position?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Oui, il a été nommé dans l'automne de 1892 parce qu'il était parfaitement qualifié pour occuper cette haute position dans laquelle le gouvernement a l'intention de le maintenir.

#### Lot dans le canton Callière (Charlevoix)

M. J. MORIN (Charlevoix): Qui est détenteur du lot no 12, du canton Callière, comté de Charlevoix? En vertu de quel titre?

L'HONORABLE E.-J. FLYNN (Gaspé): Le lot no 12, supposé être dans le 3e rang, sud-ouest de Callière, appartient à la couronne. La vente de ce lot fait en faveur de Ildebert Girard, le 21 novembre 1892, par l'ex-agent L.-A. Bouliane, n'a pas été rapportée au commissaire des Terres de la couronne, et conséquemment la vente n'a pas été confirmée.

#### **Cautionnement d'un protonotaire**

M. J. MORIN (Charlevoix): M. Adolphe Martin, protonotaire conjoint du district de Saguenay, a-t-il fourni le cautionnement exigé par la loi? Si tel est le cas, quand? Si non, quel cautionnement a-t-il fourni?

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Oui. Un cautionnement hypothécaire autorisé par l'ordre en conseil no 15, du 13 janvier 1893. Il l'a fourni le 18 août 1893, par acte devant maître Kane, N.P.

#### **Admission de W.H. Davidson au Barreau**

M. M. F. HACKETT (Stanstead): Propose, appuyé par le représentant de Drummond (M. J.P. COOKE), que l'honoraire de \$200.00 payé sur le bill (bill no 138) de la dernière session autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre William Hughes Davidson au nombre de ses membres soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Adopté.

#### **Soeurs Marianites de Sainte-Croix**

M. J.-A. DESCARRIES (Jacques-Cartier): Propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier), que l'honoraire de \$200.00 payé sur le bill (bill no 53), modifiant la loi constituant en corporation la corporation des soeurs Marianites de Sainte-Croix, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Adopté.

#### **Union Saint-Joseph de Lachine**

M. J.-A. DESCARRIES (Jacques-Cartier): Propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier), que l'honoraire de \$200.00 payé sur le bill (bill no 52) modifiant l'acte d'incorporation de l'Union Saint-Joseph de Lachine soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Adopté.

#### **Admission de J.-X. Pauzé au Barreau**

M. J.-A. DESCARRIES (Jacques-Cartier): Propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier), que l'honoraire de \$200.00 payé sur le bill (bill no 75) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, Joseph-Xiste Pauzé au nombre de ses membres soit remis,

moins les frais de traduction et d'impression, vu que le bill a été rejeté.

Adopté.

#### **Institut des soeurs Servantes du Saint-Coeur de Marie**

M. J. POIRIER (Beauce): Propose, appuyé par le représentant de Wolfe (M. J.-A. Chicoyne), que l'honoraire de \$200.00 payé sur le bill (bill no 41) constituant en corporation l'Institut des soeurs Servantes du Saint-Coeur de Marie soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Adopté.

#### **Subsides**

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour, appuyé par le représentant de Nicolet (l'honorable L. Beaubien), que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides).

M. N. BERNATCHEZ (Montmagny): Propose comme amendement, appuyé par le représentant de Huntingdon (M. G.W. Stephens), que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants: "Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais elle croit devoir déclarer qu'elle espère que le gouvernement dans le but de protéger autant que possible les agriculteurs et les colons contre les nombreuses pertes qu'ils sont exposés à subir, fera adopter, sous le plus court délai, une loi créant un privilège sur les biens de tout commerçant tombé en faillite ou en déconfiture en faveur de tout cultivateur et colon, en faveur de tous propriétaires et patrons de beurrieres et fromageries et autres industries agricoles, pour tous produits agricoles fournis ou vendus aux dits commerçants dans l'an et jour précédant telle déconfiture ou faillite."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont prix comme suit:

POUR: MM. Bernatchez, Bisson, Cooke, De-chêne, Girouard, Gladu, Gosselin, Laliberté, Marchand, Morin, Parent, Pinault, Savaria, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, 16.

CONTRE: MM. Allard, Beaubien, Bédard, Cartier, Casgrain, Châteauvert, Chicoyne, Cooke, Doyon, England, Flynn, Girard (Lac Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Hall, Kennedy, King, Lacouture, McDonald, McIntosh, Magnan, Marion, Martineau, Normand, Panneton, Petit, Rioux, Simpson, Spencer, Taillon, Tellier, Tétreau, 33.

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors, la motion principale étant mise aux voix;

Il est ordonné que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.



### En comité:

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Propose: 1. Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux cercles agricoles et l'encouragement à l'agriculture en général; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Monsieur l'Orateur, c'est avec plaisir que j'ouvre ce débat sur la politique agricole de l'administration. Je demande spécialement aux députés des comtés ruraux d'y prendre leur large part; mieux que tous les autres ils peuvent m'aider à trouver le moyen de perfectionner ce qui a été fait, et d'inaugurer ce qui doit être tenté.

Je ne m'arrêterai pas en ce moment à tous les items du budget agricole et de colonisation, je me réserve, à mesure qu'ils seront proposés au vote, de donner sur chacun tous les détails que l'on peut désirer.

Sollicitant l'appui et la coopération de la députation, et de tous ceux qui s'intéressent à l'agriculture et au développement de la province par la colonisation, je dirai ce que je me propose, pour le présent. Je puis brièvement résumer ce programme. Pour l'agriculture: peupler d'élèves nos écoles d'agriculture, établir de suite une beurrerie ou une fromagerie dans les paroisses où il n'en existe pas encore. Pour la colonisation: la faire autant que possible par groupes en réunissant tous les éléments, ne les laissant plus s'aventurer isolément, et par conséquent sans force, par le pays; la dirigeant ainsi groupée sur de bonnes terres, puis aidant à ces nouveaux établissements à se pourvoir de fabriques de beurre ou de fromage.

Pour exécuter ces projets, je vois heureusement accourir à mon aide des auxiliaires puissants; autrement je ne pourrais songer à la réussite. Les cercles agricoles au nombre de quatre cent onze sont résolument entrés dans l'arène. Leur puissance pour le bien est considérable, illimitée, et se fait déjà efficacement sentir. Je dirai incidemment: un grand éleveur de l'île de Montréal, M. Andrew Dawes m'écrivait l'autre jour: "Les cercles agricoles vont changer la face du pays; depuis qu'ils sont créés, je n'ai pu suffire aux demandes de bétail de race."

M. N. BERNATCHEZ (Montmagny): Croit que ce nombre de cercles diminuera bientôt. Il dit qu'il n'est pas contre les cercles, mais il croit que l'on force trop les gens à en fonder. C'est beau de donner de l'argent, mais il faut savoir ce qu'il rapporte. Il dit que ces cercles ont été formés dans l'enthousiasme du moment, à l'exhortation des curés et des envoyés du gouvernement. Il s'oppose à cet article parce que le montant est trop élevé pour le profit que l'on veut en tirer.

M. J. McINTOSH (Compton): Dit que les cercles comme les syndicats sont un gage de succès.

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): La loi de la dernière session créant ces cercles a répondu, nous pouvons le dire, à un besoin réel. Elle a été la bienfaitrice décentralisation agricole permettant aux différents groupes de la population rurale de s'organiser commodément, de tirer parti de l'expérience et des conseils de tous ceux qui d'ordinaire, dans la localité, guident l'opinion; de faire deux des conseillers dévoués et bien écoutés conduisant doucement, mais sûrement, dans les sentiers nouveaux pour plusieurs, de la culture intelligente et rémunératrice.

Les membres d'un même cercle, à proximité les uns des autres, peuvent se rendre tous les bons services de voisins généreux: l'instrument coûteux acheté par le cercle sera, de ferme en ferme, utilisé par la paroisse; des discussions intéressantes auront lieu auxquelles on assistera en grand nombre, et pour cela, on n'aura pas une longue distance à parcourir. Quand le conférencier ou le missionnaire agricole sera annoncé il y aura foule à l'entendre.

Les sociétés d'agriculture ne peuvent répondre à tous ces besoins locaux. Leurs membres ont plus de peine à se réunir, vu les grandes distances à parcourir, aussi restreignent-elles leur action à la tenue d'expositions, aux concours de ferme et de labour pour tout un comté.

Nous étions loin de nous attendre au succès obtenu par cette législation sur les cercles; pour ma part, je suis heureux de dire qu'il a grandement dépassé mon attente. Les 411 cercles ont versé \$27,000 pour l'amélioration de notre agriculture dans les différentes localités. Grâce à eux, notre journal d'agriculture compte maintenant 30,000 abonnés. Les cercles sont généralement présidés par les curés ou par des personnes influentes dans la paroisse; le nombre de leurs membres s'élève au chiffre de 21,800; tout cela depuis un an à peine. La Chambre se rappelle qu'au commencement de la présente session, afin d'accorder à ces cercles l'octroi d'une piastre par membre, nous avons dû placer la somme de \$25,000 dans les estimés supplémentaires de 1893.

Si le mouvement se continue, nous aurons bientôt un cercle par paroisse.

J'ai tout lieu d'espérer que par eux je pourrai efficacement m'adresser à un nombre considérable de nos agriculteurs. Ces associations reçoivent les documents publics et les publications les renseignant sur les meilleurs moyens de faire une culture rémunératrice.

Comme les sociétés d'agriculture, les cercles sont obligés de faire chaque année un rapport au département. En consultant ceux que nous avons déjà, nous pouvons nous rendre compte du résultat obtenu.

Je ne m'attarderai pas à vous citer ces rapports dont quelques-uns sont pourtant bien intéressants. Dans le journal d'agriculture, autant que l'espace nous le permet, nous publions ceux qui peuvent servir de modèles. Les honorables députés lisent, je suppose, de temps en temps, ce journal lequel, je suis heureux de le constater, est apprécié par la population de nos campagnes; ils

ont dû constater les heureux résultats auxquels sont parvenus, même des cercles ne possédant pas de grandes ressources. Dans plusieurs endroits le mode de culture a été notablement amélioré. Partout on discute, on lit, on s'instruit. Ici, à Lévis, on a accordé des prix pour les étables les mieux construites, les mieux tenues; dans le comté de l'Assomption on est parvenu à mettre au service de toute une paroisse, des reproducteurs de choix, et cela en augmentant les ressources de l'association. Ailleurs on a poussé avec vigueur la culture des fourrages verts, secret de la réussite dans l'industrie laitière. D'autres manquant d'engrais de ferme, ont consacré tous leurs revenus à l'achat de phosphate. Il fait plaisir de constater toutes ces tentatives nouvelles faites en commun, introduisant le bon exemple partout. C'est à faire espérer un progrès rapide et général.

Je ne doute pas que, lorsque nous demanderons un élève par paroisse pour nos écoles d'agriculture, nous aurons l'appui de toutes ces associations. Répondant à l'appel d'hommes généreux et dévoués en qui elles ont confiance, elles semblent toutes décidées à marcher résolument dans la voie du progrès.

Avec une profonde satisfaction je constate l'arrivée de nos dévoués missionnaires agricoles. Nommés par les évêques de la province, ils se sont mis à l'oeuvre, se partageant les différentes paroisses dans chaque diocèse, de manière que chacune soit visitée deux fois l'année. Ils vont ainsi portant la bonne nouvelle sans frais pour l'Etat, avec grand profit pour notre population.

Nous devons au clergé la haute éducation qui a fourni à notre peuple les hommes dont il a eu besoin pour le guider, le défendre et lui assurer son rang parmi les nations qui l'entourent: nous devons au clergé le bon agriculteur, cet homme fort de la nation, qui la nourrit et l'a fait ce qu'elle est.

Dans cette seconde tâche que le clergé entreprend, nul doute qu'il ne réussisse aussi bien que dans la première, et n'est-elle pas plus facile?

Ces missionnaires agricoles, travaillant de concert avec les hommes de bonne volonté qui ont à coeur l'amélioration de notre agriculture, se sont déjà réunis plusieurs fois. Ils se sont entendus sur un programme d'enseignement agricole. Revenus dans leurs différents diocèses, les mêmes directions étant données partout, partout l'on pourra espérer les mêmes excellents résultats.

Enfin je compte sur tous les amis de la cause agricole et je suis heureux de pouvoir déclarer qu'ils sont en grand nombre ceux qui veulent l'amélioration immédiate de notre agriculture, et qui, pour cela, sont prêts à sacrifier leur temps. Je vais essayer de coordonner tous ces efforts, de les engager dans la même direction; ils nous conduiront, je l'espère, au succès que nous désirons tous.

Nous voulons les (les écoles de l'agriculture) peupler d'élèves. Que sont-elles? Si elles ne sont pas encore tout à fait ce qu'elles devraient être, c'est que le travail a manqué au bon ouvrier. Devant une classe nombreuse, le professeur se

sent encouragé à enseigner tout ce qu'il sait. Devant des bancs vides, son ardeur se calme sans qu'il y ait la moindre mauvaise volonté de sa part.

Que l'on soit sans crainte cependant, l'instruction donnée sera ce qu'elle doit être. Fort de l'aide intelligente à ma disposition, je puis l'assurer: que l'on me fournisse l'élève, je m'en charge. Les institutions à notre disposition sont suffisantes pour les besoins du moment. Quelques changements, quelques améliorations vont nous permettre d'utiliser le personnel dont les efforts n'ont pas jusqu'à présent, obtenu les succès désirés; et nous récompenserons ainsi de longues années de sacrifice et de dévouement.

Servons-nous de ce qui existe, encombrons nos écoles d'élèves. Quand les bourses seront prises que les élèves viennent tout de même, les parents ou les amis payant la faible pension exigée à l'école ou dans le voisinage. Qu'on se le tienne pour dit, les moyens de distribuer l'instruction théorique et pratique grandiront avec le nombre des élèves; nous y verrons. Quand ces écoles bien dirigées regorgeront d'élèves, nous songerons à d'autres institutions, heureusement alors devenues nécessaires. Mais je ne veux plus d'écoles vides, encore moins d'une grande école d'agriculture centrale qui, elle aussi, resterait vide. Jusqu'à présent nous avons eu l'école sans écolier. Que les écoliers maintenant viennent par centaines, c'est à quoi nous allons travailler.

"La plus belle ferme du Canada". C'est ainsi que, dans un rapport récent, est qualifié l'établissement des RR. PP. trappistes. Ce rapport est signé par de bons agriculteurs, connus de tous, MM. G. Buchanan, juge du Mérite agricole, M. Thomas Irving de la ferme Logan, M. Robert Ness éleveur de Howick, comté de Châteauguay. Voilà une bonne école. Que celui qui veut en douter aille pendant une journée à moins jouir de l'hospitalité des bons pères. Il n'aura pas trop de tout ce jour pour lui permettre de jeter un coup d'oeil rapide sur la vaste exploitation.

Nos élèves trouveront là de bons exemples dans toutes les branches de la culture du sol, et pourront en outre se mettre au courant de plus d'une industrie s'y rattachant.

La bonne théorie démontrée de suite par la pratique intelligente; voilà le programme, en un mot, de cette école. Elle ne fait que de s'ouvrir et les élèves s'y présentent déjà en bon nombre. Cette école compte vingt élèves déjà, bien qu'elle n'ait été ouverte que l'automne dernier. Ils font avec les pères la culture en grand des légumes et des fourrages verts; vont à tour de rôle à la beurrerie et à la fromagerie; apprennent la greffe et la culture des arbres fruitiers, même la confection du cidre et des vins; un beau vignoble est là tout prêt qui fait l'admiration des visiteurs.

Le bon père prieur ne se contente pas de travailler de toutes ses forces et ressources à mettre son école sur un excellent pied, il pousse plus loin sa sollicitude. Nommé par Sa Grandeur monseigneur l'archevêque de Montréal président des missionnaires agricoles du diocèse, il trouve le temps d'assister aux réunions et de faire sa part

dans la grande oeuvre commune. Ce n'est pas tout: il a fondé sur les bords du grand lac Saint-Jean l'établissement de la Mistassini, lequel sera pour toute cette région ce qu'est la maison mère pour la partie ouest de la province.

Voilà un rude ouvrier, un grand travailleur.

Nous n'avons qu'à nous féliciter du zèle et de l'esprit d'initiative dont fait preuve M. le directeur de l'école de Sainte-Anne. Les champs sont en bon ordre et en bon rapport. Le troupeau s'améliore rapidement. Aussi les élèves sont-ils cette année, plus nombreux que d'habitude. On y compte quinze élèves à l'heure qu'il est. Cet établissement est prospère et fournit une preuve sous les yeux de nos agriculteurs que la bonne culture est rémunératrice. Quelques améliorations encore que l'on est, du reste, toujours prêt à faire avec bonne volonté, et nous aurons là une institution appelée à être d'un grand secours à cette région de la province.

C'est mon intention que les directeurs, les professeurs et même les élèves de nos écoles, se visitent les uns les autres pendant l'année. Il en résultera, je crois, un progrès général. Les bonnes méthodes seront imitées, les mauvaises mises de côté. Quand tout sera partout en bonne voie, pour exciter une plus grande émulation, on pourra peut-être accorder certaines récompenses à l'école qui se distinguera le plus.

L'école de l'Assomption n'a pas encore terminé les changements et améliorations que nous avons cru devoir suggérer, mais ils sont en bonne voie et, dès l'été prochain, lui attireront, je n'en doute pas, un bon nombre d'élèves.

Nous ne venons que de fonder la ferme modèle de Compton pour les Cantons de l'Est. On sait que la localité choisie est une de celles qui se distinguent le plus par l'excellence de ses terres, par sa bonne culture et les soins que l'on donne à l'élevage des meilleures races. La patrie de notre grand éleveur l'honorable sénateur Cochrane, connu en Amérique pour ses succès et les récompenses obtenus dans les concours, était bien l'endroit où l'on pouvait le plus avantageusement réunir les jeunes agriculteurs, et leur enseigner l'élevage intelligent, comme aussi la culture au point de vue de l'industrie laitière. Aussi j'ai cru devoir accepter les offres de la municipalité du village de Compton. Les principaux propriétaires, tous cultivateurs distingués, prennent grand intérêt au nouvel établissement; le conseil a acheté la ferme toute pourvue de bonnes constructions, l'a payée la somme de six mille cinq cents piastres et la mise aux mains d'un syndicat d'hommes expérimentés. Il est à construire une beurrerie modèle, s'est déjà procuré tout le roulant nécessaire et bien choisi, et il sera prêt dès l'été prochain recevoir les élèves. Nombreux seront ceux, je l'espère, qui voudront aller se perfectionner dans leur profession sur cette terre classique de la bonne culture.

Le syndicat se compose de trois membres, dont un nommé par le gouvernement. La Chambre apprendra avec plaisir que nous avons choisi mon honorable collègue, le député de Compton (l'hon-

orable J. McIntosh), comme notre représentant. Ce poste de confiance, parmi ses concitoyens, lui était dû parce qu'il a été le principal fondateur de cette école celui qui s'est imposé le plus de travail pour arriver au succès obtenu. Ce poste lui était dû aussi à cause de ses succès comme cultivateur. C'est par l'agriculture seule que notre honorable collègue est parvenu au rang distingué qu'il occupe aujourd'hui parmi nous. Si j'ajoute que le fils de l'ancien associé de l'honorable M. Cochrane, monsieur H.D. Smith, celui qui exploite à Compton l'une des plus belles et des plus considérables fermes de la province est l'un des fondateurs de cette ferme modèle et y consacre tout son temps, on admettra que le jeune établissement est entre bonnes mains, que nous pouvons en attendre de grands résultats. Nous nous en réjouissons pour nos concitoyens de langue anglaise; et je félicite cordialement le conseil municipal de Compton de son esprit d'initiative, et du bon exemple qu'il donne à la province.

Voilà nos écoles, en ce moment du moins, car je ne doute pas que, si elles sont encombrées, la Chambre ne s'empresse d'aider à fonder de nouveaux établissements.

Dirai-je un mot des écoles d'industrie domestique et d'horticulture pour les filles. Les mères de notre robuste et intelligente population des campagnes ont été renommées par leur adresse, la dextérité de leurs doigts, l'habileté à cultiver le jardinier lequel produit plus d'une douceur agréable au maître du logis; on admire leur goût pour orner de fleurs la maison paternelle, la rendant ainsi plus attrayante aux enfants. Allons-nous laisser se perdre toutes ces délicieuses industries du foyer qui occupent agréablement et profitablement la vie de la campagne, groupant la famille, la concentrant affectueusement pour le grand bien de tous?

Je connais une bonne et grande dame d'une de nos vieilles familles, ornement de la société par les qualités de son esprit et de son cœur, joie de son entourage où elle voit les petits enfants de ses enfants, adroite entre toutes, nulle ne la surpassa jamais dans les petites industries de la maison, et dans l'éclatant jardinier. Aujourd'hui que ses pauvres yeux commencent à se refuser à la lumière, ses doigts agiles travaillant pour les pauvres, lui fournissent encore une occupation agréable, pendant qu'elle raconte avec esprit les choses du passé.

Telles étaient nos mères, telles nous devons désirer nos femmes d'aujourd'hui.

Qu'on lise les programmes des écoles de Roberval, Saguenay, par les RR. dames ursulines, et de Saint-Benoit, comté des Deux-Montagnes, par les RR. soeurs Grises; que l'on aille visiter ces établissements et on se convaincra facilement du bien qu'ils sont appelés à faire dans notre province.

A Roberval, non seulement l'industrie domestique prospère à l'intérieur, non seulement le jardin est un modèle, mais la ferme elle-même, sur toute son étendue, est un exemple d'excellente culture.

Pour certaines directions à donner à nos écoles, je puis heureusement compter sur le concours d'hommes de jugement et d'expérience, ayant déjà fait leurs preuves en agriculture. Je nommerai mon honorable ami le député de Compton (l'honorable J. McIntosh) et ses collègues du conseil d'agriculture.

Des offres généreuses nous ont été faites pour la fondation de nouvelles écoles d'agriculture. Nous avons répondu que nous les verrions surgir avec plaisir, et que nous leur accorderions toute l'aide possible, le jour où elles seront devenues nécessaires par l'augmentation du nombre des élèves.

Pouvons-nous la fournir en nombre suffisant à nos écoles? Par quels moyens? Je réponds de suite: par les moyens qui ont rempli, encombré même nos collèges classiques.

A Dieu ne plaise que je regrette tout ce qui a été fait là. Les amis de l'éducation classique, heureux de jouir de ses bienfaits, honoreront toujours la mémoire de ces hommes aux grandes vues, fondateurs de nos collèges, aujourd'hui prospères et toujours nécessaires. De leur sein sont sortis les chefs du peuple.

Dans un but aussi louable, je veux imiter leur action, espérant marcher vers le même succès. Cette fois, sans craindre l'encombrement, l'excès qui, en tout, nuit. Le champ est vaste, immense; dans l'arène nouvelle toutes les énergies peuvent s'engager, et pas de déclassés. Pas de ces jeunes gens s'étant préparés à une position honorable, et la voyant fuir devant eux, malgré les efforts et les sacrifices.

Nous avons dans notre province cinq mille élèves fréquentant nos collèges classiques. Nombre considérable, je pourrais dire hors de proportion avec celui de notre population. Nous avons dépassé le but.

Comment est-on parvenu à ce résultat? Comment se fait-il que le goût pour la haute éducation soit répandu partout; que presque tous nos cultivateurs la désirent pour au moins un membre de leur famille? Elle est pour ainsi dire entrée dans nos mœurs. Personne n'a plus à la prôner, la chose va de soi. Voyez ce colon qui part tout joyeux de son établissement au bord de la forêt. Il accompagne son fils au collège de son choix. Il est à réaliser un projet longtemps caressé au foyer. Que de peines et de labeurs pour en arriver là! Mais il aura un homme instruit parmi ses enfants, et que d'espérances accumulées sur sa tête! Qui l'a conseillé, qui l'a poussé à agir de la sorte? Personne. Il fait tout simplement comme les autres.

On est parvenu à ce résultat par de constants efforts. Après avoir construit les collèges au prix de grands sacrifices, le clergé se mit résolument à la tâche de trouver l'écolier. Au cultivateur qui n'était pas en état de subvenir aux dépenses de la pension, il vint en aide de ses propres deniers, comme de ses pressants conseils. L'écolier fut trouvé.

Ainsi la province se recruta d'hommes instruits dont quelques-uns devinrent des chefs habiles et dévoués. Ce que l'on a fait là était plus dif-

ficile que ce que nous conseillons actuellement. L'élève du collège, au début, était plus difficile à trouver que ne le sera aujourd'hui celui de l'école d'agriculture.

Et le moment est propice pour tenter le nouvel effort. Il se fait un grand réveil agricole. Le mouvement se propage rapidement, l'agriculture devient lucrative: elle devient à la mode. Profitons de cette vogue pour peupler nos écoles. Pouvons le cultivateur à désirer fortement y faire participer sa famille. Que l'on reprenne la tâche que l'on s'est déjà imposée. Que l'on conseille, que l'on aide. Que le cercle et la société d'agriculture viennent au secours du père de famille, s'il le faut, afin qu'il maintienne son fils à l'école. Il en reviendra pour être le modèle de tous. Le gouvernement ne restera pas en arrière, et aidera lui aussi les cercles à avoir leur représentant à l'école.

Nous insistons sur un élève par paroisse. La demande n'est pas exorbitante; si elle était accordée, elle rapporterait cependant neuf cents à mille élèves car il y a ce nombre de paroisses. Ils deviendront, nous vous en faisons la promesse, autant de prosélytes ardents, car ils seront bien traités. Ils apprendront à aimer et l'école et l'agriculture. De retour à la maison ils trouveront des émules et des condisciples parmi leurs jeunes amis, et dès lors, comme pour la haute éducation, la chose ira de soi.

Quand l'école sera devenue trop petite ne craignez pas, elle sera agrandie ou d'autres surgiront.

Donnez-moi l'élève je vous promets l'école et une bonne.

Dans chaque paroisse et dans chaque cercle il va se former un petit comité qui se chargera tout spécialement de trouver cet élève. A lui seul, le clergé l'a déjà trouvé pour le collège, et maintenant beaucoup vont lui aider. Les missionnaires agricoles en font le premier article de leur programme.

Le mouvement s'organise, le mot d'ordre est donné tout comme autrefois, mais cette fois c'est au fils du cultivateur resté à la maison que l'on songe. Il a enfin son tour. Lui, chargé de continuer la famille et ses traditions, de tenir en bonne durée le toit paternel, de garder chaud le foyer hospitalier, le foyer auprès duquel viendra se refaire plus d'un frère qui jadis tourna le dos aux champs pour aller vers les villes bruyantes.

J'ai connu des curés qui pouvaient se féliciter d'avoir tenu au collège quinze et dix-huit élèves à leurs frais; c'était au temps où l'on manquait d'élèves. Que de frais et de peines! Le bon conseil souvent répété par les mêmes hommes suffira aujourd'hui pour ce que nous voulons.

Et puis, le moment arrive où la culture du sol va offrir une carrière nouvelle à nos jeunes gens sortant des collèges classiques. La science, de plus en plus, trouve sa place dans l'exploitation du sol tout comme dans l'exercice des professions. Elle vient merveilleusement en aide aux forces de l'homme, en multipliant les machines; elle étudie le sol, prescrit et applique les éléments qui lui font défaut, a des remèdes tout prêts pour les maladies des plantes et des moissons, veille avec vigilance

sur la santé des précieux troupeaux, éloigne les maladies, les contagions, ou les combat quand le malheur arrive; elle va au loin trouver de nouveaux marchés, les étudie avec soin et prescrit ici la confection du produit; et la voilà maintenant qui tire parti de l'électricité pour hâter la croissance des plantes. Oui, la culture va attirer à elle le jeune homme instruit. Il y trouvera la récompense des travaux de son intelligence. Si ses bras ne peuvent ni ne doivent travailler tout le temps, les travaux n'en iront pas plus mal, car une bonne tête présidera à tout.

On a dit quelquefois que le voisinage des collèges a nui au succès de nos écoles d'agriculture, les élèves étant tout le temps tourmentés de l'idée de monter au grand collège. Tout cela va changer; l'agriculture se prête à toutes les études comme à tous les talents en même temps qu'elle devient rémunératrice et généralement en faveur.

A l'écolier du collège maintenant de passer à l'école d'agriculture, pour y finir son cours et y commencer une vie heureuse et prospère.

Pour être admis à l'école d'agriculture il faut être âgé de quatorze ans, savoir lire et écrire et donner au directeur et à l'inspecteur du gouvernement l'assurance morale que l'on se destine évidemment à la profession agricole.

Les quinze premiers élèves admis dans une école sont appelés boursiers, et reçoivent gratuitement l'instruction, la pension et le logement; ceux qui viendront ensuite devront se pensionner à leurs frais, à l'école ou dans les maisons du voisinage. Ils recevront gratuitement l'instruction théorique et pratique.

En parlant de nos écoles, j'en mentionnerai une que j'appellerai notre école ambulante.

C'est une manière de tirer parti du système du Mérite agricole.

On sait que les juges, chargés de distribuer les récompenses aux propriétaires des fermes soumises au concours, doivent parcourir successivement les différentes parties de la province de manière à parvenir en cinq ans à en compléter les suites. Jusqu'à présent, ils n'ont eu pour mission que d'examiner qui méritait les diplômes et les médailles. Je me suis proposé de tirer un plus grand parti de ces juges, hommes d'expérience et de science. Je leur ai donné instruction de visiter chaque ferme avec soin, de consigner leurs remarques et conseils dans un livret remis au propriétaire et dont ils gardent copie. Le concurrent reçoit ainsi de ces messieurs, une direction utile pour rendre sa ferme encore plus utile à la localité. On lui consigne dans ce livret qu'il pourra consulter avec profit, pendant des années, ce qu'il a bien fait, ce qu'il pourrait profitablement faire autrement et les innovations qu'on lui suggère. Les leçons sont données sur place, après discussion avec le concurrent, en parcourant sa ferme, champ par champ.

Voilà un système qui piaît autant qu'il est pratique et utile. C'est le bon conseil, le conseil désintéressé, par conséquent bienvenu, qui va être suivi pour le plus grand profit du propriétaire comme pour l'exemple de tout le voisinage. Aussi,

je puis dire que l'on s'en montre reconnaissant, comme je puis affirmer qu'il est effectif. C'est la leçon de chose comme on dit en termes d'éducation scolaire; c'est la question discutée sur le champ d'action où on peut mettre le doigt sur tout ce qui est défectueux, comme sur tout ce qui réussit.

Des concurrents ont déclaré que le passage de nos juges du Mérite agricole marquait toute une ère nouvelle dans leur exploitation; qu'ils étaient heureux des avis donnés et qu'ils allaient les mettre de suite à profit, qu'ils leur étaient de plus d'importance et de profit que les diplômes et médailles qu'on pourrait leur décerner.

Les directeurs des sociétés d'industrie laitière ont quelquefois des instructeurs qui, munis de tous les instruments nécessaires, parcourent la campagne pour enseigner les procédés avantageux de la confection du beurre à domicile; on trouve ce système bon, et partout où ces instructeurs passent, on constate les progrès accomplis: ainsi vont nos juges du Mérite agricole par la campagne. Les fermes soumises au concours sont naturellement les mieux cultivées dans la localité; en les perfectionnant nous en faisons des fermes modèles sans qu'il en coûte à la province.

Nous allons, si possible, perfectionner cette école d'agriculture ambulante. Les juges ont instruction de rester sur la ferme du concurrent tant qu'il y aura du bien à faire à son exploitation. La distribution des récompenses, bien que faite avec discernement et avec soin, devient pour ainsi dire secondaire dans la mission de ces juges. Ils ont tout d'abord instruction d'instruire, de réformer puis enfin de récompenser. J'ai tout lieu de me féliciter de cette innovation. C'est après le succès constaté à l'école d'industrie laitière, celui que je considère de plus de valeur. Ce n'est pas l'élève qui va à l'école, mais c'est bien l'école qui, effectivement, va à l'élève avide de tirer parti des bienfaits qu'elle apporte. Il y a une moyenne de quatre-vingts concurrents par année!

Je ne parle pas ici de l'Ecole d'industrie laitière de Saint-Hyacinthe, pour la bonne raison que je n'ai que faire d'en parler. C'est un éclatant succès. Deux cent cinquante à trois cents élèves. Je n'ai pas heureusement à m'en inquiéter. Tout va de soi là comme pour notre éducation classique. Elle peut se passer de nos encouragements, dans nos discours du moins, le cultivateur et son fils la fréquentent. Elle sème la prospérité par toute la province à laquelle elle fournit les spécialistes. Je ne l'inclus pas parmi celles que je recommande à la sollicitude de nos agriculteurs, pour deux raisons: la première, parce qu'elle est parfaitement appréciée, la seconde, parce que si nous voulons qu'elle continue à être de plus en plus fréquentée, il faut partout augmenter notre production, améliorer notre culture et que nos fermes produisent plus de beurre et de fromage, articles d'exportation qui nous rapportent le plus. C'est la culture qu'il faut soigner puisque la fabrication est déjà en bonne voie.

Nous pourvoyons ainsi par nos écoles au besoin d'instruction qui se fait sentir dans nos campagnes, et nous agissons de concert avec le

clergé qui, aujourd'hui plus que jamais, entre résolument dans l'arène.

Mais il faut à notre agriculture un recours immédiat, il nous faut une source de prospérité que nous puissions diriger sur nos campagnes, surtout celles où le dépeuplement ronge, où bon nombre de fermes sont aujourd'hui sans occupants.

L'industrie laitière vient merveilleusement à la rescousse. Elle va constituer l'appât effectif pour entraîner le cultivateur à la bonne culture. Par elle il pourra devenir prêteur, d'emprunteur qu'il est souvent; par elle les fermes dont l'habitation confiée à un voisin "est au cadenas", vont trouver des occupants heureux et prospères; par elle le désert fait dans quelques-unes de nos paroisses par la culture épuisante va se repeupler, la population devenir dense, là où elle est éparse. Notre sol partout nourrira abondamment une population heureuse. Et plus d'émigration. Dans les vieilles paroisses il n'y aura pas assez de bras, le travail sera mieux rémunéré qu'à l'étranger.

Bien plus, nos compatriotes reviendront des Etats-Unis; ils trouveront de l'ouvrage ici, pendant qu'il manque là-bas.

L'expérience des deux dernières années surtout, nous a démontré ce que pouvait faire pour notre agriculture, cette industrie du beurre et du fromage.

Un de nos grands financiers vient de nous déclarer qu'elle a mis notre province à l'abri de la terrible bourrasque financière qui vient de balayer les Etats voisins de l'union américaine. Pendant que les institutions financières croulaient là, les unes après les autres, au milieu de l'épouvante générale, les nôtres dans un milieu serein, continuaient paisiblement leur marche heureuse et prospère. Grâce à l'industrie laitière, le cultivateur payé comptant pour ses produits a pu solder comptant aussi les factures de son marchand fournisseur; celui-ci a rencontré efficacement toutes ses obligations; la succursale prospère a pu payer la grande banque centrale, et ainsi notre agriculture a épargné à la province les désastres qui ont sévi ailleurs.

Aussi nous nous proposons, mettant à profit les bons services des cercles, des missionnaires agricoles et de tous les hommes de bonne volonté, de pousser l'établissement de cette industrie, dès cette année, dans toutes les paroisses qui n'en sont pas déjà favorisées. Nous pouvons le faire maintenant que l'école de Saint-Hyacinthe nous fournit des fabricants.

Quelques-unes de nos paroisses ont vendu, cette dernière saison, du fromage et du beurre pour au-delà de \$60,000. Quel succès à mettre sous les yeux de nos agriculteurs qui ne bénéficiaient pas encore de cette industrie!

Le bétail existe dans chaque localité. Il s'agit d'avoir la coopération assurée d'un nombre suffisant de patrons. Le capital modéré nécessaire se trouve facilement: à l'école de Saint-Hyacinthe et dans les établissements qui réussissent le mieux, on peut faire le choix du meilleur matériel. Tout cela, dans un court espace de temps, peut s'orga-

niser dans la paroisse et le cultivateur peut commencer à retirer tous les mois le fruit de son labeur. On est loin, là, du système de culture dont les résultats ne se faisaient sentir qu'au bout de trois ou quatre ans.

En produisant un bon article, en étendant pour cela notre système des syndicats de beurrieres et fromageries, en le rendant même, s'il le faut, obligatoire, ainsi que l'étampage de nos produits, nous n'aurons, de sitôt, à craindre l'encombrement des marchés où nous écoupons aujourd'hui notre production.

Il y a aussi le beurre frais d'hiver pour lequel nous avons, dans nos grandes villes, un débouché que nous sommes loin d'exploiter comme nous pourrions le faire. En cela nous imiterions un pays aussi froid que le nôtre, le Danemark qui vend pour \$24,000,000 de beurre par année en Angleterre; les vaches ont leurs veaux en septembre et octobre; le plus fort du rendement est ainsi en hiver.

Mais pour pratiquer cette industrie laitière il faut la culture des fourrages verts. Voilà le secret de l'industrie laitière. Que le champ soit bien fûmé et bien labouré à l'automne et qu'il soit de grandeur suffisante pour fournir au moment de la sécheresse de l'été un bon supplément aux pâturages. Les vaches resteront en lait; on les conduira ainsi jusqu'à l'automne, jusqu'à l'étable. Et dans celle-ci, il faudra qu'il y ait la provision de fourrages verts pour l'hiver. Le champ sera assez étendu pour que la récolte du fourrage vert suffise à remplir le silo ou la tasserie par couches, entremêlé avec la paille en sus de ce qu'il faut pour la consommation pendant l'été.

Ainsi les vaches resteront dix mois en lait, ainsi elles seront toujours en bon état, soit pour prendre l'étable, soit pour se rendre au pâturage.

Qu'on se rappelle qu'il est toujours difficile sinon impossible de ramener l'abondance du lait, une fois qu'elle a disparu.

Tout à côté de ce mot je veux mettre celui de repeuplement. Repeuplement de nos vieilles paroisses. Dans quelques unes la désertion a passé comme un ouragan, comme un incendie, laissant des vides partout. Nombre de maisons sont fermées à la clef, confiées à un voisin. Si celui-ci trouve l'occasion, ce qui n'arrive guère, il en tirera un parti quelconque, au profit des absents.

Combien de terres abandonnées avez-vous dans votre paroisse, demandais-je l'autre jour à un de nos bons curés qui se dépêchait de fonder un cercle agricole? Trente à quarante, me répondit-il, avec un soupir. Et les paroissiens? Partis pour les villes.

Ne faut-il pas remplir ces vides désolants pendant qu'on est à faire de nouvelles trouées dans la forêt vierge.

Emparons-nous du sol répète-t-on souvent. Encore faut-il pouvoir le garder. Le général habile, après la victoire, laisse bonne garnison dans les villes conquises.

Déjà dans notre culture nous avons beaucoup trop de terre sous la charrue. Si nous en cultivions moins et la cultivions mieux, le profit serait meil-

leur. J'ai lu un excellent livre sur l'agriculture par un auteur américain; il avait pour unique titre: We farm too much land. Nous cultivons une trop grande étendue de terre. Et tout le long avec pièces à l'appui, il prêche la condensation de la culture.

L'autre jour, en congrès agricole de Huntingdon, un excellent agronome, Mr. D. M. MacPherson, de Lancaster, faisait monter sur l'estrade un cultivateur pour témoigner de l'excellence de cette condensation. Cet homme avait échoué dans l'exploitation d'une terre de cent cinquante arpents sous charrue, et prospérait maintenant sur un lot de cinquante arpents; il pouvait augmenter son troupeau et vendre davantage. Et il en rendait témoignage devant la grande assemblée.

Il est aussi un fait que nous constatons à l'heure qu'il est, c'est qu'aussitôt l'industrie du beurre et du fromage efficacement implantée dans une paroisse, le manque de bras s'y fait de suite sentir. On importe les travailleurs. L'industrie laitière rémunérant le cultivateur lui fait de suite augmenter ses troupeaux et il a les ressources pour payer l'aide nécessaire.

Nos campagnes ne sont donc pas trop peuplées; bientôt toutes les paroisses auront leurs fromageries et leurs fabriques de beurre. Malgré cet état de chose, il y aura toujours de la colonisation à faire, à diriger, à aider afin que le colon, ce tirailleur hardi de nos exploitations, ne se prenne pas à désespérer et n'abandonne pas lui aussi sa tâche à moitié faite.

Il y aura toujours des colons à suivre, à protéger au bord de la forêt. Ils y sont conduits par différents motifs: à un bon nombre on ne pourrait persuader d'aller occuper une de ces terres toutes défrichées et abandonnées dans nos vieilles paroisses. Non, c'est le père d'une nombreuse famille qui vend sa petite terre au village pour établir ses fils autour de lui, et leur donner à chacun une grande propriété, héritage de son travail et de sa prévision; c'est le cultivateur qui, au vieux village, a eu l'infortune en partage; il s'en va dans la forêt cacher son malheur, faire nouvelle provision d'énergie et de courage; des jours prospères lui sont peut-être réservés là; c'est le fils qui ne voit pas d'héritage sérieux en vue, qui ne dépend que de ses bras vigoureux; quand il aura défriché, bâti maison et grange, il reviendra au village y prendre la compagnie courageuse de ses travaux et de sa vie.

Ces colons partent chacun de leur côté, rarement en groupes importants. Ils vont généralement au plus près, suivent les chemins ouverts dans la forêt ou s'en éloignent d'après une idée qui leur vient, ou une information qui leur est fournie; s'enfoncent quelquefois dans le bois, isolés de tous, sans chemin les reliant au reste du monde. Après des années de misères de toutes sortes, le gouvernement viendra peut-être à leur secours, leur donnera une sortie. Il y en a ainsi d'établis à des vingt, trente et cinquante milles de nos établissements. L'hiver la raquette, l'été le canot voilà leur moyen de transport. Et encore sont-ils fixés sur de bonnes terres? Combien de fois après avoir laborieusement abattu la forêt, n'ont-

ils pas constaté avec chagrin que le sol était ingrat et qu'il le serait toujours.

Il y a ainsi des paroisses entières qui n'auraient jamais du être prises dans la forêt. Les arbres y étaient grands et forts, mais le champ du cultivateur n'y portera jamais d'abondantes récoltes. Le bois y valait beaucoup; ce qui lui reste, pas grand chose.

Les éléments de la colonisation ont été ainsi laissés à eux-mêmes. Ils se sont fixés comme ils ont pu, un peu au hasard. Pouvons-nous guider ces éléments précieux, les pousser, réunis, dans nos riches vallées où l'épaisse couche d'alluvions leur promettra le succès; les faire renoncer au système de chacun pour soi, de chacun de son côté, en finir avec l'isolement qui paralyse tout, le remplacer par les bienfaits du groupe, l'action bienveillante de la paroisse? C'est bien ce que je me propose et, pour m'encourager, j'ai l'expérience de ce qui vient d'être pratiqué parmi nous durant les trois ou quatre dernières années.

Dans un but excellent à leur point de vue, des hommes en position de commander l'estime du public, sont venus parmi nous recruter des paroisses entières, pour en peupler notre Nord-Ouest canadien. Aidés des facilités qu'accorde libéralement la Compagnie du chemin de fer du Pacifique, elles expédient au printemps plusieurs trains emportant des colonies complètes. Ces familles transportées, avec leurs effets et même leur roulant, s'en vont à deux ou trois mille milles de distance. C'est toute une paroisse qui voyage là et qui va s'implanter sous d'autres cieux.

Ne pourrions-nous pas essayer quelque chose de semblable pour aller dans un même but à une petite distance, en restant chez nous, dans notre province?

Dans des cantons fertiles, à la portée de chaque diocèse je ferai indiquer par l'explorateur du département le meilleur endroit sur lequel on pourra diriger les colons. Je demanderai aux missionnaires agricoles, au moment de leur visite dans les paroisses, de vouloir bien recueillir les noms de tous ceux qui veulent aller aux terres nouvelles. Tous de la même région seront dirigés autant que possible sur le même point. La paroisse devra se former du coup et sera alors facilement pourvue de chemins par le gouvernement. Si les colons souffrent aujourd'hui du manque de routes, c'est que les établissements sont trop multipliés et trop épars. Les ressources à notre disposition ne peuvent suffire.

Réussirons-nous ainsi à guider le courant de l'émigration vers les terres de la couronne, à le coordonner de manière que là comme ailleurs, l'union fasse la force: c'est ce que j'espère, grâce au mouvement puissant que nous constatons. Et le colon loin d'avoir à prendre seul et tristement le chemin de la forêt, pour y souffrir longtemps, y arrivera au contraire heureux, trouvant de nouveaux voisins, enchantés de lui accorder aide et bonne compagnie.

Dans un groupe comme celui-là, le progrès sera rapide, on s'entraidera efficacement et le secours accordé par le gouvernement bénéficiera

à un plus grand nombre. On pourra de suite recevoir la visite du conférencier, du missionnaire agricole.

Aussitôt que le nombre des vaches laitières atteindra le chiffre de cinquante, qu'une aide modérée soit de suite accordée pour permettre l'installation d'une beurrerie ou d'une fromagerie. Dès lors la position est sauvée.

L'industrie laitière chez le colon, voilà le meilleur moyen de faire promptement son succès. Quand la fabrique lui paiera régulièrement le produit de ses vaches, il se chargera volontiers de la confection et de l'entretien de ses routes. Pour commencer, ses bois francs lui fourniront le pâturage, et ses défrichements brûlés, le maïs, la lentille et l'avoine pour l'hiver.

Combien de colons, dans les localités où nous faisons encore tous les chemins, m'ont déclaré et ont déclaré aux députés, qu'ils s'en chargeraient bien volontiers si nous pouvions leur assurer la fabrique de beurre ou de fromage.

Je ne crains pas de dire qu'on pourrait, de cette manière employer avec avantage une partie de l'octroi que nous consacrons aux chemins de colonisation.

J'ai bien un peu, mais pas autant que j'aurais voulu, pratiqué ce système et les résultats en sont merveilleux. Grande est la joie de ces colons — la plupart ayant quitté leurs paroisses pauvres — de pouvoir de suite gagner de l'argent sonnant, reçu tous les mois tout en se taillant un beau patrimoine dans la forêt. La nouvelle de ce succès se répand de suite, les colons arrivent avec leurs bestiaux. Dès la seconde année, le nombre de vaches qui n'était d'abord que d'une cinquantaine monte à soixante et quinze et quatre-vingts. Au bout de deux ou trois ans, la fabrique fonctionne sans aide et une nouvelle paroisse jeune et vaillante a surgi pour la province.

Je ferai raconter pour la Chambre ou dans le *Journal d'Agriculture*, l'histoire d'un de ces établissements de colonisation en pleine forêt où la fromagerie a semé l'aisance dès les commencements. Nous l'avons aidée, et en retour de l'aide on s'est chargé gaiement des routes. Elles conduisent aux fabriques pour y porter le lait et en rapporter l'argent. De l'argent dans la forêt! voilà toute une trouvaille, quand les chantiers ont disparu.

L'essai tenté nous encourage fortement à continuer. Les fabriques de beurre et les fromageries sont appelées à rendre les plus grands services à la colonisation; mais pour cela il faut que celle-ci se fasse par groupes, il faut la ramasser, ne pas se contenter d'ouvrir bruyamment de longues routes, les planter ici et là de maigres colonies et appeler la population à s'y placer à sa guise. Beaucoup partent, mais pour revenir avant longtemps. Les chemins ne peuvent être entretenus, ils sont trop maigres de population; la forêt menace de reprendre son domaine. Voilà ce que l'on gagne à disséminer son action et ses forces. La vie de ces pauvres établissements sera pendant des années chétive. Ce n'est pas qu'on ait eu tort encore d'être allé au loin, en pleine forêt, occuper

un beau poste où tout se prêtait à un fort établissement, mais on aurait dû y arriver en force, pour y créer un foyer de vie et d'activité.

Aujourd'hui il va falloir s'appliquer à remplir tous ces cadres que nous avons devant nous, où l'on a trop embrassé à la fois; il va falloir remplir tout cela de population avant de jeter de nouvelles colonies en avant. Concentrons notre action, condons nos efforts et nos moyens et là où nous serons, soyons y prospères.

Avec l'aide des hommes de bonne volonté, on pourra, je l'espère, préparer les jeunes essaims; on préviendra ceux qui se proposent de devenir colons. Le départ se fera avec ensemble à l'autome pour l' "efferdochage"; surtout on se donnera le mot pour monter avec les familles prendre possession du nouveau patrimoine, faire les brûlés et les premières semailles. En compagnie, et compagnie nombreuse, le compatriote est toujours heureux, travaille avec ambition. Ne le laissons plus s'isoler et s'exiler. Faisons pour notre colonisation ce que le Pacifique fait pour celle qui l'intéresse.

En dressant la liste, dans chaque paroisse, de ceux qui veulent prendre des terres nouvelles nous raccolerons peut-être en même temps ceux qui se proposent d'émigrer aux Etats-Unis, ou ceux qui en reviennent; ces derniers sont nombreux cette année. Nous aurons ainsi comme une tenue de livre qui nous dira les éléments que nous avons à guider et protéger.

Pour réparer les brèches faites par l'émigration dans nos vieilles paroisses, pour combler les vides, remplir les cadres, je désire depuis longtemps me procurer la liste de ces fermes abandonnées, ce que l'on demande pour chacune d'elles, si elles peuvent être louées pour dix ans avec privilège pour le locataire d'acheter en aucun temps de son bail; comment elles sont pourvues de maison et de bâtiments de ferme, quel est l'approvisionnement d'eau et de combustible, quelle étendue totale et celle en culture etc., etc. Je suis en voie de réussir.

Ces informations seront répandues par les cercles et par le pays. Elles serviront à ceux qui désirent prendre des terres nouvelles et à ceux qui songent à revenir au pays.

Plus d'un qui connaît la bonne culture pourra ainsi se monter du coup et commencer une exploitation rémunératrice sans avoir à s'imposer la longue et ardue tâche du colon, la lutte avec la forêt, l'embarras des souches, l'éloignement des marchés. Et la paroisse, petit à petit, réparera ses pertes, de nouveaux enfants prendront la place de ceux qu'elle a perdus. Le cœur du pays, les vieilles paroisses, sera bon et fort, les extrémités s'en ressentiront, soyez-en certains.

Tout ceci ne se fera pas à la fois, c'est certain, mais peut se commencer tout de même et de suite. Sans beaucoup de dépense, nous avons devant nous une bonne chance d'être très utiles, et à la paroisse et aux particuliers.

Au moment où ceci s'imprime je suis fort aise de constater que la société de colonisation qui vient de se former à Montréal s'occupe tout



spécialement de combler ces vides dans nos paroisses. Je lui souhaite bien cordialement le succès. Les jeunes colons qui partiront de ces paroisses, rendues ainsi prospères et populeuses, arriveront sur le territoire de la colonisation amplement munis de tout ce qui est nécessaire pour réussir promptement.

Avant de terminer, un mot des syndicats agricoles des cultivateurs. Ils sont appelés à être d'un grand secours. Courtiers honnêtes et dévoués, connaissant l'article à être acheté ou à être vendu, ils épargneront, et les dépenses de voyages et les recherches ou études pour bien connaître ce dont on a besoin. L'un, celui de Québec, a pour président honoraire et actif aussi Sa Grandeur monseigneur Bégin. Sa Grandeur donne là une nouvelle preuve de son dévouement à la cause. L'autre syndicat, celui de Montréal, est présidé par l'honorable J.J. Ross, président du Sénat et conseiller législatif.

Tous les deux sont composés d'hommes bien connus du public, et par leurs connaissances spéciales nécessaires, et par leur position dans la société.

Nos agriculteurs peuvent avoir confiance en eux et leur confier toutes leurs transactions pour achats ou ventes. Pas nécessaire de faire le sacrifice de temps ou d'argent pour se procurer les grains, graines, instruments, engrais artificiels, animaux reproducteurs dont on peut avoir besoin, ou vendre beurre, fromage, foin etc., etc. Tout cela peut se faire à peu de frais par la poste; on peut se fier à ceux auxquels on s'adresse.

L'idée de ces syndicats nous est venue de France où ce système a opéré des merveilles. Ce sont des associations de bons citoyens se contentant de peu de rémunération ou de pas de rémunération, qui se mettent avec dévouement à la disposition des cercles agricoles et des cultivateurs. On conçoit facilement de quel secours ils peuvent devenir. Tel qui ne s'y connaît en rien dans l'article qu'il commande, pourra ordonner tout de même et se fier aux acheteurs. Il recevra le bon article. Par ces syndicats l'on achètera aussi très souvent, mieux qu'en s'imposant les pertes de temps et d'argent que nécessite le voyage.

Les cercles et les sociétés peuvent bénéficier de ces syndicats en s'affiliant; ce qui leur coûtera la somme de dix piastres. Les particuliers une piastre.

Le département n'a absolument rien à faire avec ces associations qui se sont formées entièrement en dehors de son contrôle. Mais je crois de mon devoir de les recommander au public agricole, parce qu'elles peuvent lui être très utiles.

Je remercie cette Chambre de sa bienveillante attention, des marques de sympathies que j'ai reçues des deux côtés, je puis le dire. Je sollicite de nouveau l'aide de tous les hommes de bonne volonté, de tous ceux qui ont à cœur le succès de notre agriculture, pour que nos écoles regorgent d'élèves (garantie d'un succès agricole durable); que la fabrique de beurre ou de fromage soit érigée là où elle n'existe pas encore, (garantie que notre culture, va devenir de suite lucrative); pour

que le cercle agricole soit fondé là où il n'existe pas encore; pour que l'on organise la colonisation, que l'on tende au colon une main amie qui le guide vers la bonne terre, qui l'y protège et encourage: que l'on ramène dans nos vieilles paroisses les compatriotes qui les ont désertées et qui sont loin de prospérer aujourd'hui en pays étranger: que l'on enraye l'émigration dans notre province, que chaque Canadien trouve un foyer heureux dans le pays. Nos banquiers nous disent que cette année notre industrie agricole laitière a fait notre province financièrement solide et riche. Continuons ce qui est si bien commencé.

M. O. MAGNAN (Montcalm): Dit que même si l'agriculture d'aujourd'hui est mieux comprise que jadis, les récoltes sont toujours aussi petites parce que certains éléments de la vie végétale nécessaires au sol ont en grande partie disparu.

Il entretient la Chambre d'un projet qu'il a soumis au ministre de l'Agriculture (l'honorable L. Beaubien). Ce projet de réforme agricole se résume comme suit:

1. Il y aura des fermes modèles d'établies dans chacun des comtés ruraux de la province.

2. Des personnes seront nommées pour procurer ces fermes et les faire fonctionner en conformité au programme suivant:

3. Chacune de ces fermes aura environ cinquante arpents en superficie.

4. Le système de rotation sera de dix ans.

5. Un vingtième de la grandeur totale de chacune de ces fermes sera employé comme pacage et sera changé annuellement.

6. Un sixième de la grandeur totale de chaque ferme sera (tous les deux ans) labouré et bien égoutté, clairsemé de céréales dès le printemps avec quinze livres de graine de grand trèfle par arpent; ayant le soin de donner un coup de herse et rouler le terrain après que la graine aura été semée. Cette sixième partie de la ferme ainsi semée devra servir à nourrir le bétail pendant les étés suivants en fauchant ce trèfle trois fois par jour et le donnant au bétail.

7. Un cinquième de la grandeur totale de la ferme sera semé en céréales.

8. Un douzième de la grandeur totale de la ferme, moins l'emplacement nécessaire avec bâtiment de la ferme, sera semé en légumes, plantes jardinières et le blé d'Inde pour l'ensilage.

9. La moitié de la grandeur totale de la ferme sera clairement semée de céréales avec huit livres de graine de grand trèfle et un gallon de graine de millet par arpent; cette moitié de la ferme ainsi semée sera récoltée les années suivantes comme prairies artificielles dont la plus grande partie devra être ensilée.

10. Les excréments du bétail faites pendant l'hiver seront conservées à l'abri et seront charroyées sur un vingtième de la ferme pendant la fin de l'été et labourées d'une épaisseur de deux à trois pouces; ce labourage devra se faire au fur et à mesure que les excréments seront étendues sur la terre; mais cette terre devra être labourée une seconde fois le printemps. En mettant les résidus du

bétail faits pendant l'hiver sur un vingtième de la ferme, et un vingtième en pâturage, la ferme sera engraisée dans le cours de dix ans.

11. De grands silos seront construits sur la ferme, dont la plus grande partie devra être remplie avec le trèfle provenant des prairies artificielles et l'autre partie en blé d'Inde, afin de faire beaucoup de beurre pendant l'hiver.

12. Il y aura sur chaque ferme une tête de bétail par deux arpents de la grandeur totale de chacune des fermes dont la classification sera comme suit: si la ferme a cinquante arpents de grandeur en superficie, deux chevaux, trois moutons, vingt vaches et taures et un taureau; de plus, autant de porcs qu'il en faudra pour utiliser le petit lait.

13. Les terres noires ne devraient pas être acceptées comme ferme payante.

14. Chacune des personnes faisant fonctionner une ferme devra donner gratuitement et annuellement à une personne dans chacune des paroisses du comté, quinze livres de graines de grand trèfle, pourvu que chacune d'elles s'oblige à semer les quinze livres de graines dans un arpent de terre de la même manière et pour les mêmes fins qui sont indiquées au sixième article de ce programme.

15. Les personnes qui seront respectivement nommées pour procurer et faire fonctionner chacune des dites fermes, devront tenir compte des recettes et dépenses annuelles provenant du fonctionnement de chacune de leur ferme, ainsi que du nombre de chacune des personnes qui auront travaillé annuellement sur chacune des dites fermes, ainsi que leur âge et sexe, et diviser les recettes et dépenses en autant d'arpents que chacune de leurs fermes en contiendra, et en faire annuellement un rapport au commissaire de l'Agriculture; ce rapport devra aussi constater si le programme a été suivi, et être accompagné d'une déclaration solennelle constatant que le rapport est véridique; de plus, chacune des dites personnes ainsi

nommées devra faire imprimer autant de copies du dit rapport qu'il y a de cultivateurs dans chacun de leur comté respectif, et les distribuer autant que possible à tous les cultivateurs dans chacun de leur comté avec des commentaires publics; cette distribution devra être faite annuellement pendant la première année qui suivra immédiatement celle des opérations de chacune des dites fermes.

16. Il sera payé annuellement à chacune des personnes nommées pour procurer une ferme et la faire fonctionner comme susdit, une somme annuelle de mille piastres pendant le cours de dix ans; mais toutes dépenses à faire pour procurer chacune des dites fermes et les faire fonctionner, seront à la charge de chacune des dites personnes qui seront ainsi nommées.

17. Dans l'intérêt du progrès agricole, le commissaire de l'Agriculture pourra modifier le dit programme suivant l'état plus ou moins avancé des cultivateurs dans chacun des comtés de cette province.

18. Les fermes qui seront établies porteront le nom de ferme payante.

19. Les nominations à faire en conformité du deuxième article de ce programme, pour procurer les fermes et les faire fonctionner, seront faites par le lieutenant-gouverneur en conseil et chacune des personnes ainsi nommées, restera en fonction durant le bon plaisir du lieutenant-gouverneur en conseil; mais la nomination de chacune d'elles pourra être révoquée par la même autorité, si elle n'a pas bien accompli le programme susdit ou si elle ne s'est pas donné assez de peine pour convaincre les cultivateurs à suivre l'exemple de la ferme payante, ou si elle ne réussit pas à réaliser sur la ferme les profits que le commissaire de l'Agriculture aura droit d'en attendre.

Revenu des fermes tenues d'après le système routinier, sur une ferme de cinquante arpents en superficie.

Quatre vaches, dont chacune d'elles donne 75 lbs de beurre formant un total de 300 lbs, vendu dix-huit cents .....	\$ 54.00
Un porc vendu; \$15.00 .....	15.00
Vingt poulets vendus 50 cents le couple .....	5.00
Cinquante douzaines d'œufs; 15 cents la douzaine .....	7.50
Un cheval vendu tous les trois ans, \$100.00, le tiers .....	33.33
	<u>\$ 114.83</u>
A déduire quatre piastres de grain pour l'entretien et l'engrais du porc .....	4.00
Profit .....	<u>\$ 110.83</u>
Revenu des fermes d'après le système préconisé, sur une ferme de cinquante arpents en superficie.	
Quatorze vaches dont chacune d'elles donnera 150 lbs de beurre vendus à dix-huit cents la livre .....	\$ 378.00
Sept porcs vendus; \$15.00 le porc .....	105.00
Vingt poulets vendus; 50 cents le couple .....	5.00
Cinquante douzaines d'œufs; 15 cents la douzaine .....	7.50
Un cheval vendu tous les trois ans; \$100.00 le tiers .....	33.33
	<u>\$ 528.83</u>
A déduire vingt-huit piastres de grain pour l'entretien et l'engrais des porcs .....	28.00
Profit des fermes d'après le système préconisé .....	<u>\$ 500.83</u>
Profit d'après le système des fermes routinières .....	\$ 110.83
	<u>\$ 390.00</u>

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Répond que cela coûterait trop cher.

M. O. MAGNAN (Montcalm): Se plaint de ce que les beurreries et fromageries se nuisent déjà.

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Dit qu'il y a beaucoup de bon et on pourra essayer plus tard, cependant cela demanderait beaucoup d'argent. Il a signalé un écueil à propos de l'industrie laitière, l'encombrement. C'est réellement recueilli le plus à craindre. Aussitôt qu'on voit une fromagerie ou une beurrerie réussir, un autre arrive en fonder une autre, et souvent il arrive que les deux périssent. Le remède à ce mal est difficile à trouver, mais nous finissons par le trouver. On a pensé qu'en obligeant celui qui veut fonder une beurrerie ou fromagerie d'obtenir une autorisation du conseil de la Société d'industrie laitière, on pourrait obtenir un bon résultat. J'aimerais que la Chambre se prononce sur ce sujet.

Quant au député de Montmagny (M. N. Bernatchez), il est étonnant de l'entendre parler comme il fait. M. devrait s'y connaître mieux pourtant. Personne n'a imposé les cercles agricoles. Nous n'avons fait que mettre dans le statut une loi donnant le droit de fonder ces cercles, et ils se sont fondés. Le résultat a été merveilleux.

La résolution est adoptée.

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Propose:

2. Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'horticulture, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil d'agriculture; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des journaux d'agriculture; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas quinze mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour écoles d'agriculture; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Association laitière de la province de Québec, et des inspecteurs des syndicats de beurreries et de fromageries, statuts refondus du Québec, art. 1753a et 1753e; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole d'industrie laitière, Saint-Hyacinthe, aide ou 2e paiement pour 4 égaux, accordés en vertu de 56 Victoria, chapitre 5, et O.C. no 506 du 23 septembre 1892; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

8. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encourager la culture des arbres fruitiers; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

9. Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'encouragement à la culture de la bet-terave: bonus de 50 cents par tonne aux produc-teurs. Résolution de l'Assemblée législative du 26 décembre 1890, ne devant pas excéder \$12,000; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

10. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de conférences sur l'a-griculture; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

11. Qu'une somme n'excédant pas mille pias-tres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Livre d'Or ou Herd Book cana-dien, pour défrayer les dépenses du bureau con-cernant cet objet, l'impression des bulletins, etc., et le traitement des vétérinaires; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

12. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Mérite agricole; pour l'an-née financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

13. Qu'une somme n'excédant pas cent pias-tres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la fête des arbres; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

14. Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Compagnie du haras national, Montréal, balance de subvention. Résolution de l'Assemblée législative du 26 décembre 1890; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

15. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire

face aux dépenses des écoles vétérinaires; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

16. Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour vaccin; pour l'année finan-cière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

17. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à "The Women's Protective Immigration So-ciety" Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

18. Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à "The Women's Protective Im-migration Society", Québec; pour l'année finan-cière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

19. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux sociétés de colonisation en général; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions et demande la permission de siéger à nouveau.

#### Jardin zoologique de Montréal

La Chambre procède à prendre en considé-ration les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 68) intitulé: "Loi concernant le Jardin zoologique de Montréal".

Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

La séance est levée à une heure quarante (a.m.).

## Séance du 27 décembre 1893

### Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à trois heures et demie.

#### Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement:

Bill (bill no 45) intitulé: "Loi constituant en corporation la Compagnie d'assurance des marchands contre le feu".

Bill (bill no 52) intitulé: "Loi modifiant l'acte d'incorporation de l'Union Saint-Joseph de Lachine".

Bill (bill no 53) intitulé: "Loi modifiant la loi constituant en corporation la Corporation des soeurs Marianites de Sainte-Croix".

Bill (bill no 80) intitulé: "Loi modifiant l'acte d'incorporation de la ville de Buckingham".

Bill (bill no 82) intitulé: "Loi ratifiant le partage d'immeubles possédés par indivis par les successions Ferdinand David, Michel Laurent et dame Delphine Choquette, veuve de Sévère Rivard, ainsi que le partage des immeubles de cette dernière entre ses héritiers".

Bill (bill no 89) intitulé: "Loi refondant la loi organique de la Congrégation de Saint-Michel de Sorel".

Bill (bill no 127) intitulé: "Loi accordant une extension de pouvoirs aux corporations municipales de la ville de Nicolet et de Saint-Jean-Baptiste de Nicolet".

Bill (bill no 5) intitulé: "Loi modifiant la loi relative aux traitements de certains officiers de justice".

Bill (bill no 139) intitulé: "Loi modifiant la loi concernant les taxes directes sur les corporations commerciales".

Et bill (bill no 141) intitulé: "Loi relative au règlement définitif du fonds des écoles élémentaires.

#### Licences et taxes

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Chambly (l'honorable L.-O. Tailon), que les résolutions rapportées samedi le 23 décembre courant du comité général concernant certaines licences et taxes soient maintenant lues la seconde fois.

Il dit qu'elles étaient indispensables: les modifications apportées au premier système, donneront satisfaction à tous les citoyens.

Il affirme que les objections aux taxes récemment imposées par le gouvernement sont venues, en grande partie, de Montréal qui protestait contre les distinctions faites entre Québec et Montréal, et qu'une tentative satisfaisante a été faite pour

assurer une plus grande égalité dans la distribution des taxes, entre les deux cités de Montréal et de Québec et aussi en liaison avec les différents groupes d'hommes d'affaires touchés par ces taxes. Parmi les autres changements, il y a la réduction de la taxe sur les manufacturiers de cigares, au même montant que celle des autres manufacturiers de tabac. Les taxes antérieures ont donné satisfaction à tous, sauf aux marchands de Montréal, et le changement actuel veut les satisfaire et leur donner justice.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit que les taxes ne sont pas nécessaires, que le gouvernement aurait pu se dispenser de les imposer, en adoptant une politique de véritable économie. Il ajoute que la première loi des taxes est odieuse et les amendements proposés ne sont qu'une demi-mesure, un demi-pas dans la bonne voie. Les amendements à la taxe sur les mutations de propriété paraissent plus qu'elles ne donnent en réalité, car si on diminue la taxe de 1/2 pour cent, on impose les successions au-dessus de \$3,000 en ligne directe, au lieu de ne les taxer que lorsqu'elles dépassent \$10,000, comme c'était auparavant. Elle a pour résultat d'entraver toutes transactions d'immeubles et de nuire beaucoup au progrès. Quant à la taxe sur les licences, ce n'est peut-être pas juste de laisser au percepteur la faculté de les baser sur l'évaluation municipale ou de faire faire une nouvelle évaluation. L'idée générale de ces amendements n'est pas meilleure que la loi elle-même.

Il propose comme amendement, appuyé par le représentant de Montmagny (M. N. Bernatchez), que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "il soit résolu qu'au lieu de faire cesser le malaise et le mécontentement causés par les taxes imposées en 1892 sur le commerce et l'industrie, celles qui sont proposées par les dites résolutions sont de nature à augmenter ce malaise et ce mécontentement et à paralyser davantage les affaires dans cette province".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Augé, Bernatchez, Bisson, Caron, Dechêne, Girouard, Gladu, Gosselin, Laliberté, Lussier, Marchand, Mercier, Morin, Morris, Pinault, Ste-Marie, Stephens, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, 20.

CONTRE: MM. Allard, Baker, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Cartier, Casgrain, Châteauvert, Chicoyne, Cooke, Descarries, Doyon, England, Flynn, Greig, Grenier, Hackett, Hall, Kennedy, Lacouture, McDonald, McIntosh, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Panneton, Pelletier, Petit, Poirier, Rioux, Savaria, Simpson, Spencer, Taillon, Tellier, Tétreau, Villeneuve, 39.

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée. Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois;

M. J. TESSIER (Portneuf): Attaque spécialement la clause des résolutions qui se lit comme suit:

"Que lorsque les personnes tenues d'obtenir une licence ont leur principale place d'affaires dans les cités de Montréal ou de Québec, le coût de cette licence est une somme équivalente à 6% sur le loyer ou la valeur annuelle des locaux servant à l'exercice du commerce ou de l'industrie; que le loyer et la valeur annuels sont pris des rôles d'évaluation pour les fins municipales alors en vigueur; et que s'il est établi, à la satisfaction du trésorier de la province, que le loyer et la valeur ainsi constatés sont manifestement plus bas ou plus élevés que le loyer ou la valeur annuels réels, ou si le loyer ou la valeur des biens sur lesquels doit être computed le coût de la licence ne sont pas entrés au rôle, il peut ordonner que ces loyer ou valeur annuels soient déterminés par le percepteur du revenu du district où sont situés ces biens, ou par tout officier de son département".

Il propose ensuite comme amendement, appuyé par le représentant de L'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne), que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants: "il soit résolu. Que le nouveau mode d'impôts proposé par les dites résolutions en basant, pour les cités de Montréal et de Québec, le taux de ces impôts sur la valeur annuelle ou le loyer, est injuste et n'établit pas une répartition équitable entre les contribuables, vu que des personnes dont la somme annuelle d'affaires dépasse des millions de piastres, ne paient que des loyers très minimes, tandis que d'autres personnes ne retirant de leur négoce que des revenus restreints, sont tenues, pour les fins de leur commerce, d'occuper des maisons d'une valeur annuelle considérable".

M. V. CHATEAUVERT (Québec-Centre): Dit qu'il est impossible de satisfaire le public. Lorsque la loi imposant une taxe fixe sur les marchands en gros a été votée l'an dernier, on découvrit que certains gros commerçants payaient trop peu comparativement à d'autres dont le commerce était plus petit, et il s'ensuivit du mécontentement. Maintenant que les taxes sont imposées sur la location, il y a encore des mécontents. Selon lui, la dernière méthode mentionnée est la meilleure, imposant une taxe à chacun selon l'importance de son commerce. L'homme qui paie plus cher de location, a généralement un commerce plus important et est forcé de payer une taxe plus élevée. Il est impossible d'élaborer un système de taxation pouvant atteindre tout le monde; mais les changements effectués par le gouvernement sont justes et équitables.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Dit qu'une taxe sur la location est plus équitable qu'une taxe fixe ou arbitraire basée uniquement sur l'opinion de la personne qui l'impose. La taxe sur la location est plus juste vu que le prix payé pour la location par une personne, renseigne aussi sur sa situation financière.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Bernatchez, Bisson, Caron, Dechêne, Girouard, Gladu, Gosselin, Laliberté, Lusier, Marchand, Mercier, Morin, Morris, Parent, Pinault, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, 18.

CONTRE: MM. Allard, Baker, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Cartier, Casgrain, Châteauevert, Chicoyne, Cooke, Descarries, Doyon, England, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Hall, Kennedy, Lacouture, McDonald, McIntosh, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Panneton, Pelletier, Petit, Poirier, Rioux, Savaria, Simpson, Spencer, Stephens, Taillon, Tellier, Tétreau, Villeneuve, 41.

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée, Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois;

M. A. TURGEON (Bellechasse): Propose comme amendement, appuyé par le représentant de L'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne), que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants: "il soit résolu, Que ces résolutions proposent un mode arbitraire en accordant dans certains cas, au percepteur du revenu le pouvoir exorbitant de remplacer sans contrôle l'évaluation municipale par sa propre évaluation, sans que le contribuable ait aucun moyen de défense".

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Fait quelques observations.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Fait quelques remarques.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Bernatchez, Bisson, Caron, Dechêne, Girouard, Gladu, Gosselin, Laliberté, Lusier, Marchand, Mercier, Morin, Morris, Parent, Pinault, Stephens, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, 19.

CONTRE: MM. Allard, Baker, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Cartier, Casgrain, Châteauevert, Chicoyne, Cooke, Descarries, Doyon, England, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Hall, Kennedy, King, Lacouture, McDonald, McIntosh, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Panneton, Pelletier, Petit, Poirier, Rioux, Savaria, Simpson, Spencer, Taillon, Tellier, Tétreau, Villeneuve, 41.

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée, Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois;

M. H. CARON (Maskinongé): Dénonce la clause suivante des résolutions: Que lorsque les personnes tenues d'obtenir une licence ont leur principale place d'affaires dans un endroit de la province autre que les villes de Montréal ou de Québec, le coût de la licence est celui porté au tarif contenu dans le tableau suivant:

1. S'il s'agit d'un manufacturier ou d'un marchand en gros ou d'un marchand en gros et en détail:
    - a) Dans les cités et villes dont la population excède cent mille âmes. . . . . \$50.00
    - b) En tout autre endroit . . . . . \$30.00
  2. S'il s'agit d'un marchand en détail:
    - a) Dans les dites cités et villes. . . . . \$20.00
    - b) En tout autre endroit . . . . . \$10.00
- Il dit que ces taxes sont injustes et très inéquitablement réparties. Le petit manufacturier et le petit marchand se trouveront à payer le même montant d'impôt que les manufacturiers et marchands riches qui feront affaire dans la même ville qu'eux.

Il propose comme amendement, appuyé par le représentant d'Iberville (M. F. Gosselin) que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants: "il soit résolu, Que le nouveau mode d'impôts proposé par les dites résolutions, en dehors des cités de Québec et de Montréal, établissant une taxe uniforme de \$50.00 sur les manufacturiers dans les villes d'une population s'élevant au-dessus de 5,000 âmes, et de \$30.00 dans tout autre localité de cette province, est injuste, vu que des établissements industriels de grande étendue représentant des capitaux considérables et jouissant de revenus importants sont mis sur le même pied que d'autres établissements dont le capital ne s'élève qu'à des sommes minimes".

M. H. MERCIER (Bonaventure): Il demande la signification du mot manufacturier dont il est question dans les résolutions. Il fait ressortir les difficultés que présente la définition du mot "manufacture" et les injustices criantes qu'elles entraîneront, attendu que les gens de métier pourront bien être compris dans la nomenclature des manufacturiers et obligés de payer une taxe ruineuse pour eux.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Dit que la résolution no 6 établit un principe de taxation arbitraire pour les districts ruraux. Alors qu'il est admis dans les résolutions que la taxe sur les villes devrait être basée sur la location, nous discriminons les districts ruraux en imposant une taxe fixe, sans considération aucune pour la situation financière du contribuable. De plus, il n'y a aucune définition du mot "manufacturier". Le terme "manufacturier" englobe-t-il le forgeron, le cordonnier ou tout autre homme de métier du village? Si tel est le cas, on commettra une grande injustice. Les entreprises mécaniques et agricoles devraient être exemptées du champ de la loi.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Dit que le gouvernement entend donner la définition

ordinaire, pratique, au mot "manufacture". Le mot "manufacturier" ne s'applique pas au meunier qui moud le grain des cultivateurs, au forgeron, au menuisier travaillant pour les besoins de son village ou de son arrondissement. Ces gens-là sont exempts de taxes et les percepteurs du revenu ont reçu des instructions à ce sujet.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit que la loi, telle que rédigée, portera préjudice aux petites manufactures au profit des grandes manufactures.

M. V. GLADU (Yamaska): Dit que tout le monde devrait être mis sur le même pied dans toutes les villes. On devrait exiger que le manufacturier fournisse un extrait du rôle d'évaluation constatant à combien sa manufacture est évaluée.

M. A.W. MORRIS (Montréal no 4): Se prononce contre cette clause qui fera que les manufacturiers moins taxés à la campagne, quitteront Montréal et Québec pour les villes des environs. Il réproouve les nouvelles taxes comme injustes, inéquitables, tout simplement ridicules.

Et l'amendement à la question originale étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Bernatchez, Bisson, Caron, Dechêne, Girouard, Gladu, Gosselin, Laliberté, Lussier, Marchand, Mercier, Morin, Morris, Parent, Pinault, Ste-Marie, Stephens, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, 20.

CONTRE: MM. Allard, Baker, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Cartier, Casgrain, Châteauvert, Chicoyne, Cooke, Descarries, Doyon, England, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Hall, Kennedy, King, Lacouture, McDonald, McIntosh, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Panneton, Pelletier, Petit, Poirier, Rioux, Savaria, Simpson, Spencer, Taillon, Tellier, Tétreau, Villeneuve, 41.

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors, la question principale étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois.

Et la question étant mise aux voix. Que cette Chambre concoure avec le comité dans les dites résolutions; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

#### Introduction de bills:

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 133) amendant et refondant les lois 55-56 Victoria, chapitres 10 et 15, et 56 Victoria, chapitre 15. concernant certaines licences et taxes.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

#### Droits sur les successions

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le

représentant de Nicolet (l'honorable L. Beaubien), Que les résolutions rapportées du comité général, samedi, le 23 décembre courant, concernant les droits sur les successions et les mutations de propriétés soient maintenant lues la seconde fois.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Dit que cette taxe est une taxe imposée réellement sur les propriétés foncières. Or, la Chambre s'est déjà prononcée contre l'impôt foncier; en imposant une taxe sur les successions de \$3,000, on se trouve à frapper toutes les successions.

Il propose comme amendement, appuyé par le représentant de Portneuf (M. J. Tessier), que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "il est résolu, Que, dans l'opinion de cette Chambre, les taxes déjà imposées, ainsi que celles qui sont proposées sur les successions et les mutations de propriétés, sont inutiles, injustes, contraires à l'intérêt public, et constituent un fardeau additionnel aux propriétaires immobiliers déjà surchargés d'impôts".

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Répond que le principe de cette taxe est admis à peu près partout. En Angleterre, elle a été établie dès 1790. Aux Etats-Unis, elle existe dans plusieurs Etats, et même, le projet de loi Wilson propose de l'établir dans tous les Etats.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Bernatchez, Bisson, Caron, De-chêne, Doyon, Girouard, Gladu, Gosselin, Laliberté, Lussier, Marchand, Mercier, Morin, Parent, Pinault, Poirier, Sainte-Marie, Stephens, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, 21.

CONTRE: MM. Allard, Baker, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Cartier, Casgrain, Châteauvert, Chicoyne, Cooke, Descaries, Éngland, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Hall, Kennedy, King, Lacouture, McDonald, McIntosh, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Panneton, Pelletier, Petit, Rioux, Savaria, Simpson, Spencer, Taillon, Tellier, Tétreau, Villeneuve, 39.

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée, que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois.

Et un débat s'en suivant.

M. V. GLADU (Yamaska): Propose, appuyé par le représentant de Napierville, (M. L. Sainte-Marie) que le débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

## Reprise de la séance à huit heures

### Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé le bill (bill no 136) intitulé: "Acte modifiant l'article 3510 des statuts refondus", sans amendement.

### Charte de la cité de Montréal

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, la seconde lecture des amendements faits en comité général au bill (bill no 79) modifiant la charte de la cité de Montréal (1889) et ses amendements.

Adopté. Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois et adoptés.

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Propose, que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

M. J. MARION (L'Assomption): Dit que ce bill est hors d'ordre parce qu'il contient une clause qui a déjà été déclarée illégale par la Chambre. Il s'oppose donc à la troisième lecture du bill.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): On pourrait faire disparaître cette clause et adopter le bill ainsi amendé.

M. J. MARION (L'Assomption): Retire sa question d'ordre.

M. G. W. STEPHENS (Huntingdon): Fait objection que ce bill n'est pas dans l'ordre parce que la clause 17 n'est pas couverte par les avis donnés pour le dit bill.

M. L'ORATEUR: Prend cette objection en délibéré et déclare qu'il donnera sa décision ultérieurement.

### Droits sur les successions

La Chambre reprend les débats ajournés sur la question proposée aujourd'hui. Que les résolutions rapportées, samedi, le 23 décembre courant, du comité général, concernant les droits sur les successions et les mutations de propriétés, soient lues la deuxième fois maintenant.

M. V. GLADU (Yamaska): Résume le débat sur les taxes et propose comme amendement, appuyé par le représentant de Napierville (M. L. Sainte-Marie), que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants: "il soit résolu, Que les dites résolutions sont arbitraires en ce que, en imposant un droit d'un pour cent sur le prix de la vente d'immeubles, elles n'exemptent pas de ce droit les ventes d'immeubles avec faculté de réméré, faites pour garantir le paiement d'un prêt



ou d'une dette et chargent l'emprunteur et le débiteur, donnant une vente avec faculté de réméré comme garantie, d'un impôt injuste et ruineux".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Bernatchez, Bisson, Caron, Dechêne, Doyon, Girard (Rouville), Girouard, Gladu, Gosselin, Laliberté, Lussier, Marchand, Morin, Parent, Pinault, Poirier, Ste-Marie, Stephens, Tessier (Rimouski), Turgeon, 20.

CONTRE: MM. Allard, Baker, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Cartier, Châteauvert, Chicoyne, Cooke, Descarries, England, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Hall, Kennedy, King, Lacouture, McDonald, McIntosh, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Paneton, Petit, Rioux, Savaria, Simpson, Spencer, Taillon, Tellier, Tétreau, Villeneuve, 37.

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée, Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois;

M. G. W. STEPHENS (Huntingdon): Propose comme amendement, appuyé par le représentant de Montmagny (M. N. Bernatchez) que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants: "il soit résolu, Que la résolution no 1, pour l'imposition d'une taxe d'un pour cent sur les transports de propriétés, soit retranchée, comme étant préjudiciable aux intérêts commerciaux et aux agriculteurs, en autant qu'elle a une tendance à diminuer la valeur des biens-fonds, et pèse par conséquent fortement sur ceux qui sont forcés de vendre leurs propriétés".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Bernatchez, Bisson, Caron, Dechêne, Doyon, Girard (Rouville), Girouard, Gladu, Gosselin, Laliberté, Lussier, Marchand, Morin, Morris, Parent, Pinault, Ste-Marie, Stephens, Turgeon, 19.

CONTRE: MM. Allard, Baker, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Cartier, Châteauvert, Chicoyne, Descarries, England, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Hall, Kennedy, King, Lacouture, McDonald, McIntosh, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Petit, Rioux, Savaria, Simpson, Spencer, Taillon, Tellier, Tétreau, Villeneuve, 35.

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée, Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois;

M. G. W. STEPHENS (Huntingdon): Propose comme amendement, appuyé par le représentant de Montmagny (M. N. Bernatchez), que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants: "il soit résolu, Qu'il n'est pas à propos et

qu'il est injuste que la transmission d'immeubles entre époux soit taxée, ou que la transmission d'immeubles en ligne directe descendante soit taxée, et que la taxe sur les successions en ligne directe descendante, si elle était imposée, devrait être tout à fait limitée aux biens meubles (personalty)".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Bernatchez, Bisson, Caron, Dechêne, Girard (Rouville), Girouard, Gladu, Gosselin, Laliberté, Lussier, Marchand, Morin, Morris, Parent, Pinault, Ste-Marie, Stephens, Tessier (Rimouski), Turgeon, 19.

CONTRE: MM. Allard, Baker, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Cartier, Chicoyne, Cooke, Descarries, England, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Hall, Kennedy, King, Lacouture, McDonald, McIntosh, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Petit, Rioux, Savaria, Simpson, Spencer, Taillon, Tellier, Tétreau, Villeneuve, 35.

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée, Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois;

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Propose comme amendement, appuyé par le représentant de Bellechasse (M. A. Turgeon), que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants: "il soit résolu, Qu'en frappant de taxes les successions en ligne directe au-dessus de trois mille piastres quand elles ne le sont actuellement, par la loi de 1892, qu'au-dessus de dix milles piastres, le gouvernement se propose de rendre ces taxes plus odieuses et plus onéreuses aux familles n'ayant que des ressources limitées".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Bernatchez, Bisson, Caron, Dechêne, Girard (Rouville), Girouard, Gladu, Gosselin, Laliberté, Lussier, Marchand, Morin, Parent, Pinault, Ste-Marie, Stephens, Tessier (Rimouski), Turgeon, 18.

CONTRE: MM. Allard, Baker, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Cartier, Chicoyne, Cooke, Descarries, England, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Hall, Kennedy, King, Lacouture, McDonald, McIntosh, Magnan, Marion, Martineau, Morris, Nantel, Normand, Petit, Rioux, Savaria, Simpson, Spencer, Taillon, Tellier, Tétreau, Villeneuve, 36.

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée, Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois;

M. L.-A.-A.-E.-E. LUSSIER (Verchères): Propose comme amendement, appuyé par le représentant de Bellechasse (M. A. Turgeon), que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question

soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "il soit résolu, Que la perception de ces droits sur les successions exposant à l'amen- de et à la prison, suivant la volonté arbitraire d'employés subalternes, tous les citoyens en gé- neral, sans distinction de classes, de sexe ou d'âge, qui manqueraient, par ignorance, négligence ou autrement, de se conformer aux dispositions arbi- traires de ces lois, constitue tout un système d'odieuses persécutions de nature à créer le trouble et l'inquiétude dans les familles".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Cham- bre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Bernatchez, Bisson, Caron, De- chène, Girard (Rouville), Girouard, Gladu, Gosse- lin, Laliberté, Lussier, Marchand, Morin, Parent, Pinault, Ste-Marie, Stephens, Tessier (Rimouski), Turgeon, 18.

CONTRE: MM. Allard, Baker, Beaubien, Beau- champ, Bédard, Châteauvert, Chicoyne, Cooke, Descarries, England, Flynn, Girard (Lac-Saint- Jean), Greig, Hackett, Hall, Kennedy, King, Lacou- ture, McDonald, McIntosh, Magnan, Marion, Marti- neau, Morris, Nantel, Normand, Petit, Rioux, Simp- son, Spencer, Taillon, Tellier, Tétreau, Villeneuve, 34.

Ainsi, il est résolu négativement.

La question principale étant alors mise aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Allard, Baker, Beaubien, Beau- champ, Bédard, Châteauvert, Chicoyne, Cooke, Descarries, England, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Hackett, Hall, Kennedy, King, Lacouture, McDonald, McIntosh, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Petit, Rioux, Simpson, Spencer, Taillon, Tellier, Tétreau, Villeneuve, 33.

CONTRE: MM. Bernatchez, Bisson, Caron, Dechène, Doyon, Girard (Rouville), Girouard, Gla- du, Gosselin, Laliberté, Lussier, Marchand, Morin, Morris, Parent, Pinault, Poirier, Ste-Marie, Ste- phens, Tessier (Rimouski), Turgeon, 21.

Ainsi, la proposition est résolue affirmative- ment.

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois.

Et la question étant mise aux voix, que la Chambre concoure avec le comité dans les dites résolutions; la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

### Introduction de bills:

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 132) amendant la loi 55-56 Victoria, chapitre 17, intitulé: "Loi relative aux droits sur les succes- sions et sur les transports de propriété".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

### Dette publique

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5):

Propose, selon l'ordre du jour, que les résolutions rapportées du comité de toute la Chambre, same- di, le 23 décembre courant, concernant la dette publique soient lues pour la seconde fois.

Adopté. Les dites résolutions sont, en consé- quence, lues la seconde fois et adoptées.

### Introduction de bills:

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): De- mande la permission d'introduire un bill (bill no 147) concernant la dette publique.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

### Subsides

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

### En comité:

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas soixante et seize mille cent quatre-vingt-trois piastres et quatre- vingt-cinq centins soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de loyers, assurances et réparations des édifices publics, en général; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspections, arpentages, etc.; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas sept mille soixante et quatre piastres et cinq cents soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dé- penses d'assurance des palais de justice et des prisons; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas neuf cent six piastres et soixante et seize centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des loyers des palais de justice et des prisons; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des statues par Hébert, pour le palais législatif (revoté \$3,500); pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des nouveaux édifices du Parle- ment: grilles de fer sur la tour centrale des édi- fices; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des travaux en fer au-dessus de

la salle de l'Assemblée législative; nouveaux édifices du Parlement; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

8. Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des nouveaux édifices du Parlement: améliorations aux terrains environnants; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

9. Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour appareils de chauffage des palais de justice et prisons; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions et demande la permission de siéger à nouveau.

Les dites résolutions sont lues pour la première fois.

### **Sociétés coopératives de cercles agricoles**

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 145) amendement la loi concernant l'agriculture et la colonisation, relativement aux sociétés coopératives des cercles agricoles soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité général de la Chambre.

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Propose que la Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est résolu que le titre soit: "Loi amendement la loi concernant l'agriculture et la colonisation, relativement aux sociétés coopératives de cercles agricoles".

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Demande de documents:**

#### **Index Fortier**

M. H. CARON (Maskinongé): Propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (M. A. Turgeon), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, de tous comptes et de tous autres documents se rapportant à l'Index Fortier.

Adopté.

#### **Employés du gouvernement**

M. F. GOSSELIN (Iberville): Propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (M. A. Tur-

geon), qu'il soit mis devant cette Chambre un état détaillé des sommes payées comme avances ou autrement à des employés permanents, surnuméraires ou autres personnes dans les différents départements, soit sur leur salaire à venir, soit pour ouvrages à faire ou pour travaux faits depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1882 à venir au 29 janvier 1887.

Adopté.

### **Infractions à la loi des licences**

M. C. DOYON (Laprairie): Propose, appuyé par le représentant de Beauce (M. J. Poirier), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance et de tous documents concernant la poursuite intentée par l'inspecteur du revenu du district de Kamouraska contre M. Pierre Beaulieu, de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, pour infractions à la loi des licences.

Adopté.

### **Banque Jacques-Cartier**

M. H. CARON (Maskinongé): Propose, appuyé par le représentant de Verchères (M. L.-A.-E.-E. Lussier), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de tous documents et de tous comptes se rapportant à la pétition de droit accordée à la Banque Jacques-Cartier, le ou vers le 19 janvier 1893.

Adopté.

### **Lot du canton de Callière**

M. J. MORIN (Charlevoix): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. S.-N. Parent), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance en rapport avec le droit à la propriété et à l'occupation du lot no 12 du canton Callière comté de Charlevoix.

Adopté.

### **Compagnie hydraulique et manufacturière de Drummondville**

M. J.-E. GIROUARD (Arthabaska): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. S.-N. Parent), que l'honoraire de \$200.00 payé pour le bill (bill 77) constituant en corporation la Compagnie hydraulique et manufacturière de Drummondville (The Drummondville Hydraulic and Manufacturing Company") soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill n'a pas été adopté.

Adopté.

### **Demande de documents:**

#### **Protonotaires pour le district d'Arthabaska**

M. J.P. COOKE (Drummond): Propose, appuyé par le représentant de Stanstead (M. M. F. Hackett), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir

bien faire mettre devant cette Chambre copie de l'ordre en conseil du 17 septembre 1887, révoquant la commission de MM. Hemming et Bernier, protonotaires conjoints de la Cour supérieure pour le district d'Arthabaska.

Adopté.

### Coroners

M. H. CHOLETTE (Vaudreuil): Propose, appuyé par le représentant de Chicoutimi et Saguenay (M. H. Petit), qu'il soit mis devant cette Chambre: 1. Le nombre d'enquêtes tenues à Montréal par le coroner McMahon, depuis sa nomination.

2. Copie des lettres adressées par le coroner du district de Montréal, à l'honorable procureur général (l'honorable T. C. Casgrain) en date du 1er octobre 1893, 13 novembre 1893 et 29 novembre 1893, respectivement.

3. Copie d'un travail présenté à la Société médico-chirurgicale de Montréal, par les docteurs Wyatt G. Johnston et Georges Villeneuve, intitulé: Six months of medico legal evidence in the Coroners Court of Montreal.

4. Copie d'un travail publié par le docteur Wyatt Johnston, de Montréal, intitulé: One hundred cases in the Coroner's Court of Montreal.

b. Copie d'un rapport de "The Medico Chirurgical Society of Montreal" sur l'opportunité d'amender la loi des coroners de la province de Québec.

Adopté.

### Registres de l'état civil

M. C. FITZPATRICK (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 148) modifiant la loi concernant les registres de l'état civil.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la chambre.

M. C. FITZPATRICK (Québec-Comté): Propose que la Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. C. FITZPATRICK (Québec-Comté): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est résolu que le titre soit: "Loi amendement la loi relative aux registres de l'état civil".

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Corruption municipale et civique

M. G. W. STEPHENS (Huntingdon): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 61) pour prévenir la corruption municipale et civique.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. G. W. STEPHENS (Huntingdon): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Subventions aux manufactures

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 60) relatif aux subventions accordées aux manufacturiers par les corporations municipales.

Il explique que le but de ce projet de loi est de prévenir le départ de manufacturiers établis dans un endroit pour un autre, pour l'amour des subventions.

Adopté.

### En comité:

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): S'oppose au bill parce qu'il intervient dans les affaires des conseils municipaux.

M. J. McINTOSH (Compton): Parle dans le même sens.

M. J.P. COOKE (Drummond): Propose que les travaux du comité soient ajournés.

Adopté sur division.

### Ajournement

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose l'ajournement des débats.

Adopté.

La séance est levée à minuit.

## Séance du 28 décembre 1893

### Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à trois heures et demie.

#### Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé le bill (bill no 41) intitulé: "Loi constituant en corporation l'Institut des soeurs Servantes du Saint-Coeur de Marie", sans amendement.

Aussi, le Conseil législatif a passé les bills suivants, avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre:

Bill (bill 49) intitulé: "Loi constituant en corporation la ville de Saint-Jérôme".

Bill (bill no 81) intitulé: "Loi autorisant John Bryson, de Fort-Coulonge, à vendre certains immeubles qu'il possède actuellement seul, ou conjointement avec l'héritier mineur de sa femme, sans l'autorisation d'un conseil de famille ou autres formalités judiciaires".

Bill (bill no 76) intitulé: "Loi refondant les lois organiques de la corporation de la ville de Salaberry-de-Valleyfield".

Et bill (bill no 4) intitulé: "Loi modifiant la loi relative aux registrateurs et à l'organisation des bureaux d'enregistrement".

#### Succession de feu Mme J. Bryson

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 81) intitulé: "Loi autorisant John Bryson, de Fort-Coulonge, à vendre certains immeubles qu'il possède actuellement seul, ou conjointement avec l'héritier mineur de sa femme, sans l'autorisation d'un conseil de famille ou autres formalités judiciaires".

Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

#### Corporation de la ville de Salaberry-de-Valleyfield

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 76) intitulé: "Loi refondant

les lois organiques de la corporation de la ville de Salaberry-de-Valleyfield".

Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

#### Registrateurs et bureaux d'enregistrement

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 4) intitulé: "Loi modifiant la loi relative aux registrateurs et à l'organisation des bureaux d'enregistrement".

Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

#### Incorporation de la ville de Saint-Jérôme

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif, au bill (bill no 49) intitulé: "Loi constituant en corporation la ville de Saint-Jérôme".

Les amendements sont lus pour la première fois.

#### Subsides

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Gaspé (l'honorable E. J. Flynn), Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. N. BERNATCHEZ (Montmagny): Critique l'administration du ministre de l'Agriculture (l'honorable L. Beaubien). Il se plaint de la manière injuste dont les octrois de colonisation sont distribués, les comtés représentés par des candidats favorables au gouvernement recevant la plus grande partie.

Il propose comme amendement, appuyé par le représentant de Huntingdon (M. G.W. Stephens), que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants: "cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté; mais elle constate avec regret que, dans la distribution de l'octroi législatif pour la colonisation, le gouvernement a agi plutôt dans l'intérêt du parti au pouvoir que pour l'avantage bien entendu de la colonisation, ce qui est établi par le fait que cet octroi s'élevant à \$75,000.00 fut réparti comme suit:

Comtés ministériels	Montants
1. Argenteuil .....	\$1,500.00
2. Bagot .....	400.00
3. Beauce .....	2,800.00
4. Berthier .....	1,350.00
5. Brôme .....	400.00
6. Champlain .....	2,000.00
7. Chicoutimi et Saguenay .....	5,650.00
8. Compton .....	2,500.00
9. Dorchester .....	3,500.00
10. Drummond .....	500.00
11. Gaspé .....	4,000.00
12. Joliette .....	1,600.00
13. Kamouraska .....	1,500.00
14. Lévis .....	475.00
15. Mégantic .....	700.00
16. Montcalm .....	2,800.00
17. Montmorency .....	1,000.00
18. Nicolet .....	1,500.00
19. Ottawa .....	5,800.00
20. Lac-Saint-Jean .....	7,900.00
21. Richmond .....	1,000.00
22. Saint-Maurice .....	100.00
23. Shefford .....	1,000.00
24. Sherbrooke .....	300.00
25. Stanstead .....	800.00
26. Témiscouata .....	2,700.00
27. Terrebonne .....	2,300.00
28. Vaudreuil .....	300.00
29. Wolfe .....	2,700.00
Visites et explorations .....	6,305.00

Comtés oppositionnistes	Montants
1. Arthabaska .....	\$300.00
2. Bellechasse .....	500.00
3. Bonaventure .....	900.00
4. Charlevoix .....	1,270.00
5. L'Islet .....	300.00
6. Lotbinière .....	200.00
7. Maskinongé .....	400.00
8. Matane .....	1,500.00
9. Portneuf .....	500.00
10. Québec .....	300.00
11. Pontiac .....	1,700.00
12. Rimouski .....	400.00
13. Montmagny .....	400.00
Total .....	\$75,000.00

Qu'il appert sur cette somme de \$75,000.00 que \$66,400.00 ont été dépensées dans vingt-neuf comtés représentés dans cette Chambre par des députés favorables au gouvernement actuel et qui ont appuyé sa nouvelle politique sur les impôts, et \$8,600.00 à treize comtés ruraux représentés par des députés opposés au gouvernement du jour et qui ont cru devoir condamner sa politique désastreuse.

Que cette distribution inégale et injuste des argents de colonisation a pour effet d'influencer

indûment les électeurs, en les privant dans certains cas de la part légitime à laquelle ils ont droit.

Que cette distribution a été faite au point de vue exclusif d'un parti politique et a détourné l'argent voté de sa destination légitime et patriotique pour le faire servir à des fins de parti et de corruption électorale.

Que cette conduite indique chez le gouvernement l'absence des notions les plus élémentaires de justice, d'équité et de respect pour l'opinion publique.

Que l'acte du commissaire de l'Agriculture et de la Colonisation en recommandant à l'Exécutif une décision aussi arbitraire est un acte de partialité inqualifiable qui tend à punir les électeurs qui ont exercé librement leur droit de suffrage, et dénote que cet honorable ministre, inspiré plutôt par l'esprit de parti que par le désir de rendre justice à qui de droit, est incapable d'administrer avec impartialité le département important dont il a la charge, et s'est montré indigne de la confiance de cette Chambre".

L'HONORABLE L-O. TAILLON (Chambly): Demande que l'amendement soit déclaré hors d'ordre car il contient des insinuations contre le commissaire de l'Agriculture et de la Colonisation (l'honorable L. Beaubien).

M. L'ORATEUR: Déclare que cette motion en amendement n'est pas dans l'ordre, en vertu de la clause 13 des règles de cette Chambre qui prohibe l'usage de paroles offensantes à l'adresse de la reine, du gouverneur général, du lieutenant-gouverneur, des ministres ni d'aucun des membres de la Chambre.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): C'est dommage que l'Orateur ne nous ait point donné le temps de plaider notre cause avant de se prononcer; je me serais permis de lui signaler la différence qu'il y a entre l'insulte personnelle visée par la clause 13, et la critique des actes d'un administrateur dans l'exercice de ses fonctions, droit inaliénable d'un Parlement digne de ce nom.

M. H. MERCIER (Bonaventure): En appelle de la décision de l'Orateur.

M. L'ORATEUR: Ecrivez votre motion.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Je ne suis pas obligé d'écrire ma motion, c'est à vous à la soumettre à la Chambre.

M. L'ORATEUR: Refuse.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Répète sa motion.

Et la question étant mise aux voix, Que la décision de M. l'Orateur soit la décision de la Chambre; la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Allard, Baker, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Cartier, Casgrain, Châteauvert, Chicoyne, Cooke, Descarries, Doyon, England, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Hall, Kennedy, King, Lacouture, McDonald, McIntosh, Magnan, Marion, Martineau, Morris, Nantel, Normand, Panneton, Pelletier, Petit, Poirier, Rioux, Savaria, Ste-Marie, Simpson, Spencer, Taillon, Tellier, Tétreau, Villeneuve, 43.

CONTRE: Bernatchez, Caron, Dechêne, Girard (Rouville), Girouard, Gladu, Gosselin, Laliberté, Marchand, Mercier, Parent, Pinault, Shehyn, Stephens, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, 17.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est maintenue et déclarée être celle de la Chambre.

Et la question étant de nouveau proposée, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil;

M. H. MERCIER (Bonaventure): Répète les allégations contenues dans l'amendement. Il accuse le gouvernement d'avoir distribué les argents de colonisation aux comtés bleus et d'avoir négligé entièrement les comtés libéraux. Tout cela a été fait selon les rancunes et les caprices du ministre de l'Agriculture (l'honorable L. Beaubien).

M. L'ORATEUR: Rappelle à l'ordre le représentant de Bonaventure (M. H. Mercier) et lui commande de s'asseoir.

M. G. W. STEPHENS (Huntingdon): Proteste contre cette intervention de l'Orateur.

M. L'ORATEUR: Rappelle à l'ordre le représentant de Huntingdon (M. G. W. Stephens).

M. H. MERCIER (Bonaventure): Depuis le commencement de la session, les ministres et leurs amis n'ont cessé de m'injurier, de me traiter de brigand, de voleur, de scélérat. L'Orateur ne les a jamais rappelés à l'ordre. Au contraire, il les a laissés faire avec délices. J'attaque le ministre de l'Agriculture (l'honorable L. Beaubien) au sujet de son département et l'on me fait asseoir. Est-ce de la justice.

M. L'ORATEUR: Rappelle à l'ordre le représentant de Bonaventure (M. H. Mercier).

M. H. MERCIER (Bonaventure): Non, je ne retirerai rien de ce que j'ai dit, et je ne me laisserai pas traiter comme un enfant par un maître d'école. J'aimerais savoir si nous avons la liberté de discussion ou non dans cette Chambre.

L'HONORABLE T. C. CASGRAIN (Montmorency): A l'ordre! A l'ordre!

M. H. MERCIER (Bonaventure): Comment! mais j'ai parfaitement le droit de dire que je ne retire pas mes paroles. Il demande au premier ministre s'il y a une question d'ordre.

L'HONORABLE L-O. TAILLON (Chambly): Non, non, continuez; je me réserve de vous répondre.

M. L'ORATEUR: Dit au député de Bonaventure (M. H. Mercier) d'en rester à la question.

M. H. MERCIER (Bonaventure): J'y arrive et j'y suis. Je prie M. l'Orateur d'y rester à la question.

M. L'ORATEUR: Rappelle à l'ordre le représentant de Bonaventure (M. H. Mercier). Il dit que, personnellement, il n'agit pas en fonction du moindre esprit partial sur tout ce qui se dit autour de lui. Il a la dignité de l'Orateur à protéger et il veut la défendre. Il espère que les membres de la

Chambre voudront avoir le bon sens de prendre en considération ses remarques.

M. G. W. STEPHENS (Huntingdon): Fait une déclaration en faveur du droit de la liberté de parole qui est dû aux membres de la Chambre. Il s'interroge sur les règles de procédure de l'Orateur.

M. L'ORATEUR: Rappelle à l'ordre le représentant de Huntingdon (M. G. W. Stephens). Il dit que les membres de la Chambre devraient réfléchir et prendre en considération les efforts qu'il fait dans l'intérêt de la paix et de l'ordre de la Chambre. Il déclare que le représentant de Bonaventure (M. H. Mercier) a la parole.

M. G. W. STEPHENS (Huntingdon): Pourquoi ne le laissez-vous pas parler dans ce cas?

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Veut faire quelques remarques.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Dit que le député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand) n'a pas le droit de parler, car pour le moment, c'est lui qui a le droit de parole (N.B.: rapporté dans le Québec Morning Chronicle, journal à tendance conservatrice). Il dit qu'il entend exercer son droit de critiquer le commissaire de l'Agriculture (l'honorable L. Beaubien) comme il le mérite. Ce ministre, agriculteur distingué et éleveur de chevaux plus distingué encore, s'est arrogé le droit de disposer des deniers de colonisation de son chef, sans soumettre sa feuille de distribution au conseil des ministres et à la signature du lieutenant-gouverneur. Il l'accuse d'avoir violé la loi en distribuant ainsi, à son caprice, plus de \$60,000. Il cite une multitude de cas, entre autres cas celui de Bagot, un comté qui est en seigneurie, où le ministre de l'Agriculture a jeté \$500 cette année, non pour faire de la colonisation, mais pour donner de l'influence au député de Bagot (M. M. McDonald). Il défie le ministre de produire un seul ordre en conseil.

On ne m'interrompt pas; ce n'est pas par "fair play", mais par nécessité!

Il rappelle le temps où il traversait la Chambre pour offrir au représentant de Chambly (l'honorable L.-O. Taillon) alors chef d'Opposition, une somme de \$1000. pour travaux de colonisation à Montcalm, et les mettre à sa disposition pour qu'il les distribuât lui-même à son goût. Et moi, comment suis-je traité? Me consulte-t-on sur les travaux de colonisation de Bonaventure? J'ai traité ces messieurs en gentilshommes. Ils me traitent comme un manant que je ne suis pas...

Il termine en proposant en amendement, appuyé par le représentant de Portneuf (M. J. Tessier), que tous les mots après "Que" dans la motion principale soient biffés et remplacés par les suivants: "cette Chambre, sans refuser les subsides à Sa Majesté, est d'avis qu'il est regrettable que les argents votés pour la colonisation aient été distribués et dépensés en grande partie

dans le cours de l'année sans l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, c'est-à-dire sans arrêté en conseil, mais par simple décision départementale et d'une manière injuste".

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Donne un état des sommes d'argent votées par le gouvernement libéral, pour la colonisation et il affirme que sous le régime Mercier, les comtés libéraux recevaient beaucoup plus d'argent qu'il n'en avait été accordé par des ordres en conseil. Comme exemples, il cite, en 1890, le comté de Beauce qui reçut \$1,042 au lieu de \$1,000 tel que prévu; le comté de Brôme qui ne devait rien recevoir, obtint \$294; Châteauguay reçut \$496, tandis que Chicoutimi et Saguenay recevait \$949. Quant au comté de Lévis, il obtint \$2,000 plutôt que \$500, et le comté de Soulanges qui avait été mis de côté par les ordres en conseil reçut \$1,300. Et cela grâce à un seul coup de plume du représentant de Bonaventure (M. H. Mercier). Il déclare que lui-même n'a jamais modifié en aucun point un octroi fixé légalement.

M. M. McDONALD (Bagot): Dit que le comté de Bagot qui n'est pas un comté de colonisation a reçu plus d'argent sous le gouvernement Mercier que sous le gouvernement actuel. Le gouvernement actuel n'en donne pas plus aujourd'hui parce que ce comté n'en a pas besoin de plus. En 1890 il y avait une élection et le gouvernement Mercier a accordé \$2000. C'était beaucoup trop. Il dit que l'argent qui a été donné dans les comtés ministériels, sous le gouvernement actuel, ne l'a pas été pour des fins de parti.

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Multiplie les exemples d'injustices commises par le gouvernement actuel, particulièrement dans son comté, où il y a tant de colonisation à faire. Il propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (M. A. Turgeon), que le débat soit ajourné.

Adopté. Le débat est ajourné.

## Documents:

### Emprunts de la province

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Met devant le Chambre la réponse supplémentaire à une adresse de l'Assemblée législative, du 15 novembre 1893, pour copie de tous ordres en conseil, rapports, correspondances et documents relatifs à la mission de l'honorable trésorier de cette province (l'honorable J. S. Hall), en Angleterre et en France, pour effectuer un emprunt sur le crédit de cette province. (Document de la session no 43b)

### Tribunaux judiciaires

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Met devant la Chambre la réponse supplémentaire à une adresse de l'Assemblée législative, du 15 novembre 1893, pour copie de tous mémoires, de



toutes lettres et de tous documents reçus par aucun département ou aucun ministre en rapport avec le bill (bill no 155) de la dernière session, intitulé: "Loi concernant la réorganisation des tribunaux judiciaires". (Document de la session no 47b)

### **Employés surnuméraires**

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Met devant la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, du 20 novembre 1893, pour une liste de tous les employés surnuméraires maintenant à l'emploi ou qui ont été à l'emploi du gouvernement depuis le premier janvier 1892 jusqu'au premier novembre 1893. (Document de la session no 78)

### **Employés du gouvernement**

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Met devant la chambre les réponses à des ordres de la Chambre, du 24 novembre 1893, pour:

1. Une liste des personnes qui, dans chaque département, outre les fonctionnaires permanents, ont été employées, depuis le 1er juillet 1892 jusqu'à ce jour, indiquant le temps pendant lequel elles ont été employées, la nature des services qu'elles ont rendus, et le montant total qu'elles ont reçu ou qu'elles doivent recevoir pour tels services.

2. Une liste des employés permanents qui, dans chaque département, pour quelques considérations que ce soit, ont reçu une somme ou rémunération quelconque en outre de leurs traitements, depuis le 1er juillet 1892 jusqu'à ce jour, indiquant le montant de telle rémunération, pour quelles considérations et à quelle date elle a été payée.

Une liste des employés permanents ou temporaires qui, dans chaque département, pour quelques considérations que ce soit, ont produit, depuis le 1er juillet 1892 jusqu'à ce jour, des comptes qui n'ont pas encore été payés, indiquant et le montant de ces réclamations et celles qui sont considérées valables.

3. Une liste des employés dans chaque département dont les traitements ont été augmentés depuis le 1er juillet 1892 jusqu'à ce jour, indiquant leurs fonctions, la date de leur entrée dans le service civil, le chiffre de leurs traitements avant l'augmentation et celui de leurs traitements actuels.

4. Un état indiquant quels sont les employés nommés dans chaque département depuis le premier juillet 1892 jusqu'à ce jour, indiquant leurs noms, la date de leur nomination, leurs fonctions

et leurs traitements, les noms des employés qu'ils ont remplacés et les fonctions qu'exerçaient ces derniers et les traitements qu'ils recevaient. (Document de la session no 77)

### **Assistant-commissaire de l'Agriculture**

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Met devant la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, du 4 décembre 1893, pour un état indiquant:

1. Le montant payé à monseigneur Labelle, assistant-commissaire de l'Agriculture, pour frais de voyage sur visite au Collège d'agriculture de Guelph, en 1888.

2. Le montant que monseigneur Labelle a reçu pour frais de voyage, comme indemnité, salaire ou autrement, pour son voyage en Europe, en 1890.

3. Copie des rapports qu'il a faits au département de l'Agriculture de sa visite à Guelph et de son voyage en Europe. (Document de la session no 79)

### **Gardes-forestiers**

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Met devant la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, du 6 décembre 1893, pour un état indiquant:

1. Les noms des gardes-forestiers, nommés depuis le 16 décembre 1891, qui ont subi l'examen requis par la loi.

2. Les noms de ceux qui n'ont pas subi tel examen. (Document de la session no 80)

### **Substitut du procureur général**

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Met devant la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, du 11 décembre 1893, pour copie de la correspondance au sujet de la nomination du substitut du procureur général pour le district de Saint-Hyacinthe. (Document de la session no 81)

### **Rapport sur les enquêtes de coroners**

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Met devant la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, du 13 décembre 1893, pour une copie du rapport du docteur Wyatt Johnston, de Montréal, adressé au procureur général, sur les enquêtes de coroners et de l'appendice de ce rapport. (Document de la session no 82)

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

## Reprise de la séance à huit heures

### Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé le bill (bill no 114) intitulé: "Loi modifiant l'acte 46 Victoria, chapitre 88, modifiant et refondant les différents actes concernant la Compagnie du chemin de fer de Québec et du Lac-Saint-Jean, et les lois qui les modifient", avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

#### Compagnie du chemin de fer de Québec et du Lac-Saint-Jean

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 114) intitulé: "Loi modifiant l'acte 46 Victoria, chapitre 88, modifiant et refondant les différents actes concernant la Compagnie du chemin de fer de Québec et du Lac-Saint-Jean, et les lois qui les modifient".

Les amendements sont lus pour la première fois.

#### Charte de la cité de Montréal

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montréal no 2 (M. O.-M. Augé), que le bill (bill no 79) modifiant la charte de la cité de Montréal (1889) soit maintenant lu pour la troisième fois.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Objecte que ce bill n'est pas dans l'ordre, parce que la clause 17 n'est pas couverte par les avis donnés pour ledit bill.

M. L'ORATEUR: Rendait sa décision, il relate les faits en cause. Le point d'ordre soulevé concerne les clauses 1, 19 et 20, pour lesquelles aucun avis approprié n'a été donné. Le bill fut référé au comité des ordres permanents qui a fait rapport que toutes trois étaient irrégulières, mais recommanda d'adopter les clauses 1 et 20 et de radier la clause 19. Le rapport fut adopté par la Chambre, mais on conserva la clause, la motion référant le bill au comité général de toute la Chambre afin de faire retrancher la clause, ayant été rejetée. Maintenant, toutes ces questions sur lesquelles nous tombons d'accord constituent une forme d'ordre ou de résolution établie; et par ces ordres, la Chambre dirige les comités, les députés, les officiers, et sa propre façon de procéder. Comme le bill contient une clause irrégulière, il est impossible d'en continuer l'étude sans en avoir retranché la clause. On pourrait le renvoyer au comité général de toute la Chambre en lui demandant de retrancher cette clause et ce, conformément aux règlements et même à un ordre de la Chambre.

M. J.P. COOKE (Drummond): En appelle de la décision de M. l'Orateur.

M. L'ORATEUR: Dit que l'appel ne réglera pas la question.

Et la question étant mise aux voix, Que la décision de M. l'Orateur soit la décision de la Chambre; la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Allard, Augé, Baker, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Cartier, Casgrain, Descaries, Flynn, Grenier, Hall, Kennedy, Lacouture, McDonald, McIntosh, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Panneton, Petit, Poirier, Rioux, Savaria, Stephens, Taillon, Tétreau, Villeneuve, 29.

CONTRE: MM. Bernatchez, Caron, Chicoyne, Cooke, Dechêne, Doyon, England, Fitzpatrick, Girard (Rouville), Girouard, Gladu, Gosselin, Greig, Hackett, Laliberté, Marchand, Mercier, Morin, Morris, Normand, Parent, Pinault, Ste-Marie, Simpson, Spencer, Tessier (Portneuf), Turgeon, 27.

Ainsi, la déclaration de M. l'Orateur est maintenue.

### Subsides

L'ordre du jour étant lu pour la reprise du débat ajourné sur l'amendement proposé aujourd'hui à la question portant, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides), et lequel amendement comporte que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient biffés et remplacés par les suivants: "cette Chambre, sans refuser les subsides à Sa Majesté, est d'avis qu'il est regrettable que les argents votés pour la colonisation aient été distribués et dépensés en grande partie dans le cours de l'année sans l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, c'est-à-dire sans arrêté en conseil, mais par simple décision départementale et d'une manière injuste".

Et la question étant de nouveau proposée; la Chambre reprend le dit débat ajourné.

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Continue son discours commencé avant l'ajournement du débat sur cette question. Il montre par la liste citée auparavant, que le ministre de l'Agriculture (l'honorable L. Beaubien) a pour but d'encourager, non pas la colonisation, mais les électeurs à voter pour les Conservateurs. Il rappelle au ministre l'épisode de son élection à Nicolet, et la récompense donnée à M. Victor Monfette, pour lui avoir abandonné ce comté. Aujourd'hui, ce M. Monfette, introuvable le jour de la nomination, on le trouve partout, dans les comptes publics, dans les travaux de colonisation, dans la manche du ministre.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Réfute les arguments exposés par le représentant de L'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne). Il dit que le gouvernement n'a jamais pensé à faire de la politique avec l'argent de la colonisation. Les libéraux croient que le nouveau ministère a agi comme ils

avaient agi eux-mêmes. On se trompe grandement comme le prouvent les statistiques.

Il passe en revue la liste de tous les comtés qui ont reçu des subsides pour la colonisation et montre que libéraux et conservateurs ont été traités sur le même pied sans distinction de parti.

Il dit que le ministre de l'Agriculture (l'honorable L. Beaubien) qu'on a attaqué d'une manière personnelle, n'a jamais mêlé les fonds de la province avec ses propres deniers, comme le faisaient certains membres du gouvernement libéral.

On nous accuse, dit-il, d'avoir saisi le pouvoir au moyen d'un coup d'Etat. Nos adversaires qui nous font ce reproche sont aussi arrivés au pouvoir en 1878 par un coup d'Etat; mais les circonstances n'étaient pas absolument les mêmes. Le coup d'Etat Letellier n'a pas été approuvé par le peuple, tandis que l'acte de M. Angers, jetant le représentant de Bonaventure (M. H. Mercier) et ses collègues à la porte, a été approuvé par la grande masse de la population. Pour s'en convaincre, il suffit de jeter un coup d'oeil sur l'épave qui nous reste du naufrage libéral.

Il lit un article publié dans l'organe du chef de l'Opposition (M. F.-G. Marchand) où celui-ci déclare que, n'ayant jamais fait de "boodlage" et se tenant responsable seulement de sa propre conduite, il condamnait même ses propres amis qui avaient fait du "boodlage". Il ajoute que le représentant de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand) songeait sur le tard à réclamer le titre d'honnête homme attendu qu'il s'était promené dans les couloirs de la Chambre en compagnie des gens avec lesquels aucun honnête homme ne voudrait être vu.

Il dit que le représentant de Bonaventure (M. H. Mercier), ayant déjà compromis le crédit de la province par ses politique d'extravagance et de gaspillages, continue à le compromettre encore en faisant annoncer par ses organes que bientôt il reprendra le pouvoir.

Le gouvernement actuel a pris la responsabilité de l'acte de l'honorable M. Angers, et n'a pas honte de son avènement et de sa politique. L'honorable M. Angers n'est pas obligé aujourd'hui de jouer un rôle effacé, au contraire, il occupe à Ottawa l'une des plus honorables positions dans le cabinet fédéral.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Oui, il a retraité au Sénat.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): C'est une retraite honorable.

M. N. BERNATCHEZ (Montmagny): Le public vaut bien le Sénat.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Oui et l'honorable M. Angers l'a montré le 8 mars 1891. Il continue de s'en prendre au député de Bonaventure (M. H. Mercier).

M. A. TESSIER (Rimouski): Propose, appuyé

par le représentant de Yamaska (M. V. Gladu), que cette Chambre s'ajourne maintenant.

M. H. MERCIER (Bonaventure): On m'accuse d'avoir fait de la politique avec la colonisation. Non, la politique n'a jamais été mon crime. Je voulais faire la province de Québec grande et unie, je voulais l'arracher à la politique fratricide des Conservateurs, qui, partout, est toujours faite pour le petit nombre contre le grand... Il rappelle ce qu'il a fait pour la grande colonisation, à coups de chemins de fer; il cite les généreuses paroles récemment prononcées par M. Chapleau à son adresse. Après cet hommage d'un grand homme d'Etat, je puis accepter les insultes de petits hommes d'Etat... De ce que je me suis soumis à tout avec philosophie, croyez-vous que je n'ai pas souffert? J'en appelle à tout homme de cœur pour dire si je n'ai pas été victime d'une odieuse persécution? Mais mon honneur a été sauvé: mes pairs, mes juges m'ont acquitté; on n'a pas pu prouver que j'eusse touché un sou des deniers publics! Aussi le peuple m'a porté en triomphe, m'a fait des ovations.

Où étiez-vous alors mes persécuteurs? Cachés au fond de vos demeures, dans la crainte et l'humiliation! Vous aviez voulu piétiner sur mon cadavre! Regardez-le, ce cadavre! Regardez-le face à face, il se dresse devant vous pour vous dire: Vous m'avez tout enlevé; tout ce que je possédais au monde, jusqu'à ma bibliothèque, mes chers livres amassés depuis trente-cinq ans, tout a été vendu, tout, sauf mon honneur! Et mon honneur, sachez-le, je le défendrai comme un lion, seul contre vous tous, fussiez-vous dix, fussiez-vous mille...

La lâcheté n'est pas mon système. Je n'attaque pas les absents. Faites la réhabilitation de M. Angers, faites-en un grand homme; seulement poussez la complaisance jusqu'à me l'amener à Saint-Roch dans une assemblée publique! Je lui en promets là un triomphe plus grand que ceux qu'il a remportés à L'Islet, au Manitoba, partout où il est allé ou n'a pas osé aller...

En 1879, le Parti conservateur, qui avait été répudié par l'électorat, voyant qu'il ne pouvait arracher le pouvoir au gouvernement Joly, eut recours à la subornation et à la trahison. Le Conseil législatif coopéra alors à la chute de l'honorable M. Joly de Lotbinière en refusant de voter les subsides. Aujourd'hui, deux ans à peine après le coup d'Etat de M. Angers, ce même Conseil législatif, dont on s'était servi comme d'un vil instrument pour des fins de parti, se tourne contre le même Parti conservateur et, en refusant fermement de sanctionner le sale "job" de l'asile d'aliénés de Beauport, jette le gouvernement des honnêtes gens dans une crise bien moins que rassurante pour son existence, malgré sa forte majorité numérique. Bien plus, la trahison qui a fait triompher les hommes de 1891-92 pourrait bien être l'ouvrière de leur chute avant longtemps.

Voici un autre rapprochement assez frappant que je permettrai d'ajouter au précédent. On se rappelle que l'affaire de la Baie-des-Chaleurs,

engin électoral préparé dans l'ombre au Sénat et à Spencer Wood, éclata dans notre monde politique dans le temps où je parcourais triomphalement notre ancienne patrie et la Belgique, faisant connaître et hautement admirer partout sur mon passage le nom canadien-français. Pendant que les rois, le souverain pontife et les chefs de gouvernement me comblaient d'honneur, ici, dans ma province, ceux qui avaient tramé ma perte me traînaient dans la boue, épouvantaient l'électorat par les plus infernales calomnies et me faisaient passer pour un misérable escroc qui avait volé le trésor public à pleines mains et s'était enrichi avec ses collègues aux dépens du pauvre peuple. Je revins dans mon pays pour assister aux événements que l'on connaît: la tourmente électorale de 1891-92 et l'effondrement du Parti libéral, le 8 mars dernier.

Un an après ce voyage, le trésorier du gouvernement des honnêtes gens a, lui aussi traversé en Europe. Mais, grand Dieu, combien différent a été le résultat de son voyage!

Au lieu d'y faire valoir notre province et de négocier un emprunt avantageux, il a été rebuté, éconduit de la façon la plus humiliante par les financiers de Londres et de Paris, aux genoux desquels il s'est traîné comme un homme taré, à bout de ressources, suppliant le prêteur à la semaine. Il a jeté le plus honteux discrédit sur la province, il a récolté le fruit des calomnies et les fourberies avec lesquelles le gouvernement des honnêtes gens a réussi à voler le pouvoir, et il est revenu au pays après avoir remporté une veste dont les pans traînaient encore sur les bords de la Tamise lorsqu'il est arrivé ici. La tricherie revient à son maître.

L'année 1891 se termina bien sombre pour le Parti libéral. L'année 1892 a fini d'une façon guère plus réjouissante pour les calomnieurs et les contempteurs de la constitution qui ne nous ont donné jusqu'à présent que des preuves de l'incapacité la plus notoire et n'ont seulement pas défini leur programme.

J'aurai ma revanche de ceux qui m'ont trahi; avant longtemps je me vengerai de la disgrâce qui m'a frappé. Le coup d'Etat qui m'a frappé a été fait parce que j'avais défendu ma race avec enthousiasme et que j'avais voulu faire respecter le nom de la province de Québec dans toutes les parties du monde. C'est moi qui ai insisté pour que le représentant de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand) occupât le siège du chef du Parti libéral, siège qu'il est si digne d'occuper.

Il termine son discours (de deux heures) en disant que l'honneur est le seul héritage qu'il peut laisser à sa famille.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Si le débat a été écarté de sa voie, ce n'est pas notre faute. Nous avons été provoqués et il nous fallait nous défendre. Le représentant de Bonaventure (M. H. Mercier) a attaqué personnellement certains membres du gouvernement. Il a porté contre eux des attaques injustes et je suis obligé de réfuter ces accusations.

On m'accuse d'embrasser un de mes collègues après l'avoir traîné dans la boue. Je n'ai jamais combattu le ministre de l'Agriculture (l'honorable L. Beaubien) dans son comté et lui ne m'a jamais combattu. Le représentant de Bonaventure, qui l'a embrassé autrefois, veut aujourd'hui le traîner dans la boue. Voilà la différence.

Le député de Bonaventure a tort de se poser en victime, en martyr, lui qui traitait ses adversaires de voleurs et traînait les journalistes qui le combattaient devant les cours de justice. C'étaient aussi des pères de famille et ils ne se sont pas plaints, n'ont pas crié à la persécution parce qu'ils n'avaient pas peur de se défendre et qu'ils étaient certains de démontrer leur innocence.

Il parle des prétentions du député de Bonaventure qui a dit que son gouvernement avait plus fait pour la colonisation que les gouvernements conservateurs.

Oui, le gouvernement Mercier a voté beaucoup d'argent pour la colonisation, mais ses amis se servaient les premiers, et le reste servait à la corruption électorale.

Le député de Bonaventure parle de conspiration et se dit blanc comme neige, parce qu'un jury l'a libéré. Je l'ai entendu répéter cela plusieurs fois et cela me rappelle le condamné à mort qui était sur l'échafaud et a dit qu'il s'en était retiré avec honneur, parce que la corde avait cassé et qu'on n'avait pas voulu recommencer l'exécution.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande au premier ministre raison des paroles qu'il a prononcées plus tôt dans la séance au sujet de personnes qui auraient été vues en sa compagnie.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Nie avoir tenu de tels propos.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Le met au défi de répéter ses paroles.

Et la question du député de Rimouski (M. A. Tessier), que la Chambre s'ajourne maintenant, étant mise aux voix, elle est résolue négativement.

Et l'amendement du député de Bonaventure (M. H. Mercier) étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Bernatchez, Bisson, Caron, Dechêne, Girard (Rouville), Girouard, Gladu, Gosselin, Laliberté, Lussier, Marchand, Mercier, Morin, Parent, Pinault, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, 18.

CONTRE: MM. Allard, Augé, Baker, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Cartier, Casgrain, Châteauevert, Chicoyne, Cooke, Descarries, Doyon, England, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Hall, Kennedy, King, Lacouture, McDonald, Magnan, Marion, Martineau, Morris, Nantel, Normand, Panneton, Pelletier, Petit, Poirier, Rioux, Savaria, Simpson, Spencer, Taillon, Tellier, Tétreau, Villeneuve, 42.

Ainsi, la question est résolue négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix; il est ordonné, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en comité des subsides.

#### En comité:

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5):  
Propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'encouragement à l'immigration française et anglaise; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas soixante et quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des chemins de colonisation; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'encouragement à l'industrie laitière; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des bureaux d'immigration de Montréal et de Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas vingt mille vingt et une piastres et trente-neuf centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des réparations des palais de justice et des prisons.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements et loyer de bureau d'un agent en France; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du fonds des municipalités, statuts refondus de la province de Québec article 2744, chapitre 110, section 7; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

8. Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du service du cadastre par le département des Terres de la couronne; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

9. Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'arpentage par le département des Terres de la couronne; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

10. Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-onze mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses

générales du service du département des Terres de la couronne; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

11. Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles du soir; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

12. Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la pension annuelle de madame Gaspard Drolet, conformément à la résolution de l'Assemblée législative du 3 février 1890; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions et demande la permission de siéger à nouveau.

Les dites résolutions sont lues pour la première fois.

#### Rapports de comités:

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des privilèges et élections. Voici le rapport:

Votre comité a entendu trois témoins et M. Cornellier lui-même, sur la question soumise touchant M. Cornellier, et a l'honneur de faire rapport de la preuve.

#### Compagnie du Labrador et seigneurie de Mingan

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité spécial nommé pour prendre en considération et étudier le jugement rendu par le Conseil privé, le 19<sup>ième</sup> jour de novembre 1892, sur les appels dans la cause de la reine et de la Compagnie du Labrador, au point de vue de la question de savoir s'il y a lieu de faire adopter une loi déclaratoire, au sujet de la terre ferme de Mingan (dite seigneurie de Mingan ou de terre ferme de Mingan). Voici le rapport:

Votre comité, suivant les instructions de cette Chambre, a examiné et étudié, autant qu'il a pu le faire, la question qui lui a été soumise. Avis a été donné à plusieurs reprises à la Compagnie du Labrador qu'elle pourrait être entendue devant le comité.

Qu'à la séance du 14 décembre courant, ainsi qu'il appert au procès-verbal ci-annexé, M. Fitzpatrick a déclaré que M. Taylor, avocat de la compagnie, comparait au nom de celle-ci. Depuis cette date, la compagnie n'a pas jugé à propos de se faire entendre.

Votre comité regrette beaucoup qu'il n'ait pas eu le temps nécessaire pour étudier plus à fond

les points importants qui se soulevaient dans cette question, savoir: s'il y a lieu de faire adopter une loi déclaratoire, mais il croit devoir exprimer l'opinion qu'elle mérite l'attention spéciale de la Chambre et devrait être étudiée plus amplement.

### Charte de la cité de Montréal

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Propose que le bill (bill no 79) soit à nouveau remis à l'ordre du jour pour le comité général de toute la Chambre en lui demandant de retrancher la clause 19, et que toutes les règles s'y opposant soient suspendues.

M. J.P. COOKE (Drummond): Soulève un point d'ordre.

M. C. FITZPATRICK (Québec-Comté): Dit qu'il est injuste de soulever cette question en l'absence du député de Huntingdon (M. G.W. Stephens), car c'est à la suite de son objection que l'Orateur a déclaré le bill hors d'ordre.

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Dit que le député de Huntingdon (M. G.W. Stephens) ne s'oppose qu'à une clause seulement.

M. C. FITZPATRICK (Québec-Comté): Dit qu'il n'en sait rien.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose que le député de Hochelaga (M. J.-O. Villeneuve) maintienne sa proposition sous forme d'avis de motion pour le lendemain.

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Est d'accord avec cette proposition.

La séance est levée à une heure et demie (a.m.).

## Séance du 29 décembre 1893

### Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à trois heures quarante.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Attire l'attention de la Chambre sur le compte-rendu de la séance d'hier publié par le *Chronicle*, et dans lequel on insinue qu'il était au nombre de ceux qui ont été vus en conciliabules secrets avec certains hommes.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Répète qu'il a dit que, depuis huit jours, la politique de l'Opposition avait été, sinon dirigée, du moins en partie soumise aux influences d'hommes qu'on avait répudiés tout dernièrement dans les assemblées publiques. Mais il ne voudrait pas être injuste pour le député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), qu'il n'a point vu dans ces conciliabules.

### Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre:

Bill (bill no 71) intitulé: "Loi ratifiant et refondant l'acte d'incorporation de la ville de Chicoutimi".

Bill (bill no 72) intitulé: "Loi ratifiant un acte de vente entre Joseph, Louis et Théophile David et les héritiers de Fleury David".

Bill (bill no 105) intitulé: "Loi amendant la loi relative aux maîtres et serviteurs".

Bill (bill no 66) intitulé: "Loi constituant la ville de la Côte-Saint-Paul en corporation".

Bill (bill no 123) intitulé: "Loi modifiant le code de procédure civile".

Bill (bill no 86) intitulé: "Loi concernant la substitution créée par François Guénette et Aurélie Beaudry, son épouse".

Aussi, le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement, savoir:

Bill (bill no 122) intitulé: "Loi modifiant l'article 5668 des statuts refondus".

Bill (bill no 21) intitulé: "Loi modifiant la loi relative à la Cour de circuit pour le district de Montréal".

Bill (bill no 149) intitulé: "Acte pour amender l'article 4124 des statuts refondus, concernant les arpenteurs".

Et bill (bill no 8) intitulé: "Loi concernant la révision et la modification du code de procédure civile du Bas-Canada.

### Maîtres et serviteurs

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 105) intitulé: "Loi amendant la loi

relative aux maîtres et serviteurs". Les amendements sont lus pour la première fois.

#### **Ville de la Côte-Saint-Paul**

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 66) intitulé: "Loi constituant la ville de la Côte-Saint-Paul en corporation". Les amendements sont lus pour la première fois.

#### **Code de procédure civile**

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 123) intitulé: "Loi modifiant le code de procédure civile". Les amendements sont lus pour la première fois.

#### **Substitution Guénette — Beaudry**

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 86) intitulé: "Loi concernant la substitution créée par François Guénette et Aurélie Beaudry, son épouse". Les amendements sont lus pour la première fois.

#### **Acte d'incorporation de la ville de Chicoutimi**

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 71) intitulé: "Loi modifiant et refondant l'acte d'incorporation de la ville de Chicoutimi". Les amendements sont lus pour la première fois.

#### **Acte de vente entre Joseph-Louis, Théophile David et les héritiers de Fleury David.**

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 72) intitulé: "Loi ratifiant un acte de vente entre Joseph-Louis et Théophile David et les héritiers de Fleury David". Les amendements sont lus pour la première fois.

#### **Introduction de bills:**

M. T.-E. NORMAND (Trois-Rivières): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 142) modifiant le code municipal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

#### **Vente d'un immeuble place Jacques-Cartier**

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Propose, appuyé par le représentant de Chambly (l'honorable L.-O. Taillon), Que aujourd'hui, à la prochaine séance, cette Chambre se forme e comité général pour considérer certaines résolutions relatives à la vente d'un immeuble situé sur la place Jacques-Cartier, Montréal.

Adopté.

#### **Subsides**

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour, appuyé par le représentant de Chambly (l'honorable L.-O. Taillon) que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

#### **En comité:**

M. J. SHEHYN (Québec-Est): Commence son discours en réponse à l'exposé budgétaire du trésorier (l'honorable J. S. Hall). Il propose, appuyé par le représentant de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand) que le débat soit ajourné.

Adopté.

#### **Messages du Conseil législatif:**

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement:

Bill (bill no 74) intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, Camille Piché au nombre de ses membres".

Bill (bill no 67) intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, Louis Gordon Glass au nombre de ses membres".

Bill (bill no 64) intitulé: "Loi déclarant Joseph-Herménégilde Chalifoux membre du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec".

Bill (bill no 55) intitulé: "Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province à admettre au nombre de ses membres Thomas Thadée Nesbitt, docteur en médecine à l'Université Laval".

Bill (bill no 37) intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, Adolphe-Marie-Louis-Eugène Bécigneul à l'exercice de la profession d'avocat dans cette province".

Bill (bill no 39) intitulé: "Loi ratifiant certaines ventes d'immeubles et certaines transactions entre Joseph Léveillé et ses enfants".

Bill (bill no 88) intitulé: "Loi constituant en corporation l'Union des briquetiers de Montréal".

#### **Successions et transports d'immeubles**

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Chambly (l'honorable L.-O. Taillon), que le bill (bill no 132) amendement la loi 55-56 Victoria, chapitre 17, intitulé: "Loi relative aux droits sur les successions et les transports d'immeubles soit maintenant lu la deuxième fois. Il déclare qu'en comité général il proposera que la taxe basée sur le loyer soit diminuée de 6 à 5 pour cent.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Propose comme amendement à la motion, appuyé par le représentant de Portneuf (M. J. Tessier), que le mot "maintenant" soit retranché et que les mots: "dans six mois à dater d'aujourd'hui", soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Bernatchez, Bisson, Caron, De-chêne, Girard (Rouville), Gladu, Gosselin, Laliberté, Marchand, Mercier, Morin, Parent, Pinault, Shehyn, Ste-Marie, Stephens, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, 19.

CONTRE: MM. Allard, Baker, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Cartier, Casgrain, Châteauevert, Chicoyne, Cooke, Desjardins, England, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Hall, Kennedy, King, Lacouture, McIntosh, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Panneton, Pelletier, Petit, Rioux, Savaria, Simpson, Spencer, Taillon, Tellier, Tétreau, Villeneuve, 38.

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la question principale, Que le bill soit maintenant lu la deuxième fois, étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement sur la même division que la précédente, prise inversement.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

#### **Enregistrement des titres**

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Propose, appuyé par le représentant de Dorchester (l'honorable L.-P. Pelletier), qu'aujourd'hui, à la seconde séance, cette Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions relatives à l'enregistrement des titres dans les comtés de Mégantic et de Lotbinière en ce qui a rapport aux paroisses de Saint-Sylvestre et Saint-Patrice-de-Beaurivage.

Adopté.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

#### **Reprise de la séance à huit heures vingt**

##### **Compagnie du chemin de fer de Québec et du Lac-Saint-Jean**

L'ordre du jour étant lu pour la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 114) intitulé: "Loi modifiant l'acte 46 Victoria, chapitre 88, modifiant et refondant les différents actes concernant la Compagnie du chemin de fer de Québec et du Lac-Saint-Jean, et les lois qui les modifient", les dits amendements sont, en conséquence, lus une deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

##### **Ville de la Côte-Saint-Paul**

L'ordre du jour étant lu pour la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 66) intitulé: "Loi constituant en corporation la ville de la Côte-Saint-Paul", les dits amendements sont, en conséquence, lus une deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

##### **Acte d'incorporation de la ville de Chicoutimi**

L'ordre du jour étant lu pour la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 71) intitulé: "Loi modifiant et refondant l'acte d'incorporation de la ville de Chicoutimi", les dits amendements sont, en conséquence, lus une deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

##### **Acte de vente entre Joseph-Louis, Théophile David et les héritiers de Fleury David**

L'ordre du jour étant lu pour la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 72) intitulé: "Loi ratifiant un acte de vente entre Joseph-Louis et Théophile David et les héritiers de Fleury David", les dits amendements sont, en conséquence, lus une deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

##### **Charte de la cité de Montréal**

L'HONORABLE J.-O. VILLENEUVE (Hoche-laga): Propose, appuyé par le représentant de Montréal no 2 (M. O.-M. Augé), que, vu l'urgence, le bill (bill no 79) modifiant la charte de la cité de Montréal (1889) et ses amendements soit remis sur l'ordre du jour pour comité général, pour en retrancher la clause 17 qui n'est pas dans l'ordre, et que l'ordre de cette Chambre refusant de référer de nouveau ce bill au comité général avec instruction d'en retrancher la clause 17 soit rescindé, et que toutes les règles à ce contraires soient suspendues.

M. G. W. STEPHENS (Huntingdon): Soulève



un point d'ordre. Il déclare que selon la décision de l'Orateur, le bill n'existe plus. Il s'était objecté à la motion demandant une troisième lecture et son objection fut maintenue, de telle sorte qu'on ne peut remettre le bill à l'ordre du jour maintenant. Il a émis l'objection que la clause relative à ce prêt de un million de dollars était irrégulière et, s'il l'a fait, c'est dans l'intérêt de la ville qui ne peut se permettre aucun luxe présentement.

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Dit que le député de Huntingdon (M. G. W. Stephens) pourrait proposer un amendement à cet effet lors de la troisième lecture du bill. Il pense que ce serait très regrettable qu'un bill contenant tant de clauses avantageuses comme celle dont il est question, soit mis au rancart.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Dit que le député de Hochelaga (M. J.-O. Villeneuve) avait déclaré que cette question concernait l'est de Montréal, et avait donné aux autres députés l'impression qu'en approuvant ce prêt, ils rendaient service à cette partie de la ville. Il dit que la question est d'intérêt et pour l'est et pour l'ouest de la ville. Il ajoute que de déboursier de l'argent pour les gros chemins de fer équivaut presque à le jeter à l'eau. Il dit que la ville a déjà donné \$750,000 au Grand-Tronc qui possède une gare splendide construite par la ville de Montréal: on se propose maintenant de donner \$600,000 au Grand-Tronc, et \$400,000 au Canadien Pacifique qui dispose déjà de \$75,000,000 des fonds publics, en plus d'avoir peut-être \$100,000,000 en capital additionnel. Il demande à la Chambre de mettre de côté toutes distinctions entre l'est et l'ouest lorsqu'elle procédera à l'étude de la question. Que les personnes dont la propriété sera hypothéquée pour ce prêt décident des mesures à prendre. Laissons la Chambre s'occuper de la question en autant qu'elle est concernée, et qu'elle l'étudie uniquement au mérite, agissant ainsi de façon loyale avec la population de Montréal. Cependant, il est prêt à sacrifier ses propres sentiments dans cette affaire. Il demande seulement à la Chambre d'introduire dans le bill une clause attribuant à la ville de Montréal un droit dont toutes les autres municipalités du pays bénéficient. Toutefois, il veut bien faire un compromis; s'ils amendent la clause de telle façon que la population puisse voter sur la question du prêt de \$1,000,000, il est d'accord pour retirer son point d'ordre.

M. F. MARTINEAU (Montréal no 1): Espère que l'on trouvera un moyen de se sortir de ce dilemme. Il dit que l'on demandait à la ville de déboursier un million de dollars pour en gagner dix.

M. P. KENNEDY (Montréal no 6): Dit que les chemins de fer avaient énormément contribué à faire de Montréal ce qu'elle est aujourd'hui. Il dit que le Canadien Pacifique n'a jamais demandé d'argent, bien que, naturellement, le projet de construction d'une nouvelle gare, à l'aide de cet argent, pourrait être une amélioration très positive

pour la ville. Il ajoute que le député de Huntingdon (M. G.W. Stephens) l'avait insinué en déclarant que la ville de Montréal ne pouvait se permettre de faire des cadeaux.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Dit que Montréal aurait bientôt l'occasion de renouveler son conseil et qu'ils pourraient insérer une clause stipulant que le prêt doit avoir l'approbation du nouveau conseil.

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Dit qu'il ne s'oppose pas à l'introduction d'une telle clause.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Dit que rien ne pouvant être construit d'ici à l'été, on pourrait résoudre le problème au cours de l'hiver.

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Dit qu'il aimerait corriger une des précédentes déclarations du député de Huntingdon (M. G.W. Stephens). En effet, dans son discours, il n'a pas parlé de l'est de Montréal, mais bien de la gare de l'Est de Montréal.

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Dit que les députés de Montréal ont discuté de la question devant le conseil. Selon lui, on devrait laisser au conseil le soin de faire le changement proposé.

M. J.P. COOKE (Drummond): Dit qu'il soulèvera chaque point d'ordre possible, à moins que les députés n'adoptent le bill en entier. Il se propose de présenter un amendement pour faire suspendre l'application des règles 49 et 51, ce qui aurait pour conséquence naturellement de faire disparaître le point d'ordre.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Dit que cet amendement serait hors d'ordre étant donné que la Chambre s'était déjà prononcée sur cette question.

M. L'ORATEUR: Décide que la motion est dans l'ordre. Il cite Bourinot pour appuyer sa décision.

M. J.P. COOKE (Drummond): Propose comme amendement, appuyé par le représentant d'Argenteuil (M. W.J. Simpson), que tous les mots de la dite motion après "l'ordre du jour" soient retranchés et remplacés par les suivants: "de cette Chambre adoptant le douzième rapport du comité des ordres permanents déclarant que la clause du bill qui se lit ainsi: "Toute compagnie, société ou personne possédant le privilège de fournir le gaz, l'électricité ou autres privilèges semblables et, dans ce but, de se servir des rues de la cité de Montréal, devra établir et maintenir un tarif uniforme, et un taux applicable à toutes les parties de la cité, dans lesquelles ces droits sont exercés, et aucun taux plus élevé que ce tarif ne sera recouvrable en justice, sauf en vertu des dispositions d'un contrat spécial", n'était pas couverte

par les avis, soit rescindé, et qu'en outre les règles 49 et 51 de cette Chambre soient suspendues, en autant que cette clause est concernée.

M. L'ORATEUR: Déclare que cet amendement n'est pas dans l'ordre.

M. J. P. COOKE (Drummond): Propose de nouveau en amendement, appuyé par le représentant d'Argenteuil (M. W. J. Simpson), que tous les mots de la dite motion après "l'ordre du jour" soient retranchés et remplacés par les suivants: "de cette Chambre adoptant le douzième rapport du comité des ordres permanents déclarant que la clause qui se lit ainsi: "Toute compagnie, société ou personne possédant le privilège de fournir le gaz, l'électricité ou autres privilèges semblables et, dans ce but, de se servir des rues de la cité de Montréal, devra établir et maintenir un tarif uniforme, et un taux applicable à toutes les parties de la cité, dans lesquelles ces droits sont exercés, et aucun taux plus élevé que ce tarif ne sera recouvrable en justice, sauf en vertu des dispositions d'un contrat spécial", n'était pas couverte par les avis, soit rescindé et qu'en outre les règles 49 et 51 de cette Chambre soient suspendues, en autant que cette clause est concernée, et que l'ordre de cette Chambre maintenant la décision de M. l'Orateur déclarant que la troisième lecture de ce bill ne pouvait être faite, soit annulé.

M. L'ORATEUR: Déclare que cette motion n'est pas dans l'ordre.

Et appel étant fait de la décision de M. l'Orateur.

Et la question: "La décision de M. l'Orateur sera-t-elle la décision de la Chambre", étant mise aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Allard, Augé, Baker, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Cartier, Casgrain, Châteauvert, Chicoyne, England, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean) Grenier, Hackett, Hall, Kennedy, King, La-couture, McDonald, McIntosh, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Panneton, Pelletier, Petit, Poirier, Rioux, Savaria, Spencer, Taillon, Tellier, Tétreau, Villeneuve, 37.

CONTRE: MM. Bernatchez, Caron, Cooke, Dechêne, Fitzpatrick, Girard (Rouville), Gladu, Gosselin, Laliberté, Lussier, Marchand, Mercier, Morin, Morris, Parent, Pinault, Shehyn, Ste-Marie, Simpson, Stephens, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, 23.

Ainsi la décision de M. l'Orateur est confirmée et déclarée être celle de la Chambre.

Alors la question principale étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Dit que la position difficile dans laquelle se trouve Montréal, aujourd'hui, est due aux membres du conseil siégeant à la Chambre.

M. P. KENNEDY (Montréal no 6): Dit que pas plus le député de Bonaventure (M. H. Mercier) que n'importe qui d'autre n'est plus dévoué aux intérêts de Montréal qu'il ne l'est lui-même.

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Accuse l'Opposition d'avoir voté contre la décision de l'Orateur sur l'appel, simplement parce qu'ils ne l'aimaient pas.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Rappelle à l'ordre le député d'Hochelaga (M. J.-O. Villeneuve). Il dit que ni le député d'Hochelaga, ni personne d'autre n'a le droit de lui faire un procès d'intention. Il le prie de bien vouloir retirer ce qu'il a dit.

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Dit qu'il ne se savait pas hors d'ordre, et que s'il a été antiparlementaire, il est prêt à retirer ce qu'il a dit.

Il propose que la Chambre se forme immédiatement en comité général pour étudier le bill.

Adopté sur division.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il a fait un amendement en retranchant la clause 17 concernant la compagnie de gaz. L'amendement est lu deux fois et adopté.

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Substitution Guénette-Beaudry

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture des amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 86) intitulé: "Loi concernant la substitution créée par François Guénette et Aurélie Beaudry, son épouse, les dits amendements sont, en conséquence, lus une deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### Introduction de bills:

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 154) amendement la loi no 86 de cette session, intitulée: "Loi concernant la substitution créée par François Guénette et Aurélie Beaudry, son épouse", et que les règles 51, 57, 58 et 59 de cette Chambre soient suspendues en autant qu'elles se rapportent à ce bill.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

#### Substitution Guénette-Beaudry amendement

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose que le bill (bill no 154) soit maintenant lu la deuxième fois.

Adopté.

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Travaux de la Chambre

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Pro-

pose, appuyé par le représentant de Gaspé (l'honorable E. J. Flynn), que, lorsque la Chambre s'ajournera à cette séance, elle s'ajourne à samedi, le 30 décembre courant, à onze heures a.m., et que les ordres du gouvernement aient la priorité ce jour-là.

Adopté.

### **Compagnie du Labrador et seigneurie de Mingan**

L'HONORABLE E. J. FLYNN (Gaspé): Propose, appuyé par le représentant de Chambly (l'honorable L.-O. Taillon), que cette Chambre concoure dans le deuxième rapport du comité spécial nommé pour prendre en considération et étudier le jugement rendu par le Conseil privé, le 19<sup>ième</sup> jour de novembre 1892, sur les appels dans la cause de la reine et de la Compagnie du Labrador, au point de vue de la question de savoir s'il y a lieu de faire adopter une loi déclaratoire, au sujet de la terre ferme de Mingan (dite seigneurie de Mingan ou de terre ferme de Mingan), présenté hier à la Chambre.

Adopté.

### **Successions et transports d'immeubles**

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill (bill no 132) amendement la loi 55-56 Victoria, chapitre 17, intitulé: "Loi relative aux droits sur les successions et les transports d'immeubles".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5): Propose que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

M. V. GLADU (Yamaska): Propose comme amendement, appuyé par le représentant de Lotbinière (M. E.-H. Laliberté), que tous les mots après "maintenant" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants: "renvoyé à un comité général avec instruction de l'amender comme suit: "Que la clause 2 du dit bill soit amendée en ajoutant après les mots: "3. Si le successeur n'est pas un parent, 10%, à la fin de la dite clause, les mots suivants: "Excepté pour les legs faits aux hôpitaux et institutions de bienfaisance, de biens d'une valeur de deux mille piastres et au-delà, dans lequel cas ce droit sera de 5% payable par la succession; et les legs faits aux dits hôpitaux et institutions de bienfaisance, de moins de deux mille piastres, sont exemptés du dit droit.

Le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à remettre aux hôpitaux et institutions de bienfaisance ce qu'ils ont payé ou doivent payer de droits, et qu'ils n'auraient pas payés sous la présente loi".

M. L'ORATEUR: Déclare que cet amendement n'est pas dans l'ordre, parce que le dernier para-

graphe propose de disposer de certains deniers publics, sans que cette demande ait été préalablement recommandée par un message du lieutenant-gouverneur pendant cette session, tel que requis par la règle 86 et par le statut impérial 30 Victoria, chapitre (Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867, sections 54 et 90).

Et la question étant de nouveau proposée, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois;

M. V. GLADU (Yamaska): Propose comme amendement, appuyé par le représentant de Lotbinière (M. E.-H. Laliberté), que tous les mots après "maintenant" soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "renvoyé à un comité général, avec instruction de l'amender, comme suit:

Que la clause deuxième du dit bill soit amendée en ajoutant après les mots: "3. Si le successeur n'est pas un parent, 10%", à la fin de la dite clause, les mots suivants:

"Excepté pour les legs faits aux hôpitaux et institutions de bienfaisance de biens d'une valeur de deux mille piastres et au-delà, dans lequel cas ce droit est de 5% payable par la succession; et les legs faits aux dits hôpitaux et institutions de bienfaisance de moins de deux mille piastres, sont exemptés du dit droit".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Bernatchez, Dechêne, Girard (Rouville), Gladu, Gosselin, Laliberté, Marchand, Mercier, Morin, Parent, Pinault, Stephens, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, 15

CONTRE: MM. Allard, Augé, Baker, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Cartier, Casgrain, Châteauevert, Chicoyne, Cooke, England, Girard (Lac-Saint-Jean), Grenier, Hackett, Hall, Kennedy, King, Lacouture, McDonald, McIntosh, Magnan, Marion, Martineau, Morris, Nantel, Normand, Panneton, Pelletier, Petit, Poirier, Rioux, Savaria, Spencer, Taillon, Tellier, Tétreau, Villeneuve, 38.

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée, Que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois:

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Propose sous forme d'amendement, appuyé par le représentant de Yamaska (M. V. Gladu), que tous les mots après "maintenant" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "renvoyé à un comité général de la Chambre avec instruction de l'amender en retranchant les sous-sections c. d. e. et g. et les remplaçant par les suivantes: "excède 5000 par chaque cent piastres, 1 p.c."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Bernatchez, Dechêne, Girard (Rouville), Gladu, Gosselin, Laliberté, Marchand, Mercier, Morin, Parent, Pinault, Stephens, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, 15.

CONTRE: MM. Allard, Augé, Beaubien, Beau-

champ, Bédard, Cartier, Casgrain, Châteauvert, Chicoyne, Cooke, England, Girard (Lac-Saint-Jean), Grenier, Hackett, Hall, Kennedy, King, Lacouture, McDonald, McIntosh, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Panneton, Pelletier, Petit, Poirier, Rioux, Savaria, Spencer, Taillon, Tellier, Tétreau, Villeneuve, 37.

Ainsi, il est résolu dans la négative.

M. C. FITZPATRICK (Québec-Comté): Attire l'attention sur le fait qu'il ne devrait pas y avoir d'exemption pour les marchands de bois en ce qui concerne le paiement des droits de transfert et de succession. Il se réfère aux autorités pour démontrer que le bois d'oeuvre est considéré comme un bien immeuble et est, par conséquent, taxable.

Alors la question principale étant mise aux voix, Que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois, la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu pour la troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Taxes et licences

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Propose, appuyé par le représentant de Nicolet (l'honorable L. Beaubien), que le bill (bill no 133) amendement et refondant les lois 55-56 Victoria, chapitres 10 et 15, et 56 Victoria, chapitre 15, concernant certaines taxes et licences, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Proteste contre la présentation devant la Chambre de ces bills, parmi les plus importants de la session, à une heure et à une date aussi tardives. On aurait dû les présenter trois semaines plus tôt, afin de pouvoir en discuter sérieusement. En ce qui le concerne, il ne se sent pas prêt à en discuter à une heure aussi tardive.

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Dit que les résolutions à ce sujet sont devant la Chambre depuis vendredi dernier et qu'on a eu le temps de les étudier.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Parle dans le même sens que le député de Huntingdon (M. G. W. Stephens). Les journaux ont déclaré que l'honorable trésorier (l'honorable J. S. Hall) avait reçu lettres et télégrammes demandant sa démission pour son attitude face à la loi sur les taxes qu'il a proposée. La question est sérieuse et demander à la Chambre de considérer cela à une heure du matin est injuste. Il dit que la loi proposée est inique et que les hommes d'affaires ont protesté contre elle.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose comme amendement à la motion, appuyé par le représentant de Bonaventure (M. H. Mercier), Que le mot "maintenant" soit retranché et que les

mots: "dans six mois à dater d'aujourd'hui", soient ajoutés à la fin de la proposition.

M. L'ORATEUR: Déclare cette motion en amendement hors d'ordre, parce qu'elle a été proposée trop tard, l'enregistrement des votes ayant été demandé dans la motion principale.

Et la question étant mise aux voix, Que le bill soit maintenant lu la deuxième fois, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Allard, Baker, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Cartier, Casgrain, Châteauvert, Chicoyne, England, Girard (Lac-Saint-Jean), Grenier, Hackett, Hall, Kennedy, King, Lacouture, McDonald, McIntosh, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Panneton, Pelletier, Petit, Poirier, Rioux, Savaria, Simpson, Spencer, Taillon, Tellier, Tétreau, 35.

CONTRE: MM. Bernatchez, Dechêne, Girard (Rouville), Gladu, Gosselin, Laliberté, Marchand, Mercier, Morin, Parent, Pinault, Stephens, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, 15.

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

### Dette publique

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5): Propose, appuyé par le représentant de Nicolet (l'honorable L. Beaubien), que le bill (bill no 147) concernant la dette publique soit maintenant lu la deuxième fois.

M. G. W. STEPHENS (Huntingdon): Dit qu'il est trop tard, et qu'à cette heure matinale, tout le monde se fiche des finances et viderait avec plaisir le Trésor public si on leur demandait de voter.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Propose comme amendement, appuyé par le représentant de Portneuf (M. J. Tessier), que le mot "maintenant" soit retranché et que les mots: "dans six mois à dater d'aujourd'hui", soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Bernatchez, Dechêne, Girard (Rouville), Gladu, Gosselin, Laliberté, Marchand, Mercier, Morin, Parent, Pinault, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, 14.

CONTRE: MM. Allard, Baker, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Cartier, Casgrain, Châteauvert, Chicoyne, England, Girard (Lac-Saint-Jean), Grenier, Hackett, Hall, Kennedy, King, Lacouture, McDonald, McIntosh, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Panneton, Pelletier, Petit, Poirier, Rioux, Savaria, Simpson, Spencer, Taillon, Tellier, Tétreau, 35.

Ainsi, il est résolu dans la négative.

Alors la question principale étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

### Enregistrement des titres

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions relatives à l'enregistrement des titres dans les comtés de Mégantic et de Lotbinière en ce qui a rapport aux paroisses de Saint-Sylvestre et Saint-Patrice-de-Beaurivage.

Adopté.

#### En comité:

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Attendu que le dix-sept mars mil huit cent quarante-cinq, par la loi 8 Victoria, chapitre 21, la paroisse de Saint-Sylvestre a été détachée du comté de Lotbinière et annexée au comté de Mégantic pour les fins d'enregistrement;

Attendu que, par la mise en vigueur des statuts refondus pour le Bas-Canada, le trente et un janvier mil huit cent soixante et un, la loi suscitée se trouve révoquée; et vu les dispositions de l'article 72 des statuts refondus de la province de Québec, le numéro 36 du dit article décrétant que la division d'enregistrement de Lotbinière comprend le comté de Lotbinière, et le numéro 38, que la division d'enregistrement de Mégantic comprend le comté de Mégantic;

Attendu qu'à compter du trente et un janvier mil huit cent soixante et un, la paroisse de Saint-Sylvestre, telle que délimitée lors de la passation de la loi 8 Victoria, chapitre 21, c'est-à-dire la paroisse actuelle de Saint-Sylvestre et les parties suivantes de la paroisse de Saint-Patrice-de-Beaurivage qui ont été détachées de Saint-Sylvestre lors de l'érection de la paroisse de Saint-Patrice-de-Beaurivage par proclamation publiée dans la Gazette officielle de Québec du quinze juin mil huit cent soixante-douze, savoir: "les concessions Belfast, Saint-Charles, Saint-David, Des Chutes, Saint-Patrice, McKee's Gore et les parties des concessions Saint-Joseph alias Saint-Jacques, Saint-Jean, Saint-Martin, Saint-Philippe, Sainte-Anne, Chemin Craig Est, Chemin Craig Ouest, ainsi que la partie de la concession Armagh située au sud-est de la rivière La Fourchette, se trouvent à former partie de la division d'enregistrement de Lotbinière;

Attendu que, nonobstant les dispositions des dits statuts, des titres, instruments et documents affectant les propriétés immobilières de la dite paroisse de Saint-Sylvestre ont continué à être enregistrés dans le comté de Mégantic, et que ceux qui affectaient les propriétés de la paroisse de Saint-Patrice-de-Beaurivage, dans le comté de Lotbinière, ont été enregistrés indifféremment dans ce dernier comté et dans le comté de Mégantic;

Attendu qu'il peut résulter de cet état de choses de graves inconvénients pour les parties intéressées et qu'il convient d'y remédier; qu'il soit en conséquence:

1. Résolu, Que la paroisse de Saint-Sylvestre, dans le comté de Lotbinière, telle que délimitée lors de son annexion au comté de Mégantic pour les fins d'enregistrement, en vertu de la loi 8 Victoria, chapitre 21, savoir: la paroisse de Saint-Sylvestre, telle qu'actuellement délimitée, et la partie susdécrite qui en a été détachée en mil huit cent soixante-douze, pour former partie de la paroisse de Saint-Patrice-de-Beaurivage, seront, par la loi à être basée sur les présentes résolutions, déclarées faire partie et avoir toujours fait partie du dit comté de Mégantic pour les fins d'enregistrement, à compter de la mise en vigueur de la dite loi 8 Victoria, chapitre 21, nonobstant toutes lois contraires.

Adopté.

2. Résolu, Qu'en conséquence de la résolution précédente, tous les enregistrements de titres ou documents affectant la propriété immobilière de la paroisse actuelle de Saint-Sylvestre et de la partie de la paroisse de Saint-Patrice-de-Beaurivage qui a été détachée de Saint-Sylvestre en mil huit cent soixante-douze comme susdit, qui ont été faits contrairement à la loi depuis le trente et un janvier mil huit cent soixante et un, dans le bureau d'enregistrement du comté de Mégantic, seront, par la dite loi, déclarés légaux.

Adopté.

3. Résolu, Que si des enregistrements de titres ou documents affectant la propriété immobilière de la paroisse de Saint-Sylvestre et de la susdite partie de la paroisse de Saint-Patrice-de-Beaurivage ont été faits dans le bureau d'enregistrement du comté de Lotbinière, ils seront aussi déclarés légaux; mais le registrateur de ce dernier comté devra en transférer des copies certifiées par lui au registrateur du comté de Mégantic, dans les délais et au coût qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer, tel coût devant être payé à même le fonds consolidé du revenu de la province.

Que ces copies devront être inscrites lisiblement suivant la date de chaque enregistrement, dans un livre spécial, intitulé: "Livre spécial des enregistrements affectant les immeubles de la paroisse de Saint-Sylvestre et de la partie de Saint-Patrice-de-Beaurivage qui a été détachée de Saint-Sylvestre en 1872".

Adopté.

4. Résolu, Que la résolution précédente s'appliquera également, "mutatis mutandis", au registrateur du comté de Mégantic dans le cas où des titres ou documents affectant la propriété immobilière de Saint-Patrice-de-Beaurivage, autre que celle de la partie qui a été détachée de Saint-Sylvestre en mil huit cent soixante-douze, auraient été enregistrés dans le bureau d'enregistrement du comté de Mégantic.

Adopté.

5. Résolu, Qu'après la livraison du livre spécial mentionné dans les résolutions 3 et 4, le registrateur qui en aura la garde pourra donner des

copies ou extraits des titres ou documents qui s'y trouveront inscrits, et exécuter tous autres actes officiels à cet égard, de la même manière et au même effet que si les originaux avaient été enregistrés dans son bureau, et demander et recevoir les honoraires qu'il appartient.

Que les copies ou extraits ainsi donnés et tous autres actes officiels ainsi exécutés voudront "prima facie", à toutes fins que de droit, tout comme s'ils avaient été donnés, parfaits et exécutés par le registrateur qui avait la garde des originaux.

Adopté.

6. Résolu, Que le numéro 36 de l'article 72, étant le tableau des divisions d'enregistrement dans les statuts refondus de la province de Québec, sera amendé en ajoutant dans la seconde colonne, après le mot: "Lotbinière", les mots: "moins la paroisse de Saint-Sylvestre et les concessions Belfast, Saint-Charles, Saint-David, Des Chûtes, Saint-Patrice, McKee's Gore, et les parties des concessions Saint-Joseph alias Saint-Jacques, Saint-Jean, Saint-Martin, Saint-Philippe, Sainte-Anne, Chemin Craig-Est, Chemin Craig-Ouest, ainsi que la partie de la concession Armagh, située au sud-est de la rivière La Fourchette, dans le comté de Lotbinière", étant la partie de la paroisse de Saint-Patrice-de-Beaurivage qui a été détachée de Saint-Sylvestre, en 1872.

Adopté.

7. Résolu, Que le numéro 38 du même tableau sera aussi amendé en ajoutant dans la seconde colonne, après le mot: "Mégantic", les mots: "plus la paroisse Saint-Sylvestre et les concessions Belfast, Saint-Charles, Saint-David, Des Chutes, Saint-Patrice, McKee's Gore, et les parties des concessions Saint-Joseph alias Saint-Jacques, Saint-Jean, Saint-Martin, Saint-Philippe, Sainte-Anne, Chemin Graig-Est, Chemin Graig-Ouest, ainsi que la partie de la concession Armagh située au sud-est de la rivière La Fourchette, dans le comté de Lotbinière", étant la partie de la paroisse de Saint-Patrice de Beaurivage qui a été détachée de Saint-Sylvestre en 1872.

Adopté.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions, et propose que le rapport soit maintenant reçu.

Adopté. Les résolutions sont lues pour la première fois.

### Documents:

#### Exposition de Chicago

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre, du 28 novembre 1893, pour un état des dépenses encourues par les commissaires de la province de Québec à l'exposition de Chicago. (Document de la session no 83)

### Vente d'un immeuble place Jacques-Cartier

L'HONORABLE G.-A. NANTÉL (Terrebonne): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions relatives à la vente d'un immeuble situé sur la place Jacques-Cartier, Montréal, et informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions, et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre.

Adopté.

### En comité:

L'HONORABLE G.-A. NANTÉL (Terrebonne): Attendu que les lots de terre formant le carré compris entre les rues Notre-Dame, Saint-Claude, LeRoyer et la place Jacques-Cartier, dans la cité de Montréal et appartenant au gouvernement de la province de Québec, ont été vendus à l'enchère le vingt-quatre octobre mil huit cent quatre-vingt-treize, conformément aux dispositions de l'article 2221 des statuts refondus et des ordres en conseil numéros 349 et 506 de l'année mil huit cent quatre-vingt-treize, et qu'ils ont été adjugés pour la plus grande partie, à la corporation de la cité de Montréal;

Attendu que la dite corporation a l'intention de faire l'acquisition de toute la propriété formant le carré ci-dessus, et qu'elle a demandé au gouvernement de la province de Québec une aide de dix mille piastres pour lui permettre de tenir, sur les lieux, un musée d'antiquités nationales, auquel on pourrait ajouter des musées de géologie, de minéralogie, de botanique, d'histoire naturelle ou autres de ce genre, où figureraient plus spécialement des objets de provenance canadienne et attendu qu'une telle institution serait avantageuse pour le public; qu'il soit en conséquence:

1. Résolu, Qu'une remise de dix mille piastres soit accordée à la corporation de la cité de Montréal sur le prix des terrains qui lui ont été adjugés le vingt-quatre octobre mil huit cent quatre-vingt-treize, à la condition expresse que la dite corporation s'engage à tenir sur les lieux ainsi achetés, à compter du premier juillet mil huit cent quatre-vingt-quinze, un musée archéologique, historique et scientifique canadien, où le public pourra avoir accès gratuitement; telle remise ne devant néanmoins modifier en aucune manière les conditions de l'adjudication du vingt-quatre octobre mil huit cent quatre-vingt-treize et les charges et obligations qui en découlent.

2. Résolu, Que le gouvernement soit autorisé à passer acte avec la dite cité, pour assurer l'exécution des obligations ci-dessus, avec droit d'imposer telles autres conditions qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Combat la vente de cette propriété qui a été faite à vil prix. Il propose que ces résolutions ne soient lues que dans six mois.

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Dit que cette vente a été faite au meilleur prix possible, et les journaux de toutes couleurs l'ont félicité. Nous demandons une remise de \$10, 000 seulement à la ville de Montréal qui rendra le Château Ramezay à ce prix.

Les résolutions sont adoptées.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a passé deux résolutions et propose que le rapport soit maintenant reçu.

Adopté. Les deux résolutions sont lues pour la première fois.

#### **Union des briquetiers de Montréal**

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose, appuyé par le représentant de Berthier (M. V. Allard), que l'honoraire de deux cents piastres payé sur le bill (bill no 88) constituant en corporation l'Union des briquetiers de Montréal, (attendu que cette union est une association de bienfaisance) soit remis, moins les frais d'impression et de traduction.

Adopté.

#### **Demande de documents:**

##### **Rivière des Hurons et marais de Saint-Dominique**

M. A.-P. CARTIER (Saint-Hyacinthe): Propose, appuyé par le représentant de Beauce (M. J. Poirier), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de tous documents, ordres en conseil et correspondance, au sujet du creusage de la rivière des Hurons, dans les comtés de Saint-Hyacinthe et Rouville, et l'assèchement du marais de Saint-Dominique, dans le comté de Saint-Hyacinthe.

Il dit que le rapport de l'ingénieur prouve que ces travaux peuvent être accomplis. Au commencement, les finances étaient dans un tel état qu'il n'était pas possible de les continuer, mais il espère qu'avec l'augmentation de revenus on les reprendra.

M. A. GIRARD (Rouville): Corrobores les paroles du député de Saint-Hyacinthe (M. A.-P. Cartier).

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Dit qu'il doit reconnaître la persistance avec laquelle le représentant de Saint-Hyacinthe (M. A.-P. Cartier) a toujours insisté pour que ces travaux se fassent au plus vite. Le gouvernement se voit obligé de retarder ces travaux parce que s'il les entreprenait dans ce comté-là, il lui faudrait faire la même chose pour plusieurs autres comtés. Là est la difficulté. Il assure le député de Saint-Hyacinthe qu'on se rendra à sa demande aussitôt qu'il sera possible.

Adopté.

#### **École polytechnique**

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose, appuyé par le représentant de Richmond (M. J. Bédard), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, documents, etc., relativement à la loi constituant en corporation l'École polytechnique.

Adopté.

#### **Société de bienfaisance et de pension de la police de Montréal**

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose, appuyé par le représentant de Richmond (M. J. Bédard), que l'honoraire de deux cents piastres payé sur le bill (bill no 34 de la session 1892) constituant en corporation la Société de bienfaisance et de pension de la police de Montréal soit remis, moins les frais d'impression et de traduction.

Adopté.

#### **Congrégation Saint-Michel de Sorel**

M. L. LACOUTURE (Richelieu): Propose, appuyé par le représentant de Berthier (M. V. Allard), que l'honoraire de deux cents piastres payé sur le bill (bill no 89) refondant la loi organique de la Congrégation de Saint-Michel de Sorel soit remis, moins les frais d'impression et de traduction.

Adopté.

La séance est levée à deux heures (a.m.)

## Séance du 30 décembre 1893

Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à onze heures vingt.

### Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement, savoir:

Bill (bill no 85) intitulé: "Loi érigeant la paroisse de Sainte-Christine, et autres terrains détachés de la municipalité de la paroisse de Saint-André-d'Acton, en municipalité locale pour les fins municipales et scolaires, et l'annexant pour le même but au comté de Bagot".

Bill (bill no 54) intitulé: "Loi érigeant la paroisse de Saint-Nazaire-d'Acton en municipalité, détachant certains lots du comté de Drummond et les annexant à la dite paroisse et au comté de Bagot, pour toutes les fins municipales et scolaires".

Bill (bill no 56) intitulé: "Loi autorisant Didier Garneau, étudiant en l'art dentaire, à exercer sa profession dans la province de Québec, en abrégant le terme de ses études et de sa cléricature, à raison de son âge et de son expérience acquise".

Et bill (bill no 145) intitulé: "Loi amendant la loi concernant l'agriculture et la colonisation, relativement aux sociétés coopératives de cercles agricoles".

### Dette publique

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 147) concernant la dette publique.

Adopté.

### En comité:

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Déclare qu'à l'avenir aucune partie des sommes dues à la province ne sera affectée au rachat de la dette. Aucune loi spéciale ne sera adoptée à cet effet, et ce sera le moyen d'éviter à la province de s'engager dans des dépenses pour de nouvelles entreprises.

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5): Mais l'argent venant du Pacifique Canadien et consacré au remboursement des dépôts en fidéi-commis pour les chemins de fer, est déjà affecté, et le gouvernement n'entend pas répudier ce statut.

Le comité ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Taxes et licences

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 133) amendant et refondant les lois 55-56 Victoria, chapitres 10 et 15, et 56 Victoria, chapitre 15, concernant certaines taxes et licences.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié.

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5): Propose que le bill, ainsi modifié en comité, soit maintenant pris en considération.

Adopté.

Les dits amendements étant lus la deuxième fois et la question étant mise aux voix, Que cette Chambre concoure avec le comité dans les dits amendements; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

### Enregistrement des titres

L'HONORABLE T. C. CASGRAIN (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture des résolutions rapportées hier du comité général relatives à l'enregistrement des titres dans les comtés de Mégantic et de Lotbinière en ce qui a rapport aux paroisses de Saint-Sylvestre et Saint-Patrice-de-Beaurivage, et informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions, et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre.

Les résolutions sont lues pour la deuxième fois et adoptées.

### Introduction de bills:

L'HONORABLE T. C. CASGRAIN (Montmorency): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 153) relatif à l'enregistrement des titres dans les comtés de Mégantic et de Lotbinière, en ce qui se rapporte aux paroisses de Saint-Sylvestre et Saint-Patrice-de-Beaurivage.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

### Enregistrement des titres

L'HONORABLE T. C. CASGRAIN (Montmorency): Propose que le bill (bill no 153) relatif à l'enregistrement des titres dans les comtés de Mégantic et de Lotbinière en ce qui se rapporte aux paroisses de Saint-Sylvestre et Saint-Patrice-de-Beaurivage soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté.

L'HONORABLE T. C. CASGRAIN (Montmorency): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.



Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Vente d'un immeuble place Jacques-Cartier**

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture des résolutions rapportées hier du comité général pour prendre en considération certaines résolutions relatives à la vente d'un immeuble situé sur la place Jacques-Cartier, Montréal.

Les résolutions sont lues pour la deuxième fois et adoptées.

#### **Ecoles publiques de Montréal**

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, que la chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 150) amendant les dispositions spéciales relatives aux écoles publiques de la cité de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

Adopté.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Ajournement**

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose, appuyé par le représentant de Nicolet (l'honorable L. Beaubien), que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi, le 2 janvier prochain, à trois heures, p. m.

Adopté.

La séance est levée à midi quinze.

### **Séance du 2 janvier 1894**

#### **Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc**

La séance s'ouvre à cinq heures trente.

#### **Documents:**

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre l'état des affaires, pour l'année 1893, de l'hospice du Sacré-Coeur de Sherbrooke. (Documents de la session no 11)

#### **Sommes payées à I.-N. Belleau**

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre, du 13 décembre 1893, pour un état indiquant toutes les sommes payées à I.-N. Belleau, écuyer, C.R., depuis le 16 décembre 1891 jusqu'au 20 novembre 1893; aussi un état indiquant pour quels services ces sommes ont été payées, quelles sommes ont été payées pour frais de voyage, déboursés, etc., etc. (Document de la session no 84)

#### **Subsides**

Le comité des subsides fait rapport à la Chambre d'une résolution adoptée le 15 novembre 1893. La Chambre adopte cette résolution.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

### **Reprise de la séance à huit heures**

#### **Subsides**

La Chambre, en conformité de l'ordre, reprend le débat ajourné sur la question proposée, vendredi le vingt-neuf décembre dernier, portant, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Et la question étant de nouveau proposé, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil;

M. J. SHEHYN (Québec-Est): Monsieur l'Orateur,

Un discours sur les finances est un sujet bien aride et guère attrayant; c'est une tâche aussi onéreuse pour moi qu'elle est ennuyeuse pour les autres.

Cependant c'est un sujet plein d'actualité qui mérite l'attention de ceux qui veulent se renseigner sur la vraie situation financière.

Comme c'est la première fois, depuis ce Parlement, que j'occupe l'attention de la Chambre, j'ose croire qu'elle voudra bien m'accorder sa bienveillante attention, d'autant plus qu'elle doit être intéressée à connaître la contrepartie des exposés financiers du trésorier (l'honorable J.S. Hall).

M. L'Orateur, j'ai éprouvé beaucoup d'hésitation avant d'entreprendre une telle tâche; mais après les attaques réitérées de l'honorable trésorier sur ma gestion financière, pendant ces trois

dernières années, lorsqu'il était à sa connaissance qu'un état de santé plus que précaire ne me permettait pas de repousser comme elles le méritaient ses prétentions fallacieuses, il est de mon devoir, quand bien même je devrais en souffrir physiquement, d'exposer à la Chambre comme au pays les assertions plus qu'erronées de nos adversaires.

Pendant cinq ans l'administration financière du gouvernement Mercier a été attaquée en Chambre, dans la presse et sur les tribunes populaires avec une violence inouïe, par des adversaires qui avaient été, pendant leur gestion, si prodigues des deniers publics et qui avaient endetté la province pour une somme de \$23,000,000.00.

Une fois dans l'Opposition, nos adversaires n'ont cessé de crier sur tous les tons que la province était ruinée, ses ressources épuisées et insuffisantes pour faire face à ses obligations.

Ces assertions, répétées avec tant de persistance, ont eu leur écho, non seulement au Canada, mais aussi à l'étranger; elles ont, sans aucun doute, nui au crédit de la province sur le marché monétaire de Londres et créé un malaise dont l'impression ne s'effacera que difficilement de l'esprit des capitalistes dont on peut encore avoir besoin.

Pour juger sainement de la situation, il est nécessaire de rappeler l'histoire financière de notre province, de montrer les causes et l'étendue de la dette publique, de remonter à la source des déficits et des emprunts et de donner à chacun la part de responsabilité qui lui appartient légitimement.

Le tableau suivant servira à établir l'état de la dépense excédant les recettes normales, de 1876 à 1887:

#### **Etat des dépenses spéciales ou extraordinaires de nos prédécesseurs de 1876 au 31 janvier 1887 en dehors des dépenses ordinaires**

Dette consolidée au 31 janvier 1887 .....	\$18,155,013.33
Dette flottante au 31 janvier 1887 .....	3,708,198.42
Recettes spéciales .....	2,233,000.00
Surplus en caisse accumulés de 1867 à 1876 .....	976,045.48
Montant payé en vertu de contrats pré-existants et d'arrérages d'obligations contractées par nos prédécesseurs avant le 31 janvier 1887 .....	1,142,690.11
	<u>26,214,947.34</u>

Les recettes spéciales dont il est fait mention dans l'état ci-dessus se décomposent comme suit:

Remboursement au fonds d'emprunt municipal environ .....	800,000.00
Recouvrement d'assurances sur les édifices détruits par le feu .....	126,000.00
Vente de la prison de réforme de Saint-Vincent-de-Paul .....	118,000.00
Vente de la prison de Québec .....	10,000.00
Remboursement et vente de vieux matériaux à compte du chemin de fer du Nord .....	354,000.00
Avance faite par le gouvernement fédéral et les provinces, montant sur lequel nous payons l'intérêt et qu'en vertu de la sentence arbitrale le gouvernement va être obligé de rembourser et bien au-delà .....	625,000.00
Débetures du palais de justice .....	200,000.00
	<u>2,233,000.00</u>

Ainsi, par le tableau qui précède, nos adversaires, qui criaient si fort sur le chapitre de la dépense, lorsque nous avions la gestion des affaires, se montraient parfaitement satisfaits d'une dépense excédant de \$2,000,000.00 par année, du moment qu'elle était le résultat de leur oeuvre.

Cette dépense, d'après eux, était tout à fait légitime et l'Opposition d'alors avait tort de les prendre à partie; car toujours, suivant leur théorie à cette date, c'était le seul moyen d'avancer les intérêts de la province en général et de développer nos ressources naturelles. Si l'Opposition osait élever la voix contre leur extravagance, on lui répondait que ses idées étaient arriérées et que de nos jours de telles dépenses étaient indispensables pour le bien-être de la province. Telles étaient à cette époque leurs vues sur le chapitre de la dépense.

On nous citait, comme exemples, les budgets actuels des grandes nations de l'Europe, comparés avec ce qu'ils avaient été une quinzaine d'années auparavant.

Nos adversaires trouvaient alors qu'une dette publique contractée pour de grands travaux d'intérêt général n'était pas un fardeau ni une cause d'appauvrissement pour un pays. C'était au contraire, d'après eux, un des plus efficaces et des plus puissants moyens de développer ses ressources naturelles et d'augmenter sa richesse nationale. Voici ce que disait en Chambre un de leurs plus puissants partisans:

'Il sera toujours à l'honneur des gouvernements conservateurs qui ont administré les affaires publiques de cette province depuis 1867, d'avoir su apprécier le vrai caractère national de la tâche qui leur incombait; ils ont compris qu'ils devaient répondre aux grandes idées de progrès,

aux fécondes aspirations qui ont eu cours dans la province depuis l'Union. Refuser de sortir des limites restreintes du budget provincial des dépenses, telles que tracées, pour le début, par les auteurs de la Confédération, c'est le futile prétexte d'une économie mal entendue, c'eût été manquer à un devoir sacré, se montrer indigne de son rôle d'homme d'Etat, et comprimer l'élan vers la prospérité qui se manifeste jusqu'aux extrémités de la province. Le Parti conservateur, chargé de nos destinées, n'a pas commis cette faute capitale, il a été à la hauteur de sa position, de sa responsabilité, de sa mission. La province voulait progresser, il l'a secondée avec ardeur, mais avec prévoyance et avec discernement dans ses travaux, dans ses constants et patriotiques efforts. Les gouvernements conservateurs, comme la province elle-même, ont compris qu'il nous fallait lutter d'énergie avec les autres membres de la Confédération, pour ne pas rétrograder et perdre graduellement la position avancée que nous occupons. Rester stationnaires pendant que les autres auraient marché rapidement, c'eût été se vouer à un isolement fatal dans un avenir prochain. Etre inactifs par crainte des responsabilités financières, lorsque partout autour de nous les travaux du capital, unis dans une même oeuvre de progrès, eussent accompli des prodiges, c'eût été donner raison de nous accuser de ne rien vouloir faire pour contribuer au développement du pays dans lequel nous jouissons des plus grandes, des plus belles et des plus chères libertés".

Voilà, M. l'Orateur, la politique de nos adversaires lorsqu'ils étaient au pouvoir: dépenser largement sans se préoccuper des déficits annuels qui étaient alors à l'ordre du jour.

Quelle a été la conduite des mêmes hommes dans les froides régions de l'Opposition? Eux, dont les instincts sur les banquettes ministérielles les portaient à dépenser si librement les deniers publics, deviennent tout-à-coup pessimistes dans l'Opposition. Leur caractère n'est plus ce qu'il était. Devenus maussades, ombrageux et intraitables, ils ne voient plus que ruine et extravagance dans la politique de ceux qui les ont remplacés.

Il est vrai que pour des gens habitués comme ils l'étaient à vivre largement, la transition était bien de nature à refroidir malgré eux leurs généreux instincts. Aussi, regrettant le pouvoir perdu, il fallait voir avec quel acharnement ils attaquaient notre politique. Habités à agir avec tant de largesses sur les banquettes ministérielles, une fois descendus du pouvoir, ils étaient devenus

avares des deniers publics. Ils poussaient l'esprit d'opposition jusqu'au point de nous accuser d'extravagance, lors même que ces dépenses étaient destinées à liquider leurs propres obligations, ou, pour me servir de leur langage, à solder leurs propres extravagances.

On poussait l'esprit d'opposition et d'acharnement contre notre administration jusqu'au point de trouver des déficits là où il y avait réellement du surplus. On confondait à dessein les dépenses ordinaires avec les dépenses extraordinaires afin d'établir des déficits imaginaires.

On présentait toute espèce d'états erronés sur la situation financière, dans le but d'induire les électeurs en erreur sur notre vraie politique et d'exciter leurs préjugés. On peut juger par cette conduite contradictoire de nos adversaires au pouvoir et dans l'Opposition, jusqu'à quel point on peut ajouter foi à leurs assertions entachées de préjugés et de fanatisme politique. Ce sont les mêmes hommes cependant qui, en 1883, blâmaient ceux qui leur "refusaient de sortir des limites restreintes du budget provincial des dépenses, qui voulaient leur imposer une économie mal entendue, qui leur reprochaient de répondre aux grandes idées de progrès, aux fécondes inspirations qui ont eu cours dans la province". En 1883, "c'eût été manquer à un devoir sacré, se montrer indigne de son rôle d'homme d'Etat, que de comprimer l'élan vers la prospérité qui se manifestait avec énergie". Pendant notre règne, notre politique, d'après eux, était ruineuse, car la faute capitale a changé de place en même temps que nos adversaires ont changé de sièges à la Chambre. En 1883, il ne fallait pas être inactifs par crainte de responsabilité financière; nos adversaires ne voyaient alors aucun danger à ce que la province s'endettât; l'accumulation d'une dette par des déficits, l'insuffisance des revenus ne leur causaient aucune inquiétude; ils ne tenaient aucun compte de l'augmentation des dépenses; ils n'éprouvaient aucune alarme pour l'avenir; mais alors ils étaient au pouvoir. Une fois dans l'Opposition, leurs idées changent tout-à-coup: plus de politique de progrès, plus d'avancement. Ils nous accusaient d'augmenter la dette et cependant pourquoi cette augmentation, sinon en grande partie pour solder des obligations qu'ils nous avaient léguées, et pour terminer cette politique de progrès dont ils faisaient un si bel éloge en 1883?

Etat du montant dont nos prédécesseurs sont responsables sur une dette totale de \$33,000,000.

Etablissons maintenant en quoi consiste ce montant dont ils sont entièrement responsables:

Au 31 janvier 1887 la dette consolidée était de .....18,155,013.33

Montant dû entièrement à la politique de nos prédécesseurs.

En outre de cette dette consolidée il faut tenir compte de la dette flottante contractée avant le 31 janvier 1887 et incluse dans le passif préparé par les officiers du Trésor:

Emprunts temporaires.....	500,000.00
Fonds en fidéicommis.....	229,227.67
Mandats non payés.....	16,196.78
Déficit réel entre les recettes et les dépenses ordinaires	
de 1887.....	315,606.16
Balance des subsides en argent accordés avant 1886.....	579,732.25
Subsides en terres accordés en 1886 aux ctes de chemins	
de fer à 35 centins l'acre.....	1,543,428.50
Pour édifices du palais législatif et palais de justice à Québec ...	427,937.06
Réclamations contre le chemin de fer Q.M. O. et O.....	64,070.00
Perte sur dépôt dans la Banque d'Echange.....	27,000.00

3,708,198.42

En outre de ces divers montants nous avons été obligés de payer en vertu de contrats pré-existants et d'obligations contractées par nos prédécesseurs les sommes suivantes:

Pour le palais législatif.....	476,748.96
Palais de justice.....	357,467.22
Explorations dans les comtés de Dorchester et autres, en	
vertu d'une résolution de la Chambre le 14 juin 1886.....	10,000.00
Produit de l'assurance sur l'ancien hôtel du Parlement remis	
avec le terrain au gouvernement fédéral afin de nous libérer	
d'une rente foncière perpétuelle de 4,440.00 payable sur	
cette propriété improductive.....	32,765.00
Arrérages aux Terres de la couronne pour faire face à des	
obligations contractées avant le 31 janvier 1887.....	55,844.93
Compensations et frais résultant d'erreur d'arpentages de	
terrains, comté de Rouville, ancienne réclamation.....	10,500.00
Réclamation Lockwood.....	10,000.00
Héritiers Langelier.....	5,000.00
Corporation de la ville de Saint-Jean.....	3,500.00
Impression des statuts pour rectifier une omission en 1878.....	6,500.00

#### ESTIMÉ DE 1892

Palais législatif.....	20,000.00
Statues Hébert.....	32,000.00
Balance due pour achat de terrain et autres réclamations	
en rapport avec la construction du Q. M. O. et O.....	122,364.00

1,142,690.11  
3,708,198.42  
18,155,013.33

Total du montant sur la dette publique dont nos prédécesseurs  
sont entièrement responsables..... 23,005,901.86

On voit par ce tableau quelle est la part de responsabilité de nos adversaires relativement à la dette totale de la province. Il est donc inutile pour moi de m'arrêter sur cette partie de la politique de nos adversaires.

La dette totale de la province représentée, par les  
emprunts à longs termes était, au 30 juin 1891 de..... \$21,383,696.67  
Nouvel emprunt de \$10,000,000 autorisé pour couvrir la  
dette flottante qui s'élevait en décembre 1890 à..... 10,862,353.00

32,246,049.67

Sur cette somme nos prédécesseurs sont responsables,  
ainsi que je viens de l'établir, pour. . . . . 23,005,901.86

Balance. . . . . 9,240,147.81

Il faut ajouter à ce montant la différence entre les  
recettes et les dépenses ordinaires en 1891, soit. . . . . 638,376.00

Montant attribuable à la politique Mercier. . . . . 9,878,523.81

Examinons maintenant en quoi consistait approximativement cette somme de. . . . . 9,878,523.81

Règlement des biens des Jésuites. . . . . 400,000.00

Codification des lois. . . . . 107,991.00

Construction d'une école normale, Québec. . . . . 73,000.00

Construction de ponts en fer de 1888 à 1893. . . . . 399,389.51

Nouvelle prison à Montréal. . . . . 400,000.00

Palais de Justice de 1888 à 1892. . . . . 413,742.72

Palais de Justice en 1893. . . . . 152,751.00

Palais de Justice en 1894. . . . . 271,000.00

Grains de semence. . . . . 50,000.00

Ecole du soir. . . . . 110,000.00

Colonisation. . . . . 50,000.00

Subventions accordées aux compagnies de chemins de fer. . . . . 7,298,567.88

9,728,442.11

On peut établir par ce tableau quelle est la responsabilité de nos adversaires et la nôtre. En outre, ce tableau fait voir d'une manière approximative en quoi consiste la dette flottante. On peut constater que sur cette dette flottante de \$9,878,523.81 les subventions accordées aux compagnies de chemin de fer, et dont nos adversaires sont responsables avec nous pour moitié, s'élève à la somme de \$7,298,567.88. Tout de même ces honorables messieurs dans leurs attaques, dans la presse, en Chambre et devant le public, ont condamné les dépenses en bloc, et ont feint d'ignorer qu'ils avaient voté pour la majeure partie de ces mêmes dépenses. Il est bien facile de le constater en examinant les détails qui se trouvent dans ce tableau.

Le tableau suivant indique la dépense, à compte du capital, de 1887 à 1891, y compris les travaux publics et les subventions aux chemins de fer. En un mot, tout ce qui a été dépensé au-delà de nos recettes normales.

**Etat des dépenses à compte  
du capital de 1887 à 1891:**

Pour 1886-1887. . . . .	\$1,456,911.28
Pour 1887-1888. . . . .	858,920.62
Pour 1888-1889. . . . .	1,304,435.24
Pour 1889-1890. . . . .	1,473,067.36
Pour 1890-1891. . . . .	<u>2,414,251.54</u>

Total dépense à compte du capital. \$7,507,586.04

Comme l'on voit, cette dépense s'élève à la somme de \$7,507,586.04. Ces chiffres sont puisés dans les documents officiels et s'accordent avec ceux qui ont été fournis par l'honorable trésorier (l'honorable J.S. Hall) lui-même dans son tableau no 1, annexé à son discours sur le budget de 1892. La moyenne de nos dépenses en sus de nos revenus est donc de un million et demi par année. L'honorable trésorier, dans son discours au Wind-

sor, à Montréal, et dans ses discours budgétaires en Chambre, a mis sur notre compte le total de cette dépense, comme étant attribuable à notre politique.

Je ne sais pas si c'est par une erreur cléricale ou autrement, mais il a oublié un fait bien important, c'est qu'au moins la moitié de cette dépense découle des obligations et des dettes laissées en souffrance par nos prédécesseurs lorsque nous sommes arrivés au pouvoir. Ainsi donc, au lieu de un million et demi de dépenses attribuables à notre politique, il aurait dû loyalement et franchement déclarer que nous n'étions réellement responsables que de la moitié de ce qu'il mettait à notre charge. Mais malheureusement, dans son zèle de néophyte, il fallait écraser à tout jamais des adversaires qui leur portaient ombrage; c'est pour cette raison, je présume, qu'il n'a pas eu le courage d'admettre leur part de responsabilité dans cette même dépense.

L'honorable trésorier a été bien injuste à mon égard, et je ne vois dans son discours au Windsor et dans ses discours budgétaires qu'exagération dans les états qu'il a soumis à la Chambre et au pays. Ainsi, pour vous donner une idée de sa manière de procéder, dans son discours au Windsor, il disait: "M. Shehyn commence donc l'année de 1888 avec une dette de \$1,488,106.86, tant en emprunt qu'en fidéicommiss, et en appoints de montants non soldés". En lisant ce paragraphe, la Chambre et le pays sont portés à croire que nous commençons l'année 1888 avec une dette de \$1,488,106.86 contractée par nous, tandis que cette somme est entièrement attribuable à leur politique. L'honorable trésorier ne doit pas oublier que lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, au 31 janvier, 1887, il n'y avait pas un centin de disponible en caisse et qu'en outre la province devait à cette époque \$729,105.25 en fidéicommiss et en emprunts temporaires; et que, pour couvrir leurs dépenses et leurs obligations jusqu'à la fin

de l'année fiscale, nous avons été obligés d'avoir recours à deux emprunts temporaires s'élevant à la somme de \$600,000. L'honorable trésorier fait aussi allusion, dans ce même discours, au montant de \$957,463.35 qu'il y avait en caisse au 30 juin 1886, mais il a bien soin de ne pas dire un mot de la somme de \$750,000. qu'il devait, à cette date, en emprunts temporaires, et lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, tout avait été dépensé et il restait encore à cette date \$500,000 d'emprunts temporaires, à part des fidéicommiss.

Autre erreur de l'honorable trésorier dans ce même discours. Il dit que la dette consolidée de la province à cette date du 30 juin 1887 était de \$18,854,353.34, tandis qu'à cette même date elle n'était que de \$18,127,233.33, ce qui fait une différence d'au-delà de \$700,000. Ce qui est de nature à faire croire au public que nous avons augmenté de cette somme la dette consolidée, depuis le 31 janvier 1887 au 30 juin de la même année. Dans un autre endroit de son discours au Windsor, il porte le montant de la dette fondée au 30 juin 1888 à la somme de \$22,454,353, tandis qu'elle n'était à cette même date que de \$21,570,333, donc une exagération de \$884,020. Pour l'année 1891, il déclare que la dette consolidée de la province était à la date du 30 juin

1891, de \$22,354,353.34, tandis qu'en réalité, elle n'était que de \$21,383,453., comme il est facile de le constater par l'état du passif et de l'actif dans son propre discours budgétaire de 1892. Voilà donc encore une exagération d'une somme d'environ un million.

Dans le même discours, page 24, intitulé: Sommaire de l'actif et du passif, il donne comme passif à cette date un montant de \$34,888,207.05, tandis qu'il n'était que de \$33,581,877.34, c'est donc une exagération de un million et trois cents quelques mille piastres. Voilà pour la dette totale.

Pour la dette nette de la même année, il donne la somme de \$23,748,653.75, tandis qu'elle n'était que de \$22,442,324.04. Il en est ainsi pour le passif et l'actif, portant la date du 17 décembre 1891, où l'on trouve la même exagération.

On peut voir par les citations que je viens de faire combien les états qu'il a produits et exposés, en cette circonstance et dans bien d'autres, étaient exagérés et erronés.

Chose singulière, on peut supposer que, dans un discours sur les finances, il puisse se glisser des erreurs cléricales d'un côté comme de l'autre, mais, ce qui est étonnant c'est que ses erreurs sont toujours de nature à exagérer les chiffres de ses adversaires.

#### Etat comparatif des dépenses ordinaires

##### DEFICITS

##### Régime Conservateur

	Recettes	Dépenses
1880 .....	2,342,412.32	2,830,022.80
1881 .....	3,191,778.99	3,566,612.07
1882 .....	3,419,370.94	3,628,229.16
1883 .....	2,755,707.21	3,096,943.27
	<u>11,709,269.46</u>	<u>13,121,807.30</u>
		11,709,269.46
Déficit .....		1,412,537.84
De 1880 à 1883 les dépenses sont 12 par cent de plus que les recettes.		
1884 .....	2,823,565.30	3,124,619.94
1885 .....	2,926,147.95	2,936,733.86
1886 .....	2,949,562.12	3,042,607.25
1887 .....	2,965,566.62	3,288,797.78
	<u>11,664,842.02</u>	<u>12,382,758.83</u>
		11,664,842.02
Déficit .....		717,916.81
De 1884 à 1887 les dépenses sont 6 par cent de plus que les recettes.		

## Régime National

1888	3,738,228.39	3,365,032.36
1889	3,625,115.20	3,543,618.64
1890	3,536,783.79	3,881,672.95
1891	3,457,144.32	4,095,520.45
	14,357,271.70	14,885,844.40
		14,357,271.70

Déficit ..... 528,572.70

De 1888 à 1891 les dépenses sont 3 5/8 par cent de plus que les recettes.

Que valent, en présence de ces chiffres, les clameurs de nos adversaires? Que valent leurs accusations d'extravagance pendant notre régime?

Il est évident que, si nous n'avons pas évité entièrement les déficits, au moins il y a une grande amélioration comparée à la gestion de nos prédécesseurs.

## Les recettes et les déficits sous le régime conservateur:

	Recettes	Déficits
1875	2,036,868.91	23,910.05
1877	2,397,382.55	74,170.61
1878	2,018,481.63	558,689.14
1879	2,201,215.39	514,334.01
1880	2,342,412.32	487,610.48
1881	3,191,777.99	374,833.08
1882	3,419,370.94	208,858.22
1883	2,755,707.21	341,230.06
1884	2,823,565.30	301,054.64
1885	2,926,147.95	10,585.91
1886	2,947,562.15	83,045.10
1887	2,965,566.62	323,231.16
Déficit total de 12 années		3,301,558.57

## Régime National

1888	3,738,228.39	}
1889	3,625,115.20	
1890	3,536,783.79	
1891	3,457,144.32	
Déficit total des 4 années		528,572.70

Le déficit des deux dernières années a été causé moins par un surcroît de dépenses que par une réduction du revenu surtout des terres de la couronne, occasionnée par la stagnation du commerce de bois sur lequel le gouvernement provincial n'a aucun contrôle.

Il n'appartient pas à ceux qui ont créé cette longue série de déficits annuels de venir accuser le gouvernement Mercier de n'avoir pas réparé en quatre ans les extravagances de douze années de mauvaise administration.

## Dépenses ordinaires du régime Mercier comparées au régime actuel:

## Régime actuel

1893 Dépenses ordinaires	3,952,259.00	
1894 Estimation budgétaire	3,851,161.00	
1895 Estimation budgétaire	3,910,000.00	
Moyenne par année	3,904,473.00	11,713,419.00

## Régime Mercier

1889 Dépenses ordinaires .....	3,543,618.64	
1890 Dépenses ordinaires .....	3,881,672.95	
1891 Dépenses ordinaires .....	<u>4,095,520.45</u>	
		11,520,812.04
		\$192,607.00
Moyenne par année .....	3,840,271.00	
En ajoutant aux estimations de 1891:		
Estimés supplémentaires environ .....	100,000	
Mandats spéciaux .....	<u>50,000</u>	150,000.00
Dépenses en plus que sous le régime Mercier .....		\$342,607.00

Vous vous rappelez, M. l'Orateur, les paroles de nos adversaires lorsqu'ils nous accusaient d'extravagance sur le chapitre de la dépense ordinaire et qu'ils nous donnaient comme type de comparaison l'année 1886 où la dépense n'avait été que de trois millions. Ils prétendaient qu'ils se faisaient fort de gouverner la province avec un montant de 3 millions. On peut voir par l'état ci-dessus la sincérité de leurs prétentions. On criait dans leur presse et dans les assemblées publiques qu'on ruinait la province en dépensant une moyenne de \$3,840,271.00 par année; que voyons-nous aujourd'hui? Ces mêmes hommes, qui criaient si fort contre la dépense, la portent de suite à \$3,904,473.00. Il est facile de voir que leurs déclamations n'étaient pas sérieuses, et que tout ce qu'ils voulaient, c'était de reprendre le pouvoir qu'ils avaient perdu.

Etat représentant l'augmentation du passif de la province de 1887 à 1893 et pour quelles fins

1887 subsides aux chemins de fer .....	736,896.70	
1888 .....	648,275.30	
1889 .....	1,049,847.00	
1890 .....	327,417.97	
1891 .....	885,255.00	
1892 .....	744,267.49	
1893 .....	<u>841,085.36</u>	
		5,233,044.82
1893 Balance des subventions non payées au 30 juin 1893 .....	4,793,203.95	
		\$10,026,248.77
Dépenses spéciales de 1887 à 1893 .....	4,425,269.15	
		\$14,451,517.92
Déficit de 1888 à 1891 .....	528,572.70	
		\$14,980,090.62
Moins recettes spéciales 1887 à 1891 .....	195,602.29	
Total des dépenses spéciales et des subventions aux compagnies de chemins de fer .....		\$14,784,488.33
A déduire sur le montant de .....	14,784,488.33	
La dette flottante de nos prédécesseurs telle qu'établie dans le tableau indiquant le montant total de la dette créée avant 1887, soit .....	<u>4,850,888.53</u>	
La balance attribuable à notre politique est donc de .....		\$9,933,599.80

De cette somme il faut encore déduire les items qui ont été votés par ceux qui nous accusent aujourd'hui d'extravagance.



Les subsides votés en 1888 à certaines compagnies de chemins de fer (page 105, journaux de la Chambre)	
en argent .....	1,993,382.00
3,235,000 acres de terre qui, convertis à 35 centins, représentent .....	1,132,250.00
Règlement de la question des biens des Jésuites .....	400,000.00
Grains de semence en vertu d'une résolution de la Chambre, proposée par le député de Québec-Est (M. J. Shehyn) et supportée par le représentant de Chambly l'honorable L.-O. Taillon) .....	50,000.00
Les sommes dépensées pour terminer la refonte des statuts .....	107,997.40
Les ponts en fer, de 1888 à 1893 .....	399,389.51
Subvention accordée aux protestants pour établir une asile d'aliénés .....	17,821.29
Agrandissement du palais de justice à Montréal, dépensé pour cette fin de 1887 à 1891 .....	239,422.83

4,340,263.03

Ces différents items s'élèvent donc à la somme de \$4,340,263.03.

Cette dépense a reçu l'approbation unanime de la Chambre à part d'un certain nombre d'autres items, que je ne mentionne pas, car je ne veux pas entrer dans trop de détails, de peur de passer pour être méticuleux; j'ai préféré ne m'arrêter que sur les principales lignes.

Si vous déduisez maintenant, cette somme de \$4,340,263.03 des \$9,933,599.80, il reste une balance de \$5,593,336.87 qu'on peut attribuer entièrement à la politique du gouvernement Mercier. Si vous déduisez de cette somme de \$5,593,336.87 les subsides aux chemins de fer, votés à la session de novembre et décembre 1890 et appuyés par une grande majorité, soit 4,400,320.00 Il reste une balance de 1,193,016.87 dont il est facile de se rendre compte en examinant les dépenses spéciales de 1887 à 1893, ce sont des items en majeure partie imputables aux réparations et améliorations urgentes des édifices publics, etc.

Il est facile de constater, par l'état que je viens de vous soumettre, composé de chiffres puisés dans les documents officiels, combien étaient peu fondées les accusations de nos adversaires, en criant que nous ruinions la province par nos extravagances, et jusqu'à quel point les états soumis à la Chambre et au pays étaient loin de la vérité.

Pour arriver au pouvoir, il fallait de toute nécessité nous écraser par tous les moyens possibles; aussi n'a-t-on pas hésité à lancer dans le public les plus perfides et les plus malveillantes accusations. Les états que je viens de citer établissent assez clairement la fausseté de ces criailleries.

La tactique de nos adversaires était de voter en détail les dépenses qui étaient de nature à les rendre populaires, quitte à nous combattre plus tard sur les détails, nous attaquant sur celles mêmes qu'ils avaient approuvées, mais rien de bien étonnant en cela, car ils ne voulaient pas même reconnaître les obligations qu'ils nous avaient léguées. Cette conduite de leur part donne

une idée de leur tactique lorsqu'ils sont dans l'Opposition: crier quand même, à tort ou à raison. Ils n'avaient pas même la bonne foi d'admettre franchement leur part de responsabilité dans cette même dépense et pour quelles fins elle avait été encourue. En un mot, ce qui était bien sous leur régime à Québec et à Ottawa, devenait une politique ruineuse du moment que le pouvoir était entre les mains de leurs adversaires. Je crois donc avoir démontré à la Chambre la nature de cette dette flottante et avoir établi la part de responsabilité de chacun.

Par les détails que j'ai donnés, il est facile de constater que cette dette flottante a été pour la majeure partie employés pour la construction de chemins de fer, politique dont on peut tout au plus discuter la sagesse. Mais qu'on veuille bien se le rappeler, c'est qu'elle est d'invention conservatrice; ce sont les gouvernements d'Ottawa et de Québec qui ont imaginé le système de subsides en terres et en argent aux compagnies; ce sont eux qui ont déterminé le système de conversion des subsides en terres, en subsides en argent; ce sont

eux qui ont commencé les travaux publics que le gouvernement Mercier a dû parachever. Les travaux commencés pouvaient-ils être arrêtés? Les parties de la province qui n'avaient pas de voies ferrées devaient-elles en être privées pour jamais? S'il eut dû en être ainsi, comment se fait-il que le gouvernement fédéral ait généreusement subventionné les mêmes entreprises, et que pour cela il reçoit les applaudissements de ceux-là mêmes qui nous dénoncent à Québec? La dette et les emprunts sont la conséquence nécessaire de la politique de chemins de fer adoptée en 1874 par M. de Bourcherville et continuée nécessairement par tous ses successeurs. C'est tellement le cas que sur une dette totale consolidée de \$25,104,266 au 3 juin 1893, \$22,364,610 avaient été payés à la même date en subventions aux chemins de fer, et pour la construction du chemin de fer du Nord. Avons-nous eu valeur pour cette dépense? Le peuple de la province de Québec serait-il satisfait de n'avoir pas de dette, mais pas de chemin de fer? Poser la question c'est la résoudre. Pour ma part, M. l'Orateur, j'étais en faveur de cette politique, étant convaincu que dans un pays comme le nôtre, avec d'immenses régions à coloniser, elle seule peut développer les immenses richesses de notre sol, qui sans chemins de fer demeureraient improductives.

Il n'y a pas de doute du reste que les voies ferrées sont le seul grand moyen de colonisation vraiment pratique; c'est par elles que les points les plus éloignés du pays deviennent accessibles et peuvent être mis en rapport avec les cours d'eau et les ports maritimes. Les voies ferrées sont devenues le grand facteur de la distribution des produits d'une nation et ont pour effet d'unir le producteur et le consommateur. Depuis quelques années, des lignes de chemin de fer se sont prolongées sur notre continent jusque dans ses parties les plus éloignées, et ont ouvert au commerce et à la colonisation de grandes étendues de terres fertiles qui jadis étaient considérées comme inaccessibles. C'est un fait généralement admis que les chemins de fer sont les seules grandes voies de communication, non seulement dans notre hémisphère, mais aussi dans toutes les autres parties du monde civilisé. Depuis l'ère des voies ferrées dans notre pays, nous ne sommes plus obligés, comme autrefois, de compter seulement sur les communications par eau pour atteindre les grands centres de distribution. Les résultats de cette politique sont évidents, à preuve les progrès qu'a faits la colonisation dans les partis les plus lointains de notre territoire, et la facilité avec laquelle les produits destinés à l'exportation atteignent le point d'expédition. En réalité les voies ferrées sont devenues de plus en plus importantes, non seulement comme grandes voies de distribution pour le trafic local, mais aussi comme facteur du transport. Où en serait le commerce de la province de Québec si les grandes lignes, telles que l'Intercolonial, le Grand-Tronc, le Pacifique Canadien, et les autres qui les alimentent, ne convergiaient toutes vers les différents ports de mer canadiens et américains?

Il ne faut pas perdre de vue que, dans la Confédération canadienne, toutes les provinces luttent les unes contre les autres afin d'arriver le plus rapidement possible au développement complet de leurs ressources. La province de Québec serait seule en arrière; si elle demeurait inactive, elle serait distancée par les autres provinces. Il faut lutter non seulement avec l'Ontario, mais aussi avec l'immense système de voies ferrées aux États-Unis dont les ramifications s'étendent dans toutes les directions où il existe un trafic quelconque. L'Ouest est donc pour nous un concurrent redoutable. Pour conserver notre propre trafic, il faut de toute nécessité être en état de soutenir vigoureusement la concurrence des autres provinces. Il faut de toute nécessité suivre la voie qui nous est tracée par les provinces-soeurs, sans quoi nous serons réduits à un isolement fatal. Les voies ferrées sont donc pour nous un des plus puissants moyens d'assurer le succès de la colonisation de notre pays. On me dira peut-être que ces entreprises devraient être laissées à l'initiative individuelle. Je n'hésite pas à déclarer que je suis entièrement convaincu que l'initiative privée, laissée à ses propres ressources, eût été impuissante à mener à bonne fin des entreprises aussi considérables. À part les avantages que la province devra retirer de cette politique de chemin de fer, il y a une autre considération qui a bien aussi son importance. La construction de ces voies ferrées attire une somme considérable de capitaux étrangers, attendu que la subvention accordée pour chaque mille ne représente qu'une faible partie du coût total. Ce sont les capitalistes d'outre-mer qui en fournissent la différence.

Une fois que toutes ces lignes subventionnées seront construites, nous aurons un nouveau réseau qui sera un facteur important, ajouté à notre système de voies ferrées. Chaque mille de ce réseau, lorsqu'il sera complètement parachevé et pourvu de tout le matériel d'exploitation, coûtera au moins \$30,000. La construction de ces nouvelles lignes subventionnées nécessitera une dépense énorme à laquelle nous n'aurons contribué que pour la somme de \$7,298,567.88. Les \$10,000,000 que nous demandions à emprunter étaient donc destinés, pour une large part, à couvrir les subventions accordées pour la construction de ces voies ferrées et la balance devait être employée à d'autres constructions d'une grande importance.

Les sommes énormes dépensées dans la province ont dû contribuer largement au développement de notre commerce et de nos industries et donner de l'emploi à des milliers d'ouvriers. Tous les travaux que nous exécutons ne peuvent qu'ajouter à la valeur de la propriété nationale, car il ne faut pas perdre de vue que toutes ces voies ferrées restent à la province, quels qu'en soient les propriétaires, et que les trois quarts du capital requis pour ces grands travaux sont fournis par les capitalistes européens. C'est déjà une grande compensation pour les sacrifices que nous nous sommes imposés pour assurer le succès de ces entreprises. La province ne pouvait rester stationnaire quand tout avance autour d'elle, surtout

quand le gouvernement fédéral a dépensé des centaines de millions pour créer des grandes voies ferrées dans l'Ouest, pour attirer une émigration étrangère, plutôt hostile que favorable à nos institutions.

Il est permis à ceux qui voudraient voir notre province écrasée, réduite à l'insignifiance, de crier contre cette politique. Mais ceux qui ont du cœur, de l'intelligence et du patriotisme accepteront sans murmurer les conséquences d'une politique adoptée par les deux partis, et accueillie avec faveur par la province.

Les adversaires du gouvernement Mercier ne tarissent pas sur le sujet de la dette publique. S'il fallait les croire, cette dette a pris une telle extension qu'elle met en danger notre crédit, nos institutions et notre existence comme province. Rétablissons la vérité des faits et constatons l'inanité de ces prétentions, tout en démontrant que, si la dette est aussi élevée, cela n'est certainement pas dû entièrement à notre politique, car il ne faut pas oublier qu'avant notre arrivée au pouvoir, il existait une dette composée d'emprunts à long terme de \$18,155,013.33. Si vous ajoutez à cette somme l'emprunt de 1888, destiné à solder les obligations de nos prédécesseurs, dont le produit net est de \$3,378,896.33, vous arrivez à la somme de \$21,533,909.66. Sur une dette fondée de \$25,104,266.00, il n'y a que le produit de l'emprunt de 1891, \$3,707,530.00, dont nous sommes responsables. La balance de \$10,000,000 que nous étions autorisés à emprunter devait être requise au fur et à mesure que l'exigence des travaux publics rendrait la chose nécessaire. Il est évident par les chiffres que je viens de vous soumettre que les accusations de nos adversaires ne sont pas fondées. D'ailleurs, comme j'ai déjà eu occasion de le démontrer, les emprunts étaient tout à fait admissibles du moment qu'ils passaient par leurs mains, et devenaient condamnables et ruineux du moment que le pouvoir leur était enlevé.

Nos adversaires ont bien crié contre les emprunts temporaires comme un acte extraordinaire. Pourtant il n'y avait rien que de bien naturel en cela. La Chambre ayant voté de fortes sommes pour les subventions de chemins de fer et pour d'autres travaux publics de grande importance, il était impossible de solder ces travaux et ces subsides avec les recettes ordinaires. Il avait cependant été bien compris, lorsque ces dépenses ont été votées par la Chambre, qu'elles seraient couvertes par un ou des emprunts à long terme, et qu'en attendant la réalisation de ces emprunts, il faudrait bien avoir recours à des emprunts temporaires. Ces honorables messieurs n'étaient réellement pas sérieux lorsqu'ils parlaient ainsi, car ils ne devaient pas avoir oublié que pendant leur règne ils avaient eu constamment recours à des emprunts temporaires, qu'ils s'étaient servis des fonds de garantie de chemins de fer, de fidéicommis, et même des fonds d'amortissement qui auraient dû être appliqués à l'extinction de notre dette publique. On a été plus loin, on a pris sur le prix de vente du chemin de fer du Nord qui, d'après la loi, ne devait servir que de fonds

d'amortissement, une somme de \$200,000 qu'on a remplacée par des débentures du palais de justice qui n'ont aucune valeur réelle. Ainsi ces hommes qui avaient vécu d'emprunts temporaires, etc, sont les mêmes qui nous accusaient parce que nous avions eu recours dans certaines circonstances à des emprunts, avant d'avoir obtenu un emprunt à long terme. Ce sont cependant les mêmes hommes qui aujourd'hui sont obligés de se servir de fidéicommis et d'emprunts temporaires dont le montant, en décembre dernier, s'élevait à la somme d'environ deux millions. On voit par là qu'ils n'étaient pas sérieux dans leurs prétentions, mais que leur but était de nous mettre en défaut avec les électeurs. Ces honorables messieurs, qui avaient fait des emprunts à long terme pour une somme de \$21,533,909.96, commencèrent à crier à la ruine du moment que nous demandâmes aux Chambres l'autorisation de faire un emprunt pour couvrir les subventions aux chemins de fer, dont ils étaient en grande partie responsables, et pour d'autres grands travaux publics dont une partie découlait de leurs propres contrats et d'obligations qu'ils nous avaient léguées. Après avoir approuvé en grande mesure notre politique, oubliant leur responsabilité, ils se sont livrés à une oeuvre de dénigrement en nous accusant d'augmenter la dette d'une manière alarmante et de poursuivre une politique des plus extravagantes. On a accumulé chiffres sur chiffres pour prouver que nous engagions la province dans des voies dangereuses, en l'endettant au-delà de ses ressources. Je me rappelle que lorsqu'il s'est agi de la question d'un nouvel emprunt, l'honorable chef de l'Opposition d'alors appuyait de sa voix les accusations qu'on nous lançait si gratuitement à la figure. Heureusement qu'il était facile de démolir tout l'échafaudage sur lequel nos adversaires s'appuyaient avec tant de complaisance.

Examinons donc si notre dette est vraiment de nature à alarmer les électeurs, et voyons si la situation financière est représentée par ces messieurs sous son véritable jour.

En comparant la valeur de la propriété foncière, lors de la Confédération, avec ce qu'elle est aujourd'hui, il est facile de constater si nos adversaires sont dans le vrai en déclarant sérieusement que notre dette est hors de proportion avec nos ressources. En prenant les années 1867 et 1881 pour point de comparaison, nous constatons le résultat que voici :

La propriété rurale de 1881 accuse sur 1867 une augmentation de \$75,510,594. La propriété urbaine, une augmentation de \$27,994,300. Soit un total de \$103,504,894, en plus-value sur 1867. Si de 1867 à 1881 la propriété rurale et la propriété urbaine ont augmenté de valeur d'une somme de \$103,504,894, à quel montant peut-on en porter le chiffre en 1890? En prenant pour base l'augmentation de 1867 à 1881 et en nous servant de la même proportion, ce qui n'est pas exagéré, l'on atteint, en 1890, le chiffre de \$344,693,696. En déduisant la valeur de la propriété rurale et urbaine en 1867, soit \$174,978,174, l'augmentation de 1867 à 1890 se trouve conséquemment de \$169,715,522. Telle est donc aujourd'hui, approxi-

mativement, la valeur totale de la propriété foncière dans la province de Québec. La totalité de notre dette étant d'environ 22 millions, en chiffres ronds, l'intérêt à 5% sur ce montant est de \$1,100,000, ce qui, sur \$344,693,696, valeur de la propriété, à cette date, représente un pourcentage de 1/3 de un pour cent. Les dix millions d'emprunt, qui sont compris dans ces 22 millions de dette nette, à 4%, exigent un service d'intérêts additionnels de \$400,000, qui se trouvent inclus dans le \$1,100,000 d'intérêts. Or ces \$400,000, comparées à la valeur de la propriété foncière, représentent un pourcentage de 11 centièmes de 1 p.c. seulement. Ainsi 22 millions de dette nette équivalent à 6,34.81 p.c. sur le total de la propriété foncière actuelle. Le \$1,100,000 d'intérêts, 1/3 de 1 p.c. et \$400,000, 11 centièmes de 1 p.c. Or, quel est celui qui oserait prétendre que 11 centièmes de 1 p.c. soit une charge trop lourde pour la province? Car, après tout, c'est la seule obligation additionnelle que nous imposons pour le service de l'emprunt de dix millions. Une telle prétention serait ridicule aux yeux des gens qui s'y connaissent en ces matières. En examinant ces états, il est facile de voir jusqu'à quel point sont peu fondées les accusations de nos adversaires. Il ne faut pas oublier que lorsque notre dette sera remboursable, sa proportion avec la valeur de la propriété foncière aura notablement changé, attendu que la valeur de cette dernière aura probablement quadruplé et même quintuplé. Nos titres, à leur échéance, pourront en toute probabilité être remplacés par de nouveaux titres à un taux d'intérêt bien inférieur à celui d'aujourd'hui. La province pourra alors, si elle le juge à propos, employer sa faculté d'étendre les délais du remboursement de manière à ce que le fardeau en soit aussi léger que possible. Nos adversaires avaient donc tort de crier à la ruine et à la banqueroute en présence d'un tableau qui indique que la dette nette en regard de la propriété foncière n'est que de 6,34.81 p.c. dans le cas seulement d'un remboursement immédiat du capital par une réparation; mais telle n'est pas la situation dans le moment. Tout ce qu'il y a à considérer, c'est le service des intérêts du total de la dette nette qui ne représente que 1/3 de 1 p.c. en y comprenant les \$400,000 d'intérêts à payer lorsque ces dix millions auront été dépensés. Quel est l'homme tant soit peu versé dans ces matières qui oserait dire qu'une dette nette représentant un pourcentage de 6,34.81 p.c. sur la valeur de la propriété foncière d'un pays, soit une source de dangers au point de vue financier, ou, en d'autres termes, de prétendre que des services d'intérêts représentant 1/3 de 1% de la valeur de cette propriété indiquent un état alarmant, surtout lorsque ce n'est pas le capital que nous sommes appelés à payer, mais seulement à pourvoir aux intérêts? Je me rappelle, lorsqu'il s'est agi de notre emprunt de 10 millions, on allait jusqu'à faire une répartition sur les 1,359,627 âmes de la province de Québec afin de démontrer que le nouvel emprunt imposait une obligation de \$7.36 par tête de la population. Ces calculs purement de fantaisie avaient été, comme on devait s'y attendre, reproduits par la presse à la dévotion de nos

adversaires. J'ai démontré, dans le temps, la valeur de tels calculs, et voici ce que je disais alors: "Ces messieurs qui font tant de bruit ici au sujet de la dépense ne sont pas si scrupuleux lorsqu'il s'agit du gouvernement d'Ottawa qui est entre les mains de leurs amis. En adoptant la méthode qu'ils appliquent à Québec, c'est-à-dire la répartition de la dette par tête de la population, qu'avons-nous à Ottawa? Le voici: la dette fédérale est de \$287,712,062. Ce chiffre réparti sur une population probable de 5,000,000 d'âmes, représente \$57.54 par tête. Que l'on fasse la même répartition de la dette nette qui est de \$237,530,041, on obtient \$47.51 par tête. Répartissons cette proportion sur une famille de douze membres, comme l'ont fait nos amis de la gauche, lorsqu'il s'est agi de Québec, nous arrivons dans le premier cas à \$690.48 pour chaque famille de douze, et dans le second cas, à \$570.12. Cependant ces messieurs ne trouvent pas que c'est trop. Le gouvernement fédéral excède ses dépenses tous les ans et cependant nos adversaires, qui se montrent si alarmés lorsqu'il s'agit des sommes que nous employons pour de grandes entreprises publiques, n'ont que des louanges pour le gouvernement d'Ottawa qui ajoute tous les ans des millions à sa dette. Dans le but de présenter l'emprunt sous le jour le plus défavorable, on a recours à une répartition calculée au point de vue de la population.

Je prétends que ces calculs ne représentent pas la vraie situation. "Ces emprunts", disent nos adversaires, "vont imposer une obligation de \$7.36 sur chaque membre d'une famille". Mais ils se gardent de mentionner que cette obligation ne saurait exister que dans le cas où l'on serait appelé à en rembourser de suite le capital; alors il ne serait pas nécessaire de contracter un emprunt puisque, par une telle répartition, la dette de dix millions se trouverait payée du coup. Mais examinons sérieusement la nature de l'opération que nous allons faire. Nous empruntons, disons, dix millions remboursables en 65 ans, tout ce que nous sommes appelés à payer pendant ces 65 ans est un intérêt de \$400,000 par année. Ces dix millions représentent au point de vue de la propriété foncière, \$2.90 pour cent, de sorte qu'au lieu d'avoir recours à un emprunt, si l'on faisait une répartition de \$2.90 p.c. sur la propriété foncière, cela représenterait la somme de 10 millions, et un emprunt ne serait pas nécessaire. Donc, en ayant recours à un emprunt de 10 millions, en 65 ans, tout ce que nous sommes obligés de payer, c'est un intérêt de \$400,000 par année; or \$400,000, réparties sur la population, représentent une obligation de \$3.25 par tête, ou bien 11 centièmes de 1 p.c. sur la propriété foncière. Résultat bien différent de celui que voudraient faire entendre nos adversaires dont les calculs nous porteraient à croire que c'est \$7.36 par année, par tête. La véritable manière d'envisager la situation est celle-ci: c'est tout au plus une obligation remboursable en 65 ans pour les travaux qui vont ajouter une valeur énorme à notre propriété foncière et attirer des millions qui seront fournis par des capitalistes européens et appli-

qués à la construction de nos propres voies ferrées. Ainsi donc, même en se servant du chiffre de \$7.36 par tête, à l'échéance, dans 65 années, ce ne serait plus une population de 1,359,027 sur laquelle il faudrait opérer, mais bien une population deux ou trois fois plus nombreuse avec une propriété qui aurait plus que quintuplé en valeur. De sorte que, à cette époque, au lieu de \$7.36 par tête que nous aurions à payer pour le remboursement de cet emprunt, ce ne serait plus que \$2.50 par tête, ou peut-être moins, soit environ 58 centièmes de 1% sur la valeur de la propriété foncière. Ainsi donc, avec un pourcentage de 58 centièmes de 1%, ce pourcentage suffirait à payer notre emprunt de 10 millions. Ces calculs ne sont applicables qu'au cas où nous serions obligés de payer ces dix millions au bout de 65 ans. Toutefois à l'échéance, si tel est le vœu de la province, il sera facile d'en effectuer le remboursement au moyen d'une nouvelle émission à un taux d'intérêt peut-être moins élevé que celui que nous payons aujourd'hui. Dans tous les cas, qu'il soit bien compris que ces calculs ne sont faits que pour réfuter les arguments de nos adversaires qui nous ont entraînés sur ce terrain; car il s'agit nullement de répartition sur la propriété foncière, mais seulement de

prouver l'exagération et la fausseté des arguments dont ils se servent pour induire le pays en erreur. Nos adversaires ont bien le soin de laisser dans l'ombre un des points les plus saillants de notre politique financière. Ils évitent de mentionner une mesure que la Chambre a adoptée pendant cette session, celle qui autorise le gouvernement à prélever 1/2 de 1% sur le montant des subsides payés jusqu'à ce jour ou qui le seront à l'avenir, ce 1/2 de 1% devant être exclusivement employé à l'amortissement des sommes dépensées en subsides aux chemins de fer. Ce fonds placé à intérêt pendant 65 ans sera suffisant pour éteindre le capital dépensé. Dans la dette flottante que nous allons consolider se trouve un montant de \$7,298,567, affecté aux chemins de fer. Cette somme sera couverte au bout de 65 ans au moyen de ce fonds d'amortissement que chaque ligne subventionnée est obligée de payer au gouvernement. Ainsi, sur 10 millions d'emprunt, \$7,298,567 comportent un fonds d'amortissement. En face de cet état, que vaut l'argument de nos adversaires lorsqu'ils prétendent que ces 10 millions représentent une dette de \$7.36 par tête de la population, lorsque les 3/4 de cet emprunt auront été payés au terme de l'échéance, au moyen d'un fonds d'amortissement?"

Au 30 juin 1893, la dette totale de la province, suivant l'état officiel du département du Trésor, était de .....	\$33,981,446.00
Sur cette dette totale, il avait été payé, de 1874 à 1893, pour subventions aux chemins de fer, une somme de .....	8,469,856.00
Coût du chemin de fer du Nord .....	<u>13,894,754.00</u>

Total .....	22,364,610.00
Ajoutez à cette somme la balance des subsides accordés, non encore payés au 30 juin 1893 et qui forment partie de la dette totale, soit .....	\$4,793,203.00
ou arrive à la somme de .....	27,157,813.00
Ainsi sur une dette totale de .....	33,981,446.00
Il y a une somme de .....	27,157,813.00
affectée aux chemins de fer.	

Etablissons maintenant quelle est la part de responsabilité de nos adversaires relativement à cette politique de chemins de fer.

Le montant attribuable à leur seule politique s'élève à .....

Si l'on ajoute à cette somme les subsides de 1888 votés unanimement, soit .....

On arrive au chiffre de .....

Nos adversaires donc sont responsables dans cette politique de chemins de fer pour une somme de .....

Sur un total de .....

Laissant à la responsabilité du gouvernement Mercier une somme d'environ .....

Somme qui a été ratifiée par la Chambre par une grande majorité.

Donc sur une dette totale de .....

Une somme de .....

se trouve affectée à des fins de voies ferrées.

La balance a été employée à solder les déficits sur les excédents de la dépense

ordinaire de 1874 à 1893. En outre le parachèvement des édifices publics,

tels que le palais législatif, les départements publics, le palais de justice à

Québec, le palais de justice à Montréal et d'autres travaux publics, etc.,

ont absorbé une somme d'au-delà de .....

Ce qui est facile à vérifier en compulsant les documents officiels.

En déduisant de la dette totale au 30 juin 1893 qui était de .....

le montant de l'actif à cette même date, soit .....

on arrive à une dette nette de .....

Il faut encore déduire de cette somme les subventions aux chemins de fer,

devenues caduques et qui doivent être rayées du passif, soit environ .....

La balance est donc de .....

Il ne faut pas oublier que sur cette somme il y a l'emprunt français

de 1880, s'élevant à .....

qui s'éteint semestriellement par tirages. De sorte que le capital aura été payé

à son échéance.

Il faut aussi prendre en ligne de compte les subventions aux

chemins de fer, s'élevant en tout à .....

sur lesquelles il y a fonds d'amortissement.

Ce fonds appliqué tel qu'il doit l'être par la loi, éteindra cette somme de

subventions. Ces deux sommes s'élèvent à .....

Il ne reste donc de découvert qu'une somme d'environ .....

Quel est l'homme raisonnable qui prétendra qu'une dette nette de .....

dont les trois quarts son pourvus d'un fond d'amortissement, puisse affecter

le crédit d'une province aussi fertile en ressources naturelles? Cette dette

n'est pas plus élevée que celle de la ville de Montréal, avec une population

de 250,000 âmes. Et cependant personne ne prétend que cette ville soit

ruinée. Au contraire, on se prépare à faire de nouvelles dépenses consi-

dérables pour des améliorations publiques. Cependant on voudrait faire

croire au peuple qu'avec une dette de .....

la province de Québec, avec une population de 1,350,000 âmes, est ruinée!

La population de la province de Québec est de 1,350,000 âmes.

La dette nette, au 30 juin 1893, était de \$22,000,000.00 en chiffres ronds, ce qui équivaut à 16.20 par tête.

La population du Canada est, d'après le dernier recensement, de 4,800,000, disons 5,000,000.

Au 1er février 1892 la dette nette du Canada était de \$238,297,851.43, équivalant à 47.75 par tête.

La population de Montréal est de 250,000 âmes. La dette de cette ville est disons de \$20,000,000.00, ce qui équivaut à 80.00 par tête. Et cependant les gens qui contrôlent l'administration du Canada et celle de Montréal ne trouvent pas d'expression pour admirer la prospérité du Dominion, avec une dette de 47.75 par tête, et celle de Montréal, avec 80.00 par tête, tandis qu'ils crient à la ruine et à la banqueroute, quand la province de Québec ne doit que 16.20 par tête de sa population. En faut-il davantage pour faire voir la mauvaise foi de nos adversaires? Cependant eux qui ont crié si fort et si haut que nous avons ruiné la province n'ont eu ni le courage ni la loyauté d'admettre franchement que, sous les administrations conservatrices, il y a eu une série non interrompue d'augmentation de dépenses et de déficits; que la dette publique a été créée pour les sept huitièmes par eux; qu'elle a été encourue pour la construction de chemins de fer et de travaux publics dans la province; qu'elle n'est qu'une bagatelle comparée à celle du Canada et à celle de la ville de Montréal. J'ajouterai qu'il n'appartient pas aux amis du gouvernement fédéral de parler d'augmentation des dépenses à Québec, quand ils approuvent ce qui se fait à Ottawa. Il faut être aveugle et de mauvaise foi pour oser affirmer une telle absurdité. Néanmoins ce sont les mêmes hommes qui crient à la ruine et à la banqueroute qui sont cependant responsables de la majeure partie de cette dette, et dans tous les cas, ce ne

sont toujours pas, comme ils voudraient le faire croire, les quelques millions d'obligations du gouvernement Mercier qui aient pu nous conduire à l'état de choses que nos adversaires prétendent exister. Ils seraient donc eux-mêmes les principaux coupables de cette mauvaise administration, si ruine il y avait.

Non, M. l'Orateur, ces messieurs ne sont pas sérieux et dans leur for intérieur ils savent bien que c'est de la comédie qu'ils jouent; mais il fallait à tout prix écraser des adversaires: ce n'était qu'un moyen pour arriver à leurs fins, et d'en imposer à ceux qui ne sont pas en état de vérifier par eux-mêmes leurs assertions fallacieuses. Mais pour eux, périclisse la patrie plutôt que d'être privés du pouvoir, et afin de l'obtenir ils ne se sont nullement préoccupés du crédit de la province, qu'ils ont ruiné par leurs clameurs insensées.

Après avoir établi la vraie situation financière et avoir démontré la responsabilité de chacun, passons maintenant en revue le discours sur le budget de l'honorable trésorier (l'honorable J. S. Hall), prononcé le 5 décembre dernier. Voici ce qu'il disait:

"Monsieur l'Orateur, permettez-moi d'exposer à la Chambre les chiffres de nos recettes et de nos dépenses, à part des emprunts et des subventions de chemins de fer, pendant les quatre dernières années. Les voici et l'on constatera facilement combien le résultat de notre exercice 1892-93 est satisfaisant."

Année	Dépenses	Recettes	Déficit
1889-90	4,969,489.68	3,588,920.50	1,380,569.18
1890-91	5,195,049.43	3,750,813.34	1,444,236.09
1891-92	5,236,768.62	3,494,117.60	1,742,651.02
1892-93	4,492,106.21	4,467,278.21	24,828.00

Ce tableau n'indique pas la vraie situation des dépenses et des recettes de 1890 à 1893 et il est de nature à en imposer à la Chambre, car ce n'est qu'une opération de caisse ne montrant nullement la dépense réelle encourue pendant ces années. D'abord l'honorable trésorier confond le terme déficit avec celui de déboursments légitimes pour des obligations approuvées par la Chambre, faisant partie de la dette flottante et devant être couvertes par un emprunt.

Pour 1889-90 la dépense totale d'après son état est de \$4,969,489.68, tandis qu'elle n'est réellement que de \$4,700,256.46. L'honorable trésorier comprend comme dépenses des avances, paiements de fonds en fidéicommis et un remboursement de dépôts de garantie de chemins de fer. soit une somme de \$269,233.22, qui ne doit pas figurer sous ce titre, car ces sommes ont été employées à payer des dépenses qui ont déjà paru comme telles et qui sont portées à notre dette flottante. Ainsi l'honorable trésorier ne peut pas être sérieux en présentant un tel tableau, car il n'a aucun

rapport avec la dépense réelle. En d'autres termes, c'est faire paraître la même dépense deux fois sous différents titres. Pour bien faire comprendre l'opération de l'honorable trésorier, je vous citerai un exemple. Supposons qu'une personne achète une propriété, disons de \$1,000, mais que, n'ayant pas de fonds, elle fasse un emprunt. D'après l'opération du trésorier, au lieu de débiter le remboursement au prêteur, il met de nouveau à la charge de cette propriété le paiement de cette somme. Elle ne lui coûte pourtant que mille piastres, mais d'après son opération, elle paraîtrait lui en coûter deux mille. Voilà un exemple des états qu'il soumet à la Chambre, états où il fait paraître la même somme deux fois comme dépenses. Ce ne sont que des emprunts temporaires qui doivent être traités comme tels.

Maintenant, si l'on compare les dépenses de 1889-90 avec celles de 1892-93 sous la rubrique de dépenses ordinaires et extraordinaires, la différence en moins pour 1893 est de \$509,733.61. c'est-à-dire que, sur la dette flottante il a, en 1893. soldé

ce montant en moins que nous en 1890; en d'autres termes il a eu moins à payer sur la dette flottante que nous en 1890. La chose s'explique facilement. En 1890, nous avons payé à titre de dépenses spéciales ou extraordinaires une somme de \$818,583.51, tandis que lui, sous le même titre, il n'a eu à payer que \$238,264.10. La différence est facile à saisir en compulsant les comptes publics où ces dépenses sont inscrites. On y constate que pendant cette année nous avons payé pour le règlement de la question des Jésuites \$400,000; nous avons aussi payé pour le parachèvement des édifices parlementaires et pour le palais de justice à Québec au-delà de \$211,000. Nous avons de plus payé pour la codification des lois \$36,675. Ces différents items s'élèvent à près de \$650,000 que le trésorier actuel n'a pas eu à payer pour les mêmes fins. C'est-à-dire que nous avons payé, en 1890, \$580,319.41 de plus que lui en 1893 sur la dette flottante.

Veuillez remarquer, M. l'Orateur, que toutes ces sommes avaient été votées par nos adversaires, qu'elles faisaient partie de la dette flottante à être couverte par l'emprunt de 10 millions, que conséquemment elles ne doivent pas être considérées comme des déficits puisqu'elles ont servi à payer une partie de notre dette flottante qui figure dans notre dette totale. Or, il est bien clair qu'ayant une dette flottante de 10 millions, une fois que les items qui en font partie sont payés, c'est une diminution d'autant sur le montant total, et rien de plus. C'est donc à tort que l'honorable trésorier donne le titre de déficits à des dépenses qui forment partie déjà de notre passif. Les explications que je viens de donner rendent inutile la révision des dépenses pour 1890-91 et de 1891-92, car elles présentent les mêmes erreurs que je viens de signaler pour l'année 1890.

Pour 1892-93 les dépenses extraordinaires n'ont été que ..... 238,264.10 comparées à 1890 où elles ont été de .818,583.51 mais ce n'est pas une économie comme le prétend l'honorable trésorier, puisque ce que nous avons payé en 1889-90 sur la dette flottante l'a diminuée d'un montant plus élevé que celui qu'il a employé pour les mêmes fins en 1893, c'est-à-dire que la dette flottante ayant été pour la majeure partie soldée par nous, il lui reste moins à payer.

L'honorable trésorier, à la page 8, version française de son discours, dit: "Il faut aussi remarquer que je supprime dans les comptes publics ces titres spécieux de "dépenses spéciales". J'ai mis dans les dépenses ordinaires tous les articles que mon prédécesseur portait dans les dépenses spéciales sauf les dépenses extraordinaires pour les édifices publics et les ponts en fer."

L'honorable trésorier veut évidemment en imposer à la Chambre lorsqu'il parle ainsi, car je vois, sous le titre de "dépenses extraordinaires", dans les comptes publics de 1893, un montant de \$238,264.10 comprenant tous des items de même nature, que je mettais sous la rubrique de dépen-

ses spéciales. Et dans les estimés de 1894, je vois, sous le même titre, "dépenses extraordinaires" une somme de \$402,904 comprenant des items de même nature que ceux que je mettais à titre de "dépenses spéciales". Je le demande à la Chambre, quelle différence peut-il y avoir entre le titre de "dépenses spéciales" et celui de "dépenses extraordinaires"? Pour ma part, je n'en vois pas. Toutes deux sont censées être des dépenses à être couvertes par des emprunts et à être votées comme telles.

A la même page de son discours sur le budget, version française, le trésorier ajoute: "Quant aux dépenses, si on compare 1893 avec 1891, on constate une réduction de ..... \$143,261.70 dans les dépenses ordinaires, et de .. .581,990.05 dans les dépenses extraordinaires de 1893, comparées avec les pseudo-dépenses spéciales en 1891, ou à un total de ..... 725,251.75" La réduction réelle n'est que de ..... 143,261.70 sur les dépenses ordinaires, et elle s'explique facilement.

L'honorable trésorier avait mis aux comptes de 1892 tout ce qu'il était possible d'y insérer, afin de commencer l'année 1893 sans arrérages pour les services contrôlables.

Quant à la prétendue économie de ..... 581,990.05 elle n'est pas réelle et n'affecte en rien la dette publique, car, comme je viens de le dire, ce n'est pas une économie comme il le prétend, c'est tout au plus un paiement en moins que nous sur une dette flottante dont les principaux items avaient été payés pendant notre gestion.

A la même page, l'honorable trésorier dit: "Dans toutes ces dépenses il ne faut pas perdre de vue que l'intérêt sur la dette publique que nous n'avons pas créée, s'élevait comme suit:

en 1890-91.....	1,271,506.33
en 1891-92.....	1,438,443.62
en 1892-93.....	1,445,031.34"

L'honorable trésorier ne peut pas être sérieux, en disant qu'ils ne l'ont pas créée. Je ne sais si c'est son intention de mettre cette responsabilité en entier à notre charge, ou bien de faire croire à la Chambre que nous sommes les auteurs de ce service d'intérêts. Dans tous les cas, le trésorier devrait savoir que le service d'intérêts était, au 30 juin 1886, de ..... 977,760.32 et qu'à la même date, au 30 juin 1887, ce service était de ..... 1,016,022.00

Or, l'honorable trésorier ne peut pousser l'exagération jusqu'à mettre à notre charge un service créé avant que nous fussions au pouvoir. Si vous ajoutez maintenant l'intérêt sur l'emprunt de 3 millions et demi contracté en 1888, dont le produit était destiné à payer une partie de leur propre dette flottante, disons \$140,000, vous arrivez à un total pour les services d'intérêts, de \$1,156,022.00 dont nos prédécesseurs doivent porter la responsabilité. La différence entre ce montant et celui du 30 juin 1893 est de 289,209.34. Cette augmentation représente le montant payé à



cette date sur la dette flottante. Je tenais à rectifier cette assertion de l'honorable trésorier, car la Chambre et le pays auraient pu comprendre que nous étions responsables pour le total du service d'intérêts au 30 juin 1893.

A la page 12 du même discours voici ce qu'il dit: "Je pourrais dire de plus que pendant l'année 1893 nous avons payé sur notre revenu ordinaire les sommes suivantes, que dans le budget nous avons nommées dépenses extraordinaires: travaux et édifices publics

et pont en fer.....	238.264.10
dépôts de garantie de chemins de fer.....	<u>240.405.39</u>

Total.....	\$478.669.49
------------	--------------

Cette admission prouve que l'honorable trésorier n'avait pas besoin de nouvelles taxes dont le produit devait servir à payer des items qui forment partie de la dette flottante à être couverte par le produit de l'emprunt de 10 millions. Tout homme versé dans les finances, au lieu de prélever des taxes onéreuses pour le commerce et les industries, aurait mieux fait de capitaliser cette somme: ce qui aurait nécessité tout au plus pour le service d'intérêts sur ces \$478,669.49 à 4 p.c, la somme de \$19,146.78. au lieu de payer le capital avec le produit d'une taxe. L'honorable trésorier, sans doute, a dû le comprendre tout aussi bien que moi et c'est pour cette raison qu'il a changé la rubrique dans la tenue des comptes et présenté à la Chambre, dans son discours sur le budget, un tableau de nature à la tromper, car s'il

eût fait la distinction entre la dépense ordinaire et la dépense extraordinaire, conformément à la vraie comptabilité, cette classification aurait démontré de suite l'inutilité de ces nouvelles taxes, mais c'est ce qu'il voulait faire disparaître à tout prix. Il n'aurait donc eu à payer annuellement que \$19,146.78 au lieu du capital. Il avait donc intérêt à changer la rubrique afin de cacher l'inutilité d'une taxe qu'il avait imposée sans discrétion, et dans un moment où il n'était pas encore en état de se rendre compte des vraies ressources financières de la province.

Pour démontrer que je suis dans le vrai je constate qu'à la page 15 de son discours il est obligé d'admettre que ces taxes ne sont que temporaires et qu'il pense pouvoir les diminuer après cette année.

S'il est en état de les diminuer l'année prochaine, c'est une admission qu'elles n'étaient pas nécessaires pour l'année dernière, puisque dans le cours d'une autre année il aura à déboursier une somme additionnelle sur la dette flottante. Conséquemment les services d'intérêts seront augmentés d'autant, et dans ce cas il sera moins en état qu'en 1893 de les diminuer. Il ne peut pas non plus espérer se reprendre par une réduction sur les dépenses ordinaires, puisque, d'après ses estimations pour l'année prochaine, le montant en sera plus considérable que pour l'année dernière. D'ailleurs, pour s'en convaincre, on n'a qu'à examiner son état de recettes et de dépenses pour l'année 1892-93 qui se trouve à la page 7 de son discours budgétaire.

Les dépenses ordinaires pour cette année, suivant les comptes publics sont de .....	
Les recettes y compris les nouvelles taxes de .....	3.952.258.75
Surplus de recettes .....	4.384.654.48
On peut ajouter à ces recettes celles provenant des ventes de propriétés qui représentent une somme de .....	432.395.68
Fonds d'amortissement des compagnies de chemin de fer .....	7.116.00
Ces deux sommes réunies formant un total de .....	9.737.36
	<u>16.853.36</u>
Surplus de recettes .....	<u>449.249.00</u>

Il inclut comme dépenses les prêts aux victimes des ouragans.

Un prêt n'est pas une dépense, soit .....	48.030.89
Remboursement sur dépôts en fideicommiss, qui n'est pas une dépense .....	13.147.08
Total .....	<u>61.177.97</u>

Ce montant ne doit pas être porté au titre des dépenses, ce sont des remboursements qui se trouvent contrebalancés par des items de même nature, savoir:

Remboursement d'avances reçues .....	50,000.00
Dépôt de fonds en fidéicommiss .....	15,770.37

Total .....	<u>65.770.37</u>
-------------	------------------

Il ne reste donc en dehors des dépenses ordinaires que la somme de ..... 478,669.49  
qu'il était autorisé à couvrir par l'emprunt de 10 millions mais qu'il a  
payé avec le produit de ses nouvelles taxes. Opération qui, comme je l'ai déjà  
dit, n'est pas conforme à la vraie comptabilité en pareil cas.

Maintenant récapitulons:  
Payé: dépenses extraordinaires ..... 478,669.49  
Surplus de recettes ..... 449,249.09

Différence en moins ..... 29,420.40  
Ajoutez pour service d'intérêt sur ces \$478,249.09 ..... 19,146.78  
Ces deux sommes réunies s'élevant à ..... 48,567.18  
Voilà tout ce qu'il avait à couvrir.  
D'après moi, avant de prélever des taxes onéreuses il aurait dû voir s'il  
n'était pas possible d'économiser cette somme sur les services ordinai-  
res, sinon tout ce dont il aurait eu besoin sous forme de taxes eût été  
\$48,567.18 seulement, et non pas \$500,000.00

Pour 1894

#### Estimation des recettes et dépenses ordinaires

Recettes ..... 4,082,152.00  
Estimation révisée des dépenses ..... 3,851,161.00  
Surplus en recettes ..... 230,991.00

D'après ses propres estimations pour cette année, il n'a donc pas besoin  
de prélever un montant de \$500,000.00 de taxes.

Pour l'année 1895

Estimation des recettes ..... 4,285,452.00  
Estimation des dépenses, y compris des estimés supplémentaires et mandats  
spéciaux ..... 4,060,086.00  
Surplus en recettes ..... 225,366.00

Il n'a donc pas besoin de 500,000 de taxes.

Je crois avoir établi, avec les chiffres mêmes  
de l'honorable trésorier, que, pour 1893, il n'avait  
pas besoin de \$500,000 de taxes, et que pour les  
deux autres années la moitié de ces taxes, d'après  
ses propres calculs, eût été suffisante.

A la page 12 du même discours, il dit: "Les  
distinctions faites pendant les dernières années  
entre les dépenses ordinaires et les dépenses spé-  
ciales ou extraordinaires étaient trompeuses et  
n'avaient pour but que de cacher l'impuissance  
réelle de faire face aux obligations légitimes avec  
les revenus, et de servir d'excuse à faire des em-  
prunts."

L'honorable trésorier, en parlant ainsi, veut en  
imposer à la Chambre, car il doit parfaitement sa-  
voir que ces dépenses spéciales ou extraordinai-  
res ne pouvaient être de nature à tromper la  
Chambre vu qu'elles avaient été classées dans les  
budgets comme telles et discutées à ce titre item  
par item avant d'être votées. De sorte qu'il ne pou-  
vait pas y avoir de méprise à ce sujet, et la Cham-  
bre en les votant savait parfaitement bien à quoi  
s'en tenir.

Dans un autre paragraphe, l'honorable tréso-  
rier dit encore, au sujet des dépenses spéciales ou

extraordinaires: "Cependant, comme ces pseudo-  
dépenses spéciales ou extraordinaires se sont  
répétées pendant un certain nombre d'années et  
se sont soldées par une augmentation de la dette  
publique, il est temps d'attirer l'attention des capi-  
talistes sur les déficits énormes constatés dans le  
fonctionnement général de nos finances."

L'honorable trésorier m'étonne quand il dit  
dans ce paragraphe qu'il est temps d'attirer l'at-  
tention des capitalistes sur les déficits énormes  
constatés dans le fonctionnement général de nos  
finances. Pour ma part, je ne sais que penser  
d'une telle déclaration, car enfin, quand on est  
dans la nécessité d'avoir recours aux capitalistes,  
il n'est pas d'usage d'attirer leur attention d'une  
manière désavantageuse sur les états financiers  
d'une province. Mais rien ne doit nous étonner de  
la part d'un trésorier qui se donne le luxe de chan-  
ger à sa guise l'ordre établi de la comptabilité et  
qui ne se gêne nullement de démontrer des défi-  
cits où il n'en existe pas.

Maintenant, comment se propose-t-il d'attirer  
l'attention des capitalistes sur notre état financier?  
Est-ce par annonces dans les journaux ou par cir-  
culaires?

Je lis à la page 15 du même discours, le paragraphe suivant qui m'amuse: Nous pouvons donc espérer, après cette année, de diminuer nos nouvelles taxes. Ces taxes étaient et sont nécessaires pour solder les extravagances et les déprédations que l'ex-administration Mercier a permises au préjudice du trésor, et pour prouver au monde financier que nous avions et que nous avons le moyen de payer nos dettes."

L'honorable trésorier commence par dire qu'il a l'espoir, après cette année, de pouvoir diminuer les nouvelles taxes, attendu, selon lui, qu'elles étaient nécessaires pour solder les extravagances de l'administration Mercier. Il n'avait pas besoin, comme je l'ai démontré déjà, de ces nouvelles taxes pour solder ces dettes extravagantes, puisque sans leur aide il aurait pu équilibrer le budget.

Conséquemment, s'il a pu, avec ses propres ressources normales, en dehors des nouvelles taxes, opérer l'équilibre, c'est qu'il ne peut pas y avoir eu autant d'extravagance qu'il veut le faire entendre. Si tel était le cas, au lieu d'avoir l'espoir de diminuer ces taxes, il serait forcé de les maintenir. Mais ce qui m'amuse, à part des extravagances dont il fait mention, c'est qu'il a imposé ces taxes, dit-il, pour prouver au monde financier que nous avions et que nous avons les moyens de payer nos dettes". Il me semble que c'est là une étrange théorie, car qu'a-t-on besoin de prélever des taxes pour faire une telle démonstration?

Suivant moi il est tout à fait ridicule de prélever des taxes pour le simple plaisir de prouver aux capitalistes l'état florissant de nos finances.

Quant aux accusations qu'il lance gratuitement au sujet des extravagances et des déprédations de l'ex-administration, en admettant, pour les fins de la discussion, que ce soit vrai, chose que je n'admets pas d'ailleurs, il aurait dû pourtant se rappeler qu'il appartient à un parti qui n'est pas exempt ni dans la province, ni au fédéral, d'extravagances et de déprédations. Ne voulant pas entrer dans des récriminations, je n'en dirai pas davantage sur ce chapitre car le trésorier saisira facilement ma pensée sans cela.

L'honorable trésorier, dans son discours sur le budget, ne veut pas avouer que l'emprunt fait par le gouvernement Mercier en 1890 soit préférable au sien: car, après l'avoir déprécié, il n'ose admettre qu'il se soit trompé. Tout de même il a soin d'ajouter insidieusement que l'intérêt sur cet emprunt est de 6 1, 2 p.c.: mais il passe sous silence le taux de 7 1 2 d'intérêt sur le sien. Jusqu'à présent je n'ai pas eu l'occasion de relever les appréciations erronées qu'il s'est permises de faire à différentes reprises sur la nature de cet emprunt. Lui qui s'est tant plu à le déprécier, n'a pas la loyauté de présenter cette transaction sous son véritable jour et d'admettre franchement qu'il est supérieur au sien sous tous les rapports.

L'emprunt de 1891 effectué à 96 1 4 est un des meilleurs que la province ait jamais fait. J'aurais pu faire cet emprunt à long terme aux mêmes conditions, et dans ce cas l'intérêt, au lieu d'être 6 1/2, n'eût été que de 4/15/100 attendu que les charges pour un emprunt de deux ans sont les

mêmes que pour un emprunt à long terme. Ce sont ces charges démission qui réparties sur deux ans au lieu de 50, font paraître le taux d'intérêt plus élevé: car nous ne payons réellement que 4 p.c. d'intérêt sur le capital.

Si nous avons opté pour une émission à courte échéance, c'était avec l'intention d'obtenir une plus-value lorsque le marché monétaire eût repris son état normal.

Lors de notre visite en Europe, la suspension de la maison Baring Brothers et autres désastres financiers avaient entièrement ébranlé la confiance des capitalistes et causé une grande dépréciation sur le marché de Londres qui se trouvait à l'état de panique. Les esprits étaient tellement affectés par ces désastres qu'il était impossible de placer aucun emprunt, quelque bien appuyé qu'il fût.

Je me rappelle qu'une des colonies d'Australie, dont les valeurs étaient cotées aux mêmes taux que celles du gouvernement fédéral, et dont le crédit était considéré de première classe, ne put réussir à faire flotter un emprunt, mais fut obligée, après les avoir mis sur le marché, de retirer ses titres fautes d'acquéreurs.

Je sais que la Compagnie du Pacifique, voyant l'état du marché, n'osa pas lancer un emprunt qu'elle se proposait de faire. La Chambre aura une idée de la dépréciation des valeurs à cette époque en lui disant que nos 5 p.c. qui cotes l'année précédente à 114, étaient à 99 1, 2, et notre 4 p.c. dont la cote avait été de 105, ne valait plus que 95. Or, on doit comprendre que, dans de telles conditions, il était impossible d'espérer de faire un emprunt de 10 millions à des conditions aussi favorables que lorsque nos anciens titres valaient 10 p.c. de plus. Notre intention, si le marché eût été favorable, était de négocier un emprunt à 3 1 2 p.c., au même taux que l'emprunt de 4 p.c. en 1888. La Chambre doit comprendre que 10 p.c. sur 10 millions représentent une somme de 1.000.000, laquelle, en y ajoutant 50 années d'intérêt, donne un chiffre de plusieurs millions. Nous avons cru dans les circonstances, qu'il valait mieux attendre que le marché eût repris son état normal avant de faire des arrangements définitifs.

Ainsi, au lieu d'emprunter 10 millions, chose que nous aurions pu faire facilement en acceptant les offres qui nous étaient soumises, nous nous sommes limités à un emprunt temporaire, même au prix d'un léger sacrifice, préférant payer temporairement quelques milliers de piastres de plus, plutôt que de faire perdre à la province le bénéfice de plusieurs millions par un emprunt placé dans un temps inopportun et sur un marché défavorable. Nous aurions, comme je l'ai déjà dit facilement obtenu nos 10 millions, mais il valait mieux attendre le moment propice plutôt que de lier la province à un emprunt dans des conditions inférieures à ce que nous avions droit d'attendre si le marché eût été dans un état normal.

Des banquiers offraient de nous prêter temporairement, même à de meilleures conditions que celles que nous avons acceptées, avec l'entente que cet emprunt fût effectué par leur entremise.

mais nous avons refusé ces offres, ne voulant aucunement nous lier d'avance. La raison de notre refus c'est que nous ne voulions souscrire à aucune condition de nature à nous priver de notre libre arbitre dans nos négociations futures.

Passons maintenant à la négociation effectuée par le trésorier.

Notre emprunt a produit 96 1/4, tandis que le sien n'a atteint que 94. Il y a donc une perte considérable entre cet emprunt et le nôtre. Mais en outre de cette perte, il faut tenir compte des conditions onéreuses auxquelles l'honorable trésorier a été obligé de se soumettre.

Par l'article 3 du contrat, "le gouvernement de la province de Québec s'engage à faire avant le 31 décembre 1894 l'émission d'un emprunt à créer en vertu de l'acte 54 Vict. ch. 2: les fonds provenant de cette émission seront spécialement affectés au remboursement des obligations de 1893 et ne pourront recevoir aucune autre destination. Ainsi, avant le 31 décembre prochain, l'honorable trésorier est obligé par ce contrat d'effectuer un emprunt dont le produit devra servir spécialement à l'extinction de ce dernier emprunt."

Il sera donc obligé, 6 mois d'avance, de faire un emprunt pour payer une somme due 6 mois plus tard. Le gouvernement, par cette transaction, en supposant que le trésorier réussisse à le négocier, encourra une perte d'intérêt considérable, car ces fonds placés à intérêt en Angleterre ou en France, en attendant l'échéance, ne rapporteront pas plus de 1 1/2 à 2 p.c. par année.

Dans le cas où l'émission précitée n'aurait pas été effectuée le 31 décembre 1894, le gouvernement devra remettre, avant le 15 janvier 1895, au Crédit Lyonnais et à la Banque de Paris et des Pays-Bas des titres d'un emprunt consolidé dont le terme n'excédera pas 40 ans, en quantité suffisante pour que ces titres calculés à 10 p.c. au-dessus de la parité des cours à Londres et à Paris, des fonds similaires de la province de Québec, représentant le montant en capital nominal de 42,554 obligations à l'échéance du 15 juillet 1895.

Il est évident que, si l'honorable trésorier ne réussit pas à placer ces titres, en décembre 1894, chose très possible, excepté à des conditions onéreuses, les débentures qu'il est obligé de déposer entre les mains des banquiers devront nécessairement entraîner une perte considérable, car le gouvernement ne peut guère espérer obtenir plus que 94, prix de son dernier placement, et peut-être moins. Il ne faut pas oublier que notre crédit se trouve affecté d'avance par les conditions plus qu'onéreuses auxquelles il a consenti et qu'il ne sera pas dans des conditions voulues pour débattre les termes de cet emprunt.

Suivant l'article 3, dans le cas où le gouvernement et les banquiers ne s'entendraient pas sur le prix de vente de ces titres, ceux-ci auront droit à la réalisation des dits titres par voie d'adjudication publique sur les marchés de Londres et de Paris.

Il est à craindre que, dans ce cas, les spéculateurs et les banquiers soient intéressés à ob-

tenir ces valeurs à un prix aussi réduit que possible.

Le crédit de la province se trouve gravement affecté par un contrat aussi désavantageux, et je regrette sincèrement de voir que l'honorable trésorier se soit laissé imposer de telles conditions. A la suite d'un marché aussi onéreux, nous sommes donc entièrement à la merci des banquiers et des capitalistes qui, à un moment donné, peuvent se concerter pour déprécier nos titres afin de les obtenir au rabais.

A la page 19 de son discours, il s'exprime ainsi: "Pour conclure, M. l'Orateur, permettez-moi de vous dire que dans ces 18 mois d'office l'administration a réussi à rétablir l'équilibre dans nos finances; nous avons en chiffres ronds réduit la dépense d'un peu plus de 3/4 de million par an et nous avons fait disparaître du passif, comme on le voit dans l'état présenté pour les subventions de chemins de fer, plus de 2 1/2 millions de dollars."

J'ai déjà démontré la fausseté des assertions de l'honorable trésorier au sujet de ce 3/4 de million de réduction des dépenses par an dont il se vante.

Mais l'honorable trésorier se trompe encore lorsqu'il dit qu'il a fait disparaître du passif affecté aux subventions de chemins de fer, une somme de plus de 2 millions 1/2 de dollars. D'après moi, tout ce qui a été soldé pour cette fin, en 1892-93, ne dépasse pas \$1,600,000, somme couverte par des emprunts temporaires dont le montant s'élevait au 30 juin 1893 à \$1,700,000. L'honorable trésorier se vante d'avoir diminué le passif de 2 millions et demi, mais il n'est pas aussi loyal à notre égard, ainsi qu'on peut le constater par son état comparatif au commencement de son discours sur le budget, où il fait paraître comme déficit ces paiements faits par nous, et au lieu d'avouer franchement l'objet de ces paiements, il s'en sert pour déprécier notre administration et nous accuser d'extravagances dans les dépenses. De sa part, c'est un acte de bonne administration d'avoir réduit le passif, mais pour nous la même transaction, d'après lui, est blâmable. Quelle comédie!

L'honorable trésorier a osé prétendre que nous avons ruiné le crédit de la province par notre politique extravagante, oubliant, volontairement ou non, que ce n'est pas notre politique qui a pu l'affecter, mais bien sa conduite et celle de ses amis par leurs criailleries et par les états erronés produits par eux.

En effet, quelle a été la conduite de ces messieurs lorsqu'il s'est agi de l'emprunt de 10 millions? Ils ont fait tout leur possible pour discréditer la province par leurs écrits, non seulement dans la presse canadienne, mais aussi dans la presse étrangère. A notre arrivée en Europe, leur oeuvre anti-patriotique nous y avait précédés, car les journaux financiers de ces pays avaient déjà lancé les articles les plus erronés et les plus fallacieux provenant de nos adversaires et dans lesquels ils décriaient le crédit de la province. Dans ces articles on allait jusqu'à mettre en garde

contre nous les institutions financières en les prévenant de l'incapacité de la province de faire face à ses obligations et en déclarant qu'un emprunt de 10 millions ne ferait qu'augmenter nos difficultés financières.

Voilà quelle a été l'oeuvre déloyale de nos adversaires pendant que nous étions en Europe pour négocier un emprunt dont le produit devait être employé à solder nos obligations et permettre à la province de compléter son réseau de chemins de fer et de subvenir aux dépenses des travaux publics que la Chambre et le peuple avaient sanctionnées.

Ils réussirent tellement bien dans leur oeuvre néfaste que le marché anglais nous fut fermé. De plus, depuis plusieurs années, quelle a été la politique du trésorier actuel et de ses amis, sinon d'écraser par tous les moyens possibles ceux qui étaient au pouvoir pour s'installer à leur place? Ils ont employé toute leur énergie et dirigé tous leurs efforts à discréditer le gouvernement Mercier, en s'attaquant à sa politique financière que l'on représentait, dans leur presse et sur les "hustings", sous les couleurs les plus fausses. On ne se contentait pas seulement de présenter des états erronés et fallacieux sur la situation financière, mais encore on faisait circuler ces mêmes états parmi les capitalistes étrangers. Dans le seul but de nous remplacer, on prenait tous les moyens pour arriver à cette fin, sans se préoccuper de ce qui pouvait en résulter pour le crédit de la province. Nos adversaires une fois au pouvoir se sont trouvés pris dans le piège qu'ils nous avaient tendu. Aussi le trésorier peut nous en dire quelque chose, à en juger par la réception qui lui a été faite sur le marché anglais lorsqu'il s'est adressé à ses capitalistes, pour obtenir les moyens dont il avait besoin, et par le contrat onéreux que lui ont imposé les banquiers français. Ils ont réussi, il est vrai, à déplacer leurs adversaires et à s'installer à leur poste, mais, pour arriver à leurs fins, ils ont jeté la province dans la fange d'où elle ne sortira que difficilement.

Mais au lieu de passer son temps à déprécier l'administration Mercier, et à présenter la situation financière sous les couleurs les plus sombres, l'honorable trésorier aurait fait preuve de patriotisme et de bonne foi en démontrant à la Chambre et au pays que, si nous avions une dette, celle-ci avait été contractée pour la construction de voies ferrées et autres grands travaux d'utilité publique dont la province ne pouvait que bénéficier: mais il a préféré se lancer dans la voie des récriminations, afin d'écraser ses adversaires à tout jamais, sans songer ce qu'une telle politique avait de fatal pour notre crédit. Ainsi, il a récolté ce qu'il a semé, car, en tuant ses adversaires, il a aussi tué le crédit de la province.

Personne ne peut nier que M. Mercier, en tout temps et durant son voyage en Europe, n'ait fait un travail gigantesque et par ses écrits et par ses discours, dans lesquels il a toujours fait ressortir les ressources et les richesses de la province. Quoi qu'en disent ses adversaires, il a donné des

preuves, pendant son séjour en France, d'un esprit vraiment patriotique et d'un homme aimant sincèrement son pays.

Soyons donc francs et loyaux lorsqu'il s'agit de notre situation financière et, au lieu de tuer notre crédit pour des fins de parti, prouvons donc que, si nous avons dépensé largement depuis quelques années, ces dépenses ont eu pour but le développement de nos ressources, et auront pour résultat pratique l'amélioration du bien-être et de la prospérité de la province.

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5): Dans son budget du 12 avril 1887, le député de Québec-Est (M. J. Shehyn) a déclaré que les recettes ordinaires et extraordinaires de ses prédécesseurs avaient été présentées pêle-mêle, et qu'il en était de même pour les dépenses ordinaires et extraordinaires. Dans ce même discours, il déclara: "Il est facile de faire croire à un surplus dans les comptes publics, alors qu'en réalité, il y a un déficit." Il suffit pour cela d'abandonner quelques services de certains départements ou encore de négocier un emprunt. Le député de Québec-Est a même été jusqu'à prendre d'un emprunt une somme d'argent pour la construction de routes de colonisation. Il s'est fièrement attribué le mérite d'avoir inclus dans les dépenses ordinaires des paiements comme celui des routes de colonisation. Cet extrait de son discours budgétaire de 1887 le démontre clairement: "J'ai inclus aux dépenses ordinaires une somme de \$100,000 destinée aux routes de colonisation. Cette somme, bien que l'on spécifie dans le budget quelle fut tirée d'un emprunt, tombe en réalité dans la catégorie des dépenses ordinaires".

Il énumère ensuite les différents items des dépenses ordinaires au cours des quelques dernières années, démontrant à l'aide de documents officiels que le montant global dépensé à ce titre pour l'année 1892-93, était seulement de \$3,901,770.82, comparativement au montant déboursé en 1891-92, qui était de \$4,446,639.60. Les dépenses spéciales se chiffraient seulement à \$238,264.10 comparativement à celles de 1891-92, qui étaient de \$551,041.88, ce qui fait une différence de plus de \$300,000. Ces différences au chapitre des dépenses ordinaires et des dépenses spéciales constituent une économie de \$750,000. Il rappelle au député de Québec-Est qu'il avait condamné l'extravagance du gouvernement conservateur dans la construction des édifices du parlement et du palais de justice, et qu'il avait demandé \$95,000 pour les compléter. Depuis cette date, le gouvernement Mercier a déboursé \$551,000 pour l'un, et \$460,000 pour l'autre. Ce même gouvernement a placé \$2,500,000 des dépôts en garantie pour les chemins de fer dans la caisse générale et l'a incorporé aux dépenses ordinaires. Ensuite, il envoya ses représentants en Europe, pour emprunter de l'argent qui remplacerait les sommes en fidéicommis qu'ils avaient dépensées. Peut-on appeler cela une transaction financière saine? En 1887, ils ont demandé l'auto-

risation de faire un emprunt de \$3,500,000 pour payer les réclamations dues. Depuis lors, ils ont fait un autre emprunt permanent de \$3,707,000 et des emprunts temporaires de \$3,223,000 en plus de dépenser les \$2,508,000 qui étaient les dépôts en garantie pour les chemins de fer, ce qui fait un total de \$12,817,386. Si on déduit \$4,525,185 de cette somme pour le remboursement des prêts, il reste encore \$8,292,201. De ce montant, \$3,482,247 ont été dépensés en subsides aux chemins de fer, laissant une balance de \$4,809,953 dont on ne connaît pas l'emploi. Il nie que l'Opposition fût responsable des dépenses élevées consacrées aux chemins de fer. En 1890, ils proposèrent un amendement à l'adresse au discours du trône, et quand la question des subsides aux chemins de fer fut soulevée, ils votèrent contre, en bloc. Il a lui-même demandé au gouvernement où il espérait trouver l'argent pour payer ces subsides en plus de leurs autres obligations. L'Opposition a fait tout ce qu'elle pouvait pour empêcher cette dépense vu l'état précaire des finances.

Si le crédit de la province est bon aujourd'hui, c'est grâce à la nouvelle administration qui a réduit franchement et honnêtement les dépenses ordinaires de \$750,000 par année.

Il est prouvé que le changement de gouvernement a amené un changement aussi dans l'administration des finances. On ne peut tenir les Conservateurs responsables de l'augmentation de la dette flottante sous le gouvernement Mercier.

Le représentant de Québec-Est (M. J. Shehyn) a dit aussi que les emprunts étaient pour payer les dettes des Conservateurs. Eh bien, l'emprunt de 1887, fait pour 3 millions, n'a payé que deux millions aux chemins de fer: où est le reste? Il a payé les déficits. Quant à l'emprunt projeté de dix millions, la tentative de le négocier a coûté bien cher à la province, mais elle n'a produit aucun résultat satisfaisant.

UNE VOIX: Il n'y a pas eu de "boudlage".

M. G. W. STEPHENS (Huntingdon): Dit que la question de dépenses ordinaires et de dépenses extraordinaires ne produit rien de pratique. Le seul fait évident qui ressort de tout cela, c'est que les recettes ne couvrent point les dépenses, et par conséquent, que l'on dépense trop. De 1886 à 1893, les dépenses s'élevèrent à \$42,000,000, et les revenus à \$25,000,000, laissant un déficit de \$17,000,000. Le déficit fut en partie comblé en jonglant avec les chiffres. Le total des déboursés de 1889 à 1893 était de \$25,867,000 et les recettes ordinaires, de \$15,281,000, laissant un déficit de \$10,000,000 ou \$2,646,000 par année. Il veut bien admettre qu'on a réalisé une économie de \$317,386 dans les dépenses ordinaires et il est prêt à en attribuer le mérite au gouvernement, mais pour ce qui est du trésorier, n'étant qu'une simple créature de la Chambre, on ne peut lui en attribuer le mérite. Il calcule qu'il y aura un déficit de \$655,000 d'après l'estimation des revenus et des dépenses de 1894-95. Nos dépenses et nos dettes, pense-t-il, ont augmenté beaucoup trop rapide-

ment, proportionnellement à l'accroissement de notre population. Un seul des Etats américains a une dette aussi importante que celle du Québec, il termine en proposant comme amendement, appuyé par le représentant de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants: "Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais elle est d'opinion qu'il est devenu de plus en plus évident que l'administration des affaires de cette province entraîne des dépenses trop considérables."

Que cet état de choses a eu pour résultat la création d'une lourde dette publique et le prélèvement d'impôts qui pèsent sur la population, la découragent dans ses efforts, entravent ses progrès et ont été l'une des causes du dépeuplement de cette province.

Que notre crédit public est sérieusement compromis, comme le démontrent les dernières opérations financières du gouvernement sur le marché monétaire.

Que les contribuables ont le droit d'exiger et que, de fait, ils exigent dans l'organisation générale de notre système administratif et dans la gestion de nos affaires publiques, des réformes et des modifications propres à leur assurer les bienfaits d'une économie véritable et l'application des règles de simplicité et de prudence que les circonstances actuelles imposent d'une manière impérieuse.

Qu'en conséquence, cette Chambre est d'opinion qu'il est désirable qu'un comité spécial de cette Chambre soit chargé d'étudier la situation économique, administrative et financière de la province, pour réviser et réajuster les diverses branches de notre service public, en vue d'arriver à la diminution immédiate des charges de l'Etat et des impôts créés au détriment du commerce, de l'industrie, de l'agriculture et des classes laborieuses, le dit comité étant spécialement chargé de conférer avec un comité que pourra nommer aux mêmes fins le Conseil législatif."

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Le gouvernement n'a pas l'intention de nommer une commission spéciale pour s'occuper de la réorganisation du service civil, les ministres sont capables de faire leur ouvrage seuls.

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Qualifie le discours du député de Huntingdon (M. G.W. Stephens) d'injuste au plus haut degré bien que ce dernier prétende le contraire, et estime qu'il n'est qu'une suite d'exagérations indignes de considération. Il démontre que, dans son calcul des dépenses ordinaires pour l'année 1892-93, le député de Huntingdon a inclus les subsides aux chemins de fer, et il tourne au ridicule sa prévision d'un déficit pour l'an prochain. Il se réfère au rapport du député de Huntingdon concernant l'économie de \$347,000 réalisée en un an par le gouvernement actuel, pour démontrer que les calculs sont inexacts et qu'on a commis une erreur

en mélangeant les paiements de deux ans avec les recettes d'une année.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise: et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Bernatchez, Bisson, Caron, De-chêne, Laliberté, Marchand, Mercier, Morin, Parent, Pinault, Shehyn, Stephens, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, 15.

CONTRE: MM. Allard, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Cartier, Casgrain, Châteauvert, Chicoyne, Desjardins, Duplessis, England, Flynn, Greig, Hackett, Hall, Kennedy, King, Lacouture, McDonald, McIntosh, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Panneton, Pelletier, Poirier, Rioux, Ste-Marie, Simpson, Spencer, Taillon, Tellier, Tétreau, 34.

Ainsi, la question est résolue négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix: Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme à nouveau en comité des subsides.

Elle est résolue affirmativement. La Chambre se forme, en conséquence, à nouveau en comité des subsides.

#### En comité:

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face à diverses dépenses, en général; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas neuf mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil d'hygiène, en vertu du statut refondu de la province de Québec, titre 7, chapitre 3, section 1; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des pêcheries (par le département des Terres de la couronne); pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des comptes impayés du département des Terres de la couronne; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la protection des forêts (par le département des Terres de la couronne); pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'impression et coût de la carte régionale du district d'Ottawa; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas quinze mille

piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la Gazette officielle de Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

8. Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour timbres, licences, etc. pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

9. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'inspection des chemins de fer; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

10. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction du couvent de Saint-Ambroise-de-Kildare, comté de Joliette, quatrième paiement sur six égaux; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions lesquelles sont lues pour la première fois.

#### Subsides

Le comité des subsides fait rapport à la Chambre d'une résolution adoptée le 16 novembre 1893 à l'effet qu'une somme n'excédant pas six mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles d'agriculture de Compton, Oka et Roberval; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Pose une question.

L'HONORABLE J. MCINTOSH (Compton): Explique que le village de Compton avait acheté une ferme dans ce but. On avait demandé au gouvernement de voter un budget de \$20,000 à distribuer en cinq versements annuels; les promoteurs prendraient quinze élèves ou plus en charge, et leur donneraient des cours pratiques en agriculture.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Demande de qui la ferme a été achetée.

L'HONORABLE J. MCINTOSH (Compton): Répond que la ferme a été achetée d'un dénommé Hitchcock.

La Chambre adopte cette résolution.

#### Subsides

Le comité des subsides fait rapport à la Chambre de deux résolutions:

1. Qu'une somme n'excédant pas six mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de réparations et ameublement de Spencer Wood; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

2. Qu'une somme n'excédant pas trente-huit mille cinq cent vingt piastres et trente centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des édifices des départements et de la Législature, murs d'enceinte, règlement de ce compte avec M. Charlebois et autres comptes se rapportant aux améliorations faites aux édifices et terrains voisins; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

La première résolution est lue la première fois tandis que la seconde est lue deux fois et adoptée sur division.

#### **Subsides**

Le comité des subsides fait rapport à la Chambre de certaines résolutions adoptées le 28 novembre 1893 ainsi que les 5, 26, 27 et 28 décembre 1893. La Chambre adopte ces résolutions.

#### **Demande de documents:**

##### **Concessions forestières**

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Propose, appuyé par le représentant de Montmagny (M. N. Bernatchez) qu'il soit mis devant cette Chambre un état de tous les transferts de limites à bois, du 30 juin 1892 à décembre 1893, avec le montant payé pour chaque limite et le montant des honoraires ou droits reçus par la couronne sur chaque transfert.

Adopté.

##### **Chemins de Nomingue**

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Demande des explications au sujet d'une route de colonisation dans la région du Nomingue que le gouvernement a fait fermer.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Répond que cette route est devenue inutile.

M. N. BERNACHEZ (Montmagny): Demande quand va être produit le rapport du comité de l'agriculture.

M. B. BEAUCHAMP (Deux-Montagnes): Il y a lieu de ne pas aller trop vite, de reconsidérer le rapport. Il n'est donc pas encore prêt.

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (M. A. Turgeon), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance au sujet de la fermeture de la route de colonisation dite "Chemin de Nomingue" dans le comté d'Ottawa.

Adopté.

La séance est levée à minuit.

#### **Séance du 3 janvier 1894**

#### **Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc**

La séance s'ouvre à trois heures trente.

#### **Rapports de comités:**

M. B. BEAUCHAMP (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le projet de l'établissement d'abattoirs et de réfrigérateurs dans la province de Québec, soumis par M. Bender, dans le but de développer nos exportations agricoles, telles que viandes, poissons, beurre, etc., à destination de l'Europe. La compagnie qui exploiterait l'industrie projetée s'obligerait d'abattre au moins 25,000 têtes de bétail annuellement, et demande au gouvernement de garantir pendant vingt ans l'intérêt à 4% de la somme de \$400,000.00.

Le comité est d'opinion que la réalisation de ce projet serait dans l'intérêt de la classe agricole de la province, et il croit que le gouvernement devrait garantir pendant dix ans l'intérêt à 4% sur une somme de \$300,000.00 à la compagnie formée ou à être formée par M. Bender aux conditions suivantes, savoir:

1. Le capital-actions de la compagnie ne devra pas être moindre que \$600,000.00. La compagnie n'aura droit à la garantie d'intérêt susdite que pour les années pendant lesquelles l'établissement sera en opération. Pour que cet établissement soit considéré être en opération, il faudra que la compagnie emploie chaque année au moins cent hommes et qu'elle achète et abatte annuellement au moins 25,000 têtes de bétail, pesant le tout au moins 6,000 tonnes, plus le beurre et autres produits.

2. Le premier montant d'intérêt en garantie ne sera exigible qu'après que la somme de \$300,000.00 aura été dépensée pour la construction et l'installation des abattoirs et réfrigérateurs.

3. La moitié au moins des produits reçus dans les abattoirs et réfrigérateurs devra être exportée en pays étrangers.

4. Si M. Bender ne réussit pas à former une compagnie dans l'espace d'un an, ou si, après sa formation, l'établissement ne fonctionnait pas pendant deux ans, elle perdra tout droit à la garantie d'intérêt plus haut mentionnée, laquelle sera offerte à toute autre compagnie aux mêmes conditions.

5. Les réfrigérateurs devront être assez grands pour contenir 1,000 tonnes de produits agricoles.

6. Cet établissement devra être construit dans la province de Québec, près d'un port, sur le fleuve Saint-Laurent.

#### **Taxes et licences**

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour, appuyé par le représentant de Chambly (l'honorable L.-O. Tail-



lon), que le bill (bill no 133) amendant et refondant les lois 55-56 Victoria, chapitres 10 et 15, et 56 Victoria, chapitre 15, concernant certaines taxes et licences, soit maintenant lu pour la troisième fois.

M dit avoir reçu plusieurs sollicitations de Montréal pour réduire à moins de 5 pour cent la taxe sur les loyers, mais il a été obligé de répondre qu'il ne voyait pas de possibilité de pouvoir le faire cette année, mais l'an prochain avec des baisses accrues dans les dépenses, il espère être en mesure de la réduire à 3 pour cent.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose comme amendement à la motion, appuyé par le représentant de Montmagny (M. N. Bernatchez), que le mot "maintenant" soit retranché, et que les mots: "dans six mois à dater d'aujourd'hui" soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise: et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Augé, Bernatchez, Bisson, Dechêne, Gosselin, Laliberté, Lussier, Marchand, Mercier, Ste-Marie, Stephens, 11.

CONTRE: MM. Allard, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Cartier, Casgrain, Châteauvert, Cholette, Chicoyne, Doyon, Duplessis, England, Greig, Grenier, Hackett, Hall, Kennedy, Lacouture, McIntosh, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Panneton, Pelletier, Poirier, Rioux, Savaria, Simpson, Taillon, Tellier, Tétreau, Villeneuve, 34.

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant mise aux voix, Que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement. Le bill est, en conséquence, lu pour la troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Subsides

L'ordre du jour pour la deuxième lecture des résolutions rapportées, hier, du comité des subsides, étant lu, les dites résolutions sont lues pour la deuxième fois et adoptées.

### Ecole polytechnique

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 151) constituant en corporation l'Ecole polytechnique. Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de ce bill et qu'il le recommande à la considération de cette Chambre.

Adopté sur division. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Rapports de comités:

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent de législation et lois expirantes.

Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 103) amendant le code civil, relativement aux privilèges des constructeurs, journaliers, ouvriers et fournisseurs de matériaux et y a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

### Subsides

L'ordre du jour étant lu pour la deuxième lecture d'une résolution à l'effet qu'une somme n'excédant pas six mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de réparations et ameublement de Spencer Wood; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

Et la question étant proposée, Que la dite résolution soit maintenant lue pour la deuxième fois:

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Propose comme amendement, appuyé par le représentant de Bellechasse (M. A. Turgeon), que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "il soit résolu que, dans l'opinion de cette Chambre, les dépenses encourues pour frais d'entretien de Spencer Wood sont trop considérables et qu'elles sont inutiles".

M. H. MERCIER (Bonaventure): Trouve exorbitant la somme de \$10,000 pour les dépenses encourues à Spencer Wood à l'arrivée du lieutenant-gouverneur Chapeau.

Il propose un sous-amendement exprimant simplement le désir que le gouvernement voudra réduire les dépenses le plus possible. Il dit que la province n'a pas les moyens de payer une somme pareille annuellement pour des réparations, etc., quand on a acheté une luxueuse résidence pour laquelle on a payé pendant une année.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Dit que le gouvernement a l'intention de réduire les dépenses si une telle chose est possible, à défaut de quoi ils considéreront la possibilité d'abandonner tout à fait Spencer Wood. Il est prêt à accepter l'amendement du député de Bonaventure (M. H. Mercier), mais ne peut approuver celui du député de L'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne).

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Refuse de retirer son amendement parce qu'il veut condamner les dépenses du passé.

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne):

Dit qu'il n'a pas d'objection parce que cette condamnation parle surtout contre l'ancien régime.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Retire son sous-amendement.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Bernatchez, Bisson, Dechêne, Fitzpatrick, Gosselin, Laliberté, Lussier, Marchand, Mercier, Morin, Parent, Ste-Marie, Stephens, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, 16.

CONTRE: MM. Allard, Augé, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Cartier, Casgrain, Châteauvert, Cholette, Chicoyne, Cooke, Doyon, Duplessis, England, Flynn, Greig, Grenier, Hackett, Hall, Kennedy, Lacouture, McDonald, McIntosh, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Panneton, Parizeau, Pelletier, Poirier, Rioux, Savaria, Simpson, Spencer, Taillon, Tétreau, Villeneuve, 39.

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant proposée, Que la dite résolution soit maintenant lue pour la deuxième fois;

M. H. MERCIER (Bonaventure): Propose comme amendement, appuyé par le représentant de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), que les mots suivants soient ajoutés à la motion principale: "Mais cette Chambre espère que le gouvernement réduira à l'avenir ces dépenses par tous les moyens convenables".

Et la question étant mise aux voix, Que ces mots soient ajoutés; elle est résolue affirmativement.

Alors la motion principale, ainsi amendée, étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence, lue pour la deuxième fois et adoptée.

### Subsides

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour, appuyé par le représentant de Nicolet (l'honorable L. Beaubien) que l'Orateur quitte maintenant son fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides).

M. H. MERCIER (Bonaventure): Proteste contre l'augmentation de la dette flottante qui s'est élevée de \$150,000 à \$1,870,000 depuis le 16 décembre 1891.

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Répond qu'au mois de juillet 1891 le gouvernement Mercier avait \$2,000,000, de dette flottante et malgré un emprunt permanent de \$4,000,000, il restait encore \$150,000 d'emprunts temporaires lorsque les conservateurs sont arrivés au pouvoir.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Propose comme amendement, appuyé par le représentant de

Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants: "sans refuser les subsides à Sa Majesté, cette Chambre regrette de constater que les emprunts temporaires qui n'étaient que de \$150,000.00 le 15 décembre 1891, s'élevaient, au 15 novembre dernier, à la somme de \$1,870,000.00 d'après le document numéro 33, mis devant cette Chambre le 24 novembre dernier".

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Il ne voit pas qu'on puisse reprocher au gouvernement cet emprunt qu'il a fallu effectuer non pour rencontrer les obligations du gouvernement actuel, mais pour payer celles que nous avait léguées le gouvernement Mercier.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Bernatchez, Bisson, Dechêne, Fitzpatrick, Gosselin, Laliberté, Lussier, Marchand, Mercier, Morin, Parent, Pinault, Shehyn, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, 16.

CONTRE: MM. Allard, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Cartier, Châteauvert, Cholette, Chicoyne, Cooke, Desjardins, Doyon, Duplessis, England, Flynn, Greig, Grenier, Hackett, Hall, Kennedy, King, Lacouture, McDonald, McIntosh, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Panneton, Parizeau, Pelletier, Poirier, Rioux, Savaria, Ste-Marie, Simpson, Spencer, Taillon, Tellier, Tétreau, Villeneuve, 42.

Ainsi la proposition est résolue négativement.

Alors, la motion principale étant mise aux voix; elle est résolue affirmativement.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau, en le dit comité.

### En comité:

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Barreau de la province de Québec, pour aider à la publication des rapports judiciaires: pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la révision du code de procédure civile; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide pour le chemin maritime, côte sud. de Sainte-Anne-des-Monts à la Rivière-au-Renard, comté de Gaspé; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs

résolutions, et demande la permission de siéger à nouveau.

Les dites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Et la question étant de nouveau proposée Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Propose comme amendement, appuyé par le représentant de Bellechasse (M. A. Turgeon), que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais elle regrette qu'après avoir été depuis longtemps mise au courant de la position des habitants des Iles-de-la-Madeleine, qui ne peuvent devenir propriétaires des propriétés qu'ils occupent, le gouvernement a négligé de faire tout en son pouvoir pour rendre justice et venir au secours des dits habitants actuellement menacés d'être évincés en bloc par l'agent du propriétaire actuel des dites Iles.

Et que, de plus, cette Chambre regrette que le gouvernement n'ait pas cru devoir remplir les promesses faites lors des dernières élections, et faire droit aux requêtes signées par l'unanimité des habitants des dites Iles, déposées sur le bureau de cette Chambre, demandant la division du comté de Gaspé de manière à faire du groupe des Iles dites Iles-de-la-Madeleine une circonscription électorale distincte et séparée du reste du comté de Gaspé."

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Dit qu'il aurait préféré une autre manifestation de la part de la Chambre que celle exprimée par le présent amendement. Personnellement, il est en faveur de l'abolition de la tenure seigneuriale; il est aussi d'accord pour séparer les îles du continent, ce qui créerait deux districts électoraux, mais en tant que membre de l'administration, il ne peut rien promettre. Au cours des élections de 1890, son adversaire a fait plusieurs promesses, mais il ne les a pas tenues et, par conséquent, les électeurs ne lui concédèrent qu'une majorité de 250 votes. Durant la session de 1890, le Parti libéral a refusé cette division qu'il avait lui-même demandée. Le Parti libéral est-il en faveur de cette division?

De toute façon, la question de la division du comté ne peut avoir de conséquences avant les prochaines élections générales. La réglementation des terres seigneuriales présente plusieurs difficultés. Les droits de propriété doivent être achetés, mais à cause de sa situation financière, la province n'est pas capable de payer le prix demandé.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Donne l'histoire des Iles-de-la-Madeleine maintenant la propriété de descendants de l'amiral Coffin. Il déclare qu'il se commet là des exactions comme en Irlande et ses terres y sont en effet louées à bail dont la rente est élevée ou laissée suivant le caprice du propriétaire qui demeure en France, à Boulogne-sur-Mer, ou de son agent, ce qui est encore

pire. Je suis convaincu qu'il est devenu nécessaire de donner une représentation spéciale aux Iles-de-la-Madeleine. Quant à la tenure, je crois qu'elle doit marcher de pair avec l'autre question, attendu qu'il ne serait pas juste de donner un député à des électeurs qui ne seraient que locataires. Je crois qu'il y aurait moyen de s'entendre avec les propriétaires et de faire baisser leurs prétentions.

La voie d'approche rationnelle de la question n'est pas de considérer l'amendement du député de L'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne) comme une motion de non-confiance. Si l'Opposition vote en faveur de l'amendement, elle s'engage elle-même à soutenir toute mesure acceptable sur cette question.

L'HONORABLE E. J. FLYNN (Gaspé): Demande au représentant de L'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne) de retirer sa motion promettant que le gouvernement donnera la plus grande attention à la question.

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Refuse.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: Bernatchez, Bisson, Dechêne, Fitzpatrick, Gosselin, Laliberté, Lussier, Marchand, Mercier, Morin, Parent, Pinault, Shehyn, Tessier (Port-neuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, 16.

CONTRE: Allard, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Cartier, Casgrain, Châteaufort, Cholette, Chicoyne, Cooke, Desjardins, Doyon, Duplessis, England, Flynn, Greig, Grenier, Hackett, Hall, Kennedy, King, Lacouture, McDonald, McIntosh, Magnan, Marion, Nantel, Normand, Panneton, Parizeau, Pelletier, Rioux, Savaria, Simpson, Spencer, Taillon, Tellier, Tétreau, Villeneuve, 39.

Ainsi la proposition est résolue négativement.

Alors, la motion principale étant mise aux voix; la Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en comité des subsides.

#### En comité:

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5): Propose;

1. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de construction du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a voté cette résolution et demande la permission de siéger à nouveau. La Chambre adopte cette résolution.

#### Rapports de comités:

L'HONORABLE G.-A. NANTÉL (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité collectif des deux

Chambres sur les impressions de la Législature. Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a élu l'honorable M. Nantel son président, et recommande que le quorum du comité soit réduit à cinq membres.

Votre comité a aussi examiné avec soin tous les documents mis devant la Chambre et recommande l'impression des suivants:

18. Réponse à adresse: correspondance ayant trait à la vente de l'asile de Beauport aux soeurs de la Charité et du contrat entre le gouvernement et les soeurs de la Charité.

26. Réponse à ordre: état indiquant, année par année, toutes les sommes votées pour l'agrandissement du palais de justice de Montréal depuis 1887 jusqu'à ce jour.

28. Réponse à ordre: rapports du surintendant médical et de l'architecte mentionnés au rapport d'un comité de l'honorable Conseil exécutif, en date du 22 juin 1893, concernant les améliorations et réparations relatives à l'asile de Beauport.

29. Réponse à adresse: pétition de droit de Georges Demers pour le recouvrement d'une somme de \$3,000.

29a. Réponse supplémentaire à adresse: pétition de droit de Georges Demers pour le recouvrement de \$3,000.

30. Réponse à adresse: produit net perçu jusqu'à ce jour à même les nouvelles taxes imposées par les articles 55-56 Victoria, chapitres 15, 16 et 17 (1892).

33. Réponse à ordre: montant des emprunts temporaires existant le 17 décembre 1891, à part de l'emprunt de quatre millions en France.

34. Réponse à ordre: montant reçu des corporations municipales pour arrérages dus pour l'entretien des aliénés dans les asiles sous le contrôle du gouvernement depuis novembre 1891.

36. Réponse à ordre: rapport des architectes ou autres et toute correspondance concernant les réparations au palais de justice de Montréal depuis le 30 janvier 1893.

40. Réponse à ordre: documents relatifs à la question d'arbitrage au sujet du règlement des comptes entre les provinces de Québec et d'Ontario.

43. Réponse à adresse: ordres en conseil, etc., concernant la mission de l'honorable trésorier en Angleterre et en France, pour effectuer un emprunt.

43b. Réponse supplémentaire à dito.

51. Réponse à ordre: montant total reçu des emprunts temporaires et permanents et des dépôts de garanties de chemin de fer et le total des sommes remboursées sur ces comptes dans chaque année fiscale, entre le 31 janvier 1887 et le 17 décembre 1891.

52. Réponse à ordre: correspondance entre le gouvernement et la compagnie dite "Charlemagne and Lake Ouareau Lumber Company" au sujet de la location de certains lacs à la dite compagnie.

56. Réponse à ordre: état donnant le montant payé aux ex-propriétaires de l'asile de Beauport en vertu d'une certaine clause du contrat passé entre les dits propriétaires et les soeurs de la Charité.

82. Réponse à ordre: copie du rapport du docteur Wyatt Johnston sur les enquêtes de coroner.

23. Réponse à adresse de la 1ère session de 1893: correspondance à propos de l'asile de Beauport et l'entretien des aliénés à l'expiration du présent contrat et au sujet de la construction d'un nouvel asile.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

## Reprise de la séance à huit heures trente

### Travaux de la Chambre

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Maurice (M. L.-T.-N.-L.-N. Duplessis), qu'à compter de jeudi, le quatre janvier courant, cette Chambre ait trois séances par jour: la première de 11 heures a.m. jusqu'à 1 h. p.m.; la deuxième de trois heures à six heures p.m. et la troisième de 7.30 p.m. jusqu'à l'ajournement, et que les ordres du gouvernement aient la priorité à chaque séance.

Adopté.

### Documents:

#### Concessions forestières

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre, du 13 février 1893, pour un état indiquant:

1. L'époque de l'année à laquelle a eu lieu la dernière vente publique des limites à bois dans cette province et l'espace de temps qui s'est écoulé entre la date de la première annonce de cette vente et le jour de la vente.

2. Les conditions de vente et la forme sous laquelle les avis publics ont été donnés.

3. Les conditions sous lesquelles chaque vente de limites a été réellement faite.

4. Les limites offertes en vente et retirées de la vente, puis subséquemment offertes de nouveau en vente sous des conditions nouvelles; en quoi ces conditions ont différé des premières.

5. Les plans et autres informations mis à la disposition des personnes projetant des achats de limites: quand et comment ils ont été mis à leur disposition ou rendus publics.

6. Le mode d'exploration adopté par le gouvernement pour obtenir ces informations préliminaires: quand et par qui ces explorations ont été faites.

7. Tableau des prix réalisés par le gouvernement des ventes de limites faites en 1882 et en 1892 avec l'étendue respective de ces limites.

8. La mise à prix fixée par le gouvernement sur chaque limite vendue.

9. La méthode employée par le gouvernement pour s'assurer de la valeur approximative des limites ainsi mises en vente.

10. L'étendue de ce qui reste encore de limites à bois non concédées dans cette province, avec distinction entre les limites de bois de pin et les limites de bois d'épinette;

11. Les informations que possédait le gouvernement en 1892, quant à l'étendue des limites de bois de pin non vendues antérieurement à la dernière vente, la nature et l'importance des différentes essences qu'elles contiennent;

12. La date à laquelle expirent respectivement les licences de limites à bois existantes;

13. Le revenu annuel provenant des limites actuellement sous licence;

14. Les démarches faites par le gouvernement pour s'assurer du revenu approximatif sur lequel

pourra compter le gouvernement de ces limites à bois après l'expiration des licences existantes. (Document de la session no 85)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 15 novembre 1893, pour la production d'un état indiquant: 1. L'étendue de ce qui reste encore de limites de bois non concédées dans cette province, avec distinction entre les limites de bois de pin et les limites de bois d'épinette, avec indications de la nature et de l'importance des différentes essences qu'elles contiennent;

2. Le revenu annuel provenant des limites actuellement sous licence;

3. La date à laquelle expirent respectivement les limites de bois existantes. (Document de la session no 86)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 15 novembre 1893, pour un état indiquant: 1. les conditions sous lesquelles la vente des limites à bois faite le 15 décembre 1892 a été annoncée publiquement, la forme sous laquelle les avis publics en ont été donnés et le temps qui s'est écoulé entre la date du premier de ces avis et le jour de la vente;

2. Les conditions sous lesquelles chaque vente de limites a été réellement faite;

3. Les nouvelles conditions sous lesquelles un certain nombre de ces limites ont été définitivement vendues après avoir été une première fois, dans le cours de cette vente, offertes et retirées de l'enchère; en quoi ces conditions ont différé des premières;

4. Les plans et autres informations mis à la disposition des personnes projetant des achats de limites; quand et comment ils ont été mis à leur disposition ou rendus publics;

5. Le mode d'exploration adopté par le gouvernement pour obtenir ces informations préliminaires; quand et par qui ces explorations ont été faites;

6. Tableau indiquant l'étendue totale des limites vendues dans cette circonstance, le prix total réalisé exclusivement de la rente foncière ("ground rent"); le plus haut prix obtenu par mille; la moyenne des prix par mille. (Document de la session no 87)

#### Infraction à la loi des licences

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre, du 27 décembre 1893, pour une copie de toute correspondance et de tous documents concernant la poursuite intentée par l'inspecteur du revenu du district de Kamouraska contre M. Pierre Beaulieu, de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, pour infractions à la loi des licences. (Document de la session no 88)

#### Introduction de bills:

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 9) modifiant l'acte des licences de Québec.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Dit que ces amendements ont été préparés avec l'aide

de M. Desnoyers. Le but est de diminuer le nombre des licences. Il y en a maintenant 478, nous proposons de les réduire de 50 pour la première année.

Un autre changement a pour but d'exempter des 25 signatures obligatoires pour obtenir sa licence, chaque année, tout hôtelier contre lequel il n'aura pas été porté plainte durant l'année. Ce sera un encouragement à la bonne conduite.

Dans les campagnes, il ne sera plus permis de donner d'alcool le jour des expositions agricoles; cependant, il pourra être servi à table du vin et de la bière.

Un autre amendement donne au juge le pouvoir de s'enquérir des infractions antérieures contre la loi.

Il y a aussi une disposition pour punir ceux qui s'entendent pour cacher la valeur réelle du loyer, ce qui fait perdre beaucoup de revenus à la province.

Enfin pour obtenir une remise de l'amende imposée, il faudra d'abord la signature du juge qui aura prononcé la sentence. Il y a aussi d'autres amendements de détail.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

### Subsides

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Nicolet (M. L. Beaubien), Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides).

M. J. SHEHYN (Québec-Est): Propose comme amendement, appuyé par le représentant de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "en consentant à voter les subsides à Sa Majesté, cette Chambre constate que les dépenses ordinaires de cette province, telles qu'établies par les comptes publics de l'année 1893 et telles que prévues par les budgets de 1894-95, s'élèvent, d'après les chiffres officiels de l'honorable trésorier, aux sommes suivantes:

Dépenses ordinaires de l'année 1892-93 .....	\$3,952,258.00
Estimation des dépenses ordinaires pour 1893-94 .....	3,851,161.00
Estimation des dépenses ordinaires pour 1894-95 .....	<u>3,910,000.00</u>
Total .....	\$11,713,419.00
Moyenne par année, \$3,904,473.00	
Que les dépenses ordinaires de cette province pour les années 1888-89, 1889-90, 1890-91, telles qu'établies par les comptes publics de ces différentes années, s'élèvent aux sommes suivantes:	
Dépenses ordinaires de 1888-89 .....	\$3,543,618.00
Dépenses ordinaires de 1889-90 .....	\$3,881,672.00
Dépenses ordinaires de 1890-91 .....	<u>\$4,095,520.00</u>
Moyenne par année .....	\$3,840,270.00
Total pour les trois années de dépenses ordinaires dont est responsable le gouvernement actuel .....	
Total pour les trois années de dépenses ordinaires dont est responsable le gouvernement précédent .....	\$11,713,419.00
Surcroît de dépenses à la charge du gouvernement actuel .....	\$11,520,810.00
Plus le montant approximatif du budget supplémentaire et des mandats spéciaux pour 1894-95 .....	\$192,609.00
Total du surcroît de dépenses en trois années par le gouvernement actuel .....	\$150,000.00
	<u>\$342,609.00</u>

Que l'état ci-dessus, basé sur les chiffres officiels, démontre que le gouvernement actuel, au lieu de pratiquer la stricte économie qu'il avait promise, afin d'éviter l'imposition de nouvelles taxes, s'est au contraire livré aux extravagances administratives dont il se proclamait l'adversaire.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Parle de ce qu'on a appelé ses extravagances et dit que les trois dernières années de son règne, comparées aux trois premières années de l'administration actuelle, prouvent que le gouvernement actuel a manqué à ses promesses.

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Dit qu'il n'a qu'un mot à répondre, c'est que ces messieurs n'ont pas inclus les dépenses ordinaires qui n'étaient que des dépenses spéciales.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Bernatchez, Bisson, Dechêne, Fitzpatrick, Gosselin, Laliberté, Lussier, Marchand, Mercier, Morin, Pinault, Shehyn, Tessier (Portneuf), Turgeon, 14.

CONTRE: MM. Ailard, Augé, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Cartier, Châteauvert, Cholette, Chicoyne, Desjardins, Doyon, Duplessis, England, Flynn, Greig, Grenier, Hall, Kennedy, Lacouture, McDonald, McIntosh, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Panneton, Parizeau, Poirier, Rioux, Savaria, Simpson, Spencer, Taillon, Tellier, Tétreau, Villeneuve, 37.

Ainsi, la question est résolue négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix, la Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en comité des subsides.

#### En comité:

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Propose.

1. Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la loi des manufactures, application des statuts refondus de la province de Québec, titre 7, chapitre 2, section 4; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas vingt-huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements et dépenses contingentes des registrateurs; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé deux résolutions et demande la permission de siéger à nouveau. Les dites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

#### Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement, savoir: bill (bill no 86) intitulé: "Loi amendant la loi de cette session, intitulée: "Loi concernant la substitution créée par François Guénette et Aurélie Beaudry, son épouse".

Bill (bill no 150) intitulé: "Loi amendant les dispositions spéciales relatives aux écoles publiques de la cité de Montréal".

Bill (bill no 153) intitulé: "Loi relative à l'enregistrement des titres dans les comtés de Mégantic et de Lotbinière, en ce qui se rapporte aux paroisses de Saint-Sylvestre et Saint-Patrice-de-Beaurivage".

Bill (bill no 147) intitulé: "Loi concernant la dette publique".

Et bill (bill no 132) intitulé: "Loi amendant la loi 55-56 Victoria, chapitre 17, intitulé: "Loi relative aux droits sur les successions et les transports d'immeubles".

Aussi, le Conseil législatif a passé les bills suivants, avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre:

Bill (bill no 34) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal".

Bill (bill no 134) intitulé: "Loi validant certains actes de transport d'immeubles, sujets aux droits imposés par l'article 1191 a des statuts refondus de la province de Québec".

Et bill (bill no 46) intitulé: "Loi modifiant la loi 54 Victoria, chapitre 78, concernant la charte de la cité de Montréal".

#### Transport d'immeubles

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 134) intitulé: "Loi validant certains actes de transport d'immeubles, sujets aux droits imposés par l'article 1191a des statuts refondus de la province de Québec".

Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

#### Charte de la cité de Montréal

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 34) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal".

Les amendements sont lus pour la première fois.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 46) intitulé: "Loi modifiant la loi 54 Victoria, chapitre 78, concernant la charte de la cité de Montréal".

Les amendements sont lus pour la première fois.



### Ferme modèle de Compton

M. H. MERCIER (Bonaventure): Demande à voir la clause du code municipal qui permet à la municipalité de Compton de signer un contrat prévoyant l'octroi de crédit de \$25,000 soit \$4,000 par année pendant cinq ans et \$5,000 tout de suite pour outiller la ferme, pour la nouvelle école d'agriculture de Compton. Il voudrait également connaître qui aura la responsabilité de l'administration de la ferme, du gouvernement, du village de Compton ou du syndicat.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Parle des trois syndicats nommés par le contrat de l'école.

### Vente entre Joseph-Louis et Théophile David et les héritiers de Fleury David

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Propose, appuyé par le représentant de Montréal no 2 (M. O.-M. Augé), que l'honoraire de \$200.00 payé pour le bill (bill no 72) ratifiant un acte de vente entre Joseph-Louis et Théophile David et les héritiers de Fleury David soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que cette loi a été passée dans le but de charité et d'instruction publique.

Adopté sur division.

### Règlements de la Chambre

M. H. MERCIER (Bonaventure): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), qu'il soit résolu:

Qu'il appert aux procès-verbaux de cette Chambre du 21 décembre 1893, page 381, version française, ce qui suit:

"M. l'Orateur déclare qu'après avoir averti plusieurs fois l'honorable député de Verchères de parler pertinemment et de ne pas s'éloigner de la question, il a continué d'employer un langage non pertinent.

M. l'Orateur déclare de plus, que conformément à la règle 120 de cette Chambre, il est obligé d'appliquer à l'honorable député la règle suivante des Communes anglaises:

"L'Orateur peut attirer l'attention de la Chambre sur le fait qu'un député parle continuellement d'une manière non pertinente, ou sur les répétitions oiseuses que fait ce député et il peut le requérir de discontinuer son discours".

En conséquence, j'invite l'honorable député à discontinuer ses remarques; appel est fait à la Chambre de cette décision, par l'honorable M. Mercier.

Et les débats se continuant, M. Marion en propose l'ajournement, ce qui est agréé".

Que cette Chambre ne peut accepter la décision de son Orateur comme précédent, et qu'elle regrette que l'appel de cette décision n'ait pas été mis aux voix de suite, et suivant les règlements de cette Chambre.

Parlant sur sa motion, le député de Bonaventure (M. H. Mercier) rappelle l'incident et explique

sa résolution. Il est d'avis que cet appel à la Chambre aurait dû être immédiatement pris en considération lorsque proposé et il soutient cette règle pour diverses raisons; il pense que le parlementarisme britannique ne peut s'appliquer exactement dans la province. Il cite le précédent du député de Terrebonne (l'honorable G.-A. Nantel) obligé de s'asseoir durant le dernier régime, il y a quelques années. Mais il dit que dans ce cas, ce fut la Chambre et non l'Orateur qui lui enleva le droit de parole. Il pense que le même principe devrait s'appliquer ici et que la même procédure devrait être suivie.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Demande si le député de Bonaventure (M. H. Mercier) prétend que l'Orateur n'avait pas le droit d'agir comme il l'a fait.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Répond qu'il a beaucoup de doute sur cette question.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Dit que sa première impression a été que l'Orateur pouvait avoir outrepassé ses droits, mais en lisant attentivement les règlements, on voit que d'après les règles de la Chambre, l'Orateur avait ce droit que lui confère la règle 120 du manuel de l'Assemblée législative. L'Orateur n'a pas créé de précédent, car la même chose a été faite par la Chambre, en 1890. dans le cas du député de Terrebonne (l'honorable G.-A. Nantel).

La règle 120 devrait être rappelée, car elle n'a pas sa raison d'être ici. Il arrive quelquefois, que la discussion devienne très animée, mais cela ne dure pas longtemps. On ne peut nier que l'Orateur avait le droit d'agir comme il l'a fait; or, l'Orateur ayant ce droit, nous ne pouvons le censurer pour l'avoir exercé, car le député de Verchères (M. L.-A.-E.-E. Lussier) lui-même serait bien en peine de soutenir qu'il a parlé dans l'ordre. Si on demandait de rappeler cette règle 120, il voterait en faveur de la motion, mais il ne peut voter pour censurer l'Orateur, quand l'Orateur avait le droit d'agir comme il l'a fait et cela d'après les règles de la Chambre.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit que la règle 120 devrait être rappelée, mais il croit aussi qu'on devrait voter l'amendement du député de Bonaventure (M. H. Mercier) parce que le cas de 1890 ne crée pas un précédent et même que les règles du Parlement anglais adoptées après 1867 ne devraient pas s'appliquer.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Ne croit pas que l'on doive rappeler les règles de la Chambre. Ces règles existent pour protéger les députés qui veulent travailler contre ceux qui ne sont point dans les mêmes dispositions. Ces règles doivent exister aussi pour protéger la dignité de la Chambre contre certaines choses qu'on ne voudrait pas écrire explicitement dans les règles de la Chambre. Aux Communes d'Angleterre. l'Orateur intervient de son propre mouve-

ment pour protéger la dignité de la Chambre et personne ne songe à le censurer.

**L'HONORABLE G.-A. NANTEL** (Terrebonne): Propose comme amendement, appuyé par le représentant de Nicolet (l'honorable L. Beaubien), que tous les mots après "Que" dans la motion principale soient retranchés et remplacés par les suivants: "dans les circonstances, M. l'Orateur a agi avec sagesse et il a été forcé de recourir à cette mesure de rigueur pour maintenir la dignité de la Chambre".

**M. F.-G. MARCHAND** (Saint-Jean): Propose comme sous-amendement, appuyé par le représentant de Bonaventure (M. H. Mercier), que les mots: "dans les circonstances, M. l'Orateur a agi avec sagesse et il a été forcé de recourir à cette mesure de rigueur pour maintenir la dignité de la Chambre", dans l'amendement, soient retranchés et remplacés par les suivants: "dans la circonstance, il était du devoir de M. l'Orateur de soumettre immédiatement l'appel du député de Bonaventure au vote de la Chambre".

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étaient demandés, ils sont pris comme suit:

**POUR:** MM. Bernatchez, Dechêne, Fitzpatrick, Laliberté, Marchand, Mercier, Morin, Pinault, Tessier (Portneuf), Turgeon. 10.

**CONTRE:** MM. Allard, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Cartier, Châteaufort, Cholette, Desjardins, Doyon, Duplessis, England, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Hall, Kennedy, King, Lacouture, McDonald, McIntosh, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Petit, Rioux, Simpson, Spencer, Taillon. Tellier, Tétreau, 33.

Ainsi, il est résolu négativement.

Et l'amendement étant de nouveau proposé.

**M. J.-M. TELLIER** (Joliette): Propose comme sous-amendement, appuyé par le représentant de Missisquoi (M. E.E. Spencer), que les mots suivants soient ajoutés à l'amendement: "et cette Chambre approuve la conduite de M. l'Orateur".

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

**POUR:** MM. Allard, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Cartier, Châteaufort, Cholette, Desjardins, Doyon, Duplessis, England, Girard (Lac-Saint-

Jean), Greig, Grenier, Hackett, Hall, Kennedy, King, Lacouture, McDonald, McIntosh, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Petit, Rioux, Simpson, Spencer, Taillon, Tellier, Tétreau, 33.

**CONTRE:** MM. Bernatchez, Dechêne, Fitzpatrick, Laliberté, Marchand, Mercier, Morin, Pinault, Tessier (Portneuf), Turgeon. 10.

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Et l'amendement à la motion principale, ainsi amendé, étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

**POUR:** MM. Allard, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Cartier, Châteaufort, Cholette, Desjardins, Doyon, Duplessis, England, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hall, Kennedy, King, Lacouture, McDonald, McIntosh, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Panneton, Petit, Rioux, Simpson, Spencer, Taillon. Tellier, Tétreau, 34.

**CONTRE:** Personne.

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix, il est résolu, "nemo contradicente", que dans les circonstances, M. l'Orateur a agi avec sagesse et il a été forcé de recourir à cette mesure de rigueur pour maintenir la dignité de la Chambre, et cette Chambre approuve la conduite de M. l'Orateur.

### **Municipalité du village de Lauzon**

**M. L.-E. PANNETON** (Sherbrooke): Propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier), que l'honoraire de deux cents piastres payé sur le bill (bill no 62) pour donner des pouvoirs plus étendus à la municipalité du village de Lauzon, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été rejeté. Adopté.

### **Code de procédure civile**

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 123) intitulé: "Loi modifiant le code de procédure civile".

Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

La séance est levée à une heure quinze a.m.

## Séance du 4 janvier 1894

### Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à onze heures.

### Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé le bill (bill no 51) intitulé: "Loi modifiant les lois relatives à la corporation de la cité de Québec", avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

#### Corporation de la cité de Québec

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 51) intitulé: "Loi modifiant les lois relatives à la corporation de la cité de Québec".

Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

### Introduction de bills:

L'HONORABLE T. C. CASGRAIN (Montmorency): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 156) amendant certaines lois de cette session.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

### Documents:

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre l'état des affaires, pour l'année 1893, de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Coeur-de-Jésus de Québec, et de l'hôpital Saint-Antoine, de la ville de Longueuil; de l'hôpital Saint-Jérôme, et le treizième rapport annuel de l'hôpital Notre-Dame de Montréal pour l'année 1892-93. (Documents de la session no 11)

#### Charte de la cité de Montréal

L'ordre du jour pour la seconde lecture des amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 46) intitulé: "Loi modifiant la loi 54 Victoria, chapitre 78, concernant la charte de la cité de Montreal, étant lu, les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois et adoptés.

Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### Chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Propose, appuyé par le représentant de Compton (M. J. McIntosh) qu'à sa prochaine séance, aujourd'hui, cette Chambre se forme en comité général pour prendre en considération une résolution concernant le dégrèvement de certaines terres vendues avec le chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa & Occidental.

Adopté.

## Licences

L'HONORABLE J.S. Hall (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 9) modifiant la loi des licences de Québec soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

### Demande de documents:

#### Concessions forestières

M. J. MARION (L'Assomption): Propose, appuyé par le représentant de Bagot (M. M. McDonald), qu'il soit mis devant cette Chambre un état indiquant la valeur respective des limites à bois vendues par le gouvernement d'Ontario, en octobre 1892, et par celui de Québec, en décembre 1892.

Adopté.

#### Corporations de la ville de Nicolet et de Saint-Jean-Baptiste de Nicolet

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Propose, appuyé par le représentant de Chambly (l'honorable L.-O. Taillon), que l'honoraire de deux cents piastres payé pour le bill (bill no 127) accordant des pouvoirs plus étendus aux corporations municipales de la ville de Nicolet et de Saint-Jean-Baptiste de Nicolet, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill est pour des fins de charité.

Adopté.

## Dentistes

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 121) amendant la loi des dentistes.

Adopté.

### En comité:

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Dit que les dentistes devraient s'en tenir au degré de docteur conféré par les universités; si on multiplie trop ces degrés, on arrivera à leur enlever tout prestige.

Le comité continue à étudier le bill et retranche la clause demandant le privilège de conférer ce degré et la clause disant qu'on pourra lancer immédiatement un mandat d'arrestation contre toute personne qui aura pratiqué, sans permis, l'art dentaire. La durée de la cléricature est fixée à 3 ans, au lieu de 4.

Le comité fait rapport qu'il a modifié le bill.

La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Privilège des "voyageurs", bûcherons et autres**

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 90) amendement le code civil et l'article 610 du code de procédure civile, relativement au privilège des "voyageurs", bûcherons et autres.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Loi relative au Barreau**

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Sherbrooke (M. L.-E. Panneton), que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 96) amendement la loi relative au Barreau).

Adopté sur division.

### **En comité:**

L'HONORABLE T. C. CASGRAIN (Montmorency): Dit que le Barreau n'a pas été consulté sur ce sujet. Trois ans ne sont pas un terme assez long pour permettre à l'élève d'étudier tout son droit.

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Répond qu'on oblige l'élève à ne suivre que trois ans de cours, le forçant ensuite à attendre un an avant qu'il puisse pratiquer. Dans les autres professions, il n'en est pas ainsi et on ne devrait pas faire exception pour les avocats seulement.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Privilèges des constructeurs, journaliers, ouvriers et fournisseurs de matériaux**

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 103) amendement le code civil, relativement aux privilèges des constructeurs, journaliers, ouvriers et fournisseurs de matériaux.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Maîtres et serveurs**

L'ordre du jour pour la seconde lecture des amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 105) intitulé: "Loi amendement la loi relative aux maîtres et aux serveurs", étant lu, les dits amendements sont, en conséquence, lus pour la seconde fois et adoptés.

Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Article 2098 du code civil**

M. V. ALLARD (Berthier): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montréal no 1 (M. F. Martineau), que le bill (bill E) du Conseil législatif intitulé: "Acte interprétant l'article 2098 du code civil" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Propose comme amendement à la motion, appuyé par le représentant de Montréal no 2 (M. O.-M. Augé), que le mot "maintenant" soit retranché et que les mots: "dans six mois à dater d'aujourd'hui" soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix, il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix;

Il est ordonné que le bill soit lu la deuxième fois, dans six mois à dater d'aujourd'hui.

### **Heures de travail des boulangers**

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill (bill no 137) réglant les heures de travail des boulangers étant lu;

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Retire son bill espérant que, d'ici à la prochaine session, les patrons considéreront la question et viendront eux-mêmes demander la passation de cette loi.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Croit que les patrons voudront régler la chose eux-mêmes en consentant aux demandes de leurs ouvriers.

L'HONORABLE E. J. FLYNN (Gaspé): Parle dans le même sens.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Parle aussi dans le même sens.

M. F. MARTINEAU (Montréal no 1): Dit que les boulangers ne devraient pas être obligés de travailler le dimanche.

### **Tarif des avocats**

M. B. BEAUCHAMP (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Champlain (M. P. Grenier), que le bill (bill no 152) abrogeant le tarif des avocats soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Il dit que si ce qu'on a dit du tarif des avocats en Chambre est vrai, ce tarif ne doit pas exister plus longtemps. Aujourd'hui on aime mieux abandonner ses créances que de plaider, car cela coûte trop cher.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorcency): Dit que la majorité des avocats est aussi d'opinion que le tarif est trop élevé. Il a lui-même attiré l'attention du conseil général sur cette question. Le conseil est à recueillir l'opinion des différentes sections du Barreau et la prochaine séance du conseil général ne s'ajournera pas avant qu'une résolution définitive n'ait été prise sur cette question du tarif. L'intention de la Chambre étant bien arrêtée, le conseil général en tiendra compte.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Déclare que si le Barreau n'a pas adopté un tarif plus acceptable d'ici à la prochaine session, il sera le premier à demander que la Chambre fasse ce que le Barreau n'aura pas voulu faire.

Et étant une heure (p.m.), sans que la question ait été mise aux voix, la Chambre interrompt ses travaux.

## **Reprise de la séance à trois heures et demie**

### **Compagnies de chemin de fer**

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les subventions accordées à certaines compagnies de chemin de fer. Il

informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur ayant pris connaissance de l'objet de ces résolutions, les recommande à la considération de cette Chambre.

Adopté.

#### **En comité:**

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Attendu que, par l'acte 54 Victoria, chapitre 88, section 1, alinéa bb, une subvention de cent cinquante mille piastres a été accordée à toute compagnie ou à tout syndicat régulièrement organisé qui se chargera de compléter et équiper, le chemin de fer de Montréal et Sorel, entre Saint-Lambert et ce dernier endroit et de le mettre et maintenir en bon état d'exploitation, la dite somme devant être payée sur rapports de l'ingénieur du gouvernement et à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil; que le gouvernement a jugé cette somme trop considérable pour exécuter les dits travaux, mais qu'il a été nécessaire, d'après les rapports de l'ingénieur, de dépenser à même le dit subside, pour réparer la partie du dit chemin entre Longueuil et Saint-Lambert et la mettre en exploitation régulière, la somme de quatre mille cent quarante-cinq piastres, laquelle a été payée au séquestre nommé par autorité judiciaire aux biens et au chemin de la Compagnie de chemin de fer Montréal et Sorel, avec subrogation en faveur du gouvernement;

Attendu qu'un syndicat, composé de l'honorable Louis Tourville, Joël Leduc, marchands de bois, Joseph-Misaël Fortier, fabricant de cigares, de la cité de Montréal, et Hyacinthe Beauchemin, gentilhomme, de Sorel, s'est offert pour compléter et équiper le dit chemin de fer entre Longueuil et Armstrong, vis-à-vis Sorel, moyennant une somme de cent mille piastres, et que les travaux faits par le dit syndicat ont déjà entraîné une dépense évaluée par l'ingénieur du gouvernement à plus de soixante-dix mille piastres, et que la dépense totale à être faite par le dit syndicat dépassera celle de cent mille piastres;

Attendu que le dit même syndicat a obtenu à cette session une charte pour construire un chemin de fer qui relierait Sorel à Lévis, et qu'à cette fin il se propose d'acheter les droits de la Compagnie du chemin de fer Grand Oriental dont le chemin a été subventionné par cette province;

Et attendu qu'il est devenu nécessaire de déterminer d'une façon précise les obligations du trésor relativement aux subventions de chemins de fer, et de modifier les conditions imposées à certaines compagnies pour la construction de leur ligne;

Il propose en conséquence:

1. Que le paiement de la somme de quatre mille cent quarante-cinq piastres fait au dit séquestre A.-A. Taillon, pour réparer la ligne du chemin de fer Montréal et Sorel à partir de Longueuil jusqu'à Saint-Lambert et la mettre en exploitation, soit ratifié.

Adopté.

2. Que la somme de cent mille piastres soit payée au dit séquestre ou au dit syndicat si, par l'effet de la loi, les fonctions du dit séquestre ont cessé; le tout à la suite de rapports de l'ingénieur du gouvernement et à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil;

Adopté.

3. Qu'une somme de dix mille piastres à être prise sur la dite subvention de cent cinquante mille piastres soit aussi payée au dit syndicat, tant pour l'indemniser de ses travaux sur la ligne entre Longueuil et Armstrong, vis-à-vis Sorel, que pour lui permettre de conclure les arrangements projetés avec la Compagnie de chemin de fer du Grand Oriental afin d'amalgamer ces deux lignes et de procurer ainsi une voie de communication directe à la rive sud du Saint-Laurent entre Longueuil et Lévis, le tout sur rapport au lieutenant-gouver-

neur.

Adopté.

4. Que les subventions en argent ou en terre, accordées aux compagnies mentionnées dans la cédule A ci-après, étant devenues caduques par suite du défaut de ces compagnies de se conformer aux exigences des diverses lois de la province et notamment de la loi 54 Victoria, chapitre 88, section 8, et de la loi 56 Victoria, chapitre 4, sections 1, 2 et 3, soient annulées et déclarées éteintes et périmées;

Adopté.

5. Que la Compagnie du chemin de fer de Québec et du Lac-Saint-Jean ayant renoncé à son subside de quatre cent cinquante mille acres en terre, converti, en temps utile, en argent et équivalant à cent cinquante sept mille piastres, par un acte de renonciation passé le 25 août 1893, devant Cy. Tessier, N.P., récite, avec les pièces s'y rapportant et le rapport de l'ingénieur du gouvernement, dans la cédule B ci-après, il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de payer à la dite compagnie ou à l'entrepreneur de l'embranchement de Chicoutimi la somme de cent mille piastres, aux conditions mentionnées dans les diverses pièces formant la dite cédule B.

Adopté.

## Cédule A

Liste des compagnies de chemins de fer dont les subventions sont devenues et sont considérées comme caduques à venir au premier de novembre 1893, suivant les tableaux A et B annexés au rapport général du commissaire des Travaux publics pour 1893.

	Subventions en argent.	Subventions en terres, converties en argent à 35 cts de l'acre.
Arthabaska et Wolfe .....	\$192,000.00	
Cap-Rouge et du Saint-Laurent .....	28,800.00	
Colonisation du Lac-Témiscamingue .....	17,733.18	8,960.00
Lachine et Hochelaga .....	48,000.00	
Montréal et Sorel: (Pont sur la rivière Richelieu vis-à-vis de Sorel, sur la ligne du Grand Oriental) .....	50,000.00	
do do (pour mettre le chemin en bon état d'ex- ploitation sur la longueur de 45 milles) surplus .....	35,855.00	
"The Montreal Bridge Co'y" .....	7,550.04	
Massawippi .....	80,000.00	
Jonction de Pontiac au Pacific Canadien .....	1,080.00	
"Quebec & Boston Air Line" .....	292,500.00	
Québec, Montmorency et Charlevoix: (section entre Saint-Joachim et La-Malbaie) .....	16,000.00	5,600.00
Saint-Laurent et Adirondack .....	5,184.00	
Vaudreuil et Prescott .....	12,790.00	
Grand Oriental, sauf les droits qui peuvent être reconnus à Madame veuve Duchesnay .....	73,300.75	
Grand-Nord: (entre Saint-André et Lachute) .....		910.00
Lac-Saint-François .....		68,556.25
Joliette et Saint-Jean-de-Matha .....		27,400.00
Portage-du-Fort et Bristol .....		52,500.00
Québec et Lac-Saint-Jean: (extension jusqu'à La-Tuque) .....		57,500.00
Vallée est du Richelieu .....		3,500.00
Saint-Laurent et Nord-Ouest .....		240,050.00
<b>Totaux .....</b>	<b>\$860,792.97</b>	<b>\$464,976.25</b> <b>860,792.97</b>
<b>Grand total .....</b>		<b>\$1,325,769.22</b>

Subventions en  
terres seulement.  
Total en acres

Drummond: (section entre Carmel Hill et Victoriaville) .....	230,000
Matane .....	300,000
Napierville .....	150,000
Québec Oriental .....	1,000,000
Saint-Chrysostôme .....	300,000

Total ..... 1,980,000 acres

## Récapitulation.

Total ci-dessus des subventions en argent .....	\$860,792.97
Total ci-dessus des premiers 35 cts .....	<u>464,976.25</u>
	\$1,325,769.22
 Total des subventions en terres, périmées, ci-dessus entrées, savoir:	
1,980,000 acres, à 35 cts l'acre .....	\$693,000.00
 Total .....	<u>\$2,018,769.22</u>

N.B. Cet état ne comprend pas les seconds 35 cts des subventions en terre périmées.

Département des Travaux publics.

Bureau des chemins de fer,

(Signé) E. Moreau,  
Directeur des chemins de fer.

Québec, 14 novembre 1893.

## Cédule B.

Département des Travaux publics.

Québec, 7 juillet 1893.

J.G. Scott, écuyer,

Secrétaire et gérant de la Compagnie du chemin de fer de Québec et du Lac-Saint-Jean, Québec.

Cher monsieur,

En réponse à votre communication du 24 juin dernier, je dois vous dire que le sujet de la cancellation du subside accordé pour la construction de l'embranchement de La-Tuque a fait l'objet d'un sérieux examen de la part du gouvernement, et voici les conclusions auxquelles il en est arrivé, dans l'espoir d'assurer l'achèvement d'un chemin de fer qui coûte déjà si cher à la province, et aussi dans l'intention, vu l'état de nos finances, d'opérer un retranchement assez considérable dans la dépense des subventions aux chemins de fer:

1. Le gouvernement exigera de votre compagnie un acte de renonciation légale, en bonne et due forme, à tout le subside de la compagnie pour l'embranchement de La-Tuque, telle renonciation devant être faite par résolution du bureau de direction, ratifiée par l'assemblée régulière des actionnaires;

2. Il exigera la preuve, à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, que la compagnie et son entrepreneur sont dans l'impossibilité d'achever les travaux, telle preuve devant consister, entre autres, en un rapport officiel de l'ingénieur du gouvernement qui établisse l'excédent des dépenses faites dans la construction, sur les premiers calculs faits dès l'origine relativement au coût des travaux du chemin de fer;

3. Le paiement de la somme ainsi accordée pour venir en aide à l'entreprise ne sera fait, dans tous les cas, qu'après l'exécution en entier des travaux et la mise en exploitation régulière du dit chemin.

Après l'acceptation de ces conditions, un ordre en conseil sera passé, par lequel le gouvernement s'engagera à présenter à la Législature un bill pour se faire autoriser à accorder la subven-

tion mentionnée dans votre lettre du 24 juin dernier, subvention qui sera fixée par l'ingénieur du gouvernement d'après le coût des travaux exécutés, et qui, dans tous les cas, ne dépassera pas \$100,000.00. Cette subvention sera payée aux personnes ou aux banques qui auront fait les avances de fonds nécessaires à l'achèvement de la dite ligne.

J'ai l'honneur d'être, cher monsieur,  
Votre obéissant serviteur,

(Signé) G.-A. Nantel, Commissaire.

Par devant moi, Cy. Tessier, notaire public pour la province de Québec, résidant en la cité de Québec, ont comparu en personne; ce vingt-cinq août mil huit cent quatre-vingt-treize:

La Compagnie du chemin de fer de Québec et du Lac-Saint-Jean, légalement constituée en corporation et ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Québec, représentée dans cet acte par Frank Ross, écuyer, président, et James Guthrie Scott, écuyer, secrétaire de la dite compagnie, dûment autorisés par résolution du bureau de direction de la dite compagnie, adoptée à son assemblée du vingt et un août courant, la dite résolution ayant été ratifiée par une résolution des actionnaires de la compagnie à une assemblée tenue le jour en dernier lieu mentionné, copie certifiée des dites résolutions annexée à la minute des présentes, dont elle forme partie, après avoir été signée par les dites parties et le dit notaire, «ne varietur».

La dite compagnie, comparissant pour les causes et raisons spécifiées dans les dites résolutions, renonce, par les présentes, à tous les droits, titres et intérêts quelle a ou peut avoir à la subvention en terre qui lui a été accordée par la Législature de cette province de Québec pour l'aider à construire une ligne d'embranchement de son chemin de fer, nommée: «Extension de La-Tuque», par le paragraphe (r) de la clause 1. de la loi 54 Victoria, chapitre 88; laquelle subvention



était de dix mille acres de terre par mille, sur un parcours de quarante-cinq milles de la dite extension, et a été, par ordre en conseil no 198, daté du 8 avril mil huit cent quatre-vingt-onze, convertie en argent à raison de soixante dix (70) cents par acre, dont moitié, c'est-à-dire \$157,500, payable comptant, à échéance, et le reste à l'époque de la vente des terres, conformément aux lois relatives à la construction des chemins de fer subventionnés dans cette province, et au paiement des subventions qui s'y rapportent.

Cette renonciation est aussi faite, pour valable considération et compensation accordée par le gouvernement de cette province, tel que spécifié dans l'une des résolutions ci-jointes, et dans la lettre ci-annexée du commissaire des Travaux publics, adressée au secrétaire de la compagnie, en date du sept juillet dernier.

Fait et passé à Québec, sous le numéro huit mille six cent quatre-vingt-treize des minutes de Cy. Tessier, notaire, soussigné.

EN FOI DE QUOI les dits comparants ont signé avec le dit notaire après lecture faite.

(Signé) Frank Ross,  
(Signé) J. G. Scott,  
(Signé) Cy. Tessier, N. P.

Vraie copie de l'original demeuré au dossier de mon étude

(Signé) Cy. Tessier, N. P.

#### **La Compagnie du chemin de fer de Québec et Lac-Saint-Jean.**

A une assemblée générale des directeurs de cette compagnie, tenue à leur bureau à Québec, le 21 août 1893,

Le secrétaire ayant donné communication de ses lettres à l'honorable commissaire des travaux publics, en date du 24 juin dernier et du 14 courant, ainsi que des réponses à icelles par le dit commissaire, en date du 7 juillet, du 16 et du 19 courant, relativement à l'annulation de la subvention accordée à la ligne d'embranchement de "La-Tuque" et au transport d'une partie de la dite subvention à l'extension du dit chemin de fer de Chicoutimi.

Il est proposé par J. A. Piddington, appuyé par Gavin Moir:

Que le président et le secrétaire de cette compagnie soient autorisés à passer et signer en faveur du gouvernement de cette province, représenté par l'honorable commissaire des Travaux publics, un acte notarié de renonciation, avec tous les droits et privilèges qui s'y rapportent, à la somme totale de la subvention en terre, accordée par la Législature de la province de Québec, à cette compagnie, sous l'autorité de l'acte 54 Victoria, chapitre 88, section 1, paragraphe (r), pour aider à construire l'embranchement à "La-Tuque", sur la rivière Saint-Maurice, d'une lon-

gueur de 45 milles, au taux de 10,000 acres par mille, et laquelle subvention en terre a été convertie en argent au taux de 70 cents par acre, en vertu d'un ordre en conseil passé sous numéro 198, le 8 avril 1891; telle renonciation devant être faite en vue de transporter à l'extension à Chicoutimi ci-dessus, telle partie de la dite subvention en terres, convertie en argent, au taux de 35 cents par acre, qui pourra et devra être déterminée par l'ingénieur du gouvernement, conformément au coût des travaux déjà faits et de ceux à faire par cette compagnie sur l'extension à Chicoutimi ci-dessus, d'une longueur de 51 milles depuis la rivière Métabetchouan, en plus des premiers originairement établis du coût exact des travaux restant à faire pour terminer cette extension; et laquelle partie de subvention ne devra, en aucun cas, excéder la somme de \$100,000.00: le tout en conformité des termes et conditions édictés dans la copie certifiée et ci-jointe de la lettre de l'honorable commissaire, en date du 7 juillet dernier, dont il est fait mention ci-dessus.

Vraie copie de l'extrait des minutes.

(Signé) J. G. Scott, sec.-trés.

Vraie copie  
E. Moreau,  
Directeur des chemins de fer.

Copie de l'une des résolutions dont il est fait mention dans un acte de renonciation fait ce jour par la Compagnie du chemin de fer de Québec et Lac-Saint-Jean, devant Cy. Tessier, notaire à Québec, et annexée à l'original du dit acte.  
Québec, 25 août 1893.

(Signé) F. Ross,  
(Signé) J. G. Scott,  
(Signé) Cy. Tessier, N. P.

Vraie copie.  
(Signé) Cy. Tessier, N. P.

Extrait des minutes d'une assemblée des actionnaires de la Compagnie du chemin de fer de Québec et Lac-Saint-Jean tenue au bureau de la compagnie.

Québec, 21 août 1893.

Proposé par J. A. Piddington, appuyé par Cy. Tessier:

Que cette assemblée ratifie par les présentes et confirme une certaine résolution des directeurs de cette compagnie, adoptée par une assemblée du bureau tenue ce jour, autorisant l'exécution d'un acte de renonciation en faveur du gouvernement de la province à la subvention de 10,000 acres de terre par mille, sur 45 milles de l'embranchement à "La-Tuque", sur la rivière Saint-Maurice. Adopté.

Vraie copie de l'extrait des minutes.

(Signé) G. Scott, secrétaire.

Vraie copie,  
(Signé) E. Moreau,

Directeur des chemins de fer.

Copie de l'une des résolutions auxquelles il est référée dans un acte de renonciation fait et consenti par la Compagnie du chemin de fer de Québec et Lac-Saint-Jean à certaines subventions y mentionnées, exécuté ce jour devant Cy. Tessier, notaire, à Québec, et annexée à l'original de l'acte.

(Signé) Frank Ross.

(Signé) J. G. Scott.

(Signé) Cy. Tessier, N.P.

Vraie copie,

(Signé) Cy. Tessier, N. P.

#### **Département des travaux publics**

Bureau des chemins de fer,  
Québec, 28 août 1893.

L'honorable G.-A. Nantel,  
Commissaire des Travaux publics.  
Québec.

Monsieur le ministre,

Suivant vos instructions, j'ai préparé, en con-

formité des paragraphes 2,3 et dernier de la lettre que vous avez adressée le 7 juillet dernier à M. J. G. Scott, le secrétaire et gérant de la Compagnie de chemin de fer de Québec et du Lac-Saint-Jean, un état comparatif (ci-annexé) des montants dépensés pour travaux exécutés sur l'extension de Chicoutimi, sur une distance de 51 milles à partir de la rivière Métabetchouan, et ce, à venir au 1 août courant, et dépenses que la compagnie a faites depuis et devra faire pour compléter cette extension aux termes de mon dernier rapport, en date du 4 août courant, en prenant pour base les estimés originaux et les estimés en dernier lieu faits et produits par l'ingénieur de la compagnie, et vous constaterez que, d'après cet état comparatif, l'excédent des dépenses que la compagnie a faites et devra faire dans et pour la construction de cette extension, sur les calculs et estimés faits dès l'origine relativement au coût total des travaux exécutés et à faire pour terminer cette extension, s'élève au chiffre de \$114,361.00, comme étant la somme définitivement fixée pour cet excédent. Humblement soumis

(Signé) Louis-A. Vallée,  
Ingénieur-Inspecteur

ETAT comparatif des montants dépensés pour travaux exécutés sur l'embranchement de Chicoutimi, distance de 51 milles, à venir au 1<sup>er</sup> août 1893, et à dépenser pour compléter cette extension aux termes de mon dernier rapport, en date du 4 août courant, d'après les estimés originaux et les estimés en dernier lieu faits et produits.

Description des travaux	Valeur d'après les estimés originaux	Valeur d'après les estimés en dernier lieu faits et produits	Différence en plus sur les estimés originaux	Différence en moins sur les estimés originaux	Remarques
Droit de passage .....	\$25,000.00	\$43,000.00	18,000.00		
Dégagement de la voie et abattage .....	22,270.00	23,788.00	1,518.00		
Terrassement .....	224,100.00	212,000.00		12,100.00	
Clôtures .....	29,952.00	33,152.00	5,200.00		
Télégraphe .....	2,322.00	2,350.00	28.00		
Bois pour ponceaux .....	24,750.00	33,431.00	8,681.00		
Maçonnerie des .....	5,740.00	7,546.00	1,806.00		
Dormants .....	33,050.00	35,153.00	2,103.00		
Traverses aux chemins publics .....	5,500.00	1,914.00		3,586.00	
Pose des rails .....	10,449.00	10,912.00	463.00		
Ballastage .....	55,800.00	56,532.00	732.00		
Stations, réservoirs, plaques-tournantes, usines, remises aux locomotives, etc .....	17,700.00	20,000.00	2,360.00		
Excavation pour fondations .....		2,971.00	2,971.00		
Excavation pour décharges .....		1,050.00	1,050.00		
Roc solide .....	29,542.00	38,305.00	8,763.00		
Roc perdu ("loose") .....		6,708.00	6,708.00		
Tuyaux en grès .....	1,000.00	1,184.00	184.00		
Tuyaux en fer .....		3,000.00	3,000.00		
Quai de protection .....	10,200.00	1,000.00		9,200.00	
Protection ("rip-rap") .....		3,228.00	3,228.00		
Rails et attaches, aiguilles, etc .....	142,624.00	144,729.00	2,105.00		
Ponts à chevaux .....	17,880.00	26,281.00	8,401.00		
Ponts, maçonnerie et superstructure .....	241,852.00	252,646.00	10,794.00		
Travaux du génie .....		23,000.00	23,000.00		
Contingents et dépenses additionnelles (*) .....		20,000.00	20,000.00		
De Chambord à Métabetchouan .....	80,000.00	90,203.00	10,203.00		
Total .....	\$979,731.00	\$1,094,092.00	\$139,247.00	\$24,886.00	
Différence en plus du coût sur les estimés originaux .....			24,886.00		
N.B. Au premier août courant il restait des travaux à compléter pour une somme de \$33,000.			114,361.00		

(\*) Pour bois, ponts à chevaux, ponts temporaires à travers les ravins avant le ballastage, et coût du transport du bois d'Ottawa pour les ponts permanents.

Québec, 28 août 1893.

(Signé) Louis-A. Vallée,  
Ingénieur.

Copie du rapport d'un comité de l'honorable Conseil exécutif, en date du 1er septembre, 1893, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 2 septembre 1893.

No 416.

### **Concernant la Compagnie du chemin de fer de Québec et du Lac-Saint-Jean**

L'honorable commissaire des Travaux publics, dans un rapport, en date du vingt-neuf août dernier, (1893), expose:

Qu'en conformité des conditions imposées à la Compagnie du chemin de fer de Québec et du Lac-Saint-Jean, dans sa lettre à l'adresse de M. J. G. Scott, le secrétaire et gérant de cette compagnie, à la date du 7 de juillet dernier (et dont copie est annexée au dit rapport), les directeurs et les actionnaires de la dite compagnie ont passé, successivement, le même jour, le 21 août dernier, deux résolutions (dont copies sont également annexées au rapport susdit) à l'effet d'autoriser le président et le secrétaire de cette compagnie à faire et signer un acte de renonciation de tous les droits et privilèges qu'elle avait et pouvait avoir à la subvention en terres, convertie en argent, qui lui a été accordée par la Législature de Québec, par l'acte 54 Victoria, chapitre 88, clause 1, paragraphe r, pour aider à la construction de l'extension de cette ligne jusqu'à La-Tuque, sur la rivière Saint-Maurice, sur une distance de 45 milles, et à l'effet de transporter sur l'extension de Chicoutimi telle proportion de cette subvention convertie en argent, au taux de 35 cents l'acre, qui pourrait et serait déterminée par l'ingénieur du gouvernement comme étant le surplus des dépenses encourues et à faire par la dite compagnie pour compléter cette extension à Chicoutimi, ainsi que mentionné en la dite lettre de l'honorable commissaire à M. Scott; les dits actionnaires ayant par leur dite résolution confirmé et ratifié la première résolution ainsi adoptée dans ce sens par les directeurs de la dite compagnie; et qu'à la suite de l'adoption de ces deux résolutions un acte de renonciation, en bonne et due forme, a été fait et signé par la dite compagnie, par acte devant Maître Cy. Tessier, le 25 août dernier, en faveur du gouvernement de Québec, du montant de la susdite subvention en terres, convertie en argent, en conformité des conditions prescrites dans la dite lettre de l'honorable commissaire et dans les dites résolutions.

Qu'aux termes du paragraphe 2 de la lettre de l'honorable commissaire à M. Scott, M. L.-A. Vallée, l'ingénieur du gouvernement, a préparé un rapport **qu'il** a soumis le 28 août dernier, avec un tableau comparatif, y attaché, dans lequel il établit les montants dépensés pour travaux exécutés sur l'embranchement de Chicoutimi, sur une distance de 51 milles à partir de la rivière Métabetchouan, à venir au 1er août dernier, et les montants que la compagnie devra déboursier pour compléter cette extension, aux termes du rapport du dit ingénieur, en date du 4 de ce mois-là, et ce, d'après les estimés originaux et estimés en dernier lieu faits et

produits dans le département des Travaux publics par l'ingénieur de la dite compagnie, de manière à constater l'excédent des dépenses faites et à faire par la dite compagnie dans la construction de cette extension sur les premiers calculs faits dès l'origine, relativement au coût des travaux exécutés et à compléter sur cette extension, ainsi que mentionné en la dite lettre à M. Scott.

Qu'il appert par le rapport du dit ingénieur, et par le tableau y attaché, en date du 28 août dernier, que l'excédent des dépenses ainsi faites et de celles que devra faire la dite compagnie pour compléter la dite extension, s'élève, comme différence en plus sur le coût des estimés originaux produits par la dite compagnie, à un total de \$114,361.00, dans lequel dernier chiffre doivent entrer les \$33,000.00 de travaux qui restaient à compléter sur cette extension, d'après le dernier rapport du dit ingénieur, en date du 4 août dernier.

Considérant que la dite compagnie s'est ainsi conformée aux diverses conditions prescrites dans la dite lettre à M. Scott, l'honorable commissaire recommande que les dites résolutions, ainsi que l'acte de renonciation en question, de même que le rapport et l'état comparatif ainsi soumis par l'ingénieur du gouvernement, soient maintenant approuvées et ratifiées pour toutes fins requises, et qu'en conséquence il soit déclaré que le gouvernement s'engage à présenter à la Législature de Québec, à la prochaine session, une mesure à l'effet de se faire autoriser à accorder le montant de la subvention demandée par la dite compagnie dans la lettre à l'honorable commissaire, de M. Scott, son secrétaire, en date du 24 juin dernier, dans le but de transporter et affecter une somme, ne dépassant pas celle de cent mille piastres (\$100,000.00), pour aider au complet achèvement des travaux faits et restant à faire pour compléter la dite extension de Chicoutimi sur la distance ci-dessus mentionnée, et pour mettre cette extension en parfait ordre d'exploitation régulière, avec le matériel roulant requis; laquelle somme de \$100,000.00, dans tous les cas, ne pourra être payée à la dite compagnie, ou à ses ayants droit, que lorsque les travaux nécessaires auront été tout à fait complétés sur la dite extension, sur le rapport favorable de l'ingénieur du gouvernement.

Certifié;

Gustave Grenier,  
Greffier du Conseil exécutif.

### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions, lesquelles sont lues pour la première fois.

Et la question étant mise aux voix, Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues pour la seconde fois.

Et la question étant mise aux voix, Que la Chambre concoure avec le comité dans les dites

résolutions, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

#### **Introduction de bills:**

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 26) concernant les subsides accordés à certaines compagnies de chemins de fer. Il relève une remarque faite par une certaine presse à savoir que le gouvernement se proposait de déclarer périmés seulement les subsides qui étaient accordés à des compagnies de chemin de fer libérales, et dit que cela est complètement faux et que le gouvernement ne regarde pas si la compagnie est libérale ou conservatrice.

La liste des compagnies de chemin de fer qui ne se sont pas conformées à la loi et dont les subsides ont été périmés est longue. Il annonce que le montant des subsides périmés s'élève à \$2,018,769.22, ce qui est une économie d'autant.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

#### **Compagnies de chemin de fer**

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Propose que le bill (bill no 26) concernant les subsides accordés à certaines compagnies de chemin de fer soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division.

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Documents:**

#### **Concessions forestières**

L'HONORABLE E. J. FLYNN (Gaspé): Présente la réponse à un ordre de la Chambre, en date de ce jour, pour une copie de tous rapports sur la valeur respective des limites à bois vendues par le gouvernement d'Ontario, en octobre 1892, et par celui de Québec, en décembre 1892. (Document de la session no 89)

#### **Palais de justice de Montréal**

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre, du 29 novembre 1893, pour une copie de tous les rapports des architectes ou autres, et toutes correspondances au sujet du palais de justice de Montréal depuis le contrat accordé à Charles Berge, écuyer, jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre 1891, et aussi de tous documents relatifs à l'octroi du dit contrat. (Document de la session no 90)

#### **Résidence et fonctions des juges**

M. C. FITZPATRICK (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le repré-

sentant de Bonaventure (M. H. Mercier) que le bill (bill no 130) amendement les articles 2319 et 2320 des statuts refondus de la province de Québec, relativement à la résidence et aux fonctions des juges, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

L'HONORABLE T. C. CASGRAIN (Montmorency): Suggère que ce bill (bill no 130) soit suivi par son bill concernant la réorganisation des tribunaux qui a été retiré du programme de la session, mais sera étudié à nouveau, l'an prochain.

M. J. P. COOKE (Drummond): Prend la parole.

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Dit qu'il a un intérêt tout particulier dans le district de Terrebonne qui est affecté par le bill et dont il est le représentant. Il s'oppose à ce que l'on considère Terrebonne comme un cas à part. On a allégué que le Barreau de ces districts était en faveur du bill, mais cet argument n'a pas de poids, étant donné que le Barreau n'a rien à voir dans cette affaire.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Défend le bill.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Prend également la parole.

M. C. FITZPATRICK (Québec-Comté): Parle encore en faveur de son bill.

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): S'oppose entièrement au bill. Il propose comme amendement à la motion, appuyé par le représentant de L'Assomption (M. J. Marion), que le mot "maintenant" soit retranché et que les mots: "dans six mois à dater d'aujourd'hui" soient ajoutés à la fin de la proposition.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Prend la parole.

L'HONORABLE E. J. FLYNN (Gaspé): Répond. Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, il sont pris comme suit:

POUR: MM. Allard, Baker, Beaubien, Beauchamp, Bisson, Carbray, Cartier, Casgrain, Châteauvert, Cholette, Chicoyne, Doyon, Duplessis, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hall, Kennedy, Lacouture, McDonald, McIntosh, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Panneton, Pelletier, Petit, Poirier, Rioux, Spencer, Taillon, Tellier, Tessier (Rimouski), Tétreau, 37.

CONTRE: MM. Augé, Bédard, Bernatchez, Cooke, Dechêne, England, Fitzpatrick, Gladu, Gosselin, Hackett, Laliberté, Lussier, Marchand, Mercier, Morin, Parent, Parizeau, Pinault, Savaria, Shehyn, Simpson, Stephens, Tessier (Portneuf), 23.

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix, il est ordonné que le bill soit lu la deuxième fois, dans six mois à dater d'aujourd'hui.

## Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement, savoir:

Bill (bill no 119) intitulé: "Loi modifiant le code des notaires".

Bill (bill no 13) intitulé: "Loi relative au contrat passé entre le gouvernement, et la "Standard Life Assurance Compagny". et les soeurs de la Charité de Québec".

Et bill (bill no 25) intitulé: "Loi ayant pour objet d'assurer une quittance valide au gouvernement et déterminant les personnes auxquelles il remettra une certaine partie du prix de vente de l'asile de Beauport".

Et aussi, le Conseil législatif a passé le bill suivant, avec un amendement pour lequel il demande le concours de cette Chambre:

Bill (bill no 11) intitulé: "Loi concernant le contrat passé entre le gouvernement et les soeurs de la Charité de Québec, relativement au maintien des aliénés dans l'asile de Beauport".

### Asile de Beauport

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil législatif au bill (bill no 11) intitulé: "Loi concernant le contrat passé entre le gouvernement et les soeurs de la Charité de Québec, relativement au maintien des aliénés dans l'asile de Beauport".

L'amendement est lu pour la première fois.

### Code municipal

M. T.-E. NORMAND (Trois-Rivières): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 142) amendement le code municipal soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité général de la Chambre.

M. T.-E. NORMAND (Trois-Rivières): Propose que la Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

À six heures, la Chambre interrompt ses travaux sans que la question d'ajournement soit mise aux voix.

## Reprise de la séance à sept heures et demie

### Asile de Beauport

L'ordre du jour pour la seconde lecture de l'amendement fait par le Conseil législatif au bill (bill no 11) intitulé: "Loi concernant le contrat passé entre le gouvernement et les soeurs de la Charité de Québec, relativement au maintien des

aliénés dans l'asile de Beauport, étant lu, le dit amendement est, en conséquence, lu la seconde fois et adopté.

Le bill est retourné au Conseil législatif.

### Subsides

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Chambly (l'honorable L.-O. Tailon) que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme à nouveau en comité des subsides).

M. H. MERCIER (Bonaventure): Propose comme amendement, appuyé par le représentant de Québec-Est (M. J. Shehyn), que tous les mots après "que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants: "cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais regrette de constater que le gouvernement, après avoir accordé une somme de \$5,000.00 à la municipalité du village de Compton pour une école d'agriculture, se soit, sans consulter cette Chambre, engagé à payer, durant un terme indéfini, une somme de \$4,000.00 par année pour le maintien et l'organisation de la dite école lorsque, par la loi, cette municipalité n'est pas autorisée à maintenir cette école".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue négativement.

Alors la question principale étant alors mise aux voix, il est ordonné que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se forme de nouveau en le dit comité.

### En comité:

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Propose qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des asiles d'aliénés; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Adopté.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé une résolution. La Chambre adopte cette résolution. Le comité demande aussi la permission de siéger à nouveau.

### Voies et moyens

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité des voies et moyens.

Adopté.

### En comité des voies et moyens:

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Propose:

1. Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$150,888.44, pour les dépenses de l'année financière courante expirant le trente juin mil huit cent quatre-vingt-quatorze, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette province.

Adopté.

2. Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$2,022,746.27, pour les dépenses de l'année financière expirant le trente juin mil huit cent quatre-vingt-quinze, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette province.

Adopté.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé deux résolutions. La Chambre adopte ces résolutions.

### Introduction de bills:

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 57) pour octroyer à Sa Majesté les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1894 et le 30 juin 1895 et pour d'autres fins du service public.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Dit que vu l'absence de plusieurs députés, il estime impossible d'adopter le bill des subsides.

Lorsque le bill de Montréal a été voté en Chambre, il était entendu que le maire serait élu par le peuple. D'un commun accord, on a fait des arrangements en vue de la prorogation pour le lendemain, mais malheureusement le bill de Montréal a été amendé par le Conseil législatif à l'effet que l'élection du maire soit faite par le conseil. Il ne désire pas que le bill des subsides soit voté ce soir, étant donné que c'est le seul moyen de protection de l'Opposition. Il suggère que la séance soit suspendue jusqu'à ce que le bill de Montréal revienne du Conseil.

Adopté.

La Chambre, en conséquence, suspend ses délibérations.

### Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement:

Bill (bill no 133) intitulé: "Loi amendant et refondant les lois 55-56 Victoria, chapitres 10 et 15 et 56 Victoria, chapitre 15, concernant certaines taxes et licences".

Bill (bill no 151) intitulé: "Loi constituant en corporation l'Ecole polytechnique".

Aussi, le Conseil législatif a passé les bills suivants, avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre:

Bill (bill no 63) intitulé: "Loi modifiant la loi relative à la ville de Saint-Henri".

Et le bill (bill no 79) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal (1889) et ses amendements".

### Charte de la cité de Montréal

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 79) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal (1889) et ses amendements".

Les amendements sont lus pour la première fois.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Offre d'adopter tous les amendements, sauf celui relatif à l'élection du maire par le conseil, qu'il est décidé à combattre jusqu'à la fin.

L'HONORABLE L-O. TAILLON (Chambly): Se déclare en faveur du principe.

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Bien qu'il regrette d'être d'une opinion différente de celle du premier ministre, il est décidé à combattre cette clause, ainsi que celle approuvant l'élargissement des rues.

M. P. KENNEDY (Montréal no 6): Appuie le député de Montréal no 5 (l'honorable J.S. Hall) déclarant que tous les députés de Montréal sont du même avis.

L'HONORABLE L-O. TAILLON (Chambly): Dit que comme il n'y a pas possibilité d'en venir à une entente, le bill devra suivre le cours ordinaire et la discussion en sera remise à demain.

Il est ordonné que les dits amendements soient lus la deuxième fois à la prochaine séance de la Chambre.

### Ville de Saint-Henri

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 63) intitulé: "Loi modifiant la loi relative à la ville de Saint-Henri".

Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

### Lois de cette session, amendements

L'HONORABLE T.-C. CASGRAIN (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 156) amendant certaines lois de cette session soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité général de la Chambre.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Propose que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport

qu'il y a fait des amendements. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Propose que le bill soit lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental**

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération certaine résolution concernant le dégrèvement de certains terrains vendus avec le chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental. Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur, ayant pris connaissance de l'objet de cette résolution, la recommande à la considération de cette Chambre.

Adopté.

#### **En comité:**

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Attendu qu'il a été convenu entre la cité de Montréal, ci-après appelée "la Cité", et la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique, ci-après appelée "la Compagnie" entre autres choses, que la Cité doit obtenir de la Compagnie la cession des propriétés connues sous les noms de "Parc Bellerive", "propriété Macdonald" et "propriété des Magasins militaires", toutes situées dans la cité de Montréal;

Attendu qu'aux termes des contrats par lesquels le gouvernement de la province de Québec, a vendu ces propriétés avec le chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, elles sont, ainsi que le dit chemin de fer, son matériel et autres propriétés, grevées d'hypothèque en faveur du gouvernement, comme garantie de partie du prix de ces chemins de fer et terrains, ainsi que de certaines conditions d'après lesquelles certaines parties de ces terrains ne peuvent être utilisées que pour la construction de certains édifices et pour des fins de chemins de fer, tel que spécifié dans les dits contrats de vente;

Attendu qu'il est à propos que le titre que la cité doit obtenir, tel que susdit, soit libre de toutes ces charges;

Attendu que depuis la vente du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, faite à la compagnie, la garantie du gouvernement, qui consiste dans les hypothèques qu'il possède sur le dit chemin de fer et ses accessoires, et spécialement sur les dites propriétés, a été beaucoup augmentée par suite des améliorations faites au dit chemin de fer, par suite du crédit de la dite compagnie, et par de nouveaux édifices, entre autres, deux élevateurs à grain, de nouveaux ateliers situés à Hochelaga, des parcs à bestiaux, entrepôts et autres, dont la valeur s'élève à quatre

cent cinquante-six mille piastres, d'après l'estimation de l'ingénieur du gouvernement;

Et attendu que la garantie que le gouvernement possède contre la compagnie ne sera pas sensiblement affectée par suite de l'annulation des hypothèques grevant les propriétés "Macdonald", "Bellerive" et des "Magasins militaires"; propose en conséquence:

Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, aussitôt que le contrat entre la compagnie et la cité aura été dûment ratifié par la Législature après avoir été convaincu, d'après les rapports de l'ingénieur du gouvernement, que la somme de cent cinquante-six mille piastres a été dépensée en améliorations faites sur le dit chemin de fer et ses propriétés, d'annuler l'hypothèque et l'obligation créées en vertu des actes ratifiés par les lois 45 Victoria, chapitres 19 et 20, concernant les propriétés situées à Montréal et connues sous les noms de: propriété Bellerive, lot 1593 des plans du cadastre et livre de renvoi du quartier Sainte-Marie de la cité de Montréal; propriété Macdonald, lot 615 du dit plan, ainsi que la propriété située dans la cité de Montréal, connue sous le nom de "propriété des Magasins militaires", et de dégrever toutes ces dites propriétés de toutes charges et hypothèques créées par l'un quelconque de ces dites lois et actes d'accord, et, qu'après transport des dites propriétés, fait à la dite cité, celle-ci possédera les dites propriétés libres et franchises de toutes ces charges.

Adopté.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a passé une résolution. La Chambre adopte cette résolution.

#### **Introduction de bills:**

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Demande la permission d'introduire un bill (bill 155) dégrevant certains terrains vendus avec le chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

#### **Chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental**

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Propose que le bill (bill 155) dégrevant certains terrains vendus avec le chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division.

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Incorporation de la ville de Saint-Jérôme**

L'ordre du jour pour la seconde lecture des amendements faits par le Conseil législatif au bill



(bill no 49) intitulé: "Loi constituant en corporation la ville de Saint-Jérôme" étant lu.

Et la question étant mise aux voix. Que les dits amendements soient maintenant lus la seconde fois, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois et adoptés.

Le bill est retourné au Conseil législatif.

### Fermeture des magasins

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme à nouveau en comité général pour étudier le bill (bill no 100) concernant la fermeture des magasins à bonne heure.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à prendre en considération le bill ainsi amendé en comité général.

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Licences

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 9) modifiant la loi des licences de Québec.

Adopté.

### En comité:

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): S'objecte à la diminution trop subite du nombre des licences dans Montréal.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Fait un discours sur les terribles effets qu'entraîne la consommation régulière d'alcool à Montréal. Il a lui-même pu constater ce qui se passe dans les rues de Montréal en s'y promenant en plein milieu de la nuit.

M. P. KENNEDY (Montréal no 6): Propose en amendement que les hôtels soient fermés à 9 heures (p.m.) samedi jusqu'à lundi.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Demande au député de Montréal no 6 (M. P. Kennedy) de retirer son amendement, étant donné que ce problème peut être réglé par le conseil municipal qui a désigné un comité chargé de l'étudier.

M. P. KENNEDY (Montréal no 6): Dit que ce comité a été désigné deux ans auparavant, qu'il n'a pas encore fait de compte rendu et qu'il ne le fera jamais.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Dit qu'en vertu de la loi, Montréal aurait l'occasion de renouveler tout le conseil et que les ligues de tempérance pourraient, si elles le voulaient, choisir des hommes capables de réaliser leurs désirs.

Et l'amendement étant mis aux voix, il est résolu négativement.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est levée à deux heures (a.m.).

## Séance du 5 janvier 1894

**Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc**

La séance s'ouvre à onze heures.

### Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé le bill (bill no 113) intitulé: "Loi modifiant de nouveau le code municipal", avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

### Code municipal

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 113) intitulé: "Loi modifiant le code municipal". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

### Charte de la cité de Montréal

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 34) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal".

M. H. MERCIER (Bonaventure): Dit que, pour le moment, il ne s'opposera pas aux amendements faits par le Conseil, la prorogation ayant été prévue pour aujourd'hui, mais qu'il s'opposera certainement à l'amendement fait au bill (bill no 79) du député d'Hochelaga (M. J.-O. Villeneuve) stipulant que le maire de Montréal soit élu par le conseil municipal.

Adopté sur division.

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): Propose que la Chambre concoure avec le Conseil législatif dans les dits amendements.

Adopté sur division. Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

### Charte de la cité de Montréal

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montréal no 6 (M. P. Kennedy), que les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 79) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal (1889) et ses amendements", soient maintenant lus une deuxième fois.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Propose comme amendement, appuyé par le représentant de Montréal no 2 (M. O.-M. Augé), que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants: "un message soit envoyé au Conseil législatif l'informant que cette Chambre ne peut

concourir dans les amendements faits par le Conseil législatif au sujet de l'élection du maire, parce que cette Chambre croit que les électeurs de Montréal ne devraient pas être privés du droit de choisir leur premier magistrat".

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Se prononce fortement en faveur de ce changement.

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5): Dit qu'il y a deux amendements sur lesquels il ne s'est pas prononcé. Un des deux est l'élargissement des rues. Il y est vigoureusement opposé, mais étant donné qu'il n'y a pas de grand principe impliqué, il pourrait le laisser passer. Quant à l'autre amendement, concernant l'élection du maire par le conseil, jamais il n'y consentira. Pas plus les citoyens de Montréal que le conseil de ville ne l'ont demandé, et les députés demeurant dans la ville y sont fortement opposés.

M. P. KENNEDY (Montréal no 6): Proteste contre le changement.

M. F. MARTINEAU (Montréal no 1): Parle dans le même sens.

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): Proteste contre ce changement.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Augé, Bernatchez, Bisson, Bourbonnais, Cartier, Cooke, Dechêne, Doyon, England, Fitzpatrick, Girard (Rouville), Gladu, Gosselin, Greig, Hackett, Hall, Kennedy, King, Lussier, Marchand, Mercier, Martineau, Parent, Parizeau, Poirier, Savaria, Ste-Marie, Simpson, Spencer, Tessier (Portneuf), Turgeon, Villeneuve, 32.

CONTRE: MM. Allard, Baker, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Casgrain, Châteauevert, Chicoyne, Duplessis, Girard (Lac-Saint-Jean), Grenier, McDonald, McIntosh, Magnan, Marion, Nantel, Panneton, Pelletier, Petit, Stephens, Taillon, Tellier, Tétreau, 23.

Ainsi, il est résolu affirmativement.

### Voies et Moyens

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (bill no 57) pour octroyer à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 juin 1894 et le 30 juin 1895 et pour d'autres fins du service public.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande au gouvernement ce qu'il a l'intention de faire au sujet du contrat de l'asile de Beauport, un des bills ayant été rejeté.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Répond qu'en votant un bill déterminant les droits des propriétaires, le Conseil a donné au gouvernement tous les pouvoirs conférés par le bill qui a

été rejeté, et que le gouvernement a toutes les cartes en mains.

M. C. FITZPATRICK (Québec-Comté): Exprime l'opinion que le Conseil législatif n'a pas agi très logiquement en votant un bill et en en rejetant un autre semblable au premier.

La proposition est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu pour la deuxième fois.

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Messages du Conseil législatif:**

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé le bill (bill no 100) intitulé: "Loi concernant la fermeture des magasins à bonne heure", avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

#### **Fermeture des magasins**

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 100) intitulé: "Loi concernant la fermeture des magasins à bonne heure. Les amendements sont adoptés et le bill est renvoyé au Conseil législatif.

#### **Rapports de comités:**

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Propose, appuyé par le représentant de Compton (M. J. McIntosh), que cette Chambre concoure dans le premier rapport du comité conjoint des deux Chambres sur les impressions de la Législature.

Adopté.

A une heure, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à quatre heures

#### **Messages du Conseil législatif:**

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement, savoir:

Bill (bill no 26) intitulé: "Loi concernant les subsides accordés à certaines compagnies de chemins de fer".

Bill (bill no 96) intitulé: "Loi amendant la loi relative au Barreau".

Bill (bill no 9) intitulé: "Loi modifiant de nouveau la loi des licences de Québec".

Bill (bill no 121) intitulé: "Loi amendant la loi concernant les dentistes".

Bill (bill no 156) intitulé: "Loi amendant certaines lois de la présente session".

Et bill (bill no 155) intitulé: "Loi dégageant certains terrains vendus avec le chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa & Occidental".

Aussi, le Conseil législatif insiste sur son amendement au bill (bill no 79) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal (1889) et ses amendements", relativement à l'élection du maire.

#### **Charte de la cité de Montréal**

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Propose, appuyé par le représentant de Dorchester (l'honorable L.-P. Pelletier), que cette Chambre ne concoure pas dans l'amendement fait par le Conseil législatif au bill (bill no 79) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal (1889) et ses amendements".

Adopté.

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Propose qu'un comité spécial composé des honorables MM. Hall, Marchand et Mercier et de MM. Kennedy, Villeneuve et Martineau soit nommé pour préparer les raisons à offrir dans une conférence avec le Conseil législatif pour lesquelles cette Chambre ne concourt pas dans les dits amendements.

Adopté.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Exprime son regret de voir la prorogation ajournée par une législation privée.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Déclare que bien qu'il ait déjà fait de nombreux sacrifices en vue de faire adopter ce bill dans l'intérêt de la gare de l'Est, il ira même jusqu'à sacrifier la gare du Canadien Pacifique, afin d'empêcher qu'un principe tel que celui de l'élection du maire par le conseil, devienne loi.

Il est résolu que cette Chambre suspende maintenant ses délibérations pour permettre à ce comité de siéger.

La Chambre, en conséquence, suspend ses

délibérations, pour les reprendre après quelque temps.

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Fait rapport que le comité spécial nommé par cette Chambre pour préparer les raisons pour lesquelles cette Chambre ne concourt pas dans les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 79) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal, (1889), et ses amendements" a préparé les dites raisons, qui sont comme suit:

1. Parce qu'aucune pétition n'a été faite à la Législature demandant que le maire de Montréal soit élu par le conseil de ville au lieu de l'être par les électeurs de la cité.

2. Parce que le conseil de ville de Montréal n'a jamais demandé ni suggéré d'amendement à ce sujet.

3. Parce qu'il serait injuste de priver les citoyens de Montréal du droit qu'ils ont d'élire leur premier magistrat.

Les dites raisons sont lues deux fois et adoptées sur division.

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5): Propose qu'il soit résolu qu'une conférence avec le Conseil législatif est désirable afin de lui communiquer les raisons qui ont induit cette Chambre à ne pas concourir dans les amendements faits par Leurs Honneurs au bill (bill no 79) intitulé: "Acte modifiant la charte de la cité de Montréal, (1889), et ses amendements".

Adopté.

Il est résolu qu'un message soit envoyé au Conseil législatif, informant Leurs Honneurs de la précédente résolution.

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5): Propose que les honorables messieurs Hall, Mercier et Marchand et messieurs Kennedy, Villeneuve et Martineau soient les délégués de cette Chambre pour la conférence avec le Conseil législatif.

Adopté.

Il est résolu que cette Chambre suspende maintenant ses délibérations pour permettre aux délégués nommés par cette Chambre de se rendre au Conseil législatif, à une conférence au sujet des amendements faits par Leurs Honneurs au bill (bill no 79) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal (1889) et ses amendements".

Après quelque temps, la Chambre reprend ses délibérations.

L'HONORABLE J. S. HALL (Montréal no 5): Au nom des délégués nommés pour se rendre au Conseil législatif, fait rapport qu'ils se sont rendus au Conseil législatif, qu'ils ont exposé à cette

honorable Chambre les raisons pour lesquelles l'Assemblée législative ne concourt pas dans les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 79) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal (1889) et ses amendements", et que le Conseil a répondu par la voix de son président qu'il enverrait sa réponse par l'un de ses officiers.

#### Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif, malgré les raisons données par le comité spécial nommé pour soumettre au Conseil législatif les raisons pour lesquelles cette Chambre ne concourt pas dans les amendements faits au bill (bill no 79) intitulé: "Acte pour amender la charte de la cité de Montréal (1889) et ses amendements", persiste dans les amendements faits par lui au dit bill.

Le Conseil législatif a aussi passé le bill (bill no 57) intitulé: "Acte pour octroyer à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 juin 1894 et le 30 juin 1895 et pour d'autres fins du service public", sans amendement.

Aussi, le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement, savoir:

Bill (bill no 90) intitulé: "Loi amendant le code civil et l'article 610 du code de procédure civile, relativement aux privilèges des "voyageurs", bûcherons et autres";

Bill (bill no 103) intitulé: "Loi amendant le code civil, relativement aux privilèges des constructeurs, journaliers, ouvriers et fournisseurs de matériaux".

Et bill (bill no 148) intitulé: "Loi amendant la loi relative aux registres de l'état civil".

#### Documents:

##### Saisie à bord de la goélette Stadacona

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 4 décembre 1893, demandant copie de tous documents se rapportant à une certaine saisie de fourrures appartenant à la Compagnie de la Baie d'Hudson, opérée dans le cours du mois de juillet dernier, à Québec, à bord de la goélette "Stadacona", capitaine Narcisse Blais, par le garde-chasse F.-X. Joannette. (Document de la session no 91).

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux sans que la question ait été mise aux voix.

## **Reprise de la séance à huit heures trente**

### **Charte de la cité de Montréal**

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Propose, appuyé par le représentant de Bonaventure (M. H. Mercier), qu'à la suite des résolutions adoptées à la deuxième séance de ce jour, et du message au Conseil législatif, un nouveau message soit envoyé au Conseil législatif demandant une conférence libre pour discuter avec les délégués du Conseil les raisons pour lesquelles cette Chambre ne croit pas devoir concourir dans l'amendement fait par le Conseil législatif au bill (bill no 79) au sujet de l'élection du maire de Montréal, et que les honorables MM. Hall, Marchand, Mercier et MM. Kennedy, Villeneuve et Martineau soient nommés les délégués de cette Chambre à cette conférence.

M. A.-P. CARTIER (Saint-Hyacinthe): Propose que l'amendement du Conseil soit accepté dans l'intérêt du reste du bill.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Propose un sous-amendement à l'effet que le principe ne puisse être sacrifié, même dans l'intérêt des autres clauses importantes du bill.

DES VOIX: Vote! Vote!

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Dit que si le député de Saint-Hyacinthe (M. A.-P. Cartier) persiste à faire sa motion, il proposera que la Chambre lève la séance jusqu'à lundi après-midi, parce qu'il a promis à certains députés qui sont partis que le vote de ce matin serait le dernier sur ce sujet.

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Lui donne son adhésion.

M. H. MERCIER (Bonaventure): L'approuve.

M. P. KENNEDY (Montréal no 6): Est d'accord avec le représentant de Montréal no 5 (l'honorable J.S. Hall).

M. H. MERCIER (Bonaventure): Proteste contre le fait que l'on fasse attendre la Chambre; tous les députés sont indignés de ce retard.

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Propose de faire ajourner la Chambre jusqu'à lundi, 3 heures, pour la prorogation.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Dit que les députés représentant la ville de Montréal préféreraient abandonner les importantes clauses du bill plutôt que de supporter un changement dans le mode d'élection sans qu'il n'y ait eu de pétition signée par les citoyens à cet effet. Il pense que la première motion du député de Montréal no 5 (l'honorable J.S. Hall) est la seule qui soit raison-

nable et que l'on devrait demander une autre conférence.

Il serait toujours temps de présenter l'autre motion si on s'y refusait. En effet, la dernière fois la demande de conférence n'avait pas été faite en bonne et due forme.

M. F. MARTINEAU (Montréal no 1): Dit que si un changement dans le mode d'élection du maire était désiré, on pourrait introduire un bill à cet effet l'an prochain.

La proposition du député de Montréal no 5 (l'honorable J.S. Hall) est adoptée sur division.

Il est ordonné que les honorables MM. Hall, Marchand et Mercier et MM. Kennedy, Villeneuve et Martineau se rendent au Conseil législatif et demandent cette conférence.

Il est résolu que cette Chambre suspende ses délibérations.

La Chambre suspend, en conséquence, ses délibérations pour les reprendre après quelque temps.

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Fait rapport que les délégués de la part de cette Chambre ont demandé une conférence libre au Conseil législatif au sujet de l'amendement fait par leurs Honneurs au bill (bill no 79) modifiant la charte de la cité de Montréal (1889) et ses amendements, et que le Conseil a répondu par la voix de son président qu'il enverrait sa réponse par un de ses officiers.

### **Messages du Conseil législatif:**

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe cette Chambre qu'il a acquiescé à la demande d'une conférence libre au sujet des amendements au bill (bill no 79) intitulé: "Acte pour amender la charte de la cité de Montréal (1889) et ses amendements", et que les délégués de la part du Conseil législatif sont les honorables MM. Archambault, de Boucherville et Laviolette, qui rencontreront le nombre de délégués requis par l'usage parlementaire, nommés de la part de l'Assemblée législative, à 9 1/2 heures, dans la salle de lecture du Conseil législatif.

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Propose que cette Chambre suspende maintenant ses délibérations pour permettre à ses délégués de se rendre à la conférence.

Adopté.

La Chambre suspend, en conséquence, ses délibérations pour les reprendre après quelque temps.

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Au nom des membres nommés par cette Chambre pour rencontrer les délégués du Conseil législatif au sujet des amendements faits par Leurs Honneurs au bill (bill no 79) intitulé: L'Acte pour

amender la charte de la cité de Montréal (1889) et ses amendements", fait rapport qu'en conformité des instructions qui leur ont été données, ils ont rencontré les honorables membres du Conseil législatif au sujet de ces amendements, et que le Conseil enverra une réponse par l'un de ses officiers.

### Messages du Conseil législatif:

**M. L'ORATEUR:** Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'après avoir entendu le rapport de ses conférenciers, au sujet du bill (bill no 79) intitulé: "Loi pour amender la charte de la cité de Montréal (1889) et ses amendements" il persiste dans les dits amendements.

**M. P. KENNEDY** (Montréal no 6): Se plaint que le Conseil, qui a été traité avec tant de bonté par les députés de cette Chambre, contrecarre leurs désirs et prive les électeurs de Montréal de leur droit de vote pour élire leur maire.

**M. F. MARTINEAU** (Montréal no 1): S'oppose vigoureusement à l'adoption de cet amendement.

**L'HONORABLE J.S. HALL** (Montréal no 5): Dit que le bill est maintenant presque mort. Il est mieux qu'il en soit ainsi plutôt que d'avoir à sacrifier le principe de l'élection par le peuple afin d'assurer les améliorations proposées par ce bill. Il serait préférable d'attendre à l'année prochaine pour les améliorations, parce que si le principe d'élection par le conseil est adopté, il sera difficile de s'en débarrasser. Il est tout à fait incapable de comprendre les agissements de la Chambre haute dans cette affaire.

**M. H. MERCIER** (Bonaventure): Désapprouve la façon dont les électeurs ont été ignorés et maltraités.

**M. J.-O. VILLENEUVE** (Hochelaga): Propose que les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 79) intitulé: "Loi modifiant la Charte de la cité de Montréal (1889) et ses amendements" soient maintenant lus la seconde fois.

**M. A.-P. CARTIER** (Saint-Hyacinthe): Propose comme amendement, appuyé par le représentant de Laprairie (M. C. Doyon), que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants: "cette Chambre désirant voir s'opérer les améliorations auxquelles pourvoit le bill (bill no 79) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal (1889) et ses amendements", lesquelles seront d'un grand avantage pour Montréal; et attendu que la passation du projet de loi est mise en danger par la divergence d'opinion entre les deux Chambres, déclare voter maintenant — et sous toutes réserves, quant au principe de l'élec-

tion du maire par les électeurs directement ou par les échevins — la seconde lecture des amendements faits par le Conseil législatif au susdit bill".

**M. H. MERCIER** (Bonaventure): Soulève un point d'ordre à l'effet que l'on a déjà répondu à cette question par la négative.

**M. L'ORATEUR:** Décide que cette motion est dans l'ordre.

**L'HONORABLE L.-P. PELLETIER** (Dorchester): Propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable G.-A. Nantel) que le débat soit ajourné.

Il dit que si les députés de Montréal retournaient dans leur comté pour consulter les électeurs, ils constateraient peut-être que ceux-ci consentiraient à laisser passer l'amendement plutôt que de sacrifier ces améliorations et le bill entier.

**M. H. MERCIER** (Bonaventure): S'objecte et dit qu'il doit maintenir sa décision, car il n'est pas de ceux qui changent d'opinion à toutes les cinq minutes. Il ajoute que les représentants de Montréal, ne prenant pas fermement position dans cette affaire, s'exposent à être sifflés s'ils circulent dans les rues durant le jour.

**L'HONORABLE L.-O. TAILLON** (Chambly): Se déclare en faveur de la motion du député de Dorchester (l'honorable L.-P. Pelletier), et estime qu'il est seulement juste que les députés qui sont retournés chez eux aient une chance de revenir et de voter.

**L'HONORABLE J. S. HALL** (Montréal no 5): Dit qu'il a reçu de nombreuses protestations contre le changement et, qu'en toute bonne foi, il a promis aux citoyens qui s'étaient adressés à lui qu'on ne leur enlèverait pas leur droit de vote. Il a pu constater que la Chambre s'était déjà prononcée en ce sens, et il ne pense pas que le Conseil s'opposera à la voix populaire et à la Chambre des représentants du peuple. Il ajoute qu'il est inutile de rencontrer à nouveau la population parce que son opinion est faite. Toutefois, il la protégera de son mieux.

**M. J.-O. VILLENEUVE** (Hochelaga): S'exprime dans le même sens.

Et la question "Que le débat soit ajourné", étant mise aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

**POUR:** MM. Beaubien, Cartier, Doyon, Nantel, Pelletier, Petit, 6.

**CONTRE:** MM. Baker, Carbray, Châteauvert, Dechêne, Desjardins, Hall, Kennedy, King, Marchand, Mercier, Martineau, Pinault, Shehyn, Tessier (Portneuf), Villeneuve, 15.

Ainsi la proposition est résolue négativement.

Et l'amendement le député de Saint-Hyacinthe (M. A.-P. Cartier) étant mis aux voix, la Chambre

se divise: et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Beaubien, Cartier, Doyon, Nantel, Pelletier, 5.

CONTRE: MM. Baker, Carbray, Châteauvert, Dechêne, Desjardins, Hall, Kennedy, King, Marchand, Mercier, Martineau, Pinault, Shehyn, Tessier (Portneuf), Villeneuve, 15.  
Ainsi, il est résolu négativement.

La séance est levée à onze heures quinze (p.m.).

## Séance du 8 janvier 1894

### Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à onze heures trente.

#### Union des commis-marchands de la cité de Montréal

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose, appuyé par le représentant de Hochelaga (M. J.-O. Villeneuve), que l'honoraire de \$200.00 payé pour le bill (bill no 38) modifiant et refondant la loi organique de l'Union des commis-marchands de la cité de Montréal (société de bienfaisance) soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Adopté.

#### Demande de documents:

##### Comité d'agriculture

M. N. BERNATCHEZ (Montmagny): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (M. J. Shehyn), qu'il soit mis devant cette Chambre copie du rapport du comité d'agriculture adopté par le dit comité, le 3 janvier 1894.

Adopté.

#### Charte de la cité de Montréal

M. B. BEAUCHAMP (Deux-Montagnes): Propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable G.-A. Nantel), que le bill (bill no 79) modifiant la charte de Montréal (1889) et ses amendements soit remis sur l'ordre du jour pour considération ultérieure des amendements faits par le Conseil législatif.

Adopté.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Regrette que l'on ait tant retardé la prorogation pour une mesure privée, même pour une mesure aussi importante que le bill de Montréal. Il regrette que le conseil municipal ne se soit pas présenté devant la Législature plus tôt au cours de la session, et espère qu'une chose comme celle qui vient de se passer ne se reproduira pas.

M. H. MERCIER (Bonaventure): Réplique que l'Opposition n'était coupable de rien relativement à ce bill puisqu'elle défendait le principe de l'élection du maire par le peuple.

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Propose, appuyé par le représentant de Bonaventure (M. H. Mercier), que, vu la gravité de la situation et l'importance des intérêts en jeu, en rapport avec le bill (bill no 79) modifiant la charte de Montréal (1889) et ses amendements, cette Chambre est d'opinion qu'une nouvelle tentative devrait être faite auprès du Conseil législatif pour amener une entente, et qu'en conséquence un nouveau message lui soit envoyé, le priant de

reconsidérer sa décision au sujet de ses amendements concernant l'élection du maire de Montréal.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

#### Rapports de comité:

M. M.F. HACKETT (Stanstead): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des comptes publics. Voici le rapport:

Votre comité, depuis son dernier rapport, a entendu:

1. M. G. Grenier, greffier du Conseil exécutif, re les nominations des honorables John McIntosh et Philippe Landry, respectivement, comme commissaire et commissaire "ad interim", pour la province de Québec, à l'exposition universelle de Chicago.

2. L'honorable John McIntosh, au sujet des dépenses encourues par la commission provinciale à Chicago, durant l'exposition.

3. M. A.-H. Verret, auditeur de la province, au sujet des dépenses encourues relativement à l'arbitrage entre la province de Québec, le gouvernement de la Puissance et la province d'Ontario, concernant le fonds des écoles élémentaires (chap. 26, S.C.C.), et aussi au sujet des contrats du palais de justice, à Montréal.

Les documents, pièces justificatives, etc., fi-lés, ainsi que les notes sténographiques de la preuve faite dans chaque cas, sont annexés à ce rapport, pour la considération de votre honorable Chambre.

A une heure, la Chambre interrompt ses travaux sans que la question ait été mise aux voix.

#### Reprise de la séance à trois heures trente

#### Documents:

M. L'ORATEUR: Dépose, sur le bureau de la Chambre l'état des affaires, pour l'année 1893, de l'hospice Saint-Louis, de Saint-Denis, et de l'Hôtel-Dieu de Québec; de l'hospice de la maternité et des enfants abandonnés aux soins des sœurs de la Miséricorde, Montréal; de l'asile de Saint-Ferdinand-d'Halifax; de l'hôpital Saint-Patrice, Montréal; de l'hospice Saint-Joseph de Sainte-Anne-de-la-Pocatière; de l'Association de l'asile Sainte-Brigitte, Québec; du monastère de Notre-Dame de la Charité du Bon-Pasteur, Montréal; de "The Ladies' Benevolent Society", Montréal; de l'hospice des sœurs de la Charité, Québec; de l'asile des orphelins des sœurs de la Charité, Québec; de l'Ouvroir des sœurs de la Charité, Québec; de l'Association des dames charitables, Québec; de l'Hôtel-Dieu de Saint-Joseph-d'Arthabaskaville, et de l'hospice de Saint-Ferdinand-d'Halifax. (Document de la session no 11)

#### Messages du Conseil Législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe la Chambre qu'il n'insiste pas sur les troisième, quatrième et cinquième amendements, au sujet de l'élection du maire dans le bill (bill 79) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal (1889) et ses amendements".

#### Charte de la cité de Montréal

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Propose, appuyé par le représentant de Montréal no 6 (M. P. Kennedy), que les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 79) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal (1889) et ses amendements", moins les troisième, quatrième et cinquième amendements, soient maintenant lus la deuxième fois. Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés sur division.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements, à l'exception des troisième, quatrième et cinquième amendements sur lesquels Leurs Honneurs n'insistent pas.

#### Messages du lieutenant-gouverneur:

Message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par Samuel Staunton Hatt, écuyer, gentilhomme huissier à la verge noire:

M. l'Orateur,

Son Honneur le lieutenant-gouverneur m'a donné d'informer cette honorable Chambre que c'est le plaisir de Son Honneur que les membres de cette Chambre se rendent immédiatement



auprès de Son Honneur, dans la salle des séances du Conseil législatif.

### **Au Conseil législatif:**

En conséquence, M. l'Orateur et la Chambre se rendent auprès de Son Honneur, qui donne alors, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills publics et privés qui suivent:

Loi amendement la loi 44-45 Victoria, chapitre 86, intitulée: "Acte autorisant la vente de certaines propriétés substituées en vertu du testament de feu George Burns Symes".

Loi amendement la charte de la Compagnie de pouvoir électrique de Montmorency.

Loi modifiant la loi relative aux registrateurs et à l'organisation des bureaux d'enregistrement.

Loi modifiant la loi relative aux traitements de certains officiers de justice.

Loi modifiant la loi relative aux juges de paix.

Loi relative aux édifices publics.

Loi concernant la révision et la modification du code de procédure civile du Bas-Canada.

Loi modifiant de nouveau la loi des licences de Québec.

Loi amendement la loi relative aux asiles d'aliénés.

Loi concernant le contrat passé entre le gouvernement et les soeurs de la Charité de Québec, relativement au maintien des aliénés dans l'asile de Beauport.

Loi relative au contrat passé entre le gouvernement, la "Standard Life Assurance Company" et les soeurs de la Charité de Québec.

Loi amendement la loi de l'Instruction publique.

Loi amendement la loi des écoles d'industrie.

Loi amendement la loi des écoles de réforme.

Loi relative à la transmission, au secrétaire de la province et aux registrateurs, des rôles d'évaluation.

Loi modifiant le code municipal.

Loi amendement la loi relative au département du secrétaire de la province.

Loi concernant les appels des décisions des recorders et des Cours de recorders en matière de taxes.

Loi modifiant la loi relative à la cour de circuit pour le district de Montréal.

Loi amendement la loi concernant le Conseil d'hygiène de la province de Québec.

Loi relative aux établissements industriels.

Loi modifiant la loi 56 Victoria, Chapitre 22, concernant l'entretien des ponts construits en tout ou en partie par le gouvernement.

Loi ayant pour objet d'assurer une quittance valide au gouvernement, et déterminant les personnes auxquelles il remettra une certaine partie du prix de vente de l'asile de Beauport.

Loi concernant les subsides accordés à certaines compagnies de chemin de fer.

Loi abrogeant la loi 56 Victoria, chapitre 17, intitulée: "Loi concernant les licences".

Acte amendement l'acte 20 Victoria, chapitre 125, intitulé: "Acte pour diviser la commission des

chemins à barrières de Québec, en deux commissions distinctes, et établir d'autres dispositions à cet effet", et les différents actes l'amendant.

Loi amendement la loi concernant les sociétés d'agriculture.

Loi amendement la loi concernant l'agriculture, relativement aux sociétés d'horticulture et de pomologie.

Loi autorisant le curé et marguilliers de l'Oeuvre et fabrique de la paroisse Sainte-Scholastique, district de Terrebonne, à aider à la reconstruction du couvent du village Sainte-Scholastique.

Loi assurant les effets civils au mariage contracté entre Frédéric Pratt et Marie-Albina Thibault.

Loi modifiant la charte de la cité de Montréal.

Loi autorisant dame Albina Pominville, épouse d'Arthur Gagnon, à vendre certains biens substitués.

Loi constituant en corporation l'établissement connu sous le nom de "Robert Jones Memorial Convalescent Hospital for Children of Parents belonging to the Church of England, in the diocese of Montreal".

Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, Adolphe-Marie-Louis-Eugène Bécigneul à l'exercice de la profession d'avocat dans cette province.

Loi modifiant et refondant la loi organique de l'Union des commis-marchands de la cité de Montréal, 43-44 Victoria, Chapitre 85.

Loi ratifiant certaines ventes d'immeubles et certaines transactions entre Joseph Léveillé et ses enfants.

Loi constituant en corporation l'Institut des soeurs Servantes du Sacré-Coeur-de-Marie.

Loi concernant l'Association d'assurance mutuelle des fabriques des diocèses de la province ecclésiastique de Montréal.

Loi constituant en corporation les Ursulines de Stanstead.

Loi constituant en corporation les Révérendes mères religieuses Ursulines de Roberval.

Loi constituant en corporation la Compagnie d'assurance des marchands contre le feu.

Loi modifiant la loi 54 Victoria, chapitre 78, concernant la charte de la cité de Montréal.

Loi relative aux biens de feu François-Xavier Beaudry légués pour des fins de charité.

Loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de la rive sud.

Loi constituant en corporation la ville de Saint-Jérôme.

Loi modifiant les lois relatives à la corporation de la cité de Québec.

Loi modifiant l'acte d'incorporation de l'Union Saint-Joseph de Lachine, (41 Victoria, chapitre 35).

Loi modifiant la loi constituant en corporation la Corporation des soeurs Marianites de Sainte-Croix.

Loi érigeant la paroisse de Saint-Nazaire-d'Acton en municipalité, détachant certains lots

du comté de Drummond et les annexant à la dite paroisse et au comté de Bagot, pour toutes les fins municipales et scolaires.

Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province à admettre au nombre de ses membres Thomas Thadée Nesbitt, docteur en médecine de l'Université Laval.

Loi autorisant Didier Garneau, étudiant en l'art dentaire, à exercer sa profession dans la province de Québec, en abrégant le terme de ses études et de sa cléricature, à raison de son âge et de son expérience acquise.

Loi modifiant la loi relative à la ville de Saint-Henri.

Loi déclarant Joseph-Herménégilde Chalifoux membre du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec.

Loi modifiant de nouveau l'acte d'incorporation de la ville de Lévis, tel que refondu par la loi 36 Victoria, chapitre 60, et les actes qui l'amendent.

Loi constituant la ville de la Côte-Saint-Paul en corporation.

Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, Louis Gordon Glass au nombre de ses membres.

Loi concernant le Jardin zoologique de Montréal.

Loi constituant en corporation l'institution "Pettes Memorial".

Loi modifiant et refondant l'acte d'incorporation de la ville de Chicoutimi.

Loi ratifiant un acte de vente entre Joseph-Louis et Théophile David, et les héritiers de Fleury David.

Loi modifiant la loi 44-45 Victoria, chapitre 44, constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer de Québec, Montmorency et Charlevoix et ses amendements, et conférant d'autres pouvoirs à la dite compagnie.

Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Camille Piché au nombre de ses membres, après examen.

Loi refondant les lois organiques de la corporation de la ville de Salaberry-de-Valleyfield.

Loi amendant les diverses lois concernant la corporation de la cité des Trois-Rivières.

Loi modifiant la charte de la cité de Montréal (1889) et ses amendements.

Loi modifiant l'acte d'incorporation de la ville de Buckingham.

Loi autorisant John Bryson, de Fort-Coulonge, à vendre certains immeubles qu'il possède actuellement, seul ou conjointement avec l'héritier mineur de sa femme, sans l'autorisation d'un conseil de famille ou autres formalités judiciaires.

Loi ratifiant le partage d'immeubles possédés par indivis par les successions Ferdinand David, Michel Laurent et dame Delphine Choquette, en son vivant veuve de l'honorable Sévère Rivard, ainsi que le partage des immeubles de cette dernière entre ses héritiers.

Loi modifiant les actes relatifs à la Compagnie de chemin de fer urbain de Montréal.

Loi érigeant la paroisse de Sainte-Christine, et autres terrains détachés de la municipalité de la

paroisse de Saint-André-d'Acton, en municipalité locale, pour les fins municipales et scolaires, et l'annexant pour le même but au comté de Bagot.

Loi concernant la substitution créée par François Guénette et Aurélie Beaudry, son épouse.

Loi donnant de nouveaux pouvoirs à l'Union Saint-Joseph de Saint-Jean-Baptiste de Québec, et pour d'autres fins.

Loi constituant en corporation l'Union des briquetiers de Montréal.

Loi refondant la loi organique de la Congrégation de Saint-Michel de Sorel.

Loi amendant le code civil et l'article 610 du code de procédure civile, relativement aux privilèges des "voyageurs", bûcherons et autres.

Loi pour rendre valides certains actes notariés.

Loi amendant la loi relative au Barreau.

Loi concernant la fermeture des magasins à bonne heure.

Loi amendant le code civil, relativement aux privilèges des constructeurs, journaliers, et fournisseurs de matériaux.

Loi amendant la loi relative aux maîtres et serveurs.

Loi modifiant de nouveau le code municipal.

Loi modifiant l'acte 46 Victoria, chapitre 88, modifiant et refondant les différents actes concernant la Compagnie du chemin de fer de Québec et du Lac-Saint-Jean, et les lois qui le modifient.

Loi modifiant le code des notaires.

Loi amendant la loi concernant les dentistes.

Loi modifiant l'article 5668 des statuts refondus.

Loi modifiant le code de procédure civile.

Loi accordant une extension de pouvoirs aux corporations municipales de la ville de Nicolet et de Saint-Jean-Baptiste de Nicolet.

Loi amendant la loi 55-56 Victoria, chapitre 17, intitulée: "Loi relative aux droits sur les successions et les transports d'immeubles".

Loi amendant et refondant les lois 55-56 Victoria, chapitres 10 et 15, et 56 Victoria, chapitre 15, concernant certaines taxes et licences.

Loi validant certains actes de transport d'immeubles, sujets aux droits imposés par l'article 1191a des statuts refondus.

Loi amendant la loi concernant l'agriculture, relativement aux cercles agricoles.

Loi amendant l'article 3510 des statuts refondus.

Loi modifiant la loi concernant les taxes directes sur les corporations commerciales.

Loi concernant l'application de l'article 4753 des statuts refondus.

Loi relative au règlement définitif du fonds des écoles élémentaires.

Loi amendant la loi concernant l'agriculture et la colonisation, relativement aux sociétés coopératives de cercles agricoles.

Loi concernant la dette publique.

Loi amendant la loi relative aux registres de l'état civil.

Acte pour amender l'article 4124 des statuts refondus, concernant les arpenteurs.

Loi amendant les dispositions spéciales relatives

ves aux écoles publiques de la cité de Montréal.

Loi constituant en corporation l'Ecole polytechnique.

Loi relative à l'enregistrement des titres dans les comtés de Mégantic et de Lotbinière, en ce qui se rapporte aux paroisses Saint-Sylvestre et Saint-Patrice-de-Beaurivage.

Loi amendant la loi numéro 86 de cette session intitulée: "Loi concernant la substitution créée par François Guénette et Aurélie Beaudry, son épouse".

Loi dégageant certains terrains vendus avec le chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental.

Loi amendant certaines lois de la présente session.

#### **Discours de l'Orateur de l'Assemblée législative:**

L'Orateur de l'Assemblée législative s'adresse à Son Honneur le lieutenant-gouverneur:

Qu'il plaise à Votre Honneur:

Au nom de l'Assemblée législative de la province de Québec, je présente un bill (bill no 57) intitulé: "Acte pour octroyer à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 juin 1894 et le 30 juin 1895, et pour d'autres fins du service public", lequel je prie humblement Votre Honneur de vouloir bien sanctionner.

A ce bill, la sanction royale a été donnée dans les termes suivants:

Au nom de Sa Majesté, le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill.

#### **Discours du lieutenant-gouverneur:**

Son Honneur le lieutenant-gouverneur s'adresse aux deux Chambres:

Honorables Messieurs du Conseil législatif,  
Messieurs de l'Assemblée législative,

En venant clore aujourd'hui les travaux de cette laborieuse session, je dois vous remercier de l'assiduité et du zèle que vous avez apportés à l'étude des divers sujets soumis à vos délibérations.

Les rapports qui ont été placés sous vos yeux démontrent que les efforts de mon gouvernement

pour établir l'équilibre entre les recettes et les dépenses de la province ont été couronnés d'un plein succès. Déjà, vous avez pu, sans nuire à la parfaite stabilité de notre crédit, diminuer certains impôts votés en mil huit cent quatre-vingt-douze, et vous avez la certitude que ces impôts pourront être encore réduits l'an prochain. Il y a donc lieu d'être satisfait des mesures adoptées pour raffermir notre situation financière.

Il ressort aussi des renseignements qui vous ont été fournis pendant cette session que l'agriculture et la colonisation sont de plus en plus en progrès parmi nous. Sachons nous en réjouir; car les destinées de notre province et celles de la Confédération canadienne sont intimement liées, et si la Providence réserve des jours d'épreuve à ce vaste pays du Canada, nous les traverserons avec moins de danger pour nous quand notre population agricole sera heureuse et prospère.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Je vous remercie des sommes que vous avez généreusement votées pour le service de Sa Majesté. Je verrai à ce qu'elles soient dépensées le plus économiquement et le plus efficacement possible, selon les prescriptions de la constitution et les intentions de la Législature.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,  
Messieurs de l'Assemblée législative,

Au moment de prendre congé de vous, je fais des vœux pour que la législation que je viens de sanctionner, au nom de Sa Majesté, porte d'heureux fruits pour le bonheur du peuple de cette province. Je prie Dieu qu'il fasse régner la paix au sein de notre société, et répande ses plus abondantes bénédictions sur vous et sur vos familles.

#### **Orateur du Conseil législatif:**

Alors l'Orateur du Conseil législatif dit:  
Honorables Messieurs du Conseil législatif,  
Messieurs de l'Assemblée législative,

C'est la volonté et le désir de Son Honneur le lieutenant-gouverneur que cette Législature soit prorogée jusqu'à jeudi, le quinzième jour de février prochain, pour être ici tenue; et cette Législature provinciale est, en conséquence, prorogée à jeudi, le quinzième jour de février prochain.